Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

2007-00324

Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

Page

Guide d'interprétation des comptes publics iii
Sources de renseignements supplémentaires vi

Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses

Détails des recettes 1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale 1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Immobilisations 1-22
Fonds ontarien d'initiative 1-25

Section 2 — États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs — Fonctionnement et Immobilisations 2-2
Sommaire des dépenses réelles et actifs — Fonctionnement et Immobilisations 2-3
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs — Fonctionnement 2-4
Sommaire des dépenses réelles et actifs — Fonctionnement 2-5
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs — Immobilisations 2-6
Sommaire des dépenses réelles et actifs — Immobilisations 2-7
Affaires civiques et Immigration 2-9
Affaires intergouvernementales 2-25
Affaires municipales et Logement 2-33
Agriculture et Alimentation 2-47
Assemblée législative, Bureau de l' 2-59
Bureau du Conseil des ministres 2-67
Bureau du directeur général des élections 2-73
Bureau du lieutenant-gouverneur 2-79
Bureau du vérificateur général 2-83
Cabinet du Premier ministre 2-87
Culture 2-91
Développement du Nord et Mines 2-103
Développement économique et Commerce 2-113
Éducation 2-123
Énergie 2-133
Environnement 2-141
Finances 2-159
Formation et Collèges et Universités 2-179
Office des affaires francophones 2-189
Ombudsman Ontario 2-195
Procureur général 2-201
Renouvellement de l'infrastructure publique 2-217
Richesses naturelles 2-223
Santé et Soins de longue durée 2-239
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 2-261
Secrétariat du Conseil de gestion 2-267
Secrétariat du renouveau démocratique 2-287
Sécurité communautaire et Services correctionnels 2-293
Services à l'enfance et à la jeunesse 2-315
Services aux consommateurs et aux entreprises 2-325
Services sociaux et communautaires 2-339
Tourisme et Loisirs 2-347
Transports 2-359
Travail 2-375

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 — Annexes — Dette

Titres Émis 3-3
Remboursement de la dette 3-8
Sommaire de la dette contractée 3-13
Encours de la dette contractée 3-16
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-45

Section 4 — Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-3
Fonds et autre passif 4-9
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-14
Créances exigibles de la Couronne 4-17

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2005-2006 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères pour les dépenses, les actifs et les recettes, les détails de la dette et d'autres annexes supplémentaires. Les dépenses réelles y sont comparées aux crédits votés.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés du gouvernement provincial qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 2-2 à 2-7, un sommaire des affectations et des crédits votés pour les dépenses et les actifs présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Les prêts administrés par l'Office ontarien de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Vient ensuite, aux pages 2-9 à 2-389, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les six états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil de gestion. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et du matériel de bureau; les frais de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences professionnelles ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services achetés de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des ouvrages; les services de traitement des données; les primes d'assurance; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant les véhicules et les ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment les bonifications d'intérêts et les subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

ACTIFS

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant la réception des produits ou des services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et les investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités.

Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et de routes et l'achat de terrains.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/index.html.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/index.html et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/finances/2006/index.html.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html.

NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir gratuitement l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbain sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. Pour d'autres options, y compris pour passer une commande en ligne, visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.gov.on.ca/french/howto/index.html.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling 416 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For other options including on-ligne ordering, please visit the Publications Ontario Web site at: www.publications.gov.on.ca/french/index.html.

section 1

Annexes –

Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2006	2005
RECETTES FISCALES	$	$
Impôt sur le revenu des particuliers	21 040 700 000	19 320 299 999
Taxe de vente au détail	15 553 680 853	14 855 423 719
Impôt sur les sociétés	9 984 000 000	9 883 000 000
Impôt-santé des employeurs	4 197 289 544	3 885 706 362
Contribution-santé de l'Ontario	2 349 548 927	1 736 500 000
Taxe sur l'essence	2 281 436 189	2 277 010 784
Taxe sur le tabac	1 379 455 340	1 452 932 448
Droits de cession immobilière	1 148 032 606	1 032 268 941
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	951 000 000	511 000 000
Taxe sur les carburants	728 534 277	726 921 588
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	112 800 000	106 731 497
Impôt sur l'administration des successions	96 763 994	86 428 947
Impôt sur les bénéfices miniers	51 711 669	50 873 887
Redevances sur les revenus bruts - Élément *impôt foncier*	23 686 388	33 416 904
Impôt foncier provincial	10 620 452	11 174 346
Taxe sur le pari mutuel	5 563 535	5 795 071
Impôt calculé sur la superficie en acres - *Loi sur les mines*	1 557 537	1 728 098
Droits de succession	142 881	144 558
Commission des sports professionnels	24 994	61 629
Impôt sur les concentrations commerciales	0	(2 658 912)
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**59 916 549 186**	**55 974 759 866**

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 034 612 207 $ en 2004-2005 et 1 111 715 188 $ en 2005-2006. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 703 082 $ en 2004-2005 et de 8 746 951 $ en 2005-2006. En 2005-2006, le gouvernement fédéral a commencé à imposer des frais à la province pour couvrir les coûts d'administration du régime ontarien d'impôt calculé sur le revenu des particuliers (ICSR). Les recettes provenant de cet impôt sont également nettes des frais d'administration de l'ICSR, qui totalisaient 10 025 041 $ en 2005-2006.

Les taux d'imposition de l'Ontario en 2004 sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 33 375 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 33 375 $ à 66 752 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 66 752 $. En 2005, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 010 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 010 $ à 68 020 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 68 020 $. En 2006, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 758 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 758 $ à 69 517 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 69 517 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 $) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2004, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 856 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 864 $. En 2005, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 929 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 957 $. En 2006, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 016 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 065 $.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2004, le montant déterminant de base est de 186 $, auquel on ajoute 343 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2005, le montant déterminant de base est de 190 $, auquel on ajoute 350 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2006, le montant déterminant de base est de 194 $, auquel on ajoute 357 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Depuis le 1er avril 2004, les primes d'assurance-automobile et les réparations et les remplacements effectués en vertu d'une garantie ne sont plus assujettis à une taxe. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux général d'imposition des bénéfices des sociétés est de 14 %. Les revenus des entreprises minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation actives sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. Le montant de cette réduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 $ et 1 128 519 $. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'éducation coopérative, (iii) la formation à l'apprentissage, (iv) la production cinématographique et télévisuelle, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation informatique et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de systèmes antipollution, de nouvelle technologie et d'autobus scolaires neufs (fin de la déduction le 31 décembre 2005), ainsi que pour la recherche-développement.

L'Ontario offre aux entreprises des incitatifs fiscaux pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de remplacement, y compris une exonération du coût intégral d'acquisition des biens admissibles et une exemption de l'impôt sur le capital.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Toutes les sociétés ontariennes sont exemptées de l'impôt sur le capital pour la première tranche de 10 millions de dollars du capital imposable. Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Toutefois, les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. Le taux de l'impôt sur le capital des institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars s'établit à 0,72 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit équivalent à 5 %.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Initialement, la taxe par cigarette, par gramme de tabac haché fin et pour tous les autres produits du tabac sauf les cigares était de 11,725 cents pour l'exercice. Ce taux a été porté à 12,35 cents le 1er février 2006. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 $. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 $, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996. La remise maximale des droits de cession est passée à 2 000 $ pour les logements faisant l'objet d'une convention d'achat conclue après le 31 mars 1999. En 2000, le programme de remise est devenu permanent.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de la *Loi sur l'imposition des sociétés* si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Le 1er janvier 2003, le taux d'imposition est passé de 14 % à 12 %. À compter du 1er janvier 2004, le taux a été réduit à 10 %. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit équivalent à 5 %.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-12).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux droits exigés aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act, 1980*. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Le gouvernement de l'Ontario a instauré la Contribution-santé de l'Ontario le 1er juillet 2004. Par conséquent, au cours de l'exercice 2004-2005, cette contribution n'a généré des recettes que pendant neuf mois. Pendant l'exercice 2005-2006, on a perçu 12 mois de recettes provenant de cette source. Ces recettes ont ainsi augmenté de 613 millions de dollars pour passer à 2 350 millions de dollars; elles se chiffraient à 1 737 millions de dollars en 2004-2005. Au cours de la même période, les dépenses du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé se sont accrues de 1 262 millions de dollars pour atteindre 32 834 millions de dollars, par rapport à 31 572 millions de dollars.

L'augmentation de 613 millions de dollars des recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario a appuyé la hausse de 1 262 millions de dollars des dépenses. D'après les taux actuels de la contribution, la variation des recettes qui en découleront devrait être beaucoup moins importante à l'avenir puisqu'elle dépendra uniquement de la croissance démographique et des revenus.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2005-2006, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 350 millions de dollars (1 737 millions de dollars en 2004-2005), ce qui représente 7,2 % (5,5 % en 2004-2005) des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 32 834 millions de dollars (31 572 millions de dollars en 2004-2005). Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2004-2005 et en 2005-2006 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses **(En millions de dollars)**	**2005-2006** **7,2 %**	**2004-2005** **5,5 %**
Hôpitaux*	834	654
Assurance-santé de l'Ontario	576	412
Foyers de soins de longue durée	191	140
Programmes de médicaments de l'Ontario	199	137
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	174	120
Santé publique et autres	376	274
Total	**2 350**	**1 737**

* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux en 2005-2006.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser en 2005 et 2006 sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable supérieur à 20 000 $ pour un revenu imposable entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable de 200 600 $ ou plus. Les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario ont été déduites des frais d'administration perçus par le gouvernement du Canada de 6 039 216 $ en 2004-2005 et de 183 639 $ en 2005-2006.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

GOUVERNEMENT DU CANADA	2006 $	2005 $
Transfert canadien en matière de santé	7 147 981 000	5 057 529 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 051 592 750	2 912 123 000
Suppléments au titre du TCSPS	583 713 301	775 131 332
Logement social	519 639 528	521 567 844
Programmes d'infrastructure	285 449 061	209 495 213
Apprentissage et garde des jeunes enfants	271 895 183	0
Transfert pour la réduction des temps d'attente	242 913 057	242 389 802
Fonds pour les appareils médicaux	194 166 203	387 387 957
Services de bien-être aux Autochtones	181 776 842	153 802 765
Expansion du bilinguisme	86 577 450	69 752 045
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	80 746 357	61 871 125
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	66 701 254	68 080 039
Fiducie – Immunisation et santé publique	52 588 858	50 463 273
Aide juridique – Droit criminel	50 800 000	49 772 701
Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	47 743 392	54 487 090
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	45 760 092	41 021 234
Aide financière aux étudiants	42 374 377	38 268 542
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	13 062 525	12 367 133
Fonds pour la réforme de la santé	0	581 910 000
Initiative fédérale relative à l'hépatite C	0	22 100 000
Autres	285 247 179	573 328 722
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**13 250 728 409**	**11 882 848 817**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans les services de santé. En 2005-2006, 19,0 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les exigences de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, y compris le développement de la petite enfance ainsi que l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. En 2005-2006, 8,2 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Le 1er avril 2004, le TCS et le TCPS ont remplacé le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Le gouvernement fédéral a dissous le TCSPS afin de créer le TCS, qui appuie les services de santé, et le TCPS, qui appuie l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Pour déterminer les paiements que les provinces et les territoires recevront au titre du TCS et du TCPS, le gouvernement fédéral utilise une formule tenant compte de la population et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et sur le revenu des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978.

Le gouvernement fédéral a aussi créé un certain nombre de suppléments non renouvelables en matière de santé et de programmes sociaux en 2003 et 2004 pour couvrir une partie des dépenses des provinces et des territoires dans le secteur de la santé. Il a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral, qui prendra fin après 2005-2006.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les fonds versés à l'Onta. » au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

Dans son budget de 2005, le gouvernement fédéral a annoncé l'octroi de 5 milliards de dollars sur cinq ans à l'échelle nationale pour la réalisation d'initiatives d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. En 2005-2006, ces fonds se sont chiffrés à 700 millions de dollars. Ils ont été versés dans une fiducie de tiers et distribués aux provinces et aux territoires en fonction de leur population.

Le Transfert pour la réduction des temps d'attente a été créé lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Le Fonds pour les appareils médicaux a été créé lors de la réunion des premiers ministres en février 2003 pour aider les provinces et les territoires à acheter des appareils médicaux et diagnostics neufs afin d'améliorer l'accès aux services de diagnostic financés par les deniers publics.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, ainsi qu'à décrocher et à conserver un emploi.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui doivent être mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

La Fiducie pour l'immunisation et la santé publique a été annoncée dans le budget fédéral de 2004. Cette fiducie, qui s'adresse aux provinces et aux territoires, a pour but d'appuyer la mise en oeuvre d'une stratégie nationale d'immunisation et de contribuer à accroître la capacité des gouvernements provinciaux et territoriaux en matière de santé publique. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés. En mars 2004, le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario ont conclu une nouvelle entente de partage des coûts de trois ans, allant du 1er avril 2003 au 31 mars 2006. Cette entente comprendra du nouveau financement pour des projets novateurs.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires en septembre 2000. Le fonds a pour but d'accélérer le renouvellement des services de santé dans les provinces et les territoires en assumant les coûts de transition liés aux initiatives de réforme.

Les versements destinés à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Le fonds pour la réforme de la santé a été établi lors de la réunion des premiers ministres en février 2003. Il a été créé par le gouvernement fédéral pour assumer une partie des dépenses provinciales et territoriales dans les secteurs de la réforme des services de santé primaires, des soins à domicile et de la couverture des médicaments onéreux. En 2005-2006, le fonds a été intégré au TCS.

L'initiative fédérale relative à l'hépatite C a été mise de l'avant afin d'offrir de meilleurs soins aux personnes qui ont contracté l'hépatite C par le biais du système national d'approvisionnement en sang et de prévenir la transmission accrue de cette maladie. Les paiements à l'Ontario seront fournis par Santé Canada, dans le cadre de l'accord sur l'initiative relative à l'hépatite C.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) subsides annuels de 7 999 827 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907* et des intérêts de 82 494 $ sur le fonds des écoles publiques;

b) 5 159 715 $ au titre du Projet des initiatives concernant la famille;

c) 4 162 925 $ pour l'Entente sur les services policiers des Premières nations;

d) 3 830 020 $ pour l'Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2006 $	2005 $
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 027 397 000	1 991 739 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 197 294 000	1 146 810 000
Hydro One Incorporated	504 000 000	504 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	603 000 000	(60 000 000)
Autres entreprises publiques	(23 067 000)	(4 562 431)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**4 308 624 000**	**3 577 986 569**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans 17 hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des bingos, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également des revenus représentant 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 100 millions de dollars ont été versés à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 36 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; 3 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé pour qu'il accorde un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et pour qu'on améliore l'entraînement; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province a consolidé les revenus générés par deux sources provenant des quatre casinos commerciaux exploités par la SLJO. La première source représente 20 % des revenus de jeu générés par les casinos Windsor, Niagara, Niagara Fallsview et Rama. La seconde comprend le revenu gagné net de la SLJO provenant des casinos Windsor, Niagara et Niagara Fallsview. Les gains nets du casino Rama sont affectés au Fonds des Premières nations et répartis entre les Premières nations de l'Ontario; ils ne sont pas compris dans le montant indiqué précédemment.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

AUTRES RECETTES	2006 $	2005 $
Ventes et locations	464 585 201	352 075 385
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	762 875 126	976 257 775
Loi sur les permis d'alcool – Recettes	516 443 467	488 984 807
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	49 647 933	46 624 574
Revenus tirés des jeux	34 259 714	34 660 081
Air pur Ontario	33 981 246	33 163 242
Loi sur les sûretés mobilières	26 748 422	9 795 480
Constitutions en société	19 480 642	26 093 364
Enreg. des actes/*Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	13 906 622	18 936 036
Loi sur les valeurs mobilières	5 000	(14 480 975)
Loi sur les assurances	0	14 781 231
Autres	372 090 369	336 233 595
Total des droits, permis et autorisations	1 829 438 541	1 971 049 210
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	124 528 538	135 178 277
Droits sur le bois de la Couronne	32 974 166	111 967 216
Teranet – Redevances, FIEF	15 000 000	14 997 562
Autres	18 570 997	15 630 292
Total, redevances	191 073 701	277 773 347
Recouvrement de dépenses des années précédentes	238 799 509	196 699 312
Remboursement des dépenses	1 295 457 302	1 240 550 977
Amendes et pénalités	38 645 048	25 349 720
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	1 021 000 000	997 000 000
Ventes d'électricité	779 000 000	610 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	141 096 000	148 417 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	396 000 000	236 000 000
Divers	354 082 418	351 094 061
Total, divers	2 691 178 418	2 342 511 061
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**6 749 177 720**	**6 406 009 012**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment : les permis de vente d'alcool, les permis *minibar*, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) est une société de la Couronne qui s'autofinance. Elle est chargée de réglementer et de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. De plus, elle assure l'application de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*. La CVMO a pour mandat de protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses et de favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en leur intégrité. Les droits générés par la CVMO sont fondés sur les notions de « droits de participation » et de « droits d'activité ». Les droits de participation représentent l'avantage que tirent les participants de leur participation aux marchés financiers de l'Ontario. Les droits d'activité désignent le coût direct des ressources en personnel qu'assume la CVMO pour prendre une mesure précise ou fournir un certain service à la demande d'un participant du marché.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Conformément à l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, L.R.O. 1997, chap. 28, et à la partie II du Règlement de l'Ontario 11/01, tel que modifié par le Règlement de l'Ontario 141/05, la province recouvre tous les frais engagés par la Commission des services financiers de l'Ontario en ce qui a trait au secteur des assurances.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent le minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2005-2006 étaient de 3,72 $ le mètre cube, moins une réduction de 86,9 % en raison de la révision de prix exceptionnelle tenant compte des conditions économiques auxquelles fait face l'industrie forestière. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés comme un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont ajustés chaque mois et varient entre 0 $ et 20 $ le mètre cube, selon les conditions du marché. De plus, la province perçoit des frais aux fins de la régénération forestière.

La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de la consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle découlant de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro soit éliminée.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité achetée par la SFIEO, le successeur légal d'Ontario Hydro, en vertu de contrats d'achat d'électricité que l'ancienne société Ontario Hydro a conclus avec des producteurs indépendants.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. La SIERE a remplacé la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité pour ce qui est de la gestion du réseau d'électricité de la province. Elle établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

La réduction nette des contrats d'achat d'électricité représente la baisse nette de la valeur des pertes prévues en vertu des contrats passés avec les producteurs indépendants. Ces variations sont attribuables à plusieurs facteurs : ajout d'un intérêt au passif, déduction des pertes prévues en cours d'exercice et comptabilisation d'un amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité.

	2006	2005
	$	$
TOTAL DES RECETTES	**84 225 079 315**	**77 841 604 264**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	-	637 980	-	-	220
Affaires intergouvernementales	-	-	-	-	135
Affaires municipales et Logement	-	698 437 123	-	127 352 890	12 663 022
Agriculture et Alimentation	-	(1 725 855)	-	18 912	265 037
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	12 030
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	3 271
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Culture	-	41 272 378	-	-	290
Développement du Nord et Mines	1 557 537	-	-	-	1 535 672
Développement économique et du Commerce	-	2 585 456	3 017 337 791	13 330	376 004
Éducation	-	68 099 257	-	-	246 680
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	95 241	49 290 556
Finances	58 963 974 147	11 554 930 172	360 765 000	83 533 364	146 542 152
Formation, Collèges et Universités	-	124 121 491	-	480 562	8 560 387
Office des affaires francophones	-	1 620 183	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-
Procureur général	(7 485)	54 339 075	-	32 107 503	75 763 922
Richesses naturelles	-	615 472	-	4 020 746	2 367 567
Santé et Soins de longue durée	-	80 522 344	-	13 012 310	8 364 545
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-	220
Secrétariat du Conseil de gestion	-	953	-	156 221	1 011 716
Secrétariat du renouveau démocratique	-	-	-	-	10
Sécurité communautaire et services correctionnels	-	24 286 784	-	254 226 497	13 570 342
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	170 594 648	-	-	129 398
Services aux consommateurs et aux entreprises	24 994	143 640	-	-	651 182 891
Services sociaux et communautaires	-	120 531 070	-	703 891 525	2 501 788
Tourisme et Loisirs	-	32 111 077	-	-	1 380 442
Transports	-	32 461 892	-	109 784	767 289 220
Travail	-	1 013	-	75 432 332	990 870
Total des ministères	58 965 549 193	13 005 586 153	3 378 102 791	1 294 451 217	1 744 048 387
Redressements de consolidation et autres	950 999 993	245 142 256	930 521 209	1 006 085	85 390 154
Selon les états financiers consolidés	**59 916 549 186**	**13 250 728 409**	**4 308 624 000**	**1 295 457 302**	**1 829 438 541**

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2006

Amendes et pénalités	Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
$	$	$	$	$	$
-	-	-	23 909	-	662 109
-	-	-	-	-	135
-	5 319 904	-	4 412 126	30 947 004	879 132 069
-	330 972	-	2 853 046	10 199 369	11 941 481
-	132 515	-	16 842	105 626	267 013
-	-	-	-	11	3 282
-	-	-	-	73 819	73 819
-	-	-	18 441	-	41 291 109
1 430	331 258	2 006 181	531 088	235 167	6 198 333
-	-	2 625 537	979 269	2 401 000	3 026 318 387
-	256 906	-	354 840	519 046	69 476 729
-	-	-	24 437	3 519 553	3 543 990
-	97 202	-	50 210 951	36 373	99 724 323
3 276	936 853	15 000 000	3 505 956	14 158 043	71 143 348 963
383 339	-	-	7 157 427	10 890 517	151 593 723
-	-	-	10 046	-	1 630 229
-	10 050	-	23 040	21 143	54 233
36 123 646	618 574	-	853 755	45 631 433	245 430 423
585 517	10 204 406	170 971 282	42 258	59 945	188 867 193
4 500	823 927	-	294 143 301	2 217 029	309 087 956
-	-	-	22 159	37	22 416
-	82 473 252	-	24 611 190	85 469 463	193 722 795
-	-	-	-	-	10
-	972 996	391 701	5 568 296	785 618	299 802 234
-	19 738	-	14 295 025	8 131	185 046 940
4 000	147 036	-	245 339	29 242	651 777 142
-	91 550	-	11 058 851	1 700 673	839 775 457
-	21 105	-	141 909	- -	33 654 533
797 796	14 525 986	-	2 691 929	261 507	818 138 114
361 544	111 152	-	4 079	497 073	77 398 063
38 265 048	117 425 382	190 994 701	333 799 509	209 760 822	79 272 983 203
380 000	347 159 819	79 000	(95 000 000)	2 481 417 596	4 947 096 112
38 645 048	**464 585 201**	**191 073 701**	**238 799 509**	**2 691 178 418**	**84 225 079 315**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	22 228 157	2 680 622	1 266 568	19 528 087
Affaires intergouvernementales	4 412 638	455 133	474 999	1 869 850
Affaires municipales et Logement	61 475 005	7 881 680	3 691 749	82 289 413
Agriculture et Alimentation	53 371 297	7 430 974	4 457 494	41 292 885
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-
Bureau de l'Assemblée législative	62 182 043	12 447 884	6 563 398	25 386 725
Bureau du Conseil des ministres	10 769 007	1 642 912	307 624	1 562 666
Bureau du directeur général des élections	3 745 625	705 454	21 858	598 759
Bureau du lieutenant-gouverneur	555 640	64 438	34 182	245 948
Bureau du vérificateur général	6 623 852	1 246 989	323 719	2 235 466
Cabinet du Premier ministre	2 226 035	268 530	216 548	95 402
Culture	7 215 551	813 083	443 236	2 108 806
Développement du Nord et Mines	27 561 155	3 724 326	2 603 858	38 146 989
Développement économique et du Commerce	32 705 500	3 647 732	3 448 722	41 387 670
Éducation	84 206 686	11 237 413	11 731 354	69 520 312
Énergie	8 178 200	971 201	465 224	13 102 173
Environnement	139 940 078	18 394 685	7 426 308	97 746 897
Finances	213 407 971	28 830 283	27 058 995	102 523 122
Formation, Collèges et Universités	39 476 797	5 246 461	4 085 427	30 101 606
Office des affaires francophones	1 637 547	155 161	114 483	2 156 749
Ombudsman Ontario	5 723 200	1 261 200	458 800	1 277 000
Procureur général	471 621 856	57 549 660	28 714 400	216 747 613
Promotion de la santé	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	10 373 522	1 100 946	533 987	6 792 169
Richesses naturelles	184 927 681	29 114 112	15 528 633	219 975 646
Santé et Soins de longue durée	419 741 730	67 682 683	55 872 580	267 134 341
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4 150 515	464 636	358 407	2 500 505
Secrétariat du Conseil de gestion	90 787 902	912 208 355	37 663 534	211 286 972
Secrétariat du renouveau démocratique	1 730 040	177 841	59 399	190 038
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 023 597 675	136 623 181	56 264 988	302 550 404
Services à l'enfance et à la jeunesse	149 992 551	22 686 999	8 146 659	49 361 547
Services aux consommateurs et aux entreprises	94 143 839	13 826 331	8 043 014	64 431 193
Services gouvernementaux	-	-	-	-
Services sociaux et communautaires	269 208 101	43 621 678	31 776 496	81 860 293
Tourisme	-	-	-	-
Tourisme et Loisirs	13 351 665	1 545 107	884 307	11 454 958
Transports	195 541 171	31 834 697	14 635 487	360 302 906
Travail	84 764 195	10 498 936	7 239 157	33 982 960
	3 801 574 427	1 438 041 323	340 915 594	2 401 748 070
Reclassification des dépenses**	161 187 153	21 557 956	39 480 357	(243 348 624)
Total avant la consolidation	3 962 761 580	1 459 599 279	380 395 951	2 158 399 446
Redressements de consolidation et autres	514 448 467	353 534 401	64 384 488	588 259 547
Selon les états financiers consolidés	**4 477 210 047**	**1 813 133 680**	**444 780 439**	**2 746 658 993**

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) et Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (ministère des Finances).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2005-2006 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2006

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères[2]	Selon les états financiers consolidés
$	$	$	$	$	$	$
994 404	33 629 139	-	80 326 977	-	12 819 325	93 146 302
249 094	2 670 020	-	10 131 734	-	-	10 131 734
5 935 694	969 599 155	177 826 653	1 308 699 349	(109 864 655)	(271 185 238)	927 649 456
2 050 756	482 308 425	71 969	590 983 800	-	(590 983 800)	-
-	-	-	-	284 527 930	862 169 038	1 146 696 968
9 810 704	202 000	-	116 592 754	(2 123 624)	-	114 469 130
539 181	-	-	14 821 390	-	-	14 821 390
33 137	-	9 564 981	14 669 814	(204 710)	-	14 465 104
65 235	-	120 800	1 086 243	-	-	1 086 243
463 260	50 000	-	10 943 286	(466 765)	-	10 476 521
63 526	-	-	2 870 041	-	-	2 870 041
244 894	457 724 730	-	468 550 300	6 904 000	-	475 454 300
4 129 723	117 252 535	298 116 001	491 534 587	(154 136 471)	-	337 398 116
2 310 740	485 203 453	144 873	568 848 690	4 668 000	(371 459 747)	202 056 943
9 829 751	11 313 096 250	6 078 307	11 505 700 073	28 277 371	64 585 100	11 598 562 544
242 653	-	-	22 959 451	183 764 135	-	206 723 586
21 996 105	28 952 334	5 220 398	319 676 805	(44 272 000)	-	275 404 805
29 561 209	1 196 876 548	7 834 731 655	9 432 989 783	2 176 055 384	(38 848 405)	11 570 196 762
1 610 722	4 722 777 624	51 053 688	4 854 352 325	(58 836 965)	(81 869 486)	4 713 645 874
75 851	-	-	4 139 791	-	-	4 139 791
1 886 900	-	-	10 607 100	(18 136)	-	10 588 964
26 828 501	330 041 119	89 171 918	1 220 675 067	70 557 600	-	1 291 232 667
-	-	-	-	-	296 251 142	296 251 142
-	-	-	-	-	370 493 188	370 493 188
907 766	22 114 051	-	41 822 441	2 498 583	62 350 639	106 671 663
37 237 868	22 903 609	6 145 866	515 833 415	116 117 561	-	631 950 976
73 304 970	32 362 437 164	9 056 635	33 255 230 103	(486 839 526)	(230 743 799)	32 537 646 778
171 497	42 383 997	-	50 029 557	-	-	50 029 557
16 458 245	112 200	10 192 756	1 278 709 964	-	(1 278 709 964)	-
98 550	-	-	2 255 868	-	-	2 255 868
155 351 019	82 037 033	11 267 189	1 767 691 489	-	(1 051 900)	1 766 639 589
10 560 362	3 087 238 828	2 296 485	3 330 283 431	-	(352 200)	3 329 931 231
3 117 539	25 000	400 000	183 986 916	-	(183 986 916)	-
-	-	-	-	(149 305 677)	1 440 161 205	1 290 855 528
18 710 262	6 262 260 076	21 720 363	6 729 157 269	-	7 555 610	6 736 712 879
-	-	-	-	70 846 733	139 016 940	209 863 673
2 270 007	176 704 688	-	206 210 732	-	(206 210 732)	-
68 836 450	2 288 659 202	533 393 341	3 493 203 254	(57 650 120)	-	3 435 553 134
4 000 407	56 500	675	140 542 830	-	-	140 542 830
509 946 982	64 487 315 680	9 066 574 553	82 046 116 629	1 972 704 860	-	83 926 615 277
21 123 158	-	-				
531 070 140	64 487 315 680	9 066 574 553				83 926 615 277
263 037 422	(1 851 246 904)	1 948 081 227				
794 107 562	**62 636 068 776**	**11 014 655 780**				**83 926 615 277**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications
	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	22 228 157	2 680 622	1 266 568
Affaires intergouvernementales	4 412 638	455 133	474 999
Affaires municipales et Logement	61 475 005	7 881 680	3 691 749
Agriculture et Alimentation	53 371 297	7 430 974	4 457 494
Bureau de l'Assemblée législative	62 182 043	12 447 884	6 563 398
Bureau du Conseil des ministres	10 769 007	1 642 912	307 624
Bureau du directeur général des élections	3 745 625	705 454	21 858
Bureau du lieutenant-gouverneur	555 640	64 438	34 182
Bureau du vérificateur général	6 623 852	1 246 989	323 719
Cabinet du Premier ministre	2 226 035	268 530	216 548
Culture	7 215 551	813 083	443 236
Développement du Nord et Mines	27 561 155	3 724 326	2 596 316
Développement économique et du Commerce	32 705 500	3 647 732	3 448 722
Éducation	84 206 686	11 237 413	11 731 354
Énergie	8 178 200	971 201	465 224
Environnement	139 940 078	18 394 685	7 426 308
Finances	213 407 971	28 830 283	27 058 995
Formation, Collèges et Universités	39 476 797	5 246 461	4 085 427
Office des affaires francophones	1 637 547	155 161	114 483
Ombudsman Ontario	5 723 200	1 261 200	458 800
Procureur général	471 621 856	57 549 660	28 714 400
Renouvellement de l'infrastructure publique	10 373 522	1 100 946	533 987
Richesses naturelles	184 927 681	29 114 112	15 203 073
Santé et Soins de longue durée	419 741 730	67 682 683	55 872 580
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4 150 515	464 636	358 407
Secrétariat du Conseil de gestion	90 787 902	912 208 355	37 663 534
Secrétariat du renouveau démocratique	1 730 040	177 841	59 399
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 023 597 675	136 623 181	56 264 988
Services à l'enfance et à la jeunesse	149 992 551	22 686 999	8 146 659
Services aux consommateurs et aux entreprises	94 143 839	13 826 331	8 042 378
Services sociaux et communautaires	269 208 101	43 621 678	31 776 496
Tourisme et Loisirs	13 351 665	1 545 107	884 307
Transports	149 434 237	23 283 335	11 827 030
Travail	84 764 195	10 498 936	7 239 157
	3 755 467 493	1 429 489 961	337 773 399
Reclassification des dépenses**	161 187 153	21 557 956	39 480 357
Total avant la consolidation	**3 916 654 646**	**1 451 047 917**	**377 253 756**

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) et Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (ministère des Finances).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2005-2006 a été publié.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2006

Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]
$	$	$	$	$
19 528 087	994 404	21 541 804	-	68 239 642
1 869 850	249 094	2 670 020	-	10 131 734
82 289 413	5 935 694	624 379 160	175 923 389	961 576 090
36 465 954	2 050 756	395 308 425	71 969	499 156 869
25 386 725	9 810 704	202 000	-	116 592 754
1 562 666	539 181	-	-	14 821 390
598 759	33 137	-	9 564 981	14 669 814
245 948	65 235	-	120 800	1 086 243
2 235 466	463 260	50 000	-	10 943 286
95 402	63 526	-	-	2 870 041
2 108 806	244 894	284 734 152	-	295 559 722
16 794 421	2 925 804	64 978 781	103	118 580 906
41 387 670	2 310 740	423 499 025	144 873	507 144 262
69 520 312	9 829 751	11 313 096 250	13 307	11 499 635 073
13 102 173	242 653	-	-	22 959 451
97 746 897	21 996 105	21 166 755	-	306 670 828
102 523 122	29 561 209	1 196 876 548	7 834 731 655	9 432 989 783
30 101 606	1 610 722	4 589 920 538	51 053 688	4 721 495 239
2 156 749	75 851	-	-	4 139 791
1 277 000	1 886 900	-	-	10 607 100
216 747 613	26 828 501	330 041 119	39 003 525	1 170 506 674
6 792 169	907 766	-	-	19 708 390
190 138 601	28 534 895	17 375 469	80 579	465 374 410
267 134 341	73 304 970	32 031 234 164	4 022 444	32 918 992 912
2 500 505	171 497	40 783 998	-	48 429 558
170 355 447	16 458 245	112 200	10 192 756	1 237 778 439
190 038	98 550	-	-	2 255 868
275 678 127	151 258 348	82 037 033	11 267 189	1 736 726 541
49 361 547	10 560 362	2 950 444 220	-	3 191 192 338
55 970 434	3 117 539	25 000	400 000	175 525 521
81 860 293	18 710 262	6 228 652 446	19 300 000	6 693 129 276
7 879 628	1 224 324	79 792 742	-	104 677 773
331 993 384	57 435 592	474 703 313	300 000	1 048 976 891
33 982 960	4 000 407	56 500	675	140 542 830
2 237 582 113	483 500 878	61 173 681 662	8 156 191 933	77 573 687 439
(243 348 624)	21 123 158	-	-	-
1 994 233 489	**504 624 036**	**61 173 681 662**	**8 156 191 933**	**77 573 687 439**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications
	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-
Agriculture et Alimentation	-	-	-
Culture	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	7 542
Développement économique et du Commerce	-	-	-
Éducation	-	-	-
Environnement	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-
Procureur général	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	325 560
Santé et Soins de longue durée	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	-	-	636
Services sociaux et communautaires	-	-	-
Tourisme et Loisirs	-	-	-
Transports	46 106 934	8 551 362	2 808 457
Total avant la consolidation	**46 106 934**	**8 551 362**	**3 142 195**

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2005-2006 a été publié.
2. Aux fins des états financiers consolidés, des charges de 111 millions de dollars ont été transférées du ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) au ministère des Transports en raison de la capitalisation des routes financées par le MDNM et pour tenir compte de la charge d'amortissement des routes du Nord inscrite au poste du MDNM.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2006

Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]
$	$	$	$	$
-	-	12 087 335	-	12 087 335
-	-	345 219 995	1 903 264	347 123 259
4 826 931	-	87 000 000	-	91 826 931
-	-	172 990 578	-	172 990 578
21 352 568	1 203 919	52 273 754	298 115 898	372 953 681
-	-	61 704 428	-	61 704 428
-	-	-	6 065 000	6 065 000
-	-	7 785 579	5 220 398	13 005 977
-	-	132 857 086	-	132 857 086
-	-	-	50 168 393	50 168 393
-	-	22 114 051	-	22 114 051
29 837 045	8 702 973	5 528 140	6 065 287	50 459 005
-	-	331 203 000	5 034 191	336 237 191
-	-	1 599 999	-	1 599 999
40 931 525	-	-	-	40 931 525
26 872 277	4 092 671	-	-	30 964 948
-	-	136 794 608	2 296 485	139 091 093
8 460 759	-	-	-	8 461 395
-	-	33 607 630	2 420 363	36 027 993
3 575 330	1 045 683	96 911 946	-	101 532 959
28 309 522	11 400 858	1 813 955 889	533 093 341	2 444 226 363
164 165 957	**26 446 104**	**3 313 634 018**	**910 382 620**	**4 472 429 190**

Fonds ontarien d'initiative

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2006	2005
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	$ 121 202	$ 198 995
	$ 121 202	**$ 198 995**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	81 296 500	48 246	81 344 746	-	-	-
Affaires intergouvernementales	10 192 500	12 189	10 204 689	-	-	-
Affaires municipales et Logement	1 171 159 800	147 624	1 171 307 424	100 000	500 000	600 000
Agriculture et Alimentation	602 853 900	79 246	602 933 146	11 160 000	11 800 000	22 960 000
Bureau de l'Assemblée législative	119 963 500	-	119 963 500	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 902 100	-	14 902 100	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 112 200	-	6 112 200	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 090 200	-	1 090 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	12 277 200	275 000	12 552 200	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 880 100	79 784	2 959 884	-	-	-
Culture	468 826 500	48 246	468 874 746	-	-	-
Développement du Nord et Mines	499 856 100	1 050 246	500 906 346	2 000	-	2 000
Développement économique et du Commerce	599 820 900	61 435	599 882 335	103 872 000	-	103 872 000
Éducation	11 227 380 700	290 048 246	11 517 428 946	750 000	-	750 000
Énergie	26 126 400	48 246	26 174 646	-	-	-
Environnement	318 230 900	50 246	318 281 146	3 000	-	3 000
Finances	1 644 496 400	8 728 967 446	10 373 463 846	71 789 600	-	71 789 600
Formation, Collèges et Universités	4 819 597 000	60 326 246	4 879 923 246	286 722 400	-	286 722 400
Office des affaires francophones	4 199 500	-	4 199 500	-	-	-
Ombudsman Ontario	10 607 100	-	10 607 100	-	-	-
Procureur général	1 203 398 100	4 750 246	1 208 148 346	3 483 000	-	3 483 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	127 868 800	48 246	127 917 046	-	-	-
Richesses naturelles	518 440 300	2 395 146	520 835 446	10 561 000	-	10 561 000
Santé et Soins de longue durée	33 352 062 600	7 056 435	33 359 119 035	74 489 200	-	74 489 200
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	51 109 700	-	51 109 700	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	1 628 468 700	693 246	1 629 161 946	2 000	-	2 000
Secrétariat du renouveau démocratique	3 357 400	12 189	3 369 589	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 807 816 600	101 246	1 807 917 846	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 339 979 100	48 246	3 340 027 346	2 100 000	-	2 100 000
Services aux consommateurs et aux entreprises	186 963 900	68 246	187 032 146	-	-	-
Services sociaux et communautaires	6 724 975 000	19 348 246	6 744 323 246	20 762 300	-	20 762 300
Tourisme et Loisirs	211 578 500	48 246	211 626 746	-	-	-
Transports	3 073 426 100	534 522 146	3 607 948 246	834 414 000	-	834 414 000
Travail	145 753 000	48 246	145 801 246	-	-	-
Total des ministères	**74 017 067 300**	**9 650 382 576**	**83 667 449 876**	**1 420 226 500**	**12 300 000**	**1 432 526 500**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	80 266 924	60 053	80 326 977	-	-	-
Affaires intergouvernementales	10 091 552	40 182	10 131 734	-	-	-
Affaires municipales et Logement	1 132 714 872	175 984 477	1 308 699 349	-	9 600	9 600
Agriculture et Alimentation	590 865 204	118 596	590 983 800	17 900	6 378 100	6 396 000
Bureau de l'Assemblée législative	116 592 754	-	116 592 754	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 821 390	-	14 821 390	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	4 849 026	9 820 788	14 669 814	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 086 243	-	1 086 243	-	-	-
Bureau du vérificateur général	10 643 539	299 747	10 943 286	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 791 610	78 431	2 870 041	-	-	-
Culture	468 502 668	47 632	468 550 300	-	-	-
Développement du Nord et Mines	491 486 852	47 735	491 534 587	-	-	-
Développement économique et du Commerce	568 748 938	99 752	568 848 690	94 882 981	-	94 882 981
Éducation	11 210 838 980	294 861 093	11 505 700 073	717 529	-	717 529
Énergie	22 912 487	46 964	22 959 451	-	-	-
Environnement	318 229 173	1 447 632	319 676 805	-	-	-
Finances	1 598 210 496	7 834 779 287	9 432 989 783	71 399 595	-	71 399 595
Formation, Collèges et Universités	4 803 251 005	51 101 320	4 854 352 325	259 956 729	-	259 956 729
Office des affaires francophones	4 139 791	-	4 139 791	-	-	-
Ombudsman Ontario	10 607 100	-	10 607 100	-	-	-
Procureur général	1 181 623 910	39 051 157	1 220 675 067	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	41 774 809	47 632	41 822 441	-	-	-
Richesses naturelles	513 738 089	2 095 326	515 833 415	8 991 657	-	8 991 657
Santé et Soins de longue durée	33 251 141 810	4 088 293	33 255 230 103	69 178 936	-	69 178 936
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	17 990 984	32 038 573	50 029 557	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	1 273 687 533	5 022 431	1 278 709 964	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	2 243 447	12 421	2 255 868	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 756 376 668	11 314 821	1 767 691 489	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 330 247 459	35 972	3 330 283 431	1 183 937	-	1 183 937
Services aux consommateurs et aux entreprises	183 576 429	410 487	183 986 916	-	-	-
Services sociaux et communautaires	6 709 797 216	19 360 053	6 729 157 269	19 759 300	-	19 759 300
Tourisme et Loisirs	206 163 100	47 632	206 210 732	-	-	-
Transports	3 492 855 622	347 632	3 493 203 254	834 312 272	-	834 312 272
Travail	140 494 523	48 307	140 542 830	-	-	-
Total des ministères	**73 563 362 203**	**8 482 754 426**	**82 046 116 629**	**1 360 400 836**	**6 387 700**	**1 366 788 536**

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	69 166 500	48 246	69 214 746	-	-	-
Affaires intergouvernementales	10 192 500	12 189	10 204 689	-	-	-
Affaires municipales et Logement	795 156 500	147 624	795 304 124	100 000	500 000	600 000
Agriculture et Alimentation	509 653 900	79 246	509 733 146	11 160 000	11 800 000	22 960 000
Bureau de l'Assemblée législative	119 963 500	-	119 963 500	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 902 100	-	14 902 100	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 112 200	-	6 112 200	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 090 200	-	1 090 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	12 277 200	275 000	12 552 200	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 880 100	79 784	2 959 884	-	-	-
Culture	295 608 700	48 246	295 656 946	-	-	-
Développement du Nord et Mines	121 316 100	1 050 246	122 366 346	2 000	-	2 000
Développement économique et du Commerce	537 822 100	61 435	537 883 535	103 872 000	-	103 872 000
Éducation	11 221 315 700	290 048 246	11 511 363 946	750 000	-	750 000
Énergie	26 126 400	48 246	26 174 646	-	-	-
Environnement	305 223 200	50 246	305 273 446	3 000	-	3 000
Finances	1 644 496 400	8 728 967 446	10 373 463 846	71 789 600	-	71 789 600
Formation, Collèges et Universités	4 686 739 900	60 326 246	4 747 066 146	286 722 400	-	286 722 400
Office des affaires francophones	4 199 500	-	4 199 500	-	-	-
Ombudsman Ontario	10 607 100	-	10 607 100	-	-	-
Procureur général	1 149 103 700	4 750 246	1 153 853 946	3 483 000	-	3 483 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	20 053 600	48 246	20 101 846	-	-	-
Richesses naturelles	469 463 800	151 246	469 615 046	1 320 000	-	1 320 000
Santé et Soins de longue durée	33 015 759 600	7 056 435	33 022 816 035	74 489 200	-	74 489 200
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	49 509 700	-	49 509 700	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	1 580 799 600	693 246	1 581 492 846	2 000	-	2 000
Secrétariat du renouveau démocratique	3 357 400	12 189	3 369 589	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 769 508 800	101 246	1 769 610 046	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 200 809 100	48 246	3 200 857 346	2 100 000	-	2 100 000
Services aux consommateurs et aux entreprises	178 296 300	68 246	178 364 546	-	-	-
Services sociaux et communautaires	6 688 845 000	19 348 246	6 708 193 246	20 762 300	-	20 762 300
Tourisme et Loisirs	107 264 600	48 246	107 312 846	-	-	-
Transports	1 051 089 800	350 246	1 051 440 046	4 000	-	4 000
Travail	145 753 000	48 246	145 801 246	-	-	-
Total des ministères	**69 824 463 800**	**9 113 966 776**	**78 938 430 576**	**576 575 500**	**12 300 000**	**588 875 500**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	68 179 589	60 053	68 239 642	-	-	-
Affaires intergouvernementales	10 091 552	40 182	10 131 734	-	-	-
Affaires municipales et Logement	785 591 613	175 984 477	961 576 090	-	9 600	9 600
Agriculture et Alimentation	499 038 273	118 596	499 156 869	17 900	6 378 100	6 396 000
Bureau de l'Assemblée législative	116 592 754	-	116 592 754	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 821 390	-	14 821 390	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	4 849 026	9 820 788	14 669 814	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 086 243	-	1 086 243	-	-	-
Bureau du vérificateur général	10 643 539	299 747	10 943 286	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 791 610	78 431	2 870 041	-	-	-
Culture	295 512 090	47 632	295 559 722	-	-	-
Développement du Nord et Mines	118 533 171	47 735	118 580 906	-	-	-
Développement économique et du Commerce	507 044 510	99 752	507 144 262	94 882 981	-	94 882 981
Éducation	11 204 773 980	294 861 093	11 499 635 073	717 529	-	717 529
Énergie	22 912 487	46 964	22 959 451	-	-	-
Environnement	305 223 196	1 447 632	306 670 828	-	-	-
Finances	1 598 210 496	7 834 779 287	9 432 989 783	71 399 595	-	71 399 595
Formation, Collèges et Universités	4 670 393 919	51 101 320	4 721 495 239	259 956 729	-	259 956 729
Office des affaires francophones	4 139 791	-	4 139 791	-	-	-
Ombudsman Ontario	10 607 100	-	10 607 100	-	-	-
Procureur général	1 131 455 517	39 051 157	1 170 506 674	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	19 660 758	47 632	19 708 390	-	-	-
Richesses naturelles	465 248 670	125 740	465 374 410	198 919	-	198 919
Santé et Soins de longue durée	32 914 904 619	4 088 293	32 918 992 912	69 178 936	-	69 178 936
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	16 390 985	32 038 573	48 429 558	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	1 232 756 008	5 022 431	1 237 778 439	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	2 243 447	12 421	2 255 868	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 725 411 720	11 314 821	1 736 726 541	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 191 156 366	35 972	3 191 192 338	1 183 937	-	1 183 937
Services aux consommateurs et aux entreprises	175 115 034	410 487	175 525 521	-	-	-
Services sociaux et communautaires	6 673 769 223	19 360 053	6 693 129 276	19 759 300	-	19 759 300
Tourisme et Loisirs	104 630 141	47 632	104 677 773	-	-	-
Transports	1 048 629 259	347 632	1 048 976 891	-	-	-
Travail	140 494 523	48 307	140 542 830	-	-	-
Total des ministères	**69 092 902 599**	**8 480 784 840**	**77 573 687 439**	**517 295 826**	**6 387 700**	**523 683 526**

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	12 130 000	-	12 130 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	376 003 300	-	376 003 300	-	-	-
Agriculture et Alimentation	93 200 000	-	93 200 000	-	-	-
Culture	173 217 800	-	173 217 800	-	-	-
Développement du Nord et Mines	378 540 000	-	378 540 000	-	-	-
Développement économique et du Commerce	61 998 800	-	61 998 800	-	-	-
Éducation	6 065 000	-	6 065 000	-	-	-
Environnement	13 007 700	-	13 007 700	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	132 857 100	-	132 857 100	-	-	-
Procureur général	54 294 400	-	54 294 400	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	107 815 200	-	107 815 200	-	-	-
Richesses naturelles	48 976 500	2 243 900	51 220 400	9 241 000	-	9 241 000
Santé et Soins de longue durée	336 303 000	-	336 303 000	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 600 000	-	1 600 000	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	47 669 100	-	47 669 100	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	38 307 800	-	38 307 800	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	139 170 000	-	139 170 000	-	-	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	8 667 600	-	8 667 600	-	-	-
Services sociaux et communautaires	36 130 000	-	36 130 000	-	-	-
Tourisme et Loisirs	104 313 900	-	104 313 900	-	-	-
Transports	2 022 336 300	534 171 900	2 556 508 200	834 410 000	-	834 410 000
Total des ministères	**4 192 603 500**	**536 415 800**	**4 729 019 300**	**843 651 000**	**-**	**843 651 000**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	12 087 335	-	12 087 335	-	-	-
Affaires municipales et Logement	347 123 259	-	347 123 259	-	-	-
Agriculture et Alimentation	91 826 931	-	91 826 931	-	-	-
Culture	172 990 578	-	172 990 578	-	-	-
Développement du Nord et Mines	372 953 681	-	372 953 681	-	-	-
Développement économique et du Commerce	61 704 428	-	61 704 428	-	-	-
Éducation	6 065 000	-	6 065 000	-	-	-
Environnement	13 005 977	-	13 005 977	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	132 857 086	-	132 857 086	-	-	-
Procureur général	50 168 393	-	50 168 393	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	22 114 051	-	22 114 051	-	-	-
Richesses naturelles	48 489 419	1 969 586	50 459 005	8 792 738	-	8 792 738
Santé et Soins de longue durée	336 237 191	-	336 237 191	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 599 999	-	1 599 999	-	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	40 931 525	-	40 931 525	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	30 964 948	-	30 964 948	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	139 091 093	-	139 091 093	-	-	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	8 461 395	-	8 461 395	-	-	-
Services sociaux et communautaires	36 027 993	-	36 027 993	-	-	-
Tourisme et Loisirs	101 532 959	-	101 532 959	-	-	-
Transports	2 444 226 363	-	2 444 226 363	834 312 272	-	834 312 272
Total des ministères	**4 470 459 604**	**1 969 586**	**4 472 429 190**	**843 105 010**	**-**	**843 105 010**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-10

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-11

AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-13

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 2-15

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 2-17

SERVICES RÉGIONAUX 2-19

IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-21

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-12

ÉTAT DES RECETTES 2-23

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
19 917 697	Administration du ministère	24 895 846	24 338 177
14 984 570	Affaires civiques et Immigration	18 961 800	18 700 917
12 419 687	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	15 782 800	15 753 052
2 237 209	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	2 843 900	2 836 465
6 888 373	Services régionaux	6 730 400	6 611 031
56 447 536	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**69 214 746**	**68 239 642**
	IMMOBILISATIONS		
0	Immobilisations – Affaires civiques et Immigration	12 130 000	12 087 335
0	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**12 130 000**	**12 087 335**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	18 195 500	6 652 100	24 847 600	Administration du ministère	24 278 124
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	24 842
	18 243 746	**6 652 100**	**24 895 846**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**24 338 177**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère assure la prestation efficace et efficiente des services administratifs aux cadres, notamment des services de planification stratégique des activités et des ressources pour réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement. Le programme offre des services généraux à trois ministères : Affaires civiques et Immigration; Culture; et Tourisme et Loisirs.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 442 321
Avantages sociaux		932 907
Transports et communications		399 265
Services		14 093 729
Fournitures et matériel		409 902
		24 278 124
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 343 189	
Avantages sociaux	145 078	
Transports et communications	94 550	
Services	135 036	
Fournitures et matériel	44 578	
		1 762 607
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 090 658	
Avantages sociaux	206 455	
Transports et communications	66 903	
Services	5 039 531	
Fournitures et matériel	124 321	
		7 527 868
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 357 650	
Avantages sociaux	166 242	
Transports et communications	25 376	
Services	530 227	
Fournitures et matériel	19 181	
		2 098 676
Services de communication		
Traitements et salaires	1 827 268	
Avantages sociaux	207 162	
Transports et communications	39 155	
Services	4 129 684	
Fournitures et matériel	44 071	
		6 247 340
Analyse et planification		
Traitements et salaires	365 855	
Avantages sociaux	39 255	
Transports et communications	4 401	
Services	5 586	
Fournitures et matériel	5 245	
		420 342
Services juridiques		
Transports et communications	12 508	
Services	1 921 189	
Fournitures et matériel	33 041	
		1 966 738
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 457 701	
Avantages sociaux	168 715	
Transports et communications	156 372	
Services	2 332 476	
Fournitures et matériel	139 465	
		4 254 729
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		24 842
		60 053
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**24 338 177**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
1	20 603 000	(1 641 200)	18 961 800	Affaires civiques et Immigration	18 700 917
	20 603 000	**(1 641 200)**	**18 961 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....**	**18 700 917**

Description du programme :

Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration est responsable de l'accessibilité, de l'immigration et du bénévolat. Son rôle est d'améliorer l'accessibilité des personnes handicapées et de mieux sensibiliser le public aux avantages de l'accessibilité pour tous; de s'assurer que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province; et d'encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes, notamment de jeunes, à faire du bénévolat dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et Immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 615 032
Avantages sociaux		665 695
Transports et communications		345 355
Services		2 930 368
Fournitures et matériel		281 899
Paiements de transfert		
Subventions pour l'établissement et l'intégration	7 339 015	
Initiatives de bénévolat	874 153	
Projets de partenariat	649 400	
		8 862 568
		18 700 917
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**18 700 917**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	16 092 800	(310 000)	15 782 800	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	15 753 052
	16 092 800	**(310 000)**	**15 782 800**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO ...**	**15 753 052**

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants; et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 902 604
Avantages sociaux		213 982
Transports et communications		146 035
Services		1 911 264
Fournitures et matériel		61 093
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	6 292 479	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	5 225 595	
		11 518 074
		15 753 052
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		**15 753 052**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
1	1 446 000	1 397 900	2 843 900	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....	2 836 465
	1 446 000	**1 397 900**	**2 843 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....**	**2 836 465**

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend ou appuie les initiatives provinciales qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées; les campagnes d'éducation du public visant les personnes âgées de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 160 000
Avantages sociaux	150 689
Transports et communications	57 085
Services	270 958
Fournitures et matériel	36 571
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	1 161 162
	2 836 465
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	**2 836 465**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	6 730 400		6 730 400	Services régionaux	6 611 031
	6 730 400		**6 730 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**6 611 031**

Description du programme :

Les Services régionaux administrent les programmes et services qui appuient les plans du ministère axés sur les résultats offerts aux clients locaux et régionaux dans les secteurs relevant du ministère de la Culture; du ministère du Tourisme et des Loisirs; et du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 048 147
Avantages sociaux	717 349
Transports et communications	318 828
Services	321 768
Fournitures et matériel	204 939
	6 611 031
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	**6 611 031**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
606				**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION**	
1	12 130 000		12 130 000	Affaires civiques et Immobilisations – immigration	12 087 335
	12 130 000		**12 130 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION....**	**12 087 335**
IMMOBILISATIONS					

Description du programme :

Le Programme des immobilisations – Affaires civiques et immigration fournit une aide au titre de l'infrastructure pour les projets communautaires, culturels et liés à l'établissement des immigrants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION – CRÉDIT 606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets communautaires des affaires civiques	12 087 335	
	12 087 335	
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**12 087 335**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration	637 980	0
	637 980	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	220	271
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23 909	220 131
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**662 109**	**220 402**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-26

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-27

RELATIONS INTERGOURVERNEMENTALES 2-29

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-28

ÉTAT DES RECETTES 2-31

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 660 300	Administration du ministère	1 895 489	1 855 546
11 190 639	Relations intergouvernementales	8 309 200	8 276 188
12 850 939	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**10 204 689**	**10 131 734**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 883 300		1 883 300	Administration du ministère	1 815 364
L			0	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 761
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	1 895 489		**1 895 489**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 855 546**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer le mandat du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		817 984
Avantages sociaux		87 295
Transports et communications		132 224
Services		722 081
Fournitures et matériel		55 780
		1 815 364
Bureau principal		
Traitements et salaires	639 755	
Avantages sociaux	74 950	
Transports et communications	119 435	
Services	74 377	
Fournitures et matériel	26 913	
		935 430
Coordination administrative et technologie de l'information		
Traitements et salaires	178 229	
Avantages sociaux	12 345	
Transports et communications	12 789	
Services	647 704	
Fournitures et matériel	28 867	
		879 934
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 761
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		40 182
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 855 546**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1502 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	5 734 200	2 575 000	8 309 200	Conseils stratégiques intergouvernementaux.....	8 276 188
	5 734 200	**2 575 000**	**8 309 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....**	**8 276 188**

Description du programme :

Le programme conseille l'Ontario sur les questions fédérales-provinciales, inter-provinciales et internationales. Il administre aussi le Bureau du protocole et les activités internationales du premier ministre, des hauts fonctionnaires et du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES – CRÉDIT 1502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 554 472
Avantages sociaux		367 838
Transports et communications		342 775
Services		1 147 769
Fournitures et matériel		193 314
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Conseil de la fédération	570 502	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	1 984 918	
		2 670 020
		8 276 188
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		**8 276 188**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	135	140
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**135**	**140**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-34

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-35

ADMINISTRATIONS LOCALES 2-37

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-39

LOGEMENT ABORDABLE 2-41

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES 2-43

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-36, 2-38, 2-42

ÉTAT DES RECETTES 2-45

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-46

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
31 081 622	Administration du ministère	35 327 224	34 774 958
69 623 075	Administrations locales	30 053 000	205 570 826
52 663 190	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	17 113 500	16 399 494
660 711 252	Logement abordable	672 015 300	669 483 714
66 112 916	Développement des collectivités rurales	40 795 100	35 347 098
880 192 055	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**795 304 124**	**961 576 090**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
21 000	Administrations locales	600 000	9 600
2 157 306	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	0	0
2 178 406	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**600 000**	**9 600**
	IMMOBILISATIONS		
61 963 000	Administrations locales	46 566 200	46 515 417
0	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	2 700 000	1 349 779
46 299 741	Logement abordable	112 810 000	109 838 173
202 179 509	Développement des collectivités rurales	213 927 100	189 419 890
310 442 250	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**376 003 300**	**347 123 259**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	35 254 600		35 254 600	Administration du ministère	34 713 870
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	36 567		36 567	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	25 877
	35 327 224		**35 327 224**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**34 774 958**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des grands dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services de planification des activités et des ressources, et le soutien nécessaire à la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 976 676
Avantages sociaux		1 575 449
Transports et communications		575 307
Services		17 010 280
Fournitures et matériel		2 576 158
		34 713 870
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 854 060	
Avantages sociaux	188 754	
Transports et communications	112 102	
Services	128 950	
Fournitures et matériel	111 757	
		2 395 623
Services de communication		
Traitements et salaires	2 782 268	
Avantages sociaux	404 500	
Transports et communications	85 071	
Services	765 101	
Fournitures et matériel	181 769	
		4 218 709
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 851 186	
Avantages sociaux	480 304	
Transports et communications	121 841	
Services	8 569 686	
Fournitures et matériel	490 265	
		13 513 282
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 855 809	
Avantages sociaux	205 512	
Transports et communications	37 785	
Services	606 530	
Fournitures et matériel	135 173	
		2 840 809
Services juridiques		
Traitements et salaires	29 987	
Transports et communications	65 859	
Services	3 516 286	
Fournitures et matériel	148 109	
		3 760 241
Services de vérification		
Transports et communications	10 150	
Services	754 204	
Fournitures et matériel	1 995	
		766 349
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 603 366	
Avantages sociaux	296 379	
Transports et communications	142 499	
Services	2 669 523	
Fournitures et matériel	1 507 090	
		7 218 857
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 877
		61 088
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**34 774 958**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DES**	
FONCTIONNEMENT				**ADMINISTRATIONS LOCALES**	
4	30 053 000		30 053 000	Services de soutien – Administrations locales et affaires urbaines	29 722 437
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	175 848 389
	30 053 000		**30 053 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**205 570 826**
Actifs					
6	100 000		100 000	Aide spéciale aux municipalités – Prêts	0
L	500 000		500 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	9 600
	600 000		**600 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**9 600**
IMMOBILISATIONS					
3	35 766 200	10 800 000	46 566 200	Administrations locales et affaires urbaines	46 515 417
	35 766 200	**10 800 000**	**46 566 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**46 515 417**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales qui ont les outils nécessaires pour devenir plus autonomes et améliorer la prestation des services locaux; atteindre une solvabilité durable; contenir les coûts; prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif par l'élaboration et la mise en oeuvre de lois, de politiques et de programmes, l'offre de conseils, d'éducation et de formation; et par le biais d'activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les autres intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de soutien – Administrations locales et affaires urbaines (Poste 4)		
Traitements et salaires		8 948 592
Avantages sociaux		1 297 594
Transports et communications		425 710
Services		9 124 840
Fournitures et matériel		753 787
Paiements de transfert		
Équité salariale dans les municipalités	2 148 406	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	55 038 680	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	7 297 005	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 000	
Fonds de restructuration des municipalités	360 192	
Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord	13 798	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	5 503 517	
		71 507 598
		92 058 121
Moins : Recouvrements		62 335 684
		29 722 437
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		175 848 389
		175 848 389
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**205 570 826**

	$	$
Actifs		
Aide spéciale aux municipalités – Prêts (Poste 6)		
Prêts et investissements		0
		0
Crédits législatifs		
Prêts et investissements		
Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*		9 600
		9 600
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**9 600**
IMMOBILISATIONS		
Administrations locales et affaires urbaines (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord	97 167	
Partenariats du millénaire	39 127 079	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	7 291 171	
		46 515 417
		46 515 417
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**46 515 417**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903				**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
FONCTIONNEMENT					
7	17 113 500		17 113 500	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	16 399 494
	17 113 500		**17 113 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.**	**16 399 494**
IMMOBILISATIONS					
8	5 000 000	(2 300 000)	2 700 000	Aménagement du territoire – Immobilisations	1 349 779
	5 000 000	**(2 300 000)**	**2 700 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**1 349 779**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de créer des collectivités bien planifiées et fortes qui offrent une meilleure qualité de vie en administrant judicieusement la croissance de façon à préserver les espaces verts, tout en tenant compte de la croissance démographique et de la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme assure la sécurité des bâtiments grâce à des politiques et un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire. Tout ce travail repose sur la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)	
Traitements et salaires	10 352 658
Avantages sociaux	1 326 888
Transports et communications	472 764
Services	4 733 379
Fournitures et matériel	513 584
Paiements de transfert	
Aide aux conseils d'aménagement	350 000
	17 749 273
Moins : Recouvrements	1 349 779
	16 399 494
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	**16 399 494**
IMMOBILISATIONS	
Aménagement du territoire – Immobilisations (Poste 8)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	1 349 779
	1 349 779
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	**1 349 779**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
FONCTIONNEMENT					
2	646 492 000	(1 000 000)	645 492 000	Logement social et logement du marché privé	643 344 037
3	28 548 300	(2 100 000)	26 448 300	Location à usage d'habitation	26 064 677
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière*	75 000
	675 115 300	**(3 100 000)**	**672 015 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**669 483 714**
IMMOBILISATIONS					
4	126 310 000	(13 500 000)	112 810 000	Logement abordable – Immobilisations	109 838 173
	126 310 000	**(13 500 000)**	**112 810 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**109 838 173**

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable; de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et prestation de programmes, et soutien administratif.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)		
Traitements et salaires		9 618 265
Avantages sociaux		974 989
Transports et communications		400 943
Services		44 642 968
Fournitures et matériel		409 436
Paiements de transfert		
Paiements pour l'exploitation de logements à but non lucratif	8 643 074	
Paiements aux gestionnaires de services	466 238 196	
Paiements à la Société de logement de l'Ontario	116 486 865	
Programme de logement abordable	3 297 540	
Le paiement d'allocation de logement	76 016	
		594 741 691
		650 788 292
Moins : Recouvrements		7 444 255
		643 344 037
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones *Loi sur l'administration financière*		75 000
		75 000
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		15 563 829
Avantages sociaux		2 225 763
Transports et communications		1 415 593
Services		5 493 918
Fournitures et matériel		1 365 574
		26 064 677
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**669 483 714**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – Immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement fédéral	80 723 413	
Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement provincial	14 614 128	
Dépenses en immobilisations – Société de logement de l'Ontario	80 000	
Réparations – Logement en milieux rural et autochtone – Propriétaires	46 038	
Paiements pour les réparations – logements sans but lucratif	13 821 109	
		109 284 688
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – Réparations – Logement en milieux rural et autochtone		553 485
		109 838 173
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**109 838 173**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1907				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	
FONCTIONNEMENT					
1	40 595 100	200 000	40 795 100	Services pour le développement des collectivités rurales	35 347 098
	40 595 100	**200 000**	**40 795 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	**35 347 098**
IMMOBILISATIONS					
2	224 727 100	(10 800 000)	213 927 100	Développement des collectivités rurales – Immobilisations	189 419 890
	224 727 100	**(10 800 000)**	**213 927 100**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	**189 419 890**

Description du programme :

Le Plan rural de l'Ontario offre le cadre nécessaire pour coordonner l'élaboration des politiques et programmes qui auront des retombées sur l'Ontario rural. Le Plan comporte plusieurs volets : développement économique; accès à l'éducation; besoins en matière d'infrastructure; et importance d'avoir des communautés saines. Il s'est fixé les priorités suivantes : une population forte et une économie forte; l'amélioration de la santé; et la réussite scolaire. Il décrit aussi les stratégies que le gouvernement et les autres partenaires s'attachent à réaliser pour atteindre le résultat visant à créer des communautés rurales fortes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES – CRÉDIT 1907

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services pour le développement des collectivités rurales (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 615 987
Avantages sociaux		635 980
Transports et communications		453 997
Services		2 772 740
Fournitures et matériel		370 636
Paiements de transfert		
Initiative « Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario »	19 039 274	
Autres programmes d'aide aux collectivités rurales	5 512 000	
Emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	3 008 536	
		27 559 810
		37 409 150
Moins : Recouvrements		2 062 052
		35 347 098
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES		**35 347 098**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Développement des collectivités rurales – Immobilisations (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario	41 191 521	
Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario – Contribution au Programme Canada-Ontario des travaux d'infrastructure	7 925 755	
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	48 151 307	
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario – Contribution du gouvernement fédéral	48 151 307	
		189 419 890
		189 419 890
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES		**189 419 890**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	510 587 886	512 516 202
Programme d'infrastructure pour le DECRPLO	99 659 045	107 121 199
Accord de logement à prix abordable (CMHC)	80 723 413	31 696 041
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire	7 350 033	9 639 580
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	116 746	898 124
	698 437 123	661 871 146
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	97 433 443	97 478 742
Intérêt sur la dette publique	17 630 454	17 771 299
Logements locatifs en milieux rural et autochtone	3 941 196	4 274 856
Remaniement des services locaux	3 141 100	10 498 528
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	954 319	582 020
Programme de revitalisation des centre-villes	517 833	4 518 370
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	245 842	696 818
Subventions des années précédentes	151 897	283 897
Rénovation urbaine	90 443	46 060
Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	4 834	29 710
Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités–Progr. pers. handicapées	225	1 268
Subventions des années précédentes – tempête de verglas	0	13 050
Autres remboursements des dépenses	3 241 304	3 371 097
	127 352 890	139 565 715
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	10 328 666	9 445 873
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	1 732 920	921 178
Droits – Formation adm. code du bâtiment	498 684	219 744
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	57 203	146 250
Droits d'entretien et liés aux normes	23 585	81 170
Évaluation de matériaux de construction	21 964	15 400
Frais pour chèques refusés – *Loi sur l'administration financière*	0	35
	12 663 022	10 829 650
VENTES ET LOCATIONS		
Logement locatifs en milieux rural et autochtone – Ventes	4 370 589	4 113 443
Conversion de baux – Société d'hypothèques de l'Ontario	277 365	0
Services de révision des loyers – CBO et Guide	263 445	162 027
Recettes de baux – Société d'hypothèques de l'Ontario	112 790	0
Services de révision des loyers – ORHT	55 186	56 458
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	54 058	580 000
Ventes et locations – Publications, cartes, etc.	560	530
Autres	185 911	32 563
	5 319 904	4 945 021
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 412 126	1 088 064

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts	5 726 156	5 150 380
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	154 365	830 000
Pénalités – intérêts	418	824
Autres	25 066 065	2 307 678
	30 947 004	8 288 882
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**879 132 069**	**826 588 478**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	76 530	210 590
Crédits d'impôts pour les écoles	45 078	45 074
Société d'aménagement de North Pickering	0	12 338 292
Remboursements de prêts – ville de Toronto	0	5 080 658
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**121 608**	**17 674 614**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-48

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-49

AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE 2-51

INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS 2-53

GESTION DES RISQUES 2-55

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-50, 2-52, 2-56

ÉTAT DES RECETTES 2-57

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-57

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
15 861 453	Administration du ministère	16 388 946	16 034 202
110 407 207	Agriculture, recherche et transfert de la technologie	128 547 800	125 739 631
10 445 826	Investissement et développement des marchés	10 524 700	9 608 699
431 966 639	Gestion des risques	354 271 700	347 774 337
568 681 125	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**509 733 146**	**499 156 869**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
3 935 600	Agriculture, recherche et transfert de la technologie	12 000 000	6 396 000
1 760 000	Gestion des risques	10 960 000	0
5 695 600	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**22 960 000**	**6 396 000**
	IMMOBILISATIONS		
2 798 346	Agriculture, recherche et transfert de la technologie	93 200 000	91 826 931
2 798 346	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**93 200 000**	**91 826 931**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 340 700		16 340 700	Administration du ministère	15 986 570
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	16 388 946		**16 388 946**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**16 034 202**

Description du programme :

Ce programme assure la coordination du processus de planification axé sur les résultats par l'entremise de la haute direction; il fournit aussi les services essentiels de soutien opérationnel et stratégique nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 207 881
Avantages sociaux		1 191 836
Transports et communications		750 918
Services		7 511 829
Fournitures et matériel		325 755
		16 988 219
Moins : Recouvrements		1 001 649
		15 986 570
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 411 530	
Avantages sociaux	178 021	
Transports et communications	183 460	
Services	501 783	
Fournitures et matériel	37 735	
		2 312 529
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 005 887	
Avantages sociaux	659 493	
Transports et communications	384 757	
Services	2 344 552	
Fournitures et matériel	191 907	
	6 586 596	
Moins : Recouvrements	793 588	
		5 793 008
Ressources humaines		
Traitements et salaires	594 960	
Avantages sociaux	97 589	
Transports et communications	20 549	
Services	33 925	
Fournitures et matériel	9 357	
		756 380
Services de communication		
Traitements et salaires	1 598 983	
Avantages sociaux	180 346	
Transports et communications	90 853	
Services	271 037	
Fournitures et matériel	49 618	
	2 190 837	
Moins : Recouvrements	7 718	
		2 183 119
Services juridiques		
Transports et communications	9 623	
Services	1 694 828	
Fournitures et matériel	20 068	
	1 724 519	
Moins : Recouvrements	200 343	
		1 524 176
Services de vérification		
Transports et communications	1 115	
Services	319 317	
		320 432
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	596 521	
Avantages sociaux	76 387	
Transports et communications	60 561	
Services	2 346 387	
Fournitures et matériel	17 070	
		3 096 926
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 034 202**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AGRICULTURE, DE RECHERCHE ET DE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE**	
1	129 726 800	(1 180 000)	128 546 800	Agriculture, recherche et transfert de la technologie	125 739 631
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
	129 727 800	**(1 180 000)**	**128 547 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE.**	**125 739 631**
Actifs					
3	200 000		200 000	Agriculture, recherche et transfert de la technologie	17 900
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	6 378 100
	12 000 000		**12 000 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE..**	**6 396 000**
IMMOBILISATIONS					
4	9 900 000	23 300 000	33 200 000	Éducation, recherche et laboratoires	31 826 931
5	60 000 000		60 000 000	Infrastructure municipale	60 000 000
	69 900 000	**23 300 000**	**93 200 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE.**	**91 826 931**

Description du programme :

Le programme offre des services aux exploitants agricoles et aux entreprises agro-alimentaires de l'Ontario et travaille en collaboration avec l'industrie, les entreprises agricoles, les chercheurs et d'autres organismes gouvernementaux au règlement de questions provinciales. Il offre l'expertise nécessaire pour résoudre les questions clés auxquelles sont confrontées les collectivités rurales de l'Ontario, telles que la gestion des terres, de l'air et de l'eau. Il est responsable de l'orientation stratégique, du financement et de l'administration des cours menant à un diplôme, de la recherche et des essais diagnostiques en laboratoire dans le secteur agro-alimentaire. Le personnel veille à ce que les chefs d'exploitations agricoles de l'Ontario aient accès à l'information et aux outils les plus perfectionnés pour prendre leur décisions.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AGRICULTURE, DE RECHERCHE ET DE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE – CRÉDIT 102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Agriculture, recherche et transfert de la technologie (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 929 155
Avantages sociaux		2 842 577
Transports et communications		1 657 471
Services		19 036 637
Fournitures et matériel		802 536
Paiements de transfert		
Université de Guelph	53 750 000	
Aide financière en matière de gestion des éléments nutritifs	11 400 000	
Formation en gestion des éléments nutritifs	139 769	
Gestion de l'infrastructure de drainage agricole	7 439 001	
Recherche concurrentielle	1 350 000	
Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario	1 342 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 115 215	
Partenariats stratégiques	463 000	
Développement du leadership	776 000	
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario.	400 000	
Ontario Beekeepers' Association	115 000	
Royal Agricultural Winter Fair	140 000	
Association pour la sécurité à la ferme inc.	120 000	
Farmers' Markets Ontario	90 000	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement	23 765	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	62 250	
Autre aide au titre de l'agriculture, de la recherche et du transfert de la technologie	1 745 250	
		80 471 250
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés détenues en vertu d'ARDA		1 005
		125 740 631
Moins : Recouvrements		1 000
		125 739 631
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE		**125 739 631**

	$
Actifs	
Agriculture, recherche et transfert de la technologie (Poste 3)	
Prêts et investissements	
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	17 900
	17 900
Crédits législatifs	
Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	6 378 100
	6 378 100
TOTAL (ACTIFS) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE	**6 396 000**
IMMOBILISATIONS	
Éducation, recherche et laboratoires (Poste 4)	
Services	4 826 931
Paiements de transfert	
Université de Guelph	25,000,000
Ontario Agricultural Museum	2,000,000
	27,000,000
	31 826 931
Infrastructure municipale (Poste 5)	
Paiements de transfert	
Aide aux municipalités	60 000 000
	60 000 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AGRICULTURE, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE	**91 826 931**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
103				**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS**	
FONCTIONNEMENT					
1	10 519 700		10 519 700	Investissement et développement des marchés.....	9 608 699
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	10 524 700		**10 524 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INVESTISSEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS.....**	**9 608 699**

Description du programme :

Ce programme contribue à la croissance et à la viabilité du système agro-alimentaire de l'Ontario en assurant la compétitivité des entreprises de transformation des produits alimentaires et des distributeurs d'aliments de la province et en cherchant à attirer et à conserver les investissements dans ce secteur. Il offre aussi des programmes visant le développement et l'expansion des marchés nationaux et internationaux pour les produits alimentaires frais et transformés de l'Ontario. En outre, le programme offre des services et des programmes au secteur agro-alimentaire par le biais d'organismes du ministère qui supervisent la commercialisation collective des produits agricoles et entendent les appels de décisions visant la commercialisation et la délivrance de permis.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS – CRÉDIT 103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Investissement et développement des marchés (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 831 239
Avantages sociaux	424 310
Transports et communications	572 816
Services	4 734 246
Fournitures et matériel	206 633
	9 769 244
Moins : Recouvrements	160 545
	9 608 699
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS	**9 608 699**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
104				**PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES**	
FONCTIONNEMENT					
1	354 348 300	(101 600)	354 246 700	Gestion des risques	347 703 373
L	25 000		25 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	70 964
	354 373 300	**(101 600)**	**354 271 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RISQUES**	**347 774 337**
Actifs					
2	10 960 000		10 960 000	Gestion des risques	0
	10 960 000		**10 960 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA GESTION DES RISQUES**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre des services et des programmes au secteur agro-alimentaire et aux collectivités rurales par le biais d'organismes et de directions du ministère qui assurent et coordonnent l'évaluation et l'analyse des risques; les services statistiques; les programmes de gestion des risques financiers offerts par le ministère; et autres aides financières accordées au secteur agro-alimentaire et aux collectivités rurales. Ce programme joue aussi un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques de salubrité des aliments et la prestation des programmes de réglementation.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES – CRÉDIT 104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des risques (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 478 540
Avantages sociaux		2 972 951
Transports et communications		1 759 451
Services		6 025 756
Fournitures et matériel		729 364
Paiements de transfert		
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	124 418 358	
Assurance-production et autres aides	170 173 039	
Programme de relance suite à l'ESB	2 627 581	
AgriCorp	10 286 903	
Autre aide à la gestion des risques	1 636 474	
Aide provisoire aux entreprises de transformation de la viande	4 251 819	
Salubrité des aliments	560 000	
Initiative d'assurance de la salubrité des aliments	943 001	
		314 837 175
		347 803 237
Moins : Recouvrements		99 864
		347 703 373
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		70 964
		70 964
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES		**347 774 337**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	1 165 811	572 082
Initiative d'assurance de la salubrité des aliments	1 029 037	
Administration du Programme ontarien de protection du revenue agricole en cas de catastrophe	350 618	224 465
Programme d'indemnisation contre la rage	1 268	5 909
Fonds fédéraux de compensation pour les filets de protection*	(5 000 000)	39 440 000
Divers	727 411	3 573 794
	(1 725 855)	43 816 250
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	18 912	13 398
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	265 037	420 432
VENTES ET LOCATIONS	330 972	322 467
REDEVANCES	0	3 003
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 853 046	16 005 883
DIVERS		
Autres	10 199 369	1 321 089
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**11 941 481**	**61 902 522**

* En 2004-2005, le ministère a inscrit 39,4 millions de dollars au poste des débiteurs et des recettes provenant d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). En 2005-2006, le ministère a été avisé qu'AAC n'était pas d'accord avec les calculs du ministère et que les montants à recevoir devaient être réduits de 5,0 millions de dollars. Les recettes avaient été comptabilisées initialement au cours de l'exercice 2004-2005. Par conséquent, la diminution de 5,0 millions de dollars est comptabilisée comme une réduction de recettes en 2005-2006.

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	6 352 337	6 945 600
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	6 520	21 519
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**6 358 857**	**6 967 119**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-60

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-61

COMMISSAIRES 2-64

ÉTAT DES RECETTES 2-66

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
100 711 877	Bureau de l'Assemblée législative	105 408 900	102 765 207
12 492 535	Commissaires	14 554 600	13 827 547
113 204 412	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**119 963 500**	**116 592 754**

Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	526 600		526 600	Présidence	490 647
2	757 600		757 600	Bureau du greffier	684 989
3	11 514 200		11 514 200	Services parlementaires	10 729 586
4	6 236 800		6 236 800	Bibliothèque de l'Assemblée législative	6 073 229
5	5 676 600		5 676 600	Services administratifs	5 549 393
6	21 237 700		21 237 700	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	20 886 509
7	3 775 600		3 775 600	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative	3 591 276
8	9 707 900		9 707 900	Services de soutien aux groupes parlementaires	9 673 470
9	13 876 900	80 000	13 956 900	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	13 909 697
10	31 821 800	(80 000)	31 741 800	Services de soutien aux bureaux des députés	30 899 423
11	202 000		202 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
12	75 200		75 200	Appartements du lieutenant-gouverneur	74 988
	105 408 900		**105 408 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**102 765 207**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires	53 529
Avantages sociaux	10 389
Transports et communications	186 810
Services	198 776
Fournitures et matériel	41 413
	490 647
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	421 404
Avantages sociaux	101 152
Transports et communications	4 290
Services	130 361
Fournitures et matériel	27 782
	684 989
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 689 591
Avantages sociaux	1 365 466
Transports et communications	434 910
Services	1 332 766
Fournitures et matériel	1 031 813
	10 854 546
Moins : Recouvrements	124 960
	10 729 586
Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 154 266
Avantages sociaux	788 448
Transports et communications	46 417
Services	336 306
Fournitures et matériel	747 792
	6 073 229
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 292 536
Avantages sociaux	678 139
Transports et communications	628 913
Services	734 755
Fournitures et matériel	215 050
	5 549 393

	$
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires	5 672 143
Avantages sociaux	1 238 270
Transports et communications	47 880
Services	10 949 306
Fournitures et matériel	3 091 841
	20 999 440
Moins : Recouvrements	112 931
	20 886 509
Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 860 673
Avantages sociaux	335 340
Transports et communications	78 294
Services	343 153
Fournitures et matériel	973 816
	3 591 276
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires	4 900 549
Avantages sociaux	841 818
Transports et communications	678 988
Services	2 592 505
Fournitures et matériel	659 610
	9 673 470
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	9 227 761
Avantages sociaux	2 137 529
Transports et communications	1 491 601
Services	1 029 389
Fournitures et matériel	22 417
	13 909 697

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	17 187 515
Avantages sociaux	3 392 949
Transports et communications	2 535 362
Services	4 929 512
Fournitures et matériel	2 854 085
	30 899 423
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
	202 000
Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	74 988
	74 988
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**102 765 207**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
1	2 010 000		2 010 000	Commissaire à l'environnement	2 008 964
2	11 725 700		11 725 700	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	11 149 874
3	818 900		818 900	Bureau du commissaire à l'intégrité	668 709
	14 554 600		**14 554 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES COMMISSAIRES**	**13 827 547**

Description du programme :

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de *la Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*; et le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 142 241
Avantages sociaux	240 809
Transports et communications	72 982
Services	518 683
Fournitures et matériel	34 249
	2 008 964
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	7 176 818
Avantages sociaux	1 265 615
Transports et communications	317 130
Services	2 055 929
Fournitures et matériel	334 382
	11 149 874
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	403 287
Avantages sociaux	51 960
Transports et communications	39 821
Services	160 296
Fournitures et matériel	13 345
	668 709
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**13 827 547**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	12 030	13 557
VENTES ET LOCATIONS	132 515	140 206
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	16 842	13 770
DIVERS	105 626	64 136
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**267 013**	**231 669**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-68

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-69

ÉTAT DES RECETTES 2-71

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005		2005 – 2006	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
14 898 810	Bureau du conseil des ministres	14 902 100	14 821 390
14 898 810	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**14 902 100**	**14 821 390**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	14 573 800		14 573 800	Bureau principal	14 493 694
2	328 300		328 300	Leader parlementaire du gouvernement	327 696
	14 902 100		**14 902 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**14 821 390**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres est l'organisme central qui aide le premier ministre, le Conseil des ministres et ses comités à établir les grandes orientations stratégiques et priorités gouvernementales et à fixer le programme législatif. Il gère les structures de prise de décisions au sein du gouvernement, coordonne les initiatives en matière de politiques et de communications, et surveille les stratégies clés ainsi que les résultats obtenus. Il offre aussi son appui au premier ministre et au Conseil des ministres dans les domaines suivants : nominations par décrets; services de correspondance; demandes d'accès à l'information; et autres questions administratives.

Le Bureau du Conseil des ministres fournit également un soutien administratif et opérationnel au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 507 987
Avantages sociaux	1 587 887
Transports et communications	305 762
Services	1 557 131
Fournitures et matériel	534 927
	14 493 694
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
Traitements et salaires	261 020
Avantages sociaux	55 025
Transports et communications	1 862
Services	5 535
Fournitures et matériel	4 254
	327 696
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**14 821 390**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	3 271	35
DIVERS		
Autres	11	1 356
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**3 282**	**1 391**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-74

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-75

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-76

ÉTAT DES RECETTES 2-77

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
16 332 955	Bureau du directeur général des élections	6 112 200	14 669 814
16 332 955	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**6 112 200**	**14 669 814**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	4 219 100		4 219 100	Administration des élections	3 861 088
2	1 893 100		1 893 100	Administration du financement des élections	987 938
L	0		0	*Loi électorale*	9 820 788
	6 112 200		**6 112 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**14 669 814**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 103 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 9 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 248 505
Avantages sociaux	612 583
	3 861 088
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	497 120
Avantages sociaux	92 871
Transports et communications	21 858
Services	598 759
Fournitures et matériel	33 137
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	19 722
	1 263 467
Moins : Recouvrements	275 529
	987 938
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	9 820 788
	9 820 788
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**14 669 814**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DIVERS	73 819	689 962
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**73 819**	**689 962**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-81

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 037 933	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 090 200	1 086 243
1 037 933	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 090 200**	**1 086 243**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 090 200		1 090 200	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 086 243
	1 090 200		**1 090 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 086 243**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif; annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône; accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois; approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres; et proroge ou dissous chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario, où il dénonce souvent le racisme et les tabous associés à la maladie mentale, et appuie les initiatives en faveur des jeunes autochtones et contre le racisme. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales, et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	555 640
Avantages sociaux	64 438
Transports et communications	34 182
Services	245 948
Fournitures et matériel	65 235
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	120 800
	1 086 243
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 086 243**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-84

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-85

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-86

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
9 713 464	Bureau du vérificateur général	12 552 200	10 943 286
9 713 464	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**12 552 200**	**10 943 286**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	12 277 200		12 277 200	Bureau du vérificateur général	10 643 539
L	275 000		275 000	*Loi sur le vérificateur général*	299 747
	12 552 200		**12 552 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**10 943 286**

Description du programme :

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par la Loi.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 426 221
Avantages sociaux	1 246 989
Transports et communications	323 719
Services	2 133 350
Fournitures et matériel	463 260
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	50 000
	10 643 539
Crédits législatifs	
Loi sur le vérificateur général	
Traitements et salaires	197 631
Avantages sociaux	102 116
	299 747
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFIÇATEUR GÉNÉRAL	**10 943 286**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-88

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-89

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-90

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
3 026 973	Cabinet du Premier ministre	2 959 884	2 870 041
3 026 973	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 959 884**	**2 870 041**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 880 100		2 880 100	Cabinet du Premier ministre	2 791 610
L	67 595		67 595	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	66 010
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	2 959 884		**2 959 884**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 870 041**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 147 604
Avantages sociaux	268 530
Transports et communications	216 548
Services	95 402
Fournitures et matériel	63 526
	2 791 610
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	66 010
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	78 431
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 870 041**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-92

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-93

CULTURE 2-95

FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-97

IMMOBILISATIONS CULTURELLES 2-99

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-94

ÉTAT DES RECETTES 2-101

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 583 535	Administration du ministère	2 129 046	2 084 192
156 299 220	Culture	193 526 900	193 475 530
94 500 000	Fondation Trillium de l'Ontario	100 001 000	100 000 000
252 382 755	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**295 656 946**	**295 559 722**
	IMMOBILISATIONS		
80 778 455	Immobilisations culturelles	173 217 800	172 990 578
80 778 455	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**173 217 800**	**172 990 578**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 689 800	391 000	2 080 800	Administration du ministère	2 036 560
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	1 738 046	**391 000**	**2 129 046**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**2 084 192**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 652 060
Avantages sociaux	109 057
Transports et communications	88 924
Services	164 219
Fournitures et matériel	22 300
	2 036 560
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**2 084 192**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
1	149 026 900	44 500 000	193 526 900	Culture	193 475 530
	149 026 900	**44 500 000**	**193 526 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE**	**193 475 530**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture; protège le patrimoine de l'Ontario; veille au développement du réseau de bibliothèques publiques; et aide les organismes culturels afin de leur donner tous les moyens possibles pour bâtir des communautés fortes et une économie florissante.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 515 859
Avantages sociaux		704 026
Transports et communications		354 312
Services		1 944 587
Fournitures et matériel		222 594
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de arts	4 125 084	
Soutien au secteur du patrimoine	3 641 470	
Soutien au secteur des bibliothèques	43 287 598	
Soutien aux organismes culturels	2 048 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	15 682 500	
Collection McMichael d'art canadien	2 740 800	
Conseil des arts de l'Ontario	39 942 400	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	30 486 000	
Fonds du patrimoine ontarien	2 263 100	
Centre des sciences de l'Ontario	16 624 100	
Jardins botaniques royaux	1 598 500	
Musée royal de l'Ontario	18 517 800	
Science Nord	3 776 300	
		184 734 152
		193 475 530
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		**193 475 530**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	100 001 000		100 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario.....	100 000 000
	100 001 000		**100 001 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....**	**100 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario travaille avec des organisations communautaires à but non lucratif du monde des arts et de la culture, des sports et des loisirs, des services humains et sociaux, et de l'environnement, pour faire des investissements stratégiques et bâtir des communautés saines, accueillantes et prospères en Ontario.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	100 000 000
	100 000 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**100 000 000**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES**	
1	138 599 500	34 618 300	173 217 800	Immobilisations culturelles	172 990 578
	138 599 500	**34 618 300**	**173 217 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBLISATIONS CULTURELLES**	**172 990 578**

Description du programme :

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle, notamment dans les organismes du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations pour la culture	76 400 000	
Partenariat du millénaire	14 378	
Réparations et rénovations des organismes culturels	6 400 000	
Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme	50 276 885	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada Ontario	39 899 315	
		172 990 578
		172 990 578
TOTAL (IMMOBLISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES		**172 990 578**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral	39 899 515	32 048 526
Initiative des endroits historiques	1 372 863	1 057 789
Programme d'accès communautaire pour les bibliothèques	0	61 862
	41 272 378	33 168 177
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	290	82
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	18 441	30 569
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**41 291 109**	**33 198 828**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-104

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-105

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-107

MINES ET MINÉRAUX 2-109

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-106, 2-110

ÉTAT DES RECETTES 2-111

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
9 795 495	Administration du ministère	10 940 546	10 028 447
41 800 074	Développement du Nord	75 871 500	73 164 729
25 543 435	Mines et minéraux	35 554 300	35 387 730
77 139 004	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**122 366 346**	**118 580 906**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Développement du Nord	1 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
339 301 511	Développement du Nord	366 750 000	361 213 398
9 964 598	Mines et minéraux	11 790 000	11 740 283
349 266 109	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**378 540 000**	**372 953 681**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	10 391 300	500 000	10 891 300	Administration du ministère	9 980 815
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	10 440 546	**500 000**	**10 940 546**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**10 028 447**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les objectifs du ministère et du gouvernement grâce à l'administration judicieuse des ressources du ministère (ressources humaines et financières; information et technologie de l'information); et à son leadership en matière de politiques, de finances et de communications.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 193 208
Avantages sociaux		544 262
Transports et communications		650 444
Services		8 842 305
Fournitures et matériel		245 386
		15 475 605
Moins : Recouvrements		5 494 790
		9 980 815
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 391 383	
Avantages sociaux	143 977	
Transports et communications	233 717	
Services	106 380	
Fournitures et matériel	89 326	
		1 964 783
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 151 476	
Avantages sociaux	121 810	
Transports et communications	126 846	
Services	6 969 492	
Fournitures et matériel	43 044	
	8 412 668	
Moins : Recouvrements	5 094 790	
		3 317 878
Ressources humaines		
Traitements et salaires	742 560	
Avantages sociaux	72 830	
Transports et communications	61 234	
Services	62 576	
Fournitures et matériel	28 936	
		968 136
Services de communication		
Traitements et salaires	899 021	
Avantages sociaux	103 625	
Transports et communications	141 702	
Services	108 684	
Fournitures et matériel	39 818	
		1 292 850
Analyse et planification		
Traitements et salaires	706 038	
Avantages sociaux	72 592	
Transports et communications	28 639	
Services	26 983	
Fournitures et matériel	19 191	
		853 442
Services juridiques		
Transports et communications	9 260	
Services	784 485	
Fournitures et matériel	8 053	
		801 798
Services de vérification		
Services	122 596	
		122 596
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	302 731	
Avantages sociaux	29 428	
Transports et communications	49 046	
Services	661 109	
Fournitures et matériel	17 018	
	1 059 332	
Moins : Recouvrements	400 000	
		659 332
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**10 028 447**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
FONCTIONNEMENT					
1	75 371 500	(500 000)	74 871 500	Développement économique du Nord	73 164 729
S	1 000 000		1 000 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	76 371 500	**(500 000)**	**75 871 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**73 164 729**
Actifs					
3	1 000		1 000	Actifs de fonctionnement pour le développement du Nord	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	366 850 000	(100 000)	366 750 000	Développement économique du Nord	361 213 398
	366 850 000	**(100 000)**	**366 750 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**361 213 398**

Description du programme :

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des communautés plus dynamiques et plus fortes. Le ministère dirige la mise en oeuvre du Plan pour la prospérité du Nord, un vaste ensemble d'initiatives destinées à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie dans le Nord de l'Ontario. Il coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord par l'entremise du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, le programme pilote d'Obligations de développement du Nord de l'Ontario et du Programme InvestiNord qui en sont la pierre angulaire. Le programme appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord; et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens l'accès aux programmes et services du gouvernement par l'entremise de son réseau de centres d'information et de ses équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses politiques coordonnées, à ses activités de planification et aux conseils de développement du Nord, le programme permet aux Nord-Ontariens de participer aux décisions sur les programmes et services du gouvernement qui affectent leur région.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 625 935
Avantages sociaux		1 526 167
Transports et communications		782 929
Services		5 168 477
Fournitures et matériel		556 847
Paiements de transfert		
Services communautaires	823 805	
Développement économique	2 007 358	
Service d'emplois d'été	3 358 618	
Commission de transport Ontario Northland	16 700 000	
Owen Sound Transportation Company	949 000	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	34 500 000	
		58 338 781
		76 999 136
Moins : Recouvrements		3 834 407
		73 164 729
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**73 164 729**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		10 823 746
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	3 493 125	
Commission de transport Ontario Northland	7 666 000	
Owen Sound Transportation Company	6 228 645	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	25 500 000	
Partenariats du millénaire	8 898 000	
Gestion des situations d'urgence	487 984	
		52 273 754
Autres opérations		
Contribution du gouvernement fédéral à l'infrastructure routière	31 198 336	
Autre – Routes du Nord	266 917 562	
		298 115 898
		361 213 398
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**361 213 398**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	23 053 300	12 500 000	35 553 300	Compétitivité du secteur minier	35 387 627
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	103
	23 054 300	**12 500 000**	**35 554 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**35 387 730**
Actifs					
3	1 000		1 000	Actifs de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	11 690 000	100 000	11 790 000	Compétitivité du secteur minier	11 740 283
	11 690 000	**100 000**	**11 790 000**	**TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**11 740 283**

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier provinciale dynamique et durable qui contribue à la prospérité de l'ensemble de l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques et l'accès 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques de la province; les services de marketing international; et les conseils des experts des bureaux régionaux des quatre coins de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable; et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne; gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario; assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux; et la remise en valeur des terrains miniers.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Compétitivité du secteur minier (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 731 980
Avantages sociaux	1 660 997
Transports et communications	1 268 650
Services	8 602 429
Fournitures et matériel	2 123 571
Paiements de transfert	
Centre d'excellence en innovation minière	10 000 000
	35 387 627
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	103
	103
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**35 387 730**

	$
IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur minier (Poste 2)	
Transports et communications	7 542
Services	
Contribution des partenaires – Programme de réhabilitation des mines abandonnées	10 528 822
Fournitures et matériel	1 203 919
	11 740 283
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**11 740 283**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	1 557 537	1 728 098
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Paiement du gouvernement fédéral	0	660 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 535 637	1 433 618
Frais pour chèques refusés	35	35
	1 535 672	1 433 653
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 430	1 180
VENTES ET LOCATIONS	331 258	388 420
REDEVANCES	2 006 181	3 501 746
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	531 088	16 030
DIVERS		
Autres	235 167	12 805
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**6 198 333**	**7 741 932**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE[1]

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-114
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-115
- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 2-117
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-116

ÉTAT DES RECETTES 2-121

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-122

1. Les dépenses du ministère de la Recherche et de l'Innovation sont comprises.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
12 926 233	Administration du ministère	16 315 235	13 384 021
256 056 968	Développement économique et Commerce	521 568 300	493 760 241
268 983 201	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**537 883 535**	**507 144 262**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
5 021 300	Développement économique et Commerce	103 872 000	94 882 981
5 021 300	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**103 872 000**	**94 882 981**
	IMMOBILISATIONS		
76 499 717	Développement économique et Commerce	61 998 800	61 704 428
76 499 717	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**61 998 800**	**61 704 428**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 253 800		16 253 800	Administration du ministère	13 284 269
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	24 378		24 378	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	25 877
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	38 664
	16 315 235		**16 315 235**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**13 384 021**

Description du programme :

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Affaires intergouvernementales.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 298 212
Avantages sociaux		723 618
Transports et communications		282 713
Services		5 733 609
Fournitures et matériel		246 117
		13 284 269
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 062 732	
Avantages sociaux	214 042	
Transports et communications	196 401	
Services	552 119	
Fournitures et matériel	64 596	
		3 089 890
Planification et finances		
Traitements et salaires	778 001	
Avantages sociaux	79 697	
Transports et communications	10 216	
Services	518 717	
Fournitures et matériel	28 444	
		1 415 075
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 709 000	
Avantages sociaux	187 651	
Transports et communications	35 744	
Services	892 454	
Fournitures et matériel	81 975	
		2 906 824
Services de communication		
Traitements et salaires	1 748 479	
Avantages sociaux	242 228	
Transports et communications	33 126	
Services	803 951	
Fournitures et matériel	56 209	
		2 883 993
Services juridiques		
Transports et communications	7 131	
Services	1 366 877	
Fournitures et matériel	14 893	
		1 388 901
Services de vérification		
Transports et communications	95	
Services	427 814	
		427 909
Systèmes informatiques		
Services	1 171 677	
		1 171 677
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 877
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		38 664
		99 752
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**13 384 021**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	
FONCTIONNEMENT					
1	350 677 400	(207 229 000)	143 448 400	Industrie	126 399 137
9	60 039 400	(17 192 600)	42 846 800	Commerce et investissements	35 544 856
4	19 996 700	2 888 000	22 884 700	Petites et moyennes entreprises	21 398 333
5	235 041 500	76 756 600	311 798 100	Recherche et commercialisation	309 840 890
6	590 300		590 300	Société de développement de l'Ontario	577 025
	666 345 300	**(144 777 000)**	**521 568 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**493 760 241**
Actifs					
8	98 372 000	5 500 000	103 872 000	Innovation, compétences et recherche-développement	94 882 981
	98 372 000	**5 500 000**	**103 872 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**94 882 981**
IMMOBILISATIONS					
7	82 598 800	(20 600 000)	61 998 800	Recherche et développement économique	61 704 428
	82 598 800	**(20 600 000)**	**61 998 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**61 704 428**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques en matière d'économie, de sciences, de technologie et de commercialisation à travers tout le gouvernement; il offre des programmes de recherche et de commercialisation; il sensibilise la population de l'Ontario aux sciences et à la recherche et investit dans l'infrastructure scientifique et technologique de la province; il encourage l'innovation et l'esprit d'entreprise; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir; il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y développer leurs entreprises; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme l'industrie automobile; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les petites et moyennes entreprises de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux; il permet aux petites entreprises d'accéder aux services du gouvernement à partir d'un guichet unique afin d'éliminer les obstacles et de multiplier les débouchés; il administre les politiques régissant la vente d'alcool et les jeux et supervise les activités de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Industrie (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 358 016
Avantages sociaux		729 755
Transports et communications		317 975
Services		2 486 642
Fournitures et matériel		293 292
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement de l'industrie	246 316	
Institut for Competitiveness and Prosperity	1 000 000	
Investissement dans les compétences stratégiques	78 475 071	
Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets	7 406 916	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	18 221 299	
Fonds pour la stratégie d'aide aux petites brasseries de l'Ontario	1 000 000	
Fonds pour la Stratégie vinicole de l'Ontario	2 000 000	
Chaire de recherche du premier ministre sur la productivité et la capacité concurrentielle	3 000 000	
Initiative Investissement stratégique dans le secteur manufacturier	5 081 394	
		116 430 996
		126 616 676
Moins : Recouvrements		217 539
		126 399 137
Commerce et investissements (Poste 9)		
Traitements et salaires		8 424 364
Avantages sociaux		981 793
Transports et communications		1 996 954
Services		22 597 767
Fournitures et matériel		1 132 778
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement des investissements	25 000	
Subventions pour le développement du commerce	36 000	
Société de développement du transport urbain	350 000	
		411 000
		35 544 856
Petites et moyennes entreprises (Poste 4)		
Traitements et salaires		6 373 120
Avantages sociaux		702 442
Transports et communications		558 233
Services		7 395 030
Fournitures et matériel		316 366
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement des entreprises	53 583	
Producteurs de vin VQA de taille petite ou moyenne	2 977 500	
Wine Council of Ontario	1 000 000	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	773 736	
Progr. d'aide au démarrage D'entreprises pour les jeunes	1 723 000	
Partenariats jeunesse	169 114	
		6 696 933
Autres opérations		
Garanties honorées – programme « Entrepreneuriat Jeunesse – Mon entreprise »		106 209
		22 148 333
Moins : Recouvrements		750 000
		21 398 333

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Recherche et commercialisation (Poste 5)		
Traitements et salaires		5 209 075
Avantages sociaux		535 846
Transports et communications		288 175
Services		2 777 468
Fournitures et matériel		320 230
Paiements de transfert		
Programme de recherche sur le cancer	1 299 947	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale	124 330	
Centres d'excellence	34 224 000	
Subventions pour la recherche et la commercialisation	114 525	
Programme des technologies de la santé	1 500 000	
Heart and Stroke Foundation's Centre for Stroke Recovery	5 000 000	
Institute for Quantum computing	50 000 000	
Sciences médicales et connexes	3 179 500	
Réseau ontarien de recherche sur le cancer	18 178 096	
Programme ontarien d'innovation dans le domaine de piles à combustibles	33 803	
Ontario Genomics Institute	5 000 000	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	59 580 499	
Fonds pour la recherche en Ontario	31 918 416	
Perimeter Institute	55 000 000	
Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche	1 614 213	
Prix du sommet du premier ministre	25 000 000	
Programme de développement des talents en recherche	6 788 242	
Programme d'innovation en biotechnologie pour le développement des partenariats régionaux	1 829 589	
Programme de partenariat et de sensibilisation aux sciences et à la technologie	324 936	
		300 710 096
		309 840 890

	$	$
Société de développement de l'Ontario (Poste 6)		
Traitements et salaires		159 734
Avantages sociaux		13 508
Transports et communications		4 672
Services		397 154
Fournitures et matériel		1 957
		577 025
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**493 760 241**

Actifs

Innovation, compétences et recherche-développement (Poste 8)		
Avances et montants récupérables		
Centres d'excellence	1 372 000	
Réseau ontarien de recherche sur le cancer	1 442 661	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	1 654 475	
Initiative « Investissement dans les compétences stratégiques »	872 667	
		5 341 803
Prêts et investissements		
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile		89 541 178
		94 882 981
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**94 882 981**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Recherche et développement économique (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Fonds pour les centres de commercialisation de la biotechnologie	722 000	
L'Ontario branché	1 901 304	
Infrastructure des hôpitaux pour la recherche	18 400 000	
District de la découverte MaRS Phase 2	16 200 000	
Sciences médicales et connexes	1 000 000	
Partenariats du millénaire	3 967 628	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	3 963 536	
Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario	642 000	
Fonds pour la recherche en Ontario	14 907 960	
		61 704 428
		61 704 428
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**61 704 428**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariats du millénaire	2 585 456	4 702 812
Accord sur le bois d'œuvre	0	5 973 988
	2 585 456	10 676 800
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	1 195 000 000	1 110 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 822 337 791	1 995 595 850
	3 017 337 791	3 105 595 850
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subventions – Années précédentes	13 330	7 465
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Foire aux idées	191 245	233 935
Prix d'excellence en commerce international/Journées du commerce	116 804	162 270
Droits d'inscription à des conférences et colloques	49 855	61 212
Frais pour chèques refusés – *Loi sur l'administration financière*	70	0
Autres	18 030	5 484
	376 004	462 901
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	2 625 537	1 839 176
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années – Subventions	702 296	132 657
Recouvrement lié aux radiations	214 964	0
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	16 827	55 174
Traitements et salaires	12 745	0
« Jeunes entrepreneurs », programme Mon entreprise	0	84 415
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	32 437	55 961
	979 269	328 207
DIVERS		
Société Bombardier – Intérêts	2 401 000	2 744 000
Autres	0	52 000
	2 401 000	2 796 000
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**3 026 318 387**	**3 121 706 399**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Palladium Finance Corporation	8 257 584	0
Bombardier Inc.	4 900 000	4 900 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**13 157 584**	**4 900 000**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-124

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-125

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-127

GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-129

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-126, 2-128

ÉTAT DES RECETTES 2-131

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
20 494 638	Administration du ministère	25 671 046	23 305 852
10 715 261 425	Éducation élémentaire et secondaire	11 485 491 900	11 476 129 220
0	Groupement ITI pour les services à la collectivité	201 000	200 001
10 735 756 063	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**11 511 363 946**	**11 499 635 073**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
653 056	Éducation élémentaire et secondaire	750 000	717 529
653 056	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**750 000**	**717 529**
	IMMOBILISATIONS		
48 639 225	Éducation élémentaire et secondaire	6 065 000	6 065 000
48 639 225	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**6 065 000**	**6 065 000**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	23 502 500	2,120,300	25 622 800	Administration du ministère	23 242 905
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 667
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	8 069
	23 550 746	**2 120 300**	**25 671 046**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**23 305 852**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 134 339
Avantages sociaux		1 753 476
Transports et communications		349 519
Services		16 470 947
Fournitures et matériel		370 324
		30 078 605
Moins : Recouvrements		6 835 700
		23 242 905
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 614 248	
Avantages sociaux	169 623	
Transports et communications	127 267	
Services	100 932	
Fournitures et matériel	41 499	
		2 053 569
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 054 515	
Avantages sociaux	797 602	
Transports et communications	45 602	
Services	5 088 340	
Fournitures et matériel	102 082	
	9 088 141	
Moins : Recouvrements	3 137 400	
		5 950 741
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 058 658	
Avantages sociaux	221 192	
Transports et communications	43 275	
Services	904 902	
Fournitures et matériel	44 888	
	3 272 915	
Moins : Recouvrements	1 344 300	
		1 928 615
Services de communication		
Traitements et salaires	4 406 918	
Avantages sociaux	565 059	
Transports et communications	115 412	
Services	953 354	
Fournitures et matériel	108 196	
	6 148 939	
Moins : Recouvrements	1 602 000	
		4 546 939
Services juridiques		
Transports et communications	17 963	
Services	2 316 523	
Fournitures et matériel	73 659	
	2 408 145	
Moins : Recouvrements	577 400	
		1 830 745
Services de vérification		
Services	1 279 811	
Moins : Recouvrements	174 600	
		1 105 211
Systèmes informatiques		
Services	5 827 085	
		5 827 085
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		8 069
		8 069
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		19 667
		54 878
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**23 305 852**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002-FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	11 189 454 400	(66 419 400)	11 123 035 000	Politiques et prestation des programmes	11 110 006 796
2	68 032 800	4 424 100	72 456 900	Activités éducatives	71 324 278
L	290 000 000		290 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	294 792 908
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	5 238
	11 547 487 200	**(61 995 300)**	**11 485 491 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**11 476 129 220**
Actifs					
4	750 000		750 000	Politiques et prestation des programmes	717 529
	750 000		**750 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**717 529**
IMMOBILISATIONS					
3	6 065 000		6 065 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	6 065 000
	6 065 000		**6 065 000**	**TOTAL (IMMOBLISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**6 065 000**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en oeuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		36 112 792
Avantages sociaux		4 072 603
Transports et communications		9 679 781
Services		45 672 661
Fournitures et matériel		2 647 967
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	10 523 388 248	
Programmes d'éducation – Autres	443 914 416	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	33 525 810	
Association canadienne d'éducation	2 468 558	
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	453 900	
Conseil des ministres de l'éducation (Canada)	1 122 961	
Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario	45 000	
Projets des langues officielles	2 550 000	
Centre animation-jeunesse de l'Ontario	87 200	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	311 184	
Autres subventions	112 100	
Projet de révision du périmètre comptable	3 841 615	
		11 011 820 992
		11 110 006 796
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		40 634 477
Avantages sociaux		6 127 768
Transports et communications		1 313 770
Services		11 123 027
Fournitures et matériel		5 642 886
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	61 650	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	6 420 700	
		6 482 350
		71 324 278
Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		294 792 908
		294 792 908
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		5 238
		5 238
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**11 476 129 220**
Actifs		
Politiques et prestations des programmes (Poste 4)		
Dépôts et charges payées d'avance		717 529
		717 529
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**717 529**
IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		6 065 000
		6 065 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**6 065 000**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003 FONCTIONNEMENT				**GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
1	1 000	200 000	201 000	Groupement ITI pour les services à la collectivité	200 001
	1 000	**200 000**	**201 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ .....**	**200 001**

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation, Collèges et Universités; Tourisme et Loisirs; Culture; Affaires intergouvernementales; et Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs par la promotion des affaires électroniques et des services gouvernementaux en direct comme moyen de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Groupement ITI pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 403 301
Avantages sociaux	691 100
Transports et communications	544 595
Services	1 534 558
Fournitures et matériel	1 436 447
	10 610 001
Moins : Recouvrements	10 410 000
	200 001
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**200 001**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement – Infrastructure	31 567 844	31 507 168
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	23 911 013	18 174 190
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	12 100 171	6 393 613
Autres	520 229	374 643
	68 099 257	56 449 614
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	246 645	137 792
Frais pour chèques refusés	35	70
	246 680	137 862
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages, accessoires	70 809	69 039
Locaux mis en location	58 190	48 256
Ventes de ressources aux conseils scolaires	1 907	3 717
Autres	126 000	42 153
	256 906	163 165
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	354 840	534 052
Subventions remboursées – Autres	0	98 124
	354 840	632 176
DIVERS		
Écoles provinciales	457 106	543 579
Intérêts bancaires	59 749	23 622
Autres	2 191	66 821
	519 046	634 022
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**69 476 729**	**58 016 839**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-134

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-135

TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE 2-137

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-136

ÉTAT DES RECETTES 2-139

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005		2005 – 2006	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
5 761 540	Administration du ministère	6 636 346	6 242 333
12 582 087	Transformation du secteur de l'énergie	19 538 300	16 717 118
18 343 627	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**26 174 646**	**22 959 451**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 188 100	400 000	6 588 100	Administration du ministère	6 195 369
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 753
	6 236 346	**400 000**	**6 636 346**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**6 242 333**

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services: services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien au personnel et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 476 893
Avantages sociaux		468 958
Transports et communications		227 273
Services		2 590 822
Fournitures et matériel		126 423
		6 890 369
Moins : Recouvrements		695 000
		6 195 369
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 562 378	
Avantages sociaux	159 042	
Transports et communications	143 817	
Services	88 677	
Fournitures et matériel	47 892	
		2 001 806
Services financiers et administratifs		
Services	856 888	
Fournitures et matériel	1 330	
Moins : Recouvrements	410 000	
		448 218
Ressources humaines		
Services	112 154	
		112 154
Services de communication		
Traitements et salaires	1 118 735	
Avantages sociaux	134 725	
Transports et communications	35 620	
Services	303 585	
Fournitures et matériel	28 771	
		1 621 436
Analyse et planification		
Traitements et salaires	795 780	
Avantages sociaux	175 191	
Transports et communications	42 612	
Services	56 122	
Fournitures et matériel	40 060	
		1 109 765
Services juridiques		
Transports et communications	5 224	
Services	609 268	
Fournitures et matériel	8 370	
		622 862
Services de vérification		
Services	54 600	
		54 600
Systèmes informatiques		
Services	509 528	
Moins : Recouvrements	285 000	
		224 528
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 753
		46 964
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**6 242 333**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**	
1	15 938 300	3 600 000	19 538 300	Politiques et programmes	16 717 118
	15 938 300	**3 600 000**	**19 538 300**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**	**16 717 118**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique diversifié, écologiquement viable, à des prix concurrentiels. Ce programme appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 869 545
Avantages sociaux	528 841
Transports et communications	237 951
Services	11 206 351
Fournitures et matériel	116 230
	16 958 918
Moins : Recouvrements	241 800
	16 717 118
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE	**16 717 118**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	24 437	0
DIVERS		
Autres	3 519 553	4 824 701
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**3 543 990**	**4 824 701**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-142

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-143

ASSAINISSEMENT DE L'AIR 2-146

ASSAINISSEMENT DE L'EAU 2-149

GESTION DES DÉCHETS 2-154

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-145, 2-152

ÉTAT DES RECETTES 2-158

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
56 613 919	Administration du ministère	56 339 546	56 338 932
48 359 888	Assainissement de l'air	54 374 200	54 374 200
147 549 700	Assainissement de l'eau	154 642 000	156 040 996
41 768 087	Gestion des déchets	39 917 700	39 916 700
294 291 594	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**305 273 446**	**306 670 828**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Assainissement de l'air	1 000	0
0	Assainissement de l'eau	1 000	0
0	Gestion des déchets	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
5 593 400	Assainissement de l'eau	9 187 700	9 186 063
984 481	Gestion des déchets	3 820 000	3 819 914
6 577 881	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**13 007 700**	**13 005 977**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	56 291 300		56 291 300	Soutien à la gestion stratégique	56 291 300
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	56 339 546		**56 339 546**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**56 338 932**

Description du programme :

Ce programme offre ses conseils stratégiques et son aide en matière de politiques ministérielles, de planification axée sur les résultats et de planification financière, de contrôle financier, de ressources humaines, d'administration, de vérification et de systèmes d'information et de technologie. Il assure aussi la prestation de services juridiques et de communications efficaces, la gestion des connaissances et propose des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale pour atteindre les activités et objectifs clés du ministère.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 469 923
Avantages sociaux		3 473 797
Transports et communications		1 741 072
Services		27 040 631
Fournitures et matériel		2 771 247
		56 496 670
Moins : Recouvrements		205 370
		56 291 300
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 605 079	
Avantages sociaux	187 914	
Transports et communications	96 158	
Services	49 896	
Fournitures et matériel	51 497	
		1 990 544
Planification et contrôle financière		
Traitements et salaires	3 557 368	
Avantages sociaux	434 861	
Transports et communications	172 100	
Services	2 333 785	
Fournitures et matériel	643 161	
		7 141 275
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 223 315	
Avantages sociaux	837 415	
Transports et communications	112 212	
Services	937 542	
Fournitures et matériel	290 878	
	4 401 362	
Moins : Recouvrements	101 400	
		4 299 962
Gestion de l'information et services de technologie		
Traitements et salaires	3 672 747	
Avantages sociaux	530 365	
Transports et communications	144 724	
Services	3 292 863	
Fournitures et matériel	453 582	
	8 094 281	
Moins : Recouvrements	94 136	
		8 000 145
Communications		
Traitements et salaires	2 461 020	
Avantages sociaux	366 896	
Transports et communications	147 724	
Services	581 824	
Fournitures et matériel	51 884	
		3 609 348
Services juridiques		
Traitements et salaires	65 116	
Transports et communications	169 232	
Services	2 535 917	
Fournitures et matériel	124 416	
		2 894 681
Services de vérification		
Services	448 510	
		448 510
Commissions et comités		
Traitements et salaires	942 118	
Avantages sociaux	136 681	
Transports et communications	103 458	
Services	233 913	
Fournitures et matériel	133 402	
		1 549 572

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Locaux		
Transports et communications	147 545	
Services	14 739 607	
Fournitures et matériel	4 028	
	14 891 180	
Moins : Recouvrements	9 834	
		14 881 346
Innovation environnementale		
Traitements et salaires	2 414 247	
Avantages sociaux	313 936	
Transports et communications	104 523	
Services	880 699	
Fournitures et matériel	94 560	
		3 807 965
Soutien à la gestion des programmes		
Traitements et salaires	4 528 913	
Avantages sociaux	665 729	
Transports et communications	543 396	
Services	1 006 075	
Fournitures et matériel	923 839	
		7 667 952
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**56 338 932**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	
1	28 082 400	4 929 600	33 012 000	Smog et toxiques atmosphériques	33 012 000
2	20 270 800	(262 400)	20 008 400	Air pur	20 008 400
3	1 718 500	(364 700)	1 353 800	Changement climatique	1 353 800
	50 071 700	**4 302 500**	**54 374 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**54 374 200**
Actifs					
5	1 000		1 000	Smog et toxiques atmosphériques	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**0**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales et/ou mondiales. Ce programme est également chargé de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Smog et toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 494 732
Avantages sociaux		2 838 632
Transports et communications		1 185 053
Services		4 075 620
Fournitures et matériel		1 407 841
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux		2 010 122
		33 012 000
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	9 426 390	
Avantages sociaux	1 219 204	
Transports et communications	694 290	
Services	1 003 863	
Fournitures et matériel	527 567	
		12 871 314
Science et normes		
Traitements et salaires	3 641 164	
Avantages sociaux	619 534	
Transports et communications	163 843	
Services	1 340 280	
Fournitures et matériel	678 084	
		6 442 905
Autorisations		
Traitements et salaires	3 371 602	
Avantages sociaux	369 308	
Transports et communications	125 926	
Services	94 938	
Fournitures et matériel	18 900	
		3 980 674
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	4 193 559	
Avantages sociaux	502 562	
Transports et communications	157 449	
Services	635 350	
Fournitures et matériel	149 640	
		5 638 560
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	862 017	
Avantages sociaux	128 024	
Transports et communications	43 545	
Services	1 001 189	
Fournitures et matériel	33 650	
		2 068 425
Prestation des programmes		
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux	2 010 122	
		2 010 122
Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 720 255
Avantages sociaux		328 900
Transports et communications		129 374
Services		16 605 490
Fournitures et matériel		224 381
		20 008 400
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	712 048	
Avantages sociaux	92 130	
Transports et communications	46 090	
Services	582 825	
Fournitures et matériel	51 642	
		1 484 735
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 032 169	
Avantages sociaux	128 940	
Transports et communications	76 130	
Services	670 284	
Fournitures et matériel	172 739	
		2 080 262

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	976 038	
Avantages sociaux	107 830	
Transports et communications	7 154	
Services	15 352 381	
		16 443 403
Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires		889 167
Avantages sociaux		54 674
Transports et communications		33 201
Services		244 606
Fournitures et matériel		132 152
		1 353 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR		**54 374 200**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1107 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	
1	120 426 000	(7 986 100)	112 439 900	Assainissement de l'eau	112 439 899
2	33 454 100	2 336 700	35 790 800	Protection des sources	35 790 799
3	9 933 000	(3 522 700)	6 410 300	Gestion des éléments nutritifs	6 410 298
L	0		0	Assainissement de l'eau	1 400 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	163 814 100	**(9 172 100)**	**154 642 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**156 040 996**
Actifs					
5	1 000		1 000	Assainissement de l'eau	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**0**
IMMOBILISATIONS					
4	9 187 700		9 187 700	Immobilisations – Eau	9 186 063
	9 187 700		**9 187 700**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**9 186 063**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes; en surveillant la qualité de l'eau; et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assainissement de l'eau (Poste 1)		
Traitements et salaires		53 834 189
Avantages sociaux		6 577 232
Transports et communications		2 534 512
Services		27 707 199
Fournitures et matériel		14 068 593
Paiements de transfert		
Subventions pour l'eau potable	450 000	
Subventions pour les partenariats environnementaux	2 254 276	
Subventions pour l'eau potable	199 409	
Subventions pour le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	5 000 000	
		7 903 685
		112 625 410
Moins : Recouvrements		185 511
		112 439 899
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	27 456 093	
Avantages sociaux	3 664 982	
Transports et communications	1 769 994	
Services	7 128 013	
Fournitures et matériel	1 846 503	
		41 865 585
Science et normes		
Traitements et salaires	12 378 765	
Avantages sociaux	1 477 457	
Transports et communications	351 191	
Services	1 654 443	
Fournitures et matériel	2 173 002	
		18 034 858
Autorisations		
Traitements et salaires	5 173 660	
Avantages sociaux	629 598	
Transports et communications	142 710	
Services	2 639 905	
Fournitures et matériel	224 285	
		8 810 158
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	4 021 760	
Avantages sociaux	330 986	
Transports et communications	137 578	
Services	9 656 484	
Fournitures et matériel	781 270	
		14 928 078
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	2 188 908	
Avantages sociaux	135 467	
Transports et communications	54 459	
Services	402 294	
Fournitures et matériel	73 290	
Paiements de transfert		
Subventions pour l'eau potable	450 000	
		3 304 418
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	2 615 003	
Avantages sociaux	338 742	
Transports et communications	77 285	
Services	1 808 815	
Fournitures et matériel	124 691	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux	2 254 276	
Subventions pour l'eau potable	199 409	
	2 453 685	
	7 418 221	
Moins : Recouvrements	185 511	
		7 232 710
Organismes		
Paiements de transfert		
Subventions pour le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	5 000 000	
		5 000 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Aide aux programmes spécialisés		
Transports et communications	1 295	
Services	4 417 245	
Fournitures et matériel	8 845 552	
		13 264 092
Protection des sources (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 565 209
Avantages sociaux		1 400 134
Transports et communications		469 481
Services		12 449 223
Fournitures et matériel		1 694 134
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	6 771 064	
Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs	2 441 554	
		9 212 618
		35 790 799
Science et normes		
Traitements et salaires	3 371 207	
Avantages sociaux	442 823	
Transports et communications	63 747	
Services	805 752	
Fournitures et matériel	635 425	
		5 318 954
Autorisations		
Traitements et salaires	1 140 287	
Avantages sociaux	187 239	
Transports et communications	27 662	
Services	25 194	
Fournitures et matériel	7 811	
		1 388 193
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	3 030 216	
Avantages sociaux	397 769	
Transports et communications	195 374	
Services	1 280 817	
Fournitures et matériel	879 350	
		5 783 526
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	2 228 850	
Avantages sociaux	283 328	
Transports et communications	91 939	
Services	780 773	
Fournitures et matériel	110 202	
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	6 771 064	
		10 266 156

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Partenariat fédéral-provincial		
Traitements et salaires	794 649	
Avantages sociaux	88 975	
Transports et communications	90 759	
Services	9 556 687	
Fournitures et matériel	61 346	
Paiements de transfert		
Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs	2 441 554	
		13 033 970
Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 651 524
Avantages sociaux		298 933
Transports et communications		134 994
Services		1 685 650
Fournitures et matériel		175 797
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs		463 400
		6 410 298
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	2 046 429	
Avantages sociaux	76 014	
Transports et communications	78 594	
Services	979 016	
Fournitures et matériel	19 018	
		3 199 071
Science et normes		
Traitements et salaires	813 192	
Avantages sociaux	87 930	
Transports et communications	17 716	
Services	270 375	
Fournitures et matériel	124 468	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats des éléments nutritifs	463 400	
		1 777 081
Autorisations		
Traitements et salaires	113 035	
Avantages sociaux	11 790	
Transports et communications	980	
Services	684	
Fournitures et matériel	448	
		126 937
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	579 930	
Avantages sociaux	123 199	
Transports et communications	30 095	
Services	435 465	
Fournitures et matériel	31 863	
		1 200 552
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	98 938	
Transports et communications	7 609	
Services	110	
		106 657
Crédits législatifs		
Assainissement de l'eau		
Services		1 400 000
		1 400 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**156 040 996**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Eau (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Fonds provincial de protection des eaux	244 748	
Subventions pour les projets d'assainissement des Grands Lacs	800 000	
Protection des sources d'eau à l'échelle des bassins versants	3 998 391	
		5 043 139
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		4 142 924
		9 186 063
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**9 186 063**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1108 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	
1	16 880 200	(108 400)	16 771 800	Réduction des déchets non dangereux	16 771 800
2	13 813 900	1 535 400	15 349 300	Gestion des déchets dangereux	15 349 300
3	8 053 000	(257 400)	7 795 600	Restauration des sols	7 795 600
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	38 748 100	**1 169 600**	**39 917 700**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**39 916 700**
Actifs					
5	1 000		1 000	Réduction des déchets non dangereux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**0**
IMMOBILISATIONS					
4	3 820 000		3 820 000	Immobilisations – gestion des déchets	3 819 914
	3 820 000		**3 820 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**3 819 914**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des terres par la biorestauration des sites contaminés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Réduction des déchets non dangereux (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 746 020
Avantages sociaux		1 451 358
Transports et communications		687 134
Services		1 481 196
Fournitures et matériel		829 162
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux		1 576 930
		16 771 800
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	7 486 130	
Avantages sociaux	1 083 874	
Transports et communications	579 760	
Services	975 571	
Fournitures et matériel	431 348	
		10 556 683
Science et normes		
Traitements et salaires	414 029	
Avantages sociaux	38 990	
Transports et communications	39 434	
Services	38 508	
Fournitures et matériel	262 723	
		793 684
Autorisations		
Traitements et salaires	2 068 900	
Avantages sociaux	235 404	
Transports et communications	14 485	
Services	91 312	
Fournitures et matériel	10 276	
		2 420 377
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	776 961	
Avantages sociaux	93 090	
Transports et communications	53 455	
Services	375 805	
Fournitures et matériel	124 815	
		1 424 126
Prestation des programmes		
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnement	1 576 930	
		1 576 930
Gestion des déchets dangereux (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 008 492
Avantages sociaux		1 405 601
Transports et communications		438 975
Services		1 892 665
Fournitures et matériel		603 567
		15 349 300
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	5 726 761	
Avantages sociaux	704 292	
Transports et communications	376 276	
Services	1 160 053	
Fournitures et matériel	410 854	
		8 378 236
Sciences et normes		
Traitements et salaires	1 511 561	
Avantages sociaux	140 526	
Transports et communications	22 936	
Services	282 798	
Fournitures et matériel	89 160	
		2 046 891

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Autorisations		
Traitements et salaires	1 464 363	
Avantages sociaux	234 410	
Transports et communications	17 989	
Services	26 018	
Fournitures et matériel	10 898	
		1 753 678
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	906 241	
Avantages sociaux	174 878	
Transports et communications	21 014	
Services	421 318	
Fournitures et matériel	91 916	
		1 615 367
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 399 566	
Avantages sociaux	151 495	
Transports et communications	760	
Services	2 478	
Fournitures et matériel	739	
		1 555 038
Restauration des sols (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 512 935
Avantages sociaux		565 424
Transports et communications		71 531
Services		3 556 478
Fournitures et matériel		89 232
		7 795 600

	$	$
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	348 599	
Avantages sociaux	46 683	
Transports et communications	4 816	
Services	257 876	
Fournitures et matériel	3 027	
		661 001
Sciences et normes		
Traitements et salaires	808 557	
Avantages sociaux	144 835	
Transports et communications	14 360	
Services	306 442	
Fournitures et matériel	33 198	
		1 307 392
Autorisations		
Traitements et salaires	122 371	
Avantages sociaux	16 442	
Transports et communications	1 194	
Fournitures et matériel	17 747	
		157 754
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	436 605	
Avantages sociaux	52 804	
Transports et communications	2 168	
Services	22 416	
Fournitures et matériel	8 226	
		522 219
Élaboration des politiques et du programme		
Traitements et salaires	1 737 164	
Avantages sociaux	292 932	
Transports et communications	47 875	
Services	159 974	
Fournitures et matériel	12 884	
		2 250 829

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Prestation du programme		
Traitements et salaires	59 639	
Avantages sociaux	11 728	
Transports et communications	1 118	
Services	2 792 023	
Fournitures et matériel	31 897	
		2 896 405
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS		**39 916 700**

IMMOBILISATIONS

Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)

Paiements de transfert	
Subventions pour les projets d'assainissement de l'environnement	2 742 440
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	1 077 474
	3 819 914
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS	**3 819 914**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Service de référence externe	394	3 526
Autres	94 847	107 661
	95 241	111 187
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	1 870 549	1 000 002
Certificats d'autorisation	7 021 885	7 196 562
Frais liés aux déchets dangereux	6 416 876	6 001 638
Air pur Ontario	33 981 246	33 163 242
	49 290 556	47 371 444
VENTES ET LOCATIONS	97 202	104 349
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Subventions	0	4 269
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	50 210 951	65 250
	50 210 951	69 519
DIVERS		
Autres	30 373	2 211
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**99 724 323**	**47 658 710**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-160

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-161

POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES 2-163

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-166

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-168

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX 2-170

BUREAU DES RÉSULTATS 2-172

TRÉSOR 2-174

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-162, 2-165, 2-167, 2-175

ÉTAT DES RECETTES 2-176

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-178

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
86 699 760	Administration du ministère	106 428 246	99 172 298
534 997 699	Politiques fiscales, budget et administration des recettes	554 142 600	451 138 455
991 653 372	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 037 924 800	1 070 437 537
44 100 944	Réglementation de l'industrie des services financiers	501 000	96 561
828 403	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	831 000	830 412
	Bureau des résultats	2 717 200	2 255 434
8 219 680 057	Trésor	8 670 919 000	7 809 059 086
9 877 960 235	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**10 373 463 846**	**9 432 989 783**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2 135 266	Politiques fiscales, budget et administration des recettes	4 289 600	3 899 595
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	67 500 000	67 500 000
2 135 266	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**71 789 600**	**71 399 595**
	IMMOBILISATIONS		
20 277 000	Trésor	0	0
20 277 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**0**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	120 880 000	(14 500 000)	106 380 000	Administration du ministère	99 124 666
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	120 928 246	**(14 500 000)**	**106 428 246**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**99 172 298**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre, du sous-ministre et du sous-ministre associé des Finances, s'occupe des fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier pour faciliter la direction et la gestion des programmes conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien au ministère, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère. Le programme administre également les volets services et responsabilité, en collaboration avec la Division de la vérification interne du Secrétariat du Conseil de gestion et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié; et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		40 971 741
Avantages sociaux		6 664 831
Transports et communications		5 633 948
Services		42 960 985
Fournitures et matériel		5 900 808
		102 132 313
Moins : Recouvrements		3 007 647
		99 124 666
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 401 522	
Avantages sociaux	287 365	
Transports et communications	193 719	
Services	372 615	
Fournitures et matériel	104 963	
		3 360 184
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 939 132	
Avantages sociaux	1 642 486	
Transports et communications	250 532	
Services	13 087 901	
Fournitures et matériel	842 131	
		18 762 182
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 882 187	
Avantages sociaux	499 952	
Transports et communications	70 713	
Services	819 556	
Fournitures et matériel	145 790	
		5 418 198
Services de communication		
Traitements et salaires	2 464 725	
Avantages sociaux	299 068	
Transports et communications	118 701	
Services	1 656 919	
Fournitures et matériel	178 739	
		4 718 152
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 662 754	
Avantages sociaux	181 129	
Transports et communications	17 125	
Services	528 518	
Fournitures et matériel	473 718	
		2 863 244
Services juridiques		
Traitements et salaires	151 057	
Transports et communications	61 637	
Services	4 673 279	
Fournitures et matériel	152 444	
		5 038 417
Services de vérification		
Transports et communications	104	
Services	1 027 262	
Fournitures et matériel	316	
		1 027 682
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	16 105 773	
Avantages sociaux	1 955 658	
Transports et communications	4 594 186	
Services	17 743 683	
Fournitures et matériel	3 656 637	
		44 055 937
Administration des recettes et services à la clientèle		
Traitements et salaires	11 364 591	
Avantages sociaux	1 799 173	
Transports et communications	327 231	
Services	3 051 252	
Fournitures et matériel	346 070	
	16 888 317	
Moins : Recouvrements	3 007 647	
		13 880 670
• Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**99 172 298**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES**	
1	13 239 700	(3 750 000)	9 489 700	Budget et politiques fiscales	8 892 658
2	514 902 700	(28 250 000)	486 652 700	Recettes fiscales	471 773 228
L	58 000 200		58 000 200	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	(29 527 431)
	586 142 600	**(32 000 000)**	**554 142 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES**	**451 138 455**
Actifs					
3	4 289 600		4 289 600	Actifs	3 899 595
	4 289 600		**4 289 600**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES**	**3 899 595**

Description du programme :

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales, et les recettes fiscales. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à élaborer les politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et la rédaction des lois fiscales, les politiques financières fédérales-provinciales, et les politiques en matière de régimes de retraite et de sécurité du revenu; il prépare le Budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il supervise l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes; il coordonne les activités de recherche afin de prévoir les retombées économiques, fiscales et budgétaires des tendances et développements spécifiques et nouveaux.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable et en procédant à l'examen indépendant des contestations, tout en décourageant la fraude et l'évasion fiscale par le recouvrement des sommes dues, les vérifications et les contrôles fiscaux. Le programme administre également divers programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Budget et politiques fiscales (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 504 958
Avantages sociaux		665 739
Transports et communications		149 236
Services		1 277 940
Fournitures et matériel		294 785
		8 892 658
Recettes fiscales (Poste 2)		
Traitements et salaires		146 516 397
Avantages sociaux		20 203 140
Transports et communications		9 766 253
Services		25 180 191
Fournitures et matériel		7 336 384
Paiements de transfert		
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	161 366 633	
Régime de revenu annuel garanti	101 404 230	
		262 770 863
		471 773 228
Orientation stratégique		
Traitements et salaires	1 133 064	
Avantages sociaux	127 906	
Transports et communications	23 193	
Services	393 655	
Fournitures et matériel	11 755	
		1 689 573
Taxe de vente au détail et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	15 647 643	
Avantages sociaux	2 115 736	
Transports et communications	1 763 126	
Services	1 585 584	
Fournitures et matériel	1 855 739	
		22 967 828
Impôt sur les sociétés et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	21 496 845	
Avantages sociaux	3 065 351	
Transports et communications	2 785 354	
Services	2 125 608	
Fournitures et matériel	552 652	
		30 025 810
Programmes liés à l'impôt sur le revenu		
Traitements et salaires	12 555 470	
Avantages sociaux	1 672 471	
Transports et communications	1 222 380	
Services	13 264 164	
Fournitures et matériel	757 963	
Paiements de transfert		
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	161 366 633	
Régime de revenu annuel garanti	101 404 230	
	262 770 863	
		292 243 311
Taxe sur les carburants et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	9 518 430	
Avantages sociaux	1 511 020	
Transports et communications	333 386	
Services	639 522	
Fournitures et matériel	1 160 876	
		13 163 234
Perception et observation fiscale		
Traitements et salaires	10 359 536	
Avantages sociaux	1 588 850	
Transports et communications	240 709	
Services	2 240 786	
Fournitures et matériel	1 391 764	
		15 821 645

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Appels en matière fiscale		
Traitements et salaires	5 663 288	
Avantages sociaux	602 865	
Transports et communications	54 524	
Services	259 256	
Fournitures et matériel	78 232	
		6 658 165
Enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	4 262 834	
Avantages sociaux	523 720	
Transports et communications	192 250	
Services	586 514	
Fournitures et matériel	420 411	
		5 985 729
Bureaux fiscaux régionaux		
Traitements et salaires	65 879 287	
Avantages sociaux	8 995 221	
Transports et communications	3 151 331	
Services	4 085 102	
Fournitures et matériel	1 106 992	
		83 217 933
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		(29 527 431)
		(29 527 431)
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES		**451 138 455**

	$
Actifs	
Actifs (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	(390 005)
Avances et montants récupérables	
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	4 289 600
	3 899 595
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, BUDGET ET ADMINISTRATION DES RECETTES	**3 899 595**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
1	121 858 800		121 858 800	Politiques économiques	121 755 769
2	108 090 500	(24 256 300)	83 834 200	Politiques budgétaires et financières	61 959 823
3	38 300 000	(750 000)	37 550 000	Système intégré de gestion de l'information financière	37 292 962
5	12 183 000	(3 000 000)	9 183 000	Relations provinciales-municipales en matière de finances	8 730 184
6	677 092 500	108 406 300	785 498 800	Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	785 498 799
S	0		0	Mainlevée du prêt en faveur du Toronto District School Board	55 200 000
	957 524 800	**80 400 000**	**1 037 924 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**1 070 437 537**
Actifs					
11	67 500 000		67 500 000	Actifs	67 500 000
	67 500 000		**67 500 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**67 500 000**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en ouvre des stratégies économiques et budgétaires ingénieuses pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il anticipe et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en oeuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il dirige la mise en place d'un système d'information financière intégrée pour le gouvernement de l'Ontario; il élabore et surveille le plan financier de la province et rend compte de ses résultats; il se charge des politiques et de la formation et offre ses conseils aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité financière dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme surveille aussi les rapports financiers entre le gouvernement provincial et les municipalités; enfin, il dirige la planification générale de la gestion de l'actif stratégique du gouvernement.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 468 810
Avantages sociaux		555 553
Transports et communications		125 481
Services		846 858
Fournitures et matériel		262 451
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques	208 616	
Aide sous forme de prêt – Stelco	112 500 000	
Bonification d'intérêts – Stelco	1 788 000	
		114 496 616
		121 755 769
Politiques budgétaires et financières (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 055 106
Avantages sociaux		1 144 675
Transports et communications		304 579
Services		15 047 591
Fournitures et matériel		1 297 602
Paiements de transfert		
Partenariats avec le secteur parapublic	7 912 630	
Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour le secteur parapublic	26 197 640	
		34 110 270
		61 959 823
Système intégré de gestion de l'information financière (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 205 928
Avantages sociaux		729 406
Transports et communications		278 169
Services		21 530 040
Fournitures et matériel		7 549 419
		37 292 962
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 106 148
Avantages sociaux		408 560
Transports et communications		429 486
Services		4 672 880
Fournitures et matériel		113 110
		8 730 184
Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	714 260 277	
Paiements spéciaux aux municipalités	14 527 856	
Montant ponctuel aux Municipalités	56 710 666	
		785 498 799
		785 498 799
Crédits législatifs		
Décret # 1300/2005		
Mainlevée du prêt en faveur du Toronto District School Board		55 200 000
		55 200 000
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		**1 070 437 537**
Actifs		
Actifs (Poste 11)		
Dépôts et charges payées d'avance		
Entente sur les revenus tirés du jeu – Premières nations		30 000 000
Prêts et investissements		
Prêt en cours – Stelco		37 500 000
		67 500 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		**67 500 000**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	500 000		500 000	Commission des services financiers de l'Ontario	96 561
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
	501 000		**501 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**96 561**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario assure la réglementation du secteur de l'assurance; des régimes de retraite; des compagnies de prêt et de fiducie; des credits unions et des caisses populaires; des courtiers en hypothèques et des coopératives en offrant des services de réglementation efficients et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La Commission des services financiers de l'Ontario fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

En Ontario, la réglementation des valeurs mobilières relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Depuis le 1er novembre 1997, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est un organisme financièrement autonome qui finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	27 937 957
Avantages sociaux	5 313 661
Transports et communications	734 828
Services	12 241 429
Fournitures et matériel	1 639 385
	47 867 260
Moins : Recouvrements	47 770 699
	96 561
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 298 090
Avantages sociaux	166 329
Transports et communications	33 589
Services	4 622 464
Fournitures et matériel	19 153
	6 139 625
Moins : Recouvrements	6 139 625
	0
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**96 561**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1206				**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	831 000		831 000	Information et technologie de l'information pour les organismes centraux	830 412
	831 000		**831 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX**	**830 412**

Description du programme :

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux assure la prestation et la gestion des produits, services et soutiens en matière d'ITI destinés à ses clients - Secrétariat du Conseil de gestion; Bureau du Conseil des ministres; ministère du Renouvellement de l'infrastructure; et ministère des Finances. Le Groupement veille à ce que les organismes centraux soient équipés comme il faut et utilisent des services d 'ITI sûrs et fiables, de façon efficace, économique et opportune pour atteindre les objectifs de leurs programmes.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX – CRÉDIT 1206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 1)	
aitements et salaires	11 317 589
vantages sociaux	1 279 263
ansports et communications	12 998 811
rvices	17 204 059
urnitures et matériel	3 548 456
	46 348 178
oins : Recouvrements	45 517 766
	830 412
DTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX	**830 412**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1207 FONCTIONNEMENT				**BUREAU DES RÉSULTATS**	
1	3 117 200	(400 000)	2 717 200	Bureau des résultats	2 255 434
	3 117 200	**(400 000)**	**2 717 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS**	**2 255 434**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de mettre en valeur les efforts du gouvernement visant à offrir des résultats à la population de l'Ontario. Il surveille les stratégies mises en place dans tous les ministères pour atteindre les priorités et résultats que le gouvernement s'est fixés. Pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités, il identifie les obstacles ou risques en matière de prestation des services; il propose des solutions pour y répondre et facilite les relations horizontales entres les ministères. Le programme joue également un rôle clé sur le plan de la transparence des résultats en établissant des indices durables et en publiant le Rapport d'étape annuel de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

BUREAU DES RÉSULTATS – CRÉDIT 1207

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau des résultats (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 594 085
Avantages sociaux	166 022
Transports et communications	17 323
Services	461 920
Fournitures et matériel	16 084
	2 255 434
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS	**2 255 434**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
FONCTIONNEMENT					
L	8 670 919 000		8 670 919 000	Intérêts sur la dette	7 809 059 086
	8 670 919 000		**8 670 919 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR**	**7 809 059 086**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIF

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	5 752 746 112	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	493 483 175	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	944 884 753	
Régime de retraite des fonctionnaires	338 545 186	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	160 827 453	
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	10 031 347	
Société de logement de l'Ontario	102 149 233	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	17 363 240	
Régime de retraite des employés de Ryerson	319 427	
Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie	1 819 663	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	11 212 180	
		7 833 381 769
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de Déports, d'escomptes et de commissions		61 035 214
		7 772 346 555
Moins : Intérêts sur les investissements		483 059 969
		7 289 286 586
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		519 772 500
		7 809 059 086
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		**7 809 059 086**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	22 151 711 471	20 319 330 889
Taxe de vente au détail	15 553 680 853	14 855 423 719
Impôt sur les sociétés	9 984 000 000	9 883 000 001
Impôt- santé des employeurs	4 197 289 543	3 885 527 099
Contributions – santé de l'Ontario	2 349 548 927	1 736 500 000
Taxe sur l'essence	2 281 436 189	2 277 010 784
Taxe sur le tabac	1 379 455 340	1 452 932 447
Droits de cession immobilière	1 148 032 607	1 031 086 534
Taxe sur les carburants	728 534 277	726 921 588
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	112 800 000	106 731 497
Loi de 1998 sur l'administration des successions	96 771 479	86 428 947
Impôt sur les bénéfices miniers	51 711 669	50 873 887
Redevances sur les revenus bruts – Élément *impôt foncier*	23 686 388	33 416 904
Impôt foncier provincial	10 620 452	12 356 753
Taxe sur le pari mutuel	5 563 535	5 795 071
Droits de succession	142 881	144 558
Impôt – santé des travailleurs autonomes	129 714	179 263
Remboursements des Obligations d'épargne de l'Ontario	0	(684 595)
Impôt sur les concentrations commerciales	0	(2 658 998)
Crédit d'impôt	(1 111 141 178)	(998 346 295)
	58 963 974 147	55 461 970 053
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	7 147 804 000	5 639 439 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 051 592 750	2 912 123 000
Suppléments – TCSPS	583 713 301	775 131 333
Apprentissage et garde des jeunes enfants	271 895 183	0
Réduction des temps d'attente	242 913 057	242 389 802
Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical	194 166 203	387 387 957
Fonds pour la santé publique et l'immunisation	52 588 858	50 463 273
Subvention annuelle par personne - *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Gouvernement du Canada – Autres	2 174 499	0
	11 554 930 172	10 015 016 686
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Inc.	360 765 000	212 323 750
Ontario Power Generation Incorporated	0	61 441 250
	360 765 000	273 765 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	80 002 808	80 504 970
Remboursements généraux	3 530 556	(5 965 537)
Remboursements – Évaluations	0	3 087 323
Cotisations de base	0	1 154 035
Autres	0	30 209
	83 533 364	78 811 000

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	138 248 189	137 776 858
Loi sur les assurances	0	14 781 231
Loi sur les régimes de retraite	0	13 467 465
Droits de garantie – Ontario Power Generation	7 550 000	7 550 000
Loi sur les courtiers en hypothèques	0	842 196
Droits d'administration	692 775	408 462
Loi sur les caisses populaires et les crédits unions	0	195 425
Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	0	29 115
Droits - permis et autorisations	36 153	24 149
Loi sur les sociétés coopératives	0	13 965
Droits de garantie – autres	10 000	10 000
Loi sur les valeurs mobilières	5 000	(14 480 975)
Frais pour chèques refusés	35	3 355
	146 542 152	160 621 246
AMENDES ET PÉNALITÉS	3 276	109 777
VENTES ET LOCATIONS	936 853	129 721
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	15 000 000	14 997 562
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	2 337 999	4 330 773
Société de développement de l'Ontario	1 167 957	2 269 553
	3 505 956	6 600 326
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	6 611 784	6 813 076
Autre revenu – Toronto	5 589 392	4 829 815
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	1 835 665	1 566 840
Dons – Fonds ontarien d'initiative	121 202	198 995
	14 158 043	13 408 726
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**71 143 348 963**	**66 025 430 097**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Toronto District School Board – Mainlevée du prêt	55 200 000	0
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	164 300 000	155 200 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	154 865 197	111 798 520
Office ontarien de financement – Mainlevée du prêt en faveur de la CTON	0	20 277 000
Office ontarien de financement – Société ontarienne d'aménagement municipal	6 000	6 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**374 371 197**	**287 281 520**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-180

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-181

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-183

FORMATION ET PRÉPARATION À L'EMPLOI 2-185

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-182, 2-184, 2-186

ÉTAT DES RECETTES 2-187

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-188

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
10 245 855	Administration du ministère	10 836 146	10 399 745
3 844 345 356	Éducation postsecondaire	4 309 960 500	4 289 404 854
392 630 051	Formation et préparation à l'emploi	426 269 500	421 690 640
4 247 221 262	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 747 066 146**	**4 721 495 239**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
247 066 009	Éducation postsecondaire	272 297 400	247 900 029
11 932 000	Formation et préparation à l'emploi	14 425 000	12 056 700
258 998 009	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**286 722 400**	**259 956 729**
	IMMOBILISATIONS		
397 261 000	Éducation postsecondaire	122 815 200	122 815 200
19 999 987	Formation et préparation à l'emploi	10 041 900	10 041 886
417 260 987	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**132 857 100**	**132 857 086**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	10 487 900	300 000	10 787 900	Administration du ministère	10 352 113
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	10 536 146	**300 000**	**10 836 146**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....**	**10 399 745**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 084 698
Avantages sociaux		207 601
Transports et communications		105 172
Services		8 919 050
Fournitures et matériel		35 592
		10 352 113
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 084 698	
Avantages sociaux	207 601	
Transports et communications	105 172	
Services	57 196	
Fournitures et matériel	35 592	
		1 490 259
Services financiers et administratifs		
Services	3 137 400	
		3 137 400
Ressources humaines		
Services	1 344 300	
		1 344 300
Services de communication		
Services	1 602 000	
		1 602 000
Services juridiques		
Services	577 400	
		577 400
Services de vérification		
Services	174 600	
		174 600
Systèmes informatiques		
Services	2 026 154	
		2 026 154
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**10 399 745**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	3 759 539 600	26 945 300	3 786 484 900	Collèges et universités	3 780 596 876
2	481 837 800	(18 492 200)	463 345 600	Soutien aux étudiants	457 902 290
L	60 130 000		60 130 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	50 905 688
	4 301 507 400	**8 453 100**	**4 309 960 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**4 289 408 854**
Actifs					
4	176 502 900	794 500	177 297 400	Collèges et universités	177 216 887
5	95 000 000		95 000 000	Soutien aux étudiants	70 683 142
	271 502 900	**794 500**	**272 297 400**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**247 900 029**
IMMOBILISATIONS					
3	120 815 200	2 000 000	122 815 200	Soutien à l'éducation postsecondaire	122 815 200
	120 815 200	**2 000 000**	**122 815 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**122 815 200**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier pour aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs stratégiques économiques et sociaux du gouvernement et offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités; à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités; à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables; et à encourager l'expansion des programmes d'attribution de grades universitaires par les établissements privés et de grades d'études appliqués par les collèges selon les recommandations de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Collèges et universités (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 773 217
Avantages sociaux		1 028 394
Transports et communications		421 762
Services		4 819 894
Fournitures et matériel		242 664
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	911 756 090	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	2 488 462 610	
Subventions pour le développement des ressources humaines dans le domaine de la santé	89 133 228	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	36 722 700	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	360 065	
Subventions diverses	20 100	
Projet de révision du périmètre comptable	1 086 399	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	237 894 278	
		3 765 435 470
		3 780 721 401
Moins : Recouvrements		124 525
		3 780 596 876
Soutien aux étudiants (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 808 856
Avantages sociaux		670 315
Transports et communications		685 494
Services		4 412 917
Fournitures et matériel		446 275
Paiements de transfert		
Programmes de soutien aux étudiants	389 215 438	
Bourses d'échange Ontario-Québec	72 000	
Programmes de langue seconde	1 074 000	
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	56 516 995	
		446 878 433
		457 902 290
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables — Prêts aux étudiants		
Loi sur l'administration financière		50 905 688
		50 905 688
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**4 289 404 854**
Actifs		
Collèges et universités (Poste 4)		
Dépôts et charges payées d'avance		
Subventions pour les collèges	3 480 500	
Subventions pour les universités	173 736 387	
		177 216 887
		177 216 887
Soutien aux étudiants (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		70 683 142
		70 683 142
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**247 900 029**
IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – Collèges	24 338 800	
Subventions d'immobilisations – Universités	88 476 400	
Subventions d'immobilisations – Fonds d'amélioration du matériel et des ressources dans les collèges	10 000 000	
		122 815 200
		122 815 200
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**122 815 200**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI**	
FONCTIONNEMENT					
1	53 204 400	926 800	54 131 200	Politiques et relations intergouvernementales.....	53 225 472
2	236 751 900	(838 200)	235 913 700	Préparation à l'emploi.....	234 956 009
3	151 894 700	(15 818 100)	136 076 600	Services d'apprentissage et de formation.....	133 361 159
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*	148 000
	441 999 000	**(15 729 500)**	**426 269 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI .....**	**421 690 640**
Actifs					
5	5 025 000		5 025 000	Préparation à l'emploi.....	5 025 000
6	9 400 000		9 400 000	Services d'apprentissage et de formation.....	7 031 700
	14 425 000		**14 425 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI .....**	**12 056 700**
IMMOBILISATIONS					
4	10 000 000	41 900	10 041 900	Services d'apprentissage et de formation.....	10 041 886
	10 000 000	**41 900**	**10 041 900**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI .....**	**10 041 886**

Description du programme :

Le programme appuie la prestation de programmes et de services visant plusieurs objectifs : accroître la population active pour soutenir la croissance économique; travailler avec les partenaires pour élaborer des normes et encourager les employeurs à appuyer un système d'apprentissage dynamique et adaptable; travailler avec les organismes de réglementation, les employeurs, les groupes d'immigrants, les fournisseurs de programmes de formation, et d'autres intervenants pour permettre aux personnes formees à l'étranggr d'exercer leurs métiers ou professions; préparer les Ontariens, surtout les jeunes, qui sont sans emploi à joindre ou à réintégrer le monde du travail; aider les étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer le niveau d'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; fournir des services de reconversion aux entreprises et communautés aux prises avec une crise économique; appuyer l'éducation permanente par l'entremise de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario; et offrir son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions liées au marché du travail et à la formation.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 107 640
Avantages sociaux		535 988
Transports et communications		196 264
Services		3 239 808
Fournitures et matériel		105 672
Paiements de transfert		
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario		45 040 100
		53 225 472
Préparation à l'emploi (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 664 692
Avantages sociaux		696 857
Transports et communications		397 549
Services		1 943 275
Fournitures et matériel		395 209
Paiements de transfert		
Préparation au milieu de travail	201 233 782	
Services d'emplois d'été	24 624 645	
		225 858 427
		234 956 009
Services d'apprentissage et de formation (Poste 3)		
Traitements et salaires		14 990 062
Avantages sociaux		2 107 306
Transports et communications		2 279 186
Services		6 891 187
Fournitures et matériel		385 310
Paiements de transfert		
Soutien aux milieux de travail		106 708 108
		133 361 159
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*		148 000
		148 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		**421 690 640**
Actifs		
Préparation à l'emploi (Poste 5)		
Dépôts et charges payées d'avance		
Préparation au milieu de travail	4 025 000	
Emplois d'été	1 000 000	
		5 025 000
		5 025 000
Services d'apprentissage et de formation (Poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		4 500 000
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		2 531 700
		7 031 700
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		**12 056 700**
IMMOBILISATIONS		
Services d'apprentissage et de formation (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage		10 041 886
		10 041 886
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		**10 041 886**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Contribution fédérale – admissibilité à l'assurance-emploi - Apprentis	37 763 292	26 599 634
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	36 834 841	34 176 230
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	17 307 023	16 773 884
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	12 924 048	6 103 370
Contribution fédérale – admissibilité à l'assurance-emploi – Non-apprentis	7 996 800	14 421 600
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	5 755 951	2 800 000
Programme canadien de prêts aux étudiants	4 864 536	3 417 312
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire	675 000	675 000
	124 121 491	104 967 030
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	395 057	418 322
Remboursements – Ententes de partage des coûts	85 505	0
	480 562	418 322
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 647 546	7 901 031
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	716 713	684 390
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	95 908	136 005
Droits des dépôts des demandes RAFEO	61 118	75 241
Frais pour chèques refusés	39 102	27 761
CEI, à l'extérieur de la province	0	1 161
	8 560 387	8 825 589
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	383 339	472
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 157 427	4 080 685
DIVERS		
Pénalités - intérêt	10 881 193	(205 249)
Autres	9 324	762
	10 890 517	(204 487)
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**151 593 723**	**118 087 611**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Remboursement – Collège Sheridan	2 000 000	2 000 000
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	530 668	556 186
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**2 530 668**	**2 556 186**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-190

AFFAIRES FRANCOPHONES 2-191

ÉTAT DES RECETTES 2-193

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
3 435 716	Affaires francophones	4 199 500	4 139 791
3 435 716	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**4 199 500**	**4 139 791**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	3 530 500	669 000	4 199 500	Coordination des affaires francophones.....	4 139 791
	3 530 500	**669 000**	**4 199 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES .....**	**4 139 791**

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité; le volume; et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone; et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 637 547
Avantages sociaux	155 161
Transports et communications	114 483
Services	2 156 749
Fournitures et matériel	75 851
	4 139 791
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**4 139 791**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 620 183	1 222 904
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 046	0
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 630 229**	**1 222 904**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-196
OMBUDSMAN ONTARIO 2-197
ÉTAT DES RECETTES 2-199

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
8 859 263	Ombudsman Ontario	10 607 100	10 607 100
8 859 263	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 607 100**	**10 607 100**
	IMMOBILISATIONS		
165 175	Ombudsman Ontario	0	0
165 175	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**0**	**0**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	10 607 100		10 607 100	Ombudsman	10 607 100
	10 607 100		**10 607 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 607 100**

Description du programme:

L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative. Son mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des organisations gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, ou de sa propre initiative. Ses services sont gratuits. On peut communiquer avec l'ombudsman en appelant une ligne sans frais et se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et dans les publications produites par son bureau.

L'Ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 723 200
Avantages sociaux	1 261 200
Transports et communications	458 800
Services	1 277 000
Fournitures et matériel	1 886 900
	10 607 100
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**10 607 100**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
VENTES ET LOCATIONS	10 050	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23 040	460
DIVERS	21 143	20 109
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**54 233**	**20 569**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-202
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-203
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-205
SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE 2-207
SERVICES JURIDIQUES 2-209
SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-212
SERVICES AUX VICTIMES 2-214
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-204, 2-206 2-211, 2-213

ÉTAT DES RECETTES 2-216

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
137 744 820	Administration du ministère	144 308 146	142 263 182
169 879 508	Poursuites contre les criminels	191 873 500	185 545 065
319 219 426	Services de justice à la famille	327 599 000	327 514 895
144 920 315	Services juridiques	65 441 400	98 029 352
348 155 501	Services aux tribunaux	342 471 700	336 241 765
80 752 504	Services aux victimes	82 160 200	80 912 415
1 200 672 074	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 153 853 946**	**1 170 506 674**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Services de justice à la famille	3 483 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 483 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
25 922 981	Administration du ministère	43 937 800	39 835 765
4 372 073	Services aux tribunaux	10 356 600	10 332 628
30 295 054	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**54 294 400**	**50 168 393**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	155 329 600	(11 069 700)	144 259 900	Administration du ministère	142 215 550
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	155 377 846	**(11 069 700)**	**144 308 146**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**142 263 182**
IMMOBILISATIONS					
2	50 551 500	(6 613 700)	43 937 800	Renouvellement des installations	39 835 765
	50 551 500	**(6 613 700)**	**43 937 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**39 835 765**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans le domaine de la planification des activités et des finances; des ressources humaines; de la gestion des installations; de la recherche et de l'analyse; et de la coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice et assure la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais des Services communs de l'Ontario : vérification; assurance de la qualité et fonctions de soutien opérationnel. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 014 099
Avantages sociaux		2 036 797
Transports et communications		1 199 055
Services		121 555 982
Fournitures et matériel		656 616
		142 462 549
Moins : Recouvrements		246 999
		142 215 550
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 843 374	
Avantages sociaux	192 169	
Transports et communications	173 980	
Services	68 461	
Fournitures et matériel	68 788	
		2 346 772
Services communs		
Services	4 331 748	
		4 331 748
Services de communication		
Traitements et salaires	1 710 345	
Avantages sociaux	188 717	
Transports et communications	32 182	
Services	550 954	
Fournitures et matériel	30 119	
		2 512 317
Services de vérification		
Services	1 133 460	
		1 133 460
Services des installations		
Traitements et salaires	2 600 592	
Avantages sociaux	319 951	
Transports et communications	343 172	
Services	249 389	
Fournitures et matériel	206 751	
	3 719 855	
Moins : Recouvrements	246 999	
		3 472 856
Locaux – Frais de location		
Services	113 534 615	
		113 534 615
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	4 190 561	
Avantages sociaux	511 335	
Transports et communications	260 315	
Services	779 630	
Fournitures et matériel	138 963	
		5 880 804
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 542 487	
Avantages sociaux	528 661	
Transports et communications	96 860	
Services	329 625	
Fournitures et matériel	114 337	
		4 611 970
Division des politiques		
Traitements et salaires	3 126 740	
Avantages sociaux	295 964	
Transports et communications	292 546	
Services	578 100	
Fournitures et matériel	97 658	
		4 391 008
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**142 263 182**
IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		39 835 765
		39 835 765
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**39 835 765**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 710 300	(51 800)	5 658 500	Unité des enquêtes spéciales	5 408 778
2	185 093 200	(2 646 000)	182 447 200	Droit criminel	175 630 688
3	3 716 800	(50 000)	3 766 800	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 766 797
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	738 802
	194 521 300	**(2 647 800)**	**191 873 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**185 545 065**

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 789 236
Avantages sociaux		461 292
Transports et communications		389 552
Services		366 074
Fournitures et matériel		402 624
		5 408 778
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		135 140 236
Avantages sociaux		14 084 496
Transports et communications		4 613 254
Services		15 650 570
Fournitures et matériel		4 104 497
Paiements de transfert		
Comités de justice pour la jeunesse	1 047 635	
Programmes de déjudiciarisation	120 000	
Subventions – Projets spéciaux	870 000	
		2 037 635
		175 630 688
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		738 802
		738 802
Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme des travailleurs judiciaires autochtones	2 916 397	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	850 400	
		3 766 797
		3 766 797
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**185 545 065**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	
1	70 115 400	(2 816 800)	67 298 600	Services de justice à la famille	67 214 495
2	254 202 300	6 098 100	260 300 400	Aide juridique Ontario	260 300 400
	324 317 700	**3 281 300**	**327 599 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	**327 514 895**
Actifs					
3	3 483 000		3 483 000	Aide juridique Ontario	0
	3 483 000		**3 483 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	**0**

Description du programme :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les oeuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom des personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques, ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires intéressant la protection des enfants, le divorce/la séparation, et les contentieux civils/les biens transmis par succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il administre la contribution de la province à Aide juridique Ontario et le programme de libérations sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de justice à la famille (Poste 1)		
Traitements et salaires		28 445 112
Avantages sociaux		3 675 122
Transports et communications		1 498 266
Services		23 253 603
Fournitures et matériel		908 971
Paiements de transfert		
Visites surveillées	4 934 584	
Vérification et supervision des libérations sous caution	4 595 393	
Victimes de mauvais traitements	7 604	
		9 537 581
		67 318 655
Moins : Recouvrements		104 160
		67 214 495
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	854 984	
Avantages sociaux	98 009	
Transports et communications	14 275	
Services	57 204	
Fournitures et matériel	27 969	
		1 052 441
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	5 831 291	
Avantages sociaux	807 635	
Transports et communications	266 178	
Services	20 137 762	
Fournitures et matériel	224 114	
	27 266 980	
Moins : Recouvrements	104 160	
		27 162 820
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	21 514 301	
Avantages sociaux	2 740 461	
Transports et communications	1 185 053	
Services	2 971 105	
Fournitures et matériel	639 023	
		29 049 943
Visites surveillées		
Traitements et salaires	244 536	
Avantages sociaux	29 017	
Transports et communications	32 760	
Services	87 532	
Fournitures et matériel	17 865	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	4 934 584	
		5 346 294
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	4 595 393	
		4 595 393
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	7 604	
		7 604
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	1 051 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	198 620 400	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	33 280 900	
		260 300 400
		260 300 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE		**327 514 895**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
1	35 235 700	10 536 800	45 772 300	Organismes, conseils et commissions	44 849 437
2	15 518 700	11 400	15 530 100	Services juridiques	14 212 684
3	4 248 100	(110 100)	4 138 000	Services des conseillers législatifs	3 748 878
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	35 218 353
	55 003 500	**10 437 900**	**65 441 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**98 029 352**

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général en sa qualité de premier conseiller juridique de l'État en offrant au gouvernement des conseils experts en matière de droit constitutionnel et de droit civil, et en le représentant devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 598 553
Avantages sociaux		2 579 546
Transports et communications		2 677 293
Services		17 906 875
Fournitures et matériel		1 087 170
		44 849 437
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	4 346 465	
Avantages sociaux	646 618	
Transports et communications	793 523	
Services	1 373 307	
Fournitures et matériel	299 649	
		7 459 562
Commission des affaires municipales de l'Ontario		
Traitements et salaires	5 143 655	
Avantages sociaux	610 702	
Transports et communications	828 724	
Services	359 229	
Fournitures et matériel	301 016	
		7 243 326
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	9 642 233	
Avantages sociaux	1 190 002	
Transports et communications	513 026	
Services	1 091 713	
Fournitures et matériel	266 118	
		12 703 092
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario		
Traitements et salaires	604 877	
Avantages sociaux	58 776	
Transports et communications	171 644	
Services	349 007	
Fournitures et matériel	17 526	
		1 201 830
Renseignements au public		
Traitements et salaires	861 323	
Avantages sociaux	73 448	
Transports et communications	370 376	
Services	14 733 619	
Fournitures et matériel	202 861	
		16 241 627
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		77 441 208
Avantages sociaux		8 028 107
Transports et communications		641 280
Services		3 797 128
Fournitures et matériel		1 284 855
		91 192 578
Moins : Recouvrements		76 979 894
		14 212 684
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	15 281 031	
Avantages sociaux	1 723 550	
Transports et communications	641 280	
Services	3 797 128	
Fournitures et matériel	1 284 855	
	22 727 844	
Moins : Recouvrements	8 516 360	
		14 211 484
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	62 160 177	
Avantages sociaux	6 304 557	
	68 464 734	
Moins : Recouvrements	68 463 534	
		1 200

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi sur les actions contre la Couronne	35 218 353
	35 218 353
Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 910 632
Avantages sociaux	523 842
Transports et communications	61 974
Services	355 357
Fournitures et matériel	96 372
	5 948 177
Moins : Recouvrements	2 199 299
	3 748 878
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**98 029 352**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	223 394 600	(3 147 700)	220 246 900	Administration de la justice	217 202 065
2	104 882 300	12 642 500	117 524 800	Services judiciaires	115 993 330
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 046 370
	332 976 900	**9 494 800**	**342 471 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**336 241 765**
IMMOBILISATIONS					
3	19 758 600	(9 402 000)	10 356 600	Construction de tribunaux	10 332 628
	19 758 600	**(9 402 000)**	**10 356 600**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**10 332 628**

Description du programme :

Ce programme dispense des services administratifs aux tribunaux civils, criminels et de la famille de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration de la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	131 875 507
Avantages sociaux	20 081 151
Transports et communications	11 524 579
Services	36 671 107
Fournitures et matériel	17 049 721
	217 202 065
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 046 370
	3 046 370
Services judiciaires (Poste 2)	
Traitements et salaires	95 577 037
Avantages sociaux	9 427 640
Transports et communications	4 505 964
Services	5 603 626
Fournitures et matériel	677 112
Paiements de transfert	
Subventions – Institut national de la magistrature/ Ontario Conférence des Juges	201 951
	115 993 330
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**336 241 765**

	$
IMMOBILISATIONS	
Construction de tribunaux (Poste 3)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	10 332 628
	10 332 628
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**10 332 628**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	
1	49 130 800	(2 027 300)	47 103 500	Gestion des services aux victimes	46 390 708
2	15 668 500	(1 216 100)	14 452 400	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	13 977 509
3	20 443 400	160 900	20 604 300	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	20 544 198
	85 242 700	**(3 082 500)**	**82 160 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**80 912 415**

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 086 283
Avantages sociaux		821 946
Transports et communications		745 556
Services		1 223 087
Fournitures et matériel		319 055
Paiements de transfert		
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	7 632 440	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	8 334 539	
Programme de sensibilisation à la violence	100 613	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	751 656	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 311 781	
Programme de subventions pour la prévention des mauvais traitements à l'égard des personnes âgées	820 000	
Programme des enfants témoins	330 000	
Lien pour le soutien	419 952	
Programme de subventions aux communautés	6 193 800	
Services juridiques spécialisés – Barbra Schlifer Clinic	300 000	
		37 194 781
		46 390 708
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 739 618
Avantages sociaux		1 770 592
Transports et communications		587 336
Services		438 249
Fournitures et matériel		441 714
		13 977 509
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 227 765
Avantages sociaux		374 501
Transports et communications		281 127
Services		611 401
Fournitures et matériel		47 430
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		17 001 974
		20 544 198
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**80 912 415**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
TAXE DE VENTE	(7 485)	86
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 800 000	49 772 701
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	4 130 858	8 222 510
Travailleurs judiciaires autochtones	1 040 000	1 055 596
Loi sur les contraventions fédérale*	(1 721 906)	2 800 000
Autres	90 123	495 285
	54 339 075	62 346 092
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	16 743 719	17 317 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	15 196 392	15 599 244
Avocat des enfants	167 392	213 960
Services juridiques	0	21 000
	32 107 503	33 151 204
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	49 647 933	46 624 574
Frais judiciaires	14 481 070	12 614 727
Procédure/Recherche/Shérifs	8 782 955	7 808 686
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	2 482 865	1 184 234
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	285 935	313 589
Frais pour chèques refusés	23 265	172 224
Autres	59 899	10 904
	75 763 922	68 728 938
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	35 471 155	24 079 068
Cautionnements non réclamés et restitutions	532 345	(872 800)
Amendes – Paiements en trop	120 146	19 743
	36 123 646	23 226 011
VENTES ET LOCATIONS	618 574	391 977
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	853 755	1 180 056
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	41 192 214	41 629 934
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	2 118 963	256 657
CRIA – *Loi sur les recours civils*	143 300	72 128
Confiscations – Produits de la criminalité	22 916	479 677
Autres	2 154 040	1 995 544
	45 631 433	44 433 940
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**245 430 423**	**233 458 304**

* La diminution de 1 721 906 $ en vertu de la *Loi sur les contraventions* fédérale en 2006 découle de produits à recevoir excessifs inscrits au poste des débiteurs qui ont atteint 3,3 milliards de dollars au 31 mars 2005. Cela a entraîné une surévaluation des recettes en 2004 et 2005 et la diminution correspondante des recettes en 2006.

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-218

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-219

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-220

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
16 579 323	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	20 101 846	19 708 390
16 579 323	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**20 101 846**	**19 708 390**
	IMMOBILISATIONS		
7 229 523	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	107 815 200	22 114 051
7 229 523	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**107 815 200**	**22 114 051**

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 FONCTIONNEMENT				**INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	30 103 600	(10 050 000)	20 053 600	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère	19 660 758
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	12 421
	30 151 846	**(10 050 000)**	**20 101 846**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET LA PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**19 708 390**
IMMOBILISATIONS					
2	31 900 000	(15 575 000)	16 325 000	Programmes d'infrastructure	15 485 460
3	175 000 000	(90 509 800)	84 490 200	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	0
4	25 000 000	(18 000 000)	7 000 000	Fonds pour les grands projets	6 628 591
	231 900 000	**(124 084 800)**	**107 815 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET LA PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**22 114 051**

Description du programme :

Ce programme élabore et coordonne, pour le gouvernement de l'Ontario, la mise en oeuvre de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment : gestion centrale du processus de planification de l'infrastructure; aide à la préparation du Budget de l'Ontario; élaboration de stratégies sectorielles visant l'infrastructure; négociations avec le gouvernement fédéral sur les programmes d'infrastructure à frais partagés; et coordination des programmes d'infrastructure dispensés par les ministères de tutelle.

Le programme offre aussi des services d'analyse stratégique; des conseils; et de l'aide à la prise de décisions en matière d'approvisionnement, de financement, de gestion de projets et d'évaluation des investissements dans l'infrastructure publique. Il dirige également le développement d'options à long terme en matière d'approvisionnement et de financement, telles que nouveaux modèles; multiplication des investissements directs par les gouvernements et modes de financement innovateurs.

Le programme offre, par l'entremise du Secrétariat des initiatives de croissance intelligente, son leadership pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de gestion de la croissance à l'échelle du gouvernement, notamment: participation du public et des intervenants; politiques de gestion de la croissance; et planification de la gestion de la croissance pour promouvoir une économie florissante et concurrentielle et atteindre une qualité de vie supérieure dans la province.

Le programme offre aussi les services nécessaires pour soutenir tous les volets du mandat du ministère, tels que communications; planification stratégique; gestion et contrôle financiers; coordination des politiques; ressources humaines; et locaux.

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 325 890
Avantages sociaux		1 100 946
Transports et communications		533 987
Services		6 792 169
Fournitures et matériel		907 766
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto		1 800 000
		21 460 758
Moins : Recouvrements		1 800 000
		19 660 758
Politiques et planification infrastructurelles		
Traitements et salaires	2 974 760	
Avantages sociaux	318 447	
Transports et communications	52 298	
Services	807 673	
Fournitures et matériel	100 829	
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	1 800 000	
	6 053 467	
Moins : Recouvrements	1 800 000	
		4 253 467
Financement et approvisionnement en matière d'infrastructure		
Traitements et salaires	1 412 086	
Avantages sociaux	163 775	
Transports et communications	44 918	
Services	368 795	
Fournitures et matériel	49 741	
		2 039 315
Gestion des initiatives de croissance intelligente		
Traitements et salaires	2 179 517	
Avantages sociaux	229 055	
Transports et communications	58 866	
Services	755 733	
Fournitures et matériel	297 251	
		3 520 422
Administration du ministère		
Traitements et salaires	3 759 527	
Avantages sociaux	389 669	
Transports et communications	377 905	
Services	4 859 968	
Fournitures et matériel	460 485	
		9 847 554
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET LA PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**19 708 390**

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Programme d'infrastructure (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	15 485 460	
		15 485 460
		15 485 460
Programmes d'infrastructure		
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	15 485 460	
		15 485 460
Fonds pour les grands projets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Ontario Infrastructure Projects Corporation		6 628 591
		6 628 591
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET LA PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 114 051**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-224

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-225

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2-227

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-229

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET INTERVENTION D'URGENCE 2-233

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION –
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-235

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-226, 2-231, 2-232

ÉTAT DES RECETTES 2-237

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
32 520 733	Administration du ministère	36 749 446	36 572 395
36 445 765	Information géographique	34 336 500	33 598 091
223 306 781	Gestion des richesses naturelles	240 729 900	239 647 564
73 653 972	Sécurité publique et intervention d'urgence	157 798 200	155 555 360
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	1 000
365 927 251	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**469 615 046**	**465 374 410**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
170 031	Information géographique	1 200 000	108 949
89 970	Sécurité publique et intervention d'urgence	120 000	89 970
260 001	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 320 000**	**198 919**
	IMMOBILISATIONS		
78 953 038	Gestion des richesses naturelles	51 220 400	50 459 005
78 953 038	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**51 220 400**	**50 459 005**
	ACTIFS - IMMOBILISATIONS		
7 670 544	Gestion des richesses naturelles	9 241 000	8 792 738
7 670 544	**TOTAL (ACTIFS - IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**9 241 000**	**8 792 738**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	36 700 200		36 700 200	Administration du ministère	36 527 234
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 950
	36 749 446		**36 749 446**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**36 572 395**

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique; de conseils juridiques; d'élaboration de politiques; de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats; la gestion et le contrôle financiers; et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 287 475
Avantages sociaux		5 097 683
Transports et communications		1 019 751
Services		13 597 338
Fournitures et matériel		545 132
		36 547 379
Moins : Recouvrements		20 145
		36 527 234
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 080 919	
Avantages sociaux	213 868	
Transports et communications	240 046	
Services	599 444	
Fournitures et matériel	77 654	
	3 211 931	
Moins : Recouvrements	20 145	
		3 191 786
Finances et services opérationnels		
Traitements et salaires	3 846 578	
Avantages sociaux	594 640	
Transports et communications	62 948	
Services	8 023 073	
Fournitures et matériel	109 698	
		12 636 937
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 097 444	
Avantages sociaux	3 503 171	
Transports et communications	322 049	
Services	343 382	
Fournitures et matériel	104 100	
		8 370 146
Services de communication		
Traitements et salaires	2 234 784	
Avantages sociaux	282 369	
Transports et communications	73 583	
Services	339 791	
Fournitures et matériel	67 458	
		2 997 985
Coordination des politiques et de la planification		
Traitements et salaires	2 580 181	
Avantages sociaux	325 601	
Transports et communications	154 681	
Services	620 315	
Fournitures et matériel	54 906	
		3 735 684
Services juridiques		
Transports et communications	75 015	
Services	3 245 872	
Fournitures et matériel	73 340	
		3 394 227
Services de vérification		
Services	193 554	
		193 554
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 447 569	
Avantages sociaux	178 034	
Transports et communications	91 429	
Services	231 907	
Fournitures et matériel	57 976	
		2 006 915
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		9 950
		45 161
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**36 572 395**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	
1	34 335 500		34 335 500	Information géographique.....	33 598 091
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	34 336 500		**34 336 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE....**	**33 598 091**
Actifs					
2	1 200 000		1 200 000	Information géographique.....	108 949
	1 200 000		**1 200 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.....**	**108 949**

Description du programme :

Le Programme d'information géographique offre son leadership et assure la prestation des programmes en facilitant l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions. Il participe également aux initiatives d'ITI du gouvernement en offrant des renseignements de base sur les terres de l'Ontario et l'infrastructure nécessaire pour que ces données soient accessibles, bon marché et faciles à intégrer.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Information géographique (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 239 383
Avantages sociaux		2 222 826
Transports et communications		631 292
Services		15 898 490
Fournitures et matériel		412 989
Paiements de transfert		
Subventions pour le Projet communautaire Géo-intelligence		1 165 802
		36 570 782
Moins : Recouvrements		2 972 691
		33 598 091
Technologie de l'information		
Traitements et salaires	113 319	
Avantages sociaux	10 238	
Transports et communications	1 754	
Services	9 429 012	
Fournitures et matériel	10 868	
	9 565 191	
Moins : Recouvrements	4 927	
		9 560 264
Richesses naturelles et information sur les terres provinciales		
Traitements et salaires	16 126 064	
Avantages sociaux	2 212 588	
Transports et communications	629 538	
Services	6 469 478	
Fournitures et matériel	402 121	
Paiements de transfert		
Subventions pour le Projet communautaire Géo-intelligence	1 165 802	
	27 005 591	
Moins : Recouvrements	2 967 764	
		24 037 827
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE		**33 598 091**

	$
Actifs	
Information géographique (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	108 949
	108 949
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	**108 949**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	197 037 000	28 000 000	225 037 000	Gestion des richesses naturelles	224 136 294
2	15 601 900		15 601 900	Parcs Ontario	15 430 691
L	90 000		90 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	80 579
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	212 729 900	**28 000 000**	**240 729 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**239 647 564**
IMMOBILISATIONS					
3	51 369 600	(2 393 100)	48 976 500	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	48 489 419
L	2 243 900		2 243 900	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	1 969 586
	53 613 500	**(2 393 100)**	**51 220 400**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**50 459 005**
Actifs					
4	5 099 500	4 141 500	9 241 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs	8 792 738
	5 099 500	**4 141 500**	**9 241 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**8 792 738**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de l'eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats; et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		129 743 545
Avantages sociaux		17 945 016
Transports et communications		11 794 605
Services		98 907 162
Fournitures et matériel		11 108 019
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 278 822	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 625 179	
Subventions aux Offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 300	
Subventions aux Offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000	
Expérience Été	291 104	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	91 331	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	440 353	
		16 500 089
		286 028 436
Moins : Recouvrements		61 892 142
		224 136 294
Gestion de forêts		
Traitements et salaires	38 875 843	
Avantages sociaux	5 320 748	
Transports et communications	3 487 541	
Services	44 733 852	
Fournitures et matériel	2 529 751	
	94 947 735	
Moins : Recouvrements	1 976 254	
		92 971 481
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	40 667 615	
Avantages sociaux	5 530 126	
Transports et communications	3 764 761	
Services	19 622 262	
Fournitures et matériel	6 260 939	
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
	75 885 703	
Moins : Recouvrements	58 916 917	
		16 968 786
Gestion des terres et des eaux		
Traitements et salaires	16 167 299	
Avantages sociaux	2 237 522	
Transports et communications	837 142	
Services	24 369 334	
Fournitures et matériel	929 021	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 278 822	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 625 179	
Subventions aux Offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 300	
Subventions aux Offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000	
	15 637 301	
	60 177 619	
Moins : Recouvrements	31 702	
		60 145 917

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Soutien aux services régionaux		
Traitements et salaires	34 062 788	
Avantages sociaux	4 856 620	
Transports et communications	3 705 161	
Services	10 181 714	
Fournitures et matériel	1 388 308	
Paiements de transfert		
Expérience Été	291 104	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	91 331	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	440 353	
	822 788	
	55 017 379	
Moins : Recouvrements	967 269	
		54 050 110
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		80 579
		80 579
Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		38 629 969
Avantages sociaux		4 656 957
Transports et communications		1 636 792
Services		15 079 302
Fournitures et matériel		12 064 399
		72 067 419
Moins : Recouvrements		56 636 728
		15 430 691
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**239 647 564**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		325 560
Services		32 612 045
Fournitures et matériel		8 702 973
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
Partenariats du millénaire – Barrage Springbank	264 070	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	264 070	
		5 528 140
Autres opérations		4 095 701
		51 264 419
Moins : Recouvrements		2 775 000
		48 489 419
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
Transports et communications	234 322	
Services	17 229 774	
Fournitures et matériel	5 118 709	
Autres opérations	613 823	
	23 196 628	
Moins : Recouvrements	2 775 000	
		20 421 628

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	70 481	
Services	13 655 319	
Fournitures et matériel	2 435 679	
Autres opérations	1 338 382	
	17 499 861	
		17 499 861
Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt		
Transports et communications	20 757	
Services	1 726 952	
Fournitures et matériel	1 148 585	
Autres opérations	2 143 497	
		5 039 791
Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités		
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
Partenariats du millénaire – Barrage Springbank	264 070	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	264 070	
	5 528 140	
		5 528 140

	$	$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 969 586
		1 969 586
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**50 459 005**
Actifs		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs (Poste 4)		
Immobilisations matérielles		8 792 738
		8 792 738
Infrastructure de Parcs Ontario - Actifs		
Immobilisations matérielles	3 502 146	
		3 502 146
Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt - Actifs		
Immobilisations matérielles	4 765 941	
		4 765 941
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actifs		
Immobilisations matérielles	524 651	
		524 651
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**8 792 738**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	
1	36 609 000		36 609 000	Aviation et lutte contre les feux de forêt	35 694 553
2	66 779 200	54 400 000	121 179 200	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	119 860 807
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	103 398 200	**54 400 000**	**157 798 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**155 555 360**
Actifs					
3	120 000		120 000	Aviation et lutte contre les feux de forêt	89 970
	120 000		**120 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**89 970**

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère. Pour ce faire, il planifie et dépense les programmes visant à protéger le public, les biens et les communautés des incendies de forêt, des inondations, d'autres catastrophes prises en charge par la province et situations d'urgence. Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)	
Traitements et salaires	24 980 947
Avantages sociaux	3 272 196
Transports et communications	2 560 862
Services	19 543 185
Fournitures et matériel	5 622 801
	55 979 991
Moins : Recouvrements	20 285 438
	35 694 553
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	30 735 561
Avantages sociaux	2 979 223
Transports et communications	2 755 008
Services	74 428 510
Fournitures et matériel	9 417 113
	120 315 415
Moins : Recouvrements	454 608
	119 860 807
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**155 555 360**

	$
Actifs	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	89 970
	89 970
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**89 970**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES**	
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources...	1 000
	1 000		**1 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LESRESSOURCES.....**	**1 000**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application des techniques de gestion de l'ITI à ses ministères clients, à savoir : Richesses naturelles; Environnement; Agriculture et Alimentation; et Développement du Nord et Mines. Il est aussi chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rentabiliser les opérations du gouvernement en facilitant la prestation des services électroniques et en améliorant les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 425 043
Avantages sociaux	1 264 478
Transports et communications	316 697
Services	5 586 504
Fournitures et matériel	3 011 141
	20 603 863
Moins : Recouvrements	20 602 863
	1 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**1 000**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Paiements du gouvernement fédéral	486 772	133 264
Projet de gestion du Lac Supérieur	128 700	25 000
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	0	1 431 732
	615 472	1 589 996
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	4 020 746	4 647 878
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	1 878 982	1 806 192
Autres droits, permis et autorisations	488 585	495 580
	2 367 567	2 301 772
AMENDES ET PÉNALITÉS	585 517	486 748
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	1 448 278	1 386 661
Autres	8 756 128	10 575 929
	10 204 406	11 962 590
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	124 528 538	135 178 277
Droits de la Couronne	32 974 166	111 967 216
Ressources pétrolières en mer	12 434 712	8 875 476
Agrégats	1 031 940	859 818
Autres	1 926	1 493
	170 971 282	256 882 280
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	42 258	279 147
DIVERS		
Autres	59 945	2 908 759
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**188 867 193**	**281 059 170**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-240

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-241

POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE 2-243

SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES 2-245

ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-247

SANTÉ PUBLIQUE, PROMOTION DE LA SANTÉ ET PRÉVENTION DES MALADIES 2-249

SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE 2-251

SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET SANTÉ MENTALE 2-253

IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-256

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-242, 2-248, 2-255

ÉTAT DES RECETTES 2-258

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
181 315 476	Administration du ministère	168 905 835	160 970 694
413 641 456	Politiques de santé et recherche	443 374 900	433 849 741
86 523 500	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	111 500 000	111 500 000
10 574 803 807	Assurance-santé de l'Ontario	11 490 264 900	11 471 275 181
941 283 306	Santé publique, promotion de la santé et prévention des maladies	1 078 714 100	1 070 037 756
12 843 728 432	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence	13 270 440 300	13 240 176 024
5 886 758 725	Santé communautaire et santé mentale	6 459 616 000	6 431 183 516
30 928 054 702	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**33 022 816 035**	**32 918 932 912**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2 065 881	Politiques de santé et recherche	2 216 000	2 216 000
14 787 700	Assurance-santé de l'Ontario	1 579 500	1 498 336
1 400 000	Santé publique, promotion de la santé et prévention des maladies	1 500 000	1 500 000
17 388 000	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence	17 434 300	17 434 300
40 803 476	Santé communautaire et santé mentale	51 759 400	46 530 300
76 445 057	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**74 489 200**	**69 178 936**
	IMMOBILISATIONS		
528 039 481	Immobilisations dans le domaine de la santé	336 303 000	336 237 191
528 039 481	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**336 303 000**	**336 237 191**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	164 825 700	(405 300)	164 420 400	Administration du ministère	156 494 002
2	4 119 700	305 300	4 425 000	Commission ontarienne d'examen	4 410 843
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	24 378		24 378	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	30 638
	169 005 835	**(100 000)**	**168 905 835**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**160 970 694**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère :

apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille; veille à la mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère et assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et atteindre les objectifs visés;

offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère, notamment planification des activités, du budget et des immobilisations; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; projets ministériels/gestion du changement et amélioration des activités; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; gestion et administration du programme des initiatives ontariennes de cybersanté, notamment surveillance de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé et du Secrétariat des services consultatifs médicaux qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario;

apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen; à la Commission du consentement et de la capacité; à la Commission d'appel et de révision des services de santé; et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		63 311 309
Avantages sociaux		9 241 101
Transports et communications		8 630 703
Services		69 298 342
Fournitures et matériel		6 090 703
		156 572 158
Moins : Recouvrements		78 156
		156 494 002
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 385 174	
Avantages sociaux	556 376	
Transports et communications	135 473	
Services	829 819	
Fournitures et matériel	111 960	
		6 018 802
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	20 006 371	
Avantages sociaux	3 760 812	
Transports et communications	1 707 386	
Services	34 959 056	
Fournitures et matériel	2 698 564	
	63 132 189	
Moins : Recouvrements	78 156	
		63 054 033
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 398 793	
Avantages sociaux	596 981	
Transports et communications	59 234	
Services	3 843 731	
Fournitures et matériel	80 906	
		8 979 645
Services de communication		
Traitements et salaires	6 756 781	
Avantages sociaux	901 725	
Transports et communications	264 666	
Services	7 293 355	
Fournitures et matériel	154 952	
		15 371 479
Services juridiques		
Traitements et salaires	125 037	
Transportation and communication	22 214	
Services	3 567 689	
Fournitures et matériel	90 756	
		3 805 696
Services de vérification		
Services	1 501 801	
		1 501 801
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	26 631 125	
Avantages sociaux	3 301 084	
Transports et communications	6 421 360	
Services	17 086 552	
Fournitures et matériel	2 902 999	
		56 343 119
Secrétariat des services consultatifs médicaux		
Traitements et salaires	1 008 028	
Avantages sociaux	124 123	
Transports et communications	20 370	
Services	216 339	
Fournitures et matériel	50 567	
		1 419 427
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 638
		65 849
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		880 338
Avantages sociaux		116 858
Transports et communications		521 883
Services		2 829 439
Fournitures et matériel		62 325
		4 410 843
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**160 970 694**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	458 957 500	(15 582 600)	443 374 900	Politiques de santé et recherche	433 849 741
	458 957 500	**(15 582 600)**	**443 374 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	**433 849 741**
Actifs					
2	2 216 000		2 216 000	Politiques de santé et recherche	2 216 000
	2 216 000		**2 216 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	**2 216 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche se charge de l'élaboration des politiques et de la planification des activités du ministère afin d'offrir rapidement des stratégies claires et uniformes pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à travers tout le système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et d'assurer la prestation homogène des services de santé dans toute la province, conformément aux priorités du gouvernement. Sont comprises ici les politiques stratégiques et initiatives de planification mises en oeuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation du personnel infirmier.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 175 847
Avantages sociaux		1 375 042
Transports et communications		1 827 132
Services		21 389 752
Fournitures et matériel		4 283 338
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	6 555 800	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	36 406 046	
Ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	24 645 128	
Formation clinique	314 618 193	
Programme de neurotraumatologie	4 000 000	
Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes	5 073 463	
Gestion de l'information dans le système de santé	1 500 000	
		392 798 630
		433 849 741
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**433 849 741**

	$	$
Actifs		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique	2 000 000	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	186 000	
Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes	30 000	
		2 216 000
		2 216 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**2 216 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET DE LA GESTION DES CONNAISSANCES**	
FONCTIONNEMENT					
1	103 713 000	7 787 000	111 500 000	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	111 500 000
	103 713 000	**7 787 000**	**111 500 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET DE LA GESTION DES CONNAISSANCES**	**111 500 000**

Description du programme :

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques et sûrs des renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET DE LA GESTION DES CONNAISSANCES – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Systèmes intelligents pour la santé	111 500 000
	111 500 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET DE LA GESTION DES CONNAISSANCES	**111 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
1	8 072 021 200	216 230 500	8 288 251 700	Assurance-santé de l'Ontario	8 287 172 449
2	3 006 373 400	(156 532 100)	2 849 841 300	Programmes de médicaments	2 835 969 113
3	77 642 600	(1 699 100)	75 943 500	Services de laboratoire	75 080 059
4	264 470 100	5 502 300	269 972 400	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	269 761 646
L	6 256 000		6 256 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 291 914
	11 426 763 300	**63 501 600**	**11 490 264 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**11 471 275 181**
Actifs					
5	1 579 500		1 579 500	Assurance-santé de l'Ontario	1 498 336
	1 579 500		**1 579 500**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**1 498 336**

Description du programme:

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province/hors pays; les établissements de soins autonomes; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; et la protection contre la fraude et les activités criminelles dans les services de santé.

En Ontario, les services de santé sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres de soins, tels que cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, à l'Assurance-santé de l'Ontario(OHIP).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		83 012 044
Avantages sociaux		11 994 659
Transports et communications		19 758 888
Services		57 385 113
Fournitures et matériel		5 551 647
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	8 042 398 274	
Établissements de santé autonomes	30 836 430	
Services de télétriage	35 488 523	
Comité d'étude de la médecine	746 871	
		8 109 470 098
		8 287 172 449
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		3 291 914
		3 291 914
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 357 107
Avantages sociaux		1 414 147
Transports et communications		8 682 661
Services		22 397 735
Fournitures et matériel		6 788 519
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		2 786 328 944
		2 835 969 113
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		30 373 360
Avantages sociaux		4 501 507
Transports et communications		2 667 989
Services		12 556 869
Fournitures et matériel		20 628 634
Paiements de transfert		
Programme de la gestion de la qualité – Services de laboratoire		4 351 700
		75 080 059
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 646 823
Avantages sociaux		343 614
Transports et communications		89 228
Services		491 717
Fournitures et matériel		98 370
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	203 251 585	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	62 840 309	
		266 091 894
		269 761 646
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**11 471 275 181**
Actifs		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	1 145 991	
Programmes de médicaments de l'Ontario	352 345	
		1 498 336
		1 498 336
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**1 498 336**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES**	
1	77 803 900	(5 032 300)	72 771 600	Promotion de la santé et prévention de maladies	67 615 419
4	1 007 070 700	(1 128 200)	1 005 942 500	Santé publique	1 002 422 337
	1 084 874 600	**(6 160 500)**	**1 078 714 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES**	**1 070 037 756**
Actifs					
6	1 500 000		1 500 000	Programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies	1 500 000
	1 500 000		**1 500 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES**	**1 500 000**

Description du programme :

L'objectif des programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies est de protéger, de promouvoir et d'améliorer la santé; de prévenir ou de retarder les maladies, les blessures et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme permet aux particuliers, aux familles et aux communautés de cerner, et de satisfaire, leurs besoins en matière de santé. Le programme reflète aussi le changement d'orientation du ministère qui a décidé de consacrer les ressources médicales de l'Ontario à la prestation de services de santé proactifs plutôt qu'au traitement réactif des maladies aiguës et chroniques. Ce programme de santé publique comprend les volets suivants : évaluation de la santé de la population; surveillance de la santé et des maladies; promotion de la santé; prévention des maladies et des blessures; et protection de la santé. Il assume également la part des coûts revenant à l'Ontario pour le sang fourni par la Société canadienne du sang aux hôpitaux de la province.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé et prévention des maladies (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 506 606
Avantages sociaux		284 276
Transports et communications		165 503
Services		8 854 328
Fournitures et matériel		360 785
Paiements de transfert		
Promotion de la santé et prévention des maladies		55 443 921
		67 615 419
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		11 322 735
Avantages sociaux		900 481
Transports et communications		1 057 116
Services		20 807 595
Fournitures et matériel		3 084 415
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	340 708 851	
Épidémies	138 324 500	
Prévention de la tuberculose	5 910 129	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	1 677 020	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	116 000	
Association pour la santé publique de l'Ontario	230 000	
Prévention des infections	16 649 691	
Société canadienne du sang	428 278 929	
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein	33 354 875	
		965 249 995
		1 002 422 337
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES		**1 070 037 756**

	$	$
Actifs		
Programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Promotion de la santé et prévention des maladies	500 000	
Organismes locaux officiels responsables de la santé	1 000 000	
		1 500 000
		1 500 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES		**1 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1408				**PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE**	
FONCTIONNEMENT					
1	12 611 896 800	120 044 500	12 731 941 300	Services en matière de soins actifs	12 705 462 377
2	541 885 100	(3 470 100)	538 415 000	Services de santé d'urgence	534 449 517
L	84 000		84 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	264 130
	13 153 865 900	**116 574 400**	**13 270 440 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE**	**13 240 176 024**
Actifs					
3	17 434 300		17 434 300	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence	17 434 300
	17 434 300		**17 434 300**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE**	**17 434 300**

Description du programme:

Le programme des services en matière de soins actifs et de santé d'urgence est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement de deux secteurs d'activités importants comprenant les hôpitaux et les services de santé d'urgence (comme les ambulances). Le programme apporte aussi une aide financière à Action Cancer Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE – CRÉDIT 1408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services en matière de soins actifs (Poste 1)		
Traitements et salaires		32 529 351
Avantages sociaux		3 750 510
Transports et communications		2 399 972
Services		7 088 673
Fournitures et matériel		1 024 493
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	12 111 974 052	
Fonctionnement des établissements connexes	70 732 247	
Action Cancer Ontario	464 671 129	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	3 704 550	
Projet de révision du périmètre comptable	7 587 400	
		12 658 669 378
		12 705 462 377
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		37 590 198
Avantages sociaux		5 917 369
Transports et communications		7 348 836
Services		13 583 852
Fournitures et matériel		8 821 004
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux	325 923 207	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	104 369 351	
Ambulances aériennes	30 895 700	
		461 188 258
		534 449 517
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		264 130
		264 130
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE		**13 240 176 024**
Actifs		
Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence (Poste 3)		
Avances et montants récupérables		
Fonctionnement des hôpitaux	17 000 000	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	434 300	
		17 434 300
		17 434 300
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE		**17 434 300**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1409				**PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 128 023 400	(122 404 600)	5 005 618 800	Santé communautaire	4 997 396 538
2	1 496 956 500	(43 615 300)	1 453 341 200	Santé mentale	1 433 320 578
L	356 000		356 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	466 600
	6 625 635 900	**(166 019 900)**	**6 459 616 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE**	**6 431 183 516**
Actifs					
3	51 759 400		51 759 400	Santé communautaire et santé mentale	46 530 300
	51 759 400		**51 759 400**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE**	**46 530 300**

Description du programme :

Le programme de santé communautaire et de santé mentale est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement de plusieurs services et activités de santé communautaire et de santé mentale en Ontario. Certains de ces services sont dispensés par des établissements ou par le biais d'établissements, en voici quelques exemples : centres de soins de longue durée; centres d'accès aux soins communautaires; organismes de services communautaires de soutien; centres de santé communautaire; services communautaires de santé mentale; services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés. Il existe aussi des programmes spéciaux de prestation ou de financement qui offrent un vaste éventail de services et de soutiens, parmi lesquels le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales; les services de sages-femmes; le Programme de lutte contre le diabète; et les programmes de lutte contre la toxicomanie.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE – CRÉDIT 1409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Santé communautaire (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 260 926
Avantages sociaux		1 288 297
Transports et communications		1 273 970
Services		12 475 940
Fournitures et matériel		453 669
Paiements de transfert		
Centres de soins de longue durée	2 672 376 070	
Centres d'accès aux soins communautaires	1 445 054 148	
Services communautaires de soutien	296 751 906	
Logement avec services de soutien	141 651 930	
Centres de santé communautaire	169 436 189	
Services de sages-femmes	51 073 473	
Traumatismes crâniens	45 194 924	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	36 240 131	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	23 197 700	
Conseils régionaux de santé	603 390	
Programme de lutte contre le diabète	26 051 940	
Programme de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C	37 345 970	
Réseau locaux d'intégration des services de santé	27 665 965	
		4 972 643 736
		4 997 396 538
Santé mentale (Poste 2)		
Traitements et salaires		126 046 400
Avantages sociaux		26 912 949
Transports et communications		1 470 068
Services		17 974 986
Fournitures et matériel		16 113 855
Paiements de transfert		
Services communautaires de santé mentale	504 711 120	
Fondation ontarienne de la santé mentale	418 992	
Programme de lutte contre la toxicomanie	137 615 733	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	604 607 690	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	144 075	
		1 247 497 610
		1 436 015 868
Moins : Recouvrements		2 695 290
		1 433 320 578
Administration de la santé mentale		
Traitements et salaires	4 177 526	
Avantages sociaux	514 025	
Transports et communications	203 751	
Services	4 576 758	
Fournitures et matériel	46 470	
Paiements de transfert		
Services communautaires de santé mentale	504 711 120	
Fondation ontarienne de la santé mentale	418 992	
Programme de lutte contre la toxicomanie	137 615 733	
	642 745 845	
		652 264 375

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE – CRÉDIT 1409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Programmes de soins aux malades externes		
Traitements et salaires	13 571 138	
Avantages sociaux	2 763 021	
Transports et communications	297 545	
Services	1 528 092	
Fournitures et matériel	941 352	
	19 101 148	
Moins : Recouvrements	554 673	
		18 546 475
Programmes de soins aux malades hospitalisés		
Traitements et salaires	108 297 736	
Avantages sociaux	23 635 903	
Transports et communications	968 772	
Services	11 870 136	
Fournitures et matériel	15 126 033	
Paiements de transfert		
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	604 607 690	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	144 075	
	604 751 765	
	764 650 345	
Moins : Recouvrements	2 140 617	
		762 509 728
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		466 400
		466 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE		**6 431 183 516**

	$	$
Actifs		
Santé communautaire et santé mentale (Poste 3)		
Avances et montants récupérables		
Centres de soins de longue durée	16 123 400	
Centres d'accès aux soins communautaires	5 000 000	
Services communautaires de soutien	3 800 000	
Logement avec services de soutien	800 000	
Centres de santé communautaire	3 000 000	
Services de sages-femmes	1 000 000	
Traumatismes crâniens	400 000	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	282 000	
Programme de lutte contre le diabète	550 000	
Programme de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C	175 000	
Services communautaires de santé mentale	14 500 000	
Programme de lutte contre les dépendances	899 900	
		46 530 300
		46 530 300
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE		**46 530 300**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	336 303 000		336 303 000	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	336 237 191
	336 303 000		**336 303 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....**	**336 237 191**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations; de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations, et de l'octroi de subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics; les centres régionaux de cancérologie; les centres de santé communautaire; les centres communautaires de santé mentale; les programmes de lutte contre la toxicomanie; et les centres de soins de longue durée. Le programme s'occupe également de financer la construction de nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration des hôpitaux.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	140 903 000	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	60 000 000	
Planification et conception	45 000 000	
Projets visant les petits hôpitaux	20 000 000	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	34 800 000	
Programmes des soins de longue durée	3 500 000	
Programmes de santé communautaire	17 000 000	
Réforme des soins primaires	10 000 000	
		331 203 000
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		5 034 191
		336 237 191
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**336 237 191**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds de transition pour soins primaires	47,743,392	54,487,090
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	20,240,501	12,416,240
Logement en milieu de soutien	6,607,760	6,607,760
Services sociaux dispensés aux Indiens	4,170,090	6,361,003
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	4,000,000	4,191,049
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	3,830,020	4,287,163
Formation clinique	1,700,287	0
Accès aux antécédents pharmaceutiques	1,099,357	861,587
Stratégies concernant les soins de santé, programme de contribution - politiques	738,400	0
Inforoute Santé du Canada	366,525	0
Centre national de collaboration	350,000	0
Langue française	348,012	429,150
Plan d'urgence contre la variole	177,000	0
Centre national de la rage	50,000	0
Politique de santé applicable aux Autochtones	50,000	0
Entente d'engagement fédéral pour l'hépatite C	0	22,100,000
Gestion de l'identification et de l'enregistrement des clients – ICS	0	1,532,813
Centre médical international	0	1,175,776
Programme de contribution aux meilleures pratiques	(10,949,000)	56,672
	80 522 344	114 506 303
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	12 909 455	12 299 244
Salaires et avantages sociaux	102 855	0
Réorganisation des services locaux		131 087
	13 012 310	12 430 331
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Quote-part des usagers des services d'ambulance	3 088 223	2 930 854
Services d'avocats – enquêtes	2 250 878	1 770 886
Vérification de la qualité des services des laboratoires	720 128	1 157 509
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	635 700	817 916
Octroi de permis aux laboratoires	574 228	339 951
Droits de permis – Centres de prélèvement	376 376	288 790
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	366 818	433 333
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	260 718	210 805
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	20 000	13 600
Autres – droits, permis et autorisations	71 476	105 958
	8 364 545	8 069 602
AMENDES ET PÉNALITÉS	4 500	38 450
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de matériel d'ambulance	494 420	651 989
Repas	206 749	264 165
Atelier de formation professionnelle	61 707	113 044
Autres ventes et locations	61 051	12 837
	823 927	1 042 035

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	204 143 301	135 932 744
DIVERS		
Pénalités - intérêt	366 398	1 517 796
Autres	1 850 631	173 082
	2 217 029	1 690 878
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**309 087 956**	**273 710 343**

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-262

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 2-263

ÉTAT DES RECETTES 2-265

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
18 955 565	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	49 509 700	48 429 558
18 955 565	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	**49 509 700**	**48 429 558**
	IMMOBILISATIONS		
1 600 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 600 000	1 599 999
1 600 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	**1 600 000**	**1 559 999**

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	14 027 100	3 443 100	17 470 200	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario..	16 390 985
2	1 000	32 038 500	32 039 500	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	32 038 573
	14 028 100	**35 481 600**	**49 509 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....**	**48 429 558**
IMMOBILISATIONS					
3	3 100 000	(1 500 000)	1 600 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario..	1 599 999
	3 100 000	**(1 500 000)**	**1 600 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....**	**1 599 999**

Description du programme :

Le mandat du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario est de représenter le gouvernement dans les affaires autochtones; de protéger les intérêts du gouvernement; de remplir ses obligations juridiques; et de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral au bien-être des peuples autochtones de l'Ontario.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 150 515
Avantages sociaux		464 636
Transports et communications		358 407
Services		2 500 505
Fournitures et matériel		171 497
Paiements de transfert		
Fonds de participation	2 820 581	
Soutien aux négociations communautaires	1 891 412	
Programme ontarien de développement économique des communautés autochtones	606 990	
Algonquins de Golden Lake	409 240	
Les Chefs de l'Ontario	201 885	
Ontario Native Women's Association	306 951	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	368 266	
Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dan les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	2 140 100	
		8 745 425
		16 390 985
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales		32 038 573
		32 038 573
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		**48 429 558**

	$
IMMOBILISATIONS	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	1 599 999
	1 599 999
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	**1 599 999**

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	220	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	22 159	21 309
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	37	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	**22 416**	**21 309**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-268
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-269
SERVICES IMMOBILIERS 2-271
CONTRÔLE DE LA GESTION 2-273
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 2-275
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO 2-277
ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO 2-279
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT) 2-281
CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2-283
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-270, 2-272, 2-278

ÉTAT DES RECETTES 2-285
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-285

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
28 634 299	Administration du ministère	30 396 046	29 187 132
59 542 439	Services immobiliers	60 009 200	60 490 931
19 754 077	Contrôle de la gestion	282 577 000	19 980 081
88 800 625	Information et technologie de l'information	107 473 600	98 291 843
60 272 721	Services communs de l'Ontario	56 400 400	59 268 670
11 863 419	Archives publiques de l'Ontario	14 638 900	14 627 198
904 229 448	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par le gouvernement)	976 098 400	903 502 784
39 940 521	Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines	53 899 300	52 429 800
1 213 037 549	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 581 492 846**	**1 237 778 439**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
761 300	Services immobiliers	0	0
0	Information et technologie de l'information	1 000	0
0	Services communs de l'Ontario	1 000	0
761 300	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
13 560 268	Services immobiliers	44 424 100	37 945 928
1 043 994	Contrôle de la gestion	375 000	160 260
2 881 158	Information et technologie de l'information	2 600 000	2 525 910
0	Archives publiques de l'Ontario	300 000	299 427
17 485 420	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**47 699 100**	**40 931 525**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

RÉDIT et oste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 NCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	30 817 700	(469 900)	30 347 800	Administration du ministère	29 139 500
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	30 865 946	**(469 900)**	**30 396 046**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**29 187 132**

scription du programme:

programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels, de planification et de surveillance des résultats afin ider le Secrétariat du Conseil de gestion et les divisions du Centre de développement du leadership et de gestion des ressources maines à atteindre leurs objectifs.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 924 856
Avantages sociaux		1 109 220
Transports et communications		406 530
Services		23 729 034
Fournitures et matériel		829 019
		34 998 659
Moins : Recouvrements		5 859 159
		29 139 500
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 991 147	
Avantages sociaux	261 552	
Transports et communications	94 564	
Services	656 148	
Fournitures et matériel	37 058	
		3 040 469
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 105 786	
Avantages sociaux	245 606	
Transports et communications	32 658	
Services	2 044 627	
Fournitures et matériel	311 048	
	4 739 725	
Moins : Recouvrements	185 200	
		4 554 525
Services juridiques		
Traitements et salaires	368 532	
Avantages sociaux	114	
Transports et communications	174 537	
Services	5 722 601	
Fournitures et matériel	213 600	
	6 479 384	
Moins : Recouvrements	200 699	
		6 278 685
Services de vérification		
Services	251 400	
		251 400
Systèmes informatiques		
Services	7 759 800	
		7 759 800
Services de communication		
Traitements et salaires	2 236 556	
Avantages sociaux	303 287	
Transports et communications	59 329	
Services	6 640 425	
Fournitures et matériel	199 723	
	9 439 320	
Moins : Recouvrements	4 897 260	
		4 542 060
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 222 835	
Avantages sociaux	298 661	
Transports et communications	45 442	
Services	654 033	
Fournitures et matériel	67 590	
	3 288 561	
Moins : Recouvrements	576 000	
		2 712 561
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**29 187 132**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS**	
1	63 183 600	(3 318 400)	59 865 200	Services immobiliers	59 790 774
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	700 157
	63 327 600	**(3 318 400)**	**60 009 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS**	**60 490 931**
IMMOBILISATIONS					
2	45 497 400	(1 073 300)	44 424 100	Services immobiliers	37 945 928
	45 497 400	**(1 073 300)**	**44 424 100**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS**	**37 945 928**

Description du programme :

Le Programme des services immobiliers est responsable de la gestion stratégique des biens immobiliers et des locaux pour le compte du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères. Pour ce faire, il élabore les politiques et les normes, et négocie et administre les contrats de service et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure l'utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement et la prestation économique des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux. Le programme assure aussi l'utilisation optimale des couloirs de transport de l'électricité appartenant à la province lorsque les terres que traversent ces couloirs sont ouvertes au public et à d'autres utilisations secondaires, tout en reconnaissant la primauté du transport de l'électricité.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS – CRÉDIT 1802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services immobiliers (Poste 1)		
Traitements et salaires		880 926
Avantages sociaux		93 596
Transports et communications		13 962
Services		58 787 369
Fournitures et matériel		14 921
		59 790 774
Services immobiliers		
Services	54,510,347	
		54 510 347
Bureau des relations avec les organismes		
Traitements et salaires	558 143	
Avantages sociaux	60 593	
Transports et communications	8 169	
Services	238 951	
Fournitures et matériel	9 434	
		875 290
Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité		
Traitements et salaires	322 783	
Avantages sociaux	33 003	
Transports et communications	5 793	
Services	4 038 071	
Fournitures et matériel	5 487	
		4 405 137

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	700 157
	700 157
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS	**60 490 931**
IMMOBILISATIONS	
Services immobiliers (Poste 2)	
Services	37 945 928
	37 945 928
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS	**37 945 928**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION**	
1	7 918 500		7 918 500	Planification et surveillance des activités et des ressources	7 658 689
2	4 964 600	(85 500)	4 879 100	Services intégrés de vérification interne	4 183 728
7	16 979 100	(7 911 200)	9 067 900	Politiques stratégiques, gestion des situations d'urgence et de la sécurité	8 137 664
5	556 500 000	(295 788 500)	260 711 500	Éventualités*	0
	586 362 200	**(303 785 200)**	**282 577 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION**	**19 980 081**
IMMOBILISATIONS					
6	1 050 000	(675 000)	375 000	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité	160 260
	1 050 000	**(675 000)**	**375 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION**	**160 260**

Description du programme:

Le programme de contrôle de la gestion appuie le Conseil de gestion du gouvernement en aidant les ministères et les organismes à atteindre les priorités du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropriée des ressources publiques en établissant, contrôlant et redressant l'affectation des ressources du gouvernement; et en établissant les normes, politiques et stratégies permettant d'atteindre les objectifs du gouvernement. Le programme offre aussi des services de vérification interne à tous les ministères; assure la gestion des situations d'urgence au sein du gouvernement, l'orientation et la mise en oeuvre des mesures de sécurité; et finance d'autres initiatives de portée générale.

* Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 295 788 500 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION – CRÉDIT 1803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Planification et surveillance des activités et des ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 447 312
Avantages sociaux	564 537
Transports et communications	63 350
Services	2 481 517
Fournitures et matériel	101 973
	7 658 689
Services intégrés de vérification interne (Poste 2)	
Traitements et salaires	13 368 127
Avantages sociaux	1 550 890
Transports et communications	374 524
Services	1 479 475
Fournitures et matériel	387 294
	17 160 310
Moins : Recouvrements	12 976 582
	4 183 728
Politiques stratégiques, gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 836 138
Avantages sociaux	393 871
Transports et communications	101 223
Services	4 549 981
Fournitures et matériel	256 451
	8 137 664
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION	**19 980 081**

	$
IMMOBILISATIONS	
Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 6)	
Services	160 260
	160 260
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION	**160 260**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	23 475 200	29 574 800	53 050 000	Politiques en matière d'information et de technologie de l'information	51 119 538
2	4 922 900	(352 900)	4 570 000	Solutions d'information et de technologie de l'information	4 522 695
3	50 675 500	(821 900)	49 853 600	Information et technologie de l'information	42 649 610
	79 073 600	**28 400 000**	**107 473 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	**98 291 843**
Actifs					
5	1 000		1 000	Services d'information et de technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	**0**
IMMOBILISATIONS					
4	6 000 000	(3 400 000)	2 600 000	Information et technologie de l'information	2 525 910
	6 000 000	**(3 400 000)**	**2 600 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMAITON**	**2 525 910**

Description du programme :

Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique, en collaboration avec les groupements des services d'information et de technologie de l'information (ITI), offre son leadership en matière de services d'ITI gouvernementaux, notamment pour l'élaboration de politiques visant la mise en oeuvre de l'infrastructure commune; la gouvernance et la responsabilité; l'identification de nouvelles solutions et innovations technologiques et la prestation de services d'ITI économiques; le développement du leadership; et la transition aux services gouvernementaux électroniques (gouvernement en direct). Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique administre et fournit une vaste gamme de services communs de la fonctions publique de l'Ontario, tels que traitement informatique, et services et installations informatiques à l'appui des applications gouvernementales d'envergure.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques en matière d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 355 928
Avantages sociaux	1 326 972
Transports et communications	930 918
Services	26 911 254
Fournitures et matériel	9 594 466
	51 119 538
Solutions d'information et de technologie de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 808 875
Avantages sociaux	236 785
Transports et communications	60 741
Services	1 321 782
Fournitures et matériel	94 512
	4 522 695
Information et technologie de l'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	29 768 707
Avantages sociaux	3 501 416
Transports et communications	56 178 693
Services	67 030 982
Fournitures et matériel	17 095 053
	173 574 851
Moins : Recouvrements	130 925 241
	42 649 610
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**98 291 843**

	$
IMMOBILISATIONS	
Information et technologie de l'information (Poste 4)	
Services	2 525 910
	2 525 910
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**2 525 910**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	
1	51 403 400	4 495 000	55 898 400	Services généraux	54 993 528
5	1 000		1 000	Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière	500
L	501 000		501 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	4 274 642
	51 905 400	**4 495 000**	**56 400 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**59 268 670**
Actifs					
4	1 000		1 000	Services opérationnels	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**0**

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent des services de soutien internes et de gestion complète de la chaîne d'approvisionnement à l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario. Leurs principales activités sont les suivantes : transactions financières (traitement financier et recouvrements); préparation de la paie; services de gestion de la chaîne d'approvisionnement (renseignements sur les fournisseurs; gestion des contrats et conseils en matière d'approvisionnement); services stratégiques et généraux (gestion des InfoCentres; services d'administration générale; gestion des risques et des assurances). Les Services communs de l'Ontario dirigent aussi l'exploitation des systèmes d'information utilisés à l'échelle du gouvernement (SYSPAI, RIRH et SIGIF).

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Services généraux (Poste 1)	
Traitements et salaires	66 379 780
Avantages sociaux	9 288 006
Transports et communications	8 941 679
Services	41 339 663
Fournitures et matériel	3 180 393
	129 129 524
Moins : Recouvrements	74 135 996
	54 993 528
Crédits législatifs	
Services	
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	4 274 642
	4 274 642
Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière (Poste 5)	
Traitements et salaires	415 867
Avantages sociaux	49 687
Transports et communications	6 934
Services	16 097 414
Fournitures et matériel	9 411
	16 579 313
Moins : Recouvrements	16 578 813
	500
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO	**59 268 670**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1806				**PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	14 057 500	581 400	14 638 900	Archives publiques de l'Ontario	14 627 198
	14 057 500	**581 400**	**14 638 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO .....**	**14 627 198**
IMMOBILISATIONS					
2	300 000		300 000	Archives publiques de l'Ontario	299 427
	300 000		**300 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO .....**	**299 427**

Description du programme :

Les Archives publiques de l'Ontario offrent leur leadership en matière de gestion et de préservation de l'information essentielle au fonctionnement d'un gouvernement efficace, efficient et responsable. Elles encouragent le public à découvrir le patrimoine documentaire de l'Ontario. Les Archives publique de l'Ontario remplissent trois fonctions intégrées appuyant la gestion judicieuse des collections d'art et de l'information du gouvernement de l'Ontario : gestion de l'information du gouvernement; gestion et développement des collections; et services à la clientèle.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Archives publiques de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires	5 107 435	
Avantages sociaux	688 157	
Transports et communications	99 326	
Services	8 995 348	
Fournitures et matériel	350 824	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	45 700	
	15 286 790	
Moins : Recouvrements	659 592	
	14 627 198	
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO		**14 627 198**
IMMOBILISATIONS		
Archives publiques de l'Ontario (Poste 2)		
Services	299 427	
	299 427	
TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO		**299 427**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1807 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT)**	
1	976 098 400		976 098 400	Avantages sociaux et prestations de retraite (prestations prises en charge par le gouvernement).....	903 502 784
	976 098 400		**976 098 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT).....**	**903 502 784**

Description du programme:

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite, qui est relié à la part des avantages sociaux des fonctionnaires prise en charge par la province, se trouve au Secrétariat du conseil de gestion. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte du Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (prestations prises en charge par le gouvernement) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	76 024 177	
Absences et congés rémunérés	13 228 622	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)	11 450 722	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	6 883 390	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	175 651 879	
Régime de retraite des fonctionnaires	80 604 154	
Fonds de prestations des juges provinciaux	22 519 311	
Fonds d'allocation complémentaires des sous-ministres	1 203 433	
Régime de pensions du Canada	128 515 041	
Assurance-emploi	65 009 166	
Assurance-vie collective	120 612	
Protection du revenu à long terme	81 511 586	
Impôt-santé des employeurs	83 297 654	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	100 088 905	
Régime de soins dentaires	48 389 908	
Prestations aux employés retraités	502 306 995	
Autres avantages sociaux	2 579 617	
		1 399 385 172
		1 399 385 172
Moins : Recouvrements		495 882 338
		903 502 784
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT)		**903 502 784**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1808 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	48 670 800	5 228 500	53 899 300	Gestion des ressources humaines.....	52 429 800
	48 670 800	**5 228 500**	**53 899 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....**	**52 429 800**

Description du programme :

Le Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines est l'organisme central de gestion des ressources humaines du gouvernement de l'Ontario. Son mandat est de promouvoir l'excellence et l'innovation au sein de la fonction publique pour permettre au gouvernement d'offrir des services modernes et efficaces. Pour y parvenir, il fournit des services intégrés de ressources humaines et de gestion du changement à la fonction publique de l'Ontario. Le mandat du Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines est d'aider les chefs de service de la fonction publique de l'Ontario à atteindre leurs priorités en leur proposant des services de ressources humaines et des conseils stratégiques en matière de recrutement; de relations de travail; de santé et sécurité au travail; de formation et de perfectionnement professionnel; de gestion du rendement et des talents; et de rémunération totale en leur offrant les outils nécessaires à l'excellence des services, l'amélioration continue, les pratiques exemplaires et l'acquisition des compétences organisationnelles requises pour administrer les projets, et élaborer et mettre en oeuvre les politiques et initiatives de ressources humaines qui feront de la fonction publique de l'Ontario un lieu de travail de choix.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des ressources humaines (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 176 946
Avantages sociaux		2 638 971
Transports et communications		747 499
Services		17 408 928
Fournitures et matériel		923 857
Paiements de transfert		
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	66 500	
		65 500
Autres opérations		
Emplois d'été	8 643 862	
Autres	848 737	
		9 492 599
		52 455 300
Moins : Recouvrements		25 500
		52 429 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES		**52 429 800**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	953	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	156 221	132 618
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 011 716	884 617
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	5 000
VENTES ET LOCATIONS		
Locations – Terrains et bâtiments	29 222 915	29 683 602
Terrains et bâtiments – Ventes	49 678 748	18 543 586
Ventes et locations – Autres	3 571 589	3 128 877
	82 473 252	51 356 065
REDEVANCES	0	2 494
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	24 611 190	491 029
DIVERS		
Intérêt	4 460 555	3 953 845
Autres	81 008 908	16 372 714
	85 469 463	20 326 559
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**193 722 795**	**73 198 382**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	211 500	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**211 500**	**0**

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-288

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE 2-289

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-290

ÉTAT DES RECETTES 2-291

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
2 350 897	Secrétariat du renouveau démocratique	3 369 589	2 255 868
2 350 897	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**	**3 369 589**	**2 255 868**

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**	
1	3 932 400	(575 000)	3 357 400	Secrétariat du renouveau démocratique	2 243 447
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	3 944 589	**(575 000)**	**3 369 589**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE .....**	**2 255 868**

Description du programme:

Le programme du Secrétariat du renouveau démocratique offre une orientation et des conseils stratégiques pour appuyer et promouvoir l'engagement du gouvernement de renforcer la démocratie en Ontario. Ce programme mettra au point et appuiera les activités de participation des citoyens; la réforme électorale; la reforme des institutions.

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE – CRÉDIT 4101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat du renouveau démocratique (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 717 619
Avantages sociaux	177 841
Transports et communications	59 399
Services	190 038
Fournitures et matériel	98 550
	2 243 447
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	12 421
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	**2 255 868**

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	10	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**10**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-294
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-295
SERVICES INTERNES DE LA POLICE 2-298
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-300
SERVICES CORRECTIONNELS 2-302
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-305
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-307
DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES 2-309
DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-311
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-296, 2-301, 2-308

ÉTAT DES RECETTES 2-313

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
118 009 138	Administration du ministère	107 259 046	115 240 854
69 679 906	Services internes de la police	113 862 300	108 447 672
731 373 806	Police provinciale de l'Ontario	757 377 500	742 307 246
628 076 448	Services correctionnels	641 997 400	631 892 080
52 965 103	Services technologiques pour la justice	59 459 900	52 435 336
3 733 970	Organismes, conseils et commissions	3 435 100	3 161 011
104 059 497	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	76 510 100	74 721 504
8 429 297	Division de la gestion des situations d'urgence	9 708 700	8 520 838
1 716 327 165	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 769 610 046**	**1 736 726 541**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services internes de la police	2 000	0
2 048 723	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	2 000	0
0	Division de la gestion des situations d'urgence	2 000	0
2 048 723	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**16 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
10 070 515	Administration du ministère	17 910 000	13 922 542
21 825 036	Services correctionnels	20 397 800	17 042 406
31 895 551	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**38 307 800**	**30 964 948**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	115 499 900	(8 340 100)	107 159 800	Administration du ministère	104 144 279
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	10 998 943
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	115 599 146	**(8 340 100)**	**107 259 046**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**115 240 854**
Actifs					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	24 481 000	(6 571 000)	17 910 000	Renouvellement des installations	13 922 542
	24 481 000	**(6 571 000)**	**17 910 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 922 542**

Description du programme :

Ce programme offre une grande variété de services de soutien à tous les autres programmes du ministère, notamment : ressources humaines; planification générale; contrôle financier; communications; services juridiques; et gestion des installations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 762 639
Avantages sociaux		1 944 332
Transports et communications		1 120 939
Services		83 456 592
Fournitures et matériel		859 777
		104 144 279
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 682 057	
Avantages sociaux	273 202	
Transports et communications	171 905	
Services	165 802	
Fournitures et matériel	85 242	
		3 378 208
Planification et services ministériels		
Traitements et salaires	5 107 386	
Avantages sociaux	533 018	
Transports et communications	214 559	
Services	1 119 633	
Fournitures et matériel	387 383	
		7 361 979
Ressources humaines		
Traitements et salaires	6 712 887	
Avantages sociaux	879 963	
Transports et communications	613 934	
Services	388 026	
Fournitures et matériel	221 413	
		8 816 223
Services de communication		
Traitements et salaires	2 203 540	
Avantages sociaux	258 149	
Transports et communications	56 908	
Services	1 080 244	
Fournitures et matériel	52 142	
		3 650 983
Services juridiques		
Traitements et salaires	56 769	
Transports et communication	63 633	
Services	3 071 733	
Fournitures et matériel	113 597	
		3 305 732
Locaux – Frais de location		
Services	69 015 797	
		69 015 797
Coûts des services communs		
Services	8 615 357	
		8 615 357
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	10 998 943	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		11 048 943
		11 048 943
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**115 240 854**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
IMMOBILISATIONS	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Services	13 163 233
Fournitures et matériel	759 309
	13 922 542
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**13 922 542**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
1	1 332 200	120 500	1 452 700	Administration du programme	1 228 564
2	15 379 500	370 000	15 749 500	Collège de police de l'Ontario	15 701 457
3	80 742 900	15 917 200	96 660 100	Normes policières et services de soutien	91 517 651
	97 454 600	**16 407 700**	**113 862 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	**108 447 672**
Actifs					
4	2 000		2 000	Services policiers	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	**0**

Description du programme:

Le programme offre son leadership et collabore avec les intervenants du secteur des services policiers afin de promouvoir la sécurité dans les collectivités et la prévention du crime; de dispenser une formation et des cours de perfectionnement professionnel; d'élaborer et de faire respecter les normes professionnelles et politiques à l'appui de la loi; d'assurer l'observation de la loi grâce aux conseils, aux inspections et aux vérifications du CIPC; d'améliorer et d'appuyer les services provinciaux de renseignements; de réglementer et de faire observer la loi en matière d'enquêtes et de sécurité privées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		798 635
Avantages sociaux		99 503
Transports et communications		111 842
Services		152 756
Fournitures et matériel		65 828
		1 228 564
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 403 020
Avantages sociaux		947 567
Transports et communications		418 234
Services		5 152 818
Fournitures et matériel		1 779 818
		15 701 457
Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 639 650
Avantages sociaux		782 028
Transports et communications		3 615 577
Services		5 985 023
Fournitures et matériel		1 410 112
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	30 596 865	
Programme de recrutement de 1 000 agents – partenariat pour des collectivités plus sûres	10 376 403	
SPT – Fonds pour le renforcement des activités – Initiative liée aux armes à feu et aux bandes criminalisées	7 000 000	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 200 000	
Subventions diverses – Services policiers	398 087	
Subventions pour la création de collectivités sûres et dynamiques	506 100	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	23 007 806	
		73 085 261
		91 517 651
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE		**108 447 672**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604 FONCTIONNEMENT				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	86 272 500	57 111 900	143 384 400	Services ministériels et stratégiques	138 282 111
2	4 925 900	198 500	5 124 400	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	4 678 528
3	84 410 400	(6 175 500)	78 234 900	Enquêtes et crime organisé	73 632 365
4	536 856 900	(69 118 600)	467 738 300	Services régionaux et circulation	462 865 650
5	62 361 700	532 800	62 894 500	Gestion du parc automobile	62 685 346
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	163 246
	774 828 400	**(17 450 900)**	**757 377 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**742 307 246**
Actifs					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**

Description du programme :

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L 'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Services ministériels de stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	64 332 287
Avantages sociaux	8 006 747
Transports et communications	15 806 397
Services	27 165 879
Fournitures et matériel	23 247 155
	138 558 465
Moins : Recouvrements	276 354
	138 282 111
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 387 146
Avantages sociaux	275 010
Transports et communications	83 658
Services	1 902 974
Fournitures et matériel	29 740
	4 678 528
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	56 984 948
Avantages sociaux	5 281 206
Transports et communications	4 637 000
Services	7 948 905
Fournitures et matériel	3 151 168
	78 003 227
Moins : Recouvrements	4 370 862
	73 632 365
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	397 856 691
Avantages sociaux	50 599 301
Transports et communications	4 612 570
Services	3 632 570
Fournitures et matériel	6 216 303
	462 917 435
Moins : Recouvrements	51 785
	462 865 650

	$
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	18 679
Services	16 198 454
Fournitures et matériel	47 583 044
	63 800 177
Moins : Recouvrements	1 114 831
	62 685 346
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	163 246
	163 246
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....	**742 307 246**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	15 960 600	(2 268 000)	13 692 600	Administration du programme	13 658 745
2	6 276 700	(221 500)	6 055 200	Formation du personnel	5 896 920
3	491 691 000	31 069 500	522 760 500	Services en établissement	519 092 899
4	103 852 000	(4 362 900)	99 489 100	Services communautaires	93 243 516
	617 780 300	**24 217 100**	**641 997 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**631 892 080**
Actifs					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**
IMMOBILISATIONS					
6	23 620 000	(3 222 200)	20 397 800	Établissements correctionnels	17 042 406
	23 620 000	**(3 222 200)**	**20 397 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**17 042 406**

Description du programme:

Le programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux pour assurer la protection et la sécurité de la population et encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services offerts consistent notamment à administrer les centres correctionnels; les centres de détention; les prisons; la surveillance en milieu communautaire, notamment la surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; les programmes éducatifs, la formation professionnelle et la préparation à la vie quotidienne; et les services de counseling et de traitement pour contrevenants adultes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 935 054
Avantages sociaux		1 176 594
Transports et communications		1 273 005
Services		790 597
Fournitures et matériel		457 195
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes communautaires à but non lucratif		26 300
		13 658 745
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 352 562
Avantages sociaux		423 621
Transports et communications		394 039
Services		983 076
Fournitures et matériel		743 622
		5 896 920
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		327 536 325
Avantages sociaux		49 152 691
Transports et communications		9 307 040
Services		77 548 598
Fournitures et matériel		59 730 724
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	600 308	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	9 444	
		609 752
		523 885 130
Moins : Recouvrements		4 792 231
		519 092 899
Établissements		
Traitements et salaires		324 926 033
Avantages sociaux		48 768 734
Transports et communications		9 266 698
Services		76 962 828
Fournitures et matériel		58 613 105
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	600 308	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	9 444	
		609 752
		519 147 150
Services industriels		
Traitements et salaires		2 610 292
Avantages sociaux		383 957
Transports et communications		40 342
Services		585 770
Fournitures et matériel		1 117 619
		4 737 980
Moins : Recouvrements*		4 792 231
		(54 251)

* Recouvrements excessifs de dépenses en raison des moments différents où le coût de production a été engagé.

	$	$
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		63 970 133
Avantages sociaux		9 805 692
Transports et communications		4 961 658
Services		6 387 111
Fournitures et matériel		1 592 202
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes		6 526 720
		93 243 516
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**631 892 080**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	13 709 044
Fournitures et matériel	3 333 362
	17 042 406
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**17 042 406**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
1	59 459 900		59 459 900	Services technologiques pour la justice	52 435 336
	59 459 900		**59 459 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**52 435 336**
Actifs					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS, POUR LE PROGRAME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**0**

Description du programme :

Le programme cherche à atteindre les buts du ministère en matière de justice et de sûreté publique par la transformation intégrée des activités de justice, pour ce faire, il a recours à la technologie qui facilite l'accès du public. Il fournit des services sophistiqués, efficaces et efficients de technologie de l'information et une aide aux ministères rattachés au système judiciaire et à leurs partenaires externes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	22 132 879
Avantages sociaux	2 684 437
Transports et communications	6 348 096
Services	20 379 055
Fournitures et matériel	2 490 369
	54 034 836
Moins : Recouvrements	1 599 500
	52 435 336
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**52 436 336**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	2 130 900	1 303 200	3 434 100	Organismes, conseils et commissions	3 106 011
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	55 000
	2 131 900	**1 303 200**	**3 435 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**3 161 011**
Actifs					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 060 114
Avantages sociaux		241 221
Transports et communications		340 048
Services		394 263
Fournitures et matériel		70 365
		3 106 011
Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées		
Traitements et salaires	878 622	
Avantages sociaux	129 450	
Transports et communications	196 134	
Services	153 759	
Fournitures et matériel	26 349	
		1 384 314
Commission civile des services policiers de l'Ontario		
Traitements et salaires	1 062 109	
Avantages sociaux	98 090	
Transports et communications	79 813	
Services	50 201	
Fournitures et matériel	39 582	
		1 329 795
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	119 383	
Avantages sociaux	13 681	
Transports et communications	64 101	
Services	190 303	
Fournitures et matériel	4 434	
		391 902

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	55 000
	55 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	**3 161 011**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2608 FONCTIONNEMENT				**DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	
1	1 156 800		1 156 800	Bureau du sous-ministre adjoint	1 036 813
2	3 096 400		3 096 400	Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire	2 482 518
3	23 842 300	197 300	24 039 600	Centre des sciences judiciaires	23 985 469
4	24 616 000		24 616 000	Bureau du coroner en chef	23 642 430
5	23 251 000	350 300	23 601 300	Bureau du commissaire des incendies	23 574 274
	75 962 500	**547 600**	**76 510 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	**74 721 504**
Actifs					
6	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	**0**

Description du programme :

Cette division se chargera de l'élaboration, l'analyse et l'évaluation des politiques; offrira des programmes et services axés sur la prévention, la protection civile, l'intervention et le rétablissement pour aider les systèmes de justice et de sécurité publique. La Division fournira des services judiciaires et de coroner; ainsi que des programmes d'enquête sur les incendies/de prévention des incendies.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES – CRÉDIT 2608

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)	
Traitements et salaires	721 603
Avantages sociaux	70 508
Transports et communications	34 512
Services	57 511
Fournitures et matériel	33 679
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	119 000
	1 036 813
Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 893 353
Avantages sociaux	238 840
Transports et communications	45 998
Services	195 667
Fournitures et matériel	108 660
	2 482 518
Centre des sciences judiciaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	15 286 671
Avantages sociaux	2 218 673
Transports et communications	866 006
Services	1 375 918
Fournitures et matériel	4 238 201
	23 985 469
Bureau du coroner en chef (Poste 4)	
Traitements et salaires	6 255 780
Avantages sociaux	611 556
Transports et communications	577 973
Services	14 666 185
Fournitures et matériel	460 936
Paiements de transfert	
Subventions pour les services judiciaires	1 070 000
	23 642 430
Bureau du commissaire des incendies (Poste 5)	
Traitements et salaires	14 709 945
Avantages sociaux	1 907 264
Transports et communications	1 379 004
Services	2 495 965
Fournitures et matériel	2 482 096
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000
	23 574 274
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES	**74 721 504**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609 FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGRENCE**	
1	938 900		938 900	Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence	734 169
2	8 769 800		8 769 800	Gestion des situations d'urgence Ontario	7 786 669
	9 708 700		**9 708 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**8 520 838**
Actifs					
3	2 000		2 000	Division de la gestion des situations d'urgence	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**0**

Description du programme:

Cette division sera un chef de file mondial de la sécurité publique; elle aidera le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres. La sécurité publique permet de sauver des vies; de protéger les biens; de promouvoir la sûreté et la justice; et d'offrir une meilleure qualité de vie à la population de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence (Poste 1)	
Traitements et salaires	555 669
Avantages sociaux	44 604
Transports et communications	54 873
Services	56 621
Fournitures et matériel	22 402
	734 169
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 107 165
Avantages sociaux	615 691
Transports et communications	575 772
Services	865 566
Fournitures et matériel	622 475
	7 786 669
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**8 520 838**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	13 062 525	12 367 133
Les services policiers des Premières nations	4 162 925	4 137 202
Entente de placement dans un établissement pénitencier	3 485 886	3 339 354
Entente relative aux services de biologie – SCF	2 277 953	0
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	1 221 832	388 000
Contrôle des armes à feu	57 078	4 806 941
Programme conjoint de protection civile	18 585	0
Allocations spéciales	0	40 600
	24 286 784	25 079 230
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	168 783 632	159 659 861
Remaniement des services locaux	80 707 170	74 067 643
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 253 230	2 175 641
Acquittement – Compte Bell	1 246 461	1 166 120
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	200 000	300 000
Lieux de détention provisoire municipale	326	198
Remboursements de dépenses – Paid Duty	199	12 437
Autres	285 479	75 070
	254 226 497	238 206 970
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	13 569 222	9 381 072
Frais pour chèques refusés	1 120	940
	13 570 342	9 382 012
VENTES ET LOCATIONS		
Les Industries Trilcor	664 118	685 048
Ventes et locations	308 878	485 564
	972 996	1 170 612
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	391 701	275 526
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 568 296	0
DIVERS		
Pénalités – intérêt	107 435	56 119
Autres	678 183	282 182
	785 618	338 301
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**299 802 234**	**274 452 651**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-316
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-317
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-319
INFRASTRUCTURE 2-322
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-318

ÉTAT DES RECETTES 2-324

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
11 163 759	Administration du ministère	13 354 346	12 058 754
2 836 274 982	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 187 503 000	3 179 133 584
2 847 438 741	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 200 857 346**	**3,191 192 338**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	1 183 937
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 100 000**	**1 183 937**
	IMMOBILISATIONS		
4 336 074	Infrastructure	139 170 000	139 091 093
4 336 074	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**139 170 000**	**139 091 093**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	13 306 100		13 306 100	Administration du ministère	12 022 782
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 761
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	8 211
	13 354 346		**13 354 346**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**12 058 754**

Description du programme :

Appuyer le mandat du ministère en matière de priorités stratégiques; de réorganisation et de prestation des programmes en offrant aux cadres, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain le leadership et l'orientation stratégique nécessaires; des conseils en planification axée sur les résultats; et des services d'aide administrative et opérationnelle. Son partenariat avec le ministère des Services sociaux et communautaires lui permet d'offrir ses services de façon efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 507 267
Avantages sociaux		719 971
Transports et communications		206 026
Services		4 476 142
Fournitures et matériel		113 376
		12 022 782
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	1 539 414	
Avantages sociaux	164 930	
Transports et communications	84 679	
Services	462 192	
Fournitures et matériel	37 399	
		2 288 614
Services opérationnels		
Traitements et salaires	1 966 894	
Avantages sociaux	185 011	
Transports et communications	47 614	
Services	861 350	
Fournitures et matériel	31 602	
		3 092 471
Services juridiques		
Traitements et salaires	111 200	
Avantages sociaux	11 200	
Transports et communications	14 543	
Services	2 044 726	
Fournitures et matériel	8 429	
		2 190 098
Communications et commercialisation		
Traitements et salaires	1 157 415	
Avantages sociaux	139 996	
Transports et communications	2 111	
Services	293 819	
Fournitures et matériel	13 773	
		1 607 114
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 732 344	
Avantages sociaux	218 834	
Transports et communications	57 079	
Services	452 122	
Fournitures et matériel	22 173	
		2 482 552
Services de vérification		
Services	361 933	
		361 933
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 761
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		8 211
		35 972
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**12 058 754**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
3	1 050 188 700	(32 100 000)	1 018 088 700	Meilleur départ	1 015 942 971
7	1 956 408 600	38 000 000	1 994 408 600	Enfants et jeunes à risque	1 988 652 486
5	176 305 700	(1 300 000)	175 005 700	Services spécialisés	174 538 127
	3 182 903 000	**4 600 000**	**3 187 503 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**3 179 133 584**
Actifs					
6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	1 183 937
	2 100 000		**2 100 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**1 183 937**

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse répondent aux efforts de réorganisation du ministère, ils comprennent : le programme Meilleur départ; le programme des enfants et jeunes à risque; et les Services spécialisés. Le programme Meilleur départ englobe : la garde d'enfants; le programme Bébés en santé, enfants en santé; et les programmes d'aide communautaire au développement de la petite enfance. Le programme des enfants et jeunes à risque visent le bien-être de l'enfance; la santé mentale des enfants; les services d'intervention en faveur des enfants, des jeunes et de leur famille; et les services de justice pour les jeunes contrevenants de 12 à 17 ans. Les Services spécialisés comprennent : les services aux enfants autistes; et les services de traitement et de réadaptation pour enfants.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Meilleur départ (Poste 3)		
Traitements et salaires		12 164 360
Avantages sociaux		1 491 221
Transports et communications		1 148 241
Services		3 775 121
Fournitures et matériel		352 039
Paiements de transfert		
Services de garde d'enfants et apprentissage des jeunes enfants	743 866 291	
Bébés en santé, enfants en santé	78 326 138	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	174 819 560	
		997 011 989
		1 015 942 971
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		130 750 424
Avantages sociaux		20 434 695
Transports et communications		6 784 909
Services		39 161 438
Fournitures et matériel		10 077 491
Paiements de transfert		
Services de bien-être de l'enfance	1 238 468 156	
Fonds de renouvellement des services de bien-être de l'enfance	11 466 189	
Santé mentale des enfants	387 235 345	
Santé mentale des enfants – Paiements tenant lieu d'impôts aux municipalités	9 525	
Services de justice pour la jeunesse	144 232 926	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	31 388	
		1 781 443 529
		1 988 652 486

	$	$
Services de bien-être de l'enfance		
Traitements et salaires		8 624 168
Avantages sociaux		1 455 640
Transports et communications		1 162 157
Services		1 726 823
Fournitures et matériel		258 109
Paiements de transfert		
Services de bien-être de l'enfance	1 238 468 156	
Fonds des renouvellement des services de bien-être de l'enfance	11 466 189	
		1 249 934 345
		1 263 161 242
Santé mentale des enfants		
Traitements et salaires		39 845 543
Avantages sociaux		6 989 068
Transports et communications		1 075 174
Services		13 672 913
Fournitures et matériel		3 410 890
Paiements de transfert		
Santé mentale des enfants	387 235 345	
Santé mentale des enfants – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	9 525	
		387 244 870
		452 238 458
Services de justice pour la jeunesse		
Traitements et salaires		82 280 713
Avantages sociaux		11 989 987
Transports et communications		4 547 578
Services		23 761 702
Fournitures et matériel		6 408 492
Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse	144 232 926	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	31 388	
		144 264 314
		273 252 786

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires		534 528
Avantages sociaux		41 112
Transports et communications		7 483
Services		1 948 846
Fournitures et matériel		17 456
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	76 924 080	
Autisme	95 064 622	
		171 988 702
		174 538 127
Services de traitement et de réadaptation pour enfants		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	76 924 080	
		76 924 080
Autisme		
Traitements et salaires	534 528	
Avantages sociaux	41 112	
Transports et communications	7 483	
Services	1 948 846	
Fournitures et matériel	17 456	
Paiements de transfert		
Autisme	95 064 622	
		97 614 047
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**3 179 133 584**

	$	$
Actifs		
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Bébés en santé, enfants en santé	1 183 937	
		1 183 937
		1 183 937
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**1 183 937**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
1	109 370 000	29 800 000	139 170 000	Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations	139 091 093
	109 370 000	**29 800 000**	**139 170 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE .....**	**139 091 093**

Description du programme :

Fournir des fonds pour l'acquisition; la construction; et la remise à neuf des immobilisations pour faciliter la prestation des programmes du ministère et lui permettre de mener à biens ses stratégies de réorganisation et d'atteindre ses objectifs de rendement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	3 042 108	
Subventions d'immobilisations	3 652 500	
Meilleur départ – Immobilisations	130 100 000	
		136 794 608
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		2 296 485
		139 091 093
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**139 091 093**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	103 846 240	81 824 199
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	66 700 000	68 004 283
Langue française	0	144 600
Autres	48 408	33 760
	170 594 648	150 006 842
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	54 115	88 280
Adoption internationale	45 875	506 395
Maison pour groupe d'enfants	18 500	14 000
Droits d'adoption	9 608	10 115
Autres	1 300	1 593
	129 398	620 383
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Autres locations	19,282	0
Autres ventes générales	456	196
	19,738	196
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	13 626 423	1 026 000
Subventions	164 000	0
Subventions d'immobilisations	504 602	19 742
	14 295 025	1 045 742
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	5 647	0
Intérêts bancaires – non précisés	0	299
Autres	2 484	621
	8,131	920
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**185 046 940**	**151 674 083**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-326
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-327
- ENREGISTREMENTS 2-329
- PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES 2-331
- GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX 2-333
- SERVICEONTARIO 2-335
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-328, 2-330, 2-332, 2-334

ÉTAT DES RECETTES 2-337

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
20 522 596	Administration du ministère	15 658 646	14 862 592
85 909 855	Enregistrements	86 905 800	86 309 469
12 300 230	Protection du consommateur et sécurité publique/normes commerciales	12 450 800	12 038 214
39 514 288	Gestion des alcools et des jeux	39 488 000	39 516 086
42 129 306	ServiceOntario	23 861 300	22 799 160
200 376 275	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**178 364 546**	**175 525 521**
	IMMOBILISATIONS		
3 778 510	Enregistrements	2 660 000	2 503 541
0	ServiceOntario	6 007 600	5 957 854
3 778 510	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**8 667 600**	**8 461 395**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	17 431 500	(1 822 100)	15 609 400	Administration du ministère	14 849 105
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 000
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	7 451
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	3 036
	17 480 746	**(1 822 100)**	**15 658 646**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**14 862 592**

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 559 208
Avantages sociaux		771 197
Transports et communications		302 498
Services		7 387 676
Fournitures et matériel		255 349
		15 275 928
Moins : Recouvrements		426 823
		14 849 105
Bureau principal		
Traitements et salaires	319 709	
Avantages sociaux	34 549	
Transports et communications	25 931	
Services	465 711	
Fournitures et matériel	10 098	
		855 998
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	5 271 292	
Avantages sociaux	608 294	
Transports et communications	146 527	
Services	2 371 375	
Fournitures et matériel	135 807	
	8 533 295	
Moins : Recouvrements	221 823	
		8 311 472
Services de communication		
Traitements et salaires	914 095	
Avantages sociaux	128 354	
Transports et communications	96 305	
Services	911 066	
Fournitures et matériel	39 159	
	2 088 979	
Moins : Recouvrements	205 000	
		1 883 979
Services juridiques		
Traitements et salaires	54 112	
Transports et communications	33 735	
Services	2 949 426	
Fournitures et matériel	70 285	
		3 107 558
Services de vérification		
Services	690 098	
		690 098
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		3 000
		3 000
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		7 451
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		3 036
		10 487
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**14 862 592**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS	
802					
FONCTIONNEMENT					
1	2 606 100	160 500	2 766 600	Administration des programmes	2 696 044
2	83 030 300	1 091 900	84 122 200	Services d'enregistrement	83 263 425
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges, *Loi sur l'enregistrement des actes*	0
L	1 000		1 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	350 000
	85 653 400	**1 252 400**	**86 905 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS**	**86 309 469**
IMMOBILISATIONS					
3	200 000	2 460 000	2 660 000	Immobilisations – Locaux	2 503 541
	200 000	**2 460 000**	**2 660 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS**	**2 503 541**

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement des biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portant sur des biens meubles donnés en garantie. Il enregistre et tient également à jour les renseignements sur les naissances, les adoptions, les mariages, les décès et les changements de nom légaux pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'application de la loi. Il administre aussi l'identification ou la création juridique de presque toutes les entreprises et entités sans but lucratif opérant en Ontario et permet au public d'avoir accès aux renseignements sur l'enregistrement de ces entités.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRRAMME DES ENREGISTREMENTS – CRÉDIT 802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 897 514
Avantages sociaux		192 130
Transports et communications		227 528
Services		446 097
Fournitures et matériel		46 486
		2 809 755
Moins : Recouvrements		113 711
		2 696 044
Services d'enregistrement (Poste 2)		
Traitements et salaires		39 803 469
Avantages sociaux		6 265 897
Transports et communications		4 933 523
Services		31 243 662
Fournitures et matériel		2 764 607
		85 011 158
Moins : Recouvrements		1 747 733
		83 263 425
Enregistrement des sociétés et des sûretés mobilières		
Traitements et salaires	5 786 193	
Avantages sociaux	909 966	
Transports et communications	331 899	
Services	7 316 700	
Fournitures et matériel	371 126	
	14 715 884	
Moins : Recouvrements	65 328	
		14 650 556
Enregistrement immobilier		
Traitements et salaires	20 098 806	
Avantages sociaux	3 175 245	
Transports et communications	725 610	
Services	13 521 536	
Fournitures et matériel	1 244 744	
	38 765 941	
Moins : Recouvrements	146 209	
		38 619 732
Bureau du registraire général de l'état civil		
Traitements et salaires	13 918 470	
Avantages sociaux	2 180 686	
Transports et communications	3 876 014	
Services	10 405 426	
Fournitures et matériel	1 148 737	
	31 529 333	
Moins : Recouvrements	1 536 196	
		29 993 137
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	350 000	
		350 000
		350 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS		**86 309 469**
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Locaux (Poste 3)		
Services		2 503 541
		2 503 541
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS		**2 503 541**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
803				**PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 395 600	31 000	2 426 600	Administration des programmes et politiques	2 331 676
2	6 922 900	48 600	6 971 500	Normes et services relatifs au marché	6 909 699
3	1 688 500	(900)	1 687 600	Secteur tertiaire	1 477 626
4	1 381 200	(17 100)	1 364 100	Tribunal d'appel en matière de permis	1 317 213
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	2 000
	12 389 200	**61 600**	**12 450 800**	**TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES**	**12 038 214**

Description du programme:

Ce programme s'occupe de l'élaboration des politiques centrales du ministère et fixe les règles en matière de gouvernance, de responsabilité et de gestion des relations avec les organismes du ministère, les autorités administratives et autres partenaires de la prestation des services. Le programme procède aussi à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection du consommateur, et confie à certains groupes de l'industrie la responsabilité et les moyens de se réglementer eux-mêmes. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels relatifs à la délivrance des permis, à l'enregistrement des entreprises et aux décisions en matière d'indemnisation.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES – CRÉDIT 803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration des programmes et politiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 637 517
Avantages sociaux		207 633
Transports et communications		40 171
Services		493 699
Fournitures et matériel		30 456
		2 409 476
Moins : Recouvrements		77 800
		2 331 676
Administration du programme		
Traitements et salaires	350 195	
Avantages sociaux	34 915	
Transports et communications	11 316	
Services	205 872	
Fournitures et matériel	10 049	
		612 347
Politiques		
Traitements et salaires	1 287 322	
Avantages sociaux	172 718	
Transports et communications	28 855	
Services	287 827	
Fournitures et matériel	20 407	
	1 797 129	
Moins : Recouvrements	77 800	
		1 719 329
Normes et services relatifs au marché (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 865 597
Avantages sociaux		533 057
Transports et communications		327 986
Services		2 087 678
Fournitures et matériel		95 991
		6 910 309
Moins : Recouvrements		610
		6 909 699

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
Loi sur l'administration financière	2 000
	2 000
Secteur tertiaire (Poste 3)	
Traitements et salaires	921 771
Avantages sociaux	214 340
Transports et communications	26 060
Services	524 620
Fournitures et matériel	30 069
	1 716 860
Moins : Recouvrements	239 234
	1 477 626
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 4)	
Traitements et salaires	616 803
Avantages sociaux	84 030
Transports et communications	74 858
Services	562 542
Fournitures et matériel	27 980
	1 366 213
Moins : Recouvrements	49 000
	1 317 213
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES	**12 038 214**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX**	
1	39 475 300	11 700	39 487 000	Programme de gestion des alcools et des jeux	39 471 086
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	45 000
	39 476 300	**11 700**	**39 488 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX**	**39 516 086**

Description du programme :

Ce programme établit le cadre réglementaire et fixe et fait appliquer les normes régissant certains secteurs d'activités par l'entremise de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs; effectue des inspections et mène des enquêtes sur les pratiques commerciales douteuses; et fait appliquer la loi, au besoin. Il a également pour mandat de protéger le consommateur et de fixer les normes régissant les secteurs où le risque d'activités criminelles et les coûts sociaux potentiels sont élevés (p. ex., casinos et alcool).

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX – CRÉDIT 804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Programme de gestion des alcools et des jeux (Poste 1)	
Traitements et salaires	30 853 749
Avantages sociaux	4 719 745
Transports et communications	2 077 911
Services	6 904 021
Fournitures et matériel	1 831 589
	46 387 015
Moins : Recouvrements	6 915 929
	39 471 086
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	45 000
	45 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX	**39 516 086**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
805				**PROGRAMME DE SERVICEONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	22 711 700	1 149 600	23 861 300	ServiceOntario	22 799 160
	22 711 700	**1 149 600**	**23 861 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICEONTARIO ....**	**22 799 160**
IMMOBILISATIONS					
2	4 410 000	1 597 600	6 007 600	Immobilisations – ServiceOntario	5 957 854
	4 410 000	**1 597 600**	**6 007 600**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SERVICEONTARIO ....**	**5 957 854**

Description du programme:

Ce programme joue un rôle de premier plan au sein de la fonction publique et aide le gouvernement à réaliser sa vision : assurer la prestation intégrée de services courants de qualité aux entreprises et aux particuliers. Le programme fournit de nombreux services au public à partir des guichets de ServiceOntario; de Publications Ontario; des Services d'accès aux renseignements; des Centres d'information du gouvernement; et d'Entreprises branchées de l'Ontario. Il offrira divers services et produits intégrés du gouvernement et la possibilité d'effectuer d'autres opérations, telles qu'accès aux publications du gouvernement; possibilité de changer son adresse auprès de plusieurs ministères; renouvellement des cartes de plein air et des vignettes de plaque d'immatriculation, etc., par l'entremise de ServiceOntario dont les services seront accessibles au comptoir, par téléphone et par Internet.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE SERVICEONTARIO – CRÉDIT 805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
ServiceOntario (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 860 676
Avantages sociaux		1 623 888
Transports et communications		794 077
Services		10 647 736
Fournitures et matériel		1 032 333
Paiements de transfert		
Renseignements sur les organismes à but non lucratif		25 000
		25 983 710
Moins : Recouvrements		3 184 550
		22 799 160
Administration des programmes		
Traitements et salaires	906 620	
Avantages sociaux	94 409	
Transports et communications	60 545	
Services	1 653 225	
Fournitures et matériel	22 431	
Paiements de transfert		
Renseignements sur les organismes à but non lucratif	25 000	
		2 762 230
Politiques et planification stratégique		
Traitements et salaires	1 060 515	
Avantages sociaux	103 391	
Transports et communications	26 866	
Services	352 770	
Fournitures et matériel	19 754	
		1 563 296
Conception et mise en œuvre des services		
Traitements et salaires	2 226 020	
Avantages sociaux	222 195	
Transports et communications	156 694	
Services	5 559 989	
Fournitures et matériel	75 344	
		8 240 242
Prestation des services		
Traitements et salaires	7 667 521	
Avantages sociaux	1 203 893	
Transports et communications	549 972	
Services	3 081 752	
Fournitures et matériel	914 804	
	13 417 942	
Moins : Recouvrements	3 184 550	
		10 233 392
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICEONTARIO		**22 799 160**
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – ServiceOntario (Poste 2)		
Transports et communications		636
Services		5 957 218
		5 957 854
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SERVICEONTARIO		**5 957 854**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
RECETTES FISCALES		
Imposition – Commission des sports professionnels	24 994	61 629
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	143 640	44 837
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements)	450 335 944	418 353 055
Brasseurs – Hors province (droits et prélèvements)	0	2 130 392
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	10 121 441	9 682 190
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements)	20 253	21 087
Achat en gros – Bière et vin	46 077 015	48 894 502
Permis – Brasseurs provinciaux	71 875	95 340
Permis – Vineries ontariennes	187 285	266 678
Permis – Fabricants de spiritueux	12 600	37 800
Droits de cession de permis	1 798 513	1 932 391
Permis pour occasions spéciales	3 477 317	3 476 001
Permis – Permis de vente pour une occasion unique	356 765	413 158
Permis – Permis de vente pour un an	800	1 250
Permis – Permis de vente pour deux ans	1 564 853	1 200 493
Permis – Permis de vente pour trois ans	2 407 124	2 458 360
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	12 030	22 130
Jeux – Droits d'inscription	8 856 527	7 899 080
Jeux – Licences des loterie	10 025 695	10 157 494
Jeux – Programme provincial des billets à fenêtres	1 438 448	1 492 742
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	13 939 043	15 110 765
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	89 420	120 228
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	3 432	5 313
Loi sur les huissiers	5 890	3 251
Loi sur les agences de recouvrement	699 583	768 874
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	11 780	19 457
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	2 280	2 470
Loi sur les cimetières	1 045 795	1 119 836
Constitutions en société	19 480 642	26 093 364
Déclarations annuelles obligatoires	36 697	31 840
Recherches, certificats et hypothèques	4 172 044	3 801 605
Enregistrement de noms commerciaux	7 359 354	7 816 698
En dehors de la province	108 440	60 375
Sociétés en nom collectif	319 048	865 348
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	13 906 641	18 936 036
Loi sur les sûretés mobilières	26 748 422	9 795 480
Loi sur les statistiques de l'état civil	17 729 294	15 643 876
Loi sur le mariage	2 843 163	2 962 546
Loi sur le changement de nom	1 050 171	1 024 541
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	64 100	63 705
Loi sur les cinémas	4 198 259	4 009 282
Paiements des organismes d'application	604 908	762 255
	651 182 891	617 551 288

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	4 000	4 000
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – ventes	145 054	159 991
Publications	1 982	500
	147 036	160 491
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	245 339	657 974
DIVERS	29 242	81 565
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**651 777 142**	**618 561 784**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-340

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-341

SERVICES AUX ADULTES 2-343

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-342, 2-344

ÉTAT DES RECETTES 2-346

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
31 291 879	Administration du ministère	30 571 846	29 692 704
6 321 542 435	Services aux adultes	6 677 621 400	6 663 436 572
6 352 834 314	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**6 708 193 246**	**6 693 129 276**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
20 397 000	Services aux adultes	20 762 300	19 759 300
20 397 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**20 762 300**	**19 759 300**
	IMMOBILISATIONS		
20 142 352	Services aux adultes	36 130 000	36 027 993
20 142 352	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**36 130 000**	**36 027 993**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	29 873 600	650 000	30 523 600	Administration du ministère	29 632 651
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	24 842
	29 921 846	**650 000**	**30 571 846**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**29 692 704**

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collaborera avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse pour fournir ses services de façon efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 790 720
Avantages sociaux		2 013 946
Transports et communications		994 826
Services		11 226 738
Fournitures et matériel		606 421
		29 632 651
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	1 272 228	
Avantages sociaux	172 581	
Transports et communications	92 621	
Services	78 583	
Fournitures et matériel	43 498	
		1 659 511
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	3 770 607	
Avantages sociaux	537 272	
Transports et communications	156 888	
Services	2 325 844	
Fournitures et matériel	140 148	
		6 930 759
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 620 430	
Avantages sociaux	419 756	
Transports et communications	156 971	
Services	1 615 596	
Fournitures et matériel	131 407	
		5 944 160
Services de communication		
Traitements et salaires	849 613	
Avantages sociaux	90 298	
Transports et communications	9 374	
Services	352 612	
Fournitures et matériel	31 087	
		1 332 984
Services juridiques		
Traitements et salaires	259 040	
Avantages sociaux	23 424	
Transports et communications	41 854	
Services	2 732 018	
Fournitures et matériel	142 546	
		3 198 882
Services de vérification		
Transports et communications	477	
Services	875 896	
Fournitures et matériel	93	
		876 466
Services informatiques		
Traitements et salaires	5 018 802	
Avantages sociaux	770 615	
Transports et communications	536 641	
Services	3 246 189	
Fournitures et matériel	117 642	
		9 689 889
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		24 842
		60 053
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**29 692 704**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
FONCTIONNEMENT					
3	5 150 482 700	(18 750 000)	5 131 732 700	Soutien financier et soutien à l'emploi	5 125 671 259
4	205 132 400	2 200 000	207 332 400	Services sociaux aux adultes	205 725 087
6	1 254 450 300	22 400 000	1 276 850 300	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 273 994 995
7	48 906 000	(6 500 000)	42 406 000	Bureau des obligations familiales	38 745 231
L	19 300 000		19 300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	19 300 000
	6 678 271 400	**(650 000)**	**6 677 621 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**6 663 436 572**
Actifs					
9	20 762 300		20 762 300	Services aux adultes	19 759 300
	20 762 300		**20 762 300**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**19 759 300**
IMMOBILISATIONS					
8	33 100 000	3 030 000	36 130 000	Services aux adultes	36 027 993
	33 100 000	**3 030 000**	**36 130 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**36 027 993**

Description du programme:

Assurer la prestation de services sociaux et communautaires efficaces et responsables aux plus démunis de la façon la plus équitable. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent bénéficier des soutiens du revenu et de l'emploi, et faire appel aux services du Bureau des obligations familiales afin de pouvoir un jour être autonomes. Les services communautaires pour adultes offrent leur soutien aux familles et aux communautés pour venir en aide aux citoyens les plus vulnérables, ils comprennent les initiatives de prévention de la violence faite aux femmes; l'Initiative d'aide aux sans-abri; la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones; et les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et d'autres besoins particuliers.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		122 473 868
Avantages sociaux		18 392 399
Transports et communications		27 927 740
Services		39 913 679
Fournitures et matériel		4 522 131
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	2 432 513 832	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	51 288 159	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	1 599 632 130	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	153 590 219	
Programme de médicaments de l'Ontario	675 417 102	
		4 912 441 442
		5 125 671 259
Soutien financier et soutien à l'emploi		
Traitements et salaires		120 250 100
Avantages sociaux		18 095 374
Transports et communications		27 314 443
Services		37 174 367
Fournitures et matériel		4 221 516
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	2 432 513 832	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	51 288 159	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	1 599 632 130	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	153 590 219	
Programme de médicaments de l'Ontario	675 417 102	
		4 912 441 442
		5 119 497 242
Tribunal de l'aide sociale		
Traitements et salaires	2 223 768	
Avantages sociaux	297 025	
Transports et communications	613 297	
Services	2 739 312	
Fournitures et matériel	300 615	
		6 174 017
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		19 300 000
		19 300 000
Services sociaux aux adultes (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 170 348
Avantages sociaux		592 588
Transports et communications		303 172
Services		1 138 785
Fournitures et matériel		262 528
Paiements de transfert		
Violence faite aux femmes	110 814 736	
Aide à l'intégration communautaire	73 211 704	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	14 231 226	
		198 257 666
		205 725 087
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		105 761 854
Avantages sociaux		19 434 475
Transports et communications		1 499 648
Services		17 926 310
Fournitures et matériel		11 419 370
Paiements de transfert		
Services en établissement	698 311 130	
Services de soutien	419 300 640	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	341 568	
		1 117 953 338
		1 273 994 995

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		20 951 258
Avantages sociaux		3 188 270
Transports et communications		1 051 110
Services		11 654 781
Fournitures et matériel		1 899 812
		38 745 231
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**6 663 436 572**

Actif

Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière	19 759 300	19 759 300
		19 759 300
TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**19 759 300**

	$
IMMOBILISATIONS	
Services aux adultes (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisations	33 607 630
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	2 420 363
	36 027 993
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES	**36 027 993**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	73 760 513	65 617 563
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	43 198 832	32 681 000
Logement en milieu de soutien	2 443 882	2 443 882
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 857	2 057 714
Langue française	72 135	54 250
Allocations spéciales	1 254	35 157
Divers	25 597	146 877
	120 531 070	103 036 443
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locaux	691 037 436	648 624 559
Paiements d'Entretient – Prestations Familiales	12 684 118	14 658 491
Recouvrement par le Bureau des obl. fam. de catégories désignées	169 866	100 494
Autres	105	0
	703 891 525	663 383 544
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 560 995	1 329 542
Pensionnaires des installations d'entretien	470 085	499 440
Unité de l'entretien et des normes	422 378	351 304
Frais pour chèques refusés	30 386	41 676
FOI – Droits	17 944	13 393
	2 501 788	2 235 355
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	91 550	125 693
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	6 362 482	2 433 366
Frais de fonctionnement	4 652 216	159 887
Subventions	44 153	0
Autres recouvrements	0	89 171
	11 058 851	2 682 424
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 698 089	1 198 606
Intérêts bancaires	1 678	1 907
Pénalités – intérêt	611	824
Indemnités de service judiciaire et de témoin	108	0
Autres	187	1 849
	1 700 673	1 203 186
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**839 775 457**	**772 666 645**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-348
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-349
- TOURISME 2-351
- SPORTS ET LOISIRS 2-353
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 2-355
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-350

ÉTAT DES RECETTES 2-357

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
4 852 353	Administration du ministère	5 560 846	5 240 682
107 921 185	Tourisme	72 335 900	72 184 907
20 145 813	Sports et loisirs	29 416 100	27 252 184
132 919 351	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**107 312 846**	**104 677 773**
	IMMOBILISATIONS		
59 699 336	Immobilisations touristiques et récréatives	104 313 900	101 532 959
59 699 336	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**104 313 900**	**101 532 959**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 826 100	(313 500)	5 512 600	Administration du ministère	5 193 050
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	5 874 346		**5 560 846**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**5 240 682**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre, les services de communication et les Politiques ministérielles. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère; il est aussi responsable de l'administration interne, des politiques stratégiques du ministère et de ses relations avec ses organismes.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 581 168
Avantages sociaux		372 708
Transports et communications		256 984
Services		853 254
Fournitures et matériel		128 936
		5 193 050
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 212 618	
Avantages sociaux	102 635	
Transports et communications	201 777	
Services	394 877	
Fournitures et matériel	79 261	
		1 991 168
Services de communication		
Traitements et salaires	1 806 676	
Avantages sociaux	210 912	
Transports et communications	46 800	
Services	409 262	
Fournitures et matériel	36 392	
		2 510 042
Politiques ministérielles		
Traitements et salaires	561 874	
Avantages sociaux	59 161	
Transports et communications	8 407	
Services	49 115	
Fournitures et matériel	13 283	
		691 840
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**5 240 682**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TOURISME**	
1	71 022 400	1 313 500	72 335 900	Tourisme.....	72 184 907
	71 022 400	**1 313 500**	**72 335 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME.....**	**72 184 907**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de revitaliser l'industrie touristique de l'Ontario grâce à la mise en place de la Stratégie pour le tourisme en Ontario, qui rejoint directement la priorité du gouvernement d'avoir une société forte et une économie forte, et le résultat clé visant à créer un milieu d'affaires concurrentiel pour attirer les emplois et les investissements en Ontario. Ses activités consistent, notamment, à offrir à l'industrie des services d'information et d'analyse stratégiques; à encourager les partenariats pour accroître la compétitivité et améliorer la qualité des services; à travailler avec les intervenants de l'industrie et d'autres ministères pour trouver des débouchés touristiques et promouvoir l'Ontario comme destination touristique de classe mondiale offrant des activités toute l'année. Le programme exploite aussi les centres d'information touristique et administre les attractions touristiques appartenant à l'Ontario. En outre, il aide les organismes et centres des congrès à remplir leur mandat et leurs responsabilités générales envers la province.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 807 259
Avantages sociaux		963 569
Transports et communications		521 328
Services		5 516 425
Fournitures et matériel		896 285
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	2 988 041	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	46 635 000	
Société d'exploitation de la Place Ontario	985 700	
Commission des parcs du Saint-Laurent	5 871 300	
		56 480 041
		72 184 907
Développement des investissements		
Traitements et salaires	1 675 081	
Avantages sociaux	184 230	
Transports et communications	207 080	
Services	909 123	
Fournitures et matériel	51 270	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	2 988 041	
		6 014 825
Marketing touristique		
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	46 635 000	
		46 635 000
Division du tourisme		
Traitements et salaires	6 132 178	
Avantages sociaux	779 339	
Transports et communications	314 248	
Services	4 607 302	
Fournitures et matériel	845 015	
Paiements de transfert		
Société d'exploitation de la Place Ontario	985 700	
Commission des parcs du Saint-Laurent	5 871 300	
	6 857 000	
		19 535 082
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		**72 184 907**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS**	
1	23 516 100	5 900 000	29 416 100	Sports et loisirs	27 252 184
	23 516 100	**5 900 000**	**29 416 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS**	**27 252 184**

Description du programme :

Le mandat du Programme des sports et des loisirs est d'encourager un plus grand taux de participation aux activités physiques et aux sports pour améliorer la santé des Ontariens et Ontariennes grâce à la stratégie VIE ACTIVE 2010, offerte à l'échelle de la province. VIE ACTIVE 2010 rejoint la priorité clé du gouvernement en matière d'amélioration de la santé et le résultat clé visant à réduire les maladies dues au tabac, à l'obésité et à la pollution. Le Programme propose des activités promotionnelles et éducatives pour mieux sensibiliser le public aux bienfaits des activités physiques et des sports, et réduire les obstacles à la participation. Le Programme coordonne aussi l'élaboration de la Stratégie ontarienne pour l'aménagement des pistes et des sentiers et le nouveau Programme d'utilisation communautaire des installations scolaires. Il travaille en outre avec les intervenants et d'autres ministères afin de mieux coordonner les activités au sein du secteur et de faciliter les échanges; il finance les sports provinciaux et les Jeux de l'Ontario, ainsi que les organisations sportives et récréatives communautaires.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sports et loisirs (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 915 606
Avantages sociaux		208 830
Transports et communications		105 995
Services		1 509 949
Fournitures et matériel		199 103
Paiements de transfert		
Soutien aux loisirs communautaires	3 046 467	
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales	17 476 894	
Quest for Gold	2 789 340	
		23 312 701
		27 252 184
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS		**27 252 184**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	87 513 900	16 800 000	104 313 900	Immobilisations touristiques et récréatives.....	101 532 959
	87 513 900	**16 800 000**	**104 313 900**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES....**	**101 532 959**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations touristiques et récréatives veille à la préservation et la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et récréative. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès du ministère leur permettent d'entreprendre des réparations et réfections de base (rénovations; aménagements requis par le Code du bâtiment; amélioration de la sécurité; conformité aux lois et règlements) et les aident à rester concurrentiels. Le volet de financement de l'infrastructure publique des sports et des loisirs du Programme d'infrastructures Canada-Ontario comprend également des projets approuvés à divers stades de développement. De nombreuses organisations sont en liste : municipalités et Premières nations; organisations locales et provinciales sans but lucratif.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et récréatives (Poste 1)		
Services		3 575 330
Fournitures et matériel		1 045 683
Paiements de transfert		
Partenariats pour les sports et le tourisme	32 366 839	
Partenariats pour les sports et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	31 226 150	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	4 324 700	
Subventions d'immobilisations pour le tourisme et les loisirs	228 000	
Partenariats du millénaire	28 766 257	
		96 911 946
		101 532 959
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		**101 532 959**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral	32 111 077	23 653 443
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	708 048	578 858
Vieux Fort William	671 941	688 422
Droits d'administration – Change	0	242 607
Permis d'établissement touristiques	0	40 235
Frais pour chèques refusés	0	113
Loi de 1994 sur les caisses populaires et le crédit unions	0	85
Autres	453	87
	1 380 442	1 550 407
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	21 105	90 261
Cafétéria et distributeurs automatiques	0	5 167
	21 105	95 428
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	133 128	291 107
Remboursements de dépôts de garantie	8 781	18 254
	141 909	309 361
DIVERS		
Services consultatifs	0	4 043
Autres	0	119 148
	0	123 191
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**33 654 533**	**25 731 830**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-360

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-361

POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS 2-363

SÉCURITÉ ROUTIÈRE 2-366

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-368

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS 2-371

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-362, 2-367, 2-370

ÉTAT DES RECETTES 2-373

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
45 723 054	Administration du ministère	50 999 746	50 997 797
192 949 192	Politiques et planification des transports	487 127 000	485 130 128
159 914 499	Sécurité routière	159 553 300	159 140 959
289 242 481	Gestion des routes provinciales	293 909 200	293 883 050
66 289 932	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports	59 850 800	59 824 957
754 119 158	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 051 440 046**	**1 048 976 891**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
10 479 000	Politiques et planification des transports	1 000	0
0	Sécurité routière	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports	1 000	0
10 479 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
344 678 120	Politiques et planification des transports	1 386 260 400	1 296 868 964
764 862 640	Gestion des routes provinciales	1 170 247 800	1 147 357 399
1 109 540 760	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 556 508 200**	**2 444 226 363**
	ACTIFS IMMOBILISATIONS		
659 050 615	Gestion des routes provinciales	834 410 000	834 312 272
659 050 615	**TOTAL ACTIF (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**834 410 000**	**834 312 272**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	55 442 500	(4 492 000)	50 950 500	Soutien opérationnel	50 950 165
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
	55 491 746	**(4 492 000)**	**50 999 746**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**50 997 797**

Description du programme :

Le programme fournit des services de planification opérationnelle et des ressources, des conseils en matière de gestion, et des services directs pour permettre au ministère des Transports de réaliser ses programmes prioritaires. Pour ce faire, il offre son leadership spécialisé et ses conseils et services pour planifier, concevoir, acquérir, affecter et gérer les installations du ministère et ses ressources financières. Il fournit aussi des services de communication stratégiques internes et externes et des produits qui appuient les programmes du ministère, assurent leur promotion et informent la population. Ce programme administre aussi les services de vérification interne, les ressources humaines et les services juridiques.

Le programme travaille en partenariat avec les organismes centraux et d'autres ministères, ainsi qu'avec des associations d'employés et des organismes du secteur privé, pour s'assurer que les intérêts du ministère sont préservés lors de l'élaboration des objectifs de gestion du gouvernement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 831 664
Avantages sociaux		2 102 131
Transports et communications		1 077 438
Services		33 251 842
Fournitures et matériel		535 987
		52 799 062
Moins : Recouvrements		1 848 897
		50 950 165
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 185 253	
Avantages sociaux	122 006	
Transports et communications	77 280	
Services	87 003	
Fournitures et matériel	19 434	
		1 490 976
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 638 002	
Avantages sociaux	404 652	
Transports et communications	497 038	
Services	25 763 603	
Fournitures et matériel	153 657	
	29 456 952	
Moins : Recouvrements	1 848 897	
		27 608 055
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	2 476 107	
Avantages sociaux	302 119	
Transports et communications	148 263	
Services	595 228	
Fournitures et matériel	116 041	
		3 637 758
Services de communication		
Traitements et salaires	2 767 960	
Avantages sociaux	344 222	
Transports et communications	65 431	
Services	2 327 187	
Fournitures et matériel	61 764	
		5 566 564
Ressources humaines		
Traitements et salaires	6 764 342	
Avantages sociaux	929 132	
Transports et communications	226 843	
Services	429 423	
Fournitures et matériel	147 028	
		8 496 768
Services de vérification		
Services	1 618 400	
		1 618 400
Services juridiques		
Transports et communications	62 583	
Services	2 430 998	
Fournitures et matériel	38 063	
		2 531 644
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**50 997 797**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS**	
1	16 708 700	(240 000)	16 468 700	Politiques et planification	16 453 806
2	288 618 300	182 040 000	470 658 300	Transports urbains et régionaux	468 676 322
	305 327 000	**181 800 000**	**487 127 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANPORTS..**	**485 130 128**
Actifs					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS...**	**0**
IMMOBILISATIONS					
3	1 325 516 700	60 743 700	1 386 260 400	Transports urbains et régionaux	1 296 868 964
	1 325 516 700	**60 743 700**	**1 386 260 400**	**TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS...**	**1 296 868 964**

Description du programme:

L'objectif premier du programme des politiques et de la planification des transports est la planification et la promotion d'un réseau de transport multimodal sûr, efficace et fiable, notamment un réseau de transports en commun qui dessert des communautés fortes; crée un climat propice à une meilleure qualité de vie et aux affaires. Pour y parvenir, le programme fixe les orientations stratégiques du ministère en s'appuyant sur une planification intégrée à long terme et facilite la mise en place du cadre stratégique et réglementaire nécessaire.

Le programme s'attache aussi à réduire les embouteillages en faisant la promotion des transports en commun; et en facilitant la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de la province et aux postes frontaliers. Il dirige également, pour le compte du ministère, les négociations interprovinciales et bilatérales avec le gouvernement fédéral touchant diverses questions liées aux transports, notamment la mise en oeuvre de plusieurs programmes d'investissement fédéraux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste -1)		
Traitements et salaires		9 803 332
Avantages sociaux		1 127 854
Transports et communications		370 503
Services		4 905 538
Fournitures et matériel		312 173
		16 519 400
Moins : Recouvrements		65 594
		16 453 806
Direction des politiques d'infrastructure urbaine et rurale		
Traitements et salaires	2 055 876	
Avantages sociaux	237 994	
Transports et communications	103 188	
Services	448 776	
Fournitures et matériel	79 311	
		2 925 145
Politiques et partenariats relatifs aux modes de transport		
Traitements et salaires	2 507 187	
Avantages sociaux	311 428	
Transports et communications	42 084	
Services	3 313 226	
Fournitures et matériel	70 504	
		6 244 429
Planification des transports		
Traitements et salaires	302 342	
Avantages sociaux	28 685	
Transports et communications	12 703	
Services	199 641	
Fournitures et matériel	41 912	
		585 283
Politiques stratégiques		
Traitements et salaires	2 234 130	
Avantages sociaux	280 750	
Transports et communications	70 103	
Services	281 265	
Fournitures et matériel	52 254	
		2 918 502
Normes techniques		
Traitements et salaires	2 703 797	
Avantages sociaux	268 997	
Transports et communications	142 425	
Services	662 630	
Fournitures et matériel	68 192	
	3 846 041	
Moins : Recouvrements	65 594	
		3 780 447
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Obligations de refinancement du Réseau GO	46 517 293	
Subventions de fonctionnement du Réseau GO	30 029 000	
Affectation de la taxe municipale sur l'essence	192 130 029	
Aide municipale – Commission de transport de Toronto	200 000 000	
		468 676 322
		468 676 322
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS		**485 130 128**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		16 721 604
Avantages sociaux		1 979 383
Transports et communications		686 345
Services		5 859 139
Fournitures et matériel		412 634
Paiements de transfert		
Les services de transport en commun	443 211 313	
Transport en commun de la région du grand Toronto	830 000 000	
		1 273 211 313
		1 298 870 418
Moins : Recouvrements		2 001 454
		1 296 868 964
Transports urbains et régionaux		
Paiements de transfert		
Immobilisations de base – Réseau GO	116 700 000	
Immobilisations – Réseau GO	87 255 000	
Transport en commun de la région du grand Toronto	830 000 000	
Les services de transport en commun	239 256 313	
		1 273 211 313
Planification des transports		
Traitements et salaires	3 032 175	
Avantages sociaux	370 185	
Transports et communications	104 071	
Services	126 504	
Fournitures et matériel	54 605	
		3 687 540
Normes techniques		
Traitements et salaires	13 689 429	
Avantages sociaux	1 609 198	
Transports et communications	582 274	
Services	5 732 635	
Fournitures et matériel	358 029	
	21 971 565	
Moins : Recouvrements	2 001 454	
		19 970 111
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS...		**1 296 868 964**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE**	
1	156 421 300	2 832 000	159 253 300	Sécurité routière	158 840 959
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	300 000
	156 721 300	**2 832 000**	**159 553 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE**	**159 140 959**
Actifs					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE**	**0**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route participe aux stratégies clés du ministère visant à améliorer la sécurité routière et à faciliter la circulation des personnes et des marchandises en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la *loi et la réglementation* de la conduite; en encourageant la sécurité des véhicules et en améliorant le service à la clientèle. Son principal objectif est de réduire les accidents mortels et les blessures sur les routes de l'Ontario en élaborant, encourageant et participant aux programmes de sécurité des usagers de la route. Le programme continue de travailler avec ses nombreux partenaires (police; groupes communautaires; organisations de prévention des accidents; et secteur privé) pour améliorer sans cesse la sécurité des usagers de la route.

Les principales responsabilités du programme sont l'établissement des normes de sécurité; l'élaboration et l'évaluation des politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; l'inspection, la surveillance et l'application des normes de sécurité; la délivrance des permis et l'immatriculation des véhicules; la gestion des contrats et des relations courantes avec les fournisseurs de services; la collaboration avec un vaste éventail de partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Il surveille ce qui se passe dans les autres compétences et la recherche en matière de sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'une des compétences les plus sûres d'Amérique du Nord.

Le programme veille aussi à l'administration et à l'amélioration du service à la clientèle, pour ce faire, il fixe les normes et surveille la prestation des services, notamment la prestation par voie électronique des services et produits du gouvernement aux particuliers et au secteur des affaires; et la prestation de programmes d'autres ministères (p. ex., Air pur [ministère de l'Environnement], Programme d'aide à la famille [ministère des Services sociaux et communautaires]).

Le ministère des Transports de l'Ontario recueille des données auprès des particuliers en vertu du Code de la route. Il administre cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Sécurité routière (Poste 1)	
Traitements et salaires	67 500 103
Avantages sociaux	9 821 543
Transports et communications	5 792 101
Services	67 521 207
Fournitures et matériel	15 247 944
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	211 022
	166 093 920
Moins : Recouvrements	7 252 961
	158 840 959
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
Loi sur l'administration financière	300 000
	300 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ...	**159 140 959**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	272 388 200	21 520 000	293 908 200	Opérations et entretien	293 883 050
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	272 389 000	**21 520 000**	**293 909 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**293 883 050**
Actifs					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	586 130 900	49,944,000	636 074 900	Génie des transports et construction	614 895 132
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
L	534 171 900		534 171 900	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	532 462 267
	1 120 303 800	**49 944 000**	**1 170 247 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**1 147 357 399**
Actifs					
3	834 410 000		834 410 000	Infrastructure de transport	834 312 272
	834 410 000		**834 410 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**834 312 272**

Description du programme:
Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province; il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière pour encourager le développement de communautés fortes et sûres en Ontario.

Ce programme gère les activités permettant de protéger les investissements publics dans l'infrastructure routière; et d'améliorer la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de l'Ontario. Les stratégies d'investissement visent notamment les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers et l'intégration du réseau routier aux transports en commun.

Ses activités comprennent, notamment, l'entretien normal du réseau routier; l'entretien d'hiver (déneigement et déverglaçage); la planification du réseau routier; le génie et la conception détaillée; la réfection des routes; la construction et la gestion des chantiers de construction.

Le programme élabore aussi les politiques et directives opérationnelles; fixe les normes d'entretien et de construction des routes; gère les travaux de recherche et met au point de nouvelles technologies. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroport aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers répartis dans l'ensemble de la province.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Opérations et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		39 348 036
Avantages sociaux		8 279 840
Transports et communications		2 668 217
Services		206 638 879
Fournitures et matériel		41 661 948
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	3 132 282	
Traversiers municipaux	2 683 687	
		5 815 969
		304 412 889
Moins : Recouvrements		10 529 839
		293 883 050
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	37 246 947	
Avantages sociaux	7 959 001	
Transports et communications	2 337 862	
Services	205 435 147	
Fournitures et matériel	40 363 644	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 815 969	
	299 158 570	
Moins : Recouvrements	10 302 099	
		288 856 471
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	2 101 089	
Avantages sociaux	320 839	
Transports et communications	330 355	
Services	1 203 732	
Fournitures et matériel	1 298 304	
	5 254 319	
Moins : Recouvrements	227 740	
		5 026 579
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**293 883 050**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Génie des transports et construction (Poste 2)		
Traitements et salaires		30 544 755
Avantages sociaux		6 690 613
Transports et communications		2 158 075
Services		38 756 431
Fournitures et matériel		10 822 426
Paiements de transfert		
Routes de raccordement – Contribution du gouvernement provincial	15 412 680	
Partenariats du millénaire – Contribution du gouvernement provincial	36 463 478	
Partenariats du millénaire – Fonds du Programme d'infrastructures Canada - Ontario	22 580 438	
Investissements dans l'infrastructure frontalière	14 871 767	
Investissements dans l'infrastructure frontalière – Contribution du gouvernement fédéral	15 861 912	
Fonds de transition	431 101 128	
Premières nations	2 914 853	
Cession de terres et de routes	1 538 320	
		540 744 576
Autres opérations		631 074
		630 347 950
Moins : Recouvrements		15 452 818
		614 895 132

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
Paiements de transfert		
Paiements de transfert		
Routes de raccordement –		
Contribution du gouvernement provincial	15 412 680	
Partenariats du millénaire –		
Contribution du gouvernement provincial	36 463 478	
Partenariats du millénaire –		
Fonds du Programme d'infrastructures Canada-Ontario	22 580 438	
Investissements dans l'infrastructure frontalière	14 871 767	
Investissements dans l'infrastructure frontalière – Contribution du gouvernement fédéral	15 861 912	
Fonds de transition	431 101 128	
Premières nations	2 914 853	
Cession de terres et de routes	1 538 320	
	540 744 576	
		540 744 576
Immobilisations et construction routières		
Traitements et salaires	30 544 755	
Avantages sociaux	6 690 613	
Transports et communications	2 100 146	
Services	38 099 460	
Fournitures et matériel	10 745 739	
Autres opérations	631 074	
	88 811 787	
Moins : Recouvrements	15 410 529	
		73 401 258
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	57 929	
Services	656 971	
Fournitures et matériel	76 687	
	791 587	
Moins : Recouvrements	42 289	
		749 298

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	532 462 267
	532 462 267
Travaux routiers en cours (Poste 4)	
Traitements et salaires	52 326 882
Avantages sociaux	6 826 709
Transports et communications	2 007 019
Services	145 400 405
Fournitures et matériel	15 355 203
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	909 376 473
	1 131 167 691
Moins : Recouvrements	1 131 167 691
	0
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	**1 147 357 399**
Actifs	
Infrastructure de transport (Poste 3)	
Immobilisations matérielles	1 129 629 372
Moins : Recouvrements	295 317 100
	834 312 272
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	**834 312 272**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS**	
1	59 510 800	340 000	59 850 800	Information et technologie de l'information	59 824 957
	59 510 800	**340 000**	**59 850 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS .....**	**59 824 957**
Actifs					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS .....**	**0**

Description du programme :

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports (le Groupement) offre son leadership au ministère des Transports dans le domaine de l'utilisation et du déploiement de la technologie de l'information et permet aux activités de base du ministère de réaliser certains volets du plan axé sur les résultats grâce à la gestion efficace des ressources en information et technologie de l'information (ITI) du ministère. Le Groupement met l'accent sur les investissements en ITI du ministère des Transports de l'Ontario et la prestation de services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement sa performance. Pour améliorer la prestation des programmes; générer de nouvelles affaires; et mieux servir ses clients grâce aux services gouvernementaux en direct, le Groupement continue de moderniser les plate-formes et systèmes du ministère. Le ministère des Transports de l'Ontario met aussi ses systèmes d'information au service de ses clients internes et d'intervenants externes, tels que les autres ministères et ses partenaires du secteur privé (ces services sont fournis par le biais des activités de base du ministère des Transports de l'Ontario). Le Groupement gère l'information et les systèmes d'information du ministère qui sont un atout majeur sur le plan commercial.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 402 874
Avantages sociaux	2 107 216
Transports et communications	2 010 312
Services	35 174 866
Fournitures et matériel	2 129 689
	59 824 957
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS	**59 824 957**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Volet Partenariats du millénaire	22 580 438	8 624 057
Validations des véhicules de défense	1 194 277	1 189 510
Code nationale de sécurité	0	1 090 000
Autres	8 687 177	1 442 549
	32 461 892	12 346 116
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	109 784	178 117
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	762 875 126	976 257 588
Frais pour chèques refusés	35 420	1 940
Autres	4 378 674	3 072 323
	767 289 220	979 331 851
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	797 796	460 365
VENTES ET LOCATIONS		
Ventres et locations – Immobilisations	2 075 488	39 145 181
Ventes et locations – Fonctionnement	12 450 498	7 658 026
	14 525 986	46 803 207
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	897 351	21 061 385
Recouvrements des cotisations de tierce partie	1 794 578	1 618 821
	2 691 929	22 680 206
DIVERS		
Pénalités – intérêt	138 349	109 463
Autres	123 158	1 223 472
	261 507	1 332 935
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**818 138 114**	**1 063 132 797**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2005 – 2006

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-376

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-377

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-379

RELATIONS DE TRAVAIL 2-381

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-383

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-385

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES 2-387

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-378

ÉTAT DES RECETTES 2-389

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

2004 – 2005 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2005 – 2006 Crédits autorisés	2005 – 2006 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
20 107 036	Administration du ministère	21 034 346	20 202 116
3 757 440	Commission de l'équité salariale	3 725 000	3 436 537
20 620 712	Relations de travail	21 173 500	20 543 458
60 973 731	Santé et sécurité au travail	75 102 100	72 208 050
23 493 244	Droits et responsabilités en matière d'emploi	24 467 900	24 027 843
162 956	Information et technologie de l'information – Groupement de l'économie et des affaires	298 400	124 826
129 115 119	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**145 801 246**	**140 542 830**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	20 986 100		20 986 100	Administration du ministère	20 153 809
L	36 057		36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 211
L	12 189		12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 421
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	675
	21 034 346		**21 034 346**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**20 202 116**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en ouvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 143 387
Avantages sociaux		756 837
Transports et communications		624 226
Services		11 088 118
Fournitures et matériel		541 241
		20 153 809
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 040 327	
Avantages sociaux	192 731	
Transports et communications	82 933	
Services	1 453 509	
Fournitures et matériel	49 947	
		3 819 447
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 527 964	
Avantages sociaux	165 077	
Transports et communications	36 824	
Services	1 241 827	
Fournitures et matériel	270 464	
		3 242 156
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 501 676	
Avantages sociaux	167 592	
Transports et communications	60 274	
Services	345 522	
Fournitures et matériel	31 320	
		2 106 384
Services de communication		
Traitements et salaires	1 938 390	
Avantages sociaux	230 639	
Transports et communications	53 125	
Services	550 060	
Fournitures et matériel	97 424	
		2 869 638
Services juridiques		
Traitements et salaires	135 030	
Avantages sociaux	798	
Transports et communications	391 070	
Services	4 454 660	
Fournitures et matériel	92 086	
		5 073 644
Services de vérification		
Services	178 141	
		178 141
Systèmes informatiques		
Services	2 864 399	
		2 864 399
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		675
		675
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 211
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 421
		47 632
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**20 202 116**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	3 376 300	(180 000)	3 196 300	Bureau de l'équité salariale	2 952 267
2	608 700	(80 000)	528 700	Tribunal de l'équité salariale	484 270
	3 985 000	**(260 000)**	**3 725 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 436 537**

Description du programme :

Le Bureau de l'équité salariale administre et applique la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale, notamment pour le travail effectué par les femmes. Le mandat du Bureau consiste à aider les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé à instaurer et maintenir un système d'équité salariale sur le lieu de travail. Pour y parvenir, le Bureau se sert de plusieurs outils : sensibilisation; consultation; surveillance; enquêtes et règlements des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 215 764
Avantages sociaux	226 261
Transports et communications	129 331
Services	349 479
Fournitures et matériel	31 432
	2 952 267
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	313 597
Avantages sociaux	45 169
Transports et communications	15 533
Services	109 406
Fournitures et matériel	565
	484 270
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 436 537**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	12 053 900	(85 000)	11 968 900	Commission des relations de travail	11 689 709
2	1 196 400		1 196 400	Commissions d'appel de la fonction publique	1 058 525
3	8 089 200	(81 000)	8 008 200	Relations patronales-syndicales	7 795 224
	21 339 500	**(166 000)**	**21 173 500**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	**20 543 458**

Description du programme:

Le rôle des relations de travail est de promouvoir un climat propice aux relations de travail et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage de questions touchant l'emploi et les relations de travail en vertu de diverses lois de l'Ontario. La Commission des relations de travail de l'Ontario s'occupe, notamment, de l'accréditation des syndicats; de la résiliation des droits de négociation; des pratiques déloyales de travail; des demandes des employeurs liées aux ventes d'entreprises; et des grèves et lock-out illégaux dans le secteur de la construction et d'autres secteurs. La Commission des relations de travail de l'Ontario veille aussi à l'observation des normes minimales d'emploi en étudiant les décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail; et participe à la médiation et à l'arbitrage d'autres conflits en matière de relations de travail et d'emploi afin de promouvoir des conditions de travail sécuritaires, équitables et harmonieuses sur les lieux de travail de l'Ontario.

Les commissions d'appel de la fonction publique comprennent deux tribunaux statutaires, la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et la Commission des griefs de la fonction publique, qui sont indépendants et quasi-judiciaires et supervisent les relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario.

Le programme des Relations patronales-syndicalès fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives; en nommant des arbitres; et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 371 770
Avantages sociaux	935 976
Transports et communications	599 092
Services	2 663 586
Fournitures et matériel	119 285
	11 689 709
Commission d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	339 336
Avantages sociaux	42 232
Transports et communications	175 677
Services	1 287 891
Fournitures et matériel	14 643
	1 859 779
Moins : Recouvrements	801 254
	1 058 525
Relations patronales-syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 048 104
Avantages sociaux	586 795
Transports et communications	830 731
Services	1 412 492
Fournitures et matériel	48 474
	7 926 596
Moins : Recouvrements	131 372
	7 795 224
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**20 543 458**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	75 099 100		75 099 100	Santé et sécurité au travail	72 208 050
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	0
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	0
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	0
	75 102 100		**75 102 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**72 208 050**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et d'appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur le lieu de travail.

Le programme assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi); et aide à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Grâce à l'administration et l'application de la *Loi et de ses règlements*, le programme encourage les employeurs et les employés à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent (respectivement) des services consultatifs et éducatifs aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et survivants, et aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés, et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		46 835 650
Avantages sociaux		5 906 991
Transports et communications		4 121 830
Services		12 727 202
Fournitures et matériel		2 902 561
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	16 500	
		56 500
		72 550 734
Moins : Recouvrements		342 684
		72 208 050
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		471 300
Avantages sociaux		73 400
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		568 900
Moins : Recouvrements		568 900
		0

	$
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 999 236
Avantages sociaux	1 421 503
Transports et communications	349 750
Services	1 370 030
Fournitures et matériel	123 050
Paiements de transfert	
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	225 000
	9 488 569
Moins : Recouvrements	9 488 569
	0
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 943 499
Avantages sociaux	376 049
Transports et communications	113 025
Services	323 800
Fournitures et matériel	67 996
	2 824 369
Moins : Recouvrements	2 824 369
	0
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	**72 208 050**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
1	24 041 900	426 000	24 467 900	Normes d'emploi	24 027 843
	24 041 900	**426 000**	**24 467 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**24 027 843**

Description du programme:

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections; d'enquêtes et de mesures d'application; et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	15 587 486
Avantages sociaux	2 015 866
Transports et communications	913 693
Services	5 157 651
Fournitures et matériel	403 955
Paiements de transfert	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	0
	24 078 651
Moins : Recouvrements	50 808
	24 027 843
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**24 027 843**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES**	
1	298 400		298 400	Information et technologie de l'information – Groupement de l'économie et des affaires	124 826
	298 400		**298 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES..**	**124 826**

Description du programme :

Le programme ITI - Groupement de l'économie et des affaires est chargé de fournir des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Services aux consommateurs et aux entreprises; Développement économique et Commerce; Énergie; et Travail. Grâce à la structure en groupement, les ministères clients peuvent obtenir rapidement et économiquement le soutien dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs communs et individuels de promotion des affaires électroniques et des services gouvernementaux en direct comme moyen de mieux servir le public.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES – CRÉDIT 1606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement de l'économie et des affaires (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 009 118
Avantages sociaux	1 108 593
Transports et communications	6 594 912
Services	16 345 498
Fournitures et matériel	4 743 226
	38 801 347
Moins : Recouvrements	38 676 521
	124 826
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES	**124 826**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	1 013	8 510
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	73 844 484	61 487 451
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 230 012	932 636
Programme de protection des salaires des employés	209 567	117 833
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	148 269	142 646
	75 432 332	62 680 566
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	604 500	578 800
Laboratoire de manipulation de matériaux	371 159	368 754
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	9 008	4 934
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	5 983	4 511
Programme de perfectionnement des arbitres	150	600
Frais pour chèques refusés – *Loi sur l'administration financière*	70	70
	990 870	957 669
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	291 722	389 264
Pénalité monétaire	69 822	103 952
Normes d'emploi – Frais judiciaires	0	1 501
	361 544	494 717
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	69 133	69 397
Abonnements	42 019	44 008
	111 152	113 405
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 079	60 207
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	429 224	431 508
Intérêts bancaires	21 955	60 719
Traitements non réclamés et chèques périmés	0	(1 195)
Autres	45 894	8 841
	497 073	499 873
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**77 398 063**	**64 814 947**

section 3

Annexes-Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-15 à 3-45 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RP733	5,19	4 avril 2025	144 170 000
RP734	5,01	2 mai 2025	45 000 000
RP735	4,97	3 mai 2025	55 000 000
RP736	4,98	6 mai 2025	55 000 000
RP737	4,99	9 mai 2025	25 917 000
RP738	4,87	3 juin 2025	60 000 000
RP739	4,83	6 juin 2025	120 000 000
RP740	4,67	10 juin 2025	69 525 000
			574 612 000
L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada :			
RP741	4,71	4 juillet 2035	97 283 000
RP742	4,71	5 juillet 2035	55 000 000
RP743	4,73	8 août 2035	84 624 000
RP744	4,59	6 septembre 2035	78 436 000
RP745	4,72	3 octobre 2035	45 000 000
RP746	4,73	4 octobre 2035	24 655 000
RP747	4,17	4 mai 2013	44 887 000
RP748	4,68	2 décembre 2035	25 822 000
RP749	4,64	3 janvier 2036	48 931 000
RP750	4,71	6 mars 2036	99 252 000
RP751	4,71	7 mars 2036	35 000 000
			638 890 000
TOTAL - RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			1 213 502 000

TITRES ÉMIS (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (suite)	
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (suite)			
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC76	1 CAB-0.15	14 février 2007	800 000
OIIC64	Zéro	24 mars 2010	7 896 333
OIIC65	Zéro	23 avril 2010	13 522 067
OIIC66	Zéro	21 mai 2010	10 152 000
OIIC67	Zéro	23 juin 2010	10 385 057
OIIC68	Zéro	23 juillet 2010	14 079 723
OIIC69	Zéro	24 août 2010	12 139 371
OIIC70	Zéro	23 septembre 2010	13 432 939
OIIC71	Zéro	22 octobre 2010	12 127 200
OIIC72	Zéro	23 novembre 2010	8 295 180
OIIC73	Zéro	24 décembre 2010	7 723 479
OIIC74	Zéro	24 janvier 2011	6 586 814
OIIC75	Zéro	21 février 2011	6 920 214
			124 060 377
		Plus : Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2006	11 191 036
			135 251 413
		AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS - HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**1 348 753 413**
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN147	Accélérateur	17 juin 2007	40 000 000
DMTN146	Accélérateur	20 juin 2007	35 000 000
DMTN145	Accélérateur	21 juin 2007	25 000 000
DMTN148	Accélérateur	21 juin 2007	25 000 000
DMTN151	Accélérateur	22 août 2007	45 000 000
DMTN154	Accélérateur	21 septembre 2007	35 000 000
DMTN155	Accélérateur	22 septembre 2007	25 000 000
DMTN156	Accélérateur	26 septembre 2007	25 000 000
DMTN159	Accélérateur	31 octobre 2007	50 000 000
DMTN160	Accélérateur	4 novembre 2007	35 000 000
DMTN162	Accélérateur	7 décembre 2007	25 000 000

TITRES ÉMIS (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)			
DMTN161	3,875	8 mars 2008	1 000 000 000
DMTN87	4,40	19 novembre 2008	250 000 000
DMTN143	3 CAB+0,01	6 avril 2009	50 000 000
DMTN144	4,00	19 mai 2010	500 000 000
DMTN150	Accélérateur	5 juillet 2010	75 500 000
DMTN135	4,50	8 mars 2015	2 000 000 000
DMTN163	4,40	8 mars 2016	250 000 000
DMTN149	Accélérateur	2 juin 2016	200 000 000
DMTN152	Accélérateur	2 décembre 2016	300 000 000
DMTN79	5,50	2 juin 2018	210 000 000
DMTN140	4,85	2 juin 2020	228 000 000
DMTN157	Accélérateur	13 juillet 2034	47 500 000
DMTN119	5,60	2 juin 2035	3 500 000 000
DMTN158	2,00 Rendement réel	1er décembre 2036	300 000 001
DMTN164	4,70	13 juillet 2040	50 000 000
DMTN153	4,50	2 juin 2045	150 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2008 au 21 juin 2012	1 832 527 200
BONS DU TRÉSOR	Divers	3 avril 2006 au 1er mars 2007	931 941 000
			13 455 768 201
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN74	4,00	1er décembre 2010	200 000 000
EMTN73	3 CAB+0,03	21 octobre 2015	250 000 000
			450 000 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS			**13 905 768 201**
AUGMENTATION TOTALE DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			**15 254 521 614**

TITRES ÉMIS (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	Divers	1er juin 2006 au 22 juin 2006	382 000 000
			382 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15384 $			440 768 699
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PJ	4,75	19 janvier 2016	1 000 000 000
			1 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,16185 $			1 161 858 632
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
PG	6,25	16 juin 2015	750 000 000
			750 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,88973 $			667 300 875
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
EMTN72	6,375	12 octobre 2010	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 $			199 325 000

TITRES ÉMIS (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS			
EMTN71	7,750	17 août 2015	300 000 000
			300 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18027 $			54 082 160
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
PF	2,125	29 juin 2015	200 000 000
PH	2,000	8 septembre 2014	200 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,97039 $			388 156 026
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			**2 911 491 392**
VALEUR BRUTE DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE			18 166 013 006
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(417 728 961)
Redressements – Indice des prix à la consommation (IPC) – Obligations à rendement réel et échanges			1 668 000
VALEUR NETTE DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE			17 749 952 045
Redressements de consolidation et autres			2 205 130 372
VALEUR TOTALE DES TITRES ÉMIS APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			**19 955 082 417**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RPC	10,58 à 12,57	4 avril 2005 au 7 mars 2006	1 213 502 000
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
SCHL	5,125 à 15,75	1er avril 2005 au 1er mars 2006	8 946 159
À la Caisse de retraite des fonctionnaires :			
CRF	10,38 à 13,33	15 avril 2005 au 15 mars 2006	180 489 491
À la Caisse de retraite du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario :			
SEFPO	10,38 à 13,33	15 avril 2005 au 15 mars 2006	85 742 365
À la Caisse de retraite de Ryerson :			
RYERS	11,16	31 mars 2006	1 464 199
À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	11,07 à 14,40	28 juin 2005 au 1er mars 2006	1 070 000 000
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
SOGFII	Variable	14 février 2006	800 000
SOGFII	Zéro	24 mai 2005 au 24 mars 2006	6 611 937
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 567 556 151

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Pour l'exercice terminé le 31mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN64	Accélérateur	18 avril 2005	25 000 000
DMTN65	Accélérateur	25 avril 2005	25 000 000
JE	9,50	17 mai 2005	40 000 000
DMTN66	Accélérateur	20 mai 2005	25 000 000
DMTN68	Accélérateur	26 mai 2005	40 000 000
DMTN39	3 CAB+0,59	1er juin 2005	150 000 000
DMTN67	Accélérateur	2 juin 2005	25 000 000
DMTN71	Accélérateur	27 juin 2005	25 000 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2005	2 374 548
JA	9,469	11 juillet 2005	581 374
DMTN75	Accélérateur	18 juillet 2005	135 000 000
DMTN74	Accélérateur	5 août 2005	45 000 000
DMTN99	3,21	15 août 2005	12 983 834
DMTN119	5,60	23 août 2005	77 000 000
DMTN77	Accélérateur	25 août 2005	30 000 000
DMTN80	Accélérateur	4 septembre 2005	28 000 000
DMTN81	Accélérateur	10 septembre 2005	25 000 000
DMTN82	4,935	12 septembre 2005	62 000 000
DMTN85	3 CAB+0,03	15 septembre 2005	250 000 000
DMTN84	Accélérateur	26 septembre 2005	43 000 000
HY	9,75	26 septembre 2005	31 200 000
JJ	9,875	5 octobre 2005	20 000 000
DMTN88	Accélérateur	1er décembre 2005	35 000 000
JP	8,250	1er décembre 2005	1 000 000 000
DMTN46	Zéro	9 janvier 2006	2 306 701
JA	9,469	10 janvier 2006	551 055
DMTN94	3 CBA+0,1	16 janvier 2006	100 000 000
DMTN95	3 CBA+0,01	20 janvier 2006	75 000 000
DMTN92	Accélérateur	27 janvier 2006	28 000 000
MJ	5,00	1er février 2006	90 000 000
DMTN134	3 CAB+0,03	1er février 2006	600 000 000
DMTN99	3,21	13 février 2006	13 192 224

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)			
JZ	17,250	20 février 2006	107 000 000
NL	5,90	8 mars 2006	1 000 000 000
DMTN119	5,60	15 mars 2006	125 000 000
DMTN104	Accélérateur	24 mars 2006	64 000 000
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	422 900
1996	Divers	21 juin 2000	165 000
1997	Divers	21 juin 2000 au 21 juin 2004	4 087 700
1998	Divers	21 juin 2001 au 21 juin 2005	78 068 100
1999	Divers	21 juin 2002 au 21 juin 2006	16 387 700
2000	Divers	21 juin 2003 au 21 juin 2007	1 304 841 900
2001	Divers	21 juin 2004 au 21 juin 2008	46 763 100
2002	Divers	21 juin 2005 au 21 juin 2009	1 048 973 800
2003	Divers	21 juin 2006 au 21 juin 2010	108 349 600
2004	Divers	21 juin 2007 au 21 juin 2011	63 960 500
2005	Divers	21 juin 2008 au 21 juin 2012	864 282 900
			7 893 492 936
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS			
JV	7,50	19 janvier 2006	1 250 000 000
			1 250 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
HQ	7,25	27 septembre 2005	500 000 000
EMTN56	5,50	17 avril 2013	45 000 000
EMTN45	6,50	1er décembre 2005	375 000 000
EMTN53	3,50	23 janvier 2006	100 000 000
			1 020 000 000
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE – DETTE EN DOLLARS CANADIENS			12 731 049 086
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
NP	4,20	30 juin 2005	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,58850 $			397 125 000
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS			
DMTN1	6 LIBOR+0,0475	25 avril 2005	100 000 000
DMTN2	6 LIBOR+0,0475	3 mai 2005	100 000 000
DMTN3	6 LIBOR+0,0475	9 mai 2005	100 000 000
DMTN4	6 LIBOR+0,0475	16 mai 2005	100 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,36625 $			546 500 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (fin)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
JM	7,00	4 août 2005	1 250 000 000
NT	2,625	15 décembre 2005	481 691 920
KA	6,00	21 février 2006	2 050 000 000
			3 781 691 920
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,41894 $			5 365 991 135
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS			
YL011	3,10	31 août 2005	25 000 000 000
			25 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,015472 $			386 808 511
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN037	6,21	8 septembre 2005	10 000 000 000
EMTN038	6,205	19 septembre 2005	10 000 000 000
			20 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,014436 $			288 726 586
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS			
EMTN043	3,50	17 février 2006	27 000 000
			27 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,68900 $			45 603 000
REMBOURSEMENT EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ENTRANGÈRES			7 030 754 232
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE			19 761 803 318
Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la School Board Trust			13 267 548
REMBOURSEMENT NET DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE			19 775 070 866
Consolidation et autres redressements			1 648 265 610
TOTAL DU REMBOURSEMENT APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			**21 423 336 476**

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	7 596 000 000	8 666 000 000
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	6 213 743 000	6 852 633 000
L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada	638 890 000	-
Caisse de retraite des fonctionnaires	2 705 247 683	2 885 737 174
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 285 140 393	1 370 882 759
Société de logement de l'Ontario	1 157 212 297	1 157 212 297
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	321 774 578	193 935 101
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	176 712 282	185 658 441
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	102 675 000	102 675 000
Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie	18 625 000	18 625 000
Régime de retraite de Ryerson	1 618 485	3 082 684
	20 217 638 718	21 436 441 456
Investisseurs publics	92 541 448 081	93 003 430 314
Obligations d'épargne de l'Ontario	6 374 506 000	8 078 282 000
Bons du Trésor	4 188 644 000	3 256 703 000
Dette de la School Board Trust	862 878 292	876 145 840
Effets de commerce américains	648 153 501	207 384 802
DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	124 833 268 592	126 858 387 412
Consolidation et autres redressements	2 039 512 280	2 000 720 947
DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**126 872 780 872**	**128 859 108 359**
Dette contractée aux fins d'investissement*:		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité (SFIEO)		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 978 212 000	1 978 212 000
Investisseurs publics	14 281 493 050	13 685 092 799
Bons du Trésor	1 421 000 000	953 000 000
Effets de commerce américains	58 035 000	61 631 500
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SFIEO	17 738 740 050	16 677 936 299
Dette directe de la SFIEO	10 294 325 000	10 839 963 000
DETTE TOTALE DE LA SFIEO	**28 033 065 050**	**27 517 899 299**

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, d'une part, et l'Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., d'autre part, est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

La dette contractée auprès de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en débentures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SDLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes sans but lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SDLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations à coupon zéro en Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations d'élimination des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans des titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en francs suisses et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OÉO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières, ou commandées directement par téléphone ou par courrier postal. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux variable sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Une School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2005, l'avance de 867 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 876 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

La consolidation et les autres rajustements effectués tiennent compte de la dette de la Société de logement de l'Ontario (SLO), de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA), de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (Réseau Go), de la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM), du Musée royal de l'Ontario (ROM) et de l'élimination des obligations et des bonds du Trésor de l'Ontario détenus par d'autres organismes gouvernementaux.

Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. L'OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 1 978 212 000 $ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures, des bons du trésor et des effets de commerce américains d'une valeur de 15 760 528 050 $ CAN. Les produits de tous ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette de la province jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1985 – 1991	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	
2008	1983 – 1991	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	
2009	1986 – 1991	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	
2010	1986 – 1991	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	
2012	1988 – 1991	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	
2013	1989 – 1991	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	
				7 596 000 000	
Au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :					
Exercice se terminant le 31mars					
2007	1987	RPC	9,36 à 10,17	232 269 000	
2008	1988	RPC	10,79	42 300 000	
2012	1992	RPC	9,81 à 10,04	987 249 000	
2013	1993	RPC	9,17 à 9,45	700 137 000	
2019	1999	RPC	5,18 à 5,84	45 270 000	
2020	1999	RPC	5,50 à 6,91	869 889 000	
2021	2000	RPC	6,33 à 6,67	609 834 000	
2022	2001	RPC	6,22 à 6,47	330 994 000	
2024	2004	RPC	5,26 à 5,97	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 à 5,79	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 à 5,19	574 612 000	
				6 213 743 000	(5)
À l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2014	2005	RPC	4,17	44 887 000	
2036	2006	RPC	4,64 à 4,73	594 003 000	
				638 890 000	(5)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
À la caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1997	OPB	11,16 à 13,33	94 383 233	
2008	1997	OPB	15,38	218 362 903	
2009	1997	OPB	12,79	264 512 886	
2010	1997	OPB	12,88	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				2 705 247 683	(65)
Au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1997	OPPT	11,16 à 13,33	44 837 190	
2008	1997	OPPT	15,38	103 734 305	
2009	1997	OPPT	12,79	125 658 067	
2010	1997	OPPT	12,88	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				1 285 140 393	(65)
À la Société de logement de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,264 à 9,215	422 388 939	
2011	1994 - 1995	OHC	8,242 à 9,898	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				1 157 212 297	(134)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000 – 2007	1974 à 1977	CMHC	5,375 à 10,375	565 243	
2000 – 2010	1970 à 1975	CMHC	5,75 à 6,875	922 487	
2000 – 2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 à 8,25	1 966 487	
2000 – 2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	2 680 337	
2000 – 2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	542 705	
2000 – 2014	1974	CMHC	6,125 à 8,255	8 995 431	
2000 – 2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	5 895 837	
2000 – 2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	13 059 566	
2000 – 2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	10 015 143	
2000 – 2018	1977 à 1978	CMHC	7,625 à 13,00	26 479 091	
2000 – 2019	1977 à 1980	CMHC	7,625 à 15,25	30 681 273	
2000 – 2020	1978 à 1980	CMHC	7,625 à 15,75	49 690 876	
2000 – 2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	24 239 442	
2000 – 2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	978 364	
				176 712 282	(7)
À la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario:					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1996	CREMO	9,77	102 675 000	
				102 675 000	
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	2006	OIIC-76	1 CAB-0,15	800 000	
2007	2003	OIIC 15-25	Zéro	18 902 648	(123)
2008	2003-2004	OIIC 26-38	Zéro	23 744 378	(123)
2009	2004	OIIC 39-51	Zéro	24 902 382	(123)
2010	2005	OICC 52-64	Zéro	161 125 728	(123)
2011	2006	OIIC 65-75	Zéro	139 161 034	(123)
				368 636 170	
Moins : Intérêt différé				(46 861 592)	
				321 774 578	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
À la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1996	CAAT	9,77	18 625 000	
				18 625 000	
Au Régime de retraite de Ryerson :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1995	RRPF	9,64	1 618 485	
				1 618 485	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**20 217 638 718**	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
1er mai 2006	22 septembre 2004	DMTN76	3 CAB	650 000 000	
3 mai 2006	3 mai 2004	DMTN108	Accélérateur	25 000 000	(132)
5 mai 2006	5 mai 2004	DMTN107	Accélérateur	60 000 000	(133)
30 mai 2006	2 octobre 2003	DMTN86	3 CAB	58 000 000	(16)
2 juillet 2006	2 juillet 2004	DMTN115	Accélérateur	35 000 000	(102)
7 juillet 2006	7 juillet 2004	DMTN114	Accélérateur	26 000 000	(100)
24 juillet 2006	24 juillet 1996	KE	7,75	700 000 000	
26 juillet 2006	26 janvier 2004	DMTN91	Accélérateur	25 000 000	(75)
12 août 2006	12 février 2004	DMTN98	Accélérateur	25 000 000	(78)
7 septembre 2006	7 septembre 2004	DMTN118	Accélérateur	31 000 000	(85)
8 septembre 2006	17 août 2004	DMTN78	3,50	500 000 000	
19 septembre 2006	19 mars 2004	DMTN101	Accélérateur	30 000 000	(87)
20 septembre 2006	20 septembre 2004	DMTN121	Accélérateur	25 000 000	(120)
22 septembre 2006	22 septembre 2004	DMTN122	3 CAB-0,02	50 000 000	(113)
27 septembre 2006	27 septembre 2004	DMTN124	1 CAB-0,01	250 000 000	(86)
1er octobre 2006	1er octobre 2004	DMTN123	Accélérateur	25 000 000	(76)
14 octobre 2006	14 octobre 2004	DMTN127	Accélérateur	25 000 000	(33)
27 octobre 2006	27 octobre 2004	DMTN125	Accélérateur	25 000 000	(99)
27 octobre 2006	27 octobre 2004	DMTN128	Accélérateur	25 000 000	(2)
29 octobre 2006	29 octobre 2004	DMTN129	Accélérateur	35 000 000	(3)
20 novembre 2006	20 novembre 2001	DMTN24	Accélérateur	100 000 000	(95)
5 décembre 2006	5 décembre 2001	DMTN30	Accélérateur	50 000 000	(110)
15 décembre 2006	15 décembre 2003	DMTN90	3 CAB+0,12	50 000 000	(103)
12 janvier 2007	12 janvier 1995	JF	9,50	132 950 000	(21)
19 janvier 2007	19 janvier 2005	DMTN134	Accélérateur	35 000 000	(48)
28 janvier 2007	31 janvier 2007	DMTN137	Accélérateur	30 000 000	(26)
29 janvier 2007	29 janvier 2004	DMTN97	3 CAB+0,155	155 000 000	(104)
25 février 2007	25 février 2005	DMTN139	Accélérateur	25 000 000	(81)
8 mars 2007	11 septembre 2001	DMTN16	5,20	2 000 000 000	
26 mars 2007	26 mars 2004	DMTN103	Accélérateur	30 000 000	(101)
17 juin 2007	17 juin 2005	DMTN147	Accélérateur	40 000 000	(18)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)					
18 juin 2007	26 janvier 2004	DMTN96	3 CAB	150 000 000	(106)
20 juin 2007	20 juin 2005	DMTN146	Accélérateur	35 000 000	(22)
21 juin 2007	21 juin 2005	DMTN145	Accélérateur	25 000 000	(25)
21 juin 2007	21 juin 2005	DMTN148	Accélérateur	25 000 000	(31)
22 août 2007	22 août 2005	DMTN151	Accélérateur	45 000 000	(39)
12 septembre 2007	12 septembre 1997	LE	6,125	1 660 000 000	(130)
21 septembre 2007	21 septembre 2005	DMTN154	Accélérateur	35 000 000	(49)
22 septembre 2007	22 septembre 2005	DMTN155	Accélérateur	25 000 000	(58)
26 septembre 2007	26 septembre 2005	DMTN156	Accélérateur	25 000 000	(63)
31 octobre 2007	31 octobre 2005	DMTN159	Accélérateur	50 000 000	(70)
4 novembre 2007	4 novembre 2005	DMTN160	Accélérateur	35 000 000	(73)
7 décembre 2007	7 décembre 2005	DMTN162	Accélérateur	25 000 000	(77)
10 décembre 2007	10 décembre 1997	LH	5,875	66 475 000	
25 janvier 2008	25 janvier 2005	DMTN136	3 CAB+0,19	50 000 000	(50)
8 mars 2008	21 novembre 2005	DMTN161	3,875	1 000 000 000	
30 mai 2008	30 mai 2003	DMTN70	3 CAB+0,03	1 025 000 000	(53)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	5,75	50 000 000	(46)
15 juillet 2008	6 février 1998	LM	5,50	75 000 000	
4 septembre 2008	4 septembre 1998	LW	6,30	50 000 000	
1er octobre 2008	1er octobre 2003	DMTN85	3 CAB+0,03	1 610 000 000	(68)(107)
19 novembre 2008	12 novembre 2003	DMTN87	4,40	750 000 000	(82)
1er décembre 2008	15 septembre 1998	LZ	5,70	1 550 000 000	
2 mars 2009	2 mars 2004	DMTN100	3 CAB+0,025	275 000 000	
8 mars 2009	11 mars 2004	DMTN102	Accélérateur	174 000 000	(128)
6 avril 2009	24 mars 2005	DMTN143	3 CAB+0,01	550 000 000	(6)
19 mai 2009	20 avril 2004	DMTN106	4,00	750 000 000	(89)
13 août 2009	2 mars 2004	DMTN99	3,21	98 468 331	(124)
7 novembre 2009	9 novembre 2004	DMTN130	3 CAB	900 000 000	
19 novembre 2009	19 mars 1999	MU	6,20	900 000 000	
14 décembre 2009	14 mars 2005	DMTN142	3 CAB+0,25	88 000 000	(108)
19 mai 2010	4 avril 2005	DMTN144	4,00	500 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)					
5 juillet 2010	5 juillet 2005	DMTN150	Accélérateur	75 500 000	(36)
19 novembre 2010	24 novembre 2000	NK	6,10	1 620 000 000	(111)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN08	6,10	1 000 000 000	(97)
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro	5 649 312	(60)(98)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	1 030 000 000	
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur	100 000 000	(56)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	2 500 000 000	(109)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(34)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	(72)
1er septembre 2015	1er septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(45)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	250 000 000	(105)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(32)
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(40)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	360 000 000	(10)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	399 000 000	(92)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	50 000 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(59)
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	(71)
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(90)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er août 1997	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)					
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(61)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
15 janvier 2031	8 mars 2005	DMTN141	5,20	230 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	2 500 000 000	(51)
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 500 000 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	200 000 000	(115)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	Accélérateur	47 500 000	(52)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	(42)
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(24)
"	"	JA	9,4688	12 858 436	(24)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(24)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(24)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(24)
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	53 000 000	(19)
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 798 000 000	(11)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	302 943 001	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	500 000 000	
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(127)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	(64)
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	(94)
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	290 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date of d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)					
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	50 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	(20)
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	150 000 000	
				64 857 162 972	
Ajustement de l'IPC au contrat d'échange sur le rendement réel				(1 275 000)	(44)
				64 855 887 972	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
1er mars 2000	1er mars 1995	Annuel	Variable	961 300	(29)
1er mars 2000	1er mars 1995	Composé	Variable	1 937 750	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	5,25 %	137 200	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	5,25 %	84 800	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	355 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	1 016 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	385 500	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	142 900	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	5,25	121 600	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	5,25	179 800	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	5,50	202 400	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	5,50	761 900	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	1 545 200	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	498 700	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	6,50	644 200	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	6,50	642 000	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	1 864 200	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	2 088 650	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	122 900	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	114 300	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur	2 404 700	(29)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)					
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur	1 283 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	5,50	3 607 900	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	5,50	1 437 600	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	1 326 000	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	3 434 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur	4 381 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur	6 836 600	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	3,45	6 971 700	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	3,45	10 929 300	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	35 185 400	(67)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	19 610 400	(67)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur	877 592 100	(66)
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur	1 008 410 500	(66)
21 juin 2006	21 juin 2003	Annuel	3,45	282 257 000	(30)
21 juin 2006	21 juin 2003	Composé	3,45	229 529 900	(30)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	47 772 700	(67)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	25 826 800	(67)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur	205 534 300	(66)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur	222 674 300	(66)
21 juin 2007	21 juin 2004	Annuel	3,30	105 065 100	(30)
21 juin 2007	21 juin 2004	Composé	3,30	92 470 100	(30)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable	23 930 200	(67)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable	36 090 300	(67)
21 juin 2008	21 juin 2003	Annuel	Accélérateur	557 870 700	(66)
21 juin 2008	21 juin 2003	Composé	Accélérateur	621 244 800	(66)
21 juin 2008	21 juin 2005	Annuel	3,10	213 174 800	(30)
21 juin 2008	21 juin 2005	Composé	3,10	191 804 900	(30)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable	33 714 200	(67)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable	43 196 300	(67)
21 juin 2009	21 juin 2004	Annuel	Accélérateur	352 275 300	(66)
21 juin 2009	21 juin 2004	Composé	Accélérateur	362 154 100	(66)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)					
21 juin 2010	21 juin 2003	Annuel	Variable	72 214 700	(67)
21 juin 2010	21 juin 2003	Composé	Variable	71 651 200	(67)
21 juin 2010	21 juin 2005	Annuel	Accélérateur	179 801 100	(66)
21 juin 2010	21 juin 2005	Composé	Accélérateur	224 107 800	(66)
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable	12 093 700	(67)
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable	11 477 700	(67)
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	97 400 200	(67)
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	61 955 500	(67)
				6 374 506 000	(62)
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				71 230 393 972	
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
9 août 2006	9 août 2001	EMTN049	5,75	100 000 000	
10 septembre 2007	10 septembre 2002	EMTN052	4,375	750 000 000	
31 décembre 2007	16 janvier 2002	EMTN051	5,125	350 000 000	
17 avril 2008	17 avril 2003	EMTN58	4,50	1 000 000 000	
22 janvier 2009	22 janvier 2004	EMTN62	4,00	500 000 000	
22 janvier 2009	27 janvier 1999	EMTN042	5,00	350 000 000	
1er décembre 2010	15 novembre 2005	EMTN74	4,00	200 000 000	
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN050	5,25	450 000 000	
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	(74)
21 décembre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	3 CAB+0,03	250 000 000	
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				4 775 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	(96)
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS					
15 décembre 2006	26 novembre 2003	PA	2,65	1 000 000 000	
16 juillet 2007	16 juillet 2004	PB	3,35	1 000 000 000	
17 septembre 2007	17 septembre 2002	NR	3,50	1 000 000 000	
15 janvier 2008	26 novembre 2004	PD	3,375	1 000 000 000	
2 mai 2008	5 mai 2003	NY	3,125	500 000 000	
1er octobre 2008	1er octobre 1998	MB	5,50	1 750 000 000	
21 octobre 2009	21 octobre 2004	PC	3,625	1 000 000 000	
15 décembre 2009	1er octobre 2002	NS	3,75	300 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	750 000 000	
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	1 000 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS				10 300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30138 $				13 404 173 632	(43)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
26 juillet 2006	26 avril 2004	DMTN109	3 LIBOR+0,053	68 000 000	
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				368 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22224 $				449 786 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EURPOPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
26 novembre 2008	26 novembre 2004	EMTN68	Accélérateur.....	30 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				30 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15030 $.....				34 509 000	(17)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10.....	5 000 000 000	(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25.....	15 000 000 000	(55)
18 juillet 2007	18 juillet 1997	YL012	2,615.....	10 000 000 000	
12 novembre 2009	12 novembre 1999	YL014	2,00.....	10 000 000 000	
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76.....	5 000 000 000	
TOTAL PAYABLE AU JAPAN EN YENS JAPONAIS.....				45 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010865 $.....				488 916 363	(14)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS					
25 janvier 2010	25 janvier 2000	ND	1,875.....	50 000 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS.....				50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010366 $.....				518 312 136	(122)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avril 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	(79)
25 février 2008	25 février 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	(80)
19 novembre 2009	24 novembre 1999	EMNT046	2,00	10 000 000 000	
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				52 100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011309 $				589 210 537	(15)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
7 mars 2008	7 mars 2003	EMTN054	4,75	100 000 000	
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN057	5,50	100 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,78000 $				155 999 820	(117)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
29 juillet 2008	29 juillet 1996	KD	6,875	457 347 051	(121)
21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN035	5,875	457 347 051	(118)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN055	3,50	400 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				1 314 694 102	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70189 $				2 237 459 933	(27)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN EUROS				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,58460 $				1 188 448 245	(119)
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
15 septembre 2009	15 septembre 2004	EMTN66	2,00	250 000 000	
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				650 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,98531 $				640 448 613	(131)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
3 mars 2008	3 mars 2003	NV	5,75	250 000 000	
3 décembre 2008	3 décembre 1998	MF	6,25	250 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	750 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				1 250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,82457 $				1 030 709 875	(69)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
12 octobre 2010	12 octobre 2005	EMTN72	6,375	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 $				199 325 000	(125)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours $	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
28 juillet 2009	28 juillet 2004	EMTN65	5,375	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,37714 $				475 427 600	(114)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17410 $				87 051 195	(13)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18027 $				54 082 160	(126)
TOTAL DES DÉBENTURES ET OBLIGATIONS				**98 915 954 081**	
BONS DU TRÉSOR				**4 788 644 000**	**(84)**
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**522 000 000**	**(91)**
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,24167 $				648 153 501	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**103 752 751 582**	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
AUTRE DETTE					
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(28 121 708)	
				862 878 292	(23)
DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**124 833 268 592**	
Redressements de consolidation et autres				2 039 512 280	
DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS				**126 872 780 872**	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.				3 759 000 000	
DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, d'une part, et l'Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., d'autre part, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada

2007	1986	RPC	9,64	119 000 000	
2008	1988	RPC	9,13 à 9,72	388 715 000	
2009	1989	RPC	9,62 à 10,31	589 319 000	
2010	1990	RPC	9,61 à 10,31	650 712 000	
2021	2001	RPC	6,08	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 à 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				1 978 212 000	(5)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

1er mai 2006	1er août 2003	DMTN76	3CAB	720 000 000	
1er juin 2006	25 novembre 2003	DMNT89	3CAB	100 000 000	
2 juin 2006	29 avril 2004	DMTN111	3CBA+0,15	110 500 000	(4)
8 septembre 2006	16 septembre 2003	DMTN78	3,50	1 000 000 000	
27 septembre 2006	27 septembre 2004	DMTN124	1CAB-0,01	100 000 000	
1er octobre 2008	13 février 2004	DMTN85	3CAB+0,03	736 000 000	(28)(107)
1er décembre 2008	22 janvier 1999	HC-LZ	5,70	650 000 000	
19 mai 2009	30 avril 2004	DMTN112	4,00	30 000 000	(8)
19 mai 2009	4 mai 2004	DMTN113	Accélérateur	25 000 000	(12)
19 mai 2009	24 mai 2005	DMTN106	4,00	500 000 000	
13 août 2009	13 février 2004	DMTN99	3,21	492 341 653	(124)
1er octobre 2009	5 octobre 2004	DMTN126	3CAB+0,03	350 000 000	
19 novembre 2009	26 juillet 2000	CH-MU	6,20	500 000 000	
19 novembre 2010	1er septembre 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	Accélérateur	50 000 000	(37)
2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (suite)					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)					
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	500 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 000 000 000	(109)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	250 000 000	(105)
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	60 000 000	(10)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	(92)
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	(59)
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	(61)
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
2 juin 2031	24 février 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	(51)
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	706 867 000	(44)
				10 638 808 653	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	3CBA+0,07	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
				850 000 000	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02348 $				307 045 455	(35)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
2 septembre 2009	2 septembre 2004	EMTN67	5,75	150 000 000	
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,93634 $				257 492 275	(112)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Date d'échéance	Date Issue	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
22 novembre 2010	22 novembre 2005	EMTN75	7,75	300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17556 $				52 666 667	(116)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
15 septembre 2006	15 septembre 2004	DMTN120	3 LIBOR-0,15	70 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,28900 $				90 230 000	(129)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS					
30 juin 2006	10 avril 2003	GLB-NX	2,35	500 000 000	
28 mars 2008	26 février 2003	GLB-NW	3,282	300 000 000	(88)
1er octobre 2008	19 mars 2001	GLB-MBb	5,50	250 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	GLB-PE	4,50	500 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS				1 550 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,34532 $				2 085 250 000	(93)
TOTAL DES DÉBENTURES ET OBLIGATIONS				**14 281 493 050**	
BONS DU TRÉSOR				**1 421 000 000**	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**50 000 000**	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,1607 $				58 035 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LA SFIEO				**17 738 740 050**	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				10 294 325 000	
DETTE TOTALE DE LA SFIEO				**28 033 065 050**	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

Références :

1. Toutes les dettes sont non remboursables, sauf tel qu'indiqué ci-dessous. CAB signifie taux canadien d'acceptation bancaire; 3 CAB correspond à un taux flottant de trois ans; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change, lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change de fin d'exercice, lorsqu'elles n'étaient pas couvertes. Au 31 mars 2006, les taux de change de fin d'exercice des devises étrangères en dollars canadiens sont les suivants : dollar australien 0,8362 $, euro 1,4169 $, dollar de Hong Kong 0,150402 $, yen japonais 0,009933 $, dollar néo-zélandais 0,7193 $, rand sud-africain 0,1896, franc suisse 0,8960 $, dollar américain 1,1671 $, livre sterling 2,0299 $.
2. DMTN128 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 octobre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,2 % la troisième année, 4,5 % la quatrième année, 4,9 % la cinquième année, 5,35 % la sixième année, et 5,8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,14 %.
3. DMTN129 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 29 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 29 octobre 2014, date d'échéance finale. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % la première année, 4,25 % la deuxième année, 4,35 % la troisième année, 4,5 % la quatrième année, 4,65 % la cinquième année, 4,85 % la sixième année, 5,25% la septième année, 5,5% la huitième année, 6% la neuvième année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,09 %.
4. DMTN111 (SFIEO) : Le taux d'intérêt révisé maximal sur cette dette est de 4 %.
5. RPC : Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leur date d'émission respective. Ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés selon l'ordre d'émission et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre total de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
   A compter du 1er juillet 2005, aux termes d'un accord entre l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) et la province, l'OIRPC offre à la province, à l'échéance des débentures détenues au profit du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada, lesquelles ont été émises avant le 1er janvier 1998, une option permettant à la province d'émettre de nouvelles débentures de remplacement à l'OIRPC pour une durée maximale de 30 ans à compter du 1er juillet 2005. La durée minimale est de 5 ans, les options de renouvellement subséquentes étant assujetties à la durée maximale de 30 à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement). Ces débentures ne sont ni négociables, ni transférables, mais sont cessibles seulement à une filiale à cent pour cent de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada.
6. DMTN143 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN143 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 550 millions de dollars. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,56 %.
7. SCHL : Selon les conditions de ces débentures, des montants égaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés chaque année jusqu'à l'échéance.
8. DMTN112 (SFIEO) : Les obligations sont remboursables pour la série DMTN106 en totalité mais non en partie au gré de la province le 19 mai 2006 et peuvent être convertis en totalité ou en partie au gré des porteurs le 26 mai 2006.
9. Obligations intérieures USD : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,22224 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,41 %.
10. DMTN79 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN79 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 420 millions de dollars, dont 60 millions de dollars pour la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt de 125 millions de dollars à un taux fixe de 4,84 %.
11. DMTN119 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN119 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 6 798 millions de dollars. La province a également racheté 202 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler.
12. DMTN113 (SFIEO) : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, et par la suite au taux de 4 % jusqu'à la date d'échéance.
13. EMTN61 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17410 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,99 %.
14. Yen japonais : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 30 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011331 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,18 % sur 120 millions de dollars, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 % sur 220 millions de dollars, et à un taux d'intérêt nominal de 1,59 % sur le solde de la dette s'élevant à 149 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

15. Obligations en yens japonais EMTN : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 37,1 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011866 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,64 % sur 440 $ millions de dollars, et à un taux d'intérêt nominal de 1,50 % sur le solde de la dette s'élevant à 149 millions de dollars.
16. DMTN86 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,42 %.
17. EMTN68 : Les obligations sont remboursables au gré de la province au pair le 16 novembre 2005. L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,72 % la première année, 3,87 % la deuxième année, 4,02 % la troisième année, et 4,17 % la dernière année. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,15030 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un TIOL (pour dollars américains) flottant de trois mois moins 0,24 %.
18. DMTN147 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 17 juin 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 17 juin 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, 4,05 % la troisième et la quatrième année, 4,1 % la cinquième et la sixième année, 4,15 % la septième et la huitième année, 4,2 % la neuvième année, 4,25 % la dixième année, 4,75 % la onzième année et 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,13 %.
19. JJ : Les obligations sont encaissables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 8 février 2007. Pendant l'exercice 2005-2006, la province a racheté 20 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler.
20. JK : Les obligations sont rachetables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 1er mars 2010.
21. JF: Les obligations peut être échangées au gré des porteurs (pour la totalité ou une partie des obligations) avant le 12 janvier 2007 contre des obligations de la série JG qui arrivent à échéance le 12 janvier 2035.
22. DMTN146 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 20 juin 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 20 juin 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les trois premières années, 4,2 % la quatrième et la cinquième année, 4,25 % la sixième et la septième année, 4,3 % la huitième et la neuvième année, 4,5 % la dixième année, 5,0 % la onzième année, et 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,09 %.
23. SBT : La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
24. Série HZ JA JB JC JD : Selon les conditions de ces débentures, des montant inégaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés à intervalles irréguliers fixés d'avance. D'ici le 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 230,8 millions de dollars.
25. DMTN145 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 22 juin 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 21 juin 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,1 % les deux premières années, 3,33 % la troisième année, 4,0 % la quatrième année, 4,7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,13 %.
26. DMTN137 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 28 janvier 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 28 janvier 2015, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, 4,15 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 4,35 % la cinquième année, 4,5 % la sixième année, 4,75 % la septième année, 5 % la huitième année, 5,75 % la neuvième année, et 6,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,39 %.
27. Euro-obligations : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,70189 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,96 % sur 2 037 millions de dollars, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,057 % sur 200 millions de dollars.
28. DMTN85 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,60 %.
29. OSB : L'encours représente les obligations arrivées à échéance, mais dont le rachat n'a pas encore été demandé. Aucun intérêt n'est gagné sur ces obligations.
30. OÉO : La province émet chaque année des OÉO à taux fixe pour un terme de trois ans.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

31. DMTN148 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 21 juin 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 21 juin 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, 3,7 % la troisième année, 4,0 % la quatrième année, 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,13 %.

32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des obligataires le 2 juin 2016, date d'échéance initiale, jusqu'au 2 juin 2035, date d'échéance finale. Les obligations peuvent être échangées contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016 et de 4,8 % par la suite en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,67 %.

33. DMTN127 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 14 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 14 octobre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4% les deux premières années, 4,1% la troisième année, 4,4% la quatrième année, et 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,13 %.

34. MW : Les porteurs inscrits ont exercé leur droit d'échanger les obligations de la série MV pour des obligations de la série MW le 2 décembre 2004. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux canadien d'acceptation bancaire flottant de trois mois moins 0,45 %.

35. EMTN60 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02348 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,99 %.

36. DMTN150 : Les obligations sont remboursables au gré de la province le 5 juiliet 2007. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,13 %.

37. DMTN3 (SFIEO) : Les obligations sont rachetables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 15 mars 2005. L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et 6,80 % pour les six dernières années.

38. DMTN133 : Les obligations sont rachetables au gré des porteurs le 2 décembre 2014, ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,26 %.

39. DMTN151 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 22 août 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 22 août 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,1 % les deux premières années, 4,2% la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 4,3 % la cinquième année, 4,4 % la sixième année, 4,5 % la septième année, 4,6 % la huitième année, 4,75 % la neuvième année, 5,0% la dixième année et 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,25 %.

40. DMTN152 : Les porteurs d'obligation nominative peuvent proroger l'obligation le 2 décembre 2016, date d'échéance de l'obligation, jusqu'au 2 juin 2035 et/ou échanger l'obligation au pair contre une obligation de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance et par la suite au taux de 4,75 % si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,77 %.

41. JL : Selon les conditions de ces débentures, des montant inégaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés à intervalles irréguliers fixés d'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du capital et de l'intérêt payable sur le terme des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

42. HY : Pendant l'exercice 2005-2006, la province a racheté 31,2 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler. Les obligations ont été rachetées à un coût excédant leur valeur nominale de 24,6 millions $.

43. Obligations planétaires USD : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 10 050 millions$ de ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,30472 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,77 % sur 13 402 millions de dollars, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,105 % sur 2 millions de dollars.

44. DMTN158 : Ces obligations à rendement réel portent un intérêt indexé sur l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada (l'« IPC ») qui émet un indice de base de 127,54839. Le principal sera indexé de sorte qu'il inclut les rajustements faits en fonction de l'IPC à la date de rachat. L'encours représente la valeur indexée du principal initial de 300 millions de dollars pour la province et de 700 millions de dollars rétrocédés à la SFIEO. L'intérêt est payable semestriellement à un taux de 2,0 % sur le principal indexé. La province a procédé à des changements d'obligations à rendement réel et de taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir 300 millions de dollars de cette dette en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %.

45. DMTN1: La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,02 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

46. MN : L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,85 % pour les deux premières années, et 5,75 % semestriellement par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,07 %.

47. EMTN033 : Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,86 %.

48. DMTN134 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 19 janvier 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 19 janvier 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, 4,5 % les troisième et quatrième années, 4,75 % la cinquième année, 5 % la sixième année, 5,25 % la septième année, 5,5 % la huitième année, 5,75 % la neuvième année, 6 % la dixième année, 6,5 % la onzième année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,39 %.

49. DMTN154 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 21 septembre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 21 septembre 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, 4,1 % la troisième et la quatrième année, 4,2 % la cinquième et la sixième année, 4,3 % la septième et la huitième année, 4,5 % la neuvième année, 4,6 % la dixième année, 5,0 % la onzième année et 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,19 %.

50. DMTN136 : Le taux d'intérêt sur cette dette est plafonné à 3,25 % la première année, 3,90 % la deuxième année, et 4,65 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,67 %.

51. NF : Cette émission a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.

52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et par la suite au taux de 5,0 %.

53. DMTN70 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,02 %.

54. KU : Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 %.

55. KV : Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 %.

56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs le 8 septembre 2013, date d'échéance initiale, jusqu'au 8 mars 2033, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et de 5,85 % si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,08 %.

57. EMTN021 : Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 7,38 %.

58. DMTN155 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 22 septembre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 22 septembre 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,5 % la troisième année, 3,75 % la quatrième année et 4,0 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,20 %.

59. HP : L'encours total est de 990,6 $, y compris 50 millions $ pour la SFIEO.

60. DMTN46 : Les obligations de la série DMTN46 sont des obligations à coupon zéro. Le capital et l'intérêt sont remboursables en versement confondu semestriel . Pendant l'exercice 2005-2006, le principal remboursé était de 4,6 millions de dollars.

61. KJ : L'encours total est de 4 836 millions $, y compris 101 millions $ pour la SFIEO.

62. OÉO : Les séries émises pendant les exercices 1999 à 2005 sont remboursables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre, et pendant les 14 jours civils suivant immédiatement ces dates, à l'exception des obligations à taux fixe qui sont remboursables à échéance uniquement. Toutes les OÉO actuellement en circulation sont remboursables au décès du propriétaire véritable.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

63. DMTN156 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 septembre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 septembre 2013, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, 3,85 % la troisième et la quatrième année, 3,95 % la cinquième, 4,05 % la sixième année, 4,15 % la septième année, 4,25 % la huitième année, 4,5 % la neuvième année, 5,0 % la dixième année, 5,5 % la onzième année et 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,26 %.

64. NE : Pendant l'exercice 2005-2006, la série NE a été rouverte huit fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 489 millions de dollars.

65. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fiducie du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994 et entraînant la répartition actuelle après remboursement de la dette. Selon les conditions de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux dans l'année précédant la date d'échéance.

66. OÉO (Accélérateur) : Série émise en 2000 : L'intérêt est payable au taux de 4,25 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,75 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année, et 6,75 % la dernière année. Série émise en 2001 : L'intérêt est payable au taux de 4,25 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,75 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année, et 6,75 % la dernière année. Série émise en 2002 : L'intérêt est payable au taux de 2,50 % la première année, 3,75 % la deuxième année, 4,50 % la troisième année, 5 % la quatrième année, et 5,50 % la dernière année. Série émise en 2003: L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, 3,25 % la deuxième année, 3,5 % la troisième année, 4 % la quatrième année, et 4,25 % la dernière année. Série émise en 2004: L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, 3 % la deuxième année, 3,5 % la troisième année, 4,5% la quatrième année, et 6 % la dernière année. Série émise en 2005 : L'intérêt est payable au taux de 2,25 % la première année, 2,75 % la deuxième année, 3 % la troisième année, 3,50 % la quatrième année, et 4 % la dernière année.

67. OSB (Variable) : Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux d'intérêt a été fixé à 3,1 % le 21 décembre 2005.

68. DMTN85 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,85 % sur 1 310 millions de dollars et le solde de 300 millions de dollars à un taux canadien d'acceptation bancaire flottant d'un mois plus 0,05 %.

69. Obligations planétaires néo-zélandais : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,82457 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,57 %.

70. DMTN159 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 31 octobre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 31 octobre 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,1 % la troisième année, 4,2 % la quatrième année, 4,3 % la cinquième année, 4,4 % la sixième année, 4,5 % la septième année, 4,6 % la huitième année, 4,75 % la neuvième année, 5 % la dixième année, 5,5 % la onzième année et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,55 %.

71. JE : Pendant l'exercice 2005-2006, la province a racheté 40 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler. Les obligations ont été rachetées à un coût excédant leur valeur nominale de 22,5 millions de dollars.

72. DMTN135 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN135 a été rouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 500 millions de dollars. L'encours comprend les obligations détenues par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique s'élevant à 67 millions de dollars.

73. DMTN160 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 4 novembre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 4 novembre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux 3,7 % les deux premières années, 3,85 % la troisième année, 4,1 % la quatrième année et 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,55 %.

74. EMTN56 : Pendant l'exercice 2005-2006, la province a racheté 45 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler.

75. DMTN91 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 janvier 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 janvier 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, 3,90 % et 4,05 % la troisième année (deux versements), 4,20% et 4,45 % la quatrième année (deux versements), et 5,25 % et 6 % la dernière année (deux versements). De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,08 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

76. DMTN123 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 1er octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 1er octobre 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,1 % la troisième année, 4,3 % la quatrième année, 4,9 % la cinquième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,12%.

77. DMTN162 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 7 décembre 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 7 décembre 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,35 % la quatrième année, 4,45 % la cinquième, 4,5 % la sixième année, 4,6 % la septième année, 4,7 % la huitième année, 4,85 % la neuvième année, 5 % la dixième année, 5,25 % la onzième année et 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,31 %.

78. DMTN98 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 12 février 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au à 12 février 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,40 % et 3,60 % la troisième année (deux versements), 3,80% et 4,30 % la quatrième année (deux versements), et 5 % et 6 % la dernière année (deux versements). De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,08 %.

79. EMTN34 : Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains au taux de 3,58 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 6,35 %.

80. EMTN36 : Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable semestriellement en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains au taux de 2,6 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,57 %.

81. DMTN139 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 25 février 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 25 février 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,6 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, et 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,42%.

82. DMTN87 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN87 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 750 millions de dollars.

83. La dette totale contractée aux fins de la province, après redressements de consolidation et autres redressements, comprend la dette suivante contractée par des organismes gouvernementaux : 2 106,1 millions de dollars contractés par la Société de logement de l'Ontario, 79 millions de dollars par la Société ontarienne d'aménagement municipal, 387,2 millions de dollars par la Régie de transports en commun de la région de Toronto (Réseau GO), 1 323,4 millions de dollars par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique, 40,7 millions de dollars par le Musée royal de l'Ontario. Elle est compensée en éliminant la dette de 1 157,2 millions de dollars de la Société de logement de l'Ontario et les obligations et bons du Trésor de l'Ontario de 758,7 millions de dollars détenus par d'autres agences et organismes gouvernementaux.

84. Les bons du Trésor comprennent les titres suivants détenus par des organismes gouvernementaux : 192 millions de dollars détenus par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, 102 millions de dollars détenus par la Fondation Trillium de l'Ontario, 69 millions de dollars détenus par la Société immobilière de l'Ontario, 33 millions de dollars détenus par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et 38 millions de dollars détenus par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

85. DMTN118 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 7 septembre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 7 septembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,6 % la quatrième année, 4,85 % la cinquième année, 5 % la sixième année et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,11 %..

86. DMTN124 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,31 %.

87. DMTN101 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 19 mars 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 19 mars 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,30 % la troisième année, 3,90 % la quatrième année, 5 % la cinquième année, 5,40 % la sixième année, et 6,35 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,09 %.

88. NW (SFIEO) : Les obligations sont remboursables en totalité mais non en partie au gré de la province le 7 mars 2006, et tous les six mois par la suite jusqu'au 28 mars 2008, date d'échéance finale.

89. DMTN106 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN106 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 250 millions de dollars, dont 500 millions de dollars pour la SFIEO.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

90. MH : Selon les conditions de ces débentures, un montant d'intérêt ponctuel de 31,1 millions de dollars doit être versé à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 92 jours ou moins.
92. DMTN140 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN140 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 428 millions de dollars, dont 29 millions de dollars pour la SFIEO.
93. Obligations planétaires USD : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,34532 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,63 % sur 1 746 millions de dollars, et à un TIOL (pour dollars américains) flottant de trois mois moins 0,1 % sur 339 millions de dollars.
94. DMTN44 : Pendant l'exercice 2005-2006, la série DMTN44 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 100 millions de dollars
95. DMTN24 : Les obligations ont été prorogées au gré des porteurs le 20 novembre 2002, date d'échéance initiale, et sont prorogeables tous les ans à chaque nouvelle date d'échéance subséquente jusqu'au 20 février 2007, date d'échéance finale. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,05 % la première année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,01 % la deuxième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,03 % la troisième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,05 % la quatrième année, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,07 % pour le terme restant.
96. HJ : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, soit des obligations de la série HJ de 6,8 millions de dollars.
97. DMTN08 : L'encours comprend les obligations détenues par des organismes gouvernementaux : 0,6 million de dollars pour Aide juridique et 9 millions de dollars pour Agricorp.
98. DMTN46 : Cette série est composée d'obligations à coupon zéro, à paiement variable, ayant un rendement de 4,54 %.
99. DMTN125 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 octobre 2014, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,45 % les deux premières années, 4,55 % la troisième année, 4,65 % la quatrième année, 4,75% la cinquième année, 4,85% la sixième année, 5 % la septième année, 5,25 % la huitième année, 6 % la neuvième année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,14 %.
100. DMTN114 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province 7 juillet 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 7 juillet 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, 4,55 % la troisième année, 5 % la quatrième année, et 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,18 %.
101. DMTN103 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 mars 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 mars 2014, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,10 % la troisième année, 4,15 % la quatrième année, 4,30 % la cinquième année, 4,50 % la sixième année, 4,75 % la septième année, 5 % la huitième année, 5,25 % la neuvième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,07 %.
102. DMTN115 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 2 juillet 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 2 juillet 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,35 % les deux premières années, 4,6 % la troisième année, 5 % la quatrième année, 5,25% la cinquième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,18 %.
103. DMTN90 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,71 %.
104. DMTN97 : La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,28 %.
105. DMTN163 : Le montant total de l'émission est de 500 millions de dollars, dont 250 millions de dollars pour la SFIEO.
106. DMTN96 : La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,37 %.
107. DMTN85 : Le total de l'encours est de 2 346 millions de dollars, dont 736 millions de dollars pour la SFIEO. Pendant l'exercice 2005-2006, la province a racheté 250 millions de dollars d'obligations de cette série pour les annuler.
108. DMTN142 : L'intérêt est plafonné à 5 %.
109. DMTN93 : Le montant total de l'émission est de 3 500 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars pour la SFIEO. L'encours comprend les obligations détenues par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique s'élevant à 250 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2006

110. DMTN30 : Les obligations ont été prorogées au gré des porteurs le 5 décembre 2002, date d'échéance initiale, et sont prorogeable tous les ans à chaque nouvelle date d'échéance subséquente jusqu'au 5 décembre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,05 % la première année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,01 % la deuxième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,03 % la troisième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,05 % la quatrième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,07 % la cinquième année, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,08 % les deux dernières années.

111. NK : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, s'élevant à 11 millions de dollars (série NK).

112. Obligations EMTN AUD (SFIEO) : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,93634 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,20 %.

113. DMTN122 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,28 %.

114. EMTN65 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,37714 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,30 %.

115. DMTN110 : Les obligations sont encaissables au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou peuvent être échangées le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61 qui arrivent à échéance le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012, et 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux de 5,72 %.

116. EMTN75 (OEFC) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17556 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,72 %.

117. Obligations EMTN AUD : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,7800 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,13 %.

118. EMTN35 : Le cours en monnaie légale s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euros au taux de 6,55957 francs français conformément au règlement du conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,65 %.

119. NZ : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,58460 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,23 %.

120. DMTN121 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 20 septembre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 20 septembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15% les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,4 % la quatrième année, 4,6 % la cinquième année, 4,90 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,12 %.

121. KD : L'encours en monnaie légale s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euros au taux de 6,55957 francs français conformément au règlement du conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 6,61 %.

122. ND : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012099 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,49 % sur 121 millions de dollars; et à un taux d'intérêt nominal de 1,88 % sur le solde de la dette s'élevant à 397 millions de dollars.

123. OIIC : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours représente le montant payable à la date d'échéance.

124. DMTN99 : Le capital et l'intérêt sont remboursables sous forme de versement semestriel de 89,9 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de la dette contractée s'élève à 590,8 millions de dollars, dont 492,3 millions de dollars pour la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,32 % sur 492,3 millions de dollars pour la SFIEO et à un taux de 3,08 % sur les 98,5 millions de dollars restants. L'encours comprend des obligations détenues par des organismes gouvernementaux : 3,7 millions de dollars pour Aide juridique et 1,3 million de dollars pour Cancer Care Society, dans la série DMTN99.

125. EMTN72 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,79730 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,24 %.

126. EMTN71 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,18027 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,20 %.

127. DMTN117 : Les obligations ont été émises à un coût excédant leur valeur nominale de 47,5 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

Au 31 mars 2006

128. DMTN102 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs le 8 mars 2009 jusqu'au 8 mars 2033, date d'échéance finale. De plus, les porteurs peuvent échanger les obligations de cette série contre celle de la série DMTN61 le 18 mars 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,0 % jusqu'au 8 mars 2009, et de 5,85 % par la suite, si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux 4,25 %.

129. DMTN120 (OEFC) : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,289 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,30 %.

130. LE : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, s'élevant à 15 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,125 % sur 100 millions de dollars

131. Obligations CHF - Europe : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 625 millions de dollars d'obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,98895 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur 596 millions de dollars à un taux fixe de 4,14 %.

132. DMTN108 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 mai 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 3 mai 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, 3,75 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 5,5 % la cinquième année, et 6,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 2,71 %.

133. DMTN107 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 5 mai 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 5 mai 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,15 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 4,75 % la cinquième année, 5 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 2,66 %.

134. OHC : Les débentures émises à la Société de logement de l'Ontario (SLO) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais peuvent être remboursées en totalité ou en partie au gré de la SLO, sur préavis de six mois.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice du 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Emprunts remboursés à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(1 055 880 289)	(3 376 778 056)
à court terme (net)	-	(32 704 750)
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	1 652 280 542	3 695 994 900
à court terme (net)	464 403 500	-
Augmentation (diminution) nette des débentures et billets aux fins de la SFIEO	1 060 803 753	286 512 094
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	589 815 725	557 747 876
à court terme	34 422 689	41 683 237
du Régime de pensions du Canada	186 368 802	186 368 802
	810 607 216	785 799 915
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursements d'emprunt à partir:		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	1 055 880 289	3 376 778 056
à court terme (net)	-	32 704 750
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(1 652 280 542)	(3 695 994 900)
à court terme (net)	(464 403 500)	-
Avances nettes	(1 060 803 753)	(286 512 094)
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(589 815 725)	(557 747 876)
à court terme (net)	(34 422 689)	(41 683 237)
du Régime de pensions du Canada	(186 368 802)	(186 368 802)
	(810 607 216)	(785 799 915)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Solde au 1er avril 2005	Prêts[1]	Remboursements[2]	Solde au 31 mars 2006
	$	$	$	$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation:				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	26 775 846	6 378 100	6 352 337	26 801 609
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	103 230	17 900	6 520	114 610
Ministère de la Culture:				
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	75 837
Ministère de Développement économique et du Commerce:				
• Palladium Finance Corporation III	19 321 096	-	8 257 584	11 063 512
Moins : Provision pour créances douteuses	(19 321 096)	8 257 584	-	(11 063 512)
Total – Palladium Finance Corporation III	-	8 257 584	8 257 584	-
• Constitution en pers. morale – Bombardier	34 300 000	-	4 900 000	29 400 000
• Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob	-	89 541 178	-	89 541 178
Moins : Escompte non amorti	-	-	78 475 071	78 475 071
Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob	-	89 541 178	78 475 071	11 066 107
Ministère des Finances :				
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario *	685 489 916	-	150 242 120	535 247 796
Commission de transport Ontario Northland *	28 574 245	8 300 000	2 492 180	34 382 065
Commission de transport Ontario Northland – marge de crédit	6 723 000	8 277 000	-	15 000 000
Corporation de la ville de Windsor	23 392 729	-	880 898	22 511 831
Office de l'électricité de l'Ontario *	6 774 540	704 109 173	-	710 883 713
Centre Centennial des sciences et de la technologie *	250 000	10 000 000	1 250 000	9 000 000
Total des prêts - Office ontarien de financement	751 204 430	730 686 173	154 865 198	1 327 025 405
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Solde au 1er avril 2005	Prêts[1]	Remboursements[2]	Solde au 31 mars 2006
	$	$	$	$
Ministère des Finances (suite) :				
• Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA)*	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	943 202 693	378 619 795	164 300 000	1 157 522 488
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	131 738 400	-	183 521 950	(51 783 550)
• Aide sous forme de prêt	-	37 500 000	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti	-	-	1 788 000	1 788 000
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco	-	37 500 000	1 788 000	35 712 000
• Société indép. d'expl. du réseau d'électricité*	100 000 000	-	100 000 000	-
• Effet à recevoir de Teranet	20 000 000	-	-	20 000 000
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	319 000 000	-	11 000 000	308 000 000
Moins : Escompte non amorti	(156 223 580)	5 387 020	-	(150 836 560)
Solde du FGPR	162 776 420	5 387 020	11 000 000	157 163 440
• Fins municipales	16 000	-	6 000	10 000
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	356 943	-	107 792	249 151
Secrétariat du Conseil de gestion :				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	5 369 578	-	211 500	5 158 078
Ministère des Affaires municipales et du Logement :				
• Prêt à la Ville de Toronto	170 171 125	-	-	170 171 125
Moins : Escompte non amorti	(20 590 168)	7 965 060	-	(12 625 108)
Moins : Provision pour créances douteuses	-	-	157 546 017	(157,546,017)
Solde du prêt à la Ville de Toronto	149 580 957	7 965 060	157 546 017	-
• *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	448 600	9 600	76 530	381 670
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	415 474	-	45 078	370 396
Ministère du Développement du Nord et des Mines :				
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	35 207 935

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Solde au 1er avril 2005	Prêts [1]	Remboursements [2]	Solde au 31 mars 2006
	$	$	$	$
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :				
• Collège Sheridan	3 700 000	-	2 000 000	1 700 000
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	11 353 774	2 531 700	530 668	13 354 806
Moins : Provision pour créances douteuses	(296 000)	-	148 000	(444 000)
Solde, prêts pour l'acquisition d'outils de travail	11 057 774	2 531 700	678 668	12 910 806

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.
Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.
* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. Une provision pour créances douteuses a été imputée relativement à la valeur nominale totale du prêt. Environ un dixième de la valeur nominale du prêt peut être radié chaque année en contrepartie de la provision pour créances douteuses. De plus, d'autres radiations pourraient se produire si des événements spéciaux ont lieu à Scotiabank Place (anciennement le Corel Centre), qui procurent des avantages économiques à la province de l'Ontario.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province. On prévoit que ce billet sera remboursé en entier d'ici 2011-2012.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres du conseil d'administration de la Société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de 794 millions de dollars à la SLJO (encours au 31 mars 2006 – 535 millions) a été accordé le 30 juin 2004 pour l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3821 %, vient à échéance en juin 2009.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur la Commission de transport* Ontario Northland. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les débentures de la CTON (au 31 mars 2006, encours de 32 millions de dollars) ont été émises en cinq étapes : 3,9 millions de dollars au taux de 5,64 % venant à échéance en avril 2008; 12,7 millions de dollars au taux de 6,37 % venant à échéance en août 2014; 19 millions de dollars au taux de 5,6 % venant à échéance en décembre 2014; 3,8 millions de dollars au taux de 5,22 % venant à échéance en janvier 2020; et 6 millions de dollars au taux de 4,717 % émis le 21 mars 2006 venant à échéance le 31 mars 2010. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2006, la CTON a reçu des prêts à court terme totalisant 2,3 millions de dollars à un taux de 2,99 %. La limite de ce prêt à court terme est de 2,3 millions de dollars. Il doit être remboursé sur une période de 25 ans commençant le 1er février 2006.

En outre, les marges de crédit de fonctionnement de la CTON ont été prolongées jusqu'en mars 2008 aux termes d'un décret émis le 16 février 2006. Elles sont maintenant de 15 millions de dollars. Au 31 mars 2006, le montant total de 15 millions de dollars avait été utilisé.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Cette débenture de 20 ans, au taux de 6,41 %, vient à échéance en mars 2021.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais une société sans but lucratif. On a accordé à l'OEO des prêts à court terme totalisant 704 millions de dollars (encours de 711 millions de dollars au 31 mars 2006) à des taux variant de 2,62 % à 3,92 %.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Les membres de son conseil d'administration sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Au 31 mars 2006, des prêts nets de 9 millions de dollars avaient été accordés à l'emprunteur au taux de 4,23 % de l'OOF pour réaliser des travaux de rénovation dans le cadre de l'initiative de changement. L'emprunteur a convenu de rembourser le principal à l'OOF par versements conformément au calendrier de remboursement établi. Le dernier remboursement de principal aura lieu le 15 mars 2013.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1er avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

L'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA), anciennement l'OOFIEM, est un organisme de la Couronne créé en vertu de la *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique*. Tous les actifs et les passifs de l'OOFIEM demeurent des actifs et des passifs de l'OSIFA, y compris les engagements pris dans le cadre du programme de prêts municipaux à des conditions de faveur 2003-2004 (programme de l'OOFIEM). La province de l'Ontario a accordé à l'OSIFA un prêt subordonné d'une durée de 50 ans au montant de 1 milliard de dollars en échange d'un billet à ordre venant à échéance le 31 mars 2053.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants approuvés ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2006, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 51 783 550 $. Elle a investi ce montant auprès de la province.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1er avril 1999, la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*. Il s'agit d'une des cinq sociétés formées à partir de l'ancienne société Ontario Hydro. Elle a pour but de veiller à l'équité, à la fiabilité et à la sécurité du nouveau marché de l'électricité.

La province a terminé la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, elle a convenu de suspendre le versement de redevances par Teranet pour une période de 13,67 années en échange d'un paiement forfaitaire de 205 millions de dollars. Par conséquent, une partie du produit de la vente (205 millions de dollars) a été reportée et imputée aux revenus pendant la période de suspension des redevances de 13,67 années.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le ministère des Affaires municipales et du Logement a accordé un financement transitoire à la nouvelle Ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursable au cours des dix prochaines années. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 24 366 000 $ pour l'exercice 2005-2006 (31 751 500 $ en 2004-2005). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 14 322 084 $ pour la période de 15 mois ayant pris fin le 31 mars 2006 (perte nette de 61 882 000 $ pour la période de 12 mois).

Le prêt consenti au Collège Sheridan portait sur la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET), qui a ouvert ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt a commencé en janvier 2001.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Solde au 1er avril 2005	Transactions nettes	Solde au 31 mars 2006
	$	$	$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation :			
• Programme d'assurance du revenu de marché	79 420 110	(79 042 236)	377 875
Ministère du Procureur général :			
• Fonds d'aide aux victimes	82 158 700	(2 770 942)	79 387 758
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils*	930 024	887 700	1 817 724
• Produits de la criminalité	1 955 241	280 364	2 235 605
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	3 042 676	(114 186)	2 928 490
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 458 782	-	5 458 782
Ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises :			
• Dépôts — jeux et alcools	3 160 494	1 911 247	5 071 741
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	16 962 388	66 356	17 028 744
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	9 575 130	4 009 881	13 585 011
• Fonds en fiducie des lieux d'élimination des déchets	1 888 158	33 187	1 921 345
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 380 323	24 261	1 404 584
Ministère des Finances :			
• Prélèvements des régies locales des services publics	0	1 201 678	1 201 678
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	8 595 259	15 235 179	23 830 438
• Réserve pour chèques en circulation	18 940 893	(1 075 833)	17 865 010
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	13 187 986	2 651 498	15 839 484
Ministère de la Santé et Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	14 362 215	1 539 994	15 902 209
Secrétariat du Conseil de gestion :			
Pensions et prestations supplémentaires:			
• Caisse de retraite des juges provinciaux	415 826 678	37 648 129	453 474 807
• Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	41 380 319	(608 722)	40 771 597

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Solde au 1er avril 2005	Transactions nettes	Solde au 31 mars 2006
	$	$	$
Secrétariat du Conseil de gestion (suite) :			
• Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	68 325 721	6 065 319	74 391 040
• Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	1 623 750	158 127	1 781 877
• Fonds de rendement du projet Réseau intégré	3 210 071	50 219	3 260 290
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	0	1 331 684	1 331 684
Ministère des Richesses naturelles :			
• Dépôts des clients	0	40 360 006	40 360 006
• Fonds de reboisement	7 845 447	(1 107 984)	6 737 463
• Pêche et faune	18 877 372	(1 707 567)	17 169 805
• Parcs Ontario – *Loi sur les parcs provinciaux*	9 492 924	1 200 661	10 693 585
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	15 385 987	1 278 288	16 664 275
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	0	9 028 463	9 028 463
• Régies des routes locales	1 974 667	179 810	2 154 477
• Prestation des services – Examens de conduite	3 407 607	639 686	4 047 293
Divers ministères – Autres dépôts :	9 935 393	(572 379)	9 363 014

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent des contributions dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2006, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 4 375 421,47 $ et ceux relatifs aux alcools à 696 319,54 $, soit un montant total pour ce compte de 5 071 741,01 $.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Les prélèvements des régies locales des services publics sont combinés aux paiements effectués au titre de l'impôt foncier provincial et transférés aux régies tous les trimestres. Au 31 mars 2006, le ministère des Finances avait en sa possession la somme de 1 201 6[illegible] $ devant être transférée aux régies locales des services publics.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2006.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances et le ministère de la Santé et qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2006.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré comprend un montant déposé par EDS Canada Inc. et certaines contributions du gouvernement qui serviront au financement de la portion assumée par le gouvernement des investissements potentiels visant à réduire les frais de service et à l'accumulation d'économies réalisées avant que celles-ci ne soient partagées entre EDS Canada Inc. et le gouvernement.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2006, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

L'Assemblée législative a approuvé un redressement unique de la redevance pour le bois d'œuvre. Cela a fait en sorte que les paiements versés par les clients ont été supérieurs aux redevances rajustées devant être versées à la Couronne. Les paiements excédentaires seront appliqués aux redevances futures ou remboursés aux clients, selon le cas.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 $ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2006	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2005-06	Divers	9 222 907	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2005-06	Divers	8 617 524	
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2005-06	Divers	7 862 541	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			25 702 972	
MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES				
Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario	1999	Préférentiel - 0,6	3 100 000	(3)
TOTAL, MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES			3 100 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE				
Loi sur les sociétés de développement Total des prêts garantis à diverses sociétés	Divers	Préférentiel + 1	165 116	
Programme Jeunes entrepreneurs	2001-05	Préférentiel + 1	1 839 623	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE			2 004 739	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION				
Banque de Montréal – Cartes pour les déplacements des employés	2006	S.O.	5 000 000	
Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-76	S.O.	24 858	(4)
TOTAL, SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION			5 024 858	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons...pour de bon »	1989	Divers	166 127 703	(5)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2006	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	Variable	1 000 000	
Fibratech Manufacturing, Inc.	2005	7 %	2 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....			3 000 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES				
Algoma Central Railway	1995	S.O.	3 800 000	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES			3 800 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A.....	Variable	Préférentiel	775 942 238	
Catégorie B.....	Variable	Préférentiel+1	75 810 384	
Catégorie C.....	Variable	Préférentiel+1	867 797 776	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			1 719 550 398	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**1 928 310 670**	

AUTRES

MINISTÈRE DES FINANCES				
Refinancement du Réseau GO (RTCRT)	1994	S.O.	387 292 854	(6)
Société ontarienne d'assurance-dépôts	2004	S.O.	10 000 000	(9)
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	79 021 000	(7)
Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association.....	2005	S.O.	600 000	(10)
Ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario – Dépôts à terme	2003	S.O.	215 095 378	(8)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			692 009 232	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**692 009 232**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL.....			**2 620 319 902**	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Au 31 mars 2006

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
3. Montant de la garantie accordée aux emprunts contractés par l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario auprès de la Banque Royale du Canada à concurrence de 3 100 000 $ jusqu'au 31 décembre 2006.
4. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
5. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 $) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
6. Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour l'exercice 1993-1994 avec option d'emprunt supplémentaire et de rachat en 2006. Le Réseau GO maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.
7. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
8. Lors de la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) à Desjardins Credit Union le 31 mars 2003, la province a accordé une garantie d'au plus cinq ans, soit jusqu'au 31 mars 2008, pour les dépôts à terme de la CEO (principal et intérêt) achetés au plus tard le 31 mars 2003. Au 31 mars 2006, le solde des dépôts à terme garantis était de 215 millions de dollars.
9. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable offerte par la Banque Canadienne Impériale de Commerce à la Société d'assurance-dépôts de l'Ontario (SOAD) pour une période commençant le 1er janvier 2006 et se terminant le 31 décembre 2006. Le montant maximal garanti est de 10 millions de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La SOAD versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,005 % de la facilité de crédit plus 0,05 % des emprunts réels.
10. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 5 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2006

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
4. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
5. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
6. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou d'une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
7. Vance Hamilton Egglestone et Daniel Joanisse c. Sa Majesté la Reine et les Drs Barker et Maier concernant le manquement à l'obligation fiduciaire, faute professionnelle médicale.
8. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
9. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
10. Anne et Alexander Larcade; cette demande proposée en dommages-intérêts a été présentée au nom d'enfants ayant des besoins particuliers, tels que définis dans la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.
11. Pearson c. Inco Ltd., ministère de l'Environnement, etc. La demande fait suite à la contamination présumée de Port Colborne par des polluants déversés par une raffinerie d'Inco.
12. Timothy Natyshak c. Sa Majesté la Reine et al. Dossier du tribunal 99-CV-194603. Divers fonctionnaires municipaux sont nommés.
13. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
14. Frank Defazio et al c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et al.; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
15. Dumoulin c. la Société immobilière de l'Ontario et Sa Majesté la Reine; le plaignant demande des dommages-intérêts au nom de tous les membres du groupe proposé de personnes qui auraient pu être affectées par de la moisissure et d'autres substances nocives présentes dans le palais de justice de Newmarket.
16. Adrian, Shirley et al c. le Canada et l'Ontario concernant l'hépatite C contractée à partir du système d'approvisionnement en sang avant 1986 ou après 1990.
17. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
18. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
19. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
20. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
21. Deep, Dr Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2006

22. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
23. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
24. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
25. Virus du Nil occidental. Les plaignants allèguent que la province n'a pas fait de tests suffisants et n'a pas pris les mesures qui s'imposaient pour lutter contre la flambée de la maladie qui a eu des effets débilitants et a même entraîné la mort.
26. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
27. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
28. Aylmer Meat Packers Inc. Le plaignant allègue que le ministère des Richesses naturelles et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont injustement saisi ses installations de conditionnement de la viande au 9450 Springfield Road le 21 août 2003 et que cette pratique se poursuit encore aujourd'hui.
29. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
30. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
31. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
32. Benjamin, Candice D[re] : dommages découlant de discrimination présumée, de profilage racial et de préjudice personnel à la suite du refus d'entrée aux États-Unis en l'absence de casier judiciaire et de participation à des activités criminelles.
33. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
34. Shokri-Razghi, Sarah, allègue que, pendant qu'elle demandait un prêt d'entreprise à la Banque TD, on lui a demandé de signer des documents. Elle a rejeté le prêt et a demandé qu'on lui rende ces documents. Elle prétend qu'elle a été arrêtée et torturée puis accusée de méfait.
35. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
36. Wong, Anthony, allègue qu'il a été arrêté et accusé du meurtre de Damien Barnaby en 2001. Il a subi un procès et été acquitté le 29 juillet 2004.
37. Demandes relatives à l'hépatite avant 1986 et après 1990, - indemnisation des personnes qui ont contracté l'hépatite C par une transfusion sanguine.
38. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défendeurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
39. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
40. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défendeurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
41. Glover, Gerald Clayton : Recours collectif proposé visant à obtenir des dommages-intérêts au sujet d'une analyse de laboratoire présumément inadéquate portant sur la maladie des légionnaires effectuée au foyer pour personnes âgées Seven Oaks à Toronto (Scarborough), Ontario.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2006

42. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique du plaignant, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits du plaignant garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer le plaignant dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle le plaignant devait être évalué en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, le plaignant a été placé dans le centre de détention régional Innes Road.
43. Abou-Elmaati, Ahmad : déclaration de demande en dommages-intérêts pour négligence, diffamation, libelle, calomnie, séquestration, voies de fait, complot, complicité en vue de commettre un acte de torture, abus de la charge publique et non-respect des articles 7, 8, 9, 12 et 15 de la Charte par plusieurs organismes du gouvernement du Canada. Le plaignant allègue que la décision des défendeurs de transmettre des renseignements et des documents aux autorités syriennes et égyptiennes a mené à la détention du plaignant pendant une longue période en Syrie et en Égypte où il aurait été interrogé et torturé et aurait subi des traitements cruels, inhumains et dégradants.
44. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
45. Robyn Wynberg et les plaignants en tant que tuteurs conjoints à l'instance ont intenté une poursuite contre la province en raison du non-financement de la thérapie fondée sur l'analyse comportementale appliquée pour les enfants autistiques.
46. Hamilton Kilty Hockey Club Inc. c. l'Ontario; l'auteur de la demande est un organisme de bienfaisance autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du *Code criminel* du Canada à administrer une loterie de billets à fenêtre (billet de loterie que l'on ouvre pour savoir si on a gagné ou non un prix). L'Ontario perçoit des droits équivalant à 5 % de la valeur nominale de chaque billet de loterie avant la distribution du produit de la loterie. L'auteur de la demande estime que les droits perçus ne sont pas conformes aux dispositions du *Code criminel*.
47. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
48. Robert Fenn c. l'Ontario, demande au nom de toutes les personnes touchées par le Programme de suspension administrative des permis de conduire.
49. Hartley, Mason, demande en dommages-intérêts pour cause de négligence de la part du MSSC et de violation des droits conférés par la Charte à la suite du défaut de créer et de dispenser adéquatement le Programme intensif d'intervention précoce auprès des enfants autistes.
50. Rigillio c. l'Ontario : demande présentée en vertu de la Charte relativement aux services offerts aux personnes sourdes et aveugles. À l'étape des plaidoiries et de la certification.
51. Kam-Tim Tong et Chatterjee et al. Demande portant sur la conversion d'un bien confisqué en vertu de la loi sur les recours civils de l'Ontario, que l'on allègue être non constitutionnelle.
52. Sagharian c. l'Ontario, le ministère de l'Éducation, le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée : recours collectif pour les enfants de l'Ontario souffrant du trouble du spectre autistique.
53. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
54. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
55. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
56. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
57. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
58. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake n° 58.
59. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
60. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
61. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
62. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
63. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2006

64. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
65. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
66. Chapleau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiducial. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
67. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
68. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
69. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
70. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
71. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
72. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
73. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
74. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
75. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
76. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
77. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
78. Demande de rente présentée par la Première nation de Red Rock; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
79. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
80. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
81. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
82. Conseil Mushkegouk (Onasburgh), demande concernant les Cris du bassin versant de la baie d'Hudson et de la baie James et la concession promise de la Terre de Rupert.
83. Kakeway, George, demande concernant cinq poursuites par la bande de Partage près de Kenora relativement à un jugement déclaratoire selon lequel certaines îles font partie de la réserve de la bande et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande etc., et demande de dommages-intérêts.
84. Sinclare, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
85. Bande et nation indiennes de Samson au sujet de la violation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et de l'article 15 de la Charte.
86. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.gov.on.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.gov.on.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006

MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE, CONSEILS, COMMISSIONS

Volume 2

Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE, CONSEILS, COMMISSIONS

Volume 2

TABLE DES MATIÈRES

Page

Généralités

Guide d'interprétation des comptes publics v

ÉTATS FINANCIERS

Section 1 — Entreprises publiques

Agence de foresterie du parc Algonquin	31 mars 2006	1-1
Agence ontarienne des eaux	31 décembre 2005	1-11
Commission de transport Ontario Northland	31 mars 2006	1-23
Commission des parcs du Niagara	31 octobre 2005	1-25
Hydro One Inc.	31 décembre 2005	1-35
Ontario Power Generation Inc.	31 décembre 2005	1-65
Régie des alcools de l'Ontario	31 mars 2006	1-103
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	31 mars 2006	1-113

Section 2 — Organismes de services du gouvernement

Action Cancer Ontario	31 mars 2006	2-1
Agence des systèmes intelligents pour la santé	31 mars 2006	2-21
Agricorp	31 mars 2006	2-33
Aide juridique Ontario	31 mars 2006	2-49
Centre Centennial des sciences et de la technologie	31 mars 2006	2-67
Commission de l'énergie de l'Ontario	31 mars 2006	2-69
Commission des courses de l'Ontario	31 mars 2006	2-81
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	31 mars 2006	2-91
Fondation Trillium de l'Ontario	31 mars 2006	2-101
Gestionnaire indépendant du réseau électrique	31 décembre 2005	2-113
Musée royal de l'Ontario	30 juin 2005	2-131
Office de l'électricité de l'Ontario	31 décembre 2005	2-153
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	31 mars 2006	2-165
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TV Ontario)	31 mars 2006	2-173
Office ontarien de financement	31 mars 2006	2-195
Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique	31 mars 2006	2-207
Régie des transports en commun de la région de Toronto	31 mars 2006	2-221
Régie des transports en commun du grand Toronto	31 mars 2006	2-231
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	31 décembre 2005	2-247
Société de gestion du Fonds du Patrimoine du Nord de l'Ontario	31 mars 2006	2-259
Société de logement de l'Ontario	31 décembre 2005	2-269
Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	31 mars 2006	2-279
Société du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	31 mars 2006	2-301
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	31 mars 2006	2-317
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	31 mars 2006	2-329
Société immobilière de l'Ontario	31 mars 2006	2-345
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	31 mars 2006	2-357
Société ontarienne de travaux d'infrastructure	31 mars 2006	2-365

Section 3 — Fiducies et autres états financiers

Caisse de retraite des juges provinciaux	31 mars 2006	3-1
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	31 décembre 2005	3-7
Commission des services financiers de l'Ontario	31 mars 2006	3-31
Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	31 décembre 2005	3-43
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	31 mars 2006	3-65
Société ontarienne d'assurance-dépôts	31 décembre 2005	3-75
Tuteur et curateur public de l'Ontario	31 mars 2006	3-83
Pertes radiées des comptes	31 mars 2006	3-97
Remises de recettes	31 mars 2006	3-99

MINISTÈRE RESPONSABLE POUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES, ORGANISMES DE SERVICES DU GOUVERNEMENT ET FIDUCIES ET AUTRES ÉTATS FINANCIERS

Ministère des Affaires municipales et du Logement
- Société de logement de l'Ontario

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
- Agricorp

Ministère de la Culture
- Centre Centennial des sciences et de la technologie
- Fondation Trillium de l'Ontario
- Musée royal de l'Ontario

Ministère du Développement du Nord et des Mines
- Commission de transport Ontario Northland
- Société de gestion du Fonds du Patrimoine du Nord de l'Ontario

Ministère du Développement économique et du Commerce
- Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants

Ministère de l'Éducation
- Office de la qualité et de la responsabilité en éducation
- Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TV Ontario)

Ministère de l'Énergie
- Commission de l'énergie de l'Ontario
- Gestionnaire Indépendant du réseau électrique
- Hydro One Inc.
- Office de l'électricité de l'Ontario
- Ontario Power Generation

Ministère de l'Environnement
- Agence ontarienne des eaux

Ministère des Finances
- Caisse de retraite des juges provinciaux
- Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
- Fonds de garantie des prestations de retraite
- Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
- Office ontarien de financement
- Pertes radiées des comptes
- Remises de recettes
- Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
- Société ontarienne d'assurance-dépôts

Ministère du Procureur général
- Aide juridique Ontario
- Tuteur et curateur public de l'Ontario

Ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique
- Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique
- Régie des alcools de l'Ontario
- Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto
- Société des loteries et des jeux de l'Ontario
- Société immobilière de l'Ontario
- Société ontarienne de travaux d'infrastructure

Ministère des Richesses naturelles
- Agence de foresterie du parc Algonquin

Ministère de la Santé et des Soins de longue durée
- Action Cancer Ontario
- Agence des systèmes intelligents pour la santé

Ministère des Services Gouvernementaux
- Commission des courses de l'Ontario
- Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario

Ministère du Tourisme
- Commission des parcs du Niagara
- Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto
- Société d'exploitation de la Place Ontario
- Société du Partenariat ontarien de marketing touristique

Ministère des Transports
- Régie des transports en commun de la région de Toronto
- Régie des transports en commun du grand Toronto

Ministère du Travail
- Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2005-2006 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en trois volumes :

Volume 1 contient les états des ministères indiquant les charges, les actifs et les revenus, des détails sur la dette et des annexes supplémentaires. Les dépenses réelles y sont comparées aux crédits votés.

Volume 2 contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que certains autres états financiers.

Volume 3 contient le détail des paiements faits par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2. GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 2 DES COMPTES PUBLICS

Les états financiers des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont été retenues, ont été établis pour des périodes se terminant dans les limites de l'exercice financier de la province allant du 1er avril 2005 au 31 mars 2006. Ces états financiers sont publiés ici de manière aussi détaillée et, autant que possible, suivant la même présentation que les états financiers approuvés après vérification. On trouvera la liste de ces états financiers dans la table des matières. On trouvera de plus, dans ce volume, une liste des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions par domaine de responsabilité ministérielle.

Entreprises publiques

Agence de foresterie du parc Algonquin

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La responsabilité des états financiers et de toute autre information présentés dans ce rapport annuel est celle de la direction et du conseil d'administration de l'Agence de foresterie du parc Algonquin. Les états financiers ont été élaborés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque la situation le requiert, comprennent des montants qui sont basés sur les meilleures estimations et les meilleurs jugements de la direction.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin est vouée à probité irréprochable quant à ses activités commerciales. Pour préserver son actif, l'Agence a mis en place et maintient une série dynamique et sûre de procédures et de contrôles financiers internes qui lui permet d'équilibrer les coûts et les bénéfices. La direction a également établi des contrôles financiers et gestionnaires, des systèmes informatisés et des conventions de gestion de manière à fournir un degré raisonnable d'exactitude des états financiers selon les exigences de la Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin.

Le conseil d'administration assure que la gestion assume ses responsabilités en ce qui concerne les états financiers et le contrôles interne. Le conseil d'administration se réunit régulièrement pour surveiller les activités financières de l'Agence. Au moins une fois par an, il revoit les états financiers ainsi que le rapport du vérificateur externe et les recommande au ministre des Richesses naturelles pour son approbation.

Les états financiers ont été évalués par le vérificateur provincial. Il incombe à ce dernier de déterminer si les états financiers sont fidèlement présentés selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur indique l'envergure de son évaluation et de son opinion.

Tim Doyle
Trésorier

Carl Corbett FPA
Directeur général

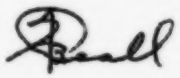
Rapport du vérificateur provincial

Aux membres du conseil d'administration de l'Agence de foresterie du parc Algonquin et au ministre des Richesses naturelles

J'ai vérifié le bilan de la situation financière de l'Agence de foresterie du parc Algonquin au 31 mars 2005 et les états de son exploitation ainsi que l'évolution de l'actif et de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification canadiennes généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et effectuée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et celle des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Agence au 31 mars 2005 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de l'actif pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.



Toronto, Ontario
le 9 juin 2006

Gary R. Peall
Sous-vérificateur général

Bilan de la situation financière
le 31 mars

	2006 ($)	2005 ($)
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse et équivalents d'encaisse	3 411 954	2 136 856
Investissements temporaries	2 631 934	2 560 143
Compte débiteurs	5 410 335	4 560 048
Stocks	193 358	592 083
Frais pays d'avance	18 780	5 411
	11 666 361	9 854 541
Biens immobilisés (Note 4)	829 192	1 097 227
	12 495 553	10 951 768
Passif		
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 528 353	816 324
Retenues de garantie des entrepreneurs	82 754	84 256
Fonds de revenue consolidé	471 128	540 039
	3 082 235	1 440 619
Contributions reportées (Note 5)	---	163 520
Contributions reportées relatives aux activités de reboisement forestier (Note 6)	---	76 282
Obligation restations futures des employés (Note 7)	429 922	399 954
	429 922	639 756
Actif net		
Investissements de biens immobilisés	829 192	1 097 227
Avec restrictions - Fonds de reboisement forestier (Note 3)	2 706 196	2 579 679
Sans restrictions - Fonds général AFPA	5 448 008	5 194 487
	8 983 396	8 871 393
	12 495 553	10 951 768

Au nom du conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

Les notes aux états financiers.

État des résultats des activités forestières
pour l'exercice terminé le 31 mars

	Fonds général AFPA ($)	Fonds de reboisement forestier ($)	**Total 2006 ($)**	Total 2005 ($)
Recettes				
Vente de produits	23 533 011	—	**23 533 011**	26 437 511
Reboisement forestier	—	1 232 228	**1 232 228**	1 188 275
Vente de bois sur pied	759 881	---	**759 881**	777 915
Autres	1 228 220	80 214	**1 308 434**	346 013
	25 521 112	1 312 442	**26 833 554**	28 749 714
Dépenses				
Coûts directs de programmes	20 573 684	1 103 261	**21 676 945**	21 117 135
Droits de coupe du bois de la Couronne	2 402 142	—	**2 402 142**	3 979 138
Entretien routier d'accès public	161 901	—	**161 901**	234 630
Planification des activités forestières	121 415	---	**121 415**	101 063
Mesurage du bois	117 544	---	**117 544**	121 586
	23 376 686	1 103 261	**24 479 947**	25 553 552
Recettes des activités forestières	2 144 426	209 181	**2 353 607**	3 196 162
Frais administratifs et autres				
Salaires et prestations	1 191 858	269 281	**1 461 139**	1 396 686
Amortissement	402 621	46 303	**448 924**	494 680
Frais de bureau	103 321	528	**103 849**	111 795
Créances irrécouvrables	55 546	—	**55 546**	---
Loyer	27 143	17 100	**44 243**	44 146
Frais de déplacement et de formation du personnel	32 942	4 627	**37 569**	37 523
Assurances	22 326	10 722	**33 048**	32 517
Relations publiques	29 301	---	**29 301**	59 079
Indemnités et frais des administrateurs	22 191	---	**22 191**	17 144
Expert-conseil, avocats et divers	5 794	—	**5 794**	18 860
	1 893 043	348 561	**2 241 604**	2 212 430
Revenue nette (perte) pour l'année	251 383	(139 380)	**112 003**	983 732

Voir les notes afférentes aux états financiers.

États des changements des fonds actifs
pour l'exercice terminé le 31 mars

				2006($)	2005($)
	Investissements de biens immobilisés($)	Avec restrictions - Fonds de reboisement forestier($)	Sans restrictions - Fonds général AFPA($)	**Total**	Total
Solde au début de l'exercice	1 097 227	2 579 679	5 194 487	**8 871 393**	7 887 661
Revenue nette (perte) pour l'année	---	(139 380)	251 383	**112 003**	983 732
Virements interfonds (Note 9)	—	219 594	(219 594)	—	—
Dépréciation et amortissement	(448 924)	46 303	402 621	---	---
Investissements de biens immobilisés	180 889	---	(180 889)	---	---
Solde à la fin de l'exercice	829 192	2 706 196	5 448 008	**8 983 396**	8 871 393

Voir les notes afférentes aux états financiers.

État de trésorerie
pour l'exercice terminé le 31 mars

	2006 ($)	2005 ($)
Encaisse et équivalents d'encaisse provenant de (s'appliquant à)		
Encaissement		
Revenue nette (perte) pour l'année:		
Fonds général AFPA	**251 383**	929 714
Fonds de reboisement forestier	**(139 380)**	54 018
Plus (moins): postes hors caisse		
Dépréciation et amortissement	**448 924**	494 680
Profits sur les ventes de biens immobilisés	**(38 090)**	(8 770)
	522 837	1 469 642
Changements des fonds de roulement des postes hors caisse	**1 176 685**	(400 874)
	1 699 522	1 068 768
Financement		
Contributions reportées	**(239 802)**	117 684
Engagement avantages sociaux futurs des employs	**29 968**	34 276
	(209 834)	151 960
Investissements		
Acquisition des investissements temporaries	**(71 791)**	(707 824)
Acquisition de biens immobilisés	**(189 351)**	(206 677)
Products de la vente de biens immobilisés	**46 552**	8 770
	(214 590)	(905 731)
Augmentation de l'encaisse et équivalents d'encaisse	**1 275 098**	314 997
Encaisse et équivalents d'encaisse au début de l'exercice	**2 136 856**	1 821 859
Encaisse et équivalents d'encaisse à la fin de l'exercice	**3 411 954**	2 136 856

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

1. But de l'organisme

L'Agence de foresterie du parc Algonquin (AFPA) est responsable de la egestion forestière du parc Algonquin. Le gouvernement de l'Ontario a créé cette agence de la Couronne le 4 janvier 1975 selon la Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin de 1974. Conformément à la Loi sur les impôts, l'AFPA est exonérée d'impôts.

2. Principales conventions

Méthode de comptabilité

Les états financiers de l'AFPA sont préparés selon les principes comptables établis par les Comptables agréés du Canada et généralement reconnus.

Comptabilité par fonds

Le fonds général AFPA rend compte des activités administratives et généatrices de bénéfice de l'Agence de foresterie du parc Algonquin. Le fonds de reboisement forestier, lui, rend compte des activités de gestion forestière y compris celles des travaux sylvicoles.

Relevé des recettes

Les contributions pour le financement de reboisement forestier sont calculées comme des contributions reportées. Les contributions avec restrictions sont imputées comme recettes au cours de l'exercice durant lequel les dépenses connexes sont encourues.

Les recettes provenant de la vente du bois sur pied et des products forestiers ainsi que les redevances de reboisement forestier sont identifées lors de la livraison du bois.

Investissements temporaires

Les investissements temporaires comprennent les bons du Trésor à court terme, c'est-à-dire à échéance de trois mois jusqu'à un an. Ils ont été répertoriés d'après leur valeur d'achat ou leur valeur marchande selon celle qui est la moindre. La juste valeur des investissements temporaires de l'Agence est estimée afin de déterminer leur valeur comptable approximative en raison de leur échéance à court terme.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du premier sorti, soit au coût, soit à la valeur réalisable nette, si celle-ci est inférieure.

Biens immobilisés

Les biens immobilisés sont indiqués au prix coûtant. La dépréciation est calculée selon la méthode d'amortissement linéaire, et représente généralement un taux de 10 p. 100 par an pour le mobilier, les appareils, l'équipement technique, les édifices et pour l'amélioration locative; 20 p. 100 par an pour léquipement informatique et 25 p. 100 par an pour les véhicules. Le coût de construction est amorti sur le nombre prévu de saisons d'activités forestières pendant lesquelles les ponts et des chemin d'accès seront utilisés, jusqu'à concurrence d'une période d'amortissement de 10 ans. La dépréciation et l'amortissement des biens immobilisés se rapportant aux activités de reboisement forestier sont calculés aux mêmes taux que ceux mentionnés ci-dessus.

Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2006

Encaisse et équivalents d'encaisse

La catégorie encaisse et équivalents d'encaisse inclut liquidités, soldes bancaires et dépôts à court terme avec dates d'échéances originales de trois mois ou moins.

Utilization des estimations

Pour établir les états financiers de l'Agence, la direction est oblige de donner des estimations et de faire des suppositions qui in fluent sur les montants de l'actif et du passif à la date de l'établissement des états financiers ainsi que sur les montants des recettes et des dépenses établis pendant l'exercice. Il se peut que les chiffres réels puissent être différents de ces estimations.

3. Fonds de reboisement forestier

A compter du 1 avril 2002, l'AFA a renouvelé, pour une période de 20 ans, son accord avec le ministère des Richesses naturelles portent sur les activités de gestion forestière et sur les travaux silvicoles. Le financement de ces activités, s'opérant sur une base de récupération des coûts et tenant compte de la Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne, est assuré par les droits de coupe ainsi qued par les subventions provenant du Fonds de reserve forestier.

L'accord requiert également que l'Agence garde la somme minimale de 1 500 000$ dans le Fonds de reboisement.

4. Biens immobilisés

	Coût($)	Dépréciation cumulée($)	**2006($) Valeur comptable nette**	2005($) Valeur comptable nette
Les ponts et les chemins d'accès	5 346 799	4 856 605	**490 194**	709 140
Édifices	287 284	201 730	**85 554**	126 658
Reboisement forestier	450 839	383 312	**67 527**	104 922
Véhicules	332 688	186 503	**146 185**	95 540
Equipement informatique	181 502	168 865	**12 637**	31 217
Mobilier et appareils	83 358	68 018	**15 340**	20 009
Equipment technique	192 282	185 452	**6 830**	8 622
Ameliorations locatives	44 804	39 879	**4 925**	1 119
	6 919 556	6 090 364	**829 192**	1 097 227

Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2006

5. Contributions reportées

Les contributions reportées représentent le financement externe avec restrictions non dépensé qui a été reçu du ministère des Richesses naturelles au cours de l'exercice pour les dépenses futures de l'entretien routier d'accès public. Les changements du bilan des contributions reportées sont comme suit:

	2006($)	2005($)
Solde au début de l'exercice	**163 520**	68 769
Plus: financement reçu	---	331 000
Moins: montant dépensée sur l'entretien routier et les coûts dépréciation reliés par année	**(163 520)**	(236 249)
Solde à la fin de l'exercice	---	163 520

6. Contributions reportées relatives aux activités de reboisement forestier

Les contributions reportées de reboisement forestier représentent le financement externe avec restrictions imposées par le ministère des Richesses naturelles et qui n'a pas été dépensé. Il comprend les droits de reboisement forestier qui ont été imputés aux clients reçus au cours de l'exercice et qui sont destinés aux dépenses futures. Les changements du bilan des contributions reportées comme suit:

	2006($)	2005($)
Solde au début de l'exercice	**76 282**	53 349
Plus: financement reçu	**1 155 946**	1 211 208
Moins: montant dépensée sur l'activité de reboisement forestier par année	**(1 232 228)**	(1 188 275)
Solde à la fin de l'exercice	---	76 282

7. Prestations futures des employés

L'Agence contribue à un régime de retraite pour ses employés permanents en participant à la Caisse de retraite des fonctionnaires de la province de l'Ontario (CRF), régime à prestations déterminées interentreprises qui leur assure des prestations de retraite. Ce régime est reporté en tant que régime à cotisations déterminées car l'absence de données suffisantes ne permet pas de les présenter selon les principes comptables du régime à prestations determinées. Au cours de l'exercice, la contribution de l'Agence s'est élevée à 104 964$

(2005 - 93 203$). Cette contribution est calculée dans le poste se rapportant aux salaires ainsi qu'aux prestations de l'État des résultats des activités forestières.

Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2006

L'Agence assure également une idemnité de licenciement aux employés qui auront rempli les conditions requises. Tous les employés permanents ont droit à une indemnity de cessation d'emploi égale à une semaine de salaire par an d'emploi continu à l'Agence jusqu'à un maximum de la moitié du salaire annuel de l'employé. A la fin de l'exercice, l'obligation totale des indemnités de cessation d'emploi assignees est de 429 922$ (2005 - 399 954$).

Le coût des autres prestations non liées à la retraite ou à la post-retraite est assumé par Le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario. Par conséquent, ce coût n'est pas cumulé et ne figure pas dans l'État des résultats des activités forestières.

8. Rémunération des administrateurs

La rémunération totale des membres du conseil d'administration de l'Agence s'est élevée à 8 096 $ pendant l'exercice financier (2005 -4 950$).

9. Virements interfonds

Une résolution adoptée par le conseil d'administration stipule que toute perte encourue par le Fonds de reboisement résultant des coûts des activités de reboisement qui auront excédé le revenu de l'année en cours (en dépit d'autres revenus) sera couverte par le Fonds général.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers de l'AFA consistent en l'encaisse, les comptes débiteurs, les investissements temporaires, les comptes fournisseurs et le passif accumulé. Sauf indication contraire, l'administration convient que l'AFA n'est pas sujette à des risques importants émanant des intérêts, du cours ou du crédit. Sauf indication contraire, la juste valeur desdits instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable.

Agence Ontarienne des Eaux

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers et de tous les autres renseignements figurant dans le présent rapport annuel incombe à la direction et au conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et y figurent, le cas échéant, des sommes qui reposent sur les meilleurs jugements et estimations de la direction.

L'Agence ontarienne des eaux respecte les normes d'intégrité les plus rigoureuses dans ses activités. Pour protéger son actif, l'Agence emploie des méthodes sûres de contrôle financier interne et des procédés qui permettent d'équilibrer les coûts et les avantages. La direction a établi et maintient un système de contrôle financier et de gestion, un système d'information et des pratiques de gestion qui donnent une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière, en conformité avec ses règlements administratifs. On effectue des vérifications internes pour évaluer les systèmes et les pratiques de gestion, et les rapports qui en sont issus sont remis au comité de la haute direction.

Le conseil d'administration doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'information financière et des contrôles internes. Il se réunit tous les trois mois pour surveiller les activités financières de l'Agence et au moins une fois par année pour examiner les états financiers et le rapport du vérificateur externe, et les recommander à l'approbation du ministre de l'Environnement.

Les états financiers ont été examinés par le vérificateur général. Ce dernier doit exprimer son opinion sur les états financiers et indiquer s'ils ont été préparés convenablement, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur indique l'étendue de sa vérification et de son opinion.

Dante Pontone
Président-directeur général

Brenda Baker
Vice-présidente des finances et des services internes

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À l'Agence ontarienne des eaux,
à la ministre de l'Environnement
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de l'Agence ontarienne des eaux au 31 décembre 2005 et les états des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto, Ontario
Le 23 mars 2006

Jim McCarter, C.A.
Vérificateur général

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-326-3812

B.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
écopieur 416-326-3812

www.auditor.on.ca

Agence Ontarienne des Eaux

Bilan - Actif

Au 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)	2005	2004
Actif à court terme :		
Espèces et quasi-espèces	**33 060**	13 966
Débiteurs nets		
Municipalités et autres clients	**20 433**	30 848
Ministère de l'Environnement	**162**	65
Taxe sur les produits et services à recevoir	**1 150**	1 339
Charges payées d'avance	**3 125**	2 640
Tranche des investissements à recevoir échéant à court terme :		
Installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout (note 3)	**2 745**	2 684
Installations en cours de construction (note 4)	**3 297**	8 225
	63 972	59 767
Actif à long terme :		
Investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout (notes 3 et 13c)	**11 172**	33 383
Investissements à recevoir pour des installations en cours de construction (note 4)	**0**	297
Prêt en cours - Prêt complémentaire (note 5)	**255**	305
Prêt en cours - OSIFA (note 6)	**120 000**	120 000
Immobilisations nettes (note 7)	**5 066**	6 007
	136 493	159 992
Total de l'actif	**200 465**	219 759

Voir les notes afférentes aux états financiers

Agence Ontarienne des Eaux

Bilan - Passif et capitaux propres

Au 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)	2005	2004
Passif à court terme :		
Créditeurs et charges à payer	**20 349**	20 334
Tranche des avantages sociaux futurs exigibles à court terme (note 10)	**1 000**	1 000
Provision pour coûts de restructuration	**261**	0
	21 610	21 334
Passif à long terme :		
Contributions municipales à payer (note 9)	**1 108**	1 442
Avantages sociaux futurs (note 10)	**6 537**	6 597
	7 645	8 039
Capitaux propres de l'Ontario :		
Surplus d'apport (note 12)	**96 127**	96 855
Bénéfices non répartis	**75 083**	93 531
	171 210	190 386
Total du passif et des capitaux propres	**200 465**	219 759

Voir les notes afférentes aux états financiers

Au nom du conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

Agence Ontarienne des Eaux

État des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis

Au 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)	2005	2004
Revenus d'exploitation des services publics :		
Exploitation des services publics	**104 241**	103 274
Droits	**1 791**	1 772
Total des revenus d'exploitation	**106 032**	105 046
Charges de fonctionnement :		
Salaires et avantages sociaux (notes 10 et 11)	**48 361**	47 186
Autres charges de fonctionnement	**62 143**	60 806
Amortissement des immobilisations	**1 739**	1 783
Systèmes d'exploitation électroniques (note 1c)	**656**	845
Total des charges de fonctionnement	**112 529**	110 620
Perte nette - Exploitation des services publics	**(6 867)**	(5 574)
Revenus de financement :		
Intérêt sur les investissements et les prêts en cours	**7 141**	6 598
Intérêt à recevoir, installations en cours de construction	**23**	45
Total des revenus de financement	**7 164**	6 643
Charges de financement :		
Provision pour prêt consenti à New Tecumseth (note 13c)	**18 579**	0
Intérêt	**26**	19
Frais d'administration des prêts	**32**	32
Amortissement des immobilisations	**60**	60
Total des charges de financement	**18 697**	111
Revenu net (Perte nette) - Financement	**(11 533)**	6 532
Revenu net (Perte nette) pour l'exercice précédant l'initiative de transfert des biens et la remise de la TPS	**(18 400)**	958
Initiative de transfert des biens (note 14)	**(48)**	(62)
Remise de la TPS (note 13b)	**0**	962
Revenu net (Perte nette) pour l'exercice	**(18 448)**	1 858
Solde d'ouverture, bénéfices non répartis	**93 531**	91 673
Solde de clôture, bénéfices non répartis	**75 083**	93 531

Voir les notes afférentes aux états financiers

Agence Ontarienne des Eaux

État des flux de trésorerie

Au 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)	2005	2004
Rentrées nettes provenant des (affectées aux)		
Activités d'exploitation :		
Revenu net (Perte nette)	**(18 448)**	1 858
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
- Amortissement des immobilisations	**1 799**	1 843
- Provision pour prêt consenti à New Tecumseth	**18 579**	0
	1 930	3 701
Évolution du fonds de roulement autre que les disponibilités		
- Débiteurs	**10 507**	(5 168)
- Charges payées d'avance	**(485)**	(1 785)
- Créditeurs et charges à payer	**15**	2 642
- Provision pour coûts de restructuration	**261**	0
	10 298	(4 311)
Rentrées nettes provenant des activités d'exploitation	12 228	(610)
Activités de financement :		
Diminution des investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout	**3 571**	5 313
Diminution des investissements à recevoir pour les installations en cours de construction	**5 225**	1 459
Diminution des prêts en cours - Prêt complémentaire	**50**	47
(Diminution) Augmentation des contributions municipales à payer	**(334)**	17
(Diminution) des avantages sociaux futurs à payer	**(60)**	(157)
Diminution des avances sur l'aide provinciale à recevoir	**0**	451
Variation du surplus d'apport	**(728)**	(1 096)
Rentrées nettes provenant des activités de financement	7 724	6,034
Immobilisations acquises	**(858)**	(877)
Augmentation des espèces	**19 094**	4 547
Solde d'ouverture, espèces et quasi-espèces	**13 966**	9 419
Solde de clôture, espèces et quasi-espèces	**33 060**	13 966

Voir les notes afférentes aux états financiers

Agence Ontarienne des Eaux

Notes afférentes aux états financiers

Généralités

L'Agence ontarienne des eaux (« l'Agence ») a été créée le 15 novembre 1993 en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* (la « Loi »).

Conformément à la Loi, la mission de l'Agence consiste notamment à :

- aider les municipalités à fournir des stations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout ainsi que des services d'eau et d'égout contre recouvrement des coûts en finançant, en planifiant, en aménageant, en construisant et en exploitant les stations et services en question;
- financer, construire et exploiter des stations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout ainsi que des services d'eau et d'égout pour la province de l'Ontario contre recouvrement des coûts;
- fournir ces stations et ces services de façon à protéger la santé humaine et l'environnement, à encourager la conservation des ressources en eau et à appuyer la politique provinciale en matière d'utilisation des terres et d'établissement sur celles-ci.

L'Agence est exonérée des impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers de l'Agence ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada qui sont prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les conventions comptables particulières à l'Agence sont décrites ci-après.

a) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et les quasi-espèces sont des placements liquides dont l'échéance à l'achat était de trois mois et moins.

b) Immobilisations

Les principales dépenses relatives aux immobilisations dont la durée de vie utile dépasse celle de l'exercice en cours sont comptabilisées en fonction du coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif et une provision d'une demi-année est comptabilisée pour l'année d'achat si l'immobilisation est mise à disposition. Les immobilisations sont amorties à des taux annuels comme suit :

Matériel roulant	25 %
Mobilier et agencements	20 %
Matériel informatique	33 %
Logiciels	50 %
Matériel et outillage	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

c) Systèmes d'exploitation électroniques

Conformément à l'autorisation du conseil d'administration, l'Agence continue de traiter les dépenses consacrées aux systèmes d'exploitation électroniques (OCWAware) comme des charges de fonctionnement de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, car elle ne prévoit pas recouvrer les coûts grâce aux activités futures d'exploitation des services publics.

d) Investissements à recevoir pour des installations en cours de construction

Les frais d'intérêt sur les emprunts et autres dépenses différentielles liées aux installations sont capitalisés pendant la période de construction. Le taux d'intérêt est établi au début de l'exercice en utilisant le taux d'intérêt moyen d'un an de l'exercice précédent, versé par l'Office ontarien de financement.

Agence Ontarienne des Eaux

Notes afférentes aux états financiers (suite)

e) Exploitation des services publics

Une partie des contrats d'exploitation des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout qui ont été conclus avec les clients prévoient le recouvrement des frais d'exploitation engagés, auxquels s'ajoutent des frais de gestion. Les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que ces frais sont engagés, même si les contrats prévoient le recouvrement d'une partie de ces coûts dans les années à venir. Ainsi, les dépenses engagées qui dépassent les montants facturés jusqu'à maintenant et qui seront recouvrées au cours des années à venir figurent au poste « Investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout ».

f) Utilisation des estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les éléments d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés pour les revenus et les dépenses de l'exercice. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

2. Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des espèces et des quasi-espèces, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison des échéances à court terme de ces instruments. Compte tenu des options de paiement par anticipation, la valeur comptable du solde de l'actif financier et du passif à long terme se rapproche de leur juste valeur.

3. Investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout

a) Ces investissements représentent la portion principale des sommes à recevoir des clients pour les dépenses en immobilisations engagées par l'Agence en leur nom, ainsi que les coûts de fonctionnement à recouvrer, s'il y a lieu, qui n'ont pas été facturés. Ils représentent également les intérêts capitalisés relatifs à certaines installations, qui seront recouvrés auprès des clients dans les années à venir.

b) Les investissements à recevoir sont assortis d'échéances qui portent un taux d'intérêt variant de 2,0 % à 13,69 %. Le calendrier de remboursement de la portion principale des investissements est le suivant :

(en milliers de dollars)	
2006	2 745
2007	2 713
2008	1 376
2009	1 258
2010	888
Par la suite	4 935
	13 917
Moins : Versements échéant dans l'année	2 745
	11 172 $

Agence Ontarienne des Eaux

Notes afférentes aux états financiers (suite)

4. Investissements à recevoir pour des installations en cours de construction

Les « Investissements à recevoir pour des installations en cours de construction » représentent de nouvelles installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout ou des améliorations d'immobilisations importantes qui ont été apportées à des installations existantes par l'Agence pour le compte de ses clients. Une fois l'an, la valeur nette qui peut être recouvrée des clients est transférée au compte des « Investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout ». Certains clients paient le solde du montant à recouvrer, cumulé au titre des installations en cours de construction, dans un délai d'un an.

5. Prêts en cours - Prêt complémentaire

L'Agence a accordé un prêt à une municipalité qui obtient de l'aide financière dans le cadre du Programme d'aide aux municipalités pour ses installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout. Ce prêt est remboursable sur une période pouvant atteindre 25 ans, à un taux d'intérêt de 8,85 %, qui a été établi par la province lorsque le prêt a été consenti.

6. Prêt en cours - OSIFA

Le 15 avril 2003, l'Agence a accordé un prêt de 120 millions de dollars à l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA). Un organisme du gouvernement provincial, l'OSIFA a fourni un billet qui arrive à échéance le 1er mars 2023. L'intérêt est versé tous les trimestres à un taux qui est de quatre points de base inférieur à la moyenne mensuelle du taux offert en dollars canadiens. La valeur marchande du billet se rapproche du coût.

7. Immobilisations

(en milliers de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette au 31 déc. 2005	Valeur nette au 31 déc. 2004
Mobilier et agencements	1 841	1 357	484	532
Matériel roulant	164	115	49	67
Matériel informatique	6 993	5 635	1 358	1 393
Logiciels	3 574	3 112	462	139
Améliorations locatives	6 646	4 115	2 531	3 388
Matériel et outillage	532	350	182	188
	19 750 $	14 684 $	5 066 $	6 107 $

8. Baux

Les paiements annuels de location effectués aux termes de contrats de location-exploitation relativement à l'ensemble du matériel de bureau, des locaux et des véhicules se répartissent comme suit :

(en milliers de dollars)	
2006	2 237 $
2007	2 017
2008	1 628
2009	716
2010	191
Par la suite	2
	6 791 $

Notes afférentes aux états financiers (suite)

9. Contributions municipales à payer

(en milliers de dollars)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Contributions municipales retenues pour réparations futures	1 308 $	1 442 $

Au 31 décembre 2005, l'Agence détenait des fonds de 1,1 million de dollars (1,4 million de dollars en 2004) qui serviront aux réparations futures. Ces fonds sont compris dans les espèces et les quasi-espèces.

10. Autres avantages sociaux futurs

L'Agence doit verser les prestations de fin d'emploi prévues par la loi et les indemnités pour accidents du travail.

Le montant de ces avantages sociaux futurs a été évalué à 7,5 millions de dollars (7,6 millions de dollars en 2004), dont un montant de 1,9 million de dollars représente un élément de passif à court terme. En 2005, le montant comptabilisé était de 0,8 million de dollars (0,8 million de dollars en 2004). Il est inclus dans le poste des salaires et avantages sociaux de l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis.

Les avantages sociaux futurs comprennent une obligation prévue de 1,1 million de dollars au titre des indemnités pour accidents du travail (1,1 million de dollars en 2004). Ce montant a été établi à partir des calculs actuariels les plus récents fournis par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) en date du 31 décembre 2004.

Il est de l'opinion de la direction que le solde du 31 décembre 2005 ne sera pas sensiblement différent. Tout redressement du solde cumulatif de l'obligation liée à la CSPAAT sera comptabilisé au cours de l'exercice où la CSPAAT en fournira le montant exact.

Les coûts des autres avantages sociaux accordés aux employés à la retraite sont pris en charge par le ministère des Services gouvernementaux et ne sont donc pas inclus dans les états financiers.

11. Régime de retraite

L'Agence offre des prestations de retraite à tous ses employés à temps plein par l'entremise de la Caisse de retraite des fonctionnaires et de la Caisse de retraite du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, qui sont des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées mis sur pied par la province de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations déterminées, car l'Agence ne dispose pas des renseignements nécessaires pour appliquer à ces régimes de retraite des méthodes comptables propres aux régimes à prestations déterminées. Les cotisations de l'Agence pour l'exercice se chiffrent à 2,4 millions de dollars (2,1 millions de dollars en 2004) et sont comprises dans les salaires et avantages sociaux figurant dans l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis.

Agence Ontarienne des Eaux

Notes afférentes aux états financiers (suite)

12. Surplus d'apport

Le solde d'ouverture du surplus d'apport provient de la province de l'Ontario et représente la valeur comptable de l'actif net en sus des obligations.

Le redressement du solde d'ouverture se rapporte aux coûts de réparation et d'entretien, aux frais juridiques et à la radiation des avances sur l'aide provinciale convenus avant la création de l'Agence. Les fonds engagés pour les réparations et l'entretien sont consacrés à divers projets; le plus important d'entre eux comporte un plafond de dépenses de 7,5 millions de dollars pour la réparation des biens d'équipement, tel qu'il a été autorisé par le conseil d'administration de l'Agence. De ce montant, une somme cumulative de 6,0 millions de dollars a été dépensée. Un montant cumulatif de 5,4 millions a été consacré à d'autres projets.

(en milliers de dollars)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Solde d'ouverture, 1er janvier	96 855 $	97 951 $
Redressement du solde d'ouverture	(728)	(1 096) $
	96 127 $	96 855 $

13. Éventualités

a) Litiges

L'Agence est partie défenderesse dans plusieurs poursuites en justice. La plupart de ces instances sont couvertes par une assurance, après déduction d'une franchise variant de 5 000 $ à 100 000 $ selon les circonstances qui ont donné lieu à l'instance et la nature de l'instance. L'issue de ces poursuites n'est pas encore connue. Les pertes éventuelles seront comptabilisées au cours de l'exercice où un règlement aura lieu. Les assureurs de l'Agence ont refusé de lui accorder une couverture relativement à diverses poursuites en justice de plusieurs millions de dollars dans lesquelles l'Agence a été nommée partie défenderesse par le même demandeur. Ces poursuites sont en suspens. On croit que le risque auquel l'Agence est exposée est nettement inférieur aux montants demandés bien qu'on ne puisse déterminer le montant exact de ce risque pour l'instant. Si ces poursuites vont de l'avant, il faudra réévaluer périodiquement le risque auquel l'Agence est exposée.

b) Taxe sur les produits et services (TPS)

À la suite d'une vérification de la TPS effectuée par l'Agence du revenu du Canada (ARC), l'AOE a été avisée par l'ARC qu'elle est admissible à un remboursement d'une partie de la TPS sur certains achats, car elle n'a pas demandé le montant intégral du remboursement auquel elle a droit. La demande a été acceptée en janvier 2004 et le remboursement a été comptabilisé au premier trimestre de 2004.

c) Investissements à recevoir pour des installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout

En août 1999, l'Agence a conclu une entente de prêt pour financer la construction d'une conduite d'eau. Ces travaux ont pris fin en mai 2000. Le solde non remboursé du prêt, y compris l'intérêt accumulé, était de 18,6 millions de dollars au 31 décembre 2005. L'entente prévoyait que le prêt serait remboursé par le produit des ventes d'eau plutôt qu'en fonction d'un calendrier préétabli. Jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune vente d'eau et, par conséquent, aucun paiement de capital ou d'intérêt n'a été effectué. La conduite d'eau et le remboursement du prêt font l'objet de discussions au sein des divers paliers de gouvernement. Compte tenu de l'incertitude qui entoure les ventes futures d'eau, l'Agence n'a plus d'assurance raisonnable que le prêt sera remboursé et a passé en charges le montant total de 18,6 millions de dollars.

Agence Ontarienne des Eaux

Notes afférentes aux états financiers (suite)

14. Initiative de transfert des biens

En 1997, la province a adopté des mesures législatives exigeant que l'Agence transfère la propriété d'installations de purification de l'eau et d'épuration des eaux d'égout aux municipalités. L'initiative de transfert des biens comprend tous les coûts immobiliers liés au transfert des titres de propriété. Tous les transferts ont été effectués et une somme de 4,7 millions de dollars a été dépensée.

15. Opérations entre apparentés

Compte tenu du rapport que l'Agence entretient avec la province, les opérations suivantes sont effectuées entre apparentés et sont mentionnées dans les notes afférentes aux états financiers :

a) L'Agence a reçu 1,8 million de dollars du ministère de l'Environnement en 2005 pour les services d'eau et d'égout et d'autres services qu'elle a fournis. Ces services ont été fournis selon les mêmes tarifs que ceux exigés pour les services dispensés aux municipalités.

b) L'Agence a accordé un prêt de 120 millions de dollars à l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA), tel que décrit à la note 6.

c) Le ministère des Services gouvernementaux traite la paie et administre les avantages sociaux de l'Agence et assume les coûts d'administration qui en découlent.

16. Salaires

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige la divulgation du nom des employés du secteur public de l'Ontario dont la rémunération annuelle dépasse 100 000 $. La rémunération comprend le salaire de base, la rémunération des heures supplémentaires, les congés payés et les heures compensatoires, la rémunération au rendement et les sommes forfaitaires de rémunération au mérite. Voici la liste du personnel de l'Agence (nom, poste, rémunération versée et avantages sociaux imposables) dont la rémunération dépassait 100 000 $ en 2005.

Nom	Poste	Rémunération versée	Avantages
Atkinson, Daniel	vice-président de l'exploitation	115 049,78	188,43
Baker, Brenda	vice-présidente des finances et de l'administration	111 357,86	182,31
Carter, John	chef de l'élaboration des projets et des services techniques	112 897,12	183,00
Chisson, Linda	vice-présidente du développement des affaires	109 311,06	165,44
Chin, Edward	chef de l'administration et de l'approvisionnement	103 017,82	168,72
Clappison, Stephen	opérateur de centrale thermique 4	102 517,49	139,11
Czarnecki, Eric	ingénieur principal de projet	100 625,93	164,16
Dormer, Robert H.	chef de projet	100 625,93	164,16
Fabier, Marc	chef régional, Centre-Ouest	100 025,13	161,31
Fernandez, Mervyn	opérateur de centrale thermique 4	134 794,28	139,11
Jenkins, Robert G.	ingénieur principal de projet	100 625,93	164,16
Kind, Robin	avocate générale	161 187,50	278,21
Pansoy, Fernando	ingénieur, quarts	121 008,15	138,30
Pontone, Dante	président-directeur général	137 235,41	216,49
Quarisa, Frank	vice-président de l'élaboration des projets et des services techniques	110 829,00	181,57
Rimas, Wilhelm	avocat général adjoint	116 607,62	195,15
Sasaki, Lauren	conseillère juridique	114 922,68	216,39
Seguire, John C.	chef adjoint des opérations	120 968,78	100,32
Valickis, Andi	chef de projet	100 625,93	164,16
West, Philip A.	opérateur de centrale thermique 3	104 105,64	127,29
Williams, Gordon J.	chef régional, Nord	134 929,00	161,31

COMMISSION DE TRANSPORT ONTARIO NORTHLAND

Les états financiers de la Commission de transport Ontario n'étaient pas prêts au moment de l'impression des Comptes publics.

Commission des parcs du Niagara

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de la Commission des parcs du Niagara est responsable de la préparation des états financiers ci-joints.

Elle a dressé ces états financiers conformément aux conventions comptables généralement acceptées au Canada. Ces états financiers ne sont pas précis étant donné qu'ils comportent certains montants fondés sur des estimations et des jugements faits par la direction. Celle-ci a établi ces montants de façon raisonnable pour s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement à tous égards importants.

La Commission utilise un système de contrôle comptable et administratif interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, et que l'actif de la Commission est comptabilisé de manière appropriée et fait l'objet d'une protection suffisante.

La Commission est responsable pour s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et est les ultimes responsables de l'examen et de l'approbation des états financiers.

La Commission se réunit périodiquement avec la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne du processus d'information financière, de questions de vérification et d'information financière, et pour s'assurer que chaque partie s'acquitte comme il se doit de ses responsabilités.

Les états financiers ont été vérifiés par Crawford, Smith et Swallow, comptables agréés, s.r.l., vérificateurs externes, selon les normes de vérification généralement acceptées au Canada, au nom de la Commission, du Ministre du Tourisme et Récréatif et du vérificateur général. Crawford, Smith et Swallow, comptables agréés, s.r.l. ont eu un accès entier et sans entraves aux registres de la Commission.

John A. M. Kernahan
Directeur général
Le 16 décembre 2005

Neil McDougall, CMA
Administrateur principal, Services Corporatifs
Le 16 décembre 2005, Niagara Falls, Ontario

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À la Commission des parcs du Niagara, au Ministre du Tourisme et au vérificateur général

Conformément à la Loi sur les parcs du Niagara, laquelle indique que la Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne, fait l'objet d'une vérification par le vérificateur provincial ou par un vérificateur général par le lieutenant-gouverneur en conseil, nous avons vérifié le bilan de la Commission des parcs du Niagara au 31 octobre 2005 et les états d'exploitation, de l'avoir et des mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues Canadien. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 octobre 2005 les résultats de son fonctionnement et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Crawford, Smith et Swallow
Chartered Accountants LLP
Le 16 décembre 2005, Niagara Falls, Ontario

Bilan – au 31 octobre 2005

ÉTAT 1

	(dans des milliers de dollars)	
Actif	2005	2004
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	7 722	806
Comptes débiteurs	1 946	2 156
Stocks		
Articles vendables	3 531	4 202
Fournitures d'entretien et autres	1 115	1 085
Frais payés d'avance	529	684
	14 843	8 933
Immobilisations – note 2	131 828	128 988
	146 671	**137 921**
Passif et avoir		
Passif et avoir		
Découvert en banque – note 5	–	2 150
Comptes créditeurs	6 496	4 349
Traitements et salaires dus	1 800	1 574
Portion actuelle du financement à long terme	1 339	80
	9 635	8 153
Financement à long terme – note 3	4 022	64
Prestations après-mandat – note 4	3 116	2 976
Engagements – note 6		
Faux frais – note 7		
Avoir – État 2	129 898	126 817
	146 671	**137 921**

Voir notes afférentes

Signataires au nom de la Commission :

Président

Commissaire

Avoir – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

ÉTAT 2

	(dans des milliers de dollars)	
	2005	2004
	$	$
Avoir au début de l'exercice	126 817	123 019
Revenu net pour l'année – Ét. 3	3 081	3 798
Avoir à la fin de l'exercice	**129 898**	**126 817**

Voir notes afférentes

Exploitation – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

ÉTAT 3

	(dans des milliers de dollars)	
	2005	2004
	$	$
Recettes		
Boutiques de cadeaux, restaurants et attractions	68 871	69 397
Lovers financiers	5 808	5 659
Commissions, locations et frais	3 967	2 765
Différence de change nette sur devises américaines	472	840
Gain (perte) net sur la vente d'actifs immobilisés	33	(1 979)
Recettes diverses	43	51
	79 292	76 353
Charges		
Boutiques de cadeaux, restaurants et attractions		
Coût d'acquisition des articles vendus	13 407	13 446
Frais d'exploitation	29 723	27 698
Entretien	11 977	11 365
Frais généraux et d'administration	10 140	9 319
Marketing et publicité	3 087	2 871
	68 424	64 899
Revenu net pour l'année, avant les articles non notés	10 868	11 454
Autres articles		
Dépense d'intérêt – nette – note 8	277	471
Dépréciation – note 9	7 510	7 185
	7 787	7 656
Revenu net pour l'année	**3 081**	**3 798**

Voir notes afférentes

Mouvements de trésorerie – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

ÉTAT 4

(dans des milliers de dollars)

	2005	2004
	$	$
Activités d'exploitation		
Revenu net pour l'année	3 081	3 708
Imputations aux recettes ne nécessitant aucun décaissement		
– avantages postérieurs à l'emploi	345	388
– amortissement	7 510	7 185
– perte (augmentation) net sur la vente d'actifs immobilisés	(33)	(197)
	10 903	13 350
Écart net des soldes des fonds de roulement en nature lié à l'exploitation – note 12	3 288	1 026
Fonds découlant des activités d'exploitation	14 191	14 376
Activités d'investissement		
Acquisitions d'actifs immobilisés	(10 352)	(13 850)
Produits de la vente d'actifs immobilisés	37	22
Fonds utilisés pour les activités d'investissement	(10 315)	(13 828)
Activités de financement		
Baisse du prêt avec la banque	—	(13 000)
Augmentation nette (baisse) dans le financement à long terme	5 211	46
Dépenses monétaires liées aux avantages postérieurs à l'emploi	(205)	(343)
Fonds fournis par les activités de financement	5 006	(13 297)
Baisse de la position de trésorerie	8 882	(12 749)
Position de trésorerie (déficience) au début de l'exercice	(1 160)	11 589
Position de trésorerie à la fin de l'exercice	**7 722**	**(1 160)**
Position monétaire (déficience) composée de :		
Espèces	7 722	880
Découvert en banque	—	(2 040)
	7 722	**(1 160)**

Voir notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

1. Principales conventions comptables

Méthode comptable

Les états financiers de la Commission des Parcs du Niagara (la « Commission ») sont les représentations de la gestion dressées conformément aux principes comptables généralement acceptés au Canada et uniformément appliqués. Vu qu'une détermination précise de nombreux éléments d'actif et de passif est fonction d'événements futurs, la préparation d'états financiers périodiques repose nécessairement sur des estimations et des approximations. Celles-ci ont été faites à partir d'un jugement consciencieux exercé en tenant compte de l'information disponible. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-dessous.

Stocks

Les inventaires de marchandise vendable sont valorisés à un prix au-dessous de la moyenne et de la valeur nette réalisable.

Immobilisations

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. La comptabilisation de l'amortissement est linéaire, à des taux de 2,5 à 20 pour cent pour les bâtiments, la voirie et les structures, de 10 à 25 pour cent pour le matériel et les fournitures et de 8 à 40 pour cent pour les véhicules.

Traduction des unités monétaires étrangères

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs à dénominations étrangères sont traduits aux taux de change en vigueur au moment de la date du bilan financier. Les actifs et les passifs qui ont été traduits sont reflétés dans les salaires nets de la période.

2. Immobilisations

(dans des milliers de dollars)

	Coût	Amortissement cumulé	2005	2004
	$	$	$	$
Terrain	13 555	—	13 555	13 555
Améliorations de terrain	17 091	—	17 091	17 091
Bâtiments, voirie et structures	148 911	58 945	89 966	88 581
Matériel et mobilier	31 155	21 530	9 625	8 225
Véhicules	8 024	7 294	730	759
	218 736	87 769	130 967	128 211
Travaux d'immobilisations en cours	861	—	861	779
	219 597	**87 769**	**131 828**	**128 990**

Notes afférentes aux états financiers ~ pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

3. Financement à long terme

(dans des milliers de dollars)

	2005	2004
	$	$
Le prêt à terme et à taux fixe qui exige des paiements au capital de 1 000 000 $ par année, porte un intérêt de 4,01% jusqu'en décembre, 2009	5 000	–
La Commission a une obligation sous les prêts de capital, portant un intérêt nul, de faire des paiements mensuels de 87 793 $ jusqu'au mois octobre, 2006, sécurisé par l'équipement avec la valeur nette intrinsèque de 365 411 $	298	–
La Commission a une obligation sous les prêts de capital, portent un intérêt nul, de faire des paiements mensuels de 2 779 $ jusqu'au mois de mars, 2007, sécurisé par l'équipement avec un valeur nette intrinsèque de 70 467 $	44	76
La Commission a une obligation sous les prêts de capital, portent un intérêt nul, de faire des paiements mensuels de 875 $ jusqu'au mois de septembre, 2007, sécurisé par l'équipement avec un valeur nette intrinsèque de 25142 $	19	30
La Commission a une obligation sous le contrat de location-acquisition, qui porte un intérêt nul, qui exige des paiements mensuels de 5 279 $ jusqu'en août, 2005, sécurisés par l'équipement avec une valeur d'inventaire nette de 95 188 $	–	44
	5 361	150
La portion immédiate est dû dans l'espace d'une année	1 339	86
	4 022	**64**

Les paiements de capital des obligations de financement à long terme sont prévus dans les périodes fiscales suivantes :

(dans des milliers de dollars)

	$
2006	1 339
2007	1 022
2008	1 000
2009	1 000
2010	1 000

4. Prestations après-mandat

La Commission fournit une prestation définie à l'avenir pour l'employé, payable à la cessation d'emploi pour certains employés à temps plein avec un minimum de cinq ans de service. La prestation se calcule selon une rémunération d'une semaine, au moment de la cessation d'emploi, pour chaque année de service à temps plein fournie à la Commission jusqu'à un maximum de 26 semaines. La responsabilité de prestation accrue jusqu'au 31 octobre, 2005 est de 3 115 931 $ (2 955 587 $ en 2004).

Comme résultat d'une évaluation actuarielle administrée en 2004 pour l'année terminant le 31 octobre, 2004, il fut déterminé qu'il y avait une perte actuarielle de 65 577 $. L'obligation actuelle, dès le 31 octobre, 2005, est de 3 181 508 $ (3 021 164 $ en 2004). Puisque la perte actuarielle est de moins de 10% de l'obligation actuelle, il n'y a pas d'amortissement minimal enregistré pour l'année.

La Commission exige qu'une évaluation actuarielle des avantages postérieurs à l'emploi soit administrée à tous les trois ans. Donc, la prochaine évaluation devrait être administrée pour l'année qui termine le 31 octobre, 2007.

Voir la note 11 pour obtenir d'autres prestations postérieures à l'emploi.

Notes afférentes aux états financiers – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

4. Prestations après-mandat suite

Information définie sur régime de prestations *(dans des milliers de dollars)*

	2005 $	2004 $
Atouts pour régime de prestations de l'employé	–	–
Engagements de régime de prestations de l'employé	3 116	2 976
Déficit de régime de prestations de l'employé	**3 116**	**2 976**
Obligation de prestation reconnue sur le bilan		
Obligation de prestation, début de l'année	2 976	2 631
Dépense pour l'année	345	388
Prestations payées pendant l'année	(205)	(343)
Obligation prestation, fin de l'année	**3 116**	**2 976**

Les hypothèses actuarielles principales utilisées pour l'évaluation du régime de prestation sont les suivantes :

Taux d'intérêt (rabais) – L'obligation accrue à partir et les dépenses ont été déterminés en employant un taux d'escompte de 6%.

Niveaux des salaires – Les niveaux des salaires à l'avenir sont prévus d'accroître de 4% par année.

5. Facilités de crédit

Les facilités de crédit, qui ont une capacité d'emprunt maximale de 15 000 000 $, fournissent deux types de prêts. Il y a une option à taux variable avec un taux qui varie selon le taux d'intérêt préférentiel de la Banque de Montréal et il y a une facilité de crédit de fonctionnement avec un taux fixe qui est disponible pour les termes de 30, 60, 90, 180 ou 364 jours, à des taux qui sont fixés selon les taux d'acceptation de l'employé de banque.

6. Engagements

La Commission s'est engagée à dépenser approximativement 1 177 000 $ en projets d'immobilisations au cours du prochain exercice.

7. Faux Frais

La Commission est engagée dans une instance judiciaire ayant trait à certaines demandes d'indemnisation pour lesquelles il est impossible de déterminer la probabilité de perte ou le montant raisonnablement estimable. En conséquence, les états financiers ne tiennent compte d'aucune provision pour ces demandes d'indemnisation.

8. Dépense d'intérêt *(dans des milliers de dollars)*

	2005 $	2004 $
Revenu d'intérêt	(64)	(56)
Dépense d'intérêt du prêt	341	527
	277	**471**

Notes afférentes aux états financiers – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

9. Dépréciation

(dans des milliers de dollars)

	2005	2004
	$	$
Amortissement de l'actif productif de recettes	4 399	4 003
Amortissement de l'actif non productif de recettes	3 111	3 182
	7 510	**7 185**

10. Crédits de fonctionnement

La Commission loue des véhicules, de l'équipement et des locaux avec des crédits de fonctionnement qui expirent à des moments différents jusqu'en 2009. L'obligation totale sous les crédits de fonctionnement équivaut à environ 806 073 $.

Les paiements à l'avenir pour chacune des quatre années à suivre sont les suivants :

(dans des milliers de dollars)

	$
2006	270
2007	257
2008	178
2009	101

11. Autres prestations après-mandat

La Commission verse pour tous ses employés permanents (et non- permanents participants) des cotisations à la Caisse de retraite de la fonction publique (CRFP) et au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO). Ceux-ci sont des régimes pour plusieurs employés. Ces plans sont expliqués en tant que plans de contribution, puisque la Commission n'a pas assez d'information pour appliquer un plan de bénéfices défini expliquant ces plans de pension.

Les obligations de la Commission au titre des régimes de retraite de la CRFP et du SEFPO étaient de 1 404 290 $ (1 368 059 $ en 2004) et sont incluses dans les postes « Frais généraux et d'administration » dans l'état des opérations.

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi et non liés au régime de retraite est payé par le Conseil de gestion. Le Secrétariat n'est pas inclus dans l'état des résultats d'exploitation.

Voir note 4 pour des détails définis sur le régime de prestations postérieures à l'emploi.

12. Mouvements de trésorerie

Parmi les écarts des éléments du fonds de roulement, on trouve les suivantes :

(dans des milliers de dollars)

	2005	2004
	$	$
Comptes débiteurs	204	(69)
Stocks	(41)	1 034
Frais payés d'avance	75	(253)
Comptes créditeurs et traitements et salaires dus	2 368	(318)
	3 288	**1 026**

Notes afférentes aux états financiers – pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005

12. Mouvements de trésorerie suite

Acquisition de biens fixes

Pendant l'année, les biens fixes furent obtenus à un coût déterminé de 10 351 941 $ desquels 487 214 $ fut obtenu par des moyens de contrats de location acquisition. Les paiements en argent liquide de 9 864 727 $ ont été réalisés pour acheter les biens fixes.

(dans des milliers de dollars)

Intérêts

	2005	2004
	$	$
Intérêt reçu	**64**	**61**
Intérêt payé	**170**	**511**

13. Instruments financiers et la gestion de risque

Juste valeur

Les outils financiers de la Commission comprennent l'argent liquide, les comptes clients, les comptes fournisseurs et des augmentations de salaire. La valeur comptable de ces outils s'approxime à leur juste valeur, grâce aux liquidités immédiates ou à court terme.

L'information de la juste valeur concernant le financement à long terme a été omise parce qu'elle n'est pas praticable pour déterminer la juste valeur avec assez de fiabilité.

Risque de crédit

La clientèle de la Commission l'expose à un risque de crédit. Toutefois, la concentration du risque de crédit est réduite au minimum en raison du nombre élevé de clients.

Risque d'unité monétaire

La Commission a des espèces de 694 578 $ qui sont une dénomination en dollars Américains. Ce compte a été converti à l'équivalent Canadien à un taux de 1 dollar Américain qui équivaut à 1,1755 dollars Canadiens. La Commission administre environ 17,3% (2004 – 17,56%) de ses ventes en monnaies étrangères. Par conséquent, certains avoirs et revenus sont exposés à des fluctuations de change monétaire.

Risque de flux monétaire

La Commission a des installations de prêts pour les découverts en banque à taux variable portant un intérêt qui varie avec le taux d'intérêt de base. Par conséquent, la Commission est exposée aux risques de flux de trésorerie liés aux fluctuations potentielles des taux d'intérêt du marché.

14. Fonds excédentaires

Conformément à l'article 16(2) de la Loi sur les parcs du Niagara, tous les fonds excédentaires sont versés au ministre des Finances sur ordre du lieutenant gouverneur en conseil en tout partie du trésor.

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de comparaison ont été émis de nouveau pour se conformer à la présentation actuelle de l'année.

HYDRO ONE INC.
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés, le rapport de gestion et l'information financière y afférente présentée dans le présent rapport annuel ont été préparés par la direction de Hydro One Inc. («Hydro One» ou la «société»). La direction est responsable de l'intégrité, de l'uniformité et de la fiabilité de toutes les informations présentées. Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et les lois sur les valeurs mobilières applicables. Le rapport de gestion a été préparé conformément au Règlement 51-102, partie 5.

La préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion comporte l'utilisation d'estimations et d'hypothèses fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque les opérations ayant une incidence sur la période comptable considérée ne peuvent être déterminées avec certitude avant les périodes à venir. Les estimations et les hypothèses sont fondées sur l'expérience historique, la conjoncture actuelle et diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances, avec une analyse critique des principales conventions comptables utilisées par la société comme il est décrit à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. La préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion inclut les informations portant sur l'incidence estimative d'événements et d'opérations futurs. Le rapport de gestion inclut également des informations sur la situation de trésorerie et les sources de financement, les tendances sur le plan de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats réels futurs peuvent différer de manière importante de l'estimation actuelle de ces informations, parce que les événements et les circonstances futurs peuvent ne pas avoir lieu comme prévu. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ont été dressés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et selon les informations disponibles jusqu'au 15 février 2006.

Pour s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de la fiabilité de l'information financière, la direction maintient un système exhaustif de contrôle interne et de vérification interne et s'y fie. Le système de contrôle interne comprend une politique écrite de conduite de la société; la mise en œuvre d'un cadre de gestion du risque; la division des responsabilités et la délégation des pouvoirs; et des conventions comptables judicieuses et prudentes qui font l'objet d'examens réguliers. Cette structure vise à fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés et que des informations fiables sont disponibles en temps opportun. Des vérificateurs internes évaluent de façon indépendante et continue l'efficacité de ces contrôles internes et présentent leurs constatations à la direction et au comité de vérification et des finances du conseil d'administration de Hydro One.

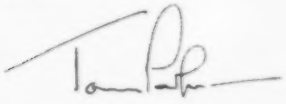
Les états financiers consolidés ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l., vérificateurs externes indépendants nommés par le conseil d'administration de Hydro One. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à exprimer une opinion sur la présentation fidèle des états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport des vérificateurs, figurant à la page 25 dans le présent rapport annuel, fait état de la portée de leur vérification et de leur opinion.

Le conseil d'administration de Hydro One, par l'intermédiaire de son comité de vérification et des finances, est tenu de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le comité de vérification et des finances de Hydro One rencontre périodiquement la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes afin de s'assurer que chaque groupe remplit ses tâches respectives et d'examiner les états financiers consolidés avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes ont librement et directement accès au comité de vérification et des finances, avec ou sans la présence de la direction, pour discuter de leur vérification et de leurs constatations quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière et à l'efficacité du système de contrôles internes.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont attesté les états financiers consolidés annuels et le rapport de gestion annuel de Hydro One déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales, ainsi que les contrôles et les procédures de communication de l'information connexes, conformément au Règlement 52-109.

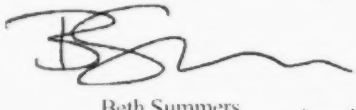
Au nom de la direction de Hydro One Inc.,

Le président et chef de la direction,



Tom Parkinson

Le chef des finances,



Beth Summers

hydro One

HYDRO ONE INC.
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de Hydro One Inc.,

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Hydro One Inc. (la «société») aux 31 décembre 2005 et 2004 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de la société pour chacun des exercices de la période de deux ans terminée le 31 décembre 2005. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices de la période de deux ans terminée le 31 décembre 2005 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young LLP

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Toronto, Canada

Le 15 février 2006

HYDRO ONE INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	**2005**	**2004**
Produits		
Transport *(note 15)*	1 310	1 262
Distribution *(notes 3 et 15)*	3 085	2 874
Divers	21	17
	4 416	4 153
Charges		
Achats d'électricité *(notes 3 et 15)*	2 131	1 987
Exploitation, entretien et administration	792	771
Amortissement *(note 5)*	487	480
	3 410	3 238
Recouvrement réglementaire *(note 4)*	–	91
Bénéfice avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	1 006	1 006
Charges de financement *(note 6)*	325	331
Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	681	675
Provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés *(notes 7 et 15)*	198	177
Bénéfice net	483	498
Résultat de base et dilué par action ordinaire *(en dollars canadiens) (note 14)*	4 652	4 798

ÉTATS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	**2005**	**2004**
Bénéfices non répartis aux 1er janvier	887	654
Bénéfice net	483	498
Dividendes *(note 14)*	(291)	(265)
Bénéfices non répartis aux 31 décembre	1 079	887

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

HYDRO ONE INC.
BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Actif		
Actif à court terme :		
Débiteurs (déduction faite de la provision pour créances douteuses – 18 millions de dollars; 18 millions de dollars en 2004) *(note 15)*	622	707
Matières et fournitures	56	47
	678	754
Immobilisations corporelles *(note 8)* :		
Immobilisations en service	15 553	14 940
Moins : amortissement cumulé	5 818	5 475
	9 735	9 465
Immobilisations en cours	381	348
	10 116	9 813
Autres actifs à long terme :		
Actif de retraite reporté *(note 12)*	449	534
Actifs réglementaires *(note 9)*	430	443
Écart d'acquisition	133	133
Débiteurs à long terme et autres actifs	20	25
Coûts de la dette reportés	23	23
	1 055	1 158
Total de l'actif	11 849	11 725

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

HYDRO ONE INC.
BILANS CONSOLIDÉS (suite)

Au 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Passif		
Passif à court terme :		
Dette bancaire	9	9
Créditeurs et charges à payer *(note 15)*	700	630
Intérêts courus	43	44
Billets à court terme à payer *(note 10)*	-	40
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an *(note 10)*	589	539
	1 341	1 262
Dette à long terme *(note 10)*	4 466	4 613
Autres passifs à long terme :		
Passifs réglementaires *(note 9)*	525	576
Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite *(note 12)*	716	654
Passifs environnementaux *(note 13)*	64	74
Créditeurs à long terme et charges à payer	21	22
	1 326	1 326
Total du passif	7 133	7 201
Éventualités et engagements *(notes 11, 17 et 18)*		
Capitaux propres *(note 14)*		
Actions privilégiées (autorisées : nombre illimité; émises : 12 920 000)	323	323
Actions ordinaires (autorisées : nombre illimité; émises : 100 000)	3 314	3 314
Bénéfices non répartis	1 079	887
Total des capitaux propres	4 716	4 524
Total du passif et des capitaux propres	11 849	11 725

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

Rita Burak
Présidente du conseil d'administration

Eileen Mercier
Présidente du comité de vérification et des finances

HYDRO ONE INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	483	498
Rajustements pour éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement (déduction faite des coûts de retrait)	446	446
Amortissement de l'escompte	59	62
Services à basse tension	(24)	-
Comptes d'écart liés au règlement de détail	12	29
Recouvrement réglementaire *(note 4)*	-	(91)
	976	944
Variations des soldes hors caisse liées à l'exploitation *(note 16)*	194	(33)
Flux de trésorerie d'exploitation	1 170	911
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations	(691)	(727)
Autres actifs	9	19
Flux de trésorerie d'investissement	(682)	(708)
Activités de financement		
Dette à long terme émise	500	540
Dette à long terme remboursée	(648)	(472)
Billets à court terme à payer	(40)	15
Dividendes versés	(291)	(265)
Résiliation du swap de taux d'intérêt	(10)	-
Divers	1	7
Flux de trésorerie de financement	(488)	(175)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-	28
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 1er janvier	(9)	(37)
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 31 décembre *(note 16)*	(9)	(9)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Hydro One Inc. («Hydro One» ou la «société») a été constituée le 1er décembre 1998 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) et est détenue en propriété exclusive par la province d'Ontario (la «province»). Les principales activités de Hydro One sont le transport et la distribution d'électricité à des clients en Ontario. Ces activités sont réglementées par la Commission de l'énergie de l'Ontario (la «CEO»).

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales en propriété exclusive : Hydro One Networks Inc. («Hydro One Networks»), Hydro One Remote Communities Inc. («Hydro One Remote Communities»), Hydro One Brampton Inc. («Hydro One Brampton»), Hydro One Telecom Inc., Hydro One Delivery Services Company, Inc., Hydro One Network Services Inc. («Hydro One Network Services»), 1316664 Ontario Inc., anciennement Ontario Hydro Energy Inc. («Ontario Hydro Energy») et Hydro One Markets Inc. («Hydro One Markets»).

En vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), Hydro One Network Services sera dissoute. Les anciennes Ontario Hydro Energy et Hydro One Markets ont été dissoutes au cours de 2005.

Méthode de comptabilisation

Les états financiers consolidés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada.

Établissement des tarifs

Les tarifs des entreprises de transport et de distribution d'électricité de la société sont régis par la CEO. Les tarifs de transport existants ont été établis en 1999 en fonction d'un rendement cible de 9,88 % des capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire réputés et étaient fondés sur la réglementation des tarifs en fonction du coût de service. En octobre 2005, la CEO a amorcé une procédure visant à revoir nos tarifs de transport et à approuver nos besoins de revenus pour 2006, 2007 et 2008. Les tarifs de transport révisés devraient être mis en œuvre en 2007. Dans la première phase de cette procédure, la CEO envisagera des options pour suivre les excédents ou les insuffisances de bénéfice net comparativement à des rendements approuvés pour la période allant du 1er janvier 2006 jusqu'à la mise en œuvre des tarifs de transport révisés. Les options envisagées par la CEO pourraient inclure l'utilisation d'un compte de report réglementaire ou un mécanisme de partage des bénéfices.

Les tarifs de distribution de la société sont également fondés sur un besoin de revenus qui comporte un taux de rendement. Les tarifs de distribution existants sont fondés sur un modèle de réglementation des tarifs en fonction du coût de service, qui comporte aussi un rendement cible de 9,88 % des capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire réputés. En août 2005, Hydro One Networks a déposé une demande pour son tarif de distribution dans le but de faire approuver une augmentation de 160 millions de dollars du besoin de revenus de 2006 pour son entreprise de distribution. Ce besoin est fondé sur un rendement de 9,00 % des capitaux propres, ce qui est conforme aux directives de la CEO pour l'établissement des tarifs de 2006. Une audience a été ouverte en janvier 2006, et l'on s'attend à une décision de la CEO plus tard au cours du premier trimestre de 2006.

La CEO a le pouvoir général d'inclure ou d'exclure les charges, les produits, les pertes ou les gains dans les tarifs d'une période donnée, qui ne sont donc pas constatés dans les mêmes périodes que dans le cas des entreprises non réglementées. Cette modification du moment de la constatation suppose l'application de la méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, entraînant la constatation d'actifs et de passifs réglementaires. Les actifs réglementaires de la société représentent certaines sommes à recevoir de clients futurs et les coûts reportés à des fins comptables parce que, selon toute vraisemblance, ils seront recouvrés dans les tarifs futurs. De plus, la société a comptabilisé des passifs réglementaires qui représentent les montants des charges engagées au cours de périodes différentes de celles où elles l'auraient été si la société avait été non réglementée. Les actifs et les passifs réglementaires sont présentés dans le détail à la note 9.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Le 9 décembre 2004, la CEO a rendu publique sa décision quant au caractère prudent de divers comptes de report réglementaire ouverts avant le 31 décembre 2003, plus l'intérêt s'y rapportant. Par suite de la décision de la CEO, le pourcentage de nos actifs réglementaires assujettis à un rejet futur possible par la CEO a été grandement réduit. Cependant, les montants des actifs réglementaires inclus dans les comptes approuvés qui ont été constatés après le 31 décembre 2003 n'ont pas encore été revus par la CEO. De la même manière, les charges de retraite reportées liées à la distribution n'ont pas encore été revues par la CEO sous l'angle du principe de prudence. La société évalue constamment la probabilité de recouvrer chacun de ses actifs réglementaires et continue de croire qu'il est probable que la CEO prendra en compte ses actifs et ses passifs réglementaires dans l'établissement des tarifs futurs. Si, à une date ultérieure, la société juge qu'il n'est plus probable que la CEO inclue un actif ou un passif réglementaire dans les tarifs futurs, la valeur comptable appropriée sera reflétée dans les résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle ce jugement est formulé.

Constatation et répartition des produits

Les produits tirés du transport sont recouvrés à même les tarifs approuvés par la CEO, lesquels sont fondés sur des besoins de revenus approuvés qui comportent un taux de rendement. Ces produits sont constatés au fur et à mesure que l'électricité est transportée et livrée aux clients.

Les produits tirés de la distribution d'électricité sont fondés sur des tarifs de distribution approuvés par la CEO et sont constatés au fur et à mesure que l'électricité est livrée aux clients. La société estime les produits mensuels de la période en fonction des achats de gros d'électricité, parce que les compteurs des clients ne font généralement pas l'objet d'une lecture à la fin de chaque mois. Les produits non facturés inclus dans les débiteurs au 31 décembre 2005 totalisaient 377 millions de dollars (318 millions de dollars en 2004).

Les produits tirés de la distribution comprennent également un montant pour le programme de protection tarifaire pour les clients résidentiels en région rurale et éloignée, qui est reçu de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la «SIERE»), d'après un tarif standard pour la clientèle qui est approuvé par la CEO. La loi actuelle offre une protection tarifaire à des catégories prescrites de consommateurs résidentiels en région rurale et éloignée en réduisant les tarifs d'électricité qui s'appliqueraient autrement.

Les produits sectoriels pour le transport, la distribution et d'autres unités d'exploitation incluent aussi des produits liés à la vente d'autres services et matériel. Ces produits sont constatés lorsque les services sont fournis ou lorsque le matériel est livré.

Impôts sur les bénéfices des sociétés et impôts sur le capital

En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, Hydro One est tenue de verser des paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (la «SFIEO»). Ces paiements sont calculés selon les règles de calcul du bénéfice et du capital imposable et d'autres montants pertinents, prévues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) ainsi que dans la *Loi sur l'imposition des corporations* (Ontario), modifiées par la *Loi de 1998 sur l'électricité*, et les règlements y afférents.

La société comptabilise des paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés pour ses entreprises réglementées à l'aide de la méthode des impôts exigibles, comme l'ordonne la CEO. En vertu de cette méthode, aucune provision n'est constituée pour les impôts sur les bénéfices futurs à l'égard des écarts temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs. Lorsque des impôts sur les bénéfices futurs non comptabilisés sont exigibles, ils doivent être inclus dans les tarifs approuvés par la CEO et récupérés alors auprès des clients de Hydro One. Les paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés relatifs aux entreprises non réglementées de la société sont comptabilisés selon la méthode du report variable.

Matières et fournitures

Les matières et les fournitures représentent les pièces de rechange et les matériaux de construction acquis pour la construction interne et l'entretien des immobilisations corporelles. Ces actifs sont comptabilisés selon le moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont capitalisées au coût, qui comprend les matières et la main-d'œuvre, les frais d'ingénierie, les coûts indirects, l'amortissement du matériel de service et la répartition approuvée des fonds utilisés pendant la construction applicables aux aménagements d'installations permanentes d'entreprises réglementées ou les intérêts s'appliquant aux aménagements d'installations permanentes d'entreprises non réglementées.

Les immobilisations corporelles en service comprennent les actifs liés au transport, à la distribution, aux communications ainsi qu'à l'administration et au service et les servitudes. Elles incluent aussi les actifs qui seront utilisés ultérieurement comme les terrains et les coûts de développement capitalisés relatifs à des projets d'investissement reportés.

Certains des actifs de la société liés au transport et à la distribution, surtout ceux qui se trouvent sur des servitudes et des droits de passage qu'elle ne détient pas, peuvent être assortis d'obligations liées à la mise hors service. La majorité des servitudes et des droits de passage de la société sont soit perpétuels, soit renouvelés automatiquement chaque année. Les droits fonciers d'une durée déterminée sont généralement prolongés ou renouvelés. Comme la société s'attend à utiliser la majeure partie de ses actifs installés pendant une période indéterminée, aucune date de retrait ne peut être déterminée, d'où l'impossibilité d'estimer la juste valeur des obligations liées à la mise hors service des immobilisations connexes à l'heure actuelle. S'il devient possible d'estimer la juste valeur du coût du retrait des actifs que la société est tenue de retirer aux termes de la loi, une obligation liée à la mise hors service sera alors constatée.

Transport

Les actifs liés au transport incluent les immobilisations utilisées pour le transport de l'électricité sous haute tension, comme les lignes de transport, les structures de soutien, les fondations, les isolants, le matériel de raccordement et les installations de mise à la terre ainsi que les immobilisations utilisées pour augmenter la tension de l'électricité provenant des centrales en ce qui concerne le transport et pour réduire la tension en ce qui concerne la distribution, comme les transformateurs, les disjoncteurs et les commutateurs.

Distribution

Les actifs liés à la distribution incluent les immobilisations liées à la distribution d'électricité sous basse tension, comme les lignes de distribution, les poteaux, les commutateurs, les transformateurs, les dispositifs de protection et les compteurs.

Communications

Les actifs liés aux communications incluent le système radio à micro-ondes et à fibres optiques, le fil de terre à fibres optiques, les pylônes, le matériel téléphonique et les bâtiments qui y sont associés.

Administration et service

Les actifs liés à l'administration et au service incluent les bâtiments administratifs, les principaux systèmes informatiques, les ordinateurs personnels, le matériel de transport et de travail, les outils, les véhicules et certaines immobilisations corporelles mineures.

Servitudes

Les servitudes incluent les droits prévus par la loi découlant de l'usage de couloirs de transport et de terrains voisins accordés en vertu de la *Loi de 2002 sur la fiabilité de l'énergie et la protection des consommateurs* ainsi que les autres montants liés aux droits d'accès.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Construction en cours

Les coûts indirects, y compris les coûts des fonctions et des services du siège social, sont capitalisés selon la méthode du coût entier. Les coûts de financement des immobilisations corporelles en cours de construction sont capitalisés selon la provision pour les fonds utilisés pendant la construction (6,8 % en 2005 et 7,0 % en 2004).

Amortissement

Le coût en capital des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode linéaire, sauf pour le matériel de transport et de travail et les ordinateurs personnels, qui sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux constant.

Les taux d'amortissement des diverses catégories d'actifs sont fondés sur la durée de vie utile. La durée de vie utile restante moyenne et la fourchette de durées de vie utile des immobilisations corporelles se présentent comme suit :

	Durée de vie utile (en années)	
	Fourchette	Moyenne
Transport	12 – 100	57
Distribution	15 – 75	41
Communications	7 – 40	21
Administration et service	5 – 50	41

Les taux d'amortissement des servitudes sont fondés sur la durée du contrat. La plupart des servitudes sont détenues à perpétuité et ne sont pas amorties.

Selon les pratiques d'amortissement par classes homogènes, le coût d'origine de la mise hors service normale des immobilisations corporelles est imputé à l'amortissement cumulé, mais aucun gain ni aucune perte à cet égard n'apparaît dans les résultats d'exploitation. Les gains réalisés et les pertes subies à la vente d'immobilisations corporelles, de même que les pertes causées par une mise hors service prématurée, sont imputés aux résultats d'exploitation à titre de rajustements de la dotation aux amortissements. La dotation aux amortissements comprend également le coût de retrait des immobilisations corporelles quand une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle est constatée.

Les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues régulièrement. Les changements découlant de cette révision sont appliqués sur la durée de vie utile restante, à compter de l'exercice au cours duquel ils ont une incidence sur les tarifs.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût des sociétés de distribution locales acquises sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis, et des tests de dépréciation sont appliqués tous les ans, ou plus souvent si les circonstances l'exigent. Aux termes du chapitre 3062 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*, intitulé «Écart d'acquisition et autres actifs incorporels», la dépréciation de l'écart d'acquisition est mesurée par comparaison de la juste valeur de l'unité d'exploitation et de la valeur comptable sous-jacente des actifs nets de cette unité d'exploitation, y compris l'écart d'acquisition, toute réduction de la valeur comptable de l'écart d'acquisition étant imputée aux résultats d'exploitation.

La société a établi que l'écart d'acquisition n'a pas perdu de valeur. La totalité de l'écart d'acquisition est attribuable au secteur de la distribution.

Coûts de la dette reportés

Les coûts de la dette reportés incluent la tranche non amortie des coûts d'émission de la dette. Les coûts de la dette reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement à intérêts composés jusqu'à l'échéance de la dette.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Instruments financiers dérivés

La société utilise régulièrement des swaps de taux d'intérêt pour gérer les risques de taux d'intérêt. Les paiements et les encaissements en vertu des swaps de taux d'intérêt sont constatés en tant que rajustements des intérêts débiteurs selon la comptabilité d'exercice. La société désigne officiellement ses couvertures, documente toutes ses relations de couverture et mesure officiellement l'efficacité des couvertures. Dans le cas de l'extinction d'une relation de couverture ou de l'inefficacité d'une relation, les gains ou pertes réalisés ou latents sont comptabilisés en résultat.

La société ne prend pas part à des activités de négociation ou de spéculation touchant les instruments dérivés.

Escomptes, primes et couvertures

Les escomptes, les primes et les gains et les pertes découlant des couvertures sont amortis sur la durée de la dette connexe.

Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs offerts par Hydro One comprennent un régime de retraite, un régime collectif d'assurance-vie, un régime d'assurance médicale et un régime d'assurance invalidité à long terme.

Selon les ordonnances tarifaires de la CEO, les coûts de retraite sont comptabilisés lorsque les cotisations patronales sont versées à la caisse de retraite, conformément à la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario). Des évaluations actuarielles sont effectuées tous les trois ans, au minimum. Les coûts de retraite sont aussi calculés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les coûts de retraite sont calculés de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et d'après les hypothèses les plus probables de la direction quant à l'effet des événements futurs, y compris les hausses salariales futures, sur la valeur actuarielle des prestations constituées. L'actif du régime de retraite, comprenant principalement des titres de participation cotés en Bourse et des titres de créance de gouvernements et de sociétés, est évalué à partir des justes valeurs. Les coûts des services passés découlant de modifications du régime et tous les gains et toutes les pertes actuariels sont amortis de manière linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés couverts.

Les avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Des actuaires indépendants déterminent les coûts en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en se fondant sur les hypothèses les plus probables de la direction. Les coûts des services passés découlant de modifications du régime ainsi que les gains et les pertes actuariels sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés couverts.

Les coûts des avantages sociaux futurs sont attribués à la main-d'œuvre et imputés aux résultats d'exploitation ou capitalisés à titre de coût des immobilisations corporelles.

Coûts environnementaux

Hydro One constate un passif pour les dépenses futures estimatives associées à l'évaluation et à la restauration des sites contaminés ainsi qu'au retrait progressif et à la destruction de l'huile minérale contaminée aux biphényles polychlorés (BPC) du matériel électrique, d'après la valeur actualisée nette de ces dépenses futures estimatives. Comme la société prévoit continuer à recouvrer les dépenses connexes au moyen des tarifs futurs, un actif réglementaire a été constaté pour tenir compte du recouvrement futur de ces coûts auprès des clients. Hydro One revoit régulièrement ses estimations des dépenses futures liées à l'environnement.

Emploi d'estimations

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs, et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que les montants constatés des produits et des charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations, notamment en raison de futures décisions prises par la CEO ou la province.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

3. CRÉDIT SUR LES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ

En vertu d'un nouveau règlement émis en octobre 2005, les clients admissibles à la grille de tarifs réglementés reçoivent un crédit unique reflétant un coût de l'électricité moins élevé que le prix fixé pour l'électricité entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2005. Au cours du quatrième trimestre de 2005, les produits d'exploitation et les coûts d'achats d'électricité ont été réduits de 140 millions de dollars. L'application du crédit unique n'a pas entraîné de rajustement du bénéfice net de la période considérée ou de périodes antérieures.

4. RECOUVREMENT RÉGLEMENTAIRE

La *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité* a entraîné la suspension d'une hausse tarifaire préalablement approuvée se rapportant aux coûts annuels des services à basse tension pour les sociétés de distribution locales intégrées et les clients directs. Les coûts connexes sont imputés annuellement aux résultats d'exploitation de la société. Sous réserve de l'approbation future de la CEO, la *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité* permettait également l'établissement d'un compte de report réglementaire pour comptabiliser les montants liés aux services à basse tension à recouvrer auprès des clients futurs. Vu l'incertitude du recouvrement, les montants comptabilisés dans ce compte de report réglementaire entre le 1er mai 2002 et le 9 décembre 2004 n'ont pas été constatés auparavant comme des actifs réglementaires. De même, la société n'a pas reflété certains autres coûts, tels que l'intérêt, en tant qu'actifs réglementaires dans les états financiers des exercices précédents.

Le 31 mai 2004, Hydro One a demandé le recouvrement d'environ 156 millions de dollars inclus dans divers comptes de report réglementaire avant le 31 décembre 2003. Le recouvrement demandé incluait principalement les montants liés au réseau à basse tension non constatés auparavant en tant qu'actifs réglementaires, ainsi que l'intérêt sur tous les soldes demandés. À la suite des preuves verbales et écrites présentées par Hydro One, la CEO a rendu une décision le 9 décembre 2004 évoquant le caractère prudent des soldes de comptes de report liés à la distribution inclus dans la demande. La CEO a approuvé tous les montants, sauf environ 12 millions de dollars du montant demandé, pour le recouvrement sur la période se terminant le 30 avril 2008. Par suite de ce recouvrement réglementaire réussi, la société a comptabilisé une augmentation du solde de l'actif réglementaire, qui reflète principalement le recouvrement futur de coûts ayant déjà été imputés aux résultats d'exploitation sans constatation de produits correspondants.

Le recouvrement réglementaire de 2004 se composait des éléments suivants :

Exercice terminé le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2004
Services à basse tension – 2002	17
Services à basse tension – 2003	25
Services à basse tension – 2004	23
Augmentation de l'intérêt	18
Divers	8
	91

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

5. AMORTISSEMENT

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Amortissement des immobilisations en service	369	370
Coût de retrait d'immobilisations corporelles	41	34
Amortissement des actifs réglementaires et d'autres actifs	77	76
	487	480

6. CHARGES DE FINANCEMENT

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Intérêts sur les billets à court terme à payer	1	1
Intérêts sur la dette à long terme à payer	297	286
Amortissement de l'escompte	58	62
Divers	5	7
Moins : intérêts capitalisés sur les constructions en cours	(21)	(23)
intérêts capitalisés sur les actifs réglementaires	(10)	-
intérêts gagnés sur les placements	(5)	(2)
	325	331

7. PROVISION POUR PAIEMENTS EN REMPLACEMENT DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS

La provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés («PER») diffère du montant qui aurait été comptabilisé d'après le taux d'imposition du gouvernement fédéral et de l'Ontario combiné prévu par la loi. Le rapprochement entre le taux d'imposition prévu par la loi et le taux d'imposition réel est comme suit :

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Bénéfice avant provision pour PER	681	675
Taux d'impôt sur les bénéfices fédéral et de l'Ontario prévu par la loi	36,12 %	36,12 %
Provision pour PER au taux prévu par la loi	246	244
(Diminution) augmentation découlant de :		
Écarts temporaires nets :		
Cotisation au régime de retraite en excédent de la charge de retraite	(25)	(23)
Pertes reportées en avant d'une filiale utilisées	(21)	-
Recouvrement réglementaire	-	(33)
Intérêts capitalisés à des fins comptables, mais déduits à des fins fiscales	(11)	(8)
Charge des avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite en excédent des paiements au comptant	8	9
Dépenses liées à l'environnement	(5)	(6)
Déduction pour amortissement en excédent de l'amortissement	1	(7)
Divers	(9)	(9)
Écarts temporaires nets	(62)	(77)
Écarts permanents :		
Impôt des grandes sociétés	13	16
Divers	1	(6)
Écarts permanents nets	14	10
Provision pour PER	198	177
Taux d'imposition réel	29,07 %	26,22 %

En mai 2005, Hydro One a conclu une entente de règlement d'une réclamation légale en instance permettant la dissolution d'une de ses filiales. Par conséquent, il a été établi qu'il était plus probable qu'improbable que Hydro One puisse avoir droit aux pertes fiscales cumulées de la filiale et un actif d'impôts futurs d'environ 21 millions de

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

dollars a été constaté au cours du deuxième trimestre. Au 31 décembre 2005, il reste environ 9 millions de dollars de ce montant qui pourront être utilisés en 2006.

Les impôts futurs se rapportant aux entreprises réglementées n'ont pas été comptabilisés, car ils devraient être recouvrés au moyen des revenus futurs. Au 31 décembre 2005, des passifs d'impôts futurs de 265 millions de dollars (224 millions de dollars en 2004), qui sont fondés sur les taux d'imposition pratiquement en vigueur, n'étaient pas comptabilisés. En l'absence de méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, la provision pour PER de la société aurait été constatée selon la comptabilité d'exercice plutôt que selon la méthode des impôts exigibles. Par conséquent, la provision pour PER aurait été plus élevée d'environ 41 millions de dollars.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Immobilisations en service	Amortissement cumulé	Construction en cours	Total
2005				
Transport	8 124	2 889	239	5 474
Distribution	5 319	1 995	65	3 389
Communications	752	344	46	454
Administration et service	877	530	31	378
Servitudes	481	60	-	421
	15 553	5 818	381	10 116
2004				
Transport	7 833	2 753	249	5 329
Distribution	5 066	1 884	55	3 237
Communications	744	309	31	466
Administration et service	816	471	13	358
Servitudes	481	58	-	423
	14 940	5 475	348	9 813

Les coûts de financement des immobilisations corporelles en cours de construction sont capitalisés, y compris la provision pour les fonds utilisés pendant la construction des actifs réglementés et l'intérêt applicable aux actifs non réglementés, et ont totalisé 21 millions de dollars en 2005 (23 millions de dollars en 2004).

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

9. ACTIFS ET PASSIFS RÉGLEMENTAIRES

Les actifs et les passifs réglementaires résultent du processus de tarification. Hydro One a enregistré les actifs et les passifs réglementaires suivants (voir les notes 2 et 4) :

Au 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Actifs réglementaires :		
Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite	126	168
Compte de recouvrement d'actif réglementaire	88	121
Environnement	79	89
Retraite	76	34
Services à basse tension	53	26
Divers	8	5
Total des actifs réglementaires	430	443
Passifs réglementaires :		
Montant de retraite reporté	449	534
Frais d'exportation et de transit	32	19
Comptes d'écart liés au règlement de détail	30	14
Divers	14	9
Total des passifs réglementaires	525	576

Actifs réglementaires

Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite

Les avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, selon les PCGR du Canada. La CEO a permis le recouvrement des coûts des services passés, qui ont découlé de l'adoption de la méthode de la comptabilité d'exercice, dans les besoins de revenus selon la méthode linéaire sur une période de dix ans. En conséquence, en 1999, Hydro One a enregistré un actif réglementaire d'un solde initial de 419 millions de dollars pour tenir compte de ce traitement réglementaire. Cet actif réglementaire a une période de recouvrement résiduelle de trois ans (quatre ans en 2004) et ne crée pas de rendement. En l'absence de méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, la dotation aux amortissements de 2005 aurait été moins élevée d'environ 42 millions de dollars.

Compte de recouvrement d'actif réglementaire (CRAR)

Le 9 décembre 2004, la CEO a rendu publique une décision quant à la prudence de la plupart des soldes de comptes de report réglementaire liés à la distribution, élément soulevé par Hydro One dans sa demande du 31 mai 2004 (voir la note 4). Les montants recouvrables représentent les soldes engagés avant le 31 décembre 2003, plus l'intérêt connexe. La CEO a ordonné que les soldes approuvés soient regroupés en un seul CRAR devant être recouvré de manière linéaire au cours de la période se terminant le 30 avril 2008. Le CRAR comprend les montants liés aux services à basse tension de l'entreprise de distribution, les dépenses liées à l'environnement reportées qui ont été engagées en 2001 et en 2002, les dépenses de préparation au marché reportées, les montants des écarts liés au règlement de détail et les autres montants consistant essentiellement en intérêts courus. En l'absence de méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, la dotation aux amortissements de 2005 aurait été moins élevée d'environ 20 millions de dollars. En outre, les charges de financement connexes auraient été plus élevées de 7 millions de dollars.

Environnement

Hydro One a constitué une provision pour les dépenses futures estimatives nécessaires pour remédier à la contamination environnementale passée. Étant donné que ces dépenses devraient être recouvrables à même les tarifs futurs, la société a constaté la valeur actualisée nette de ces dépenses environnementales futures estimatives comme un actif réglementaire. Cet actif réglementaire devrait être passé progressivement en résultat d'une manière conforme au modèle des dépenses réelles qui doivent, selon les prévisions, être engagées jusqu'à l'exercice 2030. En l'absence de méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, en 2005, la dotation aux amortissements aurait été moins élevée, et les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration auraient été plus élevées de

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

14 millions de dollars. Au cours de 2004, la société a relevé un risque accru associé à la migration possible de la contamination vers l'extérieur de certains de ses sites de transport par l'eau pluviale d'orage. Vu la nécessité de régler ce problème, en 2004, la société a rajusté son évaluation des terrains et son estimation des dépenses de restauration, et a accru son actif réglementaire et le passif environnemental compensatoire d'environ 16 millions de dollars (voir la note 13). La CEO a la possibilité d'examiner et d'évaluer la prudence des dépenses réglementaires futures de Hydro One et le moment où elles sont recouvrées.

Retraite

Dans une décision rendue le 14 juillet 2004, la CEO a approuvé l'établissement d'un compte réglementaire par la société pour comptabiliser les cotisations au régime de retraite se rapportant à l'entreprise de distribution de la société qui auraient autrement été imputées aux résultats d'exploitation. L'actif réglementaire inclut également les sommes à payer à Inergi LP («Inergi») à partir de 2005 relativement à une convention de partage des risques liée au déséquilibre entre l'actif et le passif de la caisse de retraite à l'égard du personnel muté (voir la note 18). Dans sa décision, la CEO a conclu que les dépenses de ce genre engagées prudemment sont généralement recouvrables dans le cadre de la demande de tarification générale. La société a inclus une demande de recouvrement dans sa demande relative aux tarifs de distribution actuellement à l'étude par la CEO.

Services à basse tension

La décision prise par la CEO le 9 décembre 2004 permet de reporter le recouvrement des montants liés au réseau à basse tension approuvés auparavant, dans le cadre du CRAR, pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2003. Compte tenu de cette décision, la société a déterminé qu'il est probable que, à une date ultérieure, la CEO approuve aussi le recouvrement des montants liés aux services à basse tension attribuables à 2004 et à 2005, plus les intérêts. Par conséquent, la société a constaté un actif réglementaire reflétant ce recouvrement futur probable.

Passifs réglementaires

Montant de retraite reporté

Conformément à l'ordonnance tarifaire transitoire de 1999 de la CEO, les coûts de retraite sont comptabilisés dans les résultats d'exploitation lorsque les cotisations patronales sont versées au régime de retraite. L'actif de retraite reporté de la société représente l'écart cumulatif entre les cotisations patronales et les coûts de retraite, et le passif réglementaire au titre du régime de retraite reporté résulte de la constatation par la société, selon les directives de la CEO, des produits et des charges dans des périodes différentes de celles de la constatation de ces mêmes produits et charges pour une entreprise non réglementée. En l'absence de méthode comptable pour les activités à tarifs réglementés, la charge de retraite de la société aurait été constatée selon la comptabilité d'exercice plutôt que selon la comptabilité de caisse. Par conséquent, les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration auraient été plus élevées d'environ 38 millions de dollars, en supposant aucun report réglementaire lié à l'entreprise de distribution ni aucun montant lié au régime de retraite de Inergi. En outre, les charges de financement connexes auraient été plus élevées de 4 millions de dollars.

Frais d'exportation et de transit

Conformément aux règles du marché, des frais d'exportation et de transit sont recouvrés par la SIERE et versés à Hydro One à raison de 1 $ le MW sur l'électricité exportée à l'extérieur de l'Ontario. La société prévoit que les sommes cumulées de ces frais d'exportation et de transit, plus les intérêts, seront prises en compte par la CEO dans l'évaluation des besoins de revenus de notre entreprise de transport, dans le cadre de notre prochaine demande de tarification générale pour le transport.

Comptes d'écart liés au règlement de détail

Hydro One a reporté certains montants d'écart liés au règlement de détail en vertu des dispositions de l'article 490 du *Accounting Procedures Handbook* de la CEO. La décision de la CEO du 9 décembre 2004 permet le recouvrement des écarts liés au règlement de détail cumulés avant le 31 décembre 2003, y compris les intérêts, dans le CRAR. La société prévoit que la CEO inclura le solde net de ce compte réglementaire dans les tarifs futurs.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

10. DETTE

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Billets à court terme à payer	-	40
Dette à long terme		
Débentures, 6,94 %, échéant en 2005	-	200
Billets, 4,00 % échéant en 2005	-	339
Billets, 4,10 % échéant en 2006[1]	-	109
Billets, 4,15 % échéant en 2006	280	280
Billets, 4,20 % échéant en 2006	168	168
Billets, 4,30 % échéant en 2006	141	141
Billets, 4,45 % échéant en 2007	282	282
Billets, 4,55 % échéant en 2007	73	73
Billets, 4,10 % échéant en 2007[2]	40	40
Billets, 4,00 % échéant en 2008	500	500
Billets, 3,95 % échéant en 2009	400	250
Débentures, 7,15 % échéant en 2010	400	400
Billets, 6,40 % échéant en 2011	250	250
Billets, 5,77 % échéant en 2012	600	600
Débentures, 7,35 % échéant en 2030	400	400
Billets, 6,93 % échéant en 2032	500	500
Billets, 6,35 % échéant en 2034	385	385
Billets, 5,36 % échéant en 2036	350	-
Billets, 6,59 % échéant en 2043	315	315
	5 084	5 232
Moins : tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(589)	(539)
escomptes non amortis, montant net	(14)	(73)
pertes non amorties découlant des couvertures	(15)	(7)
Dette à long terme	4 466	4 613

1) Le 16 décembre 2005, des billets à 4,10 % échéant en 2006 ont été remboursés.
2) Obligation à taux croissant, après trois ans partant de 4,10 % et allant jusqu'à 6,40 %, pouvant être prolongée jusqu'en 2011.

La dette à court terme représente les billets émis dans le cadre du programme de papier commercial de la société. Les billets sont libellés en dollars canadiens et ont diverses échéances ne dépassant pas 365 jours. En 2004, les billets portaient intérêt au taux moyen pondéré de 2,3 %.

Hydro One a obtenu auprès d'un syndicat bancaire des facilités de crédit renouvelables consenties et inutilisées de 750 millions de dollars échéant en août 2006 avec option de prorogation de deux ans. Lorsque ces facilités seront utilisées, le taux d'intérêt appliqué sera fondé sur les taux de référence canadiens. Ces facilités soutiennent le programme de papier commercial de la société.

La société émet des billets pour le financement à long terme de son programme de billets à moyen terme. Le montant maximal du capital qu'elle est autorisée à émettre en vertu de ce programme s'élève à 2 500 millions de dollars. La totalité de ce capital est toujours à émettre et encore disponible jusqu'en juillet 2007.

La dette à long terme est assujettie à des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la dette permise en tant que pourcentage du total de la structure du capital, restreignent notre capacité de vendre les actifs et imposent une clause de sûreté négative, sous réserve des exceptions habituelles. Au 31 décembre 2005, la société respectait ces clauses restrictives.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

La dette à long terme, libellée en dollars canadiens, n'est pas garantie. Elle est présentée dans le tableau suivant selon le nombre d'années avant l'échéance :

Années avant l'échéance	Capital impayé sur les billets et les débentures *(en millions de dollars canadiens)*	Taux d'intérêt moyen pondéré *(pour cent)*
1 an	589	4,2
2 ans	395	4,4
3 ans	500	4,0
4 ans	400	4,0
5 ans	400	7,2
	2 284	4,7
6 à 10 ans	850	6,0
Plus de 10 ans	1 950	6,6
	5 084	5,6

11. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU RISQUE

La valeur comptable de tous les instruments financiers, à l'exception de la dette à long terme, se rapproche de leur juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète le montant estimatif que la société, si elle devait régler un contrat en cours, aurait dû payer ou serait en droit de recevoir à la fin de l'exercice. La juste valeur de la dette à long terme, fondée sur le cours du marché à la fin de l'exercice de la même dette ou d'une dette semblable comptant le même nombre d'années avant l'échéance, figure dans le tableau suivant :

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005		2004	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme[1]	5 084	5 697	5 232	5 658

1) La valeur comptable de la dette à long terme représente la valeur nominale des billets et des débentures.

Hydro One peut conclure des swaps de taux d'intérêt fixe à terme ou des contrats de vente à terme d'obligations du Gouvernement du Canada pour couvrir les effets des fluctuations futures des taux d'intérêt sur les emprunts à long terme à taux fixe. Ces opérations sont comptabilisées comme des couvertures de flux de trésorerie des opérations prévues. En 2004, Hydro One a conclu un swap de taux d'intérêt à terme comportant un notionnel de 100 millions de dollars pour fixer le taux d'intérêt d'une émission future prévue pour 2005. En 2005, Hydro One a conclu un autre swap de taux d'intérêt à terme pour fixer un notionnel supplémentaire de 50 millions de dollars. Au cours de 2005, la société a mis fin aux deux swap de taux d'intérêt à terme pour un paiement net au comptant de 10 millions de dollars qui est amorti selon la méthode de l'amortissement à intérêts composés sur la durée de 30 ans de la dette connexe.

Au 31 décembre 2005, la société avait un accord de swap de taux d'intérêt variable lié à une émission d'obligations à taux croissant ayant une date d'échéance initiale en 2007, et des dates d'échéance prolongée allant jusqu'en 2011. Le swap de taux d'intérêt est comptabilisé comme une couverture de juste valeur. Cet accord comporte un notionnel de 40 millions de dollars.

La société ne court pas de risque important de contrepartie étant donné que la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt était négligeable en 2005 (néant en 2004).

Les actifs financiers exposent Hydro One au risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses engagements, causant une perte financière. Au 31 décembre 2005, il n'existait aucune concentration importante du risque de crédit à l'égard d'une catégorie donnée d'actifs financiers. La société tire ses produits d'exploitation auprès d'une vaste clientèle. En conséquence, Hydro One n'a pas tiré de produits importants d'un seul client. Au 31 décembre 2005, aucun solde important des débiteurs n'était exigible auprès d'un seul client.

La société continuera d'utiliser des instruments dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés exposent la société au risque de crédit étant donné que la contrepartie peut ne pas respecter ses

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

engagements. Hydro One surveille et minimise le risque de crédit par diverses techniques, dont la négociation avec des contreparties jouissant d'une cote de solvabilité très élevée, la limite du niveau de risque total à des contreparties individuelles et la conclusion d'ententes cadres permettant un règlement net.

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Hydro One a un régime de retraite à prestations déterminées contributif pour tous les salariés permanents de Hydro One et de ses filiales, à l'exception de Hydro One Brampton. Les salariés de Hydro One Brampton participent au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario («OMERS»), caisse de retraite qui regroupe de multiples entreprises du secteur public. Les cotisations actuelles de Hydro One Brampton sont d'environ un million de dollars annuellement.

Répartition des actifs

Les actifs du régime de retraite de Hydro One étaient répartis comme suit aux 31 décembre 2005 et 2004 :

	% des actifs du régime	
Aux 31 décembre	**2005**	**2004**
Titres de participation	60,6	59,2
Titres de créance	36,2	36,2
Divers	3,2	4,6
	100,0	100,0

Autres renseignements

Le régime de retraite de Hydro One ne compte pas de titres de participation directs de la société, mais comptait des titres de créance de la province de 79 millions de dollars et de 83 millions de dollars respectivement aux 31 décembre 2005 et 2004.

Le régime de retraite de la société prévoit des prestations fondées sur le salaire moyen des trois meilleures années ouvrant droit à pension. Pour les nouveaux employés de direction qui ont commencé à travailler à partir du 1er janvier 2004, et pour les nouveaux membres professionnels de Society of Energy embauchés après le 17 novembre 2005, les prestations sont fondées sur le salaire moyen des cinq meilleures années ouvrant droit à pension. Après la retraite, les prestations de retraite sont indexées pour tenir compte de l'inflation. La date d'évaluation servant à déterminer l'actif du régime et l'obligation au titre des prestations constituées est le 31 décembre. D'après l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2003 produite le 22 septembre 2004, la société a versé 83 millions de dollars à son régime de retraite à l'égard de 2005 (74 millions de dollars en 2004), la totalité de cette somme étant nécessaire pour répondre aux besoins de capitalisation minimums. Les cotisations sont payables un mois à terme échu. Toutes les cotisations devraient être faites au comptant. Avant 2004, la société n'était pas tenue de cotiser au régime de retraite, car la dernière évaluation actuarielle, au 31 décembre 2000, indiquait que le régime dégageait un surplus. Les cotisations après 2006 seront fondées sur une évaluation actuarielle réalisée au plus tard le 31 décembre 2006 et dépendront des rendements futurs des placements et des variations des prestations ou des hypothèses actuarielles.

Le total des paiements au comptant des avantages sociaux futurs effectués en 2005, consistant en liquidités versées par la société à son régime de retraite par capitalisation et en des paiements au comptant effectués directement aux bénéficiaires pour ses autres régimes d'avantages sans capitalisation, s'est établi à 123 millions de dollars (110 millions de dollars en 2004).

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Régime de retraite		Avantages futurs autres que le régime de retraite	
	2005	**2004**	**2005**	**2004**
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au 1er janvier	4 862	4 323	966	897
Coût des services rendus au cours de l'exercice	83	76	26	24
Intérêts débiteurs	277	254	57	54
Prestations versées	(248)	(232)	(40)	(36)
Modifications du régime	-	-	1	-
Perte actuarielle nette	381	441	133	27
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre	5 355	4 862	1 143	966
Variation des actifs du régime				
Juste valeur des actifs du régime au 1er janvier	4 243	3 939	-	-
Rendement réel des actifs du régime	630	458	-	-
Prestations versées	(248)	(232)	-	-
Cotisations patronales[1]	83	74	-	-
Cotisations salariales	16	16	-	-
Charges d'administration	(11)	(12)	-	-
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	4 713	4 243	-	-
Situation de capitalisation				
(Obligation au titre des prestations sans capitalisation)	(642)	(619)	(1 143)	(966)
Pertes actuarielles nettes non amorties	1 069	1 128	385	271
Coût non amorti au titre des services passés	22	25	6	6
Actif de retraite reporté (passif au titre des prestations constituées)	449	534	(752)	(689)
Moins : tranche à court terme	-	-	36	35
Actif de retraite reporté (passif à long terme)	449	534	(716)	(654)
Composantes du coût net périodique des prestations				
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations salariales	67	60	26	24
Intérêts débiteurs	277	254	57	54
Rendement réel des actifs du régime, déduction faite des charges	(619)	(445)	-	-
Perte actuarielle	381	441	133	27
Divers	-	-	-	(1)
Coûts apparaissants durant la période	106	309	216	104
Écarts entre les coûts apparaissants durant la période et les coûts constatés durant la période à l'égard des éléments suivants :				
Rendement des actifs du régime	327	174	-	-
Gain actuariel	(268)	(362)	(113)	(11)
Modifications du régime	3	3	-	1
Coût net périodique des prestations	168	124	103	94
Imputé aux résultats d'exploitation	23	22	64	56

1) En janvier 2006, la société a versé une cotisation de 8 millions de dollars à l'égard de 2005 (en 2005, 7 millions de dollars à l'égard de 2004).

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Régime de retraite 2005	Régime de retraite 2004	Avantages futurs autres que le régime de retraite 2005	Avantages futurs autres que le régime de retraite 2004
Effet d'une augmentation de 1 % du coût des soins de santé sur :				
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre	-	-	171	124
Coût des services rendus et intérêts débiteurs	-	-	12	11
Effet d'une diminution de 1 % du coût des soins de santé sur :				
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre	-	-	(133)	(108)
Coût des services rendus et intérêts débiteurs	-	-	(10)	(9)
Hypothèses importantes				
Coût net périodique des prestations :				
Taux de rendement prévu des actifs du régime	7,00 %	7,00 %	-	-
Taux d'actualisation moyen pondéré	5,75 %	6,00 %	5,93 %	6,18 %
Taux d'indexation des échelles salariales (compte non tenu de la rémunération au mérite)	3,25 %	3,25 %	3,25 %	3,25 %
Taux d'augmentation du coût de la vie	2,75 %	2,25 %	2,75 %	2,25 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés *(en années)*	10	12	10	11
Taux d'augmentation du coût des soins de santé[3]	-	-	4,40 %	4,40 %
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre :				
Taux d'actualisation moyen pondéré	5,00 %	5,75 %	4,98 %	5,93 %
Taux d'indexation des échelles salariales (compte non tenu de la rémunération au mérite)	3,25 %	3,25 %	3,25 %	3,25 %
Taux d'augmentation du coût de la vie	2,50 %	2,75 %	2,50 %	2,75 %
Taux d'augmentation du coût des soins de santé[4]	-	-	4,40 %	4,40 %

2) La société suit la méthode de la comptabilité de caisse. Au cours de 2005, des coûts de retraite de 83 millions de dollars (81 millions de dollars en 2004) ont été affectés à la main-d'œuvre, dont 23 millions de dollars (22 millions de dollars en 2004) ont été passés en charges, 32 millions de dollars (31 millions de dollars en 2004) ont été capitalisés à titre d'élément du coût des immobilisations corporelles, et 28 millions de dollars (28 millions de dollars en 2004) ont été affectés à un actif réglementaire.

3) Le taux passant progressivement de 8,47 % en 2005 à 4,40 % par année en 2014 et par la suite (en 2004, de 9,00 % en 2004 à 4,40 % par année en 2014 et par la suite).

4) Le taux passant progressivement de 7,87 % en 2006 à 4,40 % par année en 2014 et par la suite (en 2004, de 8,47 % en 2004 à 4,40 % par année en 2014 et par la suite).

13. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

Au 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Passifs environnementaux au 1er janvier	89	83
Augmentation de l'intérêt	5	5
Dépenses	(14)	(15)
Rajustement découlant d'une réévaluation *(note 9)*	(1)	16
Passifs environnementaux au 31 décembre	79	89
Moins : tranche à court terme	(15)	(15)
	64	74

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Les dépenses futures estimatives liées à l'environnement pour chacun des cinq exercices suivant le 31 décembre 2005 et les dépenses totales par la suite sont comme suit : 15 millions de dollars en 2006; 14 millions de dollars en 2007; 12 millions de dollars en 2008; 10 millions de dollars en 2009; 9 millions de dollars en 2010 et 40 millions de dollars par la suite.

Il existe des incertitudes quant aux coûts environnementaux futurs estimatifs dues à certains événements externes possibles comme la modification des règlements et les progrès dans les technologies de restauration des sites. Hydro One examine régulièrement les facteurs influant sur ces estimations de coûts ainsi que l'état environnemental des divers biens. Le coût réel de l'enquête ou de la restauration des sites peut différer des estimations actuelles.

14. CAPITAL SOCIAL

Actions ordinaires et actions privilégiées

Le 31 mars 2000, la société a émis à la province 12 920 000 actions privilégiées à dividende cumulatif à 5,5 %, d'une valeur de rachat de 25,00 $ l'action et 99 990 actions ordinaires, portant le total des actions ordinaires en circulation à 100 000. La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées et d'actions ordinaires.

Les actions privilégiées donnent droit à un dividende cumulatif annuel de 18 millions de dollars, payable trimestriellement. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la province au prix de 25,00 $ l'action, qui représente la valeur déclarée, plus tout dividende accumulé et impayé, si la province vend au public un certain nombre des actions ordinaires qu'elle détient, de sorte qu'elle détiendra moins de 50 % des actions ordinaires de la société. Hydro One peut décider, sans condition, de régler le prix de rachat, en totalité ou en partie, en émettant des actions ordinaires additionnelles à la province. Si la province n'exerce pas son droit de rachat, la société pourrait rajuster le dividende sur les actions privilégiées afin que le rendement soit inférieur de 0,50 % au rendement du marché d'alors des actions privilégiées à dividende semblable. Les actions privilégiées ne comportent pas de droit de vote, sauf dans des cas précis, et ont priorité de rang sur les actions ordinaires au moment d'une liquidation.

Dividendes

Les dividendes sur actions ordinaires sont déclarés au gré du conseil d'administration de Hydro One et recommandés par la direction en fonction des résultats d'exploitation, de la situation financière, des besoins de liquidités et d'autres facteurs pertinents comme la pratique de l'industrie et les attentes de l'actionnaire.

En 2005, nous avons déclaré des dividendes sur actions privilégiées de 18 millions de dollars (18 millions de dollars en 2004) et des dividendes sur actions ordinaires de 273 millions de dollars (247 millions de dollars en 2004).

Résultat par action

Le résultat par action est calculé comme le bénéfice net de l'exercice, après dividendes sur les actions privilégiées cumulatifs, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice.

15. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La province, la SFIÉO, la SIERÉ et Ontario Power Generation Inc. («OPG») sont des parties liées à Hydro One. De plus, la CEO est liée à la société étant donné qu'elle est une société d'État provinciale. Les opérations entre ces parties et Hydro One ont été les suivantes :

Hydro One a reçu des revenus pour les services de transport de la SIERÉ d'après les taux uniformes de transport approuvés par la CEO. Les revenus de transport pour 2005 comprennent 1 276 millions de dollars (1 228 millions de dollars en 2004) se rapportant à ces services.

Hydro One a reçu des revenus tirés de l'alimentation en électricité de collectivités éloignées du Nord provenant de la SIERÉ. Les revenus de distribution pour 2005 comprennent 21 millions de dollars (21 millions de dollars en 2004) se rapportant à ces services.

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Hydro One reçoit de la SIERÉ des sommes pour la protection des tarifs ruraux. Les revenus de distribution pour 2005 comprennent 127 millions de dollars se rapportant à ce programme. En 2004, la société a aussi reçu 127 millions de dollars pour la protection des tarifs ruraux, dont 1 million de dollars ont été versés à des sociétés de distribution locales relativement aux conventions d'annexion.

En 2005, Hydro One a acheté l'équivalent de 2 095 millions de dollars (1 951 millions de dollars en 2004) en électricité sur le marché de l'électricité administré par la SIERÉ et de 36 millions de dollars (36 millions de dollars en 2004) en électricité d'OPG.

Aux termes de la *Loi sur la Commission de l'énergie de l'Ontario de 1998*, la CEO doit recouvrer la totalité de ses charges d'exploitation annuelles auprès des sociétés de distribution de gaz et d'électricité et des sociétés de transport d'électricité. En 2005, Hydro One a engagé des frais de 7 millions de dollars (10 millions de dollars en 2004) auprès de la CEO.

Hydro One a des conventions de niveau de service avec les autres sociétés remplaçantes. Ces services comprennent des services extérieurs ainsi que d'ingénierie, de logistique et de télécommunications. Les revenus liés à la prestation de services de construction et d'entretien du matériel aux autres sociétés remplaçantes se sont établis à 11 millions de dollars (11 millions de dollars en 2004), surtout pour l'entreprise de transport. Les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration liées à l'achat de services auprès des autres sociétés remplaçantes ont été inférieures à 1 million de dollars en 2005 et en 2004.

La provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés a été payée ou est à payer à la SFIÉO, et des dividendes ont été versés ou le seront à la province (voir la note 2).

Les montants à payer à des parties liées ou à recevoir de celles-ci par suite des opérations susmentionnées sont comme suit :

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Débiteurs	116	120
Créditeurs et charges à payer	(263)	(247)

Les créditeurs et charges à payer représentent les sommes à payer à la SIERÉ relativement à des achats d'électricité de 213 millions de dollars (200 millions de dollars en 2004).

16. ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Aux fins des états des flux de trésorerie consolidés, le poste «trésorerie et équivalents de trésorerie» fait référence au poste «dette bancaire» du bilan.

Les variations des soldes hors caisse liées à l'exploitation comprennent ce qui suit :

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Diminution (augmentation) des débiteurs	85	(91)
Augmentation des matières et des fournitures	(9)	(2)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	70	10
(Diminution) augmentation des intérêts courus	(1)	6
Diminution des créditeurs à long terme et des charges à payer	(1)	(9)
Augmentation des avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite	62	57
Divers	(12)	(4)
	194	(33)
Informations supplémentaires :		
Intérêts payés	300	285
Paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	210	207

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

17. ÉVENTUALITÉS

Poursuites

Hydro One est impliquée dans diverses poursuites, réclamations et instances réglementaires dans le cours normal des affaires. De l'avis de la direction, l'issue de ces affaires, sauf comme il est indiqué ci-dessous, n'aura pas d'incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie consolidés de la société.

Par suite de l'acquisition par Hydro One de certains actifs, passifs, droits et obligations liés aux services de transport et de distribution et aux services énergétiques d'Ontario Hydro, Hydro One a remplacé Ontario Hydro comme partie dans un certain nombre de poursuites. Le 1er septembre 1995, Torcom Communications Inc. (Torcom) a désigné Ontario Hydro comme l'un de plusieurs défendeurs dans une poursuite en dommages-intérêts de 150 millions de dollars, ciblant en outre l'exécution précise de certains contrats et un redressement par voie d'injonction interlocutoire. Torcom voulait acheter certains appareils de télécommunications appartenant à une société en faillite auprès du séquestre judiciaire. Les appareils avaient été installés sur une propriété d'Ontario Hydro en vertu d'un permis octroyé au propriétaire original. Torcom allègue qu'elle a conclu un accord avec Ontario Hydro pour l'installation permanente des appareils sur la propriété d'Ontario Hydro et qu'Ontario Hydro a rompu cet accord et a contrecarré ses efforts pour acheter les appareils auprès du séquestre. Le dossier n'a pas beaucoup avancé depuis 1995, année où Ontario Hydro a déposé une demande de précisions à l'égard des allégations à son endroit. Ontario Hydro n'a pas reçu de réponse à sa demande et n'a pas encore produit de défense. Hydro One estime qu'il y a des arguments de défense solides quant à la plainte contre Ontario Hydro et qu'il est peu probable que l'issue de ce litige ait un effet important sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière ou son avenir. Torcom n'a pas donné suite à cette réclamation depuis presque dix ans.

Le 29 mars 1999, la bande des Premières nations de Whitesand a intenté une poursuite devant la Cour de l'Ontario (Division générale), dont les défendeurs sont la province, le Procureur général du Canada, Ontario Hydro, la SFIEO, OPG et la société. Le 24 mai 2001, la bande des Premières nations de Whitesand a déposé une autre poursuite pratiquement identique à la première contre les mêmes parties. Cette deuxième poursuite est motivée par le moyen de procédure utilisé par la province dans sa défense alléguant que l'avis de la première poursuite ne respectait pas la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne* (Ontario). Ces poursuites réclament un jugement déclaratoire, une mesure injonctive et des dommages-intérêts d'un montant indéterminé. La bande de Whitesand allègue que, depuis au moins la première moitié du XXe siècle, Ontario Hydro érige des barrages et des centrales ainsi que d'autres installations sur les terres traditionnelles de la bande ou touchant celles-ci, et que ces installations ont causé des dommages aux membres de la bande et aux terres, y compris d'importantes inondations et de l'érosion. La bande de Whitesand réclame également, en vertu des droits issus de traités, une part des profits provenant des activités de ces installations d'Ontario Hydro, un droit à une hausse des rentes établies par traité et des dédommagements pour les coûts engagés dans le cadre de négociations antérieures portant sur les griefs de la bande à l'égard d'Ontario Hydro. La bande de Whitesand a invoqué de multiples causes d'action, dont la violation de propriété, la violation d'une obligation fiduciaire, la nuisance et la négligence. Le dossier a été regroupé avec une réclamation semblable de la bande des Premières nations de Red Rock qui a été intentée le 7 septembre 2001, vu que toutes les questions de procédure dans les deux litiges étaient les mêmes. Ces deux causes sont maintenant fondues en un seul recours où les réclamations de Whitesand et de Red Rock sont présentées. Les réclamations relatives aux activités d'Ontario Hydro (c'est-à-dire, l'inondation) ont trait à des litiges pour lesquels OPG aurait une responsabilité compte tenu des décrets de transfert en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Dans la réclamation regroupée, Whitesand et Red Rock essaient de rattacher Hydro One aux allégations d'inondation d'après le principe présumé que le réseau de transport fait partie intégrante du réseau entier d'électricité, ce qui inclut la méthode de production de l'électricité. À ce jour, Hydro One n'a pas produit de défense. Hydro One croit qu'il est peu probable que l'issue de ce litige ait une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière ou son avenir.

Transfert d'actifs

Le 1er avril 1999, dans le cadre de l'acquisition de ses activités, Hydro One a acquis et pris en charge les actifs et passifs, les droits et les obligations des entreprises de transport et de distribution d'électricité ainsi que de services énergétiques d'Ontario Hydro, à l'exception de certains actifs de transport et de distribution et d'autres actifs situés sur des terres gardées pour des bandes ou des groupes d'Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (Canada). Le transfert du titre de ces actifs ne s'est pas produit car, à l'origine, les autorisations accordées par le ministère

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

canadien des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la construction et l'exploitation de ces actifs ne pouvaient être cédées sans le consentement du ministre et des bandes ou groupes d'Indiens visés ou, dans plusieurs cas, parce que les autorisations étaient périmées ou n'avaient pas été correctement délivrées. Hydro One gère ces actifs, qui sont détenus pour l'instant par la SFIÉO.

Hydro One a amorcé des négociations avec les bandes et les groupes d'Indiens visés, afin d'obtenir les autorisations et les consentements nécessaires pour effectuer le transfert de ces actifs de transport, de distribution et autres. Hydro One ne peut prédire le montant total qu'elle pourrait devoir payer pour obtenir les autorisations et les consentements nécessaires. Hydro One s'attend à payer plus de 850 000 $ par année, ce qui correspond au montant versé auparavant à ces bandes et groupes d'Indiens par Ontario Hydro et au montant total des coûts permis en vertu des ordonnances tarifaires transitoires. Si, après avoir pris toutes les mesures raisonnables, Hydro One ne peut autrement obtenir les autorisations et les consentements des bandes et groupes d'Indiens, la SFIÉO gardera ces actifs pour une période indéterminée. Par contre, Hydro One pourrait devoir déplacer ces actifs des terres indiennes à d'autres endroits à un coût qui serait élevé ou, dans un nombre limité de cas, abandonner une ligne et la remplacer par des groupes générateurs diesel. Dans de tels cas, Hydro One ferait une demande pour recouvrer ces coûts dans des ordonnances tarifaires futures.

18. ENGAGEMENTS

Entente avec Inergi

Depuis le 1er mars 2002, Cap Gemini Canada Inc. fournit des services à Hydro One par l'intermédiaire d'Inergi. Selon l'entente, Inergi procure à Hydro One notamment des services relatifs aux technologies de l'information, aux relations avec la clientèle et à la chaîne d'approvisionnement, ainsi que certains services financiers et certains services liés aux ressources humaines en vertu d'une entente de dix ans. Les frais initiaux sont d'environ 90 millions de dollars à 130 millions de dollars par année, sous réserve de l'étude comparative externe effectuée tous les trois ans pour assurer que Hydro One paie un coût fixe concurrentiel et constamment amélioré. Dans le cadre de cette entente, environ 900 salariés de la société, y compris environ 130 salariés non permanents, ont été mutés à Inergi le 1er mars 2002.

Les engagements annuels en vertu de l'entente pour chacun des cinq exercices suivant le 31 décembre 2005 et le montant total par la suite se présentent comme suit : 110 millions de dollars en 2006; 108 millions de dollars en 2007; 97 millions de dollars en 2008; 93 millions de dollars en 2009; 90 millions de dollars en 2010 et 102 millions de dollars par la suite.

En outre, l'entente d'impartition avec Inergi comprend une convention de partage des risques, selon laquelle Hydro One ou Inergi effectue un paiement lié à un déséquilibre passé entre l'actif et le passif de la caisse de retraite du personnel muté couvert par le régime de retraite d'Inergi. La convention de partage des risques a été établie d'après les données disponibles le 31 décembre 2004 reflétant les facteurs économiques et les taux de rendement de la caisse de retraite. Hydro One est tenue de verser à Inergi environ 17 millions de dollars répartis en versements égaux sur les deux prochains exercices.

Soutien de prudence

Les acheteurs d'électricité en Ontario, par l'intermédiaire de la SIERÉ, sont tenus de fournir une garantie pour réduire le risque de manquement d'après leur activité prévue sur le marché. La SIERÉ pourrait effectuer des prélèvements sur ces garanties si Hydro One Networks ou Hydro One Brampton ne parvenait pas à effectuer un paiement exigé par un avis de paiement en souffrance émis par la SIERÉ. Le paiement potentiel maximal correspond à la valeur nominale des lettres de crédit bancaires majorée du montant nominal de la garantie de la société mère. Au 31 décembre 2005, le soutien de prudence fourni par la société consistait en des lettres de crédit bancaires de 21 millions de dollars (33 millions de dollars en 2004) et des garanties de la société mère de 275 millions de dollars (275 millions de dollars en 2004).

Conventions de retraite

Des lettres de crédit bancaires ont été émises comme garantie pour le passif de la société aux termes d'un fonds de fiducie, établi en vertu du régime de retraite complémentaire à l'intention des employés de Hydro One et de ses filiales. Le fiduciaire est tenu d'effectuer des prélèvements sur les lettres de crédit si Hydro One manque à ses obligations aux

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

termes du régime. Ces obligations incluent l'exigence de fournir au fiduciaire un rapport actuariel annuel, ainsi que des lettres de crédit suffisantes pour garantir le passif de la société en vertu du régime, de verser les prestations exigibles dans le cadre du régime et de payer les frais liés aux lettres de crédit. Le paiement potentiel maximal correspond à la valeur nominale des lettres de crédit bancaires. Au 31 décembre 2005, Hydro One avait des lettres de crédit bancaires de 82 millions de dollars (80 millions de dollars en 2004) en cours relativement aux conventions de retraite.

Contrats de location-exploitation

Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de contrats de location-exploitation pour chacun des cinq exercices suivant le 31 décembre 2005 et le montant total par la suite sont comme suit : 5 millions de dollars en 2006; 4 millions de dollars en 2007; 4 millions de dollars en 2008; 4 millions de dollars en 2009; néant en 2010 et néant par la suite.

19. INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydro One comporte trois secteurs isolables :

- l'entreprise de transport, dont l'activité principale consiste à fournir des services de transport et de raccordement, et qui est responsable du transport de l'électricité dans l'ensemble du réseau électrique de l'Ontario;
- l'entreprise de distribution, dont l'activité principale consiste à livrer et à vendre de l'électricité aux clients;
- un secteur «divers» qui comprend principalement l'entreprise de télécommunications. Hydro One procède actuellement à l'évaluation de sa stratégie à l'égard de ces activités.

La désignation des secteurs d'activité est fondée sur le statut réglementaire et sur la nature des produits et des services offerts. Les conventions comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le sommaire des principales conventions comptables (voir la note 2). Les informations sectorielles se présentent comme suit :

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Transport	Distribution	Divers	Consolidé
2005				
Bénéfice sectoriel				
Produits	1 310	3 085	21	4 416
Achats d'électricité	-	2 131	-	2 131
Exploitation, entretien et administration	353	413	26	792
Amortissement	246	236	5	487
Bénéfice (perte) avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	711	305	(10)	1 006
Charges de financement				325
Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés				681
Dépenses en immobilisations	349	338	4	691

HYDRO ONE INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Transport	Distribution	Divers	Consolidé
2004				
Bénéfice sectoriel				
Produits	1 262	2 874	17	4 153
Achats d'électricité	-	1 987	-	1 987
Exploitation, entretien et administration	356	392	23	771
Amortissement	241	234	5	480
Bénéfice (perte) avant charges de financement, provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés et recouvrement réglementaire	665	261	(11)	915
Recouvrement réglementaire				91
Bénéfice avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés				1 006
Charges de financement				331
Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés				675
Dépenses en immobilisations	432	288	7	727

Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	**2005**	**2004**
Total de l'actif		
Transport	6 832	6 785
Distribution	4 925	4 845
Divers	92	95
	11 849	11 725

Tous les produits, les coûts et les actifs, selon le cas, sont gagnés, engagés ou détenus au Canada.

HYDRO ONE INC.
SOMMAIRE DES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET DES STATISTIQUES D'EXPLOITATION DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003	2002	2001
Données tirées de l'état des résultats					
Produits					
Transport	1 310	1 262	1 298	1 317	1 259
Distribution	3 085	2 874	2 734	2 682	2 158
Divers	21	17	26	32	49
	4 416	4 153	4 058	4 031	3 466
Charges					
Achats d'électricité	2 131	1 987	1 872	1 858	1 267
Exploitation, entretien et administration[1]	792	771	795	832	824
Amortissement	487	480	454	411	384
	3 410	3 238	3 121	3 101	2 475
Recouvrement réglementaire[2]	-	91	-	-	-
Bénéfice avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	1 006	1 006	937	930	991
Charges de financement	325	331	348	353	350
Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	681	675	589	577	641
Provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés	198	177	193	233	267
Bénéfice net	483	498	396	344	374
Résultat de base et dilué par action ordinaire *(en dollars canadiens)*	4 652	4 798	3 779	3 258	3 562
Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)					
Données tirées du bilan					
Actif					
Transport	6 832	6 785	6 589	6 638	6 693
Distribution	4 925	4 845	4 623	4 694	4 416
Divers	92	95	94	90	122
Total de l'actif	11 849	11 725	11 306	11 422	11 231
Passif					
Passif à court terme (y compris la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an)	1 341	1 262	1 192	1 894	1 625
Dette à long terme	4 466	4 613	4 539	3 938	4 079
Autres passifs à long terme	1 326	1 326	1 284	1 451	1 533
Capitaux propres					
Capital social	3 637	3 637	3 637	3 637	3 637
Bénéfices non répartis	1 079	887	654	502	357
Total du passif et des capitaux propres	11 849	11 725	11 306	11 422	11 231

HYDRO ONE INC.
SOMMAIRE DES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET DES STATISTIQUES D'EXPLOITATION DES CINQ DERNIERS EXERCICES (suite)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003	2002	2001
Autres données financières					
Dépenses en immobilisations					
Transport	349	432	289	260	274
Distribution[3]	338	288	292	286	247
Divers	4	7	16	24	45
Total des dépenses en immobilisations	691	727	597	570	566
Ratios					
Couverture de la dette à long terme par l'actif net[4]	1,93	1,88	1,86	1,90	1,88
Ratio de couverture par le bénéfice[5]	2,69	2,70	2,43	2,35	2,53
Statistiques d'exploitation					
Transport					
Unités transportées *(TWh)*[6]	157,0	153,4	151,7	153,2	146,9
Demande de pointe sur 20 minutes du réseau ontarien *(MW)*[6]	26 219	25 204	24 849	25 629	25 269
Demande de pointe sur 60 minutes du réseau ontarien *(MW)*[6]	26 160	24 979	24 753	25 414	25 239
Total des lignes de transport *(en kilomètres)*	28 547	28 643	28 621	28 492	28 387
Distribution					
Unités distribuées aux clients de Hydro One *(TWh)*[6]	29,7	28,5	27,9	27,1	21,3
Unités distribuées par les lignes de Hydro One *(TWh)*[6, 7]	45,6	44,8	44,7	45,1	41,3
Total des lignes de distribution *(circuit-kilomètre)*	122 118	121 736	121 285	120 767	120 448
Clients	1 273 768	1 258 925	1 238 748	1 219 614	1 193 089
Total de l'effectif permanent	4 189	4 118	3 967	3 933	4 815

1) Les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration pour 2002 incluaient une charge de 25 millions de dollars pour un programme de réduction de l'effectif.

2) À la suite des preuves verbales et écrites présentées par Hydro One, le 9 décembre 2004, la CEO a rendu une décision évoquant le caractère prudent et approuvant le recouvrement des montants auparavant reportés par la *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité*, relativement aux soldes des comptes de report réglementaire visés par Hydro One dans sa demande du 31 mai 2004. Par conséquent, un recouvrement réglementaire non récurrent de 91 millions de dollars a été inscrit.

3) Les dépenses en immobilisations excluent 468 millions de dollars en 2001 associés à l'acquisition de sociétés de distribution locales.

4) Le ratio de couverture de la dette à long terme par l'actif net est calculé comme le total de l'actif moins le total du passif, exclusion faite de la dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an), divisé par la dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an).

5) Le ratio de couverture par le bénéfice a été calculé comme la somme du bénéfice net, des charges de financement et de la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés, divisée par la somme des charges de financement, des intérêts capitalisés et des dividendes sur actions privilégiées cumulatifs.

6) Les statistiques relatives au réseau comprennent des chiffres provisoires pour décembre.

7) Les unités distribuées par les lignes de Hydro One représentent la totalité des exigences du réseau de distribution et incluent l'électricité distribuée aux consommateurs qui achètent leur électricité directement de la SIERE. Avant le libre accès en 2002, ces abonnés achetaient leur électricité directement de la société remplacée d'OPG.

Énoncé de responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

La responsabilité à l'égard de la présentation et de la préparation des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion incombe à la direction d'Ontario Power Generation Inc. («OPG»).

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada et aux exigences de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario («CVMO»), selon le cas. Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des autorités en valeurs mobilières, y compris le Règlement 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et ses exigences publiées connexes.

Les états financiers consolidés et l'information figurant dans le rapport de gestion comprennent nécessairement des montants fondés sur un jugement éclairé et des estimations à l'égard des incidences attendues des événements et des opérations actuels compte tenu de leur importance. Un élément est jugé important s'il est prévu, par suite d'efforts raisonnables, qu'il aura une incidence importante sur le bénéfice, les flux de trésorerie, la valeur d'un actif ou d'un passif ou la réputation. En outre, dans le cadre de la préparation de l'information financière, nous devons interpréter les exigences décrites plus haut, établir la pertinence des renseignements qui seront inclus et faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur l'information présentée. Le rapport de gestion comprend également des informations à l'égard de l'incidence des opérations et des événements actuels, des sources de trésorerie et de financement, des tendances d'exploitation, des risques et des incertitudes. Les résultats réels qui seront atteints peuvent différer de manière importante de notre évaluation actuelle de cette information puisque les événements et les circonstances futurs pourraient ne pas se produire tel qu'il a été prévu.

Pour assumer notre responsabilité à l'égard de la fiabilité de l'information financière, nous maintenons un système complet de contrôles internes et de vérification interne, y compris des contrôles organisationnels, des contrôles des procédures et des contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière, et nous nous fondons sur ce système. Notre système de contrôles internes comprend la communication écrite de nos politiques et de nos procédures qui gèrent la conduite d'affaires et la gestion du risque, la planification d'ensemble de nos activités, la répartition efficace des tâches, la délégation des pouvoirs et l'imputabilité personnelle, la sélection soigneuse et la formation du personnel, ainsi que des conventions comptables judicieuses et prudentes, que nous mettons à jour régulièrement. Cette structure donne l'assurance d'un contrôle interne approprié des opérations, des actifs et des registres comptables. Nous procédons également régulièrement à la vérification des contrôles internes. Ces contrôles et ces vérifications sont établis dans le but de nous fournir l'assurance raisonnable que les registres financiers sont fiables aux fins de la préparation des états financiers et des autres informations financières, que les actifs sont protégés contre une utilisation ou une cession non autorisée, que les passifs sont constatés et que nous nous conformons à toutes les exigences réglementaires.

À titre de chef de la direction et de chef des finances d'OPG, nous attesterons du document d'information annuel d'OPG déposé auprès de la CVMO, qui comprend l'attestation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information d'OPG, comme l'exige le Règlement 52-109.

Le conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son comité de vérification et de gestion des risques, procède à l'examen et à l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion, et supervise les responsabilités de la direction à l'égard de la présentation et de la préparation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risques et de l'évaluation des opérations importantes et des opérations entre apparentés.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l., vérificateurs externes nommés par le conseil d'administration. Le rapport des vérificateurs précise les responsabilités des vérificateurs et l'étendue de leur vérification et leur opinion sur les états financiers consolidés d'OPG. Les vérificateurs externes, comme il a été confirmé par le comité de vérification et de gestion des risques, ont eu un accès direct et sans restriction au comité de vérification et de gestion des risques, avec et sans la présence des membres de la direction, pour discuter de la vérification et de leurs constatations quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière par OPG et de l'efficacité du système de contrôles internes.

Le président et chef de la direction

Jim Hankinson

Le chef des finances

Donn W.J. Hanbidge

le 7 février 2006

Rapport des vérificateurs

A l'actionnaire d'Ontario Power Generation Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Ontario Power Generation Inc. aux 31 décembre 2005 et 2004, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis (du déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction d'Ontario Power Generation Inc. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

A notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'Ontario Power Generation Inc. aux 31 décembre 2005 et 2004, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young LLP

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, Canada
Le 7 février 2006

Etats des résultats consolidés

Exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005	2004
Produits		
Produits avant le rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché et le rabais associé à la limite de revenus	**6 949**	6 072
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché (note 17)	**(412)**	(1 154)
Rabais associé à la limite de revenus (note 18)	**(739)**	–
	5 798	4 918
Combustible	**1 297**	1 153
Marge brute	**4 501**	3 765
Charges		
Exploitation, maintenance et administration	**2 516**	2 594
Amortissement (note 5)	**753**	765
Augmentation du passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires due à la désactualisation	**476**	453
Bénéfice tiré des fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**(381)**	(313)
Impôt foncier et impôt sur le capital	**107**	103
Restructuration	**10**	20
	3 481	3 622
Bénéfice avant ce qui suit :	**1 020**	143
Dépréciation des actifs à long terme (note 5)	**265**	–
Autres produits	**–**	(8)
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et élément extraordinaire	**755**	151
Intérêts débiteurs, montant net	**197**	189
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et élément extraordinaire	**558**	(38)
Charge (recouvrement) d'impôts		
Exigibles	**80**	21
Futurs (note 10)	**38**	(101)
	118	(80)
Bénéfice avant élément extraordinaire	**440**	42
Élément extraordinaire (note 10)	**74**	–
Bénéfice net	**366**	42
Résultat de base et dilué par action ordinaire avant élément extraordinaire (en dollars)	**1,72**	0,16
Résultat de base et dilué par action ordinaire (en dollars)	**1,43**	0,16
Actions ordinaires en circulation (en millions)	**256,3**	256,3

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Etats des bénéfices non répartis (du déficit) consolidés

Aux 31 décembre

(en millions de dollars)

	2005	2004
Déficit au début de l'exercice	**(105)**	(147)
Bénéfice net	**366**	42
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	**261**	(105)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars)	2005	2004
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	**366**	42
Rajustements pour les éléments hors caisse :		
Amortissement	**753**	765
Augmentation du passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires due à la désactualisation	**476**	453
Bénéfice tiré des fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**(381)**	(313)
Charge de retraite	**115**	92
Autres avantages postérieurs à l'emploi et régimes de retraite complémentaires	**181**	157
Impôts sur les bénéfices futurs	**38**	(101)
Contrats d'option à taux intermédiaires	**(36)**	(52)
Provision pour restructuration	**10**	20
Rajustement à la valeur marchande des contrats d'électricité	**18**	5
Provision pour combustible nucléaire irradié	**28**	28
Dépréciation des actifs à long terme	**265**	–
Radiation du surstock	**57**	–
Élément extraordinaire	**74**	–
Actifs et passifs réglementaires	**7**	–
Divers	**22**	26
	1 993	1 122
Contributions aux fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**(454)**	(454)
Dépenses d'enlèvement d'immobilisations nucléaires et de gestion des déchets nucléaires	**(90)**	(71)
Remboursement des dépenses d'enlèvement d'immobilisations nucléaires et de gestion des déchets nucléaires	**23**	19
Cotisations à la caisse de retraite	**(254)**	(154)
Dépenses pour les autres avantages postérieurs à l'emploi et les régimes de retraite complémentaires	**(65)**	(60)
Dépenses de restructuration (note 15)	**(18)**	(51)
Variations nettes des autres actifs et passifs à long terme	**(87)**	(26)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement (note 25)	**153**	(99)
Flux de trésorerie d'exploitation	**1 201**	226
Activités d'investissement		
Placement dans des actifs réglementaires (note 6)	**(265)**	–
Placement dans des immobilisations	**(498)**	(561)
Produit de la vente d'autres immobilisations corporelles	**3**	18
Flux de trésorerie d'investissement	**(760)**	(543)
Activités de financement		
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 8)	**495**	13
Remboursement de la dette à long terme (note 8)	**(4)**	(6)
Augmentation (diminution) nette des effets à court terme (note 7)	**(26)**	26
Flux de trésorerie de financement	**465**	33
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**906**	(284)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**2**	286
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**908**	2

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Bilans consolidés

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2005	2004
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**908**	2
Débiteurs (note 4)	**538**	346
Impôts futurs (note 10)	**18**	44
Stocks de combustible	**581**	569
Matières et fournitures	**115**	92
	2 160	1 053
Immobilisations (note 5)		
Immobilisations corporelles	**15 172**	15 114
Moins : amortissement cumulé	**3 760**	3 174
	11 412	11 940
Autres actifs à long terme		
Actif des régimes de retraite reporté (note 11)	**663**	524
Fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires (note 9)	**6 788**	5 976
Matières et fournitures à long terme	**273**	281
Actifs réglementaires (note 6)	**266**	–
Débiteurs à long terme et autres actifs	**61**	56
	8 051	6 837
	21 623	19 830

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Bilans consolidés

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2005	2004
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (notes 15 et 16)	**958**	949
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché, à payer (note 17)	**–**	439
Rabais associé à la limite de revenus, à payer (note 18)	**739**	–
Effets à court terme à payer (note 7)	**–**	26
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 8)	**806**	5
Produits reportés exigibles à moins d'un an	**12**	12
Impôts sur les bénéfices et impôt sur le capital à payer (note 10)	**81**	12
	2 596	1 443
Dette à long terme (note 8)	**3 089**	3 399
Autres passifs à long terme		
Enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires (note 9)	**8 759**	8 339
Autres avantages postérieurs à l'emploi et régimes de retraite complémentaires (note 11)	**1 212**	1 105
Créditeurs à long terme et charges à payer	**183**	212
Produits reportés	**144**	156
Impôts futurs (note 10)	**241**	155
Passifs réglementaires (note 6)	**12**	–
	10 551	9 967
Avoir de l'actionnaire		
Actions ordinaires	**5 126**	5 126
Bénéfices non répartis (déficit)	**261**	(105)
	5 387	5 021
	21 623	19 830

Engagements et éventualités (notes 2, 5, 7, 8, 9, 10, 12 et 14)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration,

L'honorable Jake Epp
Président du conseil

M. George Lewis
Administrateur

Notes afférentes aux états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004

1 Description de l'entreprise

Ontario Power Generation Inc. a été constituée le 1er décembre 1998 selon la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario. Dans le cadre de la restructuration d'Ontario Hydro, en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, et du secteur de l'électricité en Ontario, Ontario Power Generation Inc. et ses filiales (collectivement appelées «OPG» ou la «Société») ont acquis et pris en charge certains actifs, passifs, employés, droits et obligations liés aux activités de production d'électricité d'Ontario Hydro le 1er avril 1999, date du début de l'exploitation. Ontario Hydro a continué d'exercer ses activités sous le nom de Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario («SFIEO»), avec le mandat de gérer et de rembourser la dette impayée et les autres obligations d'Ontario Hydro.

2 Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits et des charges et sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

Les états financiers consolidés incluent les comptes d'OPG Inc. et de ses filiales. OPG comptabilise ses participations dans les coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Toutes les opérations intersociétés importantes ont été éliminées dans la consolidation.

Certains montants comparatifs de 2004 ont été reclassés par rapport aux états financiers antérieurement présentés pour les rendre conformes à la présentation des états financiers de 2005.

3 Sommaire des principales conventions comptables

Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'argent en dépôt et les instruments du marché monétaire dont l'échéance est de moins de 90 jours à la date d'achat. Tous les autres instruments du marché monétaire dont l'échéance est de plus de 90 jours, mais de moins d'un an à la date d'achat, sont constatés comme des placements à court terme. Ces instruments sont évalués au coût ou à la valeur marchande, selon le moins élevé des deux montants.

Les intérêts gagnés sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme de 13 millions de dollars (5 millions de dollars en 2004) à un taux réel moyen de 2,8 % (2,2 % en 2004) sont contrebalancés par les intérêts débiteurs dans les états des résultats consolidés.

Vente de créances

La titrisation de créances représente la vente d'actifs, tels que des débiteurs, à des entités ou à des fiducies indépendantes, qui achètent des créances, puis émettent des droits dans celles-ci aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées comme des ventes étant donné que le contrôle sur ces actifs a été cédé moyennant une contrepartie au comptant nette. Pour chaque cession, l'excédent de la valeur comptable des créances cédées sur la juste valeur estimative des produits reçus figure à titre de perte à la date du transfert dans les intérêts débiteurs nets. La valeur comptable des créances cédées est imputée aux créances vendues ou aux droits conservés selon leur juste valeur relative à la date de la cession.

La juste valeur est établie en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie sont projetés à partir des meilleures estimations des principales hypothèses d'OPG, comme les taux d'actualisation, la durée de vie moyenne pondérée des créances et les ratios de créances irrécouvrables.

Quand des créances sont vendues, certains actifs financiers, qui consistent en des droits dans les créances cédées, sont conservés. Certains droits conservés détenus dans les créances sont comptabilisés au coût. Les créances cédées sont entièrement gérées et ne donnent pas lieu à un actif ni à un passif de gestion.

Stocks

Les stocks de combustible sont évalués au coût moyen pondéré.

Les matières et les fournitures sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants, à l'exception des pièces de rechange essentielles uniques à certaines installations nucléaires ou à combustible fossile. Le coût des pièces de rechange essentielles est imputé aux résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie restante de ces installations et est classé comme un actif à long terme.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les frais d'intérêts engagés pendant la construction sont capitalisés dans le coût de l'immobilisation en fonction du taux d'intérêt sur la dette à long terme d'OPG. Les dépenses associées au remplacement des principaux composants sont capitalisées.

Les taux d'amortissement utilisés pour les différentes catégories d'immobilisations sont fondés sur leur durée de vie utile estimative. Les coûts d'enlèvement des immobilisations qui n'ont pas fait l'objet d'une provision au cours de la période considérée ou des périodes antérieures sont également imputés à la dotation aux amortissements. Les frais de réparation et de maintenance sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, sauf les ordinateurs et l'équipement de transport et de travail, qui le sont selon la méthode de l'amortissement dégressif comme suit :

Centrales nucléaires Darlington et Pickering B	25 ans
Centrale nucléaire Pickering A	42 à 44 ans[1]
Centrales à combustible fossile	40 à 50 ans[2]
Centrales hydroélectriques	100 ans
Installations d'administration et de service	50 ans
Ordinateurs et équipement de transport et de travail – amortissement dégressif	9 % à 40 % par an
Principaux logiciels d'application	5 ans

1. Les unités 1 et 4 de la centrale Pickering A sont amorties sur une durée d'exploitation plus longue en raison de l'achèvement, au cours des années 1980, des travaux de retubage de la centrale Pickering A et de la remise à neuf des unités 1 et 4, achevés respectivement en 2005 et 2003.
2. Depuis le 1er janvier 2004, les centrales alimentées au charbon sont amorties sur la période comprise entre 2004 en 2007 en raison de la fermeture prévue de ces centrales d'ici la fin de 2007, à l'exception de la centrale Nanticoke qui sera amortie sur une période se terminant en 2008.

Dépréciation des immobilisations

OPG évalue ses immobilisations corporelles chaque fois que les conditions indiquent que les flux de trésorerie non actualisés estimatifs pourraient être inférieurs à la valeur comptable nette des actifs. Si les flux de trésorerie futurs non actualisés prévus sont inférieurs à la valeur comptable, une perte de valeur est constatée, correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. La juste valeur est établie à partir des flux de trésorerie futurs actualisés prévus si les cours du marché ne sont pas disponibles.

Placements du portefeuille à long terme

Les placements du portefeuille à long terme, autres que les placements détenus par la filiale en propriété exclusive de la Société, OPG Ventures Inc. («OPGV»), sont présentés à la fraction non amortie du coût et englobent les fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires. Les gains et les pertes sur les placements à long terme sont constatés dans les autres produits, à la vente des placements. Lorsqu'une baisse dans la valeur des placements survient, qui est considérée durable, une provision pour perte est établie.

Les placements détenus par OPGV sont inscrits à leur juste valeur, et la variation de la juste valeur des placements est incluse dans les produits de la période au cours de laquelle la variation a lieu. La juste valeur de ces placements est estimée d'après les renseignements sur le marché disponibles ou à l'aide de techniques d'estimation fondées sur le rendement historique.

Passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires

OPG constate des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles relativement à l'enlèvement d'immobilisations nucléaires et à la gestion des déchets nucléaires, actualisées à la valeur temporelle de l'argent. Elle a estimé le montant et le calendrier des charges en trésorerie futures liées à ces activités en fonction des plans actuels d'enlèvement d'immobilisations nucléaires et de gestion des déchets nucléaires. Les passifs sont d'abord constatés à leur juste valeur estimative, fondée sur la valeur actualisée des coûts que l'on prévoit engager.

Le passif est augmenté régulièrement du montant de la valeur actualisée de la tranche variable des coûts relatifs aux déchets nucléaires produits chaque année, les montants correspondants étant imputés aux charges d'exploitation. Les charges relatives aux déchets de faible activité et d'activité moyenne sont imputées à la dotation aux amortissements. Les charges relatives à l'évacuation du combustible nucléaire irradié sont imputées aux charges relatives au combustible. Le passif peut également être rajusté par suite de modifications des montants ou des échéanciers estimatifs des flux de trésorerie futurs sous-jacents. Au règlement du passif, un gain ou une perte serait constaté.

L'augmentation découle du fait que les passifs pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires sont présentés à leur valeur actualisée nette. La charge de désactualisation correspond à l'augmentation de la valeur comptable des passifs due à l'écoulement du temps. La charge subséquente est incluse dans les charges d'exploitation.

Le coût de mise hors service d'immobilisations est capitalisé par augmentation de la valeur comptable des immobilisations connexes. Le coût capitalisé est amorti sur la durée de vie utile résiduelle des immobilisations connexes et inclus dans la dotation aux amortissements.

Fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires

Conformément à l'accord en vertu de l'Ontario Nuclear Funds Agreement («ONFA») conclu entre OPG et la province d'Ontario, OPG a établi le Fonds pour combustible irradié et le Fonds de déclassement (collectivement, les «Fonds nucléaires»). Le Fonds pour combustible irradié vise à financer les dépenses liées à l'évacuation des grappes de combustible nucléaire irradié fortement radioactif tandis que le Fonds de déclassement a été établi pour financer les dépenses liées à l'enlèvement des immobilisations nucléaires et à l'évacuation de déchets de faible activité et d'activité moyenne. OPG conserve les Fonds nucléaires dans des comptes de garde en mains tierces qui sont distincts du reste des actifs d'OPG.

Les Fonds nucléaires sont investis dans des valeurs à revenu fixe et titres de capitaux propres qui sont constatés en tant que placements à long terme et sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût. Par conséquent, les gains et les pertes ne sont constatés qu'au moment de la vente d'un titre sous-jacent. À ce titre, il peut y avoir des gains et des pertes latents liés aux placements dans les Fonds nucléaires qu'OPG n'a pas constatés dans ses états financiers consolidés.

Constatation des produits

L'ensemble de la production d'électricité d'OPG est vendue sur le marché au comptant en temps réel qui est administré par la Société indépendante d'exploitation du réseau de l'électricité («SIERÉ»). Avant le 1er avril 2005, les produits étaient enregistrés à mesure que l'électricité était produite et mesurée en fonction du prix de vente sur le marché au comptant, déduction faite du rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché et des activités de couverture. À chaque date de bilan, OPG calculait le prix moyen de l'énergie sur le marché au comptant qui prévalait depuis le début de la période de règlement en cours et constatait un rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché si le prix moyen dépassait 3,8 ¢ le kilowattheure («kWh»), d'après le montant de l'énergie assujetti au mécanisme de rabais.

À compter du 1er avril 2005, la production de la plupart des installations hydroélectriques de base d'OPG et la totalité de ses installations nucléaires a été soumise à la réglementation des tarifs. OPG continue de recevoir le prix du marché au comptant pour la production de ses autres centrales hydroélectriques, centrales à combustible fossile et centrales éoliennes, sous réserve d'une limite de revenus. En conséquence, les produits tirés de l'électricité produite par les installations nucléaires sont constatés en fonction d'un prix réglementé de 4,95 ¢/kWh. Le prix réglementé perçu par OPG pour les 1 900 premiers mégawattheures (MWh) de production des installations hydroélectriques réglementées pour toute heure est de 3,3 ¢/kWh. Toute la production de ces installations hydroélectriques réglementées excédant 1 900 MWh pour toute heure est payée au prix du marché au comptant de l'Ontario. La production des autres actifs de production d'OPG demeure non réglementée et continue à être vendue au prix du marché au comptant de l'Ontario. Toutefois, 85 % de la production des autres actifs de production d'OPG, excluant la centrale Lennox, les volumes et les ventes à terme dans le cadre des contrats d'options de tarifs transitoires (c'est-à-dire, Transition – Generation Corporation Designated Rate Options ou «TRO») au 1er janvier 2005, fait l'objet d'une limite de revenus fondée sur un prix moyen de 4,7 ¢/kWh. Cette limite de revenus a été établie initialement pour une période de 13 mois se terminant le 30 avril 2006.

OPG vend et achète aussi de l'électricité sur les marchés interconnectés des provinces avoisinantes canadiennes et dans les régions du nord-est et du Midwest des États-Unis. Tous les contrats qui ne sont pas désignés comme couvertures figurent aux bilans consolidés à la valeur marchande, les gains et les pertes étant constatés dans les états des résultats consolidés. Les gains et les pertes sur contrats de négociation d'électricité (y compris ceux qui seront réglés physiquement) sont présentés au montant net dans les états des résultats consolidés. Ainsi, les achats d'électricité, de 228 millions de dollars en 2005 et de 170 millions de dollars en 2004, ont été déduits des produits.

OPG tire ses produits autres qu'énergétiques en vertu d'une entente de location-exploitation conclue avec Bruce Power L.P. («Bruce Power»), qui vise les centrales nucléaires de Bruce. Ils comprennent un revenu locatif, des intérêts créditeurs, les produits tirés de l'analyse et de la conception techniques, et des services connexes et techniques. OPG tire également des produits de sa participation dans la coentreprise de Brighton Beach Power Limited Partnership («Brighton Beach») relativement à une convention de conversion énergétique entre Brighton Beach et Coral Energy Canada Inc. («Coral»). De plus, les produits autres qu'énergétiques englobent les produits tirés de la vente d'isotopes au secteur médical et les locations immobilières. Les produits d'exploitation tirés de ces activités sont constatés lorsque les services sont rendus ou lorsque les produits sont livrés.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Tout gain ou perte en résultant figure dans les autres produits.

Dérivés

OPG est exposée aux fluctuations des prix de l'électricité associées à un marché au comptant de gros de l'électricité en Ontario. Elle gère ce risque au moyen de divers contrats sur l'énergie et contrats de ventes connexes. Ces contrats doivent servir de couverture contre le risque sur marchandises dans le portefeuille de production d'OPG. Les gains et les pertes sur les instruments de couverture sont comptabilisés dans les résultats pendant la durée du contrat lorsque l'opération sous-jacente est effectuée. Ces gains et ces pertes sont comptabilisés dans les produits non réglementés et ne sont pas inscrits dans les bilans consolidés. Tous les contrats qui ne sont pas désignés en tant que couvertures sont constatés comme des actifs ou des passifs, à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans les autres produits.

OPG conclut aussi des dérivés avec d'importantes institutions financières afin de gérer l'exposition de la Société à la fluctuation des devises. Les gains et les pertes de change sur ces contrats dérivés libellés en devises sont constatés en tant que rajustement du prix d'achat de la marchandise ou des biens reçus.

OPG est exposée aux variations des taux d'intérêt du marché sur la dette qui doit, selon les prévisions, être émise dans l'avenir. OPG utilise des dérivés sur taux d'intérêt pour couvrir cette exposition. Les gains et les pertes sur ces couvertures de taux d'intérêt sont inscrits en tant que rajustements des intérêts débiteurs se rapportant à la dette couverte. Les gains et les pertes qui ne répondent pas aux critères d'efficacité sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent.

OPG se sert de crédits de réduction des émissions et de quotas pour gérer les émissions dans les limites réglementaires prescrites. Les crédits de réduction des émissions sont achetés auprès de partenaires commerciaux au Canada et aux États-Unis. Les quotas d'émissions sont obtenus de la Province et achetés auprès de partenaires commerciaux en Ontario. Le coût des crédits de réduction des émissions et les quotas sont comptabilisés dans les stocks et imputés aux résultats d'OPG, au coût moyen, dans les charges liées au combustible selon les besoins. Les options d'achat de crédits de réduction des émissions sont comptabilisées en tant que dérivés et inscrites à la valeur marchande estimative.

La comptabilité de couverture est appliquée lorsque l'instrument dérivé est désigné en tant que couverture et est censé être efficace tout au long de la durée de vie de l'élément couvert. Lorsqu'un instrument dérivé cesse d'exister ou d'être efficace à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin, tout gain ou toute perte reporté connexe est comptabilisé dans les produits en même temps que les gains et les pertes associés à l'élément couvert. Lorsqu'un élément couvert cesse d'exister, tout gain ou toute perte reporté connexe est comptabilisé dans l'état des résultats consolidé de la période en cours.

Recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges dans l'exercice où ils sont engagés. Les frais de recherche et de développement engagés pour régler des obligations à long terme, comme les passifs de gestion des déchets nucléaires, pour lesquels des provisions spécifiques existent déjà, sont imputés au passif correspondant.

Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi offerts par OPG comprennent un régime de retraite agréé contributif à prestations déterminées, un régime de retraite complémentaire à prestations déterminées, une assurance-vie collective, une assurance de soins de santé et une assurance en cas d'invalidité prolongée. OPG constate ses obligations au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Les obligations au titre des coûts des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à la retraite sont établies selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. L'obligation au titre des prestations d'invalidité prolongée est calculée au moyen de la méthode de répartition des prestations selon une capitalisation à l'échéance. Les obligations sont touchées par les niveaux de salaire, l'inflation et l'accroissement des coûts. Les coûts et les obligations liés aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi sont déterminés chaque année par des actuaires indépendants, à partir des meilleures estimations de la direction. Les taux d'actualisation utilisés par OPG pour établir les obligations au titre des prestations projetées et les coûts pour les régimes d'avantages sociaux des employés de la Société sont fondés sur les rendements d'obligations de sociétés notées AA représentatives.

Les actifs de la caisse de retraite sont évalués à la valeur liée au marché afin de déterminer les gains ou les pertes actuariels et le rendement prévu des actifs des régimes. La valeur liée au marché prend en compte les gains et les pertes sur les actifs découlant des titres de capitaux propres à un taux de rendement réel présumé de 6 % sur une période de cinq ans.

Les coûts au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi comprennent les coûts des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, les intérêts débiteurs sur les obligations, le rendement prévu des actifs des régimes de retraite, les rajustements liés aux modifications des régimes et les rajustements liés aux gains et aux pertes actuariels, qui découlent de changements d'hypothèses, et les gains et les pertes réels. Les coûts des prestations au titre des services passés résultant des modifications des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts par le régime, étant donné que les avantages économiques pour OPG seront réalisés sur cette période. En raison de la nature à long terme des passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, l'excédent du gain net cumulatif non amorti (ou de la perte), sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la valeur liée au marché des actifs des régimes de retraite, selon le plus élevé des deux montants, est également amorti sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés.

Lorsque la constatation de la mutation d'employés et du transfert des avantages connexes se traduit par une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement. On désigne par compression la perte du droit par les employés de constituer des prestations futures dans le cadre du régime. On entend par règlement l'annulation d'une obligation dans le cadre du régime.

Impôts

En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, OPG est tenue de verser des paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices et sur le capital à la SFIEO. Ces paiements sont calculés conformément aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de la *Loi sur l'imposition des corporations* (Ontario), et sont modifiés conformément à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et aux règlements connexes. OPG verse donc des impôts d'un montant semblable au montant qu'elle devrait verser en vertu des lois de l'impôt fédérales et provinciales.

OPG utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices des secteurs non réglementés de ses activités. Selon cette méthode du report variable, les impôts sur les bénéfices sont constatés par suite d'écarts temporaires découlant d'écarts entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan, du report en avant de pertes fiscales non utilisées et des réductions d'impôts sur les bénéfices. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés d'après les taux d'imposition prévus par la loi qui seraient en vigueur au cours des exercices où les écarts temporaires se résorberaient ou seraient réglés. L'incidence d'une modification du taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est imputée aux résultats dans la période où la modification est pratiquement en vigueur. Les actifs d'impôts futurs sont évalués, et si leur matérialisation n'est pas jugée plus probable qu'improbable, une provision pour moins-value est constituée.

Depuis le 1er avril 2005, avec la mise en œuvre de la réglementation des tarifs, OPG comptabilise les impôts sur les bénéfices liés aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités en vertu de la méthode des impôts exigibles. Selon la méthode des impôts exigibles, OPG ne constate pas d'impôts futurs liés aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités dans la mesure où ces impôts futurs devraient être recouvrés dans les tarifs réglementés facturés aux clients futurs.

OPG verse à la SFIEO des paiements en remplacement des impôts fonciers sur ses actifs de production d'énergie nucléaire et d'origine fossile, et paie aussi des impôts fonciers aux municipalités.

OPG se voit imputer un montant sur les produits bruts tirés de la production annuelle d'électricité découlant de ses actifs de production hydroélectrique. Ce montant comprend un pourcentage fixe appliqué à la production hydroélectrique annuelle dérivée des centrales situées sur des terres de la Couronne et un pourcentage progressif applicable à toutes les centrales hydroélectriques. Il est inclus dans les charges liées au combustible.

Secteurs d'activité

Comme il est mentionné à la note 19, OPG a modifié sa définition des secteurs d'activité le 1er avril 2005, auparavant appelés «Production» et «Commercialisation de l'énergie», pour «Production nucléaire réglementée», «Production hydroélectrique réglementée» et «Production non réglementée». OPG continuera de présenter d'autres activités, y compris les activités de négociation, qui étaient auparavant présentées de manière distincte, dans le secteur «Divers». En raison de cette modification de définition, OPG a reclassé les chiffres correspondants des périodes de comparaison afin de les rendre conformes à la présentation actuelle des secteurs d'activité.

Modifications de conventions comptables

Comptabilisation des activités à tarifs réglementés

En décembre 2004, la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité* (projet de loi 100) a reçu la sanction royale. Un règlement adopté en vertu de cette loi en février 2005 stipule qu'OPG recevra des prix réglementés, à compter du 1er avril 2005,

pour ses installations hydroélectriques et nucléaires de base. Cela comprend l'électricité produite par les centrales Sir Adam Beck 1, 2 et à réserve pompée, les centrales DeCew Falls 1 et 2, les installations hydroélectriques R.H. Saunders, et les centrales nucléaires Pickering A et B et Darlington.

Les prix réglementés d'OPG ont été établis par la Province en fonction de la production projetée totale et des coûts d'exploitation, plus le coût du capital incluant un taux de rendement moyen des capitaux propres de 5 %. Les prix initiaux sont entrés en vigueur le 1er avril 2005 et devraient demeurer en vigueur jusqu'à au moins le 31 mars 2008, date à laquelle il est prévu que la Commission de l'énergie de l'Ontario (la «CEO») établira de nouveaux prix réglementés. Si des changements sont apportés aux hypothèses fondamentales à partir desquelles ces prix réglementés ont été établis, la Province peut modifier ces prix initiaux.

La CEO est une société d'État autofinancée. Son mandat et son autorité lui sont conférés par la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*, la *Loi de 1998 sur l'électricité*, et un bon nombre d'autres lois provinciales. La CEO est un tribunal indépendant quasi judiciaire qui rend des comptes à l'organe législatif de la province par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie. Elle réglemente tous les intervenants du marché dans les industries du gaz naturel et de l'électricité et exerce ses fonctions de réglementation au moyen d'audiences publiques et d'autres séances moins officielles comme des consultations.

Les normes comptables reconnaissent que la réglementation des tarifs peut entraîner des avantages et des obligations économiques qui sont présentés dans les états financiers consolidés comme les actifs et les passifs réglementaires. Lorsque la réglementation fournit l'assurance que les coûts engagés seront recouvrés dans l'avenir, alors une entité peut reporter ces coûts et les constater comme un actif réglementaire. Si un recouvrement pour l'exercice en cours est prévu pour des coûts devant être engagés dans l'avenir, alors l'entité constate un passif réglementaire. De plus, si la réglementation comprend des revenus plus élevés ou moins élevés que les revenus prévus à recevoir ou à rembourser par OPG par le truchement des tarifs futurs, OPG constate et présente alors, respectivement, un actif ou un passif réglementaire. L'importance de ces actifs et passifs réglementaires est assujettie à certaines estimations et hypothèses, y compris les hypothèses posées dans l'interprétation de la réglementation.

Impôts sur les bénéfices

Depuis le 1er avril 2005, avec la mise en application de la réglementation des tarifs, OPG comptabilise les impôts sur les bénéfices liés aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités selon la méthode des impôts exigibles.

Nouvelles recommandations comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En septembre 2004, l'ICCA a modifié la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15, *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, qui avait été initialement publiée en juin 2003, par souci d'alignement avec l'Interprétation n° 46 révisée, *Consolidation of Variable Interest Entities* («FIN 46R»), du Financial Accounting Standards Board. La nouvelle note exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables («EDDV») par le principal bénéficiaire. Une EDDV est une entité il dont l'investissement en instruments de capitaux propres à risque ne suffit pas à lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel de tiers et/ou ne réunit pas certains des attributs essentiels et caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle majoritaire, et il qui ne répond pas à des critères d'exemption précis. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui absorbera la majorité des pertes prévues ou recevra la majorité des rendements résiduels prévus, ou les deux, de l'EDDV.

OPG est partie à divers accords de coentreprise et autres ententes et a vendu des créances en vertu d'un accord de titrisation de créances. OPG a conclu que les accords de coentreprise et les autres accords auxquels elle participe ne sont pas des EDDV, et qu'elle n'est pas le principal bénéficiaire de la fiducie à qui elle a vendu des créances, pas plus qu'elle ne détient un droit variable important dans cette dernière.

Sociétés de placement

En janvier 2004, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 18, *Sociétés de placement* («NOC-18»). La nouvelle note d'orientation exige que les placements détenus par des entités qui respectent les critères de sociétés de placement soient inscrits à la juste valeur et que les gains et les pertes soient comptabilisés en résultat net. Au cours de 2005, OPG a appliqué la nouvelle note d'orientation aux placements qu'elle détient.

Modifications de conventions comptables futures

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530 du *Manuel*, «Résultat étendu», le chapitre 3855 du Manuel, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» et le chapitre 3865 du *Manuel*, «Couvertures». Ces normes s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006.

Ces normes seront en vigueur pour OPG à compter de 2007. L'incidence de l'entrée en vigueur de ces nouvelles normes sur les états financiers consolidés d'OPG ne peut encore être établie puisqu'elle sera tributaire des positions courantes et de leur juste valeur au moment de la transition. Les paragraphes qui suivent présentent de plus amples renseignements sur chacune des trois nouvelles normes comptables relativement à OPG.

Résultat étendu

En raison de l'adoption de ces normes, une nouvelle catégorie, Cumul des autres éléments du résultat étendu, sera ajoutée aux capitaux propres dans les bilans consolidés. Les principaux éléments de cette catégorie comprendront les gains et les pertes latents sur les actifs financiers classés comme actifs destinés à la vente, les écarts de conversion latents, déduction faite des couvertures, et les variations de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie. Ces montants seront inscrits à l'état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les critères de constatation dans l'état des résultats consolidé soient respectés.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Selon la nouvelle norme, aux fins comptables, les actifs financiers seront classés dans une des catégories suivantes : actifs détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances, actifs détenus à des fins de transaction ou destinés à la vente, et les passifs financiers seront classés comme détenus à des fins de transaction ou à des fins autres que de transaction. Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction seront évalués à la juste valeur, et les gains et les pertes seront comptabilisés en résultat net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et les créances ainsi que les passifs financiers détenus à des fins autres que de transaction seront évalués au coût amorti. Les instruments destinés à la vente seront évalués à la juste valeur, et les gains et les pertes latents seront constatés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de sa comptabilisation initiale. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés qui doivent être comptabilisés de manière distincte, doivent habituellement être classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés.

Couvertures

Cette nouvelle norme précise les critères en vertu desquels la comptabilité de couverture peut être appliquée et comment la comptabilité de couverture doit être appliquée dans le cadre de chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures de l'exposition au risque de change d'un placement net dans un établissement étranger autonome. Dans le cas d'une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est rajustée en fonction des gains ou des pertes attribuables au risque couvert et comptabilisée en résultat net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, est contrebalancée par les variations de la juste valeur du dérivé. Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. La tranche non efficace sera comptabilisée en résultat net. Les montants constatés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu seront reclassés en résultat net des périodes au cours desquelles le résultat net subi l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas d'une couverture de l'exposition au risque de change d'un placement net dans un établissement étranger autonome, les gains et les pertes de change des instruments de couverture seront constatés dans les autres éléments du résultat étendu.

4 Vente de créances

Le 1er octobre 2003, la Société a signé un accord visant la cession d'un droit de copropriété indivis dans ses créances actuelles et futures (les «créances») à une fiducie indépendante. La Société conserve également un droit de copropriété indivis dans les créances cédées à la fiducie. En vertu de l'accord, la Société continue de gérer les créances. La cession cède à la fiducie la propriété d'une partie des paiements découlant des créances, calculés chaque mois. Le recours de la fiducie envers la Société se limite généralement au revenu tiré des créances. En décembre 2005, OPG a prolongé l'accord jusqu'en août 2009.

OPG a inscrit la cession initiale du droit de copropriété à la fiducie et les cessions subséquentes requises, étant donné l'option de rechargement de la titrisation, à titre de vente, conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-12 de l'ICCA, *Cession de créances*. Selon cette note d'orientation, le produit de chaque cession à la fiducie est considéré comme la somme reçue de la fiducie, déduction faite du droit de copropriété indivis conservé par la Société. Pour 2005, la Société a constaté des charges avant impôts de 9 millions de dollars (8 millions de dollars en 2004) sur ces cessions à un coût moyen des fonds de 3,1 % (2,6 % en 2004). Au 31 décembre 2005, OPG avait cédé 300 millions de dollars de son portefeuille total de 668 millions de dollars.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les créances présentées et titrisées par la Société sont comme suit :

(en millions de dollars)	Capital des créances aux 31 décembre		Solde moyen de créances pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2005	2004	**2005**	2004
Total du portefeuille de créances[1]	**668**	490	**559**	470
Créances cédées	**300**	300	**300**	300
Créances conservées	**368**	190	**259**	170
Coût moyen des fonds			**3,1 %**	2,6 %

1. Le montant représente les créances en cours, y compris les créances titrisées, que la Société continue de gérer.

Une variation défavorable immédiate de 10 % à 20 % du taux d'actualisation n'aurait pas une incidence importante sur la juste valeur du droit conservé. Il n'y a pas eu de créances irrécouvrables pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004.

Les flux de trésorerie liés aux titrisations pour les exercices terminés les 31 décembre sont comme suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Recouvrements réinvestis dans les ventes à rechargement[1]	**3 600**	3 600
Flux de trésorerie liés aux droits conservés	**3 104**	2 043

1. Etant donné l'option à rechargement de la titrisation, les sommes recouvrées au titre des créances titrisées sont immédiatement réinvesties dans des créances additionnelles, ce qui signifie que le produit de la Société ne dépassera pas le montant initial de 300 millions de dollars. Les montants reflètent le cumul de 12 montants mensuels.

5 Immobilisations

L'amortissement des immobilisations consiste en ce qui suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Amortissement	**748**	758
Frais de gestion des déchets nucléaires	**5**	7
	753	765

Les immobilisations se composent de ce qui suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Immobilisations corporelles		
Centrales nucléaires	**4 754**	4 326
Centrales hydroélectriques réglementées	**4 379**	4 345
Centrales hydroélectriques non réglementées	**3 447**	3 432
Centrales à combustible fossile	**1 411**	1 596
Autres immobilisations	**833**	850
Construction en cours	**348**	565
	15 172	15 114
Moins : amortissement cumulé		
Centrales	**3 497**	2 935
Autres immobilisations	**263**	239
	3 760	3 174
	11 412	11 940

Les actifs faisant l'objet de contrats de location-acquisition s'établissaient à 203 millions de dollars en 2004 et étaient inclus dans les autres immobilisations. Il n'y avait aucun actif faisant l'objet de contrat de location-acquisition au 31 décembre 2005. L'amortissement cumulé sur les actifs loués au 31 décembre 2004 était de 53 millions de dollars. Les intérêts capitalisés à un taux de 6 % au cours des exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004 étaient respectivement de 27 millions de dollars et 30 millions de dollars.

Dépréciation des actifs à long terme

Les estimations comptables liées à la dépréciation des actifs nécessitent beaucoup de jugement de la part de la direction afin de déterminer les prévisions à court et à long terme sur les prix futurs des ventes, l'approvisionnement en électricité en Ontario, l'inflation, les prix du combustible et la durée de vie des centrales. Le montant des flux de trésorerie futurs qui seront finalement réalisés par OPG relativement à ces actifs pourrait être considérablement différent des valeurs comptables inscrites aux états financiers consolidés.

Unités 2 et 3 de la centrale nucléaire Pickering A

OPG a achevé l'évaluation du coût, de l'échéancier et des risques liés à la remise en service des unités 2 et 3 de la centrale nucléaire Pickering A, y compris une évaluation de la capacité de ces unités de fonctionner à un facteur de capacité acceptable pendant les 12 à 20 années d'exploitation restantes. Cette évaluation comprenait les récentes constatations des programmes d'inspection relativement aux mécanismes de dégradation de la canalisation d'alimentation et du générateur de vapeur, et de la dégradation possible des composantes de l'enceinte du réacteur, qui pourraient avoir une incidence sur le facteur de capacité futur, les charges d'exploitation et la durée de vie des unités. Compte tenu de l'étendue du travail de remise à neuf, les coûts et les risques liés à la remise en service de ces deux unités, et l'accent mis par la Société sur l'amélioration du rendement de ses autres unités nucléaires, le conseil d'administration d'OPG a décidé que bien que la remise en service soit possible sur le plan technique, la remise en service de ces unités n'est pas justifiée sur le plan commercial. Par conséquent, OPG a inscrit une dépréciation de 63 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 relativement à la valeur comptable de ces deux unités, y compris la construction en cours. En plus de la dépréciation liée à ces deux unités, OPG a inscrit des charges d'exploitation, de maintenance et d'administration de 57 millions de dollars relativement à la radiation des stocks jugés excédentaires ou inutilisables en raison de la décision de ne pas procéder à la remise en service des unités 2 et 3.

OPG prévoit recouvrer les montants inscrits dans le compte de report liés aux coûts autres qu'en capital engagés après le 1er janvier 2005 relativement à la remise en service des unités 2 et 3. Au 31 décembre 2005, le compte de report lié aux unités 2 et 3 était de 19 millions de dollars.

En raison de la décision de ne pas procéder à la remise en service de ces deux unités, OPG continue d'évaluer le besoin de prévoir des coûts additionnels, y compris les coûts liés à la préparation des unités en vue de leur stockage sécuritaire, de prévoir toute incidence sur les coûts estimatifs relatifs à l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations et d'autres coûts additionnels de sortie. Ces charges pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation des périodes futures.

Centrale Lennox

En raison de la demande de renseignements et d'une offre de service pour 2 500 MW de nouvelle production d'énergie propre et de projets de gestion axée sur la demande publiée en septembre 2004 par le gouvernement et des arrangements contractuels connexes, les produits du marché de l'électricité de gros devraient être moins importants que les produits antérieurement prévus. En tant que centrale à coûts variables relativement élevés, la centrale Lennox ne pourra pas recouvrer ses coûts fixes d'exploitation et sa valeur comptable sur le marché de l'électricité de gros dans l'avenir. En raison de ces facteurs, OPG a entamé des discussions avec le gouvernement de la province, prévoyant conclure un arrangement contractuel pour le recouvrement des coûts d'exploitation fixes annuels et la valeur comptable de la centrale Lennox. En mars 2005, OPG a été avisée par celui-ci qu'il continuerait d'appuyer OPG dans la négociation d'un arrangement qui permettrait le recouvrement des coûts d'exploitation fixes, mais qu'il n'appuierait pas un arrangement qui permettrait le recouvrement de la valeur comptable de la centrale Lennox. En raison de ce changement de circonstance, OPG a inscrit une dépréciation de 202 millions de dollars au premier trimestre de 2005. Depuis, OPG a négocié un contrat avec la Société indépendante d'exploitation du réseau de l'électricité («SIERÉ»), en vertu des règles du marché, pour recouvrer ses coûts d'exploitation pour une période d'un an se terminant le 30 septembre 2006. Le contrat avec la SIERÉ a été soumis pour approbation à la CEO.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

6 Actifs et passifs réglementaires

Au 31 décembre 2005, OPG a inscrit les actifs et passifs réglementaires suivants :

(en millions de dollars)	2005
Actifs réglementaires	
Compte de report des coûts de remise en service de Pickering A	261
Compte d'écart des produits tirés des services connexes	5
Total des actifs réglementaires	266
Passifs réglementaires	
Compte d'écart de la production hydroélectrique	4
Divers	8
Total des passifs réglementaires	12

Coûts de remise en service de Pickering A

Avec prise d'effet le 1er janvier 2005, conformément à la réglementation en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, OPG est tenue d'établir un compte de report relativement aux coûts autres qu'en capital liés à la remise en service d'unités à la centrale nucléaire Pickering A. En conséquence, la modification de comptabilisation a été adoptée de manière prospective le 1er janvier 2005, sans adoption rétroactive. Au 31 décembre 2005, le compte de report était de 261 millions de dollars, composé de coûts autres qu'en capital, déduction faite de l'amortissement, de 228 millions de dollars liés à l'unité 1, de 19 millions de dollars liés aux unités 2 et 3, de 11 millions de dollars liés aux coûts de remise en service généraux et d'intérêts de 7 millions de dollars cumulés à un coût moyen de l'endettement de 6 %. Lorsqu'OPG sera devenue assujettie aux prix réglementés établis par la CEO, prévus après le 31 mars 2008, la CEO sera tenue par la réglementation de s'assurer qu'OPG recouvrera tout solde du compte de report linéairement sur une période n'excédant pas 15 ans.

En novembre 2005, en raison de la remise en service de l'unité 1 de la centrale nucléaire Pickering A, OPG a commencé à amortir l'actif réglementaire lié à la remise en service de Pickering A dans les charges d'exploitation, de maintenance et d'administration. La méthode d'amortissement est conforme à celle qui est reflétée dans les tarifs réglementés provisoires, et a entraîné la comptabilisation, par OPG, de charges d'exploitation, de maintenance et d'administration de 4 millions de dollars au 31 décembre 2005.

Si OPG n'avait pas imputé de coûts au compte de report, tel qu'il est exigé par la réglementation, des montants additionnels de 254 millions de dollars et de 7 millions de dollars auraient été imputés respectivement aux charges d'exploitation, de maintenance et d'administration et aux intérêts débiteurs nets au cours de 2005.

Comptes d'écart

Avec prise d'effet le 1er avril 2005, conformément à la réglementation en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, OPG a été tenue d'établir des comptes d'écart pour les coûts engagés à compter du 1er avril 2005, qui sont liés aux écarts dans la production d'électricité hydroélectrique en raison d'écarts entre l'hydraulicité prévue et réelle, aux variations dans la production d'électricité nucléaire en raison de changements législatifs ou technologiques non prévus, aux variations des produits présumés relativement aux produits tirés des services connexes provenant des installations réglementées, aux catastrophes naturelles (y compris des phénomènes climatiques sévères), et aux indisponibilités et aux restrictions liées au transport. Au 31 décembre 2005, OPG a inscrit un actif de 5 millions de dollars reflétant les produits tirés des services connexes, soit un résultat défavorable comparativement aux prévisions pour 2005. Au 31 décembre 2005, OPG a inscrit un passif de 4 millions de dollars, reflétant les conditions hydrologiques, qui ont été favorables comparativement aux prévisions pour 2005. Lorsqu'OPG sera devenue assujettie aux prix réglementés établis par la CEO, la CEO sera tenue par la réglementation de s'assurer du recouvrement dans la mesure où la CEO est satisfaite que les coûts inscrits dans le compte ont été engagés prudemment et inscrits de manière appropriée. Tout solde approuvé par la CEO sera amorti sur une période n'excédant pas trois ans.

Si OPG n'avait pas comptabilisé les écarts à titre d'actif et de passif réglementaire, les produits de 2005 auraient été moins élevés de 1 million de dollars.

L'autre passif réglementaire est composé d'une tranche de produits non réglementés gagnés par les actifs réglementés d'OPG, ce qui entraînera une réduction des tarifs réglementés futurs qui seront établis par la CEO.

7 Facilités de crédit à court terme

La facilité de crédit bancaire consentie renouvelable de 1 milliard de dollars de 364 jours d'OPG actuellement en vigueur a été renouvelée le 24 mai 2005. La nouvelle facilité est divisée en deux tranches, soit une tranche de 364 jours de 500 millions de dollars venant à échéance le 23 mai 2006 et une tranche de trois ans de 500 millions de dollars venant à échéance le 23 mai 2008. Le total de la facilité de crédit continuera d'être principalement affectée au soutien des billets émis dans le cadre du programme de papier commercial d'OPG. Au 31 décembre 2005, OPG n'avait pas d'emprunts impayés en vertu de ce programme de papier commercial (26 millions de dollars en 2004). Aux 31 décembre 2005 et 2004, OPG n'avait aucun autre emprunt impayé aux termes de cette facilité.

OPG a également des facilités de découvert non confirmées à court terme de 26 millions de dollars (26 millions de dollars en 2004) ainsi que des facilités de crédit non confirmées à court terme de 215 millions de dollars (200 millions de dollars en 2004) soutenant l'émission de lettres de crédit. OPG utilise des lettres de crédit pour soutenir les régimes de retraite complémentaires et est tenue de verser des lettres de crédit à titre de sûreté auprès des sociétés de distribution locale, tel qu'il est prescrit par le Code de règlement au détail de la CEO. Au 31 décembre 2005, environ 157 millions de dollars (155 millions de dollars en 2004) de lettres de crédit avaient été émises à titre de sûreté auprès des sociétés de distribution locale et pour soutenir les régimes de retraite complémentaires.

8 Dette à long terme

La dette à long terme consiste en ce qui suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Effets à payer à la SFIEO	**3 695**	3 200
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	**–**	3
Part de la dette de la société en commandite sans recours	**200**	201
	3 895	3 404
Moins : tranche échéant à moins d'un an		
Effets à payer à la SFIEO	**800**	–
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	**–**	3
Part de la dette de la société en commandite	**6**	2
	806	5
Dette à long terme	**3 089**	3 399

Les créances de premier rang confèrent à leurs porteurs le droit de recevoir le paiement complet des montants qui leur sont dus, avant les porteurs des créances subordonnées. La SFIEO détient actuellement l'ensemble des créances de premier rang et des créances subordonnées impayées d'OPG.

Les dates d'échéance au 31 décembre 2005 des effets à payer à la SFIEO sont comme suit :

		Capital impayé (en millions de dollars)		
Année d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Effets de premier rang	Effets subordonnés	Total
2006	5,70 %	800	–	800
2007	5,85 %	400	–	400
2008	5,90 %	400	–	400
2009	6,01 %	350	–	350
2010	6,00 %	595	375	970
2011	6,65 %	–	375	375
2012	5,72 %	400	–	400
		2 945	750	3 695

Notes afférentes aux états financiers consolidés

En décembre 2004, OPG a conclu une entente avec la SFIÉO afin de reporter le paiement sur le capital de 500 millions de dollars des effets de premier rang venant à échéance en mars et en septembre 2005, en prolongeant l'échéance de cinq ans. Les taux d'intérêt demeurent inchangés. En mars 2005, la Société a conclu une entente avec la SFIÉO afin d'obtenir un financement additionnel pouvant atteindre 600 millions de dollars, sur lequel des prélèvements pourront être faits jusqu'au 31 mars 2006. En avril 2005, 400 millions de dollars avaient été prélevés aux termes de cette facilité, d'une durée de sept ans.

La Société a aussi conclu une entente avec la SFIÉO afin d'acquitter, au moyen de l'émission d'effets de premier rang additionnels de respectivement 95 millions de dollars et 98 millions de dollars, venant à échéance en 2010, des intérêts de 95 millions de dollars à payer en mars 2005 et des intérêts de 98 millions de dollars à payer en septembre 2005, courus sur la dette à rembourser auprès de la SFIÉO de 3,2 milliards de dollars. En conséquence d'une meilleure situation de trésorerie, OPG a choisi de régler les intérêts à payer en septembre 2005 et de ne pas émettre l'effet de 98 millions de dollars.

Les intérêts payés en 2005 se sont établis à 235 millions de dollars (218 millions de dollars en 2004), dont une tranche de 220 millions de dollars a trait aux intérêts payés sur la dette à long terme (213 millions de dollars en 2004).

En septembre 2005, OPG a conclu une entente avec la SFIÉO visant à obtenir un financement par emprunt pour le projet de tunnel de Niagara. Le financement, dont le montant peut atteindre 1 milliard de dollars au cours de la durée du projet, prendra la forme d'effets de dix ans, qui seront émis trimestriellement afin de s'acquitter des obligations relatives au projet. Les intérêts seront fixés pour chaque effet émis au moment de l'avance à un taux égal au taux en vigueur pour les obligations de référence de dix ans du gouvernement du Canada, majoré d'un différentiel de taux établi par la SFIÉO, fondé sur un échantillon de taux du marché.

En octobre 2005, OPG a conclu un accord semblable avec la SFIÉO visant le financement du projet de conversion au gaz de la centrale de Thunder Bay. Un montant pouvant atteindre 95 millions de dollars sera mis à la disposition d'OPG aux termes de cette facilité de crédit, sur laquelle des prélèvements pourront être faits selon les besoins au cours de la période de construction projetée de deux ans. OPG prévoit effectuer son premier prélèvement en vertu de cette facilité au premier trimestre de 2006.

9 Enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires

Le passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires fondé sur la valeur actualisée consiste en ce qui suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Passif pour gestion du combustible nucléaire irradié	**4 940**	4 693
Passif pour déclassement des centrales nucléaires et gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne	**3 627**	3 457
Passif pour enlèvement d'immobilisations non nucléaires	**192**	189
Passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**8 759**	8 339

La variation du passif pour l'enlèvement d'immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004 consiste en ce qui suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Passif au début de l'exercice	**8 339**	7 921
Augmentation du passif en raison de la charge de désactualisation	**476**	453
Augmentation du passif en raison des charges variables liées à la gestion des déchets nucléaires et du combustible nucléaire irradié	**34**	35
Enlèvement d'immobilisations se rapportant aux participations	**–**	1
Passif réglé par les dépenses de gestion des déchets	**(90)**	(71)
Passif à la fin de l'exercice	**8 759**	8 339

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations d'OPG se composent des coûts prévus à engager jusqu'à la date de fin des activités et de fermeture des installations nucléaires et à combustible fossile. Des coûts seront engagés pour le déclassement, la démolition et l'évacuation des installations et du matériel, la décontamination et la remise en état des sites et la gestion poursuivie à long terme du combustible nucléaire irradié et des déchets de faible activité et d'activité moyenne.

Les coûts suivants sont constatés à titre de passif :

- la valeur actualisée des coûts de déclassement des installations nucléaires et à combustible fossile à la fin de leur durée de vie utile;
- la valeur actualisée de la partie coût fixe de tout programme de gestion des déchets nucléaires requis, d'après le volume total des déchets attendus sur la durée de vie estimative des centrales;
- la valeur actualisée de la partie coût variable de tout programme de gestion des déchets nucléaires, compte tenu des volumes de déchets réels, engagé à ce jour.

L'établissement du montant à comptabiliser pour les coûts pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires exige des hypothèses importantes, car ces programmes s'échelonnent sur un bon nombre d'années. Des fermetures de centrales sont projetées d'ici les 14 prochaines années, selon la centrale. Les programmes actuels englobent des estimations de flux de trésorerie jusqu'en 2057 pour le déclassement des centrales nucléaires et jusqu'en 2100 environ pour la gestion du combustible nucléaire irradié. Le montant non actualisé des flux de trésorerie estimatifs associés au passif qui devrait être engagé jusqu'à la date de fermeture des centrales inclusivement est d'environ 20 milliards de dollars. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des passifs au 31 décembre 2005 était de 5,75 % (5,75 % en 2004), et les taux d'accroissement des prix s'échelonnaient de 2 % à 4 %. Aux termes de la convention de location avec Bruce Power, OPG continue d'être responsable des passifs, pour l'enlèvement d'immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires, liés aux centrales nucléaires Bruce.

Les hypothèses importantes sur plusieurs facteurs techniques et opérationnels utilisés pour le calcul des charges à payer font l'objet d'examens périodiques. L'estimation du passif est mise à jour en 2006. Toute modification de ces hypothèses, ainsi que des hypothèses sur le calendrier des programmes, les indicateurs financiers ou les technologies utilisées, pourrait avoir des répercussions importantes sur la valeur totale des charges à payer. Compte tenu de la durée de ces programmes et de l'évolution rapide de la technologie utilisée dans la gestion des déchets nucléaires, il existe beaucoup d'incertitude quant à l'exactitude de la mesure des coûts de ces programmes, qui peuvent augmenter ou diminuer avec le temps.

Passif au titre des coûts de gestion du combustible nucléaire irradié

Le passif pour gestion du combustible nucléaire irradié représente les coûts de gestion des grappes de combustible nucléaire irradié hautement radioactives. Les hypothèses actuelles utilisées pour l'établissement des coûts relatifs au combustible irradié incluent la gestion à long terme des grappes de combustible nucléaire irradié par l'évacuation en couches géologiques profondes, la mise en service prévue en 2035 d'installations d'évacuation de combustible nucléaire irradié et une distance moyenne de transport de 1 000 kilomètres entre les installations nucléaires et les installations d'évacuation. Des solutions de rechange à l'évacuation en couches géologiques profondes ont été étudiées par les centrales nucléaires canadiennes par l'intermédiaire de l'Organisation de gestion des déchets nucléaires dans le cadre de l'étude portant sur les solutions de rechange exigées par la *Loi sur les déchets de combustible nucléaire* (Canada) fédérale (la «LDCN»). L'étude portant sur les solutions de rechange a été présentée au gouvernement fédéral en novembre 2005. Le gouvernement fédéral décidera quelle solution de gestion devrait être adoptée. La décision attendue devrait avoir une incidence importante sur l'estimation d'OPG du passif.

Passif au titre des coûts de déclassement des centrales nucléaires et de gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne

Le passif pour déclassement des centrales nucléaires et gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne représente les coûts estimatifs du déclassement des centrales nucléaires au terme de leur durée de vie utile ainsi que le coût de la gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne produits par les centrales nucléaires. Les hypothèses importantes utilisées pour l'estimation des coûts futurs d'enlèvement des immobilisations nucléaires incluent le déclassement des centrales nucléaires selon un calendrier échelonné en vertu duquel les réacteurs demeureront à l'arrêt en lieu sûr pendant les 30 ans précédant un déclassement de dix ans. Les plans actuels supposent que les déchets de faible activité et d'activité moyenne issus du déclassement seront évacués dans des installations conçues à cette fin.

Les coûts de la gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne sur leur cycle de vie comprennent les coûts du traitement et du stockage de ces déchets radioactifs pendant et après l'exploitation des centrales nucléaires ainsi que les coûts de leur évacuation définitive à long terme. Les hypothèses actuelles utilisées pour l'établissement des coûts de la gestion des déchets nucléaires de faible activité et d'activité moyenne incluent la mise en service en 2015 d'installations d'évacuation des déchets de faible activité, le costockage de déchets d'activité moyenne de courte durée et de déchets de faible activité à partir de 2015 et le costockage du reste des déchets d'activité moyenne de longue durée et du combustible irradié à partir de 2035. Des plans sont actuellement en cours pour l'établissement d'un dépôt en couches géologiques profondes aux installations de gestion des déchets Western. Des accords ont été conclus avec la municipalité de Kincardine à l'égard de ce dépôt.

Passif au titre des coûts pour l'enlèvement d'immobilisations non nucléaires

Le passif pour enlèvement d'immobilisations non nucléaires repose sur des estimations de coûts de tiers formulées à la lumière d'un examen approfondi des sites des centrales en exploitation et d'une évaluation des activités de nettoyage et de remise en état requises. Ce passif représente les coûts estimatifs de déclassement des centrales à combustible fossile au terme de leur durée de vie utile. Selon les estimations, ces centrales devraient être démantelées entre 2007 et 2034.

Outre le passif de 95 millions de dollars pour les sites en exploitation, OPG a inscrit un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations de 97 millions de dollars relativement aux coûts de déclassement et de remise en état des sites des centrales ayant fait l'objet d'un désinvestissement ou qui ne sont plus utilisés.

OPG n'a aucune obligation légale à l'égard du déclassement de ses installations hydroélectriques. En outre, les coûts pour ce type d'installation ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable étant donné leur longue durée de vie utile. Compte tenu des efforts déployés pour la maintenance ou la reconstruction, les structures de contrôle des eaux devraient être utilisées dans un avenir prévisible. Donc, OPG n'a constaté aucun passif pour déclassement de ses installations hydroélectriques.

Ontario Nuclear Funds Agreement

OPG met des fonds de côté qui seront utilisés spécifiquement pour le règlement de ses passifs pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires. En juillet 2003, OPG et la Province ont conclu des arrangements, conformément à l'ONFA. Pour respecter l'ONFA, OPG a établi des Fonds nucléaires. OPG supervise la gestion des placements des Fonds nucléaires conjointement avec la Province. Les actifs des Fonds nucléaires sont détenus dans des comptes de garde par des tiers qui sont distincts du reste des actifs d'OPG.

Le Fonds de déclassement servira à financer les coûts futurs d'enlèvement des immobilisations nucléaires et de gestion des déchets nucléaires de faible activité et d'activité moyenne à long terme ainsi qu'une tranche des frais de stockage du combustible irradié après la durée de vie de la centrale. Le financement initial du Fonds de déclassement devait régler en totalité l'estimation de 1999 du passif. OPG assume le risque et le passif relativement à l'accroissement des coûts estimatifs ainsi qu'aux produits tirés des investissements du Fonds de déclassement.

Le Fonds pour combustible irradié servira à financer les coûts futurs de la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire irradié. OPG assume le risque et le passif relativement à l'accroissement des coûts de gestion des déchets de combustible irradié, sous réserve des seuils de passif progressifs précisés dans l'ONFA, qui limitent son risque financier total à environ 6 milliards de dollars, soit la valeur actualisée au 1er avril 1999 (environ 8,8 milliards de dollars en dollars de 2005), compte tenu des projections de 2,23 millions de grappes relatives aux grappes de combustible irradié établies selon la durée de vie de la centrale figurant dans le plan de référence financier initial. OPG fait des versements trimestriels au Fonds pour combustible irradié au cours de la durée de vie de ses centrales nucléaires, comme il est précisé dans l'ONFA. Le financement requis pour 2005 aux termes de l'ONFA a été de 454 millions de dollars, y compris une contribution à la fiducie en vertu de la LDCN de l'Ontario (la «Fiducie»). En 2005, une somme de 150 millions de dollars a été versée à la Fiducie pour satisfaire à l'exigence de 2005 de 100 millions de dollars alors que la tranche résiduelle de 50 millions de dollars a été versée à la Fiducie pour satisfaire à l'exigence de 2006.

La LDCN est entrée en vigueur en novembre 2002. Conformément à cette dernière, l'Organisation de gestion des déchets nucléaires a été fondée afin de préparer et d'examiner des solutions de rechange et de fournir des recommandations au gouvernement fédéral pour la gestion à long terme des déchets nucléaires d'ici novembre 2005. Le gouvernement fédéral choisira une option de gestion à long terme des déchets nucléaires en fonction de plans déposés. Conformément à la LDCN, OPG a effectué un dépôt initial de 500 millions de dollars dans la Fiducie en novembre 2002. La LDCN exige en outre qu'OPG verse des contributions annuelles de 100 millions de dollars à la Fiducie, qui doivent être déposées dans la Fiducie au plus tard à la date anniversaire de la LDCN en novembre. Pour se conformer à cette exigence, OPG a contribué 100 millions de dollars à la Fiducie en 2003 et en 2004 et 150 millions de dollars en 2005 (dont une tranche de 50 millions de dollars a été déposée le 31 décembre 2005 au titre de l'exigence de capitalisation de 100 millions de dollars pour la période de novembre 2005 à novembre 2006). En vertu de la LDCN, OPG doit continuer à déposer 100 millions de dollars chaque année dans la Fiducie jusqu'à ce que le gouvernement fédéral approuve un plan à long terme. Les contributions futures à la Fiducie après 2005 seront tributaires de la direction choisie par le gouvernement fédéral en fonction des recommandations soumises en novembre 2005. Étant donné que la Fiducie fait partie du Fonds pour combustible irradié, les contributions à la Fiducie, comme l'exige la LDCN, sont appliquées aux obligations de paiement aux termes de l'ONFA.

Comme l'exige la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (Canada), et en vertu de l'ONFA, la Province a fourni à la Commission canadienne de sûreté nucléaire («CCSN»), pour le compte d'OPG, une garantie représentant jusqu'à 1 510 millions de dollars. Cette garantie prévoit qu'il y aura suffisamment de fonds disponibles pour s'acquitter des passifs actuels liés au déclassement des centrales nucléaires et à la gestion des déchets nucléaires. La garantie provinciale s'ajoutera au Fonds pour combustible irradié et au Fonds de déclassement jusqu'au moment où il y aura suffisamment de fonds pour couvrir le passif accumulé aux fins de déclassement et de gestion des déchets nucléaires. La garantie, avec le Fonds pour combustible irradié et le Fonds de déclassement, répondait aux exigences de la CCSN en matière d'octroi de permis pour les centrales nucléaires d'OPG. OPG verse à la Province une commission de garantie annuelle de 0,5 % du montant garanti par la Province. OPG a payé la commission de garantie pour 2005, qui s'établissait à 8 millions de dollars, au premier trimestre de 2005.

En vertu de l'ONFA, la Province garantit à OPG un rendement annuel dans le Fonds pour combustible irradié de 3,25 % plus la variation de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario («rendement garanti»). La différence entre le rendement garanti sur le Fonds pour combustible irradié et le rendement réel du marché, selon la juste valeur des actifs du Fonds, qui comprend les rendements réalisés et latents, est due à ou par la Province. Comme OPG comptabilise les placements dans les fonds distincts selon la méthode du coût, le montant constaté dans les états financiers consolidés qui est dû à ou par la Province correspond à la différence entre le rendement garanti et le rendement réel d'après les rendements réalisés seulement. Au 31 décembre 2005, les comptes du Fonds pour combustible irradié comprenaient un montant de 4 millions de dollars dû à la Province (4 millions de dollars en 2004). Si les placements dans le Fonds pour combustible irradié avaient été comptabilisés à la juste valeur marchande dans les états financiers consolidés, au 31 décembre 2005, il y aurait eu un montant dû à la Province de 306 millions de dollars (156 millions de dollars en 2004).

En vertu de l'ONFA, un taux de rendement visé de 5,75 % par année a été établi pour le Fonds de déclassement, sous réserve de modifications au plan de référence de l'ONFA. Si le taux de rendement diffère de 5,75 % ou si l'estimation des passifs change dans le plan de référence approuvé actuellement de l'ONFA, le Fonds de déclassement peut être insuffisant ou excédentaire. Selon l'ONFA, en cas d'un surplus dans le Fonds de déclassement de sorte que les passifs, aux termes du plan de référence approuvé actuellement de l'ONFA, sont financés au moins à 120 %, OPG peut transférer jusqu'à 50 % de l'excédent sur 120 % à titre de contribution au Fonds pour combustible irradié, et la SFIEO est en droit de recevoir une distribution d'un montant équivalent. De plus, à l'expiration de l'ONFA, la Province a droit aux fonds excédentaires dans la mesure où la juste valeur marchande du Fonds de déclassement dépasse les coûts d'achèvement estimés autorisés aux termes du plan de référence approuvé actuellement de l'ONFA. Au 31 décembre 2005, le solde du Fonds de déclassement, selon la méthode de l'amortissement du coût, excédait les coûts d'achèvement estimatifs aux termes du plan de référence approuvé actuellement de l'ONFA. Le Fonds de déclassement avait un montant en excédent de 7 millions de dollars dû à la Province selon la méthode de l'amortissement du coût. Si les placements dans le Fonds de déclassement avaient été comptabilisés à la juste valeur marchande dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2005, et que l'on avait mis fin au Fonds de déclassement aux termes de l'ONFA, il y aurait eu un montant dû à la Province de 484 millions de dollars (249 millions de dollars en 2004).

Aux 31 décembre 2005 et 2004, les fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires consistaient en ce qui suit :

	Méthode du coût		Juste valeur	
(en millions de dollars)	**2005**	2004	**2005**	2004
Fonds de déclassement	**4 106**	3 858	**4 583**	4 131
Montant dû à la Province – Fonds de déclassement	**(7)**	–	**(484)**	(249)
	4 099	3 858	**4 099**	3 882
Fonds pour combustible irradié[1]	**2 693**	2 122	**2 995**	2 274
Montant dû (à) par la Province – Fonds pour combustible irradié	**(4)**	(4)	**(306)**	(156)
	2 689	2 118	**2 689**	2 118
	6 788	5 976	**6 788**	6 000

1. La fiducie de la LDCN de l'Ontario représente 1 003 millions de dollars au 31 décembre 2005 (794 millions de dollars en 2004) du Fonds pour combustible irradié selon la méthode du coût.

Le coût amorti et la juste valeur des titres investis dans les fonds distincts, qui comprennent le Fonds pour combustible irradié et le Fonds de déclassement, étaient comme suit aux 31 décembre 2005 et 2004 :

	Méthode du coût		Juste valeur	
(en millions de dollars)	**2005**	2004	**2005**	2004
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	**516**	211	**515**	211
Titres négociables	**3 772**	3 056	**4 547**	3 472
Obligations et débentures	**1 757**	723	**1 762**	732
Créance de la SFIEO	**759**	1 993	**759**	1 993
Frais d'administration à payer	**(5)**	(3)	**(5)**	(3)
	6 799	5 980	**7 578**	6 405
Montant dû à la Province – Fonds de déclassement	**(7)**	–	**(484)**	(249)
Montant dû à la Province – Fonds pour combustible irradié	**(4)**	(4)	**(306)**	(156)
Total	**6 788**	5 976	**6 788**	6 000

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les obligations et les débentures détenues dans le Fonds pour combustible irradié et le Fonds de déclassement aux 31 décembre 2005 et 2004 viennent à échéance comme suit :

	Juste valeur	
(en millions de dollars)	**2005**	2004
Moins d'un an	**–**	–
De 1 an à 5 ans	**769**	259
De 5 à 10 ans	**485**	233
Plus de 10 ans	**508**	240
Total des titres d'emprunt à venir à échéance	**1 762**	732
Rendement moyen	**4,3 %**	4,1 %

Une créance de 759 millions de dollars (1 993 millions de dollars en 2004) de la SFIEO ne porte pas de date d'échéance précise. Le taux d'intérêt réel sur le montant à recevoir de la SFIEO était de 5,8 % en 2005 (5,3 % en 2004).

10 Impôts sur les bénéfices

À compter du 1er avril 2005, OPG comptabilise les impôts sur les bénéfices liés aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités selon la méthode des impôts exigibles. Selon cette méthode, OPG ne constate pas d'impôts futurs liés aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités dans la mesure où ces impôts futurs devraient être recouvrés dans les tarifs réglementés facturés aux clients futurs. Dans le cadre de la transition, le 1er avril 2005, OPG a contrepassé le solde net de l'actif d'impôts futurs de 74 millions de dollars lié aux secteurs à tarifs réglementés de ses activités et a constaté le montant à titre de perte extraordinaire dans l'établissement du bénéfice net. L'élément extraordinaire a réduit le résultat de base et dilué par action pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 de 0,29 $ par action.

Le rapprochement du taux d'imposition réel et du taux prévu par la loi se présente comme suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	**558**	(38)
Taux d'imposition fédéral et provincial combiné prévu par la loi, y compris la surtaxe	**36,1 %**	36,1 %
Taux prévu par la loi appliqué au bénéfice comptable	**202**	(14)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants :		
Impôt des grandes sociétés en sus de la surtaxe	**28**	30
Taux d'imposition futur moindre sur les écarts temporaires	**(12)**	(3)
Éléments de bénéfice non imposables	**7**	(4)
Impôts futurs non inscrits liés aux activités réglementées	**(157)**	–
Changement dans les positions fiscales	**50**	–
Variation de la provision pour moins-value de l'actif d'impôts futurs	**–**	(93)
Divers	**–**	4
	(84)	(66)
Charge (recouvrement) d'impôts	**118**	(80)
Taux d'imposition réel	**21,1 %**	210,5 %

Avant 2004, OPG a établi une provision pour moins-value de 93 millions de dollars afin de tenir compte qu'il était plus probable qu'improbable que ce montant d'impôts futurs recouvrables ne serait pas réalisé à la lumière des pertes fiscales consécutives des exercices précédents. En 2004, la provision pour moins-value a été réduite de 93 millions de dollars à néant en raison de l'introduction de la réglementation des tarifs. L'élimination prévue des actifs et des passifs d'impôts futurs des activités réglementées par suite de l'instauration de la réglementation des tarifs le 1er avril 2005 devait entraîner une position de passif d'impôts futurs résiduel importante à l'égard des activités non réglementées. Cette position prévue a permis à OPG de constater, en 2004, des actifs d'impôts futurs de 93 millions de dollars, ce qui a entraîné une réduction de la charge d'impôts en 2004 qui ne s'est pas produite en 2005.

OPG a pris certaines positions en matière de déclaration de l'impôt des sociétés et des impôts et taxes sur le capital qui pourraient être contestées au moment de la vérification et possiblement refusées et donner lieu à une augmentation importante de l'obligation fiscale au moment du redressement. En 2005, OPG a inscrit une charge d'impôts de 50 millions de dollars en vue d'une modification des passifs d'impôt liés à certaines positions fiscales prises par la Société au cours d'exercices précédents. Il subsiste toujours une certaine incertitude sur le montant de la charge d'impôts, et la direction n'est pas en mesure d'établir l'incidence de cette incertitude sur les états financiers consolidés.

Les composantes importantes de la charge (du recouvrement) d'impôts sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Charge d'impôts de l'exercice	**80**	21
Charge d'impôts futurs (économie) :		
Variation des écarts temporaires	**(51)**	50
Report prospectif de pertes autres qu'en capital	**88**	(67)
Provision pour (reprise sur) moins-value	**–**	(93)
Divers	**1**	9
	38	(101)
Charge (recouvrement) d'impôts	**118**	(80)

Les incidences fiscales des écarts temporaires donnant lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Actifs d'impôts futurs :		
Passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**27**	2 806
Autres passifs et actifs	**107**	446
Report prospectif de pertes autres qu'en capital	**98**	168
Impôt minimum futur de l'Ontario à recouvrer	**37**	42
	269	3 462
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations	**351**	1 211
Fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**–**	2 039
Autres passifs et actifs	**141**	323
	492	3 573
Passifs d'impôts futurs nets	**223**	111
Représentés par :		
Tranche à court terme (actif)	**(18)**	(44)
Tranche à long terme	**241**	155
	223	111

Le tableau qui suit présente un sommaire des montants de l'état des résultats et du bilan consolidés selon la méthode utilisée par la Société pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices comparativement à ce qui aurait été présenté si OPG avait utilisé la méthode axée sur le bilan pour les activités réglementées en 2005 :

(en millions de dollars)	Montants présentés	Méthode axée sur le bilan
Charge d'impôts futurs	**38**	195
Élément extraordinaire	**74**	–
Tranche à court terme (actifs)	**(18)**	(38)
Tranche à long terme	**241**	344

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Si OPG avait continué à utiliser la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices des activités réglementées, la charge d'impôts futurs pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 aurait augmenté de 157 millions de dollars avec une augmentation correspondante du passif d'impôts futurs.

Au 31 décembre 2005, OPG avait une perte autre qu'en capital reportée en avant disponible d'environ 280 millions de dollars (549 millions de dollars en 2004). La perte autre qu'en capital reportée en avant est liée aux années d'imposition suivantes :

(en millions de dollars)	Perte reportée en avant	Date d'échéance
2003	33	2010
2004	247	2014

Le montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de 2005 s'est établi à 20 millions de dollars (17 millions de dollars en 2004).

11 Avantages sociaux

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les régimes de retraite, l'assurance-vie collective, l'assurance des soins de santé et l'assurance en cas d'invalidité prolongée. Le régime de retraite enregistré est un régime contributif à prestations déterminées couvrant la plupart des employés permanents et des retraités. Les actifs de la caisse de retraite se composent essentiellement de titres de capitaux propres et de titres d'emprunt de gouvernements et de sociétés, de placements immobiliers et d'autres placements gérés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. La caisse n'investit pas dans les actions ou les titres d'emprunt émis par OPG. Les régimes de retraite complémentaires sont des régimes à prestations déterminées couvrant certains employés et retraités.

Les obligations au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi dépendent de divers facteurs dont les taux d'intérêt, les rajustements provenant de modifications des régimes, les modifications des hypothèses et les gains ou les pertes actuariels. Les obligations au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et les actifs de la caisse de retraite sont mesurés au 31 décembre 2005.

	Régime de retraite agréé et régimes de retraite complémentaires		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2005	2004	**2005**	2004
Hypothèses moyennes pondérées – obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice				
Taux d'actualisation des prestations futures	**5,00 %**	6,00 %	**4,97 %**	5,88 %
Taux d'indexation de la grille salariale	**3,00 %**	3,25 %	**–**	–
Taux d'indexation du coût de la vie jusqu'au versement des prestations de retraite	**2,00 %**	2,25 %	**–**	–
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé	**–**	–	**7,76 %**	7,03 %
Taux tendanciel prévu du coût des soins de santé	**–**	–	**4,68 %**	4,46 %
Année d'atteinte du taux prévu	**–**	–	**2014**	2014
Taux d'augmentation des prestations d'invalidité	**–**	–	**2,00 %**	2,25 %

	Régime de retraite agréé et régimes de retraite complémentaires		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2005	2004	**2005**	2004
Hypothèses moyennes pondérées – coût de l'exercice				
Rendement prévu des actifs des régimes, déduction faite des charges	**7,00 %**	7,00 %	**–**	–
Taux d'actualisation des prestations futures	**6,00 %**	6,25 %	**5,88 %**	6,17 %
Taux d'indexation de la grille salariale	**3,25 %**	3,25 %	**–**	–
Taux d'indexation du coût de la vie jusqu'au versement des prestations de retraite	**2,25 %**	2,25 %	**–**	–
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé	**–**	–	**7,03 %**	6,33 %
Taux tendanciel prévu du coût des soins de santé	**–**	–	**4,46 %**	4,46 %
Année d'atteinte du taux prévu	**–**	–	**2014**	2010
Taux d'augmentation des prestations d'invalidité	**–**	–	**2,25 %**	2,25 %
Nombre moyen d'années de service à courir pour les salariés actifs	**11**	12	**11**	12

(en millions de dollars)	Régime de retraite agréé		Régimes de retraite complémentaires		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2005	2004	**2005**	2004	**2005**	2004
Variation des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	**7 056**	6 449	**–**	–	**–**	–
Cotisations patronales	**254**	154	**7**	6	**58**	54
Cotisations salariales	**56**	52	**–**	–	**–**	–
Rendement réel des actifs des régimes, déduction faite des charges	**858**	693	**–**	–	**–**	–
Règlements	**(2)**	(4)	**–**	–	**–**	–
Versements de prestations	**(301)**	(288)	**(7)**	(6)	**(58)**	(54)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	**7 921**	7 056	**–**	–	**–**	–
Variation de l'obligation au titre des prestations projetées						
Obligation au titre des prestations projetées au début de l'exercice	**7 663**	7 046	**144**	117	**1 499**	1 307
Coût pour services rendus au cours de l'exercice de l'employeur	**163**	143	**7**	8	**47**	41
Cotisations salariales	**56**	52	**–**	–	**–**	–
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations projetées	**461**	442	**9**	7	**88**	82
Coûts pour services passés	**–**	–	**–**	–	**1**	–
Perte (gain) de compression	**–**	2	**–**	–	**–**	(1)
Gain de règlement	**(2)**	(4)	**–**	–	**–**	–
Versements de prestations	**(301)**	(288)	**(7)**	(6)	**(58)**	(54)
Perte actuarielle nette (gain actuariel net)	**1 055**	270	**(9)**	18	**488**	124
Obligation au titre des prestations projetées à la fin de l'exercice	**9 095**	7 663	**144**	144	**2 065**	1 499
Situation de capitalisation – déficit à la fin de l'exercice	**(1 174)**	(607)	**(144)**	(144)	**(2 065)**	(1 499)

	2005	2004
Catégories de placements dans la caisse du régime de retraite agréé		
Actions	**64 %**	65 %
Placements à revenu fixe	**33 %**	33 %
Trésorerie et placements à court terme	**3 %**	2 %
Total	**100 %**	100 %

Les actifs qui constituent la caisse de retraite d'OPG regroupent trois grandes catégories de placements. De plus, les placements en actions comprennent des actions canadiennes, américaines et autres que nord-américaines. La caisse est également constituée d'un petit portefeuille immobilier représentant moins de 1 % des actifs des régimes.

Selon l'évaluation actuarielle la plus récente, produite au 1er janvier 2005, il existait un passif non capitalisé de 465 millions de dollars selon la convention de la continuité de l'exploitation et une insuffisance de 1 979 millions de dollars dans le cas d'une liquidation. Dans l'évaluation actuarielle antérieure, produite au 1er avril 2002, il existait un surplus de 262 millions de dollars selon la convention de la continuité de l'exploitation et un surplus de 204 millions de dollars dans le cas d'une liquidation de l'entreprise.

Les régimes complémentaires ne sont pas capitalisés, mais ils sont garantis au moyen de lettres de crédit totalisant 138 millions de dollars (125 millions de dollars en 2004).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(en millions de dollars)	Régime de retraite agréé 2005	Régime de retraite agréé 2004	Régimes de retraite complémentaires 2005	Régimes de retraite complémentaires 2004	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2005	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2004
Rapprochement de la situation de capitalisation et de l'actif (du passif) au titre des prestations constituées						
Situation de capitalisation – déficit à la fin de l'exercice	**(1 174)**	(607)	**(144)**	(144)	**(2 065)**	(1 499)
Perte actuarielle nette non amortie	**1 737**	1 012	**18**	28	**885**	422
Coûts des services passés non amortis	**100**	119	**4**	5	**16**	18
Actif (passif) au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	**663**	524	**(122)**	(111)	**(1 164)**	(1 059)
Tranche à court terme	**–**	–	**(7)**	(6)	**(67)**	(59)
Tranche à long terme	**663**	524	**(115)**	(105)	**(1 097)**	(1 000)

(en millions de dollars)	Régime de retraite agréé 2005	Régime de retraite agréé 2004	Régimes de retraite complémentaires 2005	Régimes de retraite complémentaires 2004	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2005	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2004
Composantes de la charge constatée						
Coût pour services rendus au cours de l'exercice	**163**	143	**7**	8	**47**	41
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations projetées	**461**	442	**9**	7	**88**	82
Rendement prévu des actifs des régimes, déduction faite des charges	**(527)**	(511)	**–**	–	**–**	–
Perte (gain) de compression	**–**	2	**–**	–	**–**	(1)
Amortissement des coûts pour services passés	**18**	18	**1**	1	**3**	3
Amortissement de la perte actuarielle nette	**–**	–	**1**	–	**25**	15
Charge constatée	**115**	94	**18**	16	**163**	140

(en millions de dollars)	Régime de retraite agréé 2005	Régime de retraite agréé 2004	Régimes de retraite complémentaires 2005	Régimes de retraite complémentaires 2004	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2005	Autres avantages postérieurs à l'emploi 2004
Composantes de la charge engagée et constatée						
Coût pour services rendus au cours de l'exercice	**163**	143	**7**	8	**47**	41
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations projetées	**461**	442	**9**	7	**88**	82
Rendement réel des actifs des régimes, déduction faite des charges	**(858)**	(693)	**–**	–	**–**	–
Perte (gain) de compression	**–**	2	**–**	–	**–**	(1)
Coûts pour services passés	**–**	–	**–**	–	**1**	–
Perte actuarielle nette (gain actuariel net)	**1 055**	270	**(9)**	18	**488**	124
Charge engagée au cours de l'exercice	**821**	164	**7**	33	**624**	246
Écarts entre les coûts engagés et les coûts constatés relativement à ce qui suit :						
Rendement réel des actifs des régimes, déduction faite des charges	**331**	182	**–**	–	**–**	–
Coûts pour services passés	**18**	18	**1**	1	**2**	3
Perte actuarielle nette (gain actuariel net)	**(1 055)**	(270)	**10**	(18)	**(463)**	(109)
Charge constatée	**115**	94	**18**	16	**163**	140

Une augmentation ou une diminution de 1,0 % du taux tendanciel du coût des soins de santé entraînerait respectivement une augmentation des composantes services et intérêts du coût constaté de 26 millions de dollars (21 millions de dollars en 2004) pour les autres avantages postérieurs à l'emploi pour 2005 ou une diminution des composantes services et intérêts du coût constaté de 20 millions de dollars (19 millions de dollars en 2004) pour les autres avantages postérieurs à l'emploi pour 2005. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % du taux tendanciel du coût des soins de santé entraînerait respectivement une augmentation de

343 millions de dollars de l'obligation au titre des prestations projetées au 31 décembre 2005 (221 millions de dollars en 2004) pour les autres avantages postérieurs à l'emploi ou une diminution de 266 millions de dollars de l'obligation au titre des prestations projetées au 31 décembre 2005 (175 millions de dollars en 2004) pour les autres avantages postérieurs à l'emploi.

12 Instruments financiers

Les justes valeurs des instruments dérivés ont été estimées en fonction du cours du marché d'instruments semblables ou réels, le cas échéant. Si les cours du marché ne sont pas disponibles, OPG tient compte de divers facteurs pour estimer les prix à terme, y compris les prix du marché et la volatilité des prix des marchés de l'électricité avoisinants, les prix du combustible et d'autres facteurs.

Les activités de négociation et la liquidité sur le marché de l'électricité de l'Ontario ont été limitées, étant donné que les sociétés ne concluent généralement que des contrats à court terme. Par conséquent, les informations sur les prix à terme pour les contrats peuvent ne pas être entièrement représentatives du coût de ces contrats. Pour les contrats conclus en Ontario qui ne sont pas conclus à des fins de couverture, OPG a établi des réserves de liquidité à la juste valeur marchande des actifs et des passifs équivalant au gain ou à la perte sur ces contrats. Ces réserves ont augmenté les produits tirés des activités de négociation de 4 millions de dollars au cours de 2005 (diminution de 2 millions de dollars en 2004). Les contrats conclus pour des opérations à l'extérieur de l'Ontario continuent d'être constatés aux bilans consolidés en tant qu'actif ou passif à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées à titre de gain ou de perte dans les produits tirés des activités de négociation.

Instruments dérivés utilisés aux fins de couverture

Au tableau suivant figure la juste valeur estimative des instruments dérivés désignés en tant que couvertures. La majorité des instruments dérivés d'OPG sont traités en tant que couvertures, les gains ou les pertes étant constatés au moment du règlement, quand les opérations sous-jacentes sont effectuées. OPG détient des dérivés financiers de marchandises principalement pour couvrir le risque de variation des prix des marchandises associé aux fluctuations du prix de l'électricité.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	**Quantité nominale**	**Échéance 2005**	**Juste valeur**	Quantité nominale	Échéance 2004	Juste valeur
(Perte)						
Instruments dérivés sur l'électricité	**4,1 TWh**	**1 à 2 ans**	**(125)**	10,4 TWh	1 à 3 ans	(71)
Instruments dérivés sur les taux de change	**15 $ U.S.**	**janvier/06**	**–**	10 $ U.S.	janvier/05	–
Couvertures des taux d'intérêt	**400**	**1 à 15 ans**	**(7)**	–	–	–

OPG a conclu un certain nombre de swaps différés sur taux d'intérêt à titre de couverture de l'incidence des variations futures des taux d'intérêt en fonction des besoins d'emprunt futurs prévus pour le projet de tunnel de Niagara. Ces opérations sont habituellement comptabilisées à titre de couverture. Toutefois, environ 5 millions de dollars ont été imputés aux activités de la période écoulée pour les couvertures qui ne respectaient pas les critères d'efficacité au cours de 2005. La perte résiduelle a été reportée.

Les instruments dérivés sur les taux de change servent à couvrir le risque lié aux achats prévus libellés en dollars américains. Le taux de change fixe moyen pondéré des contrats en cours au 31 décembre 2005 s'élevait à 0,87 $ US (0,81 $ US en 2004) contre un dollar canadien.

Instruments dérivés non utilisés aux fins de couverture

La valeur comptable (juste valeur) des instruments dérivés non désignés comme couvertures est comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	**Quantité nominale**	**Juste valeur**	Quantité nominale	Juste valeur
	2005		2004	
Instruments dérivés sur les taux de change	**3 $ US**	**–**	–	–
Instruments dérivés sur marchandises				
Actifs	**3,3 TWh**	**13**	7,9 TWh	12
Passifs	**1,1 TWh**	**(37)**	1,3 TWh	(12)
		(24)		–
Réserves de liquidité de l'Ontario		**(3)**		(7)
Total		**(27)**		(7)

Les instruments dérivés sur les taux de change qui ne sont pas désignés à titre de couverture ont un taux de change moyen pondéré de 0,85 $ US.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Juste valeur des autres instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, du rabais à payer associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché, des effets à court terme à payer et de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an se rapproche de leur juste valeur en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers. La juste valeur des autres instruments financiers a été estimée en fonction du cours du marché d'instruments semblables ou réels, le cas échéant.

La valeur comptable et la juste valeur de ces autres instruments financiers sont comme suit :

(en millions de dollars)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	2005		2004	
Actifs financiers				
Fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**6 788**	**6 788**	5 976	6 000
Autres actifs et débiteurs à long terme	**61**	**61**	56	56
Passifs financiers				
Dette à long terme	**3 895**	**4 081**	3 404	3 582
Charges à payer et créditeurs à long terme	**183**	**183**	212	212

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque financier que des contreparties contractuelles ne respectent pas leurs obligations. Le risque de crédit exclut tout risque opérationnel découlant du fait qu'un tiers ne livre pas un produit ou un service comme prévu. Les produits d'exploitation d'OPG proviennent de diverses sources, dont la vente de produits énergétiques et la vente à des tiers de produits de gestion du risque financier. Toutefois, la majeure partie des produits d'exploitation d'OPG provient des ventes sur le marché au comptant administré par la SIERÉ.

L'exposition au crédit à l'égard de la SIERÉ fluctue en fonction du prix au comptant et du volume de la production à tarif réglementé et non réglementé, et est réduite chaque mois au moment du règlement des comptes. Le risque de crédit pour la SIERÉ a atteint un sommet de 1 146 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et de 901 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

13 Actions ordinaires

Aux 31 décembre 2005 et 2004, OPG avait 256 300 010 actions ordinaires émises et en circulation d'une valeur déclarée de 5 126 millions de dollars. OPG est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

14 Engagements et éventualités

Litiges

OPG ou ses filiales font face à différentes actions en justice couvrant un large ensemble de questions soulevées dans le cours normal de leurs affaires. OPG avait pris connaissance d'un recours collectif de 50 milliards de dollars, lié à des allégations d'incidences négatives sur la santé de la production d'électricité par la combustion de charbon, qui a été déposé devant une cour de l'Ontario nommant OPG et 20 producteurs d'électricité américains à titre de défendeurs. Bien que la réclamation ait été déposée au greffe de la cour, elle n'a pas été signifiée à OPG, et le délai octroyé au demandeur pour signifier la réclamation est échu. Bien que la cour puisse prolonger le délai de signification sur requête des demandeurs, OPG ne croit pas qu'il est probable que cela se produise. L'évaluation provisoire permet de conclure qu'il serait improbable que la réclamation soit gagnée même si les demandeurs poursuivaient leurs démarches.

En juillet 2004, OPG et deux employés ont été accusés de négligence criminelle ayant causé la mort et de négligence criminelle ayant causé un préjudice corporel en rapport avec la noyade survenue en 2002 à Barrett Chute. Le procès a commencé le 16 janvier 2006 et devrait durer environ de quatre à six mois.

De plus, certaines Premières nations ont intenté des actions en justice en raison d'ingérence dans les droits rattachés à la terre de réserve et les droits fonciers ancestraux. Les réclamations de certaines de ces Premières nations totalisent environ 50 millions de dollars, et des réclamations faites d'autres ne précisent aucun montant.

Chacun de ces litiges s'accompagne d'incertitudes. Certains d'entre eux pourraient être réglés au désavantage d'OPG et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière d'OPG. La direction a constitué des provisions pour des éventualités qui sont établies comme probables et qui peuvent être raisonnablement évaluées.

Environnement

OPG était tenue d'assumer certaines obligations environnementales d'Ontario Hydro. Conséquemment, une provision de 76 millions de dollars a été établie à cet égard au 1er avril 1999. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2005, des dépenses de 4 millions dollars (2 millions de dollars en 2004) ont été déduites de cette provision.

Les activités courantes sont également soumises à la réglementation fédérale, provinciale et locale en matière de qualité de l'air, des sols et des eaux et d'autres questions environnementales. Le coût des obligations correspondantes est assumé de façon continue. La direction estime avoir établi une provision suffisante dans les états financiers consolidés pour respecter les obligations environnementales liées aux activités actuelles d'OPG.

Garanties

Dans le cours normal des affaires, OPG et certaines de ses filiales concluent diverses ententes fournissant une assurance financière ou de bonne exécution à des tiers au nom de certaines filiales. Ces ententes prévoient des garanties, des lettres de crédit de soutien et des cautionnements.

Engagements contractuels et commerciaux

Les obligations contractuelles et les autres engagements commerciaux importants de la Société sont comme suit au 31 décembre 2005 :

(en millions de dollars)	2006	2007	2008	2009	2010	Par la suite	Total
Obligations contractuelles :							
Ententes d'approvisionnement en combustible	693	425	197	68	15	15	1 413
Contributions effectuées dans le cadre de l'ONFA	454	454	679	350	350	1 403	3 690
Remboursement de la dette à long terme	800	400	400	350	970	775	3 695
Intérêt sur la dette à long terme	214	168	145	122	90	55	794
Obligations d'achat non conditionnelles	26	20	12	9	15	27	109
Créditeurs à long terme	28	28	9	–	–	–	65
Obligations en vertu de contrats de location-exploitation	13	13	13	13	14	–	66
Cotisations aux régimes de retraite[1]	254	–	–	–	–	–	254
Divers	75	34	35	34	35	11	224
Engagements commerciaux importants :							
Tunnel de Niagara	158	173	172	116	1	–	620
Total	2 715	1 715	1 662	1 062	1 490	2 286	10 930

[1] Les cotisations aux régimes de retraite comprennent des besoins de capitalisation additionnels visant le déficit et des besoins de capitalisation continus conformément à l'évaluation actuarielle au 1er janvier 2005. Les cotisations subissent l'incidence de divers facteurs, y compris le rendement du marché, les modifications aux hypothèses actuarielles, les résultats techniques des régimes et le calendrier des évaluations actuarielles. Les besoins de capitalisation après 2006 sont exclus en raison de la variabilité importante des hypothèses nécessaires aux prévisions du calendrier des flux de trésorerie futurs.

En juin 2004, OPG a annoncé, avec l'appui du gouvernement de l'Ontario (le «gouvernement»), la décision de procéder à la construction d'un nouveau tunnel de déviation de cours d'eau afin d'accroître la quantité d'eau arrivant aux turbines existantes des centrales Sir Adam Beck à Niagara. Grâce à ce tunnel, les centrales Beck utiliseront plus efficacement l'eau disponible, ce qui devrait, en moyenne, accroître la production annuelle d'environ 1,6 TWh. OPG a accordé un contrat à Strabag AG en août 2005 pour la conception et la construction du tunnel de 10,4 kilomètres et des installations connexes. La valeur du contrat de conception-construction est d'environ 600 millions de dollars, et le coût du projet devrait totaliser environ 985 millions de dollars. La construction a commencé en septembre 2005. L'achèvement du projet est prévu pour la fin de 2009.

Autres engagements

En plus des engagements susmentionnés, la Société a les engagements suivants :

La Société maintient des conventions collectives avec le Syndicat des Travailleurs et Travailleuses du Secteur Énergétique (le «syndicat»). La convention collective est en vigueur du 1er avril 2002 au 31 mars 2006. OPG et le syndicat ont récemment conclu des projets de règlement, qui sont assujettis à la ratification des membres du syndicat. La Société maintient aussi une convention collective avec la Society of Energy Professionals. La convention est en vigueur du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005. La convention a été renouvelée depuis et prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Depuis le 31 décembre 2005, environ 90 % de la main-d'œuvre régulière de la Société est visée par des conventions collectives.

Les engagements contractuels et commerciaux plus haut excluent certains bons de commande puisqu'ils représentent des autorisations d'achat plutôt que des contrats juridiquement valables et qu'ils peuvent être modifiés sans pénalités importantes.

Impôt foncier de remplacement

En novembre 2005, OPG a reçu une lettre du ministère des Finances indiquant son intention de recommander au ministre des Finances qu'un règlement ontarien à l'égard de l'impôt foncier de remplacement soit mis à jour rétroactivement au 1er avril 1999 pour refléter les réévaluations et les règlements d'appel se rapportant à certaines propriétés d'OPG depuis cette date. Il pourrait s'écouler jusqu'à deux ans avant les mises à jour du règlement. OPG n'a pas inscrit de montant relatif à la modification prévue au règlement.

15 Restructuration

La variation du passif de restructuration au titre des prestations de cessation d'emploi pour 2005 et 2004 est comme suit :

(en millions de dollars)	2005	2004
Passif au début de l'exercice	**20**	52
Charges de restructuration	**10**	19
Versements	**(18)**	(51)
Passif à la fin de l'exercice	**12**	20

Au cours de 2004, OPG a comptabilisé des charges de restructuration de 16 millions de dollars, constituées de 15 millions de dollars de prestations de cessation d'emploi et d'un million de dollars de charges de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi connexes associées à la centrale de Lakeview. Au cours de 2004, OPG a également constaté des charges de restructuration de 4 millions de dollars liées à son secteur Commercialisation de l'énergie. Au cours de 2005, OPG a constaté des charges de restructuration de 10 millions de dollars, constituées de 4 millions de dollars liés à la centrale de Lakeview et de 6 millions de dollars liés à son secteur Commercialisation de l'énergie.

16 Contrats d'option à taux intermédiaires

Dans le cadre du règlement ontarien intitulé Transition – Generation Corporation Designated Rate Options («TRO»), OPG a été tenue d'accorder, depuis l'ouverture du marché, un allégement de tarifs transitoires à certaines sociétés d'énergie pour une période allant jusqu'à quatre ans, selon la consommation et le prix moyen payé par chaque client pendant une période de référence s'échelonnant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Les contrats TRO sont considérés comme une couverture des produits tirés des activités de production. Le volume prévu maximal assujetti à l'allégement de tarifs transitoires est d'environ 5,4 TWh pendant la première année suivant l'ouverture du marché, à 3,6 TWh au cours de la deuxième année et à 1,8 TWh pendant chacune des troisième et quatrième années. La durée maximale du programme est de quatre ans, qui vient à échéance le 30 avril 2006.

Une provision de 210 millions de dollars pour les contrats TRO a été constatée au cours du premier trimestre de 2002 en fonction de la perte future estimative sur ces contrats. La provision a été déterminée à cette date selon les meilleures estimations de la direction concernant la courbe des prix à terme, les commissions du marché de l'électricité de gros, l'incidence de la cession de contrôle sur les contrats, les interruptions de production et le recouvrement des rabais relatifs à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché. La provision pour les contrats TRO a été constituée en fonction de l'atteinte des objectifs de cession de contrôle dans les trois années suivant l'ouverture du marché. Une charge additionnelle de 30 millions de dollars relativement à la quatrième année des contrats TRO a été comptabilisée en 2003, en fonction des prévisions d'OPG selon lesquelles la Société n'atteindrait pas les objectifs de cession de contrôle nécessaires pour que les contrats TRO arrivent à échéance après trois ans.

La variation de la provision pour les contrats TRO pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004 est comme suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Provision au début de l'exercice	**48**	100
Diminution de la provision au cours de l'exercice	**(36)**	(52)
Provision à la fin de l'exercice	**12**	48

17 Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché

Jusqu'au 1er avril 2005, OPG devait, en vertu de son permis de production, respecter des mesures d'atténuation de l'emprise sur le marché visant à traiter la possibilité pour OPG d'exercer une emprise sur le marché de l'énergie de l'Ontario. Les mesures d'atténuation de l'emprise sur le marché comprenaient un mécanisme de rabais et une exigence de cession du contrôle de la capacité de production. Dans le cadre du mécanisme de rabais, une majorité des ventes d'électricité prévues d'OPG en Ontario était assujettie à un plafond de produits annuels moyens de 3,8 ¢ le kWh. Pendant la durée de l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché, OPG était tenue de verser à la Société indépendante d'exploitation du réseau de l'électricité un rabais annuel équivalant à l'excédent, le cas échéant, du prix moyen horaire sur le marché au comptant sur 3,8 ¢ le kWh sur une période de règlement de 12 mois, multiplié par la quantité d'énergie assujettie au mécanisme de rabais. En date du 1er avril 2005, l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché a été remplacée par un prix réglementé pour les centrales hydroélectriques et nucléaires de base et une limite de revenus qui s'applique aux actifs de production non réglementés d'OPG.

Conformément à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché, le rabais était calculé compte tenu du volume des ventes d'électricité assujetti au mécanisme de rabais s'appliquant uniquement aux centrales de production qu'OPG continue de contrôler. Comme le prix moyen horaire sur le marché au comptant pour le trimestre terminé le 31 mars 2005, lorsque le mécanisme de rabais a pris fin, a dépassé le plafond des produits de 3,8 ¢ le kWh, OPG a constitué une provision de 412 millions de dollars (1 154 millions de dollars en 2004) à titre de rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché.

La variation du passif au titre du rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché pour les exercices terminés les 31 décembre 2005 et 2004 a été comme suit :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Passif au début de l'exercice	**439**	409
Augmentation de la provision pendant la période	**412**	1 154
Versements	**(851)**	(1 124)
Passif à la fin de l'exercice	**–**	439

18 Rabais associé à la limite de revenus

Une tranche de 85 % de la production des autres actifs de production non réglementés d'OPG, excluant la centrale Lennox, les volumes et les ventes à terme dans le cadre des contrats d'options de tarifs transitoires TRO au 1er janvier 2005, fait l'objet d'une limite de revenus fondée sur un prix moyen de 47,00 $/MWh (4,7 ¢/kWh). Cette limite de revenus a initialement été établie pour une période de 13 mois se terminant le 30 avril 2006. Le gouvernement a récemment annoncé la prolongation de la période de limite de revenus de trois ans. À compter du 1er mai 2006, la limite de revenus s'établira à 4,6 ¢/kWh par rapport à la limite actuelle de 4,7 ¢/kWh. Le 1er avril 2007, la limite de revenus retournera à 4,7 ¢/kWh et passera à 4,8 ¢/kWh à compter du 1er avril 2008. Les revenus dépassant ces limites seront versés à la Société indépendante d'exploitation du réseau de l'électricité («SIERÉ»), et par la suite, la SIERÉ offrira un rabais aux consommateurs.

La variation du passif au titre du rabais associé à la limite de revenus pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 est comme suit :

(en millions de dollars)	2005
Passif au début de l'exercice	–
Augmentation de la provision pendant la période	**739**
Versements	–
Passif à la fin de l'exercice	**739**

19 Secteurs d'activité

Un règlement établi conformément à la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité* prévoit qu'OPG recevrait des prix réglementés pour la production de ses installations hydroélectriques et nucléaires de base. Ces prix initiaux sont entrés en vigueur le 1er avril 2005 et devraient demeurer en vigueur jusqu'au 31 mars 2008 au moins, alors qu'il est prévu que la CEO aura établi de nouveaux prix réglementés. Compte tenu de la date d'entrée en vigueur de ces prix et de l'approche de gestion d'OPG, OPG a modifié la définition de ses secteurs d'activité le 1er avril 2005, auparavant appelés «Production» et «Commercialisation de l'énergie», pour «Production nucléaire réglementée», «Production hydroélectrique réglementée» et «Production non réglementée». OPG continuera de présenter d'autres activités, y compris les activités de négociation, qui étaient auparavant présentées de manière distincte, dans le secteur «Divers». En raison de cette modification de définition, OPG a reclassé les chiffres correspondants des périodes de comparaison afin de les rendre conformes à la présentation actuelle des secteurs d'activité.

Production nucléaire réglementée

Le secteur Production nucléaire réglementée d'OPG exerce ses activités en Ontario, visant à produire et à vendre l'électricité provenant des centrales nucléaires qu'elle détient et exploite. Ce secteur d'activité comprend l'électricité produite par les centrales nucléaires Pickering A et B et Darlington.

Le secteur Production nucléaire réglementée d'OPG comprend les produits aux termes d'une entente de location avec Bruce Power liée aux centrales nucléaires de Bruce. Ces produits comprennent des revenus de location, des intérêts créditeurs et les produits tirés de l'analyse et de la conception techniques, des services techniques et d'autres services. Le secteur Production nucléaire réglementée comprend aussi les produits tirés de la vente d'isotopes et de services connexes. Les produits connexes sont gagnés au moyen des services de réglage de la tension et de soutien de la puissance réactive. Ces produits sont inclus dans le secteur Production nucléaire réglementée puisqu'ils ont été inclus dans l'établissement du prix réglementé de la production des installations nucléaires.

Centrales nucléaires de Bruce

En mai 2001, OPG a loué ses centrales nucléaires Bruce A et Bruce B à Bruce Power jusqu'en 2018, avec une option de renouvellement maximale de 25 ans.

En vertu du contrat de location, OPG a accepté de céder certains stocks de matières et de combustible à Bruce Power en plus de certaines immobilisations. Les actifs et les passifs de régimes de retraite liés à environ 3 000 employés ont été cédés à Bruce Power. Bruce Power a pris en charge le passif au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi de ces employés. OPG verse à Bruce Power, à l'égard d'autres avantages postérieurs à l'emploi, environ 2,3 millions de dollars par mois sur une période de 72 mois qui prendra fin en 2008.

Dans le cadre de l'opération, OPG a comptabilisé des produits reportés de façon à refléter les paiements initiaux de 595 millions de dollars, déduction faite des actifs nets cédés à Bruce Power. Les produits reportés sont amortis sur la durée initiale du contrat d'environ 18 ans et constatés à titre de produits.

En décembre 2002, British Energy plc. a conclu une entente visant à céder l'intégralité de sa participation de 82,4 % dans Bruce Power. L'opération a été réalisée en février 2003, et un consortium de sociétés canadiennes a pris en charge la location des centrales nucléaires Bruce A et Bruce B détenues auparavant par British Energy plc. Les installations de Bruce continueront d'être exploitées par Bruce Power. À la clôture de l'opération, l'effet à recevoir de 225 millions de dollars a été payé à OPG, et les paiements de location ont commencé à être effectués tous les mois. Le produit découlant de l'effet doit être appliqué au plus tard en mars 2008 aux besoins de financement d'OPG relativement aux passifs pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires.

Dans le cadre de l'entente conclue en octobre 2005 entre la Province et Bruce Power, OPG a reçu une déclaration de l'actionnaire de la part de la Province ordonnant au conseil d'administration d'OPG d'accepter certains avenants au contrat de location. Ces avenants comprenaient une modification aux dispositions relatives à la cession de la participation de Bruce Power dans le site ainsi qu'une réduction du loyer annuel à l'égard de trois des quatre unités de Bruce A remises à neuf à 5,5 millions de dollars par unité (en dollars de 2002, indexés selon l'IPC), après l'achèvement des remises à neuf futures prévues. Ces avenants au contrat de location auront une incidence sur OPG lorsque les unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Bruce A seront remises en service, et lorsque l'unité 3 sera remise à neuf à la fin de sa durée d'exploitation actuelle. D'autres modifications aux arrangements actuels ont été apportées pour tenir compte de la décision de Cameco Corporation de ne pas participer à la remise à neuf de la centrale nucléaire Bruce A.

De 2004 à 2008, sous réserve de certaines exceptions, les versements minimaux prévus dans le cadre du contrat de location s'élèvent à 190 millions de dollars par année. Les produits de location de 244 millions de dollars (236 millions de dollars en 2004) ont été constatés à titre de produits. Les autres modalités du contrat de location demeureront essentiellement les mêmes jusqu'à ce que les remises à neuf futures prévues soient achevées.

La valeur comptable nette des immobilisations louées à Bruce Power, y compris les coûts liés à la remise à neuf et à la remise en service de Bruce A au 31 décembre 2005, s'établissait à 492 millions de dollars (590 millions de dollars en 2004).

Production hydroélectrique réglementée

Le secteur Production hydroélectrique réglementée d'OPG exerce ses activités en Ontario, visant à produire et à vendre l'électricité provenant de ses centrales hydroélectriques de base. Ce secteur d'activité comprend l'électricité produite par les centrales Sir Adam Beck 1, 2 et à réserve pompée, les centrales DeCew Falls 1 et 2, et les installations hydroélectriques R.H. Saunders. Le secteur Production hydroélectrique réglementée comprend aussi les produits connexes gagnés au moyen de l'offre de capacité de production disponible comme réserve pour l'exploitation et de la prestation d'autres services connexes, y compris les services de réglage de la tension et de soutien de la puissance réactive, des installations certifiées de redémarrage à froid et des services de réglage de production automatique.

Production non réglementée

Le secteur Production non réglementée d'OPG exerce ses activités en Ontario, visant à produire et à vendre l'électricité provenant de ses centrales à combustible fossile et de ses centrales hydroélectriques non incluses dans le secteur Production hydroélectrique réglementée. Le secteur Production non réglementée comprend aussi les produits connexes gagnés au moyen de l'offre de capacité de production disponible comme réserve pour l'exploitation et de la prestation d'autres services connexes, y compris les services de réglage de la tension et de soutien de la puissance réactive, des installations certifiées de redémarrage à froid et des services de réglage de production automatique, et les produits d'autres services.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Divers

OPG tire des produits de sa participation dans la coentreprise de Brighton Beach Power Limited Partnership («Brighton Beach») relativement à une convention de conversion énergétique entre Brighton Beach et Coral Energy Canada Inc. («Coral»). En outre, le secteur Divers comprend les produits tirés des locations immobilières.

Les produits et les charges liés aux activités de négociation et autres activités autres que de couverture d'OPG sont aussi inclus dans le secteur Divers. Dans le cadre de ces activités, OPG effectue des opérations essentiellement à court terme, d'une journée à un an, avec des contreparties de l'Ontario et des marchés d'électricité avoisinants. Ces activités se rapportent essentiellement à l'énergie physique, qui est achetée et vendue aux limites de la province d'Ontario, et à la vente de produits de gestion des risques financiers et de produits liés à l'énergie. Tous les contrats qui ne sont pas désignés comme couvertures sont comptabilisés à titre d'actifs ou de passifs à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans Autres produits à titre de gains ou de pertes.

Bénéfice par secteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005	**Production nucléaire réglementée**	**Production hydroélectrique réglementée**	**Production non réglementée**	**Divers**	**Total**
(en millions de dollars)					
Produits					
Produits	**2 607**	**857**	**3 399**	**86**	**6 949**
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché	**(160)**	**(65)**	**(187)**	**–**	**(412)**
Rabais associé à la limite de revenus	**–**	**–**	**(739)**	**–**	**(739)**
	2 447	**792**	**2 473**	**86**	**5 798**
Combustible	**115**	**254**	**928**	**–**	**1 297**
Marge brute	**2 332**	**538**	**1 545**	**86**	**4 501**
Exploitation, maintenance et administration	**1 788**	**77**	**594**	**57**	**2 516**
Amortissement	**374**	**68**	**276**	**35**	**753**
Augmentation du passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires due à la désactualisation	**467**	**–**	**9**	**–**	**476**
Bénéfice tiré des fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	**(381)**	**–**	**–**	**–**	**(381)**
Impôt foncier et impôt sur le capital	**31**	**18**	**54**	**4**	**107**
Restructuration	**–**	**–**	**4**	**6**	**10**
Bénéfice (perte) avant ce qui suit :	**53**	**375**	**608**	**(16)**	**1 020**
Dépréciation des actifs à long terme	**63**	**–**	**202**	**–**	**265**
(Perte) bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et élément extraordinaire	**(10)**	**375**	**406**	**(16)**	**755**

Bénéfice par secteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 (en millions de dollars)	Production nucléaire réglementée	Production hydroélectrique réglementée	Production non réglementée	Divers	Total
Produits					
Produits	2 421	1 018	2 528	105	6 072
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché	(374)	(194)	(586)	–	(1 154)
Rabais associé à la limite de revenus	–	–	–	–	–
	2 047	824	1 942	105	4 918
Combustible	108	255	790	–	1 153
Marge brute	1 939	569	1 152	105	3 765
Exploitation, maintenance et administration, excluant la remise en service de Pickering A	1 611	74	576	62	2 323
Remise en service de Pickering A	271	–	–	–	271
Amortissement	360	71	302	32	765
Augmentation du passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires due à la désactualisation	445	–	8	–	453
Bénéfice tiré des fonds pour enlèvement d'immobilisations nucléaires et gestion des déchets nucléaires	(313)	–	–	–	(313)
Impôt foncier et impôt sur le capital	33	18	38	14	103
Restructuration	–	–	16	4	20
Autres produits	–	–	–	(8)	(8)
(Perte) bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices	(468)	406	212	1	151

(en millions de dollars)	Production nucléaire réglementée	Production hydroélectrique réglementée	Production non réglementée	Divers	Total
Principales données du bilan					
31 décembre 2005					
Immobilisations corporelles sectorielles, montant net	**3 156**	**4 054**	**3 607**	**595**	**11 412**
31 décembre 2004					
Immobilisations corporelles sectorielles, montant net	3 305	4 015	3 986	634	11 940
Principales données des flux de trésorerie					
Exercice terminé le 31 décembre 2005					
Dépenses en immobilisations	**273**	**101**	**90**	**34**	**498**
Exercice terminé le 31 décembre 2004					
Dépenses en immobilisations	365	25	78	93	561

Notes afférentes aux états financiers consolidés

20 Opérations entre apparentés

Étant donné que la Province détient l'ensemble des actions d'OPG, les parties reliées comprennent la Province, les autres sociétés ayant succédé à Ontario Hydro, dont Hydro One Inc. («Hydro One»), la SIERÉ et la SFIÉO. OPG conclut aussi des opérations entre apparentés avec ses coentreprises. Les opérations entre OPG et les apparentés sont mesurées à la valeur de négociation, soit la contrepartie établie et convenue par les apparentés.

Les opérations se résument comme suit :

(en millions de dollars)	**Produits**	**Charges**	Produits	Charges
	2005		2004	
Hydro One				
Ventes d'électricité	**40**	**–**	40	–
Services	**–**	**12**	–	12
Opérations de règlement	**–**	**27**	–	33
Province d'Ontario				
Frais sur les revenus bruts, redevances d'utilisation d'énergie hydraulique et impôt foncier	**–**	**132**	–	152
Garanties	**–**	**8**	–	8
Garantie du taux de rendement du Fonds pour combustible irradié	**–**	**–**	–	14
Financement excédentaire du Fonds de déclassement	**–**	**7**	–	–
Divers	**–**	**–**	–	2
SFIÉO				
Frais sur les revenus bruts et impôt foncier	**–**	**207**	–	214
Intérêts créditeurs sur les montants à recevoir	**–**	**(75)**	–	(101)
Intérêts débiteurs sur les effets à long terme	**–**	**211**	–	191
Impôts sur le capital	**–**	**51**	–	49
Impôts sur les bénéfices	**–**	**192**	–	(80)
Frais d'indemnisation	**–**	**5**	–	5
SIERÉ				
Ventes d'électricité	**6 517**	**329**	5 465	304
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché	**(412)**	**–**	(1 154)	–
Rabais associé à la limite de revenus	**(739)**	**–**	–	–
Services connexes	**68**	**–**	90	–
Divers	**–**	**–**	1	1
	5 474	**1 106**	4 442	804

Au 31 décembre 2005, les débiteurs comportaient 14 millions de dollars (14 millions de dollars en 2004) à recevoir de Hydro One et 324 millions de dollars (158 millions de dollars en 2004) à recevoir de la SIERÉ. Les créditeurs et les charges à payer au 31 décembre 2005 incluaient un montant de 2 millions de dollars (3 millions de dollars en 2004) à payer à Hydro One.

21 Coentreprises

Les coentreprises importantes comprennent Brighton Beach Power L.P., qui est détenue à 50 % par OPG (50 % en 2004).

L'information condensée qui suit, tirée des états des résultats consolidés, des flux de trésorerie consolidés et des bilans consolidés, présente en détail la quote-part de la Société dans les coentreprises et les partenariats, qui a été consolidée proportionnellement :

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Quote-part de l'exploitation des coentreprises		
Produits d'exploitation	**46**	28
Charges d'exploitation	**(36)**	(22)
Résultat net	**10**	6
Quote-part des flux de trésorerie des coentreprises		
Activités d'exploitation	**21**	4
Activités d'investissement	**(2)**	(34)
Activités de financement	**(4)**	32
Quote-part de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**15**	2
Quote-part des bilans des coentreprises		
Actif à court terme	**26**	16
Actif à long terme	**279**	286
Passif à court terme	**(11)**	(5)
Passif à long terme	**(199)**	(202)
Quote-part de l'actif net	**95**	95

22 Société de placement

La Société a appliqué la NOC-18 pour tous les placements détenus par OPGV en 2005. OPGV est une filiale en propriété exclusive de la Société, et ses résultats sont consolidés dans les états financiers de la Société. Puisque OPGV est la seule société du groupe qui répond aux critères énoncés dans la NOC-18, tous les autres placements effectués par OPG et ses filiales, partenaires ou coentreprises continuent d'être présentés au coût amorti. La valeur comptable des placements d'OPGV s'établissait à 29 millions de dollars (36 millions de dollars en 2004), et le montant a été inclus à titre de débiteurs à long terme et autres actifs aux bilans consolidés.

En raison de l'application de cette convention, le bénéfice net de la Société pour 2005 a diminué de 11 millions de dollars et les autres actifs ont accusé une baisse du même montant. Les gains et les pertes bruts latents sur le placement détenu par OPGV au 31 décembre 2005 s'établissaient à respectivement 2 millions de dollars et 13 millions de dollars.

23 Recherche et développement

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, des frais de recherche et de développement de 19 millions de dollars (21 millions de dollars en 2004) ont été imputés aux résultats.

24 Autres produits

Il n'y a eu d'autres produits comptabilisés en 2005. Les autres produits de 8 millions de dollars en 2004 étaient constitués de 3 millions de dollars provenant de la vente d'actifs et de 5 millions de dollars provenant d'un règlement favorable des obligations découlant des régimes de retraite.

25 Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement

(en millions de dollars)	**2005**	2004
Débiteurs	**(191)**	(15)
Impôts sur les bénéfices recouvrables	**–**	16
Stocks de combustible	**(12)**	(45)
Matières et fournitures	**(23)**	(19)
Rabais associé à l'entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché, à payer	**(439)**	30
Rabais associé à la limite de revenus, à payer	**739**	–
Créditeurs et charges à payer	**10**	(78)
Impôts sur les bénéfices et impôt sur le capital à payer	**69**	12
	153	(99)

Responsabilité quant à l'information financière

Les états financiers ci-joints de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et leur responsabilité incombe à la direction. Leur préparation suppose nécessairement l'utilisation de données estimatives fondées sur le jugement de la direction, surtout lorsque les opérations visant la période comptable en cours ne peuvent être arrêtées avec certitude que dans les périodes subséquentes. Les états financiers de la LCBO ont été dressés avec soin, compte tenu des limites raisonnables en matière d'importance relative et à la lumière des données disponibles en date du 27 juin 2006.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et tient un système de contrôles internes visant à assurer, d'une part, la protection, avec une assurance raisonnable, des éléments d'actif et, d'autre part, la disponibilité de données financières fiables au moment opportun. Le système comprend un ensemble de politiques et de procédures et une structure organisationnelle qui prévoit la délégation de pouvoirs aux personnes ou services compétents et la séparation des responsabilités. Le service de vérification interne évalue constamment et de façon indépendante l'efficacité de ces mécanismes de contrôle interne et communique ses conclusions à la direction et au comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire du comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion, est chargé de veiller à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôles internes. Le comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion, qui comprend trois membres qui ne sont ni des employés ni des dirigeants de la LCBO, rencontre à intervalles réguliers les cadres, les vérificateurs internes et le Bureau du vérificateur général de l'Ontario pour s'assurer que chaque groupe a bel et bien exécuté ses responsabilités respectives.

Le Bureau du vérificateur général de l'Ontario, qui a vérifié les états financiers, a pour mandat d'exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés d'une façon conforme aux principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur (page 32) explique brièvement la nature de son examen et exprime son opinion sur cette question.

Au nom de la direction,

Le président-directeur général par intérim,

P. J. Olsson

Le vice-président principal, Finances et Administration, et chef des Services financiers,

J. Alex Browning
27 juin 2006

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Régie des alcools de l'Ontario
et au ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique

J'ai vérifié le bilan de la Régie des alcools de l'Ontario au 31 mars 2006, ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Régie au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 27 juin 2006

Jim McCarter, CA
Vérificateur général

Régie des alcools de l'Ontario

Bilan
au 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	108 530	106 273
Débiteurs, clientèle commerciale et autres	20 520	23 700
Stocks	285 817	278 267
Charges payées d'avance	13 038	11 371
	427 905	419 611
Actif à long terme		
Immobilisations (Note 5)	228 702	223 709
	656 607	643 320
PASSIF ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	320 193	315 241
Tranche de l'obligation au titre des prestations constituées échéant à moins d'un an (Note 3)	5 323	4 981
	325 516	320 222
Passif à long terme		
Obligation au titre des prestations constituées (Note 3)	41 111	37 462
Bénéfices non répartis	289 980	285 636
	656 607	643 320

Engagements et éventualités (Notes 6 et 8)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé par

Le président-directeur général par intérim

Membre du conseil d'administration, présidente du comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion

Régie des alcools de l'Ontario

État des résultats et des bénéfices non répartis pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Ventes et autres revenus	3 682 919	3 532 171
Frais et charges		
Coût des produits vendus	1 885 612	1 810 025
Succursales de vente au détail et commercialisation	400 443	387 410
Entreposage et distribution	76 072	71 131
Administration	67 349	66 092
Amortissement	49 099	50 703
	2 478 575	2 385 361
Bénéfice net de l'exercice	1 204 344	1 146 810
Bénéfices non répartis en début d'exercice	285 636	253 826
	1 489 980	1 400 636
Déductions		
Dividende versé à la province de l'Ontario	1 195 000	1 110 000
Paiements aux municipalités pour le compte de la province de l'Ontario (Note 9)	5 000	5 000
	1 200 000	1 115 000
Bénéfices non répartis en fin d'exercice	289 980	285 636

Voir les notes afférentes aux états financiers

Régie des alcools de l'Ontario

État des flux de trésorerie pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		
Bénéfice net	1 204 344	1 146 810
Amortissement	49 099	50 703
Perte (gain) sur vente d'immobilisations	339	(2 114)
	1 253 782	1 195 399
Augmentation (diminution) des postes hors-caisse		
Fonds de roulement	(1 085)	7 642
Obligation au titre des prestations constituées	3 991	2 302
	1 256 688	1 205 343
Encaisse pour investissements		
Acquisition d'immobilisations	(54 535)	(47 485)
Produits de la vente d'immobilisations	104	2 671
	(54 431)	(44 794)
Encaisse pour activités de financement		
Dividende versé à la province de l'Ontario	(1 195 000)	(1 110 000)
Paiements aux municipalités pour le compte de la province de l'Ontario	(5 000)	(5 000)
	(1 200 000)	(1 115 000)
Augmentation de l'encaisse en cours d'exercice	2 257	46 549
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice	106 273	59 724
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	108 530	106 273

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Régie des alcools de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

1. Nature de la société

La Régie des alcools de l'Ontario (Régie) est une société sans capital-actions constituée en vertu de la *Loi sur les alcools* qui constitue le chapitre L.18 des Lois refondues de l'Ontario de 1990. La société est une entreprise du gouvernement chargée de régir la production, l'importation, la distribution et la vente des boissons alcooliques dans la province de l'Ontario. Une société d'État, la Régie est exempte d'impôts sur le revenu aux termes de l'alinéa 149 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La Régie verse la plupart de ses profits sous forme de dividende au Trésor de l'Ontario.

2. Principales conventions comptables

A) MÉTHODE COMPTABLE

Les états financiers de la Régie sont préparés conformément aux conventions comptables généralement reconnues du Canada.

B) ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et les quasi-espèces comprennent les espèces et les placements facilement négociables venant initialement à échéance dans moins de 90 jours.

La politique de placement de la Régie limite les investissements à court terme aux titres de placements liquides facilement négociables tels que les bons du Trésor fédéral-provincial, les acceptations bancaires et les dépôts à terme.

C) STOCKS

Les stocks sont comptabilisés d'après le coût ou la valeur de réalisation nette, selon le moindre de ces montants. Le coût est établi selon la méthode de la moyenne mobile.

D) IMMOBILISATIONS

Les principales dépenses en immobilisations dont la durée d'utilisation excède l'exercice en cours sont capitalisées au prix coûtant et amorties selon la méthode linéaire de durée d'utilisation prévue, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Améliorations locatives	5 ans ou 10 ans
Matériel informatique	3 ans ou 4 ans

Les dépenses mineures en immobilisations et les frais de réparation et d'entretien sont portés au compte des bénéfices

Régie des alcools de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

2. Principales conventions comptables (suite)

E) CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits sont comptabilisés au moment de la vente des produits aux consommateurs.

F) CONSTATATION DES CHARGES

Les charges sont comptabilisées, au fur et à mesure, selon la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

G) UTILISATION DES PRÉVISIONS

La préparation des états financiers exige l'utilisation, par la direction, de données estimatives et d'hypothèses qui influent sur le montant déclaré des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants déclarés des revenus et des charges pendant la période comptable visée. Les données réelles pourraient différer de ces données estimatives.

3. Obligation au titre des prestations constituées

L'obligation au titre des prestations constituées comprend les charges des indemnités de cessation d'emploi à payer et les engagements d'indemnité d'accident du travail non capitalisés.

Au cours de l'exercice 2006, le coût de ces avantages sociaux futurs a été de 10,9 millions de dollars (3,7 millions de dollars en 2005). Il est inscrit au poste des Frais et charges de l'État des résultats et des bénéfices non répartis. L'obligation au titre des prestations constituées représentait, au 31 mars 2006, la somme de 46,4 millions de dollars (42,4 millions de dollars en 2005), dont 5,3 millions de dollars (5 millions de dollars en 2005) sont inscrits au poste du passif à court terme.

Le coût des avantages postérieurs au départ à la retraite et non liés au régime de retraite est pris en charge par le Secrétariat du Conseil de gestion. Il n'est pas inclus dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

4. Régime de retraite

La Régie assure des prestations de retraite à tous ses employés permanents (et à ses employés non permanents qui désirent cotiser) par sa participation à la Caisse de retraite des fonctionnaires et au Régime de retraite du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées mis sur pied par le gouvernement de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés à titre de régimes de retraite à cotisations déterminées, car la Régie n'a pas suffisamment d'information permettant de les comptabiliser comme régimes à prestations déterminées. Les charges représentent le montant que la Régie a cotisé aux régimes de retraite au cours de l'année.

Au cours de l'exercice 2006, la charge a été de 15,3 millions de dollars (14,7 millions de dollars en 2005). Elle est inscrite au poste des Frais et charges de l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

Régie des alcools de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

5. Immobilisations

	2006 (en milliers de dollars)			2005 (en milliers de dollars)
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	13 223	—	13 223	13 223
Bâtiments	326 884	223 215	103 669	102 564
Mobilier et agencements	81 194	47 797	33 397	24 989
Améliorations locatives	207 172	152 741	54 431	61 477
Matériel informatique	103 224	79 242	23 982	21 436
	731 697	502 995	228 702	223 709

6. Engagements de location

La Régie s'est engagée par contrat de location-exploitation à louer des locaux dont les versements minimaux de loyer sont établis de la façon suivante :

	(en milliers de dollars)
2007	38 723
2008	37 049
2009	33 532
2010	28 799
2011	26 468
Par la suite	200 487
	365 058

7. Instruments financiers

Les instruments financiers de la Régie comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. La valeur comptable de ces instruments approche la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La direction est d'avis que la Régie n'est pas exposée à des risques importants de taux d'intérêt, de change ou de crédit découlant de ces instruments financiers. En vue de gérer les risques de change liés à ses achats auprès de fournisseurs étrangers, la Régie conclut des contrats de change à terme, lesquels sont des engagements d'achat de devises étrangères à une date ultérieure prédéterminée et à un taux stipulé d'avance.

Régie des alcools de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

7. Instruments financiers (suite)

Au 31 mars 2006, la Régie n'avait aucun contrat de change à terme en cours (2,5 millions de dollars en 2005).

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un contrat de change à terme ne s'acquitte pas de ses obligations et qu'il en résulte une perte monétaire pour la Régie. La Régie minimise ses risques de crédit en ne faisant affaire qu'avec les principales banques canadiennes à charte et les filiales canadiennes des principales banques étrangères.

8. Éventualités

La Régie est touchée par diverses actions en justice rattachées à l'exercice normal des activités d'une entreprise. Il est impossible de prédire à l'heure actuelle l'issue et le règlement définitifs de ces actions. Voilà pourquoi les états financiers ne comprennent aucune provision à l'égard de ces actions. S'il y a lieu, les règlements concernant ces éventualités seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils auront lieu.

9. Paiements aux municipalités

Comme pour les exercices précédents, au cours de l'exercice 2006, le Conseil des ministres a demandé à la Régie, aux termes du paragraphe 5 (2) de la *Loi sur les alcools* de 1990, de verser aux municipalités une contribution de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2005), pour les aider à financer leurs coûts de recyclage du verre. Lors des exercices ultérieurs, le montant de la contribution de la Régie sera déterminé au moyen de méthodes qui seront établies conformément au paragraphe 30 (1) de la *Loi de 2002 sur le réacheminement des déchets*.

RESPONSABILITÉ DE REDDITION DE COMPTE ANNUELLE DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et tous les renseignements contenus dans le présent *Rapport annuel* sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Au besoin, la direction a produit des estimations et des jugements éclairés, conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités de gestion à l'égard des états financiers par l'entremise de son comité de vérification et de gestion des risques, entièrement composé d'administrateurs qui ne sont pas des dirigeants ni des employés de la Société. Ce comité examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Le comité se réunit de temps en temps avec la direction et les vérificateurs internes et externes.

Afin d'assumer ses responsabilités, la direction maintient un système approprié de contrôle interne qui lui permet de s'estimer fondée à croire que les états financiers consolidés qu'elle produit sont pertinents et fiables et que la protection des actifs de la Société est suffisante. La Société est dotée d'une équipe de vérificateurs internes chargés d'examiner continuellement les mesures de contrôle internes et de veiller à leur application. Les rapports préparés par les vérificateurs internes sont examinés par le comité. Les vérificateurs internes jouissent d'un accès direct aux membres du comité.

Grant Thornton LLP et KPMG LLP, vérificateurs indépendants nommés par le conseil d'administration sur la recommandation du comité de vérification et de gestion des risques, ont examiné les états financiers consolidés. Leur rapport précise la portée de leur examen ainsi que leur avis concernant les états financiers consolidés. Les vérificateurs indépendants jouissent d'un accès direct aux membres du comité.

Duncan Brown
Président-directeur général

John Black
Dirigeant des finances

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et au ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario au 31 mars 2006 et les états consolidés des résultats, des flux de trésorerie, de l'évolution de la somme à payer à la province d'Ontario et de l'avoir en immobilisations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG LLP

Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 12 mai 2006

Grant Thornton LLP

Comptables agréés
Sault Ste. Marie, Canada
Le 12 mai 2006

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

Bilan consolidé
Au 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	603,669 $	603,300 $
Débiteurs	48,641	42,150
Somme à recevoir de Falls Management Company (note 8)	–	3,665
Charges payées d'avance et autres	56,744	61,897
Tranche des prêts échéant à moins d'un an (note 4)	7,904	8,135
	716,958	719,147
Frais de démarrage et charges reportées (note 3)	12,081	16,834
Prêts (note 4)	51,833	37,144
Immobilisations (note 5)	2,293,833	2,235,431
Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning (note 6)	16,139	17,221
Trésorerie et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations (note 7)	156,346	116,776
	3,247,190 $	**3,142,553 $**
Passif et avoir		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	328,691 $	278,593 $
Somme à payer aux exploitants (note 8)	48,871	45,624
Somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning (note 8)	1,138	1,398
Somme à payer au gouvernement du Canada	6,361	9,655
Produits reportés	16,875	18,040
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 9)	263,952	168,898
	665,888	522,208
Somme à payer aux Premières nation (note 7)	156,346	116,776
Dette à long terme (note 9)	378,511	642,462
Obligation liée à la mise-hors service d'immobilisations	1,081	–
Avoir		
Somme à payer à la province d'Ontario	161,459	218,203
Réserves (note 2)	233,616	218,834
Avoir en immobilisations	1,650,289	1,424,070
	2,045,364	1,861,107
	3,247,190 $	**3,142,553 $**

Engagements (notes 4, 8 et 10)
Éventualités (notes 8 et 11)

Voir les notes complémentaires.

Au nom du conseil,

Michael Gough, président du conseil

Marlene McGraw, administratrice

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

Résultats consolidés

Exercice terminé le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Produits		
Loteries et bingos	2,432,673 $	2,333,934 $
Casinos commerciaux	1,666,851	1,572,901
Casinos de bienfaisance et salles de machine à sous dans les hippodromes	1,924,225	1,947,220
	6,023,749	**5,854,055**
Frais d'exploitation		
Loteries et bingos	1,699,428	1,652,525
Casinos commerciaux	1,562,424	1,446,243
Casinos de bienfaisance et salles de machines à sous dans les hippodrome	1,019,000	1,028,755
	4,280,852	**4,127,523**
Bénéfice avant les éléments suivants	**1,742,897**	**1,726,532**
Intérêts et autres produits	42,795	25,284
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	(33,905)	(31,472)
Gain de change	20,012	19,623
Bénéfice net	**1,771,799 $**	**1,739,967 $**

Information sectorielle (note 12)

Voir les notes complémentaires.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

Flux de trésorerie consolidés

Exercice terminé le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Provenance (utilisation) de la trésorerie :		
Exploitation		
Bénéfice net	1,771,799 $	1,739,967 $
Amortissement des immobilisations	208,803	203,455
Amortissement des éléments autres que les immobilisations	9,496	16,339
Charge de désactualisation	71	–
Perte sur la cession d'immobilisations	7,728	148
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation :		
Débiteurs	(6,491)	7,491
Somme à recevoir du gouvernement du Canada	–	1,432
Charges payées d'avance et autres	5,153	(11,368)
Créditeurs et charges à payer	50,098	22,270
Somme à payer aux exploitants	3,247	13,326
Somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning	(260)	193
Somme à payer au gouvernement du Canada	(3,294)	9,655
Produits reportés	(1,165)	2,630
	2,045,185	2,005,538
Financement		
Augmentation des passifs à long terme	7,752	794,000
Remboursements des passifs à long terme	(176,650)	(141,781)
	(168,898)	652,219
Investissement		
Somme à recevoir de Falls Management Company	3,665	669
Frais de démarrage et charges reportées	(3,660)	(10,873)
Émission de prêts	(22,043)	(3,088)
Remboursement de prêts	7,585	9,699
Dépenses en immobilisations	(277,618)	(894,035)
Produit tiré de la cession d'immobilisations	3,695	3,158
	(288,376)	(894,470)
Autres		
Versements à la province d'Ontario	(1,486,408)	(1,628,746)
Distributions aux Premières nations	(100,820)	(101,089)
Augmentation de la somme à payer aux Premières nations	(314)	9,655
	(1,587,542)	(1,720,180)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	369	43,107
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	603,300	560,193
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	**603,669 $**	**603,300 $**
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts encaissés au comptant	13,336 $	10,142 $
Intérêts versés au comptant	34,390	33,648

Voir les notes complémentaires.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

État consolidé de l'évolution de la somme à payer à la province d'Ontario

Exercice terminé le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Bénéfice net	1,771,799 $	1,739,967 $
Ajouter (déduire)		
Dépenses en immobilisations, montant net	(266,195)	(890,730)
Amortissement des immobilisations	208,803	203,455
Charge de désactualisation	71	–
Remboursements des passifs à long terme	(176,650)	(141,781)
Augmentation des passifs à long terme	7,752	794,000
Distributions aux Premières nations	(101,134)	(91,434)
Virements aux réserves, montant net	(14,782)	(19,355)
	(342,135)	(145,845)
Montant à payer pour l'exercice considéré	1,429,664	1,594,122
Versements à la province d'Ontario	(1,486,408)	(1,628,746)
Montant à payer moins les versements	(56,744)	(34,624)
Somme à payer à la province d'Ontario, au début	218,203	252,827
Somme à payer à la province d'Ontario, à la fin	**161,459 $**	**218,203 $**

Voir les notes complémentaires.

Avoir consolidé en immobilisations

Exercice terminé le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde, au début	**1,424,070 $**	**1,389,014 $**
Dépenses en immobilisations, montant net	266,195	890,730
Amortissement des immobilisations	(208,803)	(203,455)
Charge de désactualisation	(71)	–
Remboursements des passifs à long terme	176,650	141,781
Augmentation des passifs à long terme	(7,752)	(794,000)
Solde, à la fin	**1,650,289 $**	**1,424,070 $**

Voir les notes complémentaires.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (la « Société ») a été constituée sans capital-actions le 1er avril 2000 en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. La Société est une société de la Couronne du gouvernement de l'Ontario et elle est responsable de la gestion des jeux de loteries, de cinq casinos de bienfaisance, des installations de machine à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron, de dix-sept salles de machines à sous dans les hippodromes et de quatre casinos commerciaux dans la province d'Ontario.

La Société a conclu des contrats d'exploitation avec Windsor Casino Limited, CHC Casinos Canada Limited, Falls Management Company et Great Blue Heron Gaming Company pour l'exploitation respectivement du Casino Windsor, du Casino Rama, du Casino Niagara, du Niagara Fallsview Casino Resort et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

Les actifs, les passifs et les activités des installations des machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron sont compris dans les présents états financiers. Les résultats d'exploitation sont intégrés aux résultats des casinos de bienfaisance et des salles de machines à sous dans les hippodromes. Les présents états financiers ne présentent pas les résultats des autres activités menées au casino de bienfaisance Great Blue Heron.

1. Principales conventions comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ceux de ses filiales en propriété exclusive.

De plus, les états financiers consolidés incluent la situation financière et les résultats d'exploitation des casinos commerciaux, Casino Windsor, Casino Rama, Casino Niagara et Niagara Fallsview Casino Resort (« Fallsview »), et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

b) Constatation des produits

Les produits provenant des loteries, dont les résultats sont déterminés par un tirage, sont constatés au moment du tirage. Les produits des tirages ultérieurs sont reportés et sont constatés au moment du tirage. Les produits provenant des jeux instantanés sont constatés lorsque le détaillant active les billets pour le jeu. Les produits provenant des jeux de loteries sportives et des bingos sont constatés lorsque le billet est vendu au client. Les billets émis à titre de billets gratuits gagnés ne sont pas comptabilités comme des produits.

Les produits des jeux provenant de l'exploitation des machines à sous et des jeux de table représentent le montant gagné net des activités de jeux, lequel correspond à l'écart entre les montants reçus des joueurs et les montants payés à ces joueurs.

Les produits ne provenant pas des jeux, qui comprennent les produits tirés de l'hôtellerie, de la nourriture et des boissons, du centre de divertissement ainsi que d'autres services, sont constatés au moment où les services sont rendus aux clients. La valeur de détail de l'hébergement, de la nourriture, des boissons et des autres services offerts gratuitement aux clients est également comprise dans les produits.

c) Ristournes promotionnelles

Les ristournes promotionnelles comprennent la valeur de détail de l'hébergement, de la nourriture, des boissons et des autres biens et services offerts gratuitement aux clients. Les clubs de joueurs des casinos et les installations de machines à sous permettent aux clients de gagner des points en fonction du volume de jeu. Ces points sont comptabilisés à titre de passif en fonction des échanges prévus, et sont échangeables contre des biens et services gratuits ou des rabais au comptant. La valeur des points est ajoutée aux ristournes promotionnelles à mesure qu'ils sont gagnés.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

Les ristournes promotionnelles comprennent également la valeur de détail des coupons (hôtel, nourriture et boissons et autres biens et services) et des autres incitatifs remis aux clients en échange de ces coupons. La valeur de détail de ces coupons est comprise dans les produits.

Les coûts estimatifs associés à ces ristournes promotionnelles ont été passés en charges dans l'état des résultats consolidés.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont définis comme des placements liquides dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

e) Frais de démarrage et charges reportées

Certaines dépenses, comprenant les frais de rémunération, de consultation et autres, engagées pour l'aménagement et l'ouverture d'établissements de jeux sont reportées et amorties sur une période de trois ans à partir de l'ouverture de l'établissement.

Les dépenses, qui comprennent les frais de rémunération, de consultation et autres, engagées pour l'élaboration d'un système d'information de gestion sont reportées et amorties sur une période ne dépassant pas cinq ans. Les autres charges reportées, engagées à la suite du financement de la construction des installations pour les Chippewas de Mnjikaning, sont amorties sur la durée de la dette en question.

f) Immobilisations

Les principales dépenses en immobilisations ayant une durée d'utilisation qui s'étend au-delà de l'exercice considéré sont capitalisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon les périodes suivantes :

Bâtiments	10 à 50 ans
Mobilier et agencements	2 à 10 ans
Améliorations locatives	4 à 14 ans
Actifs liés aux loteries et jeux	3 à 7 ans
Actifs liés aux casinos et aux salles de machines à sous dans les hippodromes	2 à 10 ans

Les immobilisations sont amorties une fois qu'elles sont mises en exploitation.

Les constructions en cours et les actifs inutilisés sont comptabilisés au coût. Les coûts sont amortis à partir du moment où le projet en question est terminé. L'intérêt sur la dette contractée pour financer les acquisitions importantes d'immobilisations est capitalisé pendant la phase de construction. L'intérêt est calculé au taux applicable à la dette supplémentaire que la Société engage pour financer ces immobilisations. L'intérêt capitalisé est amorti sur la même période que celle du bien auquel il se rapporte.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

g) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, y compris les frais de démarrage et les charges reportées, les apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning et les immobilisations, qui sont amortissables, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité des actifs destinés à être détenus et utilisés est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif aux flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation de l'actif, y compris les flux de trésorerie qui reviennent à la province d'Ontario. Si la valeur comptable d'un actif excède ses flux de trésorerie futurs prévus, une charge de dépréciation est constatée équivalant au montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa juste valeur. Un actif à long terme destiné à être vendu serait présenté de façon distincte au bilan et constaté à sa valeur comptable, ou à sa juste valeur moins les frais de vente si cette dernière valeur est inférieure, et il ne serait plus amorti. Les actifs et les passifs d'un groupe cédé classés comme destinés à la vente seraient présentés de façon distincte dans les sections appropriées de l'actif et du passif du bilan consolidé.

Au 31 mars 2006 et au 31 mars 2005, il n'y avait aucune dépréciation de la valeur comptable de ces actifs.

h) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société constate la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations comme passif dans l'exercice au cours duquel l'obligation est engagée et peut être raisonnablement estimée. Ce passif est lié à la mise hors service d'une immobilisation corporelle à long terme qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur, ou de son utilisation normale. La Société constate également un actif correspondant, lequel est amorti sur la durée de vie de l'actif. Suite à l'évaluation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, l'obligation est rajustée à la fin de chaque période afin de refléter l'écoulement du temps et les modifications aux flux de trésorerie futurs prévus sous-jacents à l'obligation.

Par conséquent, la société a comptabilisé un passif actualisé lié aux obligations découlant des dispositions de certains contrats de location à l'égard de la sortie de biens loués à la fin de la durée des contrats de location.

Le rajustement des améliorations locatives découlant des coûts de mise hors service d'immobilisations est amorti dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie restante des baux. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, la Société a enregistré une charge d'amortissement de 226 000 $ dans l'état des résultats. Elle a inscrit un passif de 1 081 000 $ au titre de la valeur actualisée estimative des coûts de mise hors service des améliorations locatives à l'échéance des baux et elle a comptabilisé des coûts reportés de mise hors service d'immobilisations de 784 000 $.

Le montant brut de l'obligation s'élève à 1 285 000 $ et il devrait être payé sur une période de deux à quatre ans. Le taux sans risque rajusté en fonction de la qualité du crédit s'établit à 7 pour cent. La charge de désactualisation de l'exercice a atteint 71 000 $.

i) Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning

Les apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning, qui comprennent principalement des fonds pour la construction d'un centre communautaire, d'un centre pour personnes âgées et de certaines infrastructures, sont amortis sur la durée du bail foncier du Casino Rama.

j) Conversion des comptes établis en devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les postes des résultats consolidés sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les gains et pertes de change sont indiqués dans les résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

k) Instruments financiers dérivés

Casino Rama Inc., filiale en propriété exclusive des Chippewas de Mnjikaning, est une des parties à certains instruments financiers dérivés, surtout des contrats de swap de taux d'intérêt, servant à gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt sur l'emprunt à terme non renouvelable (note 9). Casino Rama Inc. n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de négociation ou de spéculation. Selon la politique de la Société, cette dernière désigne en bonne et due forme chaque instrument financier comme couverture d'un instrument d'emprunt bien identifié. La Société considère que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de leur mise en place que pendant la durée de l'instrument, puisque la durée jusqu'à l'échéance, le montant nominal (le notionnel) et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

La Société utilise les contrats de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion du dosage des taux d'intérêt, entre des taux fixes et des taux variables, sur l'ensemble de son portefeuille d'instruments d'emprunt et le coût d'emprunt global connexe. Un contrat de swap de taux d'intérêt comporte l'échange périodique de paiements sans qu'il y ait un échange du notionnel sur lequel les paiements sont fondés, et ceux-ci sont constatés comme des rajustements des intérêts débiteurs sur l'instrument d'emprunt couvert. Le montant connexe à payer aux parties ou à recevoir d'elles est compris dans les rajustements des intérêts courus. La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt a été calculée en fonction de la conjoncture du marché à la fin de l'exercice, et appuyée par une cote d'une institution financière. La juste valeur représente le montant qui serait payé pour résilier ou remplacer les contrats. À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de résilier ni de remplacer des parties importantes de ces contrats.

Les gains et les pertes réalisés à la résiliation des contrats de swap de taux d'intérêt sont reportés dans le bilan et amortis à titre de rajustement des intérêts débiteurs liés à l'obligation sur la durée de vie résiduelle du contrat de swap initial résilié. Dans l'éventualité d'une extinction anticipée de l'obligation, tout gain ou perte réalisé ou non réalisé sur le swap sera constaté dans les résultats au moment de l'extinction.

Pour les instruments qui ne répondent aux critères susmentionnés, les variations de la juste valeur sont évaluées à la valeur du marché, et les gains ou les pertes en résultant sont portés aux résultats.

l) Concentration du risque de crédit

La Société utilise des instruments financiers qui l'exposent à une concentration du risque de crédit. Ces instruments comprennent les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les prêts. Les équivalents de trésorerie consistent en des dépôts auprès de grandes banques commerciales. Les débiteurs comprennent le crédit accordé aux détaillants de produits de loterie et aux clients des casinos commerciaux. Les prêts comprennent les prêts accordés aux exploitants d'hippodromes et aux municipalités. La Société effectue régulièrement des évaluations de crédit des détaillants, des clients, des exploitants d'hippodromes et des municipalités, et elle prévoit des provisions pour d'éventuelles créances irrécouvrables.

m) Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, la somme à recevoir de Falls Management Company, la somme à recevoir du gouvernement du Canada ou à lui verser, les prêts, la trésorerie et les placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations, les créditeurs et charges à payer, la somme à payer aux exploitants, la somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning, la somme à payer aux Premières nations et les passifs à long terme. La juste valeur de ces instruments financiers, à l'exclusion des prêts et des passifs à long terme, se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments. La juste valeur des prêts se rapproche de la valeur comptable avant la provision pour les pertes sur créances et elle est calculée en actualisant les flux monétaires futurs selon les taux d'intérêt en vigueur pour des prêts similaires, en supposant que les emprunteurs aient la même cote de solvabilité et que la période jusqu'à l'échéance soit la même. La juste valeur des passifs à long terme se rapproche de la valeur comptable et elle est calculée en actualisant les flux monétaires futurs selon les taux d'intérêt en vigueur pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

n) Garanties

La Société a adopté les dispositions de présentation d'informations contenues dans la note d'orientation concernant la comptabilité no 14 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés intitulée « *Informations à fournir sur les garanties* ». La société n'a pas de garanties nécessitant la présentation d'informations dans les présents états financiers.

o) Estimations

Pour la préparation des états financiers, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur les montants d'actifs et de passifs éventuels présentés à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de l'exercice. Les estimations importantes servent à déterminer notamment la valeur des reconnaissances de dettes, la valeur des stocks, la valeur des prêts en cours, la durée de vie de tous les biens amortissables, la possibilité de recouvrement des immobilisations, du passif au titre des prix non réclamés, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, de la provision pour les points gagnés dans le cadre de clubs de joueurs et de la dette non réglée sur les jetons. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

p) Récentes prises de position en comptabilité au Canada

Opérations non monétaires

En 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3831 du Manuel, intitulé « *Opérations non monétaires* » (le « chapitre 3831 »), lequel remplace le chapitre 3830, « *Opérations non monétaires* ». Selon le chapitre 3831, un actif qui est échangé ou transféré dans le cadre d'une opération non monétaire doit être évalué à sa juste valeur, sauf dans les cas suivants : l'opération ne présente aucune substance commerciale; l'opération représente l'échange d'un bien détenu en vue de la vente dans le cours normal des affaires contre un bien qui sera vendu dans la même branche d'activité afin de faciliter les ventes à des clients autres que les parties prenant part à l'échange; ni la juste valeur de l'actif reçu, ni la juste valeur de l'actif cédé ne peut être évaluée de façon fiable; ou l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, qui représente une scission ou une autre forme de restructuration ou de liquidation. Dans ces cas, l'opération doit être mesurée à la valeur comptable. Les nouvelles exigences s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1er avril 2006. La Société ne s'attend pas à ce que cette nouvelle norme ait une incidence importante sur ses états financiers.

2. Liquidités soumises des restrictions

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les montants soumis à des restrictions ci-dessous, qui sont détenus dans des comptes distincts :

	2006	2005
Réserves		
Remplacement des immobilisations	122 380 $	117 792 $
Exploitation	81 506	74 109
Primes de départ	29 730	26 933
	233 616	218 834
Fonds déposés aux fins des prix	31 961	29 685
Prêt à terme	17 274	24 352
	282 851 $	272 871 $

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

La Société a créé des réserves liquides aux casinos commerciaux conformément à leurs contrats d'exploitation respectifs, pour les besoins suivants :

i) réserve de remplacement des immobilisations, pour des ajouts aux immobilisations autres que les réparations courantes ou les améliorations importantes;

ii) réserve d'exploitation, pour respecter des obligations précises dans l'éventualité où les produits seraient insuffisants pour permettre de régler ces obligations;

iii) réserve de primes de départ, pour respecter certaines obligations de la Société découlant du départ ou de la mise à pied d'employés d'un exploitant, dans l'éventualité où la Société mettrait fin aux activités de celui-ci.

Les fonds déposés aux fins des prix sont des fonds réservés qui représentent le montant estimatif brut des prix non réclamés, déduction faite des prix, qui selon l'avis de la direction, ne devraient pas être réclamés.

Les prêts à terme représentent les liquidités soumises à des restrictions qui devaient être utilisées à des fins de construction au Niagara Fallsview Casino Resort et au Casino Rama.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts bancaires à terme s'élevant à 67 423 000 $ (69 876 000 $ en 2005), portant intérêt à des taux variant de 3,6 à 3,7 pour cent (2,35 à 2,45 pour cent en 2005).

3. Frais de démarrage et charges reportées

			2006	2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Frais de démarrage				
Casinos commerciaux	18 580 $	14 671 $	3 909 $	7 771 $
Casinos de bienfaisance et salles de machines à sous dans les hippodromes	11 618	6 919	4 699	2 761
	30 198	21 590	8 608	10 532
Charges reportées	25 624	22 151	3 473	6 302
	55 822 $	43 741 $	12 081 $	16 834 $

4. Prêts

La Société a prêté et s'est engagée à prêter des fonds à des exploitants d'hippodromes pour leur permettre de rénover ou de construire des bâtiments afin d'accueillir les installations de machines à sous de la Société. Ces prêts sont garantis par des hypothèques et des ententes de garantie générale qui couvrent les actifs des exploitants des hippodromes. Ces prêts, qui portent intérêt à des taux fondés sur le taux préférentiel bancaire, sont remboursables sur des périodes de un à quinze ans. Les remboursements, qui sont fondés sur une formule convenue, consistent en retenues sur les commissions qui seraient autrement versées aux exploitants des hippodromes. La Société a également prêté des fonds à des municipalités aux fins de l'amélioration des infrastructures. Les sommes seront récupérées à partir des commissions municipales qui seraient autrement versées.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

Au cours de l'exercice, un prêt a été consenti à un exploitant d'un hippodrome avec des modalités de remboursement conditionnelles à l'obtention de l'approbation du gouvernement en vue de l'agrandissement de cet établissement. L'emprunt devient exigible lorsque l'emprunteur reçoit un avis écrit de la Société, dans un délai de cinq ans à compter de la date d'ouverture de l'établissement, à l'effet que l'agrandissement aura lieu. Au 31 mars 2006, la somme de 8 500 000 $ a été avancée et a été incluse dans les prêts, la Société s'attendant à ce que l'approbation gouvernementale soit obtenue et l'avis écrit, livré à l'emprunteur.

Au 31 mars 2006, la Société doit remplir des engagements résiduels correspondant à un maximum de 7 500 000 $ envers l'exploitant d'un hippodrome à l'égard du prêt conditionnel mentionné dans le paragraphe précédent et de 2 300 000 $ envers deux municipalités.

5. Immobilisations

			2006	2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	139 235 $	– $	139 235 $	133 752 $
Bâtiments	1 410 221	123 916	1 286 305	1 283 850
Mobilier et agencements	573 276	370 404	202 872	210 758
Améliorations locatives	561 094	258 633	302 461	313 030
Actifs liés aux loteries et jeux	163 835	81 308	82 527	98 590
Actifs liés aux casinos et aux salles de machines à sous dans les hippodromes	537 795	314 212	223 583	193 158
Construction en cours et actifs inutilisés	56 850	–	56 850	2 293
	3 442 306 $	1 148 473 $	2 293 833 $	2 235 431 $

L'amortissement de l'exercice s'est établi à 208 577 000 $ (203 455 000 $ en 2005). Au cours de l'exercice, la Société a capitalisé des intérêts de néant (2 337 000 $ en 2005).

6. Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning

			2006	2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning	32 337 $	16 198 $	16 139 $	17 221 $

7. Trésorerie et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations

	2006	2005
Compte en banque distinct, au début	110 821 $	73 518 $
Distributions conservées dans un compte en banque distinct au cours de l'exercice	35 620	35 238
Intérêts gagnés au cours de l'exercice	3 636	2 065
Comptes en banque distinct, à la fin	150 077	110 821
Distributions de l'exercice à payer aux Premières nations	6 269	5 955
	156 346 $	116 776 $

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires
Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

Le 9 juin 2000, la Société, les Premières nations de l'Ontario et la province d'Ontario ont conclu une convention de revenu qui donne aux Premières nations de l'Ontario des droits sur les produits nets d'exploitation du Casino Rama, tels qu'ils sont définis dans la convention. Conformément à cette entente, la Société est tenue de distribuer mensuellement les produits nets d'exploitation.

La Convention de revenu du Casino Rama stipule qu'à partir du 31 juillet 2001, la Société conservera 35 pour cent des distributions nettes du Casino Rama dans un compte en banque distinct si la Société n'a pas reçu une directive conjointe des Chefs de l'Ontario et des Chippewas de Mnjikaning à l'égard d'une nouvelle formule de distribution des produits. Au 31 mars 2006, la Société n'avait pas reçu cette directive et elle conserve donc 35 pour cent des distributions nettes dans un compte en banque distinct portant intérêt. Cette affaire fait actuellement l'objet d'une poursuite entreprise par les Chippewas de Mnjikaning contre la province d'Ontario et la Société. Jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu un jugement, ou encore jusqu'à ce que les Chippewas de Mnjikaning et les Chefs de l'Ontario s'entendent sur une nouvelle formule de distribution des produits, la Société est tenue de conserver ces fonds.

Le paiement lié aux distributions mensuelles des produits nets pour le mois de mars 2006 est compris dans les distributions à payer aux Premières nations mentionnées ci-dessus.

8. Opérations entre apparentés

a) Conformément aux conventions d'aménagement et d'exploitation de chacun des casinos commerciaux et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron, chaque exploitant a le droit de recevoir des honoraires correspondant à un pourcentage des produits bruts et à un pourcentage de la marge d'exploitation nette, au sens que donnent à ces expressions chacune des conventions d'aménagement et d'exploitation. Les exploitants des casinos sont les suivants : Casino Windsor – Casino Windsor Limited qui est détenu à parts égales par Harrah's Entertainment Inc. (antérieurement Caesar's Entertainment, Inc.) et par une filiale en propriété exclusive de Hilton Hotels Corporation; Casino Niagara et Fallsview – Falls Management Company avec une détention d'actions de Niagara Casino Group, de Highland Gaming, LP, de Shiplake Gaming Corporation, de Olympic V, Inc. et de 3048505 Nova Scotia Corporation; Casino Rama – CHC Casinos Canada Limited, filiale en propriété exclusive indirecte de CRC Holdings (CRC Holdings est une filiale en propriété exclusive indirecte de Penn National Gaming, Inc.); et les installations de machines à sous du casino Great Blue Heron – Great Blue Heron Gaming Co.

Dans chacun des casinos commerciaux, l'exploitant est l'employeur des salariés travaillant dans chacune des propriétés commerciales et tous les frais relatifs aux salaires sont imputés mensuellement à la Société.

b) En vertu d'une convention d'aménagement et d'exploitation du Casino Rama, les Chippewas de Mnjikaning reçoivent des honoraires annuels de 4 500 000 $, rajustés en fonction de l'inflation, au titre des services d'exploitation continus. Au cours de l'exercice, la somme de 5 392 000 $ (5 269 000 $ en 2005) a été passée en charges. Des sommes supplémentaires de 6 326 000 $ (6 506 000 $ en 2005) ont été versées aux Chippewas de Mnjikaning au cours de l'exercice en rapport avec les services d'enlèvement de la neige, les services d'aqueduc et d'égout ainsi que les services d'urgence. De plus, conformément à un renouvellement de bail de cinq ans expirant en juillet 2011, une somme de 594 000 $ (540 000 $ en 2005) pour la location de bureaux à une société liée aux Chippewas de Mnjikaning, a été passé en charges au cours de l'exercice. Par ailleurs, aux termes d'un bail de huit ans expirant en juillet 2011, un loyer annuel de 313 000 $, rajusté en fonction de l'inflation, est payé pour la location d'entrepôts à une société liée aux Chippewas de Mnjikaning. Au cours de l'exercice, la somme de 325 000 $ a été passée en charges, (320 000 $ en 2005).

Le 30 avril 2002, une convention a été signée avec les Chippewas de Mnjikaning, selon laquelle la Société remboursera aux Chippewas de Mnjikaning 75 pour cent du budget d'exploitation annuel du service d'incendies, en contrepartie de services de protection contre les incendies pour le complexe du casino. Ce montant est inclus dans les sommes supplémentaires versées aux Chippewas de Mnjikaning indiquées ci-dessus, et il est défini dans la convention pour la période allant du 1er avril 2000 au 31 juillet 2011.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

Les terrains utilisés pour les besoins du complexe Casino Rama sont loués par Casino Rama Inc. à Sa Majesté du chef du Canada, aux termes d'un bail de 25 ans qui expire en mars 2021. Ce bail prévoit un loyer annuel de 3 500 000 $ rajusté chaque année pour tenir compte de l'inflation et il est payé aux Chippewas de Mnjikaning à même les produits bruts du Casino Rama, conformément aux directives du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada agissant à titre de représentant de Sa Majesté la Reine. Au cours de l'exercice, la somme de 4 211 000 $ (4 109 000 $ en 2005) a été passée en charges. Dans le cadre d'une convention d'expansion, un loyer annuel supplémentaire de 1 700 000 $, rajusté annuellement pour tenir compte de l'inflation, doit être versé et, au cours de l'exercice, la somme de 1 890 000 $ (1 845 000 $ en 2005) a été passée en charges.

Les modalités de diverses ententes permettent la désignation et la location de terrains de stationnement supplémentaires, telles qu'elles sont définies, par les Chippewas de Mnjikaning au Casino Rama et comprennent un loyer annuel d'environ 1 700 000 $, rajusté pour tenir compte de l'inflation. Bien que la désignation et le bail ne soient pas encore finalisés, l'utilisation des terrains est permise et actuellement en cours au Casino Rama. Au cours de l'exercice, la somme de 1 890 000 $ (1 845 000 $ en 2005) a été passée en charges.

c) Conformément à une convention d'aménagement et d'exploitation, la Première nation des Mississaugas de Scugog Island reçoit un montant équivalant à 5 pour cent des produits bruts des installations des machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron en contrepartie des terrains fournis pour les installations de machines à sous. Au cours de l'exercice, la somme de 6 279 000 $ (5 835 000 $ en 2005) a été versée à la Première nation des Mississaugas de Scugog Island.

d) Falls Management Company (« FMC ») est le promoteur du Niagara Fallsview Casino Resort (« Fallsview »). Au 31 mars 2005, certains frais liés à l'aménagement de Fallsview ont été engagés par Casino Niagara. Ces frais ont été facturés à FMC et ils ont été comptabilisés dans le bilan consolidé au 31 mars 2005 comme étant exigibles auprès de Falls Management Company. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, la somme de néant (25 076 000 $ en 2005) a été versée à FMC au titre d'honoraires d'aménagement liés à la construction de Fallsview.

Conformément à la convention d'exploitation du Casino permanent de Niagara Falls, dans un milieu concurrentiel, tel qu'il est défini dans la convention, l'exploitant a droit à des honoraires de service d'exploitation supplémentaires et à un montant au titre des « frais d'attraction ». Les honoraires d'attraction se calculent selon une formule définie dans la convention, qui permet l'amortissement du total des cotisations de capital versées par l'exploitation aux attractions externes, jusqu'à une cotisation maximale de 30 000 000 $. Au 31 mars 2006, les honoraires de l'exploitant, à verser à l'exploitant, comprennent des frais d'attraction accumulés de 8 506 000 $.

e) Casino Rama est situé sur les terres de la réserve de la Première nation des Chippewas de Mnjikaning et est exploité vertu des dispositions d'un bail de 25 ans (expirant en mars 2021) conclu entre la Société et Casino Rama Inc., filiale en propriété exclusive de la Première nation des Chippewas de Mnjikaning.

Conformément à la convention de revenu du Casino Rama en date du 9 juin 2000, les Premières nations de l'Ontario ont droit aux produits nets continus, tels qu'il sont définis dans la convention, du Casino Rama ainsi qu'aux produits provenant de la cession des biens meubles, tels qu'ils sont définis dans la convention, ainsi qu'aux bénéfices non distribués restants à la liquidation des activités du Casino Rama.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

Le 15 mars 2006, Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Société et l'Ontario First Nations Limited Partnership (« OFNLP ») ont conclu une entente de principe portant sur le partage des produits découlant du jeu (l'« entente »). L'entente a un caractère non-obligatoire et, aux termes de ses dispositions, si des ententes officielles (ayant force obligatoire) sont signées et livrées par toutes les parties au plus tard le 31 décembre 2006 et que toutes les autres modalités de l'entente et de l'entente finale connexe sont signées :

i) la province d'Ontario paiera, ou demandera à la Société de payer, à l'Ontario First Nations Limited Partnership, un montant annuel de 25 000 000 $, à compter de janvier 2007 et pour les quatre exercices suivants;

ii) la province d'Ontario paiera, ou demandera à la Société de payer, à l'Ontario First Nations Limited Partnership, à compter de l'exercice 2011, et pour chacun des exercices suivants compris dans la période contractuelle de 15 ans, un montant égal à 1,6 pour cent des produits bruts de la Société, tels qu'ils sont définis. Ces paiements remplaceront les produits nets que l'OFNLP aurait autrement reçus aux termes de la convention de revenu du Casino Rama;

iii) pour effectuer le dernier versement sur le prêt pour l'agrandissement du Casino Rama, qui est exigible le 31 mars 2007, une somme pouvant atteindre 47 200 000 $ pourra être tirée du solde de trésorerie du compte de réserve du Casino Rama, lequel a été établi par Casino Rama. En outre, une somme maximale de 46 000 000 $ en financement direct sera affectée par la Société ou par la province d'Ontario au remboursement du prêt, et tout solde sera remboursé au moyen des soldes de trésorerie d'exploitation du Casino Rama;

iv) les Chefs de l'Ontario et l'Ontario First Nations Limited Parternership abandonneront, sous réserve de l'acception par les tribunaux, le litige portant sur la cotisation de 20 pour cent des produits (note 11 a)) et libéreront Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et la Société.

9. Passifs à long terme

	2006	2005
Emprunt à terme non renouvelable du Casino Rama	107 215 $	125 870 $
Emprunt de Niagara Fallsview Casino Resort	535 248	685 490
	642 463	811 360
Déduction faite de la tranche échéant à moins de un an	263 952	168 898
	378 511 $	642 462 $

a) Casino Rama

En juin 2000, la Société a signé une convention d'agrandissement et de rénovation du Casino Rama. Aux termes de cette convention, la responsabilité de l'aménagement, de la construction et du financement du projet d'agrandissement du Casino Rama incombe aux Chippewas de Mnjikaning. De plus, Casino Rama Inc., filiale en propriété exclusive des Chippewas de Mnjikaning, a signé une convention de prêt accordant une facilité de crédit à terme non renouvelable de 186 560 000 $ pour le projet. Dans le cadre de la convention d'aménagement et d'exploitation du Casino Rama, il faut notamment que les paiements de capital et des intérêts proviennent des produits bruts du Casino Rama et qu'ils soient effectués en dix-neuf versements trimestriels de capital de 4 664 000 $ à partir du 28 juin 2002, et en un versement final de 97 644 000 $. Les fonds avancés aux termes de la facilité de crédit ont été garantis par certains actifs du Casino Rama.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

La facilité de crédit porte intérêt à des taux variant du taux préférentiel bancaire au taux préférentiel bancaire majoré de 1,5 pour cent, selon les modalités régissant la facilité de crédit. Le taux préférentiel au 31 mars 2006 est de 5,5 pour cent (4,25 pour cent en 2005). Les intérêts versés au cours de l'exercice se sont élevés à 7 798 000 $ (8 804 000 $ en 2005). Un contrat de swap de taux d'intérêt, qui échoit le 30 juin 2007, a été conclu le 6 juillet 2000, sur un capital nominal initial de référence de 125 100 000 $. Au 31 mars 2006, le solde aux termes de ce contrat s'élève à 75 718 000 $ (88 887 000 $ en 2005). Ce contrat donne lieu à un taux fixe de 6,68 pour cent sur le montant nominal de référence en cours. L'exposition au risque de taux d'intérêt se limite à l'écart net entre le taux d'emprunt variable et le taux fixe aux termes du contrat de swap, qui est d'environ 2,7 pour cent au 31 mars 2006. Le taux d'intérêt net à recevoir ou à verser aux termes du contrat est établi et réglé chaque trimestre avec la contrepartie, laquelle est une banque à charte canadienne. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt, qui représente le montant à verser pour résilier ou remplacer le contrat au 31 mars 2006, est de 2 062 000 $ (5 386 000 $ en 2005).

Les estimations de la juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt sont faites à un moment précis, selon les renseignements pertinents disponibles sur le marché et les renseignements sur les instruments financiers. De par leur nature, ces estimations sont subjectives et comportent des incertitudes et des questions de jugement importantes. Ces estimations ne peuvent donc pas être établies avec précision. Des modifications aux hypothèses pourraient avoir des répercussions importantes sur les estimations.

b) Niagara Fallsview Casino Resort

En juin 2004, la Société a conclu une convention d'emprunt avec l'Office ontarien de financement (province d'Ontario, un apparenté) pour l'acquisition du Niagara Fallsview Casino Resort auprès de Falls Management Corporation. Le solde de l'emprunt initial de 794 000 000 $ plus les intérêts, est remboursable sur cinq ans. L'emprunt porte intérêt au taux annuel de 4,4 pour cent et il n'est pas garanti.

c) Les remboursements de capital au titre de l'emprunt devant être effectués au cours des quatre prochains exercices sont approximativement les suivants :

2007	263 952 $
2008	163 764
2009	170 867
2010	43 880

10. Engagements

a) Obligations en vertu des contrats de location-exploitation

La Société a conclu plusieurs contrats de location pour des propriétés et du matériel. Les loyers minimaux exigibles s'établissent approximativement comme suit :

2007	23 239 $
2008	17 485
2009	16 420
2010	15 674
2011	11 257
	84 075
Par la suite	12 176
	96 251 $

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

b) Fournisseurs

La Société s'est engagée, aux termes de contrats visant du matériel informatique et des services d'entretien, à effectuer les versements approximatifs suivants :

2007	15 778 $
2008	10 032
2009	2 361
2010	267
2011	267
	28 705
Par la suite	67
	28 772 $

c) Casino Windsor

En ce qui a trait au Casino Windsor, de Windsor (Ontario), et conformément à une convention, la Société a convenu d'offrir à la ville de Windsor, à partir du 1er mai 1998, des paiements à rendement fixe sur 20 ans d'un montant de 2 600 000 $ par année au cours des dix premières années et de 3 000 000 $ par année au cours des dix dernières années.

La Société a un engagement à l'égard d'un projet de réaménagement du Casino Windsor dont le coût total ne doit pas dépasser 400 000 000 $. Au 31 mars 2006, une somme de 74 232 000 $ a été engagée à cet égard.

d) Niagara Fallsview Casino Resort

En ce qui a trait au Niagara Fallsview Casino Resort (« Fallsview ») de Niagara Falls (Ontario), et conformément à une convention, la Société a convenu d'offrir à la Ville de Niagara Falls (la « Ville »), à partir du 7 décembre 2000, des paiements d'un montant de 2 600 000 $ par année au cours des dix premières années, de 3 000 000 $ par année au cours des dix années suivantes et, par la suite, de 3 000 000 $ par année, rajusté selon l'indice des prix à la consommation, tel qu'il est défini dans la convention.

11. Éventualités

a) En novembre 2003, l'Ontario First Nations Limited Partnership (le demandeur) a déposé une déclaration contre la Société, Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et la Première nation des Chippewas de Mnjikaning, à titre de parties défenderesses. Selon la déclaration, la province d'Ontario aurait retenu illégalement 20 pour cent des produits bruts du Casino Rama. Le demandeur réclame des dommages-intérêts correspondant à 20 pour cent des produits bruts d'exploitation du Casino Rama depuis son entrée en exploitation jusqu'à la date du jugement, en plus des dommages-intérêts de 300 000 000 $. L'issue ne peut être déterminée pour l'instant, et aucun montant n'a été constaté dans les présents états financiers.

b) En novembre 2003, la Première nation des Chippewas de Mnjikaning (le demandeur) a déposé un avis de demande contre la Société, Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et CHC Casinos Canada Limited, à titre de parties défenderesses. Le demandeur prétend être le propriétaire en commow law et le propriétaire véritable de toutes les immobilisations achetées en vue de l'aménagement et de l'exploitation du Casino Rama et il exige que tous les montants de taxe de vente au détail payés ou à payer relativement aux achats d'immobilisations soient remboursés. Le demandeur réclame des dommages-intérêts de 21 000 000 $ contre les parties défenderesses, à l'exclusion de CHC Casinos Canada Limited, et réclame que les titres de propriété de toutes les immobilisations achetées en vue de l'aménagement et de l'exploitation du Casino Rama lui soient cédés. L'issue ne peut être déterminée pour l'instant, et aucun montant n'a été constaté dans les présents états financiers.

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

c) À l'occasion, la Société est partie à diverses poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société est d'avis que l'issue de ces poursuites n'aura aucune incidence importante sur les présents états financiers. Les estimations, le cas échéant, sont comprises dans les présents états financiers et s'il y a lieu, les montants des règlements supplémentaires ayant trait à ces éventualités seront passés en charges dans les résultats consolidés de l'exercice au cours duquel chaque règlement aura lieu.

12. Information sectorielle

2006	Loteries et bingos	Casinos commerciaux	Casinos de bienfaisance et salles de machines à sous dans les hippodromes	Total
Produits				
Loteries et bingos	2 432 673 $	– $	– $	2 432 673 $
Machines à sous	–	1 246 365	1 907 369	3 153 734
Tables de jeu	–	443 816	59 734	503 550
Activités non liées aux jeux	–	239 566	30 077	269 643
	2 432 673	1 929 747	1 997 180	6 359 600
Déduction faite des ristournes promotionnelles	–	262 896	72 955	335 851
	2 432 673	**1 666 851**	**1 924 225**	**6 023 749**
Frais d'exploitation				
Activités non liées aux jeux	–	217 780	31 553	249 333
Activités liées aux jeux et aux loteries	96 170	345 896	275 116	717 182
Prix des loteries	1 259 652	–	–	1 259 652
Commissions	171 494	–	373 136	544 630
Commercialisation et promotion	48 383	144 823	71 631	264 837
Honoraires des exploitants (note 8 a))	–	86 311	7 298	93 609
Amortissement	25 395	129 946	62 958	218 299
Frais d'administration	33 295	104 573	70 503	208 371
Installations	7 609	150 668	68 144	226 421
Cotisation sur les gains (note 14)	–	338 048	25 048	363 096
Versements au gouvernement du Canada (note 15)	57 430	44 379	33 613	135 422
	1 699 428	**1 562 424**	**1 019 000**	**4 280 852**
Bénéfice avant les éléments suivants	**733 245**	**104 427**	**905 225**	**1 742 897**
Intérêts et autres produits	3 346	22 181	17 268	42 795
Intérêts sur la dette à long terme	–	(33 905)	–	(33 905)
Gain de change	8	15 840	4 164	20 012
	3 354	**4 116**	**21 432**	**28 902**
Bénéfice net	**736 599 $**	**108 543 $**	**926 657 $**	**1 771 799 $**

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

2005	Loteries et bingos	Casinos commerciaux	Casinos de bienfaisance et salles de machines à sous dans les hippodromes	Total
Produits				
Loteries et bingos	2 333 934 $	– $	– $	2 333 934 $
Machines à sous	–	1 176 316	1 927 407	3 103 723
Tables de jeu	–	423 837	62 914	486 751
Activités non liées aux jeux	–	215 625	33 267	248 892
	2 333 934	1 815 778	2 023 588	6 173 300
Déduction faite des ristournes promotionnelles	–	242 877	76 368	319 245
	2 333 934	**1 572 901**	**1 947 220**	**5 854 055**
Frais d'exploitation				
Activités non liées aux jeux	–	197 303	33 710	231 013
Activités liées aux jeux et aux loteries	92 714	331 148	272 314	696 176
Prix des loteries	1 225 196	–	–	1 225 196
Commissions	164 219	–	376 669	540 888
Commercialisation et promotion	52 439	125 097	73 993	251 529
Honoraires des exploitants (note 8 a))	–	76 678	6 847	83 525
Amortissement	23 705	116 634	79 455	219 794
Frais d'administration	31 321	99 215	58 584	189 120
Installations	7 547	138 462	69 979	215 988
Cotisation sur les gains (note 14)	–	319 958	23 281	343 239
Versements au gouvernement du Canada (note 15)	55 384	41 748	33 923	131 055
	1 652 525	**1 446 243**	**1 028 755**	**4 127 523**
Bénéfice avant les éléments suivants	**681 409**	**126 658**	**918 465**	**1 726 532**
Intérêts et autres produits	3 989	13 114	8 181	25 284
Intérêts sur la dette à long terme	–	(31 472)	–	(31 472)
Gain (perte) de change	(3)	15 411	4 215	19 623
	3 986	**(2 947)**	**12 396**	**13 435**
Bénéfice net	**685 395 $**	**123 711 $**	**930 861 $**	**1 739 967 $**

13. Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des prestations de retraite à tous ses employés permanents et aux employés non permanents qui choisissent de participer par l'intermédiaire de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et de la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (la Caisse de retraite du SEFPO) qui sont des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées établis par la province d'Ontario. Le coût des avantages postérieurs à l'emploi est inclus dans les cotisations de retraite effectuées par la Société à la CRF et à la Caisse de retraite du SEFPO. Par conséquent, la Société ne comptabilise pas de passif supplémentaire pour ces coûts futurs. La cotisation de la Société au cours de l'exercice s'est chiffrée à 16 795 000 $ (16 529 000 $ en 2005).

Les exploitants des casinos commerciaux ont établi des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention de leurs employés. La charge de retraite de l'exercice s'est élevée à 22 589 000 $ (18 227 000 $ en 2005).

Société des loteries et des jeux de l'Ontario
Notes complémentaires
Exercice terminé le 31 mars 2006
(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

14. Cotisation sur les gains

La Société remet à la province d'Ontario une cotisation équivalant à 20 pour cent des produits du jeu tirés des casinos commerciaux et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

15. Versements au gouvernement du Canada

La Société a effectué les versements suivants au gouvernement du Canada :

	2006		2005	
Versements au nom de la province d'Ontario	24 436	$	23 717	$
Taxes sur les produits et services	110 986		107 338	
	135 422	$	131 055	$

a) Versements au nom de la province d'Ontario

Les sociétés des loteries provinciales effectuent des versements au gouvernement du Canada conformément à une entente intervenue en août 1979 entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Cette entente stipule que le gouvernement du Canada ne participera pas à la vente de billets de loterie.

b) Taxe sur les produits et services

La Société, qui est inscrite à la taxe sur les produits et services (TPS), est tenue d'effectuer des versements de TPS au gouvernement fédéral en vertu des règlements sur les jeux de hasard (TPS/TVH) de la *Loi sur la taxe d'accise*. Pour la Société, la taxe nette au cours d'un exercice est calculée à l'aide de la taxe nette attribuable aux activités liées et non liées aux jeux. La taxe nette attribuable aux activités liées aux jeux a généré un fardeau fiscal de 14 pour cent sur la majeure partie des frais taxables liés aux jeux engagés par la Société. La taxe nette attribuable aux activités non liées aux jeux se calcule de la même façon que pour les autres sociétés inscrites à la TPS au Canada.

16. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Organismes de services du gouvernement

cancer care ontario | action cancer ontario

17 mai 2006

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers ainsi que de toute autre information contenue dans le présent rapport. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et renferment, s'il y a lieu, des montants basés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction.

Action Cancer Ontario tient à respecter les normes les plus élevées en matière d'intégrité et de services aux patients. Pour protéger son actif, l'organisme a mis en place un ensemble solide et dynamique de contrôles et de procédés financiers internes traduisant un bon équilibre coûts-avantages. La direction a élaboré et maintient des contrôles financiers et administratifs, des systèmes d'information et des pratiques de gestion de manière à fournir une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer les systèmes et pratiques de gestion, et des rapports sont remis au comité de vérification et des finances.

Par l'intermédiaire du comité de vérification et des finances, le conseil d'administration veille à ce que la direction assume ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne. Le comité supervise les activités financières d'Action Cancer Ontario et revoit les états financiers ainsi que le rapport des vérificateurs externes.

Les états financiers ont été examinés par le bureau du vérificateur général de l'Ontario. Il incombe au vérificateur général d'exprimer son opinion quant à la conformité des états financiers aux principes comptables généralement reconnus sur le plan de la présentation. Dans son rapport, le vérificateur général fait part de son examen et de son opinion.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, il incombait au conseil d'administration d'Action Cancer Ontario, par l'intermédiaire du comité de vérification et des finances, de s'assurer que la direction avait assumé ses responsabilités en ce qui concerne la présentation de l'information financière et les contrôles internes. Le comité rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le vérificateur général pour s'assurer que chaque partie s'est bien acquittée de ses fonctions respectives et pour examiner les états financiers avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. Le vérificateur général a directement et pleinement accès au comité de vérification, en présence ou non de la direction, afin de discuter de sa vérification et de ses conclusions quant à l'intégrité de l'information financière et l'efficacité des contrôles internes.

Au nom de la direction d'Action Cancer Ontario,

Terry Sullivan, Ph. D.
Président et chef de la direction

Elham Roushani, CA
Vice-président et chef des finances

Rapport du vérificateur

À Action Cancer Ontario
et au ministre de la Santé et des Soins de longue durée

J'ai vérifié le bilan de Action Cancer Ontario au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'évolution du solde des fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de Action Cancer Ontario. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Action Cancer Ontario au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 12 mai 2006

Le sous-vérificateur général,
Gary R. Peall, CA

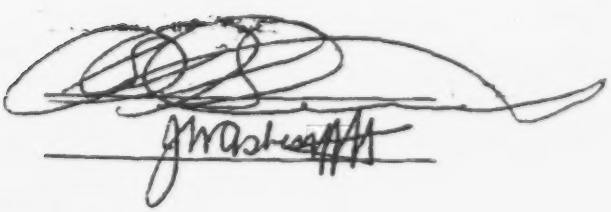
ACTION CANCER ONTARIO

Bilan
(en milliers de dollars)
Au 31 mars 2006, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2005

	2006	2005
Actif		
Actif à court terme :		
Liquidités	85 330 $	63 445 $
Débiteurs (note 2)	3 641	8 918
	88 971	72 363
À recevoir de fondations communautaires (note 2)	2 945	3 481
Placements à long terme (note 3)	52 460	49 636
Immobilisations (note 4)	60 801	62 068
	205 177 $	187 548 $
Passif, apports reportés et solde des fonds		
Passif à court terme :		
Créditeurs et charges à payer	71 661 $	61 668 $
Apports reportés :		
Subventions de fonctionnement reportées (note 5a))	22 656	3 943
Apports reportés pour immobilisations (note 5b))	66 796	72 013
	161 113	137 624
Charges complémentaires de retraite (note 6(b))	3 364	5 813
Solde des fonds :		
Fonds de dotation	2 640	2 613
Fonds grevés d'affectations internes et externes	25 920	30 204
Fonds non affectés	12 140	11 294
	40 700	44 111
Engagements (note 12)		
Éventualité (note 13)		
Garanties (note 15)		
	205 177 $	187 548 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,



Administrateur

Administrateur

ACTION CANCER ONTARIO

État des résultats
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2005

	Fonds affecté		Fonds d'administration générale		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Recettes :						
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée	– $	– $	460 090 $	409 952 $	460 090 $	409 952 $
Revenus de placements (note 8)	3 103	3 447	1 645	585	4 748	4 032
Dons, legs et subventions	9 253	10 967	225	168	9 478	11 135
Amortissement des apports reportés pour immobilisations (note 5b))	1 004	1 207	16 770	14 625	17 774	15 832
Autres (note 9)	–	–	4 369	3 729	4 369	3 729
Gain découlant de la cession d'immobilisations	–	–	12	249	12	249
	13 360	15 621	483 111	429 308	496 471	444 929
Dépenses (revenus)						
Salaires	1 494	1 504	16 904	14 647	18 398	16 151
Charges sociales	422	470	4 217	3 793	4 639	4 263
Services fournis dans le cadre des programmes intégrés de lutte contre le cancer	8 532	4 698	247 081	227 572	255 613	232 270
Restructuration des programmes intégrés de lutte contre le cancer	–	–	–	24 074	–	24 074
Programmes non intégrés de lutte contre le cancer	–	–	1 967	–	1 967	–
Médicaments	–	–	112 458	82 439	112 458	82 439
Autres dépenses de fonctionnement (note 10)	2 686	5 572	39 727	25 644	42 413	31 216
Services médicaux	3 484	1 025	23 412	20 923	26 896	21 948
Services chirurgicaux - hôpitaux	–	–	20 304	13 768	20 304	13 768
Amortissement des immobilisations	1 004	1 207	16 770	14 629	17 774	15 836
Charges de retraite (note 6(a))	–	–	1 677	1 462	1 677	1 462
Charges complémentaires de retraite (note 6(b))	–	–	(2 257)	470	(2 257)	470
	17 622	14 476	482 260	429 421	499 882	443 897
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(4 262) $	1 145 $	851 $	(113) $	(3 411) $	1 032 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ACTION CANCER ONTARIO

État de l'évolution du solde des fonds
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2005

	Fonds affecté		Fonds d'administration générale		2006	2005
	Fonds de dotation	Autres	Investissement en immobilisations (note 7)	Fonds non affectés	Total	Total
Solde des fonds au début de l'exercice	2 613 $	30 204 $	– $	11 294 $	44 111 $	43 079 $
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	27	(4 289)	12	839	(3 411)	1 032
Virements interfonds (note 11)	–	5	–	(5)	–	–
Investissement en immobilisations (note 7)	–	–	(12)	12	–	–
Solde des fonds à la fin de l'exercice	2 640 $	25 920 $	– $	12 140 $	40 700 $	44 111 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ACTION CANCER ONTARIO

État des flux de trésorerie
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2005

	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :		
Activités d'exploitation :		
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(3 411) $	1 032 $
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	17 774	15 836
Gain découlant de la cession d'immobilisations	(12)	(249)
Amortissement des apports reportés pour immobilisations	(17 774)	(15 832)
Changement dans le régime d'avantages complémentaires de retraite	(2 449)	342
Variation du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation	33 983	(3 595)
	28 111	(2 466)
Activités d'investissement :		
Placements à long terme, net	(2 824)	12 573
Ajouts (achats) d'immobilisations :		
Financés par les apports pour immobilisations	(16 507)	(20 851)
Financés à l'interne	–	2
Produit de la cession d'immobilisations	12	249
Autres éléments d'actif	–	247
À recevoir de fondations communautaires	536	(3 481)
Apports reportés pour immobilisations	12 557	13 893
	(6 226)	2 632
Augmentation des liquidités	21 885	166
Liquidités au début de l'exercice	63 445	63 279
Liquidités à la fin de l'exercice	85 330 $	63 445 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

Le gouvernement de l'Ontario a approuvé la création d'Action Cancer Ontario (l'«organisme») le 29 avril 1997 pour promouvoir les services aux patients atteints d'un cancer et pour améliorer les résultats, la qualité et l'efficacité des services de cancérologie. Les services de cancérologie comprennent la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic, le traitement, les soins de soutien, la recherche et la formation. L'organisme a été constitué sous le nom de La Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer en vertu d'une loi de la province d'Ontario en 1943 et a été renommé Action Cancer Ontario en 1997. C'est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 31 décembre 2003, l'organisme a intégré les activités de ses centres régionaux de cancérologie et de leurs hôpitaux d'accueil respectifs, ce qui a entraîné le transfert du personnel, des activités et de nombreux actifs de chacun des centres régionaux de cancérologie vers l'hôpital d'accueil correspondant.

En date du 1er janvier 2004, les hôpitaux d'accueil sont devenus responsables de la gestion des centres de cancérologie en vertu de l'entente d'intégration des programmes de lutte contre le cancer. Selon cette entente, l'organisme finance des programmes intégrés de lutte contre le cancer dans les hôpitaux d'accueil en échange de services convenus de traitement du cancer.

La mission de l'organisme est d'améliorer le fonctionnement du système de traitement du cancer en Ontario en assurant la qualité, la reddition de comptes et l'innovation dans tous les services liés à la lutte contre le cancer. La nouvelle mission met nettement l'accent sur la gestion du rendement.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers de l'organisme ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur la présentation de l'actif et du passif éventuel, les montants présentés au titre de l'actif et du passif, les apports reportés et le solde des fonds à la date des états financiers, et sur les montants présentés dans les états des résultats et de l'évolution du solde des fonds pour l'exercice. Les résultats réels pourraient être sensiblement différents de ces estimations.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

a) Comptabilité par fonds

L'organisme comptabilise les apports selon la méthode de la comptabilité par fonds affectés.

Le fonds d'administration générale sert à comptabiliser les programmes et les activités administratives de l'organisme qui sont financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ce fonds présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds affecté présente toutes les autres ressources grevées d'affectations externes et internes. Ces ressources servent principalement à la recherche et à la formation. Elles comprennent les dons et les subventions dont l'utilisation a été soumise à des restrictions particulières par le donateur, ou qui ont été reçus par un centre et réservés pour un usage particulier par celui-ci.

Le fonds de dotation présente les apports grevés d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources apportées doivent être préservées en permanence.

b) Constatation des recettes

Les apports affectés reliés aux programmes financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée sont constatés à titre de recettes du fonds d'administration générale dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés à titre de recettes du fonds affecté approprié dans l'exercice où ils sont reçus.

Les apports pour dotation sont constatés à titre de recettes du fonds de dotation approprié dans l'exercice où ils sont reçus.

Les revenus de placement affectés provenant des ressources du fonds de dotation sont constatés à titre de recettes du fonds affecté.

Les apports non affectés sont constatés à titre de recettes du fonds d'administration générale lorsque le montant estimatif est raisonnable et que le recouvrement est probable.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

c) Placements

Les placements à court terme sont indiqués au coût, qui se rapproche de la valeur de marché. Les placements à court terme sont ceux échéant à plus de trois mois mais à moins d'un an. Les placements à court terme échéant à moins de trois mois sont comptabilisés à titre de liquidités.

Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Si la valeur de marché des placements devient inférieure à leur coût et si cette baisse de valeur n'est pas considérée comme temporaire, les placements sont ramenés à leur valeur de marché.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports destinés à l'achat d'immobilisations sont comptabilisés à titre de subventions pour immobilisations et amortis selon la même méthode que les immobilisations connexes. Toutes les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % par an.

Les terrains et bâtiments pour quatre pavillons donnés par la Société canadienne du cancer – Division de l'Ontario sont comptabilisés à une valeur symbolique, car leur valeur actuelle ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

e) Avantages postérieurs au départ à la retraite

i) Charges de retraite

L'organisme comptabilise sa participation au HOOPP (Hospitals of Ontario Pension Plan), régime de retraite interentreprises à prestations déterminées, comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées, vu qu'il ne dispose pas de renseignements suffisants pour la comptabiliser comme une participation à un régime à prestations déterminées.

ii) Charges complémentaires de retraite

Les charges complémentaires de retraite sont déterminées par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et sont passées en charges à mesure que les services sont rendus.

Les charges relatives à la période suivant la compression du 1er janvier 2006 (note 6b) sont passées en charges pendant le nombre prévu d'années qu'il reste à vivre aux retraités admissibles.

ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

L'obligation transitoire découlant de l'adoption de cette convention comptable pendant l'exercice 2001 a été amortie sur la durée moyenne des années de service restantes des employés actifs censés toucher les prestations prévues par le régime jusqu'à la date de compression. Elle est maintenant amortie sur le nombre prévu d'années qu'il reste à vivre aux retraités admissibles.

Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux donne lieu à la fois à une compression et à un règlement, l'organisme comptabilise la compression avant le règlement.

2. Débiteurs

	2006	2005
À court terme :		
Débiteurs	1 998 $	891 $
À recevoir du ministère de la Santé et des Soins de longue durée	795	3 204
À recevoir de fondations communautaires	539	4 820
Autres	319	3
	3 641 $	8 918 $
À long terme :		
À recevoir de fondations communautaires	2 945 $	3 481 $
	6 586 $	12 399 $

Le montant à long terme est à recevoir de la Ville du Grand Sudbury, dans le cadre de sa contribution à la Fondation du Nord pour la recherche en cancérologie, relativement à l'expansion du Northeastern Ontario Regional Cancer Centre. Ce montant ne porte par intérêt et ne s'accompagne pas de conditions de paiement spécifiques.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

3. Placements à long terme

La valeur comptable et la valeur de marché des placements à long terme de l'organisme sont indiquées ci-dessous :

2006	Valeur comptable	Valeur de marché	Rendement réel	Échéance
Bons du Trésor, certificats de placement garantis et liquidités	2 924 $	2 924 $	3,7 % - 3,8 %	Moins d'un an
Obligations	24 718	24 699	3,2 % - 9,0 %	0 à 49 ans
Actions	24 818	26 014	s. o.	s. o.
	52 460 $	53 637 $		

2005	Valeur comptable	Valeur de marché	Rendement réel	Échéance
Bons du Trésor, certificats de placement garantis et liquidités	2 844 $	2 844 $	2,4 % - 2,5 %	Moins d'un an
Obligations	23 397	23 641	3,0 % - 13,9 %	0 à 45 ans
Actions	23 395	23 666	s. o.	s. o.
	49 636 $	50 151 $		

4. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2006 Valeur comptable nette	2005 Valeur comptable nette
Mobilier de bureau, matériel et améliorations locatives	14 752 $	13 506 $	1 246 $	1 175 $
Matériel thérapeutique et autre matériel technique	194 676	135 121	59 555	60 893
	209 428 $	148 627 $	60 801 $	62 068 $

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Apports reportés

a) Subventions de fonctionnement reportées

Les subventions de fonctionnement reportées représentent des ressources non dépensées reliées aux programmes financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Les sommes non dépensées sont conservées pour utilisation au cours des périodes subséquentes ou règlement par le ministère. La variation du solde des subventions de fonctionnement reportées est présentée ci-dessous :

	2006	2005
Solde au début de l'exercice	3 943 $	38 897 $
Sommes reçues au titre des périodes subséquentes	20 279	3 950
Sommes constatées à titre de recettes	(1 566)	(38 519)
Sommes rendues au ministère de la Santé et des Soins de longue durée	–	(385)
Solde à la fin de l'exercice	22 656 $	3 943 $

b) Apports reportés pour immobilisations

Les apports reportés pour immobilisations représentent le montant non amorti et non dépensé des fonds reçus en vue de l'acquisition d'immobilisations. L'amortissement des apports reportés pour immobilisations est comptabilisé dans l'état des résultats. Les apports sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % par an. La variation du solde des apports reportés pour immobilisations survenue pendant l'exercice est présentée ci-dessous :

	2006	2005
Solde au début de l'exercice	72 013 $	73 952 $
Sommes reçues relativement à des immobilisations	12 557	13 893
Sommes constatées à titre de recettes	(17 774)	(15 832)
Solde à la fin de l'exercice	66 796 $	72 013 $

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Apports reportés (suite)

Le solde des apports pour immobilisations non amortis est consentis des éléments ci-dessous :

	2006	2005
Apports non amortis affectés à l'achat d'immobilisations	60 801 $	62 068 $
Apports inutilisés	5 995	9 945
Solde à la fin de l'exercice	66 796 $	72 013 $

6. Régime de retraite et régime d'avantages complémentaires de retraite

(a) Charges de retraite

Les employés de l'organisme participent au HOOPP, régime de retraite interentreprises à prestations déterminées. Les participants reçoivent des prestations basées sur le nombre de leurs années de service et sur leur salaire moyen annualisé pendant leurs cinq années consécutives les mieux rémunérées avant leur retraite, leur cessation d'emploi ou leur décès.

Les cotisations versées par l'organisme au cours de l'exercice, pour les employés, se sont établies à 1 677 $ (1 462 $ en 2005) et sont incluses dans les charges de retraite de l'état des résultats.

L'organisme offrait jusqu'au 31 décembre 2003 un régime de retraite à cotisations déterminées prévoyant le versement garanti de prestations déterminées minimales. La liquidation de ce régime a commencé pendant l'exercice 2004 et s'est traduite par une compression et un règlement.

Le 22 août 2005, la Commission des services financiers de l'Ontario a approuvé la liquidation du régime.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

6. Régime de retraite et régime d'avantages complémentaires de retraite (suite)

(b) Régime d'avantages complémentaires de retraite

L'organisme offre à ses employés un régime d'avantages complémentaires de retraite, notamment une garantie d'assurance maladie complémentaire et une garantie d'assurance médicaments. Les prestations versées au cours de l'exercice en vertu de ce régime sans capitalisation se sont élevées à 192 $ (127 $ en 2005).

Pendant l'année, l'organisme a réduit de 1 274 $ son obligation au titre des prestations constituées, par compression, puisqu'il a cessé d'offrir ces avantages aux employés actifs.

Les charges complémentaires de retraite figurant dans l'état des résultats incluent un gain de 2 643 $ pour compression.

La dernière évaluation actuarielle du régime d'avantages complémentaires de retraite date du 4 mai 2006. La prochaine évaluation est prévue pour le 4 mai 2007.

Les renseignements relatifs au régime d'avantages complémentaires de retraite figurent ci-dessous :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées	(2 974) $	(4 248) $
Gain actuariel non amorti	(1 401)	(4 104)
Obligation transitoire nette non amortie	1 011	2 539
Passif net au titre des prestations constituées	(3 364) $	(5 813) $

La valeur actualisée déterminée par calcul actuariel de l'obligation au titre des prestations constituées est mesurée en fonction des meilleures estimations de la direction, compte tenu d'hypothèses reflétant l'ensemble des conditions économiques et des lignes de conduite prévues les plus probables :

	2006	2005
Taux d'actualisation	5 %	6%
Taux de croissance des frais hospitaliers et des frais de médicaments	De 11 % en 2006 à 5 % en 2012 et par la suite	De 10 % en 2005 à 5 % en 2010 et par la suite
Taux de croissance des autres frais médicaux	4 % par an	4 % par an
Âge normal de la retraite	65	65

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

7. Investissement en immobilisations

	2006	2005
Immobilisations	60 801 $	62 068 $
Montants financés par des apports reportés pour immobilisations	(60 801)	(62 068)
	– $	– $

La variation de l'actif net investi dans des immobilisations est présentée ci-dessous :

	2006	2005
Excédent (déficit) des dépenses par rapport aux recettes		
Amortissement des apports reportés pour immobilisations	17 774 $	15 832 $
Amortissement des immobilisations	(17 774)	(15 836)
Gain découlant de la cession d'immobilisations	12	249
	12 $	245 $
Variation nette des investissements en immobilisations		
Achats d'immobilisations	16 507 $	20 849 $
Apports reportés pour immobilisations	(16 507)	(20 851)
Produit de la cession d'immobilisations	(12)	(249)
	(12) $	(251) $

8. Revenus de placement

Des revenus nets de placement de 49 $ (22 $ en 2005) provenant des ressources du fonds de dotation sont inclus dans le fonds affecté.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

9. Autres recettes

	2006	2005
Fonds d'administration générale		
Divers	2 851 $	2 998 $
Recouvrement de salaires	1 518	731
	4 369 $	3 729 $

10. Autres dépenses de fonctionnement

	2006	2005
Fonds affecté		
Services acquis	1 665 $	3 512 $
Consultation	534	826
Autres	295	879
Déplacements	116	85
Matériel	71	88
Bâtiments	5	182
	2 686 $	5 572 $
Fonds d'administration générale		
Consultation	19 474 $	5 338 $
Services acquis	10 255	9 570
Matériel	3 996	3 998
Bâtiments	1 808	2 554
Autres	1 749	2 079
Déplacements	875	838
Services aux patients	800	800
Programmes et publications de formation et de recherche	770	467
	39 727 $	25 644 $

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

11. Virements interfonds

	2006	2005
Virement du fonds d'administration générale au fonds affecté	5 $	246 $

Les virements du fonds affecté au fonds d'administration générale résultent du déblocage de réserves grevées d'affectations d'origine interne.

Les virements du fonds d'administration générale au fonds affecté résultent de réserves grevées d'affectations d'origine interne.

12. Engagements

L'organisme loue du matériel informatique et du matériel de bureau. Les paiements futurs exigibles en vertu des baux sont estimés comme suit :

2007	226 $
2008	143
2009	60
2010	1
	430 $

13. Éventualité

L'organisme est membre du Healthcare Insurance Reciprocal of Canada («HIROC»), régime d'auto-assurance créé par les hôpitaux et d'autres organismes. Si le total des primes payées ne suffit pas à régler les sinistres, l'organisme sera tenu de fournir des fonds supplémentaires à titre de participant au régime.

Depuis sa création, le HIROC a accumulé un excédent non affecté qui représente le total des primes payées par tous les assurés cotisants, majoré des revenus de placement et diminué de l'obligation au titre des réserves pour sinistres restant à régler, des dépenses et des dépenses de fonctionnement. Chaque assuré cotisant dont les primes majorées des revenus de placement dépassent l'obligation au titre de sa quote-part des réserves pour sinistres restant à régler, des dépenses et des dépenses de fonctionnement peut avoir le droit de recevoir des distributions sur sa quote-part de l'excédent non affecté au moment où ces distributions sont déclarées par le conseil d'administration du HIROC. Aucune distribution à recevoir du HIROC n'a été comptabilisée au 31 mars 2006.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

14. Instruments financiers

La valeur comptable des liquidités, des placements à court terme, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur étant donné qu'il s'agit d'instruments à court terme. La valeur comptable du montant à recevoir de fondations communautaires se rapproche de la juste valeur de ce montant.

La juste valeur des placements à long terme est indiquée à la note 3.

15. Garanties

a) Indemnisation des administrateurs/dirigeants

Les règlements administratifs de l'organisme prévoient l'indemnisation des administrateurs/dirigeants, des anciens administrateurs/dirigeants et des autres personnes qui ont siégé à des comités du conseil, pour les frais qu'ils pourraient engager en rapport avec des poursuites découlant de leurs services, et pour tous les autres frais qu'ils pourraient subir ou engager dans le cadre de leurs fonctions. Cette indemnisation ne s'applique pas si les frais résultent d'une malhonnêteté, négligence volontaire ou faute de leur part.

La nature de cette indemnisation ne permet pas à l'organisme d'estimer de façon raisonnable le maximum qu'il pourrait être tenu de verser à des contreparties. Pour faire face à des versements potentiels, l'organisme a souscrit auprès de HIROC une assurance responsabilité maximale pour ses administrateurs et dirigeants.

Aucun montant ne figure dans les états financiers ci-joints au titre de cette éventualité.

b) Autres conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal de ses activités, l'organisme signe des conventions prévoyant l'indemnisation de tiers, y compris, sans restrictions : indemnisation du propriétaire des locaux au titre du bail; indemnisation du ministre de la Santé et des Soins de longue durée en cas de poursuites fondées sur les actions ou omissions des groupes représentant les médecins, radiologistes et gynécologues/oncologues selon certaines modalités de financement; et indemnisation des 11 hôpitaux d'accueil appliquant des programmes intégrés de lutte contre le cancer, en cas de poursuites, dommages-intérêts et frais résultant de tout manquement de l'organisme à ses obligations en vertu de l'entente d'intégration des programmes de lutte contre le cancer et des documents connexes.

ACTION CANCER ONTARIO
Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2006

15. Garanties (suite)

Les conditions de ces indemnisations varient selon le contrat correspondant, mais s'appliquent normalement pendant toute la durée de celui-ci. Le plus souvent, le contrat ne prévoit aucun plafond d'indemnisation, ce qui empêche l'organisme d'estimer de façon raisonnable son risque potentiel maximal. Pour autant que la direction le sache, l'organisme n'a pas versé de sommes importantes en vertu de ces indemnisations et aucun montant ne figure dans les états financiers ci-joints au titre de cette éventualité.

16. Chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Ontario
Smart Systems for Health Agency
Agence des systèmes intelligents pour la santé

P.O. Box 148
777 Bay Street, Suite 701
Toronto ON M5G 2C8

Tel: 416-586-6500
Fax: 416-586-4363
Email: info@ssha.on.ca
www.ssha.on.ca

C.P. 148
777, rue Bay, bureau 701
Toronto ON M5G 2C8

tel : 416-586-6500
télécopie : 416-586-4363
Courriel : info@ssha.on.ca
www.ssha.on.ca/francais

Le 16 juin 2006

Responsabilités de la direction concernant l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables de l'information présentée dans le rapport annuel, y compris les états financiers. La direction a produit les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, en y incorporant, lorsqu'il y avait lieu, des montants basés sur ses meilleures estimations et opinions. La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états financiers. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme avec celle présentée dans les états financiers à tous égards.

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé s'oblige au respect de la plus grande intégrité dans la conduite de ses activités. Soucieuse de préserver son actif et de garantir la fiabilité de son information financière, l'Agence a adopté de saines pratiques de gestion et maintient des systèmes d'information et des contrôles financiers internes de qualité.

Le conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôles internes. Il a approuvé les états financiers après que son comité de vérification les ait passés en revue.

Les états financiers ont été soumis à PricewaterhouseCoopers LLP, les vérificateurs externes indépendants engagés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à donner leur opinion sur la question de savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Agence, conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Le rapport des vérificateurs énonce l'étendue de leur vérification des comptes et la portée de leur opinion.

Michael Connolly
Directeur général
Agence des systèmes intelligents pour la santé

Geoffrey Knapper
Directeur général de l'administration
Agence des systèmes intelligents pour la santé

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
North American Centre
5700 Yonge Street, Suite 1900
North York, Ontario
Canada M2M 4K7
Telephone +1 416 218 1500
Telecopieur +1 416 218 1499

Le 28 avril 2006

Rapport des vérificateurs

Au conseil d'administration de
Agence des systèmes intelligents pour la santé

Nous avons vérifié le bilan de **Agence des systèmes intelligents pour la santé** (« l'Agence ») au 31 mars 2006 ainsi que les états des résultats et du solde du fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s'entend du cabinet canadien PricewaterhouseCoopers s.r.l. et des autres sociétés membres de PricewaterhouseCoopers International Limited, chacune étant une entité distincte et indépendante sur le plan juridique.

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Bilan

31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	674 703	5 070 474
Charges payées d'avance	1 021 028	646 476
Montant à recevoir de la province d'Ontario (note 3)	15 543 000	6 743 000
	17 238 731	12 459 950
Immobilisations (note 4)	14 428 939	17 582 802
	31 667 670	30 042 752
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs	4 706 707	2 217 761
Charges à payer		
Frais de fonctionnement	9 018 686	7 433 221
Dépenses en immobilisations	3 165 044	2 803 947
Montant à payer à la province d'Ontario	5 021	-
	16 895 458	12 454 929
Apports de capital reportés (note 5)	14 428 939	17 582 802
	31 324 397	30 037 731
Solde du fonds	343 273	5 021
	31 667 670	30 042 752

Approuvé par le Conseil,

_____, administrateur _____, administrateur

Agence des systèmes intelligents pour la santé

État des résultats et du solde du fonds

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Produits		
Fonds reçus du gouvernement (note 3)	102 626 313	78 104 325
Amortissement des apports de capital reportés (note 5)	12 022 529	11 840 747
	114 648 842	89 945 072
Charges		
Activités liées aux technologies de l'information		
Production	60 032 385	42 741 536
Développement	23 178 583	16 130 010
Soutien à la clientèle	4 594 530	6 251 405
	87 805 498	65 122 981
Protection de la vie privée, sécurité et normes	6 292 010	5 965 700
Frais généraux et frais d'administration	8 190 553	7 437 744
Total des frais de fonctionnement	102 288 061	78 526 425
Amortissement	12 022 529	11 840 747
	114 310 590	90 367 172
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits) de l'exercice	338 252	(422 100)
Solde du fonds au début de l'exercice	5 021	427 121
Solde du fonds à la fin de l'exercice	343 273	5 021

Agence des systèmes intelligents pour la santé

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Flux de trésorerie liés aux		
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits) de l'exercice	338 252	(422 100)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des apports de capital reportés	(12 022 529)	(11 840 747)
Amortissement des immobilisations	12 022 529	11 840 747
	338 252	(422 100)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Montant à recevoir de la province d'Ontario	(8 800 000)	1 959 688
Charges payées d'avance	(374 552)	(275 919)
Comptes créditeurs	2 488 946	(8 791 481)
Charges à payer, fonctionnement	1 585 465	4 549 729
Montant à payer à la province d'Ontario	5 021	-
	(5 095 120)	(2 557 983)
	(4 756 868)	(2 980 083)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(8 507 569)	(6 147 573)
Activités de financement		
Apports de capital reportés reçus	8 868 666	7 993 054
Diminution de la trésorerie au cours de l'exercice	(4 395 771)	(1 134 602)
Trésorerie au début de l'exercice	5 070 474	6 205 076
Trésorerie à la fin de l'exercice	674 703	5 070 474

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

1 Nature des activités

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé (l'« ASIS » ou l'« Agence ») est une personne morale sans capital-actions établie le 11 février 2002 en vertu du Règlement de l'Ontario 43/02 pris en application de l'article 5 de la *Loi sur les sociétés de développement*. L'ASIS est un organisme de services opérationnels, tel qu'il est défini dans les directives du Conseil de gestion du gouvernement. Aux termes du paragraphe 2(3) du Règlement de l'Ontario 43/02, l'ASIS est, à toutes ses fins, un mandataire de Sa Majesté au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne* et elle exerce ses pouvoirs uniquement en cette qualité. Le paragraphe 6(1) du Règlement de l'Ontario 43/02 prévoit par ailleurs que le conseil d'administration de l'Agence est composé de membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Enfin, selon le paragraphe 7(1) du Règlement de l'Ontario 43/02, et sous réserve de toute directive donnée par le ministre de la Santé et des Soins de longue durée (le « ministère ») en vertu de l'article 8, le conseil d'administration de l'Agence en assure la gestion et la direction. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer jusqu'à quinze personnes au conseil d'administration de l'ASIS.

Le conseil d'administration de l'Agence a adopté son premier règlement administratif le 16 janvier 2003. Conformément à ce règlement, l'ASIS a cessé de fonctionner comme partie intégrante du ministère et a commencé à fonctionner comme organisme sans lien de dépendance avec le ministère le 17 janvier 2003.

Le gouvernement de l'Ontario assume la totalité du financement de l'ASIS par l'intermédiaire du ministère. En tant qu'organisme de ce ministère, l'ASIS est exemptée de l'impôt sur le revenu.

L'ASIS fournit, à l'échelle de l'Ontario, l'infrastructure sécuritaire et intégrée nécessaire à la communication électronique entre les fournisseurs de soins de santé de la province, appuyant ainsi les initiatives de cybersanté du gouvernement provincial. L'ASIS attache la plus haute importance à la protection des renseignements personnels sur la santé des Ontariennes et des Ontariens. Les services de protection de la vie privée et autres services de sécurité fournis par l'ASIS renforcent les services d'infrastructure de réseau prévus pour préserver la confidentialité des renseignements personnels dont elle est dépositaire. Enfin, l'ASIS s'efforce de forger un consensus au sein du milieu ontarien des soins de santé quant aux normes applicables en matière de technologie et de gestion des données.

2 Principales conventions comptables

Méthode comptable

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les paragraphes ci-après résument les conventions comptables considérées d'une importance particulière.

Constatation des produits

Les fonds reçus du gouvernement sont constatés dans les produits soit au moment où ils sont reçus, soit au moment où ils sont à recevoir, si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si son recouvrement peut être raisonnablement assuré.

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

L'ASIS applique la méthode du report des apports. Autrement dit, les apports réservés à l'achat d'immobilisations sont reportés, puis constatés dans les produits de l'exercice au cours duquel l'amortissement est pris en compte. Les paiements de transfert du gouvernement de l'Ontario qui sont affectés à l'achat d'immobilisations sont reportés à l'exercice où ils sont reçus et constatés dans les produits de l'exercice au cours duquel l'amortissement de l'immobilisation en cause est pris en compte.

Constatation des charges

Les charges sont constatées au moment où elles sont engagées, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, au cours de la période à laquelle elles se rapportent.

Catégories de charges

Les charges liées à la technologie de l'information se rapportent aux activités suivantes :

- la production, qui inclut principalement des activités liées au réseau, au centre de données, au centre d'information et au bureau du directeur des technologies;
- le développement, qui inclut surtout l'information et les technologies de l'information pour la santé publique et le portail destiné aux médecins ePhysician, le système de gestion des inscriptions ainsi que les travaux de création de dossiers médicaux électroniques facultatifs;
- le soutien à la clientèle, qui inclut les services à la clientèle, le bureau de la direction de projet, ainsi que la planification de projets et la gestion de produits.

Les charges liées à la protection de la vie privée, à la sécurité et aux normes comprennent des coûts liés à la mise en place et au maintien d'un niveau élevé de sécurité de l'information et de protection de la vie privée, de même qu'à l'établissement d'un consensus au sein de la communauté ontarienne des soins de santé sur les normes en matière de techniques de gestion des données.

Les frais généraux et les frais d'administration comprennent les frais liés au conseil d'administration, au bureau du directeur général, aux services généraux, aux ressources humaines et aux ressources ministérielles, exception faite des frais juridiques, des frais de location, des frais de recrutement et des frais liés aux technologies de l'information internes, qui ont été affectés à d'autres catégories de charges en fonction de la superficie occupée ou des services utilisés.

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, la moitié seulement de sa valeur étant constatée dans l'exercice au cours duquel un bien a été acheté, sur la durée utile d'utilisation estimative du bien en question, à savoir :

Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Licences	1 an
Améliorations locatives	sur la durée respective des baux

Dépréciation d'actifs à long terme

L'Agence soumet ses actifs à long terme à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation de l'actif est inférieur à sa valeur comptable. La perte de valeur au titre des actifs à long terme est calculée d'après la juste valeur de l'actif.

Utilisation d'estimations

L'établissement d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et élabore des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif à la date des états financiers et sur les montants présentés à l'égard des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3 Fonds reçus du gouvernement

Conformément aux exigences énoncées dans la directive applicable du Conseil de gestion du gouvernement, l'Agence et le ministère ont signé un protocole d'entente. Ce protocole décrit les relations opérationnelles, administratives, financières et autres entre le ministère et l'Agence. L'exercice de l'Agence coïncide avec celui du gouvernement de l'Ontario.

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

En 2006, le ministère s'est engagé à fournir un financement de 111 500 000 $ à l'Agence (86 524 500 $ en 2005). De ce montant, 15 543 000 $ ont été recouvrés après la fin de l'exercice (6 743 000 $ en 2005). Ce financement est constaté selon les conventions comptables suivies par l'Agence comme suit :

	2006 $	2005 $
Financement promis	111 500 000	86 524 500
Disposition de récupération du financement promis de l'exercice précédent i)	(5 021)	(427 121)
Montants reçus et désignés comme apports de capital reportés (note 5)	(8 868 666)	(7 993 054)
Financement constaté dans l'état des résultats	102 626 313	78 104 325

i) Au cours de l'exercice, le ministère a exigé le remboursement de l'excédent cumulatif de l'exercice précédent. Ce montant a été constaté en diminution du financement inscrit dans l'état des résultats.

4 Immobilisations

	2006		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Montant net $
Matériel informatique	29 484 282	20 740 074	8 744 208
Logiciels	12 242 623	8 313 451	3 929 172
Licences	1 819 308	1 819 308	-
Mobilier et matériel de bureau	1 836 772	873 918	962 854
Améliorations locatives	1 368 098	575 393	792 705
	46 751 083	32 322 144	14 428 939

	2005		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Montant net $
Matériel informatique	24 848 419	12 751 411	12 097 008
Logiciels	8 920 502	5 659 409	3 261 093
Licences	1 819 308	1 295 227	524 081
Mobilier et matériel de bureau	1 651 172	528 556	1 122 616
Améliorations locatives	769 511	191 507	578 004
	38 008 912	20 426 110	17 582 802

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

Certains actifs qui sont inclus dans les immobilisations ne sont pas actuellement utilisés et, par conséquent, ils n'ont pas été amortis pour l'exercice. La valeur comptable de ces actifs s'établit comme suit :

	$
Matériel informatique	1 600 464
Logiciels	3 042 948

Au cours de l'exercice, du matériel informatique, qui n'était plus utilisé et dont le coût d'origine s'établissait à 126 494 $ (245 978 $ en 2005) et la valeur comptable nette, à 17 167 $ (109 412 $ en 2005), a été radié et passé en charges.

5 Apports de capital reportés

	2006 $	2005 $
Solde au début de l'exercice	17 582 802	21 430 495
Apports reçus	8 868 666	7 993 054
Amortissement	(12 022 529)	(11 840 747)
Solde à la fin de l'exercice	14 428 939	17 582 802

L'amortissement des apports de capital reportés comprend les éléments suivants :

	2006 $	2005 $
Amortissement des immobilisations	12 005 362	11 731 335
Immobilisations radiées (note 4)	17 167	109 412
	12 022 529	11 840 747

6 Engagements contractuels

L'ASIS a des engagements contractuels jusqu'en 2010 visant la mise sur pied et le déploiement de services d'infrastructure à l'appui de la vision et de la stratégie du gouvernement de l'Ontario concernant ses initiatives de cybersanté. Ces engagements portent sur la mise en œuvre de centres de données protégées pour l'hébergement d'applications clients, de même que la création et la gestion des principales infrastructures publiques. Les paiements requis aux termes de ces engagements sont les suivants :

Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

	$
2008	7 681 367
2009	5 031 254
2010	692 559

7 Engagements en vertu de contrats de location-exploitation

La Société immobilière de l'Ontario détient à l'heure actuelle cinq baux sur les bureaux qu'occupe l'ASIS. L'ASIS est entièrement responsable des paiements en vertu de ces contrats de location-exploitation. Les paiements requis jusqu'à la date d'expiration des baux sont les suivants :

	$
2007	1 440 030
2008	1 519 703
2009	1 519 703
2010	1 538 208
2011	1 340 708
Par la suite	88 487

8 Avantages sociaux

Au cours de l'exercice 2005, l'Agence a constitué un régime à cotisations déterminées destiné à ses salariés. Les cotisations au régime pour l'exercice se sont élevées à 1 148 091 $ (616 934 $ en 2005).

Responsabilité de la direction à l'égard des rapports financiers

Les états financiers ci-joints et l'information financière que contient le rapport annuel ont été préparés par la direction. Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus. La direction est responsable de l'exactitude, de l'intégrité et de l'objectivité de l'information qu'ils contiennent. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle des états financiers.

Les états financiers comprennent certains montants, comme une provision pour les indemnités non réglées, qui sont nécessairement établis avec circonspection à partir des meilleures estimations de la direction.

Pour s'acquitter de sa responsabilité quant à l'intégrité et à l'équité des états financiers, la direction maintient des systèmes et des pratiques de vérification des données financières et de gestion conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont autorisées, que l'actif est protégé et que les dossiers appropriés sont tenus à jour. Les systèmes comprennent des politiques et méthodes officielles ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit une délégation de pouvoirs et une séparation des responsabilités adéquates.

Il incombe au conseil d'administration de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités relativement à la production des rapports financiers et aux contrôles internes. Le conseil tient régulièrement des réunions pour superviser les activités financières de l'organisme et examine annuellement les états financiers.

Les états financiers ont fait l'objet d'un examen indépendant du Bureau du vérificateur provincial pour le compte de l'Assemblée législative et du conseil d'administration. Le rapport du vérificateur précise la portée de cet examen et exprime son opinion à l'égard des états financiers de la société.

Randy Jackiw
Directeur général

Rolly Stroeter
Directeur des finances

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À AgriCorp
et au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

J'ai vérifié le bilan d'AgriCorp au 31 mars 2006, l'état des résultats de fonctionnement et le solde des fonds, ainsi que les flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Toronto (Ontario)
Le 6 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

AgriCorp
Bilan
au 31 mars 2006

	Fonds d'administration générale	Fonds d'assurance-production	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux	Autres programmes (note 13)	Total 2006	Total 2005
	(en milliers $)						
ACTIF							
Encaisse	358	490	1 682	27	468	3 025	1 700
Comptes débiteurs (note 4)	6 428	3 994	383 923	981	49 755	445 081	326 465
Placements (note 6)	3 981	267 473	—	78 973	57 928	408 355	238 228
Sommes dues par le ministre des Finances (note 7)	—	—	—	—	427	427	79 947
Immobilisations (note 8)	2 988	—	—	—	—	2 988	1 352
Fonds administrés (note 5)	220	—	—	—	—	220	9 595
	13 975	271 957	385 605	79 981	108 578	860 096	657 287
PASSIF ET SOLDES DES FONDS							
Passif							
Dette bancaire	—	—	—	—	307	307	5 553
Comptes créditeurs et charges à payer	3 077	180	43 127	—	7 789	54 173	88 121
Primes et revenus non acquis (note 10)	3 068	16 165	3 302	—	—	22 535	17 786
Provision pour indemnités non réglées	—	4 132	338 280	79 981	100 473	522 866	318 270
Fonds administrés créditeurs (note 5)	220	—	—	—	—	220	9 595
	6 365	20 477	384 709	79 981	108 569	600 101	439 325
Soldes des fonds (note 1)	7 610	251 480	896	—	9	259 995	217 962
	13 975	271 957	385 605	79 981	108 578	860 096	657 287

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration :

Le président

Le directeur général

AgriCorp

État des résultats et soldes des fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	Fonds d'administration générale	Fonds d'assurance-production	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux	Autres programmes (note 13)	Total 2006	Total 2005
	(en milliers $)						
Revenus							
Fonds de fonctionnement – Ontario et Canada (note 9)	25 086	—	—	—	—	25 086	15 720
Primes/contributions des producteurs	—	44 562	896	—	13 997	59 455	66 320
Financement – Ontario et Canada (note 3)	—	64 506	258 499	79 981	94 700	497 686	422 671
Ventes, conseils et autres services	9 709	—	—	—	—	9 709	5 470
Produits financiers	196	11 499	—	—	120	11 815	10 708
Rentrées sur créances sorties du bilan	—	—	—	—	13	13	—
	34 991	120 567	259 395	79 981	108 830	603 764	520 889
Charges							
Indemnités (note 12)	—	66 386	257 250	79 981	108 821	512 438	490 261
Réassurance (note 11)	—	12 134	—	—	—	12 134	13 623
Frais de commercialisation, frais généraux et charges administratives	33 689	—	—	—	—	33 689	20 739
Amortissement	1 309	—	—	—	—	1 309	918
Créances irrécouvrables	—	912	1 249	—	—	2 161	765
	34 998	79 432	258 499	79 981	108 821	561 731	526 306
Excédent (déficit) des revenus par rapport aux charges	(7)	41 135	896	—	9	42 033	(5 417)
Soldes des fonds au début de l'exercice	7 617	210 345	—	—	—	217 962	223 379
Soldes des fonds à la fin de l'exercice	7 610	251 480	896	—	9	259 995	217 962

AgriCorp

Flux de trésorerie
pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	Fonds d'administration générale	Fonds d'assurance-production	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux	Autres programmes	Total 2006	Total 2005
	(en milliers $)						
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation							
Excédent (déficit) des revenus par rapport aux charges	(7)	41 135	896	—	9	42 033	(5 417)
Rajustements effectués pour rapprocher les résultats nets et les fonds provenant des activités d'exploitation							
Amortissement	1 309	—	—	—	—	1 309	918
Variation nette du fonds de roulement	445	12 613	(2 410)	79 000	46 653	136 301	106 518
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation	1 747	53 748	(1 514)	79 000	46 662	179 643	102 019
Flux de trésorerie provenant des activités de placement							
Acquisition d'immobilisations	(2 945)	—	—	—	—	(2 945)	(1 004)
Diminution (augmentation) des placements	499	(53 901)	7 493	(78 973)	(45 245)	(170 127)	(104 793)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	(2 446)	(53 901)	7 493	(78 973)	(45 245)	(173 072)	(105 797)
Augmentation (réduction) nette de l'encaisse	(699)	(153)	5 979	27	1 417	6 571	(3 778)
Encaisse (dette bancaire) au début de l'exercice	1 057	643	(4 297)	—	(1 256)	(3 853)	(75)
Encaisse (dette bancaire) à la fin de l'exercice	358	490	1 682	27	161	2 718	(3 853)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

1. Nature des activités

La *Loi de 1996 sur AgriCorp* a créé officiellement AgriCorp en tant qu'organisme de la Couronne à compter du 1er janvier 1997. La société a été fondée sans capital-actions. Son mandat est de concevoir et de fournir des programmes de sécurité agricole et d'autres produits et services connexes aux secteurs de l'exploitation agricole, de l'alimentation et des affaires rurales de l'Ontario. Les programmes de sécurité comprennent le Fonds d'assurance-production, le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole et le Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux, en plus d'un certain nombre de programmes plus petits offrant diverses formes d'aide aux agriculteurs.

Le Fonds d'assurance-production (Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario) a été créé en 1966 et fonctionne actuellement en vertu de la *Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario)*. Il assure aux producteurs une protection contre les baisses de rendement causées par des catastrophes naturelles à l'égard de toutes les cultures principales produites en Ontario.

Le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole a été créé en vertu de l'Accord de mise en œuvre Canada-Ontario entré en vigueur le 1er avril 2003. Il fournit aux producteurs une protection contre les baisses de leur revenu agricole. Depuis décembre 2004, la société assume la responsabilité de la prestation de ce programme en lieu et place du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario.

L'entente relative au Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux est entrée en vigueur le 21 février 2006 et prendra fin le 31 mars 2007. Le programme compense les pertes des producteurs de céréales et d'oléagineux admissibles relativement aux récoltes de 2005.

Depuis janvier 2001, AgriCorp est aussi responsable de la prestation du Programme d'inscription des entreprises agricoles aux termes de la *Loi de 1993 sur l'inscription des entreprises agricoles et le financement des organismes agricoles*. En vertu d'un accord conclu avec le ministère, les obligations de la société consistent principalement à gérer l'inscription des entreprises agricoles, à percevoir les droits d'inscription et, déduction faite des charges administratives, de transférer les droits nets aux organismes agricoles agréés de l'Ontario.

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

2. Principales conventions comptables

A) MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Les états financiers de la société ont été préparés selon les conventions comptables généralement acceptées et prescrites par l'Institut canadien des comptables agréés.

La société a recours à la comptabilité par fonds, selon laquelle les activités liées à chaque programme de sécurité agricole sont comptabilisées dans des fonds distincts. Elle a recours au fonds d'administration générale pour comptabiliser tous les revenus et les coûts administratifs, ainsi que toutes les activités non distinctes.

B) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont déclarées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de la durée utile estimée des immobilisations mentionnées ci-dessous.

Mobilier et agencements	**4 ans**
Véhicules	**4 ans**
Matériel et outillage	**4 ans**
Matériel informatique	**3 ans**
Logiciels informatiques	**2 ans**
Améliorations locatives	**5 ans**

C) RÉGIME DE RETRAITE

Les employés à temps plein participent à un régime de retraite contributif à prestations déterminées et à participation obligatoire, administré par une tierce partie. La société verse un montant équivalent aux cotisations des employés. Le coût des prestations au titre du régime de retraite à prestations déterminées est calculé par un actuaire indépendant selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les meilleures estimations de la direction. L'actif du régime de retraite est évalué en fonction des justes valeurs actuelles et les redressements sont amortis linéairement par rapport à la moyenne actuarielle des années de service restantes du groupe d'employés.

D) PLACEMENTS

Les intérêts créditeurs, les gains et les pertes sur la disposition de biens, l'amortissement des primes et les escomptes ainsi que les réductions au cours du marché sont généralement déclarés dans les produits financiers. Pour certains programmes, les intérêts courus sur les placements sont affectés aux fonds de fonctionnement afin de compenser les charges administratives du programme. On distingue les fonds des placements au titre d'un programme pour éviter la nécessité de répartir le revenu de placement. Les placements à court terme sont acquis principalement pour obtenir des liquidités et sont d'une durée maximale de un an. Les placements à court terme sont déclarés au coût, ce qui correspond approximativement à la valeur du marché. Les placements à long terme sont déclarés au coût après déduction des primes cumulées et des escomptes amortis sur la durée du placement jusqu'à son échéance.

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

2. Principales conventions comptables (suite)

E) PROVISION POUR INDEMNITÉS NON RÉGLÉES

La provision pour indemnités non réglées a trait à certaines demandes d'indemnité qui n'étaient toujours pas réglées à la fin de l'exercice. Elle est calculée à partir des montants des règlements après la fin de l'exercice ou des meilleures estimations de la direction à l'égard des sommes à verser. Les versements réels des indemnités pourraient différer des estimations de la direction.

F) COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les revenus provenant des primes sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les cultures sont récoltées.

3. Ententes de financement

A) ASSURANCE-PRODUCTION

L'Accord de mise en œuvre Canada-Ontario est entré en vigueur le 1er avril 2003 et prendra fin le 31 mars 2008 ou à une date convenue mutuellement par les parties. Selon les conditions de l'accord, les producteurs paient 40 % du coût des primes d'assurance. Le restant est payé par les gouvernements fédéral et provincial à raison de 60 % et 40 % respectivement.

B) STABILISATION DU REVENU

Dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, les producteurs ont été tenus de déposer dans un compte bancaire, pour les années de programme 2003 et 2004, une somme n'excédant pas deux ans de stabilisation et de plans antisinistre, selon l'écart moyen entre le revenu de l'exploitation agricole et les coûts de production admissibles sur une période de cinq ans. Aucun dépôt n'a été requis pour l'année de programme 2005. En plus de retirer des fonds du compte bancaire du programme lorsque le revenu agricole baisse, le Canada et l'Ontario versent des fonds de prévoyance au titre du programme, calculés selon une couverture à plusieurs paliers. Les gouvernements fédéral et provincial se partagent les coûts du programme à raison de 60 % et 40 % respectivement.

C) PROGRAMME ONTARIEN D'AIDE AUX PRODUCTEURS DE CÉRÉALES ET D'OLÉAGINEUX

Selon les conditions de l'entente relative au Programme ontarien d'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineux, l'Ontario versera un maximum de 80 millions de dollars afin de compenser les pertes des producteurs de céréales et d'oléagineux admissibles relativement à leurs récoltes de 2005.

D) AUTRES PROGRAMMES (NOTE 13)

Programme de soutien additionnel général Canada-Ontario

Le Programme de soutien additionnel général Canada-Ontario a été créé aux termes de l'Accord de mise en œuvre Canada-Ontario. Selon les conditions de l'accord, les producteurs qui participent au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et qui ont reçu un paiement à ce titre sont admissibles au versement d'une somme complémentaire calculée à l'aide d'un pourcentage fixe des prestations gouvernementales pour les années de

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

programme 2003 et 2004 du PCSRA. Le financement conjoint du programme par le Canada et l'Ontario n'excédera pas 88 millions de dollars.

3. Ententes de financement (suite)

Programme d'assurance du revenu du marché

Le Programme d'assurance du revenu du marché a été créé aux termes de l'entente provisoire du Régime d'assurance-revenu brut (RARB) conclue entre le gouvernement du Canada et les provinces. Ses activités ont commencé le 1er avril 1991. Le programme visait à protéger les agriculteurs contre la baisse de leur revenu résultant des faibles cours du marché de certaines cultures précises. En février 2005, le gouvernement de l'Ontario a augmenté la portée du Programme d'assurance du revenu du marché, en y ajoutant les années de récoltes 2003 et 2004, et a annoncé que le programme prendrait fin à l'épuisement des fonds.

Paiement ontarien relatif aux cultures horticoles comestibles

L'entente dans le cadre du programme ontarien relatif aux produits horticoles comestibles est entrée en vigueur le 21 février 2006 et prendra fin le 31 mars 2007. Selon les conditions de cette entente, l'Ontario versera un montant maximum de 35 millions de dollars afin de compenser les pertes des producteurs de produits horticoles comestibles relativement à leurs récoltes de 2005.

Programme d'éradication du virus de la sharka

Le Programme d'éradication du virus de la sharka a été créé aux termes de l'entente Canada-Ontario sur l'intervention à la suite de la présence du virus de la sharka en Ontario et est entré en vigueur le 29 juin 2001. Il s'agit d'un programme pluriannuel visant à mener des enquêtes pour détecter le virus de la sharka et d'autres activités pour endiguer ou éradiquer ce virus en Ontario. Le programme a également pour objet d'aider les producteurs commerciaux de fruits tendres et les exploitants de pépinières commerciales à défrayer les coûts de retrait, de destruction et de remplacement des arbres et d'atténuer les pertes d'actif résultant du retrait d'arbres dans le cadre des mesures d'éradication du virus de la sharka. Le Canada et l'Ontario ont convenu de partager les coûts généraux du programme selon les fonds dont dispose chaque palier de gouvernement pour venir en aide aux entreprises agricoles.

Programme d'autogestion du risque

Le Programme d'autogestion du risque a été créé aux termes de l'Accord de mise en œuvre Canada-Ontario et sera en vigueur pendant 3 années de programme (de 2003 à 2005). En vertu de l'accord, un producteur dépose dans le compte du programme jusqu'à 4 % de ses ventes nettes admissibles. Selon les disponibilités des fonds fédéraux et provinciaux, les gouvernements fédéral et provincial versent au compte du programme des sommes correspondantes. Les demandes d'indemnité des participants sont payées à même le compte du programme. Toutefois, le montant total des paiements accordés durant une année de programme ne doit pas dépasser le montant total des fonds du compte. Les gouvernements fédéral et provincial ont convenu d'acquitter à parts égales le coût du programme pendant les trois années qu'il durera.

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

4. Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont les suivants :

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Financement gouvernemental – Canada	232 773	194 750
Financement gouvernemental – Ontario	162 029	107 407
Comptes débiteurs des producteurs	47 242	22 757
Commerce	2 021	1 042
Intérêts courus	1 016	509
	445 081	326 465

5. Fonds administrés

La société assure des services d'émission de chèques et de gestion de trésorerie pour les programmes agricoles aux termes de divers accords conclus avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. Les fonds requis pour assurer les paiements en vertu de ces programmes sont fournis par l'Ontario et le Canada. Ces fonds, de même que les paiements afférents, ne sont pas déclarés dans les présents états financiers.

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Fonds administrés		
Placements à court terme	—	10 489
Encaisse (paiements non réglés)	220	(894)
	220	9 595
Fonds administrés créditeurs		
Programme de soutien additionnel général Canada-Ontario	—	7 383
Programme Canada-Ontario de repositionnement	56	1 513
Initiative ontarienne de relance suite à l'ESB	—	372
Programme relatif aux animaux de réforme (Canada)	—	93
Programme d'inscription des entreprises agricoles (Ontario)	130	91
Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe	—	41
Programme Canada-Ontario de relance suite à l'ESB	—	7
Autre	34	95
	220	9 595

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
de 31 mars 2006

3. Placements

Les lois limitent les placements de la société à des effets très liquides de qualité supérieure, tels que les obligations fédérales et provinciales, les billets de dépôt émis par des établissements financiers nationaux et autres valeurs mobilières approuvés par le ministre des Finances.

a) PROFIL DU PORTEFEUILLE

Les placements sont les suivants :

	2006 (en milliers $)		2005 (en milliers $)	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Court terme	**231 221**	**230 609**	**85 980**	**85 871**
Long terme				
Gouvernement du Canada	**29 175**	**29 045**	**37 588**	**37 719**
Gouvernement de l'Ontario	**47 012**	**46 371**	**37 739**	**37 956**
Autres gouvernements provinciaux	**63 098**	**61 743**	**37 789**	**37 943**
Services publics provinciaux	**31 285**	**32 374**	**32 395**	**34 428**
Autres institutions financières	**6 564**	**6 703**	**6 737**	**7 035**
Total des placements à long terme	**177 134**	**176 236**	**152 248**	**155 081**
Total des placements	**408 355**	**406 845**	**238 228**	**240 952**

b) RISQUE DES PLACEMENTS

Les taux d'intérêt nominaux du portefeuille d'obligations à long terme varient de 4,00 à 10,25 %, avec un rendement moyen pondéré de 4,75 %. Les fluctuations des taux d'intérêts pourraient avoir des répercussions considérables sur la juste valeur du portefeuille d'obligations. Bien que les obligations soient généralement conservées jusqu'à leur échéance, des gains ou des pertes pourraient être réalisés si les niveaux réels de demandes d'indemnité différaient considérablement des niveaux prévus et qu'une liquidation rapide de l'actif était nécessaire pour couvrir les obligations. Au 31 mars 2006, une variation de 1 % des taux d'intérêt pouvait avoir une incidence d'environ 6,5 millions de dollars sur la valeur marchande.

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

6. Placements (suite)

C) ÉCHÉANCES DU PORTEFEUILLE

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Moins de 1 an	**231 221**	**85 980**
De 1 à 3 ans	**58 684**	**56 813**
De 3 à 5 ans	**61 688**	**58 558**
Plus de 5 ans	**56 762**	**36 877**
Total	**408 355**	**238 228**

7. Sommes dues par le ministre des Finances

En vertu du décret 1546/91, un compte a été créé au Trésor du gouvernement de l'Ontario pour recevoir les contributions des gouvernements du Canada et de l'Ontario au titre du Programme d'assurance du revenu du marché. Les intérêts sont versés chaque trimestre selon la valeur de clôture quotidienne moyenne du compte, d'après le taux moyen des bonds du Trésor de la Banque du Canada. Ce compte sert à administrer le Programme et AgriCorp ne peut l'utiliser pour ses activités générales d'exploitation, de financement et de placement.

8. Immobilisations

	2006 (en milliers $)			2005 (en milliers $)
	Coûts	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel informatique	**4 495**	**3 661**	**834**	**980**
Logiciels informatiques	**3 142**	**2 079**	**1 063**	**307**
Améliorations locatives	**1 128**	**248**	**880**	**63**
Matériel et outillage	**122**	**122**	**—**	**2**
Véhicules	**36**	**36**	**—**	**—**
Mobilier et agencements	**259**	**48**	**211**	**—**
	9 182	**6 194**	**2 988**	**1 352**

griCorp

otes afférentes aux états financiers
e 31 mars 2006

. Fonds de fonctionnement – Ontario et Canada

e Canada et l'Ontario ont convenu de partager les coûts d'administration du Fonds d'assurance-production et du ogramme canadien de stabilisation du revenu agricole à raison de 60 % et de 40 % respectivement. Ils ont aussi nvenu de partager de façon égale les coûts d'administration du Programme d'autogestion du risque et du Programme de utien additionnel général Canada-Ontario. Le Canada a payé la totalité des coûts d'administration engagés par griCorp afin d'offrir le Programme d'éradication du virus de la sharka et l'Ontario remboursera à la société les coûts gagés pour administrer les autres programmes.

0. Primes et revenus non acquis

s primes non acquises représentent les primes payées à l'avance au Fonds d'assurance-production de l'Ontario pour le é d'automne (11 163 000 $) et d'autres cultures (5 002 000 $). Ces cultures sont récoltées uniquement après la fin de xercice, ce qui entraîne le report des primes reçues. Les revenus non acquis comprennent les fonds de fonctionnement s à la valeur non amortie des immobilisations et des subventions payées d'avance (3 068 000 $), ainsi que les frais ministratifs à recouvrer auprès des participants au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole 302 000 $), lorsque les paiements futurs auront été versés aux programmes.

1. Convention de réassurance

société gère un programme de réassurance avec un certain nombre de compagnies d'assurance. Ce programme fait en rte que les compagnies de réassurance couvrent les pertes de l'assurance-production selon les seuils négociés. Les rsements effectués par les compagnies de réassurance font suite aux demandes d'indemnité soumises pour perte de colte.

2. Indemnités

s résultats d'exploitation pour l'exercice comprennent des surprovisions et des sous-provisions pour indemnités non glées liées aux années précédentes, comme suit :

Fonds/programme	2006 (en milliers $) Sur (sous-) provision	2005 (en milliers $) Sur (sous-) provision
Fonds d'assurance-production	**300**	**(750)**
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole*	**10 000**	**—**
Programme d'autogestion du risque*	**(1 045)**	**—**

*** La société a assumé la responsabilité de ces programmes pendant l'exercice 2004-2005. Par conséquent, aucune provision pour indemnités non réglées en 2004 ne nécessite de déclarer une sur (sous-) provision pour 2005.**

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

13. Information sectorielle (autres programmes)

	Programme de soutien additionnel général Canada-Ontario	Programme d'assurance du revenu du marché	Paiement ontarien relatif aux cultures horticoles comestibles	Programme d'éradication du virus de la sharka	Programme d'autogestion du risque	Total 2006	Total 2005
				(en milliers $)			
Encaisse	144	—	2	—	322	468	—
Comptes débiteurs (note 4)	10 436	49	4 977	7 252	27 041	49 755	36 614
Placements (note 6)	24 947	—	29 998	—	2 983	57 928	12 683
Sommes dues par le ministre des Finances (note 7)	—	427	—	—	—	427	79 947
Total de l'actif du programme	35 527	476	34 977	7 252	30 346	108 578	129 244
Dette bancaire	—	—	—	307	—	307	1 256
Comptes créditeurs et charges à payer	1 308	101	—	5 124	1 256	7 789	25 381
Provision pour indemnités non réglées (note 12)	34 219	366	34 977	1 821	29 090	100 473	102 607
Soldes des programmes	—	9	—	—	—	9	—
Total du passif et des soldes des programmes	35 527	476	34 977	7 252	30 346	108 578	129 244
Primes/contributions des producteurs	—	—	—	—	13 997	13 997	12 000
Financement – Ontario et Canada (note 3)	34 218	(124)	34 977	11 632	13 997	94 700	93 165
Produits financiers	—	120	—	—	—	120	2 136
Rentrées sur créances sorties du bilan	—	13	—	—	—	13	—
Total des revenus des programmes	34 218	9	34 977	11 632	27 994	108 830	107 301
Indemnités (note 12)	34 218	—	34 977	11 632	27 994	108 821	201 173
Créances irrécouvrables	—	—	—	—	—	—	192
Total des charges des programmes	34 218	—	34 977	11 632	27 994	108 821	201 365
Excédent (déficit) des revenus par rapport aux charges	—	9	—	—	—	9	(94 064)

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

14. Régime de retraite

La société a mis en place un régime de retraite contributif à prestations déterminées et à participation obligatoire pour ses employés à temps plein. Ce régime est entré en vigueur le 1er janvier 1997. L'actif du régime est placé dans trois fonds équilibrés et un fonds d'actions international. Les variations de la juste valeur de l'actif du régime au cours de l'année sont les suivantes :

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Juste valeur de l'actif du régime au début de l'exercice	**4 827**	**3 681**
Cotisations de la société	**833**	**517**
Cotisations des employés	**707**	**429**
Paiement des prestations de retraite	**(178)**	**(139)**
Rendement de l'actif du régime	**509**	**339**
Juste valeur de l'actif du régime à la fin de l'exercice	**6 698**	**4 827**

D'après l'état financier préparé par l'actuaire du régime de retraite, la valeur actuelle des obligations au titre des prestations constituées, la juste valeur de l'actif net disponible pour couvrir ces obligations et le déficit du régime de retraite sont les suivants :

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Obligations au titre du régime de retraite	**8 152**	**5 487**
Juste valeur de l'actif du régime	**6 698**	**4 827**
Déficit du régime de retraite	**1 454**	**660**

Au cours de l'exercice, le régime est demeuré déficitaire en raison d'un rendement des placements plus faible que prévu. Pour calculer les obligations au titre des prestations constituées du régime de retraite, certaines hypothèses ont été retenues. On a estimé que l'actif du régime rapporterait 7 % par an et que les augmentations de salaire s'élèveraient à 4 % par an et on a choisi un taux d'escompte de 5,50 %.

Les variations du passif (actif) au titre des prestations constituées de la société ont été les suivantes :

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Passif (actif) au titre des prestations constituées – au début de l'exercice	**(41)**	**68**

AgriCorp

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

Charge de retraite pour l'exercice	**996**	**408**
Cotisations de la société	**(833)**	**(517)**
Passif (actif) au titre des prestations constituées – à la fin de l'exercice	**122**	**(41)**

15. Opérations entre apparentés

La société a conclu plusieurs accords pour obtenir les services du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. Selon les conditions de ces accords, la société a versé 986 877 $ au ministère pendant l'exercice. Ces services, évalués à leur juste valeur marchande, comprennent les services de courrier, de messagerie et de photocopie et les services juridiques. En outre, la société a versé 1 028 576 $ à la Société immobilière de l'Ontario pour la location des locaux de son siège social.

16. Rémunération des membres du conseil d'administration et divulgation des salaires

La rémunération totale des membres du conseil d'administration a été de 23 762 $ pendant l'exercice terminé le 31 mars 2006 (25 031 $ en 2005).

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* oblige la société à divulguer les noms des employés dont le salaire annuel est supérieur à 100 000 $. Pour l'année civile 2005, les montants payés à ces employés sont les suivants :

Nom	Poste	Rémunération $	Avantages imposables $
Brown, Greg	**Directeur, Développement des activités**	**111 622**	**1 126**
Ip, Stephen	**Directeur, Technologie de l'information**	**107 273**	**6 360**
Jackiw, Randy	**Directeur général**	**163 204**	**11 087**
Mike McMorris	**Directeur des opérations**	**106 523**	**361**
Stroeter, Reinhold	**Directeur des finances**	**120 927**	**6 405**

17. Événement postérieur à la clôture de l'exercice

Dans son discours du budget du 2 mai 2006, le gouvernement fédéral annonçait un financement ponctuel supplémentaire au titre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole. Ce financement entraînera une réévaluation des indemnités versées depuis la création du programme en 2003. En attendant d'obtenir de plus amples détails à ce sujet de la part du gouvernement fédéral, la société doit évaluer les retombées financières complètes de cette modification.

18. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été retraités conformément à la présentation de l'année en cours

LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO

375 University Avenue, Suite 404, Toronto ON M5G 2G1
375, avenue University, bureau 404, Toronto ON M5G 2G1
Toll free / Sans frais : 1-800-668-8258
Phone / Telephone : 416-979-2352
Fax / Telecopieur : 416-979-2948
www.legalaid.on.ca

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers et toute autre information contenue dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation des meilleures estimations et de jugements établis par la direction.

Aide juridique Ontario s'engage à respecter les normes les plus élevées d'intégrité dans la prestation de ses services. La direction a conçu et maintient les contrôles financiers, les systèmes d'information et les pratiques qui lui permettent de donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Le Conseil d'administration d'Aide juridique Ontario est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne grâce à son comité de vérification. Les membres du conseil se réunissent tous les deux mois pour superviser les activités financières d'Aide juridique Ontario. Chaque année, le conseil passe en revue les états financiers et le rapport du vérificateur et les soumet au ministère du Procureur général.

Les états financiers ont été examinés par le vérificateur provincial, dont le mandat consiste à exprimer une opinion relative à l'image fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Dans son rapport, le vérificateur décrit l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé ainsi que son opinion.

Ruth Lawson
Présidente-directrice générale intérimaire
Le 29 juin 2006

Michelle A. Séguin
Vice-présidente aux services généraux
Le 29 juin 2006

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À Aide juridique Ontario et au procureur général

J'ai vérifié le bilan d'Aide juridique Ontario au 31 mars 2006 ainsi que les états des résultats d'exploitation et du déficit accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction d'Aide juridique Ontario. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'Aide juridique Ontario au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax/ 416-326-3812

C.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
Telecopieur 416-326-3812

Toronto (Ontario)
Le 12 juin 2006

J.R. McCarter, CA
Vérificateur général

Aide juridique Ontario
Bilan

Au 31 mars	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) (redressé, note 13)
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces (note 2)	5 903 $	2 108 $
Espèces et quasi-espèces – réserve pour éventualités diverses (notes 2 et 9)	395	1 136
Comptes débiteurs (note 3)	18 460	11 637
Charges payées d'avance	1 217	1 042
Placements à court terme (note 4)	7 777	9 520
Placements à court terme - réserve pour éventualités diverses (notes 4 et 9)	9 243	1 679
	42 995 $	27 122 $
Comptes débiteurs clients à long terme (note 3)	28 989	31 409
Placements à long terme (note 4)	-	35 598
Placements à long terme – réserve pour éventualités diverses (notes 4 et 9)	-	6 383
Immobilisations (note 5)	14 294	17 444
	86 278 $	117 956 $
PASSIF ET ACTIFS NETS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	72 506 $	60 618 $
Prestations constituées (note 12)	416	360
Apports reportés (note 7)	2 011	3 289
	74 933 $	64 267 $
Actifs nets		
Excédent (déficit) accumulé (note 1c))	(3 573) $	31 794 $
Actifs nets investis en immobilisations (note 8)	12 283	14 155
Réserve pour éventualités diverses (notes 4 et 9)	2 635	7 740
	11 345 $	53 689 $
	86 278 $	117 956 $

Au nom du conseil d'administration,

_____, présidente

Au nom du Comité des finances et de la vérification,

_____, président

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

Aide juridique Ontario
État des résultats de fonctionnement et de l'excédent (déficit) accumulé

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) (redressé, note 13)
REVENUS		
Province de l'Ontario (note 1a))	**260 527 $**	254 757 $
Fondation du droit de l'Ontario	**30 715**	18 627
Contributions des clients	**15 672**	15 210
Jugements, dépens et règlements	**283**	1 515
Placements et autres revenus	**2 124**	2 975
	309 321 $	293 084 $
CHARGES		
Services juridiques		
Certificats d'aide juridique		
Droit criminel	**104 105 $**	83 592 $
Droit de la famille	**62 164**	43 086
Immigration et réfugiés	**23 546**	20 102
Autres domaines de droit civil	**7 920**	5 105
Conférences de règlement	**128**	142
	197 863	152 027
Bureaux régionaux	**22 871**	22 813
Bureaux du droit de la famille	**2 158**	2 176
Bureau du droit des réfugiés	**745**	725
	223 637	177 741
Avocats de service		
Honoraires et débours des avocats de service	**33 823**	32 730
Services élargis	**534**	584
	34 357 $	33 314 $
Cliniques juridiques et services spéciaux		
Services offerts dans les domaines de pratique des cliniques (note 10)	**57 760** $	55 014 $
Attribution à Nishnawbe-Aski	**1 579**	1 561
Sociétés étudiantes d'aide juridique	**2 818**	2 808
	62 157	59 383
Programmes d'innovation dans la prestation des services		
Projets-pilotes	**-**	71
Services d'accès pour la clientèle	**1 736**	1 288
Autres	**613**	1 162
	2 349	2 521

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

Aide juridique Ontario
État des résultats de fonctionnement et de l'excédent (déficit) accumulé (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) (redressé, note 13)
CHARGES (suite)		
Soutien aux fournisseurs de services		
Service de recherche	**2 114**	2 023
Administration		
Bureau provincial	**23 211**	23 112
Mise en œuvre d'un logiciel à l'échelle de la société et autres projets	**-**	1 051
Dotation à l'amortissement	**3 840**	3 595
	27 051	27 758
	351 665 $	302 740 $
Insuffisance des revenus par rapport aux charges de l'exercice	**(42 344)**	(9 656)
Excédent accumulé au début de l'exercice	**31 794**	35 186
Actifs nets investis en immobilisations	**1 872**	(4 394)
Virement de la réserve pour éventualités diverses (note 9)	**5 105**	10 658
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	**(3 573) $**	31 794 $

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers

Aide juridique Ontario
État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) (redressé, note 13)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des revenus par rapport aux charges de l'exercice	**(42 344) $**	(9 656) $
Rajustements pour rapprocher l'insuffisance des revenus par rapport aux charges et les rentrées nettes liées aux activités de fonctionnement		
Amortissement	**3 840**	3 595
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	**(1 033)**	426
Amortissement des apports reportés	**(1 278)**	(1 839)
Réalisation des apports reportés	**-**	(60)
Réduction de valeur des placements à court terme	**219**	21
Perte à la vente de placements	**389**	336
Cotisations de l'employeur	**(1 550)**	(1 273)
Charges de retraite	**1 606**	1 392
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs et débiteurs clients à long terme		
Comptes débiteurs	**(4 403)**	(14 652)
Excédent accumulé en début d'exercice (note 13)	**-**	20 784
Charges payées d'avance	**(175)**	(86)
Comptes créditeurs et charges à payer	**11 888**	5 462
Intérêts courus sur les placements à long terme	**644**	11
	(32 197) $	4 461 $
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	**(690) $**	(6 150) $
Achat de placements	**(219 190)**	(142 166)
Rachat de placements	**255 131**	146 406
	35 251 $	(1 910) $
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice	**3 054**	2 551
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	**3 244**	693
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	**6 298 $**	3 244 $
Représentées par		
Espèces et quasi-espèces	**5 903 $**	2 108 $
Espèces et quasi-espèces – réserve pour éventualités diverses	**395**	1 136
	6 298 $	3 244 $

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

Aide juridique Ontario
Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2006

NATURE DES ACTIVITÉS

Le 18 décembre 1998, l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique***, qui créait Aide juridique Ontario (la « Société ») en tant que personne morale sans capital-actions en vertu des lois de l'Ontario. La Société a commencé ses activités le 1er avril 1999 et est exonérée d'impôt en vertu de la ***Loi de l'impôt sur le revenu***.

La ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*** donne à Aide juridique Ontario le mandat suivant :

- faciliter l'accès à la justice, partout en Ontario, pour les particuliers à faible revenu en leur fournissant des services d'aide juridique de haute qualité;
- encourager et favoriser la souplesse et l'innovation dans la prestation des services d'aide juridique;
- reconnaître les divers besoins d'aide juridique des particuliers à faible revenu et des communautés défavorisées;
- exercer ses activités tout en rendant compte de l'utilisation des fonds publics.

Les activités de la Société sont régies et gérées par un conseil d'administration composé de onze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Même si la Société administre ses activités indépendamment de la province de l'Ontario et du Barreau du Haut-Canada, elle doit rendre compte de l'utilisation qu'elle fait des fonds publics et veiller à ce que la prestation des services d'aide juridique réponde aux besoins des personnes à faible revenu tout en étant efficace et efficiente par rapport aux coûts.

RÈGLES COMPTABLES DE BASE

La Société suit la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Le déficit accumulé correspond à l'excédent des charges par rapport aux revenus pour les activités administratives et de prestation des programmes de la Société.

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

CONSTATATION DES REVENUS

Les apports affectés sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa perception est raisonnablement assurée. En raison de l'incertitude liée au montant à facturer, les contributions des clients sont constatées à titre de revenus lorsque la Société accroît ou paie la facture d'un avocat au nom du client. Les jugements, l'adjudication des dépens et les règlements sont constatés lorsqu'ils sont accordés.

CONSTATATION DES CHARGES

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les coûts du programme des certificats comprennent les sommes que les avocats ont facturées à la Société ainsi qu'une estimation des montants pour le travail exécuté par les avocats mais non encore facturé.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et les quasi-espèces sont constituées des fonds en caisse et des soldes bancaires ainsi que de placements très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Aide juridique Ontario
Sommaire des principales conventions comptables (suite)

31 mars 2006

PLACEMENTS
Les placements à court terme sont comptabilisés au coût ou à la valeur marchande selon le montant le moins élevé. Les placements à long terme sont comptabilisés au coût et leur valeur est réduite lorsqu'elle affiche une baisse durable. Les primes d'acquisition ou les escomptes sur les obligations sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des titres concernés. Les obligations d'État et de sociétés sont inscrites au coût amorti. Les réductions de valeur ou les gains et les pertes réalisés à la cession de placements sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils surviennent à titre d'augmentation ou de diminution du revenu de placement. Les gains et pertes à la cession sont calculés en fonction du coût moyen des titres vendus.

IMMOBILISATIONS
Les immobilisations sont comptabilisées au coût déduction faite de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, comme suit :

Mobilier et matériel de bureau	- 5 ans
Matériel informatique et logiciels	- 3 ans
Logiciels conçus sur mesure	- 5 ans
Logiciels pour toute l'entreprise	- 7 ans
Améliorations locatives	- sur la durée du bail

APPORTS REPORTÉS
Les apports reportés afférents aux initiatives spéciales représentent des ressources non dépensées relatives aux projets financés par la province de l'Ontario. Les montants non dépensés sont conservés pour des charges d'exercices ultérieurs ou pour un règlement par la province.

Les apports reportés en capital afférents aux immobilisations représentent la fraction non amortie des apports affectés à l'acquisition d'immobilisations. L'amortissement de l'apport reporté est calculé de la même manière que l'immobilisation connexe.

RÉGIMES DE RETRAITE
La quasi-totalité des salariés de la Société sont inscrits à un régime à cotisations déterminées. Le coût des prestations de retraite des régimes à cotisations déterminées est porté aux résultats lorsque les cotisations deviennent exigibles. Un petit nombre de salariés de la Société sont également inscrits à un régime à prestations déterminées. Le coût des prestations de retraite gagnées par les salariés couverts par le régime de retraite à prestations déterminées est établi de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et de l'estimation la plus probable de la direction quant au rendement prévu des placements du régime, à la croissance de la rémunération, aux cessations d'emploi et à l'âge de la retraite des membres du régime. Les rajustements effectués au titre des modifications du régime, des modifications des hypothèses et des gains et des pertes actuariels sont imputés aux résultats sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés, laquelle est d'environ 10 ans.

Aide juridique Ontario
Sommaire des principales conventions comptables (suite)

31 mars 2006

RECOURS À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant déclaré des actifs et des passifs à la date des états financiers ainsi que sur le montant déclaré des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations les plus probables faites par la direction au fur et à mesure que de nouvelles données deviennent disponibles.

INSTRUMENTS FINANCIERS

À moins d'indication contraire, la direction est d'avis que les instruments financiers auxquels la Société a recours ne l'exposent pas à des risques importants de taux d'intérêt, de change ou de crédit. Elle est aussi d'avis que la valeur comptable des instruments financiers de la Société se rapproche de leur juste valeur à moins d'indication contraire. Compte tenu de la nature à long terme des comptes débiteurs clients, il est difficile d'évaluer leur juste valeur de façon certaine.

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006

1. Financement assuré par la province de l'Ontario

L'article 71 de la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*** stipule que la Société et le procureur général de l'Ontario doivent conclure un protocole d'entente tous les cinq ans. L'objectif de ce protocole d'entente est de préciser les questions relatives au fonctionnement, à l'administration, aux finances et aux autres relations entre le procureur général et la Société.

Le protocole d'entente signé le 22 décembre 2000 reste en vigueur jusqu'à la signature d'un nouveau protocole. La Société et le procureur général de l'Ontario discutent actuellement des modalités du prochain protocole d'entente.

a) Les apports reçus de la province de l'Ontario ont été ventilés comme suit :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Apports	**259 249 $**	252 858 $
Réalisation des apports reportés (note 7)	**-**	60
Amortissement des apports reportés (note 7)	**1 278**	1 839
	260 527 $	254 757 $

b) Les apports provenant de la province de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 comprennent un montant de 50,7 millions de dollars (50,6 millions de dollars en 2005) qui représente une attribution de fonds provenant du virement d'une somme forfaitaire par le gouvernement fédéral à la province, dans le cadre du droit criminel, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et des autres dépenses pour contraintes exceptionnelles, conformément à une entente de partage des frais.

c) Le paragraphe 66 (3) de la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*** permet à la Société, sur approbation du procureur général, de répartir tout excédent ou déficit d'un exercice sur l'un des deux exercices suivants, ou sur les deux, à moins que le ministre des Finances exige que l'excédent soit versé au Trésor en vertu du paragraphe 69 (2).

2. Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent des bons du Trésor du gouvernement du Canada d'un montant de 0,395 million de dollars au 31 mars 2006 (1,136 million de dollars en 2005), qui viennent à échéance entre mai et juin 2006 et portent intérêt à des taux variant de 3,63 % à 3,80 % (2,01 % à 2,42 % en 2005).

La Société a une ligne de crédit disponible d'un montant de 5 millions de dollars qui demeurait inutilisée au 31 mars 2006. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel et elle n'est pas garantie.

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

3. Comptes débiteurs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs de clients	**74 234 $**	69 869 $
Moins : provision pour créances douteuses	**(34 113) $**	(32 289) $
Débiteurs de clients (net)	**40 121**	37 580
Moins : portion du long terme des débiteurs de clients	**(28 989)**	(31 409)
Débiteurs de clients à court terme	**11 132**	6 171
Montant à recevoir de la Fondation du droit	**3 776**	1 876
Autres comptes débiteurs	**3 552**	3 590
	18 460 $	11 637 $

La Société dispose d'un programme de contributions des clients qui s'applique aux bénéficiaires de l'aide juridique qui ne satisfont pas aux critères d'admissibilité financière régissant l'attribution d'un certificat sans contribution. Pour recevoir l'aide juridique dont elles ont besoin, ces personnes signent une entente de contribution par laquelle elles s'engagent à rembourser à la Société les coûts des services qui leur sont offerts. Ces ententes peuvent prévoir des versements mensuels, un privilège sur des biens, ou les deux.

4. Placements

	2006		2005	
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
Obligations du Canada Taux d'intérêt variant de 3,25 % à 5,10 % venant à échéance entre septembre 2007 et juin 2010	**7 342 $**	**7 342 $**	16 602 $	16 826 $
Obligations provinciales Taux d'intérêt variant de 3,15 % à 6,25 % venant à échéance entre mai 2009 et décembre 2011	**5 692**	**5 709**	23 799	24 245
Obligations de sociétés Taux d'intérêt variant de 3,32 % à 7,0 % venant à échéance entre juin 2008 et mars 2013	**3 906**	**3 932**	12 056	12 282
Intérêts courus sur les obligations	**80**	**80**	723	723
	17 020 $	**17 063 $**	53 180 $	54 076 $
Moins : Réserve pour éventualités diverses				
- à court terme (note 9)	**(9 243) $**	**(9 274) $**	(1 679) $	(1 693) $
- à long terme (note 9)	**-**	**-**	(6 383)	(6 523)
	(9 243) $	**(9 274) $**	(8 062) $	(8 216) $
	7 777 $	**7 789 $**	45 118 $	45 860 $

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

4. Placements (suite)

Représentés par				
Placements à court terme	**7 777 $**	**7 789 $**	9 520 $	9 602 $
Placements à long terme	**-**	**-**	35 598	36 258
	7 777 $	**7 789 $**	45 118 $	45 860 $

La Société a établi une politique de placement conforme aux exigences prévues aux paragraphes 7(1), 7 (2), 7 (3) et 7 (4) du Règlement de l'Ontario 107/99 pris en application de la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique***. Les placements détenus par la Société au 31 mars 2006 sont conformes à ces exigences. La Société a réalisé un revenu total de placement de 0,9 million de dollars en 2006 (3,1 millions de dollars en 2005).

5. Immobilisations

	2006		2005	
	(en milliers de dollars)			
	Coût	**Amortissement cumulé**	Coût	Amortissement cumulé
Mobilier et matériel de bureau	**3 177 $**	**2 705 $**	3 112 $	2 442 $
Matériel informatique et logiciels	**17 104**	**15 983**	16 522	15 144
Logiciels conçus sur mesure	**817**	**817**	817	817
Logiciels pour toute l'entreprise	**15 628**	**3 746**	15 628	1 515
Améliorations locatives	**4 971**	**4 152**	4 931	3 648
	41 697 $	**27 403**	41 010 $	23 566 $
Valeur comptable nette		**14 294 $**		17 444 $

6. Comptes créditeurs et charges à payer

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Comptes juridiques - factures reçues mais non réglées	**9 756 $**	21 488 $
- travail exécuté mais non encore facturé	**56 266**	32 382
Incitations à la location	**66**	77
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	**5 700**	5 979
Indemnités de vacances	**719**	692
	72 507 $	60 618 $

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

6. Comptes créditeurs et charges à payer (suite)

À la fin de l'exercice, la direction estime la valeur du travail que les avocats du secteur privé ont accompli, mais n'ont pas encore facturé, à environ 56,3 millions de dollars (32,4 millions de dollars en 2005). Durant l'exercice, la Société a changé de méthode pour cette estimation : dans le passé, la valeur du travail accompli, mais pas encore facturé, était estimé d'après la moyenne sur sept ans des coûts et de la durée d'affaires similaires tandis que la nouvelle méthode tient compte de la date réelle de la prestation des services pour les comptes reçus au cours d'une période de dix-huit mois et du montant prévu des dépenses annuelles liées aux certificats. Ce changement de méthode a entraîné l'inscription de 33, 6 millions de dollars aux dépenses dans l'état des résultats de fonctionnement de l'exercice.

En raison de certains impondérables inhérents au procédé d'estimation, le montant estimatif des comptes juridiques différera probablement des charges réelles. Tout rajustement de l'estimation des charges entraînera l'augmentation ou la diminution correspondante des charges afférentes au programme de certificats, de l'insuffisance des revenus par rapport aux charges de l'exercice ainsi que de l'excédent (déficit) accumulé.

7. Apports reportés

Les variations des apports reportés afférents aux initiatives spéciales et des apports reportés en capital relatifs aux projets financés par la province de l'Ontario sont les suivantes :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Apports reportés afférents aux initiatives spéciales		
Solde au début de l'exercice	**- $**	60 $
Réalisation des apports reportés (note 1a))	**-**	(60)
	- $	
Apports reportés en capital		
Solde au début de l'exercice	**3 289 $**	5 128 $
Apports afférents à des immobilisations	**-**	-
Amortissement des apports reportés (note 1a))	**(1 278)**	(1 839)
	2 011 $	3 289
	2 011 $	3 289 $

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

8. Variations des actifs nets investis en immobilisations

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	**14 155 $**	9 761 $
Amortissement	**(3 840)**	(3 595)
Amortissement des apports reportés	**1 278**	1 839
Acquisition d'immobilisations	**690**	6 150
Apports afférents à des immobilisations	**-**	-
Cession d'immobilisations	**-**	-
	12 283 $	14 155 $
Représentés par		
Immobilisations (note 5)	**14 294 $**	17 444 $
Apports reportés en capital (note 7)	**(2 011)**	(3 289)
	12 283 $	14 155 $

9. Réserve pour éventualités diverses

Le paragraphe 66 (4) de la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*** exige que la Société maintienne le fonds de réserve pour éventualités qui est prescrit. L'article 6 du Règlement de l'Ontario 107/99 pris en application de cette loi exige que la Société ouvre un compte pour cette réserve et y verse la somme de 20 millions de dollars à titre de capital. La Société a satisfait à cette obligation en 2000-2001. Le règlement exige aussi que la Société obtienne l'approbation préalable du procureur général pour tout retrait portant le total des sommes retirées du fonds à plus de 5 millions de dollars. La Société doit joindre à sa demande d'approbation un exposé des raisons pour lesquelles le retrait est nécessaire, un calendrier de remboursement et un énoncé des dispositions qu'elle a prises pour éviter qu'un tel besoin se présente de nouveau à l'avenir.

Le 19 juin 2003, le gouvernement provincial a ordonné à la Société d'utiliser ce fonds de réserve pour financer les coûts encourus à la suite de l'augmentation des tarifs entrée en vigueur le 1er août 2002. Le montant prélevé dans la réserve pour financer les coûts résultant de l'augmentation des tarifs d'août 2002 et encourus en 2005-2006 s'élevait à 5,105 millions de dollars (10,658 millions de dollars en 2005).

En raison de contraintes financières, la Société ne prévoit pas actuellement de renflouer le fonds de réserve pour le rétablir au niveau où il se trouvait avant les retraits effectués pour financer les coûts résultant de l'augmentation des tarifs d'août 2002. La Société prévoit que le solde sera liquidé durant le prochain exercice.

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	**7 740 $**	18 398 $
Virement de la réserve pour éventualités diverses à l'excédent accumulé	**(5 105)**	(10 658)
Solde à la fin de l'exercice	**2 635 $**	7 740 $

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

9. Réserve pour éventualités diverses (suite)

Représenté par	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Espèces et quasi-espèces	**395 $**	1 136 $
Montant versé à l'excédent accumulé	**(7 003)**	(1 458)
Placements – court terme (note 4)	**9 243**	1 679
Placements – long terme (note 4)	**-**	6 383
	2 635 $	7 740 $

10. Domaines de pratique des cliniques

La Société procure aux cliniques communautaires le financement qui leur permet de fournir des services d'aide juridique à la communauté qu'elles servent, sur une base autre que d'après la formule de rémunération à l'acte. Les cliniques communautaires sont des organismes constitués en personnes morales sans capital-actions et elles sont régies et gérées par un conseil d'administration. Les cliniques communautaires sont indépendantes de la Société, mais lui sont redevables en vertu des articles 33 à 39 de la ***Loi de 1998 sur les services d'aide juridique***. Chaque clinique communautaire fait l'objet d'une vérification individuelle et doit fournir à la Société des états financiers vérifiés pour la période de financement.

Le montant total des subventions aux cliniques se répartit comme suit :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Sommes versées aux cliniques ou pour le compte de celles-ci	**56,076 $**	53 349 $
Frais d'administration	**1,684**	1 665
	57,760 $	55 014 $

11. Engagements et éventualités

a) La Société délivre des certificats aux particuliers qui demandent une aide juridique. Chaque certificat émis autorise la prestation de services juridiques selon les lignes directrices en matière de tarifs. Au 31 mars 2006, selon les estimations de la direction, la Société pourrait encore être responsable de certificats émis le 31 mars 2006 ou avant cette date, pour un montant total de 44 millions de dollars qui s'ajoute aux factures reçues et au travail effectué et non encore facturé.

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

11. Engagements et éventualités (suite)

b) La Société loue des locaux et du matériel de bureau dans toute la province. Le loyer de base et les charges d'exploitation estimatives pour les cinq prochains exercices, en se basant sur les renseignements de l'exercice précédent, sont approximativement les suivants :

	Loyer de base	Charges d'exploitation	Total
		(en milliers de dollars)	
2007	6 479 $	2 811 $	9 290 $
2008	6 048	2 625	8 673
2009	3 384	1 392	4 776
2010	1 775	662	2 437
2011	1 312	484	1 796
Par la suite	1 751	660	2 411
	20 749 $	8 634 $	29 383 $

c) La Société représente la partie défenderesse dans un certain nombre d'actions en justice dans le cadre normal de la conduite de ses affaires. La conclusion et le règlement final de ces actions ne seront probablement pas importants et ne peuvent être déterminés à l'heure actuelle. Les pertes, le cas échéant, seront comptabilisées dans l'exercice au cours duquel interviendra un règlement.

Certaines des actions en justice ci-dessus sont couvertes par une assurance après l'application d'une franchise allant jusqu'à 0,05 million de dollars, selon le moment auquel survient la demande et la nature de la demande.

12. Régimes de retraite

La Société offre un régime de retraite prévoyant le versement de prestations de retraite à ses salariés. Le régime comporte deux volets : un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées.

Volet à cotisations déterminées

Le volet à cotisations déterminées du régime couvre 566 salariés (566 salariés en 2005), soit la majorité du personnel. La Société verse des cotisations au volet à cotisations déterminées du régime, contribution qui se limite à faire des versements réguliers correspondant au montant des cotisations versées par les salariés pour les services rendus au cours de l'exercice. La charge de retraite de la Société correspondant à ce volet du régime s'est élevée à 1,550 million de dollars pour l'exercice à l'étude (1,273 million de dollars en 2005).

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

12. Régimes de retraite (suite)

Volet à prestations déterminées

Le volet à prestations déterminées du régime couvre 11 participants (15 en 2005). Dans le cadre de ce régime, les prestations au moment de la retraite sont déterminées en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération durant les années d'emploi. Des évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation doivent être effectuées à intervalles ne dépassant pas trois ans. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée lors de l'exercice 2008, selon la valeur en janvier 2008. La Société verse des cotisations à ce volet du régime selon les montants recommandés par l'actuaire.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, une évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité a été effectuée en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'actualisation	6,0 %
Taux de croissance de la rémunération	4,0 %
Taux de rendement prévu des actifs	6,0 %

L'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 indique un déficit actuariel de 0,049 million de dollars (excédent de 0,023 million de dollars en 2005), résultant d'une obligation au titre des prestations constituées d'environ 2,675 millions de dollars (2,311 millions de dollars en 2005) et d'une valeur marchande des actifs du régime disponibles pour fournir ces prestations d'environ 2,625 millions de dollars (2,334 millions de dollars en 2005). La charge de retraite pour l'exercice était de 0,008 million de dollars (revenu de retraite de 0,030 million de dollars en 2005) et le passif (l'actif) au titre des prestations constituées était de 0,002 million de dollars au 31 mars 2006 (0,024 million de dollars en 2005). Au cours de l'exercice, les cotisations des salariés et de la Société étaient de 0,031 million de dollars (0,037 million de dollars en 2005) et 0,035 million de dollars (aucune en 2005) respectivement. La Société a versé des prestations totalisant 0,043 million de dollars (0,046 million de dollars en 2005).

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'établissement d'un régime complémentaire de retraite pour certains cadres désignés. Au terme du régime complémentaire de retraite, les prestations à la retraite sont déterminées selon les années de service et la rémunération durant les années d'emploi. Le régime n'est pas capitalisé et la Société paiera les prestations lorsqu'elles deviendront exigibles. Une évaluation comptable du régime de retraite sans capitalisation a été effectuée au 31 mars 2006.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, une évaluation actuarielle aux fins de comptabilité a été effectuée en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'actualisation	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération	3,0 %

Aide juridique Ontario
Notes afférentes aux états financiers (suite)

31 mars 2006

12. Régimes de retraite (suite)

Selon l'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, la charge de retraite de la Société pour ce régime s'élevait à 0,102 million de dollars pour l'exercice (0,088 million de dollars en 2005), l'obligation au titre des prestations constituées était de 0,969 million de dollars au 31 mars 2006 (0,568 million de dollars en 2005) et le passif au titre des prestations constituées était de 0,436 million de dollars au 31 mars 2006 (0,335 million de dollars en 2005). Au cours de l'exercice, la Société et les salariés n'ont versé aucune cotisation à ce régime (aucune en 2005).

13. Changement dans les conventions comptables

Au cours des années antérieures, la Société enregistrait les comptes débiteurs et les revenus liés aux contributions des clients ainsi qu'aux jugements, dépens et règlements d'après les encaissements reçus durant l'exercice. La direction a mené une étude durant l'exercice 2006 afin de déterminer le solde des comptes débiteurs selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et ces états financiers reflètent par conséquent les changements dans les conventions comptables adoptés rétroactivement. Ainsi, les présents états financiers reflètent désormais les revenus et les comptes débiteurs provenant des contributions des clients au moment où les services sont fournis et, pour les jugements, dépens et règlements, au moment où ils sont accordés. Les répercussions de ce changement dans les conventions comptables sont les suivantes :

	2006 (en milliers de dollars) déclaré initialement	2005 redressé
Comptes débiteurs clients	**12 997 $**	37 580 $
Excédent accumulé au début de l'exercice	**14 402**	35 186
Contributions des clients	**11 411**	15 210
Insuffisance des revenus par rapport aux charges de l'exercice	**(13 455)**	(9 656)
Excédent accumulé au début de l'exercice	**7 211**	31 794

14. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES DE L'ONTARIO

Les états financiers de le Centre Centennial des sciences et de la technologie n'étaient pas prêts au moment de l'impression des Comptes publics.

Commission de l'énergie de l'Ontario

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION

La direction de la Commission de l'énergie de l'Ontario est responsable de l'intégrité et de la présentation fidèle des états financiers et des autres renseignements présentés dans le rapport annuel. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Principes comptables généralement reconnus au Canada. La préparation des états financiers exige nécessairement que la direction fasse preuve de jugement et qu'elle emploie les meilleures estimations, particulièrement lorsque l'effet des transactions touchant l'exercice en cours ne peut être déterminé avec certitude avant les prochains exercices.

La Commission a recours à des systèmes de contrôle comptable internes conçus pour offrir une assurance raisonnable que les renseignements financiers fiables soient disponibles rapidement, que l'actif et le passif de la Commission soient comptabilisés adéquatement et que la sauvegarde de l'actif soit assurée.

Les états financiers ont été examinés et approuvés par le Comité de gestion de la Commission. De plus, ils ont fait l'objet d'une vérification de la part du vérificateur général de l'Ontario, dont le rapport suit.

Catherine Barker-Hoyes
Directrice générale des services opérationnels
Le 29 juin 2006

Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Commission de l'énergie de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la Commission de l'énergie de l'Ontario au 31 mars 2006, l'état des résultats de fonctionnement et de l'actif net ainsi que l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité des présents états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à assurer un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. Une vérification comprend l'examen par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables, des estimations importantes faites par la direction et de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les Principes comptables généralement reconnus au Canada.

Toronto, Ontario
Le 29 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

Commission de l'énergie de l'Ontario
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Au 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
ACTIF		
Actif à court terme :		
Espèces	16,545,313	12,381,544
Comptes débiteurs	3,630,250	8,100,336
Dépôts et charges payées d'avance	212,362	100,700
Frais d'audience devant être évalués	86,923	289,675
Total de l'actif à court terme	20,474,848	20,872,255
Immobilisations (note 3)	7,732,731	3,433,610
TOTAL DE L'ACTIF	**28,207,579**	**24,305,865**
PASSIF		
Passif à court terme :		
Revenus reportés à recouvrer (note 4)	9,645,322	12,695,954
Comptes créditeurs et charges à payer	4,382,427	6,639,286
Sommes payables à la province de l'Ontario	0	126,390
Total du passif à court terme	14,027,749	19,461,630
Passif à long terme :		
Revenus reportés liés aux immobilisations (note 9)	5,116,141	3,285,310
Incitatif de location reporté (note 8)	3,736,219	854,685
Total du passif à long terme	8,852,360	4,139,995
TOTAL DU PASSIF	**22,880,109**	**23,601,625**
RÉSERVE DE FONCTIONNEMENT (note 5)	4,623,230	0
ACTIF NET (note 7)	704,240	704,240
TOTAL DU PASSIF, DE LA RÉSERVE ET DE L'ACTIF NE	**28,207,579**	**24,305,865**

Voir les notes complémentaires des états financiers

Au nom du Comité de gestion

Président Vice-président Vice-présidente

Commission de l'énergie de l'Ontario
ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT ET DE L'ACTIF NET
Exercice clos le 31 mars

	2,006 $	2,005 $
REVENUS		
Revenus d'intérêt	464,994	300,081
Droits liés aux permis	423,452	24,500
Autres revenus	29,979	0
	918,425	324,581
Recouvrement des coûts :		
Recouvrement des coûts généraux (note 4)	23,488,649	23,761,007
Coûts liés aux audiences	119,017	218,960
Amort. des revenus reportés liés aux immobilisations	955,176	240,204
	24,562,842	24,220,171
TOTAL DES REVENUS	**25,481,267**	**24,544,752**
CHARGES		
Coûts liés au personnel et aux membres de la Commis:	17,841,352	14,960,222
Bien-fonds	2,296,367	1,649,958
Consultants et professionnels	1,864,368	4,518,271
Bureaux et administration	1,083,732	1,060,182
Médias et publications	518,808	411,183
Réunions, séminaires et déplacements	387,674	337,914
Technologies de l'information	295,834	484,616
Financement des intervenants	227,902	882,202
Amortissement	965,230	240,204
TOTAL DES CHARGES	**25,481,267**	**24,544,752**
EXCÉDENT DES REVENUS PAR RAPPORT AUX CHARG	**0**	**0**
Actif net, au début de la période	704,240	704,240
ACTIF NET, à la fin de la période	**704,240**	**704,240**

Voir les notes complémentaires des états financiers

Commission de l'énergie de l'Ontario
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Exercice clos le 31 mars

	2,006	2,005
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités suivantes :		
RECOUVREMENT DES COÛTS :		
Évaluations des coûts généraux	27,757,308	29,545,565
Frais d'audience devant être évalués	321,769	111,316
	28,079,077	29,656,881
FONCTIONNEMENT		
Revenus autres que le recouvrement des coûts	918,425	324,581
Charges	-25,481,267	-24,544,752
Rajustements pour :		
Amortissement	965,230	240,204
Changements aux fonds de roulement hors caisse :		
Comptes débiteurs	4,470,086	-8,031,123
Dépôts et charges payées d'avance	-111,662	-5,926
Comptes créditeurs et charges à payer	-2,256,859	5,543,942
Incitatif de location reporté	2,881,534	854,685
Revenus reportés à recouvrer	89,946	8,090,652
	-18,524,567	-17,527,737
FINANCEMENT		
Sommes payables à la province de l'Ontario	-126,390	-6,180,194
	-126,390	-6,180,194
INVESTISSEMENT		
Achats de biens immobilisés	-5,264,351	-2,939,252
	-5,264,351	-2,939,252
AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE	4,163,769	3,009,698
Encaisse, au début de la période	12,381,544	9,371,846
Encaisse, à la fin de la période	16,545,313	12,381,544

Voir les notes complémentaires des états financiers

Notes complémentaires des états financiers, le 31 mars 2006

1. Nature de la Commission

La Commission de l'énergie de l'Ontario (la « Commission ») est l'autorité de réglementation des industries du gaz naturel et de l'électricité en Ontario. La Commission fournit en outre des conseils sur les questions liées à l'énergie qui lui sont soumises par le ministre de l'Énergie ou le ministre des Richesses naturelles.

Aux termes de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*, la Commission de l'énergie de l'Ontario est, depuis le 1er août 2003, une société de la Couronne sans capital-actions. Elle est autorisée à financer entièrement ses coûts de fonctionnement auprès des participants au marché du gaz et de l'électricité.

Le 9 décembre 2004, la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité* a été adoptée. Cette Loi a modifié la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* afin, entre autres choses, de modifier les objectifs de la Commission et de transférer le Comité de surveillance du marché (qui relevait auparavant de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité) à la Commission à compter du 1er janvier 2005.

À titre d'organisme de la Couronne de l'Ontario, la Commission bénéficie d'une exemption d'impôt fédéral et provincial aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada ainsi que des taxes sur les biens et les services aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers comprennent les suivantes :

a) Constatation des produits

La Commission suit la méthode comptable du report pour le recouvrement des coûts. La constatation des revenus de recouvrement est liée aux charges de la Commission comme suit :

- Le recouvrement des coûts liés aux audiences, évalués aux termes de l'article 30 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*, est constaté lorsque les charges afférentes sont engagées.
- Le recouvrement des coûts généraux, évalués aux termes de l'article 26 de la *Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*, est constaté à titre de portion des charges de la Commission qui n'est pas recouverte par d'autres moyens et qui excèdent les droits de permis et les revenus de placements. Le recouvrement des coûts généraux liés aux dépenses d'immobilisation est reporté. Les revenus reportés liés aux immobilisations sont amortis et constatés à titre de revenus sur la même base que celle l'amortissement des immobilisations sous-jacentes.

Les droits de permis sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont encaissés et les revenus de placements le sont dès qu'ils sont à recevoir.

2. Principales conventions comptables (suite)

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, commençant au cours de l'exercice suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique et logiciels afférents	3 ans
Équipement audio-visuel	3 ans
Améliorations locatives	Durée du conirat de location

c) Instruments financiers

La Commission n'utilise pas d'instruments financiers dérivés. La valeur comptable des espèces, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et des charges à payer équivaut approximativement à leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme.

d) Utilisation des prévisions

La préparation des états financiers conformément aux Principes comptables généralement reconnus exige que la direction effectue des prévisions et utilise des hypothèses qui ont des effets sur la comptabilisation de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les totaux comptabilisés des revenus, des charges et des sommes recouvrées durant l'année. Les sommes réelles peuvent être différentes des prévisions.

e) Régime d'avantages sociaux des employés

La Commission offre un régime de retraite à ses employés à temps plein par l'entremise d'une participation au Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario, un régime de retraite à prestations déterminées financé par de nombreux employeurs. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées, puisque la Commission ne dispose pas de renseignements suffisants pour utiliser une comptabilité de régime à prestations déterminées.

La Commission a également constitué un régime de retraite par capitalisation partielle supplémentaire pour certains membres à plein temps. La Commission constate son obligation relativement au régime de retraite par capitalisation partielle supplémentaire et des coûts reliés. Aux fins d'évaluation, la provision actuarielle et le coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice sont déterminés par des actuaires indépendants au moyen de la méthode de projection des prestations, au prorata des hypothèses les plus probables de la direction.

La Commission n'est pas responsable du coût des avantages sociaux non liés à la pension après la retraite des employés. La responsabilité de ces coûts incombe à la province de l'Ontario.

3. Immobilisations

	COÛT $	AMORTISSEMENT CUMULÉ $	VALEUR COMPTABLE NETTE EN 2006 $	VALEUR COMPTABLE NETTE EN 2005 $
Mobilier et équipement de bureau	2 244 648	303 857	1 940 791	1 477 364
Équipement informatique et logiciels afférents	3 091 421	811 025	2 280 396	1 500 195
Équipement audio-visuel	587 458	74 858	512 599	224 576
Améliorations locatives	3 014 638	15 693	2 998 945	231 475
	8 938 165	1 205 433	7 732 731	3 433 610

4. Évaluations de l'industrie pour 2005-2006

Durant l'exercice 2005-2006, on a estimé les coûts des participants des industries du gaz et de l'électricité pour l'exercice 2005-2006 en se fondant sur les sommes prévues dans le budget. Les sommes évaluées dépassant les coûts réels ont été utilisées en partie afin de constituer une réserve de fonctionnement et les sommes restantes ont été utilisées afin de réduire les évaluations de 2006-2007 et comptabilisées à titre de Revenus reportés à recouvrer dans l'État de la situation financière. Les coûts réels et le calcul des Revenus reportés à recouvrer sont détaillés dans les tableaux suivants.

a) Coûts réels pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
Coûts liés au personnel et aux membres de la Commission	17 841 352 $
Bien-fonds	2 296 367
Consultants et professionnels	1 864 368
Bureaux et administration	1 083 732
Médias et publications	518 808
Réunions, séminaires et déplacements	387 674
Technologies de l'information	295 834
Financement des intervenants	227 902
Amortissement des améliorations locatives	10 054
Total des charges	24 526 091
Recouvrement des coûts liés aux audiences, droits de permis, revenus d'intérêts et autres revenus	(1 037 442)
Recouvrement des coûts généraux	23 488 649 $

b) Revenus reportés à recouvrer au 31 mars 2006

	2006
Évaluations	27 757 308
Moins : revenus provenant du recouvrement des coûts généraux	23 488 649
Revenus reportés à recouvrer liés aux activités de l'exercice 2005-2006	4 268 659
Rapprochement 2004-2005	4 605 302
Solde des revenus reportés à recouvrer liés aux immobilisations en 2004-2005	2 330 134
Facturation du 1er trimestre de 2006-2007	8 180 598
Moins : Réserve de fonctionnement de 2005-2006	4 623 230
Revenus reportés à recouvrer au 31 mars 2006	14 761 463

Présentation des états financiers :		
Rapprochement 2005-2006 (Note 5)	1 464 724	
Rajustement pour la facturation du 1er trimestre de 2006-2007	8 180 598	
Revenus reportés à recouvrer		9 645 322
Revenus reportés à recouvrer liés aux immobilisations		5 116 141
Total des Revenus reportés à recouvrer au 31 mars 2006		14 761 463

5. Réserve de fonctionnement et rapprochement pour 2005-2006

Étant donné que la Commission est un organisme autofinancé, elle a été autorisée à constituer une réserve de fonctionnement correspondant à 15 % de ses besoins en revenus annuels (4 623 230 $), laquelle est destinée à la gestion des flux de trésorerie et au maintien du fonds de roulement. La réserve devait être financée à partir des surplus provenant de la réduction des dépenses, des surplus provenant des pénalités et d'une charge de 15 % prélevée sur le financement annuel.

La réserve de fonctionnement était entièrement financée au 31 mars 2006 :

	2006
Versement dans la réserve de fonctionnement comptabilisé sous Évaluation des coûts 2005-2006	1 541 074
Réserve de fonctionnement financée par la réduction des dépenses en 2005-2006	3 082 156
Réserve de fonctionnement au 31 mars 2006	4 623 230

Les sommes excédant la réserve sont comptabilisées dans le rapprochement qui sera utilisé pour réduire l'évaluation de l'exercice 2006-2007 comme suit :

		2006
Recouvrement des coûts généraux (note 4a)	23 488 649	
Plus : Dépenses en immobilisations	2 786 007	
Total de l'évaluation avant réserve de fonctionnement		26 274 656

Total de l'évaluation après la comptabilisation de la réserve de fonctionnement	32 362 610
Excédant de la comptabilisation du total de l'évaluation après la réserve de fonctionnement	(6 087 954)
Versement dans la réserve de fonctionnement comptabilisé sous Évaluation des coûts 2005-2006	1 541 074
Réduction des dépenses en 2005-2006	(4 546 880)
Moins : Réserve de fonctionnement financée par la réduction des dépenses en 2005-2006	3 082 156
Rapprochement 2005-2006	(1 464 724)

6. Avantages sociaux futurs des employés

La contribution de la Commission au Régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice 2006-2007 était de 907 956 $ (733 303 $ en 2005) et est comprise dans les Coûts liés au personnel et aux membres de la Commission indiqués dans l'État des résultats de fonctionnement et de l'actif net.

7. Opérations entre apparentés

La Commission a effectué les transactions suivantes avec la province de l'Ontario :

a) Le ministère de l'Énergie a offert une subvention ponctuelle de transition de 704 240 $ pour l'important transfert des employés du ministère à la Commission qui a eu lieu le 29 mars 2004.

b) La province de l'Ontario est responsable du coût des avantages sociaux non liés à la pension après la retraite des employés, tel que décrit à la note 2e.

8. Incitatif de location reporté et engagements dans les contrats de location-exploitation

Durant l'exercice 2004-2005, la Commission a conclu un engagement de preneur à bail pour ses bureaux, lequel comportait divers incitatifs de location. L'incitatif de location reporté représente les avantages des engagements pris dans un contrat de location-exploitation qui sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 15 ans, soit la durée du contrat.

Les changements des incitatifs de location reportés sont les suivants :

	2006	2005
Solde au début de l'exercice	854 680 $	0
Plus : Améliorations locatives	2 478 344	148 300
Autres incitatifs de location	741 367	790 755
Total des incitatifs de location	3 219 711	939 055
Moins : Amortissement des incitatifs de location reportés déduits des dépenses d'entretien de l'immeuble	(338 172)	(84 375)
Solde, à la fin de l'exercice	3 736 219 $	854 680 $

Les paiements annuels minimaux aux termes du contrat de location-exploitation pour les 15 prochaines années et totaux sont les suivants :

2007	2 155 980 $
2008	2 185 756
2009	2 216 158
2010	2 282 601
2011 et par la suite	25 834 173
	34 674 668 $

9. Revenus reportés liés aux immobilisations

Dans le cadre des incitatifs de location compris dans le contrat de location, le propriétaire a payé 2 626 644 $ en améliorations locatives au nom de la Commission depuis l'entrée en vigueur du bail le 1er janvier 2005. Par conséquent, ces améliorations locatives qui sont incluses dans les immobilisations n'ont pas été comptabilisées dans les revenus reportés liés aux immobilisations.

Valeur comptable nette des immobilisations en 2005-2006	7 732 731 $
Moins : améliorations locatives payées par le propriétaire	2 626 644 $
Plus : Amortissement des améliorations locatives payées par le propriétaire	10 054 $
Revenus reportés liés aux immobilisations	5 116 141 $

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation actuelle.

Ontario Racing Commission

Suite 400
10 Carlson Court
Toronto, Ontario
M9W 6L2
Tel 416 213-0520
Fax 416 213-7827

Commission des courses de l'Ontario

Bureau 400
10 Carlson Court
Toronto (Ontario)
M9W 6L2
Tel 416 213-0520
Télec 416 213-7827

Commission des courses de l'Ontario

Responsabilité quant à l'information financière

Les états financiers ci-joints de la Commission des courses de l'Ontario ont été compilés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et leur responsabilité incombe à la direction. Leur préparation suppose nécessairement l'utilisation de données estimatives fondées sur le jugement de la direction, surtout lorsque les opérations visant la période comptable en cours ne peuvent être arrêtées avec certitude que dans les périodes subséquentes. Les présents états financiers ont été dressés avec soin, compte tenu des limites raisonnables en matière d'importance relative et à la lumière des données disponibles le 7 juillet 2006.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et tient un système de contrôles internes d'ordre administratif et comptable visant à assurer, avec une certitude raisonnable, la disponibilité de données financières pertinentes, fiables et exactes, d'une part, ainsi que la prise en compte et la protection adéquates des éléments d'actif de la Commission, d'autre part.

La Commission désignée est chargée de veiller à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière et est responsable en dernier ressort de l'examen et de l'approbation des états financiers.

La Commission rencontre à intervalles réguliers la direction et le Bureau du vérificateur général pour discuter des contrôles internes régissant le processus de présentation de l'information financière, des questions de vérification et d'information financière, et pour s'assurer que chaque groupe a bel et bien exécuté ses responsabilités respectives.

Le Bureau du vérificateur général, qui a vérifié les présents états financiers, a pour mandat d'exprimer une opinion sur la question de savoir s'ils sont présentés d'une façon conforme aux principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur explique brièvement la nature de son examen et exprime son opinion sur cette question.

Au nom de la direction :

John L. Blakney
Directeur exécutif

Gregory A. Fernandes
Directeur, Finances et administration

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Commission des courses de l'Ontario
et au ministre des Services gouvernementaux

J'ai vérifié le bilan de la Commission des courses de l'Ontario au 31 mars 2006 ainsi que l'état des résultats et des recettes non réparties et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 7 juillet 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

Commission des courses de l'Ontario

Bilan
au 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $) (Redressé - Note 3)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	2 460	2 036
Débiteurs	532	101
Charges payées d'avance	209	48
	3 201	2 185
Immobilisations (Note 8)	635	200
	3 836	2 385
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 111	1 177
Recouvrement des coûts reportés de l'industrie (Note 5c)	50	-
	1 161	1 177
Passif à long terme		
Obligation au titre des prestations constituées (Note 6c)	651	648
Avantage incitatif reporté (Note 12)	460	-
	1 111	648
Actif net		
Recettes non réparties (Note 11)	1 564	560
	3 836	2 385

Engagements (Note 9)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom de la Commission :

Président

Membre

Commission des courses de l'Ontario

État des résultats et des recettes non réparties
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $) (Redressé - Note 3)
Revenus		
Prélèvement de piste (Note 4)	5 883	6 027
Prélèvement réglementaire(Note 4)	4 001	3 005
Droits de licence et d'inscription	1 777	1 864
Amendes et pénalités	326	522
Recouvrement des coûts de l'industrie (Note 5)	338	
Intérêts créditeurs	77	24
Revenus totaux	12 402	11 442
Charges		
Traitements et salaires	5 491	5 143
Avantages sociaux (Note 6)	1 109	899
Services (Note 10)	3 327	3 291
Transports et communications	1 148	1 115
Fournitures	184	192
Amortissement	139	137
Charges totales	11 398	10 769
Excédent des revenus sur les charges	1004	673
Recettes non réparties (déficit) au début de l'exercice	560	(113)
Recettes non réparties à la fin de l'exercice (Note 11)	1 564	560

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Commission des courses de l'Ontario

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $) (Redressé - Note 3)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les charges	1 004	678
Amortissement	139	131
	1 143	809
Variation des éléments sans effet sur la trésorerie		
Fonds de roulement hors trésorerie	(658)	157
Recouvrement des coûts reportés de l'industrie	50	-
Obligation au titre des prestations constituées	3	47
Avantage incitatif reporté	460	-
	(145)	204
	998	1 013
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(574)	(31)
Variation nette de la trésorerie	424	982
Trésorerie au début de l'exercice	2 036	1 054
Trésorerie à la fin de l'exercice	2 460	2 036
Trésorerie composée de :		
Fonds d'administration générale	1 460	1 036
Réserve (Note 11)	1 000	1 000
	2 460	2 036

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Commission des courses de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

1. MISSION DE LA COMMISSION

Depuis le 15 décembre 2000, la *Loi de 2000 sur la Commission des courses de chevaux* prorogeait la Commission des courses de l'Ontario (la « Commission ») sous forme d'organisme de réglementation indépendant et autofinancé de la Couronne. La Commission est chargée d'administrer, de diriger, de contrôler et de réglementer les courses de chevaux dans la province.

En tant qu'organisme de la Couronne de l'Ontario, la Commission est exemptée de l'impôt fédéral et provincial en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Voici le résumé des principales conventions comptables utilisées dans leur préparation.

(a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la durée probable d'utilisation de l'actif, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, comme suit :

Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	durée du bail à couvrir

(b) Constatation des revenus

Les revenus tirés du prélèvement de piste et du prélèvement réglementaire sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Les revenus tirés des droits de licence et d'inscription sont constatés au moment de la délivrance.

Les revenus tirés des amendes et des pénalités, déduction faite d'une provision pour les sommes irrécouvrables, sont constatés au moment de l'imposition des amendes et des pénalités.

(c) Constatation des charges

Les charges sont constatées selon la comptabilité d'exercice à mesure qu'elles sont engagées, dans l'exercice auquel elles se rapportent.

(d) Recours aux estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des prévisions et des hypothèses ayant des répercussions sur les montants d'actif et de passif

Commission des courses de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

déclarés à la date des états financiers et sur les revenus et les charges déclarés pour la période. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

3. MODIFICATION DE LA CONVENTION COMPTABLE

Pendant l'exercice 2006, la Commission a adopté un nouvelle convention pour tenir compte de la paie de vacances en accumulant les paiements connexes au moment où ils sont gagnés plutôt qu'au moment où ils sont versés. La convention ayant été appliquée rétroactivement, voici son effet sur les chiffres de l'exercice 2005 :

	Établi antérieurement 2005 (000 $)	Augmentation (Diminution) (000 $)	Redressé 2005 (000 $)
Créditeurs et charges à payer	1 028	149	1 177
Obligation au titre des prestations constituées	608	40	648
Traitements et salaires	5 130	13	5 143
Avantages sociaux	895	4	899
Excédent des revenus sur les charges	695	(17)	678
Excédent accumulé (déficit) au début de l'exercice	54	(172)	(118)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	749	(189)	560

4. PRÉLÈVEMENT DE PISTE ET PRÉLÈVEMENT RÉGLEMENTAIRE

Pendant l'exercice 2004, le prélèvement de piste était calculé en pourcentage du total des enjeux de chaque association, tandis que le prélèvement réglementaire était calculé selon un pourcentage des bourses payées à chaque hippodrome. Ces prélèvements sont fixés de façon à ce que la somme totale et les autres revenus de la Commission lui permettent de couvrir tous les frais associés à son exploitation.

5. RECOUVREMENT DES COÛTS DU SECTEUR

La Commission recouvre certains coûts de l'industrie pour ses activités :

(A) Programme d'amélioration du cheval

Depuis le 1er mai 2005, la Commission est responsable de l'administration du Programme d'amélioration du cheval (HIP). Il s'agit d'un programme incitatif de courses et d'élevage des chevaux créé en 1974. La raison d'être du programme est : de compléter les bourses payées; d'améliorer la qualité et la quantité de la population de chevaux de course en Ontario; de financer la recherche équine; de promouvoir les chevaux élevés en Ontario; et de promouvoir l'élevage et la propriété des chevaux dans la province. Un protocole d'entente (PE) établi le 30 septembre 1996 entre l'ancien ministère de la Consommation et du Commerce, l'Ontario Horse Racing Industry Association et la Commission prévoit une réduction des taxes sur le pari mutuel, ces revenus cédés étant alloués à divers participants du secteur. Le PE a été complété par des ententes ultérieures dans le but d'inclure une partie des revenus provenant des machines à sous des hippodromes. Au 31 décembre 2005, le programme avait un actif net d'environ 5 millions de dollars ainsi que des revenus et des charges annuels d'environ 49 millions de dollars, qui ne figurent pas dans les présents états financiers. Des états financiers distincts ont été préparés pour le HIP et vérifiés

Commission des courses de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

par une firme de comptables publics indépendantes. La Commission a recouvré 228 135 $ du HIP pour les coûts d'administration du programme.

(B) Programme de développement du secteur des courses de quarter horses

Selon une entente conclue entre la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et les propriétaires de l'hippodrome Ajax Downs, la Commission est responsable de l'administration du programme de développement du secteur des courses de quarter horses, dans le but d'établir un programme visant à améliorer le secteur des courses de quarter horses et des courses de chevaux en général en Ontario. Le programme est financé par une partie des revenus provenant des machines à sous de l'hippodrome depuis mars 2006. Au 31 mars 2006, le programme avait un actif net non vérifié d'environ 600 000 $ et n'avait entraîné aucune charge. Pour l'exercice 2007, la Commission prévoit recouvrer les frais administratifs du programme et préparer des états financiers distincts pour ce dernier, car l'actif, le passif, les revenus et les charges du programme ne figureront pas dans ces états financiers.

(C) Enquêtes liées à l'octroi de permis aux hippodromes

La Commission recouvre les coûts liés aux enquêtes d'admissibilité pour l'octroi de permis à de nouveaux hippodromes ou le transfert de titres des demandeurs. La Commission exige que les demandeurs paient à l'avance les coûts liés à l'enquête et inscrit ces frais payés d'avance sous forme de recouvrement des coûts reportés du secteur jusqu'à ce que les coûts connexes soient engagés. Pour l'exercice 2006, la Commission a engagé et recouvré 110 000 $ (2005 – 0 $).

6. AVANTAGES SOCIAUX

(a) Prestations de retraite

La Commission offre des prestations de retraite à tous ses employés permanents en vertu de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF), laquelle est un régime de retraite à prestations déterminées interentreprises créé par la province de l'Ontario. La Commission le comptabilise comme un régime à cotisations déterminées, car elle ne dispose pas de renseignements suffisants pour lui appliquer les règles de comptabilisation relatives aux régimes à prestations déterminées. La contribution de l'année de la Commission au titre de la CRF est de 332 539 $ (2005 — 308 669 $) et est incorporée aux avantages sociaux.

(b) Avantages non liés à la retraite

Les charges des autres avantages postérieurs au départ à la retraite sont payées par le ministère des Services gouvernementaux de gestion et ne figurent pas dans l'État des résultats et de l'excédent accumulé.

(c) Obligation au titre des prestations constituées

L'obligation au titre des prestations constituées comporte une charge relative aux primes de départ et aux paies de vacances des employés qui sont payables au moment de la cessation d'emploi ou du départ à la retraite. Pour l'exercice 2006, le coût de ces avantages sociaux futurs était de 144 164 $ (2005 – 84 630 $) et est incorporé aux avantages sociaux.

Commission des courses de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

7. REMUNÉRATION DES MEMBRES

La rémunération totale pour l'année du président et des membres de la Commission était de 153 963 $ (2005 – 125 851 $).

8. IMMOBILISATIONS

	2006 (000 $)			2005 (000 $)
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel informatique et logiciels	260	239	21	95
Ameublement et équipement de bureau	219	56	163	69
Améliorations locatives	522	71	451	36
	1 001	366	635	200

9. ENGAGEMENTS

La Commission a des engagements en vertu de contrats de location-exploitation de siége social et véhicules, assortis de paiements de location minimums, comme suit :

	Locaux (000 $)	Véhicules (000 $)	Total (000 $)
2007	-	225	225
2008	279	100	379
2009	335	33	368
2010	335	-	335
2011	346	-	346
2012 - 2016	1 755	-	1 755
	3 050	358	3 408

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Commission a versé les montants suivants à la province de l'Ontario : pour les services d'enquête et les services connexes de la Police provinciale de l'Ontario, la somme de 923 752 $ (2005 – 815 507 $); pour les services administratifs et de technologie de l'information, de même que pour l'utilisation de matériel informatique, la somme de 241 294 $ (2005 – 238 708 $).

11. RÉSERVE

Le paragraphe 13(1) de la *Loi de 2000 sur la Commission des courses de chevaux* permet à la Commission de conserver ses fonds excédentaires sauf si, en vertu du paragraphe 13(2), le ministre responsable de la Commission

Commission des courses de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

lui ordonne de verser au Trésor de la province de l'Ontario la partie de ses excédents que fixe le ministre. Pendant l'exercice 2002, la Commission a obtenu l'autorisation du ministère des Services gouvernementaux de constituer une réserve ne dépassant pas 25 % du budget annuel de fonctionnement de la Commission. Ce fonds de prévoyance servira à combler les manques à gagner imprévus.

12. AVANTAGE INCITATIF REPORTÉ

Dans le cadre de la convention de bail relative aux nouveaux locaux de son siège social, la Commission a négocié un avantage incitatif de 459 920 $ afin de couvrir les coûts des améliorations du domaine à bail. Cet avantage incitatif reporté sera amorti selon la méthode linéaire sur la période de 10 ans commençant le 1er avril 2006, date de début du bail.

13. DIVULGATION DES TRAITEMENTS

Le paragraphe 3(5) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige de divulguer le nom des employés du secteur public de l'Ontario dont la rémunération annuelle dépasse 100 000 $ pour l'année civile 2005. Voici le nom des employés de la Commission des courses de l'Ontario :

Nom	Fonction	Rémunération versée ($)	Avantages imposables ($)
Blakney, John L.	Directeur exécutif	132 147	6 736
Fernandes, Gregory A.	Directeur, Finances et administration	135 455	2 302
Fines, D. William	Superviseur des courses de Standardbred	111 544	164
Hall, Edwin	Superviseur des courses de Thoroughbred	135 424	0
McKinney, Robert S.	Directeur des enquêtes	128 928	196
Milanovich, Jasmina	Gérante, Affaires internes	102 261	150
Stone, Brent W.	Superviseur adjoint des courses de Standardbred	106 021	150
Stone, W. Terry	Directeur des courses	144 511	199

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction répond de l'intégrité des états financiers et des autres informations contenus dans le rapport annuel. Les états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario s'engage à fournir un exposé complet, clair et véridique de ses activités. Elle maintient un système interne de vérification pour assurer avec une certitude raisonnable l'accès à des renseignements financiers fiables dans les délais prévus. Les états financiers comprennent des montants établis d'après des estimations fondées sur le bon jugement de la direction quant à des opérations qui seront conclues au cours de périodes ultérieures.

Le conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses obligations en matière d'information financière et de contrôle interne. Les états financiers ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration. Le Rapport du vérificateur provincial, qui suit, présente la portée de l'examen et l'opinion du vérificateur.

David Wilson
Président-directeur général

Le 12 mai 2006

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

A la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

J'ai vérifié le bilan de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au 31 mars 2006 ainsi que l'état du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

J. R. McCarter, CA
Vérificateur général

Toronto (Ontario)
Le 12 mai 2006

BILAN

Au 31 mars

	2006	2005
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	55 900 077 $	36 588 846 $
Débiteurs	1 469 999	1 486 721
Charges payées d'avance	337 761	361 776
	57 707 837	38 437 343
RÈGLEMENTS AFFECTÉS (Note 3)	4 700 795	2 501 008
FONDS EN FIDUCIE (Note 4)	8 865 176	5 998 785
ACTIF DU FONDS DE RÉSERVE (Note 5)	32 000 000	32 000 000
IMMOBILISATIONS (Notes 6, 13(b))	4 017 062	4 022 511
	107 290 870 $	82 959 647 $
PASSIF		
A COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	9 927 782 $	8 441 504 $
Tranche actuelle des obligations en vertu des contrats de locations-acquisitions (Note 13(b))	139 215	–
	10 066 997	8 441 504
A LONG TERME		
Obligations en vertu de locations-acquisitions (Note 13(b))	295 931	–
Autres éléments de passif à long terme (Note 7(b))	1 231 788	1 114 747
	11 594 716	9 556 251
RÈGLEMENTS AFFECTÉS (Note 3)	4 700 795	2 501 008
FONDS EN FIDUCIE (Note 4)	8 865 176	5 998 785
EXCÉDENT		
FONCTIONNEMENT		
Fonds d'administration générale (Notes 8, 9)	50 031 939	32 805 359
Réserve (Note 5)	32 000 000	32 000 000
	82 031 939	64 805 359
SURPLUS D'APPORT	98 244	98 244
	82 130 183	64 903 603
	107 290 870 $	82 959 647 $

Fonds pour l'éducation des investisseurs (Note 10)
Engagements et éventualités (Notes 11,13)
Voir les notes afférentes aux états financiers

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION

David Wilson
Président

David L. Knight, FCA
Commissaire

ÉTAT DU FONCTIONNEMENT ET DE L'EXCÉDENT DU FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2006	2005
RECETTES		
Droits (Note 8)	79 977 793 $	78 444 824 $
Remboursement des droits (Note 8)	–	(14 935 360)
Revenu de placement	1 872 001	1 534 933
Divers (Note 9)	1 199 757	710 907
	83 049 551	65 755 304
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 12)	48 871 068	44 286 613
Administration	5 262 735	5 648 855
Charges locatives (Note 13(a))	4 569 769	4 036 881
Services professionnels (Note 12)	3 826 706	3 231 901
Amortissement	2 329 622	3 266 928
Autres charges	963 071	1 158 059
	65 822 971	61 629 237
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	17 226 580	4 126 067
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	64 805 359	60 679 292
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT À LA FIN DE LA PÉRIODE	82 031 939 $	64 805 359 $
Représenté par :		
Fonds d'administration générale	50 031 939 $	32 805 359 $
Réserve	32 000 000	32 000 000
	82 031 939 $	64 805 359 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2006	2005
RENTRÉES (SORTIES) DE FONDS NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES		
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement		
Excédent des recettes sur les dépenses	17 226 580 $	4 126 067 $
Redressement aux fins du gain sur disposition d'immobilisations	(29 608)	–
Redressements aux fins d'amortissement	2 329 622	3 266 928
	19 526 594	7 392 995
Évolution du fonds de roulement hors trésorerie :		
Débiteurs	16 722	(59 013)
Charges payées d'avance	24 015	104 147
Créditeurs et charges à payer	1 486 278	363 954
Obligations en vertu de locations-acquisitions	435 146	–
Autres obligations à long terme	117 041	186 687
	2 079 202	595 775
	21 605 796	7 988 770
Flux de trésorerie provenant des activités		
Produit de la vente d'immobilisations	144 625	–
Achat d'immobilisations	(2 439 190)	(2 052 416)
	(2 294 565)	(2 052 416)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	19 311 231	5 936 354
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	36 588 846	30 652 492
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	55 900 077 $	36 588 846 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

1. NATURE DE LA SOCIÉTÉ

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « Commission ») est une société sans capital-actions qui, en sa qualité d'organisme de réglementation et de tribunal administratif indépendants, surveille l'industrie des valeurs mobilières en Ontario. À titre de société de la Couronne, la Commission ne paie pas d'impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables observées dans leur préparation ont été les suivantes :

a) Investissements

Les investissements sont comptabilisés au coût, ce qui correspond approximativement à la valeur marchande.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la durée de vie utile estimative des éléments d'actif, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, c'est-à-dire :

Ameublement et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique et matériel connexe	2 ans
Améliorations locatives	durée du bail

c) Recettes

Les droits sont constatés au moment de leur matérialisation, soit normalement lors de leur réception.

Le recouvrement des frais des enquêtes est enregistré en tant que rajustement de la dépense leur correspondant à la date de la décision, sauf si la direction détermine que le recouvrement final est très aléatoire, dans quel cas le recouvrement est constaté à la réception du comptant.

d) Régime d'avantages sociaux des employés

La Commission offre des prestations de retraite à ses employés à plein temps en vertu du Régime de retraite des fonctionnaires, lequel est un régime de retraite à prestations déterminées interentreprises. La Commission le comptabilise comme un régime à cotisations déterminées, car elle ne dispose pas de suffisamment d'information pour lui appliquer les règles de comptabilisation relatives aux régimes à prestations déterminées.

La Commission maintient également pour certains employés à plein temps (note 7(b)) des régimes de retraite complémentaires sans capitalisation. Elle prend en charge ses obligations et les coûts connexes en vertu de ces régimes de retraite complémentaires sans capitalisation. L'obligation transitoire ainsi que l'excédent des gains ou des pertes actuariels sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres actifs, ou au cours de l'espérance de vie des membres inactifs, censés recevoir des prestations en vertu de ces régimes. Pour les besoins de l'évaluation, des actuaires indépendants déterminent la provision actuarielle et le coût des services rendus au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et à partir des hypothèses les plus probables de la direction.

Les charges des autres avantages sociaux postérieurs au départ à la retraite des salariés ne figurent pas dans l'État du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement, conformément à ce qui est mentionné à la note 14(c).

e) Recours aux estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction fasse des prévisions et des hypothèses ayant des répercussions sur les montants d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers et sur les recettes et les dépenses déclarées pour la période. Il est possible que les montants réels soient différents de ces estimations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

3. RÈGLEMENTS AFFECTÉS

La Commission a conclu un certain nombre d'accords de règlement résultant de procédures visant l'observation de la loi ; les fonds que la Commission reçoit ou doit recevoir au titre de ces règlements doivent être mis de côté pour être attribués à des tiers de son choix. Le solde comprend un autre règlement de 1 900 000 dollars, qui est assujetti à l'approbation du ministre idoine en vertu de la disposition de la *Loi sur les valeurs mobilières* en vigueur au moment de l'approbation du règlement. Les fonds cumulés sont détenus dans un compte de banque distinct. Au 31 mars 2006, le solde cumulé s'établit comme suit :

	2006	2005
Solde à l'ouverture	2 501 008 $	2 000 711 $
Règlements	2 166 560	787 105
Règlements non perçus radiés	(89 400)	–
Intérêts	122 627	46 751
Paiements		
Fonds pour l'éducation des investisseurs	–	(333 559)
Solde à la clôture	4 700 795 $	2 501 008 $
Représenté par :		
Encaisse	4 655 125 $	2 406 850 $
Débiteurs	45 670	94 158
	4 700 795 $	2 501 008 $

4. FONDS EN FIDUCIE

Au cours de l'année, l'exploitant du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) a versé à la Commission 2 662 845 $, ce qui représente le surplus cumulé lié aux opérations de SEDAR. Depuis la création du SEDAR, la Commission a donc touché 8 606 532 dollars. Au 31 mars 2006, les intérêts créditeurs de ces fonds se montaient à 258 644 dollars. La Commission doit retenir ces fonds, conformément à des ententes passées entre la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta, la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique et l'Autorité des marchés financiers, lesquels serviront à une ou plusieurs des opérations suivantes :

i) expansion ou amélioration de SEDAR ;
ii) expansion ou amélioration du Système de déclaration électronique des initiés (SEDI) ;
iii) accord d'une réduction des droits de SEDAR ;
iv) affectation pour combler un manque à gagner d'une année précédente tel que décrit à la note 11(a).

5. RÉSERVE

a) Dans le cadre de l'approbation de son statut d'organisme autofinancé, la Commission a obtenu la permission de constituer une réserve pour éventualités de 20 millions de dollars pour parer aux manques à gagner et aux dépenses imprévues. Les fonds cumulés au 31 mars 2006 ont été investis en bons du Trésor de trois mois et un an auprès de l'Office ontarien de financement.

b) Dans son budget du 2 mai 2000, le ministre des Finances a annoncé la fusion de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de la Commission des services financiers de l'Ontario, organisme qui réglementerait les marchés et les services financiers.

Pour créer ce nouvel organisme et en préciser les responsabilités et les pouvoirs réglementaires, une loi doit être adoptée. En avril 2001, un projet de loi à l'appui de cette initiative a été publié et soumis au ministère des Finances. Au 31 mars 2006, la loi n'avait toujours pas été déposée.

Le ministère des Finances a autorisé la Commission à conserver un montant de 12 millions de dollars, lequel ne peut servir qu'à payer la mise en œuvre de la fusion proposée et est assujetti aux modalités pertinentes convenues avec le ministère des Finances, notamment ce qui suit :

i) les fonds sont versés au Trésor en tout ou en partie s'ils ne sont pas requis pour financer les coûts de la fusion ;
ii) les fonds conservés par la Commission sont investis auprès de l'Office ontarien de financement.

c) Les placements sont comptabilisés au coût, tel que décrit à la Note 2(a). Les principaux critères de placement pour la réserve sont la protection du principal et le maintien de la liquidité appropriée afin de répondre aux besoins de trésorerie. L'intérêt sur les placements est affecté au fonctionnement de la Commission.

6. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette en 2006	Valeur comptable nette en 2005
Ameublement de bureau	3 382 744 $	2 727 926 $	654 818 $	621 511 $
Matériel de bureau	295 047	293 448	1 599	46 089
Matériel informatique et matériel connexe	12 954 873	10 945 106	2 009 767	2 332 452
Améliorations locatives	7 221 572	5 870 694	1 350 878	1 022 459
	23 854 236 $	19 837 174 $	4 017 062 $	4 022 511 $

7. RÉGIMES DE RETRAITE

a) La Commission a versé un montant de 2 498 157 dollars (2 294 755 $ en 2005) au Régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2006. Ce montant est inclus dans les salaires et avantages sociaux.

b) Au 31 mars 2006, les régimes de retraite complémentaires sans capitalisation pour le président et les vice-présidents actuels et précédents avaient une obligation au titre des prestations constituées de 1 217 986 dollars (966 712 $ en 2005) et une responsabilité encourue de 1 231 788 dollars (1 114 747 $ en 2005). La charge afférente de la Commission pour l'exercice était de 169 999 $ (186 687 $ en 2005); cette somme est incluse dans les salaires et avantages sociaux. Des prestations de 52 958 dollars ont été versées durant l'exercice (0 $ en 2005). Au 31 mars 2005, la durée moyenne du reste de la carrière active des salariés bénéficiant de ces régimes va de 0,25 à 3,88 ans (1,85 à 4,88 ans en 2004) ; les chiffres de 2005 ont servi pour des besoins d'amortissement dans l'exercice 2006. En date du 31 Mars 2005 la durée de vie moyenne pour un membre non-active est de 22,48 ans (2004 – 23,32 ans). Les principales hypothèses actuarielles adoptées au 31 mars 2006 comprennent un taux d'actualisation de 5,0 % (5,5 % en 2005) et un taux de progression des salaires allant de 2,1 % à 3,0 % (2,1 % à 3,0 % en 2005), s'il y a lieu.

8. LES DROITS

Le barème de tarification de la Commission vise à générer des droits qui représentent les dépenses que celle-ci engage pour offrir des services aux participants aux marchés. Le barème de tarification se fonde sur le concept de « droits de participation » et « droits d'activité ». Les droits de participation représentent l'avantage que tirent les participants de leur participation aux marchés financiers de l'Ontario. Les droits d'activité représentent le coût direct des ressources en personnel de la Commission engagé dans l'exécution de certaines activités demandées par les participants aux marchés.

Conformément au barème de tarification, la Commission établit des droits pour une période de trois ans, d'après les frais de réglementation prévus. En 2005, la Commission a donc émis un remboursement exceptionnel des droits d'un montant de 14 935 360 $ afin d'accélérer le remboursement de l'excédent aux participants du marché qui l'avaient déboursé. L'Excédent général de fonctionnement de 39 500 000 dollars au 31 mars 2006 a permis d'établir des droits de participation moins élevés pendant une période de trois ans, qui commencera en 2007.

Les droits perçus pour l'exercice terminé au 31 mars 2006 sont les suivants :

	2006	2005
Droits de participation	65 758 682 $	64 008 748 $
Droits d'activité	12 126 591	12 436 046
Droits hors délais	2 092 520	2 000 030
Total	79 977 793 $	78 444 824 $

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

9. AMÉLIORATIONS AU SEDI

Au cours de l'année, la Commission a touché 964 000 dollars de CDS Inc. (« CDS ») en remboursement de sa contribution de 2005 (1,0 million de $), moins les dépenses engagées. Cette somme doit servir à la modernisation du SEDI, CDS ne s'occupant pas de cette phase des améliorations.

Le remboursement est comptabilisé dans les produits divers. Au cours de l'exercice, la Commission a engagé des dépenses de 70 783 dollars dans la modernisation du SEDI. La Commission a engagé le solde du remboursement, soit 893 323 dollars, plus un million de dollars de l'excédent budgétaire (réalisé jusqu'au 31 mars 2006) dû aux droits hors délais, pour la mise à niveau du SEDI.

10. FONDS POUR L'ÉDUCATION DES INVESTISSEURS

a) Le Fonds pour l'éducation des investisseurs (le Fonds) a été constitué par des lettres patentes de l'Ontario en date du 3 août 2000 à titre de société sans but lucratif ni capital-actions. Le Fonds, qui est géré par un conseil d'administration indépendant, a pour mission d'accroître les connaissances et la sensibilisation des investisseurs actuels et éventuels, d'appuyer la recherche et d'élaborer des programmes et des partenariats visant à promouvoir l'éducation des investisseurs. La Commission supervise le fonctionnement du Fonds à titre de seul membre ayant droit de vote. Le Fonds ne paie pas d'impôts sur le revenu.

Le Fonds n'a pas été consolidé dans les états financiers de la Commission. Les états financiers du Fonds peuvent être fournis sur demande. Voici les principaux chiffres relatifs à cette entité non consolidée au 31 mars 2006 et 2005 et pour les deux exercices terminés le 31 mars 2006 :

FONDS POUR L'ÉDUCATION DES INVESTISSEURS

	2006	2005
Situation financière		
Actif total	4 095 205 $	5 790 235 $
Passif total	276 959 $	258 235 $
Investi dans les immobilisations	788 002	843 804
Disponible pour les besoins du Fonds	3 030 244	4 688 196
Actif net total	3 818 246	5 532 000
	4 095 205 $	5 790 235 $
Résultats de fonctionnement		
Contributions et revenu d'intérêts	120 886 $	454 897 $
Dépenses totales	1 834 640	1 724 547
Déficit des recettes sur les dépenses	(1 713 754) $	(1 269 650) $
Flux de trésorerie		
Rentrées de fonds provenant du fonctionnement		
Recettes provenant de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	– $	333 559 $
Recettes provenant de tiers	–	59 625
Revenu de placement	119 996	123 827
Sommes versées au titre des initiatives et des frais	(1 416 093)	(1 411 793)
Sommes versées au titre des achats d'immobilisations	(342 871)	(441 100)
Baisse nette de la position de trésorerie	(1 638 968)	(1 335 882)
Position de la trésorerie au début de la période	4 935 262	6 271 144
Position de la trésorerie à la fin de la période	3 296 294 $	4 935 262 $

b) La Commission a conclu certaines opérations avec le Fonds dans le cours normal de ses activités :

i) Le conseil d'administration de la Commission autorise des transferts dans le Fonds d'argent reçu au titre des règlements affectés, conformément à l'approbation du ministre et au pouvoir qu'il détient en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*. En 2006, Le conseil d'administration de la Commission n'a autorisé aucun transfert dans le Fonds (333 559 $ en 2005).

ii) La Commission a un contrat de services de gestion et d'administration avec le Fonds, au prix coûtant.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, la Commission a engagé des dépenses totales de 553 162 dollars (480 417 $ en 2005) dans les services liés au Fonds. Le coût total de ces services a été réimputé au Fonds. Sur ce montant, 128 234 étaient dus à la Commission au 31 mars 2006 (120 333 $ en 2005).

11. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) La Commission s'est engagée à payer 45,1 % des manques à gagner annuels découlant des opérations du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) lorsque les frais d'exploitation de SEDAR dépassent les recettes. SEDAR est un système de dépôt et de paiement électronique dont se servent conjointement les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) pour transmettre, recevoir, accepter, étudier et divulguer les documents déposés en version électronique. Le système est géré par un organisme externe au nom des ACVM, en vertu d'un accord signé le 1er août 2004. La Commission des valeurs mobilières de l'Alberta, la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique et l'Autorité des marchés financiers se sont aussi engagées à payer un pourcentage précis du déficit annuel de SEDAR. SEDAR n'a pas enregistré de déficit au cours de l'exercice.

b) La Commission est engagée dans différentes poursuites découlant de la conduite normale des affaires. Les règlements y afférents, le cas échéant, seront comptabilisés dans la période où ils auront été conclus. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue et les dispositions de ces poursuites. Toutefois, la direction ne prévoit pas que le règlement de ces poursuites, à titre individuel ou collectif, entraînera d'importantes modifications de la situation financière de la Commission.

12. RECOUVREMENT DES FRAIS D'ENQUÊTES

En 2006, la Commission a affecté 417 327 dollars (482 790 $ en 2005) au recouvrement du coût des enquêtes contre les salaires et les avantages sociaux et 684 173 dollars (260 710 $ en 2004) contre les services professionnels.

13. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE BAUX

a) Fonctionnement

La Commission s'est engagée à verser des loyers, comme suit :

2007	4 829 902 $
2008	4 809 922 $
2009	4 879 178 $
2010	4 908 698 $
2011	4 946 157 $
Par la suite	6 985 566 $

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

b) Fonds propres

Au cours de l'année, la Commission a conclu des contrats de location-acquisition pour du matériel informatique. Des contrats de location qui transfèrent dans une large mesure à la Commission tous les avantages et les risques associés à la propriété de biens, ou répondent aux critères s'appliquant à la capitalisation d'une location à bail conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition. Un bien est comptabilisé au moment où le contrat de location-acquisition est conclu, tout comme les obligations qui y sont associées de façon à tenir compte de l'achat et du financement. L'amortissement de matériel informatique enregistré en vertu d'un contrat de location-acquisition est identique à celui de matériel et d'applications connexes, comme l'indique la note 2(a). Le total des intérêts débiteurs comptabilisés dans les obligations locatives se monte à 6 135 dollars (0 $ en 2005). Le calendrier des paiements minimums en vertu du contrat de location-acquisition, lequel expire le 31 mars 2009, ou avant, s'établit comme suit :

Exercice terminé le 31 mars	
2007	157 499 $
2008	168 879
2009	146 242
Montant total minimum des paiements de location	472 620
Moins : Montant représentant un intérêt de 6 %	37 474
Solde dû	435 146 $

14. TRANSACTIONS AVEC LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Dans le cours normal de ses activités, la Commission a conclu des transactions avec la province de l'Ontario comme suit :

a) La *Loi sur les valeurs mobilières* stipule qu'à la demande du ministre idoine, la Commission doit remettre à la province de l'Ontario tous les fonds excédentaires que fixe le ministre. Compte tenu du nouveau modèle s'appliquant aux droits, tel que décrit à la note 8, et de l'intention de la Commission d'établir les droits selon un cycle de trois ans, la Commission n'est plus tenue de verser ses fonds excédentaires tous les trimestres au Trésor. Les fonds excédentaires que la Commission gardent sont assujettis à des conditions qui doivent être convenues avec le ministère.

b) La Commission a une entente tripartite avec l'Office ontarien de financement pour faciliter des arrangements bancaires avec une banque de l'Annexe 1.

c) Les charges complémentaires de retraite des salariés ont été payées par le gouvernement de l'Ontario et ne figurent pas dans l'État du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement.

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Certains chiffres correspondants des exercices antérieurs ont été reclassés en conformité à la présentation actuelle.

La Fondation Trillium de l'Ontario

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints de La Fondation Trillium de l'Ontario sont la responsabilité de la direction et ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction maintient un système de contrôles internes qui a pour objet de fournir un degré raisonnable d'assurance que l'information financière est exacte et que les actifs sont protégés.

Le conseil d'administration s'assure que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et des contrôles internes. Le comité des finances et de la vérification et le conseil d'administration se rencontrent régulièrement pour superviser les activités financières de la Fondation et au moins une fois l'an pour passer en revue les états financiers vérifiés et le rapport des vérificateurs externes à leur égard.

Les états financiers ont été vérifiés par KPMG s.r.l., vérificateurs externes indépendants nommés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes est d'exprimer une opinion indiquant que les états financiers donnent une image fidèle selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport des vérificateurs présente l'étendue du travail de vérification et l'opinion des vérificateurs.

L. Robin Cardozo, FCA
Chef de la direction

Anne Pashley
Vice-présidente,
Finances et administration

KPMG LLP
Chartered Accountants
Yonge Corporate Centre
4100 Yonge Street Suite 200
Toronto ON M2P 2H3
Canada

Telephone (416) 228-7000
Fax (416) 228-7123
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de La Fondation Trillium de l'Ontario

Nous avons vérifié le bilan de La Fondation Trillium de l'Ontario au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur les personnes morales* de l'Ontario, nous déclarons que, à notre avis, ces principes ont été appliqués sur une base conforme à celle de l'exercice précédent.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 21 avril 2006

KPMG LLP, a Canadian limited liability partnership is the Canadian member firm of KPMG International, a Swiss cooperative.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Bilan

31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Actif		
Encaisse	999 297 $	793 175 $
Intérêts courus et autres	2 040 955	1 231 667
Placements (note 2)	99 306 439	104 711 621
Immobilisations, montant net (note 3)	587 879	673 092
	102 934 570 $	107 409 555 $
Passif et actifs nets		
Passif		
Créditeurs et charges à payer	641 953 $	785 713 $
Apports reportés (note 4 a))	2 951 558	3 768 133
Subventions à payer (note 4 b))	96 769 017	100 283 667
	100 362 528	104 837 513
Actifs nets		
Investis dans des immobilisations	587 879	673 092
Non affectés	1 984 163	1 898 950
	2 572 042	2 572 042
	102 934 570 $	107 409 555 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,

_____, Helen Burstyn, présidente

_____, Jean-François Gratton, trésorier

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Produits		
Financement du gouvernement de l'Ontario (note 4 a))	100 816 575 $	94 123 935 $
Subventions annulées ou recouvrées	1 502 849	1 960 946
Revenus de placement	4 156 944	3 518 049
	106 476 368	99 602 930
Charges		
Activités du programme		
Subventions promises (note 4)	94 968 100	94 346 800
Charges découlant de l'octroi de subventions	9 816 158	9 351 148
Services rendus à la collectivité, autres que des subventions (note 5)	228 364	218 099
	105 012 622	103 916 047
Services de soutien	1 097 198	1 043 846
Amortissement	366 548	361 136
	106 476 368	105 321 029
Insuffisance des produits par rapport aux charges	– $	(5 718 099)$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

État de l'évolution des actifs nets

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

			2006	2005
	Investis dans des immobilisations	Non affectés	Total	Total
Actifs nets au début de l'exercice	673 092 $	1 898 950 $	2 572 042 $	8 290 141 $
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(366 548)	366 548	–	(5 718 099)
Achat d'immobilisations	281 335	(281 335)	–	–
Actifs nets à la fin de l'exercice	587 879 $	1 984 163 $	2 572 042 $	2 572 042 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	– $	(5 718 099)$
Amortissement d'immobilisations hors caisse	366 548	361 136
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(5 284 273)	(1 901 574)
	(4 917 725)	(7 258 537)
Activités d'investissement		
Diminution nette des placements	5 405 182	7 597 426
Achat d'immobilisations	(281 335)	(199 270)
	5 123 847	7 398 156
Augmentation de l'encaisse	206 122	139 619
Encaisse au début de l'exercice	793 175	653 556
Encaisse à la fin de l'exercice	999 297 $	793 175 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2006

La Fondation Trillium de l'Ontario (la « Fondation » ou « FTO »), organisme du ministère de la Culture (le « ministère »), est soutenue financièrement par le gouvernement de l'Ontario. La FTO a entrepris ses activités à titre d'organisme sans lien de dépendance du gouvernement de l'Ontario le 23 août 1982 et a été constituée sans capital-actions en vertu des lois de l'Ontario selon des lettres patentes datées du 17 novembre 1982. L'objectif de la FTO consiste à favoriser l'épanouissement de communautés saines et dynamiques en Ontario, en investissant dans des initiatives communautaires qui renforcent les capacités du secteur bénévole.

Le financement du gouvernement est assujetti à un protocole d'entente avec le ministère qui établit la façon dont les fonds doivent être investis et distribués.

1. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada appliqués dans le cadre des principales conventions comptables résumées ci-après :

a) Constatation des produits

La FTO suit la méthode du report pour comptabiliser les apports, qui comprennent le financement accordé par le gouvernement. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou comme montants à recevoir, si le montant devant être reçu peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa perception est raisonnablement assurée. Les apports grevés d'affectation d'origine externe sont reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

b) Placements

Les placements à court terme, les bons du Trésor et les acceptations bancaires sont comptabilisés au coût. Les obligations sont constatées au coût non amorti.

c) Subventions

Les subventions sont comptabilisées à titre de charges dans l'exercice au cours duquel la Fondation les approuve.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

d) Charges

Les charges de chaque service sont réparties entre l'octroi de subventions et les services de soutien selon le pourcentage des activités de chaque service qui est consacré à ces activités.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur les périodes suivantes :

Mobilier et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	1 an
Améliorations locatives	Sur la durée du bail

f) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

2. Placements

Les placements, présentés au coût, sont les suivants :

	2006	2005
Bons du Trésor	99 076 396 $	103 266 560 $
Acceptations bancaires	230 043	1 445 061
	99 306 439 $	104 711 621 $

La valeur marchande des placements se rapproche de leur coût.

Les bons du Trésor et les acceptations bancaires viennent à échéance au cours des onze prochains mois et portent intérêt à un taux variant de 2,96 % à 4,05 % (2,03 % à 3,03 % en 2005).

3. Immobilisations

			2006	2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Mobilier et agencements	758 214 $	685 567 $	72 647 $	105 336 $
Matériel informatique	920 795	643 169	277 626	208 125
Logiciels	262 050	239 082	22 968	12 005
Améliorations locatives	1 207 679	993 041	214 638	347 626
	3 148 738 $	2 560 859 $	587 879 $	673 092 $

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

4. Apports reportés et subventions à payer

a) Les apports reportés représentent le financement accordé par le ministère qui n'a pas encore été promis comme subventions. L'historique des apports reportés est comme suit :

	2006	2005
Apports reportés au début de l'exercice	3 768 133 $	3 392 068 $
Activités au cours de l'exercice		
Financement reçu	100 000 000	94 500 000
Revenus de placement comptabilisés à titre de produits	4 156 944	3 518 049
Subventions promises	(94 968 100)	(94 346 800)
Charges découlant de l'octroi de subventions	(9 816 158)	(9 351 148)
Services de soutien et amortissement	(1 463 746)	(1 404 982)
Services rendus à la collectivité, autres que des subventions	(228 364)	–
Financement d'origine interne	–	5 500 000
Subventions annulées ou recouvrées liées aux subventions approuvées après le 31 mars 1999	1 502 849	1 960 946
Montants constatés à titre de financement du gouvernement de l'Ontario	(100 816 575)	(94 123 935)
Apports reportés à la fin de l'exercice	2 951 558 $	3 768 133 $

Pour l'exercice 2005, le financement d'origine interne reflète une réduction prévue des actifs nets non affectés afin de maintenir les niveaux d'octroi de subventions.

Avant le présent exercice, les services rendus à la collectivité, autres que des subventions, étaient financés à même les actifs nets non affectés.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

4. Apports reportés et subventions à payer (suite)

b) Lorsque la FTO promet la distribution d'une subvention, celle-ci est comptabilisée comme subvention à payer. Les subventions promises et qui ne sont pas encore distribuées sont à payer, à la réception des fonds par la FTO et si les bénéficiaires satisfont à certains critères de rendement. L'historique des subventions à payer est comme suit :

	2006	2005
Subventions promises - Subventions communautaires et subventions provinciales	94 968 100 $	94 346 800 $
Subventions annulées	(1 066 500)	(1 449 515)
Subventions payées	(97 416 250)	(95 693 735)
	(3 514 650)	(2 796 450)
Subventions à payer au début de l'exercice	100 283 667	103 080 117
Subventions à payer à la fin de l'exercice	96 769 017 $	100 283 667 $

Subventions à payer à divers organismes au cours des exercices terminés les 31 mars :

2007	65 474 817 $
2008	23 550 100
2009	6 826 600
2010	785 900
2011	131 600
	96 769 017 $

5. Services rendus à la collectivité, autres que des subventions

Les services rendus à la collectivité, autres que des subventions, consistent en des activités de bienfaisance autres que des subventions, comme des partenariats avec d'autres organismes, des projets mis en œuvre par la FTO et une aide technique aux organismes communautaires. Le poste comprend les frais faisant partie des activités courantes.

LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

6. Engagements

Les loyers annuels minimums futurs au titre des contrats de location-exploitation visant des locaux sont comme suit :

2007	337 000 $
2008	264 000
2009	1 000
	602 000 $

Relativement à ces contrats de location-exploitation, la FTO a convenu d'indemniser le propriétaire à l'égard de pertes qui pourraient avoir lieu dans les locaux loués et qui pourraient découler d'une rupture du contrat de location-exploitation.

7. Indemnisation des dirigeants et des administrateurs

La FTO indemnise ses administrateurs, dirigeants, employés et bénévoles, passés, présents et futurs, à l'égard de frais (y compris les frais juridiques), de jugements et de toute somme réellement ou raisonnablement engagée par ces derniers relativement à une action, poursuite ou procédure intentée contre eux dans le cadre de leurs fonctions, s'ils ont agi avec intégrité et bonne foi dans l'intérêt véritable de la FTO. La nature de cette indemnisation empêche la FTO d'estimer raisonnablement le risque maximal. La FTO a souscrit une assurance responsabilité civile couvrant ses administrateurs et ses dirigeants relativement à cette indemnisation.

8. Actifs et passifs financiers

La valeur comptable de l'encaisse, des intérêts courus et autres, des créditeurs et charges à payer ainsi que des subventions à payer se rapproche de leur juste valeur, du fait de la relative brièveté de la période à courir jusqu'à l'échéance de ces éléments ou parce qu'ils sont à recevoir ou à payer à vue.

La valeur marchande des placements est présentée à la note 2.

États financiers 2005

Rapport de la direction

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

La direction assume la responsabilité des états financiers ci-joints du Gestionnaire indépendant du réseau électrique (le « GIRÉ »), qui ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables suivies par le GIRÉ sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers. Pour dresser des états financiers, il est nécessaire d'utiliser des estimations reposant sur le jugement de la direction, surtout lorsque des opérations qui touchent la période comptable ne peuvent être finalisées avec certitude avant une période ultérieure. Les états financiers ont été dressés en fonction de limites raisonnables en matière d'importance relative et à partir de l'information disponible au 2 février 2006.

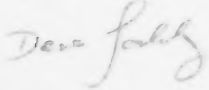
La direction maintient un système de contrôle interne visant à assurer, dans une mesure raisonnable, la protection des actifs et la disponibilité d'une information fiable en temps opportun. Ce système comprend des principes et des méthodes bien établis ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant la délégation de pouvoir et la séparation des responsabilités.

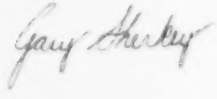
Ces états financiers ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes nommés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à exprimer une opinion quant à la présentation fidèle des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport des vérificateurs qui suit décrit l'étendue de leur vérification et fait état de leur opinion.

GESTIONNAIRE INDÉPENDANT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Au nom de la direction,

Le président et chef de la direction, *Le vice-président, Finances, chef des finances et trésorier,*





Dave Goulding Gary Sherkey

Toronto, Canada
Le 2 février 2006

États financiers 2005

Le 2 février 2006

Rapport des vérificateurs

Au conseil d'administration du
Gestionnaire indépendant du réseau électrique (GIRÉ)

Nous avons vérifié le bilan du **GIRÉ** au 31 décembre 2005 ainsi que les états des résultats et du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du GIRÉ. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du GIRÉ au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pricewaterhousecoopers LLP

Comptables agréés

États financiers 2005

État des résultats et du surplus accumulé

(en milliers de dollars canadiens)	Exercice terminé le 31 décembre 2005	Exercice terminé le 31 décembre 2004
	$	$
PRODUITS		
Produits liés aux réseaux (note 6)	143 273	152 438
Autres produits	4 969	3 590
TOTAL DES PRODUITS	**148 242**	**156 028**
CHARGES		
Main-d'œuvre	65 098	62 155
Services, soutien et matériel informatiques	10 413	10 816
Contrats de travail et consultants	8 058	8 595
Télécommunications	2 761	2 395
Autres charges	5 656	4 915
Amortissement	47 392	52 001
TOTAL DES CHARGES	**139 378**	**140 877**
Bénéfice net avant intérêts et revenu de placement	**8 864**	**15 151**
Intérêts créditeurs et revenu de placement	1 659	1 131
Intérêts débiteurs et frais de financement	(9 330)	(10 613)
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	**1 193**	**5 669**
SURPLUS ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	21 307	15 638
Transfert à l'Ontario Power Authority (note 9)	(15 000)	-
SURPLUS ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 6)	**7 500**	21 307

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2004 présentés à l'état des résultats et du surplus accumulé ont été reclassés selon la présentation adoptée pour 2005.

États financiers 2005

Bilan

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2005 $	31 décembre 2004 $
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 631	7 302
Placements à court terme	5 980	45 841
Charges payées d'avance et comptes débiteurs	22 621	20 188
	38 232	**73 331**
Immobilisations (note 3)		
Immobilisations en service	127 886	167 194
Travaux en cours	4 027	2 038
	131 913	**169 232**
Autres actifs		
Placements à long terme (note 4)	9 912	8 016
Charges de retraite payées d'avance (note 8)	21 856	22 097
	31 768	**30 113**
TOTAL DE L'ACTIF	**201 913**	**272 676**
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	19 894	17 921
Intérêts courus	1 030	1 677
Remises aux intervenants du marché (note 6)	13 560	-
	34 484	19 598
Dette à long terme (note 7)	128 200	203 200
Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite (note 8)	31 729	28 571
TOTAL DU PASSIF	**194 413**	**251 369**
SURPLUS ACCUMULÉ (note 6)	**7 500**	**21 307**
TOTAL DU PASSIF ET DU SURPLUS ACCUMULÉ	**201 913**	**272 676**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,

Glenna Carr

James Hinds

États financiers 2005

État des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)	Exercice terminé le 31 décembre 2005 $	Exercice terminé le 31 décembre 2004 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de l'exercice	1 193	5 669
Ajustements au titre des éléments hors trésorerie :		
Amortissement	47 392	52 001
Diminution des charges de retraite payées d'avance	8 406	7 495
Augmentation de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	4 470	4 054
	61 461	69 219
Variation des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation :		
Augmentation des comptes créditeurs et charges à payer	337	1 803
Augmentation des remises aux intervenants du marché	13 560	-
Augmentation des charges payées d'avance et comptes débiteurs	(2 433)	(843)
	11 464	960
Autres :		
Cotisations au régime de retraite	(8 165)	(5 027)
Paiement des avantages sociaux futurs	(1 312)	(1 143)
	(9 477)	(6 170)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**63 448**	**64 009**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Vente (acquisition) de placements à court terme, montant net	39 861	(33 399)
Acquisition de placements à long terme	(1 896)	(1 552)
Investissements dans des immobilisations	(9 084)	(8 695)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**28 881**	**(43 646)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(75 000)	(50 000)
Transfert à l'Ontario Power Authority (note 9)	(15 000)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(90 000)**	**(50 000)**
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 329	(29 637)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	7 302	36 939
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	**9 631**	**7 302**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Information supplémentaire
(en milliers de dollars canadiens)

Intérêts payés	**9 698**	**10 321**

États financiers 2005

GESTIONNAIRE INDÉPENDANT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Le Gestionnaire indépendant du réseau électrique (la « GIRÉ »), anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (la « SIGMÉ »), est un organisme sans but lucratif non assujetti à l'impôt sur le revenu qui a été créé le 1er avril 1999 en vertu de la partie II de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Conformément aux dispositions de cette loi, le GIRÉ exerce ses activités en vertu d'un permis d'exploitation délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (la « CEO »). Les objectifs du GIRÉ, tels qu'ils sont décrits dans la *Loi de 1998 sur l'électricité* et modifiés par la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, sont les suivants :

- exercer les pouvoirs et remplir les fonctions attribués au GIRÉ en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, des règles du marché et de son permis;
- conclure avec les transporteurs des accords donnant au GIRÉ le pouvoir de diriger les activités de leurs réseaux de transport;
- diriger les activités et maintenir la fiabilité du réseau dirigé par le GIRÉ de manière à promouvoir les objectifs de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*;
- participer à l'établissement, par tout organisme de normalisation, de normes et de critères de fiabilité pour les réseaux de transport;
- travailler avec les autorités responsables de l'extérieur de l'Ontario pour coordonner les activités du GIRÉ avec les leurs;
- recueillir des renseignements sur les besoins actuels et futurs d'électricité en Ontario et sur la capacité du réseau d'électricité intégré d'y répondre et fournir ces renseignements au public et à l'Office de l'électricité de l'Ontario;
- faire fonctionner les marchés administrés par le GIRÉ de manière à promouvoir les objectifs de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*.

Le GIRÉ est tenu de soumettre annuellement à la CEO pour fins d'examen ses prévisions en matière de dépenses et de besoins en produits et les droits qu'il se propose d'exiger pour l'exercice à venir. La présentation ne peut être faite qu'avec l'assentiment du ministre de l'Énergie (le « ministre »).

Le 24 mai 2005, la CEO approuvait la demande du GIRÉ concernant ses prévisions budgétaires et les droits envisagés pour l'exercice 2005. La CEO avait aussi approuvé, le 18 mars 2005, une entente de règlement proposée par le GIRÉ voulant que tout montant

accumulé dans le compte de report réglementaire autorisé de celui-ci excédant 5,0 M$ à la fin d'un exercice soit remboursé aux intervenants du marché sous forme d'une réduction des droits liés aux réseaux de l'exercice suivant.

Le 21 octobre 2005, le GIRÉ a obtenu la permission du ministre de soumettre à la CEO ses prévisions budgétaires et les droits qu'il se propose d'exiger en 2006. Le 27 octobre 2005, le GIRÉ a présenté sa demande à la CEO, qui n'en a pas encore terminé l'examen.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Mode de présentation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

b) Constatation des produits

Les produits liés aux réseaux sont fondés sur des tarifs approuvés pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par le GIRÉ, y compris les exportations. Les produits liés aux réseaux sont constatés au moment même où l'électricité est retirée du réseau. Les remises sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compte de report réglementaire autorisé, compte non tenu des remises, excède la limite réglementaire autorisée.

Ces états financiers ne comprennent pas les opérations financières des intervenants du marché dans les marchés administrés par le GIRÉ.

Les autres produits représentent les montants revenant au GIRÉ relativement aux intérêts sur les fonds portés aux comptes de règlement, ainsi que les amendes et pénalités portées au compte d'ajustement. Ces produits sont constatés au moment où ils sont gagnés.

c) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts à terme et les autres placements à court terme dont l'échéance au moment de l'acquisition est de moins de 90 jours.

d) Placements à court terme

Les placements à court terme en titres du marché monétaire dont l'échéance initiale est d'au moins 90 jours sont classés à titre de placements à court terme et évalués au coût non amorti. Les primes et escomptes sont portés aux résultats selon la méthode du rendement constant sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.

e) Travaux en cours

Les travaux en cours ont habituellement trait aux coûts liés aux installations fixes, au matériel informatique et aux logiciels et ils comprennent les sommes payées aux fournisseurs, les coûts liés à la main-d'œuvre interne et externe et aux consultants, une partie applicable des frais généraux ainsi qu'une partie des intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer le projet. Les frais liés aux travaux en cours sont virés au compte des immobilisations en service lorsque le bien est jugé prêt à être mis en service.

f) Immobilisations en service

Les immobilisations sont capitalisées au coût, qui comprend les coûts des matières, de la main-d'œuvre et du soutien externe ainsi que les frais généraux et les intérêts applicables aux activités de construction d'immobilisations.

g) Amortissement

Le coût des immobilisations en service est amorti selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation prévue.

La durée d'utilisation prévue des actifs, mesurée en années à compter de la date à laquelle ils ont été transférés d'Ontario Hydro ou ont été acquis, s'établit comme suit :

Catégorie	Durée d'utilisation moyenne prévue
Installations	40 ans
Systèmes de marché et applications	4 à 7 ans
Infrastructures et autres actifs	3 à 10 ans

Les gains et pertes à la vente d'immobilisations et les pertes découlant des mises hors service anticipées sont portés aux résultats à titre d'ajustements de la charge

d'amortissement. Les frais d'enlèvement sont imputés à la charge d'amortissement à mesure qu'ils sont engagés.

La durée d'utilisation prévue des immobilisations et les principales hypothèses qui sous-tendent les estimations des frais d'enlèvement d'immobilisations font l'objet de révisions périodiques. L'incidence de la variation de la durée d'utilisation prévue des immobilisations est amortie sur une base prospective. La dernière révision a eu lieu au cours de l'exercice 2005.

h) Placements à long terme

Les placements de portefeuille sont inscrits au coût, déduction faite de la provision pour pertes durables.

i) Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Les programmes d'avantages complémentaires de retraite du GIRÉ comprennent des prestations de retraite, une assurance vie collective, une assurance maladie, une assurance invalidité de longue durée et des indemnités d'accident du travail.

Le GIRÉ comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite ainsi que les frais y afférents déduction faite des actifs des régimes. Des actuaires indépendants déterminent chaque année les charges et obligations découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables de la direction quant au rendement prévu de l'actif des régimes, à la croissance de la rémunération, à l'âge de départ à la retraite des salariés, au taux de mortalité et aux coûts prévus des soins de santé. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif est fonction des taux du marché à la date d'évaluation du 30 septembre.

Le rendement prévu des actifs des régimes est fondé sur les hypothèses à long terme les plus probables de la direction, formulées d'après la valeur axée sur la valeur marchande des actifs des régimes. La valeur axée sur la valeur marchande des actifs des régimes est établie au moyen de la valeur axée sur la valeur marchande pour les actions (l'actif du fonds est calculé d'après la valeur lissée de l'actif sur cinq ans) et de la valeur marchande pour les titres à revenu fixe à la date d'évaluation du 30 septembre.

Les charges découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite sont constatées dans l'exercice au cours duquel l'employé rend les services. Les

charges découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite se composent du coût des services rendus au cours de l'exercice, des intérêts débiteurs sur le passif, du rendement prévu des actifs des régimes et de l'amortissement des modifications apportées aux régimes, calculé selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts. Les gains ou les pertes actuariels découlent, entre autres, de l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes pour une période donnée et le rendement prévu à long terme des actifs des régimes pour cette période ou de modifications des hypothèses actuarielles employées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées. L'excédent, le cas échéant, du gain ou de la perte net actuariel non amorti cumulatif sur 10 % du montant le plus élevé entre l'obligation au titre des prestations projetées et la valeur axée sur la valeur marchande des actifs des régimes est également amorti sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts par les régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite est de 11 ans (12 ans en 2004).

j) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des instruments financiers figurant au bilan, lesquels se composent des actifs à court terme et des passifs à court terme, avoisine leur juste valeur. La juste valeur des placements à long terme est présentée à la note 4. La juste valeur de la dette à long terme n'est pas facilement disponible.

k) Instruments financiers dérivés

Le GIRÉ conclut des contrats de change à terme aux fins de gestion des risques. Les contrats de change à terme consistent en des obligations d'acheter des devises à une date ultérieure prédéterminée et à un cours stipulé d'avance. Le GIRÉ conclut ce type de contrats seulement dans le cas d'opérations connues ou prévues qui nécessiteront un règlement en devises et il n'utilise aucun autre instrument financier dérivé.

Le GIRÉ est exposé aux variations de la valeur de ce type de contrats qui peuvent survenir avant leur règlement en raison des fluctuations des cours du change sous-jacents. Les cadres dirigeants responsables de la gestion de la trésorerie gèrent ce risque.

Lorsque les contrats de change à terme répondent aux critères de la comptabilité de couverture, la variation de leur valeur découlant des fluctuations des cours du change n'est pas inscrite dans les états financiers. Lorsque ces contrats ne répondent pas aux

conditions de la comptabilité de couverture, ils sont inscrits à leur juste valeur à la date du bilan et la variation de leur valeur est inscrite à l'état des résultats.

l) Devises

Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises inscrits à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date. Les gains et les pertes de change découlant des opérations réglées en devises sont portés à l'état des résultats à la date des opérations.

m) Utilisation d'estimations

Pour préparer des états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui touchent les montants des produits et des charges et de l'actif et du passif ainsi que les informations à fournir sur les éventualités à la date des états financiers. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

3. IMMOBILISATIONS

	31 décembre 2005			31 décembre 2004
(en milliers de dollars canadiens)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Immobilisations en service				
Installations	48 810	7 992	40 818	41 680
Systèmes de marché et applications	193 798	119 785	74 013	108 173
Infrastructure et autres actifs	92 710	79 655	13 055	17 341
	335 318	207 432	127 886	167 194
Travaux en cours	4 027	-	4 027	2 038
	339 345	207 432	131 913	169 232

En 2005, aucun ajustement n'a été apporté aux estimations de la durée résiduelle d'utilisation des immobilisations formulées par la direction. En 2004, des changements apportés aux estimations s'étaient traduits par une augmentation de la charge d'amortissement de 2 390 495 $ pour l'exercice.

Aucun intérêt n'a été capitalisé en 2005 au titre des travaux en cours (24 047 $ en 2004).

États financiers 2005

4. PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme correspondent à un portefeuille équilibré de fonds communs de placement. Au 31 décembre 2005, la valeur marchande de ces placements s'établissait à 11 365 515 $. Au 31 décembre 2004, les placements à long terme consistaient en un placement dans un fonds de placement équilibré dont la valeur marchande s'élevait à 8 916 508 $.

5. COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2005 $	31 décembre 2004 $
Immobilisations	3 270	2 281
Exploitation	16 624	15 640
	19 894	**17 921**

6. SURPLUS ACCUMULÉ ET REMISES AUX INTERVENANTS DU MARCHÉ

En 2005, le GIRÉ a comptabilisé des réductions de droits liés aux systèmes totalisant 13 560 242 $ accordées aux intervenants du marché. Cette somme représente la tranche des montants qui avaient été cumulés dans le compte de report réglementaire autorisé du GIRÉ en excédant de 5,0 M$. Aux 31 décembre, les éléments du surplus accumulé du GIRÉ s'établissaient comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2005 $	31 décembre 2004 $
Compte de report réglementaire autorisé	5 000	18 906
Pénalités et amendes cumulées imposées par le marché	2 500	2 401
	7 500	**21 307**

États financiers 2005

7. DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2005 $	31 décembre 2004 $
Effets à payer à :		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO)	78 200	78 200
Province d'Ontario	50 000	125 000
	128 200	**203 200**

Effet à payer à la SFIÉO

L'effet à long terme à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO) n'est pas garanti, porte intérêt au taux annuel de 7,9 % et est remboursable en entier le 1er mai 2009. L'intérêt couru est calculé quotidiennement et est payable à terme échu en deux versements semestriels égaux le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Effet à payer à la province d'Ontario

L'effet à long terme à payer à la province d'Ontario n'est pas garanti.

La date de remboursement est la première des dates suivantes à survenir : le 30 mars 2007 ou six mois après l'obtention par le GIRÉ d'une cote de crédit ou d'une révision de celle-ci la portant au niveau requis.

L'intérêt est calculé quotidiennement à un taux égal au taux variable à trois mois des acceptations bancaires, majoré de 50 points de base durant cette période. Au 31 décembre 2005, le taux d'intérêt se chiffrait à 3,53 %. Aux termes de l'entente de prêt, le GIRÉ a le droit de rembourser par anticipation l'encours du capital tous les trois mois par multiples de 5,0 M$, soit en même temps qu'il effectue le paiement des intérêts. Le GIRÉ a remboursé une tranche de 25,0 M$ le 3 février 2005, le 30 juin 2005 et le 30 décembre 2005, pour un total de 75,0 M$ en 2005.

Facilités de crédit

Le GIRÉ a conclu avec une banque à charte canadienne une convention de facilité de crédit engagée non garantie et renouvelable de 364 jours, aux termes de laquelle la banque prêtera au GIRÉ un montant maximal de 10,0 M$. Le montant maximal pouvant être prélevé en vertu de la facilité a été révisé le 22 juillet 2005. Avant cette date, il

s'établissait à 20,0 M$. Aux 31 décembre 2005 et 2004, aucun montant n'avait été tiré de cette facilité de crédit. Les avances aux termes de cette facilité sont consenties en dollars canadiens sous forme de prêts portant intérêt au taux préférentiel ou aux taux des acceptations bancaires applicables. Les tranches non utilisées de cette facilité de crédit font l'objet d'une commission annuelle d'engagement de 10 points de base ainsi que d'une commission d'acceptation annuelle de 30 points de base pour chaque acceptation bancaire acceptée par la banque.

De plus, le GIRÉ a conclu avec une banque à charte canadienne une convention de facilité de crédit engagée non garantie et renouvelable de 364 jours à échéance prorogeable, aux termes de laquelle la banque prêtera au GIRÉ un montant maximal de 100,0 M$. Avant le 22 juillet 2005, cette convention était établie auprès d'un consortium bancaire. Au 31 décembre 2005, un montant de 0,9 M$ avait été prélevé de cette facilité de crédit (aucun montant prélevé au 31 décembre 2004). Les avances aux termes de cette facilité sont consenties en dollars canadiens sous forme de prêts portant intérêt au taux préférentiel ou aux taux des acceptations bancaires applicables. Les tranches non utilisées de cette facilité de crédit font l'objet d'une commission annuelle d'engagement de 10 points de base ainsi que d'une commission d'acceptation annuelle de 30 points de base pour chaque acceptation bancaire acceptée par la banque. Cette facilité de crédit servira principalement à financer les manques à gagner au niveau des montants à percevoir d'intervenants du marché pour des paiements à d'autres intervenants avant leur recouvrement en vertu des règles du marché.

8. RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Le GIRÉ offre à ses employés actuels et à ses employés à la retraite des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite, y compris une assurance vie collective, une assurance invalidité de longue durée et une assurance de soins médicaux et de soins dentaires collective.

Régimes de retraite

Le régime de retraite du GIRÉ est un régime de retraite contributif agréé et indexé à prestations déterminées. En plus d'offrir un régime de pension agréé par capitalisation, le GIRÉ verse des prestations de retraite déterminées en vertu d'un régime par capitalisation partielle non agréé indexé.

Autres avantages sociaux futurs

L'assurance vie collective, l'assurance invalidité de longue durée et l'assurance de soins médicaux et de soins dentaires collective sont offertes en vertu de régimes à prestations déterminées par capitalisation partielle non agréés.

Sommaires des actifs des régimes et des obligations au titre des prestations constituées

(en milliers de dollars canadiens)	Prestations de retraite 2005 $	Prestations de retraite 2004 $	Autres avantages 2005 $	Autres avantages 2004 $
Obligations au titre des prestations constituées	363 776	284 265	55 342	38 104
Juste valeur des actifs des régimes	282 313	242 065	-	-
Situation de capitalisation	(81 463)	(42 200)	(55 342)	(38 104)
Cotisations de l'employeur après la date d'évaluation	23	7	305	283
Coût non amorti des services passés	5 115	5 813	549	628
Perte actuarielle nette non amortie	98 181	58 477	22 759	8 622
Coût des prestations payées d'avance (constituées) constaté au bilan	21 856	22 097	(31 729)	(28 571)

Le coût des prestations payées d'avance est présenté déduction faite de la provision pour moins-value. Aucune provision pour moins-value n'a été inscrite en 2005 ni en 2004.

Actifs du régime de retraite agréé

À la date d'évaluation du 30 septembre, les actifs du régime de retraite agréé ont été répartis selon leur valeur marchande dans les catégories suivantes :

	2005	2004
Titres de participation	59,1 %	57,8 %
Titres de créance	38,5 %	40,0 %
Équivalents de trésorerie	2,4 %	2,2 %
	100,0 %	100,0 %

Sommaire des principales hypothèses utilisées dans le calcul des obligations au titre des prestations

	Prestations de retraite 2005	Prestations de retraite 2004	Autres avantages 2005	Autres avantages 2004
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	5,1 %	6,25 %	5,1 %	6,25 %
Taux de croissance de la rémunération	3,5 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %

Le taux de croissance hypothétique des frais d'hospitalisation et du coût des médicaments pour le prochain exercice est de 9,0 %. Le taux devrait commencer à diminuer graduellement en 2007 pour se chiffrer à 5,0 % en 2014 et rester à ce niveau par la suite. Les frais des soins dentaires devraient augmenter de 6,0 % par année et commencer à diminuer en 2007 pour se chiffrer à 4,5 % en 2009.

Sommaires du coût des prestations et des cotisations au régime

(en milliers de dollars canadiens)	Prestations de retraite 2005 $	Prestations de retraite 2004 $	Autres avantages 2005 $	Autres avantages 2004 $
Coût des prestations	8 406	7 495	4 470	4 054
Cotisations de l'employeur	8 149	9 392	1 290	1 134
Cotisations des participants au régime	1 962	1 901	-	-
Prestations versées	9 598	8 298	1 290	1 134

La dernière évaluation actuarielle du régime de retraite agréé aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 1er janvier 2005 et la prochaine évaluation devra être effectuée en date du 1er janvier 2008.

Sommaire des principales hypothèses utilisées dans le calcul des coûts des prestations

	Prestations de retraite 2005	Prestations de retraite 2004	Autres avantages 2005	Autres avantages 2004
Taux d'actualisation au début de l'exercice	6,25 %	6,1 %	6,25 %	6,1 %
Rendement prévu des actifs des régimes	7,0 %	7,25 %	-	-
Taux de croissance de la rémunération	3,5 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Taux d'indexation des prestations de retraite	2,5 %	2,5 %	-	-

9. TRANSFERT À L'ONTARIO POWER AUTHORITY

Le 18 février 2005, le gouvernement de l'Ontario a émis le Règlement de l'Ontario 47/05 visant le transfert d'un montant de 15,0 M$ du surplus accumulé du GIRÉ à l'Office de l'électricité de l'Ontario. Par conséquent, en 2005, le GIRÉ a transféré 15,0 M$ à l'Office de l'électricité de l'Ontario.

10. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le GIRÉ est une société unique engagée dans l'exploitation du marché de gros du réseau ontarien de l'électricité.

11. ENGAGEMENTS

Engagements en vertu de contrats de location-exploitation

Les obligations du GIRÉ en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables pour les cinq prochains exercices sont les suivantes :

(en milliers de dollars canadiens)	$
2006	1 915
2007	1 635
2008	1 215
2009	609
2010	609

Royal Ontario Museum

100 Queen's Park Tel: 416 586 5800
Toronto, Ontario www.rom.on.ca
Canada M5S 2C6

MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers ci-joints du Musée royal de l'Ontario pour l'exercice terminé au 30 juin 2005 sont la responsabilité de la direction, et ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables suivies par le Musée royal de l'Ontario sont décrites au Sommaire des principales conventions comptables contenu à la note 3 des états financiers. La préparation des états financiers s'appuie nécessairement sur des estimations fondées sur le jugement de la direction, surtout lorsque les opérations influant sur l'exercice en cours ne peuvent être complétées avec certitude jusqu'aux prochains exercices. Les états financiers ont été préparés compte tenu de l'importance relative des postes et de l'information disponible au 12 août 2005.

La direction a maintenu un système de contrôles internes conçu pour donner l'assurance raisonnable que l'actif était préservé et que l'on disposait de renseignements fiables en temps utile. Le système comprenait des politiques et procédures officielles et une structure organisationnelle prévoyant la délégation appropriée des pouvoirs et la séparation des responsabilités.

Ces états financiers ont été examinés par Ernst & Young LLP, un cabinet de vérificateurs indépendants nommés par le Conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs indépendants est d'exprimer une opinion quant à savoir si les états financiers sont présentés fidèlement selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Le rapport du vérificateur qui suit décrit l'étendue de la vérification et contient cette opinion.

Au nom de la direction du Musée royal de l'Ontario,

W.T. Graesser,
Directeur général, Finances

Meg Beckel,
Administratrice en chef des opérations

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration du
Musée royal de l'Ontario

Nous avons vérifié le bilan du **Musée royal de l'Ontario** au 30 juin 2005 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net (du déficit) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Musée. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Musée au 30 juin 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young s.r.l.

Toronto, Canada
Le 12 août 2005

Comptables agréés

Musée royal de l'Ontario

Constitué en société sans capital social en vertu d'une loi spéciale du Parlement de l'Ontario

BILAN

[Voir Mode de présentation à la note 2]

Au 30 juin

	2005 $ [en milliers de dollars]	2004 $
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie *[note 5]*	—	4 745
Autres débiteurs	**1 911**	1 988
Stocks	**120**	108
Frais d'expositions reportés et autres actifs	**1 030**	1 064
Total de l'actif à court terme	**3 061**	7 905
Placements *[note 5]*	—	222
Charge de retraite comptabilisée d'avance *[note 15]*	**1 702**	944
Immobilisations, montant net *[note 6]*	**147 153**	90 182
Autres actifs	**1 241**	975
	153 157	100 228
PASSIF ET ACTIF NET (DÉFICIT)		
Passif à court terme		
Dette bancaire *[note 16]*	**2 417**	842
Créditeurs et charges à payer	**17 864**	10 054
Montant à verser à la Fondation du Musée royal de l'Ontario *[note 14]*	**138**	1 358
Apports reportés *[note 8]*	**6 035**	6 195
Total du passif à court terme	**26 454**	18 449
Dette à long terme *[note 16]*	**27 544**	13 278
Apports de capital reportés *[note 9]*	**97 046**	66 611
Charges à payer autres que les prestations de retraite *[note 15]*	**2 161**	1 674
Total du passif	**153 205**	100 012
Actif net (déficit) *[note 10]*	**(48)**	216
	153 157	100 228

Voir les notes ci-jointes

Musée royal de l'Ontario

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET (DU DÉFICIT)

Exercice terminé le 30 juin

	2005	2004
	$	$
	[en milliers de dollars]	
PRODUITS		
Subventions *[note 11]*	25 268	26 256
Droits d'entrée	3 024	5 144
Programmes du Musée	1 898	2 156
Services complémentaires	4 442	5 228
Revenus de placements	82	75
Dons en nature *[note 7]*	790	1 687
Amortissement des apports de capital reportés	2 400	2 666
Divers	820	1 166
	38 724	44 378
CHARGES *[note 12]*		
Conservation et gestion des collections	9 706	10 686
Bâtiments, sécurité et services aux visiteurs	6 751	6 596
Services complémentaires	3 605	3 973
Frais d'administration	2 682	2 867
Programmes éducatifs et grand public	2 545	2 385
Bibliothèque et services d'information	2 327	1 963
Aménagement des expositions et galeries	1 450	1 476
Commercialisation et relations publiques	1 266	1 662
Expositions temporaires	3 540	6 324
Artefacts et spécimens *[note 7]*		
Dons en nature	790	1 687
Acquisitions	1 626	3 112
Amortissement des immobilisations	2 684	2 930
Divers	16	80
	38 988	45 741
Insuffisance des produits par rapport aux charges de l'exercice	(264)	(1 363)
Actif net au début de l'exercice	216	1 579
Actif net (déficit) à la fin de l'exercice *[note 10]*	(48)	216

Voir les notes ci-jointes

Musée royal de l'Ontario

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 30 juin

	2005	2004
	$	$
	[en milliers de dollars]	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits par rapport aux charges de l'exercice	**(264)**	(1 363)
Ajouter (soustraire) les éléments hors trésorerie		
Amortissement des immobilisations	**2 684**	2 930
Amortissement des apports de capital reportés	**(2 400)**	(2 666)
	20	(1 099)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités de fonctionnement		
Montant à verser à la Fondation du Musée royal de l'Ontario	**(1 220)**	2 407
Autres débiteurs	**77**	(300)
Stocks	**(12)**	4
Frais d'expositions reportés et autres actifs	**34**	774
Créditeurs et charges à payer	**(544)**	629
Apports reportés	**(160)**	934
Variation nette de la charge de retraite comptabilisée d'avance	**(758)**	2 091
Variation nette des charges à payer autres que les prestations de retraite	**487**	445
Flux de trésorerie de fonctionnement	**(2 076)**	5 885
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT		
Acquisitions d'immobilisations, déduction faite des augmentations des créditeurs et des charges à payer liés aux immobilisations en cours	**(51 301)**	(34 167)
Avances sur la dette à long terme	**14 266**	13 278
Augmentation (diminution) de la dette bancaire	**1 575**	(1 371)
Vente de placements	**222**	(178)
Augmentation des autres actifs	**(266)**	(543)
Apports reçus pour les acquisitions d'immobilisations	**32 835**	21 044
Flux de trésorerie d'investissement et de financement	**(2 669)**	(1 937)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	**(4 745)**	3 948
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**4 745**	797
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**—**	4 745

Voir les notes ci-jointes

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

1. GÉNÉRALITÉS

Le Musée royal de l'Ontario [le «Musée»] est un organisme établi par la province d'Ontario, constitué sans capital social en vertu d'une loi spéciale du Parlement de l'Ontario. Le Musée est le plus vaste musée du Canada et l'un des rares de son genre à explorer à la fois l'art et l'archéologie des cultures humaines et l'histoire naturelle. La mission du Musée consiste à susciter l'émerveillement et à promouvoir la compréhension des cultures humaines et de l'histoire naturelle.

Le Musée est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada [la «Loi»] et, à ce titre, est exonéré d'impôts. Il est ainsi en mesure de donner des reçus pour dons de charité aux fins fiscales. Le Musée doit remplir certains critères prévus par la Loi pour conserver son statut d'organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi. De l'avis de la direction, le Musée satisfait à ces exigences.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers ont été dressés selon le postulat de la continuité de l'exploitation qui présume que le Musée sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal des activités.

Les lignes de crédit actuelles du Musée ne suffisent pas à couvrir les engagements liés au projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario *(note 3)* lorsqu'ils viennent à échéance. Le Musée et ses banquiers négocient actuellement de nouvelles lignes de crédit afin de financer les phases approuvées par le conseil d'administration du projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario. La direction estime que le Musée réussira à obtenir des lignes de crédit suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements au moment de leur échéance. La capacité du Musée de poursuivre ses activités dépend de sa capacité à conclure des lignes de crédit plus élevées avec ses banquiers ou à obtenir des fonds d'autres sources. Les présents états financiers ne comprennent pas de rajustements au titre des montants et du classement des actifs et des passifs qui pourraient s'avérer nécessaires si le Musée n'est pas en mesure de poursuivre ses activités.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

3. PROJET RENAISSANCE DU MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

Le conseil d'administration a approuvé la phase I d'un vaste projet de réaménagement du Musée [«Projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario»]. Le projet sera réalisé en deux phases, et les coûts estimatifs globaux s'élèvent à 211 millions de dollars, avant les frais de financement et de collecte de fonds. La phase I, totalisant des frais de 185 millions de dollars, devrait être pratiquement terminée en juin 2006. La phase II coûtera 26 millions de dollars supplémentaires et devrait se terminer dès l'obtention de fonds additionnels. Le projet total comprend la restauration des édifices originaux de même que la construction de nouvelles salles d'une superficie de 40 000 pieds carrés. Le projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario modifiera de façon permanente le fondement économique du Musée, permettant d'aller chercher des revenus annuels supplémentaires afin de soutenir l'excellence dans son ensemble.

Le financement pour ce projet proviendra des secteurs public et privé. À ce jour, les gouvernements fédéral et provincial se sont engagés à octroyer 60 millions de dollars à ce projet du Musée. Une campagne de financement est actuellement menée par la Fondation du Musée royal de l'Ontario [la «Fondation»] afin de financer le solde. Au 30 juin 2005, le Musée avait investi 117,2 millions de dollars [58,5 millions de dollars en 2004] dans ce projet, montant qui est constaté au bilan à titre d'immobilisations. Au cours de l'exercice 2005, des intérêts de 539 000 $ [174 000 $ en 2003] ont été capitalisés et inclus dans les dépenses du projet.

Au 30 juin 2005, le Musée avait conclu des contrats d'une valeur totale impayée d'environ 48,7 millions de dollars pour les nouvelles immobilisations.

4. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, appliqués dans le cadre des principales conventions comptables résumées ci-après :

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Constatation des produits

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports, qui comprennent les dons et les subventions de l'État. Les apports sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré. Les dons sont comptabilisés selon la comptabilité de trésorerie étant donné que les promesses de dons ne représentent pas des droits ayant force exécutoire.

Les apports grevés d'affectations d'origine externe à des fins autres que la dotation sont reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont constatées. Les apports grevés d'affectations d'origine externe pour l'achat d'un terrain sont directement portés au crédit des «actifs investis en immobilisations». Les apports grevés d'affectations d'origine externe pour l'achat d'autres immobilisations sont reportés et amortis sur la durée de l'immobilisation correspondante. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés comme des augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice où ils sont reçus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les parts dans un fonds du marché monétaire et les placements à court terme ayant une échéance initiale inférieure à 90 jours.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui permettent d'échanger des flux de trésorerie déterminés par l'application de certains taux, indices ou changements aux montants nominaux des contrats. Le Musée utilise des swaps de taux d'intérêt pour gérer les risques de variations des taux d'intérêt et des contrats de change à terme pour gérer les risques de variations des taux de change. Ces instruments servent à couvrir un passif au bilan ou une obligation contractuelle future.

Les couvertures sont documentées au moment de la mise en place, détaillant l'objectif de gestion du risque en cause et la stratégie liée à l'opération de couverture. Les instruments dérivés doivent être très efficaces pour contrebalancer les variations des flux de trésorerie attribuables au risque couvert au moment de la mise en place et pendant la durée de la couverture afin de remplir les conditions d'application de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés qui peuvent être constatés selon la comptabilité de couverture ne figurent pas dans les états financiers. Lorsque les instruments dérivés ne sont pas considérés comme des couvertures très efficaces, qu'ils ont pris fin ou qui ont cessé d'être efficaces avant leur date d'échéance, tout gain ou toute perte durant l'exercice est enregistré(e) dans l'état des résultats et l'évolution de l'actif net (du déficit).

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Placements

Les placements sont comptabilisés à la valeur marchande. Les revenus de placements comprennent les intérêts, les dividendes, les gains (pertes) réalisé(s), et la variation nette des gains et pertes latents.

Stocks

Les stocks, qui se composent principalement de fournitures, sont comptabilisés au moindre des montants suivants : coût moyen ou valeur de réalisation nette.

Frais d'expositions reportés

Les frais d'expositions sont reportés jusqu'à ce que les expositions soient ouvertes au public et ils sont alors passés en charges au cours de la période des expositions auxquelles ils se rapportent.

Régimes d'avantages sociaux

Le Musée comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus des soins de santé. Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la valeur marchande, et les gains et pertes de placement sont constatés sur une période de trois ans. Les passifs des régimes d'avantages sociaux futurs sont actualisés au moyen des taux d'intérêt actuels sur les obligations à long terme.

L'actif (l'obligation) transitoire, la répercussion de toute modification aux dispositions des régimes, et l'excédent du gain ou de la perte actuariel net cumulatif sur 10 % de l'obligation au titre des prestations ou 10 % de la valeur marchande des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé, sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Immobilisations

Le terrain est comptabilisé au coût. Les acquisitions d'immobilisations sont présentées au coût d'acquisition. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont constatés à la juste valeur marchande à la date de l'apport. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs comme suit :

Bâtiments	40 ans
Galeries	20 ans
Mise en valeur des bâtiments	5 à 10 ans
Mobilier et matériel	3 à 10 ans

Les immobilisations en cours comprennent les frais directs de construction et les autres coûts liés au Projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario, y compris l'intérêt capitalisé. Les frais d'intérêts sont capitalisés au cours de la période de construction. Aucun amortissement n'est comptabilisé avant que les travaux de construction n'aient pris fin et que les actifs ne soient prêts à être utilisés.

Conversion des devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la conversion.

Artefacts et spécimens

La valeur des artefacts et des spécimens a été exclue du bilan. Les artefacts et spécimens reçus en dons sont comptabilisés comme des produits, aux valeurs calculées d'après les évaluations d'experts indépendants. L'acquisition des artefacts et spécimens reçus en dons et acquis est passée en charges.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels en date des états financiers et sur les montants constatés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les montants réels peuvent différer de ces estimations.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Compte tenu de la difficulté de calculer leur juste valeur marchande, les apports reçus sous forme de fournitures et de services ne sont pas constatés dans les états financiers.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent ce qui suit :

	2005	2004
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Encaisse	—	2 813
Fonds du marché monétaire	—	55
Acceptations bancaires	—	2 099
	—	4 967
Moins les montants comptabilisés à titre de placements à long terme	—	222
	—	4 745

Les montants des placements classés dans la catégorie à long terme au cours de l'exercice 2004 représentent la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus pour les apports de capital reportés non dépensés *[note 9]*.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

6. IMMOBILISATIONS

a) Les immobilisations comprennent ce qui suit :

	2005		2004	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	$	$	$	$
	[en milliers de dollars]			
Terrains	**931**	—	931	—
Bâtiments	**54 912**	**38 271**	54 912	37 231
Galeries	**37 769**	**30 452**	37 746	29 443
Mise en valeur des bâtiments	**14 824**	**10 627**	14 460	10 276
Projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario *[note 3]*	**117 225**	—	58 029	—
Mobilier et matériel	**2 334**	**1 492**	2 331	1 277
	227 995	**80 842**	168 409	78 227
Moins l'amortissement cumulé	**80 842**		78 227	
Valeur comptable nette	**147 153**		90 182	

Des intérêts de 736 000 $ [206 000 $ en 2004] ont été capitalisés au cours de l'exercice.

b) La variation de la valeur comptable nette des immobilisations est attribuable à ce qui suit :

	2005	2004
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Solde au début de l'exercice	**90 182**	57 527
Acquisitions d'immobilisations financées par des apports de capital affectés	**31 971**	20 562
Acquisitions d'immobilisations financées par la dette bancaire, la dette à long terme ou les créditeurs et charges à payer	**24 622**	13 471
Acquisitions d'immobilisations financées à l'interne	**3 062**	1 552
Amortissement des immobilisations	**(2 684)**	(2 930)
Solde à la fin de l'exercice	**147 153**	90 182

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

7. ARTEFACTS ET SPÉCIMENS

Au 30 juin 2005, la collection comptait environ 6 000 000 d'artefacts et de spécimens. Au cours de l'exercice, le Musée a ajouté environ 5 000 objets à ses collections par le biais de dons et d'acquisitions d'artefacts.

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent les subventions provenant des gouvernements fédéral et provincial, de sociétés et de la Fondation ayant trait surtout aux activités de fonctionnement du prochain exercice.

9. APPORTS DE CAPITAL REPORTÉS

Les apports de capital reportés représentent le montant non amorti des subventions et des dons reçus pour l'acquisition d'immobilisations et l'aménagement des galeries. L'amortissement des apports de capital est constaté à titre de produits dans l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net (du déficit). Les modifications au solde des apports de capital reportés se présentent comme suit :

	2005	**2004**
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Solde au début de l'exercice	**66 611**	48 233
Amortissement des apports de capital reportés	**(2 400)**	(2 666)
Apports affectés reçus pour les acquisitions d'immobilisations *[note 14]*	**32 835**	21 044
Solde à la fin de l'exercice	**97 046**	66 611

Au 30 juin 2005, des apports de capital reportés de 1 088 000 $ [222 000 $ en 2004] avaient été reçus mais non dépensés.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

10. ACTIF NET

Les variations des composantes de l'actif net au 30 juin s'établissent comme suit :

	2005				2004
	Déficit de fonctionnement $	**Affectés par le Conseil** $	**Investis en immobilisations** $	**Total** $	**Total** $
				[en milliers de dollars]	
Solde au début de l'exercice	**(4 007)**	**905**	**3 318**	**216**	1 579
Insuffisance des produits par rapport aux charges de l'exercice	**(128)**	**(136)**	—	**(264)**	(1 363)
Variation nette des actifs investis en immobilisations	**(3 069)**	**7**	**3 062**	—	—
Solde à la fin de l'exercice	**(7 204)**	**776**	**6 380**	**(48)**	216

11. SUBVENTIONS

Les subventions se présentent comme suit :

	2005 $	**2004** $
	[en milliers de dollars]	
Province d'Ontario		
Fonctionnement	**19 834**	18 518
Divers	**1 294**	1 499
Gouvernement du Canada	**173**	255
Fondation du Musée royal de l'Ontario *[note 14]*	**3 967**	5 984
	25 268	26 256

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

12. CHARGES

Les charges sont présentées dans les états des résultats et de l'évolution de l'actif net (du déficit) par fonctions. Les charges par catégories comprennent ce qui suit :

	2005	2004
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Salaires et charges sociales *[note 15]*	**21 258**	22 273
Biens et services acquis	**14 256**	18 851
Amortissement des immobilisations	**2 684**	2 930
Dons en nature	**790**	1 687
	38 988	45 741

13. BÉNÉVOLAT AU MUSÉE

Au cours de l'exercice, les bénévoles du Musée ont fourni un apport d'environ 65 000 heures de soutien au Musée. Leurs activités incluent des visites guidées des galeries et une grande variété de programmes qui enrichissent l'expérience du visiteur au Musée ainsi que des voyages locaux visant à promouvoir l'image du Musée en Ontario et dans le monde, et bien d'autres activités de soutien. Le Musée estime que la valeur de ces services est supérieure à 2 millions de dollars annuellement.

En outre, le revenu net généré par les bénévoles du Musée et l'Association des reproductions du Musée royal de l'Ontario, organisme de bénévolat indépendant affilié au Musée, sert au soutien direct des activités du Musée. Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 2005, les bénévoles du Musée ont versé un apport de 70 000 $ [60 000 $ en 2004] à la Fondation pour les projets d'acquisition et de recherche au Musée. L'Association des reproductions du Musée royal de l'Ontario a fourni un apport de 200 000 $ [200 000 $ en 2004] pour l'achat d'artefacts et de spécimens.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

14. FONDATION DU MUSEE ROYAL DE L'ONTARIO

La Fondation a été constituée le 1er juillet 1992 pour coordonner toutes les collectes de fonds dans le secteur privé entreprises au nom du Musée et de ses sociétés affiliées. L'objectif de la Fondation est de mobiliser des fonds pour améliorer les expositions et les programmes grand public, la recherche, les acquisitions et les projets en immobilisations.

Les comptes de la Fondation sont présentés distinctement et ne sont pas consolidés dans les présents états financiers. Au 30 juin, les soldes des fonds de la Fondation s'établissaient comme suit :

	2005	**2004**
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Fonds non affectés	**509**	462
Fonds affectés		
Disponibles actuellement	**10 635**	7 432
Disponibles à une date ultérieure	—	5 578
	10 635	13 010
Fonds de dotation		
Grevés d'affectations d'origine externe	**7 434**	7 128
Grevés d'affectations d'origine interne	**12 454**	6 157
	19 888	13 285
	31 032	26 757

Au cours de l'exercice, la Fondation a octroyé 17 496 000 $ [16 431 000 $ en 2004] au Musée. De cette somme, 3 967 000 $ [5 984 000 $ en 2004] ont été constatés à titre de subventions *[note 11]* et 12 813 000 $ [10 374 000 $ en 2004] ont été comptabilisés comme une augmentation des apports de capital reportés dans le cadre du projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario et 716 000 $ [73 000 $ en 2004] ont été comptabilisés dans les apports reportés.

Les montants à recevoir de la Fondation ou à verser à celle-ci ne portent pas intérêt et ne sont assortis d'aucune modalité fixe de remboursement.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

15. AVANTAGES SOCIAUX

Le Musée offre un régime de retraite agréé à prestations déterminées et d'autres régimes à prestations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à la plupart de ses employés. Les prestations de retraite sont fondées sur la durée du service des membres et le salaire moyen de fin de carrière pour les trois dernières années. Les prestations sont indexées dans la mesure où le taux annuel d'inflation dépasse 4 % pour tout exercice. Les avantages postérieurs à l'emploi incluent les prestations pour soins médicaux et dentaires postérieures au départ à la retraite. Les tableaux ci-après présentent l'information relative à ces régimes..

La charge découlant des régimes du Musée se présente comme suit :

	2005	**2004**
	$	$
	[en milliers de dollars]	
Régime de retraite à prestations déterminées	**1 574**	2 072
Autres avantages postérieurs à l'emploi	**600**	548
	2 174	2 620

Les actifs et les passifs des régimes sont mesurés chaque année au 30 juin. Le bilan présente séparément les sommes constatées à l'égard du régime de retraite et des régimes d'avantages autres que les prestations de retraite. Les informations relatives à ces régimes du Musée au 30 juin s'établissent comme suit :

	Prestations de retraite		**Avantages autres que les prestations de retraite**	
	2005	**2004**	**2005**	**2004**
	$	$	$	$
	[en milliers de dollars]			
Charges à payer	**59 951**	48 682	**5 556**	3 939
Valeur marchande des actifs des régimes	**47 681**	42 248	—	—
Déficit	**(12 270)**	(6 434)	**(5 556)**	(3 939)
Obligation (actif) transitoire non amorti(e)	**(4 949)**	(5 527)	**2 031**	2 216
Coûts non constatés des services passés	**(3 650)**	(4 050)	—	—
Perte actuarielle nette non constatée	**22 571**	16 955	**1 364**	49
Actifs (passifs) au bilan	**1 702**	944	**(2 161)**	(1 674)

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Les principales hypothèses actuarielles adoptées par le Musée afin de calculer la charge pour les régimes du Musée sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages autres que les prestations de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	**6,50**	6,25	**6,50**	6,25
Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes	**7,00**	7,00	—	—
Taux de croissance de la rémunération	**3,00**	4,25	—	—
Taux de croissance des prestations de retraite	—	—	—	—

Les principales hypothèses actuarielles adoptées par le Musée pour mesurer les passifs des régimes au 30 juin sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages autres que les prestations de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	**5,25**	6,50	**5,25**	6,50
Taux de croissance de la rémunération	**3,00**	3,00	—	—
Taux de croissance des prestations de retraite	—	—	—	—

Aux fins de l'évaluation au 30 juin 2005, le taux de croissance moyen pondéré initial présumé du coût des avantages au titre des soins médicaux et dentaires a été établi à 6,77 % en 2005 et le taux de croissance annuel ultime, à 4,50 % après 2016.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

Les actifs du régime de retraite du Musée est placé dans des fonds communs qui offrent la proportion suivante des actifs au 30 juin :

	2005 %	2004 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**5**	6
Obligations	**36**	37
Titres canadiens	**33**	32
Titres américains	**15**	14
Autres titres étrangers	**11**	11
	100	100

Les autres informations sur le régime de retraite et les régimes d'avantages autres que les prestations de retraite du Musée sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages autres que les prestations de retraite	
	2005 $	2004 $	2005 $	2004 $
	[en milliers de dollars]			
Cotisations des employés	**719**	608	—	—
Cotisations de l'employeur	**2 332**	—	**113**	103
Prestations versées	**2 560**	3 628*	**113**	103

* Inclut le transfert d'actifs de 988 258 $ au Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario.

Les apports de 2005 du Musée ont été effectués conformément au rapport d'évaluation actuarielle du 1er janvier 2004 aux fins de financement. Les apports de 2006 du Musée seront effectués conformément au rapport d'évaluation actuarielle du 1er janvier 2005 aux fins de financement qui doit être déposé auprès des organismes de réglementation d'ici le 30 septembre 2005. La date d'entrée en vigueur du prochain rapport d'évaluation actuarielle requis aux fins de financement sera le 1er janvier 2006.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

16. FACILITÉS DE CRÉDIT

a) Le Musée a une facilité de crédit d'exploitation renouvelable à vue de 3 000 000 $ portant intérêt au taux préférentiel minoré de 10 points de base. Au 30 juin 2005, un montant de 2 417 000 $ était impayé sur cette facilité.

b) Le Musée a une facilité d'emprunt à terme remboursable par versements dégressifs renouvelable [l'«emprunt»] de 55 000 000 $ pour l'aider à financer la phase I du projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario. L'intérêt est payable au taux des acceptations bancaires plus 100 points de base. Les remboursements du capital commencent à la date la plus rapprochée des dates suivantes : soit le 30 juin 2006, soit 90 jours après l'achèvement de la presque totalité de la phase I. Les remboursements mensuels minimums sont égaux au montant exigé pour rembourser entièrement le solde impayé au plus tard le 27 février 2011. Les autres versements sont exigés dans certaines circonstances.

Au 30 juin 2005, 27 544 000 $ en acceptations bancaires étaient en cours relativement à cette facilité de crédit, dont l'intérêt sur 20 300 000 $ a été fixé à 4,53 % au moyen d'un swap de taux d'intérêt *[note 17 b)]*.

c) Le Musée a une facilité de lettre de crédit de 5 000 000 $. Au 30 juin 2005, l'encours sur la lettre de crédit totalisait 452 000 $.

d) Le Musée a donné en garantie de ses facilités de crédit la presque totalité de ses actifs. En outre, il a affecté au financement du projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario tous les paiements provenant de la Fondation et du gouvernement de l'Ontario grevés d'affectations.

La Fondation s'est engagée à transférer tous ses dons non grevés d'affectations au prêteur dans certaines circonstances.

Au 30 juin 2005, la valeur nominale du swap de taux d'intérêt était de 20 millions de dollars, et la juste valeur représentait une perte de 258 000 $.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Le Musée est exposé à un risque de change à l'égard des obligations contractuelles payables en devises et à un risque de taux d'intérêt pour ce qui est de sa dette à long terme. Le Musée a conclu des instruments financiers dérivés pour gérer son risque.

Le Musée est exposé à des pertes de crédit advenant un manquement des autres parties aux instruments financiers, mais s'attend à ce que les parties respectent leurs obligations étant donné leur notation de crédit élevée.

b) Le Musée a mis en place un contrat de swap de taux d'intérêt [le «contrat»], désigné comme une couverture d'une partie de l'emprunt, qui expirera le 2 mai 2008. En vertu du contrat, le Musée a convenu avec une autre partie d'échanger, à des intervalles précises et pour une période déterminée, son obligation à taux variable contre une obligation à taux fixe [4,53 %] calculé à la valeur nominale de l'emprunt. L'utilisation du swap permet effectivement au Musée de convertir une partie de l'obligation à taux variable de l'emprunt en une obligation à taux fixe et donc de gérer son risque de taux d'intérêt. Au 30 juin 2005, le contrat était admissible à titre d'opération de couverture efficace.

c) Le Musée a conclu des contrats de change à terme [les «contrats à terme»] pour gérer le risque de change sur les obligations contractuelles libellées en Euros. En vertu des conditions des contrats à terme, le Musée recevra la livraison de la devise à diverses dates entre septembre 2005 et novembre 2005 aux taux prévus se situant entre 1,5639 et 1,5649. L'utilisation des contrats à terme permet au Musée de fixer le taux de change et de réduire le risque de variation du taux. Les contrats à terme sont évalués à la valeur du marché.

Au 30 juin 2005, la valeur nominale des contrats de change à terme totalisait 5,2 millions de dollars et la juste valeur s'élevait à 4,9 millions de dollars, entraînant une perte de 261 000 $ comptabilisée dans les résultats.

d) La juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable, à moins d'indication contraire.

18. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités et sous réserve de l'achèvement du projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario *[note 3]*, le Musée n'est pas assujetti à diverses réclamations. Lorsque le passif éventuel peut être déterminé, la direction croit que le montant ultime à payer au titre des réclamations ne dépassera pas de beaucoup les montants comptabilisés. Dans d'autres cas, l'issue ultime des réclamations ne peut être déterminée à l'heure actuelle. Toute perte additionnelle liée aux réclamations sera comptabilisée pendant l'exercice au cours duquel le passif peut être établi.

Musée royal de l'Ontario

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2005

19. ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS

Les états financiers comparatifs ont été reclassés par rapport aux états présentés précédemment afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers de 2005.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

OPA
Ontario Power Authority

A l'attention du Conseil d'Administration

Nous avons procédé à la vérification de la situation financière de l'Office de l'électricité de l'Ontario au 31 décembre 2005, ainsi que les états d'exploitation, les flux de trésorerie et les variations des actifs nets en fin d'année. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et autres déclarations figurant dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes présentées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous sommes d'avis que ces états financiers reflètent correctement tous les aspects essentiels de la situation financière de l'Office à la date du 31 décembre 2005 et que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie en fin d'exercice sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

KPMG LLP

KPMG

OFFICE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Bilan

au 31 décembre 2005

	2005
Actif	
Actif à court terme :	
Espèces et quasi-espèces	8 911 099 $
Débiteurs, montant net	230 401
Autres actifs à court terme (note 3)	1 871 974
	11 013 474
Variation du Plan tarifaire réglementé (note 4)	744 280 862
Immobilisations (note 5)	3 394 765
	758 689 101 $
Passif et actif net	
Passif à court terme :	
Créditeurs et charges à payer	71 372 501 $
Acomptes sur contrats	84 889
Améliorations locatives reportées, montant net (note 8)	1 331 013
Redevance au Ministère de l'Énergie (note 14)	6 816 692
Emprunt d'exploitation (note 11)	7 008 002
Emprunt renouvelable - Plan tarifaire réglementé (note 11)	603 785 956
Règlement des comptes de détaillants (note 6)	72 827 345
	763 226 398
Passif à long terme :	
Acompte sur contrats	1 254 000
Actif net :	
Affectation d'origine interne au Fonds de conservation (note 11)	1 021 250
Investi en immobilisations	3 394 765
Non affecté	(10 207 312)
	(5 791 297)
Nature des activités (note 1)	
Engagements (note 8)	
	758 689 101 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.
Au nom du conseil d'administration,

Administrateur

Administrateur

OFFICE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2005

	2005
Produits :	
Paiements de la SIERE	15 000 000 $
Intérêts créditeurs	125 014
	15 125 014
Charges :	
Personnel et coûts du Conseil	5 929 823
Charges professionnelles et de consultation	6 274 558
Charges du Fonds de conservation	78 750
Coûts généraux d'exploitation (note 7)	1 699 081
Amortissement des immobilisations	117 407
Bénéfice avant ce qui suit:	1 025 395
Autres intérêts créditeurs et débiteurs :	
Intérêts gagnés sur le solde du PTR	5 969 074
Intérêts payés sur l'emprunt - PTR	(5 671 208)
Intérêts payés sur les emprunt des détaillants	(297 866)
Total des intérêts créditeurs et débiteurs	–
Autres charges :	
Coûts des AO (note 14)	6 816 692
Rajustements et règlements globaux :	
Contrat pour la PHC	136 485 048
Programmes de production et d'économie	(1 291 735 249)
Rajustement global	1 155 250 201
Total du rajustement global	–
Excédent des charges sur les produits	(5 791 297)$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

OFFICE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des variations de l'actif net

Exercice terminé le 31 décembre 2005

	Investi en Immobilisations	Affectation d'origine interne au Fonds de conservation	Non affecté	Total
Solde au début de l'exercice	- $	- $	- $	- $
Excédent des charges sur les produits	(117 407)	-	(5 673 890)	(5 791 297)
Création du Fonds de conservation	-	1 100 000	(1 100 000)	-
Charges du Fonds de conservation	-	(78 750)	78 750	-
Investissement en immobilisations	3 512 172	-	(3 512 172)	-
Solde à la fin d'exercice	3 394 765 $	1 021 250 $	(10 207 312)$	(5 791 297)$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

OFFICE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2005

	2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :	
Excédent des charges sur les produits	(5 791 297)$
Rajustements portant sur ce qui suit :	
Amortissement des immobilisations	117 407
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	78 948 030
	73 274 140
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement:	
Avances sur emprunt payable à OOF	603 785 956
Redevance au Ministère de l'Énergie	6 816 692
Accroissement du compte de variation du PTR	(744 280 862)
Accroissement du compte de règlement des détaillants	72 827 345
Achat d'immobilisations	(3 512 172)
	(64 363 041)
Accroissement net des espèces et des quasi-espèces	8 911 099
Espèces et quasi-espèces au début d'exercice	–
Espèces et quasi-espèces à la fin d'exercice	8 911 099 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 décembre 2005

1) Nature des activités

L'Office de l'électricité de l'Ontario (« OEO » ou l' « Office ») a été constitué en société sans capital-actions le 9 décembre 2004, par la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité* (la « Loi »). En vertu de cette Loi, les principaux objectifs de l'Office sont :

1) Établir des prévisions pour la demande d'électricité et pour la fiabilité des ressources d'électricité de l'Ontario à court et à moyen terme.

2) Procéder à une planification indépendante de la production d'électricité, de la gestion de la demande, de l'économie d'énergie et de la transmission, ainsi que développer des projets de systèmes de production d'énergie intégrés pour l'Ontario.

3) Entreprendre toute activité ayant pour but de garantir un approvisionnement et des ressources en électricité fiables et sécuritaires en Ontario.

4) Entreprendre toute activité permettant la diversification des sources d'électricité en encourageant l'usage de technologies propres, y compris les sources d'énergie alternatives et renouvelables.

5) Établir, à l'échelle globale, la quantité d'électricité pouvant être produite à partir de sources alternatives et renouvelables.

6) Faciliter la gestion de la puissance du réseau d'électricité.

7) Entreprendre toute activité visant à promouvoir l'économie de l'électricité et son utilisation efficiente.

8) Aider la Commission de l'énergie de l'Ontario en matière de stabilité des prix pour certains types de clients.

9) Rassembler les données portant sur les besoins en électricité de l'Ontario à court et à moyen terme et sur la validité et la fiabilité du système de production d'énergie intégré pour répondre à ces besoins ainsi que mettre ces données à la disposition du public et de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

La poursuite des activités de l'Office est conditionnée par l'obtention de fonds pour mener à bien ses activités. La solvabilité de l'OEO est garantie par :

1) la Loi, qui permet largement à l'OEO de respecter ses obligations,
2) le risque mineur de l'OEO, vu que sa seule contrepartie sera la SIERE, une entité solide créée par la province.

Définitions :

OEO	Office de l'électricité de l'Ontario
PTR	Plan tarifaire réglementé
SIERE	Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité
PHC	Production hors centrale
OOF	Office ontarien de financement
AO	Appel d'offres
CEO	Commission de l'énergie de l'Ontario
OPG	Ontario Power Generation
SDL	Société de distribution locale
PHEO	Prix horaire de l'énergie en Ontario

2) Sommaire des principales conventions comptables

Mode de présentation :
Les états financiers sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Constatation des produits :
Les redevances perçues par l'OEO sont déterminées par les tarifs approuvés par la CEO pour l'énergie électrique prélevée du réseau contrôlé par la SIERE par les consommateurs ontariens. Ces produits sont constatés pendant la période où elles sont perçues.

Espèces et quasi-espèces :
Elles comprennent les soldes bancaires, les dépôts à terme et d'autres placements à court terme dont l'échéance est d'au plus 120 jours.

Investissements :
Les placements du marché ayant une échéance supérieure ou égale à 121 jours sont considérés comme des investissements et sont évalués à leur coût non amorti. Les primes et les escomptes sont amortis sur la période allant jusqu'à leur échéance.

Immobilisations :

Les immobilisations sont capitalisées au coût d'acquisition. Le coût en capital des biens et de l'équipement est amorti selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation, de la façon suivante :

Type d'actif	Durée probable d'utilisation
Mobilier et équipements	10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du bail
Ordinateurs et logiciels	2,5 ans
Équipement audio-visuel	10 ans
Système téléphonique	5 ans

Incertitude relative à la mesure :

La détermination du montant auquel un élément est constaté dans les états financiers est sujette à une incertitude qu'on appelle « incertitude relative à la mesure ». Cette incertitude existe lorsqu'il est raisonnablement possible qu'il y ait une variation importante entre le montant constaté et un autre montant raisonnablement possible, ce qui peut arriver quand on a recours à des estimations. Dans les présents états financiers, il existe une incertitude relative à la mesure dans l'évaluation des contrats d'achat d'énergie par rapport à la date résolutoire approximative des obligations de l'OEO. Les estimations, qui reposent sur les meilleures informations disponibles au moment de la préparation des états financiers, sont remises à jour annuellement pour refléter la nouvelle information à mesure que celle-ci est disponible.

3) Autres actifs à court terme

Rajustement global à recouvrer	1 726 149 $
TPS à recouvrer	131 187
Autres	14 638
Total	1 871 974 $

4) Compte de variation du Plan tarifaire réglementé

Alors que les prix du PTR pour les consommateurs reposent sur une prévision annuelle du coût de l'électricité, il est possible qu'il y ait une différence entre le coût prévu et le coût réel de l'électricité destinée à tous les consommateurs régis par le PTR.

L'OEO suit de près les fluctuations du compte des variations du PTR.

Afin d'assurer que des tarifs abordables sont offerts aux consommateurs du secteur résidentiel, commercial et autres clients tout en recouvrant le coût intégral de l'électricité, l'écart qui en découle est récupéré dans les tarifs futurs.

Le tableau suivant donne l'état actuel du compte des variations du PTR.

Apport du rabais de Ontario Power Generation	361 224 170 $
Apport du recouvrement auprès des consommateurs	377 087 619
Variation totale du PTR avant les intérêts	738 311 789 $
Intérêts gagnés	5 969 073
Total	744 280 862 $

Les variations mensuelles sont présentées selon les montants bruts et nets. Le montant brut s'applique avant que l'estimation mensuelle du rabais de l'OPG prenne effet. Le montant net tient compte du rabais de l'OPG.

Ce plafonnement des produits se traduit par une réduction aux consommateurs, qu'on appelle le « rabais de l'OPG ». La valeur réelle du rabais de l'OPG ne sera connue qu'après le 30 avril 2006.

Quand ce montant aura été établi, il sera porté en réduction du compte de variation du PTR.

Afin d'indiquer un solde mensuel du compte de variation qui reflète mieux la réalité, une estimation du rabais de l'OPG est utilisée pour réduire le niveau escompté des variations que la CEO utilisera dans sa détermination du prochain prix du PTR.

Le PTR a été conçu de façon à maintenir une certaine stabilité des prix de l'électricité, et ce, afin de protéger les consommateurs contre les fluctuations du marché.

5) Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Mobilier et équipements	1 174 275 $	11 021 $	1 163 254 $
Améliorations locatives	1 458 998	29 275	1 429 723
Ordinateurs et logiciels	693 839	69 591	624 248
Équipement audio-visuel	135 843	3 436	132 407
Système téléphonique	49 217	4 084	45 133
	3 512 172 $	117 407 $	3 394 765 $

6) Règlement du solde des détaillants

La Loi stipule que les détaillants sont tenus par l'OEO de respecter leurs contrats avec les clients de faible consommation si ces contrats ont été passés avant le gel des prix prévu par la loi en 2002. Dans le but de garantir les mêmes montants dans l'application de ces contrats, l'OEO et les détaillants régleront les différences entre le Prix horaire de l'énergie en Ontario (« PHEO ») et le prix contractuel. Si le PHEO est inférieur au prix contractuel, l'OEO versera des paiements aux détaillants. Dans le cas contraire, l'OEO recevra un paiement. Plusieurs contrats des détaillants, en vigueur au 11 novembre 2002, s'étendaient sur une durée de trois à cinq ans et, par conséquent, le nombre de ces contrats et volumes connexes diminueront à mesure que ces contrats viendront à expiration. Tous ces contrats devraient expirer d'ici novembre 2007.

7) Coûts d'exploitation

Coûts du programme	536 662 $
Informatique	101 175
Locaux	551 474
Frais de bureaux et de gestion	494 483
Intérêts bancaires	15 287
Total	1 699 081 $

8) Engagements

Au cours de l'exercice, l'OEO a conclu des contrats de location pour l'occupation de ses bureaux, lesquels offraient maints avantages. Les loyers différés constituent un avantage des conditions du contrat de location-exploitation et ils sont amortis linéairement sur la durée du bail de 10 ans. En plus d'une exemption de loyer s'étendant jusqu'en mai 2006 (ce qui représente 212 589 $), l'OEO a obtenu une indemnité sur les améliorations locatives s'élevant à 1 359 332 $. Au 31 décembre 2005, les avantages des loyers différés ont atteint 1 331 013 $, après amortissement.

Conformément aux lignes directrices de l'Institut Canadien des Comptables Agrées, l'OEO déclare un coût moyen de location sur la durée du bail, et amortit les avantages des conditions du contrat sur la même période. Au 31 décembre 2005, le passif cumulé des loyers était de 3 880 $.

D'après les conditions du bail, les paiements annuels minimum sur les cinq prochains exercices s'établissent approximativement comme suit :

2006	346 000 $
2007	558 000
2008	558 000
2009	575 000
2010	575 000
2011 et au-delà	3 058 000
	5 670 000 $

9) Opérations entre apparentés

L'OEO considère le Gouvernement de la Province de l'Ontario, ses organismes et ses sociétés de la Couronne comme étant des apparentés. Dans ses opérations courantes, l'OEO effectue des transactions avec les apparentés suivants :

a) La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE)

b) L' Office ontarien de financement (intérêt)

c) Le Ministère de l'Énergie.

	Produits	Charges
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE)	15 000 000 $	-- $
Office ontarien de financement (intérêt)		5 294 489
Ministère de l'Énergie (coûts des AO)		6 816 692
	15 000 000 $	12 111 181 $

10) Régime de retraite

L'Office verse au nom de tout le personnel des contributions à la Commission des régimes de retraite de l'Ontario, un régime interentreprises,. Ce régime contributif à prestations déterminées définit le montant des prestations de retraite que les employés recevront, déterminées en fonction de leur salaire et de leur ancienneté.

Le taux de la contribution patronale est égale à 8 % de la masse salariale, ce qui porte les contributions totales annuelles de l'Office à 228 274 $.

11) Emprunt d'exploitation et emprunt renouvelable – Plan tarifaire réglementaire

L'OEO dispose d'une facilité d'exploitation renouvelable, d'un montant de 975 000 000 $, auprès de l'Office ontarien de financement. L'OEO a prélevé un montant de 603 785 956 $ au moyen d'un billet à ordre à payer à l'Office ontarien de financement afin de financer ses paiement à la SIERE. Ce billet porte intérêt au taux de 3,37 %, et il est remboursable le 18 janvier 2006. L'OEO a également prélevé un montant de 7 008 002 $ auprès de l'Office ontarien de financement pour couvrir ses frais généraux d'exploitation. Ce dernier emprunt porte intérêt aux taux de 3,40 %, et il est remboursable le 18 janvier 2006.

12) Caisse d'économie d'énergie

Le Bureau des économies d'énergie, division de l'Office d'électricité de l'Ontario, a créé le Fonds de conservation, afin de venir en aide aux projets visant l'économie de l'électricité. Pour 2005, l'OEO a alloué à ce Fonds une réserve de 1 100 000 $, de laquelle un montant autorisé et approuvé de 78 750 $ a été déboursé à même le Fonds.

13) Juste valeur des actifs et des passifs financiers

La valeur comptable de l'encaisse, des débiteurs, des prêts à recevoir, des créditeurs et des charges à payer corresponde approximativement à leur juste valeur, étant donné leur échéance à court terme.

La juste valeur des variations du Plan tarifaire réglementé, de l'emprunt d'exploitation, de l'emprunt du PTR, et du Règlement du solde des détaillants ne sont pas indiquées, car elles n'apporteraient aucune information utile du fait de leur recouvrement et/ou de la difficulté à les déterminer correctement.

14) Coûts des AO transférés à l'OEO

En vertu de l'article 25.18 de la *Loi sur l'Électricité de 1998*, l'OEO est tenu de rembourser la Couronne, ou, à la demande du Ministère des Finances, une société de la Couronne, certains coûts engagés par la Couronne, ou par l'une de ses sociétés, après le 20 janvier 2004 et avant la première approbation par le

Conseil du processus d'approvisionnement de l'OEO, tel que défini par le paragraphe 25.31(4) de la *Loi sur l'Électricité de 1998*. Ces coûts comprennent les coûts en rapport avec l'OEO, les contrats d'approvisionnement de fournitures, de capacité ou de CDM, une initiative lancée par la Couronne et que l'OEO a été tenu d'observer soit par décision ministérielle, ou conformément à ses propres directives.

Au cours de l'exercice 2005, l'OEO a reçu deux factures du Ministère de l'Énergie, d'une somme totale de 6 816 692 $, pour couvrir les frais juridiques et de consultation. Ces frais se rapportent aux contrats d'approvisionnement négociés par le Ministère, contrats qui relèvent maintenant de l'OEO.

OQRE
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

2, rue Carlton, bureau 1200
Toronto (Ontario) M5B 2M9
Téléphone : 1 888 327-7377
Télécopieur : 416 325-0831
Site Web : www.oqre.on.ca

RAPPORT DE LA DIRECTION

Responsabilité de la direction pour la communication de l'information financière

Les états financiers ci-inclus de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 2006 sont la responsabilité de la direction et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables observées par l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation sont décrites dans le Résumé des principales conventions comptables inclus dans la Note 2 des états financiers. La préparation des états financiers comprend nécessairement l'usage de prévisions fondées sur le discernement de la direction, surtout lorsque les transactions qui influent sur l'exercice en cours ne peuvent pas être finalisées avec certitude avant des exercices futurs. Les états financiers ont été préparés compte tenu des limites raisonnables de l'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles jusqu'au 17 mai 2006.

La direction a maintenu un système de contrôle interne conçu pour assurer une mesure raisonnable de protection des actifs et la disponibilité de renseignements fiables en temps opportun. Le système comprenait des politiques et procédures établies et une structure d'organisation qui prévoyait la délégation appropriée d'autorité et l'attribution des responsabilités.

Les états financiers en question ont été vérifiés par Horwath Orenstein LLP, un cabinet de vérificateurs externes indépendants désigné par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes est d'indiquer s'ils jugent que les états financiers sont présentés de façon juste selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le Rapport des vérificateurs qui suit donne un aperçu de la portée de leur vérification et de leur opinion.

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION
Au nom de la direction,

La directrice générale,

Marguerite Jackson

La directrice des affaires internes et des relations publiques,

Robin Dafoe

Toronto, Canada
Le 17 mai 2006

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'attention des membres du conseil d'administration de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (l'Office).

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation au 31 mars 2006 et l'état des revenus, des dépenses et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et effectuée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous sommes d'avis que ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes du secteur public.

Horwath Orenstein LLP

Toronto (Ontario)
Le 17 mai 2006

Comptables agréés

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

État de la situation financière

31 mars 2006

	2006	2005
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	**8 766 863 $**	6 215 330 $
Fonds affecté du Conseil *(Note 4)*	**1 930 000**	-
Comptes débiteurs	**1 277 216**	351 047
	11 974 079	6 566 377
IMMOBILISATIONS CORPORELLES *(Note 5)*	**704 628**	368 394
	12 678 707 $	6 934 771 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
COURT TERME		
Comptes créditeurs et charges à payer	**3 430 808 $**	5 143 202 $
Fonds de fonctionnement	**7 317 899**	1 791 569
Fonds affecté du Conseil	**1 930 000**	-
EXCÉDENT	**9 247 899**	1 791 569
	12 678 707 $	6 934 771 $

AU NOM DU CONSEIL

Président

Directrice générale

Voir les notes afférentes aux états financiers.

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

État des revenus, des dépenses et de l'excédent

pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
REVENUS		
Ministère de l'Éducation		
Versements d'allocation de base	**33 525 809 $**	30 802 870 $
Autres revenus	**528 539**	676 104
	34 054 348 $	31 478 974 $
DÉPENSES (Note 3)		
Services et frais de location	**15 101 017**	24 326 654
Salaires, rémunérations et avantages sociaux	**9 344 386**	8 576 052
Transport et communication	**1 566 778**	2 408 452
Fournitures et équipements	**585 837**	414 204
	26 598 018	35 725 362
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	**7 456 330**	(4 246 388)
EXCÉDENT – DÉBUT DE L'EXERCICE	**1,791 569**	6 037 957
EXCÉDENT – FIN DE L'EXERCICE	**9 247 899 $**	1 791 569 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

Notes afférentes aux états financiers

pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE L'OFFICE

La province de l'Ontario a créé l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (« l'Office ») en vertu de la *Loi sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation* en juin 1996. Son objectif visait à rehausser le niveau de responsabilité et à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en Ontario au moyen d'évaluations et d'enquêtes fondées sur des données objectives, fiables et pertinentes, ainsi qu'en diffusant en temps opportun au public les renseignements obtenus et les recommandations formulées visant à améliorer le système de l'éducation.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes de comptabilité généralement reconnus du Canada, ainsi qu'aux conventions comptables détaillées ci-dessous.

Constatation des produits

a) Les versements d'allocation de base venant du ministère de l'Éducation sont comptabilisés sur réception.

b) Les autres revenus sont comptabilisés une fois que le service a été rendu.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé à des taux et selon des méthodes visant l'amortissement sur la durée de vie utile et se détaille comme suit :

Équipement informatique	3 années	Amortissement linéaire
Mobilier et agencements	5 années	Amortissement linéaire

Dans le cas des immobilisations corporelles acquises ou mises en service au cours de l'exercice, l'amortissement est calculé à partir du mois suivant la date de mise en service de ces acquisitions.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada, requiert de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont un effet sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif et sur la divulgation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants de revenus et dépenses de l'exercice. Ces estimations prennent en considération l'amortissement des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont révisées périodiquement, et tout ajustement nécessaire sera constaté dans les résultats des exercices au moment de la révision de ces estimations.

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

Notes afférentes aux états financiers

pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

3. DÉPENSES

Suite au déplacement de la notation du Test provincial de compétences linguistiques (TPCL) de l'automne 2005 au prochain exercice (printemps 2006), il y a eu une baisse dans les dépenses comparativement à l'année précédente.

4. FONDS AFFECTÉ DU CONSEIL

Un Fonds affecté du conseil d'administration a été établi à la suite d'une résolution prise par ce dernier dans le but d'examiner les processus d'évaluation et de rechercher de nouvelles méthodologies en matière d'évaluation à grande échelle afin de maintenir la qualité irréprochable du programme d'évaluation de l'Ontario. Le fonds est actuellement investi dans un compte courant à la Banque Royale du Canada. L'organisme a le pouvoir de garder tout revenu qui n'est pas un financement provincial selon la Loi sur l'OQRE, la Directive sur l'établissement et l'obligation de rendre compte des organismes et la Loi sur l'administration financière.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	**2006 Valeur comptable nette**	2005 Valeur comptable nette
Matériel informatique	769 092 $	159 962$	**609 130 $**	266 564 $
Mobilier et agencements	178 752	83 254	**95 498**	101 830
	947 844 $	243 216 $	**704 628 $**	368 394 $

6. ENGAGEMENTS

L'Office loue des locaux en vertu d'un bail à long terme prenant fin le 31 décembre 2012. Selon les conditions de ce bail, l'Office est tenu d'acquitter un loyer de base annuel pré-établi en fonction des taux de la superficie en pieds carrés plus les frais de fonctionnement et d'entretien.

Les loyers minimaux exigibles relatifs aux baux de location-exploitation pour le matériel de bureau et les locaux pour les cinq prochaines années sont estimés comme suit :

2007	1 113 500 $
2008	1 090 500 $
2009	1 067 000 $
2010	1 086 500 $
2011	1 107 000 $
	5 464 500 $

OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

Notes afférentes aux états financiers

pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers se composent des liquidités, du fonds affecté du Conseil, des comptes débiteurs et créditeurs, ainsi que des charges à payer. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'Office ne s'expose à aucun risque de crédit relatif à ces instruments financiers. La valeur comptable de ces instruments financiers se rapproche de sa juste valeur étant donné l'échéance à court terme de ces instruments.

8. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'a pas été présenté étant donné que cette information est déjà disponible dans les états financiers présentés.

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

Responsabilités de la direction à l'égard des états financiers

La direction a préparé les états financiers ci-joints conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et elle en accepte l'entière responsabilité. Pour préparer des états financiers, il faut se servir d'estimations établies par la direction selon son bon jugement, particulièrement lorsqu'il est impossible de finaliser avec certitude les transactions relevant de la période comptable en cours. Les états financiers ont été préparés comme il se doit, eu égard à l'importance relative, et en fonction des données disponibles au 13 juin 2006.

La direction dispose d'un système de contrôle interne pour garantir avec une certitude raisonnable que les biens sont protégés et que l'information financière est prête en temps opportun. Le système s'appuie sur des politiques et des méthodes établies ainsi que sur une structure organisationnelle qui permette une délégation des pouvoirs et une répartition des responsabilités. Le Services de la vérification interne de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) évalue indépendamment et régulièrement l'efficacité de ces contrôles internes et fait rapport à ce propos à la direction et au comité de vérification du conseil d'administration.

Il incombe au conseil d'administration de l'OTEO de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités. Le conseil d'administration a nommé un certain nombre de ses membres à un comité de vérification. Ce comité rencontre périodiquement les membres de la direction, le comité de vérification interne et le bureau du vérificateur général de l'Ontario pour discuter de divers sujets, dont vérification, contrôle interne, conventions comptables et information financière. Le comité de la vérification et le comité des finances ont conjointement étudié les états financiers avant de les soumettre à l'approbation du conseil d'administration.

Le bureau du vérificateur général de l'Ontario effectué une vérification annuelle conformément à l'article 11 de la *Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario*. Le rapport du vérificateur général décrit la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Lisa de Wilde
Présidente-directrice générale

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

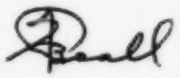
Rapport du vérificateur

À l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario et à la ministre de l'éducation

J'ai vérifié l'État de la situation financière de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario au 31 mars 2006, l'État des résultats d'exploitation et de l'avoir, l'État des changements intervenus dans l'avoir et l'État des encaisses pour l'exercice terminé. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondage des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des changements dans sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.



Toronto, Ontario
Le 13 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
État de la situation financière
au 31 mars 2006

Actif	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) Redressés(note 3)
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme (note 4)	16 474	12 637
Débiteurs (note 5)	3 120	2 640
Frais payés d'avance	871	1 074
Stocks	415	476
	20 880	**16 827**
Droits de diffusion et coûts de production (note 9)	**26 743**	**27 455**
Charges de retraite reportées (note 6)	**2 233**	**2 751**
Placements détenus pour le fonds de renouvellement des immobilisations (note 7)	**3 525**	**3 293**
Immobilisations nettes (note 8)	**16 264**	**19 389**
Total de l'actif	**69 645**	**69 715**
Passif et avoir		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	8 135	7 532
Recettes reportées (note 10)	12 600	9 428
Obligations locatives (note 11)	23	21
	20 758	**16 981**
Dettes à long terme		
Obligations locatives (note 11)	29	52
Futurs avantages sociaux des employés (note 6)	4 455	3 420
Apport reporté (note 12)	14 441	16 214
	18 925	**19 686**
Avoir		
Avoir placé dans des droits de diffusion et les coûts de productions	25 578	26 700
Avoir placé dans des immobilisations	5 296	6 395
Charges de retraite reportées et affectées (note 5)	2 233	2 751
Avoir non affecté	(3 145)	(2 798)
	29 962	**33 048**
Total du passif et de l'avoir	**69 645**	**69 715**

Engagements et passifs éventuels (notes 16 et 19)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administrations :

Peter O'Brian
Présidente

Lisa de Wilde
Directeur

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
État des résultats d'exploitation et de l'avoir
pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) Redressés (note 3)
Recettes		
Subventions de fonctionnement du gouvernement provincial (note 13)	50 296	53 476
Autres recettes gagnées (note 15)	15 600	13 733
Financement de projets par les gouvernements et le secteur privé (note 14)	8 002	5 782
Amortissement de l'apport reporté (note 12)	2 760	2 988
	76 658	**75 979**
Dépenses		
Services de programmation de TVO	22 828	23 645
Services de programmation de TFO	16 239	15 498
Services techniques et de soutien de la production	15 363	8 966
Centre d'études indépendantes	8 830	15 613
Frais de gestion et dépenses générales	5 105	4 882
Coût d'autres recettes gagnées (note 15)	4 820	4 729
Amortissement des immobilisations	4 150	4 319
Futurs avantages sociaux des employés (note 6)	2 409	2 092
	79 744	**79 744**
Excédent des dépenses sur les recettes	**(3 086)**	**(3 765)**
Avoir, début de l'exercice	**33 048**	**36 813**
Avoir, fin de l'exercice	**29 962**	**33 048**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
États des changements de l'avoir
pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)					2005 (en milliers de dollars)
	Placements dans les immobilisations	Placements dans les droits de diffusion et les coûts de production	Charges de retraite reportées et affectées	Avoir non affecté	Total	Redressés note 3 Total
Solde, début de l'exercice	6 395	26 700	2 751	(2 798)	**33 803**	**36 813**
Excédent des dépenses sur les recettes	(1 622)	(16 137)	(1 198)	15 871	**(3 086)**	**(3 765)**
Cotisation au régime de retraite à prestations déterminées	-	-	680	(680)	-	-
Placements en immobilisations	523	-	-	(523)	-	-
Placements dans les coûts des émissions de télévision	-	15 015	-	(15 015)	-	-
Solde, fin de l'exercice	**5 296**	**25 578**	**2 233**	**(3 145)**	**29 962**	**33 048**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
État des encaisses
pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars) Redressés note 3
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des dépenses sur les recettes	(3 086)	(3 765)
Ajouter/(déduire) les postes hors caisse :		
Amortissement des immobilisations	4 150	4 319
Amortissement des apports reportés	(2 469)	(2 706)
Amortissement des droits de diffusion et des coûts de production	15 727	16 145
Charges de retraite	518	659
Prestations après retraite	1 035	925
Gains provenant de l'aliénation des immobilisations	(59)	(29)
Évolution nette du fonds de roulement hors caisse :		
Débiteurs	(480)	2 058
Stocks	61	(9)
Frais payés d'avance	203	(316)
Recettes reportées	3 172	3 641
Créditeurs et charges à payer	603	(67)
Encaisse provenant des activités de fonctionnement	**19 375**	**20 855**
ACTIVITÉS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT		
Ajout de droits de diffusion	(15 015)	(15 944)
Ajout d'immobilisations	(1 060)	(2 361)
Apports reportés de l'exercice actuel	464	1 503
Produits provenant de l'aliénation des immobilisations	94	113
Obligations locatives	(21)	35
Encaisse provenant des activités de placement et de financement	**(15 538)**	**16 654**
Augmentation/(baisse) nette de la situation de trésorerie au cours de l'exercice	3 837	4 201
Encaisse et placements à court terme, début de l'exercice	12 637	8 436
Encaisse et placements à court terme, fin de l'exercice	**16 474**	**12 637**

Voir les notes afférentes aux États financiers

OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
Notes afférentes aux États financiers
au 31 mars 2006

1. AUTORITÉ ET MANDAT

L'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (l'Office) est une société de la Couronne provinciale créée en juin 1970 en vertu de la *Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario*. Conformément à cette loi, la principale mission de l'Office est de créer, d'acquérir, de produire, de distribuer, d'exposer ou de s'occuper des émissions et des documents relevant des domaines de la radiodiffusion et de la télécommunication éducatives.

L'Office est un organisme sans but lucratif enregistré, autorisé à émettre des reçus d'impôt pour les dons qui lui sont versés. À titre de société de la Couronne de la province de l'Ontario, l'Office est exempté de l'impôt sur le revenu.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers de l'Office ont été préparés conformément aux principes comptables du Canada généralement reconnus.

b) Stocks

Le coût du matériel d'appoint est évalué selon la méthode de la valeur minimale ou à la valeur de réalisation nette lorsque les coûts sont fixés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les magasins et les fournitures sont évalués au prix coûtant lorsque les coûts sont fixés selon la méthode de l'épuisement successif, moins réserve pour obsolescence. Les bandes vidéo et audio sont évaluées selon la méthode de la valeur minimale ou de la valeur de réalisation nette lorsque les coûts sont fixés selon la méthode de l'épuisement successif.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pour les périodes suivantes, à compter de l'année suivant l'achat :

Immeuble	30 ans
Émetteurs	17 ans
Matériel de vérification des émetteurs	7 ans
Matériel technique sur place	7 ans
Améliorations locatives	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Mobiliers et agencements	15 ans
Matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans

(d) Constatation des recettes

1. Les recettes provenant de l'octroi des droits afférents à des émissions sont inscrites dans l'état des résultats au moment de la vente de ces droits.

2. Les recettes provenant de la souscription publique sont inscrites selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les recettes provenant de sociétés commanditaires sont inscrites une fois le contrat signé, à l'exception des contributions pluriannuelles qui sont inscrites à la réception des sommes en espèces.

3. Les subventions et les recettes reçues au cours de l'exercice pour des dépenses spéciales sont reportées jusqu'à ce que ces dépenses aient été engagées.

4. Les recettes provenant d'apports destinés à l'achat d'immobilisations particulières sont reportées et amorties sur la même période que les immobilisations auxquelles elles sont affectées.

5. Les droits d'inscription aux cours et aux tests d'évaluation en éducation générale (GED) sont inscrits dans l'état des résultats au moment des inscriptions.

e) Futurs avantages sociaux des employés

L'Office calcule ses obligations conformément aux régimes de retraite à prestations déterminées des employés et aux frais connexes, moins réserve des actifs de régime. Les politiques suivantes ont été adoptées :

1. Des actuaires indépendants déterminent sur une base actuarielle le coût des prestations de retraite et d'autres avantages après retraite, à l'aide de la méthode de la répartition au prorata des services et des meilleures estimations de la direction.

2. Le coût des prestations au titre des services passés et l'actif et les obligations temporaires sont amortis au cours de la période de service moyenne qui reste aux employés actifs qui cotisent aux régimes.

3. Les gains (pertes) actuariels sont reconnus dans la mesure où ils surpassent de 10 % des charges de retraite reportées ou la valeur commerciale de l'actif des régimes, le plus élevé de ces deux montants étant retenu. Les sommes reconnues sont amorties sur la période de service moyenne qui reste aux employés actifs cotisant aux régimes.

4. L'actif du régime de retraite est estimé à la valeur du marché.

f) Droits de diffusion et coûts de production

Les coûts des émissions de télévision sont comptabilisés comme suit :

Les dépenses au titre des programmes de diffusion d'émissions d'actualité et de promotion du réseau produits par l'Office sont comptabilisées au cours de l'année où elles ont été engagées.

Tous les autres programmes produits par l'Office et les programmes autorisés par une licence dans le cadre de contrats de coproduction, de pré-achat et d'acquisition sont constatés au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de quatre ans.

g) Utilisation des estimations

La présentation d'états financiers conformément aux principes de comptabilité généralement acceptés au Canada exige que la direction procède à des estimations et fasse des hypothèses. Ces dernières affectent l'actif et le passif ainsi que les renseignements sur les éventualités à la date des états financiers et le montant des recettes et des dépenses pendant la période visée. Les résultats réels peuvent donc ne pas correspondre à ces estimations.

3. CHANGEMENT DE POLITIQUE COMPTABLE – AMORTISSEMENT DES COÛTS DES ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION

Le 1er avril 2005, l'Office a changé sa politique comptable en ce qui a trait à certains droits de diffusion et certains coûts de production. Ces frais, qui étaient auparavant portés aux dépenses de l'exercice en cours, sont maintenant capitalisés et amortis au cours de la durée de vie prévue des programmes auxquels ils se rapportent. Dans certains cas, les fonds affectés aux projets sont maintenant reportés et amortis selon la même méthode que le programme duquel ils relèvent.

Ce changement de politique comptable a été adopté avec effet rétroactif, donnant lieu aux modifications suivantes dans les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2005 :

	2005 (en milliers de dollars)		
	Constatés auparavant	**Augmentation (Diminution)**	**Redressés**
Actif			
Droits de diffusion et coûts de production	-	27 455	27 455
Passif			
Revenus reportés	8 673	755	9 428
Avoir			
Affecté aux droits de diffusion et aux coûts de production	-	26 700	26 700
État des résultats			
Financement de projets assuré par les gouvernements et le secteur privé	5 998	(216)	5 782
Services de programmation de TVO	23 405	240	23 645
Services de programmation de TFO	15 537	(39)	15 498

4 ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME

La politique de placement de l'Office limite les placements à court terme aux valeurs émises ou garanties – capital et intérêts – par l'Ontario, les autres provinces canadiennes, le Canada ou le Royaume-Uni, aux valeurs émises par les États-Unis et aux reçus de dépôt, aux billets de dépôt, aux certificats de dépôt, aux effets acceptés et aux autres effets semblables émis ou endossés par les banques à charte régies par la *Loi sur les banques (Canada)*.

L'encaisse et les placements à court terme de 16 474 000 $ (12 637 000 $ en 2005) incluent des placements de 16 420 000 $ (11 593 000 $ en 2005) arrivant à échéance en 90 jours, ayant un taux de rendement moyen de 2,9 % (2,2 % en 2005) dont la valeur à la cote se rapproche de la valeur comptable.

5 DÉBITEURS

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Financement de projets	1 356	1 200
Clientèle commerciale	1 038	855
Autres	726	585
	3 120	**2 640**

6 FUTURS AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYÉS

Les régimes de retraite et d'autres avantages après retraite renferment les composantes suivantes :

Régimes de retraite agréés : La plupart des employés de l'Office cotisent au régime de retraite cadre non contributif à prestations déterminées. Ce régime comporte divers éléments, dont un régime non contributif à prestations déterminées, un régime salaire maximal moyen et salaire meilleures années, et un régime à cotisations déterminées. Les employés à contrat peuvent adhérer uniquement au régime non contributif à cotisations déterminées faisant partie du régime cadre de l'Office. Certains membres de la direction sont admissibles au régime de retraite de la direction, qui prévoit uniquement un régime non contributif à prestations déterminées basé sur le salaire maximal moyen.

Régimes de retraite par répartition : Ce régime non contributif à prestations déterminées a été adopté dans le but de préserver les prestations de retraite en excédent du maximum accumulé des régimes de retraite agréés qui est autorisé par la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Régime de prestations après retraite : L'Office offre à ses employés des avantages après retraite non liés à la pension, dont une assurance maladie complémentaire, une assurance dentaire et une assurance vie, par le biais de régimes à prestations déterminées et selon un système à frais partagés.

L'estimation la plus récente des régimes à prestations déterminées et du régime de prestations après retraite a eu lieu le 1er janvier 2004. L'Office a offert aux membres admissibles la possibilité de se prévaloir d'une fenêtre de départ en retraite anticipée au cours des années civiles 2004 et 2005. Dans ces circonstances, la Commission des services financiers de l'Ontario exige qu'une évaluation actuarielle supplémentaire soit effectuée. Cette évaluation supplémentaire a révélé la nécessité de verser des cotisations forfétaires pour maintenir le ratio de solvabilité du régime. En 2006, l'Office a fait des remises aux régimes de retraite.

Voici les données concernant les régimes de retraite et de prestations après retraite de l'Office :

	Régimes de retraite agréés		Régime de retraite par répartition		Régime de prestations après retraite	
	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Déficit des régimes au 1er janvier :						
Valeur marchande de l'actif des régimes	90 472	82 236	-	-	-	-
Engagements contractés au titre des régimes	91 437	82 359	39	225	9 970	7 361
	(965)	(123)	(39)	(225)	(9 970)	(7 361)
Solde des sommes non amorties au 1er janvier :						
(Actif)/engagements nets de transition	(7 855)	(8 745)	-	-	2 085	2 316
Coût des prestations au titre des services passés	988	1 099	11	15	-	-
(Gains)/pertes actuariels	9 783	10 548	(1)	2	3 407	1 601
	2 916	2 902	10	17	5 492	3 917
Cotisations – 1er janvier au 31 mars	403	94	-	-	23	24
Affectation de l'excédent – 1er janvier au 31 mars	(121)	(122)	-	-	-	-
Actif/(engagements) au titre des régimes	**2 233**	**2 751**	**(29)**	**(208)**	**(4 455)**	**(3 420)**

	Régimes de retraite agréés		Régime de retraite par répartition		Régime de prestations après retraite	
	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Divulgués dans l'état de la situation financière comme suit :						
Charges de retraite reportées	2 233	2 751				
Débiteurs et charges à payer			(29)	(208)		
Futurs avantages sociaux des employés					(4 455)	(3 420)
Dépenses de l'exercice :						
Régime à prestations déterminées	711	623	176	58	1 035	925
Régime à cotisations déterminées	487	486	-	-	-	-
	1 198	**1 109**	**176**	**58**	**1 035**	**925**
Cotisations au régime à prestations déterminées	**680**	**450**	-	-	-	-
Prestations versées	**2 983**	**2 754**	-	-	**188**	**184**

Les principales hypothèses actuarielles pour évaluer les provisions actuarielles et les charges de retraite de l'Office sont les suivantes :

	Régimes de retraite agréés		Régime de retraite par répartition		Régimes de prestations après retraite	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Taux d'actualisation	5,00%	5,75 %	5,00%	5,75 %	5,00%	5,75%
Rendement attendu du capital investi	8,00 %	8,00 %	S/O	S/O	S/O	S/O
Taux d'augmentation des salaires	4,50%	4,50 %	4,50%	0,0 %-4,5 %	S/O	S/O
Augmentation des dépenses de santé	S/O	S/O	S/O	S/O	8,50%	8,50 %
Augmentation des dépenses en soins dentaires	S/O	S/O	S/O	S/O	4,50%	4,50 %
Nombre moyen d'années de service restantes	9-12	9-12	5	2-6	16	16

Au 31 décembre, l'actif du régime à prestations déterminées consiste en :

	Pourcentage de l'actif du régime	
Catégories d'actif	2005	2004
Titres participatifs	63 %	67 %
Titres de créance	37 %	33 %

7 PLACEMENTS DÉTENUS POUR LE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS

Depuis l'exercice 1984, une partie des fonds reçus tous les ans est mise de côté afin de garantir que les immobilisations techniques de l'Office suivent l'évolution technologique et que celui-ci dispose des fonds nécessaires à l'entretien et au remplacement des immobilisations techniques. Les fonds disponibles sont placés en dépôts à court terme qui ont rapporté un taux intérêt moyen de 2,9 % (2,2 % en 2005) au cours de l'exercice. Les changements dans le fonds ont été les suivants :

	2006 (en milliers de dollars)	**2005** (en milliers de dollars)
Solde, début de l'exercice	3 293	4 046
Subventions - ministère de la Formation et des Collèges et Universités /Ministère de l'Éducation (note 13)	901	961
Intérêts créditeurs	86	71
Somme prélevée pour l'acquisition d'immobilisations	(755)	(1 785)
Solde, fin de l'exercice	**3 525**	**3 293**

8 IMMOBILISATIONS NETTES

Les immobilisations sont les suivantes :

	2006 (en milliers de dollars)			2005 (en milliers de dollars)
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur comptable nette**	**Valeur comptable nette**
Terrains	215	0	215	236
Immeubles	4 812	3 360	1 452	1 581
Émetteurs	27 997	24 329	3 668	3 702
Matériel de vérification des émetteurs	1 105	955	150	195
Matériel technique sur place	26 532	21 348	5 184	6 202
Améliorations locatives	7 933	5 614	2 319	3 299
Matériel informatique	7 181	4 965	2 216	2 362
Mobiliers et agencements	2 848	1 968	880	935
Matériel de bureau	1 159	1 051	108	127
Véhicules	536	464	72	125
Construction en cours	0	0	0	625
	80 318	**64 054**	**16 264**	**19 389**

9 DROITS DE DIFFUSION ET COÛTS DE PRODUCTION

Les droits de diffusion et les coûts de production sont les suivants :

	2006 (en milliers de dollars)			2005 (en milliers de dollars)
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Droits de diffusion et coûts de production	47 488	24 067	23 421	23 893
Programme en cours	3 322	-	3 322	3 562
	50 810	24 067	26 743	27 455

La dépense au titre de l'amortissement pour l'exercice s'élève à 15 727 000 $ (16 145 000 $ en 2005) et est incluse dans les dépenses des services de programmation de TVO et TFO.

10 RECETTES REPORTÉES

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Subventions du gouvernement (note 13)	6 796	1 194
Financement de projets par les gouvernements (provincial et fédéral) (note 14)	4 570	6 864
Financement de projets par le secteur privé (note 14)	1 004	1 154
Autres	230	216
	12 600	**9 428**

Les dépenses liées aux recettes reportées figurant ci-dessus ont été incluses dans le budget de l'exercice 2007.

11 OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives représentent les autres engagements prévus par les contrats de location-acquisition. Les changements survenus dans les obligations locatives sont les suivants :

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Obligations locatives, début de l'exercice	73	38
Plus : Ajout de location d'immobilisations	-	89
Moins : Paiement des locations-acquisitions	(21)	(54)
Obligations locatives, fin de l'exercice	**52**	**73**
Obligations locatives actuelles	23	21
Obligations locatives à long terme	29	52
	52	**73**

12 APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent les apports reçus pour acheter des immobilisations. L'amortissement des apports reportés liés aux immobilisations est inscrit dans l'État des résultats d'exploitation et de l'avoir. Les changements dans la balance des apports reportés sont les suivants :

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Apports reportés, début de l'exercice	16 214	18 170
Plus : Subventions - ministère de la Formation, des Collèges et Universités (note 13)	901	961
Intérêts créditeurs	86	71
	17 201	19 202
Moins : Retrait pour l'acquisition d'immobilisations	(291)	(282)
Amortissement des apports	(2 469)	(2 706)
Apports reportés, fin de l'exercice	**14 441**	**16 214**

13 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DU GOUVERNEMENT

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Gouvernement provincial		
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités/ Ministère de l'Éducation		
- Subvention de base pour 2006	45 040	48 040
- Prépaiement pour 2007	5 338	-
Moins : Montant alloué pour le renouvellement des immobilisations (note 7)	(901)	(961)
Financement reporté à l'exercice suivant (note 10)	(5 338)	-
	44 139	47 079
Ministère de l'Éducation		
- Subvention pour le Centre d'études indépendantes	6 421	6 956
Aide financière reportée de l'exercice précédent	1 194	635
Aide financière reportée à l'exercice suivant (note 10)	(1 458)	(1 194)
	6 157	6 397
Total des subventions du gouvernement	**50 296**	**53 476**

Depuis novembre 2005, l'Office ne relève non plus du ministère de la Formation et des Collèges et Universités, mais du ministère de l'Éducation.

14 FINANCEMENT DE PROJETS PAR LES GOUVERNEMENTS ET LE SECTEUR PRIVÉ

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Financement de projets par le gouvernement provincial		
Ministère de l'Éducation		
Stratégie de lecture et de mathématiques au primaire	600	4 177
- Autre financement de projets MED	883	476
Autre financement de projets par le gouvernement provincial	195	115
Aide financière reportée de l'exercice précédent (note 10)	6 864	4 548
Aide financière reportée à l'exercice suivant (note 10)	(4 561)	(6 864)
	3 981	2 452
Financement de projets par le gouvernement fédéral		
Patrimoine Canada	2 763	2 160
Autre	85	-
Financement reporté à l'exercice suivant	(9)	-
	2 839	2 160
Financement de projets par le secteur privé		
Aide financière reçue au cours de l'exercice	1 032	1 766
Aide financière reportée de l'année précédente (note 10)	1 154	558
Aide financière reportée à l'année suivante (note 10)	(1 004)	(1 154)
	1 182	1 170
Total du financement de projets par les gouvernements et le secteur privé	**8 002**	**5 782**

15 RECETTES GAGNÉES ET COÛT DES RECETTES GAGNÉES

	2006 (en milliers de dollars)			2005 (en milliers de dollars)		
	Recettes	Coût	Recettes nettes	Recettes	Coût	Recettes nettes
Développement et marketing						
Vente d'émissions et attribution des droits	1,106	1,298	(192)	931	1,283	(352)
Souscription publique et dons du secteur privé	7,324	3,480	3,844	7,288	3,407	3,881
Total, Développement et Marketing	8,430	4,778	3,652	8,219	4,690	3,529
Recettes de la câblodistribution	2,275	42	2,233	2,142	39	2,103
Recettes du CEI	2,423	-	2,423	1,962	-	1,962
Autres recettes	2,472	-	2,472	1,410	-	1,410
	15,600	**4,820**	**10,780**	**13,733**	**4,729**	**9,004**

16 ENGAGEMENTS

L'Office a signé des contrats de location-acquisition et de location-exploitation pour les installations émettrices, les bureaux, les entrepôts et l'équipement. Les engagements locatifs futurs sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2007	1,991
2008	1,462
2009	684
2010	413
2011	194
2012 et après	256
Total des engagements locatifs futurs	**5,000**

Le bail du siège social de TVOntario expire en août 2007. Après la fin de l'exercice, le bail a été renouvelé jusqu'au 31 août 2027.

17 MATÉRIEL ET SERVICES DONNÉS

L'Office a recours aux services de bénévoles surtout pour l'aider dans ses activités de souscription. L'Office reçoit également du matériel gratuit qu'il utilise principalement pour ses activités de collecte de fonds. Comme il est difficile de déterminer la valeur réelle du matériel et des services donnés, ceux-ci ne sont pas inclus dans les États financiers.

18 CENTRE D'ÉTUDES INDÉPENDANTES

Conformément à une entente conclue avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Formation et des Collèges et Universités, le Centre d'études indépendantes (CEI) a été transféré à l'Office en 2002.

Le CEI fournit une vaste gamme de cours d'éducation à distance en anglais et en français qui permettent aux adultes d'obtenir des crédits en vue d'obtenir un diplôme d'études secondaires, de mettre à jour leurs connaissances de base ou de se perfectionner personnellement. Il offre également un programme du niveau primaire à l'intention des enfants qui ne sont pas en mesure de suivre les programmes de l'école de jour. Le programme de tests d'évaluation en éducation générale (GED) est aussi disponible par l'intermédiaire du CEI.

Le financement de ces activités inclut une subvention du ministère de l'Éducation et des revenus gagnés par le CEI. La partie de la subvention affectée à des projets précis (développement de cours) a été reportée jusqu'à ce que des dépenses s'y rapportant aient été engagées.

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Les activités ont été financées par :		
Subvention du ministère de l'Éducation pour le CEI (note 13)	6 421	6 956
Aide financière reportée de l'exercice précédent	1 194	635
Aide financière reportée à l'exercice suivant	(1 458)	(1 194)
Subventions du CEI constatées	6 157	6 397
Recettes gagnées par le CEI (note 15)	2 423	1 962
Total des subventions du CEI et des recettes gagnées par le CEI	8 580	8 359

Les dépenses reliées aux reports ci-dessus ont été prévues au budget de l'exercice 2007.

19 PASSIFS ÉVENTUELS

On entend par passifs éventuels des réclamations juridiques ayant pu être faites par l'Office ou contre l'Office, et dont le dénouement ne peut être prévu avec certitude. La direction ne s'attend pas à ce que toute réclamation juridique faite contre l'Office ait des effets matériels ou adverses sur ses résultats et estime que, pour le moment, aucune provision pour les pertes n'est nécessaire. Aucun montant n'a été constaté dans les comptes pour des réclamations faites par l'Office. On tiendra compte des règlements au moment où ils auront lieu.

20 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

21 LA FONDATION DE TVONTARIO

La Fondation de TVOntario a reçu la désignation de fondation publique le 1er avril 1998, conformément à la *Loi sur les corporations canadiennes*. Le conseil d'administration de la Fondation, qui est nommé par le conseil d'administration de l'Office, se compose exclusivement de membres du conseil d'administration de l'Office. La Fondation est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dont l'objectif est de recevoir et de maintenir un fonds ou des fonds et de verser la totalité ou une partie du capital et du revenu à l'Office, tant et aussi longtemps que l'Office aura le statut d'organisme charitable et que son objectif sera de promouvoir la télévision éducative ou la programmation pour enfants ou les deux.

Conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, les comptes de la Fondation ne sont pas consolidés dans les états financiers de l'Office. La situation financière et les résultats opérationnels de la Fondation pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 sont les suivants :

Situation financière au 31 mars

	Fonds non affecté (en milliers de dollars)	Fonds de dons de contrepartie (en milliers de dollars)	**Total 2006 (en milliers de dollars)**	**Total 2005 (en milliers de dollars)**
Actif				
Encaisse et placements à court terme	**881**	**2 606**	**3 487**	**3 474**
Passif et avoir				
Charges à payer	-	-	-	**38**
Avoir	881	2 606	**3 487**	**3 436**
Total du passif et de l'avoir	**881**	**2 606**	**3 487**	**3 474**

Résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 31 mars

		Fonds affectés			
	Fonds non affecté (en milliers de dollars)	Fonds de dons de contrepartie (en milliers de dollars)	Autres fonds affectés (en milliers de dollars)	**Total 2006 (en milliers de dollars)**	**Total 2005 (en milliers de dollars)**
Recettes					
Dons	115	-	50	**165**	**239**
Intérêts créditeurs	79	-	-	**79**	**74**
	194	-	50	**244**	**313**
Versement fait à l'Office	-	193	-	**193**	**273**
Excédent des recettes sur le versement fait à l'OTEO	**194**	**(193)**	**50**	**51**	**40**
Virement interfonds	**50**	**-**	**(50)**	**-**	**-**
Avoir, début de l'exercice	637	2 799	-	3 436	3 396
Avoir, fin de l'exercice	881	2 606	-	3 487	3 436

Le conseil d'administration de l'Office a accepté de financer les dépenses d'exploitation de la Fondation jusqu'au 31 mars 2007. Les dépenses nettes de la Fondation assumées par l'Office au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006 se sont élevées à 145 000 $ (42 000 $ en 2005).

Conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la Fondation a comptabilisé le contingent des versements de 189 000 $ (235 000 $ en 2005) comme un versement à l'Office. Un montant supplémentaire de 4 000 $ (38 000 $ en 2005) a également été constaté pour honorer l'engagement de doubler les dons de l'exercice en cours à partir du fonds de dons de contrepartie.

Les placements à court terme ont rapporté un taux d'intérêt moyen de 2,3 % au cours de l'exercice (2,2 % en 2005).

Rapport annuel 2006

Responsabilité des états financiers

Les états financiers de l'Office ontarien de financement, que vous trouverez ci-joints, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et c'est la direction qui en assume la responsabilité. La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque la comptabilisation des opérations ne peut être effectuée avec certitude qu'au cours d'une période ultérieure. Les états financiers ont été établis en bonne et due forme suivant un seuil de signification raisonnable et sont basés sur les renseignements disponibles au 16 juin 2006.

La direction maintient un système de contrôles internes conçu pour assurer dans une mesure raisonnable la protection de l'actif et l'accès en temps voulu à des renseignements financiers fiables. Ce système comprend des politiques et procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle qui assure, comme il se doit, la délégation des pouvoirs et la division des responsabilités. Un service de vérification interne évalue en permanence et de manière indépendante l'efficacité de ces contrôles internes et fait part de ses conclusions à la direction et au Comité de vérification du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité de vérification, doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes. Le Comité de vérification tient des réunions régulières avec la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur externe pour discuter des questions qu'ils ont soulevées et pour revoir les états financiers avant d'en recommander l'approbation au conseil d'administration.

Ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général de l'Ontario. La responsabilité du vérificateur provincial consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés fidèlement et conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, présenté à la page suivante, indique la portée de l'examen du vérificateur et son opinion.

Au nom de la direction :

Gadi Mayman
Directeur général et vice-président
Office ontarien de financement

OOF

Rapport annuel 2006

Rapport du vérificateur

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À l'Office ontarien de financement
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de l'Office ontarien de financement au 31 mars 2006, et l'état des résultats nets et des bénéfices non répartis, ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Toronto, Ontario
Le 16 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Vérificateur général

OOF Rapport annuel 2006

Bilan

Au 31 mars 2006

(en milliers de dollars)	2006		2005	
ACTIF				
Actif à court terme				
Encaisse	150	$	146	$
Montant dû par la province de l'Ontario	2 858		3 155	
Montant dû par les organismes (Note 5 (iii))	1 119		805	
Partie courante des prêts non remboursés (Note 2)	—		6	
Total de l'actif à court terme	**4 127**	**$**	**4 112**	**$**
Immobilisations (Note 3)	2 058		2 225	
Prêts non remboursés (Note 2)	79 021		79 021	
Total de l'actif	**85 206**	**$**	**85 358**	**$**
PASSIF ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS				
Passif à court terme				
Somme payable à la province de l'Ontario	2 858	$	3 155	$
Somme payable à la province de l'Ontario – Organismes (Note 5 (iii))	1 119		805	
Somme payable à la province de l'Ontario – Dette de la SOAM (Note 2)	—		6	
Total du passif à court terme	**3 977**	**$**	**3 966**	**$**
Dette à long terme				
Somme payable au RPC et à la province de l'Ontario (Note 2)	79 031		79 031	
Produit comptabilisé d'avance concernant les immobilisations (Note 4)	2 058		2 225	
Bénéfices non répartis	140		136	
Total du passif et des bénéfices non répartis	**85 206**	**$**	**85 358**	**$**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil d'administration :

Colin Andersen
Président

Gadi Mayman
Directeur général et vice-président

OfficeOntariendeFinancement

OOF
Rapport annuel 2006

État des résultats nets et des bénéfices non répartis

Exercice prenant fin le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)	2006		2005	
RECETTES				
Intérêt	7 599	$	7 600	$
Recouvrement des coûts de la province de l'Ontario (Note 5(ii))	14 876		14 837	
Total des recettes	**22 475**	**$**	**22 437**	**$**
DÉPENSES				
Traitements, salaires et avantages sociaux	13 512	$	13 362	$
Intérêts de la dette à long terme	7 595		7 595	
Frais administratifs et généraux	3 482		3 665	
Amortissement	1 378		1 083	
Total partiel	**25 967**	**$**	**25 705**	**$**
Moins le recouvrement des coûts des organismes (Note 5 (iii))	(3 496)		(3 273)	
Total des dépenses	**22 471**	**$**	**22 432**	**$**
Résultat net	4		5	
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	136		131	
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	**140**	**$**	**136**	**$**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

OOF
Rapport annuel 2006

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)	2006	2005
Rentrées (sorties) liées au fonctionnement		
Revenu net	4 $	5 $
Rajustement lié à l'amortissement	1 378	1 083
Augmentation/(Diminution) du produit comptabilisé d'avance	(167)	359
Rentrées (sorties) liées au fonctionnement	1 215 $	1 447 $
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement		
Remboursements versés à la province concernant les prêts de la SOAM	(6)	(6)
Remboursements versés par les emprunteurs de la SOAM	6	6
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	—	—
Rentrées (sorties) liées aux activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(1 211)	(1 442)
Rentrées (sorties) utilisées pour les activités d'investissement	(1 211)	(1 442)
Augmentation nette de l'encaisse	4	5
Encaisse au début de l'exercice	146	141
Encaisse à la fin de l'exercice	**150 $**	**146 $**

Voir les notes afférentes aux états financiers.

OOF
Rapport annuel 2006

Notes aux états financiers

Pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2006

HISTORIQUE

L'Office ontarien de financement (l'OOF) a été créé à titre d'organisme de la Couronne le 15 novembre 1993 aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* (la Loi). Conformément à la Loi, l'OOF a pour mission :

- d'emprunter, d'investir et de gérer les risques financiers au nom de la province de l'Ontario;
- de gérer la dette provinciale;
- d'offrir des services financiers et des services centralisés de gestion de trésorerie au nom de la province;
- de donner des conseils aux ministères, aux organismes de la Couronne et à d'autres organismes publics à propos des politiques et projets financiers;
- d'aider les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics à emprunter et à investir des fonds;
- d'agir sur les ordres de la province et de consentir des prêts à certains organismes publics; et
- d'investir au nom de certains organismes publics.

Par ailleurs les responsabilités de l'OOF incluent, entre autres :
- la prestation d'autres services financiers qui sont jugés avantageux pour la province ou un organisme public; et
- les autres responsabilités qui lui sont confiées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'OOF est constitué en personne morale conformément aux lois de l'Ontario. L'OOF est exonéré des impôts fédéral et provincial sur le revenu comme le prévoit l'alinéa 149(1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(i) Généralités : Les états financiers sont préparés conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus et prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

(ii) Immobilisations : Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée estimative de vie utile des immobilisations, telle qu'elle est indiquée ci-dessous.

Meubles et matériel	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	durée résiduelle du bail

OOF
Rapport annuel 2006

(iii) Incertitude relative à la mesure : La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations fondées sur les renseignements optimaux disponibles lors de l'établissement des états financiers. Elles seront rajustées chaque année pour faire état des nouveaux renseignements, au fur et à mesure de leur disponibilité.

2. SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'AMÉNAGEMENT MUNICIPAL (SOAM)

Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, l'actif et le passif de la SOAM ont été transférés à l'OOF le 15 novembre 1993. La SOAM recevait des prêts du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la province et les utilisait pour accorder des prêts aux municipalités et aux conseils scolaires à des conditions semblables à celles de ses propres emprunts.

Au 31 mars 2006, la partie de la dette à long terme arrivant à échéance en 2006–2007 est nulle (2005 – 6 000 $); ce montant est payable à la province. La dette à long terme arrivant principalement à échéance en 2012 et 2013 est constituée de 10 000 $ de dette envers la province et de 79 millions de dollars de dette envers le RPC (2005 – 10 000 $ et 79 millions de dollars, respectivement).

L'encours de la dette s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2006		Au 31 mars 2005	
Arrivant à échéance dans :	**Principal arrivant à échéance**	**Taux d'intérêt moyen en vigueur (%)**	**Principal arrivant à échéance**	**Taux d'intérêt moyen en vigueur (%)**
1 an	— $		6 $	11,25
5 ans	5 156	10,86	—	
1 - 5 ans	5 156		6	
6 - 10 ans	73 875	9,52	79 031	9,61
Total	**79 031 $**		**79 037 $**	

OfficeOntariendeFinancement

OOF
Rapport annuel 2006

3. IMMOBILISATIONS

La valeur comptable nette (VCN) des immobilisations est la suivante :

	(en milliers de dollars)			
	Coût	**Amortissement cumulé**	**VCN 31 mars 2006**	**VCN 31 mars 2005**
Mobilier et matériel	384 $	294 $	90 $	101 $
Matériel informatique	8 375	6 822	1 553	1 651
Améliorations locatives	1 325	910	415	473
Total	**10 084 $**	**8 026 $**	**2 058 $**	**2 225 $**

4. PRODUIT COMPTABILISÉ D'AVANCE POUR LES IMMOBILISATIONS

Le produit comptabilisé d'avance pour les immobilisations représente la partie non amortie du coût recouvré auprès de la province et des organismes au chapitre de l'acquisition d'immobilisations.

	(en milliers de dollars)		
	Province	**Organismes**	**Total**
Solde, au début de l'exercice	1 817 $	408 $	2 225 $
Capitalisation	1 168	43	1 211
Amortissement	(1 161)	(217)	(1 378)
Solde à la fin de l'exercice	**1 824 $**	**234 $**	**2 058 $**

OfficeOntariendeFinancement

OOF
Rapport annuel 2006

5. TRANSACTIONS AVEC LA PROVINCE ET D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

(i) Activités de financement ordonnées par la province entre l'OOF et d'autres organismes publics :

L'OOF fournit à divers organismes publics un financement dont le remboursement doit provenir de recettes perçues auprès de tiers. Ces prêts sont consentis par l'OOF sur les ordres de la province. Les fonds servant à effectuer ces prêts sont accordés à l'OOF par le gouvernement provincial grâce à une facilité de crédit de 2,16 milliards de dollars expirant le 31 août 2027 et des facilités de crédit de 656 millions de dollars expirant le 31 août 2029. L'OOF remet à la province les remboursements qu'il reçoit des organismes publics. Ces transactions ne figurent pas dans les présents états financiers. Conformément à une politique de prêt de l'OOF, adoptée par le conseil d'administration le 17 décembre 1997, chaque avance que l'OOF reçoit en se prévalant de la facilité de crédit actuelle porte intérêt au taux équivalant au taux d'intérêt payable à l'OOF sur le prêt correspondant consenti à un organisme public.

Les fonds sont en général avancés par l'OOF à des organismes publics aux termes de dispositions de financement provisoires, consistant en un certain nombre de billets dont la durée ne dépasse pas un an. Les billets sont par la suite convertis en emprunt à terme fixe et on met la touche finale aux conditions de remboursement. Au 31 mars 2006, les comptes débiteurs à recevoir par l'OOF au nom du gouvernement provincial représentent des débentures, à l'exception des prêts à court terme de l'OEO et d'une ligne de crédit de la Commission de transport Ontario Northland.

Les montants suivants représentent les fonds débiteurs, intérêts capitalisés compris. Ces montants sont à leur tour dus par l'OOF à la province. Il s'agit d'opérations entre apparentés, à l'exception de celles concernant la Corporation de la ville de Windsor et le Toronto District School Board.

	(en milliers de dollars)			
	31 mars 2006		**31 mars 2005**	
Office de l'électricité de l'Ontario	711 692	$	6 782	$
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	535 248		685 490	
Commission de transport Ontario Northland	49 534		35 440	
Corporation de la ville de Windsor	22 512		23 393	
Centre Centennial des sciences et de la technologie	9 017		250	
Toronto District School Board	—		55 200	
	1 328 003	**$**	**806 555**	**$**

OfficeOntariendeFinancement

Rapport annuel 2006

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, est une société à but non lucratif. En vertu de l'entente de crédit signée avec l'OOF, l'OEO a reçu des facilités de crédit renouvelables de 975 millions de dollars expirant le 31 décembre 2006. Ce financement doit principalement servir à financer le coût de réduction des frais d'électricité des consommateurs pour les ramener au niveau de la grille tarifaire réglementée. Le prêt non remboursé au 31 mars 2006 s'élevait à 712 millions de dollars (2005 – 7 millions de dollars). Les taux d'intérêt sur ces prêts varient de 3,88 pour cent à 3,92 pour cent.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres de la société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de la SLJO s'élève à 535 millions de dollars (2005 – 685 millions de dollars) et a été contracté le 30 juin 2004 pour acheter le complexe du casino à Niagara Falls. Il s'agit d'un prêt sur cinq ans à raison d'un taux de 4,3821 pour cent, arrivant à échéance en juin 2009.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la province, aux termes de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*.

Les débentures en cours de la CTON au 31 mars 2006 se chiffrent à 34,5 millions de dollars (2005 – 24,9 millions de dollars); elles ont été émises initialement en six étapes et arrivent à échéance entre 2008 et 2031. Leurs taux d'intérêt varient entre 4,717 et 6,37 pour cent.

Par ailleurs, les lignes de crédit de la province consenties à la CTON ont été prolongées jusqu'en mars 2008 par décret et ne pourront pas dépasser 15 millions de dollars. Au 31 mars 2006, le montant total de 15 millions de dollars avait été retiré, au taux d'intérêt de 3,85 pour cent.

La Corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Le financement est accordé aux fins de l'acquisition, de la conception et de la construction du palais de justice de Windsor, qui abrite la cour provinciale de secteur et le quartier général de la police municipale. Il existe une débenture de 20 ans au taux de 6,41 pour cent, arrivant à échéance en mars 2021.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme provincial de la Couronne, aux termes de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Des prêts nets de 9,0 millions de dollars ont été avancés à l'emprunteur au 31 mars 2006, au taux de 4,23 pour cent. Le prêt sera remboursé sous forme de versements partiels jusqu'au 15 mars 2013.

Le Toronto District School Board a été constitué en personne morale aux termes de la *Loi de 1990 sur l'éducation* et existe en vertu des lois de la province. La débenture de 10 ans de 55,2 millions de dollars a été émise le 31 mars 2004, au taux de 3,999 %. Les remboursements de principal et d'intérêts commenceront en mars 2008. Le gouvernement provincial a approuvé le versement de ce prêt le 18 août 2005, prêt qui s'élève à 55,2 millions de dollars, rétroactif au 31 mars 2005.

OOF
Rapport annuel 2006

(ii) Investissements pour des apparentés :

Dans le cadre des activités normales, l'OOF offre des services de gestion des investissements aux autres organismes mentionnés ci-dessous. Les fonds gérés au nom d'autres organismes publics, au 31 mars 2006 se chiffraient à 2,3 milliards de dollars (2005 – 2,6 milliards de dollars).

Agence de foresterie du parc Algonquin
Société ontarienne d'assurance-dépôts
Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants
Société immobilière de l'Ontario
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique
Fondation Trillium de l'Ontario
Fonds de garantie des prestations de retraite

L'OOF gère également la dette et les investissements au nom de la province, y compris la gestion conjointe des fonds détenus par l'OPG en vertu de l'ONFA. La province, l'OPG et certaines filiales de l'OPG ont conclu une entente en mars 2002 visant à mettre de côté les fonds nécessaires pour éliminer les déchets nucléaires et le combustible irradié, et déclasser les centrales nucléaires. L'entente est entrée en vigueur en 2003–2004.

Le recouvrement des coûts par la province pour toutes les activités de gestion de la dette et d'investissement pour la période se terminant le 31 mars 2006 se chiffrait à 14,9 millions de dollars (2005 – 14,8 millions de dollars).

(iii) Montants dus par les organismes

a) Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :

La SFIEO est l'organisme responsable du service et de l'amortissement de la dette et de certaines autres obligations de l'ancien Toronto Hydro. L'OOF offre des services et conseils financiers à la SFIEO et gère le portefeuille de la dette s'élevant à 28 milliards de dollars au 31 mars 2006 (2005 – 27,6 milliards de dollars), selon le principe de la rémunération des services.

b) Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) :

L'OSIFA a été créé en tant qu'organisme de la Couronne aux termes de la *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités*.

L'OOF gère la dette de l'OSIFA qui s'élevait au total à 2,4 milliards de dollars au 31 mars 2006 et qui inclut des prêts de la province de l'Ontario s'élevant à 1,0 milliard de dollars, un prêt de l'Agence ontarienne des eaux de 120 millions de dollars et des titres de créance de tiers sous la forme d'Obligations de financement de projets de l'Ontario de 323 millions de dollars, d'Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure de 650 millions de dollars et d'effets commerciaux de 349 millions de dollars. Il offre des services d'investissement, de gestion des liquidités et de gestion financière connexes selon le principe du recouvrement des coûts.

OfficeOntariendeFinancement

OOF
Rapport annuel 2006

c) Recouvrement des coûts auprès des organismes

Voici la répartition du total des coûts au nom de la SFIEO et de l'OSIFA et du total des débiteurs de ces organismes :

	(en milliers de dollars)					
	31 mars 2006			**31 mars 2005**		
	SFIEO	**OSIFA**	**Total**	**SFIEO**	**OSIFA**	**Total**
Coût total	2 497 $	999 $	3 496 $	2 220 $	1 053 $	3 273 $
Débiteurs	684 $	435 $	1 119 $	558 $	247 $	805 $

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS DES EMPLOYÉS

L'OOF offre des prestations de retraite à ses employés à plein temps par le biais de cotisations à la Caisse de retraite des fonctionnaires, qui est un régime de retraite interentreprises à prestations déterminées créé par le gouvernement provincial de l'Ontario. Le ministère des Services gouvernementaux (MSG) est responsable du financement de la contribution de l'employeur au régime de retraite et, par conséquent, l'OOF n'assume aucune responsabilité supplémentaire au chapitre de ces coûts futurs. Par ailleurs, le coût des avantages après retraite et des avantages qui ne sont pas liés au régime de retraite est pris en charge par le MSG et n'est pas déclaré dans les états financiers.

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de l'encaisse, des débiteurs, des prêts non remboursés, des fournisseurs et des charges à payer équivaut à peu près à leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Étant donné que les durées et les montants des créances à long terme de l'OOF compensent sa dette à long terme, l'indication de la juste valeur de ces instruments n'ajouterait rien aux renseignements déjà contenus dans les présents états financiers.

8. FAUX FRAIS ET ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2006, l'OOF n'était pas au courant de demandes de règlement en vertu desquelles l'OOF serait financièrement responsable. Il y a eu des procès civils et des procédures de règlement des griefs lorsque l'OOF assumait la gestion de la Caisse d'épargne de l'Ontario, jusqu'à la date de la vente de la Caisse, le 31 mars 2003. Cependant, les règlements, le cas échéant, émanant de ces demandes de règlement concernant la Caisse d'épargne de l'Ontario seront comptabilisés par la province au cours de la période durant laquelle le règlement se produit.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs de 2004–2005 ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation des états financiers adoptée en 2005–2006.

Responsabilité de la comptabilité générale

Les états financiers consolidés de l'OSIFA, joints à ce document, ont été préparés selon les principes comptables recommandés par l'ICCA pour l'administration publique. La direction de l'OSIFA assume la responsabilité de ces états financiers consolidés dont la préparation exige des prévisions basées sur des estimations faites par la direction.

La direction dispose de mécanismes de contrôle interne conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les éléments de l'actif sont protégés et que des données financières fiables sont disponibles en temps opportun. Le contrôle interne comprend des politiques et des procédures ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit la délégation de pouvoirs et la séparation des responsabilités de manière appropriée. Vérification interne de l'Ontario, une division du ministère des Finances, évalue régulièrement l'efficacité des contrôles internes et communique ses conclusions à la direction et au comité de vérification de la société à travers un rapport qu'elle leur soumet.

Le Conseil d'administration, par l'intermédiaire de son comité de vérification, veille à ce que la direction assume pleinement ses responsabilités vis-à-vis de la communication de l'information financière et de la mise en œuvre des contrôles internes. Le comité de vérification rencontre régulièrement la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur externe afin de discuter des questions relevant de la vérification et d'étudier les états financiers de la société avant de les soumettre à l'approbation du Conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général. La responsabilité du Vérificateur général consiste à dire si les états financiers sont correctement présentés selon les principes comptables recommandés par l'ICCA pour l'administration publique. Le rapport du Vérificateur général, qui figure à la page suivante, retrace de façon sommaire l'étendue de la vérification effectuée par le Vérificateur général et son avis sur les états financiers.

De la part de la direction,

Bill Ralph
Président

Gregg Smyth
Vice-président et directeur financier

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du verificateur general de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique
et au ministre des Finances

J'ai verifié le bilan de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique au 31 mars 2006 ainsi que les états des résultats, du déficit et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectueé conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
14 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

BILAN

Etat au 31 mars 2006

(montants exprimés en milliers de dollars)	31 mars 2006	31 mars 2005 (présentée sous la Note 2)
ACTIF		
Actif à court terme		
Argent comptant	$ 185	$ 202
Intérêts à recevoir	10 602	12 254
Placements à court terme	1 063 259	1 240 212
Total de l'actif à court terme	1 074 026	1 252 668
Actif à long terme		
Emprunt à recevoir des municipalités (Note 3)		
- Avances de construction	364 498	218 351
- Obligations	581 222	239 492
- Charges reportées sur des prêts assortis de conditions privilégiées	(101 561)	(83 477)
Placement à long terme (Note 13)	402 636	676 611
Coûts d'émission obligataire (Note 4)	6 036	6 655
Charges reportées / (bénéfices reportés) sur des opérations de couverture (Note 5)	(4 280)	(1 537)
Immobilisations (Note 6)	985	219
Total de l'actif à long terme	1 249 604	1 080 118
TOTAL DE L'ACTIF	$ 2 323 630	$ 2 332 786
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes de créditeurs et dettes courues (Note 7)	$ 1 864	$ 1 907
Intérêts à payer (Note 8)	15 748	5 613
Soldes de trésorerie (Note 9)	348 575	314 187
Total du passif à court terme	366 187	324 707
Dette à long terme (Note 10)		
Prêts de la province d'Ontario	1 300 000	1 300 000
Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	650 000	650 000
Obligations de financement de l'Ontario	323 354	323 364
Obligations de l'Ontario Clean Water Agency	120 000	120 000
Total de la dette à long terme	2 093 354	2 093 364
Total du passif	2 459 541	2 418 071
Déficit	(135 911)	(85 285)
Total du passif et du déficit	$ 2 323 630	$ 2 333 786

Approuvé au nom du conseil d'administration

Dr. Anthony Ross, Président du conseil — Bill Rae, Président

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE ET DEFICIT

Pour l'exercice financier termine le 31 mars 2006

(montants exprimes en milliers de dollars)

	31 mars 2006	31 mars 2005 (chiffres rajustes dans la Note 2)
Revenu		
Produit de l'interet		
Placements	$ 60 067	31 650
Prêts municipaux	18 283	5 021
Amortissement des charges reportees de concession (Note 3)	2 653	726
Total de revenu	81 003	37 397
DEPENSES		
Interêts debiteurs		
Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	29 913	2 867
Obligations de la province d'Ontario	28 278	22 369
Obligations de financement de l'Ontario	13 743	13 668
Billets de trésorerie	8 957	2 674
Obligations de l'Ontario Clear Water Agency	3 498	2 696
Total des interets debiteurs	84 389	44 274
Coûts de concessions (Note 3)	40 757	35 613
Salaires, traitements et benefices	2 902	2 527
Dépenses administratives et générales	2 367	2 140
Amortissement du coût d'emission obligataire	320	365
Amortissement des immobilisations	168	90
Amortissement des coûts de couvertures reportées / (benefices reportés)	(74)	13
Total des dépenses	131 629	84 442
Pertes resultant des operations	50 626	47 045
Deficit au debut de l'exercice	85 285	38 240
Deficit à la fin de l'exercice	$ 135 911	$ 85 285

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

Pour l'exercice financier termine le 31 mars 2006

(montants exprimés en milliers de dollars)	31 mars 2006	31 mars 2005 (Tel que rajusté et dans la Note 2)
Activités d'exploitation		
Pertes résultant des activités d'exploitation	$ (50 626)	$ (47 045)
Ajustement des postes sans incidence sur l'encaisse		
Coûts de concession	40 757	35 613
Amortissement des charges reportées de concession	(2 653)	(726)
Amortissement des immobilisations	168	90
Amortissement des coûts d'émission obligataire	920	385
Amortissement des coûts (bénéfices) de couverture reportés	(74)	13
Émissions des prêts aux municipalités moins les remboursements	(487 377)	(324 345)
Baisse nette des fonds de roulement	220 384	370 128
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(278 801)	34 113
Activités de financement		
Remboursement des obligations de financement de l'Ontario	(13)	(43)
Produit des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure		650 000
Bénéfices (coûts) reportés résultant de la vente des instruments de couverture	5 892	(1 550)
Coûts d'émission obligataire	(131)	(5 857)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 781	642 563
Activités d'investissement		
Vente (Acquisition) des investissements à long terme	273 916	(676 611)
Acquisition d'immobilisations	(933)	(143)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement ou utilisé à cet effet	272 983	(676 754)
Diminution nette de l'argent comptant	(37)	(88)
Argent comptant au début de l'exercice financier	202	290
Argent comptant à la fin de l'exercice financier	$ 165	$ 202

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

Notes concernant les états financiers

Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006
(es montants tabulaires sont exprimés en milliers de dollars)

HISTORIQUE

L'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique a été crée le 19 août 2002 et constitue une société d'Etat sans capital-actions. Les activités de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) ont commencé en avril 2003.

Conformément à la *Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique*, les objets de l'Office sont, entre autres, les suivants :

> « Fournir un financement aux municipalités ainsi qu'aux autres organismes publics que précisent les règlements aux fins que précisent les règlements. »
>
> « Se livrer aux autres activités que précise le lieutenant-gouverneur en conseil. »

En 2003-2004, l'OSIFA a mis au point un programme de prêts assortis de conditions privilégiées à l'intention des municipalités. L'Office a également crée un programme de prêts pour le renouvellement de l'infrastructure (programme de l'OSIFA) qui fonctionne sur la base de « frais imputables » pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

Le 5 juillet 2005, le gouvernement a annoncé que l'OSIFA relèverait désormais du ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique et non du ministère des Finances.

Le 23 novembre 2005, l'OSIFA lance son premier appel de demande pour des prêts d'infrastructure auprès des universités ontariennes.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Méthode de comptabilité

Les états financiers de l'OSIFA sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, tels que recommandés par le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public, ainsi que par le Manuel de l'ICCA pour les compagnies du secteur privé du Canada, le cas échéant.

Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des prévisions et des hypothèses sur les montants de l'actif et du passif déclarés, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses déclarés durant la période de déclaration. Les montants réels pourraient être différents des prévisions faites.

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

Prêts en cours

Les prêts en cours sont inscrits dans les états financiers à leur valeur de marché prévue. Les prêts assortis de conditions privilégiées sont actualisés sur la base du coût d'emprunt provincial. La différence entre la valeur nominale du prêt et sa valeur actualisée constitue, au fond, une subvention. Seuls les prêts de l'OOFIEM peuvent être obtenus à des conditions privilégiées.

Les prêts assortis de conditions privilégiés sont enregistrés à leur valeur nominale, cette dernière étant actualisée par le montant de la part de subvention. La part de subvention est considérée comme une dépense de concession à la date de l'émission du prêt et est amortie en tant que revenu tout au long de la durée du prêt. Les conditions privilégiées accordées sous forme d'avances pour l'exécution des projets de construction sont au départ calculées sur la base des modalités et conditions régissant les obligations à long terme et aucun amortissement n'est effectué jusqu'à ce que les avances soient converties en obligations.

Comptabilité de couverture

L'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique est exposé au risque de fluctuation des taux d'intérêt durant la période intermédiaire entre l'émission des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure et la mise en disponibilité des prêts aux municipalités. Pour gérer le risque résultant de la fluctuation des taux d'intérêt, l'Office a recours à des instruments financiers ayant des caractéristiques similaires afin de créer une couverture lui permettant de faire face à la dette. L'Office a exprimé de façon formelle sa stratégie et ses objectifs de risque en matière de transactions de couverture, y compris les relations entre l'instrument de couverture et l'objet couvert.

Les instruments de couverture sont classés dans la catégorie de placement à long terme. Les bénéfices et les pertes résultants des activités de couverture sont reportés et amortis en tant qu'exploitation au cours de la vie de la dette de base.

Impôts

En tant que société d'État, l'Office ontarien de financement de l'infrastructure est exonéré d'impôt sur le revenu provincial et fédéral, conformément au paragraphe 149(1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Placements à court terme

Les placements à court terme comprennent des titres du marché monétaire d'une durée de vie de moins de douze mois. Jusqu'au 31 mars 2006, le taux d'intérêt de ces titres du marché monétaire oscillait entre 3,54 % et 4,08 %. Les placements à court terme sont enregistrés au coût, qui se rapproche du prix commercial.

Coûts d'émission obligataire

Les coûts d'émission obligataire sont engagés lors de la vente des obligations de financement de l'Ontario et des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Ces coûts sont amortis pendant la durée de vie de l'émission des obligations en question.

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

Coûts de couverture reportés

Les coûts de couverture reportés sont engagés lors de la vente des instruments de couverture ayant rapport avec les obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Ces coûts sont amortis pendant la durée de vie de l'émission des obligations en question.

Éléments de l'actif

Les éléments de l'actif sont enregistrés au coût moins les amortissements cumulés. L'amortissement se fait selon la méthode d'amortissement constant tout au long de la durée économique prévue des éléments de l'actif, à compter du début de l'exercice de l'acquisition, avec une dotation aux provisions de six mois à l'année d'acquisition et une autre dotation aux provisions de six mois à l'année d'aliénation. La durée économique prévue des éléments de l'actif est comme suit : trois (3) ans pour le matériel informatique, dix (10) ans pour les meubles et les agencements et dix (10) ans pour les améliorations locatives.

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE 2.

2. CHANGEMENTS DANS LES REGLES ET LES METHODES COMPTABLES – PRETS A RECEVOIR

Le 1er avril 2005, l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) a adopté une politique selon laquelle tous les prêts assortis de conditions privilégiées devront être comptabilisés en tant que tels. Conformément à l'ancienne politique en vigueur, les prêts n'étaient considérés comme assortis de conditions privilégiées que lorsque la valeur de la concession dépassait 25 % de la valeur totale du prêt. Toujours selon l'ancienne politique en vigueur, aucun prêt n'était comptabilisé comme étant assorti de conditions privilégiées. OSIFA a dû modifier ses règles et méthodes comptables afin de se conformer à la politique suivie par la province d'Ontario en matière de consolidation des états financiers de l'Office ontarien de l'infrastructure stratégique.

Le tableau qui suit reflète de façon sommaire les changements comptables survenus aux états financiers en date du 31 mars 2005

	Montant calculé à nouveau	Montant déclaré auparavant	Hausse (baisse)
Effet sur le bilan			
Coût reporté sur les prêts assortis de conditions privilégiées	63 447 $	0	63 447 $
Déficit	85 285 $	21 838 $	63 447 $
Effet sur les résultats			
Revenu - amortissement des concessions	726 $	0	726 $
Dépenses – concessions	35 613 $	0	35 613 $
Pertes résultats de l'exploitation	47 045 $	12 156 $	34 887 $
Déficit le 1er avril 2004	38 240 $	9 680 $	28 560 $

3. PRETS A RECEVOIR DES MUNICIPALITES

Cinquante-huit municipalités doivent à OSIFA des avances de construction d'une valeur de 364 millions de dollars. Durant l'exercice financier, le taux d'intérêt frappant ces prêts de construction, lequel égale à la moitié du taux préférentiel avec des acceptations bancaires de trente (30) jours pour ce qui est des prêts du programme de l'OOFIEM et avec des acceptations bancaires de trente (30) jours pour ce qui est des prêts du programme de l'Office ontarien pour le financement de la structure stratégique (OSIFA), oscillait entre 1,70 % et 2,34 % pour les prêts de la première catégorie et entre 2,65 % et 3,96 % pour les prêts de la seconde catégorie. OSIFA devrait également recevoir la somme de 581 millions de dollars de soixante-neuf municipalités sous forme d'obligations dont la durée est entre cinq (5) et quarante (40) ans. Le taux d'intérêt de ces obligations oscillait entre 1,87 % et 3,05 % pour les obligations émises dans le cadre du programme de l'OOFIEM et entre 3,94 % et 4,94 % pour les obligations émises dans le cadre du programme de l'OSIFA.

Les changements dans le coût reporté des prêts du programme de l'OOFIEM sont comme suit :

	2006	2005

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

		(tel que regularisé dans la Note 2)
Coûts de concession reportés (début de l'exercice financier)	63 447	28 560
Ajouter les montants de concessions transformés en dépenses de concession	40 757	35 613
Soustraire les montants de concessions amortis au revenu	(2 653)	(726)
Coûts de concession reportés (fin de l'exercice financier)	**101 551 $**	**63 447 $**

4. COUTS D'EMISSION OBLIGATAIRE

	Coût	Amortissement cumulé	Net au 31 mars 2006	Net au 31 mars 2005
Obligations de financement de l'Ontario	1 689	981	708	1 046
Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	5 957	630	5 327	5 809
Total	**$ 7 646**	**$ 1 611**	**$ 6 035**	**$ 6 855**

5. COUTS REPORTES / (BENEFICES REPORTES) RELATIFS A LA COUVERTURE

	Coût ou bénéfice net	Amortissement cumulé	Net au 31 mars 2006	Net au 31 mars 2005
Coût ou bénéfice net portant sur les opérations de couverture	(4 342)	62	(4 280)	1 537
Total	**$ (4 342)**	**$ 62**	**$ (4 280)**	**$ 1 537**

6. ACTIF

	Coût	Amortissement cumulé	Net au 31 mars 2006	Net au 31 mars 2005
Matériel informatique	409	249	160	219
Meubles et équipement	249	12	237	-
Améliorations locatives	619	31	588	-
Total	**$ 1 277**	**$ 292**	**$ 985**	**$ 219**

7. COMPTES DE CREDITEURS ET DETTES COURUES

	31 mars 2006	31 mars 2006
Engagements liés au commerce et charges à payer	229	92
Sommes dues à l'Office ontarien de financement		
- Services administratifs	308	247
- Coûts de fonctionnement de l'OSIFA	1 327	1 588
Total	**$ 1 864**	**1 907**

8. INTERETS A PAYER

	31 mars 2006	31 mars 2005
Intérêts courus sur les obligations de financement de l'Ontario	5 497	5 497
Intérêts courus sur les obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	9 884	2 857

Interêts courus sur les prêts de l'*Ontario Clean Water Agency*		367	249
Total	$	15 748	8 613

9. BILLETS DE TRESORERIE

En novembre 2004, dans le cadre du programme de billets de trésorerie, l'OSIFA a commencé l'émission d'obligations. Le programme prévoit l'émission maximale d'obligations d'une valeur de 500 millions de dollars dont la durée ne dépasse pas un an. Durant l'exercice en cours, le taux d'intérêt des billets de trésorerie a oscillé entre 2,45 % et 3,83 %. Jusqu'au 31 mars 2006, les notes en circulation émises dans le cadre du programme en question représentaient une valeur totale de 350 millions de dollars et leur coût d'intérêt reporté était de 1,4 millions de dollars.

10. DETTE A LONG TERME

Obligations de financement de l'Ontario et obligations pour le renouvellement de l'infrastructure

L'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique a des obligations de financement de l'Ontario en circulation; ces obligations, qui sont exonérées d'impôts, sont d'une valeur de 323 millions de dollars. Ces obligations sont frappées d'un taux d'intérêt annuel de 4,25 % et arrivent à échéance le 6 mai 2008. L'intérêt est versé deux fois par an, soit le 6 mai et le 6 novembre, jusqu'à la date d'échéance. Au cours de cet exercice, des obligations de financement de l'Ontario d'une valeur de 10 milles dollars ont été remboursées.

Le 24 février 2005, l'OSIFA a émis des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure d'une valeur de 650 millions de dollars. Les obligations sont frappées d'un taux d'intérêt annuel de 4,60 % et arrivent à échéance le 1er juin 2015. L'intérêt est versé deux fois par an, soit le 1er juin et le 1er décembre, jusqu'à la date d'échéance.

Prêts de l'Ontario Clear Water Agency et prêts provinciaux de l'Ontario

L'*Ontario Clear Water Agency* est un apparenté de l'OSIFA qui a octroyé à ce dernier un prêt subordonné d'une durée de vingt (20) ans dont la valeur s'élève à 120 millions de dollars. Ce prêt a été émis en échange d'un billet à ordre qui arrive à échéance le 1 mars 2023. L'intérêt frappant le billet à ordre est recalculé sur une base mensuelle et est inférieur à la moyenne du taux CDOR mensuel de quatre points de base. Le taux d'intérêt est versé sur une base trimestrielle.

La province d'Ontario a accordé à l'OSIFA un prêt subordonné d'une durée de cinquante (50) ans dont la valeur s'élève à 1 milliard de dollars. Ce prêt a été émis en échange d'un billet à ordre qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt frappant le billet à ordre est recalculé tous les trois mois en fonction du taux frappant les bons du Trésor trimestriels de la province et doit être versé sur une base trimestrielle.

Le montant de 1,12 milliard de dollars sert à : (i) fournir une protection de crédit à ceux qui ont investi dans des dettes non-subordonnées de l'OSIFA, telles les obligations pour le renouvellement de l'infrastructure et les obligations de financement de l'Ontario; (ii) fournir à l'OSIFA un filet de sécurité en matière de liquidité, de sorte que l'Office puisse faire face à ses besoins financiers; et (iii) doter l'OSIFA d'un capital de base de longue durée qui lui permettra d'avoir une haute cote de solvabilité.

11. OPERATIONS DES APPARENTES

Outre les prêts octroyés par l'OCWA et la province d'Ontario, l'OSIFA reçoit des services administratifs qui lui sont dispensés par l'Office ontarien de financement selon le principe de la rémunération des services. Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006, les services qu'a fournis l'Office ontarien de financement à l'OSIFA s'élevaient à une valeur de 925 508 dollars (contre 1 077 680 dollars en 2005).

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

12. Avantages sociaux futures

L'OSIFA offre a ses employes à temps plein des prestations de pension de retraite à travers la participation au régime de pension de retraite de la fonction publique de la province d'Ontario, soit un régime de prestations déterminé auquel participent plusieurs employeurs. Le coût de ce régime est assumé par le ministère des Services gouvernement et n'est pas compris dans les présents états financiers. En outre, le coût des avantages postérieurs à l'emploi ainsi que les avantages sociaux non liés à l'emploi sont également versés par le ministère des Services gouvernementaux et ne sont pas compris dans les états financiers ici présentés.

13. Instruments financiers

La valeur comptable des montants en espèces, des intérêts à recevoir, des placements à court terme, des comptes de créditeurs et des dettes courus se rapproche de leur juste valeur en raison de la courte date d'échéance des instruments en question.

Les placements à long terme portent sur des instruments de couverture d'une valeur de 403 millions de dollars et sont inscrits au prix coûtant. Les bénéfices et les pertes résultant des activités de couverture sont inscrits sous forme de coût reporté et sont reportés et amortis aux exploitations tout au long de la durée de vie de la dette existante - Note 5.

14. Depenses casuelles

Dans le déroulement normal de ces affaires, l'OSIFA pourrait devoir faire face à des poursuites judiciaires. En date du 31 mars 2006, l'OSIFA n'était pas au courant de poursuites judiciaires en cours.

15. Engagements

Le 18 août 2003, le ministre des Finances a annoncé que quatre-vingt huit (88) municipalités remplissaient les conditions de recevoir des prêts à intérêt réduit d'une valeur totale de 1 milliard de dollars. Ces prêts auraient pour but de renforcer les collectivités locales des municipalités en question. Jusqu'au 31 mars 2006, des prêts d'une valeur de 647 millions de dollars ont été accordés à soixante et onze municipalités s'inscrivant dans le cadre du programme de l'OOFIEM pour 2003-2004.

Le 20 décembre 2004, le ministre des Finances a annoncé que cent neuf (109) municipalités remplissaient les conditions de recevoir des prêts d'une valeur totale de 1,2 milliard de dollars, ces prêts s'inscrivant dans le programme d'obligations pour le renouvellement de l'infrastructure de l'OSIFA pour 2004-2005. Jusqu'au 31 mars 2006, dans le cadre du programme de l'OSIFA 2004-2005, des prêts d'une valeur de 289 millions de dollars ont été accordés à quarante-huit municipalités différentes.

Le 10 février 2006, le ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique a annoncé que le programme de prêts pour le renouvellement de l'infrastructure accepterait désormais des demandes, sur une base continue, de toutes les municipalités et que soixante-quatre (64) municipalités remplissaient les exigences requises afin de recevoir des prêts destinés à financer des travaux de renouvellement de l'infrastructure dans le cadre du programme de l'OSIFA pour l'année 2004-2005. La valeur de ces prêts s'élevait à 416 millions de dollars et vient s'ajouter à la somme de 99 millions de dollars annoncée le 12 août 2005. Jusqu'au 31 mars 2006, des prêts d'une valeur de 10 millions de dollars ont été accordés à sept municipalités qui en ont bénéficié dans le cadre du programme de l'OSIFA pour l'année 2004-2005.

16. Dependance economique

OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE STRATEGIQUE

L'OSIFA dépend de la province d'Ontario pour l'attribution de capitaux qui produiront de l'intérêt et du revenu de placement qui, à son tour, sera utilisé dans le but de compenser les conditions privilégiées et autres concessions accordées aux municipalités ainsi que pour couvrir les frais d'exploitation de l'Office. Etant donné le soutien financier offert par la province d'Ontario, sous forme d'un prêt d'une durée de cinquante ans, l'OSIFA est considérée comme une entreprise en exploitation.

17. DIVULGATION DE SALAIRES ET D'AUTRES TRAITEMENTS

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements du secteur public* exige que toute rémunération des employés du secteur public de l'Ontario qui dépasse le montant annuel de 100 000 dollars soit divulguée (p. ex. traitements, rémunérations fondées sur le rendement et indemnités de départ). Les montants incombant dans la catégorie ainsi prescrite par la Loi, et qui ont été versés à des employés de l'OSIFA durant l'année civile 2005, sont comme suit :

Nom	Poste ou fonction	Rémunération versée en 2005	Rémunération versée en 2004
Dermot Muir	Conseiller juridique	173 275 $	157 052 $
Bill Ralph	Directeur général	165 717 $	131 739 $
Gregg Smyth	Vice-président, Financement aux communautés, directeur financier	134 037 $	116 852 $
Susan McGovern	Service de relation avec le public et service des communications	126 886 $	108 218 $

18. EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE DE L'EXERCICE - L'AVENIR DE L'OFFICE

Le 18 mai 2006, la législation introduite afin de promulguer la *Loi de 2006 sur la Société ontarienne de travaux d'infrastructure* a reçu la sanction royale. Une fois la loi adoptée, la Société ontarienne de travaux d'infrastructure et l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique fusionneront en une seule société sans capital-actions et poursuivront leurs activités sous la dénomination sociale « Société ontarienne de travaux d'infrastructure ». Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006, des états financiers vérifiés séparés ont été préparés pour la Société ontarienne de travaux d'infrastructure.

Ontario

Ministry of Transportation
Ministère des Transports

Direction des finances
6e étage, 301 St. Paul St.
St. Catharines, Ontario
L2R 7R4
Tél : (905) 704-2702
Téléc. : (905) 704-2515

Le 5 juillet, 2006

M. Jim McCarter, CA
Vérificateur général
Bureau du vérificateur général de l'Ontario
20, rue Dundas Ouest, Salle 1530
C. P. 105
Toronto, Ontario
M5G 2C2

Objet : Régie des transports en commun de la région de Toronto (RTCRT)

Monsieur,

En ce qui concerne votre vérification des états financiers de la RTCRT pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, nous confirmons par la présente, en toute bonne foi, au **5 juillet 2006**, date de votre rapport de vérification, les déclarations suivantes qui vous ont été faites pendant votre vérification.

1. Nous confirmons être responsables de présenter fidèlement la position financière de la RTCRT dans les états financiers, résultats d'exploitation et flux de trésorerie, conformément aux principes comptables recommandés pour les gouvernements par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Nous confirmons également que les états financiers et les notes afférentes aux états financiers incluent toutes les informations nécessaires à une présentation fidèle et toutes les informations autrement requises par les lois et les règlements auxquels la RTCRT est assujettie.

   Nous reconnaissons être responsables de l'instauration et de l'application de contrôles internes conçus pour prévenir et détecter la fraude et les erreurs.

   D'après notre évaluation, nous croyons que la conception et l'application de nos contrôles internes ne présentent pas de déficiences importantes, et que le risque que les états financiers puissent comporter des inexactitudes importantes en raison de fraude est faible.

   Nous confirmons aussi que nous ne sommes pas au courant :

   (a) d'aucune activité frauduleuse ou irrégularité impliquant des gestionnaires ou des employés qui maintiennent ou utilisent le système de contrôles comptables internes;

.../2

(b) d'aucune activité frauduleuse ou irrégularité impliquant d'autres employés et qui pourrait avoir des répercussions importantes sur les états financiers; et
(c) d'aucune activité illicite ou possiblement illicite des administrateurs, dirigeants ou employés de la RTCRT agissant au nom de la Régie et qui pourrait se solder par des inexactitudes importantes dans les états financiers.

Nous reconnaissons que votre vérification consistait à émettre une opinion à savoir si les états financiers étaient présentés fidèlement, conformément aux principes comptables recommandés pour les gouvernements par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. En outre, nous reconnaissons que vous avez effectué votre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et que vous n'avez effectué que les tests que vous jugiez nécessaires selon les circonstances. Vu la nature des tests et des autres limitations inhérentes à une vérification, une telle vérification n'est pas censée fournir une assurance absolue que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes attribuables à des activités illicites, des erreurs ou d'autres irrégularités.

2. Nous tenons les livres comptables appropriés, auxquels les états financiers étaient conformes à la date du bilan. Nous avons mis à votre disposition tous les dossiers financiers et comptables, les conventions de vente conditionnelle, les contrats de location et autres, les renseignements exigés par la nouvelle législation et les données s'y rapportant, ainsi que les procès-verbaux des réunions que le conseil d'administration a tenues tout au long de l'exercice et jusqu'à la date de votre rapport de vérification.

3. Tous les comptes et toutes les transactions ont été décrits de façon appropriée et fidèlement constatés dans les états financiers et dans les dossiers comptables qui ont été utilisés pour dresser les états financiers.

4. Toutes les actions entreprises par la RTCRT étaient dans les limites de ses pouvoirs. La Régie s'est acquittée de toutes ses obligations statuaires et réglementaires.

5. La RTCRT s'est conformée à tous les aspects des ententes contractuelles qui, en cas de non-conformité, pourraient avoir des répercussions négatives sur les états financiers.

6. La RTCRT détient les titres de propriété appropriés pour tous les actifs qu'elle possède, et ces actifs ont été fidèlement constatés et inscrits dans les comptes. Aucune provision n'a été constituée pour la valeur des actifs détenus puisque aucune des valeurs n'a subi une dépréciation. Par ailleurs, ces actifs ne sont grevés d'aucun droit de rétention ni d'aucune charge, et aucun actif n'a été donné en gage.

7. Il n'y a pas d'instrument financier hors bilan, sauf comme convenu avec l'Office ontarien de financement, ce qui est divulgué à la note 4. Nous vous avons transmis tous les renseignements que nous avons sur les instruments financiers utilisés par l'Office ontarien de financement aux fins de remboursement de la dette. Nous convenons que vous communiquerez directement avec l'Office ontarien de financement si vous avez besoin de plus amples renseignements à ce sujet.

.../3

8. Tous les renseignements sur les modalités de la dette à long terme ont été divulgués de façon appropriée.

9. Il n'y a pas de comptes bancaires à inscrire aux états financiers puisque la RTCRT utilise les comptes bancaires de la Province. Aucun tiers ne détient des fonds au nom de la RTCRT.

10. Les sommes à recevoir, qui sont constatées dans le bilan, représentent des demandes de bonne foi auprès des débiteurs pour des charges engagées à la date du relevé ou antérieurement. Les sommes à recevoir n'incluent pas les montants recouvrables au bout d'un an. Aucun montant n'a été inscrit pour provision pour créances douteuses puisque nous nous attendons à recouvrir toutes les sommes dues.

11. La durée de vie utile estimative des biens immobilisés, telle qu'elle est présentée dans les états financiers, constitue une base d'amortissement raisonnable.

12. Nous n'avons pas spécifié la juste valeur de la dette à long terme dans les états financiers car nous croyons qu'il n'est pas utile de déterminer une juste valeur. Cette pratique est conforme aux exercices précédents.

13. Tous les passifs réels ou éventuels, les obligations contractuelles inhabituelles et les engagements importants, autres que ceux contractés dans le cours normal des affaires, qui pourraient avoir des répercussions importantes sur les états financiers ont été constatés de façon appropriée dans les états financiers.

14. Il n'y avait aucun procès en instance ni aucune réclamation éventuelle à la date des états financiers et jusqu'à la date de votre rapport de vérification, ayant ou non fait l'objet d'une discussion avec un conseiller juridique, ce qui aurait exigé une divulgation dans les états financiers.

15. Les états financiers ne font état d'aucun passif connu ou éventuel imputable à des questions environnementales puisqu'il n'y en a aucun à déclarer.

16. Les états financiers dévoilent adéquatement la nature et la portée de toutes les opérations entre personnes apparentées.

17. Pendant la période entre la date des états financiers (le 31 mars 2006) et la date de votre rapport de vérification (le 5 juillet 2006), il n'est survenu aucun événement qui exigerait un rajustement ou une divulgation dans les états financiers, excepté le versement forfaitaire et final dont la description appropriée figure à la note 5.

18. Aucune situation importante, autres que celles décrites dans les états financiers, ne nécessiterait un retraitement des chiffres de l'exercice précédent présentés dans les états financiers.

.../4

19. Nous ne sommes au courant d'aucune inexactitude non corrigée dans les états financiers qui auraient, individuellement et dans l'ensemble, des répercussions négatives sur les états financiers.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos plus sincères salutations.

David O'Toole
Président du conseil d'administration, RTCRT

Steve Naylor
Trésorier, RTCRT

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Régie des transports en commun de la région de Toronto
et au ministère des Transports

Nous avons vérifié le bilan de la Régie des transports en commun de la région de Toronto en date du 31 mars 2006 ainsi que l'état des résultats d'exploitation et du déficit pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Régie au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

Toronto (Ontario)
Le 5 juillet 2006

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416 327-2381
fax 416 326-9812

C.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas Ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416 327-2381
télécopieur 416 326-3812

www.auditor.on.ca

RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO
Bilan
31 mars 2006

	2006 (en millers $)	2005 (en milliers $)
ACTIF		
À court terme		
Créance sur la province de l'Ontario	7 963	8 248
Immobilisations données en garantie (Note 3)	133 848	153 926
	141 811	162 174
PASSIF ET INSUFFISANCE DE L'ACTIF		
Passif à court terme		
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 4)	353 325	10 780
Intérêt sur la dette à long terme	7 963	8 248
	361 288	19 028
Dette à long terme (Note 4)	-	411 005
Insuffisance de l'actif	(219 477)	(267 859)
	141 811	162 174

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé par :

Président du conseil

Membre du conseil

RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

État de l'exploitation et de l'insuffisance de l'actif

Pour l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2006

	2006 (en milliers $)	2005 (en milliers $)
Produits d'exploitation		
Subvention d'exploitation provenant de la province	44 932	45 144
Amortissement du gain de change reporté sur la dette à long terme	56 130	25 972
	101 062	71 116
Charges		
Amortissement des immobilisations	20 076	20 076
Intérêt sur la dette à long terme	32 604	33 979
	52 680	54 055
Excédent	48 382	17 061
Insuffisance de l'actif au début de l'exercice	(267 859)	(284 920)
Insuffisance de l'actif à la fin de l'exercice	(219 477)	(267 859)

Régie des transports en commun de la région de Toronto

Notes afférentes aux états financiers
31 mars 2006 (les montants sont exprimés en milliers de dollars)

1. NATURE DE L'ORGANISME

La Régie des transports en commun de la région de Toronto (la « Régie ») a été fondée en tant que personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur la Régie des transports du grand Toronto*. Le 7 août 1999, en vertu de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto*, depuis lors abrogée, les activités relatives aux transports en commun de la Régie des transports en commun de la région de Toronto ont été transférées, sans indemnisation, à la Régie des transports en commun du grand Toronto. Le transfert comprenait tous les éléments d'actif et de passif ainsi que les employés, à l'exception du matériel roulant ferroviaire et de la dette qui sont assujettis aux conventions de vente conditionnelle, que la Régie continue à administrer.

Conformément à la Loi, la mission de la Régie est la suivante :

(a) exercer ses droits et remplir ses obligations se rapportant au matériel roulant ferroviaire qui fait l'objet des six conventions de vente conditionnelle datées du 30 mars 1994 et conclues entre la Régie et Asset Finance (Bermuda) Limited, y compris ses droits et obligations en vertu de ces conventions de vente conditionnelle; et

(b) effectuer ces tâches conformément aux droits et aux obligations qui lui ont été attribués par le ministre des Transports.

En tant qu'organisme de la Couronne, la Régie est exemptée d'impôt sur le revenu tant fédéral que provincial en vertu de l'alinéa 149(1)d) de la Loi de l'Impôt sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers sont préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les conventions comptables sont les suivantes :

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée des immobilisations :

Autre matériel ferroviaire roulant	25 ans
Locomotives	20 ans

b) Conversion des devises

La dette à long terme remboursable en dollars américains est convertie en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou pertes de change latents découlant de la conversion sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette. Cette convention est conforme à celle de la province de l'Ontario parce que les présents états financiers sont intégrés aux états financiers de la province.

c) Charges administratives

Les services administratifs sont fournis gracieusement par le ministère des Transports.

Régie des transports en commun de la région de Toronto

Notes afférentes aux états financiers
31 mars 2006 (les montants sont exprimés en milliers de dollars)

3. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les locomotives et autre matériel ferroviaire roulant donnés en garantie pour la dette à long terme décrite dans la note 4. Le 7 août 1999, la Régie a signé un contrat de location de matériel en vertu duquel ses locomotives et voitures de train de banlieue à deux niveaux ont été louées à la Régie des transports en commun du grand Toronto pour un montant symbolique de un dollar par année. En vertu de ce contrat de location de matériel, qui prend fin le 1er juillet 2006, la Régie des transports en commun du grand Toronto est responsable de l'entretien et de toutes les autres obligations qui y sont associées.

	Coût $	Amortissement accumulé $	2006 Net $	2005 Net $
Autre matériel ferroviaire roulant	363 308	250 615	112 693	127 226
Locomotives	110 905	89 750	21 155	26 700
	474 213	340 365	133 848	153 926

4. DETTE A LONG TERME

À la demande du ministre des Finances de l'Ontario, la Régie a entrepris une opération de financement le 31 mars 1994. Selon les modalités de l'opération, 42 des locomotives et 243 voitures de train de banlieue à deux niveaux ont été vendues pour 311 867 $ US (431 530 $ CA) et immédiatement rachetées au même prix de la même contrepartie en vertu des contrats de vente conditionnelle échéant le 1er juillet 2006. Le produit de la vente initiale a été remis à la province de l'Ontario déduction faite des coûts de transaction qui s'élevaient à 4 271 $. Dans le cadre des contrats de vente conditionnelle, la Régie a accepté de rembourser l'obligation et l'intérêt sur la période de 12 ans.

L'opération a été comptabilisée comme un financement garanti. La dette est garantie par les locomotives et les voitures de train de banlieue à deux niveaux, dont la Régie conserve le droit d'usage.

Pour réduire au minimum les risques liés aux fluctuations des taux de change pour le gouvernement de l'Ontario, la province a conclu une entente de swap de devises. À la fin de l'exercice, environ 74 % de la dette était couverte par le swap de devises. Étant donné que la Régie ne prend pas part à l'entente de swap de devises, les effets de cette dernière ne se reflètent pas dans les présents états financiers. Par conséquent, la Régie constate et reporte l'incidence complète des fluctuations des devises déduction faite de l'amortissement accumulé, tandis que la province constate le gain ou la perte de compensation lié au swap. En raison de la nature unique de la dette à long terme, il est difficile de déterminer une juste valeur pour cette opération.

Régie des transports en commun de la région de Toronto

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2006 (les montants sont exprimés en milliers de dollars)

4. DETTE A LONG TERME (suite)

Numéro du contrat de vente conditionnelle	Prêt maximal $ US	Taux d'intérêt moyen %	Solde au 31 mars 2006 $ US	Garantie
1	14 487	7,27536	13 345	cabines et coachs à 2 niv.
2	108 926	7,26143	101 334	cabines et coachs à 2 niv.
3	23 794	7,38419	20 152	locomotives
4	70 319	7,28488	65 227	cabines et coachs à 2 niv.
5	60 702	7,36798	56 664	coachs à 2 niv.
6	41 926	7,39563	36 647	locomotives
	320 154		293 369	
Converti en dollars canadiens à			1,1671	
$ CA			342 391	
Gains de change reportés			10 934	
			353 325	

5. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

Étant donné que la totalité du solde impayé est due le 5 juillet 2006, la dette à long terme est un passif à court terme. Le 5 juillet 2006, la Régie a payé la totalité de la dette à long terme au moyen d'un ballon de 304 095 $ US (comprenant des intérêts de 10 727 $) à Asset Finance (Bermuda) Limited, en conformité avec les six conventions de vente conditionnelle, et Asset Finance (Bermuda) Limited a abandonné ses droits sur les actifs de la Régie. Le ministère des Transports à fourni les fonds nécessaires au paiement.

La Régie s'efforce actuellement de déterminer le meilleur moyen pour transférer ses actifs à la Régie des transports en commun du grand Toronto; elle a prolongé du-delà du 1er juillet 2006 son contrat de location avec la Régie des transports en commun du grand Toronto pour un montant symbolique.

6. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Aucun état des flux de trésorerie n'a été préparé, car les données qu'il contiendrait sont facilement accessibles dans les présents états financiers.

Transit

20 Bay Street • Suite 600
Toronto, Ontario, Canada M5J 2W3
Phone: (416) 869-3600 • www.gotransit.com

Le 2 juin 2006

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers et de toute autre information financière contenus dans ces états financiers incombe à la direction et au conseil d'administration de GO Transit. Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus et expriment les hypothèses les plus probables et le meilleur jugement de la direction.

La direction a conçu et maintient des contrôles financiers et de gestion, des systèmes informatiques et des pratiques de gestion visant à fournir l'assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière. Les systèmes et pratiques de gestion font l'objet d'évaluations au moyen de vérifications internes et des rapports sont émis à l'attention du comité de vérification.

Le conseil d'administration de GO Transit, par l'entremise du comité de vérification, s'assure que la direction assume ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne. Le comité examine les états financiers et le rapport des vérificateurs externes.

Les états financiers ont été vérifiés par Grant Thornton LLP, le vérificateur externe nommé par GO Transit. La responsabilité du vérificateur externe consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnent une image fidèle selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur précise l'étendue de son travail et de son opinion.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, le conseil d'administration de GO Transit, par l'entremise de son comité de vérification, était responsable de s'assurer que la direction a assumé ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne. Le comité rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et Grant Thornton LLP pour s'assurer que chaque groupe remplit correctement ses fonctions respectives. Le comité examine les états financiers avant d'en recommander l'approbation par le conseil d'administration. Grant Thornton LLP a eu librement et pleinement accès au comité de vérification, avec ou sans la présence de la direction, afin de discuter de leur vérification et de leurs constatations relatives à l'intégrité des informations financières de GO Transit et de l'efficacité du système de contrôles internes.

Gary McNeil
Directeur général et chef de la direction

Frances Chung
Directrice, Services financiers

Thornton LLP
otables agréés
eillers en administration

Grant Thornton

Rapport des vérificateurs

Aux membres de
Greater Toronto Transit Authority

Nous avons vérifié le bilan du **Greater Toronto Transit Authority** au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Grant Thornton LLP

Grant Thornton LLP
Comptables agréés

Toronto, Canada
le 17 mai 2006

Bank Plaza
loor, South Tower
lay Street, Box 55
to (Ontario)
?P9
hone : (416) 366-0100
opieur : (416) 360-4949
riel : Toronto@GrantThornton.ca
Web : www.GrantThornton.ca

re de Grant Thornton International

Greater Toronto Transit Authority
État des résultats

(En milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2006	2005
Produits		
Produits d'exploitation	228 307 $	204 888 $
Revenu de placement	614	541
Subventions de la province d'Ontario	235 139	204 000
Subventions des municipalités	48 464	32 626
Subventions du gouvernement du Canada	24 803	5 893
Remboursement des subventions de la province d'Ontario	-	(10 479)
	537 327	437 469
Charges		
Services administratifs	8 589	8 865
Entretien de l'équipement	36 842	36 142
Installations et rails	38 322	37 732
Main-d'œuvre et avantages sociaux	86 144	94 184
Fonctionnement	93 935	80 357
Amortissement des immobilisations	81 555	73 474
Amortissement des actifs incorporels	327	327
	345 714	331 081
Excédent des produits par rapport aux charges avant les acquisitions d'immobilisations	191 613 $	106 388 $

Voir les notes complémentaires

Greater Toronto Transit Authority
État de l'évolution des actifs nets

(En milliers de dollars)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006

	Investis en immobilisations	Investis en bail à long terme	Actifs nets détenus en réserve (Note 9)	Déficit	Total 2006	Total 2005
Solde, début de l'exercice	1 075 139 $	31 150 $	26 332 $	(22 305) $	1 110 316 $	1 003 928 $
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges avant les acquisitions d'immobilisations	(81 555)	(327)		273 495	191 613	106 388
Actifs investis en immobilisations	278 898			(278 898)	-	-
Cession d'immobilisations	(368)			368	-	-
Solde, fin de l'exercice	1 272 114 $	30 823 $	26 332 $	(27 340) $	1 301 929 $	1 110 316 $

Voir les notes complémentaires.

Grant Thornton

Greater Toronto Transit Authority
Bilan

(En milliers de dollars)

Le 31 mars	2006	2005
Actif		
Court terme		
Espèces et quasi-espèces	42 936 $	64 019 $
Placement à court terme	18 777	14 898
Débiteurs	8 021	6 129
Subvention de la Province à recevoir	3 839	8 500
Subventions des municipalités à recevoir	12 700	9 694
Subventions du gouvernement du Canada à recevoir	28 390	7 804
Pièces de rechange et stocks de fournitures	2 124	2 274
Charges payées d'avance	2 848	1 191
	119 635	114 509
Immobilisations (Note 3)	1 272 113	1 075 139
Bail à long terme (Note 4)	30 823	31 150
	1 422 571 $	1 220 798 $
Passif		
Court terme		
Créditeurs et charges à payer	72 658 $	56 639 $
Produits non gagnés à l'égard des billets vendus et non utilisés	5 780	6 194
Somme à verser à la province d'Ontario (Note 5)	-	10 479
	78 438	73 312
Prestations de retraite complémentaires à verser (Note 7)	15 618	14 086
Autres avantages sociaux futurs à verser (Note 8)	26 586	23 084
	120 642	110 482
Actifs nets		
Actifs nets investis en immobilisations	1 272 114	1 075 139
Actifs nets investis en actifs incorporels	30 823	31 150
Actifs nets détenus en réserves (Note 9)	26 332	26 332
Déficit	(27 340)	(22 305)
	1 301 929	1 110 316
	1 422 571 $	1 220 798 $

Engagements (Note 10)
Éventualités (Note 11)

Au nom du Conseil

Administrateur

Administrateur

Voir les notes complémentaires.

Grant Thornton

Greater Toronto Transit Authority
État des flux de trésorerie

(En milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2006	2005
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces		
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits par rapport aux charges	**191 613 $**	106 388 $
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	**81 882**	73 801
Perte sur la cession d'immobilisations	**37**	220
Avantages sociaux futures, nets des paiements	**5 034**	15 934
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (Note 12)	**(17 204)**	(62)
	261 362	196 281
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	**(278 897)**	(197 119)
Produits sur vente d'immobilisations	**331**	776
Produits (nets des acquisitions) sur placements à court terme	**(3 879)**	(14 898)
	(282 445)	(211 241)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	**(21 083)**	(14 960)
Espèces et quasi-espèces, début de l'exercice	**64 019**	78 979
Espèces et quasi-espèces, fin de l'exercice	**42 936 $**	64 019 $

Voir les notes complémentaires.

Grant Thornton

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

1. Nature des activités

Greater Toronto Transit Authority (la « société ») est un organisme mandataire de l'État qui exerce ses activités sous l'appellation de « Réseau GO ». A titre de société sans capital social, Réseau GO relève du ministre des Transports. La société n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu en vertu de la Section 149(1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). Réseau GO exploite un système de transport en commun interrégional constitué de couloirs ferroviaires et de lignes d'autobus intégrés. Le réseau de services ferroviaires et d'autobus dessert principalement les collectivités de la région du Grand Toronto (RGT) y compris les villes de Toronto et de Hamilton, et les régions de Halton, Peel, York, Durham ainsi que les comtés de Simcoe, Dufferin et Wellington de même que les villes de Barrie, Guelph et Bradford-West Gwillimbury.

2. Conventions comptables

Mode de présentation

Les états financiers sont préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif qui sont présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges indiqués pour l'exercice. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse, les soldes bancaires, nets de découverts, ainsi que les placements à court terme dont la durée est de trois mois ou moins.

Placements à court terme

Les placements à court terme sont présentés au moindre du coût et de la valeur de marché et comprennent les montants dont les échéances originales sont supérieures à trois mois et inférieures à un an.

Pièces de rechange et stocks de fournitures

Les pièces de rechange et les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires
(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

2. Conventions comptables (suite)

Amortissement

La société calcule l'amortissement des différentes catégories d'actifs en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Immeubles et équipement	
Abribus et stands de billets	– 5 ans
Autres immeubles	– 20 ans
Améliorations locatives	– 20 ans
Locomotives	– 20 ans
Autre matériel ferroviaire	– 25 ans
Améliorations à l'emprise du chemin de fer et aux installations	– 20 ans
Travaux et installation de voies	– 20 ans
Autobus	– 12 ans
Parcs de stationnement	– 20 ans
Divers	
Ameublement	– 12 ans
Autres	– 3-5 ans

Les études de viabilité relatives à l'expansion future représentent les coûts reportés par projet jusqu'à ce que la viabilité du projet en question soit établie. Lorsque le projet est finalisé, les coûts sont amortis selon la catégorie de l'actif. Si le projet est abandonné ou que les coûts sont jugés irrécouvrables, les coûts reportés sont imputés aux activités au cours de l'exercice où serait prise une telle décision.

Bail à long terme

Le bail à long terme représente le remboursement dans le cadre du bail relatif à la Union Station. Le montant est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 100 ans, soit la durée du bail plus une période de renouvellement.

Avantages sociaux futurs

La société offre des prestations de retraite par l'entremise du Régime de retraite interentreprises des employés municipaux de l'Ontario *(« OMERS »)*. Les charges de l'exercice correspondent à la cotisation requise de l'exercice.

La société offre des prestations de retraite complémentaires selon la méthode de répartition des prestations qui tient compte des prestations prévues en fonction des services rendus à cette date. Les rajustements découlant des modifications au régime d'avantages sociaux, des excédents et déficits actuariels et des modifications aux hypothèses sont amortis dans les produits sur la moyenne des années de service restantes prévues des membres.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

2. Conventions comptables (suite)

La société prévoit également d'autres avantages sociaux futurs selon la méthode de répartition des prestations qui tient compte des prestations prévues en fonction des services rendus à cette date. Les rajustements découlant des modifications au régime d'avantages sociaux, des excédents et déficits actuariels et des modifications aux hypothèses sont amortis dans les produits sur la moyenne des années de service restantes prévues des membres.

Produits provenant des services de transport en commun

Les produits sont reconnus lorsque le service de transport est fourni. Les montants non gagnés sont présentés au bilan dans le passif à court terme.

Contributions

La société comptabilise les contributions selon la méthode de report. Les contributions sont constatées à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Actifs nets détenus en réserve

Les actifs nets détenus en réserve sont affectés à l'interne afin de fournir une source de financement en vue des obligations futures prévues et de permettre une flexibilité pour faire face aux incertitudes qui pourraient survenir. Toutes les réserves sont approuvées par le conseil d'administration de la Société et sont présentées au bilan à titre d'actifs nets.

L'objectif visé par l'établissement d'une réserve de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités *(MCOR)* est d'aider à financer les dépenses importantes en immobilisations.

L'objectif visé par l'établissement d'une réserve d'obligation au titre de l'emploi est d'aider à financer les obligations connexes de l'emploi en général.

L'objectif visé par l'établissement d'une réserve de maintien d'une autoassurance est d'aider à financer toute demande relative à la tranche de maintien d'autoassurance du programme d'assurance de la Société.

L'objectif visé par la réserve de stabilisation est d'aider à financer les variations des budgets d'exploitation et d'immobilisations de la Société d'un exercice à l'autre.

Toutes les opérations touchant les réserves doivent être approuvées par le conseil d'administration du GTTA. Ils sont présentés dans les états de l'évolution des actifs nets.

Les produits d'intérêt font partie des produits généraux à titre de revenu de placement.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

3. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2006 Valeur comptable nette	2005 Valeur comptable nette
Terrain	212 487 $	- $	**212 487 $**	190 611 $
Immeubles	293 504	166 755	**126 749**	120 488
Améliorations locatives	25 577	15 993	**9 584**	10 428
Locomotives et autre matériel ferroviaire roulant	396 749	119 478	**277 271**	260 571
Améliorations à l'installation de l'emprise du chemin de fer	472 432	327 021	**145 411**	147 343
Travaux et installation de voies	100 702	54 142	**46 560**	44 170
Construction en cours	237 708	-	**237 708**	95 894
Autobus	160 992	47 029	**113 963**	108 704
Parcs de stationnement	132 122	52 053	**80 069**	77 449
Ordinateurs et logiciels	22 651	14 369	**8 282**	8 813
Divers	61 962	47 933	**14 029**	10 668
	2 116 886 $	844 773 $	**1 272 113 $**	1 075 139 $

La société capitalise les salaires relatifs à l'ingénierie lorsque des heures sont attribuées à des projets particuliers d'immobilisations. Le montant comptabilisé pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 s'élevait à 5 539 $ (3 911 $ en 2005).

4. Bail à long terme

	Coût	Amortissement cumulé	2006 Valeur comptable nette	2005 Valeur comptable nette
Bail, Union Station	32 703 $	1 880 $	**30 823 $**	31 150 $

5. Montant à verser à la Province

Les montants à verser à la province d'Ontario représentent les contributions reçues dépassant les fonds requis. Aucune somme n'était due au 31 mars 2006.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

6. Cotisations au régime de retraite

La société offre des prestations de retraite pour la presque totalité de ses employés permanents par l'entremise du Régime de retraite interentreprises des employés municipaux de l'Ontario (« *OMERS* »). Les charges au titre des cotisations au régime de retraite pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 était de 4 262 $ (3 836 $ en 2005).

7. Prestations complémentaires à verser

Avec le rapatriement de GTAA à la Province en 2002, les employés participant aux négociations ainsi que les employés exclus des négociations ont demandé à la Province de corriger les écarts des prestations à verser aux employés de Réseau GO. En 1999, lorsque Réseau GO a été transféré de la Province au conseil de Greater Toronto Services, les régimes provinciaux ont été gelés et un nouveau régime a vu le jour dans le cadre de *OMERS*. Il a été convenu que la Société est responsable de l'obligation au titre du régime de retraite et par conséquent, la Société a procédé à une évaluation actuarielle qui s'est traduite par une obligation au titre des prestations constituées de 16 670 $ au 31 mars 2006 (14 086 $ en 2005) et une perte actuarielle non amortie restante de 1 052 $ (néant en 2005).

Afin de comptabiliser les prestations complémentaires, la Société a adopté une politique de constatation des gains et des pertes qui excèdent l'amortissement minimal au cours de l'exercice (ce qui signifie la partie des gains cumulés et des pertes cumulées qui dépassent de 10 % l'obligation au titre des prestations constituées, divisés par la moyenne des années de service restantes prévues).

Les données au sujet des prestations complémentaires du régime de retraite de la Société au 31 mars se détaillent comme suit :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde, début de l'exercice	**14 086 $**	- $
Charges à payer pour le coût des services passés	**-**	12 673
Charges à payer pour le coût des services rendus au cours de l'exercice	**684**	647
Intérêts débiteurs sur les prestations constituées	**848**	766
Solde, fin de l'exercice	**15 618 $**	14 086 $
Situation de capitalisation		
Déficit du régime	**15 618 $**	14 086 $

Les hypothèses actuarielles importantes adoptées pour mesurer les obligations au titre des prestations constituées se détaillent comme suit :

Taux d'actualisation	– 5,50 % (5,75 % en 2005)
Taux de croissance de la rémunération	– 2 % par année (3 % en 2005)
Inflation	– 2 % par année (2,5 % en 2005)

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

8. Autres avantages sociaux futurs

La société offre des régimes d'assurance-vie et d'assurance maladie après la retraite, ainsi que des prestations de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) et des indemnités de départ de retraité. Le régime n'est pas capitalisé et exige des cotisations nominales des salariés. La presque totalité des employés actifs à temps plein sont admissibles aux régimes d'assurance-vie et d'assurance maladie. Un nombre limité d'employés est admissible aux indemnités de départ.

En 2006, la direction de la Société a demandé une évaluation actuarielle aux fins comptables. Cette évaluation s'est traduite par une obligation au titre des prestations constituées de 40 018 $ au 31 mars 2006 (33 999 $ en 2005) et une perte actuarielle non amortie restante de 13 432 $ (10 915 $ en 2005).

Afin de comptabiliser les avantages sociaux autres que de retraite après la retraite, la Société a adopté une politique de constatation des gains et des pertes qui excèdent l'amortissement minimal au cours de l'exercice (ce qui signifie la partie des gains cumulés et des pertes cumulées qui dépassent de 10 % l'obligation au titre des prestations constituées, divisés par la moyenne des années de service restantes prévues).

Hypothèses

Taux d'actualisation relatif aux avantages sociaux autres que de retraite après la retraite – 5,25 % (5,75 % en 2005)
Taux d'actualisation des prestations de CSPAAT et des indemnités de départ de retraité – 5,0 % (5,5 % en 2005)
Années de service restantes moyennes prévues – 13 ans (13 ans en 2005)
Taux de croissance de la rémunération – 2 % par année (2 % en 2005)
Augmentation des avantages liés aux soins de santé – 10,5 % en 2006 baissant de 1 % pour atteindre un taux final de 4,5 % par année
Augmentation des avantages liés aux soins dentaires – 4,5 % par année

	2006	2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 632 $	1 443 $
Intérêts débiteurs	2 003	1 858
Perte actuarielle	594	236
Charge des avantages sociaux futurs	4 229 $	3 537
Versements de prestations	727 $	1 689 $

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

9. Actifs nets détenus en réserve

	MCOR	Obligation au titre de l'emploi	Maintien d'une auto-assurance	Stabilisation	Réserves totales
Solde, début de l'exercice	21 051 $	889 $	2 013 $	2 379 $	26 332 $
Charges					
Solde, fin de l'exercice	21 051 $	889 $	2 013 $	2 379 $	26 332 $

10. Engagements

a) Les paiements minimums de loyer des locaux au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit

2007	2 173 $
2008	2 166
2009	1 907
2010	423
2011	165
	6 834 $

b) La société s'est également engagée dans le cadre d'acquisition de différentes immobilisations pour un montant approximatif de 227 887 $ au cours du prochain exercice.

c) La société a signé un bail avec *TATOA* pour la location de 243 wagons et de 42 locomotives pour des versements de location totaux de un dollar par année se terminant le 1er juillet 2006. Des discussions sont actuellement en cours afin de prolonger le terme du bail.

d) Un pourcentage important des services offerts par la Société sont rendus ou maintenus par des parties externes qui utilisent le matériel roulant appartenant à la Société ou loué par celle-ci auprès de *Toronto Area Transit Operating Authority Act* (« *TATOA* »). Ces services sont régis par les ententes conclues avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (« CN »), le Canadien Pacifique Limitée (« CP ») et Bombardier Inc., ainsi que par quelques ententes de services mineures. La société a conclu les ententes importantes suivantes d'un montant approximatif de 84 600 $ par année :

i) Convention d'exploitation maîtresse avec le CN se terminant le 31 mai 2008.

ii) Convention de navette avec le CP se terminant le 31 décembre 2008.

iii) Contrat d'entretien du matériel avec Bombardier se terminant le 31 mai 2007.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

11. Passif éventuel

Diverses poursuites ont été entamées contre la société pour des incidents survenus dans le cours normal de ses activités. La Société et ses conseillers juridiques sont d'avis que l'issue de ces poursuites, qui sont en attente, n'aura pas d'incidence importante ou ne peut encore être établie. S'il y a lieu, les montants des règlements ayant trait à ces éventualités seront passés en charges dans les résultats de l'exercice au cours duquel chaque règlement aura lieu.

12. Variation du fonds de roulement

	2006	2005
Débiteurs	(1 892) $	(1 017) $
Subventions de la Province à recevoir	4 661	4 784
Subventions des municipalités à recevoir	(3 006)	(2 887)
Subventions du Gouvernement du Canada à recevoir	(20 586)	(5 893)
Pièces de rechange et fournitures	150	(93)
Charges payées d'avance	(1 657)	(387)
Créditeurs et charges à payer	16 019	2 534
Produits constatés d'avance	(414)	576
Somme à verser à la province d'Ontario	(10 479)	2 321
	(17 204) $	(62) $

13. Instruments financiers

Les valeurs comptables des instruments financiers de la Société, lesquels se composent des espèces et quasi-espèces, des placements à court terme, des débiteurs, des subventions de la Province à recevoir, des subventions des municipalités à recevoir, des subventions du gouvernement du Canada à recevoir et des créditeurs et charges à payer, se rapprochent de leur juste valeur en raison de leur échéance approchée.

La société n'a pas de concentration importante de risque de crédit.

La Société n'a pas d'exposition importante au risque de taux d'intérêt.

La Société est exposée aux variations des prix du pétrole brut en raison de sa consommation de carburant diesel. Les variations éventuelles des prix du pétrole brut pourraient avoir une incidence importante sur le coût des services de transport. Ce risque est atténué à l'occasion par l'utilisation de contrats d'achat à terme de carburant diesel afin de geler de façon ferme les coûts d'exploitation futurs engagés. Au 31 mars 2006, la Société avait conclu deux conventions à prix fixe pour l'achat de 7 155 000 litres de carburant diesel au prix 0,6298 $ le litre et 7 473 000 litres de carburant diesel au prix 0,6033 $ le litre. Les achats excédentaires de carburant s'effectuaient aux prix du marché.

Greater Toronto Transit Authority
Notes complémentaires

(en milliers de dollars)
Le 31 mars 2006

14. Greater Toronto Transit Authority

En avril, la province d'Ontario a introduit le projet de loi 104 pour établir le Greater Toronto Transportation Authority. Cette loi prévoit la dissolution potentielle du Greater Toronto Transit Authority et le transfert des actifs et opérations de GO Transit à la nouvelle société. La loi procède avec des audiences et des enquêtes et la dissolution de GO Transit est prévue pour un avenir non rapproché.

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation des états financiers de l'exercice courant.

ontario place

rapport du vérificateur

À la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario et
au ministre du Tourisme

J'ai vérifié le bilan de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario au 31 décembre 2005 ainsi que les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Gary R. Peall, C.A., vérificateur général adjoint
Toronto (Ontario)
7 juin 2006

Peall

états financiers

Bilan au 31 décembre 2005

	2005 (milliers $)	2004 (milliers $) (Après ajustement Note 3)
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse (Note 8)	4 896	3 138
Débiteurs	1 440	1 036
Stocks	222	151
Charges payées d'avance et charges différées	125	48
	6 683	4 373
Immobilisations (Note 4)	113 382	113 380
	120 065	117 753
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (Notes 3, 8)	4 379	3 492
Montant à verser à la province de l'Ontario	220	11
Crédit reporté	228	167
	4 827	3 670
Contributions différées au titre des immobilisations (Note 5)	13 692	12 930
Contributions différées au titre des immobilisations non dépensées (Note 5)	1 111	524
Charges à payer au titre des indemnités de départ d'employés (Note 3)	379	321
	15 182	13 825
Capitaux propres		
Investis dans des immobilisations (Note 6)	99 690	100 400
Bénéfices non répartis/(Déficit)	366	(142)
	100 056	100 258
	120 065	117 753

Éventualités (Notes 8, 9)

Se reporter aux annexes et aux notes accompagnant les états financiers.

Approuvé au nom de la Société.

Administrateur

Administrateur

	2005 (milliers $)	2004 (milliers $) ((Après ajustement Note 3)
Revenu d'exploitation (Annexe 1)	15 592	13 750
Charges de fonctionnement et frais d'administration (Annexe 2)	17 487	15 095
Déficit d'exploitation avant les éléments suivants	(1 895)	(1 345)
Subventions d'exploitation de la province de l'Ontario	2 404	3 028
Amortissement des contributions différées au titre des immobilisations	1 276	1 415
Amortissement des immobilisations	(1 987)	(2 124)
	1 693	2 319
Revenu net/(perte) pour l'exercice	(202)	974

Se reporter aux annexes et aux notes accompagnant les états financiers..

états financiers

État de l'évolution des capitaux propres
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

	2005 (milliers $)			2004 (milliers $)
	Investis dans des immobilisations	Bénéfices non répartis/ (Déficit)	Total	(Après (ajustement Note 3) Total
Solde, au début de l'exercice tel qu'indiqué précédemment	100 400	(142)	100 258	99 882
Changement rétroactif des conventions comptables (Note 3)	–	–	–	(598)
Solde, au début de l'exercice, après ajustement	100 400	(142)	100 258	99 284
Revenu net/(perte)	(711)	509	(202)	974
Solde, à la fin de l'exercice	99 689	367	100 056	100 258

Se reporter aux annexes et aux notes accompagnant les états financiers.

états financiers

État de l'évolution de la situation financière
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

	2005 (milliers $)	2004 (milliers $) ((Après ajustement Note 3)
Activités de fonctionnement		
Revenu net/(perte) pour l'exercice	(202)	974
Redressement du revenu net/(perte) n'exigeant pas de décaissement		
• Amortissement des immobilisations	1 987	2 124
• Amortissement des contributions différées au titre des immobilisations	(1 276)	(1 415)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	605	(683)
Charges à payer au titre des indemnités de départ d'employés	58	(98)
Encaisse générée par les activités de fonctionnement	1 172	902
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations - net	(1 989)	(971)
Encaisse utilisée aux fins des activités d'investissement	(1 989)	(971)
Activités de financement		
Subventions d'équipement reçues	2 575	1 495
	2 575	1 495
Augmentation de l'encaisse durant l'exercice	1 758	1 426
Encaisse, au début de l'exercice	3 138	1 712
Encaisse, à la fin de l'exercice	4 896	3 138

Se reporter aux annexes et aux notes accompagnant les états financiers

états financiers

Annexes du revenu d'exploitation et des charges de fonctionnement et frais d'administration
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

	2005 (milliers $)	2004 (milliers $) (Après ajustement Note 3)
Annexe 1 **Revenue d'exploitation**		
Droits d'entrée	**7 051**	**6 402**
Stationnement	**2 102**	**1 864**
Ventes au détail et services de traiteur	**2 045**	**1 506**
Concessions et location des installations	**1 236**	**1 009**
Amphithéâtre	**814**	**822**
Marina	**716**	**686**
Revenu de commandites	**655**	**562**
Revenu de la cinésphère	**268**	**426**
Intérêts créditeurs	**94**	**63**
Autre revenu	**611**	**410**
	15 592	**13 750**
Annexe 2 **Charges de fonctionnement et frais d'administration**		
Traitements et salaires (Note 3)	**6 627**	**5 658**
Avantages sociaux des employés (Note 7)	**848**	**801**
Publicité	**2 119**	**2 053**
Frais généraux et d'administration (Note 8)	**1 438**	**1 098**
Coût des ventes au détail	**1 281**	**931**
Services publics	**1 117**	**1 057**
Programmation et divertissements	**1 116**	**938**
Entretien des lieux	**1 001**	**823**
Fournitures	**728**	**661**
Services de conciergerie	**558**	**492**
Transports et communications	**255**	**241**
Services de consultants professionnels	**184**	**165**
Autre	**215**	**177**
	17 487	**15 095**

Se reporter aux annexes et aux notes accompagnant les états financiers.

notes accompagnant les états financiers 31 décembre 2005

1. Nature des activités

La Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (la « Société » ou la « Place de l'Ontario »), un organisme de la Couronne provincial, exploite un parc récréatif de 96 acres sur trois îles créées à l'aide de terre de remblai, le long du secteur riverain de Toronto. Le parc comprend une vaste gamme d'installations et un large éventail de programmes et d'attractions uniques et de bonne qualité, traduisant le caractère de l'Ontario et convenant à tous les âges. Le parc a été conçu dans le but d'offrir aux visiteurs un aperçu des ressources et des réalisations ontariennes.

Les droits d'entrée et les frais exigés pour les diverses attractions au sein du parc sont soumis à l'approbation de la province de l'Ontario (la « province »). Par ailleurs, la province accorde des subventions au parc qui l'aident à défrayer une partie du coût des activités, des programmes et de la modernisation du parc.

En plus des diverses attractions et activités exploitées directement par la Place de l'Ontario, la Société a signé avec différentes sociétés du secteur privé, pour la saison de 2005, des licences, des baux fonciers et des ententes relatives à la tenue d'événements spéciaux.

En tant qu'organisme de la Couronne de l'Ontario, la Société est exonérée des impôts sur le revenu fédéraux et provinciaux.

2. Principales conventions comptables

(a) Principes comptables

Les états financiers représentent les déclarations de la direction et ils sont dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant.

(c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation estimative des immobilisations tel qu'indiqué ci-après :

Immeubles	25 ans
Attractions	10 ans
Équipement, agencements	10 ans
Matériel informatique	4 ans

(d) Recours aux estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur le montant déclaré de l'actif et du passif au moment de la production des états financiers et les sommes déclarées des revenus et des dépenses pour la période. Les montants réels peuvent être différents de ces estimations.

notes accompagnant les états financiers 31 décembre 2005

3. Changement apporté aux conventions comptables

Au cours des exercices précédents, la Société n'a pas comptabilisé les indemnités de départ imposées par la loi ainsi que les absences et congés rémunérés dans les coûts des futurs avantages sociaux des employés, car ces charges avaient été définies par la province et intégrées à ses états financiers. Bien que la province continue d'inscrire ces coûts dans les charges à payer et de les financer à leur échéance chaque année, la direction juge approprié de tenir compte de ces charges dans les présents états financiers. Ce changement aux conventions comptables a été apporté au cours de cet exercice et appliqué de façon rétroactive. En voici les répercussions :

	2004		
	Chiffres indiqués précédemment (milliers $)	**Augmentation/ (Diminution) (milliers $)**	**Chiffres après ajustement (milliers $)**
Traitements et salaires	**5 762**	**(104)**	**5 658**
Revenu net	**870**	**104**	**974**
Créditeurs et charges à payer	**3 319**	**173**	**3 492**
Charges à payer au titre des indemnités de départ	**–**	**321**	**321**
Bénéfices non répartis	**352**	**(494)**	**(142)**

4. Immobilisations

Les immobilisations se présentent comme suit :

	2005 (milliers $)			2004 (milliers $)
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur comptable nette**	**Valeur comptable nette**
Terrains, lots de grève	**101 660**	**–**	**101 660**	**101 660**
Immeubles	**7 827**	**2 922**	**4 905**	**4 545**
Attractions	**10 154**	**4 978**	**5 176**	**5 066**
Équipement, agence	**5 322**	**3 756**	**1 566**	**2 071**
Matériel informatiq	**117**	**42**	**75**	**38**
	125 080	**11 698**	**113 382**	**113 380**

Les contributions différées au titre des immobilisations représentent le montant des subventions affectées à l'achat d'immobilisations amortissables. Ces dernières ont été comptabilisées et les subventions correspondantes ont été différées avec les subventions d'équipement non dépensées et seront amorties en tant que revenu de la même façon que les immobilisations. Les changements qui sont survenus dans les contributions différées au titre des immobilisations se présentent comme suit :

	2005 (milliers $)	2004 (milliers $)
Solde au début de l'exercice	13 504	13 424
Montant amorti par rapport au revenu	(1 276)	(1 415)
Subventions d'équipement reçues	2 575	1 495
Solde à la fin de l'exercice	14 803	13 504

Le solde au poste investis dans des immobilisations représente le montant net de l'investissement de la Société dans les immobilisations moins le solde des contributions différées au titre des immobilisations à la fin de l'exercice.

La Société offre un régime de retraite à tout son personnel permanent, ainsi qu'aux membres du personnel non permanent qui veulent y participer, par l'entremise de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et de la Caisse de retraite du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), qui sont des régimes interentreprises, établis par la province de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés en tant que régimes à cotisations déterminées, car la Société ne dispose pas de renseignements suffisants pour leur appliquer les normes comptables relatives aux régimes à prestations déterminées. La cotisation de la Société au titre de la CRF et de la Caisse de retraite du SEFPO s'élevait à 201 636 $ pour l'année (143 478 $ en 2004) et elle est comprise dans les avantages sociaux des employés à l'annexe des charges de fonctionnement et frais d'administration.

Le coût des vacances inutilisées et des indemnités de départ imposées par la loi est maintenant intégré aux états financiers, tel qu'indiqué à la Note 3. Le coût des autres avantages non liés à la retraite obtenus par les employés à la retraite est assumé par le ministère des Services gouvernementaux et n'est pas inclus dans l'état des résultats.

notes accompagnant les états financiers 31 décembre 2005

8. Passif éventuel lié aux impôts fonciers

La Société est d'avis, et a reçu un avis juridique à cet effet en 1997, qu'elle n'a aucune obligation légale de payer des subventions tenant lieu d'impôts fonciers relativement à la Place de l'Ontario. Par conséquent, durant l'exercice 1996-1997, le conseil d'administration de la Société a adopté une résolution selon laquelle, dès l'année d'imposition 1996, la Société n'effectuerait aucun paiement ou n'inscrirait aucune charge au titre d'impôts fonciers ou de subventions tenant lieu d'impôts fonciers relativement aux portions de terrain de la Place de l'Ontario qui ne sont pas occupées par des locataires. La Société a informé le ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme de l'époque, ainsi que le ministère des Affaires municipales et du Logement de la décision du conseil.

Voici des renseignements pertinents sur les impôts fonciers comptabilisés pour les cinq dernières années :

Année	Impôts fonciers facturés aux concessionnaires	Charges à payer des concessionnaires comptabilisées au titre des impôts fonciers	Total des charges à payer	Montant reçu des concessionnaires
2001	419 224	–	419 224	365 629
2002	288 943	–	288 943	258 483
2003	329 687	331 000	660 687	274 464
2004	300 482	483 000	783 482	275 501
2005	275 682	469 896	745 578	274 835
Total	1 614 018	1 283 896	2 897 914*	1 448 912**

* Le montant de 2 897 914 $ est inclus dans le solde de fin d'exercice de la Société au poste des créditeurs et charges payer.

** Le montant de 1 448 912 $ est inclus dans le solde de l'encaisse de fin d'exercice de la Société et est conservé en fiducie pour la ville de Toronto.

En 2001 et en 2002, la Société n'a pas reçu d'avis de cotisation pour l'impôt foncier de la ville de Toronto. En 2001, les paiements versés à la ville pour les impôts fonciers des terrains occupés par des locataires ont été retournés par la ville, qui a indiqué que la Place de l'Ontario est exonérée d'impôts fonciers. En juillet 2005, la Société a reçu un avis de cotisation révisé selon ce qui suit :

a) 3 438 280 $ pour la portion du terrain imposable occupée par des concessionnaires entre 2001 et 2005;

b) 7 081 138 $ pour les subventions tenant lieu d'impôts fonciers pour le terrain occupé par la Société entre 2001 et 2005.

Les montants facturés font l'objet d'un différend avec la ville de Toronto et ne sont donc pas inscrits dans les états financiers de la Société. La position de la Société est qu'elle paiera à la ville de Toronto les fonds déjà reçus des concessionnaires ainsi que le montant de 1 283 896 $ à payer par la Société au 31 décembre 2005 pour des locaux occupés par des concessionnaires, et qu'elle n'est pas responsable de tout montant en sus. Par conséquent, la ville a effectué des évaluations représentant 7 621 504 $ de plus que le montant que la Société considère comme des charges à payer.

La Société a porté en a appel ces évaluations devant la Commission de révision de l'évaluation foncière et a écrit au ministre du Tourisme pour lui demander de l'aider à obtenir un allègement fiscal. S'il est déterminé que la Société doit payer des montants en sus à la ville de Toronto, la Société tentera d'obtenir une subvention supplémentaire de la province pour pouvoir effectuer ce paiement. Les activités de la Société ne lui permettent pas d'obtenir des fonds pour des subventions tenant lieu d'impôts fonciers.

9. Règlement d'une action en justice

En 2004, la Société a intenté une action en justice contre un ancien concessionnaire partenaire en raison du non-paiement de droits de licences. Les défendeurs ont introduit une demande reconventionnelle pour 1,5 million de dollars. En juillet 2006, la Place de l'Ontario a obtenu gain de cause et la demande reconventionnelle des défendeurs a été rejetée.

10. Chiffres correspondants de l'exercice antérieur

Les chiffres correspondants de l'exercice antérieur ont été redressés au besoin pour qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario
et au ministre du Développement du Nord et des Mines

J'ai vérifié le bilan de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario au 31 mars 2006, et les états des produits et des charges et de l'investissement net de la province de l'Ontario et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 16 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Bilan
au 31 mars 2006

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Actif		
Espèces et quasi-espèces (Note 3)	**196 317**	200 048
Intérêts courus	**1 902**	2 359
Prêts en cours (Note 4)	**33 805**	29 207
	232 024	231 614
Fonds de diversification Patten Post sous administration (Note 5)	**4 996**	6 943
Fonds Duke Energy sous administration (Note 6)	**1 138**	-
	238 158	238 557
Passif		
Fonds de diversification Patten Post sous administration (Note 5)	**4 996**	6 943
Fonds Duke Energy sous administration (Note 6)	**1 138**	-
	6 134	6 943
Engagements (Note 9)		
Investissement net de la province de l'Ontario	**232 024**	231 614
	238 158	238 557

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration :

R. Bortolucci
Président

Directeur général

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

État des revenus et charges et de l'investissement net de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Revenus		
Subvention de la province de l'Ontario		
Fonctionnement	**60 000**	60 000
Administration (Note 8)	**1 520**	836
Intérêts sur espèces et quasi-espèces	**6 441**	5 480
Intérêts sur prêts en cours	**746**	1 070
	68 707	67 386
Charges		
Subventions	**65 150**	61 873
Prêts-subventions	**1 421**	2 152
Créances irrécouvrables et pertes sur placements, nettes des recouvrements (Note 7)	**(214)**	376
Administration (Note 8)	**1 940**	1 089
	68 297	65 490
Excédent des charges sur les revenus	**410**	1 896
Investissement net de la province de l'Ontario, début de l'exercice	**231 614**	229 718
Investissement net de la province de l'Ontario, fin de l'exercice	**232 024**	231 614

Voir les notes afférentes aux états financiers.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Activités de prêt, d'investissement et d'aide financière		
Prêts	**(8 766)**	(5 805)
Remboursements et recouvrements de prêts	**5 671**	2 418
Subventions et prêts-subventions	**(67 173)**	(62 394)
Intérêts reçus sur prêts en cours	**26**	23
	(70 242)	(65 758)
Activités de financement		
Apport en espèces de la province pour :		
Activités de prêt et d'aide financière	**60 000**	60 000
Administration	**1 520**	836
	61 520	60 836
Activités de fonctionnement		
Intérêts reçus sur espèces et quasi-espèces	**6 931**	5 248
Frais administratifs	**(1 940)**	(1 089)
	4 991	4 159
Diminution des espèces et quasi-espèces	**(3 731)**	(763)
Espèces et quasi-espèces, début de l'exercice	**200 048**	200 811
Espèces et quasi-espèces, fin de l'exercice	**196 317**	200 048

Voir les notes afférentes aux états financiers.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

1. HISTORIQUE

La Société a été constituée sans capital-actions le 1er juin 1988 en vertu de la *Loi sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario*. La raison-d'être de la Société consiste à financer les améliorations infrastructurelles et les possibilités de développement économique dans le Nord de l'Ontario en offrant une aide financière sous forme de contributions conditionnelles, de prêts-subventions liés au rendement, de prêts d'encouragement à terme et de garanties d'emprunt. À titre d'organisme de la Couronne de l'Ontario, la Société est exonérée de l'impôt fédéral et provincial en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

En décembre 2004, on a réorienté le mandat de la Société dans le cadre du Plan pour la prospérité du Nord afin d'accroître le nombre d'emplois durables et de possibilités d'emploi dans le secteur privé à l'échelle du Nord de l'Ontario. Grâce à la réorientation du mandat, la Société peut travailler avec les entrepreneurs, les entreprises et les organisations commerciales du Nord de l'Ontario tout en continuant d'appuyer les projets d'infrastructure et de développement communautaire. Pour réaliser ces objectifs, la Société offrira des programmes ciblés axés sur cinq nouveaux thèmes : la création d'emplois, les jeunes, l'efficacité énergétique, les technologies émergentes et le développement communautaire.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

La direction a préparé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, lesquels sont résumés ci-dessous.

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

b) Opérations conclues avec la province de l'Ontario

La province de l'Ontario accorde des fonds en vue de financer les activités de prêt et d'aide financière de la Société et rembourse à celle-ci certains frais administratifs. L'investissement de la province est réduit selon les frais de fonctionnement nets.

c) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces se composent essentiellement de fonds mis en dépôt dans des banques à charte et de placements à court terme mis en dépôt auprès de l'Office ontarien de financement. Les placements sont comptabilisés au coût.

d) Prêts en cours

Les prêts en cours sont consignés selon leur valeur de réalisation nette estimative. Les prêts sans intérêt sont actualisés selon le taux d'emprunt moyen provincial pour en déterminer la valeur actualisée. La différence entre la valeur nominale et la valeur actualisée constituant en substance une subvention, elle est reconnue comme charge de subvention pour l'exercice au cours duquel le prêt a été consenti. Le montant de l'écart d'actualisation du prêt est amorti dans les intérêts créditeurs sur la durée du prêt.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

e) Provision pour créances irrécouvrables

Des créances irrécouvrables découlent de prêts en cours consentis par la Société. Outre des sommes radiées et amorties, on établit une provision pour créances irrécouvrables d'un montant jugé suffisant pour absorber les éventuelles créances irrécouvrables. La provision pour pertes sur prêts comprend des provisions pour certains prêts ainsi qu'une provision générale, et est déduite des prêts en cours.

Les sommes radiées et amorites durant l'exercice, nettes des recouvrements de sommes radiées et amorties réalisés au cours des exercices précédents, de même que les modifications aux provisions, figurent au poste « Créances irrécouvrables et pertes sur placements, nettes des recouvrements » dans l'état des revenus et charges et de l'investissement net de la province de l'Ontario.

f) Constatation des produits

Les subventions du gouvernement sont comptabilisées dès leur réception tandis que les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

g) Prêts-subventions

En général, les prêts sont dispensés de remboursement à condition que l'emprunteur se conforme à certaines exigences une fois le prêt déboursé. La Société passe en charges les prêts-subventions déboursés.

h) But des estimations comptables

Afin de préparer des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs et les revenus et charges présentés pendant la période de déclaration. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

3. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

En vertu de la *Loi sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario*, les investissements ne peuvent comprendre que des titres qui sont émis ou garantis par les provinces, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Banque internationale de reconstruction et de développement et les banques canadiennes des annexes I et II, de même que d'autres placements autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil. En vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec l'Office ontarien de financement, la Société investit ses fonds excédentaires dans des titres autorisés par la *Loi*.

Les espèces et quasi-espèces comprennent ce qui suit :

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Espèces	**15 331**	18 886
Investissements à court terme	**180 986**	181 162
	196 317	200 048

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

3. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES (SUITE)

Les placements à court terme comprennent des bons du Trésor (arrivant à échéance dans un délai de 365 jours) ayant affiché un rendement moyen de 3,56 % (2,68 % en 2005) et dont la valeur marchande se rapproche de la valeur comptable. Tous les bons du Trésor sont remboursables sur demande.

4. PRÊTS EN COURS

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Prêts courants	**3 370**	6 031
Prêts à long terme	**40 860**	35 103
Provision pour créances irrécouvrables	**(9 958)**	(10 172)
Escompte sur prêts	**(467)**	(1 755)
	33 805	29 207

Une provision particulière pour créances irrécouvrables de 8 551 914 $ a été comptabilisée à l'égard des prêts en cours. Le solde de la provision est une provision générale.

En général, les prêts portent intérêt à des taux fixes variant de 0 % à 9,25 % et sont entièrement remboursables dans les 20 ans suivant la date à laquelle ils ont été déboursés.

La variation de l'écart d'actualisation des prêts se détaille comme suit :

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Solde au début de l'exercice	**1 755**	1 190
Ajouter : montant de l'écart d'actualisation du prêt (crédité) inscrit comme charge de subvention	**(604)**	1 631
Soustraire : montant amorti dans les intérêts sur prêts en cours	**(684)**	(1 066)
Solde à la fin de l'exercice	**467**	1 755

5. FONDS DE DIVERSIFICATION PATTEN POST SOUS ADMINISTRATION

Il incombe à la Société de gérer un fonds dont les produits proviennent de la société Ontario Power Generation Incorporated et qui vise à venir en aide aux collectivités ayant éprouvé des difficultés économiques par suite de la fermeture de mines d'uranium dans la région d'Elliot Lake. Il incombe à la Société de traiter les demandes de financement en fonction de critères établis, et ce jusqu'à ce que le solde du fonds soit déboursé.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

Voici le bilan des activités du Fonds :

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Revenus de placements	168	204
Sommes versées aux collectivités	(2 115)	(4 221)
Résultats nets pour l'exercice	(1 947)	(4 017)
Solde du Fonds, début de l'exercice	6 943	10 960
Solde du Fonds, fin de l'exercice	4 996	6 943

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Le solde du Fonds est constitué de ce qui suit :		
Espèces (chèques émis en excédent des fonds en dépôt)	(1 327)	788
Bons du Trésor arrivant à échéance dans 90 jours ou moins	6 323	6 155
	4 996	6 943

6. FONDS DUKE ENERGY SOUS ADMINISTRATION

La Société doit gérer un fonds dont les produits proviennent de Union Gas Limited, une société de Duke Energy, et ont été versés le 15 juillet 2005. Le Fonds vise à financer des projets de formation professionnelle proposés par les établissements d'enseignement du Nord de l'Ontario dans le cadre du Programme de technologies émergentes (secteur public) instauré par la SGFPNO. La Société doit traiter les demandes en fonction de critères établis, et ce jusqu'à ce que le solde du fonds soit déboursé.

Voici le bilan des activités du Fonds :

	2006 (milliers $)
Contributions au Fonds	1 315
Sommes versées aux collectivités	(190)
Revenus de placements	13
Résultats nets pour l'exercice et solde du Fonds	1 138

	2006 (milliers $)
Le solde du Fonds est constitué de ce qui suit :	
Espèces	1 125
Bons du Trésor arrivant à échéance dans 90 jours ou moins	13
	1 138

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

7. CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET PERTES SUR PLACEMENTS, NETTES DES RECOUVREMENTS

Les créances irrécouvrables et pertes sur placements, nettes des recouvrements, figurant à l'état des revenus et charges et de l'investissement net de la province de l'Ontario se détaillent comme suit :

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Recouvrements	-	(5)
Augmentation (diminution) de la provision pour prêts douteux	**(214)**	381
Charges nettes (recouvrement)	**(214)**	376

8. ADMINISTRATION

Certains frais administratifs, dont les salaires et avantages sociaux des employés, les déplacements effectués par ces derniers, les autres éléments normalement fournis par le gouvernement et l'hébergement, sont assumés par la province de l'Ontario par l'intermédiaire du ministère du Développement du Nord et des Mines. En voici les détails :

	2006 (milliers $)	2005 (milliers $)
Salaires et avantages sociaux	**888**	743
Transport et communications	**232**	185
Services	**629**	59
Marketing	**150**	82
Fournitures et matériel	**41**	20
	1 940	1 089
Moins : charges assumées par la province	**1 520**	836
Charges assumées par la Société	**420**	253

En outre, la Société de développement de l'Ontario engage contre rémunération une société privée de gestion des actifs qui gère certains des portefeuilles de prêts de la Société. Les frais de gestion ne sont pas reflétés dans les états financiers.

La Société accorde des prestations de retraite à tous ses employés permanents en cotisant à la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, tous deux des régimes de pension à prestations déterminées auxquels contribuent des employeurs multiples et qui ont été établis par la province de l'Ontario. La contribution aux caisses de retraite et d'autres charges complémentaires de retraite liées à des avantages offerts aux salariés admissibles sont versées par le ministère des Services gouvernementaux, mais elles ne figurent pas dans les états financiers.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
au 31 mars 2006

9. ENGAGEMENTS

Au 31 mars, les fonds que la Société s'est engagée à verser mais qui n'ont pas été déboursés s'établissaient à environ 106 078 00 $ comparativement à 92 311 000 $ en 2005.

10. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société se composent d'espèces, de quasi-espèces et de prêts en cours. La juste valeur des espèces et quasi-espèces se rapproche de la valeur comptable de ces instruments en raison de la courte échéance de ces placements. La juste valeur des prêts en cours se rapproche de la valeur comptable de ces instruments étant donné qu'il existe une provision pour créances irrécouvrables et que les prêts sont actualisés.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société de logement de l'Ontario ci-joints ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et ils sont la responsabilité de la direction de la Société. Lors de la préparation d'états financiers, il faut nécessairement utiliser des estimations établies selon le jugement de la direction, particulièrement lorsque des transactions affectant l'exercice en cours ne seront finalisées avec certitude qu'à des périodes ultérieures. Les états financiers ont été préparés comme il se doit, selon des seuils d'importance relative raisonnables et sur la base de l'information disponible au 11 juillet 2006.

La direction tient un système de contrôles internes visant à garantir de façon raisonnable que les actifs sont protégés et qu'une information financière fiable est disponible rapidement. Ce système comprend des politiques et procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle assurant une délégation de pouvoirs et une séparation des responsabilités appropriées. Une fonction de vérification interne évalue périodiquement et de façon indépendante l'efficacité de ces contrôles internes et communique ses résultats à la direction et au conseil d'administration.

Il incombe au conseil d'administration de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière et des contrôles internes. C'est au conseil d'administration qu'il revient d'examiner et d'approuver les états financiers.

Les états financiers ont été vérifiés par le sous-vérificateur général, dont la responsabilité est d'évaluer si les états financiers sont présentés fidèlement selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, qui figure à la page suivante, décrit brièvement la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Au nom de la direction,

La directrice générale de la
Société de logement de l'Ontario,

Susan Gillespie

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
État de la situation financière
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Encaisse	98,613	98,820
Investissements immobiliers (note 2)	25,349	26,389
Montant exigible de la province de l'Ontario	144	47
	124,106	**125,256**
Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3)	1,356,636	1,360,586
	1,480,742	**1,485,842**
PASSIF		
Comptes créditeurs et charges à payer	62,489	64,894
Versement de la dette à long terme exigible à court terme	39,328	36,970
Dette à long terme (note 4)	873,866	912,518
	975,683	**1,014,382**
Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3)	1,356,636	1,360,586
PASSIF ÉVENTUEL (note 5)		
DÉFICIT ACCUMULÉ	(851,577)	(889,126)
	1,480,742	**1,485,842**

Voir les notes accompagnant les états financiers.

Au nom du conseil :

Administrateur

Administrateur général

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
État des résultats et du déficit
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Recettes :		
Subventions de la province :		
- Service de la dette	98,072	97,679
- Différence des taux d'intérêt liés au *Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3)*	16,888	16,888
- Recettes du programme de bourses du ministère *(note 6)*	1,290	1,150
Intérêts reçus des logements pour étudiants	1,624	1,963
Recettes du programme de bourses des gestionnaires de services	0	27
Total des recettes	**117,874**	**117,707**
Dépenses :		
Intérêt sur les débentures :		
- Biens transférés	59,845	62,230
- Logements pour étudiants	1,624	1,963
Différence des taux d'intérêt liés au Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3)	16,888	16,888
Programme de bourses (note 6)	1,290	1,150
Programme de bourses - gestionnaires de services	0	27
Divers	672	190
Total des dépenses	**80,319**	**82,448**
Excédent des recettes par rapport aux dépenses (note 7)	**37,555**	**35,259**
Remboursement de capital à la province/surplus d'apport	(6)	(600)
Déficit accumulé au début de l'exercice	(889,126)	(923,785)
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	**(851,577)**	**(889,126)**

Voir les notes accompagnant les états financiers.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

NATURE DES ACTIVITÉS

La Société de logement de l'Ontario est un organisme du ministère des Affaires municipales et du Logement qui continue d'exister aux termes de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*, L.R.O. de 1990, chap. O.21.

Jusqu'au 31 décembre 2000, la Société était le plus grand locateur de l'Ontario, détenant environ 84 000 logements sociaux. Aux termes de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* (LRLS), la propriété des logements sociaux a été transférée à compter du 1er janvier 2001 aux sociétés locales de logement (SLL) qui sont administrées par les gestionnaires des services municipaux.

La Société a conservé ses investissements dans les logements pour étudiants et certains autres biens. Elle a également conservé la responsabilité de l'administration des dettes de la Société, du Fonds pour les logements à but non lucratif et du passif éventuel. Les paiements du service de la dette et autres dépenses de la Société sont recouvrés auprès du ministère des Affaires municipales et du Logement sous forme de subventions.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été établis selon des principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables suivies par la Société sont résumées ci-dessous :

i. Les subventions de la province sont comptabilisées comme des recettes, et les recettes sont reconnues lorsque des dépenses sont engagées.

ii. Le déficit accumulé sera réduit chaque année d'un montant égal à la portion de la subvention de la province nécessaire pour payer le remboursement du principal de la dette à long terme de la Société.

iii. Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été inclus dans les présents états financiers, car les renseignements que fournirait cet état se dégagent facilement des autres états financiers et des notes afférentes.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

2. INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Voici les investissements immobiliers de la Société :

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
(a) Logements pour étudiants	24 281	25 277
(b) Logements provinciaux	1 068	1 112
	25 349	26 389

(a) Logements pour étudiants

Cet investissement représente des fonds avancés à des universités et collèges pour payer les coûts de construction liés à des projets de logements pour étudiants. Chaque avance est associée à une créance à long terme particulière de la Société, et chaque établissement scolaire verse à celle-ci des paiements semestriels équivalant aux versements sur la dette à long terme correspondante de la Société. Une fois la dette intégralement remboursée, le titre des biens sera transféré aux établissements respectifs.

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Coût initial	39 486	39 486
Moins : remboursements de capital cumulés	15 205	14 209
	24 281	25 277

(b) Logements provinciaux

Tous les biens immeubles ont été transférés aux SLL municipales, sauf un immeuble d'habitation pour lequel certaines questions juridiques n'ont pas été réglées. L'avance consentie pour payer le coût de cet immeuble est associée à une créance à long terme particulière de la Société, et celle-ci reçoit de la province une subvention égale au versement annuel sur sa dette à long terme correspondante.

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Coût initial	1 262	1 262
Moins : remboursements de capital cumulés	194	150
	1 068	1 112

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

3. FONDS POUR LES LOGEMENTS À BUT NON LUCRATIF

La province de l'Ontario a autorisé la Société à emprunter des fonds du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada, puis de prêter ces fonds sous forme d'hypothèques à des sociétés de logement à but non lucratif ainsi qu'à des universités et collèges afin qu'ils construisent, achètent ou louent des logements. Les fonds du RPC ont été empruntés de 1989 à 1992 et sont remboursables 20 ans après la date d'émission des débentures. L'intérêt est payable deux fois par année à des taux variés basés sur les débentures individuelles – le taux moyen pondéré est de 10,3 %.

La majorité des fonds du RPC ont initialement été prêtés à des sociétés de logement à but non lucratif. Cependant, au cours de la période allant de 1993 à 2000, ces prêts ont été refinancés auprès du secteur privé et, étant donné que les débentures ne pouvaient être remboursées avant leur échéance, les fonds ont été prêtés à la province.

Au 31 décembre 2005, le Fonds comprenait les éléments suivants :

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Encaisse	13	3 963
Prêts à la province de l'Ontario	1 157 212	1 157 212
Hypothèques à des universités et collèges	166 128	166 128
Intérêts à recevoir	33 283	33 283
	1 356 636	1 360 586
Passif et solde du Fonds		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 323 340	1 323 340
Intérêts à payer	33 283	33 283
Solde du Fonds	13	3 963
	1 356 636	1 360 586

Les taux d'intérêts sur les hypothèques consenties aux universités et collèges sont identiques à ceux payables sur les débentures correspondantes de la Société. Cependant, les taux d'intérêts sur les prêts à la province traduisent les taux moins élevés en vigueur au moment où ces prêts ont été faits, et par conséquent les paiements d'intérêts ne suffisent pas à assurer le service des débentures. Pour combler l'écart, la Société reçoit une subvention pour la différence des taux d'intérêts du ministère des Affaires municipales et du Logement.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

Voici le détail des opérations liées au solde du Fonds :

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Solde – Début de l'exercice	3 963	3 900
Intérêts créditeurs sur les prêts, hypothèques, banque	119 129	119 152
Subvention pour la différence des taux d'intérêts du ministère des Affaires municipales et du Logement	16 888	16 888
Intérêts versés sur les débentures du RPC	(135 977)	(135 977)
Remboursements au Trésor	(3 990)	----
Solde – Fin de l'exercice	13	3 963

4. DETTE À LONG TERME

La dette à long terme comprend les éléments suivants :

	2005	2004
	(en milliers de dollars)	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	815 198	847 479
Prêts remboursables à la province	97 996	102 009
	913 194	949 488
Moins : versement exigible à court terme	39 328	36 970
	873 866	912 518

La Société a emprunté des fonds auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et a reçu des fonds d'immobilisation de la province de l'Ontario pour financer des investissements dans des biens immobiliers – maintenant transférés aux SLL. Les fonds d'immobilisation fournis par la province, qui avaient auparavant été inclus dans le surplus d'apport, ont été reclassés comme des prêts remboursables à la province dont le remboursement des intérêts et du capital est versé au ministre des Finances. Les intérêts débiteurs sont inclus dans l'état des résultats et du déficit et sont compensés par les subventions provenant du ministère des Affaires municipales et du Logement.

Les intérêts sur la dette due à la SCHL et les prêts remboursables à la province sont payables à des taux variés selon des ententes individuelles – les taux moyens pondérés sont respectivement de 6,8 % et de 7,1 % (2004 – 6,8 % et 7,1 % respectivement). Les frais d'intérêts pour l'exercice s'élevaient à 61,5 millions de dollars (2004 – 64,2 millions), dont 7 millions de dollars (2004 – 7,3 millions) ont été versés à la province.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

Voici le calendrier de remboursement du principal et des intérêts au cours des cinq prochaines années :

	Débentures de la SCHL	Prêts remboursables à la province	Total
		En milliers de dollars	
2006	90 499	11 274	101 773
2007	90 379	11 248	101 627
2008	90 300	11 227	101 527
2009	90 203	11 199	101 402
2010	89 481	10 981	100 462

5. PASSIF ÉVENTUEL

a) La Société avait par le passé conclu des accords d'assurance-prêt avec la SCHL concernant des prêts hypothécaires pour des ensembles financés aux termes de divers programmes de logement à but non lucratif financés par la province et administrés par le ministère. Aux termes de ces accords, la SCHL a assuré les prêts hypothécaires faits par des prêteurs autorisés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* en vue de l'achat, de l'amélioration, de la construction ou de la modification de logements. Même si l'assurance est fournie par la SCHL, la Société est responsable des coûts nets, y compris du passif environnemental, découlant du défaut de paiement d'un prêt pour les ensembles financés par la province. Le ministère des Affaires municipales et du Logement rembourse tous les coûts engagés par la Société. Au 31 décembre 2005, les prêts hypothécaires impayés s'élevaient à 4,73 milliards de dollars pour les ensembles financés par la province. Jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune demande d'indemnité pour défaut de paiement relativement aux prêts hypothécaires assurés.

b) Aux termes de la LRLS, la Société a maintenu la responsabilité de nettoyer les sites contaminés faisant partie de l'ancien portefeuille de logement social. Regent Park, qui appartenait à la Société, fait l'objet d'un réaménagement par la Toronto Community Housing Corporation (TCHC). Le coût de la restauration de Regent Park n'est pas encore connu. La Société a fait une contribution de 587 000 $ à la TCHC pour couvrir le coût de restauration de Regent Park en 2005 et s'est engagée à verser la somme de 415 000 $ en 2006. Des montants supplémentaires peuvent être payés s'ils sont approuvés et financés par le ministère des Affaires municipales et du Logement.

c) La Société est une partie défenderesse dans le cadre d'une poursuite judiciaire. Il est impossible de prévoir les coûts que la Société pourrait devoir assumer, le cas échéant, suite au règlement de ce litige.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2005

6. PROGRAMME DE BOURSES

Le programme de bourses Albert Rose offre une aide financière aux locataires de logements à loyer indexé sur le revenu en Ontario qui souhaitent entreprendre des études postsecondaires. Le montant du financement, 1 290 000 $ (2004 – 1 150 000 $), est réparti de façon égale entre les locataires admissibles, sous réserve d'un montant maximum de la bourse intégrale de 3 000 $ et d'un montant maximum de la bourse à court terme de 1 000 $.

7. EXCÉDENT DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES

Les subventions de la province comprennent des montants destinés à couvrir les versements sur les intérêts et le principal de la dette à long terme de la Société. Les intérêts sont inclus dans les dépenses de la Société, et l'excédent des recettes par rapport aux dépenses représente les versements sur le principal.

8. DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Le ministère des Affaires municipales et du Logement fournit gratuitement des services administratifs à la Société.

9. DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR MARCHANDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Comme on l'explique ci-dessous, la juste valeur marchande estimative de ces instruments financiers est fondée sur les prix du marché pertinents et sur les renseignements disponibles au 31 décembre 2005. L'estimation de la juste valeur marchande n'indique pas nécessairement le montant que la Société peut recevoir ou engager dans des transactions commerciales réelles. Cette estimation est de nature subjective et implique des éléments d'incertitude ainsi que d'importantes questions de jugement et ne peut par conséquent être déterminée avec précision. Des changements dans les hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les estimations.

La juste valeur marchande des montants dus à la province de l'Ontario, des comptes créditeurs et des charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La juste valeur marchande des débentures de la SCHL est fondée sur les rentrées futures liées à chaque instrument et actualisées grâce à un taux d'intérêt basé sur des instruments d'emprunt ayant des caractéristiques semblables. Au 31 décembre 2005, la juste valeur marchande globale des débentures de la SCHL dépassait leur valeur comptable globale par 121 millions de dollars (2004 – 129 millions de dollars).

Comme la Société est contrôlée par la province de l'Ontario, la juste valeur marchande des prêts remboursables à la province (98 millions de dollars au 31 décembre 2005) n'a pas été calculée.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers
Le 31 mars 2006

L'intégrité et l'objectivité des états financiers ci-joints de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (la « Société ») incombent à la direction. Ces états financiers ont été préparés conformément aux lois et aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux organismes sans but lucratif publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les principales conventions comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers.

La direction est également responsable de maintenir un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les opérations sont dûment autorisées et enregistrées et qu'elle dispose d'information financière fiable en temps opportun pour la préparation des états financiers. Ces systèmes sont surveillés et évalués par la direction, le comité de vérification et les vérificateurs internes de la Société

La direction rencontre les vérificateurs externes et le conseil d'administration afin de vérifier les états financiers et de débattre sur des questions importantes concernant la présentation d'information financière et les contrôles internes avant d'approuver les états financiers.

Les états financiers ont été vérifiés par Deloitte & Touche s.r.l., des vérificateurs externes nommés à cet effet par le conseil d'administration. Le rapport des vérificateurs ci-joint établit leurs responsabilités, l'étendue de leur vérification et leur opinion sur les états financiers de la Société.

Président et chef de la direction

Chef des services financiers

Deloitte

Deloitte & Touche s.r.l.
5140 Yonge Street
Suite 1700
Toronto ON M2N 6L7
Canada

Tél. : 416-601-6150
Téléc. : 416-643-8998
www.deloitte.ca

Rapport des vérificateurs

Au conseil d'administration de la
Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Nous avons vérifié le bilan de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto au 31 mars 2006 et les états des activités financières, de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés

Toronto (Ontario)
Le 21 avril 2006 (sauf la note 13, qui est datée du 5 mai 2006)

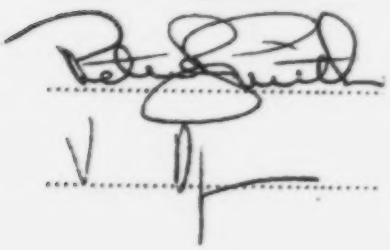
Membre de
Deloitte Touche Tohmatsu

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Bilan
Au 31 mars 2006

	2006	2005
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**29 488 245 $**	23 670 094 $
Apports à recevoir (note 3)	**3 801 427**	-
TPS à recevoir	**232 044**	321 587
Intérêts courus	**98 193**	46 526
Charges payées d'avance et autres	**42 664**	6 602
	33 662 573	24 044 809
Immobilisations (note 4)	**13 279 995**	342 049
Actif au titre des prestations constituées (note 12)	**-**	19 910
Autres actifs (note 5)	**122 672**	-
	47 065 240 $	24 406 768 $
PASSIF ET ACTIF NET		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	**15 251 286 $**	9 136 155 $
Autres passifs (note 7)	**439 435**	-
Passif au titre des prestations constituées (note 12)	**11 264**	-
Apports reportés (note 8)	**18 812 268**	15 270 613
	34 514 253	24 406 768
Actif net	**12 550 987**	-
	47 065 240 $	24 406 768 $

ENGAGEMENTS (note 13)

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL



administrateur

administrateur

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
État des activités financières et de l'actif net
Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
PRODUITS		
Apports gouvernementaux		
Gouvernement du Canada	**35 375 466 $**	12 831 719 $
Province d'Ontario	**12 462 283**	7 601 977
Cité de Toronto	**14 471 591**	9 837 748
	62 309 340	30 271 444
Moins les apports pour acquisition de terrains	**(12 550 987)**	-
Moins l'augmentation des apports reportés affectés à des charges d'exercices futurs	**(3 541 655)**	(9 483 696)
Apports gouvernementaux nets (note 9)	**46 216 698**	20 787 748
Participations et autres	**591 079**	322 071
	46 807 777	21 109 819
CHARGES		
Frais des bénéficiaires admissibles (note 10) :		
Frais de construction / de mise en œuvre	**25 520 168**	8 534 731
Frais d'acquisition d'immobilisations	**2 778 324**	646 761
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement des terrains	**2 202 249**	1 424 406
Frais de gestion de projet et autres frais internes	**1 710 634**	405 943
Autres	**450 000**	-
	32 661 375	11 011 841
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto :		
Frais de gestion du programme	**3 079 214**	2 015 642
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	**2 998 910**	2 552 450
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement des terrains	**2 067 204**	2 172 885
Frais juridiques	**1 838 262**	792 635
Frais de construction / de mise en œuvre	**997 981**	27 325
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	**963 498**	609 233
Frais d'occupation, de technologies de l'information et de bureau	**805 948**	588 305
Frais de communications et de consultation publique	**604 340**	340 008
Amortissement	**222 232**	161 943
	13 577 589	9 260 426
TPS non recouvrable	**568 813**	(162 083)
	46 807 777	20 110 184
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**-**	999 635
ACTIF NET AU DÉBUT	**-**	(999 635)
PLUS : APPORTS GOUVERNEMENTAUX POUR ACQUISITION DE TERRAINS	**12 550 987**	-
ACTIF NET À LA FIN	**12 550 987 $**	- $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
RENTRÉES (SORTIES) NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	- $	999 635 $
Amortissement sans effet sur la trésorerie	222 232	161 943
	222 232	1 161 578
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation de la TPS à recevoir, des intérêts courus, des charges payées d'avance et des autres actifs	(120 858)	(370 450)
(Augmentation) diminution des apports à recevoir	(3 801 427)	2 057 191
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	6 115 131	(1 316 008)
Augmentation des autres passifs	439 435	-
Augmentation des apports reportés	3 541 655	9 483 697
	6 396 168	11 016 008
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(13 160 178)	(39 238)
Augmentation de l'actif / du passif au titre des prestations constituées	31 174	(19 910)
	(13 129 004)	(59 148)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Apports gouvernementaux sur les immobilisations non amorties	12 550 987	-
RENTRÉES NETTES DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5 818 151	10 956 860
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	23 670 094	12 713 234
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	29 488 245 $	23 670 094 $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

1. DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto a d'abord été constituée le 1er novembre 2001 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario*, la province d'Ontario étant alors son unique actionnaire. Le mandat de la Société est d'élaborer et de mettre en œuvre un programme à long terme visant à améliorer l'aspect environnemental et à revitaliser l'économie du secteur riverain de Toronto. Le tableau qui suit décrit les conventions d'apport existantes aux termes desquelles Sa Majesté la Reine du chef du Canada (le « gouvernement du Canada »), Sa Majesté la Reine du chef de la province d'Ontario (la « province d'Ontario ») et la Cité de Toronto (collectivement, les « gouvernements ») ont convenu d'accorder à la Société les fonds nécessaires au paiement des coûts admissibles relativement aux activités de projets.

	Convention d'apport	Cité de Toronto	Province d'Ontario	Gouvernement du Canada	Total	Date d'échéance
1.	**Projets prioritaires**					
	Plan d'aménagement et stratégie d'affaires	1 000 000 $	1 000 000 $	1 000 000 $	3 000 000 $	31 mars 2008
	Prolongement de la rue Front	56 666 667	56 666 667	56 666 667	170 000 000	31 mars 2008
	Deuxième plateforme de la station Union	19 333 333	19 333 333	19 333 333	58 000 000	31 mars 2008
	Évaluations environnementales de la rivière Lower Don	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	31 mars 2008
	Préparation de Portlands	20 233 333	20 233 333	20 233 333	60 700 000	31 mars 2008
	Total des projets prioritaires	**98 233 333 $**	**98 233 333 $**	**98 233 333 $**	**294 700 000 $**	
2.	**Projets principaux**					
	Rive du Harbourfront Centre	6 200 000 $	6 200 000 $	6 200 000 $	18 600 000 $	30 sept. 2006
	Parc Mimico	2 166 667	2 166 667	2 166 667	6 500 000	31 mars 2008
	Secteur riverain de Port Union	5 333 333	5 333 333	5 333 333	16 000 000	31 mars 2008
	Aménagement des environs	2 352 333	2 352 333	2 352 333	7 057 000	31 mars 2007
	Total des projets principaux	**16 052 333 $**	**16 052 333 $**	**16 052 333 $**	**48 157 000 $**	
3.	**Terrains du parc Commissioners**	**3 333 333 $**	**3 333 333 $**	**3 333 333 $**	**10 000 000 $**	31 mars 2006
4.	**Installations du cours d'eau Western Beaches**	-	-	**200 000**	**200 000**	30 sept. 2004
5.	**Installations du cours d'eau Western Beaches**	**4 000 000**	**4 000 000**	**19 000 000**	**27 000 000**	30 nov. 2006
6.	**Shakespeare Works**	-	-	**1 475 576**	**1 475 576**	30 sept. 2006
7.	**Parc Tommy Thompson**	-	-	**8 000 000**	**8 000 000**	31 mars 2008
8.	**Plan du parc du lac Ontario**	-	-	**1 000 000**	**1 000 000**	31 mars 2007
9.	**Embellissement permanent de Port Lands**	**2 580 000**	**2 580 000**	**10 000 000**	**15 160 000**	31 mars 2008
10.	**West Don Lands – Phase 1**	**54 410 000**	**24 290 000**	-	**78 700 000**	31 mars 2010
11.	**University for Peace**	-	-	**2 938 267**	**2 938 267**	1er déc. 2006
12.	**Acquisition de terrains stratégiques**	-	-	**13 237 906**	**13 237 906**	31 mars 2008
13.	**Terrains sportifs provisoires de Port Lands**	-	-	**5 000 000**	**5 000 000**	30 sept. 2006
14.	**Parc Don River – Phase 1**	-	-	**1 485 000**	**1 485 000**	31 mars 2008
15.	**Complexe sportif régional de PL – Phase 1**	-	-	**200 000**	**200 000**	30 juin 2006
		178 609 000 $	**148 489 000 $**	**180 155 749 $**	**507 253 749 $**	

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

1. DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ (suite)

En vertu de la *Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto* (la « *Loi* »), la Société a été prorogée à titre de personne morale sans capital-actions le 15 mai 2003. La Société est réputée ne pas être un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

En vertu de la loi, les objets de la Société sont les suivants :

a) Mettre en œuvre un programme qui accroît la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné et qui crée un secteur riverain accessible et dynamique pour le logement, le travail et les loisirs, et ce, d'une façon respectueuse de l'environnement et financièrement saine.

b) Faire en sorte que l'aménagement continu du secteur riverain désigné se poursuive de manière autosuffisante sur le plan financier.

c) Promouvoir et encourager la participation du secteur privé à l'aménagement du secteur riverain désigné.

d) Encourager le public à formuler des observations au sujet de l'aménagement du secteur riverain désigné.

e) Se livrer aux autres activités que prescrivent les règlements.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Mode de présentation

Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif.

b) Constatation des produits

La Société utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports gouvernementaux. En vertu de cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

c) Apports à recevoir et apports reportés

Les engagements gouvernementaux relatifs aux apports annuels en vertu des conventions d'apport signées que la Société n'a pas encore reçus sont comptabilisés à titre d'apports à recevoir lorsque le montant peut être déterminé et que la réception finale est probable.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

c) Apports à recevoir et apports reportés (suite)

En vertu de la convention d'apport, les apports gouvernementaux peuvent être affectés uniquement au remboursement des frais admissibles relativement aux activités de projets, conformément aux définitions énoncées dans les conventions. Par conséquent, tous les fonds non dépensés sont comptabilisés à titre d'apports reportés.

Les apports gouvernementaux affectés à l'achat d'immobilisations amorties sont reportés et amortis dans les produits à un taux correspondant au taux d'amortissement des immobilisations connexes. Les apports affectés à l'achat d'immobilisations non amorties sont constatés à titre d'apport direct dans l'actif net.

d) Constatation des dépenses engagées par les bénéficiaires admissibles

La Société a signé des ententes avec les bénéficiaires admissibles chargés de la gestion des divers projets du secteur riverain de Toronto. Les dépenses relatives à ces projets sont comptabilisées dans les états financiers de la Société selon la méthode de la comptabilité d'exercice en fonction des demandes de financement présentées par les bénéficiaires admissibles, conformément aux plans de travaux approuvés.

e) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. À l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Mobilier et agencements	Cinq ans
Matériel	Cinq ans
Matériel informatique et logiciels	Trois ans
Améliorations locatives	Cinq ans

Les améliorations qui permettent de prolonger la durée de vie estimative d'un actif sont capitalisées. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges. Les coûts en capital que la Société a engagés sur les actifs à l'égard desquels elle ne possède pas de titres de propriété sont passés en charges.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

g) Impôts sur les bénéfices

La Société bénéficie d'une exonération d'impôt conformément à l'alinéa 149(1)(d.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

h) Avantages sociaux futurs

La Société comptabilise ses obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux des employés et les coûts y afférents, déduction faite des actifs des régimes. La Société a adopté les conventions suivantes :

- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements du régime, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs du régime, ces actifs sont évalués à la juste valeur.
- Des gains ou des pertes actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement réel à long terme des actifs du régime sur l'exercice ou résultent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles qui servent à calculer l'obligation au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % du montant le plus élevé entre l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime est amorti sur la durée de service résiduelle moyenne des employés actifs. La durée de service résiduelle moyenne des employés actifs qui devraient normalement toucher des prestations en vertu du régime est de sept ans.

i) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les produits et les charges présentés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

3. APPORTS À RECEVOIR

	2006	2005
Gouvernement du Canada	**3 801 427 $**	- $

Les apports à recevoir du gouvernement du Canada ont trait au financement à recevoir au 31 mars 2006 pour le cours d'eau Western Beaches (2 899 000 $) et Shakespeare Works (902 427 $).

4. IMMOBILISATIONS

	2006			2005
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur comptable nette**	Valeur comptable nette
Terrain	**12 990 422 $**	**- $**	**12 990 422 $**	- $
Améliorations locatives	**157 500**	**124 883**	**32 617**	82 987
Mobilier et agencements	**352 675**	**256 229**	**96 446**	166 510
Matériel informatique et logiciels	**329 461**	**186 124**	**143 337**	75 058
Matériel	**38 301**	**21 128**	**17 173**	17 494
	13 868 359 $	**588 364 $**	**13 279 995 $**	342 049 $

5. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs, qui totalisent 137 142 $ (néant $ au 31 mars 2005), représentent la tranche de l'assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement que la Société a payée d'avance. La protection de la Société est d'une durée de dix ans et prend fin le 22 septembre 2015. Le coût total est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les autres actifs se présentent comme suit :

	2006	2005
Total des autres actifs	**137 142 $**	- $
Moins la tranche à court terme	**14 470**	-
Tranche à long terme	**122 672 $**	- $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2006	2005
Créditeurs :		
Bénéficiaires admissibles	**1 794 580 $**	349 343 $
Autres	**614 895**	387 996
Charges à payer :		
Bénéficiaires admissibles	**10 004 517**	6 376 776
Autres	**1 131 601**	2 022 040
Retenues de garantie à payer	**1 705 693**	-
	15 251 286 $	9 136 155 $

Les charges à payer à des bénéficiaires admissibles comprennent un montant de 4 408 914 $ (4 695 873 $ au 31 mars 2005) pour l'achèvement de l'acquisition d'une propriété afférente au prolongement de la rue Front. Aux termes de la convention d'apport, la Société n'est pas autorisée à verser de paiement au bénéficiaire admissible, soit la Cité de Toronto, tant que le processus d'approbation de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale ne sera pas terminé.

7. AUTRES PASSIFS

Dans le cadre de la convention d'achat-vente (la « convention ») datée du 31 août 2005 pour la propriété située au 7 Queens Quay East, la Société a signé un bail foncier afin de louer la propriété au vendeur (locataire) pour une période de 17 mois, qui prend fin le 21 février 2007. Aux termes du bail, pour un loyer de base de 1 $ versé à la Société, le vendeur (locataire) a le droit de toucher tous les produits nets tirés de la propriété et doit assumer tous les frais d'exploitation tels que les services publics et les impôts fonciers. La Société peut mettre fin au bail foncier 45 jours après en avoir avisé le vendeur. Si la Société met fin au bail de façon anticipée, elle sera responsable des pertes de produits nets du vendeur (locataire).

Le total des produits nets se chiffrant à 696 000 $ que la Société a cédés ont été inclus dans le coût du terrain dans les immobilisations et ont également été constatés à titre de passif dans les autres passifs. Le passif représente les produits nets tirés du terrain avant son aménagement et est amorti en diminution du coût du terrain sur la durée du bail foncier.

Au 31 mars 2006, les autres passifs comprennent le solde non amorti des produits locatifs nets que la Société a cédés.

	2006	2005
Autres passifs, solde d'ouverture	**- $**	- $
Produits nets cédés au moment de l'acquisition du terrain	**696 000**	-
Amortissement du coût du terrain	**(256 565)**	-
Autres passifs, solde de clôture	**439 435 $**	- $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent les apports gouvernementaux qui n'ont pas été affectés aux coûts admissibles au 31 mars 2006, ainsi que les apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations.

	2006	2005
Charges d'exercices futurs		
Solde au début	**14 928 564 $**	5 322 162 $
Apports additionnels reçus	**49 149 162**	30 232 207
Moins les montants constatés à titre de produits	**(45 994 466)**	(20 625 805)
Solde à la fin	**18 083 260**	14 928 564
Apports en capital		
Solde au début	**342 049**	464 754
Apports additionnels reçus	**13 160 178**	39 238
Moins les apports directs à l'actif net	**(12 550 987)**	-
Moins le montant amorti dans les produits	**(222 232)**	(161 943)
Solde à la fin	**729 008**	342 049
	18 812 268 $	15 270 613 $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

9. APPORTS GOUVERNEMENTAUX

Les apports gouvernementaux sont fondés sur chaque ordre de gouvernement qui partage une partie des coûts admissibles, déduction faite des autres sources de revenu, conformément aux conventions d'apport.

	2006	2005	Entrée en vigueur jusqu'au 31 mars 2006
Apports gouvernementaux			
Gouvernement du Canada	**35 375 466 $**	12 831 719 $	62 141 741 $
Province d'Ontario	**12 462 283**	7 601 977	39 028 561
Cité de Toronto	**14 471 591**	9 837 748	41 000 339
	62 309 340	30 271 444	142 170 641
Ajouter les apports reportés d'ouverture			
Gouvernement du Canada	**4 634 859**	-	-
Province d'Ontario	**5 285 081**	4 030 108	-
Cité de Toronto	**5 350 673**	1 756 808	-
	15 270 613	5 786 916	-
Moins les apports pour l'acquisition de terrains			
Gouvernement du Canada	**(12 550 987)**	-	(12 550 987)
Moins les apports reportés à la clôture			
Gouvernement du Canada	**(4 709 799)**	(4 634 859)	(4 709 799)
Province d'Ontario	**(5 546 784)**	(5 285 081)	(5 546 784)
Cité de Toronto	**(8 555 685)**	(5 350 673)	(8 555 685)
	(18 812 268)	(15 270 613)	(18 812 268)
Apports gouvernementaux constatés à titre de produits			
Gouvernement du Canada	**22 749 539**	8 196 861	44 880 955
Province d'Ontario	**12 200 580**	6 347 004	33 481 777
Cité de Toronto	**11 266 579**	6 243 883	32 444 654
	46 216 698 $	20 787 748 $	110 807 386 $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

10. FRAIS DES BÉNÉFICIAIRES ADMISSIBLES

La Société a signé des ententes avec les bénéficiaires admissibles qui sont responsables de la gestion des divers projets du secteur riverain de Toronto. Aux termes de ces ententes, la Société ne peut devenir propriétaire du projet ni assurer la continuité de la responsabilité opérationnelle après son achèvement.

La Société a versé ou a accumulé les coûts admissibles conformément aux ententes avec les bénéficiaires admissibles, comme suit. Ces coûts (recouvrements), exception faite des frais de la Société pour ces projets, se présentent comme suit :

	2006	2005
Cité de Toronto		
Prolongement de la rue Front	**(286 959) $**	- $
Toronto Transit Commission		
Deuxième plateforme de la station Union	**350 250**	371 871
Évaluation environnementale	**38 000**	-
Office de la protection de la nature de Toronto et de la région		
Évaluation environnementale de la rivière Lower Don	**447 243**	545 264
Parc Mimico	**2 594 481**	619 669
Parc de la rive de Port Union	**2 656 129**	2 247 284
Installations du cours d'eau Western Beaches	**18 181 076**	50 000
Parc Tommy Thompson	**383 013**	-
West Don Lands – Phase 1	**1 530 090**	-
Société immobilière du Canada		
Améliorations de la plage Cherry	**(5 000)**	295 018
Cadre de travail pour les mesures correctives à l'égard des sols		
Toronto Economic Development Corporation		
Aménagement et nettoyage de Port Lands	-	153 022
Embellissement permanent de Port Lands	**369 272**	-
Harbourfront Corporation		
Rive du Harbourfront Centre	**5 026 739**	6 379 538
Shakespeare Works	**896 709**	350 175
University for Peace	**480 332**	-
	32 661 375 $	11 011 841 $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

11. RÉMUNÉRATION

La rémunération annuelle des membres du conseil d'administration et de la haute direction de la Société se présente comme suit :

	Salaire / jetons de présence	Primes	Avantages sociaux futurs et autres
Président	150 000 $	- $	- $
Président et chef de la direction	300 000 $	Jusqu'à 75 000 $	85 000 $
Directeur des services financiers	238 700 $	Jusqu'à 47 740 $	- $
Administrateurs	5 000 $	- $	500 $ par réunion

De plus, le président, le président et chef de la direction ainsi que le directeur des services financiers ont le droit de participer au programme d'avantages sociaux de la Société.

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre un régime de retraite agréé connu sous l'appellation « The Pension Plan for Presidents of TWRC » (régime de retraite à l'intention des présidents de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto) (le « régime »). Le régime est un régime de retraite à prestations déterminées qui a été transféré de l'ancien employeur du président à la Société, conformément au contrat de travail du président. Le régime a été enregistré au nom de la Société le 21 avril 2003, sans actif ni passif, jusqu'au 1er janvier 2005, date à laquelle l'ancien employeur du président les a transférés à la Société. Le régime offre des prestations de retraite en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière.

La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 mars de chaque exercice. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en date du 31 mars 2006. La dernière évaluation effectuée aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 21 avril 2003.

Le rapprochement de la situation de capitalisation du régime et du montant comptabilisé dans les états financiers se présente comme suit :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées	**1 136 188 $**	850 706 $
Juste valeur des actifs du régime	**924 173**	898 430
Situation de capitalisation – (déficit) excédent du régime	**(212 015)**	47 724
Perte (gain) actuariel(le) net(te) non amorti(e)	**200 751**	(27 814)
Actif (passif) au titre des prestations constituées	**(11 264) $**	19 910 $

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Les renseignements relatifs à l'obligation au titre des prestations constituées se présentent comme suit :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées, au début	**850 706 $**	- $
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**31 886**	24 563
Transfert des coûts des services passés	**-**	826 143
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	**39 717**	46 789
Perte (gain) actuariel(le) net(te) non amorti(e)	**213 879**	(46 789)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin	**1 136 188 $**	850 706 $

La charge nette liée au régime pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2006	2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**31 886 $**	24 563 $
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	**39 717**	46 789
Rendement prévu des actifs du régime	**(40 429)**	(24 553)
Charge liée au régime	**31 174 $**	46 799 $

Les hypothèses actuarielles importantes adoptées pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	**4,50 %**	5,50 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime	**4,50 %**	5,50 %
Taux de croissance de la rémunération	**2,50 %**	2,50 %

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

13. ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à effectuer des paiements en vertu de contrats de location-exploitation pour du matériel et des locaux à bureaux jusqu'à la fin de 2012 pour un montant totalisant 1 300 620 $. Les paiements annuels des cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

2007	366 941 $
2008	219 474
2009	198 781
2010	219 891
2011	235 723
Par la suite	59 810
	1 300 620 $

De plus, la Société a d'autres engagements totalisant 48 334 000 $ qui comprennent des contrats signés directement par la Société ou des ententes de prestations avec les bénéficiaires admissibles responsables de la gestion de divers projets du secteur riverain de Toronto.

Le 17 février 2006, la Société a signé une entente principale avec un tiers relativement à une opération touchant un terrain stratégique. Aux termes de l'entente, la Société doit verser un dépôt de 23 161 180 $. Ce dépôt, qui sera garanti par le tiers au moyen d'une lettre de crédit, est entièrement remboursable à la Société, sous réserve de certaines conditions. Le paiement de ce dépôt est conditionnel à la réception par la Société de l'approbation et du financement du gouvernement fédéral d'ici le 5 mai 2006. Étant donné que ces derniers n'ont pas été reçus au 5 mai 2006, l'entente a pris fin après la clôture de l'exercice.

14. GARANTIES

a) Aux termes de la convention d'apport, la Société doit indemniser la Cité de Toronto, la province d'Ontario et le gouvernement du Canada ainsi que leurs représentants, employés et agents respectifs des obligations à l'égard d'une poursuite relativement à des blessures, des dommages ou une perte de propriété, une perte économique ou une atteinte aux droits découlant directement ou indirectement :

i) d'un projet;
ii) de l'exécution d'un contrat ou de la violation de toute modalité;
iii) de toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents de la Société.

L'indemnisation s'étend à tous les coûts et obligations qui pourraient être engagés par l'ordre de gouvernement par suite de la nomination de membres au conseil d'administration de la Société, que la Société agisse à titre d'agent ou assume des obligations au nom de cet ordre de gouvernement.

La Société exige que tous les bénéficiaires admissibles indemnisent la Société de toute obligation selon les modalités susmentionnées.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
Notes complémentaires
31 mars 2006

14. GARANTIES (suite)

La Société exige que tous les tiers entrepreneurs indemnisent chaque ordre de gouvernement et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto, ses dirigeants, ses employés et ses agents de toute obligation et réclamation pouvant être causée ou découlant des situations suivantes :

i) violation de toute modalité du contrat par le tiers entrepreneur ou ses dirigeants, ses employés ou ses agents; ou
ii) toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents du tiers entrepreneur relativement au projet.

b) Aux termes de l'entente de prestation conclue avec chaque bénéficiaire admissible, la Société indemnisera le bénéficiaire admissible et ses dirigeants, ses employés et ses agents de toute réclamation relative à une perte découlant des situations suivantes :

i) toute violation par la Société à l'égard de l'entente de prestation, de documents ou de certificats fournis conformément à la convention; ou
ii) toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents de la Société relativement au projet.

La nature de l'indemnisation empêche la Société d'effectuer une estimation raisonnable de l'obligation maximale potentielle à laquelle elle pourrait être exposée. Toutefois, la direction tente de mitiger l'exposition de la Société en vertu de ces indemnisations au moyen de l'achat d'assurance à l'intention des administrateurs et des dirigeants, de la répartition du risque aux bénéficiaires admissibles et aux entrepreneurs (décrit ci-dessus) et par l'application des politiques et des procédures de la Société et des bénéficiaires admissibles, ainsi que de la surveillance accrue lorsque cela s'avère nécessaire.

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants des exercices antérieurs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Annexe A – Tableau des activités financières par projet

Exercice terminé le 31 mars 2006

(non vérifié)

	PROJETS PRIORITAIRES[1]			PROJETS PRINCIPAUX[1]			PROJETS DE TERRAINS[1]			WESTERN BEACHES			PARCS, ESPACES VERTS ET PROJETS RÉCRÉATIFS[1]		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
PRODUITS															
Apports gouvernementaux															
Gouvernement du Canada	2 257 421 $	3 254 936 $	11 156 293 $	3 179 426 $	7 258 476 $	11 070 371 $	13 083 878 $	1 333 333 $	14 817 338 $	10 778 522 $	550 000 $	11 328 522 $	3 653 043 $	2 025 000 $	5 678 043 $
Province d'Ontario	(1 387 924)	2 575 560	11 602 429	5 131 687	3 268 222	13 031 633	(22 319)	3 333 333	1 311 341	2 568 296	550 000	3 118 296	-		
Cité de Toronto	1 559 779	2 340 227	14 021 440	4 047 995	2 816 [illegible]	11 462 339	-	3 333 333	3 333 333	4 000 000	-	4 000 000	-		
	2 429 276	8 170 723	36 780 162	12 359 108	13 342 904	35 571 345	13 061 559	7 999 999	19 462 212	17 346 818	1 100 000	18 446 818	3 653 043	2 025 000	5 678 043
Moins les apports pour l'acquisition de terrains	-			-			(12 550 987)		(12 550 987)	-			-		-
Diminution (augmentation) des apports reportés liés à des exercices futurs	(629 059)	(2 796 076)	(4 058 175)	(701 803)	451 923	(3 845 734)	(556 264)	(5 667 529)	(6 224 447)	1 634 346	(408 853)	1 225 493	(1 542 020)	(1 657 655)	(3 199 675)
Apports gouvernementaux nets	1 800 217	5 374 656	34 721 987	11 657 305	13 794 827	31 727 611	354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368
Participations et autres	-			-			-			-			-		
	1 800 217	5 374 656	34 721 987	11 657 305	13 794 827	31 727 611	354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368
CHARGES															
Frais des bénéficiaires admissibles															
Frais de construction de mise en œuvre	(17 115)	458 821	1 505 678	7 010 256	7 759 335	18 687 027	-			17 431 002		17 431 002	973 485	356 575	1 330 060
Frais d'acquisition d'immobilisations	(286 959)		13 874 354	2 652 284	646 761	3 705 000	-			31 738		31 738	-		
Frais de conception d'approbation et d'aménagement de terrains	705 155	810 522	4 542 004	312 556	604 884	1 782 644	-			181 738		181 738	33 959		33 959
Frais de gestion de projet et autres frais internes	142 252	106 811	692 732	302 252	235 512	1 079 761	-			536 599	50 000	586 599	302 610	13 600	316 310
Autres	-		57 394	-			-			-			450 000		450 000
	543 333	1 365 174	23 002 753	10 277 348	9 246 492	25 255 403	-			18 181 077	50 000	18 231 077	1 760 054	370 175	2 130 229
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto															
Frais de gestion du programme	518 405	457 674	5 201 984	278 312	443 244	1 379 672	40 635	56 332	134 066	73 484	74 571	148 055	231 321	13 741	245 062
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	-			-			-			-			-		
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	260 580	331 185	2 096 725	458 806	1 170 458	2 967 418	86 069	53 394	109 463	877 952	530 071	1 408 023	98 938		98 938
Frais juridiques	4 538	83 883	613 615	169 052	105 110	406 461	236 225	124 309	360 534	70 707	2 581	73 288	6 440		6 440
Frais de construction de mise en œuvre	304 798	27 325	332 123	105 112		105 112	4 430		4 430	58		58	-		
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	3 271	4 772	948 128	39 750	66 001	173 912	(33 637)	41 800	8 163				-		
Frais d'occupation, de technologies de l'information et de bureau	9 177	3 836	23 674	37 405	18 136	56 367	12 647	75	12 722	8 950	1 824	10 774	603	96	699
Frais de communications et de consultation publique	131 157	137 327	863 321	56 767	105 024	332 270	16 129	103	16 232	32 367	4 380	36 748	13 073	3 338	16 411
Amortissement	-			-			-			-			-		
Aliénation du siège social	-	206 857	1 353 936	-	195 060	828 162	-	24 151	24 151	-	21 697	21 697	-		
	1 231 928	1 740 729	11 154 811	1 145 284	2 088 736	5 844 376	340 498	330 156	670 654	763 518	635 124	1 398 643	350 375	17 167	367 542
TPS non recouvrable	24 756	(46 138)	564 423	234 673	284 091	627 832	13 810	2 314	16 124	36 569	6 023	42 591	594	3	597
	1 800 217	3 063 765	34 721 987	11 657 305	11 419 319	31 727 611	354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Annexe A – Tableau des activités financières par projet (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

(non vérifié)

	PROJETS PRIORITAIRES[1]			PROJETS PRINCIPAUX[2]			PROJETS DE TERRAINS[3]			WESTERN BEACHES			PARCS, ESPACES VERTS ET PROJETS RÉCRÉATIFS[4]		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	2 306 871		-	2 175 308		-			-			-		
ACTIF NET AU DÉBUT	-			-			-			-			-		
PLUS : APPORTS GOUVERNEMENTAUX POUR ACQUISITION DE TERRAINS	-			-			12 550 987		12 550 987	-			-		
ACTIF NET À LA FIN	- $	2 306 871 $	$	- $	2 175 308 $	$	12 550 987 $	$	12 550 987 $	- $	$	$	- $	$	$

[1] Projets prioritaires : plan d'aménagement et stratégie d'affaires, prolongement de la rue Front, deuxième plateforme de la station Union, évaluations environnementales de la rivière Lower Don et préparation de Portlands

[2] Projets principaux : tiers du Harbourfront Centre, parc Mimico, secteur riverain de Port Union et aménagement des environs

[3] Projets de terrains : pour l'assainissement et acquisition de terrains stratégiques

[4] Parcs, espaces verts et projets récréatifs : parc Tommy Thompson, plan du parc du lac Ontario, parc Don River – Phase 1, terrains sportifs provisoires de Port Lands, complexe sportif régional de Port Lands, Shakespeare Works et University for Peace

[5] Autres projets : aménagement de la phase 2 de West Don Lands et de East Bayfront

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Annexe A – Tableau des activités financières par projet (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

(non vérifié)

	EMBELLISSEMENT PERMANENT DE PORT LANDS			WEST DON LANDS - PHASE[1]			AUTRES PROJETS[2]		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
PRODUITS									
Apports gouvernementaux									
Gouvernement du Canada	1 635 698 $	$	1 635 698 $	(223 000) $	223 000 $	$	- $	(2 762) $	$
Province d'Ontario	547 691		547 691	3 842 165	223 000	4 065 165	-	(4 494)	
Cité de Toronto	547 690		547 690	4 533 399	92 089	4 625 488	-	(2 762)	
	2 731 079		2 731 079	8 152 564	538 089	8 690 653	-	(10 018)	
Moins les apports pour l'acquisition de terrains	-			-			-		
Diminution (augmentation) des apports reportés liés à des exercices futurs	(1 555 863)		(1 555 863)	(4 074 972)	(476 593)	(4 551 565)	484 919	10 018	494 782
Apports gouvernementaux nets	1 175 216		1 175 216	4 077 592	61 496	4 139 088	484 919		494 782
Participations et autres	-			-			-		
	1 175 216		1 175 216	4 077 592	61 496	4 139 088	484 919		494 782
CHARGES									
Frais des bénéficiaires admissibles									
Frais de construction, de mise en œuvre	122 540		122 540	-			-		
Frais d'acquisition d'immobilisations	-			381 261		381 261	-		
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	212 732		212 732	755 909		755 909	-		
Frais de gestion de projet et autres frais internes	34 000		34 000	392 921		392 921	-		
Autres	-			-			-		
	369 272		369 272	1 530 091		1 530 091	-		
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto									
Frais de gestion du programme	205 983		205 983	1 370 371	45 516	1 415 886	80 225		80 225
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	-			232		232	-		
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	217 280		217 280	190 336		190 336	80 917		89 517
Frais juridiques	18 671		18 671	518 073		518 073	246 780		246 780
Frais de construction, de mise en œuvre	334 258		334 258	204 622		204 622	42 968		42 968
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	-			141 564	1 750	143 314	-		
Frais d'acquisition de technologies de l'information et de bureau	1 266		1 266	33 065		33 065	11 472		11 472
Frais de communications et de consultation publique	12 861		12 861	54 722		54 722	12 491		12 491
Amortissement	-			-			-		
Installation du siège social	-			-	14 169	14 169	(661)		
	790 319		790 319	2 512 985	61 435	2 574 419	474 192		483 453
TPS non recouvrable	15 625		15 625	34 516	61	34 578	10 727		11 329
	1 175 216		1 175 216	4 077 592	61 496	4 139 088	484 919		494 782

	SOCIÉTÉ			TOTAL GÉNÉRAL		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
PRODUITS						
Apports gouvernementaux						
Gouvernement du Canada	610 478 $	(1 810 264) $	4 446 274 $	35 175 466 $	12 831 719 $	62 141 741
Province d'Ontario	1 782 687	(343 653)	5 352 000	12 462 283	7 601 977	39 028 561
Cité de Toronto	(217 271)	1 258 655	3 010 049	14 471 591	9 837 748	41 000 339
	2 175 894	(895 262)	12 808 329	62 309 340	30 271 444	142 170 641
Moins les apports pour l'acquisition de terrains	-	-		(12 550 987)		(12 550 987)
Diminution (augmentation) des apports reportés liés à des exercices futurs	3 399 061	1 063 069	2 902 916	(3 541 655)	(9 483 696)	(18 812 268)
Apports gouvernementaux nets	5 574 955	165 807	15 711 245	46 216 698	20 787 748	110 807 386
Participations et autres	591 079	322 071	1 179 367	591 079	322 071	1 179 367
	6 166 034	487 878	16 890 612	46 807 777	21 109 819	111 986 753
CHARGES						
Frais des bénéficiaires admissibles						
Frais de construction, de mise en œuvre				25 520 168	8 534 731	30 053 707
Frais d'acquisition d'immobilisations	-			2 778 324	646 761	17 993 522
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	-			2 202 249	1 424 406	7 500 976
Frais de gestion de projet et autres frais internes	-			1 710 634	405 941	3 402 225
Autres	-			450 000		517 395
	-			32 661 375	11 011 841	68 499 825
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto						
Frais de gestion du programme	272 478	392 262	1 757 917	3 079 214	2 015 642	10 469 751
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	2 998 678	2 552 450	7 906 112	2 998 910	2 552 450	7 906 344
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	126 326	78 777	793 739	2 067 204	2 172 885	7 671 415
Frais juridiques	567 776	477 083	3 257 007	1 838 262	792 635	5 801 181
Frais de construction, de mise en œuvre	1 735	-	1 735	997 981	27 325	1 025 306
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	812 548	494 850	2 837 376	963 498	609 231	4 105 800
Frais d'acquisition de technologies de l'information et de bureau	691 284	590 623	2 330 090	805 948	588 305	2 489 120
Frais de communications et de consultation publique	274 773	89 936	1 021 161	604 340	340 068	2 088 216
Amortissement	222 232	161 943	589 488	222 232	161 943	589 488
Installation du siège social	661	(456 845)	(3 941 107)	-		
	5 968 491	4 381 079	16 562 516	13 577 589	9 260 426	41 846 733
TPS non recouvrable	197 543	(405 457)	328 096	568 813	(162 083)	1 641 195
	6 166 034	3 972 622	16 890 612	46 807 777	20 110 184	111 986 753

SOCIÉTÉ DE REVITALISATION DU SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Annexe A – Tableau des activités financières par projet (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

(non vérifié)

	EMBELLISSEMENT PERMANENT DE PORT LANDS			WEST DON LANDS - PHASE[1]			AUTRES PROJETS[2]			SOCIÉTÉ			TOTAL GÉNÉRAL		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 484 744)	-	-	[illegible]	-
ACTIF NET AU DÉBUT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	[illegible]	-
PLUS : APPORTS GOUVERNEMENTAUX POUR ACQUISITION DE TERRAINS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 550 987	-	12 550 987
ACTIF NET À LA FIN	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(3 484 744) $	- $	12 550 987 $	- $	12 550 987 $

Projets prioritaires : plan d'aménagement et stratégie d'affaires, prolongement de la rue Front, deuxième plateforme de la station Union, évaluations environnementales de la rivière Lower Don et préparation de Portlands.
Projets principaux : rive du Harbourfront Centre, parc Mimico, secteur riverain de Port Union et aménagement des environs.
Projets de terrains : parc Commissioners et acquisition de terrains stratégiques.
Parcs, espaces verts et projets récréatifs : parc Tommy Thompson, plan du parc du lac Ontario, parc Don River. Phase 1, terrains sportifs provisoires de Port Lands, complexe sportif régional de Port Lands, Shakespeare Works et University for Peace.
Autres projets : aménagement de la phase 2 de West Don Lands et de East Bayfront.

KPMG LLP
Chartered Accountants
Suite 3300 Commerce Court West
PO Box 31 Stn Commerce Court
Toronto ON M5L 1B2
Canada

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de la Société du palais des congrès
de la communauté urbaine de Toronto et au ministre du
Tourisme et des Loisirs

Nous avons vérifié le bilan de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'insuffisance et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 5 juin 2006

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Bilan

31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	3 278 283 $	2 342 069 $
Encaisse destinée à des projets d'immobilisations	920 000	564 000
Acomptes des clients	7 676 176	6 797 773
Débiteurs	2 710 164	2 109 947
Stocks	384 388	318 133
Charges payées d'avance	355 802	555 639
	15 324 813	12 687 561
Immobilisations (note 2)	128 199 433	129 227 009
Avantages sociaux futurs (note 5)	886 700	1 140 600
	144 410 946 $	143 055 170 $
Passif et insuffisance		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	4 674 789 $	4 413 390 $
Produits reportés	7 676 176	6 797 773
	12 350 965	11 211 163
Insuffisance	(10 790 724)	(11 006 698)
Surplus d'apport (note 3)	142 850 705	142 850 705
Engagements (note 4)		
Événement postérieur à la date du bilan (note 3)		
	144 410 946 $	143 055 170 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,

_____, administrateur

_____, administrateur

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Produits		
Aliments et boissons	21 693 990 $	19 339 201 $
Location d'installations	12 945 053	11 471 067
Stationnement	6 090 533	5 439 900
Autres	7 970 636	6 935 216
	48 700 212 $	43 185 384 $
Bénéfice d'exploitation brut	28 429 964 $	25 078 049 $
Charges d'exploitation	18 229 018	17 146 751
Bénéfice d'exploitation net	10 200 946	7 931 298
Amortissement, déduction faite de la réaffectation aux charges d'exploitation de 152 792 $ (117 204 $ en 2005) à l'égard du parc de stationnement	4 584 972	4 503 028
Gain net sur les avantages sociaux futurs (note 5)	–	725 400
Bénéfice net	5 615 974 $	4 153 670 $

État de l'insuffisance

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Insuffisance au début de l'exercice	(11 006 698)$	(10 910 368)$
Bénéfice net	5 615 974	4 153 670
Distribution à l'Office ontarien de financement	(5 400 000)	(4 250 000)
Insuffisance à la fin de l'exercice	(10 790 724)$	(11 006 698)$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2006, avec chiffres correspondants de 2005

	2006	2005
Rentrées (sorties) nettes liées aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	5 615 974 $	4 153 670 $
Amortissement, sans effet sur l'encaisse	4 737 764	4 620 232
	10 353 738	8 773 902
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation :		
Débiteurs	(600 217)	(9 764)
Stocks	(66 255)	15 816
Charges payées d'avance	199 837	(123 932)
Avantages sociaux futurs	253 900	(594 000)
Créditeurs et charges à payer	261 399	(751 274)
	10 402 402	7 310 748
Financement		
Distribution à l'Office ontarien de financement	(5 400 000)	(4 250 000)
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(3 710 188)	(2 680 332)
Augmentation de l'encaisse	1 292 214	380 416
Encaisse au début de l'exercice	2 906 069	2 525 653
Encaisse à la fin de l'exercice	4 198 283 $	2 906 069 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2006

La Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto (la « Société ») est une entreprise d'État sous l'autorité du ministre du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario. Elle a été constituée sans capital social en vertu du projet de loi 141 devenu la *Loi sur la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto de 1988*. La Société est également considérée comme un organisme de la Couronne en vertu de cette loi et elle est exonérée de l'impôt sur le bénéfice.

La Société exploite des installations qui peuvent abriter des congrès, des salons professionnels, des salons du consommateur ainsi que divers événements mis sur pied par des entreprises, notamment du secteur des produits alimentaires et des boissons, ainsi que des stationnements.

1. Principales conventions comptables

a) Constatation des produits

Les produits que génèrent la location d'installations, la vente d'aliments et de boissons et l'utilisation des stationnements de la Société sont constatés dès que les services sont rendus. Les frais d'annulation sont constatés lorsque l'événement est annulé.

b) Stocks

Les stocks sont inscrits au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

c) Immobilisations

Les immobilisations financées par des subventions gouvernementales sont inscrites déduction faite de telles subventions.

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque la survenance d'événements ou de changements de situation indique que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La possibilité de recouvrement des immobilisations destinées à être détenues et utilisées est évaluée en comparant leur valeur comptable aux flux de trésorerie futurs estimatifs non actualisés qu'elles devraient générer. Si la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure aux flux de trésorerie futurs estimatifs, une perte de valeur d'un montant équivalant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur de l'immobilisation est alors constatée.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Principales conventions comptables (suite)

L'amortissement des immobilisations est imputé linéairement sur les durées d'utilisation prévues suivantes :

Bâtiments	50 ans
Mobilier, agencements et matériel informatique	3 à 10 ans
Améliorations locatives	5 à 20 ans

d) Produits reportés

Les produits reportés représentent les acomptes reçus des clients en échange de l'utilisation future des installations de la Société. Les acomptes sont portés en diminution du montant facturé au client.

e) Instruments financiers

La valeur comptable de l'encaisse, de l'encaisse destinée à des projets d'immobilisations, des acomptes des clients, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments.

f) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige de la direction qu'elle fasse un certain nombre d'estimations et qu'elle pose diverses hypothèses qui auront une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants déclarés des produits et des charges de l'exercice à l'étude. Les éléments importants pour lesquels la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses comprennent la valeur comptable des immobilisations, la provision pour moins-value des débiteurs ainsi que l'actif et les obligations liés aux avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

2. Immobilisations

			2006	2005
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Bâtiments	217 623 170 $	37 972 555 $	179 650 615 $	185 440 971 $
Mobilier, agencements et matériel informatique	18 846 741	13 545 910	5 300 831	3 751 641
Améliorations locatives	29 139 655	28 287 966	851 689	287 482
	265 609 566	79 806 431	185 803 135	189 480 094
Soustraire les subventions gouvernementales	85 914 604	28 310 902	57 603 702	60 253 085
	179 694 962 $	51 495 529 $	128 199 433 $	129 227 009 $

3. Surplus d'apport

	2006	2005
Surplus d'apport, au début et à la fin de l'exercice	142 850 705 $	142 850 705 $

Le solde du surplus d'apport a été créé à la suite de la libération de la Société, le 30 mars 2003, par l'Office ontarien du financement (« OOF »), de toutes ses obligations aux termes du financement provisoire destiné aux travaux d'agrandissement.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

3. Surplus d'apport (suite)

La Société a convenu d'effectuer un paiement de distribution minimal annuel à la province d'Ontario d'un montant de 2 500 000 $, moins tout montant de substitution aux impôts fonciers qu'elle verse au cours d'un exercice donné et tout montant supplémentaire annuel convenu par écrit par la Société et l'OOF. Le conseil d'administration a approuvé un paiement de distribution d'un montant de 5 650 000 $ (4 250 000 $ en 2005) à l'OOF. La Société avait remis 5 000 000 $ de ce montant au 30 mars 2006, et le montant résiduel de 650 000 $ a été remis postérieurement à la fin de l'exercice, le 28 avril 2006.

Le 5 mai 2005, la Société a versé une distribution supplémentaire de 400 000 $ à l'OOF se rapportant à l'exercice 2005.

4. Engagements

La Société s'est engagée à faire des distributions annuelles minimales à l'OOF, tel qu'il est indiqué à la note 3, de même qu'à verser des loyers annuels minimums (y compris diverses estimations relatives aux frais accessoires) conformément à divers contrats de location-exploitation pour des installations, des espaces de stationnement, des bureaux, des véhicules, du matériel informatique et du matériel comme suit :

2006	5 524 931 $
2007	5 559 635
2008	5 626 252
2009	5 708 323
2010	5 794 497
Par la suite	357 783 292
	385 996 930 $

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées. Les salariés versent des cotisations à des taux déterminés et le promoteur verse des cotisations dont le montant et le calendrier sont établis par les actuaires-conseils. Les prestations de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen de fin de carrière. En outre, certains salariés à la retraite touchent également des prestations de maladie et autres avantages complémentaires de retraite payés par la Société.

La Société comptabilise ses obligations au titre du régime de retraite à prestations déterminés à mesure que les salariés rendent les services nécessaires pour gagner les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite. Le calcul actuariel des obligations au titre des prestations constituées et des avantages complémentaires de retraite s'effectue selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services (qui intègre les hypothèses les plus probables de la direction quant aux niveaux des salaires futurs, aux variations des autres coûts, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à d'autres facteurs actuariels). La date de mesure des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et des conventions de retraite correspond à la date de fin d'exercice de la Société, et la mesure du régime de retraite à prestations déterminées se fait le 31 décembre. Les dates des plus récentes évaluations actuarielles des régimes d'avantages sociaux à des fins de financement (et celle des prochaines évaluations requises) sont les suivantes :

i) régime enregistré de retraite à prestations déterminées - 31 décembre 2004 (31 décembre 2007);

ii) autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi - 31 mars 2004 (31 mars 2007);

iii) convention de retraite - 31 mars 2006 (31 mars 2007).

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Les gains et les pertes actuariels au titre des actifs des régimes découlent de l'écart entre le taux de rendement réel des actifs des régimes sur une période donnée et le taux de rendement prévu des actifs des régimes pour cette même période. Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes actuariels sur l'obligation au titre des prestations constituées découlent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles qui ont servi à calculer l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs qui excèdent 10 % du plus élevé des deux montants suivants, soit le solde de l'obligation au titre des prestations constituées ou la juste valeur des actifs des régimes, sont amortis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs.

Comme l'indique le tableau suivant, la Société a un déficit de 2 182 500 $ (125 000 $ en 2005) relativement à ses régimes d'avantages sociaux futurs. Le déficit de financement est compensé par des pertes actuarielles nettes non amorties de 3 069 200 $ (1 265 600 $ en 2005); il en résulte un actif des avantages sociaux futurs de 886 700 $ (1 140 600 $ en 2005) inscrits dans les états financiers. Au cours de l'exercice 2005, la Société a procédé à une analyse pour déterminer lesquels des salariés étaient admissibles aux autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Cette analyse a mené à une modification des estimations faites par la direction et à une réduction de l'obligation au titre des prestations constituées. Un gain de 854 300 $ a donc été constaté au cours de l'exercice antérieur, montant représentant la différence entre le gain brut de 1 008 900 $ et la perte actuarielle non amortie de l'exercice de 154 600 $.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Le 1er janvier 2005, la Société a également mis sur pied un régime enregistré de retraite à cotisations déterminées pour ses nouveaux travailleurs horaires et salariés admissibles. Elle a offert à ses salariés actuels la possibilité de demeurer membres du régime à prestations déterminées ou de devenir membres du régime à cotisations déterminées. Parmi les 259 salariés participant au régime enregistré de retraite à prestations déterminées, 63 ont accepté l'offre de la Société et ont changé de régime pour passer au régime enregistré de retraite à cotisations déterminées. Ces changements, effectués au cours de l'exercice antérieur, ont entraîné un règlement de l'obligation au titre des prestations constituées et une réduction équivalente des actifs du régime enregistré de retraite à prestations déterminées, et la Société a comptabilisé la perte actuarielle nette non amortie de 128 900 $. Au cours de l'exercice antérieur, un gain net de 725 400 $ a donc été enregistré, en tenant compte du gain découlant du changement dans les estimations mentionné précédemment et de la perte actuarielle non amortie. La conversion des salariés au nouveau régime a été approuvée par la Commission des services financiers de l'Ontario. Actuellement, 188 employés participent au régime à prestations déterminées et 108 participent au régime à cotisations déterminées.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Le tableau ci-après donne des renseignements précis sur les régimes de retraite et d'avantages sociaux de la Société :

	2006		2005	
	Régimes de retraite	Avantages sociaux	Régimes de retraite	Avantages sociaux
Actifs des régimes				
Valeur marchande au début de l'exercice	10 159 000 $	580 700 $	9 499 400 $	655 100 $
Rendement réel (perte réelle) des actifs des régimes	491 200	38 000	834 000	(17 800)
Cotisations de l'employeur	695 700	38 600	830 400	10 400
Cotisations des salariés	230 000	–	302 700	–
Prestations versées	(346 900)	(68 200)	(200 600)	(67 000)
Règlement	–	–	(1 106 900)	–
Valeur marchande à la fin de l'exercice	11 229 000 $	589 100 $	10 159 000 $	580 700 $
Obligations découlant des régimes				
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	9 968 200 $	896 500 $	9 036 600 $	1 762 800 $
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 006 600	52 700	1 092 700	42 700
Intérêts débiteurs	675 100	56 000	651 900	53 500
Prestations versées	(346 900)	(68 200)	(200 600)	(67 000)
Règlement	–	–	(1 101 900)	–
Pertes actuarielles	1 596 700	157 200	489 500	38 400
Compressions	–	–	–	(1 008 900)
Coût des services passés	–	–	–	75 000
Modifications apportées aux régimes	–	6 700	–	–
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	12 899 700 $	1 100 900 $	9 968 200 $	896 500 $

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

	2006		2005	
	Régimes de retraite	Avantages sociaux	Régimes de retraite	Avantages sociaux
Excédent (déficit) des régimes				
Valeur marchande, moins les obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	(1 670 700)$	(511 800)$	190 800 $	(315 800)$
Perte actuarielle nette non amortie	2 792 700	276 500	1 120 800	144 800
Actif (passif) au titre des prestations constituées	1 122 000 $	(235 300)$	1 311 600 $	(171 000)$
Charges au titre des régimes				
Coût des services rendus au cours de l'exercice, moins les cotisations des salariés	776 600 $	52 700 $	790 000 $	42 700 $
Intérêts débiteurs	675 100	56 000	651 900	53 500
Perte réelle (rendement réel) des actifs des régimes	(491 200)	(38 000)	(834 000)	17 800
Pertes actuarielles	1 596 700	157 200	489 500	69 900
Amortissement net	(1 671 900)	(125 000)	(284 000)	(25 100)
Perte (gain) sur règlement/ compression	–	–	128 900	(854 300)
Charges nettes au titre du régime à prestations déterminées (recouvrement)	885 300	102 900	942 300	(695 500)
Coût du régime à cotisations déterminées	216 500	–	54 500	–
Charges nettes au titre des régimes (recouvrement)	1 101 800 $	102 900 $	996 800 $	(695 500)$

L'actif net au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value, est inclus dans le bilan de la Société.

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Le tableau qui suit présente la répartition, en pourcentage, de la juste valeur des actifs des régimes entre les importantes catégories de placements :

	2006	2005
Titres de capitaux propres canadiens	23,3 %	21,8 %
Titres de capitaux propres mondiaux	32,2 %	29,4 %
Titres à taux fixe	44,5 %	48,8 %

Les principales hypothèses utilisées pour comptabiliser les données sur les régimes sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2006	2005	2006	2005
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	5,50 %	6,25 %	5,50 %	6,25 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	4,00 %	–	–
Coûts des prestations des exercices				
Taux d'actualisation	6,25 %	6,50 %	6,25 %	6,50 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes, à long terme	7,00 %	7,00 %	3,50 %	3,50 %
Taux de croissance de la rémunération	4,00 %	4,00 %	–	–

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2006

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Le tableau qui suit présente les coûts tendanciels des soins de santé au 31 décembre :

	2006	2005
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé	10,0 %	11,0 %
Niveau vers lequel baisse le taux tendanciel	5,0 %	5,0 %
Année où le taux devrait se stabiliser	2011	–

Société du Partenariat ontarien de marketing touristique

RAPPORT DE GESTION

La direction de la Société du Partenariat ontarien de marketing touristique est responsable des états financiers ci-joints. Ces états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement. La direction a fixé ces montants de façon raisonnable pour veiller à ce que les états financiers soient établis en bonne et due forme, à tous importants égards.

La direction maintient un système de contrôle comptable et administratif interne conçu pour assurer dans une mesure raisonnable la pertinence, l'exactitude et la fiabilité des renseignements financiers et pour veiller à ce que l'actif de la Société soit justifié et bien préservé.

Les états financiers ont été vérifiés par BDO Dunwoody LLP, un cabinet de vérificateurs externe indépendant, nommé par le conseil d'administration, dont le rapport est annexé ci-après.

Nancy Rowland
Directrice, Services généraux
19 mai 2006

Lidia Maleckyj
Trésorière
19 mai 2006

BDO Dunwoody LLP
Chartered Accountants
and Advisors

1 City Centre Drive Suite 1700
Mississauga Ontario Canada L5B 1M2
Telephone (905) 270-7700
Fax (905) 270-7915
Toll Free 1-866-248-0660

www.bdo.ca

Société du Partenariat ontarien de marketing touristique

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au conseil d'administration de la Société du Partenariat ontarien de marketing touristique et au ministre du Tourisme

Nous avons vérifié le bilan de la Société du Partenariat ontarien de marketing touristique au 31 mars 2006 et les états des résultats d'exploitation et de l'excédent accumulé, et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Les chiffres comparatifs ont été vérifiés par d'autres vérificateurs.

BDO Dunwoody LLP

Comptables agréés
Mississauga (Ontario)
Le 19 mai 2006

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

BILAN

Au 31 mars 2006	**2006 (en milliers de dollars)**	2005 (en milliers de dollars)
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	**19 006**	23 541
Débiteurs	**1 651**	2 163
Montant à recevoir de la province	**588**	1 229
Charges payées d'avance	**717**	929
	21 962	27 862
Prêts en cours (note 3)	**3 087**	-
Immobilisations (note 4)	**1 701**	2 715
	26 750	30 577
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	**9 899**	8 914
Produit comptabilisé d'avance (note 5)	**2 114**	10 061
Obligations locatives	**-**	17
	12 013	18 992
Produit comptabilisé d'avance (note 5)	**3 000**	3 000
Capitaux propres		
Excédent accumulé	**11 737**	8 585
	26 750	30 577

Approuvé au nom du conseil d'administration

Président

Administrateur

Les notes ci-jointes font partie integrante de ces états financiers.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 2006	2006 (en milliers de dollars)	2005 en milliers de dollars)
Recettes		
Subvention de la province de l'Ontario (note 6)	**55 686**	63 940
Ventes de publicité	**3 679**	7 373
Centres d'information touristique – Ventes et locations	**963**	-
Intérêts (créditeurs)	**410**	260
Promotions commerciales	**380**	154
Gouvernement du Canada	**128**	-
Recherche en marketing et autres recettes	**35**	466
Amortissement de l'apport reporté	**-**	64
	61 281	72 257
Charges		
Publicité et promotion des ventes	**32 678**	45 674
Développement commercial	**5 212**	2 965
Centres d'information touristique (note 7)	**5 577**	-
Administration (note 8)	**5 572**	4 990
Services de renseignements touristiques aux consommateurs	**3 774**	4 002
Programme de promotion des activités	**2 993**	8 154
Recherche	**1 197**	1 580
Amortissement des immobilisations	**1 014**	981
Frais du conseil d'administration et des comités (note 9)	**112**	149
	58 129	68 495
Excédent des recettes sur les charges	**3 152**	3 762
Excédent accumulé au début de l'exercice	**8 585**	4 823
Excédent accumulé à la clôture de l'exercice	**11 737**	8 585

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

ÉTAT DE ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

pour l'exercice clos le 31 mars 2006	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Rentrées nettes provenant des activités d'exploitation		
Excédent des recettes sur les charges	**3 152**	3 762
Plus (moins) les postes hors caisse :		
Amortissement des immobilisations	**1 014**	981
Amortissement de l'apport reporté	**-**	(64)
	4 166	4 679
Évolution du fonds de roulement hors caisse	**(5 597)**	1 658
	(1 431)	6 337
Rentrées nettes affectées aux activités d'investissement et de financement		
Prêts en cours	**(3 087)**	-
Acquisition d'immobilisations	**-**	(758)
Obligations locatives	**(17)**	(202)
	(3 104)	(960)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	**(4 535)**	5 377
Encaisse et quasi-espèces au début de l'exercice	**23 541**	18 164
Encaisse et quasi-espèces à la clôture de l'exercice	**19 006**	23 541

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2006

1. NATURE DE LA SOCIÉTÉ

La Société du Partenariat ontarien de marketing touristique a été fondée à titre de société sans capital-actions le 30 novembre 1998, en vertu du Règlement de l'Ontario 618/98 pris en application de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a commencé ses opérations le 1er avril 1999. Voici ses objectifs :

a) faire la promotion de l'Ontario à titre de destination touristique;
b) entreprendre des initiatives de marketing conjointes avec l'industrie du tourisme;
c) appuyer les efforts de marketing déployés par l'industrie touristique et contribuer à ces efforts;
d) promouvoir l'Ontario à titre de destination touristique, en coopération avec l'industrie du tourisme, le gouvernement de l'Ontario, d'autres échelons gouvernementaux et d'autres organismes gouvernementaux.

Conformément aux dispositions du Règlement, tel qu'il est modifié par le Règlement de l'Ontario 271/04, le mandat de la Société a été prolongé indéfiniment.

La Société est un organisme à but non lucratif et n'est donc pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Méthode comptable

Les états financiers sont la responsabilité de la direction et ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

b) Constatation des produits

Subvention de la province de l'Ontario

La Société est financée principalement par la province de l'Ontario. Des subventions de fonctionnement sont enregistrées en tant que recettes durant la période visée. Les subventions qui sont approuvées mais non pas reçues à la fin d'une période comptable sont comptabilisées. Lorsqu'une partie de la subvention concerne une période future, elle est reportée et prise en compte au cours de la période ultérieure.

Ventes de publicité et Centres d'information touristique – Ventes et locations

Recettes provenant des ventes de publicité et Centres d'information touristique – Les ventes et les locations sont prises en compte durant la période où les services sont rendus ou pendant la durée du programme, à condition de pouvoir estimer et percevoir raisonnablement le montant.

Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont pris en compte pendant la période durant laquelle ils sont gagnés.

Divers

Les autres recettes sont prises en compte durant la période visée, à condition de pouvoir les estimer et les percevoir raisonnablement.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

31 mars 2006 **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS**

c) Services obtenus à titre gratuit

La Société bénéficie de certains services offerts par l'industrie du tourisme, comme les frais de transport (billets d'avion et d'autobus), et les frais d'hébergement et de repas (chambres d'hôtel et repas aux restaurants offerts à rabais ou à titre gratuit). Étant donné qu'il est difficile d'établir leur juste valeur, les services obtenus à titre gratuit ne sont pas inclus dans les états financiers.

d) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les soldes bancaires et les dépôts à terme qui sont facilement convertibles en espèces et dont les dates d'échéance initiales étaient inférieures 90 jours.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, exception faite des immobilisations d'apport, qui sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'apport. L'amortissement suit la méthode de l'amortissement linéaire pour la durée de vie utile des immobilisations, compte tenu d'un amortissement d'une demi-année au cours de l'année d'acquisition et de cession. La durée d'amortissement des immobilisations est de cinq ans.

f) Partenariats

La Société conclut des accords avec des partenaires des secteurs privé et public afin d'accroître la valeur ajoutée des programmes de marketing touristique. La Société établit la valeur monétaire (fonds de contrepartie, contributions en nature) de ces accords pour démontrer l'impact de ses investissements sur les programmes de partenariat dans le domaine du marketing. Les recettes et les dépenses des partenaires ne figurent pas dans les états financiers de la Société.

g) Utilisation des estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les éléments d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés pour les recettes et les charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient diverger de ces estimations à mesure que de nouveaux renseignements pourraient devenir disponibles.

(h) Instruments financiers

À moins d'indication contraire, la direction est d'avis que la Société n'est pas exposée à d'importants risques d'intérêt, de change ou de crédit dus à ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers est proche de leur valeur comptable, à moins d'indication contraire.

3. PRÊTS EN COURS

Le prêt en cours provient de la LOTR Toronto Management Corp. Le ministre du Tourisme a ordonné à la SPOMT de souscrire un accord de prêt subordonné auprès de la LOTR Toronto Management Corp. de 3 000 000 $ pour payer les coûts de préproduction du spectacle Lord of the Rings. Le prêt est financé par le budget de relance du tourisme de 2004-2005 et ne fait pas partie du budget de base de la SPOMT. Une fois le prêt remboursé, le produit sera inscrit au budget de la SPOMT.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2006

3. PRÊTS EN COURS (suite)

L'intérêt sur le prêt est de 4,12 % par année. Le remboursement du prêt et de l'intérêt couru commencera lorsque le spectacle entrera dans la phase de post-recouvrement, tel que défini dans l'accord de prêt.

4. IMMOBILISATIONS

	2006 (en milliers de dollars)			2005 (en milliers de dollars)
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Mobilier	279	266	13	18
Améliorations locatives	432	416	16	24
Système Info-tourisme Ontario	4 007	2 514	1 493	2 375
Actif lié à un contrat de location-acquisition	589	410	179	298
	5 307	3 606	1 701	2 715

5. PRODUIT COMPTABILISÉ D'AVANCE

	2006 (en milliers de $)	2005 (en milliers de $)
Stratégie pour le tourisme culturel - Province de l'Ontario	1 981	-
Programme de relance du tourisme – Province de l'Ontario	3 000	12 889
Programmes de publicité	133	172
	5 114	13 061
Moins : Partie courante	(2 114)	(10 061)
	3 000	3 000

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2006

6. RECETTES : PROVINCE DE L'ONTARIO

La Société a reçu le financement suivant de la province de l'Ontario :

	2006 (en milliers de $)	2005 (en milliers de $)
Financement de base	**40 678**	38 637
Programme de relance du tourisme		25 303
Centres d'information touristique	**4 200**	-
Montant reporté de 2004-2005	**9 889**	-
Programme Expérience Été	**276**	-
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	**342**	-
Stratégie pour le tourisme	**65**	-
Fonds d'innovation	**236**	
	55 686	63 940

La Société a reçu un financement du Programme provincial de relance du tourisme pour contrer l'impact du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Ontario. En vertu de ce programme, la Société a reçu un financement et a engagé les dépenses suivantes :

	2006 (en milliers de $)	2005 (en milliers de $)	2004 (en milliers de $)
Financement reçu	-	33 115	62 300
Financement reporté de l'année précédente	**12 889**	5 077	-
Financement total disponible pour l'année	**12 889**	38 192	62 300
Dépenses engagées	**9 889**	(25 303	(57 223)
Financement reporté à l'année suivante	**3 000**	12 889	5 077

Le montant de 9 889 000 $ reporté de l'exercice 2005-2006 a servi à accroître les programmes de publicité de base au cours de l'exercice 2005-2006.

7. CENTRES D'INFORMATION TOURISTIQUE

À compter du 1er avril 2005, le Conseil de gestion du gouvernement a approuvé le transfert des 18 Centres d'information touristique du ministère du Tourisme à la Société. Pour couvrir le coût de ces responsabilités, le Conseil de gestion du gouvernement a aussi approuvé une augmentation des recettes de la Société provenant de la province de l'Ontario de 4,2 millions de dollars.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2006

7. CENTRES D'INFORMATION TOURISTIQUE (suite)

En 2005-2006, les dépenses des Centres d'information touristique étaient les suivantes :

	2006 (en milliers de $)
Salaires et avantages sociaux	**3 094**
Locaux	**1 620**
Services	**515**
Transport et communications	**152**
Fournitures et matériel	**108**
Marchandise à vendre	**88**
	5 577

Les contributions de la Société liées à la Caisse de retraite des fonctionnaires et à la caisse de retraite de la SEFPO pour l'exercice s'élevaient à 128 606 $ et sont incluses dans les salaires et avantages sociaux.

8. FRAIS D'ADMINISTRATION

Certains services administratifs, tels que les services d'appui juridiques et de ressources humaines, ont été fournis sans frais par le ministère du Tourisme et des Loisirs. Tous les autres frais d'administration ont été assumés par la Société et sont les suivants :

	2006 (en milliers de dollars)	2005 (en milliers de dollars)
Salaires et avantages sociaux	**4 402**	4 166
Services	**815**	460
Transport et communications	**261**	248
Fournitures et matériel	**94**	116
	5 572	4 990

La Société offre un régime de retraite à tous ses employés à temps plein par l'entremise de la Caisse de retraite des fonctionnaires et de la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, deux régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées mis sur pied par la province. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations déterminées, car la Société ne dispose pas des renseignements nécessaires pour appliquer à ces régimes de retraite des méthodes comptables propres aux régimes à prestations déterminées. Les cotisations de la Société à ces deux régimes de retraite pour l'exercice se chiffrent à 229 409 $ (2005 – 182 388 $) et sont comprises dans les salaires et avantages sociaux.

Les coûts des avantages sociaux à remettre à la retraite aux employés non couverts par le régime de retraite sont versés par le Secrétariat du Conseil de gestion et ne sont pas inclus dans les frais d'administration.

SOCIÉTÉ DU PARTENARIAT ONTARIEN DE MARKETING TOURISTIQUE

31 mars 2006 **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS**

9. FRAIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS

Les membres du conseil d'administration et des comités reçoivent un remboursement des frais de déplacement engagés pour assister aux réunions du conseil d'administration et des comités connexes. Les membres du conseil d'administration et des comités ne touchent pas d'indemnité journalière pour participer aux réunions du conseil et des comités.

10. DIVULGATION DES SALAIRES

Le paragraphe 3(5) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige la divulgation du nom des employés du secteur public dont le traitement annuel dépasse 100 000 $. Voici donc les noms des employés auxquels la Société a versé un salaire supérieur à 100 000 $ au cours de l'année civile 2005 :

Nom	Poste	Traitement	Avantages imposables
McInnis, Sandra	Directrice générale/Présidente	144 172 $	221 $
Kenny, William	Vice-président, Relations avec l'industrie et communications internes	108 757 $	177 $
Row, Cheryl	Vice-présidente, Marketing	105 683 $	179 $

11. ENGAGEMENTS

La Société a plusieurs contrats de location-exploitation pour ses locaux. Voici les paiements locatifs annuels minimums pour les cinq prochaines années :

	(en milliers de $)
2007	275
2008	274
2009	206
2010	136
2011	125

12. PASSIF ÉVENTUEL

La Société est en litige avec un ancien fournisseur concernant des montants qui lui ont été facturés d'environ 1,5 million de dollars. L'issue de ce litige ne peut d'être déterminée.

13. MONTANTS COMPARATIFS

Les montants comparatifs présentés dans les états financiers ont été redressés pour respecter la présentation de l'exercice courant.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

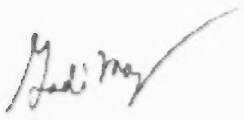
Responsabilité relative à la présentation de l'information financière

Les états financiers ci-joints de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario ont été dressés selon les principes comptables recommandés aux administrations publiques par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et c'est à la direction qu'en revient la responsabilité. La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur les meilleurs jugements de la direction, particulièrement lorsque l'issue d'opérations courantes ne peut être déterminée avec certitude avant des exercices ultérieurs. Les états financiers ont été dressés correctement compte tenu de l'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles le 26 mai 2006.

La direction maintient un système de contrôles internes conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé et qu'une information financière fiable est disponible en temps opportun. Le système comprend des politiques et des procédés formels ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant la délégation appropriée des pouvoirs et la séparation adéquate des responsabilités. Les Services de vérification interne du ministère des Finances évaluent de manière indépendante et continue l'efficacité de ces contrôles internes et présentent leurs conclusions à la direction ainsi qu'au comité de vérification du conseil d'administration.

Il incombe au conseil d'administration, par l'intermédiaire du comité de vérification, de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur externe pour étudier les questions soulevées par ces derniers et pour passer en revue les états financiers avant d'en recommander l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général de l'Ontario. Sa responsabilité consiste à exprimer une opinion à savoir si les états financiers donnent une image fidèle de la situation selon les principes comptables recommandés aux administrations publiques par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Dans son rapport présenté à la page suivante, le vérificateur précise l'étendue de son examen et exprime son opinion.



Gadi Mayman
Vice-président et chef de la direction

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
et au ministre des Finances

J'ai vérifié la situation financière de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario au 31 mars 2006 et les états des revenus, des dépenses, du passif non provisionné et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice termine à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416 327-2381
fax: 416 326-3812

B.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416 327-2381
Télécopieur : 416 326-3812

Toronto (Canada)
Le 6 mai 2005

J.R. McCarter, CA
Vérificateur général

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Bilan
au 31 mars 2006
(en millions de dollars)

ACTIF	2006	2005
Actif à court terme		
Encaisse et quasi-espèces (note 4)	49 $	138 $
Débiteurs	287	523
Intérêts à recevoir	10	10
Tranche à court terme des effets à recevoir (note 6)	700	300
	1 046	971
Paiements en remplacement d'impôts à recevoir (note 11)	298	92
Sommes à recouvrer de la Province de l'Ontario (notes 5 et 11)	351	351
Effets à recevoir et prêts en cours (note 6)	11 734	12 074
Frais d'emprunt reportés	232	360
	13 661 $	13 848 $
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs		
Dû aux consommateurs d'électricité (note 12)	238 $	302 $
Intérêts à payer	—	528
Effets à payer à court terme (note 7)	526	536
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 7)	1 479	1 146
	3 114	1 556
	5 357	4 068
Dette à long terme (note 7)	23 440	24 948
Contrats d'achat d'électricité (note 9)	3 389	3 785
Passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (note 10)	768	1 410
Éventualités et garanties (note 13)	32 954	34 211
PASSIF NON PROVISIONNÉ (notes 1, 3 et 11)	(19 293)	(20 363)
	13 661 $	13 848 $

Au nom du conseil d'administration :

Colin Andersen
Président

Gadi Mayman
Vice-président et chef de la direction

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Etat des revenus, des dépenses et du passif non provisionné
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006
(en millions de dollars)

	2006	2005
REVENUS		
Redevance de liquidation de la dette (notes 1 et 11)	1 021 $	997
Paiements en remplacement d'impôts (notes 1 et 11)	949	511
Intérêts	737	741
Ventes d'électricité (note 9)	785	610
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité (note 9)	396	236
Recouvrement des dépenses d'années antérieures – FPCAPE (note 12)	56	20
Autres	10	10
Total des revenus	3 954	3 125
DÉPENSES		
Intérêts – Dette à court terme	35	48
– Dette à long terme	1 767	1 737
Intérêts sur le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (note 10)	69	93
Amortissement des frais d'emprunt reportés	60	69
Achats d'électricité (note 9)	809	840
Frais de garantie d'emprunt	138	138
Exploitation	6	13
Total des dépenses	2 884	2 938
Excédent des revenus sur les dépenses	1 070	187
Passif non provisionné, au début de l'exercice	20 363	20 550
Passif non provisionné, à la fin de l'exercice	19 293 $	20 363

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

État des flux de trésorerie
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006
(en millions de dollars)

	2006	2005
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses	1 070 $	187 $
Rajustements		
Réduction nette des contrats d'achats d'électricité (note 9)	(396)	(236)
Intérêts sur le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (note 10)	69	93
Amortissement des frais d'emprunt reportés	60	69
Paiements en remplacement d'impôts à recevoir	(206)	156
Paiement du surplus du FPCAPE aux consommateurs	(505)	—
Autres éléments	105	198
Flux de trésorerie fournis par l'exploitation	197	467
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT		
Émission de dette à long terme	1 701	3 741
Moins remboursement de dette à long terme	1 556	3 498
Émission (remboursement) de dette à long terme, montant net	145	243
Émission (remboursement) de dette à court terme, montant net	333	(31)
Paiement à valoir sur le passif découlant du financement (note 10)	(709)	(600)
Remboursement anticipé d'effets à recevoir	(55)	51
Flux de trésorerie requis par le financement	(286)	(337)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des quasi-espèces	(89)	130
Encaisse et quasi-espèces, au début de l'exercice	138	8
Encaisse et quasi-espèces, à la fin de l'exercice	49 $	138 $
Intérêts payés durant l'exercice et inclus dans l'excédent des revenus sur les dépenses	1 812 $	1 812 $

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers

1) Réforme du secteur de l'électricité

Le 1er avril 1999, en vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité, Ontario Hydro a été prorogée en tant que société sans capital-actions sous le nom de Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Cette dernière est exonérée des impôts fédéral et provincial en vertu de l'alinéa 149(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La SFIEO est une société d'État créée pour gérer la dette et administrer les actifs, les passifs, les droits et les obligations d'Ontario Hydro qui n'ont pas été transférés à d'autres sociétés remplaçantes, parmi lesquelles, on retrouve :

- Ontario Power Generation Inc. (OPG), qui est une société de production d'électricité;
- Hydro One Inc. (Hydro One), qui est une société réglementée de transmission et de distribution d'électricité;
- la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), qui coordonne le système indépendant centralisé et réglementé et qui est chargée de diriger les opérations du système et d'exploiter le marché de l'électricité;
- l'Office de la sécurité des installations électriques (OSIE), qui exerce la fonction de réglementation en matière d'inspection des installations électriques.

Le 1er avril 1999, les unités fonctionnelles, y compris les actifs, les passifs, les employés, les droits et les obligations de l'ancienne Ontario Hydro, ont été transférées à l'OPG et à Hydro One (ainsi qu'à leurs filiales) et à la SIERE en contrepartie, respectivement, de 8,5 milliards de dollars, de 8,6 milliards de dollars et de 78 millions de dollars sous forme de titres de créance remboursables à la SFIEO. À la même date, la Province a échangé ses participations de 5 126 millions de dollars dans l'OPG et de 3 759 millions de dollars dans Hydro One contre des titres de créance remboursables à la SFIEO.

La dette, le passif et les frais de financement connexes de la SFIEO seront remboursés par prélèvement sur les intérêts sur les effets à recevoir de la Province et des sociétés remplaçantes et, en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, sur le revenu réservé au secteur de l'électricité reçu sous forme de paiements en remplacement d'impôts sur les bénéfices, d'impôts fonciers et d'impôts sur le capital et provenant des sociétés remplaçantes et des services municipaux de distribution d'électricité. La redevance de liquidation de la dette (RLD), qui est versée par les consommateurs d'électricité au taux de 0,7 cent le kWh pour la plupart des consommateurs de l'Ontario, sert au remboursement du reliquat de la dette. L'Office ontarien de financement, organisme de la Province chargé d'emprunter et d'investir l'argent de la Province et des autres organismes publics, offre à la SFIEO des services de gestion quotidienne.

Le 9 décembre 2004 a été adoptée la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, ce qui a été à l'origine d'un secteur de l'électricité entièrement réglementé et concurrentiel, constitué de divers producteurs recevant des prix fixés au moyen de différents mécanismes. L'électricité produite par des centrales de production d'énergie nucléaire et par des centrales de production d'hydroélectricité de base de l'OPG fait l'objet de prix réglementés tandis que l'électricité qui provient des producteurs qui ont conclu des contrats existants ou de nouveaux contrats est consentie à des prix établis en vertu de ces mêmes contrats. Les consommateurs versent un amalgame de ces coûts, y compris les répercussions des prix réglementés sur les usines réglementées par l'OPG, les coûts totaux de production établis par les contrats actuels et nouveaux et les prix du marché pour les autres installations de production. La *Loi* a également constitué l'Office de l'électricité de l'Ontario chargé de s'assurer d'un approvisionnement adéquat à long terme d'électricité.

2) Sommaire des principales conventions comptables

Méthode comptable

Puisque la SFIEO est un organisme gouvernemental, les présents états financiers ont été dressés selon les recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Incertitude de mesure

Une incertitude de mesure peut influer sur la constatation d'un élément dans les états financiers. Une telle incertitude existe lorsqu'il est raisonnable de croire qu'il pourrait y avoir un écart important entre le montant qui a été constaté et une autre valeur possible, comme dans le cas de l'utilisation d'estimations. Dans les présents états financiers, une incertitude de mesure concerne l'évaluation des CAE et la date prévue d'extinction des obligations de la SFIEO. Les estimations sont fondées sur la meilleure information disponible au moment de l'établissement des états financiers et feront l'objet d'un rajustement annuel suivant la collecte de nouveaux renseignements.

Frais d'emprunt reportés

Les frais d'emprunt reportés comprennent les montants non amortis des gains et pertes de change non réalisés découlant de la conversion de la dette à long terme libellée en devises et les escomptes, primes ou commissions payables à l'émission ou au remboursement avant l'échéance des titres d'emprunt. Ces frais sont amortis en fonction de l'échéance de la dette sous-jacente.

Constatation des revenus

Les revenus sont constatés pendant l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Conversion des devises

La dette comprend des obligations, effets et débentures à court, moyen et long terme. La dette libellée en devises et couverte est convertie en dollars canadiens aux taux de change établis aux termes des contrats de couverture. La dette libellée en devises non couverte, les passifs et les actifs sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et pertes de change sont reportés et amortis sur la durée résiduelle des éléments connexes.

Contrats d'achat d'électricité

Le passif au titre des contrats d'achat d'électricité était initialement calculé en actualisant les pertes estimatives réparties sur la durée des contrats. En vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, la SFIEO a commencé à recevoir les prix réels des contrats d'électricité de la part des contribuables, le tout prenant effet le 1er janvier 2005, et ne subira plus de pertes sur ces contrats d'achat d'électricité. Le ministère des Finances estime que l'élimination effective de ce passif surviendra pendant la durée d'application restante des contrats, dont la plupart prendront fin d'ici 12 ans.

3) Continuité de l'exploitation

Pour financer sa dette échue et pour couvrir toute insuffisance de liquidités, la SFIEO dépend d'emprunts faits par la Province. Elle est également subordonnée au plan à long terme d'extinction du passif non provisionné adopté par le gouvernement et décrit à la note 11.

4) Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces comprennent les dépôts en espèces et les placements très liquides dont l'échéance est inférieure à trois mois. Ils sont comptabilisés à leur prix coûtant, lequel se rapproche de leur valeur marchande.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

5) Sommes à recouvrer de la Province de l'Ontario

La Province s'est engagée à remettre à la SFIEO la fraction du bénéfice net combiné de l'OPG et de Hydro One qui dépasse les intérêts à payer par la Province pour sa participation dans ses filiales de l'industrie de l'électricité. Selon ces arrangements, la Province peut reconstituer tous les coûts cumulatifs associés à ses placements dans des filiales de l'industrie de l'électricité, et ce, avant la reconnaissance d'un bénéfice par la SFIEO. Par conséquent, aucun transfert au titre du revenu réservé au secteur de l'électricité n'a été constaté (néant en mars 2005). Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, le déficit accumulé de la Province s'élève à 327 millions de dollars (914 millions de dollars en 2005).

6) Effets à recevoir et prêts en cours

(en millions de dollars)	Échéance	Taux d'intérêt	Intérêts à verser	31 mars 2006	31 mars 2005
Province de l'Ontario	2039-2041	5,85	Mensuel	8 885	8 885
OPG	2006-2012	5,44 to 6,65	Bisannuel	3 395	3 295
SIERE	2009	7,9	Bisannuel	78	78
				12 358	12 258
Moins la tranche à court terme des effets à recevoir				700	300
				11 658	11 958
Plus les prêts en cours aux producteurs privés d'électricité (PPE) (note 9)				76	116
				11 734 $	**12 074 $**

La SFIEO a convenu avec l'OPG et la SIERE de ne pas céder les effets dus par ces sociétés remplaçantes sans leur autorisation préalable.

En 2002, la SFIEO avait par ailleurs convenu avec l'OPG de reporter jusqu'en décembre 2004 des remboursements de principal totalisant 200 millions de dollars qui devaient être effectués initialement en mars et en septembre 2002. Ces remboursements ont à nouveau été reportés, cette fois à décembre 2006. En outre, la SFIEO a convenu avec l'OPG de reporter à la nouvelle période comprise entre mars 2005 et septembre 2006 des remboursements de principal totalisant 500 millions de dollars qui devaient être effectués initialement entre mars 2003 et septembre 2004.

En janvier 2005, la SFIEO a convenu avec l'OPG de reporter de nouveau des remboursements de principal atteignant 250 millions de dollars et exigibles de mars 2005 à mars 2010 et de reporter à septembre 2010 des remboursements de principal de 250 millions de dollars exigibles en septembre 2005. De plus, l'OPG a emis un billet portant intérêt d'une valeur de 95 millions de dollars venant à échéance en mars 2010 plutôt qu'un paiement d'intérêt payable à la SFIEO en mars 2005.

Comme le décrit une entente en date du 28 avril 2005 conclue entre l'OPG et la SFIEO, la SFIEO a accepté de fournir jusqu'à 600 millions de dollars à l'OPG au cours de la période prenant fin le 31 mars 2006. Ainsi, conformément à cette entente, la SFIEO avait versé 400 millions de dollars à l'OPG le 31 mars 2006.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

En outre, selon des ententes intervenues respectivement avec l'OPG en septembre et en octobre 2005, la SFIEO a convenu d'accorder des prêts allant jusqu'à 1 milliard de dollars échelonnés pendant 5 ans pour la réalisation du projet Niagara Tunnel et 95 millions de dollars pour le projet Thunder Bay. Toutefois, au 31 mars 2006, aucune somme n'avait été versée en rapport avec ces deux projets.

Voici un résumé par année d'échéance de la dette de l'OPG envers la SFIEO :

(en millions de dollars) Exercice	Montant
2006-2007	700
2007-2008	400
2008-2009	375
2009-2010	707
2010-2011	625
2011-2012	188
2012-2013	400
Total	**3 395 $**

7) Dette

Le tableau suivant présente l'encours de la dette au 31 mars 2006, par échéance et par devise, exprimé en dollars canadiens.

(En millions de dollars) Devise	Dollar canadien	Dollar américain	Autre devise étrangère	2006 Total	2005 Total
Échéance :					
1 an	3 706	887	—	4 593	2 702
2 ans	528	1 314	—	1 842	3 114
3 ans	3 496	387	—	3 883	1 913
4 ans	2 130	—	139	2 269	3 884
5 ans	1 050	—	53	1 103	1 769
De 1 à 5 ans	10 910	2 588	192	13 690	13 382
De 6 à 10 ans	4 748	1 605	425	6 778	7 470
De 11 à 15 ans	1 130	—	—	1 130	484
De 16 à 20 ans	3 687	—	—	3 687	3 273
De 21 à 25 ans	1 191	—	—	1 191	2 191
De 26 à 50 ans	1 557	—	—	1 557	850
Total	**23 223 $**	**4 193 $**	**617 $**	**28 033 $**	**27 650 $**

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Le taux d'intérêt effectif du portefeuille d'endettement était de 6,47 % (6,52 % en mars 2005), compte tenu de l'incidence des instruments dérivés servant à la gestion du risque de taux. L'échéance la plus longue est le 1er décembre 2036. La dette totale libellée en devises au 31 mars 2006 était de 4,8 milliards de dollars (5,2 milliards de dollars en mars 2005), couverte à 100 % en dollars canadiens (100 %, soit 5,2 milliards de dollars, en mars 2005). Les obligations et les effets à payer qui sont détenus par la Province ou dont le capital et les intérêts sont garantis par celle-ci sont présentés dans le tableau suivant :

	31 mars 2006			31 mars 2005		
(En millions de dollars)	**Détenus par la Province**	**Garantis par la Province**	**Total**	**Détenus par la Province**	**Garantis par la Province**	**Total**
Titres à court terme	1 479	—	1 479	1 146	—	1 146
Tranche à court terme des titres à long terme	3 114	—	3 114	1 056	500	1 556
Titres à long terme	13 146	10 294	23 440	14 608	10 340	24 948
Total	**17 739 $**	**10 294 $**	**28 033 $**	**16 810 $**	**10 840 $**	**27 650 $**

La juste valeur de la dette émise se rapproche des montants selon lesquels les titres d'emprunt pourraient être échangés au cours d'une opération courante entre des parties consentantes. Pour évaluer la dette de la SFIEO, la juste valeur est estimée à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie et d'autres techniques et elle est comparée aux valeurs boursières, le cas échéant. Ces estimations sont touchées par les hypothèses formulées à l'égard des taux d'actualisation de même que du montant et du calendrier des flux monétaires futurs.

Au 31 mars 2006, la juste valeur estimative de la dette de la SFIEO s'élevait à 31,5 milliards de dollars (31,6 milliards de dollars en mars 2005). Elle était supérieure à la valeur comptable de 28 milliards de dollars (27,7 milliards de dollars en mars 2005), étant donné que les taux d'intérêt courants étaient généralement inférieurs à ceux qui étaient en vigueur au moment de l'émission, de même qu'en raison des fluctuations des taux de change. La juste valeur de la dette ne reflète pas l'incidence des instruments dérivés connexes.

8) Gestion des risques et instruments dérivés

La SFIEO applique différentes stratégies de gestion des risques et observe des limites très sévères afin d'assurer une gestion prudente et économique des risques auxquels ses activités l'exposent. Diverses stratégies sont mises en œuvre, y compris le recours à des instruments dérivés. Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur découle de l'actif sous-jacent. La SFIEO utilise de tels instruments pour couvrir et réduire au minimum le risque de taux. Les opérations de couverture prennent généralement la forme de swaps, soit des contrats aux termes desquels la SFIEO convient avec une autre partie d'échanger, pendant une période déterminée, des flux de trésorerie fondés sur un ou plusieurs montants théoriques. La SFIEO peut ainsi compenser ses passifs existants et les convertir efficacement en obligations assorties de caractéristiques plus intéressantes. Elle utilise également d'autres instruments dérivés comme les contrats de change à terme, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les options.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Le risque de change découle du fait que les paiements de capital et d'intérêts sur des titres de créance en devises ainsi que les montants des opérations en devises varient en dollars canadiens en raison des fluctuations des taux de change. Afin de gérer le risque de change, la SFIEO utilise des instruments dérivés pour convertir les flux de trésorerie libellés en devises en flux libellés en dollars canadiens. Aux termes de la politique en vigueur, les paiements de capital sur des titres de créance en devises et les montants des opérations en devises, non couverts, ne peuvent dépasser 5 % du total de la dette. Au 31 mars 2006, une tranche de 0,0 % de ces paiements et montants sur la dette totale (0,1 % en mars 2005) était dépourvue de couverture.

Le risque de taux variable auquel est exposée la SFIEO découle de l'évolution des taux à court terme. La SFIEO réduit son risque de taux en utilisant des instruments dérivés pour convertir les paiements assortis de taux d'intérêt variables en paiements associés à des taux fixes. Aux termes de la politique en vigueur, le risque de taux non couvert, déduction faite des liquidités, ne peut dépasser 20 % du total de la dette. Au 31 mars 2006, la dette à taux variable de la SFIEO représentait 9,6 % de sa dette totale (8,5 % en mars 2005).

Le risque d'illiquidité est le risque que la SFIEO ne soit pas en mesure de rembourser sa dette à court terme actuelle. Conformément aux explications de la note 3, la SFIEO s'en remet à la Province pour emprunter et remployer les fonds requis pour refinancer la dette échue et couvrir toute insuffisance.

Le tableau qui suit renferme les dates d'échéance des instruments dérivés de la SFIEO, par type, en cours au 31 mars 2006, en fonction du montant théorique des contrats. Les montants théoriques représentent le volume des contrats en cours; ils ne sont indicatifs ni des risques de crédit ou de marché, ni des flux de trésorerie réels.

Montants théoriques du portefeuille d'instruments dérivés

Au 31 mars 2006 (en millions de dollars)

Exercice d'échéance	2007	2008	2009	2010	2011	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Mars 2005
Swaps de devises	829	868	388	512	105	1 506	—	4 208	4 313
Swaps de taux d'intérêt	2 282	1 169	988	1 110	—	3 225	653	9 427	11 682
Contrats de change à terme	1 218	—	—	—	—	—	—	1 218	1 395
Autre [1]	111	—	—	—	—	—	—	111	173
Total	**4 440 $**	**2 037 $**	**1 376 $**	**1 622 $**	**105 $**	**4 731 $**	**653 $**	**14 964 $**	**17 563 $**

[1] Comprend les options et les contrats à terme normalisés.

Le recours à des instruments dérivés entraîne un risque de crédit découlant du défaut éventuel par l'une des parties de remplir ses obligations aux termes des contrats, dans les cas où la SFIEO a des gains non réalisés. Le tableau ci-après présente le risque de crédit lié au portefeuille d'instruments dérivés, mesuré selon la valeur de remplacement des instruments dérivés, au 31 mars 2006.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Risque de crédit (en millions de dollars)	**31 mars 2006**	**31 mars 2005**
Risque de crédit brut[1]	6 254 $	6 797 $
Moins compensation[2]	(7 136)	(7 177)
Risque de crédit net[3]	**(882) $**	**(380) $**

Notes :

(1) Le risque de crédit brut concerne notamment les swaps, les options, les contrats à terme normalisés, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats de change à terme.

(2) Les contrats n'ont pas une date de règlement coïncidente. Cependant, les contrats cadres prévoient la compensation à la liquidation.

(3) Le risque de contrepartie positif (au sens où les contreparties avaient une dette envers la SFIEO) s'établissait à 20 millions de dollars (22 millions de dollars en mars 2005) et le risque de contrepartie négatif (au sens où la SFIEO avait une dette envers les contreparties), à 902 millions de dollars (402 millions d[illegible]

Le risque de crédit brut représente la perte que subirait la SFIEO si toutes ses contreparties faisaient défaut au même moment et qu'aucune compensation du risque négatif n'était permise. La SFIEO gère son risque de crédit lié aux instruments dérivés en concluant des contrats (contrats cadres) avec la quasi-totalité de ses contreparties, ce qui lui permet de régler les instruments dérivés sur la base de solde net en cas de défaut d'une contrepartie. Le risque de crédit net tient compte de l'effet d'atténuation de ces accords de compensation.

La SFIEO gère son risque de crédit en s'assurant régulièrement de suivre les limites de crédit et en traitant avec des contreparties qui ont une bonne cote de crédit. Au 31 mars 2006, la plus importante concentration de risques de crédit de la SFIEO, qui a obtenu l'exclusivité des contrats avec la Province, était associée à une contrepartie dont la cote était de « A+ », soit plus de 10 % du risque de crédit net. Si la SFIEO devait remplacer tous ses contrats de swaps avec cette contrepartie, il lui en coûterait 5 millions de dollars (20 millions de dollars en 2005).

9) Contrats d'achat d'électricité

Des contrats d'achat d'électricité (CAE) et des accords de prêt connexes ont été conclus entre Ontario Hydro et les producteurs privés d'électricité (PPE) de l'Ontario. À titre de société remplaçante d'Ontario Hydro, la SFIEO est devenue la contrepartie à ces contrats. Les contrats, qui viennent à échéance à diverses dates d'ici l'an 2048, prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à celui du marché. Par conséquent, le passif au titre des PPE a été inscrit à 4 286 millions de dollars selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie (VAFT) depuis que la SFIEO a remplacé Ontario Hydro le 1er avril 1999. Le modèle de la VAFT a été mis à jour au 31 mars 2003, de sorte que le passif estimatif a diminué de 422 millions de dollars pour atteindre 3 745 millions de dollars. Ce changement par rapport à 2002-2003 sera amorti sur 10 ans.

En vertu des réformes législatives apportées au marché de l'électricité, depuis le 1er janvier 2005, la SFIEO a commencé à recevoir les prix des contrats réels des consommateurs d'électricité et elle ne subira plus de pertes sur ces contrats. Le ministre des Finances estime que l'élimination effective de ce passif se produira au cours de la durée non écoulée des contrats, dont la plupart prendront fin d'ici 12 ans.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2006, la SFIEO a acheté 809 millions de dollars d'électricité (840 millions de dollars en mars 2005) auprès de PPE et a vendu 785 millions de dollars (610 millions de dollars en 2005) de cette électricité à la SIERE et aux services municipaux de distribution d'électricité. Les dépenses supplémentaires de 24 millions de dollars encourues cette année résultent de l'obligation de fixer des augmentations rétroactives des prix prévus aux contrats, lesquelles visent les périodes précédant celles où la SFIEO a commencé à recevoir les prix contractuels réels des consommateurs d'électricité, soit le 1er janvier 2005.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Les prêts des PPE ont diminué de 40 millions de dollars au cours de l'exercice pour atteindre 76 millions de dollars (116 millions de dollars en mars 2005), essentiellement en raison des remboursements de principal.

État du passif au titre des CAE (en millions de dollars)

Au 31 mars 2006

	2006	2005
Passif au début de l'exercice	3 489 $	3 683 $
Frais d'intérêt pour l'exercice*	—	163
Moins la perte estimative en cours d'exercice	(354)	(357)
Sous-total	3 135	3 489
Plus : Frais de réévaluation non amortis		
Réévaluation brute	422	422
Amortissement cumulé	(168)	(126)
	254	296
	3 389 $	**3 785 $**

* À compter du 1er janvier 2005, l'intérêt n'est plus ajouté au passif.

10) Passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire

En tant que société remplaçante d'Ontario Hydro, la SFIEO a pris en charge un passif de 2 378 millions de dollars lié aux montants engagés avant le 1er avril 1999 pour la gestion des déchets nucléaires et la restauration des lieux.

En mars 2002, la Province et l'OPG ont conclu l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA) afin de mettre sur pied, de financer et de gérer des fonds distincts pour disposer des sommes nécessaires au règlement des frais de gestion des déchets nucléaires et à la cessation de l'exploitation des centrales. Le taux d'intérêt correspond à l'Indice des prix à la consommation de l'Ontario plus 3,25 %, conformément à l'ONFA, dont les modalités ont été arrêtées définitivement le 24 juillet 2003.

Le conseil d'administration de la SFIEO a approuvé le financement, pour une période de quatre ans, du fonds d'intendance de la cessation de l'exploitation des centrales que l'OPG a établi, ce qui règle ainsi le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire. La SFIEO a versé, le 24 juillet 2003, une somme de 1 200 millions de dollars à valoir sur ce passif, de même que des sommes de 600 millions de dollars le 31 mars 2005 et de 709 millions de dollars le 4 octobre 2005.

Un engagement de payer 768 millions de dollars au 31 mars 2006 (1 410 millions de dollars en mars 2005) a été pris à l'égard du fonds d'intendance de la cessation de l'exploitation des centrales.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

11) Passif non provisionné

Le passif non provisionné à l'ouverture, soit 19,4 milliards de dollars au 1er avril 1999, comprenait un passif de 38,1 milliards de dollars hérité d'Ontario Hydro, moins la valeur des actifs transférés à la SFIEO le 1er avril 1999, dont 17,2 milliards de dollars en effets à recevoir et 1,5 milliard de dollars en prêts en cours et autres actifs. Aux termes de la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, le gouvernement a mis en place un plan à long terme pour rembourser la dette au sein même de ce secteur. Le plan est fondé sur les flux de trésorerie provenant des sources suivantes au 1er avril 1999 :

des **effets à recevoir** de la Province (8,9 milliards de dollars), de l'OPG (3,4 milliards de dollars), de Hydro One (4,8 milliards de dollars) et de la SIERE (0,1 milliard de dollars), soit 17,2 milliards de dollars au total, suivant le transfert des actifs aux sociétés remplaçantes;

des **paiements en remplacement** d'impôts sur les bénéfices, d'impôts fonciers et d'impôts sur le capital faits par l'OPG, Hydro One et les services municipaux de distribution d'électricité;

une **redevance de liquidation de la dette** à verser par les abonnés en fonction de leur consommation d'électricité;

un **revenu réservé au secteur de l'électricité.** Conformément à la promesse du gouvernement de garder les revenus de l'électricité au sein même du secteur de l'électricité, la fraction du bénéfice net combiné de l'OPG et de Hydro One qui dépasse les intérêts à payer par la Province pour sa participation dans ses filiales de l'industrie de l'électricité sera réservée au remboursement de la dette de la SFIEO.

Aux termes du plan à long terme, les obligations de la SFIEO seront probablement éteintes pendant la période comprise entre 2012 et 2020.

12) Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité

Le 11 novembre 2002, la Province a dévoilé un programme conçu pour fournir de l'électricité aux consommateurs désignés et à faible volume au tarif fixe de 4,3 cents le kWh au moins jusqu'en 2006, et ce, rétroactivement au 1er mai 2002. Les fournisseurs d'électricité continuent de toucher le prix du marché libre fixé sur le marché de la SIERE. Le programme était soutenu et administré par l'entremise du Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité (FPCAPE) que gère la SFIEO.

Le 18 décembre 2003, la *Loi de 2003 modifiant la Loi sur la Commission de l'énergie de l'Ontario* (établissement du coût de l'électricité) a été adoptée. En vertu de cette loi, le gel du prix à 4,3 cents le kWh a été supprimé en date du 1er avril 2004 et remplacé par une structure de prix plus proche du coût véritable de l'électricité, accompagnée d'importantes mesures d'incitation pour conserver l'énergie. Le régime de prix fixe à 4,3 cents le kWh a pris fin le 1er avril 2004 et a été remplacé par un régime de prix provisoire selon lequel la première tranche de 750 kWh de consommation par mois est facturée à 4,7 cents le kWh et l'excédent est facturé à 5,5 cents le kWh. Ces régimes d'établissement des prix fixés par la loi bénéficiaient de l'appui du FPCAPE.

Pour la période du 1er avril 2004 au 31 mars 2005, le FPCAPE affichait un excédent de 704 millions de dollars (coût net de 253 millions de dollars en 2004). Conformément à la *Loi de 2003 sur l'établissement du prix de l'électricité* et aux règlements afférents, la responsabilité de la gestion du FPCAPE a été cédée à un nouvel organisme, l'Office de l'électricité de l'Ontario, à compter du 1er janvier 2005. Par conséquent, une somme de 176 millions de dollars de l'excédent de l'exercice 2005 a été transférée à l'OEO, ce qui représente les paiements devant être effectués pour le premier trimestre de 2005. Le reste de l'excédent, soit 528 millions de dollars, figure comme passif au bilan du 31 mars 2005.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Le surplus produit par le régime de prix provisoire pour la période allant du 1er avril 2004 au 31 mars 2005 a finalement été déterminé et une somme de 505 millions de dollars a été versée à la SIERE le 30 novembre 2005 afin que la Société la redistribue aux consommateurs admissibles. De plus, la SFIEO a recouvré 56 millions de dollars au cours de l'exercice 2005-2006 relativement aux dépenses du FPCAPE engagées pour combler les écarts de prix du marché de gros, lesquels touchent les consommateurs désignés et les consommateurs autres que les clients à faible volume, à la suite de la vérification continue exécutée par la SFIEO des demandes du Fonds faites par des sociétés de distribution locale (20 millions de dollars en mars 2005).

13) Éventualités et garanties

La SFIEO est partie prenante dans diverses poursuites judiciaires découlant de la conduite normale des affaires, dont certaines concernent l'ancienne Ontario Hydro avant la création de la SFIEO le 1er avril 1999. Aux termes de la restructuration d'Ontario Hydro, le 1er avril 1999, chaque société remplaçante (OPG, Hydro One, ESA et SIERE, et leurs filiales respectives) doit prendre en charge les obligations liées aux activités de l'ancienne Ontario Hydro qui lui ont été transférées. Si ces obligations restent à la charge de la SFIEO, la société remplaçante est également tenue d'indemniser cette dernière. En ce qui concerne les poursuites judiciaires touchant les activités d'Ontario Hydro conservées par la SFIEO, il est impossible de déterminer le résultat et le nombre de règlements de ces poursuites pour le moment. Par conséquent, aucune provision n'est incluse dans les états financiers à leur endroit. Il sera tenu compte de ces règlements, le cas échéant, dans la période au cours de laquelle ils ont lieu.

Sous réserve de franchises de 10 et de 20 millions de dollars respectivement, la SFIEO a convenu d'indemniser Hydro One et l'OPG en cas d'opposition à la propriété d'un actif, d'un droit ou d'une chose ayant fait l'objet d'un transfert aux sociétés ou devant faire l'objet d'un transfert en date du 1er avril 1999, en cas d'inexécution d'un ordre de transfert d'un actif, d'un droit ou d'une chose et à l'égard des paiements, encaissements ou autres opérations concernant un compte de capital d'Ontario Hydro, y compris certains litiges connexes. La Province a accepté de prendre en charge tout passif éventuel découlant de ces indemnisations.

La SFIEO a un passif éventuel au titre des garanties accordées à des tiers ayant fourni du financement à long terme à certains producteurs privés d'électricité relativement aux contrats d'achat d'électricité décrits à la note 9. Ces garanties totalisaient environ 80 millions de dollars au 31 mars 2006 (91 millions de dollars en 2005).

14) Opérations entre apparentés

Dans le cadre usuel des activités, la SFIEO a conclu des opérations avec les apparentés suivants, dont l'identité a été divulguée dans les notes afférentes aux états financiers. Chacune des entités suivantes est comprise dans les états financiers de la Province :

- Ontario Power Generation Inc.;
- Hydro One Inc.;
- Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité;
- Office de l'électricité de l'Ontario;
- Office ontarien de financement.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÈGARD DE L'INFORMATION FINANCIÉRE

Les états financiers ci-joints de la Société immobilière de l'Ontario ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada; c'est à la direction qu'en revient la responsabilité. La préparation d'états financiers exige le recours à des prévisions fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque les opérations ayant un impact sur la période comptable actuelle ne peuvent être finalisées avec certitude qu'à une date postérieure. Les états financiers ont été élaborés adéquatement en respectant le seuil d'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles au 13 juin 2006.

La direction possède un système de contrôles internes conçu pour fournir une certitude raisonnable que les actifs sont protégés et que des renseignements financiers fiables seront disponibles en temps utile. Ce système comprend des politiques et des procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit une délégation de pouvoirs et une séparation de tâches adéquates. Une fonction de vérification interne permet d'évaluer régulièrement et de manière indépendante l'efficacité des contrôles internes et de rendre compte des résultats à la direction et au Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration est responsable de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôles internes. Le Conseil d'administration examine les états financiers et les approuve.

Les états financiers ont été vérifiés par le sous-vérificateur général de l'Ontario. Le sous-vérificateur général a pour responsabilité de déterminer si, selon lui, les états financiers sont présentés avec fidélité, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, qui apparaît à la page suivante, expose la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Au nom de la direction,

Peter Oakes
Directeur financier et trésorier
Le 13 juin 2006

Rapport du vérificateur

À la Société immobilière de l'Ontario,
au ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière de l'Ontario au 31 mars 2006 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 13 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

BILAN

Au 31 mars	2006	2005
ÉLÉMENTS D'ACTIF		
Actifs à court terme		
Liquidités et quasi-liquidités (note 7c)	34 366 $	31 874 $
Comptes débiteurs (note 7d)	7 022	4 462
Frais payés d'avance	327	334
Recouvrements de la Province (note 2)	444	564
	42 159	37 234
Immobilisations (note 3)	5 289	6 673
Fonds détenus en fiducie (note 4)	86 441	153 118
	133 889 $	197 025 $
PASSIF ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	9 562 $	9 530 $
Provision pour indemnités de départ (note 2)	945	1 556
Produit comptabilisé d'avance (note 3a)	-	1 066
	10 507	12 152
Fonds détenus en fiducie (note 4)	86 441	153 118
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	36 941	31 755
	133 889 $	197 025 $

Engagements de location (note 5)
Réserve pour éventualités (note 6)
Se reporter aux notes accompagnant les états financiers.
Au nom du Conseil :

Administrateur _____ Administrateur _____

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercice se terminant le 31 mars	2006	2005
REVENUS		
Frais de gestion (note 7a)	37 621 $	33 911 $
Remboursement des charges (au lieu des honoraires) (note 7a)	14 085	10 985
Coûts directs récupérables (note 7a)	4 884	3 353
Intérêt bancaire et autres revenus (note 7c)	1 961	778
	58 551 $	49 027 $
CHARGES		
Salaires et avantages sociaux (note 2)	32 309 $	27 242 $
Charges de fonctionnement directes (note 7f)	18 352	15 468
Amortissement	2 704	3 049
Intérêt versé sur les obligations de location-acquisition	-	25
	53 365 $	45 784 $
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES CHARGES AVANT LES INDEMNITÉS DE DÉPART	5 186	3 243 $
Provision pour indemnités de départ (note 2)	-	6
Recouvrement de la Province (note 2)	-	(6)
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES CHARGES	5 186 $	3 243 $
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, DÉBUT DE L'EXERCICE	31 755	28 512
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, FIN DE L'EXERCICE	36 941 $	31 755 $

Se reporter aux notes accompagnant les états financiers.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice se terminant le 31 mars	2006	2005
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT :		
Excédent des revenus sur les charges	5 186 $	3 243 $
Redressement pour :		
Amortissement	2 704	3 049
Provision pour indemnités de départ (note 2)	306	35
Produit comptabilisé d'avance	(1 066)	-
Recouvrement de la Province (note 2)	-	6
	7 130	6 333
Évolution du fonds de roulement hors trésorerie		
Augmentation des comptes débiteurs	(2 560)	(1 759)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	7	(33)
Augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer	32	1 374
	4 609	5 915
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :		
Achat d'immobilisations (note 3)	(1 320)	(5 373)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :		
Indemnités de départ versées au cours de l'exercice et déjà prévues (note 2)	(917)	(1 681)
Recouvrement des indemnités de départ de la Province (note 2)	120	200
Remboursement des obligations de location-acquisition	-	(787)
	(797)	(2 268)
Augmentation (diminution) nette des liquidités et des quasi-liquidités	2 492	(1 726)
Liquidités et quasi-liquidités, début de l'exercice	31 874	33 600
Liquidités et quasi-liquidités, fin de l'exercice	34 366 $	31 874 $

Se reporter aux notes accompagnant les états financiers.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

Exercice se terminant le 31 mars 2006

NATURE DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

La Société immobilière de l'Ontario (la Société) a été mise sur pied en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* (la *Loi*), à titre de société de la Couronne de la province de l'Ontario (la Province). En vertu des paragraphes 6(1), 8(1) et 8(2) de la *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux*, la Province a délégué à la Société son pouvoir d'acquérir, de détenir et, avec approbation, d'aliéner des propriétés pour le gouvernement et pour des organismes rattachés au gouvernement. En tant que société de la Couronne et entreprise opérationnelle de la Province, la Société est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

La Société doit rendre des comptes à la Province et offre des services de gestion de projets et de gestion immobilière aux ministères et aux organismes du gouvernement ontarien qui détiennent des éléments d'actif ou qui ont besoin des services immobiliers de la Société. La Société gère une superficie louable de 51,4 millions de pieds carrés dont 42,2 millions appartiennent à la Province et 9,2 millions sont loués au secteur privé, ainsi que 87 000 acres de terres appartenant à la Province. La Société fournit également des services de gestion immobilière à la Ville du Grand Sudbury relativement à une immobilisation.

En juin 2005, le gouvernement provincial a introduit de nombreux changements organisationnels et a notamment annoncé que la Société relèverait désormais du ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique (MRIP). Les pouvoirs et fonctions des programmes et des activités auparavant assignés au président du Conseil de gestion du gouvernement (le Président) et au Secrétariat du Conseil de gestion afférent à la Société, de même que les responsabilités du Président en matière d'application de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* en ce qui a trait à la Société, ont été transférés au MRIP par décret en date du 21 septembre 2005.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada. Voici les principales conventions comptables que l'on a respectées lors de la préparation des présents états financiers :

a) Revenus

Les frais, les remboursements des charges et les coûts directs récupérables sont considérés comme des revenus si les services sont fournis ou les charges connexes sont engagées. Les fonds offerts par la Province en vue d'éventuelles indemnités de départ sont différés et considérés comme d'autres revenus pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

b) Liquidités et quasi-liquidités

Les liquidités et les quasi-liquidités consistent en l'encaisse, les comptes bancaires courants et, le cas échéant, les placements à court terme portant une échéance de moins de 90 jours.

c) Le recours aux prévisions

Pour préparer des états financiers qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des prévisions et des hypothèses relativement aux revenus et aux charges ayant un impact sur les éléments d'actif, de passif et les sommes connexes déclarés en date des états financiers. Les montants réels peuvent différer de ces prévisions.

d) Immobilisations

Les immobilisations d'une valeur de plus de mille dollars dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année en cours sont capitalisées selon le coût. Elles sont amorties d'après la méthode de l'amortissement constant, sur la durée de leur vie utile, comme indiqué ci-dessous :

Matériel et logiciels informatiques	3 ans
Logiciels adaptés	5 ans
Mobilier et agencements	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

e) Régimes de retraite des employés

Jusqu'au 29 novembre 2001, la Société fournissait des prestations de retraite à ses employés classifiés à temps plein, en participant à la Caisse de retraite des fonctionnaires et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, à savoir des caisses de retraite interentreprises à prestations déterminées.

Selon les modifications apportées à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui sont entrées en vigueur le 30 novembre 2001, les employés de la Société ne font plus partie de la fonction publique de l'Ontario. Les employés ayant participé à la Caisse de retraite des fonctionnaires ou à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario ont continué à contribuer à la Caisse de retraite des fonctionnaires après le 30 novembre 2001. Ce régime est justifié à titre de régime à cotisations déterminées puisque la Société ne possède pas suffisamment de renseignements pour mettre en application les principes comptables des régimes à prestations déterminées.

Les employés permanents à temps plein embauchés après le 29 novembre 2001 participent à un régime de retraite et d'épargne à cotisations déterminées géré par un tiers administrateur. La Société et l'employé versent le même montant à ce régime.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

Les charges de retraite représentent les sommes que la Société a versées aux divers régimes au cours de l'exercice.

2. INDEMNITÉS DE DÉPART

Indemnités recouvrables

La provision pour indemnités de départ recouvrables couvre les indemnités de départ du personnel associées à la réorganisation de la Société de 1999 et à la sous-traitance de ses services de gestion immobilière à la suite de l'approbation par la Province d'une nouvelle structure de gouvernance pour la Société. Ces indemnités de départ sont recouvrables auprès de la Province. La provision pour indemnités de départ restante au 31 mars 2006 concerne les employés en congé d'invalidité de longue durée.

Remaniement de la Société

Au cours de l'exercice 2003-2004, la Société a approuvé une nouvelle structure organisationnelle relativement à ses activités de gestion du portefeuille afin d'améliorer ses services à la clientèle. Ce remaniement devrait être terminé au cours de l'exercice 2006-2007.

Au 31 mars 2006, le coût total estimatif des indemnités de départ associées au remaniement était de 3 113 $, dont 2 612 $ ont été engagés. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2006, la provision a été augmentée de 306 $ afin de refléter l'estimation révisée des coûts totaux des indemnités de départ effectuée par la Société. Ce montant est inclus dans les charges liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

Les changements apportés à la provision pour indemnités de départ sont les suivants :

31 mars	2006			2005		
	Provision recouvrable – indemnités de départ	Remaniement de l'entreprise	Total	Provision recouvrable – indemnités de départ	Remaniement de l'entreprise	Total
Solde, début de l'exercice	564 $	992 $	1 556 $	770 $	2 432 $	3 202 $
Augmentation (réduction) de la provision	-	306	306	(6)	41	35
Indemnités de départ versées	(120)	(797)	(917)	(200)	(1 481)	(1 681)
Solde, fin de l'exercice	444 $	501 $	945 $	564 $	992 $	1 556 $

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

Autres indemnités

La Société a également versé d'autres indemnités de départ totalisant 1 215 $, lesquelles sont comprises dans les charges liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

3. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

31 mars			2006	2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel et logiciels informatiques	5 238 $	4 723 $	515 $	959 $
Logiciels adaptés	7 211	3 792	3 419	4 188
Mobilier et agencements	706	493	213	432
Améliorations locatives	2 625	1 483	1 142	1 094
	15 780 $	10 491 $	5 289 $	6 673 $

Le coût total des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 s'élève à 1 320 $ (5 373 $ en 2005).

4. FONDS DÉTENUS EN FIDUCIE

La Société détient « en fiducie » plusieurs comptes bancaires actifs et un compte de placement à court terme administrés pour le compte du ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique (MRIP) et de la Ville du Grand Sudbury. Ils servent à l'exploitation des nombreux biens-fonds que le MRIP possède ou loue ou encore à la prestation de services à d'autres ministères ou organismes de la Province, de même qu'à l'utilisation d'un bien-fonds dont la Ville du Grand Sudbury est propriétaire. Les fonds détenus en fiducie pour le compte du MRIP s'élèvent à 84 695 $ (151 759 $ en 2005).

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

5. ENGAGEMENTS DE LOCATION

Les contrats de location-exploitation sont imputés à l'exercice conformément aux modalités des ententes de location. Selon les modalités des contrats de location-exploitation relatifs aux espaces, aux véhicules et à l'équipement de bureau de la Société, celle-ci doit verser les frais de location suivants :

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

2007	1 792 $
2008	1 702
2009	1 614
2010	1 611
2011	1 610
	8 329 $

6. RÉSERVE POUR ÉVENTUALITÉS

La Société agit en qualité d'agent du gouvernement de l'Ontario. À ce titre, la Société est en droit d'être dédommagée pour toutes les dépenses engagées en bonne et due forme dans l'exercice de son pouvoir exprès au nom du gouvernement ontarien.

7. OPÉRATIONS ENTRE PERSONNES APPARENTÉES

a) La Société dépend de la Province sur le plan économique, puisque toutes les sommes versées par la Province pour la prestation de services sont sous le contrôle du ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique.

Les principales sources de revenu de la Société sont les suivantes :

i. Frais de gestion

Il s'agit des frais, établis en fonction du marché, imputés pour des services de gestion des installations et de l'actif, et de gestion de projets qui sont basés sur un pourcentage des coûts des projets et qui concernent les éléments d'actif appartenant au ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique (MRIP).

ii. Remboursement des charges (au lieu des honoraires)

En attendant la mise en place de la tarification intégrale, les frais généraux engagés par la Société (biens négociés par des tiers, services de négociation, services financiers et juridiques, de relations

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

internes, de communications et de ressources humaines) sont financés par le MRIP à titre d'affectation annuelle, tout comme les coûts d'administration liés à la vente et à l'achat de propriétés au nom des ministères.

iii. Coûts directs récupérables

Dans les régions du Nord et de l'Est, le personnel de la Société coordonne et fournit des services directs d'exploitation et d'entretien des immeubles à l'appui du portefeuille. Les coûts connexes sont recouvrables auprès du MRIP et financés à partir des loyers payés au titre de l'exploitation et de l'entretien en vertu des baux. En outre, la Société a également récupéré les frais remboursables associés à des projets spéciaux entrepris au nom du MRIP.

b) La *Loi sur le plan d'investissement* exige que tout surplus soit, conformément aux directives du ministre des Finances, versé au Trésor de la Province de l'Ontario. En déterminant la somme payable, le cas échéant, le ministre des Finances s'assure que le paiement ne compromettra pas la capacité de la Société à acquitter son passif, à remplir ses obligations à échéance ou à honorer ses engagements contractuels. Le ministre des Finances n'a fait parvenir aucune instruction en ce sens.

c) La *Loi sur le plan d'investissement* exige que tous les investissements de fonds à court terme soient réalisés avec l'Office ontarien de financement (OOF), une société de la Couronne de la province de l'Ontario, sauf accord contraire du ministre des Finances. Les investissements de fonds à court terme s'élevant à 28 585 $ (30 869 $ en 2005), réalisés par l'OOF, sont inscrits au poste « Liquidités et quasi-liquidités » du bilan, tandis que l'intérêt de 733 $ (543 $ en 2005) perçu sur ces investissements est intégré au poste « Intérêt bancaire et autres revenus » de l'État des résultats et des bénéfices non répartis. Les produits comptabilisés d'avance liés aux indemnités de départ qui ont été versées durant cet exercice font partie des autres revenus.

d) Les débiteurs de la Société comprennent un montant de 6 900 $ (4 295 $ en 2005) provenant de la Province.

e) Seuls les employés classifiés à temps plein, embauchés avant le 30 novembre 2001 et comptant plus de 10 ans de service ouvrant droit à pension au moment de leur retraite peuvent recevoir des prestations de retraite non liées à la pension. Le coût de ces prestations étant défrayé par la Province, il ne figure pas dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

f) Les charges de fonctionnement directes de la Société comprennent des frais de litige de 2 159 $ (1 599 $ en 2005) engagés au nom de la Province et pour celle-ci et des coûts de locaux de 1 406 $ (1 357 $ en 2005) facturés par le MRIP.

g) Les liens qui unissent la Société et la Province ont donné lieu aux opérations entre personnes apparentées suivantes. Celles-ci ont été mises au jour dans les notes présentées à la fin des états.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO
(Société de la Couronne de l'Ontario)
(en milliers de dollars)

NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

financiers.

- Sommaire des principales conventions comptables – Revenus (note 1a)
- Indemnités de départ (note 2)
- Fonds détenus en fiducie (note 4)

8. CAISSES DE RETRAITE

Les contributions obligatoires de la Société aux caisses de retraite (voir note 1e) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006 se chiffrent à 1 334 $ (1 206 $ en 2005) et sont comprises dans le volet salaires et avantages sociaux de l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

9. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables de la trésorerie et des quasi-liquidités, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et des charges à payer se chiffrent très près de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La direction est d'avis que la Société ne s'expose pas à des risques importants associés aux taux d'intérêt, aux devises étrangères ou au crédit provenant de ces instruments financiers.

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION (OIIC)

Responsabilité en matière de communication de l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers présentés. Les états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers exige nécessairement le recours à des estimations fondées sur le jugement de la direction.

La direction possède un système de contrôles internes conçu pour fournir une certitude raisonnable que les actifs sont protégés et que des renseignements financiers fiables seront disponibles en temps utile. Ce système comprend des politiques et des procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit une délégation de pouvoirs et une séparation de tâches adéquates.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général de l'Ontario. Le vérificateur général a pour responsabilité de déterminer si, selon lui, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport du vérificateur général, qui figure à la page suivante, expose la portée de l'examen du vérificateur général et son opinion.

Au nom de la direction,

Président

Directrice des finances

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

A l'Ontario Immigrant Investor Corporation
et au ministre du Développement économique et du Commerce

J'ai vérifié le bilan de l'Ontario Immigrant Investor Corporation au 31 mars 2006 et les états des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsibilté consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Cette vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Corporation au 31 mars 2006 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Bus 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
[illegible]
fax 416-326-[illegible]

B.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas, ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
télécopieur 416-326-3812

Toronto (Ontario)
Le 30 juin 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Bilan
Au 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $)
ACTIF		
Encaisse	7 271	30
Comptes débiteurs	-	7 897
Placements (Note 3)	321 776	193 935
Frais de commission reportés (Note 5)	13 715	9 073
	342 762	210 935
PASSIF ET BENEFICES NON REPARTIS		
Passif		
Comptes créditeurs	615	283
Allocations provinciales remboursables (Note 4)	330 611	205 359
	331 226	205 642
Bénéfices non répartis	11 536	5 293
	342 762	210 935

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du Conseil :

Président du Conseil Directeur

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Résultats d'exploitation et bénéfices non répartis
Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $)
Revenus		
Intérêts	11 237	5 353
Recouvrement des frais de commission reportés passés en charges (Note 5)	6	6
	11 243	5 359
Charges (Note 6)		
Amortissement des frais de commission reportés (Note 5)	4 385	2 580
Frais de gestion des placements (Note 3)	615	284
	5 000	2 864
Bénéfice net	6 243	2 495
Bénéfices non répartis, au début de l'exercice	5 293	2 798
Bénéfices non répartis, à la fin de l'exercice	11 536	5 293

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006 (000 $)	2005 (000 $)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	6 243	2 495
Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation		
Comptes débiteurs	7 897	(6 146)
Frais de commission reportés	(4 642)	(6 904)
Comptes créditeurs	332	158
	9 830	(10 397)
Flux de trésorerie liés aux activités de placement et de financement		
Placements	(127 841)	(128 762)
Allocations provinciales remboursables	125 252	139 161
	(2 589)	10 399
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	7 241	2
Encaisse au début de l'exercice	30	28
Encaisse à la fin de l'exercice	7 271	30

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Notes afférentes aux états financiers
31 mars 2006

1. NATURE DES ACTIVITES

L'Ontario Immigrant Investor Corporation a été établie à titre de corporation sans capital-actions le 30 avril 1999 conformément au Règlement de l'Ontario 279/99 pris en application de la *Loi sur les sociétés de développement*.

La Corporation a été établie afin de participer à un programme d'immigration des investisseurs (PII) fédéral modifié. En vertu du nouveau PII, chaque province participante est tenue d'établir un véhicule pour recevoir et investir l'argent d'immigrants investisseurs dans le but de créer ou de maintenir des emplois au Canada, afin de favoriser le développement d'une économie vigoureuse et viable. En retour, chaque province participante garantit aux immigrants investisseurs que leur placement sera remboursé au bout de cinq ans sans intérêt.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Méthode comptable
Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

b) Placements
Les placements sont comptabilisés au coût historique. En ce qui concerne les placements acquis avec escompte, les coûts sont redressés en fonction de l'intérêt couru gagné.

c) Recours aux estimations
La préparation des états financiers oblige la direction à recourir à des estimations et à des hypothèses qui influent sur le montant déclaré de l'actif et du passif à la date des états financiers et sur les montants déclarés au titre du revenu et des charges pendant la période de déclaration. Les résultats réels pourront différer des estimations.

d) Instruments financiers
La valeur comptable de l'encaisse, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs est proche de leur juste valeur en raison des échéances à court terme de ces instruments. La valeur comptable des placements et des allocations provinciales remboursables est également proche de leur juste valeur en raison de la nature de ces instruments. La direction considère que la Corporation n'est pas exposée à des risques importants de taux d'intérêt, de change ou de crédit découlant de ses instruments financiers.

3. PLACEMENTS

Les placements se composent de titres à revenu fixe émis par la Province de l'Ontario, arrivant à échéance entre un et cinq ans, avec des rendements variant jusqu'à 5.42%.

Le portefeuille de placements est géré par l'Office ontarien de financement (OOF) conformément aux modalités établies dans une entente signée entre l'OOF, la Corporation et la Province. L'OOF reçoit des honoraires de gestion des placements en contrepartie de ces services.

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Notes afférentes aux états financiers
31 mars 2006

4. ALLOCATIONS PROVINCIALES REMBOURSABLES

La Corporation contracte des obligations à long terme relativement aux fonds reçus en vertu du programme d'immigration des investisseurs fédéral, conformément aux modalités établies dans l'entente signée en juin 1999 entre le ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration et la Corporation. L'entente stipule que le ministre fédéral, à titre de mandataire de la Corporation, reçoit des fonds de la part d'immigrants investisseurs et transfère la part de l'Ontario de ces fonds (allocation provinciale) à la Corporation. Celle-ci remboursera sans intérêt les allocations provinciales reçues à la fin de la période d'allocation, soit cinq ans après la date à laquelle l'allocation provinciale a été reçue. La demande de résidence permanente peut être retirée par l'investisseur ou rejetée par le gouvernement fédéral. Si tel est le cas, l'allocation provinciale se rapportant à l'investisseur doit être remboursée par la Corporation dans les 90 jours suivant l'avis écrit de demande de remboursement de la part de l'investisseur. Les fonds reçus concernant les demandes en cours de traitement par le gouvernement fédéral sont également considérés comme remboursables dans une période de 90 jours.

Conformément au décret 1243/99, la Province garantit le remboursement des allocations provinciales lorsqu'elles arrivent à échéance. Le calendrier de remboursement de ces allocations se présente comme suit :

	(000 $)
Échéant à 90 jours sur demande	2 322
Échéant pendant l'exercice 2007	18 903
Échéant pendant l'exercice 2008	16 943
Échéant pendant l'exercice 2009	21 528
Échéant pendant l'exercice 2010	139 876
Échéant pendant l'exercice 2011	131 039
	330 611

5. FRAIS DE COMMISSION REPORTÉS

Depuis l'exercice 2002, la Corporation a versé une commission aux intermédiaires pour avoir présenté de nouveaux immigrants investisseurs dont la demande de résidence permanente en Ontario a été acceptée en vertu du programme fédéral d'immigration des investisseurs. La commission est amortie pour être passée en charges selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la même période que les allocations provinciales remboursables s'y rapportant, qui est normalement de cinq ans. L'amortissement commence pendant l'exercice au cours duquel l'allocation se rapportant à la commission est reçue. Les charges reportées représentent le solde non amorti des commissions. Si la demande de résidence permanente est retirée par l'immigrant investisseur ou rejetée par le gouvernement fédéral, la Corporation récupère la commission pendant l'année où cela se produit.

	2006 (000 $)	2005 (000 $)
Solde au début de l'exercice	9 073	2 169
Commissions versées	9 036	9 493
Commissions récupérées	(9)	(9)
Amortissement	(4 385)	(2 580)
Solde à la fin de l'exercice	13 715	9 073

Durant l'exercice, il a été récupéré un total de 14 183 $ (2005-15 396 $)de commissions, dont 5 673 $ (2005-6 158 $) avaient été auparavant amortis pour être passés en charges, laissant un solde non amorti de 8 510 $ (2005-9 238 $) en commissions reportées récupérées.

ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION

Notes afférentes aux états financiers
31 mars 2006

6. CHARGES

Le soutien administratif, de même que les locaux, les services financiers et juridiques ainsi que les ressources humaines sont fournis gracieusement par le ministère du Développement économique et du Commerce.

Hilborn Ellis Grant S.R.L.
Comptables agréés

Rapport des vérificateurs

Aux administrateurs de
Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure /
Ontario Infrastructure Projects Corporation («Infrastructure Ontario»)
et au Ministre des Finances

Nous avons vérifié le bilan **de Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure/Ontario Infrastructure Projects Corporation («Infrastructure Ontario»)** au 31 mars 2006 et l'état des résultats et des bénéfices non répartis de l'exercice écoulé de la date de constitution, le 7 novembre 2005, au 31 mars 2006. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Hilborn Ellis Grant LLP

Toronto (Ontario)
Le 19 mai 2006

Comptables agréés

[illegible]

SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION/ («INFRASTRUCTURE ONTARIO»)

Bilan *(en milliers de dollars)*

31 mars 2006

	$
ACTIF	
Actif à court terme	
Encaisse	4 500
TPS et intérêts à recevoir	384
Somme à recevoir du ministère du Renouvellement de l'Infrastructure Publique *(note 2)*	1 132
Somme à recevoir du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (note 3)	591
Charges payées d'avance	30
	6 637
Immobilisations *(note 4)*	91
	6 728
PASSIF	
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer *(note 5)*	6 728
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	-
	6 728

Approuvé au nom du Conseil

. administrateur

. administrateur

SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION/ («INFRASTRUCTURE ONTARIO»)

Résultats et bénéfices non répartis *(en milliers de dollars)*

Exercice écoulé de la date de constitution, le 7 novembre 2005, au 31 mars 2006

	$
Produits	
Ministère du Renouvellement de l'Infrastructure Publique	8 270
Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse	591
Intérêts	12
	8 873
Charges	
Coûts des services conseils en matière de projets *(note 10)*	6 423
Salaires et charges sociales *(note 5)*	1 412
Services professionnels et conseils	700
Locaux	94
Frais de bureau et généraux	146
Services de technologie de l'information	18
Communications	68
Déplacements	12
	8 873
Résultat des activités, bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	-

SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION/ («INFRASTRUCTURE ONTARIO»)

Notes complémentaires

(Les montants dans le tableau sont en $)

31 mars 2006

Historique

Le 7 novembre 2005, le gouvernement a mis sur pied la Societe Ontarienne de Travaux d'Infrastructure Ontario Infrastructure Projects Corporation («Infrastructure Ontario») pour l'implementation de grands projets d'infrastructure de l'Ontario utilisant divers modes de financement et d'approvisionnement (DMFA).

Infrastructure Ontario, qui est un organisme d'État constitué en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), fait rapport au ministre du Renouvellement de l'Infrastructure Publique et son conseil d'administration et son chef de la direction sont nommés par le Lieutenant gouverneur en conseil. Les membres du conseil d'Infrastructure Ontario siègent également au conseil d'administration de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique («OSIFA»).

En vertu d'une convention unanime des actionnaires et d'un protocole d'entente entre la Societe et le ministre du Renouvellement de l'Infrastructure Publique, les objectifs d'Infrastructure Ontario sont définis en ces termes :

- fournir de maniere efficiente et rapide des services de gestion de projets et de contrats dans le cadre de grands projets complexes d'infrastructure identifiés dans le plan d'infrastructure pluriannuel du gouvernement de l'Ontario comme des projets DMFA, définis par l'actionnaire, représenté par le ministere du Renouvellement de l'Infrastructure Publique;
- sur demande, fournir des conseils de nature financière et opérationnelle à l'égard des actifs ou des intérêts du gouvernement et effectuer des opérations portant sur ces actifs ou ces intérêts;
- se livrer aux autres activités précisées par l'actionnaire.

À titre de societe d'État, Infrastructure Ontario est exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

1. **Principales conventions comptables**

Méthodes comptables

Les présents états financiers sont établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), recommandés dans le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public et, lorsqu'il y a lieu, dans le Manuel de l'ICCA destiné aux sociétés du secteur privé canadien.

Incertitude relative à la mesure

L'établissement des états financiers en conformité avec les PCGR canadiens oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et les montants des produits et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice. Les montants réels pourront différer de ces estimations.

SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION/ («INFRASTRUCTURE ONTARIO»)

Notes complémentaires (suite)

(Les montants dans le tableau sont en K$)

31 mars 2006

1 **Principales conventions comptables** (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs à compter de l'exercice au cours duquel ils sont acquis, une dotation correspondant à une demi-année étant calculée dans l'année de l'acquisition et dans l'année de la cession. La durée de vie utile estimative des actifs est la suivante :

Matériel et logiciels informatiques 3 ans

2 **Somme à recevoir du ministère du Renouvellement de l'Infrastructure Publique**

La somme à recevoir du ministère du Renouvellement de l'Infrastructure Publique porte sur des dépenses engagées au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, lesquelles sont entièrement recouvrables du Ministère en vertu d'une instruction du Ministre.

3 **Somme à recevoir du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse**

La somme à recevoir du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse porte sur des dépenses engagées pour l'un des projets d'infrastructure.

4 **Immobilisations**

	Coût $	Amortissement cumulé $	Net $
Matériel informatique	109	18	91

5 **Opérations entre apparentés**

Est comprise dans les Créditeurs et charges à payer une somme de 1 732 440 $ due à la Société immobilière de l'Ontario (une société d'État) pour des coûts de projet assumés par Infrastructure Ontario.

La société a engagé des coûts d'environ 506 000 $ et 64 500 $ pour des salaires et charges sociales payés respectivement à la Société immobilière de l'Ontario et à Infrastructure Ontario.

SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION/ («INFRASTRUCTURE ONTARIO»)

Notes complémentaires (suite)

(Les montants dans le tableau sont en K$)

31 mars 2006

6. Instruments financiers

Les instruments financiers de la société comprennent l'encaisse, les sommes à recevoir du ministère du Renouvellement de l'Infrastructure Publique et du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse ainsi que les comptes créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de ces instruments se compare à leur juste valeur en raison de leur caractère à court terme. La direction est d'avis que la société n'est pas exposée à d'importants risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit.

7. Éventualités

Dans le cours normal des affaires et l'exercice de ses activités, Infrastructure Ontario peut être exposée à diverses poursuites judiciaires. Au 31 mars 2006, Infrastructure Ontario n'était au courant d'aucune telle poursuite qui serait en cours.

8. Dépendance économique

Infrastructure Ontario dépend de la province d'Ontario pour ce qui est de l'obtention de fonds couvrant ses coûts de fonctionnement et le financement de ses coûts de projet jusqu'à leur recouvrement. Compte tenu du soutien de la province sous la forme d'un engagement pluriannuel à l'égard des projets d'infrastructure publique, Infrastructure Ontario est considérée comme une entité pérenne.

9. État des flux de trésorerie

On ne présente pas d'état des flux de trésorerie parce que l'information qu'on y donnerait ressort clairement des états financiers présentés.

10. Événement postérieur à la clôture

La loi de 2006 sur les mesures budgétaires, qui donne effet à la Loi de 2006 sur la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, a reçu la sanction royale le 18 mai 2006. En vertu de cette loi, la Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure Ontario Infrastructure Projects Corporation («Infrastructure Ontario») et l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique («OSIFA») doivent être fusionnés et continués comme une société sans capital-actions sous la dénomination de Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure («Infrastructure Ontario»). Des états financiers distincts ont été établis pour OSIFA pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 et sont disponibles sur WWW.OSIFA.ORG.

Ces états financiers indiquent que les charges de 2005-2006 d'Infrastructure Ontario sont entièrement recouvrables directement de la province d'Ontario. À compter du 1er avril 2006, tous les coûts de projets DMFA sont recouvrables des projets individuels, lesquels sont financés par les ministères et les intérêts locaux concernés, en général lorsque le projet est presque achevé.

Fiducies et autres états financiers

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Caisse de retraite des juges provinciaux

Opinion du vérificateur

À l'attention de la Commission de retraite des juges provinciaux
et du ministre des Finances

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges provinciaux pour l'exercice clos le 31 mars 2006. Comme décrit à la note 2, les états financiers ont été préparés en conformité avec l'article 34 du Règlement de l'Ontario 67/92 pris en application de la Loi sur les tribunaux judiciaires. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon la convention comptable décrite à la note 2 afférente à l'état financier.

Cet état financier, qui n'a pas été, et ne devait pas l'être, préparé conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, est publié uniquement à titre d'information et à l'attention de la Commission de retraite des juges provinciaux et du ministre des Finances, aux fins de l'exécution de leurs obligations fiduciaires en vertu du règlement 67/92 pris en application de la Loi sur les tribunaux judiciaires. Il n'est pas prévu, et il ne devrait pas l'être, que cet état financier soit destiné à des personnes autres que les utilisateurs indiqués ou à toute autre fin.

Toronto, Ontario
Le 5 mai 2006

Gary R. Peall, CA
Vérificateur général adjoint

Caisse de retraite des juges provinciaux

État de l'évolution du solde de la caisse
Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	2006 $	2005 $
Dépôts		
Cotisations		
Participants	3 748	4 625
Province de l'Ontario (note n° 4)	20 791	30 347
Intérêts créditeurs	31 639	30 132
	56 178	65 104
Paiements		
Prestations de retraite et allocations aux survivants	20 007	23 124
Remboursement de cotisations	251	—
	20 258	23 124
Augmentation nette de la caisse	35 920	41 980
Solde en dépôt auprès du ministre des Finances		
Au début de l'exercice	393 064	351 084
À la fin de l'exercice	428 984	393 064

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom de la Commission :

Approved on behalf of the Board

Président

Caisse de retraite des juges provinciaux

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 2006

1. Description de la caisse

La Caisse de retraite des juges provinciaux (la Caisse) est gérée par la Commission de retraite des juges provinciaux désignée par le Règlement de l'Ontario 67/92, dans sa version modifiée, pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. La brève description de la Caisse qui suit ne donne que des renseignements généraux. Pour des renseignements complets, veuillez consulter le Règlement.

(A) DESCRIPTION GÉNÉRALE

La Caisse a pour objet de verser des prestations de retraite aux juges provinciaux et protonotaires retraités qui participent au régime ou des allocations aux survivants pour les personnes à leur charge.

(B) POLITIQUE DE CAPITALISATION

Les participants contribuent à raison de 7 % de leur salaire jusqu'au moment où ils satisfont aux exigences de service de base ou qu'ils atteignent l'âge de 70 ans, selon la première de ces éventualités.

La cotisation que doit verser la province est calculée par évaluation actuarielle, comme décrit à la note 4.

(C) PRESTATIONS DE RETRAITE

Les prestations de retraite sont fondées sur l'âge et le nombre d'années de service à temps plein au crédit du participant au moment où il cesse d'exercer ses fonctions et du salaire à temps plein des juges au plus haut rang judiciaire occupé par le participant pendant qu'il était en fonctions. Les participants ont droit à ces prestations durant toute la durée de leur vie.

(D) PENSIONS D'INVALIDITÉ

Les participants ayant atteint l'âge de 65 ans qui ont au minimum cinq années de service à temps plein et qui sont incapables d'exercer leurs fonctions en raison d'une lésion ou d'une maladie chronique ont droit à une rente complète.

(E) ALLOCATIONS AUX SURVIVANTS

Une allocation aux survivants correspondant à 60 % des prestations de retraite est versée au conjoint sa vie durant ou aux enfants qui satisfont aux critères d'âge, de garde, de scolarisation ou d'invalidité définis à l'article 22 du Règlement.

(F) REMBOURSEMENT EN CAS DE DÉCÈS

En cas de décès, un remboursement est payable au représentant successoral du participant si personne n'a droit à une allocation aux survivants. Le montant du remboursement est égal aux cotisations du participant à la Caisse majorées des intérêts, déduction faite des prestations déjà payées.

Caisse de retraite des juges provinciaux

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 2006

(G) REMBOURSEMENT DES RETRAITS

S'il interrompt ses états de service pour une raison autre que le décès, le participant qui n'est pas admissible à des prestations de retraite a le droit de recevoir un remboursement de ses contributions à la Caisse majorées des intérêts.

1. Description de la caisse (suite)

(H) INTÉRÊTS CRÉDITEURS

Les intérêts sont appliqués comme suit au crédit de la Caisse sur la base du calcul prévu par décret :

- au solde d'ouverture en fonction du taux d'intérêt moyen pondéré applicable aux titres à 25 ans émis ou garantis par la province de l'Ontario depuis l'établissement de la Caisse (8,24 % sur le solde au 1er avril 2005);
- à l'excédent mensuel des cotisations reçues sur les prestations versées au cours de l'exercice, au taux sur 25 ans estimé pour l'exercice, les données réelles étant rajustées l'année suivante.

(I) STATUT DE LA CAISSE

La Caisse n'est pas soumise aux exigences de rapport imposées dans la *Loi sur les régimes de retraite* et ses règlements. Elle a toutefois le statut de régime de retraite enregistré aux fins de l'impôt sur le revenu.

(J) INDEXATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont rajustées chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des salaires pour l'ensemble des activités économiques du Canada publié par Statistique Canada, sous réserve d'un plafond de 7 % pour une année donnée.

(K) PROCHAINS CHANGEMENTS TOUCHANT LA CAISSE

La *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)* limite les prestations de retraite payables par la Caisse pour les années de service postérieures à 1991. Le Cabinet a approuvé le fait que les prestations dépassant la limite imposée par la *Loi de l'impôt sur le revenu* soient fournies par le biais d'un compte supplémentaire distinct dans le Trésor.

Les modalités de la Caisse sont en cours de révision afin de les rendre conformes aux exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et un décret sera nécessaire pour ouvrir le compte supplémentaire. L'Agence du revenu du Canada est au courant du statut du compte supplémentaire. À ce jour, la Caisse a versé environ 36 621 404 $ qui auraient dû être versés par le compte supplémentaire. Une fois le compte ouvert, il faudra procéder à un rapprochement entre ce compte et la Caisse, qui sont tous deux détenus par le Trésor de la province de l'Ontario.

Caisse de retraite des juges provinciaux

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 2006

2. Convention comptable importante

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, car l'article 34 du Règlement de l'Ontario 67/92 pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, stipule que la Caisse doit consister en des contributions et des sommes d'argent versées, transférées ou créditées à la Caisse, moins les montants payés.

3. Frais d'administration

Les frais d'administration sont payés par la province de l'Ontario.

4. Passif au titre des prestations futures

La province est responsable de la dette non provisionnée de la Caisse de retraite des juges provinciaux et rembourse cette dette par des montants recommandés par les évaluations actuarielles périodiques de la Caisse.

La plus récente évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 2003, a été publiée en août 2004. Selon cette évaluation, la valeur actualisée des cotisations futures exigibles du gouvernement au titre du passif non capitalisé était de 211 524 000 $ et la province devrait cotiser 37,6 % de la masse salariale des juges actifs jusqu'à la prochaine évaluation. La province a versé 20 791 000 $ pour chaque année comprise entre le 1er avril 2003 et le 31 mars 2006. Au cours de l'exercice 2005, le gouvernement a également versé un supplément de 9 556 000 $ en augmentations de salaire avec effet rétroactif sur une période de trois ans se terminant le 31 mars 2004, comme l'avait recommandé le 5e rapport triennal de la Commission de rémunération des juges provinciaux.

Une nouvelle évaluation actuarielle de la Caisse, calculée selon les données de la Caisse au 31 mars 2006, est actuellement en cours. A new actuarial valuation is currently being undertaken based on plan data as at March 31, 2006.

ÉTATS FINANCIERS

Responsabilité à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, appliqués d'une manière uniforme. Ces états financiers incluent des montants fondés sur les estimations et les jugements les plus probables de la direction. Toute information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle qui paraît dans les états financiers.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et a mis en place des systèmes de contrôle interne pour obtenir un degré raisonnable de certitude que l'actif est adéquatement comptabilisé et protégé contre les risques de perte. Le conseil d'administration a constitué un comité de vérification et des finances pour veiller à ce que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent. Le comité de vérification et des finances rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs internes et externes pour s'assurer qu'ils assument leurs responsabilités comme il se doit en ce qui a trait à la présentation des états financiers, aux éléments d'information à fournir, à la divulgation et aux recommandations sur le contrôle interne.

La Direction de la vérification interne procède à des vérifications pour s'assurer que les contrôles, pratiques et méthodes internes de la CSPAAT sont appropriés et uniformes.

Rôle de l'actuaire

En ce qui a trait à la préparation des états financiers, la direction prépare une évaluation, y compris la sélection des hypothèses appropriées, de la dette au titre de l'indemnisation future de la CSPAAT à la date du bilan. En ce qui concerne la préparation des états financiers, Eckler Partners Ltd. détermine l'évaluation de la dette au titre de l'indemnisation future et fournit une opinion au conseil d'administration sur la pertinence de la dette au titre de l'indemnisation future constatée par la direction de la CSPAAT à la date du bilan. La formulation d'une telle opinion nécessite notamment un examen de la suffisance et de la fiabilité des données ainsi qu'un examen du processus d'évaluation utilisé par la direction. Il incombe à l'actuaire indépendant de déterminer si les hypothèses et les méthodes utilisées dans l'évaluation de la dette au titre de l'indemnisation future sont conformes aux pratiques actuarielles reconnues, aux lois pertinentes et aux directives et règlements qui y sont associés. Lorsqu'il procède à l'examen de la dette au titre de l'indemnisation future qu'a déterminée la direction, qui est de par sa nature même intrinsèquement variable, l'actuaire pose des hypothèses concernant les taux de mortalité et d'intérêt futurs, les frais, les tendances connexes ainsi que les autres éventualités, en tenant compte des circonstances propres à la CSPAAT. Il va de soi que la dette au titre de l'indemnisation future n'évoluera pas exactement comme prévu et pourrait, en fait, s'écarter considérablement des prévisions. De plus, les prévisions ne comportent aucune provision pour les nouvelles catégories de demandes de prestations qui ne sont pas suffisamment prises en compte dans la base de données relative aux demandes de prestations.

La direction est responsable de l'exactitude et de l'intégralité des données sous-jacentes utilisées dans l'évaluation. Le rapport de l'actuaire décrit l'étendue de l'examen et exposé l'opinion à cet égard.

Rôle des vérificateurs externes

Les vérificateurs externes, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. sous la direction du vérificateur provincial, ont effectué une vérification indépendante et objective des états financiers de la CSPAAT conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Lorsqu'ils effectuent leur vérification, les vérificateurs externes se servent du travail effectué par l'actuaire indépendant et de son rapport portant sur la dette au titre de l'indemnisation future.

ÉTATS FINANCIERS

de la CSPAAT. Les vérificateurs externes ont un accès complet et sans restriction au conseil d'administration et au comité de vérification et des finances pour discuter de questions de vérification et d'information financière et des constatations connexes. Le rapport des vérificateurs externes expose l'étendue de leur vérification, de même que leur opinion sur les états financiers de la CSPAAT.

Jill Hutcheon
Présidente et présidente intérimaire du conseil

Malen Ng
Chef des finances

Le 10 mars 2006

Rapport des vérificateurs

À la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, au ministre du Travail et au vérificateur provincial

Conformément à la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, qui prescrit que les comptes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) soient vérifiés par le vérificateur provincial ou sous sa direction par un vérificateur nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil à cette fin, nous avons vérifié le bilan consolidé de la CSPAAT au 31 décembre 2005, et les états consolidés des résultats de fonctionnement, de l'évolution de la dette non provisionnée, du résultat étendu (perte) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la CSPAAT. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la CSPAAT au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de son fonctionnement et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG LLP

ÉTATS FINANCIERS

BILAN CONSOLIDÉ
aux 31 décembre

(en millions de dollars)	2005	2004
Actif		
Encaisse et quasi espèces	53 $	154 $
Sommes à recevoir	764	748
Placements (note 3)	12 827	11 961
Caisse pour perte de revenu de retraite (note 4)	735	620
Biens, équipement et autres éléments d'actif (note 5)	168	160
	14 547 $	**13 643 $**
Passif		
Sommes à payer	592 $	569 $
Emprunt hypothécaire (note 6)	70	71
Caisse pour perte de revenu de retraite (note 4)	735	620
Régimes d'avantages sociaux des employés (note 7)	410	393
Dette au titre de l'indemnisation future (note 8)	19 250	18 410
	21 057	**20 063**
Dette non provisionnée (note 9)		
Excédent cumulé des dépenses par rapport aux revenus	(8 229)	(7 735)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1 719	1 315
	(6 510)	**(6 420)**
	14 547 $	**13 643 $**

Engagements et éventualités (note 12)

Au nom du conseil d'administration,

Jill Hutcheon, présidente intérimaire du conseil
Administratrice

Jim O'Neil
Administrateur

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars)	2005	2004
Revenu brut	**4 014 $**	**3 660 $**
Activités de fonctionnement courant		
Revenus		
Primes provenant de l'exercice considéré	2 256 $	2 124 $
Placements (note 3)	819	470
Autre revenu	3	49
	3 078	**2 643**
Dépenses		
Coûts d'indemnisation (note 8)	4 037	4 051
Caisse pour perte de revenu de retraite (note 4)	66	60
Frais administratifs et autres frais (note 10)	203	204
Obligations et engagements sanctionnés par la loi (note 11)	200	188
	4 506	**4 503**
Excédent des dépenses par rapport aux revenus de fonctionnement courant	(1 428)	(1 860)
Primes pour dette non provisionnée	934	1 017
Excédent des dépenses par rapport aux revenus	**(494) $**	**(843) $**

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NON PROVISIONNÉE
Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars)	2005	2004
Excédent cumulé des dépenses par rapport aux revenus		
Solde au début de l'exercice	(7 735) $	(6 892) $
Excédent des dépenses par rapport aux revenus	(494)	(843)
Solde à la fin de l'exercice	**(8 229)**	**(7 735)**
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de l'exercice	1 315	845
Gains non réalisés sur les placements, déduction faite des montants réalisés	404	470
Solde à la fin de l'exercice	**1 719**	**1 315**
Dette non provisionnée, à la fin de l'exercice	**(6 510) $**	**(6 420) $**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU (PERTE)

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars)	2005	2004
Excédent des dépenses par rapport aux revenus	(494) $	(843) $
Autres éléments du résultat étendu		
Gains nets non réalisés sur les actifs financiers susceptibles de vente survenant au cours de l'exercice	865	606
Gains réalisés comptabilisés dans le revenu	(461)	(136)
Gains non réalisés sur les placements, déduction faite des montants réalisés	404	470
Résultat étendu (perte)	**(90) $**	**(373) $**

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars)	2005	2004
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Provenance de l'encaisse :		
Primes provenant de l'exercice considéré	2 264 $	2 073 $
Primes pour dette non provisionnée	931	989
Revenu de placements	343	367
	3 538	3 429
Affectation de l'encaisse :		
Requérants, survivants et fournisseurs de soins	(2 905)	(2 797)
Caisse pour perte de revenu de retraite	(66)	(60)
Employés et fournisseurs de biens et de services administratifs	(465)	(436)
Obligations et engagements sanctionnés par la loi	(202)	(218)
	(3 638)	(3 511)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de fonctionnement	**(100)**	**(82)**
Flux de trésorerie liés aux activités de placement		
Vente de placements	13 560	17 832
Achat de placements	(13 561)	(18 048)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de placement	**(1)**	**(216)**
Diminution de l'encaisse et des quasi-espèces	**(101)**	**(298)**
Encaisse et quasi-espèces, au début de l'exercice	154	452
Encaisse et quasi-espèces, à la fin de l'exercice	53 $	154 $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS FINANCIERS

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le 31 décembre 2005

1. Nature du fonctionnement

La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) est une société constituée en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario en 1914. La CSPAAT est chargée de l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*. Elle préconise la prévention des lésions et des maladies professionnelles dans les lieux de travail de l'Ontario et verse des prestations d'assurance aux travailleurs qui ont subi une lésion survenue du fait et au cours de leur emploi ou qui ont contracté une maladie professionnelle. La CSPAAT fournit également des prestations d'assurance aux survivants des travailleurs décédés par suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelles et facilite le retour au travail rapide et sécuritaire des travailleurs blessés.

Les employeurs protégés par la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* sont répartis en deux groupes : les employeurs de l'annexe 1 et les employeurs de l'annexe 2. Les employeurs de l'annexe 1 sont assurés en vertu d'un régime de « responsabilité collective » et sont tenus de contribuer à la caisse d'assurance de la CSPAAT. Les employeurs de l'annexe 2 sont « autoassurés » et sont individuellement responsables des coûts intégraux des demandes de prestations de leurs travailleurs. La CSPAAT verse des prestations d'assurance aux travailleurs de l'annexe 2 pour le compte des employeurs autoassurés, et ceux-ci lui remboursent les coûts des demandes de prestations, y compris les frais administratifs et les coûts liés aux activités de prévention de la CSPAAT.

La CSPAAT veille également à l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* du gouvernement fédéral. Aux termes d'une entente conclue avec Développement des ressources humaines Canada, le gouvernement fédéral est considéré comme un employeur de l'annexe 2.

Le revenu de la CSPAAT provient des primes qu'elle perçoit auprès de tous les employeurs de l'annexe 1 qui sont couverts aux termes de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*. Elle tire également des revenus d'un portefeuille de placements diversifié qu'elle maintient pour respecter ses obligations futures en ce qui a trait aux demandes de prestations en cours. Les remboursements faits par les employeurs de l'annexe 2 contribuent également à accroître les revenus de la CSPAAT.

La CSPAAT ne reçoit ni financement ni appui financier du gouvernement. Les états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation puisque la direction prévoit éliminer la dette non provisionnée sur une durée de plusieurs années et a préparé des prévisions, ce qui indique que les obligations peuvent être satisfaites au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de l'annexe 1 et de l'annexe 2 de la CSPAAT et ses filiales. Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ces principes exigent que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont des effets sur l'actif et le passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que sur les revenus et les dépenses déclarés au cours de l'exercice. Il se peut que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous :

Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces sont des fonds qui consistent en des espèces et en des instruments du marché monétaire venant initialement à échéance dans une période allant jusqu'à trois mois.

Placements

Au 1er janvier 2004, la CSPAAT a adopté les nouvelles normes comptables de l'ICCA, nommément « instruments financiers – comptabilisation et évaluation » (chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*) et « *résultat étendu* » (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*).

Les placements sont constitués de valeurs mobilières à court terme, d'obligations et de titres de participation et sont classés comme des titres de transaction ou des titres susceptibles de vente, conformément à l'intention de la direction. Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction. La CSPAAT a désigné la totalité de ses placements en tant que titres susceptibles de vente, sauf les instruments dérivés, qui sont classés en tant que titres de transaction.

Les titres susceptibles de vente comprennent les titres qui peuvent être vendus en réaction aux fluctuations des taux d'intérêt, aux changements du risque de change, aux modifications des sources de financement ou par anticipation de ceux-ci, ou pour satisfaire les besoins de liquidités. Les titres susceptibles de vente sont maintenant comptabilisés à leur juste valeur estimative. Les gains et pertes réalisés sont comptabilisés sous le poste du revenu de placements dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les gains et pertes non réalisés su les titres susceptibles de vente sont comptabilisés sous le poste des autres éléments du reven étendu jusqu'à ce qu'ils soient réalisés.

Les titres susceptibles de vente sont évalués régulièrement afin de déterminer s'il existe une moins-value durable. Les réductions de valeur qui reflètent une moins-value durable sont comptabilisées sous le poste du revenu de placements.

Les titres de transaction, qui sont achetés pour être vendus à court terme, sont comptabilisés leur juste valeur estimative. Les gains et pertes réalisés et non réalisés sont comptabilisés sous le poste du revenu de placements au fur et à mesure qu'ils surviennent.

La CSPAAT est partie à des opérations de change à terme qui sont désignées comme des titres de transaction et comptabilisées à leur juste valeur. Les fluctuations de la juste valeur dans les contrats de change sont comptabilisées dans les résultats dans l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des placements est la valeur à la cote établie à la fin de l'exercice. Lorsque la valeur à la cote n'est pas disponible, une juste valeur estimative est établie en fonction du rendement et des valeurs de titres négociables comparables.

L'encaisse et les quasi-espèces libellées en devises sont converties en dollars canadiens au tau de change en vigueur à la date du bilan.

Le coût des valeurs mobilières à court terme, des bons du Trésor et des dépôts à terme venan à échéance dans une période allant jusqu'à un an, plus le revenu tiré des intérêts courus, correspond approximativement à la juste valeur de ces instruments.

La juste valeur des obligations et des titres de participation libellés en devises est convertie e dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

ÉTATS FINANCIERS

Les placements du fonds commun sont évalués au prix unitaire fourni par le gestionnaire du fonds commun. Ce prix représente la quote-part revenant à la CSPAAT de l'actif net sous-jacent à sa juste valeur établie en fonction des cours de clôture.

Conversion des comptes établis en devises

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change courant à la date du bilan. Les revenus et dépenses sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans les résultats. Les gains et pertes de change non réalisés sont comptabilisés sous le poste des autres éléments du résultat étendu.

Juste valeur des autres éléments d'actif et de passif financiers

La valeur comptable des sommes à recevoir et à payer correspond approximativement à leur juste valeur, étant donné qu'il s'agit d'instruments à court terme.

Caisse pour perte de revenu de retraite

La caisse pour perte de revenu de retraite est investie dans des valeurs mobilières à court terme, des obligations, des titres de participation et un fonds commun. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur estimative. Les fluctuations de la juste valeur sont comptabilisées dans le revenu de placements de la caisse pour perte de revenu de retraite durant l'exercice au cours duquel ces fluctuations se produisent.

Biens, équipement et autres éléments d'actif

Les biens, équipement et autres éléments d'actif sont inscrits au coût. Le coût des bâtiments comprend les frais d'aménagement et de financement et les autres coûts capitalisés avant le jour où ils deviennent complètement opérationnels. À ce moment-là, l'amortissement commence. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de sorte à passer en charges le coût des immobilisations sur leur durée d'utilisation estimative, qui est de 20 ans pour les bâtiments, cinq ans pour le matériel de bureau, trois ans pour le matériel informatique, et la durée du contrat de location ou dix ans pour les améliorations locatives.

Primes

Chaque année, le conseil d'administration approuve les taux de prime préliminaires et définitifs. Les taux de prime préliminaires sont rajustés tous les ans en fonction des hypothèses économiques et actuarielles en cours et sont utilisés pour solliciter la rétroaction des intervenants dans l'établissement des taux de prime définitifs. Les taux de prime sont établis pour couvrir la totalité des demandes de prestations prévues et des frais d'exploitation pour l'année de lésion suivante. Pour stabiliser les taux de prime, certaines règles ont été établies afin de régulariser le montant d'augmentation et d'atténuer tous changements excessifs d'une année à l'autre. Les taux de prime comprennent une composante qui est affectée à la réduction de la dette non provisionnée. La CSPAAT peut également imposer une prime spéciale s'il lui paraît opportun de le faire. Avant le début de l'année, les employeurs de l'annexe 1 sont informés de leurs taux de prime définitifs à verser pour l'année de lésion suivante. Le revenu provenant des primes est déterminé par l'affectation des taux de prime aux masses salariales assurables des employeurs de l'annexe 1.

Les employeurs de l'annexe 2 sont individuellement responsables du paiement de la totalité des prestations d'assurance et des frais administratifs liés aux demandes de prestations de leurs travailleurs. Les remboursements des prestations versées et des frais administratifs sont constatés dans leur évaluation de prime.

Dette au titre de l'indemnisation future

La dette au titre de l'indemnisation future est déterminée annuellement au moyen d'une évaluation actuarielle qui permet d'estimer la valeur actualisée des paiements futurs relatifs à la perte de gains, à la réintégration au marché du travail, à l'indemnisation pour invalidité de courte et de longue durée, aux soins de santé, aux prestations de survivant, aux prestations de retraite et aux frais administratifs liés aux demandes de prestations. Elle représente une provision pour les paiements d'indemnisation futurs et les frais administratifs futurs liés aux

demandes de prestations présentées le 31 décembre ou avant cette date. La valeur de cette provision a été déterminée en estimant les paiements d'indemnisation futurs conformément aux pratiques d'indemnisation en vigueur au 31 décembre et aux lois pertinentes.

La dette au titre de l'indemnisation future ne comprend aucune provision pour le paiement des demandes de prestations se rapportant à l'annexe 2. Les coûts liés à ces demandes ne sont pas considérés comme relevant de la CSPAAT, puisqu'ils constituent une obligation des employeurs de l'annexe 2.

La dette au titre de l'indemnisation future ne comprend aucune provision pour les demandes de prestations futures reliées aux maladies professionnelles ou pour les lésions et maladies qui ne sont pas actuellement considérées comme étant reliées au travail.

Régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux

La CSPAAT offre un certain nombre de régimes d'avantages sociaux qui fournissent des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent un régime de pension prévu par la loi, un régime de retraite complémentaire ainsi que des programmes d'avantages postérieurs au départ à la retraite, notamment les soins de santé, les soins dentaires et l'assurance vie.

La CSPAAT finance ses régimes de pension prévus par la loi et ses régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite annuellement, en fonction des montants déterminés de façon actuarielle pour acquitter les prestations auxquelles les employés ont droit aux termes des règlements en matière de pensions et des politiques relatives aux régimes d'avantages sociaux actuellement en vigueur. Ces régimes de pension fournissent des prestations fondées sur les années de service et les gains moyens à la retraite.

Les évaluations actuarielles sont effectuées tous les ans afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées, en fonction des projections des niveaux de rémunération des employés jusqu'au moment de la retraite. Les placements détenus dans les caisses de retraite comportent principalement des titres de participation, des obligations et des débentures. L'actif de la caisse de retraite est évalué à la juste valeur.

Les frais relatifs aux prestations de retraite, qui sont inclus dans les salaires et les charges sociales faisant partie des frais administratifs et autres frais (note 10), comprennent le coût des prestations de retraite pour les services de l'exercice considéré, les intérêts débiteurs sur les créances, le rendement prévu du capital investi sur la valeur axée sur la valeur marchande de l'actif du régime et l'amortissement des prestations au titre des coûts des services passés non comptabilisés, les gains ou pertes actuariels nets non comptabilisés et les éléments d'actif ou les obligations transitoires non comptabilisés. L'amortissement est imputé sur la durée moyenne de service prévue et restante des employés actifs couverts par le régime.

L'excédent cumulatif des cotisations à une caisse de retraite sur le montant comptabilisé en tant que dépenses est déclaré dans l'actif (passif) au titre des prestations constituées du bilan. L'excédent cumulatif des charges de retraite sur les cotisations à la caisse de retraite est comptabilisé dans les obligations des régimes d'avantages sociaux. Les obligations découlant des programmes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont également déclarées dans les obligations des régimes d'avantages sociaux.

Le montant intégral des gains ou pertes découlant de la modification des obligations relatives aux accidents du travail est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel les gains ou pertes surviennent et constaté dans autres régimes d'avantages sociaux (note 7).

Les autres charges au titre du régime à cotisations déterminées sont comptabilisées dans le revenu pour les services rendus par les employés durant l'année considérée.

ÉTATS FINANCIERS

3. Placements et revenu de placements

La valeur des placements est répartie par catégorie comme suit :

(en millions de dollars)	2005	2004
	Juste valeur	Juste valeur
Titres de transaction		
Contrats de change	(2) $	(1) $
Susceptibles de vente		
Valeurs mobilières à revenu fixe		
Obligations	3 637	3 413
Titres de participation		
Canadiens	2 974	2 765
Étrangers – États-Unis	3 129	2 877
– Mondiaux	2 550	2 437
Biens immobiliers	539	470
	9 192	8 549
	12 829	11 962
Total des placements	**12 827 $**	**11 961 $**

Le revenu de placements à recevoir de 57 millions de dollars (51 millions de dollars en 2004) est compris dans les éléments présentés ci-dessus.

Risque de change

Le risque de change est le risque de perte attribuable aux mouvements défavorables du cours des devises par rapport au dollar canadien. À l'occasion, la CSPAAT utilise des contrats de change pour couvrir le risque de change. Les contrats de change sont des ententes visant à changer une quantité d'une devise contre une autre à une date ultérieure et à un prix établi, convenu au moment du contrat. La juste valeur de ces instruments financiers pourrait varier en fonction des changements de variables sous-jacentes touchant les contrats, tels les fluctuations des taux de change de la devise faisant l'objet des contrats.

Les montants nominaux de référence des contrats de change sont les montants contractuels à partir desquels les paiements sont faits. Ces montants nominaux de référence ont été convertis en dollars canadiens au taux de change contractuel en vigueur au moment de la prise d'effet des contrats. Les contrats en vigueur en 2005 viennent à échéance au cours des trois premiers mois de 2006.

Au 31 décembre 2005, la valeur nominale des contrats de change en vigueur était de 283 millions de dollars (301 millions de dollars en 2004). Les contrats en vigueur qui affichaient une position favorable avaient une juste valeur de un million de dollars (un million de dollars en 2004) et ceux qui affichaient une position défavorable avaient une juste valeur négative de trois millions de dollars (valeur négative de deux millions de dollars en 2004). Les pertes non réalisées de deux millions de dollars sur les contrats de change en attente ont été comptabilisées dans le revenu de placements.

La juste valeur du portefeuille de placements comprend 5 680 millions de dollars (5 313 millions de dollars en 2004) de valeurs libellées en devises. Les principaux avoirs sont les suivants : 55 % (54 % en 2004) en dollars américains, 16 % (17 % en 2004) en euros, 12 % (12 % en 2004) en livres sterling, 9 % (7 % en 2004) en yen japonais, 8 % (10 % en 2004) dans d'autres devises.

ÉTATS FINANCIERS

Obligations, selon l'échéance, aux 31 décembre :

(en millions de dollars)	2005					2004
	Échéance					
	Moins de 1 an	1 – 5 ans	5 – 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Total
Obligations d'État						
Juste valeur		1 104 $	662 $	766 $	2 532 $	2 397 $
Rendement (%)*		4,0	4,1	4,3	4,1	4,0
Obligations de sociétés						
Juste valeur	3 $	403 $	304 $	359 $	1 069 $	985 $
Rendement (%)*	3,3	4,1	4,5	5,0	4,5	4,5
Total						
Juste valeur	**3 $**	**1 507 $**	**966 $**	**1 125 $**	**3 601 $**	**3 382 $**
Rendement (%)*	**3,3**	**4,0**	**4,2**	**4,6**	**4,2**	**4,2**

*Le rendement moyen reflète le rendement à l'échéance et correspond au taux d'actualisation qui rend la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs de chaque obligation égale à sa juste valeur au 31 décembre.

Le revenu selon la catégorie de placements se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2005	2004
Valeurs mobilières à court terme	7 $	11 $
Obligations	196	177
Titres de participation et biens immobiliers	639	308
	842	496
Frais de placement	(23)	(26)
Revenu de placements, montant net	**819 $**	**470 $**

Le revenu tiré des obligations comprend 37 millions de dollars (28 millions de dollars en 2004) de gains nets réalisés. Le revenu tiré des titres de participation et des biens immobiliers comprend 424 millions de dollars (108 millions de dollars en 2004) de gains nets réalisés.

Au cours de l'exercice, la somme de 102 millions de dollars (175 millions de dollars en 2004) a été évaluée en tant que moins-value durable et constatée dans le revenu de placements. Au 31 décembre 2005, les pertes restantes non réalisées sur les titres susceptibles de vente de 160 millions de dollars ne sont pas considérées comme une moins-value durable puisque la CSPAAT a l'intention et la capacité de les détenir pendant une période raisonnable jusqu'à la récupération de la juste valeur.

Prêts de valeurs mobilières

La CSPAAT tire un revenu additionnel en participant à un programme de prêts de valeurs mobilières. Les valeurs mobilières qu'elle détient sont prêtées à d'autres moyennant certains frais et sont assorties de garanties de haute qualité. La juste valeur de la garantie dépasse toujours celle des valeurs mobilières prêtées, et la garantie est évaluée à la valeur du marché chaque jour. Le programme est géré par un établissement financier canadien.

Au 31 décembre 2005, la juste valeur des titres prêtés s'élevait à 1 718 millions de dollars (1 516 millions de dollars en 2004). La garantie détenue à l'égard de ces valeurs mobilières était de 1 827 millions de dollars (1 618 millions de dollars en 2004).

ÉTATS FINANCIERS

4. Caisse pour perte de revenu de retraite

% des prestations pour perte de gains, pour ce qui est des accidents survenus après le 31 décembre 1997. Le travailleur blessé peut choisir de verser un montant additionnel correspondant à 5 % de chaque versement qu'il reçoit pour sa perte de gains. Ces fonds sont distincts de ceux du portefeuille de placements de la CSPAAT et sont investis dans le but de fournir des prestations de revenu de retraite aux travailleurs blessés.

La valeur comptable de la caisse au 31 décembre est la suivante :

(en millions de dollars)	2005	2004
Encaisse et quasi-espèces	47 $	31 $
Obligations	141	137
Titres de participation	207	157
Placements dans le fonds commun	340	295
	735 $	**620 $**

Les valeurs sous-jacentes dans le fonds commun comprennent des valeurs mobilières à revenu fixe évaluées à 89 millions de dollars (78 millions de dollars en 2004), les titres de participation évalués à 236 millions de dollars (209 millions de dollars en 2004) et les instruments du marché monétaire évalués à 15 millions de dollars (huit millions de dollars en 2004).

La variation de l'actif net est la suivante :

(en millions de dollars)	2005	2004
Montant mis en réserve aux termes de la *Loi*	66 $	60 $
Revenu de placements	76	53
Coûts d'indemnisation payés	(27)	(20)
Augmentation de l'actif net	115	93
Actif net, au début de l'exercice	620	527
Actif net, à la fin de l'exercice	**735 $**	**620 $**

ÉTATS FINANCIERS

5. Biens, équipement et autres éléments d'actif

(en millions de dollars)	2005		2004
	Coût	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Bâtiments et améliorations locatives	193 $	108 $	115
Équipement de bureau	111	2	2
Matériel informatique	128	14	14
	432	124	131
Autres éléments d'actif	44	44	29
	476 $	**168 $**	**160 $**

La charge d'amortissement en 2005 était de 18 millions de dollars (23 millions de dollars en 2004).

Par l'intermédiaire de sa filiale à 100 %, 799549 Ontario Inc., la CSPAAT détient une participation de 75 % dans le contrat de copropriété de son bureau central situé au 200, rue Front Ouest, à Toronto. La somme de 108 millions de dollars, qui représente la portion de la copropriété de la CSPAAT, est comptabilisée sous le poste des bâtiments et améliorations locatives.

Le 3 mai 2004, la CSPAAT a vendu le Centre de réadaptation de Downsview, ce qui comprend le bâtiment, les chemins et les terrains. La CSPAAT a constaté un gain sur la vente de 43 millions de dollars, lequel est comptabilisé dans autre revenu en 2004.

6. Emprunt hypothécaire

En 1993, la CSPAAT a contracté un emprunt hypothécaire à long terme afin de financer une partie de l'aménagement et de la construction de l'immeuble situé au 200, rue Front Ouest à Toronto (note 5). L'immeuble sert de garantie à cet emprunt, qui arrivera à échéance en 2015. Le taux d'intérêt a été fixé à 10,25 % par année, à un taux composé deux fois l'an.

La juste valeur de l'emprunt hypothécaire au 31 décembre 2005 était de 79 millions de dollars (76 millions de dollars en 2004), et la valeur comptable, de 70 millions de dollars, (71 millions de dollars en 2004). Les frais d'intérêts hypothécaires s'élevant à sept millions de dollars pour l'exercice ont été imputés aux coûts d'occupation (note 10) (sept millions de dollars en 2004).

7. Régimes d'avantages sociaux des employés

La CSPAAT maintient plusieurs régimes d'avantages sociaux pour les employés actuels et retraités admissibles. Le coût des régimes d'avantages sociaux des employés est comptabilisé au cours de la période visée au cours de laquelle les employés ont fourni le service.

Régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux

La CSPAAT maintient deux régimes de retraite pour ses employés et le personnel des associations pour la santé et sécurité au travail, soit le régime de retraite des employés de la CSPAAT et le régime de retraite complémentaire des employés de la CSPAAT.

Le régime de retraite des employés de la CSPAAT est un régime à prestations déterminées partiellement indexées, calculées en fonction du nombre d'années de service et des gains moyens durant les cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années. Le régime de retraite complémentaire des employés de la CSPAAT prévoit que les employés de la CSPAAT et des associations pour la santé et sécurité au travail dont les gains dépassent le sommet des gains établis pour les prestations de retraite déterminées maximales prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu* du gouvernement fédéral recevront des prestations de retraite fondées sur leurs gains totaux.

Les opérations de placement ainsi que les fonctions administratives et comptables liées à ces régimes de retraite sont administrées par la CSPAAT. Les obligations au titre des prestations constituées des régimes de retraite reflètent les estimations de la direction en ce qui a trait à l'indexation des salaires, au taux de rendement des placements, au taux de mortalité chez les membres, aux cessations d'emploi et à l'âge auquel les membres prendront leur retraite.

Au nombre des autres avantages sociaux offerts, il y a lieu de mentionner l'assurance médicale, l'assurance soins dentaires et l'assurance vie, les jours de congé annuel accumulés, la protection du revenu à court terme pour couvrir les périodes de maladie et autres absences ainsi que les frais liés aux prestations d'assurance fournies aux employés qui subissent une lésion au cours de l'emploi.

La date de mesure aux fins de la publication de l'information financière de l'actif du régime et de l'obligation au titre des prestations constituées est le 31 décembre 2005. L'évaluation actuarielle la plus récente et la suivante aux fins de provisionnement est le 31 décembre 2005 et 2006 respectivement.

Les renseignements sur les régimes de retraite à prestations déterminées et les autres régimes d'avantages sociaux de la CSPAAT, dans l'ensemble, sont les suivants :

(en millions de dollars)	Régime de retraite des employés		Régime de retraite complémentaire des employés		Autres régimes d'avantages sociaux		Total des régimes	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Obligation au titre des prestations constituées								
Début de l'exercice	**1 302,2 $**	**1 213,8 $**	**10,7 $**	**13,9 $**	**376,7 $**	**357,9 $**	**1 689,6 $**	**1 585,6 $**
Coût des services rendus au cours de l'exercice	35,3	39,7	0,1	0,5	11,6	5,2	47,0	45,4
Frais d'intérêts	81,9	76,3	0,7	0,9	23,6	21,3	106,2	98,5
Prestations versées	(45,2)	(42,8)	(0,4)	(0,5)	(15,1)	(13,5)	(60,7)	(56,8)
Cotisations des employés pour services passés	4,4	2,7	–	–	–	–	4,4	2,7
Cotisations des employés pour services rendus au cours de l'exercice	20,9	15,5	0,3	0,4	–	–	21,2	15,9
Coût des prestations au titre des services passés	–	4,6	–	(4,7)	4,4	0,8	4,4	0,7
Perte (gain) actuariel	207,8	(7,6)	1,1	0,2	68,6	5,0	277,5	(2,4)
Fin de l'exercice	**1 607,3**	**1 302,2**	**12,5**	**10,7**	**469,8**	**376,7**	**2 089,6**	**1 689,6**
Actif des régimes								
Juste valeur au début de l'exercice	**1 309,4**	**1 196,5**	**2,3**	**2,0**	**–**	**–**	**1 311,7**	**1 198,5**
Rendement réel de l'actif des régimes	158,3	111,6	–	–	–	–	158,3	111,6
Cotisations de l'employeur	26,7	25,9	0,2	0,4	15,1	13,5	42,0	39,8
Cotisations des employés pour services rendus au cours de l'exercice	20,9	15,5	0,3	0,4	–	–	21,2	15,9
Cotisations des employés pour services passés	4,4	2,7	–	–	–	–	4,4	2,7
Prestations versées	(45,2)	(42,8)	(0,4)	(0,5)	(15,1)	(13,5)	(60,7)	(56,8)
Juste valeur à la fin de l'exercice	**1 474,5**	**1 309,4**	**2,4**	**2,3**	**–**	**–**	**1 476,9**	**1 311,7**
Capitalisation								
Situation de capitalisation, excédent (déficit)	(132,8)	7,2	(10,1)	(8,4)	(469,8)	(376,7)	(612,7)	(377,9)
Perte nette actuarielle non amortie (gain net actuariel non amorti)	178,4	43,1	1,4	0,2	93,7	25,9	273,5	69,2
Coûts des services passés non amortis	17,0	18,5	(0,1)	(0,1)	6,6	2,9	23,5	21,3
Obligations transitoires non amorties	(94,3)	(106,1)	–	–	–	–	(94,3)	(106,1)
Passif au titre des prestations constituées	**(31,7)**	**(37,3)**	**(8,8)**	**(8,3)**	**(369,5)**	**(347,9)**	**(410,0)**	**(393,5)**
Obligations au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	1 607,3	1 302,2	12,5	10,7	469,8	376,7	2 089,6	1 689,6
Juste valeur de l'actif des régimes, à la fin de l'exercice	1 474,5	1 309,4	2,4	2,3	–	–	1 476,9	1 311,7
Situation de capitalisation, excédent (déficit) des régimes	**(132,8)**	**7,2**	**(10,1)**	**(8,4)**	**(469,8)**	**(376,7)**	**(612,7)**	**(377,9)**
Charge nette des régimes d'avantages sociaux								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	35,3	39,7	0,1	0,5	11,6	5,2	47,0	45,4
Frais d'intérêts	81,9	76,3	0,7	0,9	23,6	21,3	106,2	98,5
Rendement prévu de l'actif des régimes	(85,8)	(80,6)	(0,1)	(0,1)	–	–	(85,9)	(80,7)
Amortissement du coût des services passés	1,5	1,2	–	–	0,6	2,4	2,1	3,6
Amortissement des obligations transitoires	(11,8)	(11,8)	–	0,5	–	–	(11,8)	(11,3)
Amortissement de la perte nette (gain net)	–	0,6	–	–	0,9	(0,8)	0,9	(0,2)
Charge nette des régimes d'avantages sociaux	**21,1 $**	**25,4 $**	**0,7 $**	**1,8 $**	**36,7 $**	**28,1 $**	**58,5 $**	**55,3 $**

(en millions de dollars)	Régime de retraite des employés				Régime de retraite complémentaire des employés	
	2005		2004		2005	2004
	$	%	$	%	$	$
Actif du régime par catégorie principale						
Titres de participation	962.8	65.3	841.1	64.3	–	–
Titres de créance	446.0	30.2	395.6	30.2	–	–
Biens immobiliers	38.0	2.6	33.2	2.5	–	–
Revenu de placements à recevoir	6.7	0.5	5.6	0.4	–	–
Autres	21.0	1.4	33.9	2.6	2.4	2.3
Total	**1 474.5**	**100.0**	**1 309.4**	**100.0**	**2,4**	**2,3**

Les hypothèses actuarielles importantes ayant servi au 31 décembre pour évaluer le régime de retraite des employés, le régime de retraite complémentaire des employés et les autres régimes d'avantages sociaux sont les suivantes :

	Régime de retraite des employés		Régime de retraite complémentaire des employés		Autres régimes d'avantages sociaux	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Taux d'actualisation des charges des régimes	6.25 %	6.25 %	6.25 %	6.25 %	6.25 %	6.25 %
Taux d'actualisation des obligations au titre des prestations constituées	5.40 %	6.25 %	5.40 %	6.25 %	5.40 %	6.25 %
Taux prévu de rendement à long terme de l'actif des régimes	7.0 %	7.0 %	3.5 %	3.5 %	–	–
Indexation des coûts des soins dentaires	–	–	–	–	4.0 %	4.0 %
Durée résiduelle moyenne d'activité (années)	13	13	13	13	13	13

Taux tendanciels des coûts des soins de santé au 31 décembre

	2005	2004
Coûts médicaux		
Taux d'inflation générale		
Taux initial	10.0 %*	10.0 %*
Taux final	4.0 %	4.0 %
Taux final de l'exercice atteint	2012	2011
Inflation selon l'âge de 2 % par année d'ancienneté		
Coûts des soins dentaires		
Taux d'inflation générale	4.0 %	4.0 %

* Abaissement de 1 % par année.

ÉTATS FINANCIERS

8. Dette au titre de l'indemnisation future et coûts d'indemnisation

La dette au titre de l'indemnisation future représente une provision, déterminée selon des calculs actuariels, constituée pour couvrir les paiements d'indemnisation futurs liés aux demandes de prestations acceptées et les frais engagés pour administrer ces paiements. Ceux-ci ont été actualisés selon le rendement net présumé des placements indiqué ci-dessous. Les estimations des paiements d'indemnisation futurs s'appliquent aux demandes de prestations découlant des lésions et des maladies déclarées et non déclarées survenues le 31 décembre 2005 ou avant cette date. Ces estimations sont établies en fonction du montant et de la nature de l'indemnisation ainsi que des pratiques en matière d'indemnisation en vigueur le 31 décembre 2005. La dette au titre de l'indemnisation future a été déterminée en appliquant les méthodes actuarielles reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires.

La valeur actuarielle des paiements d'indemnisation futurs repose sur les hypothèses économiques et actuarielles, qui sont fondées sur les résultats des années précédentes et modifiées pour tenir compte des tendances actuelles. Comme ces hypothèses peuvent changer au fil des ans pour refléter des circonstances sous-jacentes, il est possible que de tels changements modifient considérablement la valeur actuarielle des paiements d'indemnisation futurs. L'évaluation actuarielle de la dette au titre de l'indemnisation future s'appuie sur les principales hypothèses économiques à long terme présentées ci-après :

	2005	2004
Taux d'inflation	3,0 %	3,0 %
Taux de rendement des placements	7,0 %	7,0 %
Taux d'indexation des prestations		
Indexation totale	3,0 %	3,0 %
Indexation partielle	0,5 %	0,5 %
Rendement des placements, déduction faite de l'indexation		
Indexation totale	4,0 %	4,0 %
Indexation partielle	6,5 %	6,5 %
Taux d'indexation de la rémunération	4,0 %	4,0 %
Taux d'indexation des coûts des soins de santé	6,5 %	6,5 %

Les estimations de la mortalité sont fondées sur les résultats en ce qui a trait à la mortalité chez les travailleurs blessés de 1996 à 2000, rajustés en fonction des améliorations en matière de mortalité jusqu'à 2005 et des survivants des travailleurs décédés, et sur les Tables de mortalité de l'Ontario de 1995 à 1997, rajustées en fonction des améliorations en matière de mortalité jusqu'à 2005.

Les taux de cessation des demandes de prestations pour perte de gains (PG) sont fondés sur les résultats de cessation des travailleurs blessés de la CSPAAT de 1998 à 2004. De plus, la proportion des prestations accordées pour une perte de salaire intégrale après la 6e année d'indemnisation a été mise à jour pour refléter les résultats actuels.

Des provisions ont été créées pour couvrir les augmentations futures du plafond des gains assurables et l'indexation des prestations.

La direction est d'avis que les méthodes d'évaluation et les hypothèses sont appropriées dans l'ensemble. Les hypothèses et méthodes économiques et actuarielles à long terme sont examinées le 31 décembre de chaque année, lorsqu'une évaluation actuarielle est effectuée.

La fluctuation de la valeur actuelle des paiements d'indemnisation futurs rattachés aux lésions et aux maladies reliées au travail déclarées et non déclarées est comptabilisée sous le poste des coûts d'indemnisation. Tout rajustement résultant des réexamens continus de l'admissibilité, des résultats des exercices précédents ou des modifications législatives ou de celles apportées aux hypothèses ou aux méthodes est également comptabilisé sous le poste des dépenses d'indemnisation.

La dette au titre de l'indemnisation future comprend une provision de 845 millions de dollars (810 millions de dollars en 2004) pour les coûts futurs des frais administratifs liés aux demandes de prestations existantes. Les frais administratifs et autres ont été rajustés de (note 10) 291 millions de dollars (290 millions de dollars en 2004) pour refléter le montant qui a été imputé à la provision pour la dette au titre de l'indemnisation future en rapport aux frais administratifs futurs liés aux demandes de prestations au cours de l'exercice considéré.

Sensibilité des hypothèses actuarielles

Le calcul de la dette au titre de l'indemnisation future est fondé sur des hypothèses actuarielles. La modification de ces hypothèses peut donner lieu à des variations considérables de la dette au titre de l'indemnisation future. Cette sensibilité est illustrée comme suit.

L'hypothèse actuarielle la plus susceptible de changer est celle se rapportant au rendement présumé des placements de 7 %. Une réduction de 0,5 % du rendement présumé des placements aurait pour conséquence d'accroître la dette au titre de l'indemnisation future d'environ 700 millions de dollars.

Le calcul de la dette au titre de l'indemnisation future est fondé sur les résultats passés de la CSPAAT en ce qui a trait à la mortalité chez les travailleurs blessés. Une réduction générale de 5 % de ces taux de mortalité donnerait lieu à une augmentation de la dette au titre de l'indemnisation future d'environ 115 millions de dollars.

Une diminution de 10 % du nombre de lésions avec interruption de travail dans l'exercice considéré entraînerait une diminution de la dette au titre de l'indemnisation future d'environ 150 millions de dollars.

La dette au titre de l'indemnisation future reliée aux soins de santé a été calculée en se fondant sur un taux futur d'indexation des coûts des soins de santé de 6,5 % par année. Une augmentation de 0,5 % des facteurs d'indexation utilisés pour les coûts de soins de santé futurs ferait augmenter la dette au titre de l'indemnisation future d'environ 125 millions de dollars.

Le calcul de la dette au titre de l'indemnisation future pour les prestations pour PG utilise les résultats en matière de cessation des demandes de prestations des travailleurs blessés de la CSPAAT. Une réduction de 5 % de ces taux de cessation ferait augmenter la dette au titre de l'indemnisation future d'environ 115 millions de dollars.

ÉTATS FINANCIERS

La dette au titre de l'indemnisation future et les coûts d'indemnisation payés en 2005 s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	2005								2004
		Réintégration au marché du travail							
	Perte de gains	Soutien du revenu	Fournisseurs externes	Invalidité de courte et de longue durée	Soins de santé	Prestations de survivant	Frais administratifs liés aux demandes de prestations	Total	Total
Dette au titre de l'indemnisation future au début de l'exercice	2 881 $	85 $	356 $	10 086 $	2 503 $	1 689 $	810 $	**18 410 $**	**17 460 $**
Coûts d'indemnisation	1 655	81	173	921	687	194	326	**4 037**	**4 051**
Coûts d'indemnisation payés au cours de l'exercice									
Annexe 1	(648)	(96)	(127)	(1 230)	(415)	(147)	(291)	**(2 954)**	**(2 865)**
Annexe 2	(76)	(4)	(4)	(100)	(44)	(15)	–	**(243)**	**(236)**
	(724)	(100)	(131)	(1 330)	(459)	(162)	(291)	**(3 197)**	**(3 101)**
Évolution de la dette au titre de l'indemnisation future	931	(19)	42	(409)	228	32	35	**840**	**950**
Dette au titre de l'indemnisation future, fin de l'exercice	3 812 $	66 $	398 $	9 677 $	2 731 $	1 721 $	845 $	**19 250 $**	**18 410 $**

9. Rapprochement actuariel de l'évolution de la dette non provisionnée

La dette non provisionnée est fonction d'un certain nombre de facteurs dont les intérêts sur la dette non provisionnée, les primes affectées à la réduction de la dette non provisionnée, les gains et pertes actuariels, les changements de méthodes comptables, les politiques ou les lois et les changements dans les hypothèses actuarielles pour calculer la dette au titre de l'indemnisation.

Les intérêts débiteurs sur la dette non provisionnée reflètent le fait que les éléments d'actif ne suffisent pas à couvrir les dettes existantes, ce qui donne lieu à un manque à gagner du revenu de placements et des éléments d'actif servant à acquitter les paiements futurs de prestations. Les primes qui sont perçues en vue de réduire la dette non provisionnée comprennent un montant destiné à couvrir ce manque à gagner.

De plus, la différence entre les résultats prévus et réels dans le cas de postes comme l'indexation, les rendements de placements et les résultats en matière d'indemnisation entraîne également des changements de la dette non provisionnée.

Le rapprochement actuariel de l'évolution de la dette non provisionnée s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	2005	2004
Dette non provisionnée, au début de l'exercice	6 420 $	6 047 $
Ajouter (déduire)		
Revenu de placements non gagné en raison du manque à gagner des éléments d'actif investis	452	443
Primes affectées à la réduction de la dette non provisionnée	(934)	(1 017)
Pertes (gains) actuariels résultant de ce qui suit		
Indexation des prestations moins élevée que prévue	(51)	(82)
Rendement des placements inférieur aux prévisions	(365)	(120)
Résultats en matière d'indemnisation pour les exercices précédents et l'exercice considéré	418	459
Changements dans les hypothèses		
Mortalité	13	13
Perte de gains à long terme	379	465
Frais administratifs futurs liés aux demandes de prestations en cours	—	(70)
Changements dans les hypothèses concernant les coûts d'indemnisation		
Prestations de soins de santé	134	110
Invalidité de longue durée	16	22
Allocations de réadaptation aux établissements externes	43	27
Autres changements	(48)	14
Autres changements		
Modification de la politique de compensation du RPC et enfants survivants	—	109
Modification des taux d'imposition du revenu des particuliers	33	—
Dette non provisionnée, à la fin de l'exercice	**6 510 $**	**6 420 $**

10. Frais administratifs et autres frais

Les frais administratifs et autres frais comprennent ce qui suit :

(en millions de dollars)	2005	2004
Salaires et charges sociales	350 $	337 $
Amortissement et entretien de l'équipement	31	38
Frais d'occupation	44	42
Communications	16	16
Fournitures et services	22	26
Déplacements et entretien des véhicules	5	6
Mise au point et intégration des nouveaux systèmes	7	9
Autres	19	20
	494	494
Frais administratifs liés aux demandes de prestations (note 8)	(291)	(290)
	203 $	**204 $**

11. Opérations entre apparentés

Obligations et engagements sanctionnés par la loi

Aux termes de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, et tel qu'il a été décrété par le lieutenant-gouverneur en conseil, la CSPAAT est tenue de rembourser au gouvernement de l'Ontario les frais engagés pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. La CSPAAT est aussi tenue de financer le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (TASPAAT), le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers du patronat. Ces remboursements et les sommes prévues pour le financement sont déterminés et approuvés par le ministre du Travail. La CSPAAT finance également l'Institut de recherche sur le travail et la santé, les associations pour la santé et sécurité au travail, les centres de formation et les cliniques.

Le montant total du financement fourni dans le cadre de ces obligations et engagements sanctionnés par la loi s'est élevé à 200 millions de dollars en 2005 (188 millions de dollars en 2004).

Placements

Sont comprises dans les placements les valeurs mobilières à revenu fixe négociables émises par le gouvernement de l'Ontario et par les sociétés qui y sont apparentées; la valeur de ces titres s'est élevée à 305 millions de dollars (325 millions de dollars en 2004).

Autres

En plus des obligations sanctionnées par la loi et des dépenses relatives à la sécurité et la santé au travail, les états financiers comprennent des sommes provenant d'opérations de fonctionnement régulières réalisées avec divers ministères, organismes et sociétés de la Couronne du gouvernement de l'Ontario. De telles activités sont effectuées selon des modalités semblables à celles qui s'appliquent lors d'opérations avec des parties non apparentées. Les soldes résultant de ces activités ne sont pas importants.

12. Engagements et éventualités

Contrats de location-exploitation

Au 31 décembre 2005, la CSPAAT avait conclu des contrats de location-exploitation non résiliables dont les paiements minimums futurs sont d'environ 25 millions de dollars par année pour les cinq prochaines années et d'un total de 70 millions de dollars après cette période.

Poursuites

La CSPAAT est partie à plusieurs réclamations et poursuites faisant l'objet de contestations. De l'avis de la direction, le dénouement de ces réclamations et poursuites n'aura pas d'effet important sur les dépenses de la CSPAAT ou sur sa situation financière.

Ligne de crédit bancaire

La CSPAAT détient une ligne de crédit non garantie de 150 millions de dollars auprès d'une banque commerciale. La ligne de crédit n'a pas été utilisée en 2005.

13. Chiffres comparatifs

Certains montants correspondants ont été réagencés aux fins de la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Financial Services Commission of Ontario

Commission des services financiers de l'Ontario

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO
Fonds de garantie des prestations de retraite

Responsabilité de la direction en ce qui concerne l'information financière

En application de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers*, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) est responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite.

Sous l'autorité du surintendant, la direction de la CSFO est responsable de l'intégrité et de l'exactitude de toute l'information figurant dans les états financiers et dans les notes s'y rattachant. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour ce faire, la direction a dû faire preuve de jugement et se fonder sur les meilleures estimations possibles, en particulier lorsque les opérations touchant la période en cours ne peuvent être comptabilisées avec certitude qu'à une date ultérieure.

Dans l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite, la direction de la CSFO s'est engagée à appliquer les normes d'intégrité les plus élevées dans la prestation de ses services. La direction a mis au point des contrôles financiers et des systèmes d'information et des pratiques qu'elle continue d'employer pour assurer autant que possible la fiabilité de l'information financière et la protection de ses actifs.

Les états financiers ont été vérifiés par le Bureau du vérificateur provincial. La responsabilité du vérificateur provincial consiste à indiquer si, à son avis, ces états financiers sont exacts, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Ces états ont été approuvés par le comité de vérification de la Commission. Le rapport du vérificateur est joint ci-après.

K. David Gordon
Surintendant adjoint des régimes de retraite

Darinka Pejic
Chef comptable

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À l'attention de la Commission des services financiers de l'Ontario
et au ministre des Finances

J'ai fait la vérification du bilan du Fonds de garantie des prestations de retraite de la Commission des services financiers de l'Ontario en date du 31 mars 2006, des bilans des opérations et du déficit du Fonds ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers relèvent de la direction de la Commission. Ma responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers en fonction de ma vérification.

J'ai effectué ma vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent de ma part une planification et une vérification afin d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne présentent aucune inexactitude importante. Une vérification inclut l'examen, par sondage, preuve à l'appui, des montants et des divulgations se trouvant dans les états financiers. Une vérification comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations significatives apportées par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers.

Il est de mon avis que ces états financiers présentent raisonnablement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds de garantie de la Commission en date du 31 mars 2006 ainsi que ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-326-3812

B.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
télécopieur 416-326-3812

Toronto (Ontario)
Le 26 mai 2006

Gary R. Peall, C.A.
Le sous-vérificateur général

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Bilan
Au 31 mars 2006

	2006 (k$)	2005 (k$)
ACTIFS		
À court terme		
Encaisse	158	357
Débiteurs	63 977	68 419
Investissements (note 4)	79 093	223 161
	143 228	291 937
PASSIF ET DÉFICIT DU FONDS		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	5 402	5 751
Annuité du prêt exigible	11 000	11 000
Demandes de règlement payables	104 064	204 624
	120 466	221 375
Prêt exigible (note 5)	297 000	308 000
	417 466	529 375
Déficit du Fonds	(274 238)	(237 438)
	143 228	291 937

Voir les notes afférentes aux états financiers

Autorisé par :

Directeur général et surintendant
Commission des services financiers de l'Ontario

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
État des résultats d'exploitation et du déficit du Fonds
Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2006

	2006 (k$)	2005 (k$)
Recettes		
Recettes provenant des primes	54 068	67 431
Produit tiré des investissements (note 4)	5 580	7 894
Recouvrements (note 6)	6 652	19
	66 300	75 344
Dépenses		
Demandes de paiement	96 090	201 301
Frais d'administration des régimes de retraite (note 6)	5 887	2 358
Frais de gestion des investissements	70	287
Frais d'administration (note 7)	407	379
	102 454	204 325
Déficit des recettes par rapport aux dépenses	(36 154)	(128 981)
Pertes non réalisées sur la valeur marchande des investissements	(646)	(1 277)
Déficit des recettes par rapport aux dépenses	(36 800)	(130 258)
Déficit du Fonds au début de l'exercice	(237 438)	(107 180)
Déficit du Fonds à la fin de l'exercice	(274 238)	(237 438)

Voir les notes afférentes aux états financiers

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
État des flux de trésorerie
Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2006

	2006 (k$)	2005 (k$)
Rentrées (sorties) de fonds nets liées aux activités suivantes		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Insuffisance des produits par rapport aux dépenses	(36 800)	(130 258)
moins les éléments n'influant pas sur la trésorerie		
Pertes non réalisées sur les investissements	646	1 277
	(36 154)	(128 981)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie		
Débiteurs	4 442	(7 306)
Créditeurs	(349)	(1 627)
Demandes de règlement payables	(100 560)	(181 777)
	(132 621)	(319 691)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achats d'investissements	(1 166 405)	(1 500 855)
Produits des ventes d'investissements	1 309 827	1 831 283
	143 422	330 428
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Remboursement du prêt	(11 000)	(11 000)
	(11 000)	(11 000)
Variation de la trésorerie	(199)	(263)
Trésorerie au début de l'exercice	357	620
Trésorerie à la fin de l'exercice	158	357

Voir les notes afférentes aux états financiers

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

1. TEXTE LÉGISLATIF

Le Fonds de garantie des prestations de retraite (le Fonds) est maintenu en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite, L.R.O.1990, chapitre P.8* (la Loi).

2. FONCTIONNEMENT DU FONDS

L'objectif du Fonds est de garantir le paiement de certaines prestations de retraite de certains régimes à prestations déterminées qui sont en liquidation, selon les conditions prescrites par la Loi et les règlements qui s'y rattachent. Les règlements stipulent également le montant des primes qui doivent être versées au Fonds par les promoteurs des régimes.

La Loi stipule que si l'actif du Fonds est insuffisant pour couvrir le règlement des demandes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances de l'Ontario à consentir des prêts selon les modalités qu'établira le lieutenant-gouverneur en conseil. La responsabilité totale du Fonds en ce qui concerne la garantie des prestations de retraite est limitée à son actif et à tout prêt consenti par la province.

En application de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) est responsable de l'administration du Fonds et du placement de son actif. Le coût des services de la CSFO est remboursé par le Fonds.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction de la CSFO conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables employées pour la préparation de ces états financiers sont résumées ci-après.

a) Investissements

Le Fonds investit entre autres dans des placements à court terme et des valeurs mobilières à revenu fixe émises ou garanties par les gouvernements fédéral et provinciaux et par des sociétés canadiennes. Les dates d'échéances des dépôts à court terme sont inférieures à douze mois. La valeur inscrite des dépôts à terme correspond approximativement à leur valeur marchande. Les placements en obligations d'État et en obligations de sociétés sont enregistrés selon leur valeur à la côte. Ensemble, ils sont par nature considérés à court terme et peuvent être liquidés à tout moment pour financer le règlement de demandes présentées au Fonds.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

3. PRINCIPALES CONVENTION COMPTABLES (suite)

Les primes ou les escomptes d'émission ne sont pas amortis.
Les profits ou pertes non réalisés correspondent aux changements de la valeur marchande liés au maintien des placements durant l'exercice.

b) Demandes de règlement payables

Les demandes de règlement payables sont les éléments de passif – dont le montant peut raisonnablement être estimé – des régimes de retraite à prestations déterminées prescrits par la Loi qui sont en voie de liquidation ou dont l'ordre de liquidation a été rendu selon les conditions énoncées dans la Loi. Ces demandes payables sont établies par une évaluation actuarielle réalisée à l'aide des meilleures estimations de la direction de la CSFO et elles représentent la valeur actuelle des sommes payables à l'avenir pour régler les demandes de prestations et les dépenses des régimes de retraite admissibles qui en sont à des étapes diverses du processus de liquidation.

Les ajustements apportés au passif, le cas échéant, pour compenser les écarts entre les montants constatés selon des estimations et les demandes réelles sont imputés ou crédités aux réserves du Fonds dans l'année où les montants réels sont établis.

c) Recettes provenant des primes

Une estimation des recettes provenant des primes dues par les régimes de retraite à prestations déterminées prescrits par la Loi est consignée jusqu'au dépôt du certificat de cotisation annuel, neuf mois après la fin de l'exercice du régime.

Les ajustements apportés aux recettes provenant des primes, le cas échéant, pour compenser les écarts entre les montants constatés selon des estimations et les montants réels des recettes dues sont imputés ou crédités aux recettes dans l'année où les montants réels sont constatés.

d) Recours à l'estimation

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige de la direction de la CSFO qu'elle fasse des estimations et émette des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers et sur le montant déclaré des recettes et des dépenses pour la période visée. Les estimations et les hypothèses peuvent varier au

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

3. PRINCIPALES CONVENTION COMPTABLES (suite)

fil du temps selon les nouvelles données obtenues ou l'évolution de la situation. Les montants réels peuvent être différents de ces estimations.

e) Instruments financiers

La direction de la CSFO est d'avis que le Fonds n'est pas exposé à des risques importants liés aux taux d'intérêt, aux taux de change ou au crédit qui découleraient de ses instruments financiers, et la valeur comptable des instruments financiers du Fonds correspond approximativement à leur juste valeur, sauf indication contraire. Les répercussions de la variation des taux d'intérêts sur les investissements du Fonds sont décrites à la note 4.

4. INVESTISSEMENTS

En tant qu'administrateur du placement de l'actif du Fonds, la CSFO a adopté un énoncé de politiques et des lignes directrices et elle a désigné l'Office ontarien de financement comme conseiller en placement. L'énoncé résume l'objectif du Fonds et fournit des directives concernant la gestion des investissements.

Les investissements consistent en les éléments suivants :

	2006 (k$)		2005 (k$)	
	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande	Coût
Dépôts à court terme	19 484	19 484	77 433	77 433
Obligations d'État et obligations de sociétés à valeur marchande	59 609	59 767	145 728	145 240
	79 093	79 251	223 161	222 673

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

4. INVESTISSEMENTS (suite)

Risque et revenu d'investissement :

Les dépôts à terme ont un rendement moyen de 3,9 % (en 2005 : 2,5 %) et les placements en obligations d'État et en obligation de sociétés ont un rendement moyen de 3,3 % à 5,8 % (en 2005 : rendement moyen de 3,84 %). Au 31 mars 2006, une variation de 1 % des taux d'intérêts pourrait avoir une répercussion de l'ordre de 1 million de dollars sur la valeur marchande.

Le produit tiré des investissements comprend les intérêts des titres portant intérêt et les profits et pertes résultant de la vente des valeurs mobilières. Le chiffre net des pertes découlant de cette vente s'élevait à 3 798 $ (en 2005 : 662 488 $). Les profits ou les pertes non réalisés sur la valeur marchande des placements figurent dans l'état des résultats d'exploitation et du déficit du Fonds.

Le profil de l'échéance des investissements est le suivant :

Échéance	2006 (k$)	2005 (k$)
< 1 an	40 662	100 376
1 à 3 ans	19 874	83 468
3 à 5 ans	13 298	30 262
plus de 5 ans	5 259	9 055
	79 093	223 161

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

5. PRÊT REMBOURSABLE À LONG TERME

Le 31 mars 2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds. Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en trente annuités égales. La convention de prêt permet au ministère des Finances d'avancer toute date de paiement de l'annuité selon la situation de trésorerie du Fonds. Les remboursements suivants sont prévus au cours des cinq prochaines années :

	(k$)
2006	11 000
2007	11 000
2008	11 000
2009	11 000
2010	11 000

6. FRAIS DE GESTION DES RÉGIMES DE RETRAITE ET RECOUVREMENTS

Au cours de l'exercice 2006, une somme de 5 396 325 $ (en 2005 : 2 297 057 $) a été prélevée sur le Fonds et versée à une équipe d'experts chargée de représenter le Fonds et de minimiser toute demande possible de règlement pendant la restructuration, sous surveillance judiciaire, d'une entreprise dont le non respect des engagements pourrait provoquer une demande très élevée de versements du Fonds par les régimes de retraite de cette entreprise.

Le 31 mars 2006, l'entreprise, avec l'assentiment des tribunaux, a conclu certaines ententes, notamment des ententes sur les pensions, avec la province d'Ontario en vue de restructurer ses activités et de mettre fin à la protection en cas d'insolvabilité. En conséquence, aucune demande n'a été présentée au Fonds et aucune n'est prévue à l'avenir. Des frais de 5 000 000 $ ont été subséquemment recouvrés auprès de l'entreprise.

Durant les procédures liées à l'insolvabilité d'une autre entreprise, dont la demande est prise en compte dans les demandes de règlement payables, la somme de 490 216 $ (en 2005 : 61 420 $) a été versée en 2006 à une équipe d'experts chargée de maximiser les recouvrements possibles pour compenser les demandes de versement supplémentaires.

COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO

Fonds de garantie des prestations de retraite
Notes afférentes aux états financiers
Le 31 mars 2006

7. FRAIS D'ADMINISTRATION ET OPÉRATIONS CONNEXES DES ENTITÉS

Au cours de l'exercice 2006, des frais d'administration de 407 320 $ (en 2005 : 379 228 $) ont été encourus et sont payables à la CSFO. Ces frais se rapportent aux traitements et avantages sociaux des membres de la direction et aux services de comptabilité, de vérification et de technologie de l'information, ainsi qu'aux services juridiques, aux services de pension et à d'autres services. Le Fonds et la CSFO sont des entités apparentées.

Les services administratifs liés au traitement des recettes tirées des primes sont assurés gratuitement par le ministère des Finances.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données présentées. Les conventions comptables suivies dans la préparation des présents états financiers consolidés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Par nécessité, de nombreux montants des états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative. L'information financière présentée dans le présent rapport annuel est conforme aux états financiers consolidés.

La Commission maintient des systèmes et méthodes de contrôles internes afin de fournir l'assurance que les opérations sont autorisées, que l'actif est protégé contre une utilisation ou une cession non autorisée et que des registres adéquats sont tenus. Ce système prévoit notamment l'embauche et la formation attentive du personnel, une structure organisationnelle qui établit un partage bien défini des responsabilités et la communication des politiques et directives concernant la conduite des affaires au sein de la Commission.

Le conseil d'administration (le «Conseil») est l'ultime responsable des états financiers consolidés de la Commission. Le comité de vérification de la Commission participe à l'examen en détail des états financiers consolidés avec la direction et les vérificateurs externes avant que ces états soient recommandés au Conseil pour approbation. Le comité de vérification se réunit régulièrement avec la direction et les vérificateurs externes pour passer en revue l'étendue et le calendrier des vérifications, de même que leurs constatations et suggestions d'amélioration des contrôles internes et pour s'assurer que leurs responsabilités et celles de la direction ont été acquittées adéquatement.

Donald D.W eis
Président et chef de la direction

Darla S. Sycamore, CA
Directrice, Finances

Le 17 février 2006

Rapport des vérificateurs aux administrateurs de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario

Nous avons vérifié l'état consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et de l'excédent (du déficit) de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») au 31 décembre 2005 et les états consolidés de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations, de l'évolution des prestations constituées et de l'évolution de l'excédent (du déficit) de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière, de ses prestations constituées et de son excédent (déficit) pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young s.r.l.

Toronto, Canada
Le 17 février 2006

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

État consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et de l'excédent (du déficit)

Aux 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004 (Retraité – voir note 8)
Actif		
Placements (note 4)	**14 351 197$**	13 107 476c$ $
Cotisations à recevoir (note 7)	**41 120**	37 560
Immobilisations (note 5)	**1 160**	1 369
Total de l'actif	**14 393 477**	13 146 405
Passif		
Passif lié aux placements (note 4)	**179 106**	54 720
Créditeurs et charges à payer	**12 635**	12 260
Impôts sur les bénéfices retenus sur le service des prestations	**9 908**	9 568
Cotisations à payer	**—**	1 500
Total du passif	**201 649**	78 048
Actif net disponible pour le service des prestations	**14 191 828**	13 068 357
Rajustement de la valeur actuarielle de l'actif (note 8)	**606 523**	714 766
Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour les placements	**14 798 351**	13 783 123
Prestations constituées et excédent		
Prestations constituées	**14 674 380$**	13 893 721
Excédent (déficit)	**123 971**	(110 598)
Total des prestations et de l'excédent (du déficit)	**14 798 351$**	13 783 123 $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil,

John E. Richardson
Administrateur

Mary Tate
Administratrice

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

État consolidé de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Augmentation de l'actif net		
Revenu de placement net (note 6)	**1 502 231 $**	1 210 687 $
Cotisations (note 7)	**340 704**	308 545
Transferts provenant d'autres régimes	**93 502**	81 691
Augmentation de l'actif net	**1 936 437**	1 600 923
Diminution de l'actif net		
Prestations versées	**750 107**	743 485
Remboursements en cas de sorties et transferts	**43 352**	55 599
Charges d'exploitation (note 9)	**19 507**	17 528
Diminution de l'actif net	**812 966**	816 612
Augmentation nette de l'actif net pour l'exercice	**1 123 471**	784 311
Actif net au début de l'exercice	**13 068 357**	12 284 046
Actif net à la fin de l'exercice	**14 191 828 $**	13 068 357 $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

État consolidé de l'évolution des prestations constituées

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Prestations constituées au début de l'exercice	**13 893 721 $**	12 713 633 $
Augmentation des prestations constituées		
Intérêts sur les prestations constituées	**856 193**	835 808
Prestations constituées		
Prestations constituées pour les services rendus	**321 459**	283 647
Transferts des actifs provenant d'autres régimes	**93 502**	81 691
Rachats au titre des services passés	**9 744**	13 967
Modification des hypothèses actuarielles	**303 826**	422 724
Modifications de la rente maximale en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	**18 426**	—
Pertes subies	**—**	285 224
Modifications dans la méthodologie d'évaluation	**—**	56 112
Augmentation totale	**1 603 150**	1 979 173
Diminution des prestations constituées		
Prestations versées	**793 460**	799 085
Gains actuariels	**29 031**	—
Diminution totale	**822 491**	799 085
Augmentation nette des prestations constituées	**780 659**	1 180 088
Prestations constituées à la fin de l'exercice	**14 674 380 $**	13 893 721 $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

État consolidé de l'évolution de l'excédent (du déficit)

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004 (Rajusté – voir note 8)
Excédent (déficit) au début de l'exercice	**(110 598) $**	581 725 $
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	**1 123 471**	784 311
Variation du rajustement de la valeur actuarielle de l'actif	**(108 243)**	(75 350)
Augmentation de la valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations	**1 015 228**	708 961
Augmentation nette des prestations constituées	**(780 659)**	(1 180 088)
Augmentation (diminution) nette	**234 569**	(471 127)
Excédent (déficit) à la fin de l'exercice	**123 971 $**	(110 598) $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés

NOTE 1 : Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires

En date du 1er janvier 1990, la province d'Ontario («Province») a adopté la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires, 1990* (la «Loi») par laquelle le régime de retraite des fonctionnaires de la Province et de certains de ses organismes est maintenu. Les modalités du Régime de retraite des fonctionnaires («Régime») sont stipulées à l'annexe 1 de la Loi. La Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») est l'administrateur du Régime.

NOTE 2 : Description du Régime

Le Régime est brièvement décrit ci-après. Pour une information plus détaillée, on se référera à la Loi.

a) Généralités

Le Régime est un régime de retraite contributif à prestations déterminées. La participation est obligatoire pour la plupart des employés qui répondent aux exigences d'admissibilité stipulées dans la Loi. En vertu du Régime, les cotisations sont versées par les participants et par les employeurs. Le Régime est enregistré auprès de la Commission des services financiers de l'Ontario et de l'Agence de revenu du Canada (sous le numéro 0208777) en tant que régime de retraite agréé non assujetti aux impôts sur les bénéfices.

b) Cotisations

Le Régime est coordonné avec le Régime de pensions du Canada («RPC»). Les cotisations des participants s'élèvent à 6,2 % de leur salaire assujetti aux cotisations au RPC, plus 8 % du solde de leur salaire. Les employeurs versent des cotisations équivalentes.

Les agents de la Police provinciale de l'Ontario («PPO») doivent verser au Régime 2 % de plus de leur salaire, une cotisation équivalente étant versée par l'employeur. Cette cotisation supplémentaire sert à financer le mécanisme de retraite anticipée à prestations intégrales 50/30 pour les agents de la PPO.

Les cotisations des participants et des employeurs sont versées au Régime. La part de ces cotisations qui dépasse les limites de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est transférée dans un compte de prestations supplémentaires des fonctionnaires de la Province («CPSF P»).

c) Prestations de retraite

Le versement des prestations de retraite commence à l'âge de 65 ans (ou à 60 ans pour les participants ayant des années de service décomptées antérieures à 1966). Le montant des prestations est égal au nombre d'années de service décomptées dans le Régime, multiplié par 2 % du salaire moyen des 60 meilleurs mois consécutifs, moins une déduction des montants reçus en vertu du RPC, à l'âge de 65 ans. Des prestations intégrales peuvent être touchées avant l'âge de 65 ans, si l'âge du participant et ses années de service décomptées totalisent 90 («Facteur 90») ou si le participant atteint l'âge de 60 ans et a au moins 20 années de service décomptées. La Province a modifié le Régime afin de prévoir la possibilité d'une retraite anticipée améliorée pour certains participants au Régime dont l'âge et le nombre d'années de service décomptées dans le Régime totalisent 80 ans ou plus («Facteur 80»). Le programme du Facteur 80 a pris fin le 31 mars 2002. Le Régime a été de nouveau modifié afin de permettre aux salariés qui sont considérés comme excédentaires par leur employeur de prendre leur retraite dès qu'ils ont atteint le Facteur 80. Pour qu'un participant soit admissible, lui-même et son employeur doivent respecter certaines conditions. Le programme devrait prendre fin le 31 mars 2006. Les agents de la PPO sont admissibles à des prestations intégrales après avoir atteint l'âge de 50 ans, s'ils ont 30 années de service décomptées.

d) Prestations de décès

Au décès d'un participant ou d'un retraité, le conjoint survivant admissible, les enfants admissibles, un bénéficiaire désigné ou les ayants droit du participant ou du retraité peuvent recevoir des prestations.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

e) Prestations d'invalidité

À condition de satisfaire à tous les critères d'admissibilité, les participants sont admissibles à des prestations d'invalidité s'ils ont au moins dix années de service décomptées dans le Régime. Le montant des prestations d'invalidité dépend du nombre d'années de service décomptées et du salaire moyen.

f) Cessation d'emploi

Les participants qui quittent leur emploi avant l'âge de 55 ans et qui sont admissibles à une rente différée peuvent avoir le droit de transférer la valeur escomptée de leurs prestations à un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé ou à un autre régime de retraite, ou de souscrire une rente viagère.

g) Accroissement des prestations

Les prestations de retraite en cours et les prestations de retraite différées sont majorées pour tenir compte de l'inflation en fonction de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à un taux maximum de 8 % pour une année donnée. Toute tranche d'inflation excédant le plafond de 8 % pour une année donnée est appliquée aux prestations de retraite des années subséquentes où le rajustement est inférieur à 8 %.

NOTE 3 : Résumé des principales conventions comptables

a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et présentent la situation du Régime en tant qu'entité distincte indépendante des employeurs et des participants au régime.

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la filiale en propriété exclusive, OPB Realty Inc.

c) Placements

Les placements sont inscrits à la juste valeur, y compris les revenus à recevoir. La juste valeur est le montant de la contrepartie convenue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

La juste valeur des placements est établie de la façon suivante :

i) Les titres à court terme du marché monétaire sont inscrits au coût qui, combiné aux intérêts courus ou aux escomptes acquis, correspond approximativement à la juste valeur.

ii) Les obligations et les prêts hypothécaires sont évalués aux cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En ce qui a trait aux instruments pour lesquels les cours de marché ne sont pas disponibles, les valeurs estimatives sont calculées à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie calculée au moyen des rendements courants du marché et des titres comparables, au besoin.

iii) Les débentures spéciales de la province d'Ontario, qui sont non négociables, sont comptabilisées au coût.

iv) Les actions sont évaluées aux cours du marché.

v) Les biens immobiliers, se composant principalement de titres productifs de revenus, sont évalués à leur juste valeur estimative établie annuellement à la lumière d'évaluations indépendantes. Le prix d'achat majoré des frais de clôture correspond approximativement à la juste valeur des biens acquis et détenus pendant moins de six mois.

vi) Les prêts hypothécaires participatifs sont comptabilisés au coût, sous réserve d'une évaluation annuelle de la valeur recouvrable effectuée en fonction d'évaluations indépendantes des biens titrisés.

Les opérations de placement sont enregistrées à la date de l'opération, qui correspond à la date du transfert des risques et des avantages importants. Les intérêts créditeurs et les revenus de biens immobiliers liés à l'exploitation sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Puisque les biens immobiliers sont évalués à leur juste valeur estimative, l'amortissement n'est pas imputé aux résultats. Un revenu de dividende est comptabilisé à la date ex-dividende. Le revenu tiré des prêts hypothécaires participatifs est comptabilisé au taux établi pour l'instrument, et tout revenu tiré de la participation est

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

comptabilisé lorsqu'il est réalisé. Le revenu de placement net comprend également les gains et les pertes réalisés à la vente de placements et les gains et les pertes latents attribuables à une modification de l'écart entre le coût et la juste valeur à la clôture de l'exercice, incluant les rajustements de la valeur d'expertise des biens immobiliers et des rajustements de la juste valeur des prêts hypothécaires.

d) Cotisations

Les cotisations des participants et des employeurs, exigibles à la fin de l'exercice en vertu du Régime, sont comptabilisées à titre de cotisations à recevoir. Les transferts et achats de services passés sont constatés après réception des fonds et traitement du cas.

e) Prestations de retraite

Le versement de prestations de retraite, les remboursements et les transferts sont inscrits pendant l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations, soit :

Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail
Mobilier et agencements	10 ans

g) Conversion des devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur aux dates des opérations. La juste valeur des placements et les soldes de trésorerie libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

COMMISSION DU REGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

NOTE 4 : Placements

Aux 31 décembre *(en milliers de dollars)*	Juste Valeur	2005 Coût	Juste Valeur	2004 Coût
Encaisse et placements à court terme				
Canada	**511 114 $**	**510 791 $**	862 107 $	863 536 $
États-Unis et autres pays	**233 212**	**235 025**	62 507	63 759
	744 326	**745 816**	924 614	927 295
Titres à revenu fixe				
Débentures spéciales de la province d'Ontario	**2 922 442**	**2 922 442**	3 108 555	3 108 555
Obligations				
Canada	**2 532 134**	**2 469 132**	2 097 250	2 013 640
Autres pays	**302 906**	**316 010**	304 206	264 607
	5 757 482	**5 707 584**	5 510 011	5 386 802
Actions				
Canada	**2 405 466**	**1 510 786**	2 229 175	1 549 519
États-Unis	**1 962 253**	**1 910 987**	1 630 338	1 573 603
Autres pays	**1 341 706**	**1 139 764**	1 343 800	1 153 005
	5 709 425	**4 561 537**	5 203 313	4 276 127
Biens immobiliers	**2 076 816**	**1 746 713**	1 413 131	1 238 872
Prêts hypothécaires participatifs	**41 773**	**41 773**	39 956	39 956
Débiteurs relatifs aux placements				
Opérations en cours	**13 846**	**13 846**	16 451	16 451
Contrats de change à terme, nets	**7 529**	**—**	—	—
	21 375	**13 846**	16 451	16 451
Total des placements	**14 351 197**	**12 817 269**	13 107 476	11 885 503
Passifs relatifs aux placements				
Prêts hypothécaires	**159 922**	**149 526**	—	—
Opérations en cours	**19 184**	**19 184**	19 475	19 475
Contrats de change à terme, nets	**—**	**—**	35 245	—
	179 106	**168 710**	54 720	19 475
Placements nets	**14 172 091 $**	**12 648 559 $**	13 052 756 $	11 866 028 $

a) Composition de l'actif

La composition de l'actif de la caisse de retraite se situe dans les fourchettes suivantes :

Actions canadiennes	10 % à 20 %
Actions non canadiennes	20 % à 30 %
Biens immobiliers	5 % à 15 %
Total pour les actions et les biens immobiliers	35 % à 65 %
Obligations	35 % à 65 %
Titres à court terme	0 % à 10 %
Total pour titres à revenu fixe	35 % à 65 %

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

La politique relative à la composition à long terme de l'actif de la caisse de retraite se présente comme suit :

Actions	50 %
Titres à revenu fixe	50 %

Cette composition de l'actif a été adoptée après l'évaluation des caractéristiques de risque des autres politiques possibles, compte tenu des besoins en liquidités de la caisse de retraite et des hypothèses économiques employées aux fins de l'évaluation actuarielle.

b) Risque de placement

La Caisse de retraite des fonctionnaires (la «caisse de retraite») comporte des risques qui pourraient avoir une incidence sur ses flux de trésorerie, son bénéfice et la disponibilité des actifs pour pourvoir aux versements des prestations. La gestion du risque d'investissement est le processus de compréhension des risques associés à la caisse de retraite et à son contexte d'exploitation et les stratégies pour gérer ces risques.

La Commission a adopté un énoncé des politiques et des processus de placement, qui prévoit une politique relative à la composition de l'actif, des exigences en matière de diversification, des attentes au chapitre des rendements, des limites relativement aux placements individuels, des normes d'évaluation et des lignes directrices pour la gestion de la caisse de retraite.

i) Risque de taux d'intérêt – Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence sur la juste valeur des actifs et des passifs du régime des fluctuations des taux d'intérêt du marché. Les variations à court terme des taux d'intérêt nominal et réel ont une incidence sur la valeur des placements du régime. Les passifs au titre du régime de retraite sont exposés aux fluctuations des taux d'intérêt et d'inflation à long terme. Le régime a établi une politique relative à la composition de l'actif qui assure l'équilibre entre les placements sensibles aux taux d'intérêts et les autres placements, et qui traite de l'incidence sur les obligations au titre des prestations constituées. La durée et la pondération du portefeuille de titres à revenu fixe sont gérées de façon dynamique. Se reporter au tableau des échéances des titres à revenu fixe pour de plus amples détails.

ii) Risque de crédit – La caisse de retraite est exposée aux risques de perte découlant d'un manquement ou d'une insolvabilité d'un émetteur de titres. Au 31 décembre 2005, la province d'Ontario constituait le risque de crédit le plus important du régime, en raison des débentures spéciales évaluées à 2,922 milliards de dollars et des placements à court terme évalués à 317 millions de dollars. Au 31 décembre 2005, 98 % des obligations affichaient au moins une cote A.

iii) Risque de change – L'exposition découle des placements libellés en devises et détenus par le régime. Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises peuvent influer sur la juste valeur des placements. Au 31 décembre 2005, le régime détenaient des placements en devises. En dollars canadiens, le risque de change net se présente comme suit :

COMMISSION DU REGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

(en milliers de dollars)

Devise		
Dollar canadien	11 036 407 $	77,9 %
Dollar américain	2 186 938	15,4
Euro	369 030	2,6
Livre sterling britannique	286 723	2,0
Yen japonais	172 482	1,2
Franc suisse	60 406	0,4
Divers	60 105	0,5
	14 172 091 $	100,0 %

La Commission a conclu divers contrats de change à terme pour limiter son exposition aux fluctuations du taux de change. La juste valeur totale des contrats à payer est de 1,271 milliard de dollars (1,207 milliard de dollars en 2004) et la valeur totale des contrats à recevoir est de 1,279 milliard de dollars (1,172 milliard de dollars en 2004).

iv) Risque d'illiquidité – Le risque d'illiquidité est le risque que le régime ne dispose pas des flux de trésorerie nécessaires pour respecter ses obligations au titre des prestations constituées et payer ses charges d'exploitation au fur et à mesure qu'elles deviennent dues. Les fonds proviennent notamment du revenu de placement, du produit tiré des ventes de placements et des cotisations des participants et des employeurs. La plus grande source de liquidités provient des versements d'intérêt et de capital liés aux débentures spéciales de la province d'Ontario, qui ont permis de dégager 529,9 millions de dollars (533,5 millions de dollars en 2004) pour la caisse de retraite.

c) Encaisse et placements à court terme

(en milliers de dollars)	**Juste valeur**	**2005 Coût**	Juste valeur	2004 Coût
Canada				
Encaisse	**14 099 $**	**14 099 $**	5 465 $	5 465 $
Billets à court terme et fonds du Trésor	**464 709**	**464 386**	806 525	807 954
Dépôts à terme	**30 839**	**30 839**	48 166	48 166
Intérêts courus	**1 467**	**1 467**	1 951	1 951
	511 114 $	**510 791 $**	862 107 $	863 536 $
États-Unis et autres pays				
Encaisse	**8 580**	**8 580**	4 436	4 436
Billets à court terme et fonds du Trésor	**176 034**	**177 473**	10 605	10 821
Dépôts à terme	**28 247**	**28 247**	34 201	34 719
Fonds en gestion commune	**19 902**	**20 276**	13 255	13 773
Intérêts courus	**449**	**449**	10	10
	233 212 $	**235 025 $**	62 507 $	63 759 $

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

d) Titres à revenu fixe et actions

Les débentures spéciales de la province d'Ontario sont comptabilisées à leur valeur globale de 2,922 milliards de dollars (3,109 milliards de dollars en 2004). En actualisant les flux de trésorerie selon les rendements du marché à la fin de l'exercice pour des obligations comparables, une valeur de 3,813 milliards de dollars (4,180 milliards de dollars en 2004) pourrait être obtenue. Actuellement, 11 débentures spéciales de la province d'Ontario viennent à échéance au cours des neuf prochaines années, leur taux d'intérêt moyen pondéré s'élevant à 12,10 % (12,07 % en 2004).

Les montants suivants relativement aux fonds en gestion commune sont inclus dans le total des titres à revenu fixe et des actions :

(en milliers de dollars)	**Juste valeur**	**2005 Coût**	Juste valeur	2004 Coût
Obligations – Canada	**208 384 $**	**208 551 $**	138 246 $	135 554 $
Actions – Canada	**137 132**	**90 361**	125 659	99 022
Actions – États-Unis	**8 029**	**8 113**	34 201	34 719

Voir les tableaux des échéances des titres à revenu fixe et des placements dont la juste valeur est supérieure à 35 millions de dollars pour de plus amples renseignements.

e) Biens immobiliers

(en milliers de dollars)	**Juste valeur**	**2005 Coût**	Juste valeur	2004 Coût
Biens immobiliers	**2 040 769 $**	**1 710 666 $**	1 377 960 $	1 203 701 $
Autres actifs	**36 047**	**36 047**	35 171	35 171
Total des actifs	**2 076 816**	**1 746 713**	1 413 131	1 238 872
Prêts hypothécaires sur des biens immobiliers	**(159 922)**	**(149 526)**	—	—
Placement net dans des biens immobiliers	**1 916 894 $**	**1 597 187 $**	1 413 131 $	1 238 872 $

La dette inclut des prêts hypothécaires et d'autres dettes garanties dont les différentes échéances peuvent aller jusqu'à 2018 et dont le taux d'intérêt moyen pondéré s'élève à 6,61 %. Chaque instrument d'emprunt est garanti par un actif spécifique.

Les échéances suivantes font état du total des versements de capital relativement à ces prêts hypothécaires :

(en milliers de dollars)	
2006	**20 121 $**
2007	**4 899**
2008	**11 174**
2009	**33 735**
2010	**7 646**
2011 et après	**71 951**

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

f) Prêt de titres

À la fin de l'exercice, des titres de la caisse de retraite représentant environ 815 millions de dollars (891 millions de dollars en 2004) avaient été prêtés à des tiers. En vertu d'une entente de prêt de titres, le dépositaire de la caisse de retraite monte les prêts, et la caisse obtient une commission. Le dépositaire a adopté des critères stricts à cet égard et constitue des garanties excédentaires au moyen de titres comparables.

NOTE 5 : Immobilisations

Aux 31 décembre (en milliers de dollars)	Coût	Amortisse-ment cumulé	2005 Valeur comptable nette	2004 Valeur comptable nette
Améliorations locatives	2 067 $	1 519 $	548 $	614 $
Mobilier et agencements	1 031	643	388	253
Matériel informatique	2 163	1 939	224	502
Total des immobilisations	5 261 $	4 101 $	1 160 $	1 369 $

NOTE 6 : Revenu de placement net

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	2005 Revenu de placement[1]	Gain (perte) réalisé(e)	Gain (perte) latent(e)	2005 Total	2004 Revenu de placement[1]	Gain (perte) réalisé(e)	Gain (perte) latent(e)	2004 Total
Encaisse et placements à court terme :								
Canada	21 625 $	(2 135) $	1 751 $	21 241 $	15 840 $	(9 514) $	1 057 $	7 383 $
États-Unis et autres pays	3 232	74 813	42 214	120 259	1 334	24 187	(20 667)	4 854
	24 857	72 678	43 965	141 500	17 174	14 673	(19 610)	12 237
Titres à revenu fixe								
Débentures spéciales de la province d'Ontario	343 800	—	—	343 800	362 084	—	—	362 084
Obligations :								
Canada	120 762	36 069	(20 607)	136 224	111 561	15 118	10 247	136 926
Autres pays	11 188	10 509	(52 703)	(31 006)	13 038	2 723	4 133	19 894
	475 750	46 578	(73 310)	449 018	486 683	17 841	14 380	518 904
Actions								
Canada	42 624	228 798	215 025	486 447	37 171	104 534	218 835	360 540
États-Unis	35 483	(5 794)	(5 469)	24 220	41 976	6 386	(47 919)	443
Autres pays	35 841	108 856	11 147	155 844	40 429	42 241	81 172	163 842
	113 948	331 860	220 703	666 511	119 576	153 161	252 088	524 825
Biens immobiliers	114 977	—	145 448	260 425	105 793	—	62 541	168 334
Prêts hypothécaires participatifs	1 817	—	—	1 817	1 822	—	—	1 822
Total du revenu de placement	731 349 $	451 116 $	336 806 $	1 519 271 $	731 048 $	185 675 $	309 399 $	1 226 122 $
Frais de gestion de placements et droits de garde				(17 040)				(15 435)
Revenu de placement net				1 502 231 $				1 210 687 $

[1] Le revenu de placement inclut les intérêts sur l'encaisse et les placements à court terme, les titres à revenu fixe et les prêts hypothécaires participatifs, le revenu de dividendes sur les actions et le bénéfice d'exploitation liés aux biens immobiliers.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

a) Intérêts créditeurs

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	2005	2004
Encaisse et placements à court terme		
Canada		
Encaisse	1 281 $	882 $
Billets à court terme et fonds du Trésor	19 088	14 319
Dépôts à terme	1 256	639
	21 625	15 840
États-Unis et autres pays		
Encaisse	52 $	56 $
Billets à court terme et fonds du Trésor	1 242	738
Dépôts à terme	1 938	540
	3 232 $	1 334 $

Le revenu tiré des fonds de placement à court terme en gestion commune est inclus avec les billets à court terme et les fonds du Trésor. Les intérêts sur les obligations canadiennes comprennent 11,169 millions de dollars (9,232 millions de dollars en 2004) des fonds d'obligations en gestion commune.

b) Revenu de dividende

Le revenu de dividende canadien comprend 1,083 million de dollars (0,741 million de dollars en 2004) des fonds d'actions en gestion commune. Le revenu de dividende américain comprend 90 000 $ (néant en 2004) des fonds d'actions en gestion commune.

c) Biens immobiliers

Le tableau suivant contient les principales informations se rapportant à l'exploitation de la filiale OPB Realty Inc. :

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	2005	2004
Produits		
Location	211 275$	192 339$
Autres produits	5 121	4 524
	216 396	196 863
Charges		
Charges d'exploitation	84 330	77 879
Frais d'administration et autres frais	15 408	14 121
	99 738	92 000
Bénéfice d'exploitation, avant intérêts	116 658	104 863
Intérêts débiteurs	2 964	—
Bénéfice d'exploitation net	113 694	104 863
Rajustement de la valeur d'expertise	155 844	62 127
Rajustement de la juste valeur de la dette	(10 396)	—
	145 448	62 127
Bénéfice net d'OPB Realty Inc.	259 142$	166 990$

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

d) Frais de gestion de placements et droits de garde

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Gestion de portefeuille	**13 904 $**	12 671 $
Garde	**1 750**	1 476
Biens immobiliers	**1 083**	999
Consultation	**303**	289
	17 040 $	15 435 $

NOTE 7 : Cotisations

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Participants		
Services rendus au cours de l'exercice	**166 863 $**	148 260 $
Services passés	**6 337**	9 312
	173 200	157 572
Employeurs		
Services rendus au cours de l'exercice		
Cotisations normales	**167 288**	153 488
Transfert au CPSFP	**(8 352)**	(9 998)
Protection du revenu à long terme	**5 161**	2 830
	164 097	146 320
Services passés	**3 407**	4 653
	167 504	150 973
Total des cotisations	**340 704 $**	308 545 $

Les exigences en matière de cotisations sont stipulées par la Loi et résumées à la note 2.

Les employeurs des participants qui reçoivent des prestations aux termes du Régime de protection du revenu à long terme versent en leur nom leurs cotisations au Régime.

Les cotisations à recevoir représentent les cotisations exigibles auprès des participants et des employeurs et les cotisations estimatives à recevoir des participants touchant des prestations en vertu du Régime de protection du revenu à long terme ainsi que la part équivalente des rachats facturés à l'employeur. Les cotisations à recevoir des participants et des employeurs sont détaillées dans le tableau suivant :

Aux 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Participants	**14 685 $**	13 348 $
Employeurs	**26 435**	24 212
Total des cotisations à recevoir	**41 120 $**	37 560 $

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

NOTE 8 : Prestations constituées

a) Méthode de comptabilisation

Les états financiers consolidés comprennent la valeur actuarielle de l'actif net et des prestations constituées aux 31 décembre 2005 et 2004, d'après des calculs actuariels établis à ces dates conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»), comme il est indiqué au chapitre 4100 du *Manuel de l'ICCA*.

Les normes de l'ICCA exigent que les obligations au titre des prestations constituées soient calculées au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et des hypothèses les plus probables de la direction.

L'évaluation de la méthode de comptabilisation au 31 décembre 2005 est établie selon les données utilisées aux fins d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2004 à des fins de gestion. Les montants ont été extrapolés afin de calculer le passif au titre des prestations constituées au 31 décembre 2005. Le calcul de ce montant ne tient pas compte des nouveaux participants au régime en 2005.

i) Hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées à des fins comptables, selon les recommandations de l'ICCA, reflètent les hypothèses les plus probables de la direction au sujet d'événements futurs. Elles comprennent des hypothèses non économiques, comme les taux de mortalité et de retraite, ainsi que des hypothèses économiques, comme les rendements des placements et l'inflation.

Les principales hypothèses économiques utilisées à des fins comptables en 2005 et en 2004 étaient les suivantes :

(en milliers de dollars)	**2005**	2004
Rendement des placements	**6,15 %**	6,25 %
Inflation	**2,50 %**	2,50 %
Taux de rendement réel	**3,65 %**	3,75 %
Accroissement des salaires	**3,50 %**	3,50 %
	+ échelle ascendante	+ échelle ascendante

ii) Rajustement actuariel de la valeur de l'actif

Le rajustement actuariel de la valeur de l'actif a pour effet d'augmenter ou de diminuer la valeur comptable de certains actifs, de manière actuarielle. Dans le cas de la Commission, seul un rajustement est effectué pour porter les débentures spéciales de la province d'Ontario à un montant actualisé des flux de trésorerie. Pour 2005, ce rajustement s'élève à 606,5 millions de dollars (714,8 millions de dollars en 2004 – retraité).

En 2005, la Commission a modifié sa politique sur le taux d'actualisation employé pour effectuer le rajustement. Le rendement actuariel des placements est maintenant utilisé afin d'assurer une concordance avec l'évaluation des passifs du régime, qui est fondée sur des hypothèses à long terme. Auparavant, le taux courant du marché des obligations d'État de durée semblable était utilisé aux fins comptables. Les résultats correspondants de 2004 ont été retraités afin de tenir compte de cette nouvelle politique.

Avant 2005, le rajustement actuariel de lissage permettaient de comptabiliser les gains et les pertes réalisés et latents sur les placements sur une période de quatre ans. En 2005, la Commission a abandonné le recours au lissage actuariel. Les valeurs de l'actif reflètent maintenant pleinement l'incidence de tous les gains et les pertes réalisés et latents sur les placements pendant l'exercice au cours duquel ceux-ci se matérialisent. Les résultats correspondants de 2004 ont été retraités afin de tenir compte de cette nouvelle politique.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

iii) Incidence sur les états financiers

Le tableau suivant fait état de l'incidence des modifications de la politique susmentionnées sur la situation financière de 2005 et 2004 :

Aux 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**2005**	2004
Rajustement actuariel de la valeur de l'actif, avant les modifications de la politique	**(74 298)** $	612 028 $
Modification de la méthode d'actualisation pour les débentures spéciales de la province d'Ontario	**(283 730)**	(356 899)
Abandon du recours au lissage actuariel	**964 551**	459 637
Rajustement actuariel de la valeur de l'actif, après les modifications de la politique	**606 523**	714 766
Déficit, avant les modifications de la politique	**(556 850)** $	(213 336) $
Modification de la méthode d'actualisation pour les débentures spéciales de la province d'Ontario	**(283 730)**	(356 899)
Abandon du recours au lissage actuariel	**964 551**	459 637
Excédent (déficit), après les modifications de la politique	**123 971** $	(110 598) $

b) Mode de capitalisation

La capitalisation du Régime est établie selon des méthodes exigées en vertu de la Loi. La *Loi sur les régimes de retraite de l'Ontario* et la *Loi de l'impôt sur le revenu* exigent qu'une évaluation actuarielle du Régime soit effectuée et déposée auprès des organismes de réglementation au moins une fois tous les trois ans.

Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2002 a été déposée auprès de la Commission des services financiers de l'Ontario (« CSFO »). Cette évaluation indique un excédent actuariel de 25 millions de dollars. Le prochain dépôt obligatoire est prévu pour le 31 décembre 2005 et doit être soumis au plus tard le 30 septembre 2006.

En 2005, une évaluation actuarielle a été menée à des fins de gestion au 31 décembre 2004. Cette évaluation a indiqué un manque de fonds de 850 millions de dollars (749 millions de dollars au 31 décembre 2003), attribuable aux pertes actuarielles liées aux placements et à la démographie, ainsi qu'aux modifications des méthodes et hypothèses actuarielles.

Tout comme l'évaluation comptable, l'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 2004 ne tenait pas compte dans ses calculs du recours au lissage actuariel.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

NOTE 9 : Charges d'exploitation

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	2005	2004
Charges de personnel	10 415 $	9 938 $
Services d'agence	340	554
Bureaux et exploitation	3 173	2 747
Services informatiques et professionnels	4 041	2 974
Amortissement	580	581
Communications	466	432
Rémunération du conseil	145	83
Honoraires de vérification	195	70
Déplacements	77	73
Frais d'enregistrement et de dépôt	75	76
Total des charges d'exploitation	**19 507 $**	17 528 $

a) Honoraires de vérification

Les honoraires pour les services rendus par le cabinet comptable Ernst & Young s.r.l. comprennent :

Pour les exercices terminés les 31 décembre *(en milliers de dollars)*	2005	2004
Services liés à la vérification et autres services rendus directement à la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires d'Ontario	195 $	70 $
Services liés à la vérification et autres services rendus directement à OPB Realty Inc.	153	145
Total des honoraires	**348 $**	215 $

NOTE 10 : Rémunération de la haute direction

La rémunération de l'équipe de la haute direction comprend le salaire de base, les primes, les avantages sociaux et les mécanismes complémentaires à la retraite. Le tableau qui suit présente la rémunération globale versée aux cinq membres de la haute direction les mieux rémunérés :

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005	Salaire de base	Prime	Avantages et allocations imposables[1]	Total
1. Donald D. Weiss, président et chef de la direction	304 930 $	100 000 $	6 317 $	411 247 $
2. Mark J. Fuller, vice-président directeur, Retraites	279 519	87 656	2 205	369 380
3. Robert F. Kay, premier vice-président, Placements	223 718	56 260	1 967	281 945
4. Linda Bowden, première vice-présidente, Services généraux	199 221	62 475	1 904	263 600
5. Peter Shena, vice-président, Politiques et recherches	164 985	41 391	4 341	210 717

[1] Comprend l'assurance vie, l'allocation d'automobile et le remboursement

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Les personnes mentionnées précédemment sont admissibles aux avantages sociaux offerts par le Régime et par le CPSFP.

Le président et chef de la direction ainsi que le vice-président directeur, Retraites participent également au Régime complémentaire de retraite à l'intention de la haute direction qui prévoit des prestations de retraite supplémentaires équivalant à 1,5 % du salaire de base annuel moyen des cinq meilleures années pour chaque année de service au sein de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario. Toutes les autres dispositions du Régime complémentaire de retraite reflètent celles du Régime, y compris l'exclusion des primes du calcul du droit à pension. Le Régime complémentaire de retraite est un régime non agréé et non contributif qui n'est pas capitalisé.

NOTE 11 : Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été rajustés pour les rendre conformes à la présentation des états financiers adoptée pour l'exercice écoulé.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Échéances des titres à revenu fixe

Aux 31 décembre *(en milliers de dollars)*	**Juste valeur**	**2005 Rendement réel %**	Juste valeur	2004 Rendement réel %
Débentures spéciales de la province d'Ontario				
0 à 1 an	**141 575 $**	**11,16 – 13,33**	129 159 $	11,05 – 13,33
1 an à 5 ans	**1 039 540**	**12,79 – 15,38**	945 312	11,16 – 15,38
5 à 10 ans	**1 571 324**	**10,38 – 11,55**	1 854 319	10,38 – 13,33
Intérêts courus	**170 003**		179 765	
	2 922 442		3 108 555	
Obligations				
Canada :				
0 à 1 an	**87 742**	**3,01 – 9,76**	157 064	2,99 – 8,49
1 an à 5 ans	**638 743**	**2,81 – 7,75**	493 545	2,99 – 9,13
5 à 10 ans	**936 085**	**3,93 – 8,15**	791 652	3,90 – 8,10
Plus de 10 ans	**638 679**	**3,03 – 6,93**	499 961	2,87 – 7,14
Fonds d'obligations PH&N :				
1 an à 35 ans	**208 384**	**4,40**	138 246	4,19
Intérêts courus	**22 501**		16 782	
	2 532 134		2 097 250	
Autres pays :				
0 à 1 an	**64 083**	**2,00 – 7,29**	41 305	4,93
1 an à 5 ans	**151 334**	**2,63 – 6,86**	145 651	3,63 – 7,11
5 à 10 ans	**40 951**	**2,67 – 6,38**	56 587	2,65 – 5,73
Plus de 10 ans	**41 972**	**3,95 – 6,47**	53 877	4,41 – 4,79
Intérêts courus	**4 566**		6 786	
	302 906		304 206	
	5 757 482 $		5 510 011 $	

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Placements dont la juste valeur est supérieure à 35 millions de dollars

Au 31 décembre 2005 *(en milliers de dollars)*	Échéances	Coupon %	Juste valeur[1]
Encaisse et placements à court terme			
Canada			
Gouvernement du Canada			344 186 $
Autres pays			
Gouvernement de la France			41 136
Titres à revenu fixe			
Débentures spéciales de la province d'Ontario[2]	2006 - 2014	10,38 – 15,38	2 752 439
Obligations :			
Canada			
Gouvernement du Canada	2006 - 2033	2,75 – 10,25	879 767
Province d'Ontario	2006 - 2035	3,21 – 9,50	304 633
Fonds d'obligations de sociétés de bonne qualité – Phillips, Hager & North	2006 - 2040	3,70 – 7,78	208 384
Province de Québec	2006 - 2036	4,00 – 7,75	111 036
Banque Royale du Canada	2014 - 2053	4,18 – 7,10	44 576
Woodbine Entertainment Group	2011	8,58	42 576
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2008 - 2014	4,40 – 5,89	42 068
Financière Sun Life inc.	2015 - 2035	4,80 – 6,65	40 859
Banque de Montréal	2009 - 2020	4,30 – 6,90	39 740
Power Corporation	2011 - 2033	6,14 – 7,11	39 587
Financière Manuvie	2011 - 2016	5,70 – 6,70	38 229
Autres pays :			
Trésor du Royaume-Uni	2006 - 2013	5,00 – 8,00	151 380
République fédérale d'Allemagne	2006 - 2034	2,00 – 5,62	59 598
Gouvernement de la France	2006 - 2025	3,00 – 6,00	42 834
Biens immobiliers			
OPB Realty Inc. (société de portefeuille en propriété exclusive)			1 904 268
Prêts hypothécaires participatifs	2009 - 2019	5,00	36 331

[1] À l'exception des revenus à recevoir, y compris les instruments garantis émis par les filiales et les organismes.

[2] Au coût.

COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO

Placements dont la juste valeur est supérieure à 35 millions de dollars (suite)

(en milliers de dollars)

	Actions/parts[1]	Juste valeur[1]
Actions		
Canada :		
Banque Royale du Canada	1 634	148 383 $
Financière Manuvie	2 133	145 647
EnCana Corporation	2 372	124 654
Banque Toronto-Dominion	2 018	123 385
Fonds communs à petite capitalisation Sceptre	141	123 323
Banque de Nouvelle-Écosse	2 532	116 817
Power Corporation du Canada	2 588	83 176
Banque de Montréal	1 178	76 588
Banque Canadienne Impériale de Commerce	980	74 851
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	752	70 054
Suncor Energie Inc.	902	66 157
Alcan Inc.	1 274	60 865
Telus Corporation	1 214	57 228
Teck Cominco Limited	860	53 355
Petro-Canada	1 134	52 910
Rogers Communications inc.	1 054	51 862
Société d'énergie Talisman Inc.	779	47 985
BCE Inc.	1 673	46 615
Nexen Inc.	831	46 043
Great-West Lifeco Inc.	1 406	43 168
Thomson Corporation	981	38 904
États-Unis :		
American International Group Inc.	758	60 432
Pfizer Inc.	1 989	54 192
General Electric Co.	1 261	51 622
Wal-Mart Stores Inc.	913	49 913
Procter & Gamble Co.	655	44 290
Emerson Electric Co.	427	37 260
Microsoft Corp.	1 166	35 612
Exxon Mobil Corp.	539	35 380
Autres pays :		
Total S.A.	138	40 298
Royal Dutch Shell PLC	825	39 504

[1] Comprend toutes les catégories d'actions et les certificats américains d'actions étrangères.

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers et de tous les autres renseignements présentés dans les états financiers incombe à la direction. La direction a préparé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et, le cas échéant, a inclus les montants fondés sur les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction.

La direction est en accord avec le travail des spécialistes à l'égard de l'évaluation des réclamations impayées et a examiné de manière appropriée les compétences des spécialistes quant à l'établissement des montants et des renseignements divulgués dans les notes complémentaires. La direction n'a donné aucune instruction aux spécialistes eu égard à des valeurs ou à des montants établis afin de biaiser leur travail ni n'a agi de façon qu'une telle instruction soit donnée, et aucun fait qui pourrait avoir une incidence sur l'indépendance ou l'objectivité des spécialistes n'a été porté à notre attention.

Le fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles adhère aux plus hautes normes d'intégrité dans la prestation de ses services. La direction a mis en place et maintient des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques visant à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les actifs sont protégés. Des vérifications internes sont effectuées afin d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion, et des rapports sont déposés auprès du Directeur général et surintendant des services financiers de la Commission des services financiers de l'Ontario (la « CSFO »), ainsi qu'auprès du comité de vérification de la CSFO.

Deloitte & Touche, comptables agréés qui remplissent leur mandat sous la direction du vérificateur provincial, ont examiné les états financiers. La responsabilité des vérificateurs consiste à exprimer une opinion à l'égard de la fidélité de la présentation, et ce conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport des vérificateurs précise la portée de leur examen et de leur rapport.

John Avgeris
Chef de service
Fonds d'indemnisation des victimes
d'accidents de véhicules automobiles

Peter McGuinness
Directeur de la comptabilité et de l'administration
Fonds d'indemnisation des victimes
d'accidents de véhicules automobiles

Deloitte

Deloitte & Touche s.r.l.
BCE Place
181 Bay Street
Suite 1400
Toronto ON M5J 2V1
Canada

Tél. : 416 601-6150
Téléc. : 416 601-6151
www.deloitte.ca

Rapport des vérificateurs

Au comité de vérification de la Commission des services financiers de l'Ontario
et au vérificateur général de l'Ontario

À la suite de notre nomination en tant que vérificateurs du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « Fonds »), dont la vérification est effectuée sous la direction du vérificateur général de l'Ontario, nous avons vérifié le bilan du Fonds au 31 mars 2006 et les états des résultats et du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.

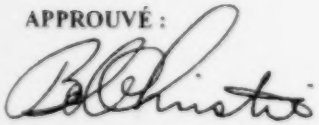
Comptables agréés

Toronto (Ontario)
Le 9 juin 2006

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Créé en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)
BILAN

	Au 31 mars 2006 $	Au 31 mars 2005 $
ACTIF		
Fonds déposés	24 010 892	8 167 521
Débiteurs - Droits	2 653 211	2 270 712
Débiteurs - Rentes viagères	-	2 209 799
Débiteurs - Créanciers	44 761 182	46 948 478
Moins : provision pour créances douteuses	30 395 591	31 466 424
	14 365 591	15 482 054
Améliorations locatives	500 000	-
Matériel informatique	68 713	106 389
Moins - amortissement cumulé	55 282	70 054
	13 431	36 335
Réclamations impayées recouvrables (note 4)	7 243 822	8 871 189
Total de l'actif	48 786 947	37 037 610
PASSIF ET DÉFICIT DU FONDS		
Créditeurs et charges à payer	2 040 654	1 400 992
Produits reportés	44 625 559	31 018 599
Réclamations impayées et frais de règlement (note 4)	141 177 118	128 489 636
	187 843 331	160 909 227
Déficit du Fonds	(139 056 384)	(123 871 617)
	(139 056 384)	(123 871 617)
Total du passif et du déficit du Fonds	48 786 947	37 037 610

APPROUVÉ :



Bob Christie
Directeur général et
surintendant des services financiers
Commission des services financiers de l'Ontario

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Créé en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Exercice terminé le 31 mars 2006 $	Exercice terminé le 31 mars 2005 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées		
Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire	25 792 503	18 268 265
Remboursement par débiteurs	1 647 223	1 893 151
Recouvrements sur exercices antérieurs	3 085 381	452 247
Paiements de transfert	-	862 200
Autres produits	15 764	6 565
Sorties		
Paiements législatifs	(8 532 439)	(10 689 848)
Paiements aux employés	(1 460 828)	(1 245 127)
Frais d'administration	(4 204 233)	(4 002 091)
Sorties nettes liées aux activités d'exploitation	16 343 371	5 545 362
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Sorties		
Acquisition d'améliorations locatives	(500 000)	-
Acquisition d'équipement	-	(40 293)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(500 000)	(40 293)
Augmentation (diminution) nette des fonds déposés au crédit du ministre des Finances	15 843 371	5 505 069
Solde des fonds déposés au crédit du ministre des Finances au début	8 167 521	2 662 452
Solde des fonds déposés au crédit du ministre des Finances à la fin	24 010 892	8 167 521

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

1. AUTORITÉ

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « Fonds ») est administré selon la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles* (la « *Loi* »), L.R.O. 1990, chapitre M.41, telle qu'elle est amendée.

2. ACTIVITÉS DU FONDS

À l'origine, le Fonds a été créé pour indemniser les victimes d'accidents de véhicules automobiles provoqués par des conducteurs sans assurance ou ayant fui les lieux de l'accident en Ontario. Les conducteurs non assurés devaient acquitter des droits annuels au Fonds. Toutefois, depuis le 1er mars 1980, avec l'adoption de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*, tous les conducteurs ont l'obligation de souscrire une assurance de responsabilité civile obligatoire, y compris une garantie non-assurance des tiers. Depuis cette date, le Fonds ne traite que les réclamations faites par des réclamants admissibles qui n'ont pas accès à une assurance-automobile ni à une assurance-responsabilité. En 1990, une loi a été promulguée afin d'élargir la protection pour y inclure une nouvelle disposition à l'égard du versement des indemnités d'accident légales par le Fonds conformément à l'*Annexe sur les indemnités d'accident légales* (l'« *AIAL* »). En 2002, une loi a été promulguée afin d'élargir le rôle du Fonds à l'égard de la gestion et du versement des indemnités d'accident légales aux assureurs insolvables de l'Ontario.

Le Fonds verse maintenant les indemnités selon quatre régimes d'indemnisation d'assurance automobile différents :

1) Système de réparation des torts – avant le 22 juin 1990

2) Régime de protection des automobilistes de l'Ontario – entre le 22 juin 1990 et le 31 décembre 1993

3) Projet de loi 164 – entre le 1er janvier 1994 et le 31 octobre 1996

4) Projet de loi 59 – depuis le 1er novembre 1996

La couverture offerte par le Fonds est semblable à la couverture minimale requise en vertu de l'*Ontario Standard Automobile Policy* (l'« *OAP1* ») approuvée par l'organisme de réglementation provincial. Contrairement aux compagnies d'assurances, le Fonds ne couvre pas les règlements relatifs aux accidents s'étant produits à l'extérieur de l'Ontario, sauf dans le cas du versement d'indemnités d'accident où l'assureur ontarien est insolvable. Dans les cas où la compagnie d'assurances est insolvable et où le Fonds paie des réclamations d'indemnités d'accident, le Fonds a le pouvoir d'évaluer le marché afin de recouvrer les paiements relatifs aux réclamations et les frais de règlement et détient aussi un droit de réclamation sur les actifs de l'assureur insolvable.

La limite maximale actuelle d'une réclamation pour responsabilité civile que le Fonds peut verser est établie à 200 000 $, y compris les intérêts avant jugement, plus les dépens accordés. En vertu du *Code de la route* de l'Ontario, un conducteur est responsable d'un accident alors que le propriétaire du véhicule est responsable du fait d'autrui. Tant le propriétaire que le conducteur se verront retirer leur privilège de conduire et, dans le cas où un jugement a été prononcé, un bref de saisie et de vente de biens immeubles sera déposé auprès du shérif de la juridiction de résidence du défendeur.

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

2. ACTIVITÉS DU FONDS (suite)

Si le conducteur du véhicule ne peut être identifié, seules les réclamations liées à des blessures corporelles peuvent être réglées par le Fonds. Dans le cadre de ces procédures civiles, le surintendant de la CSFO est le défendeur désigné. Dans certaines circonstances, la loi prévoit que lorsque l'identité d'un conducteur est confirmée à une date ultérieure, sur la présentation d'une requête devant la Cour, on peut procéder à une substitution du conducteur dans le jugement.

À la suite de la conclusion d'un litige en vertu des chapitres 7, 12 ou 15 de la *Loi*, ou par suite de règlements en vertu du chapitre 4 de la *Loi*, le(s) demandeur(s) ou réclamant(s) présentent une demande de paiement auprès du ministre des Finances à même le Fonds. À ce moment, un compte débiteur est créé pour la totalité du montant de ces paiements, qui peuvent être recouvrés auprès du conducteur ou du propriétaire non assuré.

Le Fonds exerce ses activités sur le plan administratif sous la direction de la Commission des services financiers de l'Ontario (la « CSFO ») et rembourse à la CSFO les coûts des services que la Commission fournit au Fonds.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel a un droit de regard sur la situation du Fonds et sur le montant versé par le Fonds au cours d'une période donnée, peut décréter qu'un montant qu'il juge nécessaire ou utile sera prélevé à même le Trésor de la province et versé au Fonds à titre de subvention.

3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ces principes exigent de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants déclarés au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants déclarés au titre des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction alors que des renseignements additionnels seront disponibles dans l'avenir. Les justes valeurs ne peuvent être établies au titre des débiteurs – créanciers (montant net) et des réclamations impayées et frais de règlement (montant net). La juste valeur de la totalité des autres instruments financiers est égale à la valeur comptable.

Le sommaire des principales conventions comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers s'établit comme suit :

a) Améliorations locatives

Les améliorations locatives sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. Le Fonds utilise la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de location.

Améliorations locatives	5 ans

b) Matériel informatique

Le matériel informatique est comptabilisé au coût, moins l'amortissement cumulé. Le Fonds utilise la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif comme suit :

Matériel informatique	3 ans

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

c) Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire et produits reportés

Le montant des droits que touche le Fonds au moment de l'émission ou du renouvellement de chaque permis de conduire d'une durée de cinq ans est passé de 5,00 $ à 15,00 $ en septembre 2004. Les produits sont constatés au prorata de la durée du permis, soit cinq ans, et la tranche non constatée est reflétée dans les produits reportés.

d) Débiteurs - Droits

En vertu de la *Loi*, le Fonds reçoit du ministère des Transports et de Serco DES un paiement de transfert interne mensuel qui représente les droits de permis de conduire prescrits par le *Règlement 800 de l'Ontario*. De ce fait, les droits relatifs aux permis de conduire non transférés sont présentés à titre de débiteurs.

e) Réclamations impayées

Les réclamations impayées représentent les montants estimatifs requis pour régler la totalité des réclamations impayées, y compris un montant pour les réclamations non déclarées et les frais de règlement, et correspondent au montant brut des recouvrements et subrogation estimatifs. Les provisions pour sinistres sont établies en fonction des pratiques actuarielles reconnues au Canada appliquées aux régimes publics d'indemnisation pour blessures corporelles. Elles ne reflètent pas la valeur de rendement de l'argent ni ne comprennent une provision pour écarts défavorables puisque le Fonds ne déclare aucun revenu de placement.

La provision pour réclamations impayées et frais de règlement est établie en fonction d'estimations qui sont de par leur nature assujetties à l'incertitude, et les variations pourraient être importantes à court terme. Les estimations sont choisies parmi un éventail de possibilités et sont ajustées à la hausse ou à la baisse, au fur et à mesure que des renseignements additionnels sont mis à jour au cours du règlement du sinistre. Les estimations sont principalement fondées sur l'expérience historique, mais des variations peuvent survenir en raison de modifications dans les interprétations judiciaires de contrats ou de modifications importantes au chapitre de l'ampleur et de la fréquence des réclamations par rapport aux tendances historiques. Toutes les modifications d'estimations sont comptabilisées dans la période considérée.

Le Fonds a l'obligation de verser certains montants fixes à des réclamants sur une base récurrente et a fait l'acquisition de rentes auprès d'assureurs-vie afin de respecter cette obligation.

Il y a règlement lorsqu'une directive irrévocable émanant du Fonds est donnée au souscripteur de la rente l'enjoignant d'effectuer tous les paiements directement au réclamant. Il n'existe aucun droit en vertu du contrat non convertible, incessible et non négociable, prévoyant des prestations actuelles ou futures à l'endroit du Fonds. Le Fonds demeure tenu d'effectuer des paiements seulement dans l'éventualité où la compagnie d'assurance-vie fait défaut de paiement et uniquement dans la mesure où CompCorp, le Fonds d'indemnisation d'insolvabilité de l'industrie, n'effectuera pas les paiements exigibles. Le risque net pour le Fonds est constitué du risque de crédit lié aux compagnies d'assurance-vie. Le risque de crédit est réputé être nul au 31 mars 2006. Il y a une possibilité de gains éventuels parce que le Fonds a acquis une assurance sur certaines des durées de vie estimatives. Ces montants sont décrits à la note 6, intitulée *Gains éventuels*.

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) Débiteurs - Créanciers

Le Fonds maintient un portefeuille de débiteurs, cumulé au cours des exercices par suite de jugements et de créances cédées au ministère des Finances. Le Fonds versera des dommages-intérêts aux victimes blessées et non responsables, qui ne peuvent avoir recours à une assurance de responsabilité civile, au nom des conducteurs non assurés défendeurs. Conformément à la *Loi*, ces montants sont recouvrables auprès des conducteurs non assurés.

Le total des remboursements reçus des créanciers est reflété dans l'état des flux de trésorerie.

La provision pour créances douteuses est établie au moyen d'un processus qui tient compte de l'âge du défendeur ou du créancier, du versement mensuel actuel requis du défendeur ou du créancier en vertu des règlements, du montant versé par le Fonds et des activités du compte depuis la date du jugement.

Le processus de radiation est tributaire de critères établis calqués sur ceux définis par le ministère des Finances. Ces critères sont utilisés afin de choisir, au début du mois d'avril, un bloc de comptes qui fait l'objet d'une analyse par le personnel du recouvrement.

Le service de vérification interne du ministère des Finances vérifie le travail du personnel de recouvrement et fournit un certificat d'assurance afin d'attester que les critères établis pour la radiation ont été respectés. L'opération de radiation est autorisée par un décret en vertu de la *Loi sur la Gestion des finances publiques*.

Pendant l'exercice en cours, des radiations de 5,2 M$ (3,9 M$ en 2005) ont été traitées. De plus, pendant l'exercice en cours, un montant de 0,5 M$ à titre de débiteurs a été réinscrit à titre de créances douteuses.

g) Recouvrements sur exercices antérieurs

Les recouvrements sur exercices antérieurs proviennent de trois sources principales : des recouvrements d'assurance, des intérêts réversifs (note 6) et des recouvrements de frais judiciaires. Le Fonds est tenu, en vertu de l'*AIAL*, d'assurer le versement d'indemnités d'accident dans des délais précis. Ces délais ne permettent pas la tenue d'une enquête exhaustive sur la couverture d'assurance disponible et, dans certains cas, des renseignements ne sont pas divulgués par la police en raison d'enquêtes criminelles. Par conséquent, lorsque de nouveaux renseignements sont disponibles, le Fonds peut être tenu de poursuivre des assureurs privés aux fins de recouvrement.

De temps à autre, le Fonds peut aussi être partie à la défense de conducteurs non assurés ou du surintendant de la CSFO dans le cadre de procédures réputées abusives pour lesquelles le Fonds se voit attribuer des dépens par les tribunaux.

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

4. RÉCLAMATIONS IMPAYÉES ET FRAIS DE RÈGLEMENT

a) Les réclamations impayées et frais de règlement du Fonds sont composés des éléments suivants :

	31 mars 2006		31 mars 2005	
	Brut	**Recouvrable**	Brut	Recouvrable
	(en milliers)	**(en milliers)**	(en milliers)	(en milliers)
VERSEMENT D'INDEMNITÉS D'ACCIDENT				
Indemnités d'accident légales	**72 368 $**	**- $**	48 958 $	- $
RESPONSABILITE CIVILE				
Dommages à la propriété	**1 027**	**71**	797	62
Blessures corporelles	**67 782**	**7 173**	78 735	8 809
Total RESPONSABILITE CIVILE	**68 809**	**7 244**	79 532	8 871
Totaux	**141 177 $**	**7 244 $**	128 490 $	8 871 $

b) La variation de la provision brute pour réclamations impayées et frais de règlement s'établit comme suit :

	31 mars 2006	31 mars 2005
	(en milliers)	(en milliers)
Réclamations impayées et frais de règlement au début	**128 490 $**	125 979 $
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes subies dans les exercices antérieurs	**(1 374)**	(8 350)
Montants versés au cours de l'exercice pour des réclamations d'exercices antérieurs :		
Paiements législatifs	**(8 377)**	(9 780)
Frais de sinistres	**(5 598)**	(5 277)
Montants versés au cours de l'exercice pour des réclamations de l'exercice en cours :		
Paiements législatifs	**(815)**	(475)
Frais de sinistres	**(545)**	(256)
Provision pour pertes subies pendant l'exercice en cours	**29 396**	26 649
Réclamations impayées et frais de règlement à la fin	**141 177 $**	128 490 $

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Notes complémentaires
31 mars 2006

5. RÔLE DE L'ACTUAIRE ET DU VÉRIFICATEUR

La Commission des services financiers de l'Ontario utilise les services de l'actuaire du Fonds. La responsabilité de l'actuaire consiste à effectuer une évaluation annuelle du passif du Fonds, qui comprend la provision pour réclamations impayées et frais de règlement, conformément à la pratique actuarielle reconnue. Au cours de cette évaluation, l'actuaire pose des hypothèses relatives aux taux futurs de fréquence et de l'ampleur des réclamations, à l'inflation, aux recouvrements et aux frais en tenant compte de la situation du Fonds. L'actuaire, dans le cadre de sa vérification des données sous-jacentes utilisées pour son évaluation, se fonde en outre sur le travail du vérificateur externe. Le rapport de l'actuaire précise la portée de son travail et présente son opinion.

Les vérificateurs externes exercent leurs activités sous la direction du vérificateur provincial de l'Ontario en vertu des modalités convenues. La responsabilité des vérifications externes consiste à effectuer une vérification indépendante et objective des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et ils présentent leur rapport au comité de vérification de la CSFO. Dans le cadre de l'exécution de leur vérification, les vérificateurs utilisent aussi le travail de l'actuaire et son rapport à l'égard des réclamations et frais de règlement. Le rapport des vérificateurs précise la portée de leur vérification et présente leur opinion.

6. GAINS ÉVENTUELS

Certains des versements provenant du Fonds revêtent la forme de règlements échelonnés à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents. La période de garantie relative à ces règlements varie de 10 à 30 ans. Pendant cette période, et en cas de décès du requérant, les intérêts réversifs reviendront à Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, représentée par le ministre des Finances.

À titre de renseignement, même si la probabilité que le requérant décède pendant la période de garantie est faible, le Fonds a néanmoins calculé le montant approximatif des intérêts réversifs que représente l'assurance-vie du requérant au 31 mars 2006.

Au 31 mars 2006, les sommes versées par le Fonds à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents de véhicules automobiles sous forme de règlements échelonnés se chiffraient à environ 9,0 MS (11,4 MS en 2005), et les intérêts réversifs applicables atteignaient environ 4,9 MS (7,5 MS en 2005).

Responsabilité de la direction

La direction de la Société ontarienne d'assurance-dépôts est responsable de l'intégrité et de la fidélité des états financiers figurant dans le rapport annuel. Ces états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Grâce à son système de contrôles comptables internes de haute qualité et peu onéreux, la Société peut, avec un degré raisonnable de certitude, attester l'exactitude et la fiabilité de son information financière, ainsi que la comptabilisation appropriée de ses actifs et passifs et la protection efficace de ses actifs.

Les états financiers ont été examinés par le Comité de la vérification et des finances de la Société et approuvés par le Conseil d'administration. En outre, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., les vérificateurs, les ont vérifiés et leur rapport figure ci-contre.

Andrew Poprawa, CA
Président et chef de la direction

James Maxwell
Chef de l'administration et des finances

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2006

Rapport des vérificateurs

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Au Conseil d'administration de la Société ontarienne d'assurance-dépôts

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Société ontarienne d'assurance-dépôts au 31 décembre 2005, ainsi que les états consolidés des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2005, ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2006

SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

État consolidé de la situation financière

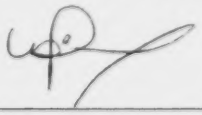
AU 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)*

	2005 (Consolidés)	2004
ACTIF		
Encaisse et placements à court terme (note 2)	**3 838 $**	27 439 $
Placements (note 3)	**88 289**	49 855
Prêts (déduction faite de la provision) (note 4)	**335**	-
Revenu de primes à recevoir	**2 608**	2 382
Débiteurs et intérêts à recevoir	**150**	496
Avances d'assurance-dépôts recouvrables	**-**	907
Immobilisations (déduction faite de l'amortissement cumulé de 3 338 $ (2004 - 3 244 $))	**198**	259
	5 418 $	81 338 $
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	**2 087 $**	2 145 $
Parts sociales d'adhésion et dépôts des établissements en liquidation (note 5)	**694**	-
Revenu de primes reporté	**2 772**	2 625
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts (note 6)	**4 861**	2 217
Total du passif	**10 414**	6 987
Fonds de réserve d'assurance-dépôts	**85 004**	74 351
	95 418 $	81 338 $

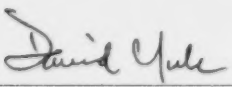
Éventualités (note 7)
Éventualités (note 12)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du Conseil d'administration :



_____, administrateur



_____, administrateur

SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

État consolidé des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)*

	2005 (Consolidés)	2004
REVENUS		
Revenu de primes	**16 513 $**	16 207 $
Revenus divers	**2 460**	1 819
	18 973	18 026
DÉPENSES		
Provision pour pertes/(recouvrement)	**2 689**	(1 271)
Salaires et charges sociales	**3 436**	3 688
Frais d'exploitation	**2 263**	2 172
Recouvrement de frais d'exploitation	**(68)**	(151)
	8 320	4 438
Excédent des revenus sur les dépenses	**10 653**	13 588
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	**74 351**	60 763
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice	**85 004 $**	74 351 $

Voir les notes afférentes aux états financiers.

SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

État consolidé des flux de trésorerie

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)*

	2005 (Consolidés)	2004
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes :		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses	**10 653 $**	13 588 $
Éléments imputés à l'exploitation, sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes/(recouvrement)	**2 689**	(1 271)
Pertes sur la cession d'immobilisations	**21**	1
Amortissement	**122**	117
	13 485	2 435
Variation des éléments suivants :		
Revenu de primes à recevoir	**(226)**	347
Prêts non remboursés	**130**	-
Débiteurs et intérêts à recevoir	**359**	(223)
Créditeurs et charges à payer	**(68)**	273
Revenu de primes reporté	**147**	(163)
	342	234
Avances nettes de l'assureur des dépôts	**(86)**	-
Montants nets d'assurance-dépôts recouvrés (note 6)	**136**	978
	50	978
	13 877	13 647
Investissement		
Acquisition de placements	**(88 289)**	(49 855)
Produits de la vente de placements	**49 855**	32 360
Acquisition d'immobilisations	**(61)**	(175)
Produits de la vente d'immobilisations	**86**	15
	(38 409)	(17 655)
Diminution des liquidités au cours de l'exercice	**(24 532)**	(4 008)
Liquidités, au début de l'exercice	**28 370**	31 447
Liquidités, à la fin de l'exercice	**3 838 $**	27 439 $
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Commission de garantie de prêt payée au cours de l'exercice	**16 $**	15 $
Intérêts perçus au cours de l'exercice	**2 711 $**	1 482 $

Les liquidités s'entendent de l'encaisse et des placements à court terme, moins les emprunts.
Voir les notes afférentes aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidéss, EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 2005

Generalites

La Société ontarienne d'assurance-dépôts (la « SOAD » ou la « Société »), « entreprise opérationnelle » de la province de l'Ontario, poursuit ses activités à titre de société sans capital social, établie en vertu des dispositions de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions (la Loi).

Les objectifs de la Société en vertu de la Loi sont les suivants :

- offrir un régime d'assurance-dépôts aux sociétaires des établissements membres;
- agir à titre d'organe de stabilisation auprès du mouvement des caisses populaires et credit unions;
- promouvoir des normes de saines pratiques commerciales et financières;
- effectuer la collecte et la publication de statistiques;
- fournir de l'aide financière aux établissements membres;
- agir à titre d'administrateur des établissements membres;
- réduire le plus possible le risque lié à l'assurance-dépôts et l'importance des indemnisations.

La Loi habilite la Société à exiger de ses établissements membres le paiement de primes lui permettant de financer l'assurance-dépôts et de payer ses frais d'administration. La Société établit chaque année le montant de ces primes. Celles-ci, une fois approuvées par le gouvernement de l'Ontario, sont intégrées dans les règlements avec d'éventuelles modifications.

Les emprunts de la Société font l'objet d'une garantie de la part du ministre agissant au nom de la province de l'Ontario. La garantie s'élève à 150 millions $ au maximum et elle sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008. En plus de la commission de garantie qui est de 0,5 % du solde moyen en fin de journée de tout titre de créance bénéficiant de la garantie du ministre, la province de l'Ontario fait payer un droit de 5 points de base sur la partie inutilisée de toute facilité de crédit garantie pour la période se terminant le 31 décembre de chaque année pendant laquelle la garantie est en vigueur. La Société a mis en place des facilités de crédit renouvelables auprès d'une banque à charte canadienne d'un montant de 20 millions de dollars, approuvé par l'Office Ontarien de Financement qui administre la garantie du ministre. La commission d'engagement perçue par la banque à charte est de trois points de base sur la portion moyenne inutilisée des facilités de crédit, payables à terme échu.

1. Résumé des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Pour faciliter la compréhension de ses états financiers consolidés, la Société présente ci-dessous ses grandes conventions comptables.

a) Entités à détenteurs de droits variables

Nouvelles conventions comptables

À dater du 1er janvier 2005, la Société a adopté la nouvelle note d'orientation comptable éditée par l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (l'EDDV). Les EDDV sont des entités se distinguant comme suit : les investisseurs n'ont pas de bloc de contrôle financier ou les investissements à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné supplémentaire de la part d'autres parties. La NOC-15 exige la consolidation d'une EDDV par son bénéficiaire principal, défini comme étant la partie qui perçoit la majorité des bénéfices résiduels attendus ou qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'entité. En sa qualité de liquidateur de l'actif des caisses populaires en liquidation, il s'est avéré que la Société était tenue, en vertu de ces règles, de consolider les caisses populaires en liquidation si le montant réclamé par elle sur les avoirs représentait plus de 50 p. 100 du passif total de ces caisses durant l'exercice. L'actif et le passif des caisses populaires qui répondent aux critères de consolidation ont été consignés dans les livres de la Société à leur juste valeur marchande en date du 1er janvier 2006.

b) Revenu de primes

La Société a adopté un régime de primes différentielles fondé sur une classification des risques, qu'elle applique, selon le règlement, aux dépôts assurés détenus par les établissements membres. Le revenu tiré des primes est calculé sur la base des rapports annuels que les établissements membres doivent produire 75 jours après la fin de leur exercice. Il est comptabilisé une fois qu'il a été encaissé.

c) Provision pour pertes

La provision pour pertes couvre les avances d'assurance-dépôts accordées aux établissements membres en liquidation ainsi qu'une charge à payer pour les pertes au sujet desquelles aucune avance n'a été versée à la date de l'état de la situation financière.

Les fonds avancés à titre d'assurance-dépôts et de prêts aux établissements membres sont à l'origine inscrits au prix coûtant. Les avances d'assurance-dépôts recouvrables figurent dans les états financiers, déduction faite des provisions connexes.

La charge à payer pour les pertes d'assurance-dépôts comporte à la fois des provisions pour pertes spécifiques et une provision générale pour pertes. Les provisions spécifiques pour pertes à l'égard des dépôts assurés sont estimées par la direction et comptabilisées dans les situations qui, de l'avis de la direction, ont toutes les chances d'entraîner des pertes pour la Société.

La provision générale pour pertes est calculée en fonction de la meilleure estimation que la direction puisse faire des pertes sur les dépôts assurés découlant du risque inhérent aux établissements membres. Elle est établie en évaluant le risque global au sein des établissements membres selon les conditions actuelles du marché et la conjoncture, la probabilité de pertes et la prise en compte de l'expérience en matière de pertes subies précédemment. Il n'est pas possible de prévoir avec certitude l'évolution de la conjoncture, et les pertes réelles peuvent varier parfois sensiblement par rapport aux estimations de la direction.

d) Prestations de retraite

La Société a un régime de retraite à cotisations déterminées pour tous ses employés permanents non contractuels, ainsi que des dispositions supplémentaires prévoyant des prestations de retraite dépassant les limites du régime de pensions agréé. Elle impute à son bénéfice le coût des prestations de retraite gagnées par les employés pendant que ceux-ci sont à son service. La charge de retraite représente un pourcentage fixe des revenus des employés, plus la contribution de contrepartie des employés

jusqu'à un maximum de 4 %. La Société n'assume ni risque mathématique, ni risque d'investissement.

e) Avantages complémentaires de retraite

Les avantages complémentaires de retraite sont des prestations complémentaires d'assurance-maladie, soins dentaires et vie que la Société accorde tant aux employés en activité pour lesquels une date d'admissibilité complète a pu être établie qu'aux retraités actuels remplissant les conditions voulues. La Société inscrit les obligations au titre de ces régimes à mesure que les employés fournissent les services nécessaires pour obtenir les prestations. Les obligations à contracter au titre du régime de retraite sont déterminées sur une base actuarielle selon la méthode de répartition au pro rata des services. Les gains et les pertes cumulatifs excédant ces obligations au début de l'exercice sont amortis sur la durée moyenne des services restant à fournir par les employés en activité.

f) Placements

Les placements comprennent les investissements à revenu fixe à court terme et ils sont comptabilisés à leur coût non amorti. L'escompte est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des investissements.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement du mobilier et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif, au taux annuel de 20 %. Les ordinateurs ainsi que les logiciels et l'équipement connexes sont amortis sur une période de trois ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

h) Impôts sur le revenu

La Société utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour comptabiliser ses impôts sur le revenu. Selon cette méthode, l'actif et le passif d'impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre leur valeur comptable figurant dans les états financiers et leur valeur fiscale. Ils sont comptabilisés selon les taux d'imposition entrés en vigueur ou qui entreront vraisemblablement en vigueur pour être appliqués aux revenus imposables des exercices au cours desquels il est prévu que ces écarts temporaires se résorberont. La conséquence sur l'actif et le passif d'impôts futurs d'une modification des taux d'imposition est comptabilisée dans les revenus durant la période comprenant la date d'entrée en vigueur réelle ou vraisemblable.

2. Encaisse et placements à court terme

Les placements à court terme ont des échéances de moins de 90 jours à la date de l'achat. Tous les contrats de placement sont à taux fixe et facilement monnayables.

	Au 31 décembre 2005			Au 31 décembre 2004		
	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance
Placements à court terme	1 989 $	3,32%	49	25 816 $	2,26%	64
Encaisse	951			1 623		
Encaisse de l'éblassement membre en liquidation	898					
Total	**3 838 $**			**27 439 $**		

3. Placements

La SOAD a fait appel à l'Office Ontarien de Financement pour gérer son portefeuille de placements à dater du 30 septembre 2005. La composition de ses placements est le reflet de ses obligations potentielles en matière d'assurance et elle est structurée de manière à respecter les exigences aussi bien de la Loi de l'impôt sur le revenu que du Règlement 78/95 de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions.

Les placements ont des échéances de 90 jours ou plus à la date de l'achat. Leur rendement moyen pondéré est de 3,40 % (2,61 % en 2004). En conformité avec la politique de placement de la Société et la législation en vigueur, tous les contrats de placement sont à taux fixes, facilement monnayables et ont au moins la cote R-1 « moyen » sur l'échelle du DBRS.

	Au 31 décembre 2005			Au 31 décembre 2004		
	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance
Bons du Trésor - Canada	46 609 $	3,39 %	96	$ 40 549	2,61%	224
Acceptations bancaires / Billets de dépôt	23 334	3,43 %	73	5 409	2,35%	110
Garanties structurées	18 346	3,36 %	55	-	-	-
Bons du Trésor - Ontario	-	-	-	3 897	2,85%	279
Total	**88 289 $**	**3,40 %**	**81**	**$ 49,855**	**2,61%**	**216**

4. Prêts (déduction faite des provisions)

Les prêts (déduction faite des provisions) d'un montant de 335 000 $ comprennent les prêts des caisses populaires en liquidation de 273 000 $ et les prêts achetés sur les avoirs des caisses populaires en liquidation de 62 000 $.

5. Parts sociales d'adhésion et dépôts des établissements en liquidation

Les parts sociales d'adhésion et les dépôts des établissements en liquidation d'un montant de 694 000 $ comprennent 680 000 $ de parts sociales et 14 000 $ de dépôts. La SOAD est dans l'obligation d'assurer les montants en dépôt jusqu'au plafond prescrit, mais non les parts sociales d'adhésion des sociétaires. En sa qualité de liquidateur, elle est cependant tenue de distribuer à ceux-ci les fonds résiduels une fois la liquidation terminée.

6. Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts

La provision pour pertes comprend des provisions spécifiques à l'égard de pertes connues ou probables de certains établissements membres et une provision générale pour pertes non identifiées auprès d'établissements particuliers. La partie de la provision pour pertes comptabilisée au cours de l'exercice à l'étude et des exercices précédents, qui n'a pas encore exigé de paiement de la part de la Société, figure au passif des états financiers comme « charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts ».

	2005	2004
	(en milliers)	
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	**2 217 $**	2 505 $
Augmentation de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts au cours de l'exercice	**3 054**	-
Diminution de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts au cours de l'exercice précédent	**(365)**	(1 271)
Diminution (augmentation) des avances d'assurance-dépôts recouvrables	**(845)**	5
Augmentation des avances de la SOAD	**86**	-
Avances consolidées de la SOAD	**6 861**	-
Déficits établissements membres en fusion	**(6 197)**	-
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice	**(4 861)**	(2 217)
Montants nets des recouvrements d'assurance-dépôts	**(50) $**	(978) $

La provision générale pour pertes comprise dans la « Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts » s'est élevée à 1 750 000 $ (2 000 000 $ en 2004). Elle est calculée suivant la méthode décrite à la note 1 c).

7. Engagements en vertu de contrats de location

Le contrat de location-exploitation des locaux de la Société est en vigueur depuis le 1er janvier 1998 et il prendra fin le 5 août 2007. Le loyer minimum annuel futur est de 140 000 $. De plus, la Société est tenue de payer l'impôt foncier et les frais d'entretien des aires communes, qui s'élèvent à environ 288 000 $ par année.

8. Impôts sur les bénéfices

La Société est imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les pertes qu'elle a accumulées à des fins fiscales, d'un montant de 31 202 000 $, viennent à échéance comme suit :

Année d'imposition d'origine	Année d'imposition d'échéance	Montant
		(en milliers)
1999	2006	5 975
2000	2007	4 992
2001	2008	4 191
2002	2009	5 161
2003	2010	4 124
2004	2014	3 789
2005	2015	2 969
		31 202 $

La Société a estimé que la réalisation de l'actif d'impôts futurs ne répondait pas au critère de vraisemblance et ne pouvait donc être comptabilisée; elle a, par conséquent, inscrit une provision pour moins-value en regard de l'actif d'impôts futurs.

9. Régime de retraite

Le 1er janvier 1999, la Société a instauré un régime de retraite à cotisations déterminées. Les charges de retraite imputées aux résultats de 2005 se sont élevées à 306 000 $ (300 000 $ en 2004).

10. Avantages complémentaires de retraite

La Société comptabilise la valeur actuelle des avantages complémentaires de retraite. L'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2005 s'élève à 967 000 $ (875 000 $ en 2004). Les coûts au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris les intérêts, étaient de 124 000 $ (120 000 $ en 2004). Le régime de la Société doit faire l'objet d'une réévaluation actuarielle tous les trois ans. La dernière a eu lieu le 30 septembre 2005 et la suivante devra donc se tenir le 30 septembre 2008.

Les hypothèses de départ de l'évaluation actuarielle des avantages complémentaires ont été les suivantes : un taux d'intérêt de 5,25 % (6,5 % en 2004), un taux d'augmentation des salaires de 3,5 % (4 % en 2004) et un taux tendanciel moyen pondéré initial de 6,2 % pour les frais médicaux et dentaires, baissant graduellement à 5 % par année d'ici 2016. La Société évalue ses obligations au titre du régime de retraite le 30 septembre de chaque année.

RAPPROCHEMENT DE L'OBLIGATION ET DU PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE	EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2005 (en milliers)
Obligation au titre du régime de retraite	1 755 $
Contributions de l'employeur en cours de l'exercice	(9)
Perte actuarielle nette non amortie	(779)
Passif au titre du régime de retraite	967 $

MODIFICATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE	EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2005 (en milliers)
Bilan au début de l'exercice	1 023 $
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	53
Intérêts débiteurs	69
Pertes actuarielles	641
Prestations versées	(31)
Bilan à la fin de l'exercice	1 755 $

11. Frais des administrateurs

Au cours de l'exercice, les administrateurs ont touché une rémunération globale de 51 000 $ (75 000 $ en 2004). Le total des frais des administrateurs était de 36 000 $ (60 000 $ en 2004). Les indemnités journalières sont de 300 $ pour le président et de 300 $ pour les autres administrateurs.

12. Éventualités

La Société fait l'objet de plusieurs actions en justice qui lui ont été intentées dans le cours normal de ses activités, quand elle agissait à titre d'administrateur ou de liquidateur mais, de l'avis de la direction, elle obtiendra gain de cause. Par conséquent, aucune provision n'a été établie dans les présents états financiers.

13. Divulgation de la juste valeur

La juste valeur de l'actif et du passif financiers, comprenant l'encaisse et les placements à court terme, les placements, les prêts, le revenu de primes à recevoir, les débiteurs et intérêts à recevoir ainsi que les créditeurs et charges à payer, les parts sociales d'adhésion et les dépôts, se rapproche de la valeur comptable.

La juste valeur des avances d'assurance-dépôts recouvrables et de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts n'a pas été déterminée, vu qu'il n'est pas possible de le faire de façon suffisamment fiable.

14. Rémunération

Les données ci-dessous ont été fournies en application de la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public.

Employé	Titre	Rémunération	Avantages imposables*
Brydges, Barry	Vice-président Assurance et gestion des risques	148,581 $	8,522 $
Burgman, John	Chef de l'information	112 138 $	14,318 $
Dale, Richard	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	103 700 $	1,505 $
D'Errico Tony	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	102 800 $	1,453 $
Foster, C.William D.	Vice-président	154 115 $	6,943 $
Hutton, John	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	102 800 $	1,453 $
Maxwell, James	Chef de l'administration et des finances	133 927 $	14,449 $
Poprawa, Andrew	Président et chef de la direction	203 601 $	6,637 $

* Comprennent l'assurance-vie collective imposable, le stationnement et l'utilisation d'une voiture de la Société.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2004 ont été reclassés afin de le rendre conformes à la présentation adoptée en 2005 pour les états financiers.

BUREAU DU TUTEUR ET CURATEUR PUBLIC

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction est responsable des états financiers et de tous les autres renseignements présentés dans les états financiers. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus, sauf en ce qui concerne le Fonds diversifié et les autres éléments d'actif qui sont comptabilisés selon la méthode de la valeur marchande, et comprennent, s'il y a lieu, des montants fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction.

Le Bureau du Tuteur et curateur public est déterminé à se conformer aux normes d'intégrité les plus élevées dans la prestation de ses services. La direction a élaboré et maintient des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques pour fournir des garanties raisonnables quant à la fiabilité de l'information financière et assurer la protection des actifs. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer les systèmes de gestion et veiller à ce que les pratiques et rapports sont diffusés à la tutrice et curatrice publique et son comité de gestion.

Les états financiers ont été examinés par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario. La responsabilité du vérificateur général consiste à exprimer une opinion jugeant si les états financiers sont équitablement présentés conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus, compte tenu du fait que le Fonds diversifié et les autres éléments d'actif sont comptabilisés selon la méthode de la valeur marchande. Le rapport du vérificateur indique les grandes lignes de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Louise Stratford
Tutrice et curatrice publique

Sharon Yetter
Directrice financière

Le 26 mai 2006

Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

Au Tuteur et curateur public de l'Ontario
et au Procureur général

J'ai vérifié le bilan du Tuteur et curateur public de l'Ontario au 31 mars 2006 et les états des recettes et des dépenses, de l'évolution des soldes des fonds et des flux de trésorerie des successions et fiducies et du fonds d'administration de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Tuteur et curateur public. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Tuteur et curateur public de l'Ontario au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 26 mai 2006

Gary R. Peall, CA
Sous-vérificateur général

Box 105, 15th Floor
20 Dundas Street West
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-327-9862

B.P. 105, 15e étage
20, rue Dundas ouest
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416-327-2381
télécopieur 416-327-9862

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Bilan

(en milliers de dollars)

Le 31 mars 2006

	Successions et fiducies		Fonds d'administration	
	2006	2005	**2006**	2005
Actif				
Espèces et quasi-espèces	**5,617 $**	3,766 $	**135 $**	95 $
Comptes débiteurs	**3,260**	5,505	**3,472**	1,608
Oblig. et autres titres de créance	**24,507**	23,768	-	-
Fonds à revenu fixe (Annexe A)	**919,238**	881,969	**3,942**	3,337
Fonds diversifié (Annexe B)	**59,545**	57,788	**65,937**	60,233
Actions et autres titres	**56,012**	50,660		
Biens immobiliers	**68,412**	68,886	-	-
Autres éléments d'actif	**12,948**	11,851		
	1,149,539	1,104,193	**73,486**	65,273
Frais de projets spéciaux reportés	-	-	**5,463**	5,216
	1,149,539 $	1,104,193 $	**78,949 $**	70,489 $
Passif et soldes des fonds				
Comptes créditeurs et charges à payer	**22,032 $**	13,099 $	**421 $**	2,785 $
Soldes des fonds	**1,127,507**	1,091,094	**78,528**	67,704
	1,149,539 $	1,104,193 $	**78,949 $**	70,489 $

Éventualités (Note 5)

Au nom du Tuteur et curateur public de l'Ontario

Tutrice et curatrice publique

Directrice financière

Les résumés des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des recettes et des dépenses - Successions et fiducies

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars	2006	2005
Recettes		
Recettes de pension	**61,609 $**	58,724 $
Avantages sociaux	**52,517**	48,740
Recettes de placements (Annexe D)	**33,666**	31,363
Autres recettes	**22,145**	23,022
Plus-value nette des placements non réalisée	**7,932**	5,235
	177,869	167,084
Dépenses		
Installations	**74,890**	70,210
Allocations	**23,585**	22,238
Honoraires du Tuteur et curateur public (Annexe C)	**20,820**	18,310
Taxes	**10,466**	5,496
Autres dépenses	**8,350**	7,376
Frais de subsistance	**8,340**	7,229
Frais immobiliers	**6,424**	4,591
Frais funéraires	**4,214**	4,009
Frais médicaux	**3,817**	3,594
Services publics	**2,269**	1,979
Assurance	**808**	742
	163,983	145,774
Excédent des recettes par rapport aux dépenses	**13,886 $**	21,310 $

Les résumés des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des recettes et des dépenses - Fonds d'administration

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars	2006	2005
Recettes		
Placements - fonds à revenu fixe (annexe A)	1,214 $	544 $
Placements - fonds diversifié (annexe B)	6,350	4,318
	7,564	4,862
Droits perçus (net) (annexe C)	19,727	17,141
	27,291	22,003
Dépenses		
Traitements et salaires	21,514	20,659
Avantages sociaux des employés (note 3)	2,741	2,685
Services (Note 3)	2,724	3,452
Transport et communications	1,184	1,365
Fournitures et équipement	639	1,542
	28,802	29,703
Montant recouvré du ministère du Procureur général (Note 3)	[illegible]	[illegible]
	16,531	16,491
Demandes de règlement (recouvrements)	[illegible]	220
	16,467	16,711
Excédent des recettes par rapport aux dépenses	10,824 $	5,292 $

Les résumés des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État de l'évolution des soldes des fonds - Successions et fiducies
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Fiducies de clients	Mineurs	Justiciables	Successions de personnes décédées (note 1)	Fiducies relatives à des cimetières	Biens de sociétés confisqués	Fiducies de sociétés	Titres fonciers	Total 2006	Total 2005
Solde, au début de l'exercice	393,173 $	376,747 $	181,557 $	105,551 $	21,356 $	7,039 $	3,061 $	2,610 $	1,091,094 $	1,031,645 $
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	1,713	11,966	4,974	[illegible]	159	380	[illegible]	70	13,886	21,310
Contribution (distribution) de capital net de clients	20,316	[illegible]	5,448	4,304	493	653	5	[illegible]	22,527	38,139
Solde, à la fin de l'exercice	415,202 $	380,586 $	191,979 $	104,479 $	22,008 $	8,072 $	3,066 $	2,115 $	1,127,507 $	1,091,094 $

État de l'évolution des soldes des fonds - Fonds d'administration
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2006

	Fonds des projets spéciaux	Caisse d'assurance	Caisse de réserve dans les cas de litige	Caisse de provision pour créances douteuses	Caisse d'évaluation de la capacité	Fonds non-affectés	Total 2006	Total 2005
Solde, au début de l'exercice	14,351 $	2,200 $	2,000 $	100 $	100 $	48,953 $	67,704 $	62,412 $
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	6,350	[illegible]	114		[illegible]	4,410	10,824	5,292
Transferts entre fonds	-	2,831	886		19	[illegible]		-
Solde, à la fin de l'exercice	20,701 $	5,000 $	3,000 $	100 $	100 $	49,627 $	78,528 $	67,704 $

Les résumés des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des flux de trésorerie
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars	Successions et fiducies		Fonds d'administration	
	2006	2005	**2006**	2005
Encaisse fournie par (utilisée dans)				
Activités de fonctionnement				
Excédent des recettes sur les dépenses	**13,886 $**	21,310 $	**10,824 $**	5,292 $
Ajustements pour rapprocher l'excédent des recettes avec l'encaisse nette tirée des activités d'exploitation				
Plus-value non réalisée des placements				
Comptes débiteurs	**2,245**			239
Autres éléments d'actif		647	-	-
Comptes créditeurs	**8,933**	2,587		408
	16,035	16,747	**2,033**	3,110
Activités de placement				
Achat/rachat net de :				
Obligations et autres titres de créances			-	-
Placements dans le Fonds à revenu fixe				
Actions et autres valeurs mobilières				
Placements dans le Fonds diversifié	**2,639**	7,981		
Biens immobiliers	**474**			
Frais de projets spéciaux reportés	-	-		
Contribution de capital net de clients	**22,527**	38,139		
Augmentation des espèces et quasi-espèces durant l'exercice	**1,851**	2,980	**40**	47
Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice	**3,766**	786	**95**	48
Espèces et quasi-espèces, à la fin de l'exercice	**5,617 $**	3,766 $	**135 $**	95 $

Les résumés des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario
Résumé des principales politiques comptables

Le 31 mars 2006

Nature des opérations

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario (« le Tuteur et curateur public ») est investi, en vertu d'un certain nombre de lois, de plusieurs fonctions qui comprennent essentiellement les responsabilités suivantes :

- la gestion des biens des adultes incapables
- l'administration de la masse successorale de personnes décédées en Ontario sans testament et n'ayant plus aucun proche parent;
- le regroupement des biens au nom de la Couronne conformément à la *Loi sur les biens en déshérence*
- la gestion des fonds, hypothèques et valeurs mobilières consignés ou déposés auprès du comptable de la Cour supérieure de justice au nom de mineurs et de justiciables;
- un rôle de surveillance générale des biens des sociétés de bienfaisance.

Le Tuteur et curateur public est exempté des impôts sur le revenu provinciaux et fédéraux en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

Méthode de comptabilité

Le Tuteur et curateur public prépare ses états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice et suit les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Successions et fiducies

Les successions et fiducies représentent les comptes pour lesquels le Tuteur et curateur public de l'Ontario agit comme tuteur ou curateur en vertu de la *Loi sur la prise de décisions au nom d'autrui*, la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, la *Loi sur l'administration des successions par la Couronne*, la *Loi sur les successions* et diverses autres lois.

Fonds d'administration

Le Fonds d'administration est le compte de fonctionnement du Tuteur et curateur public. On y dépose les droits perçus en contrepartie des services rendus pour chaque succession et fiducie, conformément au barème des droits créé conformément à la *Loi sur le Tuteur et curateur public*. Il sert aussi à payer les frais de fonctionnement.

Les soldes de trésorerie du Fonds d'administration qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement sont investis, tout comme les liquidités des successions et fiducies. Les intérêts créditeurs nets de ces placements sont virés au compte du Fonds d'administration, après distribution des intérêts versés sur les fonds des successions et fiducies, conformément aux taux d'intérêt prévus en application de la *Loi sur le Tuteur et curateur public*.

Les fonds affectés à des buts spécifiques sont identifiés ci-dessous

Fonds des projets spéciaux
Le Fonds des projets spéciaux a été constitué pour prévoir le financement des projets spéciaux importants du Tuteur et curateur public. Une partie des recettes provenant du Fonds non affecté, investis dans le Fonds diversifié et les fonds à revenu fixe, est intégrée aux recettes du Fonds des projets spéciaux. Le financement actuel est affecté au développement et à la mise en oeuvre d'un nouveau système de technologie de gestion des fiducies.

Caisse d'assurance
La *Loi sur le Tuteur et curateur public* et les règlements pris en application de la Loi prévoient qu'une caisse d'assurance doit être constituée en vue de supporter certaines pertes dont le Tuteur et curateur public pourrait avoir à assumer la responsabilité.

Au cours de l'exercice, la caisse d'assurance a reçu un remboursement de 30 788 $ (231 959 $ en 2005) du fonds non affecté. En outre, il y a eu un transfert à la caisse du fonds non affecté d'une somme de 2 800 000 $ (500 000 $ en 2005).

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Résumé des principales politiques comptables

Le 31 mars 2006

Caisse de réserve dans les cas de litige
L'objectif de cette caisse est de couvrir les dépenses et coûts des instances juridiques engagés par le Tuteur et curateur public au nom de ses clients dans les cas de litiges.

Au cours de l'exercice, les recouvrements dépassant les frais juridiques engagés au nom des clients de 113 866 $ (50 874 $ en 2005) ont été remboursés au Fonds non affecté et le Fonds a été majoré par le transfert d'un montant supplémentaire de 1 000 000 $ (0 $ en 2005) du Fonds non affecté.

Caisse de provision pour créances douteuses
L'objectif de cette caisse est de couvrir tous les comptes-clients lorsque le Tuteur et curateur public a avancé des fonds au nom d'un client et a imposé un privilège d'origine législative conformément à l'article 8.1 de la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, mais qu'il n'arrive pas à recouvrer le montant du client.

Caisse d'évaluation de la capacité
La caisse a été créée pour couvrir les honoraires des évaluateurs de la capacité dans les cas où un client n'est pas en mesure de payer les frais d'une évaluation ou une réévaluation.

Durant l'exercice, la caisse a reçu un remboursement de 18 630 $ (38 505 $ en 2005) du Fonds non affecté.

Espèces et quasi-espèces

Cette rubrique comprend les espèces et les quasi-espèces, y compris les fonds en caisse, les avoirs dans des comptes bancaires ainsi que les dépôts à court terme, le cas échéant, avec échéance de moins de 90 jours.

Obligations et autres titres de créances des successions et fiducies

Les obligations et autres titres de créances des successions et des fiducies qui appartiennent à des clients individuels, et qui ne font pas partie des fonds communs du Tuteur et curateur public, sont inscrits à la valeur marchande.

Placements

Fonds à revenu fixe
Les fonds sont placés dans des effets à revenu fixe de haute qualité, régis par les lignes directrices de la *Loi sur les fiduciaires* en matière de placements et par les directives et limites fixées par le Bureau du Tuteur et curateur public, l'accent étant mis sur la conservation du capital et la maximisation du rendement. Cela comprend les fonds en fiducie en dollars américains dans les cas où les tribunaux ordonnent au comptable de la Cour supérieure de justice de conserver ces fonds en devises américaines.

Les intérêts créditeurs sont distribués aux participants selon un taux d'intérêt prescrit, approuvé par le comité consultatif sur les placements du Tuteur et curateur public. Durant l'exercice, le taux prescrit pour les fonds canadiens était de 3,25 % (en 2005, il a varié entre 3 % et 3,25 %). Le taux prescrit pour les fonds américains a varié entre 2 % et 3 % (en 2005, il était de 1%).

Fonds diversifié
Le Tuteur et curateur public a établi un fonds diversifié qui comprend des actions et des valeurs à revenu fixe de haute qualité. Ce fonds a été créé pour fournir une solution de rechange aux clients dont l'unique objectif de placement exige une stratégie de placement plus large à plus long termé. Le fonds est assujetti aux lignes directrices de la *Loi sur les fiduciaires* en matière de placements et aux directives et limites fixées par le Bureau du Tuteur et curateur public, l'accent étant mis sur la conservation du capital et l'amélioration du pouvoir du capital à long terme. Le Fonds d'administration participe aussi au Fonds diversifié.

Les rendements de placement sur ce fonds sont dévolus directement aux participants et les placements sont présentés à la valeur marchande.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Résumé des principales politiques comptables

Le 31 mars 2006

Actions et autres titres des successions et fiducies

Les actions et autres titres de créances des successions et des fiducies appartenant à des clients individuels et qui ne font pas partie des fonds communs du Tuteur et curateur public sont inscrits à leur valeur marchande.

Évaluation des instruments financiers

Le Tuteur et curateur public considère les questions des obligations et autres dettes, les fonds à revenu fixe, les fonds diversifiés, les actions et autres valeurs comme des instruments financiers détenus pour être négociés. La juste valeur de ces instruments a été déterminée conformément aux cours publiés sur le marché actif, s'il y a lieu.
Les achats et ventes de ces instruments financiers sont reconnus à la date de règlement.

Les fonds à revenu fixe qui sont des fonds placés dans des certificats de dépôt du marché monétaire et des obligations dans le cadre d'une stratégie d'achat et de mise en sauvegarde sont présentés au coût rajusté, compte tenu de l'amortissement des primes ou des escomptes sur l'achat durant la période jusqu'à l'échéance, lorsque ces titres sont intentionnellement détenus jusqu'à l'échéance.

Autres éléments d'actif

D'autres éléments d'actif de successions et de fiducies sont enregistrés à la valeur évaluée à la date de prise en charge des successions et fiducies.

Biens immobiliers

Les biens immobiliers des successions et fiducies sont inscrits à leur valeur d'expertise au moment de la prise en charge des successions et fiducies.

Frais de projets spéciaux reportés

Les coûts d'un projet spécial relatifs à l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion des fiducies engagés entre 2002 et 2006 ont été reportés. Ces frais seront amortis compte tenu de la meilleure estimation par la direction de la durée de vie utile du système.
L'amortissement commencera dans la période durant laquelle le système devient opérationnel.

Conversion de devises

Les devises étrangères sont converties en dollars canadiens de la manière suivante :

À la date de transaction, chaque actif, passif, recette ou dépense est converti(e) en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date.

À la fin de l'année, les actifs et passifs monétaires en dollars américains sont convertis en dollars canadiens en appliquant le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et pertes résultant de l'opération de change sont inclus dans les recettes de la période en cours. Au 31 mars 2006, le Tuteur et curateur public détenait uniquement des dollars américains en devises étrangères.

Constatation des produits

Les recettes des rentes de retraite, avantages sociaux, placements et autres recettes des successions et fiducies sont constatées lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'on s'attend à les recevoir. La plus-value nette non réalisée des placements représente les gains non réalisés de l'évolution de la valeur marchande des obligations et autres titres de créances, du Fonds diversifié, des actions et autres valeurs.

Utilisation des prévisions

La préparation des états financiers conformément aux politiques comptables indiquées ci-dessus exige que la direction fasse des prévisions et hypothèses qui concernent les montants déclarés d'actif et de passif à la date des états financiers et les montants déclarés des recettes et dépenses durant la période déclarée. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction à mesure que des renseignements supplémentaires deviennent plus tard disponibles.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario
Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2006

1. **Successions de personnes décédées et fonds dévolus à la Couronne**

Les successions des personnes décédées comprennent les successions administrées en vertu de la *Loi sur l'administration des successions par la Couronne* et la *Loi sur les successions*.

La *Loi sur les biens en déshérence* autorise le Tuteur et curateur public à prendre possession des biens vacants échus par droit à la Couronne, conformément aux dispositions de la *Loi portant réforme du droit des successions*, de la *Loi sur les sociétés par actions*, ou en vertu de la *common law*. Les biens ainsi reçus par le Tuteur et curateur public et qui ne sont pas réclamés sont affectés au Trésor de la province. Les transferts de ces biens au Trésor de la province sont inclus dans le remboursement du capital des clients pour arriver au montant indiqué comme la contribution (remboursement) de capital net du client pour les successions de personnes décédées dans l'état de l'évolution des soldes des fonds – Successions et fiducies.

Au cours de l'exercice, la somme de 2 118 963 $ (256 657 $ en 2005) a été transférée au Trésor.

2. **Transferts au Trésor**

Conformément au paragraphe 9(5) de la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner le versement du solde créditeur du Fonds d'administration au Trésor de la province.

Aucun transfert au Trésor de la province n'a eu lieu durant l'exercice.

3. **Opérations entre personnes apparentées**

Le Tuteur et curateur public considère que le gouvernement de la province d'Ontario, ses organismes et ses sociétés de la Couronne d'être des parties apparentées. Dans l'exercice normal des affaires, les opérations suivantes ont été conclues avec ces parties apparentées sans frais pour le Tuteur et curateur public et, par conséquent, ne sont pas indiquées dans les états financiers :

- Le Tuteur et curateur public verse des prestations de retraite à ses employés grâce à la participation à la Caisse de retraite des fonctionnaires et Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le ministère des Services gouvernementaux (« MSG ») finance la cotisation de l'employeur au régime de retraite.
- Le coût des avantages sociaux à la retraite n'ouvrant pas droit à pension est payé par le MSG.
- Le Tuteur et curateur public occupe des locaux loués par le ministère du Procureur général.
- Le MSG offre les services de traitement de la paye et des paiements au Tuteur et curateur public.

Le ministère du Procureur général offre un financement partiel pour les opérations du Tuteur et curateur public, ce qui est indiqué dans les états financiers.

4. **Hypothèques et valeurs mobilières en fiducie**

Le Tuteur et curateur public en sa capacité de comptable de la Cour supérieure de justice agit également comme dépositaire d'hypothèques d'un montant de 1 045 850 $ (1 068 850 $ en 2005) et de diverses valeurs mobilières et documents d'une valeur nominale de 3 841 250 $ (4 408 031 $ en 2005). Ces montants ne sont pas exprimés dans les états financiers car le Tuteur et curateur public n'agit pas comme fiduciaire de ces fonds mais simplement comme dépositaire au nom du client. Le Tuteur et curateur public en sa capacité de dépositaire détient aussi des lettres de crédit, des cautions de privilège, des cautions de tutelle et des garanties d'exécution pour les parties en litige.

5. **Éventualités**

Le Tuteur et curateur public prend part à diverses poursuites judiciaires dans le cadre de ses activités courantes et on ne peut prévoir à l'heure actuelle l'issue de ces poursuites ni la façon dont elles seront réglées.

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Annexe A - Placements et recettes du Fonds à revenu fixe
(en milliers de dollars)

Le 31 mars		2006	2005
PLACEMENTS			
Encaisse		2,117 $	2,070 $
Intérêt couru		10,472	10,135
Placements à court terme		525,251	493,331
		537,840	505,536
Placements à long terme			
Obligations de sociétés	(i)	24,883	12,851
Obl. du gouvernement fédéral	(ii)	98,688	152,608
Obl. de gouvernements provinciaux	(iii)	99,977	56,183
Obl. d'établissements financiers	(iv)	161,792	158,128
		385,340	379,770
		923,180 $	885,306 $
Répartis comme suit :			
Successions et fiducies		919,238 $	881,969 $
Administration		3,942	3,337
		923,180 $	885,306 $
RECETTES			
Répartis comme suit :			
Successions et fiducies		27,930 $	27,091 $
Administration		1,214	544
		29,144 $	27,635 $

Les placements à court terme au 31 mars 2006 portaient des taux d'intérêt annuels variant entre 2,60 % et 7,75 % et avaient des échéances variant entre 1 et 259 jours.

Placements à long terme au 31 mars 2006		Taux d'intérêt	Valeur comptable	Valeur marchande
(i)	Obligations de sociétés			
	1 - 3 ans	4.00 - 6.90%	24,883 $	24,628 $
			24,883	24,628
(ii)	Gouvernement fédéral			
	1 - 3 ans	4.10 - 7.25%	98,688	97,822
			98,688	97,822
(iii)	Gouvernements provinciaux			
	1 - 3 ans	4.25 - 6.62%	99,977	98,902
			99,977	98,902
(iv)	Établissements financiers			
	1 - 3 ans	3.50 - 10.85%	103,141	102,314
	3 ans et plus	3.96 - 8.15%	58,651	58,118
			161,792	160,431
			385,340 $	381,784 $

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Annexe B - Placements et recettes du Fonds diversifié

(en milliers de dollars)

Le 31 mars	2006	2005
PLACEMENTS		
Encaisse (Dettes bancaires)	$	$
Intérêt couru	389	384
Billets à court terme	2,002	6,472
	2,254	5,145
Obligations	44,039	41,723
Actions canadiennes	39,146	37,037
Actions étrangères	40,043	34,116
	125,482 $	118,021 $
Répartis comme suit :		
Successions et fiducies	59,545 $	57,788 $
Fonds d'administration	65,937	60,233
	125,482 $	118,021 $
RECETTES		
Successions et fiducies		
Revenu de placement	1,924 $	2,028 $
Plus-value non réalisée du Fonds diversifié	4,396	2,979
	6,320 $	5,007 $
Administration		
Revenu de placement	1,787 $	1,489 $
Plus-value non réalisée du Fonds diversifié	4,563	2,829
	6,350 $	4,318 $

Les billets à court terme et les obligations portent des intérêts annuels variant entre 3 % et 11,45 %, avec des échéances variant entre 6 jours et 43 ans.

Annexe C - Honoraires du Tuteur et curateur public

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars	2006	2005
Fiducies de clients	12,805 $	11,565 $
Mineurs	2,687	2,695
Successions de la Couronne	3,750	2,447
Justiciables	1,139	1,062
Services juridiques d'un tuteur à l'instance nommé par le tribunal	102	185
Fiducies relatives aux cimetières	188	178
Fiducies de bienfaisance	121	155
Actifs de sociétés/fiducies de sociétés confisqués	28	23
Honoraires du Tuteur et curateur public - Successions et fiducies	20,820	18,310
Moins : Coûts non récupérés de services payants	1,093	1,169
Droits perçus (nets) - Fonds d'administration	19,727 $	17,141 $

Annexe D - Recettes des placements des successions et fiducies

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars	2006	2005
Fonds à revenu fixe (Annexe A)	27,930 $	27,091 $
Fonds diversifié (Annexe B)	1,924	2,028
Recettes des placements détenus pour les clients	3,812	2,244
	33,666 $	31,363 $

PERTES RADIÉES DES COMPTES

(En vertu de la *Loi sur l'administration financière*)
pour l'exercice clos le 31 mars 2006

Ministère	2005-06
	$
FINANCES	135 506 541,65
FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	10 897 137,30
SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	7 878 126,00
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE	6 148 484,22
PROCUREUR GÉNÉRAL	3 619 345,64
SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE	1 896 051,74
TRANSPORTS	1 551 575,27
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	1 341 338,91
AFFAIRES MUNICIPALES ET LOGEMENT	809 364,80
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	541 969,25
RICHESSES NATURELLES	243 689,60
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	181 790,00
RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE	145 521,07
TRAVAIL	45 208,04
SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET SERVICES CORRECTIONNELS	41 554,25
ÉDUCATION	14 389,00
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	12 030,88
TOTAL DES MINISTÈRES	170 874 117,62
SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	156 654,82
RADIATIONS TOTALES	**171 030 772,44**

REMISES DES RECETTES DE 1 000 $ OU PLUS

Accordées au cours de l'année se terminant le 31 mars 2006
(En vertu de la *Loi sur le ministère du Revenu*)

Ministère des Finance	$
Néant	Néant

Autres remises – OIC 1108/2005

Une remise de la taxe de vente au détail sur l'achat de nymphes et de larves a été accordée aux refuges pour papillons du 1er avril 2005 au 30 septembre 2008.

L'incidence prévue sur les recettes est de 50 000,00 $ pour la période précisée.

Autres remises – OIC 361/2005

L'Observatoire de neutrinos de Sudbury et l'Université de Carleton ont bénéficié d'un allégement de la taxe de vente au détail sur l'achat de matériel de recherche et de construction afin d'établir une installation internationale consacrée aux sciences souterraines.

L'incidence prévue sur les recettes est de 1 097 182,00 $.

Autres remises – OIC 735/2006

Une remise de la taxe de vente au détail a été accordée au Musée royal de l'Ontario et la à Fondation du patrimoine ontarien du 1er juillet 2006 au 30 juin 2008.

Le Centre des sciences de l'Ontario a également bénéficié d'un allégement de la taxe de vente au détail sur le coût, y compris le prix des matériaux et de la main-d'oeuvre et les frais généraux de fabrication, des biens meubles corporels produits par le Centre des sciences de l'Ontario pour sa propre consommation ou son propre usage.

L'incidence prévue sur les recettes est de 600 000,00 $ pour la période précisée.

Autres remises – OIC 584/2006

Une remise de la taxe de vente au détail a été accordée du 1er avril 2006 au 31 mars 2007 sur les prix d'entrée exigés par les salles de spectacle, y compris les cafés-théâtres, de moins de 3 200 sièges où l'on présente des spectacles théâtraux, comiques, chorégraphiques, et musicaux.

L'incidence prévue sur les recettes est de 15 à 20 millions de dollars pour la période précisée.

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.gov.on.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.gov.on.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006

MINISTRY OF FINANCE

MINISTÈRE DES FINANCES

Public Accounts of ONTARIO

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

DETAILED SCHEDULES OF PAYMENTS

DÉTAILS DES PAIEMENTS

Volume 3

MINISTRY OF FINANCE

MINISTÈRE DES FINANCES

Public Accounts of ONTARIO

Comptes publics de l'ONTARIO

2005-2006

DETAILED SCHEDULES OF PAYMENTS

DÉTAILS DES PAIEMENTS

Volume 3

TABLE OF CONTENTS/TABLE DE MATIÈRES

Page

General/Généralités

Guide to Public Accounts 5
Guide d'interprétation des comptes publics 6

MINISTRY STATEMENTS/ÉTATS DES MINISTÈRES

Agriculture and Food/Agriculture et Alimentation 7
Assembly, Office of the/Bureau de l'Assemblée législative 11
Attorney General/Procureur général 17
Auditor General, Office of the/Bureau du vérificateur général 27
Cabinet Office/Bureau du Conseil des ministres 29
Chief Election Officer, Office of the/Bureau du directeur général des élections 31
Children and Youth Services/Services à l'enfance et à la jeunesse 33
Citizenship and Immigration/Affaires civiques et Immigration 45
Community and Social Services/Services sociaux et communautaires 47
Community Safety and Correctional Services/Sécurité communautaire et Services correctionnels 61
Consumer and Business Services/Services aux consommateurs et aux entreprises 71
Culture/Culture 73
Democratic Renewal Secretariat/Secrétariat du renouveau démocratique 75
Economic Development and Trade/Développement économique et du Commerce 77
Education/Éducation 81
Energy/Énergie 89
Environment/Environnement 91
Finance/Finances 95
Francophone Affairs, Office of the/Office des affaires francophones 105
Health and Long-Term Care/Santé et Soins de longue duree 107
Intergovernmental Affairs/Affaires intergouvernementales 159
Labour/Travail 161
Lieutenant Governor, Office of the/Bureau du lieutenant-gouverneur 165
Management Board Secretariat/Secrétariat du Conseil de gestion 167
Municipal Affairs and Housing/Affaires municipales et Logement 171
Native Affairs Secretariat, Ontario/Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 175
Natural Resources/Richesses naturelles 177
Northern Development and Mines/Développement du Nord et Mines 187
Ombudsman Ontario/Ombudsman Ontario 189
Premier, Office of the/Cabinet du Premier ministre 191
Public Infrastructure Renewal/Renouvellement de l'infrastructure publique 193
Tourism and Recreation/Tourisme et Loisirs 195
Training, Colleges and Universities/Formation, Collèges et Universités 197
Transportation/Transports 205

A GUIDE TO PUBLIC ACCOUNTS

1. SCOPE OF THE PUBLIC ACCOUNTS

The 2005-2006 Public Accounts of the Province of Ontario comprise the **Annual Report and Consolidated Financial Statements** and three volumes:

Volume 1 contains the ministry statements for expenses, assets, revenue, detailed debt and other supplementary schedules. It provides a comparison of appropriations with actual spending.

Volume 2 contains the financial statements of significant provincial corporations, boards and commissions that are part of the government's reporting entity and other miscellaneous financial statements.

Volume 3 contains detailed schedules of payments made by ministries to vendors and transfer payment recipients.

2. A GUIDE TO VOLUME 3 OF THE PUBLIC ACCOUNTS

Detailed schedules of cash payments made by ministries are listed under the categories below. Transactions between ministries are not reported in this volume.

VOTED APPROPRIATIONS

(a) Salaries and Wages

Suppliers of temporary help services that received payments equal to or exceeding $50,000 are listed here. Public service, Crown and Other employees receiving payments equal to or exceeding $100,000 are listed in the Public Sector Salary Disclosure.

(b) Employee Benefits

As the employer, Management Board Secretariat makes payments on behalf of all ministries to suppliers for employee benefits. Payments equal to or exceeding $50,000 made directly to a supplier by the ministry for employee benefits are listed here.

(c) Travel

Travel payments for employees equal to or exceeding $10,000 are listed alphabetically by employee name. Travel payments made for Ministers, Parliamentary Assistants and Deputy Ministers are included regardless of amount.

(d) Transfer Payments

Total payments for grants, subsidies or assistance to persons, businesses, non-commercial institutions, and other government bodies equal to or exceeding $120,000 are listed under various subheadings appropriate to the individual ministry.

(e) Other Payments

All other payments to suppliers of goods and services, to debtors under loan agreements, investments in the shares of Crown corporations or other entities, acquisition and construction of buildings and roads, acquisition of land and special transactions such as interest incentives and subsidies, guarantees honoured, losses on loans and repayable grants equal to or exceeding $50,000 are listed here.

STATUTORY PAYMENTS

All payments made for statutory appropriations are listed here individually regardless of the amount.

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2005-2006 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en trois volumes :

Volume 1 contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les charges réelles y sont comparées aux crédits votés. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Volume 2 contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Volume 3 contient le détail des paiements faits à partir du Trésor par les ministères et versés aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2. GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 3 DES COMPTES PUBLICS

Les détails des paiements en espèces faits par les ministères sont présentés selon les catégories suivantes. Sont exclues les opérations entre ministères.

CRÉDITS VOTÉS

(a) Traitements et salaires

Les fournisseurs de services de personnel temporaire qui ont reçu des paiements de 50 000 $ ou plus sont énumérés ici. Les employés de la fonction publique, de la Couronne et autres qui reçoivent des paiements de 100 000 $ ou plus sont indiqués dans la section sur la divulgation des traitements dans le secteur public.

(b) Avantages sociaux

À titre d'employeur, le Secrétariat du Conseil de gestion fait des paiements aux fournisseurs au nom de tous les ministères pour les avantages sociaux. Les paiements de 50 000 $ ou plus faits directement à un fournisseur par le ministère au titre des avantages sociaux sont indiqués ici.

(c) Frais de déplacement

Les noms des fonctionnaires dont les frais de déplacement sont de 10 000 $ ou plus sont indiqués par ordre alphabétique. Les frais de déplacement des ministres, adjoints parlementaires et sous-ministres sont indiqués sans qu'il soit tenu compte des montants en cause.

(d) Paiements de transfert

Les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes sans but lucratif et autres organismes gouvernementaux qui sont de 120 000 $ ou plus sont indiqués sous les différentes rubriques de chaque ministère.

(e) Autres paiements

Tous les autres paiements aux fournisseurs de biens et de services ainsi qu'aux débiteurs en vertu de conventions de prêt, les investissements dans les sociétés de la Couronne ou d'autres entités, l'acquisition et la construction d'immeubles et de routes, l'acquisition de terres et les opérations particulières comme les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur les prêts et les subventions remboursables de 50 000 $ ou plus sont indiqués ici.

CRÉDITS LÉGISLATIFS

Les montants versés sont indiqués aux postes individuels des crédits législatifs sans égard au montant.

MINISTRY OF AGRICULTURE, FOOD AND RURAL AFFAIRS/ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

HON. LEONA DOMBROWSKY/L'HONORABLE LEONA DOMBROWSKY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$38,230
OTHER SALARIES AND WAGES LESS TEMP HELP AND STATUTORY SALARIES/AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES DÉDUCTION FAITE DU PERSONNEL TEMPORAIRE ET DES TRAITEMENTS FIXES STATUAIRES:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$2,086

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$487,410

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. LEONA DOMBROWSKY	$14,824
HON. STEVE PETERS	11,963
CAROL MITCHELL	298
MARIA VAN BOMMEL	1,251
BRUCE ARCHIBALD	15,426
FRANK INGRATTA	17,529
ASAD, SYED SHAMIM	10,105
BAKER, THOMAS F	15,150
BOHL, MARTIN J	11,406
CAMPBELL, DIANA	13,626
CLARKE, DAVID J	10,648
CLARKE, STEPHEN P	10,999
CRAWLEY, ALAN	14,761
DUFF, STEPHEN	15,834
ELLIS, JACQUELYNN J	14,079
GAGNE, DENIS	10,581
GLENNEY, PAUL W	12,865
HOPE, DAVID G	14,609
HOWATSON, MURRAY	14,536
LANG, LAURINDA F	15,501
LIOTTA, KATHRYN	12,026
MCRORY, DOUGLAS G	10,521
MERLINO, GIANFRANCO	13,497
NOECKER, NANCY E	11,032
PATERSON, RACHEL	10,379
POTTER, JOHN	12,097
QUESNEL, GILLES S	12,999
REID, KEITH	12,705
SEEBER, BOBBY	21,704
SHARMA, SANJAY	11,033
SMITH, LYLE JAMES	11,039

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

SWAN, JOHN D	$11,041
TERRYBERRY, WILLIAM A	11,445
TIN, AMOS	17,772
VAN EVERY, WENDY	16,256
WHEELER, JAMES H	14,015
WINCH, ROBERT J	10,619
YULE, BONNIE JEAN	11,146
ZADOW, PAUL	11,107
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	2,036,800

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ABINGDON MEAT PACKERS LTD	$225,000
AGRICORP	253,900,086
AGRICULTURAL ADAPTATION COUNCIL	160,485
AGRICULTURAL RESEARCH INSTITUTE OF ONT	1,975,143
ALLIANCE OF ONT. FOOD PROCESSORS	860,000
BIOENTERPRISE CORP	200,000
BROCK UNIV	150,000
CITY OF GREATER SUDBURY	322,451
CITY OF HAMILTON	35,001,156
CITY OF KAWARTHA LAKES	204,472
CITY OF KINGSTON	25,040,763
FARM SAFETY ASSOC. INC	120,000
GENCOR FOODS INC	270,000
GRAPE GROWERS OF ONT	1,000,000
HOLLY PARK MEAT PACKERS INC	122,550
MUNICIPALITY OF CENTRAL HURON	156,522
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	1,345,937
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	219,053
MUNICIPALITY OF WEST NIPISSING	345,930
NORFOLK COUNTY	412,742
ONT. 4-H COUNCIL	700,000
ONT. AGRI-FOOD EDUCATION INC	404,210
ONT. AGRI-FOOD TECHNOLOGIES	380,000
ONT. CATTLEMEN'S ASSN	385,062
ONT. SOIL & CROP IMPROVEMENT ASSN	12,742,000
ON-TRACE AGRI-FOOD TRACEABILITY (ONT.)	10,000,000
POULTRY INDUSTRY COUNCIL	250,000
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	346,088
ROYAL AGRICULTURAL WINTER FAIR ASSN OF CANADA	140,000
RYDING-REGENCY MEAT PACKERS LTD	950,000
SOY 20/20 PROJECT	125,000
ST HELEN'S MEAT PACKERS LTD	150,000
THE ONT. INDEPENDENT MEAT PACKERS AND PROCESSORS SOC	840,000
TOWN OF KINGSVILLE	143,576

MINISTRY OF AGRICULTURE, FOOD AND RURAL AFFAIRS/ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT(SUITE)

TOWN OF LAKESHORE	$296,320
TOWN OF NORTH PERTH	157,022
TOWNSHIP OF DAWSON	528,344
TOWNSHIP OF LAKE OF THE WOODS	142,584
TOWNSHIP OF MIDDLESEX CENTRE	275,543
TOWNSHIP OF PERTH EAST	242,810
TOWNSHIP OF PERTH SOUTH	143,425
UNIV. OF GUELPH	82,907,152
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	7,298,478

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

AGVIRO INC	$115,411
AON REED STENHOUSE INC	118,656
ARI FINANCIAL SRVC. INC	1,341,053
BEEF IMPROVEMENT ONT. INC	198,856
BELL CANADA	781,684
BELL MOBILITY INC	279,184
BENSIMON BYRNE	133,273
BROOKFIELD LEPAGE JOHNSON CONTROLS FMS (BLJC)	391,976
CD NOVA-TECH INC	64,260
CH & ASSOCIATES	217,255
CM INC	86,095
DOUBLETREE INTL. PLAZA HOTEL	83,342
DR BETH STEPHENS	74,234
DR P PAVKOVIC	82,051
DR GILLES P GRATTON	51,072
DR JAMES W CHRISTIAN	85,573
DR ORLAND G GREEN	74,698
ENVIRONMENT CANADA	50,000
GARY TAUGHER DESIGN CO LTD	97,963
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	254,346
GUELPH FOOD TECHNOLOGY CENTRE	56,208
HART & ASSOC. MANAGEMENT CONSULTANTS LTD	70,579
IBM BUSINESS SRVC CO	260,055
IBM CANADA LTD	736,479
JOSEPH C SENFT	120,175
LYRECO CANADA INC	193,411
MAXXAM ANALYTICS INC	164,704
MBS (MEDIA BUYING SRVC LTD)	1,808,195
MCEWEN AGRI-CONSULTING INC	77,826
MERAK SYSTEMS CORP	358,656
MOSAIC SALES SOLUTIONS CANADA	942,553
NORTHSTAR RESEARCH PARTNERS	117,084
ONT. FEDERATION OF AGRICULTURE	207,241
ONT. HERITAGE TRUST	206,000
ONT. REALTY CORP	13,987,145
OTIS SAUTER LEGER MKTG COMMUNICATIONS	563,793

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	$166,803
POSTAGE BY PHONE	159,000
PUROLATOR COURIER LTD	185,918
QUALICOM INNOVATIONS INC	655,288
RELIZON CANADA INC	58,261
RENAISSANCE TORONTO AIRPORT HOTEL	60,880
ROTHSAY (MEMBER OF MAPLE LEAF FOODS INC)	52,833
SALESFORCE.COM INC	77,130
SNC-LAVALIN PROFAC INC	433,116
SODEXHO CANADA	88,374
TELUS CORPORATION	286,119
TOSHIBA OF CANADA LTD	87,215
TUMA MKTG INC (RICHARD TUMA)	109,379
UNIFIRST CANADA LTD	102,380
UNIT PARK	68,207
UNIV. OF GUELPH	2,713,032
UNIV. OF TORONTO PRESS INC	75,551
XEROX CANADA LTD	249,305
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	6,155,743

OTHER TRANSACTIONS EXCLUDE STATUTORY EXPENSES/AUTRES TRANSACTIONS À L'EXCLUSION DES DÉPENSES LÉGISLATIVES

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$1,005

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:	
HON. LEONA DOMBROWSKY	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31 , 2006	$27,761
HON. STEVE PETERS	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	7,450
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
CAROL MITCHELL	
APRIL 1, 2005 TO FEBRUARY 28, 2006	$11,386
MARIA VAN BOMMEL	
JUNE 30, 2005 TO MARCH 31, 2006	9,385
LOU RINALDI	
MARCH 1, 2006 TO MARCH 31, 2006	1,035
PAYMENTS UNDER THE *TILE DRAINAGE ACT*:	
CITY OF CLARENCE-ROCKLAND	$31,700
CITY OF KAWARTHA LAKES	91,100
CITY OF KINGSTON	61,300
CITY OF OTTAWA	12,700
CITY OF TEMISKAMING SHORES	39,100

MINISTRY OF AGRICULTURE, FOOD AND RURAL AFFAIRS/ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PAYMENTS UNDER THE *TILE DRAINAGE ACT*(CONT'D):

COUNTY OF BRANT	$11,100
COUNTY OF OXFORD	145,400
COUNTY OF PRINCE EDWARD	65,400
HALDIMAND COUNTY	36,500
MUNICIPALITY OF ARRAN-ELDERSLIE	170,300
MUNICIPALITY OF BLUEWATER	130,000
MUNICIPALITY OF BROCKTON	45,700
MUNICIPALITY OF CENTRAL HURON	126,700
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	509,400
MUNICIPALITY OF DUTTON-DUNWICH	18,700
MUNICIPALITY OF HURON EAST	62,500
MUNICIPALITY OF KINCARDINE	22,000
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	10,600
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	10,900
MUNICIPALITY OF MORRIS-TURNBERRY	56,800
MUNICIPALITY OF NEEBING	49,100
MUNICIPALITY OF NORTH MIDDLESEX	60,000
MUNICIPALITY OF NORTHERN BRUCE PENINSULA	43,900
MUNICIPALITY OF OLIVER PAIPOONGE	66,200
MUNICIPALITY OF SOUTH BRUCE	44,300
MUNICIPALITY OF SOUTH HURON	136,900
MUNICIPALITY OF SOUTHWEST MIDDLESEX	33,100
MUNICIPALITY OF THAMES CENTRE	16,200
MUNICIPALITY OF THE NATION	9,200
MUNICIPALITY OF WEST ELGIN	35,900
MUNICIPALITY OF WEST NIPISSING	8,500
MUNICIPALITY OF WEST PERTH	38,400
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	58,900
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	106,600
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	24,800
TOWN OF AMHERSTBURG	27,400
TOWN OF BRADFORD-WEST GWILLIMBURY	59,500
TOWN OF GREATER NAPANEE	18,800
TOWN OF KINGSVILLE	45,500
TOWN OF LAKESHORE	215,100
TOWN OF MINTO	48,300
TOWN OF MISSISSIPPI MILLS	37,600
TOWN OF NORTH PERTH	123,100
TOWN OF PLYMPTON-WYOMING	37,500
TOWNSHIP OF ADELAIDE-METCALFE	99,900
TOWNSHIP OF ADJALA-TOSORONTIO	11,500
TOWNSHIP OF ADMASTON/BROMLEY	89,600
TOWNSHIP OF ASHFIELD-COLBORNE-WAWANOSH	40,500
TOWNSHIP OF AUGUSTA	11,800
TOWNSHIP OF BRETHOUR	50,000
TOWNSHIP OF BROOKE-ALVINSTON	55,800
TOWNSHIP OF CASEY	15,000
TOWNSHIP OF CENTRE WELLINGTON	35,500

PAYMENTS UNDER THE *TILE DRAINAGE ACT*(CONT'D):

TOWNSHIP OF CLEARVIEW	$88,300
TOWNSHIP OF DAWN-EUPHEMIA	276,300
TOWNSHIP OF EAST LUTHER GRAND VALLEY	21,300
TOWNSHIP OF ENNISKILLEN	115,600
TOWNSHIP OF ESSA	23,600
TOWNSHIP OF EVANTUREL	17,300
TOWNSHIP OF HILLIARD	35,400
TOWNSHIP OF HORTON	46,300
TOWNSHIP OF HOWICK	20,700
TOWNSHIP OF HUDSON	19,500
TOWNSHIP OF HURON-KINLOSS	62,800
TOWNSHIP OF LEEDS & THE THOUSAND ISLANDS	22,600
TOWNSHIP OF MALAHIDE	43,500
TOWNSHIP OF MAPLETON	79,700
TOWNSHIP OF MIDDLESEX CENTRE	12,400
TOWNSHIP OF NORTH DUNDAS	44,900
TOWNSHIP OF NORTH GLENGARRY	137,000
TOWNSHIP OF NORTH HURON	24,500
TOWNSHIP OF NORTH STORMONT	49,700
TOWNSHIP OF OTONABEE-SOUTH MONAGHAN	38,400
TOWNSHIP OF PERTH EAST	410,400
TOWNSHIP OF PERTH SOUTH	30,500
TOWNSHIP OF RAMARA	70,500
TOWNSHIP OF RUSSELL	39,500
TOWNSHIP OF SOUTH DUNDAS	54,700
TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY	122,600
TOWNSHIP OF SOUTH STORMONT	110,700
TOWNSHIP OF SOUTHGATE	257,000
TOWNSHIP OF SPRINGWATER	41,900
TOWNSHIP OF ST CLAIR	58,400
TOWNSHIP OF STIRLING-RAWDON	47,700
TOWNSHIP OF TAY	35,800
TOWNSHIP OF THE WHITEWATER REGION	25,600
TOWNSHIP OF WARWICK	53,200
TOWNSHIP OF WELLINGTON NORTH	309,300
TOWNSHIP OF WEST GREY	73,800
VILLAGE OF MERRICKVILLE-WOLFORD	44,400

OFFICE OF THE ASSEMBLY/BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000	$140,500

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA REVENUE AGENCY	$347,306
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	290,892
ONTARIO PENSION BOARD	390,417
ACCOUNTS UNDER $50,000	325,955

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

B. CROZIER	$13,035
A. CURLING	18,195
T. DECKER	13,295
Z. DECKER	14,896
D. DELLER	16,551
C. DESROSIERS	17,623
R. MARCHESE	23,295
ACCOUNTS UNDER $10,000	223,938

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION	$202,000

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

AC TECHNICAL SYSTEMS	$171,032
ALTUS CANADA	441,364
APPLIED ELECTRONICS LTD	100,284
BELL CANADA	63,493
BLAKE CASSELS & GRAYDON BARRISTERS & SOLICITORS	71,380
CANADIAN TECH AIR SYSTEMS INC	784,670
CANADIAN SATELITE COMMUNICATIONS INC	288,000
CANWEST INTERACTIVE INC	101,258
CAPTION ADVANTAGE	84,720
CLIFFORD RESTORATION LTD	201,582
CLINTAR GROUNDSKEEPING SERVICES	205,805
COMPASS GROUP CANADA	70,804
CYBERKLIX INC	63,120
D & G GENERAL CONTRACTORS INC	66,590
DATAMEX TECHNOLOGIES INC	99,520
DAVENPORT OFFICE INC	56,520
DELL CANADA INC	231,934
DIRECT ENERGY BUSINESS SERVICES	64,167

OTHER PAYMENTS(CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS(SUITE)

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

EASTERN REFRIGERATION SUPPLY	$60,264
EATON YALE LTD	134,074
EBSCO CANADA LTD	164,312
ENDEAVOR INFORMATION SYSTEMS	62,744
ENGINEERING INTERFACE LTD	135,825
HARMONY PRINTING LTD	74,259
HEATHER & LITTLE	535,120
HITACHI KOKUSAI ELECTRIC CANADA LTD	64,103
HN CONSTRUCTION LTD	315,228
HODGSON SHIELDS DESBRISAY O'DONNELL MACKILLOP SQUIRE LLP	72,913
I & I CONSTRUCTION SERVICES LTD	297,273
IMPERIAL PLUMBING SUPPLIES	109,273
KEY EQUIPMENT FINANCE CANADA	84,471
KONICA MINOLTA BUSINESS SOLUTIONS (CANADA) LTD	113,616
LEXISNEXIS CANADA INC	72,544
LONGO FOOD SERVICE	126,947
MASCAGNI GROUP INC	55,029
NEXINNOVATIONS	168,767
O H ENVIRONMENTAL INC	137,338
OKASHIMO PARTNERS INC	53,438
ONTARIO ELECTRICAL CONSTRUCTION COMPANY LTD	224,921
ONTARIO REALTY CORPORATION	6,820,188
ORACLE CORP CANADA INC	72,680
PRIOR&PRIOR ASSOCIATES LTD	69,510
QUANTUM SYSTEMS INC	113,636
R C INTERIORS LTD	67,225
ROGERS COMMUNICATIONS INC	53,291
SODEXHO CANADA	54,627
STRACOR INC	292,916
SUPERIOR BOILER WORKS & WELDING	215,593
T.B.R. MECHANICAL ELECTRICAL INC.	920,887
TAYLOR HAZELL ARCHITECTS LTD	62,651
THE PRAXIUM GROUP LTD	172,577
THE RAM GROUP INC	102,349
THE VENTIN GROUP (TORONTO) LTD., ARCHITECTS	354,620
THOMPSON CARSWELL	113,906
THYSSENKRUPP ELEVATOR (CANADA) LTD	355,581
TRI-CAN CONTRACT INC	78,329
TV ONTARIO	50,323
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC	438,832
WOODVIEW CLEANERS LTD	55,403
WORLD WIDE ELECTRIC INC	209,430
ACCOUNTS UNDER $50,000	3,164,335

OFFICE OF THE ASSEMBLY/BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

MEMBERS' COMPENSATION, ACCOMMODATION AND TRAVEL/ RÉMUNÉRATION ET FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE DÉPLACEMENT DES DÉPUTÉS

COMPENSATION/RÉMUNÉRATION

98 MEMBERS AT 86,860	$8,512,276
3 MEMBERS AT 57,665	172,996
1 MEMBER AT 33,390	33,390
1 MEMBER AT 30,642	30,642
1 MEMBER AT 42,804	42,804
3 MEMBERS AT 467	1,401
LEADER OF THE OPPOSITION - J. TORY	47,946
LEADER OF THE NEW DEMOCRATIC PARTY - H. HAMPTON	31,009
OPPOSITION HOUSE LEADER - R. RUNCIMAN	15,895
OPPOSITION DEPUTY HOUSE LEADER - J. BAIRD	3,089
J. WILSON	4,728
SPEAKER - A. CURLING	10,417
M. BROWN	16,683
DEPUTY SPEAKER AND CHAIR OF THE COMMITTEES OF THE WHOLE HOUSE - B. CROZIER	12,855
DEPUTY CHAIRS OF THE COMMITTEES OF THE WHOLE HOUSE - T. ARNOTT	9,468
M. PRUE	9,468
J. TASCONA	9,468
CHIEF GOVERNMENT WHIP - D. LEVAC	15,895
DEPUTY GOVERNMENT WHIP - L. BERARDINETTI	10,858
GOVERNMENT WHIPS: K. CRAITOR	7,165
J. MARSALES	7,165
P. MCNEELY	4,560
CHIEF OPPOSITION WHIP - G. DUNLOP	4,805
N. MILLER	7,355
GOVERNMENT CAUCUS CHAIR - M. GRAVELLE	10,858
OPPOSITION CAUCUS CHAIR - E. WITMER	10,858
OPPOSITION WHIPS - T. BARRETT	3,089
T. CHUDLEIGH	7,817
J. O'TOOLE	4,728
CHIEF NEW DEMOCRATIC PARTY WHIP - G. BISSON	10,944

MEMBERS' COMPENSATION, ACCOMMODATION AND TRAVEL (CONT'D)/RÉMUNÉRATION ET FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE DÉPLACEMENT DES DÉPUTÉS (SUITE)

COMPENSATION(CONT'D)/RÉMUNÉRATION(SUITE)

NEW DEMOCRATIC PARTY ASSISTANT WHIP - A. HORWATH	$4,729
NEW DEMOCRATIC PARTY CAUCUS CHAIR - R. MARCHESE	9,815
NEW DEMOCRATIC PARTY HOUSE LEADER - P. KORMOS	13,550
NEW DEMOCRATIC PARTY DEPUTY HOUSE LEADER - S. MARTEL	7,123
CHAIRS AND VICE CHAIRS OF STANDING AND SELECT COMMITTEES - M. CHURLEY	8,073
B. DELANEY	11,147
V. DHILLON	6,370
G. DUNLOP	3,157
A. HORWATH	4,087
P. HOY	12,160
T. HUDAK	12,160
C. JACKSON	12,160
L. JEFFREY	7,093
N. MILLER	1,356
J. MUNRO	6,949
J. O'TOOLE	2,746
S. QAADRI	11,147
M. RACCO	11,147
N. STERLING	12,160

MEMBERS' BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX DES DÉPUTÉS

CANADA REVENUE AGENCY	$191,786
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	903,969
THE STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY	514,734
ACCOUNTS UNDER $50,000	320,188

ACCOMMODATION AND TRAVEL/FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE DÉPLACEMENT

MEMBERS' ACCOMMODATION AND TRAVEL EXPENSES	$2,457,867

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

ECKLER PARTNERS LTD	$84,100
ACCOUNTS UNDER $50,000	2,440

OFFICE OF THE ASSEMBLY/BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

MEMBERS' OFFICE SUPPORT/
PERSONNEL DE BUREAU DES DÉPUTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000	$3,287

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA REVENUE AGENCY	$254,032
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	251,754
ONTARIO PENSION BOARD	188,418
WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	91,921
ACCOUNTS UNDER $50,000	305,780

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

G. BISSON	$40,621
T. FARQUHAR	11,493
M. MAULT	10,591
ACCOUNTS UNDER $10,000	256,555

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

BELL CANADA	$763,115
BELL MOBILITY	175,821
CANADA POST CORPORATION	545,705
COAST PAPER	104,885
DATAMEX TECHNOLOGIES INC	125,000
DAVENPORT OFFICE INC	216,359
DELL CANADA INC	102,183
HARMONY PRINTING	185,724
HEWLETT-PACKARD FINANCIAL SERVICES CANADA COMPANY	113,942
IBM CANADA LTD	109,440
MARRON MARSHALL MANAGEMENT	50,872
MARSH CANADA LTD	123,120
P.M. PRODUCTIONS	111,943
PUROLATOR COURIER LTD	90,562
ROGERS COMMUNICATIONS INC	243,664
SOFTWARE SPECTRUM CANADA LTD	52,187
THISTLE PRINTING LTD	152,241
TOSHIBA OF CANADA LTD.	115,475
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC	223,765
ACCOUNTS UNDER $50,000	6,313,676

COMMITTEES/COMITÉS

TRAVELLING EXPENSES (MEMBERS OF PROVINCIAL PARLIAMENT)/FRAIS DE DÉPLACEMENT (DÉPUTÉS PROVINCIAUX)

T. ARNOTT	$2,359
W. ARTHURS	9,242
T. BARRETT	3,397
M. BROWN	63
J. BROWNELL	1,427
M. COLLE	576
B. CROZIER	51
B. DELANEY	1,260
S. DHILLON	166
J. FLAHERTY	473
K. FLYNN	1,034
P. FONSECA	2,206
H. HAMPTON	1,240
E. HARDEMAN	3,092
A. HORWATH	2,435
P. HOY	3,578
T. HUDAK	3,186
C. JACKSON	282
L. JEFFREY	138
P. KORMOS	459
K. KULAR	6,351
J. LALONDE	1,005
J. LEAL	2,859
D. LEVAC	340
R. MARCHESE	83
J. MARSALES	2,336
S. MARTEL	2,484
T. MCMEEKIN	70
P. MCNEELY	3,369
N. MILLER	4,265
C. MITCHELL	3,482
J. MOSSOP	379
J. MUNRO	1,768
J. O'TOOLE	54
R. PATTEN	3,156
M. PRUE	11,806
S. QAADRI	1,446
M G RACCO	5,382
K RAMAL	1,661
R RUNCIMAN	71
L SANDALS	473
M SERGIO	2,587
M SMITH	2,065
N STERLING	8,455
J WILKINSON	3,781
J WILSON	1,367
K WYNNE	1,719
J YAKABUSKI	2,569
D ZIMMER	1,384

OFFICE OF THE ASSEMBLY/BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

TRAVELLING EXPENSES (NON MEMBERS)/
FRAIS DE DÉPLACEMENT (AUTRES)

A. STOKES	$10,767
ACCOUNTS UNDER $10,000	113,641

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

AES COMPANY	$276,314
DAY ADVERTISING GROUP INC	111,001
ACCOUNTS UNDER $50,000	178,371

NOTE: TOTAL EXPENDITURES ABOVE
OF $803,526 RESTATED BY COMMITTEE/

TOTAL DES DÉPENSES MENTIONNÉES CI-DESSUS $803,526
REDISTRIBUÉES PAR COMITÉ:

SELECT COMMITTEE ON ELECTORAL REFORM	$74,712
STANDING COMMITTEE ON ESTIMATES	4,156
STANDING COMMITTEE ON FINANCE & ECONOMIC AFFAIRS	107,491
STANDING COMMITTEE ON GENERAL GOVERNMENT	160,813
STANDING COMMITTEE ON GOVERNMENT AGENCIES	3,640
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE POLICY	118,452
STANDING COMMITTEE ON PUBLIC ACCOUNTS	83,094
STANDING COMMITTEE ON REGULATIONS AND PRIVATE BILLS	64,942
STANDING COMMITTEE ON SOCIAL POLICY	129,476
STANDING COMMITTEE ON THE LEGISLATIVE ASSEMBLY	56,750

CAUCUS SUPPORT/PERSONNEL
DES GROUPES PARLEMENTAIRES

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA REVENUE AGENCY	$75,085
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	55,078
ACCOUNTS UNDER $50,000	127,17

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

H. BLAKENEY	$25,546
L. MILLER	12,392
B. PATTERSON	11,813
ACCOUNTS UNDER $10,000	239,383

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

ALLARD JOHNSON COMMUNICATIONS	$150,000
ARROW COMMUNICATIONS GROUP	77,500
BELL MOBILITY	55,687
BLANEY MCMURTRY BARRISTERS AND SOLICITORS LLP	69,902
CANADA POST CORPORATION	97,961
CNW GROUP	57,468
COMPASS GROUP CANADA	63,738
DTHREE INC	75,000
NATIONAL LEASING	58,709
POLLARA STRATEGIC PUBLIC OPINION & MARKET RESEARCH	148,507
PRESSTEK CANADA CORP	220,693
QUIETTOUCH INC	69,446
ROGERS COMMUNICATIONS INC	53,592
SEAK COMMUNICATIONS	70,725
SODEXHO CANADA	52,697
STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	190,694
THE AIT CORPORATION	89,800
THISTLE PRINTING LTD	57,728
ACCOUNTS UNDER $50,000	1,982,122

INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONER/
BUREAU DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION
ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:

ACCOUNTS UNDER $50,000	$20,440

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA REVENUE AGENCY	$115,950
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	69,331
ONTARIO PENSION BOARD	118,526
ACCOUNTS UNDER $50,000	95,623

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

K. ANDERSON	$20,340
A. CAVOUKIAN	22,937
ACCOUNTS UNDER $10,000	50,004

OFFICE OF THE ASSEMBLY/BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

6524443 CANADA INC. AND 1464255 ONTARIO LTD.	$877,089
ACCENTURE INC.	50,000
ADAMS + ASSOCIATES	214,069
BLUEMOON PRODUCTIONS INC.	69,658
BRIDGEPOINT COMMUNICATION INC.	66,928
CROCODILE COPY AND PRINT	92,017
VERSIONS5.1 INC.	104,161
WARREN'S PRINTING & DRYOGRAPHY INC.	59,401
ACCOUNTS UNDER $50,000	1,011,088

OFFICE OF THE INTEGRITY COMMISSIONER/
BUREAU DU COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000	$12,696

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

ACCOUNTS UNDER $10,000	$7,104

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

6524443 CANADA INC. AND 1464255 ONTARIO LTD.	$133,930
ACCOUNTS UNDER $50,000	72,428

ENVIRONMENTAL COMMISSIONER/
COMMISSAIRE À L'ENVIRONNEMENT

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000	$82,630

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

ACCOUNTS UNDER $10,000	$20,362

MATERIALS, SUPPLIES, ETC./FOURNITURES, MATÉRIEL, ETC.:

1075 BAY STREET ASSOCIATES, LP	$181,377
ACCOUNTS UNDER $50,000	424,176

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

HON. MICHAEL J. BRYANT/L'HONORABLE MICHAEL J. BRYANT

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ADECCO EMPLOYMENT SERVICES LTD.	$106,689
ALTIS HUMAN RESOURCES	107,648
HR ASSOCIATES	773,240
KENT LEGAL	57,537
LEGAL PERSONNEL CONSULTANTS INC.	206,446
MANPOWER TEMPORARY SERVICES	83,130
MARBERG LTD.	155,313
OFFICE TEAM	52,056
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	2,017,855
PERSONNEL CENTRE	50,904
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	206,293
ROBERT HALF CANADA INC.	191,196
STAFFWORKS EMPLOYMENT SOLUTIONS (STAFFWORKS LTD)	58,564
TEMPS4U CORPORATION	87,265
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	241,307
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	903,391
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	165,486

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$597,590
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	20,346

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MICHAEL BRYANT	$17,902
DAVID ZIMMER	1,170
MURRAY SEGAL	15,808
ADAM, Mr. S J.	10,599
AKER, Mr. JOHN	12,605
ALCOCK, Ms. PHYLLIS CAROLYNN	18,336
ANTHONY, Mr. KENNETH V.	19,587
ATCHESON, Mr. JOHN PETER	27,677
BECCAREA, Mr. ROBERT A.	21,566
BERNSTEIN, Mr. MICHAEL N.	18,685
BOISSONNEAULT, Mr. MARC LORENZO	14,968
BRAZAO, Ms. BARBARA	10,503
BROUGH, Mr. BRUCE	12,726
BROUILLARD, Mrs. COLETTE M.	45,224
BROWN, Mrs. SUSAN L.	10,453
BULMER, Mr. IAN	11,319

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

BURKE, Ms. PAMELA S.	$13,900
BUTTERWORTH, Mr. ROBERT D.	49,715
CAMERON, Mr. GRAEME WG.	49,093
CAMPBELL, Ms. SUSAN BARBARA	15,720
CARRICK, Ms. ANNE	11,461
CASTONGUAY, Mr. MARCEL	18,618
CHAFE, Ms. COSETTE D.	13,888
CHEE-HING, Mr. JASON	11,580
CHENIER, Mrs. MARY L.	16,884
CHIN, Mr. GEORGE S.	14,545
CHITTLE, Mr. GAYNOR D.	36,219
CONDON, Mr. J PAUL	10,232
CORNAVIERA, Ms. ROSELLA	10,686
COTTON, Mr. W. MURRAY	10,387
CULHAM, Mr. DAVID J.	18,647
CUMMINE, Mr. RICHARD D.	23,335
DAY, Mrs. BARBARA	15,583
DENHEZ, Mr. MARC CHARLES	32,090
DERBIER, Ms. SABINE	20,406
EDWARDS, Mr. NEIL P.	12,846
ELLIOTT, Miss PAMELA L.	20,442
ESARIK, Ms. LILLIAN	36,050
EVRAIRE, Mr. PAUL JOSEPH	15,970
FAGAN, Mr. THOMAS F.	19,866
FARRELL, Mr. FREDERICK G.	33,436
FEKETE, Mr. ZOLTAN	13,194
FITZGERALD, Mr. THOMAS	49,684
FITZPATRICK, Mr. PETER D.	11,408
FLINT, Ms. JOANNE	11,311
FOULDS, Mr. DAVID S.	36,170
FULLER, Mr. GERALD W.	15,558
GARSON, Mr. MARC A.	12,562
GILLIS, Ms. MARLENE ANNE	11,653
GIRARD, Mr. ROBERT A.	32,688
GORDON, Mr. ROBERT F.	27,475
GRANT, Mrs. DENISE	15,774
GRIGGS, Mr. JEREMY	17,907
GROVES, Ms. ELAINA	13,195
GRZELA, Ms. LYNN ANN	10,835
GUENETTE, Ms. PIERRETTE L.	20,886
HACHMANN, Mr. GRANT	12,003
HOYER, Miss ELEONORE	14,923
HUBBARD, Ms. MARIE	34,180
HUSSEY, Ms. KARLENE	17,197
JACKSON, Mr. NORMAN C.	25,329
JOLY, Mrs. CAROLE	25,188
JOY, Mr. SHAUN	11,333
KAMM, Mrs. JO-DEE E.	18,026
KATARY, Mr. NARASIM M.	52,810
KATZSCH, Ms. KAREY	10,866
KEEN, Mr. PETER C.	17,569
KEHOE, Ms. CATHERINE A.	13,538
KIRKISH, Ms. NOHA	10,786
KOWALSKI, Mr. BOGDAN R.	12,051

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)
FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

KULOS, Ms. CATHY P.	$13,012
LAFOND, Miss DIANE C.	11,848
LANGLOIS, Mr. PAUL M.	24,791
LEROUX, Miss LYNN L.	24,574
LESLIE, Mr. TERRY W.	10,771
LESSARD, Mr. DENNIS H.	17,611
MACINTOSH, Mr. DAVID B.	14,392
MAKUCH, Mr. RICHARD MAURICE	34,604
MARGERISON, Mr. SCOTT	10,422
MATHER, Ms. SUSAN	21,370
MCINNES, Mr. JOHN STUART	15,496
MCKEACHIE, Mr. JAMES T.	14,205
MCKINNON, Mr. CHRISTOPHER JC	18,427
MEADOWS-LEE, Mrs. SHANNON C.	11,226
MILLS, Mr. KEN	15,061
MITCHELL, Mr. DANIEL M.	19,393
MYRKA, Mr. WALTER	11,101
NETHERY, Ms. MARY C.	10,748
NOBLE, Ms. LESLIE	14,563
NUTTALL, Mr. JOHN ROSS	14,986
O'CONNOR, Mr. GARY CHARLES	45,821
OSTROSKI, Mrs. LONNIE L.	18,582
OUELLETTE-KLEIN, Ms. THERESA	17,727
OWEN, Mr. ROBERT D.	19,274
PARSONS, Mr. ROBERT JOHN	11,800
PAYEUR, Mr. PIERRE SYLVAIN	12,825
PEARSON, Mr. JOHN C.	12,432
PENDERGRAST, Ms. EUDORA	13,793
RAGSDALE, Ms. MELISSA	10,774
RAMSAY, Mr. JAMES A.	11,589
RAYMOND, Mr. DANIEL G.	20,975
REGENSTREIF, Ms. REBECCA	14,114
REGIMBAL, Mrs. KATHERINE	10,142
ROBIN, Mrs. CHRISTINE R.	21,222
RODDEN, Ms. JAQUELINE	11,610
ROSS, Mr. ROBERT A.	16,577
ROSSI, Mrs. LOUISE	30,938
ROY, Ms. COLETTE	22,909
RUDZ, Mr. JERZY	13,062
SCHWARTZ, Mr. DANIEL A.	11,144
SCOTT, Mr. IAN D.	21,515
SEGUIN, Ms. MONIQUE	29,456
SHAW, Mr. TREVOR	36,214
SHERWOOD, Mr. GREG	14,150
SIRAN, Ms. CHERYL CHRISTINE	12,945
SLOAN, Mrs. SYLVIANNE R.	22,765
SMITH, Mr. ALEXANDER D.	11,078
SMITH, Ms. CAROL LEE	10,288
SMOUT, Ms. JENNIFER A.	16,367
SNIEZEK, Mr. JOSEPH E.	47,060
SPRIET, Mrs. JOANNE B.	11,720
ST ONGE, Ms. J.	13,589
STEFANKO, Mr. STEVEN JOSEPH	19,809
STEWART, Mr. J M.	28,970
STEWART, Ms. CATHERINE	$12,852
STOCKTON, Mr. MALCOM A.	26,557
STROJIN, Mr. ALAN M.	13,696
TREMBLAY, Mr. ROBIN Y.	19,399
URWIN, Mr. ROBERT	11,797
WALKER, Mr. LEONARD A.	10,708
WALSH, Ms. MARION K.	12,633
WEBB, Mr. CHRISTOPHER	18,589
YOUNG, Mr. ROBERT A.	19,655
YOUNG, Ms. STACEY	33,720
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	4,804,443

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ABORIGINAL LEGAL SERVICES OF TORONTO	$195,104
ABRIGO CENTRE	162,445
ACCESS FOR PARENTS & CHILDREN IN ONTARIO	427,561
ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMME (AOCVF)	187,425
AH-SHAW-BIN SIOUX LOOKOUT LAC SEUL VICTIM SUPPORT SERVICE	183,200
ALGOMA DISTRICT VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE	160,000
ALGOMA FAMILY SERVICES	333,265
ALGOMA WOMEN'S SEXUAL ASSAULT SERVICES	246,008
AMELIA RISING WOMEN'S COLLECTIVE: SEXUAL ASSAULT CENTRE OF NIPISSING	307,768
BARBRA SCHLIFER COMMEMORATIVE CLINIC	300,000
BARRIE AREA VICTIMS CRISIS ASSISTANCE REFERRAL	209,218
BURLINGTON COUNSELLING AND FAMILY SERVICES	288,997
CALACS FRANCOPHONE OTTAWA CARLTON	370,425
CALEDON-DUFFERIN VICTIM SERVICES	406,250
CATHOLIC FAMILY SERVICE OTTAWA/ SERVICE FAMILIAL CATHOLIQUE OTTAWA	412,009
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF HAMILTON-WENTWORTH	433,448
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF PEEL-DUFFERIN	342,591
CCARES VICTIM ASSISTANCE	135,519
CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE HAMILTON-NIAGARA	140,981
CENTRE DES FEMMES FRANCOPHONES DU NORD OUEST (CFFNOO)	233,466

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CENTRE YORK CENTRE SUPERVISED ACCESS CENTRE	$157,932
CHADWIC HOME INC	160,000
CHANGING WAYS (LONDON) INC	496,818
CHATHAM KENT SEXUAL ASSAULT CRISIS CENTRE	273,592
CHATHAM-KENT VICTIM SERVICES	145,000
CHILD & FAMILY SERVICES OF TIMMINS & DISTRICT	125,598
CHILDREN'S AID SOCIETY OF OWEN SOUND & GREY COUNTY	172,177
CHILDREN'S CENTRE THUNDER BAY	133,764
COCHRANE-SMOOTH ROCK FALLS VCARS	160,000
COMMUNITY RESOURCES FOR PEOPLE IN CONFLICT WITH THE LAW	416,100
CONFLICT RESOLUTION COUNSELLING SERVICES (BELLEVILLE)	173,875
COUNSELLING SERVICES OF BELLEVILLE AND DISTRICT	155,053
COUNTERPOINT COUNSELLING & EDUCATIONAL CO-OPERATIVE	437,301
CRISIS CENTRE NORTH BAY	125,598
DALHOUSIE PLACE - BRANTFORD & DISTRICT SUPERVISED ACCESS CENTRE	177,039
EMILY MURPHY CENTRE	229,341
FAMILY COUNSELLING CENTRE OF CORNWALL AND UNITED COUNTIES	255,065
FAMILY LIFE CENTRE (AURORA-NEWMARKET-BRADFORD)	300,309
FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF METRO TORONTO	488,209
FAMILY SERVICES A LA FAMILLE OTTAWA	129,433
FAMILY SERVICES OF CAMBRIDGE & NORTH DUMFRIES	128,557
FRONTENAC VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE	127,163
GLENGARDA CHILD & FAMILY SERVICES	174,276
GREATER SUDBURY POLICE SERVICES	144,819
GUELPH-WELLINGTON WOMEN IN CRISIS & SEXUAL ASSAULT CTR	324,491
HIATUS HOUSE	298,721
HURONIA TRANSITIONS HOMES	388,376
JOHN HOWARD SOCIETY HAMILTON BURLINGTON & AREA	260,000
JOHN HOWARD SOCIETY OF LONDON	194,500
JOHN HOWARD SOCIETY OF NIAGARA	203,200
JOHN HOWARD SOCIETY OF OTTAWA-CARLETON	232,386
JOHN HOWARD SOCIETY OF PEEL	839,367
JOHN HOWARD SOCIETY OF PETERBOROUGH	173,475
JOHN HOWARD SOCIETY OF VICTORIA HALIBURTON SIMCOE & MUSKOKA	$133,188
JOHN HOWARD SOCIETY OF WATERLOO-WELLINGTON	258,909
JOHN HOWARD SOCIETY TORONTO	182,715
K3C COMMUNITY COUNSELLING CENTRES	147,125
KAWARTHA SEXUAL ASSAULT CENTRE	272,256
KAWARTHA/HALIBURTON VICTIM SERVICES	140,000
KENORA SEXUAL ASSAULT CENTRE	232,964
KINARK CHILD & FAMILY SERVICES	326,280
KITCHENER-WATERLOO SEXUAL ASSAULT SUPPORT CENTRE	374,891
LANARK COUNTY VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE	120,000
LE CENTRE DES FEMMES DE HAMILTON	293,800
LE CENTRE VICTORIA POUR FEMMES (SUDBURY)	668,500
LE SERVICE FAMILIAL DE LA REGION DE SUDBURY INC/SUDBURY FAMILY SERVICES	133,750
LEEDS & GRENVILLE REHABILITATION & COUNSELLING SERVICES	133,750
LEEDS AND GRENVILLE VICTIM CRISIS ASSISTANCE AND REFERRAL SERVICE	120,000
LEGAL AID ONTARIO	259,151,300
LONDON FAMILY COURT CLINIC	221,216
LUTHERWOOD	232,083
MAISON INTERLUDE HOUSE INC	268,000
MANITOULIN NORTH SHORE VICTIM CRISIS REFERRAL	160,000
MERGE COUNSELLING & EDUCATION SERVICES	296,908
MERRYMOUNT CHILDRENS CENTRE	341,455
MPPE-CICB ONE TIME	16,253,585
MPPE-CICB RECURRING PAYMENT	1,947,246
MUNICIPALITY OF GREENSTONE	160,000
MUSKOKA VICTIM SERVICES	160,000
MUSKOKA/PARRY SOUND COORDINATED SEXUAL ASSAULT SERVICES	246,289
NATIONAL JUDICIAL INSTITUTE	150,000
NEW PATH YOUTH & FAMILY COUNSELLING OF SIMCOE COUNTY	224,160
NIAGARA CHILD AND YOUTH SERVICES	149,241
NIAGARA SEXUAL ASSAULT CENTRE CARSA INC	377,074
NIAGARA VICTIM CRISIS SUPPORT SERVICES	180,000
NISHNAWBE ASKI NATION	141,900
NORTH SIMCOE VICTIM CRISIS SERVICES	150,000
OASIS CENTRE DES FEMMES	511,354

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	$3,115,608
ONTARIO NETWORK FOR THE PREVENTION OF ELDER ABUSE	820,000
OPERATION SPRINGBOARD	148,175
OSHAWA-DURHAM RAPE CRISIS CENTRE	375,950
OTTAWA RAPE CRISIS CENTRE	475,450
PATRICIA CENTRE FOR CHILDREN AND YOUTH	125,598
PETERBOROUGH/NORTHHUMBERLAND VICTIM SERVICES (VCARS)	154,196
PRESCOTT RUSSELL VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE (VCARS)	120,000
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	160,000
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	408,541
RENFREW COUNTY SEXUAL ASSAULT/ RAPE CRISIS SUPPORT CENTRE	273,160
RENFREW COUNTY VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE	157,833
ROSE GARDEN FAMILY SUPPORT CENTRE	149,766
SALVATION ARMY	286,366
SERVICES A L'ENFANCE ET A LA FAMILLE DU TIMISKAMING CHILD AND FAMILY SERVICES	125,598
SERVICES DE COUNSELLING HEARST KAPUSKASING SMOOTH ROCK FALLS COUNSEL	173,500
SEXUAL ASSAULT & VIOLENCE INTERVENTION SRVC OF HALTON	377,761
SEXUAL ASSAULT CENTRE (HAMILTON & AREA)	400,307
SEXUAL ASSAULT CENTRE LONDON	372,731
SEXUAL ASSAULT CENTRE OF BRANT	311,303
SEXUAL ASSAULT CENTRE QUINTE DISTRICT	263,803
SEXUAL ASSAULT CRISIS CENTRE KINGSTON INC	293,376
SEXUAL ASSAULT CRISIS CENTRE WINDSOR ESSEX	497,645
SEXUAL ASSAULT SERVICES FOR WOMEN STORMONT DUNDAS GLENGARRY	261,932
SEXUAL ASSAULT SUPPORT CENTRE OF OTTAWA	370,425
SEXUAL ASSAULT SURVIVOR'S CENTRE SARNIA	332,019
SEXUAL ASSAULT/RAPE CRISIS CENTRE OF PEEL	395,194
SUDBURY & AREA VICTIM ASSISTANCE & REFERRAL SERVICE	180,000
SUDBURY SEXUAL ASSAULT CRISIS CENTRE	$310,479
TEMISKAMING & DISTRICT VICTIM CRISIS ASSIST & REFERRAL SRVC	120,000
THE MEN'S PROJECT	300,120
THE SALVATION ARMY GREY-BRUCE SUPERVISED ACCESS PROGRAM	133,434
THUNDER BAY & AREA VICTIM SRVC	160,000
THUNDER BAY SEXUAL ASSAULT/ SEXUAL ABUSE COUNSELLING & CRISIS CENTRE	361,833
TIMMINS & AREA WOMEN IN CRISIS	250,794
TIMMINS & DISTRICT VICTIM CRISIS ASSISTANCE & REFFERAL SERVICE	244,889
TORONTO BAIL PROGRAM	2,363,240
TORONTO CHILD ABUSE CENTRE	223,409
TORONTO POLICE SERVICE	600,000
TORONTO RAPE CRISIS CENTRE	461,604
UNITED CHIEFS & COUNCILS OF MANITOULIN	160,652
VCARS NEAR NORTH	195,000
VICTIM ASSISTANCE PROGRAM - GREY/OWEN SOUND INC	272,000
VICTIM ASSISTANCE SERVICES OF OTTAWA-CARLETON	205,755
VICTIM ASSISTANCE SERVICES OF OXFORD COUNTY	155,000
VICTIM CRISIS ASSISTANCE REFERRAL SERVICE HALDIMAND NORFOLK	147,000
VICTIM SERVICES ELGIN	120,000
VICTIM SERVICES OF BRANT	165,000
VICTIM SERVICES OF DURHAM REGION	179,952
VICTIM SERVICES OF HURON COUNTY	192,205
VICTIM SERVICES OF MIDDLESEX COUNTY	167,977
VICTIM SERVICES OF PERTH COUNTY	120,000
VICTIM SERVICES OF SARNIA LAMBTON INC	180,000
VICTIM SERVICES OF WATERLOO REGION	160,000
VICTIM SERVICES OF WINDSOR AND ESSEX COUNTY	214,170
VICTIM SERVICES OF YORK REGION INC	180,000
VICTIM SERVICES PROG OF METRO TORONTO INC	600,781
VICTIM SERVICES WELLINGTON	179,943
WEST PARRY SOUND VCARS	160,000
WILSON MEMORIAL GENERAL HOSPITAL	160,000
WOMEN ABUSE COUNCIL OF TORONTO INC	154,683
WOMEN'S CENTRE (GREY & BRUCE) INC	129,126
WOMENS SEXUAL ASSAULT HELPLINE & OUTREACH SERVICES YORK REGION	389,205

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

YMCA OF GREATER TORONTO	$128,593
YORK REGION NEIGHBOURHOOD SERVICES INC	251,626
YWCA HAMILTON	129,973
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	8,960,315

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

24 HOUR TONER SERVICE INC	$167,850
4 OFFICE AUTOMATION LTD	961,681
720 BAY STREET PORFOLIO INC	56,770
A'B BILINGUAL SERVICES	56,383
A-1 BUSINESS MACHINES	63,064
AC TECHNICAL SYSTEMS	92,824
ACCENT GROUP INC	71,770
ADDMORE OFFICE FURNITURE INC	56,517
ADVANCED PRESENTATION PRODUCTS	70,221
AJILON CANADA	817,829
ALAN M GORTH	50,674
ALFRED A MAMO & ASSOCIATES	91,884
ALLIANCE COMPUTERS INC	73,822
ALLYSON GARDNER	56,175
AMENDO FABRICS LTD	260,369
AMERICAN EXPRESS BANK OF CANADA	451,824
AMERI-CANA RESORT & CONFERENCE CENTRE (603185 ONTARIO LTD)	171,046
AMJ CAMPBELL VAN LINES	56,796
AMY KATZ MARTIN	99,311
ANDRE CASTEL	63,085
ANDREA STEINER	85,933
ANDREW F COFFEY	76,448
ANTHONY WILLIAMS	59,138
AON REED STENHOUSE INC	113,091
ARI FINANCIAL SERVICES INC	1,424,230
ARTISTIC STATIONERY COMPANY LTD	74,874
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	320,953
ASSOCIATION OF CANADIAN COURT ADMINISTRATORS	84,920
AUTCON	178,362
AVERO ARMOURED CAR CORP	69,348
AVOLUTION MULTIMEDIA	241,565
AYRES V COUTO	96,281
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	342,149
BAKA COMMUNICATIONS INC	56,988
BARBARA J THURSTON LLB	62,920
BARBARA STEINBERG	63,633
BARRY HILL	74,568
BELL CANADA	2,577,799
BERNARD A COWAN	54,175
BERNARD JOHN KING	63,175
BERNARD M KELLY	95,389
BERNARD YEN	65,769
BLAKE CASSELS & GRAYDON LLP	330,754

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BLUE HILLS CHILD & FAMILY CENTRE	$206,178
BLUE MOUNTAIN RESORTS LTD	336,349
BRADLEY F BERNS	70,087
BRAMIC CREATIVE BUSINESS PRODUCTS LTD	76,224
BRANT OFFICE SUPPLY	77,152
BRIAN COBURN	62,811
BRIAN S KORB	53,258
BRIMAGE TYRRELL VAN SEVEREN & HOMENIUK	93,528
BRINKS CANADA LTD	63,110
BROOKFIELD LEPAGE JOHNSON CONTROLS FMS (BLJC)	294,265
C RODERICK ROLSTON	114,412
CAMBRIDGE SUITES HOTEL	56,324
CAMPBELL, RUTH	96,513
CANADA LAW BOOK INC	1,896,007
CANADA POST CORP	513,936
CANADIAN ATLAS FURNITURE	467,423
CANON CANADA INC	78,320
CARLOS SILVA	50,915
CAROLYN J JONES	53,968
CARSWELL	2,528,668
CDI EDUCATION	86,621
CENTRAL BUSINESS SYSTEMS INC	60,373
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	169,405
CENTRE FOR FAMILY MEDIATION	122,107
CHARLES E PURVIS	94,571
CHARLES TIERNEY	103,640
CHRISTINE MORRIS	53,510
CIBC (CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE)	72,455
CIT FINANCIAL LTD	78,246
CITY OF BRAMPTON	401,744
CITY OF BURLINGTON	172,536
CITY OF HAMILTON	62,635
CITY OF OTTAWA	123,192
CITY OF THUNDER BAY	71,455
CITY OF WINDSOR	85,487
CLEARLINK FINANCIAL SERVICES LTD	175,633
CLINTON GROUP INC	340,500
CNC GLOBAL LIMITED	543,776
COGNOS INC	143,204
COMMONWEALTH LEGAL	294,010
COMPASS GROUP CANADA	58,966
COMPUGEN INC	749,413
COOKSVILLE INTERIORS (MISSISSAUGA) LTD	98,073
COOPER'S OFFICE SUPPLY CO LTD	57,392
COPYWELL COLLEGE	50,404
COUNTY OF ELGIN	185,212
CREIGHTON VICTOR ALEXANDER HAYWARD & MORISON	50,804
CRYSTAL RESOLUTION INC	64,818

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

D LARRY SEGAL	$50,234
DANIEL W MUSSELMAN	50,796
DANIELLE B DWORSKY	80,664
DAVID GULYAS	59,820
DAVID MORNEAU	81,166
DAVID SANDLER	89,421
DEERHURST RESORT	286,459
DELOITTE INC	71,000
DELPHI SOLUTIONS	64,994
DELTA HOTELS	301,621
DENIS ALLAN	75,440
DENYSE S DIAZ	125,759
DICTATION SALES & SERVICES	125,232
DIGI-TRAN INC	292,548
DINAH POLIWODA	56,565
DOCKSTADER & DOCKSTADER	238,385
DODD, DIANE	50,000
DONALD J MACMILLAN	60,643
DOUGLAS H GOWAN	75,466
DOUGLAS J MILLSTONE	61,495
DOUGLAS JOHNSON	88,681
DOWNING STREET PROP MGT INC	243,043
DOYLE SPEIRS	113,409
DR ROBERT L DICKEY	76,077
DR STEPHEN J HUCKER	102,475
DR WILLIAM J KOMER	114,318
DRECHSEL BUSINESS INTERIORS	92,607
DSR HARCOURTS LTD	332,189
DST OUTPUT CANADA INC	109,914
DURHAM FAMILY COURT CLINIC	379,001
DURHAM REGIONAL POLICE SERVICE	68,738
DUTKA PARTNERS	102,979
DYE & DURHAM CO INC	223,347
EDS CANADA INC	495,525
EDWARD KRAVCIK	57,937
ELISABETH N LELLA	80,179
ELIZABETH A KIRLEY	59,450
ERIN DE WINNE	56,329
EXECUTIVE COMMUNICATIONS LTD	54,436
EYNON RACHAEL BARRISTER & SOLICITOR	95,663
FALCONER CHARNEY MACKLIN	316,058
FAMILY MEDIATION CENTRE	229,198
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP	697,780
FELTMATE DELIBATO HEAGLE	401,697
FENTON SMITH BARRISTERS	146,075
FERN RESORT	52,355
FGI WORLD	149,217
FILEFINDER SYSTEMS	82,479
FILIPOVIC BROTHERS & CONWAY	173,082
FINDHELP INFORMATION SERVICES	273,033
FRESHSERVE FOODS INC	60,600
FUJITSU CONSULTING	144,579
G-4 COMMUNICATIONS	69,452
GALARNEAU & ASSOCIATES	50,287

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

GARDA OF CANADA	$53,406
GARDINER ROBERTS LLP	77,306
GARY GOTTLIEB	62,395
GE EQUIPMENT SERVICES	65,190
GE TECHNOLOGY FINANCE	5,501,237
GENE CHODOS	54,026
GEOFFREY A ZIMMERMAN	53,625
GEORGE A PHILLIPS	84,430
GEORGE BENDA CATERING	68,444
GERALD E MICHEL	95,266
GERALDO LOURDES	74,686
GETRONICS CANADA INC	89,745
GLASS MURRAY & BIANCHI	85,112
GLAUDE, Mr. GEORGE N	97,766
GLOBAL UPHOLSTERY CO INC	112,456
GLORY TO	55,697
GOLISH & GOLISH	64,270
GOODMAN & CARR LLP	520,867
GORDON ADAMS LEDUC	85,242
GORDON E HACHBORN	58,242
GRAHAM W F BUTLER	64,528
GRAND & TOY	1,252,880
GREATER SUDBURY POLICE SERVICES	160,397
GWL REALTY ADVISORS INC	63,605
H & R PROPERTY MANAGEMENT LTD	177,693
HAMILTON POLICE SERVICES	424,535
HARVEY M SALEM	101,954
HAY GROUP	74,177
HEATHER SMITH-MCGURK	51,647
HEENAN BLAIKIE	564,414
HEENAN BLAIKIE LLP IN TRUST	131,305
HEIDI I S BREIER	81,271
HELEN D SILVER	95,402
HELEN KURGATNIKOV MILLER	61,128
HENRY R SHIELDS	77,277
HILL HUNTER LOSELL LAW FIRM LLP	55,136
HOLIDAY INN	246,767
HOLMES & BRAKEL LTD	73,071
HR ASSOCIATES	321,796
HUNT PARTNERS	301,664
HURONIA ALARM & FIRE SECURITY INC	61,995
IBM CANADA LTD	3,039,787
ILANA TAMARI	67,338
INNOVATIVE BUSINESS INTERIORS INC	56,648
IRON MOUNTAIN	99,963
JA MEDIA SERVICES	125,337
JACK B MCKENNA	62,135
JACQUES LAFLAMME	94,672
JAMES A FONTANA	103,911
JAMES C MOORE	64,481
JAMES TRELEAVEN	76,523
JANET E SLAUGHTER	110,829
JANETTE LONG	69,946
JAY JOYCE DARLENE BURNSIDE	104,396
JEAN MARIE BORDELEAU	106,202

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

JEAN PIERRE QUINTAL	$67,155
JEFFREY R STUTZ	59,261
JEFFREY STONE	72,422
JESSICA LEGRAND	56,180
JL INVESTIGATIVE SERVICES	64,075
JODIE-LYNN WADDILOVE	68,472
JOHN ALEXANDER BLAND	56,558
JOHN ANDRE BUTT	88,649
JOHN D SMITH	90,334
JOHN J SIMON	67,264
JOHN L MENZIES	99,993
JOHN R WEBER	53,852
JUDITH R PASCOE	61,240
JULIAN JAFFARY ARCHITECT	130,639
JULIE BERGERON	59,000
JULIE I GUINDON	100,523
KAREN LOGAN	63,555
KATHERINE A STILL	52,908
KATHERINE HENSEL	67,794
KATHLEEN A BAKER	71,273
KATHLEEN GOWANLOCK	51,500
KATHRYN JUNGER	110,601
KAWARTHA FAMILY COURT ASSESSMENT MEDIATION SERVICE	266,465
KENNETH DUTKA	97,205
KENT LEGAL	217,897
KIM A ANNAND	86,504
KIMBERLY CHAPMAN	55,205
KINKOS CANADA LTD	134,329
KINWOOD AUDIO VISUAL INC	478,245
KLIPPENSTEIN BARRISTERS & SOLICITORS	462,151
KROLL LINDQUIST AVEY	135,716
KUNJUKRISHNAN FORENSIC CONSULTANTS INC	65,123
LAM-CO OFFICE PRODUCTS INCORPORATED	200,295
LANIER HEALTH CARE CANADA	397,717
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA	1,501,634
LEGAL AID ONTARIO	229,644
LEGAL FILES SOFTWARE INC	129,178
LEGAL PRINT & COPY INC	56,965
LEXISNEXIS CANADA INC	1,000,311
LEXSYS NETWORKS INC	67,375
LIMESTONE MEDIATION	246,643
LISA A JOHNSON (BARRISTER & SOLICITOR)	81,245
LISA BARAZZUTTI	122,268
LISA S LABUTE	76,209
LOIS CHOUINARD	87,577
LONDON FAMILY COURT CLINIC	134,059
LONDON POLICE SERVICE	59,686
LORELEI GUTOSKIE	59,840
LORI CUNNINGHAM	76,597
LORRAINE B BILLINGS	51,927

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

LYNDA S ROSS	$60,758
LYRECO CANADA INC	2,684,901
MADORIN SNYDER LLP	53,362
MALCOLM S KIRSCH	89,107
MARBRAE PARALEGAL SERVICES INC	102,100
MARCELLE M STORY	80,524
MARG WILSON CONSULTING	55,366
MARGOT POEPJES	53,462
MARIE-PAULE LAFLEUR	56,202
MARIO POSSAMAI	204,383
MARK N DEMEDA	73,793
MARLENE S GOLD	57,118
MARRIOTT HOTELS	108,006
MARSHA MCHARDY	55,561
MARY KODRIC	83,199
MCCARTHY TETRAULT	105,290
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	161,892
MCIVER & MCIVER	53,285
MCKENZIE LAKE LAWYERS LLP (IN TRUST)	101,580
MCKENZIE LAKE LLP	111,870
MCR TECHNOLOGIES INC	124,696
MEDIATION CENTRE OF HAMILTON WENTWORTH	272,575
MEDIATION CENTRE OF SIMCOE COUNTY INC	285,753
MELIKIE JOSEPH	54,086
METROPOLITAN HOTEL	252,141
MICHAEL BONDY	94,270
MICHAEL DAVID LANNAN	50,988
MICHAEL FRANK	87,777
MICHAEL J POLISUK	60,291
MICHAEL J QUINN	74,272
MICHAEL MUNGOVAN	57,750
MICHAEL S FITZPATRICK	78,439
MICHAEL ZULIANI	90,370
MICHELLE ARBOUR	65,835
MILLER THOMSON LLP	445,618
MIRTECH INTERNATIONAL SECURITY	61,088
MORRIS J PEROZAK	91,096
MORRIS J WINER	52,902
MORRISON REID	52,837
MOUNTAIN SPRINGS LODGE RESORT & CONFERENCE CENTRE	78,709
MPPE-MAG-CSD	1,381,457
MTS ALLSTREAM INC	141,507
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	127,705
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	111,768
NANCY M KATZSCH	59,092
NATIONAL JUDICIAL INSTITUTE	130,740
NATIONWIDE AUDIO VISUAL CO	790,139
NAVIGANT CONSULTING LTD	137,878
NEESON & ASSOCIATES	69,565
NEOPOST CANADA LIMITED	64,963
NEXINNOVATIONS INC	67,066

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NEXSTAF INC	$127,591
NIGEL MACLEOD	65,713
NORMAN H EDMONDSON	69,680
NORTHERNTEL LP	69,714
NOVOTEL	71,876
OFFICE OF THE PUBLIC GUARDIAN & TRUSTEE	52,202
ONTARIO BAR ASSOCIATION	104,141
ONTARIO REALTY CORP	145,100,305
ORACLE CORP CANADA INC	52,308
PARENT CARR	99,267
PATHFINDER SYSTEMS DESIGN LTD	51,440
PATRICIA L MEEHAN	51,429
PATRICK D WHITE	83,743
PAUL NICHOLSON	223,169
PAUL TRUONG	61,282
PAULA DEVETO	65,811
PAULA K CARTER	80,260
PCS SECURITY SYSTEMS	99,389
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	94,414
PETER J COULSON	67,581
PETER REHAK	91,997
PHILLIPS & ASSOCIATES	111,037
PIERRE DUMAIS	151,459
PITNEY BOWES	548,319
PLATINUM CUSTOM DESIGN	69,346
POI BUSINESS INTERIORS	108,618
POLICE CREDIT UNION LTD	64,202
POSITIVE RESOLUTIONS	50,498
POSTAGE BY PHONE	566,229
POSTAGE ON CALL	155,300
POWER CENTRE	64,443
PRA INC	59,765
PRAXIS RESEARCH ASSOCIATES	68,697
PRINT THREE	105,229
PRINTING HOUSE LIMITED	154,331
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	150,482
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	79,752
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	489,055
PUBLIC HISTORY INC	454,295
PUROLATOR	843,230
QUICKLAW INC	68,342
RACHEL BIRNBAUM	68,192
RAPHAEL PARTNERS LLP	345,035
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	64,015
REGION OF HALTON COURT SERVICES	116,046
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	322,950
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	226,136
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	246,920
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	390,880
RELIZON CANADA INC	842,801
RENEE JL CARRIVEAU	78,781
RICHARD A HALABISKY	118,351
RICHLORE CONSTRUCTION LTD (H & R PROPERTY MANAGEMENT LTD)	$123,964
RICOH CANADA INC	74,008
RIVA ROTTER	153,188
ROACH SCHWARTZ & ASSOCIATES	501,315
ROADPOST INC	52,016
ROBBINS HENDERSON & DAVIS BARRISTERS & SOLICITORS	155,974
ROGERS COMMUNICATIONS INC	309,018
RONALD L RADLEY	105,468
RONALD W SILLICK	63,395
RONDA BESSNER	181,127
ROSEDALE LIVERY LTD	68,821
ROSS & MCBRIDE	66,136
ROSS B LINTON	98,222
ROSS C BALL	50,145
ROSS SCULLION BARRISTORS & SOLICITORS	302,972
ROY E BOGUSKY	64,212
ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE	66,027
RUSSELL C MERREDEW	85,931
RUTH M THOMPSON	58,279
SACK GOLDBLATT MITCHELL	722,930
SALTSPRING SOFTWARE INC	1,913,871
SAMUEL SARICK AND GRADUATE HOLDINGS LIMITED	173,993
SANDERS CLINE BARRISTERS AND SOLICITORS	50,660
SANDRA J HARRIS	51,712
SANDRA L DRIESEL	53,345
SCI INTERIORS LTD	511,428
SEMAGANIS WORME BARRISTERS & ATTORNEYS-AT-LAW	469,884
SERGE F TREHERNE	70,744
SHARON A SAUNDERS	67,550
SHERATON HOTEL	56,668
SHERI HIRSCHBERG	60,106
SHIRLEY GRIFFIN	69,244
SHIRLEY NGUYEN	55,889
SIGHT N SOUND DESIGN INC	76,788
SNC-LAVALIN PROFAC INC	9,854,760
SNELL BALKA SAAD	87,774
SOFTWARE SPECTRUM	167,206
SOKKIA CORPORATION CANADA	58,720
SOMETHING 2 TALK ABOUT	54,762
SPACESAVER FILING SYSTEMS INC	100,757
SPICE & ASSOCIATES CONSULTING	66,297
STAPLES BUSINESS DEPOT	165,077
STEPHEN COLLINSON	60,715
STEPHEN EJ PAULL	149,000
STEWART F FISHER	82,503
STOCKWOODS LLP	151,266
STOR-TEC LTD	90,406
SUPERGRAVITY INC	277,280

MINISTRY OF ATTORNEY GENERAL/MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SUSAN K PATERSON	$58,064
SUTTS STROSBERG LLP	282,119
SUZANNE SINNAMON	67,670
TAB PRODUCTS OF CANADA LTD	267,830
TABOO	73,236
TELECO SUPPLY CO LTD	130,809
TELUS COMMUNICATIONS INC	169,442
THE ASSOCIATES	392,594
THE COMMISSIONAIRES	1,557,947
THEODORE L COLLINS	79,144
THUNDER BAY BUSINESS SYSTEMS	185,699
TIGERDIRECT.CA INC	124,391
TIMOTHY G MACDONALD	68,452
TORONTO MAC & DOS	252,426
TORONTO POLICE SERVICE	1,341,320
TOSHIBA OF CANADA LTD	434,490
TOTAL OFFICE SYSTEMS LTD (TOS LTD)	50,476
TOWN OF CALEDON	171,550
TRANSITIONS	61,983
TRAVELODGE	77,298
UFC MEDIATION SERVICES INC	365,132
ULRICH & SHERR	76,001
UNIGLOBE PLUS TRAVEL GROUP	84,283
UNIVERSITY OF OTTAWA	149,295
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	283,615
VEIGA AGENCY INC	187,150
VENTURE CONSTRUCTION SERVICES LTD	55,806
VICTORY VERBATIM	61,312
VISIONMAX SOLUTIONS INC	92,600
VOLL & SANTOS	60,714
WALLACE KLEIN PARTNERS IN LAW LLP	71,475
WALSTEN AIR SERVICE (1986) LTD	732,182
WALTER DRESCHER	50,196
WALTERS DIZENBACH FERGUSON	112,577
WARD BROWNELL	97,644
WATERLOO REGIONAL POLICE SERVICE	62,674
WAYNE K KITCHEN	53,088
WAYNE P VIPOND	90,892
WEIRFOULDS LLP	750,264
WENDY M KIRK	67,705
WENDY MACKENZIE-HALL	52,201
WESCRO & ASSOCIATES	66,524
WILLIAM A SULLIVAN	68,900
WILLIAM HENDERSON	126,157
WILLIAM J BABE	120,170
WILLIAM S MATHERS BARRISTER & SOLICITOR	67,997
WINNIE W WONG	125,388
WORLD WIDE ELECTRIC INC	53,842
XEROX CANADA LTD	1,288,946
ZSA LEGAL RECRUITMENT	240,953
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	49,160,520

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. MICHAEL BRYANT	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY:/	
TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
DAVID ZIMMER	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421
THE PROCEEDINGS AGAINST THE CROWN ACT:	
BLAKE CASSELS & GRAYDON LLP IN TRUST	$85,000
CLAUDIO SERA	98,403
CRAWFORD ADJUSTERS CANADA INC	6,168,803
DALE STREIMAN AND KURZ	55,000
FLAVIO SERA	98,403
GOODMANS LLP (IN TRUST)	90,000
GRAHAM SIRMAN IN TRUST	65,000
GREEN & CHERCOVER IN TRUST	55,488
HICKS MORLEY HAMILTON STEWART STORIE LLP	20,000,000
HUGHES AMYS BARRISTERS & SOLICITORS	54,038
JELLINEK LAW OFFICE PROFESSIONAL CORP IN TRUST	70,500
REILLY D HEUREUX LANZI LLP IN TRUST	52,500
ROY ELLIOTT KIM O'CONNOR LLP (IN TRUST)	96,050
SACKS GOLDBLATT MITCHELL (IN TRUST)	53,000
TORKIN MANES COHEN ARBUS LLP	288,650
TORKIN MANES COHEN ARBUS LLP IN TRUST	432,500
TOWN OF MONO	69,355
TOWNSHIP OF ATIKOKAN	715,200
VERALINDA SERA	98,403
ZUBER PROFESSIONAL CORPORATION IN TRUST	85,000
OTHER ACCOUNTS	6,479,723
THE *MINISTRY OF TREASURY AND ECONOMICS ACT:*	
SUNDRY PAYMENTS	$729,352

OFFICE OF THE AUDITOR GENERAL OF ONTARIO/BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO

JAMES MCCARTER, AUDITOR GENERAL OF ONTARIO/VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS

VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

CLASSIFIED/UNCLASSIFIED EMPLOYEES	$6,421,520
TEMPORARY HELP SERVICES	4,701

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA PENSION PLAN	$181,225
EMPLOYMENT INSURANCE	92,430
PUBLIC SERVICE PENSION PLAN	497,853
SUPPLEMENTARY HEALTH & HOSPITAL PLAN	120,634
DENTAL PLAN	69,957
EMPLOYER HEALTH TAX	131,089
LONG TERM INCOME PROTECTION	53,961
MATERNITY/PARENTAL LEAVE ALLOWANCE	93,717
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	6,123

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

JAMES MCCARTER	$5,653
RICHARD MACNEIL	17,281
VIVIAN SIN	14,134
KANDY FLETCHER	12,642
MYURAN PALASANDIRAN	12,594
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $10,000	201,595

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $120,000	$50,000

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ATRIUM MANAGEMENT INC	$975,715
BDO DUNWOODY LLP	65,325
BRIGHOLME INTERIOR GROUP	149,411
GRANT THORNTON LLP	70,865
ICAO	71,160
KPMG LLP	158,315
OLAR LIMITED	77,149
ON THE GO TECHNOLOGIES	96,138
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP	73,705
SOCIETE GAMMA INC	57,192
PETER TSUI	49,140
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS	58,260
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	754,056

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

THE AUDITOR GENERAL ACT

SALARIES AND WAGES	$197,631
R.S. ENGLE	57,864
PETER TSUI	35,706
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	8,546

CABINET OFFICE/BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	$54,606
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	58,389

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$718

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

DEAN, Mr. TONY	$10,881
GUSCOTT, Mr. DAVID W	187
PEEBLES, Mr. D. ROSS	693
WALLACE, Mr. PETER M	1,283
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	23,617

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	$77,835
IBM CANADA LTD	155,346
LYRECO CANADA INC	132,162
ONTARIO REALTY CORP	1,499,872
RICOH CANADA INC	109,763
SOFTWARE SPECTRUM	235,381
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,479,020

OFFICE OF THE CHIEF ELECTION OFFICER/BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

JOHN L. HOLLINS, CHIEF ELECTION OFFICER/
JOHN L. HOLLINS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

ELECTION FINANCES ADMINISTRATION/
ADMINISTRATION DU FINANCEMENT DES ÉLECTIONS

ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	$3,787

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ELECTION FINANCES ADMINISTRATION/
ADMINISTRATION DU FINANCEMENT DES ÉLECTIONS

ONTARIO REALTY CORPORATION	$61,193
NAVANTIS INC.	288,000
DAVID MCCLURE	51,516
CGI INFORMATION SYSTEMS AND MANAGEMENT CONSULTANTS INC.	58,966
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	183,536

ELECTION EXPENSE SUBSIDIES PAYMENTS/
PAIEMENTS DE SUBVENTIONS DE DÉPENSES D'ÉLECTION
ELECTION FINANCES ACT/
LOI SUR LE FINANCEMENT DES ÉLECTIONS

B.G. NAYMAN C.A.	$70,262
ONTARIO LIBERAL PARTY	87,425
NEW DEMOCRATIC PARTY	127,340
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	372,548

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

THE ELECTION ACT/LOI ÉLECTORALE

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:

ROBERT HALF INTERNATIONAL INC.	$74,970
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	421,322

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$66,696

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HOLLINS, JOHN L.	$9,656
STOCKFISH, MIKE	12,335

**TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/
FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)**

WELLS, LOREN A.	$10,393
WESTWATER, DREW	15,244
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	43,742

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

6168621 CANADA LIMITED	$76,000
AGSI ANGUS GEOSOLUTIONS INC.	117,278
BDO DUNWOODY LLP	75,825
BELL CANADA	173,071
CGI INFORMATION SYSTEMS AND MANAGEMENT CONSULTANTS INC.	52,545
CITY OF TORONTO	65,666
DELL COMPUTER CORPORATION	139,817
ELECTIONS BC	59,103
ESRI CANADA LTD.	242,320
GOWLING LAFLEUR HENDERSON	237,823
IBM CANADA LTD.	1,168,057
MANIFEST COMMUNICATIONS	88,180
MEDIA BUYING SERVICES LIMITED	136,424
MIKE O'DOWD & ASSOCIATES INC.	77,826
MINAR INFORMATION TECHNOLOGY SERVICES INC.	58,786
NAVANTIS INC.	2,896,632
ONTARIO REALTY CORPORATION	956,238
Q9 NETWORKS INC.	102,096
R.P. TEMPORALE AND ASSOCIATES	71,561
SECURITAS CANADA LIMITED	88,705
SOFTCHOICE CORPORATION	93,905
TERANET ENTERPRISES INC.	66,104
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	933,820

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

ELECTORAL DISTRICT PAYMENTS
PAIEMENTS AUX CIRCONSCRIPTIONS LOCALES
OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

TORONTO-DANFORTH	$80,908
NEPEAN-CARLETON	75,919
SCARBOROUGH ROUGH RIVER	286,841
WHITBY AJAX	63,970
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	69,751

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

HON. MARY ANNE CHAMBERS/L'HONORABLE MARY ANNE CHAMBERS

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ALTIS HUMAN RESOURCES	$56,359
ENDEAVOUR PERSONNEL LTD.	162,506
HR ASSOCIATES	270,884
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	175,668
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
ERINOAK	$131,504
OPERATION SPRINGBOARD	84,629
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	299,637

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$2,179,003

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MARY ANNE CHAMBERS	$3,059
HON MARIE BOUNTROGIANNI	1,801
HILL, JESSICA B.	3,484
WRIGHT, JUDITH	3,059
BELL, Mr. WESLEY C.	12,675
BENDERAVAGE, Mrs. LESLEY D.	18,134
BONNICK, Mr. JERVIS W.	15,848
BURKHOLDER, Mr. ROBERT P.	13,943
CHARRON, Ms. LIANNE D.	29,343
COOKE, Ms. DIANA JANE	12,998
DE SOUSA, Mr. ANSELMO	11,811
DOWNES, Ms. MARYANNE	29,922
ESTERREICHER, Ms. JENNIFER	15,954
FINLAY, Ms. JUDY	16,981
GOCH, Mr. JOHN A.	17,481
GRENON-ROBERGE, Mrs. JACQUELINE L.	14,446
GUILLEMETTE, Ms. LINE S.	16,430
HARRINGTON, Ms. JOANNE	26,749
HENWOOD, Ms. GINETTE	22,167
HISLOP, Ms. RUTH	15,976
HOLLAND, Ms. KATHERINE A.	10,071
HORNBY, Mr. TERRY J.	11,380
KELLOWAY-TARRANT, Ms. JUNE E.	22,123
LANDRY, Ms. ILONKA	11,191
LEVINE, Mr. MARC B.	11,444
LIVINGSTONE, Ms. SHERILYNNE R.	19,614
MAYER-HABAL, Ms. HELGA MARIA	13,405
MCGOWAN, Mrs. SALLY	10,693
MOWAT-LEGER, Ms. VICTORIA	11,480

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

MURDOCH GROUP INC.	$12,264
MURRAY, Ms. DONNA M.	11,899
NAILER, Ms. JUDITH A.	37,849
NOEL, Mr. DENIS R.	12,755
PARENT, Mr. ROGER T.	10,182
PITFIELD, Mr. DARYL W.	15,221
SANDVIK, Mr. RANDALL K.	16,710
STAIRS, Miss VALERIE L.	13,882
STEEDS, Ms. GAIL	10,394
SZCZERKOWSKI, Mr. JOHN	14,006
TAYLES, Mr. GILBERT A.	24,434
TUREK, Ms. KELLY L.	23,119
VOLF, Mrs. KATHRYN A.	21,214
WATSON, Mr. SHAWN P.	14,869
WILLIAMS, Mr. TED EG.	15,755
ZEHR, Mr. KEITH	28,581
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	2,394,423

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

A CIRCLE OF SUPPORT	$134,725
AAMJIWNAANG FIRST NATION	540,267
ABORIGINAL CHILD & FAMILY SERVICES	14,720,640
ADOPTION COUNCIL OF ONTARIO	128,900
ADVENTURE PLACE	3,392,280
AFFILIATED SERVICES FOR CHILDREN & YOUTH	1,742,105
AISLING DISCOVERIES CHILD & FAMILY CENTRE	6,689,539
ALAN STEWART HOMES LTD.	665,399
ALDERVILLE FIRST NATION	448,541
ALGOMA DISTRICT SERVICES ADMINISTRATION BOARD	3,514,748
ALGOMA FAMILY SERVICES	5,912,430
ALGOMA HEALTH UNIT	2,239,494
ALGONQUIN CHILD & FAMILY SERVICES	9,484,317
ALGONQUINS OF PIKWAKANAGAN FIRST NATION	400,088
ALLIANCE YOUTH SERVICES	266,455
ANAGO RESOURCES INC.	3,920,571
ANDREW FLECK CHILDCARE SERVICES	544,506
ANISHINABE OF WAUZHUSHK ONIGUM FIRST NATION	310,526
ANISHNAWBE HEALTH OF TORONTO	765,000
ANISHNAWBE MUSHKIKI ABORIGINAL HEALTH ACC	165,000
ARDEN COURT CHILDREN'S RESIDENCE	121,871
ARRABON INC.	519,734
ASSOCIATED YOUTH SERVICES OF PEEL	4,853,357

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSOCIATION OF IROQUOIS & ALLIED INDIANS	$165,000
ASSOCIATION OF NATIVE CHILD & FAMILY SERVICES AGENCIES OF ONTARIO	170,000
ASUBPEESCHOSEEWAGONG NETUM ANISHNABEK FIRST NATION	425,106
ATTAWAPISKAT FIRST NATION	223,289
AUNDECK-OMNI-KANING FIRST NATION	228,614
AUTISM SOCIETY ONTARIO	142,260
BATCHEWANA FIRST NATION OF OJIBWAYS	335,296
BEARSKIN LAKE FIRST NATION	283,137
BEAUSOLEIL FIRST NATION	367,589
BLOORVIEW KIDS REHAB	216,348
BLUE HILLS CHILD & FAMILY CENTRE	3,960,184
BOYS & GIRLS CLUB OF OTTAWA	211,128
BOYS & GIRLS CLUBS OF KAWARTHA LAKES	282,322
BOYS HOME	2,568,959
BRAEBURN NEIGHBOURHOOD PLACE & BOYS & GIRLS CLUB	483,000
BRAMPTON NEIGHBOURHOOD RESOURCE	808,949
BRAMPTON-CALEDON COMMUNITY LIVING	603,652
BRANT COUNTY HEALTH UNIT MEDICAL HEALTH COMMUNITY RESPONSE TEAM	1,228,715
BRASS BELL FAMILY RESOURCE CENTRE INC	664,500
BROCKVILLE & DISTRICT ASSOC FOR COMMUNITY INVOLVEMENT/ SPECIAL NEEDS	173,222
BROCKVILLE GENERAL HOSPITAL	138,036
BRUCE GREY CHILDREN'S SERVICES	3,010,944
BURLINGTON FAMILY RESOURCE CENTRE	834,095
CAMBRIDGE FAMILY EARLY YEARS CENTRE	621,388
CAMBRIDGE MEMORIAL HOSPITAL	353,540
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOC WATERLOO REGION	208,764
CANADIAN MOTHERCRAFT SOCIETY	972,299
CANADIAN MOTHERCRAFT SOCIETY OF OTTAWA-CARLETON	580,107
CANADIAN RED CROSS SOCIETY/ LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	394,446
CAS OF THE CITY OF BROCKVILLE & UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	9,525,014
CAS OF THE COUNTY OF LANARK & TOWN OF SMITHS FALLS	$9,260,164
CASATTA LTD	2,169,312
CATHOLIC CHILDREN'S AID SOCIETY	88,774,570
CATHOLIC CHILDRENS AID SOCIETY OF HAMILTON-WENTWORTH	26,916,857
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF HAMILTON-WENTWORTH	708,172
CATULPA COMMUNITY SUPPORT SERVICES INC	1,879,828
CENTENNIAL INFANT & CHILD CENTRE MR CHILD CARE	212,886
CENTRAL TORONTO YOUTH SERVICES	2,836,288
CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE HAMILTON-NIAGARA	173,702
CENTRE DES SERVICES DE DEVELOPPEMENT POUR STORMONT DUNDAS ET GLENGARRY	336,586
CENTRE FRANCOPHONE DE TORONTO	518,298
CENTRE POUR ENFANTS TIMISKAMING	774,075
CENTRE PSYCHO-SOCIAL POUR ENFANTS ET FAMILLES D'OTTAWA	1,820,199
CENTRE WELLINGTON RESOURCE GROUP	573,226
CENTRE YOUVILLE CENTRE OTTAWA-CARLTON INC	282,701
CHARLTON HALL CHILD & FAMILY CENTRE	734,841
CHATHAM KENT INTEGRATED CHILDREN'S SERVICES	24,310,126
CHILD & FAMILY COUNSELLING CENTRE OF ELGIN	968,626
CHILD & FAMILY SERVICES OF TIMMINS & DISTRICT	12,130,339
CHILD & YOUTH WELLNESS CENTRE OF LEEDS & GRENVILLE	2,919,340
CHILD AND FAMILY CTR/CTR DE L'ENFANT ET LA FAMILLE NGODWEAANGIZWIN AASKAAGEWIN	5,146,417
CHILD CARE RESOURCES	7,368,996
CHILD DEVELOPMENT RESOURCE CONNECTION PEEL	667,167
CHILD REACH CENTRE	921,604
CHILDREN & FAMILY SERVICES FOR YORK REGION	35,641,929
CHILDREN FIRST IN ESSEX COUNTY	1,874,374
CHILDREN'S AID SOCIETY OF ALGOMA	18,579,944
CHILDREN'S AID SOCIETY OF BRANT	21,919,102
CHILDREN'S AID SOCIETY OF CITY OF KINGSTON & COUNTY OF FRONTENAC	19,068,836
CHILDREN'S AID SOCIETY OF HALDIMAND-NORFOLK	18,687,088

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CHILDREN'S AID SOCIETY OF HAMILTON	$45,904,516
CHILDREN'S AID SOCIETY OF KAWARTHA-HALIBURTON	23,325,837
CHILDREN'S AID SOCIETY OF LONDON & MIDDLESEX	55,960,802
CHILDREN'S AID SOCIETY OF NIPISSING & PARRY SOUND	14,903,221
CHILDREN'S AID SOCIETY OF NORTHUMBERLAND	7,667,952
CHILDREN'S AID SOCIETY OF OTTAWA	65,571,937
CHILDREN'S AID SOCIETY OF OWEN SOUND & GREY COUNTY	13,267,409
CHILDREN'S AID SOCIETY OF OXFORD COUNTY	11,874,273
CHILDREN'S AID SOCIETY OF PRINCE EDWARD COUNTY	4,676,315
CHILDREN'S AID SOCIETY OF ST THOMAS & ELGIN	11,475,111
CHILDREN'S AID SOCIETY OF STORMONT-DUNDAS-GLENGARRY	20,756,508
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE CITY OF GUELPH & THE COUNTY OF WELLINGTON	18,556,977
CHILDRENS AID SOCIETY OF THE COUNTY OF BRUCE	8,352,114
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE COUNTY OF DUFFERIN	9,856,339
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE COUNTY OF SIMCOE	34,586,421
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE DISTRICT OF SUDBURY-MANITOULIN	31,517,505
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE REGION OF PEEL	46,105,778
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	15,118,184
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	42,641,251
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THUNDER BAY	13,982,223
CHILDREN'S AID SOCIETY OF TORONTO	153,495,271
CHILDREN'S CENTRE THUNDER BAY	6,216,388
CHILDREN'S COMMUNITY NETWORK	1,603,493
CHILDRENS HEALTH CARE NETWORK OF WINDSOR-ESSEX COUNTY	572,425
CHILDRENS HOSPITAL-EASTERN ONTARIO	14,869,829
CHILDREN'S MENTAL HEALTH (HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES)	3,664,938
CHILDREN'S MENTAL HEALTH ONTARIO	$507,805
CHILDREN'S REHABILITATION CENTRE ALGOMA	1,777,401
CHILDREN'S REHABILITATION CENTRE OF ESSEX COUNTY	2,753,942
CHILDREN'S RESOURCES ON WHEELS INC	608,714
CHIMO YOUTH RESIDENCE INC	2,232,553
CHIPPEWAS OF GEORGINA ISLAND	230,804
CHIPPEWAS OF KETTLE & STONY POINT	520,621
CHIPPEWAS OF MNJIKANING FIRST NATION	481,127
CHIPPEWAS OF NAWASH FIRST NATION	701,548
CHIPPEWAS OF SAUGEEN FIRST NATION	538,033
CHIPPEWAS OF THE THAMES FIRST NATION	441,067
CHRISTIAN HORIZONS INC	764,748
CITY OF BRANTFORD	6,537,997
CITY OF CORNWALL	4,152,487
CITY OF GREATER SUDBURY	11,841,173
CITY OF HAMILTON	42,486,975
CITY OF KAWARTHA LAKES	4,331,405
CITY OF KINGSTON	8,261,882
CITY OF LONDON	29,698,697
CITY OF OTTAWA	76,072,643
CITY OF PETERBOROUGH	7,005,771
CITY OF SAULT STE MARIE SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	5,939,903
CITY OF ST THOMAS	4,414,244
CITY OF STRATFORD	3,760,597
CITY OF TORONTO	298,753,269
CITY OF WINDSOR	26,833,017
CITY VIEW CENTRE FOR CHILD & FAMILY SERVICES	514,030
COCHRANE TEMISKAMING CHILDREN'S TREATMENT CENTRE	1,677,711
COCHRANE TEMISKAMING RESOURCE CENTRE	845,061
COLLEGE MONTROSE CHILDREN'S PLACE	605,709
COLUMBUS HOUSE (PEMBROKE) INC	811,665
COMMUNITIES TOGETHER FOR CHILDREN RESOURCE CENTRE & REFERRAL	786,030
COMMUNITIES TOGETHER FOR COMMUNITY ADOLESCENT NETWORK OF HAMILTON	972,380
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE SIMCOE COUNTY	3,018,679
COMMUNITY CHILD ABUSE COUNCIL OF HAMILTON WENTHWORTH	392,486

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY COUNSELLING CENTRE OF NIPISSING	$182,557
COMMUNITY JUSTICE INITIATIVES OF WATERLOO REGION	134,291
COMMUNITY LIVING ALGOMA	940,482
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION OF MISSISSAUGA	234,286
COMMUNITY LIVING BRANT	841,794
COMMUNITY LIVING BURLINGTON	230,365
COMMUNITY LIVING GRIMSBY LINCOLN & WEST LINCOLN	211,029
COMMUNITY LIVING KINCARDINE & DISTRICT	183,642
COMMUNITY LIVING OAKVILLE	692,623
COMMUNITY LIVING ONTARIO	296,938
COMMUNITY LIVING OWEN SOUND & DISTRICT	287,053
COMMUNITY LIVING SOUTH MUSKOKA	163,756
COMMUNITY LIVING WALKERTON AND DISTRICT	148,904
COMMUNITY MENTAL HEALTH CLINIC	3,339,289
COMMUNITY ORIENTED SENTENCING PROGRAM	167,941
COMMUNITY SERVICES COORDINATION NETWORK	2,803,081
COMMUNITY SUPPORT TEAM OF THE EASTERN ONTARIO	1,468,035
COMMUNITY YOUTH PROGRAMS - CFI	1,157,704
CONSEIL DES ECOLES PUBLIQUES DE L'EST DE L'ONTARIO	321,500
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DES GRANDES RIVIERES	283,920
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE FRANCO-NORD	142,691
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DU GRAND NORD DE L'ONTARIO	167,529
CONSTANCE LAKE FIRST NATION	283,201
CONTACT BRANTFORD FOR CHILDREN'S & DEVELOPMENTAL SERVICES	347,024
CONTACT HAMILTON WENTORTH FOR CHILDREN'S & DEVELOPMENTAL SERV	608,581
CONTACT NIAGARA FOR CHILDREN'S & DEVELOPMENTAL SERVICES	503,078
CORBYVILLE CHILDREN'S HOMES INC	902,119
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	2,102,387
CORNWALL YOUTH RESIDENCE INC	1,137,026
COUCHICHING FIRST NATION	296,387
COUNSELLING SERVICES OF BELLEVILLE AND DISTRICT	483,635
COUNTY OF BRUCE	4,361,136
COUNTY OF DUFFERIN	2,918,698

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COUNTY OF GREY	$6,364,183
COUNTY OF HASTINGS	6,570,557
COUNTY OF HURON	3,472,537
COUNTY OF LAMBTON	16,629,362
COUNTY OF LANARK	4,377,045
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	3,183,236
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	3,375,539
COUNTY OF OXFORD	5,441,164
COUNTY OF RENFREW	3,852,955
COUNTY OF SIMCOE	18,496,236
COUNTY OF WELLINGTON	9,842,512
CRAIGWOOD YOUTH SERVICES	4,072,472
CRECHE CHILD & FAMILY CENTRE	5,365,796
CRISIS CENTRE NORTH BAY	2,469,181
CROSSROADS CHILDREN'S CENTRE	2,564,787
CURVE LAKE FIRST NATION	685,840
DALHOUSIE YOUTH SUPPORT SERVICES	388,385
DAVENPORT PERTH NEIGHBOURHOOD CENTRE	571,998
DAWN PATROL CHILD & YOUTH SERVICES INC	1,799,466
DE DWA DA DEHS NYE'S ABORIGINAL HEALTH CENTRE	165,000
DELISLE HOUSE ASSOCIATION CHILDREN & YOUTH SERVICE	4,852,851
DILICO OJIBWAY CHILD & FAMILY SERVICES	18,547,869
DISTRICT OF COCHRANE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	6,292,619
DISTRICT OF MUSKOKA	2,485,349
DISTRICT OF NIPISSING SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	7,119,757
DISTRICT OF PARRY SOUND SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	3,399,331
DISTRICT OF TIMISKAMING SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	8,451,841
DIXIE BLOOR NEIGHBOURHOOD CENTRE	663,115
DLC RESIDENTIAL SERVICES	460,279
DOUGLAS HOUSE (1235028 ONTARIO INC)	167,681
DROP-IN CENTRE KINGSTON INC	596,122
DURHAM CHILDREN'S AID SOCIETY	65,000,512
DURHAM FAMILY COURT CLINIC	1,520,736
DURHAM REGION HEALTH UNIT	2,892,436
DURHAMDALE INC	241,145
E3 COMMUNITY SERVICES INC	876,914
EARLY YEARS CENTRE NORTH INC	749,038
EAST METRO YOUTH SERVICES	3,823,482
EAST SCARBOROUGH BOYS & GIRLS CLUB	570,764

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

EAST YORK/EAST TORONTO FAMILY RESOURCES	$1,260,357
EASTER SEAL SOCIETY	2,000,000
EASTERN ONTARIO HEALTH UNIT (CORNWALL)	2,208,480
EASTVIEW BOY & GIRL CLUB	224,308
ELGIN ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	850,963
ELGIN ST THOMAS HEALTH UNIT	1,036,154
ELIZABETH FRY SOCIETY OF PEEL-HALTON	1,531,988
EQUIPE D'HYGIENE MENTALE POUR FRANCOPHONES DE S-D-G	1,352,898
ERINOAK	32,922,941
ESSEX COUNTY DIVERSION PROGRAM INC	156,828
ETOBICOKE CHILDREN'S CENTRE	3,470,446
EXTEND-A-FAMILY KITCHENER-WATERLOO ASSOCIATION	307,000
FAIRBAIRN HOUSE INC	641,016
FAMILY & CHILDREN SERVICES OF RENFREW COUNTY	13,693,301
FAMILY & CHILDREN'S SERVICES OF THE DISTRICT OF RAINY RIVER	4,477,200
FAMILY DAY CARE SERVICES	2,705,425
FAMILY LIFE CENTRE (AURORA-NEWMARKET-BRADFORD)	161,333
FAMILY RESOURCES FOR VICTORIA COUNTY	923,313
FAMILY RESPITE SERVICES	666,790
FAMILY SERVICES OF HALIBURTON COUNTY	929,371
FAMILY SERVICES PERTH-HURON	183,188
FAMILY SERVICES YORK REGION	408,936
FAMILY SPACE QUINTE INCORPORATED	765,064
FAMILY YOUTH & CHILD SERVICES OF MUSKOKA	7,570,693
FERNIE HOUSE INC	1,708,973
FIVE COUNTIES CHILDREN'S CENTRE	3,390,021
FOCUS YOUNG ADULT ADDICTION SERVICES	170,869
FORT ALBANY (SINCLAIR ISLAND) FIRST NATION	262,556
FOUR COUNTIES ADDICTION SERVICES TEAM INC	120,965
FRONTENAC YOUTH SERVICES	3,279,880
GARDEN RIVER FIRST NATION	504,379
GENESIS RESIDENTIAL TREATMENT PROGRAM INC	123,147
GENEVA CENTRE FOR AUTISM	4,093,882
GEODE	168,800

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

GEORGE HULL CENTRE FOR CHILDREN & FAMILIES	$6,456,453
GEORGE JEFFREY CHILDREN'S CENTRE	2,370,110
GEORGE R FORCE GROUP HOME	1,166,462
GIFFORD HOUSE	851,331
GIZHEWAADIZIWIN HEALTH ACCESS CENTRE	165,000
GLENGARDA CHILD & FAMILY SERVICES	2,849,110
GLENGARRY INTER-AGENCY GROUP INC	675,115
GOOD SHEPHERD CENTRES	489,954
GRAND COUNCIL TREATY 3	330,000
GRAND RIVER HOSPITAL	342,300
GRANDVIEW CHILDREN'S CENTRE	5,101,284
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	391,982
GREY BRUCE HEALTH UNIT	1,264,358
GRIFFIN CENTRE	2,193,748
GUELPH COMMUNITY HEALTH CENTRE	730,549
HALDIMAND NORFOLK R E A C H	4,056,986
HALDIMAND-NORFOLK HEALTH UNIT	1,488,746
HALDIMAND-NORFOLK RESOURCE EDUCATION & COUNSELLING HELP	234,203
HALIBURTON KAWARTHA PINE RIDGE	856,031
HALTON CHILD & YOUTH SERVICES	4,331,815
HALTON TRAUMA CENTRE	267,594
HAMILTON EAST KIWANIS BOYS & GIRLS CLUB	683,515
HAMILTON HEALTH SCIENCES CORP	18,455,620
HAMILTON-WENTWORTH CATHOLIC CHILD CARE CENTRES INC	430,985
HANEN CENTRE	311,745
HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES HEALTH UNIT	1,186,493
HASTINGS AND PRINCE EDWARD DISTRICT SCHOOL BOARD	481,950
HASTINGS CHILDREN'S AID SOCIETY	28,414,963
HATTS OFF SPECIALIZED SERVICES	606,454
HINCKS-DELLCREST CENTRE	11,739,932
HOPEWELL CHILDREN'S HOMES INC	741,500
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	2,069,450
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	503,948
HOUSE OF FRIENDSHIP OF KITCHENER	217,102
HUMEWOOD HOUSE ASSOCIATION	920,170
HURON COUNTY HEALTH UNIT	869,694
HURON PERTH CENTRES FOR CHILDREN & YOUTH	1,484,682
HURON-PERTH CHILDREN'S AID SOCIETY	15,393,026
INDEPENDENT FIRST NATION	220,000
INTEGRA	1,429,711
INTEGRATED SERVICES NORTHWEST	1,782,069
INVESTING IN CHILDREN	191,621

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ISKATEWIZAAGEGAN #39 INDEPENDENT FIRST NATION	$379,465
J & D RESIDENTIAL SERVICES INC	150,908
JAKES HOUSE FOR AUTISTIC CHILDREN	121,250
JAMAICAN CANADIAN ASSOCIATION	155,891
JANE/FINCH COMMUNITY & FAMILY CENTRE	694,766
JESSIE'S CENTRE FOR TEENAGERS INC	761,084
JEWISH FAMILY & CHILD SERVICE OF METROPOLITAN TORONTO	7,102,333
JOHN HOWARD SOCIETY HAMILTON BURLINGTON & AREA	403,821
JOHN HOWARD SOCIETY OF DURHAM REGION	691,859
JOHN HOWARD SOCIETY OF NIAGARA	604,677
JOHN HOWARD SOCIETY OF OTTAWA-CARLETON	309,008
JOHN HOWARD SOCIETY OF PETERBOROUGH	157,211
JOHN HOWARD SOCIETY OF SARNIA LAMBTON	315,388
JOHN HOWARD SOCIETY OF SUDBURY	199,793
JOHN HOWARD SOCIETY OF VICTORIA HALIBURTON SIMCOE & MUSKOKA	138,132
JOHN HOWARD SOCIETY OF WATERLOO-WELLINGTON	994,170
JUVENILE DETENTION (NIAGARA) INC	1,115,411
KAIROS COMMUNITY RESOURCE CENTRE	988,078
KASABONIKA LAKE FIRST NATION	137,607
KAWARTHA FAMILY COURT ASSESSMENT MEDIATION SERVICE	464,329
K-CARE YOUTH SRVC CORP	3,287,770
KEEWATIN-PATRICIA DISTRICT SCHOOL BOARD	123,353
KENNEDY HOUSE YOUTH SERVICE INC	3,545,495
KENORA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	180,179
KENORA DISTRICT SERVICES BOARD	6,806,426
KENORA-PATRICIA CHILD & FAMILY SERVICES	12,561,101
KENT COUNTY CHILDREN'S TREATMENT	296,580
KENT-CHATHAM HEALTH UNIT	1,109,432
KERRY'S PLACE AUTISM SERVICES	1,801,573
KFL & A HEALTH UNIT	2,416,503
KIDSABILITY CENTRE FOR CHILD DEVELOPMENT	4,575,526
KINA GBEZHGOMI CHILD AND FAMILY SERVICES	1,430,849
KINARK CHILD AND FAMILY SRVC CORP (MARKHAM)	45,033,510
KINGSTON & DISTRICT ACL	122,552

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

KINGSTON COMMUNITY HEALTH CENTRES	$823,956
KINGSTON LITERACY	134,000
KITCHENER-WATERLOO REHABILITATION SERVICES	504,055
KUNUWANIMANO CHILD & FAMILY SERVICES	1,415,568
LA CLE D'LA BAIE EN HURONIE-ASSOC CULTURELLE FRANCOPHONE	148,041
LA RIBAMBELLE CENTRE PRESCOLAIRE FRANCOPHONE DE LONDON	191,176
LAKE OF THE WOODS CHILD DEVELOPMENT CENTRE	1,987,737
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	212,444
LAKERIDGE HEALTH CORP	362,241
LAKESHORE AREA MULTI-SERVICES PROJECT INC (LAMP)	537,822
LAMBTON COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	584,575
LAMBTON HEALTH UNIT	1,053,448
LANARK HEALTH & COMMUNITY SERVICES	437,901
LANGS FARM VILLAGE ASSOCIATION	130,186
LANSDOWNE CHILDREN'S CENTRE	2,429,880
LEEDS-GRENVILLE & LANARK	1,617,136
LEGAL AID ONTARIO	252,000
LENNOX/ADDINGTON FAMILY & CHILDREN	6,784,126
LIMESTONE ADVISORY FOR CHILD CARE	680,151
LOFT COMMUNITY SERVICES	1,036,212
LONDON CHILDRENS CONNECTION INC KIDS CONNECTION	564,116
LONDON FAMILY COURT CLINIC	1,151,011
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	127,130
LONGLAC 58 INDIAN BAND	194,163
LUTHERWOOD	5,023,953
LYNWOOD HALL CHILD & FAMILY CENTRE	2,681,936
MACAULAY CHILD DEVELOPMENT CENTRE	1,292,445
MADAME VANIER CHILDREN'S SERVICE	5,083,371
MAISON DE MON PERE INC	540,654
MALTON NEIGHBOURHOOD SERVICES	513,117
MALVERN FAMILY RESOURCE CENTRE	570,872
MAMAWESWEN THE NORTH SHORE TRIBAL COUNCIL SECRETARIAT	165,000
MANITOULIN-SUDBURY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	2,491,003
MARKHAM-STOUFFVILLE FAMILY LIFE CENTRE	3,080,451

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MARYVALE ADOLESCENT & FAMILY SERVICES	$6,746,071
MASSEY CENTRE FOR WOMEN	2,401,766
MATAWA FIRST NATION MANAGEMENT	283,200
M'CHIGEENG FIRST NATION	536,591
MEE-QUAM YOUTH RESIDENCE	787,613
MERRYMOUNT CHILDRENS CENTRE	2,131,875
META CENTRE FOR THE DEVELOPMENTALLY HANDICAPPED	453,788
METROPOLITAN WINDSOR-ESSEX	2,829,401
MIDDLESEX-LONDON HEALTH UNIT	4,727,832
MILTON COMMUNITY RESOURCE CENTRE	715,768
MISIWAY MILOPEMAHTESEWIN	165,000
MISSISSAUGA FIRST NATION	302,837
MISSISSAUGA PARENT CHILD RESOURCE CENTRES	1,122,318
MISSISSAUGAS OF THE NEW CREDIT FIRST NATION	784,858
MOHAWK COUNCIL OF AKWESASNE AEP	2,153,237
MOHAWKS OF THE BAY OF QUINTE	591,150
MOOSE CREE FIRST NATION	491,533
MORAVIAN INDIAN RESERVE	329,768
MORTON YOUTH OPERATED BY YOUTH SERVICES	1,331,780
MOUNT SINAI HOSPITAL	355,700
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	17,114,047
MUNSEE-DELAWARE NATION	549,257
NAOTKAMEGWANNING FIRST NATION	499,567
NATIVE CHILD AND FAMILY SERVICES OF TORONTO	12,689,797
NELSON YOUTH CENTRES	236,050
NEW BEGINNINGS (ESSEX COUNTY)	1,304,521
NEW PATH YOUTH & FAMILY COUNSELLING OF SIMCOE COUNTY	6,454,746
NIAGARA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	459,655
NIAGARA CENTRE FOR YOUTH CARE CONSOLIDATED	127,414
NIAGARA CHILD AND YOUTH SERVICES	6,048,929
NIAGARA FAMILY & CHILDREN'S SERVICES	39,513,417
NIAGARA HEALTH SYSTEM	527,322
NIAGARA PENINSULA CHILDREN'S CENTRE	3,248,344
NIAGARA REGIONAL HEALTH SERVICES	236,845
NIAGARA SUPPORT SERVICES	239,198
NIPISSING FIRST NATION	407,815
NIPISSING-PARRY SOUND CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	144,008
NISHNAWBE ASKI NATION	968,420

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

NISHNAWBE-ASKI LEGAL SERVICES CORPORATION	$249,929
NOG DA WIN DA MIN FAMILY & COMMUNITY SERVICES	1,875,993
NOOJMOWIN TEG HEALTH CENTRE	165,000
NORFOLK COUNTY	3,418,256
NORTH BAY ASSOC FOR COMMUNITY LIVING	1,262,562
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	872,358
NORTH BAY PARRY SOUND DISTRICT HEALTH UNIT	1,264,360
NORTH LAMBTON CHILDCARE CENTRE	739,886
NORTH OF SUPERIOR PROGRAMS	1,141,133
NORTH SIMCOE FAMILY PLAY & RESOURCE CENTRE	636,263
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	1,058,119
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	4,202,627
NORTHEASTERN CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	213,433
NORTHERN FRONTENAC COMMUNITY SERVICES CORP	687,847
NORTHERN YOUTH SERVICES INC	6,961,569
NORTHWESTERN HEALTH UNIT	2,061,545
NOTRE DAME OF ST AGATHA INC	3,636,717
OAKDALE CHILD & FAMILY SERVICES LTD	981,603
OAKLANDS REGIONAL CENTRE	305,592
OAKVILLE CHILDREN'S HOME LTD	151,663
OAKVILLE PARENT CHILD CENTRE	755,628
OJIBWAYS OF ONIGAMING FIRST NATION	348,115
OJIBWAYS OF PIC RIVER FIRST NATION	229,868
ONE KIDS PLACE CHILDREN'S MEDICAL TREATMENT CENTRE OF NORTHEAST ONT	2,828,141
ONEIDA NATION OF THE THAMES	469,486
ONESIMUS COMMUNITY RESOURCE CENTRE INC	141,034
ONGWANADA HOSPITAL	270,501
ONTARIO ASSOCIATION OF CHILDREN'S AID SOCIETIES	5,026,705
ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	2,617,783
ONTARIO FOUNDATION FOR VISUALLY IMPAIRED CHILDREN APPROVED CORP	237,056
ONTARIO PHYSICAL & HEALTH EDUCATION ASSOCIATION	775,000
ONTARIO PREVENTION CLEARING HOUSE	1,387,000
OOLAGEN COMMUNITY SERVICES	2,061,735
OPEN DOORS FOR LANARK CHILDREN & YOUTH	2,027,035

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION SPRINGBOARD	$4,072,828
ORLEANS-CUMBERLAND COMMUNITY RESOURCE CTR/ CTR RESSOURCES COMM ORLEANS-CUMBERLAND	674,397
OSHAWA CLARINGTON ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	186,535
OTTAWA CENTRE FOR RESEARCH & INNOVATION (OCRI)	557,500
OTTAWA CHILDREN'S TREATMENT CENTRE	8,675,293
OTTAWA ROTARY HOME GROUP RESPITE CARE	319,300
OUR PLACE FAMILY RESOURCE & EARLY YEARS CENTRE	749,395
OUR PLACE PEEL FUTURES - RESIDENTIAL COMPONENT	128,031
OXFORD CHILD & YOUTH CENTRE INC	1,067,863
OXFORD COUNTY HEALTH UNIT	964,406
PARENT PRESCHOOL RESOURCE CENTRE	791,029
PARENTS FOR COMMUNITY LIVING KITCHENER WATERLOO INC	404,062
PARENTS OF TECHNOLOGICALLY DEPENDENT CHILDREN OF ONTARIO	1,179,201
PARK PLACE FOR YOUTH INC	771,728
PATHWAYS FOR CHILDREN (YOUTH & FAMILIES OF YORK REG INC)	589,081
PATHWAYS FOR CHILDREN AND YOUTH	8,565,851
PATHWAYS HEALTH CENTRE FOR CHILDREN	2,429,291
PATRICIA CENTRE FOR CHILDREN AND YOUTH	1,329,863
PAYUKOTAYNO JAMES & HUDSON BAY FAMILY SERVICES	9,410,991
PEEL CHILDREN'S CENTRE	12,556,244
PEEL REGION HEALTH UNIT	6,354,177
PENINSULA YOUTH CENTRE	4,497,229
PERTH COUNTY ADVISORY GROUP FOR FAMILY SERVICES	756,795
PERTH DISTRICT HEALTH UNIT	936,353
PETERBOROUGH COUNTY	121,206
PETERBOROUGH COUNTY-CITY HEALTH UNIT	1,075,212
PETERBOROUGH FAMILY RESOURCE CENTRE	2,321,596
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	420,227
PETERBOROUGH YOUTH SERVICES CHILD & FAMILY	912,859
PHOENIX FOR YOUNG OFFENDERS (OTTAWA) INC	$631,489
PHOENIX WHOLISTIC HEALTH CENTRE	257,570
PINE HILL YOUTH RESIDENCE	978,769
PINECREST-QUEENSWAY HEALTH & COMMUNITY	3,047,686
PIONEER YOUTH SERVICES ASSOC LTD	398,007
PLAINFIELD COMMUNITY HOMES	505,929
PORCUPINE HEALTH UNIT	1,886,427
PORT COLBORNE COMMUNITY ASSOC FOR RESOURCE EXTENSION (PORT CARES)	552,856
PORTAGE ONTARIO	1,494,999
PRISM CENTRE FOR AUDIOLOGY & CHILDREN'S REHABILITATION	1,917,965
QUEEN'S UNIVERSITY	630,902
QUINTE HEALTHCARE CORP	1,888,661
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	2,272,765
RAPPORT YOUTH & FAMILY COUNSELLING OF PEEL INC	448,058
RAY OF HOPE	3,801,889
REBOUND CHILD & YOUTH SERVICES INC	256,375
REGENT PARK COMUNITY HEALTH CENTRE - PARENTS FOR BETTER BEGINNINGS	763,006
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	28,507,510
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	21,869,903
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	24,792,748
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	58,573,307
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	28,223,453
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	45,333,502
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	2,613,490
REGIONAL WATERLOO PUBLIC HEALTH	2,944,221
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	2,403,903
RENAISSANCE WINDSOR HOMES INC	919,582
RENFREW COUNTY AND DISTRICT HEALTH UNIT	732,889
RENFREW COUNTY COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	236,487
RENFREW COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	174,506
RENFREW COUNTY YOUTH SERVICES ALPHA HOUSE	1,932,738
RESOURCES FOR EXCEPTIONAL CHILDREN	3,161,009
REV NORM JOHNSTON YOUTH RESIDENCE (LANARK LEEDS 'N GRENVILLE) INC	193,262

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

REVELATIONS HOUSE	$143,939
REXDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	197,193
ROBERTS - SMART CENTRE	7,827,737
ROBYN WYNBERG	149,679
ROSALIE HALL	1,684,373
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	156,440
ROTARY CENTRE	1,042,598
ROUGE VALLEY HEALTH SYSTEMS	221,100
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	3,119,693
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	1,034,062
RYGIEL SUPPORTS FOR COMMUNITY LIVING	477,250
SAFEHAVEN PROJECT FOR COMMUNITY LIVING	245,033
SAGAMOK ANISHNAWBEK FIRST NATION	361,027
SAINT MONICA HOUSE	959,086
SALVATION ARMY	4,042,313
SANCTA MARIA HOUSE TORONTO	487,542
SARNIA & DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	162,178
SARNIA-LAMBTON CHILDREN'S AID SOCIETY	13,729,412
SAULT AREA HOSPITAL	241,000
SAULT STE MARIE DAYCARE SERVICES	1,154,211
SCARBOROUGH HOSPITAL	183,340
SERPENT RIVER FIRST NATION	180,647
SERVICE COORDINATION FOR CHILDREN AND YOUTH	1,684,234
SERVICE COORDINATION FOR PERSONS WITH SPECIAL NEEDS	1,836,361
SERVICES A L'ENFANCE ET A LA FAMILLE DU TIMISKAMING CHILD AND FAMILY SERVICES	10,431,966
SERVICES AUX ENFANTS ET ADULTES DE PRESCOTT-RUSSELL	16,875,481
SERVICES FAMILIAUX JEANNE SAUVE	6,934,216
SHKAGAMIK-KWE HEALTH CENTRE	165,000
SHOAL LAKE BAND 40	346,662
SIMCOE COMMUNITY SERVICES	1,411,118
SIMCOE MUSKOKA DISTRICT HEALTH UNIT	2,915,777
SIOUX LOOKOUT FIRST NATIONS HEALTH AUTHORITY	2,475,438
SIX NATIONS OF THE GRAND RIVER	2,773,637
SOCIAL SERVICE BUREAU SARNIA-LAMBTON INC	330,759
SOUTH-EAST OTTAWA COMMUNITY SERVICE	587,731
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	586,070
SPEECH FOUNDATION OF ONTARIO	858,121

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ST CLAIR CHILD & YOUTH SERVICES	$2,732,209
ST JOSEPH'S CARE GROUP/ ST JOSEPH'S HOSPITAL	208,099
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	1,635,008
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	262,515
ST LAWRENCE YOUTH ASSOCIATION	3,032,988
ST LEONARD'S HOME TRENTON	614,943
ST LEONARD'S SOCIETY OF BRANT	2,451,814
ST LEONARD'S SOCIETY OF LONDON	955,626
ST MARY'S FAMILY LEARNING CENTRE	1,215,121
ST MARY'S HOME MAISON STE MARIE	757,978
ST STEPHEN'S COMMUNITY HOUSE	214,438
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	280,414
SUDBURY & DISTRICT HEALTH UNIT	1,747,074
SUDBURY BETTER BEGINNINGS BETTER FUTURES ASSOC	946,600
SUNBEAM RESIDENTIAL DEV CENTRE	1,315,607
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	294,000
SURREY PLACE CENTRE	14,084,260
T A PATTERSON & ASSOCIATES	408,282
TALITHA HOUSE INC	521,489
TEMAGAMI FIRST NATION	132,967
THAMES VALLEY CHILDREN'S CENTRE	17,266,795
THE INN OF THE GOOD SHEPHERD INC	248,734
THE INN OF WINDSOR	664,480
THE MURRAY MCKINNON FOUNDATION	3,942,867
THE ONTARIO COMMUNITY CENTRE FOR THE DEAF INC	529,359
THE REENA FOUNDATION	211,215
THE SALVATION ARMY CEDAR YOUTH RESIDENCE	178,773
THORNCLIFFE NEIGHBOURHOOD OFFICE OF TORONTO	553,822
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	2,420,551
THUNDER BAY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	10,805,068
TIKINAGAN CHILD & FAMILY SERVS	38,365,050
TIMISKAMING HEALTH UNIT	878,662
TODAY'S FAMILY CARING FOR YOUR FAMILY	953,961
TORONTO CHILD ABUSE CENTRE	314,655
TORONTO COMMUNITY FOUNDATION	3,000,000
TORONTO FOUNDATION FOR STUDENT SUCCESS	1,439,455
TRANSITIONS FOR YOUTH	2,293,063
TRILLIUM HEALTH CENTRE	2,484,515
TURNING POINT YOUTH SERVICES	3,092,422
UNION OF ONTARIO INDIANS	330,000
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	4,654,147

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	$5,685,210
UNIVERSITY OF TORONTO	705,381
VANIER COMMUNITY SERVICES CENTRE	691,458
VARIETY THE CHILDRENS CHARITY	4,000,000
VICTORIAN ORDER OF NURSES - WINDSOR-ESSEX BRANCH	1,269,423
W J STELMASCHUK LTD	1,918,917
WABANO CENTRE FOR ABORIGINAL HEALTH	165,000
WABASEEMOONG INDEPENDENT NATIONS	772,218
WALPOLE ISLAND FIRST NATION	1,709,358
WASAUKSING FIRST NATION	385,549
WASSAY-GEZHIG NA NAHN DAH WE IGAMIG	165,000
WAWA PARENT/CHILD PLAY CENTRE INC	910,529
WAYS (WESTERN AREA YOUTH SERVICES)	4,362,608
WEECHI-IT-TE-WIN FAMILY SERVICES	10,263,266
WELLINGTON-DUFFERIN-GUELPH HEALTH UNIT	2,424,482
WENDIGO LAKE EXPENDITIONS INC	1,912,031
WESLEY URBAN MINISTRIES	676,405
WEST SCARBOROUGH NEIGHBOURHOOD COMMUNITY CENTRE	1,272,847
WESTERN OTTAWA COMMUNITY RESOURCE CENTRE	467,728
WESWAY INC	210,722
WHITEFISH RIVER FIRST NATION	150,560
WIKWEMIKONG UNCEDED INDIAN RESERVE	652,316
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	585,749
WILLIAM W CREIGHTON YOUTH SERVICES	8,005,232
WILLIAMS MARIJAN & ASSOC INC	213,622
WINDSOR REGIONAL CHILDREN'S CENTRE	6,177,207
WINDSOR-ESSEX CHILDREN'S AID SOCIETY	49,927,026
WOODSTOCK GENERAL HOSPITAL	258,900
WOODVIEW CHILDREN'S CENTRE	4,276,524
YES EMPLOYMENT SERVICES INC (NIPISSING)	757,211
YMCA NORTHUMBERLAND	707,649
YMCA OF GREATER TORONTO	2,574,300
YMCA OF KITCHENER-WATERLOO	956,519
YMCA OF ST CATHARINES	505,158
YORK CENTRAL HOSPITAL	179,000
YORK CENTRE FOR CHILDREN YOUTH & FAMILIES	2,013,665
YORK CHILD DEVELOPMENT & FAMILY SERVICES INC	$980,827
YORK DETENTION CENTRE LTD	3,925,617
YORK REGION ABUSE PROGRAM	320,878
YORK REGION HEALTH UNIT	4,070,370
YORK REGION NEIGHBOURHOOD SERVICES INC	654,578
YORKTOWN CHILD & FAMILY CENTRE	554,788
YOUTH DIVERSION PROGRAM SERVING FRONTENAC COUNTY	131,425
YOUTH HABILITATION QUINTE INC	567,788
YOUTH SERVICES BUREAU (OTTAWA)	8,320,600
YOUTH SERVICES OF LAMBTON COUNTY INC	468,669
YOUTHDALE TREATMENT CENTRES	11,072,169
YOUTHLINK OF METROPOLITAN TORONTO	1,791,303
YWCA OF OSHAWA	536,669
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	21,951,700

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

AGROPUR DIVISION NATREL	$68,404
AJILON CANADA	191,083
AON REED STENHOUSE INC	64,760
ARI FINANCIAL SERVICES INC	756,713
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	148,862
AW TASSIE CONSULTING LTD	58,313
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	54,191
BARTIMAEUS INC	51,755
BAY CONSULTING SERVICES INC	271,750
BECKMAN COULTER CANADA INC	54,284
BELL CANADA	447,618
BEST WESTERN	78,399
BEVERTEC CST INC	201,076
CANADIAN ATLAS FURNITURE	139,119
CENTRE FOR RESEARCH & EDUCATION IN HUMAN SERVICES	181,904
CHOICES CHILD & ADOLESCENT SERVICES LTD	127,750
CHRYXUS CORP	59,213
CITY OF TORONTO	143,809
COGNOS INC	171,011
COMPUGEN INC	179,008
D LEVINE ARMOURY DISCO	72,250
DERRY FOODS LIMITED	594,321
DR ADRIENNE PERRY	97,350
DR ALAN BROWN	50,188
DR HARRY R CIESLAR	62,529
DR HELENA CHEKINA	61,400
DR JAMES R WORLING	116,330
DR LESLIE ROURKE	99,150

MINISTRY OF CHILDREN AND YOUTH SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DR MAURO DE LORENZI	$51,644
DR MICHELLE MCNEILL	142,143
DR PHILLIP D NORRIS	60,049
DR SAM SWAMINATH	64,709
ECNG LIMITED PARTNERSHIP	192,153
EDS CANADA INC	2,061,496
ENBRIDGE	289,034
ENTERPRISE RENT-A-CAR	118,038
FIRST LEADERSHIP LIMITED	60,000
FISHER SCIENTIFIC LTD	244,917
FOOD BASICS STORE # 689 (ETOBICOKE)	104,021
FUEL ADVERTISING INC	50,828
GE TECHNOLOGY FINANCE	288,568
GEORGE BROWN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	98,388
GK CHEMICAL SPECIALTIES	103,938
GLOBAL UPHOLSTERY CO INC	85,349
GRAND & TOY LTD	152,062
GREATER SUDBURY UTILITIES	123,252
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	166,522
HEAD TO TOE OUTFITTERS	50,867
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	98,879
HINCKS-DELLCREST CENTRE	96,557
HOLIDAY INN	59,689
HYDRO ONE NETWORKS INC	197,166
IBM CANADA LTD	1,180,107
INITIAL SECURITY SERVICES	62,991
KEYSTREAM INC	169,562
LAKEFRONT UTILITY SERVICES INC	130,438
LLEWELLYN SECURITY DIV OF LLEWELLYN GROUP INC	50,672
LONDON FAMILY COURT CLINIC	94,320
LONDON HYDRO INC	154,370
LYRECO CANADA INC	622,492
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	67,859
MCKESSON CANADA	76,473
METRO TORONTO CONVENTION CENTRE	51,006
MURDOCH GROUP INC	54,122
NASCHCO FOOD SERVICES LTD	55,852
NORFOLK POWER DISTRIBUTION INC	119,122
ONTARIO COLLEGE OF FAMILY PHYSICIANS	79,800
ONTARIO REALTY CORP	10,540,921
OPERATION SPRINGBOARD	72,635
PARAMETER DRIVEN SOLUTIONS INC	121,956
PHOENIX RESIDENTIAL TREATMENT	61,352
PITNEY BOWES LEASING	142,612
PLUMBHOUSE	108,280
PUROLATOR COURIER LTD	144,832
QUEEN'S UNIVERSITY	73,412
RICOH CANADA INC	54,695
ROGERS WIRELESS INC	113,446

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SALTSPRING SOFTWARE INC	$389,935
SAMSUNG TELECOMMUNICATIONS OF AMERICA	57,827
SCI	224,512
SHERATON PARKWAY HOTEL	74,227
SJAARDA CONSTRUCTION	107,439
SNC-LAVALIN PROFAC INC	5,110,872
ST LEONARD'S SOCIETY OF LONDON	93,479
SYSCO FOOD SERVICES INC	88,215
TELUS MOBILITY	151,213
THE HEALTH TELEVISION SYSTEM INC	70,000
TIPPET-RICHARDSON LTD	53,793
TKMC ONTARIO INC	51,860
TLW ENTERPRISE INC	657,985
TNS CANADIAN FACTS	586,000
TORONTO HYDRO ELECTRIC SYSTEMS LTD	148,576
TOSHIBA OF CANADA LTD	88,854
TRANSITIONS FOR YOUTH	55,845
UNION GAS LTD	611,463
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	133,669
VWR INTERNATIONAL LTD	50,658
WAL MART	51,644
XEROX CANADA LTD	94,894
YORK GATE IDA DRUG #463	67,295
YOUTH SERVICES BUREAU (OTTAWA)	80,677
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	10,134,818

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. MARY ANNE CHAMBERS	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	$27,761
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
CAROLINE DI COCOO	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2005	$3,036
LINDA JEFFREY	
NOVEMBER 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	5,175

MINISTRY OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION/ MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

HON. MIKE COLLE/L'HONORABLE MIKE COLLE
HON. DR. MARIE BOUNTROGIANNI/L'HONORABLE DRE MARIE BOUNTROGIANNI
HON. SUSAN PUPATELLO/L'HONORABLE SUSAN PUPATELLO
HON. JIM BRADLEY/L'HONORABLE JIM BRADLEY
HON. JOHN GERRETSEN/L'HONORABLE JOHN GERRETSEN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	$59,850
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	100,115

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	$53,749

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. DR. MARIE BOUNTROGIANNI	$1,461
HON. MIKE COLLE	4,870
RAMAL, KHALIL	1,204
SERGIO, MARIO	99
ANDREW, JOAN C	980
AMIN, FAREED	735
BEACH, MARY V	13,789
BRUNET-LAMARCHE, ANITA RITA	12,794
LYNCH, ELAINE	12,793
QUIRT, GEOFFREY G	12,929
SIMS, JOHN P	13,478
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $10,000	330,817

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACROSS LANGUAGES TRANSLATION & INTERPRETATION SERVICE	$181,117
ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMME (AOCVF)	187,500
ALGONQUIN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	136,763
BARBRA SCHLIFER COMMEMORATIVE CLINIC	599,349
CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION INTERNATIONAL (CSA)	174,677
CANADIAN WOMEN'S FOUNDATION	158,500
CARE CANADA	200,000
CATHOLIC CROSS CULTURAL SERVICES	193,886
CATHOLIC IMMIGRATION CENTRE	217,361
CENTRE FOR INFORMATION & COMMUNITY SERVICE OF ONTARIO	179,110
CENTRE FOR RESEARCH ON VIOLENCE AGAINST WOMEN & CHILDREN	462,045

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CITY OF TORONTO	$441,750
COMMUNITY MICROSKILLS DEVELOPMENT CENTRE	1,073,687
CONESTOGA COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	338,884
CONFEDERATION COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	375,934
EQUAY-WUK (NATIVE WOMEN'S GROUP) INC	125,000
FREE THE CHILDREN	200,000
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	126,694
IMMIGRANT WOMEN SERVICES OTTAWA	282,280
INFORMATION NIAGARA	429,552
KINGSTON & DISTRICT IMMIGRANT SERVICES	188,831
K-W MULTICULTURAL CENTRE	202,606
LA CITE COLLEGIALE	235,021
LONDON CROSS CULTURAL LEARNER CENTRE	214,730
LONDON FAMILY COURT CLINIC	149,233
MINWAASHIN LODGE	134,595
MULTICULTURAL COUNCIL OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	150,403
MULTILINGUAL COMMUNITY INTERPRETER SERVICES	440,671
NATIONAL JUDICIAL INSTITUTE	175,000
ONTARIO COMMUNITY SUPPORT ASSOCIATION	147,000
ONTARIO COUNCIL OF AGENCIES SERVING IMMIGRANTS (OCASI)	289,684
ONTARIO RETIREMENT COMMUNITIES ASSOCIATION	123,188
ONTARIO TOURISM MARKETING PARTNERSHIP	279,164
OTTAWA COMMUNITY IMMIGRANT SERVICES ORGANIZATION	217,070
PERINATAL PARTNERSHIP PROGRAM OF EASTERN & SOUTHEASTERN ONTARIO	164,500
POLYCULTURAL IMMIGRANT & COMMUNITY SERVICES	157,440
REXDALE WOMEN'S CENTRE	243,486
SETTLEMENT & INTEGRATION SERVICES ORG	125,655
SKILLS FOR CHANGE	138,080

MINISTRY OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION/ MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	$762,500
THE CENTRE SKILLS DEVELOPMENT & TRAINING	249,442
THE DOMINION INSTITUTE	200,000
UNIVERSITY SETTLEMENT RECREATION	137,339
WOMEN'S PLACE KENORA	142,042
WORKING WOMEN COMMUNITY CENTRE	202,122
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $120,000	9,384,651

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

4 OFFICE AUTOMATION LTD	$88,835
ARI FINANCIAL SERVICES INC	211,236
ARNOLD WORLDWIDE CANADA INC	175,289
ASSOCIATION DES DIRECTIONS ET DIRECT ADJOINTES DES ECOLES FRANCO-ONTARIEN	87,100
BELL CANADA	146,117
BENSIMON BYRNE	182,808
BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	62,079
CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION	446,375
CHARTWELL INC	960,475
COMPUGEN INC	525,181
DOREY & CROSSLEY COMMUNICATIONS LTD	50,810
EDS CANADA INC	365,686
FRANCINE WATKINS TRANSLATION SERVICES INC	82,442
FRED PETERS CONSULTING	66,950
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	78,518
GE TECHNOLOGY FINANCE	81,491
IBM CANADA LTD	427,321
IDEAL PRINTING COMPANY LTD	414,084
INTERACTIVE NETCASTING SYSTEMS	102,859
SIMULTANEOUS INTERPRETATION SPECIALISTS DIV OF AVW-TELAV INC (ISTS)	53,671
LYRECO CANADA INC	145,531
MARRIOTT TORONTO DOWNTOWN EATON CENTRE	305,921
ONTARIO INSTITUTE FOR STUDIES IN EDUCATION OF UNIVERSITY OF TORONTO(OISE/UT)	117,285
ONTARIO REALTY CORP	5,606,471
PETER TAYLOR	143,855
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	260,937
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	66,045

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ROGERS COMMUNICATIONS INC	$52,587
SOFTWARE SPECTRUM	445,757
SUNNYBROOK - OSLER CENTRE FOR PRE-HOSPITAL CARE	161,407
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	50,715
XEROX CANADA LTD	96,388
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	3,399,392

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:	
HON. DR. MARIE BOUNTROGIANNI	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	$7,450
HON. MIKE COLLE	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	27,761
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/ TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
RAMAL, KHALIL	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421
SERGIO, MARIO	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	12,421

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

HON. SANDRA PUPATELLO/L'HONORABLE SANDRA PUPATELLO

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
AJILON STAFFING OF CANADA LTD.	$50,671
ALTIS HUMAN RESOURCES	67,320
BEVERTEC CST INC	73,391
CITY OF TORONTO	64,938
HAYS PERSONNEL SERVICES	51,124
HR ASSOCIATES	897,969
KELLY SERVICES (CANADA) LTD.	94,962
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	930,723
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	71,457
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	423,730
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
CANADIAN DEAF BLIND AND RUBELLA ASSOCIATION	$114,125
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	82,290

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	$5,138,144
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	10,382

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. SANDRA PUPATELLO	$5,053
COSTANTE, KEVIN	8,256
MATTHEWS, DEBBIE	389
PARSONS, ERNIE	3,277
ARCANGELETTI, Mr. JIM	12,557
BALDASSARRO, Mr. PAUL	14,401
BAYLES, Mrs. CHERYL A.	10,093
BEAUCHAMP, Mr. RICHARD F.	12,010
BIHUN, Mrs. SUSAN J.	44,965
BROWN, Ms. JOANNE	11,861
BURNS, Ms. LORI A.	26,164
CANDIDO, Ms. SHARON	12,625
CHAMBERS, Mr. BRYAN KB.	11,760
CHEVALIER, Ms. CARMEN	10,936
CODE, Mrs. FAYE LF.	10,289
COPES, Mrs. SUZANNE T.	15,237
CSABAK, Mrs. DEBORAH J.	65,661
DENIS TESSIER, Mrs. LYNN	18,247
DERDAELE, Mr. EDWARD J.	12,609
DEROCHIE, Ms. KAREN L.	13,879

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

DESMARAIS, Ms. GINETTE	$13,167
DUNMORE, Mrs. GILLIAN	12,199
DUNNING, Mrs. WENDY	13,094
EGGERT, Ms. MARGARET	22,287
ERICKSON, Mr. GRANT Q.	22,744
FITZPATRICK, Mr. JAMES J.	20,574
FORESTELL, Mr. CHARLES R.	11,048
GALLAGHER, Mrs. VERA B.	12,981
GRAINGER, Mrs. LINDA M.	14,588
GRANDCHAMP, Mr. DANIEL J.	11,354
GRASSER, Ms. DEBBIE	11,900
GRECO, Mr. ANTHONY J.	10,722
HEARD, Mr. DANIEL T.	10,600
HENRY, Mrs. LINDA M.	13,166
HICKS, Ms. CATHERINE	11,807
HUTCHINGS, Mr. WARREN L.	13,740
JACKSON, Ms. NANCY L.	11,945
JACOBSON, Ms. JANET M.	17,437
JEFFRIES, Ms. ELIZABETH A.	11,753
JOHANSON, Ms. NANCY R.	19,804
JOHNSON, Mrs. PAMELA M.	20,540
JULIE IUVANCIGH	11,590
KELLOWAY-TARRANT, Ms. JUNE E.	37,050
KOSMERLY, Mrs. JUDY	17,914
LACOURSIERE, Mr. GERMAIN	19,081
LAFRANIER, Mr. DANIEL J.	43,628
LAZZARO, Mr. TONY	11,576
LEWIS, Mrs. LYNDA J.	26,024
LIND, Mr. NEIL G.	40,059
LOFT, Mr. JAMES G.	14,746
LUCAS, Mr. JEFFREY W J.	27,142
MACKINNON, Mr. RON	17,328
MALVASO, Mr. FRANK	30,968
MANARIN, Mr. JOHN G.	20,752
MANSHIP, Mrs. B DIANNE	11,885
MCCARTHY, Mr. T J.	24,847
MORRISS, Ms. CATHERINE E.	11,650
NELLI, Mrs. SILVANA	19,416
NELSON, Mr. ERNIE L.	12,559
PLESON, Ms. STEPHANIE V.	13,132
POLD-DELLAVEDOVA, Mrs. LEANNE P.	12,117
POLING, Mr. J. ALLEN	10,080
RNIC, Doctor ALEX	14,972
ROSS, Mrs. BRENDA	10,876
ROWE, Ms. JANICE	11,113
SANDS, Mr. LARRY	18,236
SMITH, Mr. STEPHEN C.	11,318
ST JEAN, Mr. MARCEL J.	29,461
STECKENREITER, Mr. PETER G.	15,944
TODD, Ms. BEVERLY E.	11,667
TORRIE, Mrs. SUSAN	21,299
TRUE, Mrs. NICOLE A.	24,517

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

VALCOURT, Mr. MICHAEL A A	$12,226
VAN SON, Miss SHARON E	10,625
VINE, Mr. GLEN E	22,924
WARNER, Mr. JEFFREY A	16,218
WILLIAMS, Mrs. KAREN E	13,658
WILSON, Mr. JOHN A	18,344
WISHAK, Mr. GARY M	16,000
ZUCCATO, Mr. DAVID B	28,243
ZURAKOWSKI, Mrs. JULIE	10,357
ZYLBERBERG, Ms. DARLENE A	22,279
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	2,604,006

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

A CIRCLE OF SUPPORT	$785,050
AAMJIWNAANG FIRST NATION	750,772
ABBOTT AGENCY	169,391
ABILITY LEARNING NETWORK	141,508
ABRIGO CENTRE	347,765
ACCERTACLAIM SERVICORP INC	49,785,882
ACCESS BETTER LIVING INC GROUP	291,574
ACCESS COMMUNITY SERVICES INC HRP-PORT HOPE RESIDENTIAL PROGRAM	2,708,027
ACCURATE EMPLOYMENT SERVICES	258,585
ACTIVE REHAB ASSOC	123,780
ADONAI RESIDENTIAL SERVICES INC	458,886
AJAX PICKERING & WHITBY ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	4,908,795
AJAX-PICKERING WOMEN'S CENTRE	1,040,369
ALAN STEWART HOMES LTD	1,349,563
ALDER CENTRE	143,100
ALDERVILLE FIRST NATION	756,591
ALGOMA DISTRICT SERVICES ADMINISTRATION BOARD	7,246,041
ALGOMA FAMILY SERVICES	366,904
ALGOMA HEALTH UNIT	309,799
ALGONQUIN CHILD & FAMILY SERVICES	1,206,278
ALGONQUINS OF PIKWAKANAGAN FIRST NATION	204,800
ALGONQUINS OF PIKWAKANAGAN FIRST NATION PUBLIC LIBRARY	175,500
ALICE SADDY ASSOCIATION	2,672,867
ALMAGUIN HIGHLANDS COMMUNITY LIVING	1,875,041
ALTERNATIVES COMMUNITY PROGRAM SERVICES INC	649,472
ALTERNATIVES FOR WOMEN IN PRINCE EDWARD COUNTY	219,571
AMITY GOODWILL INDUSTRIES	767,972
ANAGO RESOURCES INC	1,762,741

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ANDUHYAUN INC	$899,614
ANISHINAABEG OF KABAPIKOTAWANGAG RESOURCES COUNCIL INC	228,416
ANISHINAABEG OF NAONGASHIING	120,811
ANISHINABE OF WAUZHUSHK ONIGUM FIRST NATION	547,592
ANISHINAWBE MUSHKIKI ABORIGINAL HEALTH ACC	1,269,162
AROLAND FIRST NATION	266,982
ASSAULTED WOMEN'S HELPLINE	1,510,718
ASSOCIATION FOR PERSONS WITH PHYSICAL DISABILITIES OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	478,726
ASSOCIATION OF IROQUOIS & ALLIED INDIANS	2,285,624
ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION SOCIALE D'OTTAWA-CARLETON	5,343,296
ASUBPEESCHOSEEWAGONG NETUM ANISHNABEK FIRST NATION	985,595
ATIKOKAN & DISTRICT ASSOCIATION FOR DEVELOPMENTAL SERVICES	1,049,170
ATIKOKAN CRISIS CENTRE	742,017
AT-LOHSA NATIVE FAMILY HEALING SERVICES INC	616,548
ATTAWAPISKAT FIRST NATION	2,994,023
AUNDECK-OMNI-KANING FIRST NATION	252,192
AVENUE II COMMUNITY PROGRAM SERVICES THUNDER BAY INC	2,750,663
BALDWIN HOUSE "SAFE HOME"	492,862
BARBRA SCHLIFER COMMEMORATIVE CLINIC	441,035
BATCHEWANA FIRST NATION OF OJIBWAYS	949,319
BEARSKIN LAKE FIRST NATION	182,579
BEAUSOLEIL FIRST NATION	1,025,829
BEENDIGAN INCORPORATED	1,423,329
BERNADETTE MCCANN HOUSE FOR WOMEN INC	1,165,236
BETH TIKVAH FOUNDATION OF HAMILTON	316,108
BETHESDA COMMUNITY SERVICES OF NIAGARA INC	12,196,132
BETHESDA HOME INC	4,326,325
BIG GRASSY RIVER FIRST NATION	207,824
BIINJTIWAABIK ZAAGING ANISHINAABEK	342,941
BRAMPTON-CALEDON COMMUNITY LIVING	15,898,530
BRANT & BRANTFORD LOCAL HOUSING CORP	140,196

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

BRANTWOOD RESIDENTIAL DEVELOPMENT CENTRE	$6,770,255
BROCKVILLE & AREA CENTRE FOR DEVELOPMENTALLY HANDICAPPED	3,257,216
BROCKVILLE & AREA COMMUNITY LIVING ASSOCIATION	3,091,870
BROCKVILLE & DISTRICT ASSOC FOR COMMUNITY INVOLVEMENT/ SPECIAL NEEDS	1,084,109
BROCKVILLE GENERAL HOSPITAL	409,073
BRUNSWICK HOUSE FIRST NATION	261,466
BURLINGTON COUNSELLING AND FAMILY SERVICES	379,316
CAMPHILL HOUSES INC	1,307,580
CANADA CARE MEDICAL INC	148,618
CANADIAN DEAF BLIND AND RUBELLA ASSOCIATION	2,507,703
CANADIAN HEARING SOCIETY	2,725,926
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION	1,651,716
CANADIAN MOTHERCRAFT SOCIETY	191,894
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	1,948,286
CANADIAN PARAPLEGIC ASSOCIATION	192,375
CAREER & VOCATIONAL EVALUATIONS INC	140,400
CAREER DYNAMICS NETWORK INC	1,433,147
CAREER HORIZONS CONSULTING INC	266,542
CAREER SERVICES OF BROCKVILLE	558,085
CAT LAKE FIRST NATION	554,086
CATHOLIC COMMUNITY SERVICE IN DURHAM	513,317
CATHOLIC CROSS CULTURAL SERVICES	248,848
CATHOLIC FAMILY COUNSELLING CENTRE	203,436
CATHOLIC FAMILY SERVICE OTTAWA/SERVICE FAMILIAL CATHOLIQUE OTTAWA	265,192
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF HAMILTON-WENTWORTH	1,043,619
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF PEEL-DUFFERIN	827,425
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF TORONTO	529,887
CATULPA COMMUNITY SUPPORT SERVICES INC	2,407,941
CAUSEWAY WORK CENTRE	276,229
CENTENNIAL INFANT & CHILD CENTRE MR CHILD CARE	210,089
CENTRAL CARE CORP (KITCHENER)	150,609
CENTRE DE RESSOURCES FAMILIALES DE STURGEON FALLS RESOURCE CENTRE	496,323

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE HAMILTON-NIAGARA	$308,251
CENTRE FOR OPPORTUNITIES RESPECT & EMPOWERMENT (CORE)	950,738
CENTRE FOR SPANISH SPEAKING PEOPLES	150,619
CENTRE FRANCOPHONE DE TORONTO	150,026
CEREBRAL PALSY PARENT COUNCIL OF TORONTO	3,188,453
CHAPLEAU HORNEPAYNE ALGOMA DISTRICT WOMEN IN CRISIS	536,377
CHATHAM KENT INTEGRATED CHILDREN'S SERVICES	299,213
CHATHAM-KENT WOMEN'S CENTRE INC	1,038,026
CHILD CARE RESOURCES	197,337
CHILDREN FIRST IN ESSEX COUNTY	556,972
CHILDREN'S AID SOCIETY OF BRANT	196,464
CHILDREN'S AID SOCIETY OF HAMILTON	173,912
CHILDREN'S AID SOCIETY OF LONDON & MIDDLESEX	215,827
CHILDREN'S AID SOCIETY OF NIPISSING & PARRY SOUND	233,031
CHILDREN'S AID SOCIETY OF NORTHUMBERLAND	152,341
CHILDREN'S AID SOCIETY OF OXFORD COUNTY	198,040
CHILDRENS AID SOCIETY OF THE COUNTY OF BRUCE	234,803
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE COUNTY OF DUFFERIN	731,670
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THE REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	222,176
CHILDREN'S AID SOCIETY OF THUNDER BAY	297,677
CHILDREN'S AID SOCIETY OF TORONTO	302,516
CHILDREN'S CASE CO-ORDINATION SERVICES FOR NORTHUMBERLAND COUNTY	208,759
CHILDREN'S CENTRE THUNDER BAY	541,970
CHILDREN'S REHABILITATION CENTRE ALGOMA	183,749
CHINESE FAMILY SERVICES OF ONTARIO	320,617
CHIPPEWAS OF KETTLE & STONY POINT	1,010,425
CHIPPEWAS OF MNJIKANING FIRST NATION	260,002
CHIPPEWAS OF NAWASH FIRST NATION	1,139,258
CHIPPEWAS OF SAUGEEN FIRST NATION	875,429

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CHIPPEWAS OF THE THAMES FIRST NATION	$1,171,020
CHOICES	4,517,017
CHRISTIAN HORIZONS INC	68,472,053
CITY OF BRANTFORD	15,732,099
CITY OF CORNWALL	18,095,623
CITY OF GREATER SUDBURY	28,669,830
CITY OF HAMILTON	97,299,008
CITY OF KAWARTHA LAKES	8,290,704
CITY OF KINGSTON	24,991,325
CITY OF LONDON	76,867,615
CITY OF OTTAWA	165,677,418
CITY OF PETERBOROUGH	23,513,415
CITY OF SAULT STE MARIE SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	18,260,358
CITY OF ST THOMAS	6,616,421
CITY OF STRATFORD	3,793,089
CITY OF TORONTO	633,335,673
CITY OF WINDSOR	62,523,967
COACHWORX	128,270
COCHRANE ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	1,605,469
COCHRANE TEMISKAMING RESOURCE CENTRE	9,398,631
COLLINGWOOD CRISIS CENTRE	524,582
COMMON GROUND COOPERATIVE INC CO-OP EMPLOYMENT INITIATIVE	439,584
COMMUNICATION ENVIRONMENT INC	6,302,440
COMMUNITY COUNSELLING CENTRE OF NIPISSING	623,447
COMMUNITY JUSTICE INITIATIVES OF WATERLOO REGION	125,544
COMMUNITY LIVING - NORTH FRONTENAC	1,460,528
COMMUNITY LIVING - SOUTH HURON	2,747,274
COMMUNITY LIVING - STORMONT COUNTY	3,260,969
COMMUNITY LIVING ACCESS SUPPORT SERVICES (NORFOLK)	2,701,229
COMMUNITY LIVING ALGOMA	17,916,631
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION FOR SOUTH SIMCOE	4,860,035
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION OF FORT ERIE	3,262,720
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION OF HUNTSVILLE	2,529,273
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION OF LANARK COUNTY	3,789,157
COMMUNITY LIVING ASSOCIATION OF MISSISSAUGA	18,209,739
COMMUNITY LIVING BRANT	8,807,839
COMMUNITY LIVING BRUCE PENINSULA	1,659,264
COMMUNITY LIVING BURLINGTON	$7,787,990
COMMUNITY LIVING CAMBRIDGE	7,877,211
COMMUNITY LIVING CAMPBELLFORD/BRIGHTON	2,406,228
COMMUNITY LIVING CHATHAM-KENT	8,683,348
COMMUNITY LIVING DUNDAS COUNTY	2,967,582
COMMUNITY LIVING DURHAM NORTH	6,405,520
COMMUNITY LIVING ESPANOLA	1,905,208
COMMUNITY LIVING ESSEX COUNTY	13,635,035
COMMUNITY LIVING FORT FRANCES AND DISTRICT	3,491,549
COMMUNITY LIVING GLENGARRY INC-INTEGRATION COMMUNAUTAIRE GLENGARRY INC	2,668,700
COMMUNITY LIVING GREATER SUDBURY	5,628,998
COMMUNITY LIVING GRIMSBY LINCOLN & WEST LINCOLN	5,830,337
COMMUNITY LIVING GUELPH WELLINGTON	10,437,633
COMMUNITY LIVING HALIBURTON COUNTY	678,607
COMMUNITY LIVING HAMILTON	8,190,840
COMMUNITY LIVING HURONIA RESIDENTIAL SERVICES	6,130,273
COMMUNITY LIVING IROQUOIS FALLS	1,753,835
COMMUNITY LIVING KAWARTHA LAKES	4,225,900
COMMUNITY LIVING KINCARDINE & DISTRICT	1,322,406
COMMUNITY LIVING KIRKLAND LAKE	4,078,967
COMMUNITY LIVING LONDON	12,378,862
COMMUNITY LIVING MANITOULIN	2,485,467
COMMUNITY LIVING MATTAWA/INTEGRATION COMMUNAUTAIRE DE MATTAWA	1,350,340
COMMUNITY LIVING NORTH GRENVILLE	2,860,887
COMMUNITY LIVING NORTH HALTON	4,627,203
COMMUNITY LIVING NORTH PERTH	1,168,142
COMMUNITY LIVING OAKVILLE	4,263,142
COMMUNITY LIVING OWEN SOUND & DISTRICT	3,812,641
COMMUNITY LIVING PARRY SOUND	2,062,354
COMMUNITY LIVING PETERBOROUGH	4,900,720
COMMUNITY LIVING PORT COLBORNE WAINFLEET	4,531,926
COMMUNITY LIVING PRINCE EDWARD	6,512,389
COMMUNITY LIVING RENFREW COUNTY SOUTH	2,383,187
COMMUNITY LIVING SOUTH MUSKOKA	5,424,401
COMMUNITY LIVING ST CATHARINES	8,640,448

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY LIVING TEMISKAMING SOUTH	$3,217,211
COMMUNITY LIVING THUNDER BAY	10,819,153
COMMUNITY LIVING TILLSONBURG	5,086,425
COMMUNITY LIVING TIMMINS	3,120,685
COMMUNITY LIVING TRENTON & DISTRICT	1,753,992
COMMUNITY LIVING UPPER OTTAWA VALLEY	3,634,423
COMMUNITY LIVING WALKERTON AND DISTRICT	4,351,874
COMMUNITY LIVING WALLACEBURG	5,523,059
COMMUNITY LIVING WELLAND PELHAM	5,377,713
COMMUNITY LIVING WEST NIPISSING	3,878,860
COMMUNITY LIVING WEST NORTHUMBERLAND	1,376,853
COMMUNITY LIVING WINDSOR	12,772,293
COMMUNITY LIVING YORK SOUTH	8,034,096
COMMUNITY LIVING-CENTRAL HURON	3,571,720
COMMUNITY LIVING-MEAFORD	1,627,521
COMMUNITY MENTAL HEALTH CLINIC	2,306,812
COMMUNITY SERVICES COORDINATION NETWORK	820,722
COMMUNITY VISIONS AND NETWORKING (QUINTE)	1,367,280
CONSTANCE LAKE FIRST NATION	825,456
CONTACT BRANTFORD FOR CHILDREN'S & DEVELOPMENTAL SERVICES	347,221
CONTACT HAMILTON WENTORTH FOR CHILDREN'S & DEVELOPMENTAL SERVICES	720,442
CORBROOK SHELTERED WORKSHOPS	1,674,960
COSTI-IIAS IMMIGRANT SERVICES	305,966
COTA HEALTH	490,800
COUCHICHING FIRST NATION	406,871
COUNSELLING SERVICES OF BELLEVILLE AND DISTRICT	2,025,166
COUNTY OF BRUCE	4,414,281
COUNTY OF DUFFERIN	1,983,975
COUNTY OF ESSEX	834,705
COUNTY OF GREY	8,767,525
COUNTY OF HASTINGS	26,215,660
COUNTY OF HURON	3,856,148
COUNTY OF LAMBTON	14,706,284
COUNTY OF LANARK	7,545,542
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	9,003,270
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	4,780,031
COUNTY OF OXFORD	7,682,404
COUNTY OF RENFREW	8,056,306
COUNTY OF SIMCOE	31,374,071
COUNTY OF WELLINGTON	9,901,933
CRECHE CHILD & FAMILY CENTRE	371,877

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CREST CENTRE (MEADOWCREST) INC	$848,366
CRISIS CENTRE NORTH BAY	563,591
CURVE LAKE FIRST NATION	499,348
DAVID BLANDER PALMER HOME	305,815
DE DWA DA DEHS NYE'S ABORIGINAL HEALTH CENTRE	1,404,191
DEER LAKE FIRST NATION	841,482
DESIGN FOR A NEW TOMORROW	330,562
DISABILITIES PLUS	169,464
DISABILITY ADJUDICATION UNIT - NON PHYSICIANS	191,305
DISTINCT PROGRAMMES INC	135,209
DISTRICT OF COCHRANE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	12,672,386
DISTRICT OF MUSKOKA	4,585,326
DISTRICT OF NIPISSING SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	14,733,181
DISTRICT OF PARRY SOUND SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	5,799,528
DISTRICT OF TIMISKAMING SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	4,218,147
DISTRICT SCHOOL BOARD OF NIAGARA	175,786
DRYDEN & DIST ASSOC FOR COMMUNITY LIVING	2,323,001
DUFFERIN ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	4,411,320
DURHAM ASSOCIATION FOR FAMILY RESPITE RELIEF SERVICES	2,711,232
E3 COMMUNITY SERVICES INC	5,492,506
EABAMETOONG FIRST NATION	2,391,226
EAGLE LAKE FIRST NATION	224,356
EAST YORK RESIDENTAL SERVICES	1,575,223
EASTERN OTTAWA RESOURCE CENTRE	400,169
ELGIN ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	6,954,492
ELLIOT LAKE WOMEN'S GROUP INC	497,675
ELMIRA & DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	3,324,768
EMILY STOWE SHELTER FOR WOMEN	936,495
EMPLOYMENT SOLUTIONS	149,923
ENAAHTIG HEALING LODGE & LEARNING CENTRE	835,651
EQUIPE D'HYGIENE MENTALE POUR FRANCOPHONES DE S-D-G	471,976
ERINOAK	1,820,485
ERNESTINE'S WOMEN'S SHELTER	1,405,458
EXTEND-A-FAMILY (KINGSTON)	481,818
EXTEND-A-FAMILY (TORONTO)	688,142
EXTEND-A-FAMILY KITCHENER-WATERLOO ASSOCIATION	4,465,970
FAMILY & CHILDREN SERVICES OF RENFREW COUNTY	1,113,116

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

FAMILY & CHILDREN'S SERVICES OF THE DISTRICT OF RAINY RIVER	$493,912
FAMILY COUNSELLING & SUPPORT SERVICES FOR GUELPH WELLINGTON	858,155
FAMILY COUNSELLING CENTRE OF BRANT INC	1,537,147
FAMILY COUNSELLING CENTRE OF CORNWALL AND UNITED COUNTIES	554,494
FAMILY COUNSELLING SERVICE VOLUNTEERS & INFORMATION	168,434
FAMILY RESPITE SERVICES	3,644,590
FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF METRO TORONTO	5,366,500
FAMILY SERVICE OF KENT	210,945
FAMILY SERVICE THAMES VALLEY	584,212
FAMILY SERVICE WINDSOR	917,690
FAMILY SERVICES A LA FAMILLE OTTAWA	526,130
FAMILY SERVICES OF HAMILTON	332,669
FAMILY SERVICES OF PEEL	842,373
FAMILY SERVICES PERTH-HURON	2,540,464
FAMILY SERVICES THUNDER BAY & GENERAL COUNSELLING	434,922
FAMILY TRANSITION PLACE	1,085,006
FAYE PETERSON TRANSITION HOUSE/CRISIS HOMES INC	1,324,690
FIRST STEP WOMEN'S SHELTER	724,365
FLEMINGDON NEIGHBOURHOOD SERVICE	129,855
FORT ALBANY (SINCLAIR ISLAND) FIRST NATION	1,470,140
FORT FRANCES TRIBAL AREA HEALTH AUTHORITY	228,536
FORT SEVERN FIRST NATION	412,148
FORT WILLIAM FIRST NATION	2,214,308
FORWARD HOUSE OF LONDON	3,212,269
FOX VOCATIONAL SERVICES	160,735
GANANOQUE & DISTRICT ACL	427,713
GARDEN RIVER FIRST NATION	617,518
GENEVA CENTRE FOR AUTISM	1,259,258
GEORGE BROWN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	423,841
GEORGINA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	3,967,371
GINOOGAMING FIRST NATION	230,831
GIZHEWAADIZIWIN HEALTH ACCESS CENTRE	1,256,936
GOOD SHEPHERD CENTRES	1,036,710
GOODWILL INDUSTRIES - ESSEX KENT LAMBTON INC	315,170
GOODWILL INDUSTRIES NIAGARA	192,815
GOODWILL INDUSTRIES OF TORONTO	1,404,941
GRAND COUNCIL TREATY 3	2,234,778
GRANDVIEW CHILDREN'S CENTRE	$134,653
GREEK ORTHODOX DIOCESE OF TORONTO (CANADA)	195,244
GREEN HAVEN SHELTER FOR WOMEN	606,344
GRIFFIN CENTRE	5,731,163
GROUP HOME FOR DEAF-BLIND PERSONS (BRANTFORD) INC	1,437,077
GUELPH-WELLINGTON WOMEN IN CRISIS & SEXUAL ASSAULT CTR	1,523,105
GULL BAY FIRST NATION	781,388
HALDIMAND ASSOCIATION FOR THE DEVELOPMENTALLY CHALLENGED	4,106,087
HALDIMAND NORFOLK R E A C H	2,346,471
HALDIMAND-NORFOLK WOMEN'S SERVICES	1,028,477
HALTON FAMILY SERVICES	396,922
HALTON WOMEN'S PLACE	1,704,748
HAMILTON HEALTH SCIENCES CORP	5,667,286
HAMILTON-WENTWORTH CHAPTER OF NATIVE WOMEN INC	545,133
HANOVER ADULT RESOURCE CENTRE INC	1,388,014
HARMONY CENTRE FOR COMMUNITY LIVING	1,028,370
HASTINGS LOCAL HOUSING CORP	156,849
HATTS OFF SPECIALIZED SERVICES	1,079,676
HAWKINS INSTITUTE	461,160
HEARST & AREA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	752,122
HELIX HEARING CARE CENTRE	140,221
HENVEY INLET FIRST NATION	193,383
HIATUS HOUSE	2,148,636
HOLLOWAY HOUSE (MICHELLE & GORD MOORE)	280,166
HOMEWARD FAMILY SHELTER	1,111,688
HOPEWELL CHILDREN'S HOMES INC	1,000,478
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	324,696
HOSHIZAKI HOUSE DRYDEN DISTRICT CRISIS SHELTER	555,500
HURONIA REGIONAL CENTRE	366,128
HURONIA TRANSITIONS HOMES	889,161
HUTTON HOUSE ASSOCIATION FOR ADULTS WITH	860,237
IMMIGRANT WOMEN SERVICES OTTAWA	340,160
IMPACT RESIDENTIAL SERVICES OF GRENVILLE COUNTY	1,127,250
INDEPENDENCE PLUS HOUSING CORP	222,171
INDEPENDENT LIVING RESIDENCES FOR THE DEAFBLIND IN ONTARIO	3,678,993
INGERSOLL SUPPORT SERVICES	2,342,244

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

INNOVATIVE COMMUNITY SUPPORT SERVICES	$1,415,276
INSIGHT ENTERPRISES	338,940
INTEGRATED SERVICES NORTHWEST	275,619
INTERIM PLACE	2,283,271
INTERVAL HOUSE	843,044
INTERVAL HOUSE OF HAMILTON- WENTWORTH	680,361
INTERVAL HOUSE OF OTTAWA-CARLETON	805,850
ISKATEWIZAAGEGAN #39 INDEPENDENT FIRST NATION	293,060
ITALIAN CANADIAN HANDICAPABLE ASSOCIATION WINDSOR & DISTRICT (ICHA)	530,000
J & J WOMENS COUNSELLING SERVICES AIM FOR CHANGE	179,039
JAMES BAY ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	598,162
JEWISH FAMILY & CHILD SERVICE OF METROPOLITAN TORONTO	578,692
JEWISH VOCATIONAL SERVICE OF METROPOLITAN TORONTO	1,803,263
JOBSTART	403,942
K3C COMMUNITY COUNSELLING CENTRES	351,152
KAPUSKASING & DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	2,134,249
KASABONIKA LAKE FIRST NATION	1,140,068
KASHECHEWAN FIRST NATION	2,956,647
KEEWAYTINOOK OKIMAKANAK	347,701
KEEWAYWIN FIRST NATION	735,863
KENOGAMISIS NON-PROFIT HOUSING CORP	146,169
KENORA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	4,642,087
KENORA CHIEFS ADVISORY INC	586,678
KENORA DISTRICT SERVICES BOARD	5,169,938
KENORA-PATRICIA CHILD & FAMILY SERVICES	207,068
KERRY'S PLACE AUTISM SERVICES	16,162,180
KINGFISHER LAKE FIRST NATION	191,721
KINGSTON & DISTRICT ACL	7,053,273
KINGSTON & FRONTENAC HOUSING CORP	233,369
KINGSTON INTERVAL HOUSE	1,093,053
KINSMEN CLUB OF CORNWALL INC KINSMEN COMMUNITY RESIDENCE	223,506
KITCHENER-WATERLOO COUNSELLING SERVICES INC	1,320,067
KITCHENER-WATERLOO REHABILITATION SERVICES	10,097,462

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

KLM CONSULTING SRVC INC	$153,725
L TARA HOOPER AND ASSOC	173,840
LA PRESENCE OTTAWA INC FAMILY VIOLENCE	297,290
LAC LA CROIX FIRST NATIONS TERRITORY	198,896
LAC SEUL FIRST NATION	1,086,098
LAKE OF THE WOODS CHILD DEVELOPMENT CENTRE	250,141
LAKE RIDGE COMMUNITY SUPPORT SRVC	1,089,594
LAMBTON COUNTY DEVELOPMENTAL SERVICES	7,147,357
LANARK COUNTY HOUSING CORPORATION	204,894
LANARK COUNTY INTERVAL HOUSE	846,227
LANARK HEALTH & COMMUNITY SERVICES	1,824,006
LAND O'LAKES COMMUNITY SERVICES	242,618
LANSDOWNE CHILDREN'S CENTRE	1,142,707
L'ARCHE ARNPRIOR	825,848
L'ARCHE DAYBREAK	3,060,389
L'ARCHE HAMILTON	1,031,712
L'ARCHE LONDON	727,284
L'ARCHE NORTH BAY	513,701
L'ARCHE OTTAWA ADULT RESIDENCES	1,608,245
L'ARCHE STRATFORD	958,841
L'ARCHE SUDBURY INC	967,849
L'ARCHE TORONTO HOMES	694,136
LE CENTRE VICTORIA POUR FEMMES (SUDBURY)	285,660
LE SERVICE FAMILIAL DE LA REGION DE SUDBURY INC/ SUDBURY FAMILY SERVICES	446,170
LEADS EMPLOYMENT SERVICES LONDON INC	1,055,091
LEEDS & GRENVILLE INTERVAL HOUSE	736,708
LENNOX & ADDINGTON ACL	863,524
LENNOX & ADDINGTON INTERVAL HOUSE	745,720
LENNOX/ADDINGTON FAMILY & CHILDREN	150,978
LIMESTONE FAMILY SUPPORT GROUP INC	156,482
LIONS HOME FOR DEAF CHILDREN	534,040
LONDON BATTERED WOMEN'S ADVOCACY CENTRE	437,743
LONDON GOODWILL INDUSTRIES ASSOCIATION	270,270
LONGLAC 58 INDIAN BAND	755,670
LUTHERAN COMMUNITY CARE CENTRE OF THUNDER BAY	1,374,550
LUTHERWOOD	263 742

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MADAWASKA VALLEY ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	$2,266,650
MADOC C O P E CORPORATION	404,465
MAGGIE'S RESOURCE CENTRE OF NORTH HASTINGS	197,228
MAINSTREAM AN UNSHELTERED WORKSHOP	665,460
MAISON D'AMITIE	1,919,708
MAISON INTERLUDE HOUSE INC	1,290,364
MALLORYTOWN RESIDENTIAL SUPPORT PROGRAMS	683,826
MALTON NEIGHBOURHOOD SERVICES	138,457
MAMAWESWEN THE NORTH SHORE TRIBAL COUNCIL SECRETARIAT	1,471,568
MANITOULIN FAMILY RESOURCES INC	604,024
MANITOULIN NON-PROFIT HOMES INC	127,687
MANITOULIN-SUDBURY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	4,634,170
MANOTSAYWIN NANOTOOJIG INC	214,373
MARJORIE HOUSE	437,102
MARTEN FALLS FIRST NATION	681,094
MARY CENTRE OF THE ARCHDIOCESE OF TORONTO	2,703,692
MATAWA FIRST NATION MANAGEMENT	293,279
MATTAGAMI FIRST NATION	171,023
MATTAWA WOMEN'S RESOURCE CENTRE	586,267
M'CHIGEENG FIRST NATION	769,270
MCMASTER UNIVERSITY	136,937
META CENTRE FOR THE DEVELOPMENTALLY HANDICAPPED	8,706,537
META VOCATIONAL SERVICES INC	196,814
METIS NATION OF ONTARIO	1,805,457
MIDDLESEX COMMUNITY LIVING	2,990,555
MILLS COMMUNITY SUPPORT CORP INC	1,589,812
MINWAASHIN LODGE	300,348
MISHKEEGOGAMANG FIRST NATION	530,929
MISSION SERVICES OF HAMILTON	1,419,269
MISSISSAUGA FIRST NATION	698,428
MISSISSAUGAS OF THE NEW CREDIT FIRST NATION	282,731
MOHAWK COUNCIL OF AKWESASNE AEP	1,828,714
MOHAWKS OF THE BAY OF QUINTE	514,489
MONTAGE SUPPORT SERVICES OF METROPOLITAN TORONTO	6,179,464
MOOSE CREE FIRST NATION	2,044,533
MORAVIAN INDIAN RESERVE	333,027
MUKI BAUM ASSOCIATION	8,605,018
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	18,858,753
MUNICIPALITY OF GREENSTONE	534,181
MUNSEE-DELAWARE NATION	308,468

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MUSKOKA WOMEN'S ADVOCACY GROUP	$737,061
MUSKOKA-PARRY SOUND COMMUNITY MENTAL HEALTH SERVICES	256,796
NAICATCHEWENIN FIRST NATION	133,094
NAINSTAY NON-PROFIT BUILDINGS INC	274,064
NAOMI'S FAMILY RESOURCE CENTRE	508,676
NAOTKAMEGWANNING FIRST NATION	417,732
NATIVE CHILD AND FAMILY SERVICES OF TORONTO	558,323
NE CHEE FRIENDSHIP CENTRE	256,323
NELLIE'S WOMEN'S HOSTEL INC	696,632
NELSON HOUSE OF OTTAWA-CARLETON	624,137
NEW FRONTIERS SUPPORT SERVICES LONDON MIDDLESEX	1,393,274
NEW LEAF LIVING & LEARNING TOGETHER INC	8,119,885
NEW PATH YOUTH & FAMILY COUNSELLING OF SIMCOE COUNTY	172,933
NEW STARTS FOR WOMEN INC	547,831
NEW VISIONS HOMES FOR CHILDREN & ADOLESCENTS (TORONTO) INC	5,656,660
NEWMARKET/AURORA DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	6,959,487
NIAGARA FAMILY & CHILDREN'S SERVICES	438,990
NIAGARA PENINSULA CHILDREN'S CENTRE	345,276
NIAGARA REGIONAL HEALTH SERVICES	284,214
NIAGARA SUPPORT SERVICES	4,717,039
NIAGARA TRAINING & EMPLOYMENT AGENCY	1,016,438
NIIJKIWENDIDAA ANISHNAABE-KWEW	261,637
NIPISSING FIRST NATION	824,040
NIPISSING TRANSITION HOUSE	737,606
NISHNAWBE ASKI NATION	4,946,256
NOOJIMAWIN HEALTH AUTHORITY	287,349
NOOJMOWIN TEG HEALTH CENTRE	1,303,369
NORFOLK ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	6,084,657
NORFOLK COUNTY	7,995,453
NORTH BAY ASSOC FOR COMMUNITY LIVING	6,578,285
NORTH CARIBOU LAKE FIRST NATION	375,765
NORTH HASTINGS COMMUNITY INTEGRATION ASSOC	1,452,717
NORTH SPIRIT LAKE FIRST NATION	722,105
NORTH YORK WOMEN'S SHELTER INC	948,816
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	1,113,653
NORTHERN LIGHTS VOCATIONAL SERVICES	311,800
NORTHERN VOCATIONAL SERVICES	669,159

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

NORTHUMBERLAND FAMILY RESPITE SERVICES INC	$511,919
NORTHWEST ANGLE 37 FIRST NATION	164,809
NOVA VITA WOMEN'S SERVICES	1,155,483
OAKDALE CHILD & FAMILY SERVICES LTD	1,104,139
OAKLANDS REGIONAL CENTRE	12,732,087
OASIS CENTRE DES FEMMES	309,210
OBASHKAANDAGAANG FIRST NATION	279,300
OCHIICHAGWE'BABIGO'INING FIRST NATION	260,266
OJIBWAYS OF ONIGAMING FIRST NATION	272,800
OJIBWAYS OF PIC RIVER FIRST NATION	826,528
ONEIDA NATION OF THE THAMES	2,170,240
ONGWANADA HOSPITAL	20,914,852
ONGWANADA NON-PROFIT HOUSING CORP	398,025
ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	6,255,745
ONTARIO FOUNDATION FOR VISUALLY IMPAIRED CHILDREN/ APPROVED CORP	234,267
ONTARIO MARCH OF DIMES	15,422,088
ONTARIO MARCH OF DIMES SAULT STE MARIE	390,005
ONTARIO METIS ABORIGINAL ASSOCIATION	2,238,565
ONTARIO MULTIFAITH COUNCIL ON SPIRITUAL & RELIGIOUS CARE	1,548,800
ONTARIO NATIVE WELFARE ADMINISTRATOR'S ASSOCIATION	131,000
ONTARIO NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION	1,797,128
OPEN HANDS ASSOC	2,535,964
OPERATION SPRINGBOARD	1,969,287
OPTIONS NORTHWEST PERSONAL SUPPORT SERVICES	10,831,168
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	186,205
OSHAWA CLARINGTON ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	11,621,336
OTTAWA CARLETON LIFESKILLS INC	7,816,721
OTTAWA CHILDREN'S TREATMENT CENTRE	2,968,934
OTTAWA FOYERS PARTAGE	1,634,751
OTTAWA HOUSING CORP	1,361,484
OTTAWA ROTARY HOME GROUP RESPITE CARE	697,785
OTTAWA-CARLETON ASSOCIATION FOR PERSONS WITH DEVELOPMENTAL DISABILITIES (OCAPDD)	14,288,320
OTTAWA-CARLETON CITIZEN ADVOCACY PARRAINAGE CIVIQUE D'O/C	$919,709
OWLWARE LTD	170,626
OXFORD CHILD & YOUTH CENTRE INC	172,526
PARENTS FOR COMMUNITY LIVING KITCHENER WATERLOO INC	1,306,504
PARKDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	129,383
PARTICIPATION HOUSE - LONDON	5,559,764
PARTICIPATION HOUSE - TORONTO PARENT ASSOCIATION	1,046,953
PARTICIPATION HOUSE PROJECT (DURHAM REGION) INC	1,505,087
PARTICIPATION LODGE	624,117
PARTNERS IN EMPLOYMENT (PERTH COUNTY)	255,053
PATHWAYS NON-PROFIT HOUSING CORP	352,116
PATHWAYS TO INDEPENDENCE	13,261,294
PATRICIA CENTRE FOR CHILDREN AND YOUTH	526,961
PAVILION FAMILY RESOURCE CENTRE	590,368
PAWIDIGONG FIRST NATIONS FORUM INC	155,163
PEOPLE IN TRANSITION INC	557,030
PERTH & SMITHS FALLS DISTRICT HOSPITAL	1,656,306
PERTH COUNTY TRANSITION HOME FOR WOMEN INC	625,546
PETERBOROUGH COUNTY	121,217
PETERBOROUGH HEARING HANDICAPPED GROUP HOME SOCIETY	1,823,113
PHOENIX I	497,792
PIC MOBERT FIRST NATION	570,152
PIKANGIKUM FIRST NATIONS	2,669,931
PLAINFIELD COMMUNITY HOMES	7,601,248
PLAINFIELD NON-PROFIT HOUSING CORPORATION	205,760
POPLAR HILL FIRST NATION	1,108,507
PRESCOTT-RUSSELL SERVICES TO CHILDREN & ADULTS	9,164,893
PROJECT WORK	382,462
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE SISTERS OF ST VINCENT DE PAUL	123,555
QUAD COUNTY SUPPORT SERVICES	1,093,141
QUINTE VOCATIONAL SUPPORT SERVICES	662,280
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	2,128,013
RAINY RIVER FIRST NATIONS	142,841

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

REACHING OUT FAMILY HOMES INC	$225,571
RED ROCK BAND	149,514
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	45,387,728
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	12,199,499
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	57,095,515
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	83,006,397
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	57,069,741
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	25,765,676
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	148,611
RENFREW COUNTY HOUSING CORP	135,876
RIDEAU REGIONAL CENTRE	491,008
RIVERDALE IMMIGRANT WOMENS CENTRE	213,304
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	124,312
ROTARY CHESHIRE HOMES	1,068,864
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	190,956
RYGIEL SUPPORTS FOR COMMUNITY LIVING	10,596,121
SACHIGO LAKE FIRST NATION	315,961
SAFEHAVEN PROJECT FOR COMMUNITY LIVING	3,319,761
SAGAMOK ANISHNAWBEK FIRST NATION	1,342,464
SAINT ELIZABETH HEALTH CARE	294,651
SALVATION ARMY	8,666,240
SANDY LAKE FIRST NATION	3,265,111
SARNIA & DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	4,147,374
SAULT STE MARIE HOUSING CORP	266,425
SECOND CHANCE EMPLOYMENT COUNSELLING (WELLINGTON) INC	258,222
SEDNA WOMENS SHELTER & SUPPORT SERVICES	1,360,320
SEINE RIVER FIRST NATION	213,816
SERPENT RIVER FIRST NATION	385,279
SERVICE COORDINATION FOR PERSONS WITH SPECIAL NEEDS	7,400,077
SERVICES DE COUNSELLING HEARST KAPUSKASING SMOOTH ROCK FALLS COUNSEL	662,032
SHAWANAGA FIRST NATION	746,500
SHEGUIANDAH FIRST NATION	165,014
SHKAGAMIK-KWE HEALTH CENTRE	1,402,387
SHOAL LAKE BAND 40	156,221
SIMCOE COMMUNITY SERVICES	20,521,974
SIMCOE HABILITATION SERVICES INC	180,406
SIOUX LOOKOUT & HUDSON ASSOC FOR COMMUNITY LIVING	2,243,117
SIOUX LOOKOUT FIRST NATIONS HEALTH AUTHORITY	$247,077
SIX NATIONS OF THE GRAND RIVER	4,180,127
SIX NATIONS SPECIAL SERVICES FOR SPECIAL PEOPLE	643,501
SOCIAL SERVICE BUREAU SARNIA-LAMBTON INC	1,842,073
SOCIETY OF ST VINCENT DE PAUL TORONTO CENTRAL COUNCIL	1,015,507
SOLDIERS' AID COMMISSION OF ONTARIO	153,200
SOUTH EAST GREY SUPPORT SERVICES	3,077,869
SOUTHWEST ONTARIO ABORIGINAL HEALTH ACCESS CENTRE	1,307,061
SOUTHWESTERN REGIONAL CENTRE	338,952
ST CATHARINES MAINSTREAM NON-PROFIT HOUSING PROJECT	1,317,312
ST CHRISTOPHER HOUSE	217,664
ST CLAIR CHILD & YOUTH SERVICES	333,554
ST FRANCIS ADVOCATES FOR THE AUTISTIC & DEVELOPMENTALLY DISABLED (SARNIA) INC	3,636,709
ST LEONARD'S HOUSE (PEEL)	126,125
ST MARY'S DISTRICT ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	2,148,555
ST STEPHEN'S RESIDENCE OF OTTAWA INC	341,686
STORMONT DUNDAS GLENGARRY DEV SER CTR	1,920,518
STRATFORD AREA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	3,921,727
SUDBURY COMMUNITY SERVICE CENTRE	934,855
SUDBURY DEVELOPMENTAL SERVICES	8,868,984
SUDBURY YOUNG WOMEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION	1,664,158
SUNBEAM RESIDENTIAL DEV CENTRE	10,870,181
SUPERIOR GREENSTONE ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	2,330,680
SUPPORTIVE HOUSING IN PEEL	409,106
SUREX COMMUNITY SERVICES	4,619,202
SURREY PLACE CENTRE	9,623,007
TAMIR FOUNDATION	3,442,218
TAYSIDE COMMUNITY SUPPORT OPTION	1,899,046
TEMAGAMI FIRST NATION	391,647
THE BENNETT EDGE	245,505
THE CROFT ON THE TRENT	246,061
THE ONTARIO COMMUNITY CENTRE FOR THE DEAF INC	3,720,406
THE REDWOOD SHELTER	1,059,411
THE REENA FOUNDATION	16,742,019

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

THORNCLIFFE NEIGHBOURHOOD OFFICE OF TORONTO	$141,722
THREE OAKS FOUNDATION	963,375
THUNDER BAY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	21,804,270
TIMMINS FAMILY COUNSELLING CENTRE INC	145,882
TORCHLIGHT INDUSTRIES (TORCHLIGHT SERVICES)	349,021
TORONTO ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	43,172,189
TORONTO BUSINESS DEV CENTRE	485,333
TORONTO COMMUNITY HOUSING CORPORATION	1,188,236
TOWN OF MOOSONEE	572,026
TOWNSHIP OF BLACK RIVER-MATHESON	448,813
TOWNSHIP OF MONTAGUE	259,592
TRI-COUNTY COMMUNITY SUPPORT SERVICES	2,458,239
TRI-COUNTY MENNONITE HOMES	1,306,540
TRILLIUM HEALTH CENTRE	1,964,842
TROPICANA COMMUNITY SERVICES ORGANIZATION	154,013
UNION OF ONTARIO INDIANS	5,408,349
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	9,805,363
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	9,092,621
UNITED WAY OF GREATER TORONTO	200,000
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	209,774
VICTIM SERVICES OF PEEL	436,714
VICTORIA COUNTY WOMEN'S RESOURCE SERVICES	1,136,658
VICTORIAN ORDER OF NURSES - DURHAM REGION BRANCH	222,707
VICTORIAN ORDER OF NURSES - OXFORD BRANCH	696,280
VIOLENCE AGAINST WOMEN	905,440
VITA COMMUNITY LIVING SERVICES OF TORONTO INC	11,247,487
VON CANADA / MIDDLESEX-ELGIN	4,479,319
VR PLACEMENT	127,015
WABANO CENTRE FOR ABORIGINAL HEALTH	1,881,688
WABASEEMOONG INDEPENDENT NATIONS	1,453,928
WABIGOON LAKE FIRST NATION	174,628
WAHGOSHIG FIRST NATION	121,564
WALPOLE ISLAND FIRST NATION	2,993,590
WAPEKEKA FIRST NATION	562,713
WASAUKSING FIRST NATION	499,842
WASSAY-GEZHIG NA NAHN DAH WE IGAMIG	$1,900,089
WATTON EMPLOYMENT SERVICES	139,958
WCG INTERNATIONAL CONSULTANTS LTD	1,616,392
WEBEQUIE FIRST NATION	510,595
WEENEEBAYKO HEALTH AHTUSKAYWIN	220,740
WESTERN OTTAWA COMMUNITY RESOURCE CENTRE	1,449,862
WESWAY INC	1,462,759
WHITEFISH LAKE FIRST NATION	206,447
WHITEFISH RIVER FIRST NATION	199,425
WHITESAND FIRST NATION	316,414
WIKWEMIKONG UNCEDED INDIAN RESERVE	3,285,198
WINDSOR ESSEX BROKERAGE FOR PERSONAL SUPPORTS	214,180
WINDSOR REGIONAL CHILDREN'S CENTRE	255,218
WINDSOR-ESSEX COUNTY HOUSING CORP	498,612
WINGHAM & DISTRICT COMMUNITY LIVING ASSOC	1,926,544
WOMEN & CHILDREN'S CRISIS CENTRE TRANSITION HOME	902,514
WOMEN IN CRISIS (ALGOMA INC)	1,291,058
WOMEN IN CRISIS NORTHUMBERLAND COUNTY	839,038
WOMEN'S CENTRE (GREY & BRUCE) INC	661,256
WOMENS COMMUNITY HOUSE	2,562,687
WOMEN'S CRISIS SERVICES OF WATERLOO REGION	2,252,714
WOMEN'S EMERGENCY CENTRE-OXFORD INC	785,475
WOMEN'S HABITAT OF ETOBICOKE	1,136,964
WOMEN'S HOUSE OF BRUCE COUNTY	999,807
WOMEN'S INTERVAL HOME OF SARNIA LAMBTON INC	876,747
WOMEN'S PLACE	1,854,366
WOMEN'S PLACE OF SOUTH NIAGARA INC	1,065,999
WOMEN'S RURAL RESOURCE CENTRE OF STRATHROY & AREA	686,783
WOMENS SHELTER OF GEORGINA INC	1,496,549
WOMEN'S SHELTER SAAKAATE HOUSE INC	736,786
WOMEN'S SHELTER SECOND STAGE	718,129
WOODGREEN COMMUNITY SERVICES	577,622
WOODGREEN RED DOOR FAMILY SHELTER	1,304,748
WOODMAR NON-PROFIT CORP	168,212

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

WOODSTOCK & DISTRICT DEVELOPMENT SERVICES	$5,150,476
WOODSTOCK GENERAL HOSPITAL	2,067,581
WOODVIEW CHILDREN'S CENTRE	393,302
WUNNUMIN LAKE FIRST NATION	315,922
XEORIXS HOMES	666,071
YELLOW BRICK HOUSE	1,513,448
YORK CENTRAL HOSPITAL ASSOC	1,198,177
YORK COMMUNITY SERVICE CENTRE	396,507
YORK SUPPORT SERVICES NETWORK	3,874,775
YORKTOWN CHILD & FAMILY CENTRE	1,424,895
Y'S OWL MACLURE COOPERATIVE CENTRE INC	1,474,307
YWCA HAMILTON	2,845,262
YWCA OF OSHAWA	727,483
YWCA OF PETERBOROUGH VICTORIA & HALIBURTON	1,580,357
YWCA TORONTO	3,050,064
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	2,467,887,447

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ACCENTURE INC	$5,745,203
ADVANCED KNOWLEDGE INNOVATIONS INC	173,766
AGROPUR DIVISION NATREL	386,680
AJILON STAFFING OF CANADA LTD	647,843
ALADDIN TEMP-RITE CANADA	80,786
ALL-MEDIA SHREDDING INC	65,561
ALLSEATING CORPORATION	98,535
AMERISOURCE BERGEN CANADA	59,924
ANT & BEE CORPORATION	359,265
ANTHONY SAKRAN	56,000
AON REED STENHOUSE INC	66,040
APPLIED TECHNOLOGY SOLUTIONS INC	73,985
ARI FINANCIAL SERVICES INC	688,316
ARTICULATION GROUP	68,923
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	528,223
AVAYA CANADA CORP	121,785
AYELET SILBERSTEIN	84,636
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	98,052
BATTAGLIA ASSOCIATES INC	61,796
BAY CONSULTING SERVICES INC	179,480
BAYSHORE HEALTHCARE LTD	58,027
BCM	64,995
BEARINGPOINT LP	57,810
BELL CANADA	2,570,759
BEST WESTERN	63,202
BEVERTEC CST INC	560,846
BRAINHUNTER.COM LTD	52,531
C RODERICK ROLSTON	56,226

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CALDWELL COUNSELLING CENTRE	$80,798
CANADA CUSTOMS & REVENUE AGENCY	128,325
CANADA POST CORP	2,163,825
CANADIAN ATLAS FURNITURE	120,070
CANADIAN POLICY RESEARCH NETWORKS INC	77,998
CANADIAN PROCESS SERVING INC	63,778
CGI INFORMATION SYSTEMS & MANAGEMENTCONSULTANTS INC	128,790
CHERYL O'CONNOR	53,800
CITY OF ORILLIA	134,689
CLAREMONT GRAPHICS	50,782
CLEARLINK FINANCIAL SERVICES LTD	1,359,777
CM INC	201,061
CNC GLOBAL LIMITED	275,774
COGNOS INC	188,547
COMMISSIONAIRES	314,321
COMPASS GROUP CANADA	138,152
COMPUGEN INC	538,949
COMPUTER ASSOCIATES CANADA COMPANY	67,265
COMSATEC INC	678,761
CSI CONSULTING INC	489,286
DATAMARK SYSTEMS	69,493
DELMASA SYSTEMS GROUP INC	267,665
DER GRAPHICS INC	82,149
DIGITALEMBRACE INC	109,500
DOMINION TRANSLATION INC	54,416
DR GEORGE MCALLISTER	60,000
DR J R DANIEL	276,081
DR MICHAEL M MARIJAN	101,772
DR PHILIP PEEBLES	58,450
DR SVETMAR KRIZ	56,673
DR THOMAS E IRVINE	102,071
DR WAYNE A EVERETT	103,749
EAGLE PROFESSIONAL RESOURCES INC	1,369,624
ECNG LIMITED PARTNERSHIP	1,101,049
EDS CANADA INC	7,841,568
ELLIOTT & ASSOCIATES CONSULTING SERVICES INC	50,912
ENBRIDGE	188,479
EQUIFAX CANADA INC	843,679
ERNST & YOUNG LLP	53,773
FGI WORLD	108,741
FUJITSU CONSULTING	63,766
FUTURE MED	255,784
FUTURMED HEALTH CARE PRODUCTS INC	408,413
G K CHEMICAL SPECIALTIES CO LTD	79,806
G&T VAUGHAN	50,184
GARDA OF CANADA	89,986
GARTNER CANADA CO	87,655
GE	55,770

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

GE EQUIPMENT SERVICES	$124,298
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	211,720
GENEX SYSTEMS PROFESSIONALS GROUP LIMITED	269,781
GK CHEMICAL SPECIALTIES	57,690
GRAND & TOY	400,605
GREGORY R SUTTER	59,085
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	560,087
HEALTHCARE FOOD SERVICES ONT INC	518,104
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	1,444,819
HOLIDAY INN	81,312
HOMEWOOD HEALTH CENTRE INC	54,746
HOMEWOOD RESEARCH INSTITUTE	142,725
HR ASSOCIATES	128,827
HUTCHINSON SMILEY LTD	52,759
HYDRO ONE	252,189
HYDRO ONE NETWORKS INC	605,545
IAN MARTIN LTD	50,689
IBM CANADA LTD	4,368,936
ICU TECHNOLOGIES INC	53,199
IMEX SYSTEMS INC	159,359
INFORMATICA CORPORATION	412,560
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	400,141
IT/NET OTTAWA INC	65,100
J QUATTROCCHI & CO LTD	54,471
JA MEDIA SERVICES	79,898
JENNY CARVER	91,000
K BRO LINEN	168,128
K-BRO LINEN SYSTEMS INC	125,236
KEITH BAGG GROUP	75,600
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA	65,007
LYRECO (CANADA) INC	1,160,181
MANFRED FRIEDMAN DENTISTRY PROFESSIONAL CORPORATION	64,681
MCKESSON CANADA	368,490
MEDICAL MART SUPPLIES LTD	58,087
MEGAHURTZ COMPUTERS	78,630
MERCER DELTA CONSULTING	89,378
MERCURY INTERACTIVE CORP	217,010
METIS NATION OF ONTARIO	97,250
MICHAEL J MARRA LLB	65,672
MICROSOFT CANADA CO	158,588
MID ONTARIO DISPOSAL	54,426
MINISTRY OF THE ATTORNEY GENERAL	164,805
MULTI-LANGUAGES CORP	72,654
NEOPOST CANADA LTD	89,370
NET EFFECTS TECHNOLOGIES INC	52,677
NORTHERNTEL LP	59,032
OFFICE OF THE PUBLIC GUARDIAN & TRUSTEE	134,683

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ONTARIO NATIVE WELFARE ADMINISTRATOR'S ASSOCIATION	$72,565
ONTARIO REALTY CORP	21,650,378
ORACLE CORP CANADA INC	280,745
ORILLIA POWER DISTRIBUTION CORP	523,154
PARTNERING AND PROCUREMENT INC	58,338
PATRICK DORAN	57,175
PEOPLE MINDED BUSINESS INC	65,700
PITNEY BOWES LTD	998,508
POI BUSINESS INTERIORS	793,362
POSTAGE BY PHONE	633,324
PREVOST & MCCULLOUGH	85,214
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	429,541
PROMETHEAN SYSTEMS CONSULTANTS INC	216,244
PROSTALL SYSTEMS INC	258,669
PROVISION IT RESOURCES LTD	452,279
PUROLATOR COURIER LTD	441,456
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	552,685
RELIZON CANADA INC	304,696
RICE AND ASSOCIATES	76,895
RICOH CANADA INC	53,807
ROGERS WIRELESS INC	330,876
SAFE MANAGEMENT GROUP	54,020
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	63,327
SERENA SOFTWARE INC	63,974
SHASHI BHATIA	91,789
SHORE CONSULTING GROUP INC	347,122
SISKINDS (SISKIND CROMARTY IVEY & DOWLER LLP)	97,572
SNC LAVALIN PROFAC INC	3,183,357
SNELL BALKA SAAD	62,803
SOFTCHOICE CORP	168,123
SPEARHEAD MANAGEMENT CANADA LIMITED	60,180
SPRINT COMPUTER SERVICES	60,949
STAPLES/BUSINESS DEPOT	86,092
STERLING COMMERCE INC	158,188
STROMA SERVICE CONSULTING INC	394,522
SUBURBAN REMOVALS	69,083
SUMMIT FOOD SERVICE DISTRIBUTION INC	1,959,525
SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA	636,322
SWISH MAINTENANCE LTD	51,615
TELUS MOBILITY	169,254
THEMIS PROGRAM MANAGEMENT & CONSULTING LTD	1,114,207
TLW ENTERPRISE INC	686,038
TORONTO MARRIOTT BLOOR	51,956
TOSHIBA OF CANADA LTD	275,265
TOWN OF SMITHS FALLS	58,623
TRENT DRUGS(WHOLESALE)LTD	114,451

MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

UNION GAS LTD	$523,225
VINCENT CHING	92,905
WEIRFOULDS LLP	80,262
WESTERN MANAGEMENT CONSULTANTS	148,216
XEROX CANADA LTD	515,975
XWAVE	244,463
XWAVE SOLUTIONS INC	116,861
YONGE/NORTON (CANADA IV) LIMITED PARTNERSHIP	51,778
ZINATI KAY	106,397
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	13,643,081

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. SANDRA PUPATELLO	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
DEBORAH MATTHEWS	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421
ERNIE PARSON	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	12,421

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

HON. MONTE KWINTER/L'HONORABLE MONTE KWINTER

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ADECCO EMPLOYMENT SERVICES LTD.	$82,340
ALTIS HUMAN RESOURCES	120,855
DRAKE INTERNATIONAL INC	51,396
ENDEAVOUR PERSONNEL LTD.	109,242
FOCUS PERSONNEL	107,609
HR ASSOCIATES	364,019
LEVERT PERSONNEL RESOURCES	91,557
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	170,097
QUANTUM MANAGEMENT SERVICES LTD.	84,868
THE EMPLOYMENT SOLUTION (T E S CONTRACT SERVICES INC)	50,475
THE MERGIS GROUP	93,291
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	535,277

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	$13,823,311
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	33,716

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MONTE KWINTER	$13,650
SANDALS, LIZ	1,330
FENN, MR. MICHAEL	985
NEWMAN, MS. DEBORAH E.	4,227
RABEAU, MR. JOHN F.	9,254
ADAMS, MR. JAMES	72,080
AKIWENZIE, MR. GILES R.	17,069
ANGUS, MR. BRIAN M.	18,694
ANTONCIC, MR. NICHOLAS	21,484
ARMSTRONG, MR. MICHAEL E.	14,357
ARNOLD, MR. GREGORY D.	22,487
ARTHUR, MR. CURTIS M.	24,192
BADOUR, MR. ROBERT A.	19,331
BARATH, MS. IRENE	10,184
BARNUM, MR. RICKY W.	12,795
BEATTY, MR. STEVEN	12,911
BEESLEY, MR. PAUL	14,205
BELL, MS. DEBBIE	16,954
BLAQUIERE, MR. DONALD ROBERT	13,211
BLOSKIE, MISS. REGINA E.	15,601
BOIS, MR. JACQUES	11,627
BOLTON, MR. DENNIS H.	23,772
BONIFACE, MRS. GWENNETH M.	13,238
BROWN, MS. CRYSTAL	15,702

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

BROWNE, MR. PHILIP A.	$15,188
BROWNLEE, MR. DEAN S.	12,198
BUDEL, MR. RICHARD	10,993
BUFFETT, MR. DONALD J.	12,814
BURROWS, MS. TANIA	12,073
BUTLER, MR. MICHAEL	10,406
BYRNE, MR. MICHAEL S.	22,824
CALVIN, MS. ANDREA L.	10,478
CARDWELL, MR. DAVID J.	12,487
CARRIER-ARMSTRONG, MS. SUZANNE	12,585
CARSON, MR. JOHN F.	12,017
CECE, MS. JENNY M.	13,658
CHAFE, MR. PAUL E.	10,965
CLARKE, MR. DAVID	13,802
CLAYTON, MR. D W.	17,338
COOK, MR. ROBERT	10,501
COONEY, MR. WILLIAM J.	14,940
CORCORAN, MR. JOHN B.	11,120
COTA, MR. RANDY C.	14,791
COTE, MS. GHISLAINE	14,929
COTNAM, MRS. SUZANNE	13,083
COX, MS. SUSAN A.	19,895
CRATE, MR. JOHN W.	16,831
CRAWFORD, MR. DOUGLAS M.	11,482
DALTON, MR. ROBERT A.	19,913
DAWSON, MR. A V.	17,205
DAWSON, MR. DANIEL T.	12,036
DEJONG, MR. HOTSE	10,916
DITTENHOFFER, MR. MARK V.	20,701
DOBSON, MS. SALLY J.	10,301
DOIRON, MR. WILLIAM D.	10,699
DR DAVID EDEN	10,037
DR PETER A CLARK	13,478
DUBUC, MR. STEPHANE	10,127
DUFFIELD, MR. PHILLIP A.	11,814
DUTRISAC, MR. PAUL R.	12,299
EDWARDS, MR. JEFF	12,613
ELBERS, MR. M P.	16,179
ELLIOTT, MR. STEPHEN S.	10,224
ELLIS, MR. DAVID W.	12,618
EVOY, MR. VERN	11,507
FANTINO, MR. JULIAN	15,039
FARRINGTON, MS. PATRICIA	18,754
FAULKNER, MR. RONALD	11,279
FENNIAK, MS. SANDRA J.	14,529
FERGUSON, MR. JOHN H.	12,326
FISHER, MR. JIM HJ.	11,885
FLETCHER, MR. TONY AM.	12,697
FLEURY, MR. PAUL J.	10,483
FORD, MS. HEATHER	10,565
FOSTER, MR. TIMOTHY A.	11,613
FRANZ, MS. JUDITH	21,393
FREEMAN, MS. BOBBI-LYNN	21,690

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

GATTO, MR. FRANK R.	$29,565
GAUTHIER, MR. JAMES L.	18,068
GAYNOR, MR. RANDY J.	11,318
GEOFFRION, MR. PHILIPPE	15,866
GERARD, MR. BENJAMIN	12,820
GERVAIS, MR. TOM	22,347
GIERTUGA, MR. WARREN A.	15,178
GILLESPIE, MR. WILLIAM	11,104
GIRARD, MS. LINA	36,003
GODEN, MR. DWIGHT G.	11,528
GORCZYNSKI, MS. LAURA	11,701
GORRY, MR. JAMES	17,903
GRAHAM, MR. MARTIN JAMES	10,188
GRANT, MR. ROBERT I.	10,783
GUILLEMETTE, MR. HENRI C.	11,227
HARTLEY, MR. MICHAEL G.	10,249
HILL, MR. DWAIN A.	25,052
HILL, MR. JOHN M.	14,402
HILL, MS. BARBARA	11,749
HILLS, MR. ERNEST	14,169
HLADY, MR. JASON	10,484
HOGARTH, MR. SCOTT JS	11,164
HONSBERGER, MR. LINDSAY R.	15,389
HORN, MR. DOUGLAS GORDON	11,377
HORNE, MR. JOHN R.	20,257
HOWE, MISS. ANGELA L.	13,123
HUNTER, MR. KEVIN E.	10,242
JEFFREY, MS. JANICE E.	24,006
JEVONS, MS. ALISON P.	13,109
JONES, MS. ROBIN P.	10,531
KELSO, MR. STEVEN	18,845
KHAN, MS. RENA R.	12,940
KING, MR. EDDY	10,705
KINGER, MS. KATHY L.	20,097
KITCHEN, MS. LISA	13,366
KNAPPETT, MS. M J.	11,299
KOHOKO, MR. MONTGOMERY M.	15,279
KROPF-HEDLEY, MS. JOANN	15,838
LAFRENIERE, MS. DANIELLE	16,399
LAKE, MR. JUDE J.	10,569
LAMB, MR. PAUL R.	12,223
LAMMI, MRS. JOYCE L.	12,425
LANGILLE, MR. ROBERT M.	11,012
LAPALME, MR. DENIS	19,515
LARIVIERE, MS. SUSAN M.	14,828
LEBLANC, MR. CLAUDE R.	15,758
LEE, MR. ALLEN C.	15,415
LEGGE, MR. DAVID	21,153
LEPPERT, MR. KENNETH	14,779
LINES, MRS. KATHRYN J.	13,439
LINKLATER, MR. MICHAEL	10,802
LOADER, MR. MARK A.	14,866
LOCK, MR. ROBERT D.	13,925

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

LOLLAR, MR. DAVID R.	$13,106
LOOY, MR. RICHARD F.	13,763
LUNDY, MR. LARRY	10,030
MACRAE, MS. NARCHIEKA A.	10,691
MAIANGOWI, MS. PATRICIA	27,166
MANNERING, MS. SANDY	19,710
MARACLE, MR. GARY WARREN	10,323
MARTIN, MR. BRYAN D.	12,080
MARTIN, MS. TERI	10,921
MASCOLA, MR. JAMES M.	16,824
MATTHEWS, MR. RANDY P.	11,014
MATTHEWS, MR. ROBERT J.	13,451
MAULE, MR. IAN P.	13,407
MAYERS, MR. DARYL	12,257
MAYNARD, MR. WAYNE A.	21,263
MCCALLUM, MR. ANDREW L.	21,098
MCDONNELL, MR. JAMES H.	21,145
MCFARLANE, MS. L A.	15,442
MCKAY, MR. JACK	13,609
MCKINNON, MR. BARRY L.	10,419
MCLAUCHLIN, MR. ROBERT	25,421
MCLELLAN, MR. BARRY A.	11,420
MCLEOD, MS. JEANNE D.	13,563
MILLAR, MR. RANDOLPH L.	15,423
MILLAR, MR. TIMOTHY A.	20,947
MILLER, MRS. NICOLE C.	27,746
MISSEWACE, MR. JOSEPH	10,314
MOORE, MR. GARY B.	14,693
MORIN, MS. JEANNINE	11,918
MORRIS, MR. JAMES E.	18,980
MOSKAL, MR. THOMAS J.	22,699
MURPHY, MR. THOMAS A.	10,227
NASH, MR. SHAWN A.	12,752
NEAL, MRS. LUCY A.	26,914
NICHOLS, MR. ROSS DR.	14,518
NUTSON, MR. WILLIAM	12,984
OAKES, MS. LEONA F.	10,000
OLINYK, MR. DENNIS J.	16,093
O'MARRA, MR. ALFRED J.	14,634
OWENS, MR. MICHAEL	10,072
PHIBBS, MR. ALLAN	17,316
PICARD, MR. FERN	26,965
PINDER, MR. GARRY J.	10,861
PINE, MS. DIANA	17,304
PLATE, MR. MICHAEL DAVID	14,658
POLSKY, MRS. SUZANNE	17,020
POTTER, MR. GARY D.	12,194
POTTER, MS. LORI J.	12,887
PRIME, MR. R J.	14,335
RAVENSDALE, MS. MARGARET J.	51,199
REDMOND, MR. DANIEL P.	11,861
REESOR, MR. LARRY T.	12,687
REILLY, MS. PATRICIA A.	15,184

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

RIOUX, MR. DANIEL JD	$12,791
ROBERTSON, MS. DIANA LYNN	21,128
ROBINSON, MR. CARROLL	13,812
ROUSELLE, MR. DAVID	10,948
RYDER, MR. MICHAEL F	14,003
SALO, MS. KAREN	28,736
SAUVE-THOMPSON, MRS. I	23,034
SAVAGE, MR. RICHARD H	11,388
SCHROEDER, MRS. LINDA D	12,314
SCOBIE, MR. PAUL	10,613
SMITH, MRS. LISA ME	13,844
SMYK, MR. DALE	18,670
SPEARS, MR. JOHN RJ	12,973
STEPHENSON, MR. MICHAEL	28,006
STEWART, MR. ANDREW G	12,004
SWORD, MR. WILLIAM L	10,655
THOMAS, MR. BARRY WB	20,812
THOMPSON, MR. PAUL	18,423
TOD, MR. SCOTT WS	11,245
TRUAX, MR. DAVID D	30,418
VOLPE, MS. PATRIZIA	28,779
WAFFLER, MR. ROLF E	10,701
WARREN, MR. RANDY	17,864
WELCH, MISS. MARGARET L	15,138
WESTGARTH, MR. RAYMOND W	15,156
WHITEHEAD, MR. BRIAN G	10,663
WILCOX, MS. DEBRA L	18,012
WILKINSON, MR. JEFFREY	15,235
WILSON, DOCTOR THOMAS	11,138
WILSON, MR. BRIAN A	16,401
WILSON, MR. DARRYL J	13,031
WRIGHT, MR. STEPHEN K	10,530
YANO, MR. DOUGLAS G	10,844
ZUBAIR, MS. MIMI	11,626
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	14,007,488

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACORD	$121,928
AKWESASNE MOHAWK POLICE SERVICE	150,000
ANISHINABEK POLICE SERVICES	3,321,015
BETHESDA HOME INC	126,500
CITY OF BARRIE	398,045
CITY OF BRANTFORD	345,421
CITY OF GREATER SUDBURY	266,608
CITY OF GUELPH	562,877
CITY OF HAMILTON	981,547
CITY OF KAWARTHA LAKES	137,980
CITY OF KENORA	130,344
CITY OF KINGSTON	369,350
CITY OF LONDON	940,715
CITY OF NORTH BAY	275,734

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CITY OF OTTAWA	$1,157,207
CITY OF OWEN SOUND	205,413
CITY OF PETERBOROUGH	283,701
CITY OF SARNIA	161,888
CITY OF SAULT STE MARIE	378,523
CITY OF ST THOMAS	220,342
CITY OF STRATFORD	121,368
CITY OF THUNDER BAY	167,013
CITY OF TIMMINS	288,382
CITY OF TORONTO	8,352,411
CITY OF WINDSOR	725,575
CITY OF WOODSTOCK	285,812
ELIZABETH FRY SOCIETY OF PEEL-HALTON	394,739
ELIZABETH FRY SOCIETY OF TORONTO	291,439
FGI WORLD	217,487
GARDEN RIVER FIRST NATION	136,222
HAMILTON HEALTH SCIENCES	400,000
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	400,000
JOHN HOWARD SOCIETY OF NIAGARA	121,973
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	300,000
LAC SEUL FIRST NATION	125,171
LAC SEUL POLICE SERVICE	283,506
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	150,000
MOHAWK COUNCIL OF AKWESASNE	179,788
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	627,445
NISHNAWBE ASKI NATION	214,228
NISHNAWBE ASKI POLICE SERVICES	7,604,279
ONTARIO ASSOCIATION OF CRIME STOPPERS	200,000
ONT SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO ANIMALS	1,159,000
OPERATION SPRINGBOARD	349,356
OTTAWA HOSPITAL	740,000
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	1,329,835
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	1,325,392
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	1,687,122
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	3,820,623
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	1,602,529
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	2,242,384
SALVATION ARMY	526,055
SIX NATIONS OF THE GRAND RIVER	372,371
SIX NATIONS POLICE SERVICES COMMISSION	1,248,151
ST LEONARD'S SOCIETY OF LONDON	414,478
ST PHILIP'S COMMUNITY RESOURCE CENTRE	147,901
STONEHENGE THERAPEUTIC COMMUNITY	352,221
STREET HAVEN AT THE CROSSROADS	128,174
T A PATTERSON & ASSOCIATES	443,547
TORONTO POLICE SERVICE	7,522,800

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWN OF BRADFORD-WEST GWILLIMBURY	$136,779
TOWN OF CALEDON	162,789
TOWNSHIP OF STRATHROY-CARADOC	151,903
TRANSITIONS FOR YOUTH	137,072
TREATY THREE POLICE SERVICE	3,392,861
UNITED CHIEFS & COUNCILS OF MANITOULIN POLICE SRVC COMMI	736,118
WIKWEMIKONG TRIBAL POLICE SERVICE	772,320
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	6,497,910

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1555314 EASTWAY INC	$92,749
3M CANADA INC	1,023,337
4 OFFICE AUTOMATION LTD	173,555
ABCO GROUP	60,399
ABILITY MOVING & TRANSFER LTD	211,318
ABS SYSTEM CONSULTANTS LTD	511,678
ACE INA INSURANCE	142,221
ACKLANDS-GRAINGER INC	83,992
ACTIVE LOCK & SAFE	224,866
ACUMEN INFORMATION SYSTEMS	61,998
ADT SECURITY SERVICES CANADA INC	106,459
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC	236,045
AGROPUR DIVISION NATREL	61,206
AJ STONE COMPANY LTD	207,801
AJILON CANADA	1,181,838
ALBERT WHITE TECHNOLOGIES	58,350
ALLSEATING CORPORATION	100,686
ALPINE GRAPHIC PRODUCTIONS LTD	147,486
AMTELECOM COMMUNICATIONS (AMTELECOM INC O/A)	129,543
ANDRÉ TARDIFF AGENCY LTD	92,489
ANISHINABEK POLICE SERVICES	77,108
ANT & BEE CORPORATION	122,894
AON REED STENHOUSE INC	5,191,362
APPLE AUTO GLASS	57,242
APPLIED BIOSYSTEMS	697,063
ARI FINANCIAL SERVICES INC	14,145,412
ARMOUR OF AMERICA CANADIAN LTD	497,132
ASSOCIATED MOBILE TECHNOLOGIES LIMITED	239,209
ATLANTIC POLICE & SECURITY SUPPLY LTD	1,036,254
AVAYA CANADA CORP	118,630
AVENUE INDUSTRIAL SUPP	87,942
AVIVA CANADA INC	69,294
B & S EMBLEM LTD	55,586
B A C CONSULTING INC	79,067
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	129,159

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BARRETT MECHANICAL	$99,384
BARRIE EQUIPMENT SALES	220,965
BARRIE POLICE SERVICE	75,981
BCC INTERIORS INC	358,376
BDO DUNWOODY LLP	70,693
BELL CANADA	18,443,536
BELL CREDIT SERVICES	150,603
BELL PHARMACY #335	96,517
BEST WESTERN	136,159
BEVERTEC CST INC	258,409
BI VIEW BUILDING SERVICE LTD	108,050
BILTMORE CORP	182,216
BLACK BOX NETWORK SERVICES	81,126
BMO FINANCIAL GROUP INSTITUTE FOR LEARNING	80,313
BOLTON ELECTRIC	83,671
BOMBARDIER RECREATIONAL PRODUCTS INC	136,116
BONDI PRODUCE CO LTD	160,090
BRAINHUNTER.COM LTD	114,049
BRAMA INC	78,363
BRAMIC CREATIVE BUSINESS PRODUCTS LTD	450,823
BRANTFORD POLICE SERVICES	252,940
BRANTFORD POWER	65,814
BRERETON, Mr. WENDELL K.S.	60,000
BROCKVILLE PSYCHIATRIC HOSPITAL	156,806
BRUM S DAIRY LIMITED	70,373
BURNTS AND INC	68,420
BUSINESS DEPOT/STAPLES	51,451
CAEN ENGINEERING	59,242
CAMBRIDGE RIGGING CENTRAL LIMITED	139,775
CANADA BRD -DEMPSTER	751,739
CANADA LAW BOOK INC	159,109
CANADIAN ATLAS FURNITURE	948,513
CANADIAN ECOLOGY CENTRE	70,457
CANADIAN SAFE MFG	227,568
CANADIAN SPRINGS (DANONE WATERS OF CANADA)	60,673
CANADIAN TIRE	249,376
CANTEX DISTRIBUTION INC	467,527
CARSWELL	157,842
CAVALCADE COLOR LAB INC	58,761
CCH CANADIAN LTD	51,254
CDI EDUCATION	152,786
CELLCOM GROUP	77,242
CHARLES C SMITH CONSULTING	351,865
CHATHAM-KENT POLICE SERVICES	109,217
CHEMISE EMPIRE LTEE	309,752
CHIPPEWAS OF MNJIKANING FIRST NATION	174,000
CHROMATOGRAPHIC SPECIALITIES INC	107,517
CIT FINANCIAL LTD	313,818

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CITICORP VENDOR FINANCE LTD	$66,714
CITY OF BARRIE	106,604
CITY OF HAMILTON	264,552
CITY OF HAMILTON POLICE SERVICES	66,983
CITY OF KAWARTHA LAKES	229,999
CITY OF KAWARTHA LAKES POLICE SERVICES BOARD	105,115
CITY OF KENORA	116,572
CITY OF KINGSTON	57,558
CITY OF KITCHENER	64,913
CITY OF OTTAWA	503,753
CITY OF STRATFORD	92,737
CITY OF THOROLD	83,197
CITY OF THUNDER BAY	135,586
CITY OF TORONTO	502,548
CITY OF WINDSOR	525,345
CLEARLINK FINANCIAL SERVICES LTD	1,771,346
CLINTAR GROUNDSKEEPING SERVICES	57,908
CML HEALTHCARE INC	63,506
CNW GROUP	56,260
COGNOS INC	360,822
COLLECTIVE MINDS CONSULTING INC	1,229,238
COLT CANADA	586,202
COMFORT INN	56,081
COMMISSIONAIRES	244,147
COMMISSIONER PHARMACY	112,377
COMPASS GROUP CANADA	6,156,136
COMPUDYNE PUBLIC SAFETY & JUSTICE	129,761
COMPUGEN INC	1,078,668
COOPER SANDLER & WEST	279,005
CORD ELECTRIC 2005	237,787
CORPORATE SECURITY SUPPLY LTD	569,234
CPC/SCP	76,775
CUSTOM BULLETS & AMMUNITION	233,360
CVDS INC	179,607
CYBERBAHN INC	87,550
CYBULSKI, Mrs. CHARMAIN C	63,768
D & D POULTRY	85,233
D & R ELECTRONICS CO LTD	308,498
D LEVINE ARMOURY DISCO	267,855
DAIMLER CHRYSLER CANADA INC	109,925
DALEX CANADA INC	129,787
DANIEL DRUG MART	90,116
DARTEX SALES & MANUFACTURING	89,163
DAVE & SAM'S SUPPLY	53,181
DAVTECH ANALYTICAL SERVICES (CANADA) INC	210,609
DAWNA ROESNER	50,000
DECATUR ELECTRONICS INC	153,050
DEELEY HARLEY-DAVIDSON CANADA	89,509
DELCO AUTOMATION INC	85,088
DELOITTE & TOUCHE LLP	50,000
DELTA HOTELS	95,515
DERRY FOODS LTD	$8,295,822
D'VERSEY LEVER CANADA	222,191
DON AMODEO PRODUCE INC	145,922
DR ABE SHEDLETZKY	90,377
DR ALLAN J HUNT	64,767
DR BERNARD BASIL	130,677
DR BONNIE A BURKE	59,195
DR DAVID P OUCHTERLONY	109,196
DR DAVID QUON	115,121
DR EDWARD J TWEEDIE	69,555
DR GORDON G PROWSE	74,716
DR JACK STANBOROUGH	63,503
DR JOHN L REMUS	67,000
DR MARK R SHAFFER	103,952
DR MICHAEL J SHKRUM	110,881
DR PAUL M VALLIANT	65,013
DR PETER ENGBERS	67,530
DR ROBERT REHALUK	75,556
DR ROBERTA B LINDEN	53,532
DR SIDNEY SIU	50,553
DR V E TOOMING	95,831
DR VICTOR P JUSKEY	107,758
DR ZBIGNIEW J MANOWSKI	119,221
DR A E JONES	101,405
DR ALEXANDER A STEELE	73,380
DR ALLISON A COLLINS	54,520
DR ANITA GREWAL	97,954
DR BASHIR KHAMBALIA	63,205
DR BHUBENDRA RASAIAH	69,330
DR BRUNO HELT	79,300
DR DANIEL PAITICH	68,102
DR DARRYL M WOLSKI	92,016
DR DAVID A CHIASSON	182,276
DR DAVID W NEALE	127,888
DR DIRK W HUYER	181,463
DR DUMARESQ M CHILD	80,278
DR DUNCAN A SCOTT	201,672
DR E A STASIAK	64,044
DR EDUARDO CORDERO	53,818
DR ENRIQUE SILVA	50,061
DR GILLES LAFERRIERE	70,174
DR GRAHAM D GLANCY	234,160
DR GUY GENIER	119,575
DR J KELLY MACDONALD	51,700
DR J KERRY MACDONALD	59,685
DR JOEL ROSS	68,536
DR JOHN CARLISLE	116,429
DR JOHN TIMOTHY FELTIS	195,188
DR JOLYON D GIDDENS	113,904
DR KUMAR GUPTA	58,099
DR LEONA RUDINSKAS	69,235
DR LINO ANDRE PISTOR	90,000
DR MARVEN J E OXLEY	56,514
DR MAURICE R BUTCHEY	90,754

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DR MICHAEL KLAR	$153,246
DR MIKHAIL EPELBAUM	84,477
DR MOHAMED N DAYA	87,539
DR NIHAD ALI-RIDHA	141,808
DR NOEL MCAULIFFE	155,550
DR P WENTWORTH	54,086
DR PAUL MU-UNG RA	66,346
DR PAUL R PRESTON	51,502
DR PHILLIP D NORRIS	126,969
DR PREMDATH J RAMPHAL	50,739
DR R ISAAC	82,102
DR RICHARD A ZIZZO	68,216
DR RICHARD EDGAR ALLAN PORTER	65,382
DR RICHARD L UPENIEKS	51,720
DR ROBERT JOSEPH TAITE	105,521
DR ROBERT MICHAEL BOYKO	51,162
DR ROBERT N MCKENZIE	64,742
DR ROSEMARY KEOGH	55,639
DR STANLEY W HRAB	134,015
DR STEPHEN CHIANG	55,194
DR SYDNEY I GOLDFARB	78,875
DR TREVOR A GILLMORE	216,917
DR VASU SRINIVASAN	61,989
DR W J JOHN EWEN	52,104
DR WILHELM MUELLER	53,202
DR WILLIAM JOHNSTON	67,320
DRAEGER CANADA	302,284
DURHAM REGIONAL POLICE SERVICE	584,804
DURO-TEST CANADA INC	69,156
DYNA LYNC 2000 INC	95,295
DYPLEX COMMUNICATIONS LTD	168,795
ECOLAB LTD	146,414
ENVIRONMENT CRIMINOLOGY RESEARCH INC	70,975
EDS CANADA INC	22,053,197
ELIZABETH FRY SOCIETY	130,260
ENBRIDGE	2,115,147
ENTRUST LTD	438,726
ENWIN UTILITIES LTD	103,251
EQUIPMENT WORLD INC	61,313
EUROCOPTER CANADA LTD	195,306
F I D FUTURE INTERNATIONL	261,116
FGI WORLD	469,663
FILSPEC	152,452
FISHER SCIENTIFIC LTD	461,788
FLANAGAN FOOD SERVICES	137,921
FORD MOTOR COMPANY OF CANADA LTD	16,953,820
FORENSI-TECH LIMITED	54,214
FORRESTER RESEARCH INC	68,794
FOUR POINTS HOTEL	58,475
FUTURE INT'L DIV INC	136,138
FUTURE SHOP	83,453
G & K SERVICES CANADA INC	84,981

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

G K CHEMICAL SPECIALTIES CO LTD	$274,264
G&T VAUGHAN	61,332
G4S SECURITY SERVICES (CANADA) LTD	136,452
GALAXY CAMERA	92,718
GARTNER CANADA CO	112,572
GARTNER INC	75,330
GAWEDO KWA NAHNIK INC	112,332
GE TECHNOLOGY FINANCE	3,716,712
GENERAL MOTORS OF CANADA LTD	1,681,606
GEORGE COUREY INC	345,629
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	545,095
GK CHEMICAL SPECIALTIES	841,680
GLOBAL UPHOLSTERY CO INC	56,822
GLOBALSTAR CANADA SATELLITE CO	125,042
GNB INDUSTRIAL POWER	68,669
GORDON CONTRACT SALES	1,110,411
GOWLING LAFLEUR HENDERSON LLP	76,748
GRAND & TOY LTD	353,753
GRAVENHURST HYDRO ELECTRIC INC	60,711
GRAYS IDA DRUGS LIMITED	81,969
GREATER NAPANEE UTILITIES (WATER SUPPLY & POLLUTION BOARD)	78,747
GREATER SUDBURY POLICE SERVICES	239,616
GREATER SUDBURY UTILITIES	157,540
GUELPH POLICE SERVICE	82,828
GUIDANCE SOFTWARE INC	75,516
HALTON REGIONAL POLICE SERVICE	670,065
HAMILTON HEALTH SCIENCES CORP	375,493
HAMILTON HYDRO INC	89,460
HAMILTON POLICE SERVICES	439,462
HAMILTON UTILITIES CORPORTATION	64,018
HAMILTON-WENTWORTH PROTECTION SERVICES (1991) LTD	75,519
HAZMASTERS	62,333
HEAD TO TOE OUTFITTERS	136,964
HEALTHCARE FOOD SERVICES ONT INC	213,980
HEALTHCARE LINEN SERVICES	150,079
HEARTZAP SERVICES INC	122,841
HELI-INTER INC	167,019
HELI-LYNX HELICOPTER SERVICES	190,834
HENRY'S	141,796
HERMAN IDA PHARMACY	64,285
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	1,273,873
HOCKLEY HIGHLANDS INN & CONFERENCE CENTRE	64,754
HOLIDAY INN	246,293
HOME DEPOT	53,253
HONEYWELL LTD	79,989
HORIZON UTILITIES CORPORATION	414,461
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	77,475
HURON DISTRICT CONTRACTING LTD	119,521
HYDRO ONE	1,825,988
HYDRO OTTAWA	344,814

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

IAN MARTIN LTD	$331,402
IBM CANADA LTD	8,877,275
IMMUNALYSIS CORP	76,781
IMPERIAL OIL	259,450
IMPERIAL PLUMBING	145,055
INFORMATION SYSTEMS ARCHITECTS INC	142,143
INFOSAT COMMUNICATIONS	56,198
INGO GLOBAL INC	154,430
ININEW FRIENDSHIP CENTRE	70,916
INTERGRAPH CANADA LTD	1,074,974
INTERPRETATION & TRANSLATION SERVICES	157,557
INVITRO SCIENCES INC	127,430
IRON MOUNTAIN	62,577
IRON RAIL SECURITY CORP	84,410
IROQUOIS FALLS TIM-BR MAR	103,701
IRWIN SEATING COMPANY INC	108,233
ITECC COMPUTER CONSULTING	76,040
J M DOUCET MEDICINE PROFESSIONAL CORPORATION	156,962
JA MEDIA SERVICES	87,957
JACKSON SAFETY CANADA (FLEX-O-LITE LTD)	145,858
JEFF S ATWORK OFFICE FURNITURE	58,256
JEMTEC INC	2,622,412
JIM PATTISON LEASE	616,463
JOHN HOWARD SOCIETY	186,991
JOHN'S FRUIT & VEGETABLES LTD	91,467
JOHNSON DIVERSEY CANADA INC	66,448
JSI TELECOM (JATOM SYSTEMS INC O/A)	770,937
JUPITER ALUMINUM CORP	711,701
JUSTICETRAX INC	100,246
KAWARTHA LAKES POLICE SERVICE	114,572
KELNER PILATUS CENTER	186,159
KEY EQUIPMENT FINANCE CANADA LTD	289,077
KINGSTON POLICE SERVICE	333,746
KINWOOD AUDIO VISUAL	161,007
KIT CARE CORPORATION	73,450
KODAK CANADA INC	143,947
KONICA MINOLTA BUS SOL	80,536
KREATIVE KASUALS	1,302,974
L'ECHAIM CATERERS	81,717
LAKEHEAD PSYCHOLOGICAL SERVICES	130,901
LANGEVIN LEARNING SERVICES INC	63,083
LE ALPI CATERING CO	54,848
LEARNING TREE INTERNATIONAL	71,475
LEICA MICROSYSTEMS (CANADA) INC	159,347
LES DIST R NICHOLLS INC	97,457
LESPERANCE REMOVALS & SERVICE INC	51,425
LEXSYS NETWORKS INC	141,070
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	70,107
LONDON HYDRO INC	451,690

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

LONDON POLICE SERVICE	$746,861
LOWERYS BASICS (LOWERYS LTD)	80,164
LYNDON SECURITY SERVICES INC	71,363
LYRECO (CANADA) INC	3,557,390
MACKINNON AND BOWES LIMITED	153,479
MADISON COUNTY FOOD & BEVERAGE CO	301,833
MANAGEMENT & TRAINING CORP CANADA	42,042,843
MANDEXIN TECHNOLOGY CORPORATION	62,510
MARCHESE PHARMACY #76	185,966
MARCOMM FIBRE OPTICS INC	92,443
MARIPOSA INN AND CONFERENCE CENTRE	55,614
MARRIOTT TORONTO DOWNTOWN EATON CENTRE	110,517
MAXAMA PROTECTION INC	194,555
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	703,255
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	341,298
MCKESSON CANADA	741,460
MCWILLIAMS MOVING & STORAGE	127,024
MD CHARLTON CO LTD	1,249,897
MDG COMPUTERS CANADA INC	63,516
MED-EMERG INTERNATIONAL INC	50,028
MEDIA PLUS	85,843
MEGA TECH	783,982
MEYERS TRANSPORT LTD	116,882
MFP FINANCIAL SERVICES LTD	198,812
MICROSOFT CANADA CO	352,773
MILTON HYDRO DISTRIBUTION INC	1,595,145
MIRTECH INTERNATIONAL SECURITY	70,088
MISTER CHEMICAL	239,955
MISTER PRODUCE	90,616
MITEL NETWORKS CORPORATION	200,795
MMWAVE TECHNOLOGIES INC	72,754
MORSE CANADA SYSTEMS INC	144,565
MOVING COMPANY	486,306
MSA CANADA	80,788
MTS ALLSTREAM INC	761,601
MULTITECH TRIM INC	113,830
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	84,982
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	96,200
MURRAY RANDOLPH MFG	56,009
NASCHCO FOOD SERVICES LTD	420,468
NATIONAL LEASING GROUP INC	550,453
NATIONWIDE ELECTRONICS LTD	90,019
NAV CANADA	50,974
NE CHEE FRIENDSHIP CENTRE	90,484
NEIL KOZLOFF BARRISTER	180,210
NETRUS INC	70,873
NEUBERGER ROSE LLP BARRISTERS & SOLICITORS	165,818
NEXINNOVATIONS INC	228,239

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NEXMOVE COM (1471256 ONTARIO INC)	$78,396
NGH CONSULTANTS	73,044
NIAGARA REMOVAL FUNERAL SERVICES	60,935
NICHE TECHNOLOGY	1,146,793
NISHNAWBE ASKI POLICE SERVICES	195,888
NORFOLK COUNTY	131,585
NORSTAN CANADA LTD	265,914
NORTHERN TELEPHONE LTD	57,262
NORTHERNTEL LP	103,360
O&Y REIT HOLDINGS INC	64,849
OLIVE J WILLIAMS MEDICINE PROFESSIONAL CORPORATION	66,410
ONTARIO ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE	186,409
ONTARIO CLEAN WATER AGENCY	134,508
ONTARIO PROVINCIAL POLICE ASSOCIATION	615,115
ONTARIO REALTY CORP	94,805,923
OPERATION SPRINGBOARD	550,239
ORACLE CORP CANADA INC	2,543,337
OTHMAN TEX	85,944
OTTAWA HOSPITAL PATHOLOGY ASSOCIATES	444,358
OUR SOFTWARE LTD	87,812
OUTDOOR OUTFITS LTD	193,738
OVERHOLT MEDICINE PROFESSIONAL CORPORATION	65,632
PACIFIC SAFETY PRODUCTS INC	530,748
PAGENET OF CANADA INC	52,181
PARADIGM BUSINESS SYSTEMS NORTH AMERICA	75,681
PARRY AUTOMOTIVE LTD	74,328
PATTERSON MACHINE WORKS INC	107,974
PEERLESS GARMENTS LTD	81,520
PEMBROKE POLICE SERVICE	52,707
PERKINELMER LAS CANADA INC	66,960
PETERBOROUGH INDUSTRIAL SERVICES (1986) LTD	73,305
PETERBOROUGH LAKEFIELD COMMUNITY POLICE SERVICE	178,672
PHH VEHICLE MANAGEMENT SERVICES	26,654,585
PHOENIX/EDT INC	90,866
PINE TREE NATIVE CENTRE OF BRANT	81,454
PITNEY BOWES CANADA	633,575
PK WELDING & FABRICATORS INC	51,532
POLICE CREDIT UNION LTD	70,909
POLICE ORDNANCE COMPANY INC	80,180
POSITIVE E SOLUTIONS INC	413,201
POSTAGE BY PHONE	161,328
PRAXAIR CANADA INC	70,302
PRECISION MOUNTING TECHNOLOGIES	68,889
PRINT THREE	55,184
PROBATION OFFICERS ASSOC OF ONTARIO	56,664
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	$567,265
PROMETHEAN SYSTEMS CONSULTANTS INC	50,435
PROVONT-MTO-LICENSING	60,869
PUC SERVICES INC	223,767
PURE ENERGY CENTRAL SYSTEM	496,174
PUROLATOR COURIER LTD	1,170,141
QUANTITATIVE DECISION SUPPORT INC	68,326
QUEEN SQUARE CORRECTIONAL DOCTORS	77,931
QUEEN'S UNIVERSITY	167,175
QWATRO CORP	54,078
R NICHOLLS DISTRIBUTORS LTD	457,445
RABER GLOVE MFG CO LTD	55,616
RBM JANITORIAL SERVICES LTD	81,210
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	656,530
REGION OF PEEL POLICE	317,069
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	533,964
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	1,008,496
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	508,959
RELIZON CANADA INC	642,230
RENEGADE DIGITAL MEDIA INC	63,897
RICOH CANADA INC	97,246
ROBLIN ATHLETIC INC	97,383
ROGER BERGERON & SON	66,414
ROGERS WIRELESS INC	855,774
ROSE PRINTING (921381 ONTARIO LTD)	69,865
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	73,959
ROY V. WILSON (1984) LTD	56,212
ROYAL LEPAGE RELOCATION SERVICES	755,714
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	13,743,243
RU-LINK COMPUTER CORP	50,762
SAFETY-KLEEN CANADA INC	58,095
SALTSPRING SOFTWARE INC	2,677,683
SAMET HOSIERY INC	58,509
SARA LEE COFFEE & TEA LTD	77,990
SAULT AREA HOSPITAL	58,933
SAULT STE MARIE POLICE SERVICES	106,180
SCI	158,130
SCI INTERIORS LTD	730,354
SELECT SANDWICH	54,662
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	152,551
SHADDY INTERNATIONAL MARKETING LTD	56,269
SHAFER-HAGGART LTD	61,001
SHARC PROMOTIONAL SALES	219,242
SHELL CANADA PRODUCTS LTD	140,226
SHOPPERS DRUG MART	138,995
SHORE CONSULTING GROUP INC	115,159
SHUMAC ENTERPRISES INC	145,377

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SIEMENS BUILDING TECHNOLOGIES LTD	$54,992
SIMCOE OFFICE SYSTEMS	55,006
SIMCOE PATHOLOGY ASSOCIATES	185,250
SIMPLEX GRINNELL	254,491
SMARTRISK	82,691
SNC-LAVALIN PROFAC INC	8,652,439
SOFTCHOICE CORP	82,508
SOFTWARE SPECTRUM	355,159
SOKKIA CORPORATION CANADA	170,275
SOS EMERGENCY RESPONSE TECHNOLOGIES	68,118
SPECIAL T LINEN INC	55,107
SPECTRUM 2000 COMMUNICATIONS GROUP INC	68,297
ST JOHN AMBULANCE	85,083
STAHL, Mr. WERNER F	80,000
STANDARD AERO LTD	671,856
STAPLES/BUSINESS DEPOT	279,927
STEELGATE SECURITY PRODUCTS LTD	55,577
STEEN S DAIRY LTD	733,426
STELLENT SALES INC	526,667
STERICYCLE INC	86,393
STRATEGIC BUSINESS SOLUTIONS INC	83,100
STROMA SERVICE CONSULTING INC	205,305
STRONGBAR INDUSTRIES INC	90,524
SUDBURY REGIONAL PATHOLOGY ASSOCIATION	212,160
SUMMIT FOOD SERVICE DISTRIBUTION INC	162,885
SUNCOR ENERGY PRODUCTS INC	56,570
SUPERGRAVITY INC	66,312
SUPERIOR PROPANE INC	232,576
SUPERIOR SAFETY INC	207,087
SUPPORTING ROLES INTERACTIVE TRAINING	68,090
SWETS INFORMATION SERVICES	70,850
SWS DETENTION GROUP INC	68,321
SYSCO FOOD SERVICES OF TORONTO INC	560,868
SYSCON JUSTICE SYSTEMS LTD	742,973
SYSTEMS PLUS (598076 ONTARIO INC)	71,595
TBAYTEL (THUNDER BAY TELEPHONE)	50,751
TCS FUNERAL SERVICES	95,894
TD VISA	98,289
TECHNASPEC SERVICES INC	50,171
TELUS MOBILITY	868,375
TETRAGON-TASSE DISTRIBUTORS INC	62,362
TEXAS ENGINEERING EXTENSION SRVC	54,917
THE ASSOCIATES	146,151
THE BARGAINS GROUP LTD	115,517
THE CURRENT SALES CORP	73,506
THE GREAT CANADIAN SOX CO INC	69,117
THE HOME DEPOT	102,236

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

THE KAWARTHA DAIRY COMPANY	$197,439
THE MADISON COUNTY FOOD	127,652
THERMO ELECTRON CORPORATION	77,215
THERMO ELECTRON NORTH AMERICA LLC	411,545
THUNDER BAY HYDRO ELECTRICITY DISTRIBUTION INC	184,198
THUNDER BAY MOBILITY	65,374
THUNDER BAY POLICE	406,028
TIGERDIRECT.CA INC	313,344
TORONTO AUTO AUCTIONS	950,508
TORONTO HYDRO ELECTRIC SYSTEMS LTD	1,139,139
TORONTO KOSHER	56,350
TORONTO POLICE SERVICE	5,319,813
TOSHIBA OF CANADA LTD	862,971
TOWN OF NEW TECUMSETH	55,020
TOWN OF PENETANGUISHENE	455,868
TOWNSHIP OF CAVAN-MILLBROOK-NORTH MONAGHAN	69,978
TRAFALGAR MEDICAL CLINIC	99,646
TRAVELODGE	71,716
TRENT DRUGS (WHOLESALE) LTD	74,398
TRICELL SALES & MARKETING LTD	74,487
TRICIFIC ENTERPRISES INC	81,393
UNIFORM GROUP INC	1,344,048
UNIFX UNIFORMS	511,427
UNION GAS LTD	2,457,042
UNIRISC	54,163
UNIT PARK	116,679
UNIVERSITY OF TORONTO	66,500
VACHON IMPORTS & CONSULTING INC	119,345
VALHALLA INN	133,156
VALLEY ASSOCIATES INC	64,852
VANGUARD INTERNATIONAL LTD	77,199
VARIAN CANADA INC	138,484
VERICOM COMPUTERS INC	90,000
VF IMAGEWEAR CANADA INC	50,336
VICTORIA DRUG MART LTD	366,907
VIPOND INC	219,401
VIPOND SYSTEMS GROUP (VIPOND FIRE PROTECTION INC)	288,748
VOLVO PENTA CANADA INC	121,047
VWR SCIENTIFIC PROD	55,434
WAL MART	105,084
WASAYA AIRWAYS LIMITED PARTNERSHIP	98,210
WASTE MANAGEMENT OF CANADA CORPORATION	187,451
WASTE SERVICES (CA) INC	80,296
WASTE SYSTEMS LTD	125,564
WATERLOO BEDDING CO LTD	1,168,927
WATERLOO REGIONAL POLICE SERVICE	242,718
WEIRFOULDS LLP	165,408

MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES/ MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

WEISS SERVICE ASSOCIATES	$53,726
WELDEXPERTS INC	87,865
WESTERN MECHANICAL ELECTRICAL MILLWRIGHT SERVICES LTD	65,473
WETSTONE TECHNOLOGIES INC	54,393
WILLIAM HOLDSWORTH BARRISTER & SOLICITOR	72,168
WILLIAMS SCOTSMAN OF CANADA INC	270,844
WINSHAM FABRIK CANADA LTD	170,200
WIRELESS PERSONAL COMMUNICATIONS INC	58,129
WOLSELEY MECHANICAL GROUP	106,849
WURTH CANADA LTD	71,633
XEROX CANADA LTD	1,312,970
YAMAHA MOTOR CANADA LTD	378,869
YORK REGIONAL POLICE	901,135
YORK UNIVERSITY	82,732
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	54,317,823

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. MONTE KWINTER	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY:/	
TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
LIZ SANDALS	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421
PAYMENTS UNDER THE TREASURY AND ECONOMICS ACT:	
SUNDRY PAYMENTS	$10,522,786
PAYMENTS UNDER THE POLICE SERVICE ACT:	
SUNDRY PAYMENTS	$177,317
HEARINGS UNDER THE POLICE SERVICES ACT:	
SUNDRY PAYMENTS	$47,922

MINISTRY OF CONSUMER AND BUSINESS SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

HON. JIM WATSON/L'HONORABLE JIM WATSON

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

CERIDIAN CANADA LTD.	$18,170,894
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	40,592

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:

HR ASSOCIATES	$205,346
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	164,196

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CERIDIAN CANADA LTD.	$2,337,201
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	857,461
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	328,866
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	24,601

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. JIM WATSON	$14,854
MCMEEKIN, TED	149
CORKE, SUE E	795
TATE, MARY	2,581
ALTON, BRAD	10,925
BALDWIN, ANN M	10,771
BRAMWELL, SCOTT	11,415
CLARKE, GRAHAM	13,651
CUSHNAGHAN, BETTY	12,442
DAVENPORT, DONNA	12,745
DOAK, DARRYL G	20,706
DUFF, IAN	16,412
FARR, DEBORAH	14,921
GALLAGHER, PAUL	10,226
GILBERT, JEFFREY T	10,652
GORDON, ALLAN R	22,031
HARTMAN, JUDITH M	16,724
HOPKINS, DALE	31,301
KEERE, DANIEL	12,963
LAWRENCE, GRANT	17,771
LIT, DAVID	11,392
MOISSE, CAROLANN M	10,130
MONEY, KATHERINE	20,782
MORRIS, PHILLIP DANELE	10,036
MULLER, WILFRED J	22,133
OLVER, SHARON E	21,297
PLANTT, KENNETH W	18,831
RADIVOJCEVIC, VLADIMIR	19,716

TRAVEL (CONT'D)/FRAIS DE DEPLACEMENT (SUITE)

RIMMER, JAMES R	$22,839
SCHMIDT, TOM	11,603
SIMMERSON, WAYNE	25,663
ST ONGE, MIRIAM L	11,477
TAYLOR, DANIEL JC	14,595
TAYLOR, JOYCE	16,924
TORBIN, ALVIN	13,125
TREVORS, DONNA G	13,250
VITA-FINZI, ALEX	25,391
WOOD, CYRIL E	18,487
WOOD, LISA	44,714
ZUK, LESLEY	21,067
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $10,000	1,421,767

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$25,000

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ACCESS COPYRIGHT	$196,170
AJILON CANADA	439,196
ALLSEATING CORPORATION	50,170
AON REED STENHOUSE INC	67,382
ARI FINANCIAL SERVICES INC	1,284,889
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	426,975
ATRIUM MANAGEMENT INC	85,094
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	66,861
BAY CONSULTING SERVICES INC	266,876
BEARD WINTER BARRISTERS AND SOLICITORS LLP	52,739
BEARINGPOINT LP	110,729
BELL CANADA	795,904
BELL MOBILITY INC	331,813
BEVERTEC CST INC	77,933
BLANEY MCMURTRY LLP	67,972
CANADA POST CORP	160,955
CANADIAN BANK NOTE COMPANY LTD	141,040
CANADIAN PAPER & FILM	73,263
CECCONI SIMONE INC	65,042
CERIDIAN CANADA LTD	90,770
CITI PARK INC	131,200
CITY OF OTTAWA	1,063,696
CLAREMONT GRAPHICS	99,365
COLE VALUATION PARTNERS LIMITED	60,601
COMPAS	85,000
COMPUGEN INC	312,860
CONTINENTAL PRESS	96,340
DANKA BUSINESS CREDIT (DANKA BUSINESS SYSTEMS)	54,308
DELOITTE & TOUCHE LLP	144,991
DELOITTE INC	174,000

MINISTRY OF CONSUMER AND BUSINESS SERVICES/ MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DOCUCOM IMAGING SOLUTIONS INC	$305,035
DOCUCOM LTD PARTNERSHIP	97,606
EQUIFAX CANADA INC	149,594
ERNST & YOUNG LLP	137,000
FOGLER RUBINOFF LLP	98,993
FORD, BERYL	53,272
FORD, BRIAN J	70,816
GAVSIE, DAVID	56,984
GENUITY CAPITAL MARKETS	1,885,793
GRAND & TOY LTD	84,556
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	89,969
HALDIMAND-NORFOLK INFORMATION CENTRE	81,860
HARMONY PRINTING LTD	114,718
HIGDON, ALLAN	121,921
HUNT, KIRSTI	209,063
HUTCHINSON SMILEY LTD	87,359
IAN MARTIN LTD	114,419
IBM CANADA LTD	193,735
INDUSTRY CANADA	400,000
ITC SYSTEMS	86,559
LIQUOR CONTROL BOARD OF ONTARIO	135,576
LOCUS SYSTEMS INC	302,888
LOWERY S LIMITED	147,271
LYRECO CANADA INC	853,227
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	50,782
MCQUAID, PATRICIA	53,487
MONTEITH, BRUCE	140,441
MEDIA BUYING SERVICES LTD	766,741
MESH INNOVATIONS INC	55,500
MONDRIAN CANADA INC	256,203
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	123,408
ONTARIO REALTY CORPORATION	17,491,568
ORDERLINE	109,864
PITNEY BOWES OF CANADA LTD	104,657
PITNEY BOWES GLOBAL CREDIT SERVICES	85,268
POI BUSINESS INTERIORS	779,275
POSTAGE BY PHONE	360,000
POSTAGE ON CALL	75,509
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	255,117
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	100,488
PUBLICATIONS ONTARIO	173,726
PUROLATOR COURIER LTD	2,456,372
RESOLVE CORPORATION (RESOLVE BPO INC)	368,701
ROGERS WIRELESS INC	72,462
SAFETY NET SECURITY LTD	93,761
SHORE CONSULTING GROUP INC	78,413
SNC-LAVALIN PROFAC INC	1,375,427
SOFTWARE SPECTRUM	230,749
SPM GROUP LTD	74,447

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SUPREMEX INC	$156,304
TD VISA	73,986
TENET COMPUTER GROUP INC	64,388
TERANET INC	478,431
THOMSON PUBLISHING (THOMSON CANADA LTD)	217,873
TOSHIBA OF CANADA LTD	108,071
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC	224,742
XEROX CANADA LTD	197,045
250 LEASEHOLDS LIMITED	181,359
4 OFFICE AUTOMATION LTD	63,676
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	4,898,167

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. JIM WATSON	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	$7,451
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY:/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
TED MCMEEKIN	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2005	$3,036

MINISTRY OF CULTURE/MINISTÈRE DE LA CULTURE

HON. MADELEINE MEILLEUR/L'HONORABLE MADELEINE MEILLEUR

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	$51,739
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	14,116

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	$109

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MADELEINE MEILLEUR	$37,881
JENNIFER MOSSOP	1,361
LUCILLE ROCH	7,384
TERRY MT SMITH	7,108
BEAULIEU, Ms. CAROLE C	12,414
FERRIS, Mr. NEAL	10,515
PRODANOU, Ms. ANNA	12,181
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $10,000	136,987

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

AJAX PUBLIC LIBRARY	$154,654
ART GALLERY OF HAMILTON	2,969,305
ART GALLERY OF ONTARIO	25,573,854
BARRIE PUBLIC LIBRARY	271,808
BLACK CREEK PIONEER VILLAGE	196,210
BRAMPTON PUBLIC LIBRARY	358,829
BRANTFORD PUBLIC LIBRARY	165,751
BRUCE COUNTY MUSEUM & ARCHIVES	629,891
BRUCE COUNTY PUBLIC LIBRARY	200,487
BURLINGTON PUBLIC LIBRARY	229,403
CAMBRIDGE PUBLIC LIBRARY	161,464
CANADIAN FILM CENTRE	1,000,000
CHATHAM-KENT PUBLIC LIBRARY	250,611
CITY OF BELLEVILLE	1,707,223
CITY OF NORTH BAY	473,621
CITY OF PETERBOROUGH	163,308
CITY OF TIMMINS	560,280
CORPORATION OF MASSEY HALL & ROY THOMPSON HALL	708,728
COUNTY OF GREY	705,401
COUNTY OF SIMCOE	848,084
DRAYTON ENTERTAINMENT INC	416,000
ELGIN COUNTY PUBLIC LIBRARY	116,739
ESSEX COUNTY LIBRARY	287,721
GARDINER MUSEUM OF CERAMIC ART	3,322,270
GREATER SUDBURY PUBLIC LIBRARY	459,238
GUELPH PUBLIC LIBRARY	167,774

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HALIBURTON PUBLIC LIBRARY	$120,353
HAMILTON PUBLIC LIBRARY	949,451
HURON COUNTY PUBLIC LIBRARY	154,390
JAPANESE CANADIAN CULTURAL CENTRE OF TORONTO	496,057
KAWARTHA LAKES PUBLIC LIBRARY	242,733
KINGSTON FRONTENAC PUBLIC LIBRARY	367,138
KITCHENER PUBLIC LIBRARY	306,980
LAMBTON PUBLIC LIBRARY	283,948
LONDON PUBLIC LIBRARY	633,829
MARKHAM PUBLIC LIBRARY	228,778
MCMICHAEL CANADIAN ART COLLECTION	4,641,600
MIDDLESEX COUNTY PUBLIC LIBRARY	142,047
MISSISSAUGA PUBLIC LIBRARY	715,203
MOOSE FACTORY LOCAL SERVICES BOARD	260,656
MUNICIPALITY OF MEAFORD	1,095,482
NATIONAL BALLET SCHOOL	16,309,627
NIAGARA FALLS PUBLIC LIBRARY	157,058
NORTH BAY PUBLIC LIBRARY	126,611
OAKVILLE PUBLIC LIBRARY	182,453
ONTARIO ARTS COUNCIL	39,942,400
ONTARIO HERITAGE TRUST	15,278,500
ONTARIO HISTORICAL SOCIETY	242,000
ONTARIO LIBRARY ASSOCIATION	755,800
ONTARIO LIBRARY SERVICE-NORTH	2,186,145
ONTARIO MEDIA DEVELOPMENT CORP	10,125,000
ONTARIO MUSEUM ASSOCIATION	225,100
ONTARIO SCIENCE CENTRE	28,917,800
ONTARIO TRILLIUM FOUNDATION	100,000,000
OSHAWA PUBLIC LIBRARY	216,342
OTTAWA PUBLIC LIBRARY	1,380,328
PETERBOROUGH PUBLIC LIBRARY	356,206
RCAF MEMORIAL MUSEUM	341,068
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	558,145
RICHMOND HILL PUBLIC LIBRARY	122,199
ROYAL BOTANICAL GARDENS	2,682,000
ROYAL CONSERVATORY OF MUSIC	11,703,836
ROYAL ONTARIO MUSEUM	39,954,159
SAULT STE MARIE PUBLIC LIBRARY	368,069
SCIENCE NORTH	4,197,900
SHAW FESTIVAL THEATRE FOUNDATION	1,596,228
SOULPEPPER THEATRE COMPANY	1,400,000
SOUTHERN ONTARIO LIBRARY SERVICE	3,109,406
ST CATHARINES PUBLIC LIBRARY	240,883
STORMONT DUNDAS & GLENGARRY PUBLIC LIBRARY	139,761
TFO - TV ONTARIO	140,000
THUNDER BAY PUBLIC LIBRARY	227,583
TORONTO PUBLIC LIBRARY	5,573,927

MINISTRY OF CULTURE/MINISTÈRE DE LA CULTURE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TORONTO SUMMIT ALLIANCE	$1,000,000
TOWN OF AJAX	485,451
TOWN OF RICHMOND HILL	508,066
TOWN OF WHITBY	2,326,372
VAUGHAN PUBLIC LIBRARY	143,234
WATERLOO PUBLIC LIBRARY	145,888
WELLAND PUBLIC LIBRARY	145,878
WELLINGTON COUNTY PUBLIC LIBRARY	152,454
WINDSOR PUBLIC LIBRARY	385,472
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $120,000	10,928,645

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

AVANT STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	$95,475
DYNA LYNC 2000 INC	82,800
FIZZZ DESIGN INC	62,127
GRANT THORNTON LLP	56,300
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	468,053
IMEX SYSTEMS INC	62,100
MERCER DELTA CONSULTING	112,911
NEIL CRAIG ASSOCIATES	52,915
ONTARIO HERITAGE TRUST	106,407
ONTARIO TOURISM MARKETING PARTNERSHIP	65,000
ACCOUNTS UNDER/ COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	1,389,357

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. MADELEINE MEILLEUR	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY:/	
TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
JENNIFER MOSSOP	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

DEMOCRATIC RENEWAL SECRETARIAT/SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE
HON. MARIE BOUNTROGIANNI/L'HONORABLE MARIE BOUNTROGIANNI

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS
VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 50 000$	$860

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

MENDELSOHN, MATTHEW	$5,931
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 10 000$	5,722

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 50 000$	$205,646

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY:/	
TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
KULDIP KULAR	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

MINISTRY OF ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRADE*/ MINISTÈRE DU DÉVELOPMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

HON. JOSEPH CORDIANO/L'HONORABLE JOSEPH CORDIANO

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
TOSH PLACEMENT SERVICES	$62,472
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	153,658
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	33,713

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$19,903

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. JOSEPH CORDIANO	$33,427
HON. DALTON MCGUINTY	10,282
WONG, TONY	9,632
PATTEN, RICHARD A	1,416
BLACK, DONALD A	7,127
ANGUS, MAUREEN P	24,588
BANERJEE, BABI	10,194
BRADFORD, ADRIAN	10,683
BRAOUDAKIS, GEORGE	13,575
BROMLEY, IAN J	11,534
BUTTS, GERALD M	10,663
CHAN, SABRINA	34,955
COSGROVE, PATRICIA	15,016
DAVISON, LEIGH	10,258
DEFOE, BRAD	11,540
DESJARDINS, GUY	10,261
DIAS, ROWENA	31,215
D'SOUZA, LAURIETTE	20,730
DUBE, MICHAEL J	10,667
EDGAR, TRICIA	10,981
ELSEY, GARY C	10,603
GARRETT, ROBIN TRACY	21,401
GOULD, RICHARD CHARLES	14,237
GRAF, ROSEMARIE	22,735
HANUS, GEORGE	24,668
HINTON, WAYNE A	70,041
HOMER, PAUL W	10,596
HYNES, LARRY	19,531
JAGLOWITZ, MARY HOPE	22,109

*Includes expenditures of Ministry of Research & Innovation.

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

LANGLEY, JOHN	$28,612
LOVE, BRIAN H	14,940
MARVEL, BRIAN C	15,518
MAYCHAK, MATTHEW	10,438
MCKENZIE, ROSS ALLAN	34,634
MCMILLAN, CHRISTINE M	23,643
MONAHAN, JOHN F	14,308
MORLEY, CHRISTOPHER	11,977
OSPINA, MAURICIO	12,556
OUD, RHONDA	23,257
PAROSHYN, VITALY	26,859
RAMSAY, CHANTAL	14,755
SEGUIN, ROBERT E	33,931
SHEEHY, FRED A	15,212
SONG, YIJUN	11,332
TOWNSEND, SHIRLEY G	34,018
TRAFICANTE, FERNANDO	16,043
ULMER, ROBERT ALLAN	17,711
VASARAIS, HANNELORE MARGARETE	29,761
VILLENEUVE, BRIAN	11,635
WADDELL, ANNE	13,826
WALKER, DEBBIE	13,065
WILLIAMS, LEON A	16,168
WONG, PHILIP M	29,827
WOOD, PHILIPP W	22,909
WOOTTON, GREGORY A	14,435
ZERUCELLI, JOHN	19,312
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	717,440

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	$1,459,700
BRATTY AND PARTNERS (IN TRUST)	1,722,000
BROCK UNIVERSITY	172,000
BUSINESS EDUCATION COUNCIL OF NIAGARA	189,946
CANADIAN YOUTH BUSINESS FOUNDATION	1,723,000
CARLETON UNIVERSITY	615,029
CENTRE FOR INTERNATIONAL GOVERNANCE INNOVATION	1,518,730
CENTRE FOR PHOTONICS (DIVISION OF ONTARIO CENTRES OF EXCELLENCE INC)	756,500
CITY OF GREATER SUDBURY	445,076
CITY OF TORONTO	190,429
ELGIN COMMUNITY FUTURES DEVELOPMENT CORPORATION	372,830
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	250,000

MINISTRY OF ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRADE/ MINISTÈRE DU DÉVELOPMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

GRAND RIVER HOSPITAL	$146,033
GREATER PETERBOROUGH REGION DNA CLUSTER	375,000
GUELPH PARTNERSHIP FOR INNOVATION	190,500
HAMILTON HEALTH SCIENCES	1,222,408
HAMILTON REGIONAL CANCER CENTRE	211,643
HEART AND STROKE FOUNDATION OF CANADA	5,000,000
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	3,406,979
HQNET COMMUNITY BROADBAND NETWORK	163,022
HTX.CA THE HEALTH TECHNOLOGY EXCHANGE	1,105,000
INNOVATION SYNERGY CENTRE IN MARKHAM	250,000
INSTITUTE OF COMPETITIVENESS & PROSPERITY	1,000,000
INTERNATIONAL TRUCK & ENGINE CORP	5,755,106
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	209,785
LAKE OF THE WOODS BUSINESS INCENTIVE CORP	352,697
LAMBTON COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	939,715
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	611,064
LAWSON HEALTH RESEARCH INSTITUTE	416,306
LONDON BIOTECHNOLOGY COMMERCIALIZATION CENTRE	325,909
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	322,835
LONDON REGIONAL CANCER CENTRE	181,331
MARS DISCOVERY DISTRICT	44,379,500
MATERIALS & MANUFACTURING ONTARIO	1,447,590
MCMASTER UNIVERSITY	9,672,695
MISSISSAUGA TECHNOLOGY BUSINESS ACCELERATOR NETWORK	364,069
MOHAWK COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	1,341,666
MOUNT SINAI HOSPITAL	7,213,420
NIAGARA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	177,460
NORTHERN GENESIS COMMUNITY PORTAL ASSOCIATION	358,471
ONTARIO CANCER BIOMARKER NETWORK	1,050,000
ONTARIO CANCER RESEARCH NETWORK	5,944,012
ONTARIO CENTRES OF EXCELLENCE INC	42,450,000

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ONTARIO CHAMBER OF COMMERCE	$152,500
ONTARIO GENOMICS INSTITUTE	5,567,444
ONTARIO SMALL BREWERS ASSOCIATION INC	750,000
OPTICAL REGIONAL ADVANCED NETWORKS OF ONTARIO (ORANO)	642,000
OTTAWA HEALTH RESEARCH INSTITUTE	213,045
OTTAWA HOSPITAL	266,898
OTTAWA LIFE SCIENCES COUNCIL	273,125
PERIMETER INSTITUTE FOR THEORETICAL PHYSICS	55,834,014
QUEEN'S UNIVERSITY	7,602,476
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	8,484,639
ROBARTS RESEARCH INSTITUTE	1,527,012
ROYAL MILITARY COLLEGE OF CANADA	441,127
RYERSON POLYTECHNICAL UNIVERSITY	531,069
SHERIDAN COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	2,056,000
SOUTHWESTERN ONTARIO BIOPRODUCTS INNOVATION NETWORK	229,050
ST MICHAEL'S HOSPITAL	10,315,000
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	10,515,919
TIMMINS ECONOMIC DEVELOPMENT CORPORATION	200,000
TORONTO BIOTECHNOLOGY CLUSTER CONSORTIUM	609,107
TORONTO REGION RESEARCH ALLIANCE	322,702
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	1,575,000
TRENT UNIVERSITY	271,947
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	16,972,143
UNIVERSITY OF GUELPH	6,489,232
UNIVERSITY OF OTTAWA	13,489,861
UNIVERSITY OF TORONTO	34,743,525
UNIVERSITY OF WATERLOO	55,940,928
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	9,427,137
UNIVERSITY OF WINDSOR	369,447
UTDC LIMITED	350,000
WILFRID LAURIER UNIVERSITY	140,000
WINE COUNCIL OF ONTARIO	2,700,000
YORK UNIVERSITY	2,546,166
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	5,817,561

MINISTRY OF ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRADE/ MINISTÈRE DU DÉVELOPMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ABCO GROUP	$190,428
AMW CORPORATE COMMUNICATIONS	552,532
AMW DESIGN	175,105
AMW DIRECT & INTERACTIVE LTD	856,572
AON CONSULTING	76,158
AXMITH MCINTYRE WICHT ADVERTISING LTD (AMWA)	7,068,338
BBDO CANADA	3,228,523
BELL CANADA	152,607
BIOTECHNOLOGY INDUSTRY ORGANIZATION	127,864
BRANDWORKS	173,413
BUSINESS ADVISORY CENTRE DURHAM	101,500
BUSINESS ENTERPRISE CENTRE	78,500
BUSINESS MONITOR INTERNATIONAL	89,237
CANADA CHINA BUSINESS COUNCIL	144,055
CENTER FOR AUTOMOTIVE RESEARCH (CAR)	72,428
CHINA WORLD HOTEL	161,418
CITY OF BARRIE	79,500
CITY OF BRAMPTON	106,473
CITY OF BRANTFORD	78,300
CITY OF BROCKVILLE	89,500
CITY OF CORNWALL	101,655
CITY OF HAMILTON	71,598
CITY OF HAMILTON AND REGION OF HAMILTON-WENTWORTH	57,208
CITY OF KAWARTHA LAKES	80,000
CITY OF MISSISSAUGA	101,500
CITY OF NIAGARA FALLS	71,800
CITY OF OWEN SOUND	79,300
CITY OF ST CATHARINES	53,000
CITY OF TORONTO	275,178
COMPUGEN INC	113,998
CONFERENCE BOARD OF CANADA	56,319
COUNTY OF HURON	76,100
COUNTY OF RENFREW	139,200
CRESCENT GROUP	70,952
DAVID FREY	118,791
DELOITTE & TOUCHE LLP	69,925
DHINDSA DESIGN INC	164,560
E JAMES ARNETT	284,587
EDELMAN	72,250
ENTERPRISE QUINTE	84,602
ERGO COMFORT	71,221
ERIC C HOCHSTEIN	283,358
GAES CONSULTANCY	74,654
GRAND & TOY LTD	59,407
GREATER PETERBOROUGH AREA ECONOMIC DEVELOPMENT CORP	64,000
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	152,339
GUELPH BUSINESS ENTERPRISE CENTRE	133,575

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

HOGAN & HARTSON LLP	$50,576
INNOVATION INSTITUTE OF ONTARIO	1,007,991
INTERNAL TRADE SECRETARIAT	140,816
J MORGAN GMBH	198,968
JESPER KUHL	257,186
KARL SIMPSON	204,994
KINGSTON ECONOMIC DEVELOPMENT CORP (KEDCO)	89,760
KNIGHTSBRIDGE EXECUTIVE SEARCH	131,253
L3 DIGITAL PRINT & COPY INC	50,343
LONDON COMMUNITY SMALL BUSINESS CENTRE	95,400
LYRECO CANADA INC	188,418
MANX STRATEGIC CREATIVE INC	748,847
MARRIOTT HOTELS	78,987
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	646,536
MEDIACO THE PRESENTATION COMPANY	56,535
MICE EXHIBITION SERVICES	66,311
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	78,400
NANCY MCDONALD	67,400
NATIONAL PUBLIC RELATIONS LTD	527,810
ONTARIO DEVELOPMENT CORP	376,898
ONTARIO REALTY CORP	3,800,161
OTTAWA CENTRE FOR RESEARCH & INNOVATION	160,893
PARALLEL PRODUCTION SERVICES INC	226,546
PARTNERS PROMOTIONAL GROUP INC	182,726
PATRICK CHASSAIGNE	206,751
PINNACLE MANAGEMENT INC	78,988
PITNEY BOWES OF CANADA LTD	86,485
PORTMAN RITZ-CARLTON SHANGHAI	132,143
PRENTICE & COMPANY	51,975
PRESCOTT-RUSSELL COMMUNITY DEVELOPMENT CORPORATION	65,777
PRO ATIVA CONSULTORIAL	170,068
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	1,737,089
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	107,300
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	79,000
RESOLVE CORPORATION (RESOLVE BPO INC)	63,641
RICHARD SAVAGE	171,597
RICOH CANADA INC	52,178
ROGERS COMMUNICATIONS INC	160,858
ROLF FYNE	162,331
ROYAL BANK OF CANADA	132,545
SALESFORCE.COM INC	58,959
SARNIA LAMBTON ECONOMIC PARTNERSHIP	73,944
SHICHIRO OTAKE	187,800
SNC-LAVALIN PROFAC INC	204,986
T&F INFORMA UK LTD	72,481
TOWN OF BRACEBRIDGE	84,800
TOWN OF COBOURG	68,120

MINISTRY OF ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRADE/ MINISTÈRE DU DÉVELOPMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

TOWN OF MARKHAM	$88,734
TOWN OF ORANGEVILLE	82,224
TOWN OF RICHMOND HILL	76,713
TOWN OF SAUGEEN SHORES	61,000
TOWN OF SMITHS FALLS	51,500
TRADE CHILE	133,856
UNIVERSITY OF TORONTO	63,810
UNIVERSITY OF WATERLOO	208,058
VAUGHAN BUSINESS ENTERPRISE CENTRE	99,700
WAPLINGTON MCGALL DESIGN GROUP INC	627,885
WATERLOO REGION SMALL BUSINESS CENTRE	86,938
WINDSOR-ESSEX COUNTY DEVELOPMENT COMMISSION	82,050
WOODSTOCK & AREA SMALL BUSINESS CENTRE	59,350
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	5,121,329

LOANS & NOTES RECEIVABLE/PRÊTS ET BILLETS À RECEVOIR

GENERAL MOTORS OF CANADA LTD	$89,541,178

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:
HON. JOSEPH CORDIANO

APRIL 1, 2005 - MARCH 31, 2006	$35,211

PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:

WONG, TONY	
APRIL 1, 2005 - MARCH 31, 2006	$12,421
PATTEN, RICHARD A	
APRIL 1, 2005 - JUNE 29, 2005	3,036
LALONDE, JEAN-MARC	
NOVEMBER 1, 2005 - MARCH 31, 2006	5,175
LEAL, JEFF	
JUNE 30, 2005 - OCTOBER 31, 2005	4,209

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

HON. GÉRARD KENNEDY/L'HONORABLE GÉRARD KENNEDY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ALTIS HUMAN RESOURCES	$147,270
H.R. ASSOCIATES	129,674
MARBERG	81,785
PEOPLE BANK, THE	83,498
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	114,805

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$464,923
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	3,053

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. G. KENNEDY	$4,540
WYNNE, KATHLEEN	1,597
LEVIN, B.	4,310
AYOTTE, RONALD	18,961
BANNER, LESLIE	50,711
BARNET, BRENDAN	13,166
BELISLE, PIERRE	14,520
BERTRAND, AURELE	11,868
BLACKSTOCK, BRENDA	13,432
BLANCHET-ALAIN, LISE	10,557
BOUCHER, MICHELLE	13,173
CARUSO, SAVERIA	16,311
CHAPUT, THERESE	40,100
CHARETTE, RICHARD	11,811
CHATEAUVERT, MONIQUE S.	21,251
CLOUTIER-RAINVILLE, JULIE	11,031
DARLING, MYRNA	10,399
DAVIA, JEAN	13,937
DI LENA, ANTHONY	10,832
DOOL, HANNAH M.	22,892
EATON, CLAYTON V.	13,713
GLAUDE, MAURICE P.	12,108
GREER, ROBERT	25,992
HODDER, CLIVE	13,543
INGALLS, MYRNA J.	13,703
JAMES, AUDREY AJ.	29,921
JOHNSTON, JUDITH B.	10,645
KATHNELSON, ALLAN	12,521
KNOWLES, JEAN LOUISE	16,468
LADOUCEUR, CHRISTINE	12,333
LAFRENIERE, MAURICE D.	10,541
LAMARCHE, DOREEN	19,429
LEMAY, JOEL	30,810
LEONARD, JIM T.	22,963

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

LINDEMAN, CARLANA L.	$24,028
LOCATELLI, CHANTAL	13,804
LOWERY, WAYNE G.	12,720
MARTIN, JOHN D.	16,637
MASSOUH, ISSAM	40,578
MCALLISTER, NICOLE J.	16,987
MENARD, PAUL	50,881
MERKLEY, JUNE	10,148
MITCHELL, ALISON	17,729
MORILLO, LINDA JUSTINE	14,990
NEHME, JAMIL H.	11,010
OBEE, MEARL	19,930
O'MALLEY, VIOLET	13,241
PAGE, LORRAINE	15,559
PATRY, LILLIAN J.	10,538
PENNER, JANET	13,284
PIOVESAN, MICHAEL G.	12,556
PLOURDE, GINETTE J.	19,382
PRESSEAULT, LISE T.	11,290
PROSSER, CONSTANCE J.	18,469
RICHARDSON, LINDA F.	22,236
ROBINSON, JULIA	12,554
ROCQUE, SHIRLEY M.A.	21,379
ROSE, PATRICIA	15,711
SEIP, ROBERT L.	13,620
SENUITA, PAUL E.	16,466
SIMPSON, SANDRA G.	14,318
SIRDEVAN, JAMES E.	10,139
SLAGHT, SCOTT RS.	13,844
ST LOUIS, RONALD	21,122
TURNBULL, SHARON ANN	24,249
VENNE-BRISEBOIS, JOHANNE H.	10,992
WAREHAM, CATHERINE E.	12,873
WATKINS, LYNN ML	10,498
WINDSOR, RICHARD DAVID	15,021
ZINSZER, CHERYL DIANE	15,016
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	1,197,807

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

OPERATING GRANTS	
ADVANCED CORONARY TREATMENT (ACT) FOUNDATION OF CDA	$270,000
AIRY AND SABINE DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	561,227
ALGOMA DISTRICT SCHOOL BOARD	101,975,867
ALGONQUIN AND LAKESHORE CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	92,823,126
ANACA TECHNOLOGIES LTD.	648,000
ANAPHYLAXIS CANADA	355,500
ASQUITH-GARVEY DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	513,116

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATING GRANTS (CONT'D)

ASSOCIATION DES DIRECTIONS ET DIRECT ADJOINTES DES ECOLES FRANCO-ONTARIEN	$210,814
ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS (AEFO)	1,054,990
ATIKOKAN ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	2,108,328
AVON MAITLAND DISTRICT SCHOOL BOARD	114,711,821
BLOORVIEW MACMILLAN SCHOOL AUTHORITY	4,720,654
BLUEWATER DISTRICT SCHOOL BOARD	129,865,511
BRANT HALDIMAND NORFOLK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	72,247,858
BRUCE-GREY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	27,854,189
BYTES OF LEARNING INC	189,000
CAMPBELL CHILDREN'S SCHOOL AUTHORITY	1,190,433
CANADIAN EDUCATION ASSOCIATION	168,558
CARAMAT DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	454,988
CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD OF EASTERN ONTARIO	108,814,618
CATHOLIC PRINCIPAL'S COUNCIL OF ONTARIO	146,038
CENTRE CANADIEN DE LEADERSHIP EN EVALUATION	337,534
CENTRE FOR EDUCATION AND TRAINING	338,340
CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESSOURCES PEDAGOGIQUES	13,453,101
CHILDREN'S REHABILITATION CENTRE OF ESSEX COUNTY	1,588,500
COLLINS DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	554,912
CONNELL AND PONSFORD DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	2,107,640
CONSEIL DES ECOLES PUBLIQUES DE L'EST DE L'ONTARIO	91,390,336
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE CENTRE-SUD	102,740,763
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DE L'EST ONTARIEN	111,912,184
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DES AURORES BOREALES	13,424,923
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DES GRANDES RIVIERES	$83,776,772
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DU CENTRE-EST DE L'ONTARIO	123,368,436
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DU NOUVEL-ONTARIO	84,610,352
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE FRANCO-NORD	40,636,584
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DES ECOLES CATHOLIQUES DE SUD-OUEST	63,487,797
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DU CENTRE-SUD-OUEST	69,985,876
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DU GRAND NORD DE L'ONTARIO	38,320,251
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DU NORD-EST DE L'ONTARIO	24,081,950
COUNCIL OF MINISTERS OF EDUCATION	1,122,961
COUNCIL OF ONTARIO DIRECTORS OF EDUCATION (CODE)	40,764,185
CURRICULUM SERVICES CANADA	369,333
DEMARQUE INC	126,800
DISTRICT SCHOOL BOARD OF NIAGARA	218,545,452
DISTRICT SCHOOL BOARD ONTARIO NORTH EAST	79,914,638
DUBREUILVILLE ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	1,512,621
DUFFERIN-PEEL CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	466,034,980
DURHAM CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	153,852,157
DURHAM DISTRICT SCHOOL BOARD	384,869,851
EAST METRO YOUTH SERVICES	650,080
EDUCATION NETWORK OF ONTARIO	1,150,000
EDUCATION QUALITY AND ACCOUNTABILITY OFFICE	27,190,000
EDUCATIONAL RESOURCES	651,240
FOLEYET DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	520,071
FOLEYET ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	667,046
GENEVA CENTRE FOR AUTISM	5,000,000
GOGAMA DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	779,309
GOGAMA ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	1,838,854
GRAND ERIE DISTRICT SCHOOL BOARD	169,306,284

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATING GRANTS (CONT'D)

GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	$186,009,013
HALTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	137,387,432
HALTON DISTRICT SCHOOL BOARD	174,982,303
HAMILTON-WENTWORTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	186,956,744
HAMILTON-WENTWORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	317,978,604
HASTINGS AND PRINCE EDWARD DISTRICT SCHOOL BOARD	119,805,867
HINCKS-DELLCREST CENTRE	590,624
HORNEPAYNE ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	1,677,596
HURON PERTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	37,500,804
HURON-SUPERIOR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	48,922,155
IGNACE ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	831,355
JAMES BAY LOWLANDS SECONDARY SCHOOL BOARD	4,443,774
KAWARTHA PINE RIDGE DISTRICT SCHOOL BOARD	231,826,402
KEEWATIN-PATRICIA DISTRICT SCHOOL BOARD	50,969,445
KENORA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	11,703,700
KIDS HELP PHONE	1,000,000
KIDSABILITY SCHOOL AUTHORITY	1,628,463
LAKEHEAD DISTRICT SCHOOL BOARD	84,200,578
LAMBTON KENT DISTRICT SCHOOL BOARD	146,139,086
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	190,000
LEARNING DISABILITIES ASSOCIATION OF ONTARIO	1,866,406
LEARNING PARTNERSHIP OF GREATER TORONTO	433,000
LESTER B PEARSON COLL OF PACIFIC/UNITED WORLD COLLEGES(CDA) INC	150,000
LIMESTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	141,512,167
LONDON DISTRICT CATHOLIC SCHOOL BOARD	134,169,415
MARTELLACCI & ASSOCIATES INC	415,260
MINE CENTRE DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	396,916
MISSARENDA DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	353,494
MOOSE FACTORY ISLAND DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	1,319,417

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATING GRANTS (CONT'D)

MOOSONEE DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	$3,357,611
MOOSONEE ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	1,921,694
MURCHISON AND LYELL DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	448,249
NAKINA DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	1,322,928
NEAR NORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	88,327,780
NETSUPPORT CANADA INC	658,800
NIAGARA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	155,964,302
NIAGARA PENINSULA CHILDREN'S CENTRE SCHOOL AUTHORITY	2,206,023
NIPISSING-PARRY SOUND CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	29,801,723
NORTHEASTERN CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	25,926,430
NORTHERN DISTRICT SCHOOL AREA BOARD	1,146,170
NORTHWEST CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	10,288,797
ONTARIO ASSOCIATION OF SCHOOL BUSINESS OFFICIALS	2,419,960
ONTARIO CURRICULUM CENTRE	1,250,951
ONTARIO EDUCATION SERVICES CORPORATION	195,300
ONTARIO EDUCATIONAL COMMUNICATIONS AUTHORITY	15,428,500
ONTARIO PHYSICAL & HEALTH EDUCATION ASSOCIATION	457,782
ONTARIO PRINCIPAL'S COUNCIL	286,086
ONTARIO PSYCHOLOGICAL ASSOC	20,000,000
ONTARIO SCHOOL COUNSELLORS' ASSOC (OSCA)	330,378
OTTAWA CHILDREN'S TREATMENT CENTRE BOARD OF EDUCATION	1,255,096
OTTAWA-CARLETON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	226,538,787
OTTAWA-CARLETON DISTRICT SCHOOL BOARD	297,164,429
PARENTS PARTENAIRES EN EDUCATION	219,600
PARRY SOUND ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	1,291,648
PEEL DISTRICT SCHOOL BOARD	622,942,468
PENETANGUISHENE PROTESTANT SEPARATE SCHOOL BOARD	1,701,921
PETERBOROUGH VICTORIA NORTHUMBERLAND & CLARINGTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	106,935,829

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATING GRANTS (CONT'D)

PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA	$126,730
RAINBOW DISTRICT SCHOOL BOARD	115,085,050
RAINY RIVER DISTRICT SCHOOL BOARD	28,986,966
RED LAKE AREA COMBINED ROMAN CATHOLIC SEPARATE SCHOOL BOARD	2,113,371
REGENT PARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	500,000
RENFREW COUNTY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	39,402,741
RENFREW COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	72,240,282
ROOTS OF EMPATHY	540,000
ROYAL CONSERVATORY OF MUSIC	1,000,000
SCHOLASTIC CANADA LTD	540,270
SIMCOE COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	295,394,031
SIMCOE MUSKOKA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	146,877,276
SPECTRUM EDUCATIONAL SUPPLIES LTD	415,800
ST CLAIR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	72,332,966
SUDBURY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	49,010,498
SUPERIOR NORTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	11,224,932
SUPERIOR-GREENSTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	27,157,209
THAMES VALLEY DISTRICT SCHOOL BOARD	433,815,831
THUNDER BAY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	56,482,830
TORONTO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	404,646,936
TORONTO DISTRICT SCHOOL BOARD	881,214,670
TRILLIUM LAKELANDS DISTRICT SCHOOL BOARD	104,849,287
UNIVERSITY OF OTTAWA	345,850
UNIVERSITY OF TORONTO	877,630
UNIVERSITY OF WATERLOO	709,710
UNIVERSITY OF WINDSOR	535,300
UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL BOARD	213,197,974
UPPER GRAND DISTRICT SCHOOL BOARD	180,639,585
UPSALA DISTRICT AREA SCHOOL BOARD	781,355
VOCALINKS INC	540,000
WATERLOO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	134,038,590

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATING GRANTS (CONT'D)

WATERLOO REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	$288,513,279
WELLINGTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	53,152,072
WINDSOR-ESSEX CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	147,866,203
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	832,604
YORK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	265,724,273
YORK REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	436,609,599
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	1,733,311

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1576268 ONTARIO INC	$139,000
ABS SYSTEM CONSULTANTS LTD	69,750
ALGOMA DISTRICT SCHOOL BOARD	131,523
ALGONQUIN AND LAKESHORE CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	146,080
ANT & BEE CORPORATION	50,678
ARI FINANCIAL SERVICES INC	174,978
ASSOCIATION DES DIRECTIONS ET DIRECT ADJOINTES DES ECOLES FRANCO-ONTARIEN	71,706
ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS (AEFO)	73,603
AVANT STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	120,062
AVON MAITLAND DISTRICT SCHOOL BOARD	339,870
BAY CONSULTING SERVICES INC	207,414
BELL CANADA	423,443
BELLEVILLE WATER	105,017
BEYOND-THE-BASICS EDUCATIONAL CONSULTING INC	82,285
BLUEWATER DISTRICT SCHOOL BOARD	198,726
BOLD GRAPHIC COMMUNICATION LTD	93,193
BOLD INTERNET SOLUTIONS LTD	104,703
BONNIE E ROBSON	52,200
BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	99,240
BRAILLE JYMICO INC	289,900
BRAINHUNTER.COM LTD	56,831
BRANTFORD POWER	311,612
BRIAN P RIVAIT	50,386
CANADIAN ATLAS FURNITURE	98,306
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	366,251

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CARLO'S ELECTRIC LIMITED	$83,662
CASALI COMMUNICATION CONSULTANTS	50,300
CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD OF EASTERN ONTARIO	96,285
CAULEEN J STANLEY	50,317
CENTRE CANADIEN DE LEADERSHIP EN EVALUATION	211,160
CENTRE FOR CREATIVE CHANGE INC	79,284
CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESSOURCES PEDAGOGIQUES	680,694
CGI INFORMATION SYSTEMS & MANAGEMENTCONSULTANTS INC	602,970
CHARTWELL INC	168,067
COGNOS INC	101,252
COMMERCE PRESS INC	79,760
COMPASS GROUP CANADA	459,988
COMPUGEN INC	2,196,570
COMPUTER SECURITY INC	65,013
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE	3,838,031
CONSULTING MATRIX INC	62,038
COUNCIL OF MINISTERS OF EDUCATION	221,288
COUNCIL OF ONTARIO DIRECTORS OF EDUCATION (CODE)	1,577,975
COURTYARD BY MARRIOTT	142,910
CRATE DESIGNS LTD	81,252
CURRICULUM SERVICES CANADA	179,600
DANNY ELLIOT	79,772
DELTA HOTELS	186,713
DISTRICT SCHOOL BOARD ONTARIO NORTH EAST	154,100
DMTI SPATIAL INC	108,783
DOUBLETREE INTERNATIONAL PLAZA HOTEL	120,589
DR PETER KONDRA	88,516
DR ANDREW S HUGHES	127,820
DR WILLIAM JAMES WAGNER	50,903
DUFFERIN-PEEL CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	119,218
DURHAM CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	118,054
DURHAM DISTRICT SCHOOL BOARD	304,840
EDCORE ENTERPRISES (1987) LTD	320,240
EDS CANADA INC	1,558,580
EDUCATIONAL TESTING SERVICE	547,617
EMMERSON COMMUNICATIONS	90,864
ENBRIDGE	110,987
ENTERPRISE CANADA	420,271
ESRI CANADA LTD	57,035
FAIRMONT ROYAL YORK	179,093
FISHER FARMS LAWN CARE	139,200
FIZZZ DESIGN INC	152,918
FLANAGAN FOOD SERVICES	267,752

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

FRANCINE WATKINS TRANSLATION SERVICES INC	$69,234
FRONTIER COMPUTING	82,039
G4S SECURITY SERVICES (CANADA) LTD	273,237
GB CATERING LTD	305,593
GE EQUIPMENT SERVICES	295,207
GENX SOLUTIONS	174,766
GERMAIN J SIMARD	71,558
GILLES SURPRENANT	59,219
GILMORE PRINTING SERVICES INC	322,954
GLOBAL HR INCORPORATED	67,580
GPC PUBLIC AFFAIRS	207,275
GRAND & TOY LTD	140,082
GRANT THORNTON LLP	50,000
GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	163,550
GREY ADVERTISING	102,430
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	193,025
HALTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	280,472
HALTON DISTRICT SCHOOL BOARD	390,910
HAMILTON-WENTWORTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	229,961
HAMILTON-WENTWORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	199,725
HARLOW SERVICE	87,008
HASTINGS AND PRINCE EDWARD DISTRICT SCHOOL BOARD	179,914
HEWLETT-PACKARD (CANADA)	63,379
HICKS MORLEY HAMILTON STEWART STORIE LLP	81,856
HOLIDAY INNS OF CANADA LTD	59,237
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	214,428
HURON-SUPERIOR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	219,570
HYDRO OTTAWA	108,935
IBM CANADA LTD	2,171,366
ICA SYSTEMS LTD	158,524
INDUSTRIAL ELECTRICAL CONTRACTORS LTD	63,456
INFORMATICA CORPORATION	90,152
INITIAL SECURITY SERVICES	377,681
INSTITUT FRANCO-ONTARIEN	55,000
IRENE M CHARETTE	66,358
JENNIFER A SCOTT (BARRISTER & SOLICITOR)	65,568
JOAN FULLERTON	53,045
JOYCE B CASTLE	61,263
KAWARTHA PINE RIDGE DISTRICT SCHOOL BOARD	661,523
KEEWATIN-PATRICIA DISTRICT SCHOOL BOARD	102,986
KIFINTI SOLUTIONS INC	193,710

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

KNIGHTSBRIDGE GSW (DIV OF KNIGHTSBRIDGE HUMAN CAPITAL MGMT INC)	$84,423
KPMG CONSULTING LLP	54,097
L3 DIGITAL PRINT & COPY INC	102,648
LAKEHEAD DISTRICT SCHOOL BOARD	124,953
LAMBTON KENT DISTRICT SCHOOL BOARD	178,424
LEARNING TREE INTERNATIONAL	51,575
LES ENTREPRISES RBG GESTION	124,070
LIMESTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	102,255
LONDON DISTRICT CATHOLIC SCHOOL BOARD	217,214
LONDON HYDRO INC	159,080
LORNA M EARL	54,005
LOUIS R BEAULIEU	66,031
LOUISE PINET	58,155
LYRECO (CANADA) INC	590,273
MARACLE PRESS LTD	543,744
MARILYN THAIN	66,638
MARRIOTT HOTELS	130,639
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	54,168
MCLAREN PRESS GRAPHICS LTD	128,333
MDS LABORATORIES/ MDS LABORATORY SERVICES	105,026
MEDIACO THE PRESENTATION COMPANY	87,385
MG CONSULTANT-E	97,190
MICHAEL FULLAN ENTERPRISES INC	58,915
MICROSOFT CANADA INC	124,130
MILTON HYDRO DISTRIBUTION INC	480,904
MILTOWN COMPUTER SERVICES LTD	60,675
NEXINNOVATIONS INC	187,093
NIPISSING-PARRY SOUND CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	197,294
NORTAK SOFTWARE LTD	811,459
NORTHEASTERN CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	50,764
OMNI FACILITY SERVICES CANADA CORP	180,456
ON THE GO TECHNOLOGIES GROUP	53,907
ONTARIO AUDIO LIBRARY SERVICE (OALS)	401,853
ONTARIO CATHOLIC SCHOOL TRUSTEES' ASSOCIATION	55,922
ONTARIO COLLEGE OF TEACHERS	338,753
ONTARIO PUBLIC SCHOOL BOARDS ASSOCIATION	117,977
ONTARIO REALTY CORP	14,423,534
ORACLE CORP CANADA INC	304,678
OTTAWA-CARLETON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	126,922
OTTAWA-CARLETON DISTRICT SCHOOL BOARD	189,435
PAL-READING SERVICES INC	126,117

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

PARKER MANAGEMENT CONSULTING INC	$139,778
PARKSIDE LANDSCAPING	83,835
PAULINE LEONARD	65,723
PC LINK/ZEI MEDIA PLUS INC	443,239
PEARSON BUS SALES LTD	91,640
PEEL DISTRICT SCHOOL BOARD	477,625
PEGGY MORRISON	59,243
PERFORMANCE PRINTING	94,264
PETERBOROUGH VICTORIA NORTHUMBERLAND & CLARINGTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	100,269
PITNEY BOWES CANADA	113,756
PLAYTER STRATEGIES	167,019
POINT-PAR-POINT INC	423,715
PRECISION PROJECT MANAGEMENT INC	139,130
PRO GESTION FL ENR	50,347
PROCASE CONSULTING INC	122,404
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	88,318
PROMOTIONAL PRODUCTS FULFILLMENT & DISTRIBUTION	1,230,372
PUROLATOR COURIER	56,795
RAINBOW DISTRICT SCHOOL BOARD	148,466
RAINY RIVER DISTRICT SCHOOL BOARD	95,540
RALPH CONNELLY	72,729
RENE BLANCHET	94,583
RENFREW COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	79,782
ROGERS	155,426
SENTEX COMMUNICATIONS CORP	87,156
SHERATON HOTELS	136,131
SHORE CONSULTING GROUP INC	73,113
SIGMA-3 POLICY RESEARCH INC	56,600
SIMCOE COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	251,742
SIMCOE MUSKOKA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	350,889
SMART LAZER GRAFIX	96,834
SNC-LAVALIN PROFAC INC	4,238,825
SOCIETE GAMMA INC	52,471
SOFTWARE SPECTRUM	880,705
ST JOSEPH DIGITAL SOLUTIONS CREATIVE SERVICES (DIV OF ST JOSEPH PRINT GROUP)	68,888
ST JOSEPH PRINT GROUP INC	194,745
STARR GROUP INC	93,758
STELLENT SALES INC	67,318
STORAGEASP INC	56,595
SUDBURY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	70,248
SUMMIT FOOD SERVICE DISTRIBUTION INC	125,783
SUPERIOR-GREENSTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	70,987

MINISTRY OF EDUCATION/MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SUTTON PLACE HOTEL	$72,060
SUZANNE SEGUIN	57,722
SWISS PRINT INTERNATIONAL	324,231
SYSTEMATIX	98,388
TELUS MOBILITY	126,981
TEMPEST DESIGN GROUP INC	54,184
TENET COMPUTER GROUP	128,641
THAMES VALLEY DISTRICT SCHOOL BOARD	616,839
THE MERGIS GROUP	91,945
THOMPSON & HARVEY CONSULTING GROUP	90,150
TONIC COMMUNICATIONS	261,916
TOP NOTCH BUILDING MAINTENANCE	215,235
TORONTO AIRPORT MARRIOTT	126,543
TORONTO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	742,571
TORONTO DISTRICT SCHOOL BOARD	1,283,610
TOSHIBA OF CANADA LTD	116,263
TV ONTARIO (ONTARIO EDUCATION COMMUNICATION AUTHORITY)	354,000
UNION GAS LTD	1,505,047
UNIVERSITY OF OTTAWA	623,249
UNIVERSITY OF TORONTO	235,269
UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL BOARD	94,468
UPPER GRAND DISTRICT SCHOOL BOARD	255,779
VAUGHAN STOYKA	67,557
VERIDIAN CORPORATION	156,537
VISIONMAX SOLUTIONS INC	50,338
WATERLOO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	135,496
WATERLOO REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	178,995
WEBCOM LTD	346,303
WIEGER DE JONG CONSTRUCTION LTD	55,042
WINDSOR-ESSEX CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	182,285
WISE-GILLAP EDITORIALS	67,132
XEROX CANADA LTD	137,266
XWAVE SOLUTIONS INC	115,000
YORK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	174,891
YORK REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	1,554,845
YORK REGION LEARNING CONNECTIONS	93,865
YORK UNIVERSITY	61,396
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	17,076,361

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. GERARD KENNEDY	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
MR. DAVID ORAZIETTI	
APRIL 1, 2005 TO NOVEMBER 30, 2005	$7,246
MS KATHLEEN WYNNE	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	12,421

MINISTRY OF ENERGY/MINISTÈRE DE L'ENERGY

HON. DONNA CANSFIELD/L'HONORABLE DONNA CANSFIELD
HON. DWIGHT DUNCAN/L'HONORABLE DWIGHT DUNCAN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$71,894

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$140

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. DWIGHT DUNCAN	$5,742
HON. DONNA CANSFIELD	9,052
GILLIS, Mr. JAMES R	20,932
JENNINGS, Mr. RICHARD F	11,661
MACCALLUM, Mr. DOUGLAS J	11,365
SWEET, Mr. EDWARD	13,604
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	106,934

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$407,210

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ALLARD-JOHNSON COMMUNICATIONS INC	$759,097
ASSOCIATION HOUSE	66,387
AUTOMATED COMMUNICATION LINKS INC	75,300
BBDO CANADA	69,506
BELL CANADA	54,428
BLAKE CASSELS & GRAYDON LLP	547,120
BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	64,000
BRENT WALKER	266,666
BRUCE POWER INC	130,520
BRYNE PURCHASE STRATEGY GROUP INC	98,000
CIBC WORLD MARKETS INC	1,919,991
CLEAN AIR FOUNDATION	80,000
DAVID SANTANGELI	250,000
J P TODD KARRY	133,333
KNOWLES CONSULTANCY SERVICES INC	62,450
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	3,256,964
NATIONAL ECONOMIC RESEARCH ASSOCIATES (NERA)	212,089
NATIONAL PUBLIC RELATIONS LTD	70,716

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NAVIGANT CONSULTING LTD	$156,220
ONTARIO REALTY CORP	814,802
OSLER HOSKIN & HARCOURT LLP	1,465,210
POLLARA	134,800
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,376,197

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:	
HON. DWIGHT DUNCAN	
APRIL 1, 2005 TO OCTOBER 11, 2005	$17,927
HON. DONNA CANSFIELD	
OCTOBER 12, 2005 TO MARCH 31, 2006	$17,285
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
DONNA CANSFIELD	
APRIL 1, 2005 TO OCTOBER 11, 2005	$6,578
JEFF LEAL	
NOVEMBER 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$5,175

MINISTRY OF ENVIRONMENT/MINISTÈRE DE L' ENVIRONMENT

HON. L. BROTEN/L'HONORABLE L. BROTEN/
HON. L. DOMBROWSKY/L'HONORABLE L. DOMBROWSKY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES PERSONNEL TEMPORAIRE:	
AJILON STAFFING OF CANADA	$55,748
ALTIS HUMAN RESOURCES	77,177
HR ASSOCIATES	1,087,222
OFFICE TEAM	57,301
PROFILE PERSONAL CONSULTANTS INC	94,120
PTC ACCOUNTING AND FINANCE INC	134,688
ROBERT HALF LEGAL	56,503
STAFFWORKS EMPLOYMENT SOLUTIONS	77,846
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	413,525

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$693,656
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,118

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HONOURABLE LAUREL BROTEN	$1,446
HONOURABLE LEONA DOMBROWSKY	2,885
WILKINSON, JOHN	558
WEST, VIRGINIA M.	5,129
ADAMS, RODNEY M.	18,638
BARR, JOHN R.	38,971
BELSITO, KEVIN	21,949
BURNS, STEPHEN M.	11,116
BURTCH, MAUREEN S.	13,385
CAMPBELL, ROBERT W.	15,880
CAMPNEY, GAYLA M.	10,060
CUDMORE, WENDY	17,883
DINWIDDIE, GEOFREY	14,205
DUROCHER, DENIS G.	28,309
ENGEL, ALBERT	11,486
FRY, JIM F.	32,622
GEHRELS, JAMES A.	17,623
GIBSON, KENNETH M.	14,948
HARRIS, RICHARD T.	16,482
HENNESSY, MARY	13,012
HILLER, DAVID J.	11,404
HOLENSTEIN, MONIKA J.	17,247
HOLZMAN, LISA	43,178
HUDSON, ERIN C.	13,617
KALLIOMAKI, MIRIAM	17,587
LITTLE, TIMOTHY	10,446
MACKENZIE, MIKE	11,563
MCDONALD, CHERYL L.	17,350

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

MCDONALD, KATHRYNE M.	$12,524
MERRITT, BRYAN M.	13,658
MEULEMAN, DANIELLE	13,951
MEWETT, DOUGLAS J.	17,658
MILBOURN, PAUL	17,882
MILLEY, PETER J.	17,211
MOMY, SARAH	15,486
MURPHY, JAMES A.	19,216
NIEWEGLOWSKI, PAUL J.	31,366
OLLILA, HARRI S.	22,859
OSIPENKO, NATHALIE	15,551
PELLA KEEN, DEBBIE F.	25,149
PICHE, EDWARD W.	15,905
POWELL, MARK J.	10,183
RAEBURN-GIBSON, RICHARD I.	14,603
RICHARDSON, JAMES D.	11,137
RIOPELLE, MICHELINE	10,384
TALARICO, DAWN	16,443
TAYLOR, PETER	10,907
THIBEAU, JOHN	11,453
URQUHART, DANIEL E.	10,104
VEILLEUX, JOSEPH	10,834
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	2,453,447

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

AUSABLE BAYFIELD CONSERVATION AUTHORITY	$312,000
CITY OF LONDON	201,300
CLEAN AIR FOUNDATION	195,000
CONOCOPHILLIPS CANADA RESOURCES CORPORATION	805,440
COUNTY OF OXFORD	157,505
GRAND RIVER CONSERVATION AUTHORITY	203,129
GREY SAUBLE CONSERVATION AUTHORITY	721,200
HAMILTON PORT AUTHORITY	1,120,000
LAURENTIAN UNIVERSITY	485,987
LOWER TRENT CONSERVATION AUTHORITY	227,879
MIRARCO MINING INNOVATION	311,990
NATIONAL WATER RESEARCH INSTITUTE	125,000
ONTARIO MARINE OPERATORS ASSOCIATION	130,005
ONTARIO WATER WORKS ASSOCIATION	212,000
POLLUTION PROBE	165,000
QUEEN'S UNIVERSITY	324,500
RAISIN REGION CONSERVATION AUTHORITY	576,000

MINISTRY OF ENVIRONMENT/MINISTÈRE DE L' ENVIRONMENT

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

RECEIVER GENERAL FOR CANADA	$683,400
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	197,000
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	216,560
RIDEAU VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	126,500
ST. CLAIR REGION CONSERVATION AUTHORITY	135,000
TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY	672,500
TOWNSHIP OF BECKWITH	1,397,000
TOWNSHIP OF NORTH STORMONT	143,951
TOWNSHIP OF TINY	180,000
TRENT UNIVERSITY	298,000
UNIVERSITY OF GUELPH	656,975
UNIVERSITY OF TORONTO	146,200
UNIVERSITY OF WATERLOO	705,408
WALKERTON CLEAN WATER CENTRE	5,067,901
WASTE DIVERSION ONTARIO	1,220,679
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	4,398,169

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

4 OFFICE AUTOMATION LTD	$128,095
AGILENT TECHNOLOGIES	676,366
AKRULOGIC INC	683,987
ANACHIEMIA SCIENCE	180,403
ANT & BEE CORPORATION	578,560
AON REED STENHOUSE INC	247,712
APPLIED BIOSYSTEMS	1,580,165
APPLIED TECHNOLOGY SOLUTIONS INC	100,230
ARI FINANCIAL SERVICES INC	2,787,703
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	260,483
ATFOCUS INC	72,262
AVENSYS INC	53,789
BAU SOLUTIONS CANADA INC	228,390
BELL CANADA	945,097
BLUE OAKS SOLUTIONS INC	100,247
BOZ ELECTRIC SUPPLY LTD	75,094
C.D. NOVA-TECH INC	295,134
CANADA POST CORPORATION	61,118
CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION INTERNATIONAL	77,999
CANTOX ENVIRONMENTAL INC	98,531
CANWEST INTERACTIVE INC	80,673
CARO SYSTEMS INC	97,500
CGI INFORMATION SYSTEM & MANAGEMENT CONSULTANTS INC	55,499
CH2M HILL CANADA LIMITED	748,392
CHEMINFO SERVICES INC	116,965
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES	172,977
CHROMATOTEC INC	64,066
CLEAN AIR PARTNERSHIP, THE	51,500

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CLYTAN INC	$331,100
CNC GLOBAL LIMITED	132,988
COGNOS INC	70,151
COMPUGEN INC	51,160
COMPUSMART SOLUTIONS GROUP	134,069
CONESTOGA-ROVERS & ASSOCIATES	233,562
CONSERVATION ONTARIO	335,471
CORE INTERNATIONAL INC	264,054
CROMPTON CO	653,471
CW ENVIRONMENTAL CONSULTING INC	246,938
DELOITTE & TOUCHE LLP	519,505
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY PRODUCTS LTD	64,007
DEVREW MERCHANDISING INC	558,250
DILLON CONSULTING LTD	68,416
DIONEX CANADA LTD	286,863
DPRA CANADA INC	60,000
DRAFT WORLDWIDE CANADA INC	571,776
DSS MANAGEMENT CONSULTANTS INC	80,374
EAGLE PROFESSIONAL RESOURCES INC	366,060
EARL MORWOOD	54,017
EASTERN RESEARCH GROUP INC	246,681
ELLIOTT & ASSOCIATES CONSULTING SERVICES INC	69,875
ENVIRONMENTAL HEALTH STRATEGIES INC	114,202
EQUIFAX CONSUMER SERVICES	52,574
FISHER SCIENTIFIC	330,146
FORD CREDIT CANADA LTD	304,424
FREEMAN ASSOCIATES	86,611
FUEL ADVERTISING INC	95,764
G4S SECURITY SERVICES (CANADA) LTD	94,673
GARVEY SCHUBERT BARER	165,754
GE CAPITAL PARTNERSHIP	703,850
GLOBAL STAR CANADA SATELLITE CO	147,051
GLOBALTOX INTERNATIONAL CONSULTING INC	110,981
GOLDER ASSOCIATES LTD	216,861
GRAND & TOY	113,236
GW TAYLOR CONSULTING	64,000
HOSKIN SCIENTIFIC LTD	96,017
HR ASSOCIATES	263,396
HUTCHINSON SMILEY LTD	116,670
HYDRO ONE	125,080
HYDROMANTIS INC	102,821
IAN MARTIN LTD	68,930
IBM CANADA LTD	3,447,243
IMEX SYSTEMS INC	114,700
INITIAL SECURITY SERVICES	181,146
INTEGRATED MUNICIPAL SERVICES INC	946,750
JACQUES WHITFORD LTD	93,588
JANNAWAY & ASSOCIATES	79,023
JANUS GLOBAL CONSULTING INC	50,978
K'(PRIME) TECHNOLOGIES INC	50,863

MINISTRY OF ENVIRONMENT/MINISTÈRE DE L' ENVIRONMENT

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

KONICA MINOLTA BUSINESS SOLUTIONS (CANADA) LTD.	$57,563
KPMG CONSULTING LLP	217,215
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA, THE	72,512
LD CONSULTANTS INC.	173,520
LECO INSTRUMENTS LTD.	656,890
LEHDER ENVIRONMENTAL SERVICES LIMITED	388,089
LEVITT SAFETY LTD.	181,232
LYRECO CANADA INC.	907,789
LYTWYN RESOURCES INC.	111,642
MANDEL SCIENTIFIC COMPANY INC.	53,766
MARSHALL MACKLIN MONAGHAN LTD.	52,003
MASSPEC CONSULTING INC.	104,650
MEDIA BUYING SERVICES LTD.	282,954
MEDIA PROFILE	66,075
MCCAUSTLIN INSTALLATION INC.	574,398
MESH INNOVATIONS INC.	214,173
METRIX GROUP INC.	146,670
MID-RANGE COMPUTER GROUP	78,838
MINACS WORLDWIDE INC.	629,111
MTS ALLSTREAM INC.	55,529
MUNICIPAL MEDIA INC.	77,410
NETSTAR SOLUTIONS INC.	85,800
NORTHERN WOOD PRESERVERS ALTERNATIVE REMEDIATION CONCEPT	87,478
NORTH/SOUTH CONSULTANTS INC.	50,432
NOVEL DYNAMICS TEST INC.	83,478
ONTARIO CLEAN WATER AGENCY	2,464,597
ONTARIO ENVIRONMENTAL TRAINING CONSORTIUM	246,885
ONTARIO REALTY CORP.	21,874,283
ORACLE CORP CANADA INC.	106,136
PERKINELMER CANADA INC.	414,169
PETHERICK ENGINEERING & ASSOCIATES INC.	200,069
PITNEY BOWES OF CANADA LTD.	154,558
PLAN B CONSULTANTS	54,720
POLLUTION PROBE	191,985
PRAXAIR CANADA INC.	168,773
PRIVASOFT CORP.	255,512
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD.	85,085
PROTECT AIR COMPANY	12,927,344
PSTG CONSULTING INC.	115,000
PUROLATOR COURIER LTD.	188,032
QUALICOM INNOVATIONS INC.	1,216,519
QUEEN'S UNIVERSITY	69,800
QUINAN CONSTRUCTION LTD.	63,984
R J BURNSIDE & ASSOCIATES LTD.	105,130
RDP FULFILLMENT CORP.	100,773
RELIZON CANADA INC.	114,494
RESOLVE CORPORATION	127,980

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

RICOH CANADA INC.	$60,605
ROCKLAND OCEANOGRAPHIC SERVICES INC.	69,575
ROGERS AT&T WIRELESS	229,035
ROTEK ENVIRONMENTAL INC.	67,512
SATLANTIC INCORPORATED	74,371
SAUGEEN VALLEY CONSERAVTION AUTHORITY	66,051
SENES CONSULTANTS LTD.	182,150
SIEBEL SYSTEMS INC.	240,777
SIGMA-ALDRICH	72,846
SNC-LAVALIN PROFAC INC.	4,190,298
SOFTCHOICE CORPORATION	59,794
SOFTWARE SPECTRUM	258,319
SOLINST CANADA LTD.	292,565
SPEARHEAD MANAGEMENT CANADA LIMITED	118,500
SPECTRUM 2000 COMMUNICATIONS GROUP INC.	91,753
SPRINT COMPUTER SERVICES CANADA LTD.	183,364
STAPLES BUSINESS DEPOT	61,019
STEVEN BURGESS ARCHITECTS LTD.	328,519
STEWART BROWN ASSOCIATES	67,200
SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA	159,727
SUN MEDIA CORPORATION	75,729
SWETS INFORMATION SERVICES	50,518
SYLOGIX CONSULTING INC.	659,572
SYSTEMS PLUS	126,382
TAB PRODUCTS CANADA LTD.	101,404
TELUS MOBILITY	574,786
TENET COMPUTER GROUP INC.	104,496
THERMO ELECTRON NORTH AMERICA LLC	180,381
TIGERDIRECT.CA	68,077
TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY	55,000
TOSHIBA OF CANADA LIMITED	115,461
TOWNSHIP OF BECKWITH	97,101
TOWNSHIP OF WEST LINCOLN	75,119
TRENT UNIVERSITY	108,190
TROW ASSOCIATES INC.	158,500
TSH ASSOCIATES	52,972
UNIVERSITY OF GUELPH	183,183
UNIVERSITY OF WATERLOO	108,788
VARIAN CANADA INC.	510,555
VWR INTERNATIONAL	82,004
VWR SCIENTIFIC PRODUCTS	132,548
WB BEATTY & ASSOCIATES	166,933
WATERLOO HYDROGEOLOGIC INC.	68,469
WATERS LTD.	480,226
WEST HAWK ASSOCIATES	50,400
WORDEN-WATSON LTD.	112,547

MINISTRY OF ENVIRONMENT/MINISTÈRE DE L' ENVIRONMENT

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

XCG CONSULTANTS LTD.	$581,239
XEROX CANADA LTD.	433,010
YORK UNIVERSITY	179,239
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	12,621,703

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉS AUX MINISTRES:	
HON. LEONA DOMBROWSKY	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	$7,450
HON. LAUREL BROTEN	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	$27,761
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
JOHN WILKINSON	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

HON. GREG SORBARA/L'HONORABLE GREG SORBARA

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$141,825

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:

HR ASSOCIATES	$596,238
MANPOWER TEMPORARY SERVICES	295,936
THE MERGIS GROUP	207,073
AJILON CANADA	172,900
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES (DIV OF ROBERT HALF CAN INC)	139,461
QUANTUM MANAGEMENT SERVICES LTD	128,396
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	124,722
STAFFWORKS LTD	100,513
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	87,976
ADECCO EMPLOYMENT SERVICES LTD	75,554
ALTIS HUMAN RESOURCES	68,594
KELLY SERVICES (CANADA) LTD	51,084
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	186,891

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$329,390
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	18,258

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HONOURABLE GREG SORBARA	$13,635
HONOURABLE DWIGHT DUNCAN	538
ANDERSEN, Mr. COLIN B	24,659
HOWELL, Mr. PHILIP	6,556
ARTHURS, WAYNE	600
ALCAIDE, Mr. FLORANTE L	11,578
ASQUITH, Mr. JOHN D	12,506
BIRTCH, Mr. STEVEN	16,183
BLADES, Mr. LIVINGSTONE	10,315
BOGIAS, Ms. DIANE	10,292
BOSLEY, Mr. DAVID	15,249
BREWE, Mr. RANDOLPH JR	11,017
BURROWS, Mrs. MARGARET E	11,629
CADDO, Mr. KEVIN	10,255
CARROLL, Ms. SALLY J	18,385
CASTLES, KIM	10,657
CHAN, Mr. PETER	11,767
COMFORT, Mr. GARY	11,854

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

COPELAND, Mr. DENNIS	$11,138
DOHENY, Mr. ALLAN	12,512
DRAKOS, Mr. DEMETRIOS	11,148
D'SOUZA, Mr. JOSEPH	11,283
FERGUSON, Ms. SUSAN	11,072
FISHER, Mr. WILLIAM J	17,000
FITZPATRICK, Mr. DONALD J	15,233
GABRIEL, Mr. DUNCAN C	11,955
GAGNON, Mr. DAVID	10,506
GRAHAM, Mr. DELMAR J	10,230
GUPTA, Mr. SHARAT	10,928
HALL, Mr. ANDREW	10,234
HELM, Mr. RODNEY	13,227
JOURARD, Mr. ANDREW M	10,386
KADEN, Ms. L. ANNE	14,775
KHAN, Mr. MOHAMMED HABIB	25,337
KUMARAKULADERVAN, Mr. MAHALINGAM	11,725
LANGELAAN, Mr. LEE	11,432
LARAMY, Mr. ROBERT	15,492
LAUZON-BOVILLE, Ms. NICOLE S	20,129
MACDONALD, Ms. DEBORAH	11,891
MACISAAC, Mr. GREG	18,563
MAGUIRE, Mr. DAVID	15,083
MAHENDRALINGAM, Mr. KANDIAH	12,330
MALETTE, Mr. JACQUES D	11,465
MCKINNON, Mrs. CAROLINE B	11,509
MCLAUGHLIN, Mrs. RUTH	10,473
MEZENBERG, Mr. ANTHONY	12,760
NIXON, Mr. J. SCOTT	21,057
OGLE, Mr. ALAN T	11,217
OMARI, Mr. DJELLOUL	14,231
PERSAUD, Mr. ISHWAR	17,071
PERSAUD, Mr. RUDY	10,359
PROULX, Mr. MICHEL	11,790
RAHAMAN, Mr. DERYCK S	10,057
RIOPEL, Mr. DON	10,985
ROBINSON, Mr. CLARENDON J	14,612
ROY, Mr. LAKSHMI	13,407
RYCKMAN, Mr. DAN M	11,007
SANDFORD, Mr. PAUL	11,458
SANKAR, Mr. AHMAD F	12,007
STASINAKIS, Mr. IONIS	10,375
STEEVES, Mr. JIM	16,797
SZETO, Ms. LINDA	13,481
TELFER, Mr. JACK R	11,863
VERSCHUUREN, Mr. DAVID	11,610
WARREN, Mr. CHRISTOPHER	10,464
WAYCHISON, Ms. FRANCE	12,944
WHITEHEAD, Mr. JOHN	13,868
WILKINSON, Mr. PETER F	17,199
WONG, Mr. VICTOR	14,327
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	4,391,912

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

CANADIAN MOTHERCRAFT SOCIETY	$692,899
CHATHAM-KENT HEALTH ALLIANCE	200,000
CITY OF BELLEVILLE	8,241,119
CITY OF BRANTFORD	16,422,885
CITY OF BROCKVILLE	4,458,345
CITY OF CAMBRIDGE	2,594,000
CITY OF CLARENCE-ROCKLAND	4,048,459
CITY OF CORNWALL	21,062,740
CITY OF DRYDEN	2,907,157
CITY OF ELLIOT LAKE	5,407,424
CITY OF GREATER SUDBURY	60,105,910
CITY OF GUELPH	4,339,500
CITY OF HAMILTON	62,511,415
CITY OF KAWARTHA LAKES	6,762,259
CITY OF KENORA	6,812,939
CITY OF KINGSTON	11,022,739
CITY OF LONDON	16,470,653
CITY OF NIAGARA FALLS	7,851,845
CITY OF NORTH BAY	20,115,316
CITY OF ORILLIA	2,197,550
CITY OF OSHAWA	711,157
CITY OF OTTAWA	14,235,780
CITY OF OWEN SOUND	4,431,078
CITY OF PEMBROKE	4,449,063
CITY OF PETERBOROUGH	10,050,245
CITY OF PORT COLBORNE	2,145,817
CITY OF QUINTE WEST	7,155,432
CITY OF SARNIA	399,000
CITY OF SAULT STE MARIE	29,413,738
CITY OF ST CATHARINES	5,689,877
CITY OF ST THOMAS	7,315,809
CITY OF STRATFORD	4,825,503
CITY OF TEMISKAMING SHORES	5,569,418
CITY OF THOROLD	680,753
CITY OF THUNDER BAY	28,267,498
CITY OF TIMMINS	15,224,586
CITY OF TORONTO	8,732,448
CITY OF WELLAND	3,642,819
CITY OF WINDSOR	8,898,653
CITY OF WOODSTOCK	901,000
COUNTY OF BRANT	7,988,651
COUNTY OF BRUCE	1,239,928
COUNTY OF ELGIN	10,003,881
COUNTY OF ESSEX	1,001,000
COUNTY OF FRONTENAC	936,702
COUNTY OF GREY	6,012,013
COUNTY OF HALIBURTON	6,095,747
COUNTY OF HASTINGS	6,440,714
COUNTY OF HURON	6,496,688
COUNTY OF LAMBTON	901,250
COUNTY OF LANARK	5,135,709
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	3,551,387
COUNTY OF MIDDLESEX	1,145,098
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	335,531
COUNTY OF OXFORD	1,154,606

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COUNTY OF PERTH	$4,414,133
COUNTY OF PRINCE EDWARD	7,729,901
COUNTY OF RENFREW	9,853,723
COUNTY OF SIMCOE	1,055,250
COUNTY OF WELLINGTON	4,457,081
DISTRICT OF MUSKOKA	3,245,938
EASTERN ONTARIO REGIONAL LABORATORY ASSOCOATION (EORLA)	7,940,650
EXTEND-A-FAMILY (KINGSTON)	481,488
GAINS	100,075,076
GENEVA CENTRE FOR AUTISM	296,000
HALDIMAND COUNTY	8,623,809
HEALTHCARE MATERIALS MANAGEMENT SERVICES	702,500
HEALTHCARE SUPPLY CHAIN NETWORK	214,625
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	825,581
HOSPITAL BUSINESS SERVICES	13,731,000
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	1,413,004
LOYALIST TOWNSHIP	1,860,656
MUNICIPALITY OF ARRAN-ELDERSLIE	2,258,597
MUNICIPALITY OF BAYHAM	1,596,033
MUNICIPALITY OF BLUEWATER	1,704,164
MUNICIPALITY OF BRIGHTON	1,198,142
MUNICIPALITY OF BROCKTON	2,115,646
MUNICIPALITY OF CALLANDER	739,415
MUNICIPALITY OF CENTRAL ELGIN	1,192,396
MUNICIPALITY OF CENTRAL HURON	1,760,861
MUNICIPALITY OF CENTRE HASTINGS	1,076,621
MUNICIPALITY OF CHARLTON AND DACK	425,325
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	29,039,078
MUNICIPALITY OF CLARINGTON	291,955
MUNICIPALITY OF DUTTON-DUNWICH	1,125,123
MUNICIPALITY OF DYSART ET AL	1,155,936
MUNICIPALITY OF FRENCH RIVER	1,449,093
MUNICIPALITY OF GREENSTONE	5,775,882
MUNICIPALITY OF GREY HIGHLANDS	2,960,612
MUNICIPALITY OF HASTINGS HIGHLANDS	1,381,538
MUNICIPALITY OF HIGHLANDS EAST	890,719
MUNICIPALITY OF HURON EAST	4,089,637
MUNICIPALITY OF HURON SHORES	1,234,548
MUNICIPALITY OF KILLARNEY	695,164
MUNICIPALITY OF KINCARDINE	3,482,591
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	2,677,409
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	412,103
MUNICIPALITY OF MACHIN	563,054
MUNICIPALITY OF MAGNETAWAN	359,950
MUNICIPALITY OF MARKSTAY-WARREN	1,497,468
MUNICIPALITY OF MARMORA & LAKE	887,429
MUNICIPALITY OF MATTAWAN	233,108

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MUNICIPALITY OF MCDOUGALL	$832,069
MUNICIPALITY OF MEAFORD	1,789,482
MUNICIPALITY OF MORRIS-TURNBERRY	1,283,898
MUNICIPALITY OF NEEBING	1,005,697
MUNICIPALITY OF NORTH MIDDLESEX	2,322,042
MUNICIPALITY OF NORTHERN BRUCE PENINSULA	1,638,123
MUNICIPALITY OF OLIVER PAIPOONGE	2,060,195
MUNICIPALITY OF PORT HOPE	1,158,155
MUNICIPALITY OF POWASSAN	962,221
MUNICIPALITY OF RED LAKE	2,194,207
MUNICIPALITY OF SIOUX LOOKOUT	4,342,939
MUNICIPALITY OF SMOOTH ROCK FALLS	848,519
MUNICIPALITY OF SOUTH BRUCE	2,377,108
MUNICIPALITY OF SOUTH HURON	2,317,314
MUNICIPALITY OF SOUTHWEST MIDDLESEX	1,580,652
MUNICIPALITY OF ST CHARLES	825,762
MUNICIPALITY OF TEMAGAMI	1,475,464
MUNICIPALITY OF THAMES CENTRE	1,455,092
MUNICIPALITY OF THE NATION	2,739,385
MUNICIPALITY OF TRENT HILLS	2,924,716
MUNICIPALITY OF TWEED	1,731,488
MUNICIPALITY OF WEST ELGIN	1,680,578
MUNICIPALITY OF WEST NIPISSING	6,964,905
MUNICIPALITY OF WEST PERTH	3,156,348
MUNICIPALITY OF WHITESTONE	528,027
NORFOLK COUNTY	16,267,078
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	668,626
ONTARIO ASSOCIATION OF CHILDREN'S AID SOCIETIES	4,710,674
ONTARIO CHILD CARE SUPPLEMENTS	165,516,175
ONTARIO HOSPITAL ASSOCIATION	127,000
OTTAWA HOSPITAL	1,240,230
PUBLIC TRUSTEE PROVINCE OF ONTARIO	1,334,989
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	589,750
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	9,639,518
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	225,750
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	1,205,000
SHARED HEALTHCARE SUPPLY SERVICES	1,345,000
TAY VALLEY TOWNSHIP	586,693
TOWN OF AMHERSTBURG	1,011,434
TOWN OF ARNPRIOR	1,061,103
TOWN OF AYLMER	547,546
TOWN OF BANCROFT	1,409,527
TOWN OF BLIND RIVER	2,230,491
TOWN OF BRACEBRIDGE	1,304,987

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWN OF BRUCE MINES	$465,764
TOWN OF CALEDON	1,520,922
TOWN OF CARLETON PLACE	972,143
TOWN OF COBALT	864,830
TOWN OF COBOURG	890,865
TOWN OF COCHRANE	3,405,223
TOWN OF DEEP RIVER	276,399
TOWN OF DESERONTO	411,970
TOWN OF EAST GWILLIMBURY	192,362
TOWN OF ENGLEHART	758,348
TOWN OF ERIN	719,509
TOWN OF ESPANOLA	2,305,284
TOWN OF ESSEX	1,504,029
TOWN OF FORT ERIE	1,082,235
TOWN OF FORT FRANCES	3,923,357
TOWN OF GANANOQUE	986,189
TOWN OF GEORGINA	284,251
TOWN OF GODERICH	1,211,541
TOWN OF GORE BAY	456,846
TOWN OF GRAVENHURST	1,129,515
TOWN OF GREATER NAPANEE	2,167,330
TOWN OF GRIMSBY	1,134,729
TOWN OF HALTON HILLS	156,759
TOWN OF HANOVER	1,050,268
TOWN OF HAWKESBURY	1,634,959
TOWN OF HEARST	4,546,633
TOWN OF HUNTSVILLE	1,484,989
TOWN OF INGERSOLL	1,495,044
TOWN OF IROQUOIS FALLS	3,364,827
TOWN OF KAPUSKASING	3,657,750
TOWN OF KEARNEY	237,171
TOWN OF KINGSVILLE	960,624
TOWN OF KIRKLAND LAKE	6,883,296
TOWN OF LAKESHORE	1,279,951
TOWN OF LATCHFORD	269,844
TOWN OF LAURENTIAN HILLS	420,798
TOWN OF LINCOLN	3,399,436
TOWN OF MARATHON	1,357,592
TOWN OF MATTAWA	1,323,261
TOWN OF MIDLAND	409,500
TOWN OF MILTON	2,256,453
TOWN OF MINTO	1,651,492
TOWN OF MISSISSIPPI MILLS	1,661,415
TOWN OF MONO	640,922
TOWN OF NEW TECUMSETH	264,766
TOWN OF NIAGARA-ON-THE-LAKE	2,962,056
TOWN OF NORTH PERTH	2,504,760
TOWN OF NORTHEASTERN MANITOULIN & THE ISLANDS	1,981,287
TOWN OF OAKVILLE	533,750
TOWN OF PARRY SOUND	3,264,035
TOWN OF PENETANGUISHENE	185,903
TOWN OF PERTH	947,095
TOWN OF PETAWAWA	1,503,687

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWN OF PETROLIA	$1,049,060
TOWN OF PLYMPTON-WYOMING	1,461,022
TOWN OF PRESCOTT	1,004,303
TOWN OF RAINY RIVER	621,472
TOWN OF RENFREW	1,675,837
TOWN OF SAUGEEN SHORES	2,161,863
TOWN OF SHELBURNE	341,134
TOWN OF SMITHS FALLS	2,824,376
TOWN OF SOUTH BRUCE PENINSULA	2,893,451
TOWN OF SPANISH	590,434
TOWN OF ST MARYS	691,905
TOWN OF TECUMSEH	213,558
TOWN OF THE BLUE MOUNTAINS	3,507,403
TOWN OF THESSALON	1,013,468
TOWN OF TILLSONBURG	842,184
TOWN OF WASAGA BEACH	989,205
TOWN OF WHITCHURCH-STOUFFVILLE	755,566
TOWNSHIP OF ADDINGTON HIGHLANDS	1,082,515
TOWNSHIP OF ADELAIDE-METCALFE	919,342
TOWNSHIP OF ADJALA-TOSORONTIO	1,431,364
TOWNSHIP OF ADMASTON/BROMLEY	1,162,295
TOWNSHIP OF ALBERTON	288,342
TOWNSHIP OF ALFRED & PLANTAGENET	2,323,496
TOWNSHIP OF ALGONQUIN HIGHLANDS	731,304
TOWNSHIP OF ALNWICK/HALDIMAND	650,854
TOWNSHIP OF AMARANTH	696,086
TOWNSHIP OF ARMOUR	286,484
TOWNSHIP OF ARMSTRONG	732,545
TOWNSHIP OF ASHFIELD-COLBORNE-WAWANOSH	1,635,926
TOWNSHIP OF ASPHODEL-NORWOOD	975,519
TOWNSHIP OF ASSIGINACK	813,302
TOWNSHIP OF ATHENS	513,562
TOWNSHIP OF ATIKOKAN	4,356,008
TOWNSHIP OF AUGUSTA	876,579
TOWNSHIP OF BALDWIN	273,883
TOWNSHIP OF BECKWITH	545,245
TOWNSHIP OF BILLINGS	456,381
TOWNSHIP OF BLACK RIVER-MATHESON	2,860,133
TOWNSHIP OF BLANDFORD-BLENHEIM	1,606,348
TOWNSHIP OF BONFIELD	934,937
TOWNSHIP OF BONNECHERE VALLEY	1,271,684
TOWNSHIP OF BRETHOUR	251,226
TOWNSHIP OF BROCK	857,459
TOWNSHIP OF BROOKE-ALVINSTON	870,500
TOWNSHIP OF BRUDENELL LYNOCH & RAGLAN	546,660
TOWNSHIP OF BURPEE & MILLS	243,313
TOWNSHIP OF CALVIN	681,099
TOWNSHIP OF CARLING	1,052,499
TOWNSHIP OF CARLOW-MAYO	394,910

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF CASEY	$351,616
TOWNSHIP OF CAVAN--MILLBROOK-NORTH MONAGHAN	1,358,514
TOWNSHIP OF CENTRAL FRONTENAC	1,789,258
TOWNSHIP OF CENTRAL MANITOULIN	1,012,882
TOWNSHIP OF CENTRE WELLINGTON	1,548,029
TOWNSHIP OF CHAMBERLAIN	351,539
TOWNSHIP OF CHAMPLAIN	1,750,151
TOWNSHIP OF CHAPLEAU	1,909,816
TOWNSHIP OF CHAPPLE	1,060,175
TOWNSHIP OF CHATSWORTH	1,914,912
TOWNSHIP OF CHISHOLM	619,879
TOWNSHIP OF CLEARVIEW	2,187,861
TOWNSHIP OF COLEMAN	395,408
TOWNSHIP OF CONMEE	392,418
TOWNSHIP OF CRAMAHE	703,429
TOWNSHIP OF DAWN-EUPHEMIA	1,715,551
TOWNSHIP OF DAWSON	678,912
TOWNSHIP OF DORION	309,870
TOWNSHIP OF DOURO-DUMMER	867,471
TOWNSHIP OF DRUMMOND-NORTH ELMSLEY	713,838
TOWNSHIP OF DUBREUILVILLE	452,550
TOWNSHIP OF EAR FALLS	1,141,573
TOWNSHIP OF EAST FERRIS	1,265,770
TOWNSHIP OF EAST GARAFRAXA	363,219
TOWNSHIP OF EAST HAWKESBURY	849,210
TOWNSHIP OF EAST LUTHER GRAND VALLEY	457,700
TOWNSHIP OF EAST ZORRA-TAVISTOCK	1,586,951
TOWNSHIP OF EDWARDSBURGH-CARDINAL	1,238,443
TOWNSHIP OF ELIZABETHTOWN-KITLEY	1,956,109
TOWNSHIP OF EMO	718,260
TOWNSHIP OF ENNISKILLEN	1,262,510
TOWNSHIP OF ESSA	1,698,965
TOWNSHIP OF EVANTUREL	350,939
TOWNSHIP OF FARADAY	427,281
TOWNSHIP OF FAUQUIER-STRICKLAND	759,565
TOWNSHIP OF FRONT OF YONGE	316,906
TOWNSHIP OF FRONTENAC ISLANDS	308,768
TOWNSHIP OF GALWAY-CAVENDISH & HARVEY	586,629
TOWNSHIP OF GAUTHIER	163,997
TOWNSHIP OF GEORGIAN BAY	541,562
TOWNSHIP OF GEORGIAN BLUFFS	761,996
TOWNSHIP OF GILLIES	301,758
TOWNSHIP OF GORDON	325,860
TOWNSHIP OF GREATER MADAWASKA	1,214,939
TOWNSHIP OF GUELPH/ERAMOSA	744,521
TOWNSHIP OF HAMILTON	829,092
TOWNSHIP OF HARLEY	478,225

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF HARRIS	$181,862
TOWNSHIP OF HAVELOCK BELMONT & METHUEN	463,798
TOWNSHIP OF HEAD CLARA & MARIA	445,078
TOWNSHIP OF HILLIARD	301,967
TOWNSHIP OF HILTON	300,554
TOWNSHIP OF HORNEPAYNE	1,073,340
TOWNSHIP OF HORTON	491,023
TOWNSHIP OF HOWICK	1,177,112
TOWNSHIP OF HUDSON	268,245
TOWNSHIP OF HURON-KINLOSS	2,205,698
TOWNSHIP OF IGNACE	1,095,592
TOWNSHIP OF JAMES	290,556
TOWNSHIP OF JOCELYN	292,091
TOWNSHIP OF JOHNSON	598,065
TOWNSHIP OF KERNS	323,966
TOWNSHIP OF KILLALOE HAGARTY & RICHARDS	501,101
TOWNSHIP OF KING	574,610
TOWNSHIP OF LA VALLEE	605,059
TOWNSHIP OF LAIRD	944,901
TOWNSHIP OF LAKE OF BAYS	699,249
TOWNSHIP OF LAKE OF THE WOODS	483,114
TOWNSHIP OF LANARK HIGHLANDS	1,432,472
TOWNSHIP OF LARDER LAKE	719,824
TOWNSHIP OF LAURENTIAN VALLEY	1,720,285
TOWNSHIP OF LEEDS & THE THOUSAND ISLANDS	1,381,437
TOWNSHIP OF LIMERICK	178,637
TOWNSHIP OF LUCAN BIDDULPH	1,028,698
TOWNSHIP OF MACDONALD MEREDITH & ABERDEEN	937,586
TOWNSHIP OF MACHAR	191,409
TOWNSHIP OF MADAWASKA VALLEY	1,086,794
TOWNSHIP OF MADOC	597,506
TOWNSHIP OF MALAHIDE	1,652,950
TOWNSHIP OF MANITOUWADGE	1,151,986
TOWNSHIP OF MAPLETON	1,535,822
TOWNSHIP OF MATACHEWAN	272,452
TOWNSHIP OF MATTICE-VAL-COTE	765,984
TOWNSHIP OF MCGARRY	791,411
TOWNSHIP OF MCKELLAR	684,078
TOWNSHIP OF MCMURRICH-MONTEITH	248,666
TOWNSHIP OF MCNAB-BRAESIDE	1,380,073
TOWNSHIP OF MELANCTHON	630,476
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	3,880,913
TOWNSHIP OF MIDDLESEX CENTRE	2,301,130
TOWNSHIP OF MINDEN HILLS	1,306,044
TOWNSHIP OF MONTAGUE	834,065
TOWNSHIP OF MOONBEAM	679,877
TOWNSHIP OF MORLEY	456,558
TOWNSHIP OF MULMUR	798,865
TOWNSHIP OF MUSKOKA LAKES	2,692,610

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF NAIRN & HYMAN	$292,902
TOWNSHIP OF NIPIGON	825,898
TOWNSHIP OF NIPISSING	328,465
TOWNSHIP OF NORTH ALGONA-WILBERFORCE	776,935
TOWNSHIP OF NORTH DUMFRIES	579,458
TOWNSHIP OF NORTH DUNDAS	1,316,769
TOWNSHIP OF NORTH FRONTENAC	466,465
TOWNSHIP OF NORTH GLENGARRY	2,226,603
TOWNSHIP OF NORTH GRENVILLE	1,525,564
TOWNSHIP OF NORTH HURON	1,227,330
TOWNSHIP OF NORTH KAWARTHA	466,847
TOWNSHIP OF NORTH STORMONT	1,535,577
TOWNSHIP OF NORWICH	2,199,326
TOWNSHIP OF O'CONNOR	391,811
TOWNSHIP OF OPASATIKA	366,053
TOWNSHIP OF ORO-MEDONTE	1,139,772
TOWNSHIP OF OTONABEE-SOUTH MONAGHAN	1,136,243
TOWNSHIP OF PAPINEAU-CAMERON	622,261
TOWNSHIP OF PELEE	130,477
TOWNSHIP OF PERRY	356,362
TOWNSHIP OF PERTH EAST	3,180,586
TOWNSHIP OF PERTH SOUTH	1,472,549
TOWNSHIP OF PICKLE LAKE	704,779
TOWNSHIP OF PLUMMER ADDITIONAL	697,074
TOWNSHIP OF PRINCE	404,418
TOWNSHIP OF PUSLINCH	636,590
TOWNSHIP OF RAMARA	882,206
TOWNSHIP OF RED ROCK	592,849
TOWNSHIP OF RIDEAU LAKES	1,977,094
TOWNSHIP OF RUSSELL	2,098,248
TOWNSHIP OF RYERSON	233,393
TOWNSHIP OF SABLES-SPANISH RIVERS	1,923,543
TOWNSHIP OF SCHREIBER	820,445
TOWNSHIP OF SCUGOG	957,273
TOWNSHIP OF SEGUIN	3,297,948
TOWNSHIP OF SEVERN	733,457
TOWNSHIP OF SHUNIAH	1,367,157
TOWNSHIP OF SIOUX NARROWS-NESTOR FALLS	703,303
TOWNSHIP OF SMITH-ENNISMORE-LAKEFIELD	1,450,401
TOWNSHIP OF SOUTH ALGONQUIN	826,527
TOWNSHIP OF SOUTH DUNDAS	1,418,690
TOWNSHIP OF SOUTH FRONTENAC	2,109,822
TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY	1,747,805
TOWNSHIP OF SOUTH STORMONT	1,215,698
TOWNSHIP OF SOUTHGATE	2,171,596
TOWNSHIP OF SOUTH-WEST OXFORD	1,834,190
TOWNSHIP OF SOUTHWOLD	1,204,982
TOWNSHIP OF SPRINGWATER	770,271
TOWNSHIP OF ST CLAIR	3,362,864

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF ST JOSEPH	$823,804
TOWNSHIP OF STIRLING-RAWDON	1,133,144
TOWNSHIP OF STONE MILLS	1,567,089
TOWNSHIP OF STRATHROY-CARADOC	960,040
TOWNSHIP OF STRONG	266,742
TOWNSHIP OF TARBUTT & TARBUTT ADDITIONAL	332,687
TOWNSHIP OF TAY	1,111,918
TOWNSHIP OF TEHKUMMAH	295,961
TOWNSHIP OF TERRACE BAY	828,294
TOWNSHIP OF THE ARCHIPELAGO	1,855,166
TOWNSHIP OF THE NORTH SHORE	617,655
TOWNSHIP OF THE WHITEWATER REGION	1,497,952
TOWNSHIP OF TINY	925,814
TOWNSHIP OF TUDOR-CASHEL	263,226
TOWNSHIP OF TYENDINAGA	695,353
TOWNSHIP OF UXBRIDGE	658,245
TOWNSHIP OF VAL RITA-HARTY	519,974
TOWNSHIP OF WAINFLEET	742,862
TOWNSHIP OF WARWICK	1,674,207
TOWNSHIP OF WELLESLEY	695,668
TOWNSHIP OF WELLINGTON NORTH	1,679,887
TOWNSHIP OF WEST GREY	2,350,816
TOWNSHIP OF WEST LINCOLN	1,886,118
TOWNSHIP OF WHITE RIVER	512,072
TOWNSHIP OF WILMOT	1,225,187
TOWNSHIP OF WOLLASTON	314,151
TOWNSHIP OF WOOLWICH	825,628
TOWNSHIP OF ZORRA	2,807,896
TRILLIUM HEALTH CENTRE	396,050
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	5,999,776
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	6,901,598
UNITED COUNTIES OF STORMONT DUNDAS & GLENGARRY	11,611,229
UNIVERSITY OF TORONTO	1,447,000
VILLAGE OF BURK'S FALLS	419,479
VILLAGE OF CASSELMAN	754,221
VILLAGE OF MERRICKVILLE-WOLFORD	782,103
VILLAGE OF OIL SPRINGS	137,371
VILLAGE OF SOUTH RIVER	352,122
VILLAGE OF SUNDRIDGE	219,527
VILLAGE OF WESTPORT	169,317
VOLUNTEER OTTAWA	253,750
YOUTH SERVICES BUREAU (OTTAWA)	832,051
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	1,522,218

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1220331 ONTARIO INC	$113,804
3-SOFT GROUP	170,616
AC TECHNICAL SYSTEMS (RPG ELECTRIC O/A)	217,234
AJILON CANADA	1,877,964
ANDREW SILMAN & ASSOCIATES	74,400
ANT & BEE CORPORATION	460,442
AON REED STENHOUSE INC	72,990
ARJ FINANCIAL SERVICES INC	1,107,746
ASCENTIAL SOFTWARE (CANADA) INC	65,632
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	478,810
AVLI GROUP LTD	247,278
AXIDATA INC	139,517
BANCTEC (CANADA) INC	988,452
BASF CANADA	502,977
BASIC GROUP INC	288,035
BAU SOLUTIONS CANADA INC	202,635
BAY CONSULTING SERVICES INC	397,548
BEARINGPOINT LP	394,864
BELL BAKER LLP	106,976
BELL CANADA	1,048,389
BELL MOBILITY INC	134,782
BISHOP & MCKENZIE (IN TRUST)	60,648
BLUE OAKS SOLUTIONS INC	353,867
BMC SOFTWARE DISTRIBUTION INC	178,640
BOWE BELL & HOWELL INTERNATIONALTD	534,118
BRAINHUNTER.COM LTD	998,913
BRES LP (MANDATORY OF SITQ INC)	122,332
BURNTSAND INC	69,481
C D HOWE INSTITUTE	68,335
CALDWELL PARTNERS INTERNATIONAL INC	99,549
CANACOM (SOCIETE CANADIENNE DE TRADUCTION CANACOM (1990) INC)	72,808
CANADA POST CORP	3,813,178
CANADIAN ASSOCIATION OF PENSION SUPERVISORY AUTHORITIES (CAPSA)	141,561
CANADIAN ATLAS FURNITURE	220,751
CANADIAN COMMUNICATION PRODUCTS INC	88,993
CANADIAN COUNCIL OF INSURANCE REGULATORS	110,372
CANADIAN FUEL TAX COUNCIL	57,000
CANADIAN RED BOOK	100,488
CAPTIVA SOFTWARE	69,727
CARSWELL	290,371
CCH CANADIAN LTD	287,242
CCL LABEL	53,787
CDI EDUCATION	156,324
CGI ADJUSTERS INC	1,176,672
CHARTWELL INC	301,770
CLARITY INC	646,105
CM INC	110,800

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CNC GLOBAL LIMITED	$377,744
CNW GROUP	92,897
COGNOS INC	81,964
COLIN MCNAIRN	68,393
COMPASS GROUP CANADA	81,766
COMPUGEN INC	5,427,119
COMPUTER HORIZONS CANADA (ISG)	604,288
CONFERENCE BOARD OF CANADA	133,427
CORPORATE HEALTH GROUP INC	155,058
CSI CONSULTING INC	399,449
CTC COMPUTER TRAINING CENTRES	97,585
CYBERBAHN INC	316,319
DAKOTA COMMUNICATIONS	66,914
DATALIST	761,299
DATAMARK SYSTEMS	144,117
DAVIES WARD PHILLIPS AND VINEBERG LLP	688,670
DEAN GROUP	498,686
DELOITTE & TOUCHE LLP	551,829
DESIGN GROUP STAFFING INC	58,945
DEXIO GROUP	192,597
DONALDSON DONALDSON GREENAWAY	60,258
DOREY & CROSSLEY COMMUNICATIONS LTD	54,718
DR TIMOTHY O'NEILL	145,712
DRECHSEL BUSINESS INTERIORS	491,822
DUNDEE REALTY MANAGEMENT CORP	77,488
DUOCOM CANADA INC	76,610
DYE & DURHAM CO INC	57,428
DYNA LYNC 2000 INC	284,559
EDS CANADA INC	9,846,608
EKOS RESEARCH ASSOCIATES INC	56,569
ELLIOTT & ASSOCIATES CONSULTING SERVICES INC	52,088
EQUIFAX CANADA INC	110,540
ERNST & YOUNG ELECTRONIC PUBLISHING SERVICES INCRED ACCOUNTANTS	58,030
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP	122,544
FGI WORLD	95,414
FILENET CANADA INC	211,188
FORRESTER RESEARCH INC	67,821
FSA GROUP	51,522
FUEL ADVERTISING INC	90,395
GARTNER CANADA CO	50,098
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	131,848
GENERAL PRINTERS	82,219
GENEX SYSTEMS PROFESSIONALS GROUP LIMITED	514,442
GENUITY CAPITAL MARKETS	1,004,384
GLASS HOUSE SYSTEMS INC	650,573
GLOBAL INSIGHT (USA) INC	56,846
GORDON HALL & ASSOCIATES INC	56,400

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

GRAND & TOY LTD	$147,119
GRANT THORNTON LLP	52,470
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	533,157
HR ASSOCIATES	424,711
HUTCHINSON SMILEY LTD	453,262
IAN MARTIN LTD	575,402
IBM CANADA LTD	22,869,491
ICONOMICS INC	140,640
IDEAL CONSULTING SERVICES	69,200
IMEX SYSTEMS INC	195,245
INNOVA (SUPREMEX INC)	75,398
INTEGRAL SYSTEMS INC	153,806
IRON MTN RECORDS MGT	140,691
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	242,921
IT/NET TORONTO INC	61,913
ITECC COMPUTER CONSULTING	223,569
JACKLYN INDUSTRIES	102,602
KEMPENFELT CENTRE (BARRIE)	79,140
KNIGHTSBRIDGE EXECUTIVE SEARCH	95,550
KNOWSYS GROUP LTD	188,991
KODAK CANADA INC	65,345
KORN/FERRY CANADA ING	284,465
LANDER-SPIERS INSURANCE ADJUSTERS LTD	83,983
LANGEVIN LEARNING SERVICES INC	90,078
LASER CARTRIDGE SERVICES INC	76,453
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA	75,198
LAWSON MCGRENERE LLP	183,496
LEARNING TREE INTERNATIONAL	95,160
LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ONTARIO	57,378
LESLEY BYRNE	60,375
LEXSYS NETWORKS INC	103,820
LOCUS SYSTEMS INC	420,274
LOUDON & STERLING LLP	259,662
LYRECO (CANADA) INC	1,304,023
MARACLE PRESS LTD	73,664
MARTIN SCRIMSHAW SCOTT	110,112
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	192,337
MCCAUSTLIN INSTALLATION	2,886,752
MEDIACO THE PRESENTATION COMPANY	54,105
MERCER CONSULTING INC	95,000
MERCER HUMAN RESOURCE CONSULTING	107,742
MERCER OLIVER WYMAN (ACTUARIAL CONSULTING LTD)	148,325
MICROSOFT CANADA CO	239,700
MUNICIPAL FINANCE OFFICERS ASSOCIATION OF ONTARIO	50,465
MUNICIPAL PROPERTY ASSESSMENT CORP	1,706,935
MWM	105,417
NAVANTIS INC	464,267

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NAYLOR CONSULTING	$98,280
NET EFFECTS TECHNOLOGIES INC	388,484
NEXINNOVATIONS INC	556,462
NOVELL CANADA LTD	375,760
NPG ENVELOPE	90,987
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS CANADA	137,299
ONTARIO REALTY CORP	23,933,571
ORACLE CORP CANADA INC	3,541,494
OXFORD	80,341
OXFORD IN TRUST FOR 777 BAY ST	1,458,273
PADULO ADVERTISING INC	63,046
PEOPLESOFT CANADA CO	1,053,671
PHILP EVANS	64,917
PHOENIX INFORMATION SYSTEMS LTD	536,684
PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	252,106
PIVOTAL INTEGRATED HR SOLUTIONS	278,317
PLANET PERSONNEL AGENCY INC	301,934
POSTAGE BY PHONE	453,000
POSTAGE ON CALL	180,054
PRICEWATERHOUSE COOPERS LLP	613,133
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	2,397,475
PUBLIC POLICY FORUM	53,350
PUBLIC SERVICE SOLUTIONS INC	152,791
PUROLATOR COURIER LTD	273,889
Q9 NETWORKS INC	64,296
QRX TECHNOLOGY GROUP	149,758
QUALICOM INNOVATIONS INC	57,523
QUEEN'S EXECUTIVE DEVELOPMENT CENTRE SCHOOL OF BUSINESS	60,375
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	133,480
RELATIONAL FUNDING CANADA CORP	1,679,951
RESOLVE CORPORATION (RESOLVE BPO INC)	988,243
RFH ASSOCIATES	396,738
RGS CONSULTING SERVICES INC	417,261
RIS RESOURCE INFORMATION SYSTEMS INC	112,351
ROBERT HARRIS RESOURCES INC	139,369
ROGERS WIRELESS INC	317,392
RWD TECHNOLOGIES CANADA CO	58,347
SALTSPRING SOFTWARE INC	56,187
SEABROOK MILLER & TRUDELL	50,379
SECURITAS CANADA LTD	350,235
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	79,956
SHELL CANADA PRODUCTS LTD	299,439
SHORE CONSULTING GROUP INC	66,468
SNC-LAVALIN PROFAC INC	2,338,478
SOFTCHOICE CORPORATION	315,740
SOFTPROBE COMPUTING SERVICES INC	82,880
SOFTWARE SPECTRUM	2,025,514
SPYRE SOLUTIONS INC	105,450

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

STELLANT INC	$185,500
STORAGE-PLUS SYSTEMS LTD	89,470
STORAGETEK CANADA INC	496,150
STRATEGIC COUNSEL	199,211
STROMA SERVICE CONSULTING INC	86,463
SUPREMEX INC	101,490
SUSAN L HANNA PUBLIC AFFAIRS CONSULTING	62,154
SWANSEA COMPUTER SPECIALISTS LTD	65,386
SYMPHONY SERVICE CORPORATION	88,853
SYSTEMATIX	216,600
TAB PRODUCTS OF CANADA LTD	101,049
TEK SYSTEMS	138,756
TELUS COMMUNICATIONS INC	375,321
TELUS CORPORATION	227,142
TELUS MOBILITY	353,484
TELUS NATIONAL SYSTEMS INC	519,788
TERANET INC	449,520
THE MERGIS GROUP	80,303
THOMPSON & HARVEY CONSULTING GROUP	76,250
TLW ENTERPRISE INC	425,785
TOWERS PERRIN	96,538
TUMBLEWEED COMMUNICATIONS CORP	62,040
UNIT PARK	71,758
UNIVERSITY OF TORONTO	73,418
UNIVERSITY OF WATERLOO	131,598
VERITAS SOFTWARE CORPORATION	186,229
WEBCOM LTD	168,810
WORKDYNAMICS TECHNOLOGIES INC	52,928
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	148,004
XEROX CANADA LTD	1,276,946
YORK UNIVERSITY	95,063
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	10,179,535

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉS AUX MINISTRES:	
HON. GREG SORBARA	
APRIL 1, 2005 TO OCTOBER 11, 2005	$17,927
HON. DWIGHT DUNCAN	
OCTOBER 12, 2005 TO MARCH 31, 2006	17,285
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
MIKE COLLE	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2005	$3,036
WAYNE ARTHURS	
JUNE 30, 2005 TO MARCH 3, 2006	9,385

MINISTRY OF FINANCE/MINISTÈRE DES FINANCES

TREASURY PROGRAM

TRAVELING EXPENSES	
ACCOUNTS UNDER $10,000	$60,584
INTEREST ON DEBT FOR PROVINCIAL PURPOSES	
INTEREST ON ONTARIO SECURITIES	
PUBLIC ISSUES	$5,941,943,358
NON-PUBLIC ISSUES :	
ONTARIO TEACHERS' PENSION PLAN	980,125,750
CANADA PENSION PLAN INVESTMENT FUND	517,986,990
PUBLIC SERVICE PENSION PLAN	348,815,201
PUBLIC SERVICE EMPLOYEES' UNION PENSION PLAN	165,706,271
ONTARIO HOUSING CORPORATION	102,149,233
ONTARIO MUNICIPAL EMPLOYEES' RETIREMENT FUND	10,031,348
CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION	17,605,972
COLLEGES OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY PENSION PLAN	1,819,663
RYERSON RETIREMENT PENSION PLAN	319,427
ONTARIO IMMIGRANT INVESTOR CORPORATION	677,445
OTHER INTEREST, EXPENSE AND COMMISSION:	
DEBT ISSUANCE COST INCLUDING FOREIGN EXCHANGE	73,341,853
INTEREST ON SPECIAL PURPOSE AND TRUST FUNDS	38,127,233
GENERAL ADMINISTRATION EXPENSES INCLUDING BANK CHARGES	39,292,169
DISCOUNT ON DEBT ISSUES	32,483,253
ONTARIO ELECTRICITY FINANCIAL CORPORATION	519,772,501

OFFICE OF FRANCOPHONE AFFAIRS/L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
HON. MADELEINE MEILLEUR/L'HONORABLE MADELEINE MEILLEUR

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS
VOTED/CRÉDITS VOTÉS

TRAVEL/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MADELEINE MEILLEUR	$4,461
FOUGERE, MARIE-LISON	21,196
'ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $10,000	28,084

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANCAISE DE L'ONTARIO	$73,890
CENTRE ONTARIEN DE PREVENTION DES AGGRESSIONS	110,000
ONTARIO ARTS COUNCIL	75,500
ONTARIO COUNCIL OF AGENCIES SERVING IMMIGRANTS (OCASI)	80,000
ONTARIO REALTY CORP	102,259
OTTAWA PUBLIC LIBRARY	131,893
SOMERSET GRAPHICS CO LTD	120,039
ACCOUNTS UNDER/COMPTES INFÉRIEURS À $50,000	618,813

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

HON. GEORGE SMITHERMAN/L'HONORABLE GEORGE SMITHERMAN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTEMPS SPECIALIZED FINANCIAL STAFFING	$91,848
ADECCO EMPLOYMENT SERVICES LTD	173,271
ADVANTAGE PERSONNEL T46138	50,963
AJILON CANADA	69,967
ALLEGIS GROUP CANADA LTD	60,061
ALTIS HUMAN RESOURCES	987,206
ASHLEE ENTERPRISES	69,491
B & K AGENCY INC	381,294
CITY OF TORONTO	65,161
D & A AGENCY	76,970
DEAN GROUP	122,485
DELYNN PERSONNEL	395,986
DR ANN D JONES	91,330
DR ROBERT L DICKEY	101,045
DRAKE INTERNATIONAL INC	136,035
HR ASSOCIATES	1,405,749
KELLY SERVICES (CANADA) LTD	217,110
KENT LEGAL	52,119
MANPOWER TEMPORARY SERVICES	64,654
MARBERG LTD	180,406
OFFICE TEAM	136,375
OPTIONS PERSONNEL INC	127,263
PETER STUBBINS	61,935
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	445,566
ROBERT R SHEPPARD	87,443
SCARBOROUGH COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (SCARBOROUGH)	70,949
ST MICHAEL'S HOSPITAL	232,666
STAFFING EDGE INC	232,633
STAFFWORKS EMPLOYMENT SOLUTIONS (STAFFWORKS LTD)	271,986
THE ASSOCIATES	170,999
THE FINANCE DEPARTMENT LTD	408,490
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	142,997
THE STAFFING ADVANTAGE INC	62,313
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,133,291
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
CITY TREASURER TORONTO	$58,445
MOUNT SINAI HOSPITAL	477,000
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	101,202
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	78,651

EMPLOYEE BENEFITS/ADVANTAGES SOCIAUX

ONTARIO PENSION BOARD	$270,700
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	8,765,441
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	42,913

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. GEORGE SMITHERMAN (MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	$17,372
HON. JIM WATSON (MINISTRY OF HEALTH PROMOTION)	5,694
SAPSFORD, RON T. (MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	6,526
RAPPOLT, Ms. MARGUERITE E (MINISTRY OF HEALTH PROMOTION)	1,837
FONSECA, PETER	4,046
SMITH, MONIQUE M	1,885
ADAMS, KENNETH C	21,636
ALEXANDER, CAROLE	18,508
ANDREWS, SUSAN	11,310
APLETTE, AUBREY A	12,573
AUCHINLECK, MARTHA J	18,983
BAILEY, NANCY ALICE	10,448
BARDELL, JOHN	11,486
BARTLETT, MARGARET A	13,607
BASRUR, SHEELA V	20,279
BELLAIRE, JEANNINE M	11,464
BERGER, MONIQUE	30,625
BERRY, WENDY L	10,457
BRAAKSMA, JULIE D	12,634
BRUNET, JESSICA	17,857
BULMER, DAVID J	10,384
CARRUTHERS, JANE	19,055
CHAN, KENNETH	15,706
CLARKE, H BRYAN B	26,558
CORNWELL, NANCY	13,532
DE SOUZA, HENRY R	11,729
DEMEESTER, JOHN E	10,412
DIXON, ROBERT J	24,773
DOOLEY, R JOSEPH	16,780
DOYLE, ARLINE	21,745
DR ABDUL H CHAGLA	12,000
DR ANDREW HACKETT	17,071
DR PERIN SANKAR	16,287
ELEMENT, BERNADETTE	10,967
FABRICIUS, LYN	24,430
FAIRCHILD, KARIN	15,829
FAZACKERLEY, SHELLEY	18,390
FINKLE, PETER D	24,252
FITZPATRICK, SUSAN G	24,984
FLEMING, MARY P	29,850
FORSYTH, R.BLAKE	20,494
GALLARDI, ANDREW F	11,603

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

HARRIS, TED FK	$18,403
HILDEBRAND, RUTH	33,813
HUNT, RAY A	32,389
IRVINE, ANDREW	18,058
JACKSON, KATE H	13,777
JESSOP, JOHN H	12,519
JOHNSTON, MIRIAM	29,919
JONES, STEVEN	19,950
KALTAGIAN, SEVAG	20,673
KASPER, LORIE ANNE	31,128
KNIGHT, JOHN K	12,593
KNIPFEL, SANDY G	15,013
KNOX-HUTCHISON, HOPE KH	15,306
LOBRAICO, CHARLES WC	24,278
LOZIER, DENIS A	11,960
MACDONALD, BUD R	22,300
MACDONALD, BONNIE	10,029
MACDONALD, PAULA LYNN SAVOURY	11,048
MACLEOD, HUGH	11,679
MARGETTS, DAVID C	12,202
MARLOW, MELISSA JOY	12,465
MATTE, ANN	57,642
MCDONALD, DONNA	11,558
MCGEE, FRANK	10,117
MCGURN, SUZANNE M	13,025
MCLOUGHLIN, MICHAEL	23,425
MCQUAID, MICHAEL PETER	10,835
MILROY, DEBBIE A	12,345
MONAGHAN, BARRY	16,183
MOORHOUSE, ANSON E	17,685
MUSSART, KARIN	10,868
NUSINK, LEO	12,392
O'REILLY, KATHARINE ANNE	38,857
PELLETIER, ERIC	11,693
PEPLINSKIE, GAIL	10,607
PHILP, DONALD	12,101
POLCZ, CAROL	13,421
PRICE, RONALD	10,203
ROBINSON, WENDY	13,630
ROININEN, JOHN M	17,501
ROY, ROGER P	14,282
SCHIENBEIN, KELLY-JEAN	11,227
SHAW, GLORIA A A	17,824
SLATER, KAREN	18,173
STEWART, JEFF J	11,051
STUART, ALLISON J	10,819
SUITTERS, PAUL A	13,162
TANGUAY, MARC	19,028
TEBBY, MARY-LYN	19,023
TESFA, ZELALEM	11,075
TESTA, LOUISA	10,030
THOMPSON, BRENDA RUTH	33,266
TONER, LINDA	11,521
TRIMBLE, DEBORAH M	11,379
VALENTINO, NINO K	$11,434
VANSTONE, SUSAN	12,299
VILLELLA, BRUCE	17,422
WARRENER, MICHELLE DAWN	10,765
WATTS, BRIAN J	13,614
WYLIE, REBECCA	14,510
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	4,446,691

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

CLINICAL APPLIED OPERATIONAL AND OTHER HEALTH RESEARCH	
CANCER CARE ONTARIO	$2,024,907
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	1,263,276
ICES (INSTITUTE FOR CLINICAL EVALUATIVE SCIENCES)	1,492,276
MCMASTER UNIVERSITY	285,802
ONTARIO MENTAL HEALTH FOUNDATION	1,489,539
HEALTH RESOURCES DEVELOPMENT PLAN	
CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH	$499,042
CANCER CARE ONTARIO	2,669,118
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	2,248,178
COLLEGE OF NURSES OF ONTARIO	187,150
HAMILTON HEALTH SCIENCES	502,011
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	249,907
ICES (INSTITUTE FOR CLINICAL EVALUATIVE SCIENCES)	7,565,046
INSTITUTE FOR SAFE MEDICATION PRACTISES CANADA (ISMP CANADA)	800,000
INSTITUTE FOR WORK & HEALTH	557,350
LAKEHEAD UNIVERSITY	289,688
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	388,685
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	1,367,470
MCMASTER UNIVERSITY	4,716,251
ONTARIO COLLEGE OF FAMILY PHYSICIANS	346,800
ONTARIO HEALTH QUALITY COUNCIL	1,383,810
ONTARIO HOSPITAL ASSOCIATION	2,589,000
ONTARIO MENTAL HEALTH FOUNDATION	1,489,536
ONTARIO NEUROTRAUMA FOUNDATION	1,000,000
OTTAWA HEALTH RESEARCH INSTITUTE	169,846
QUEEN'S UNIVERSITY	1,330,397
REGISTERED NURSES ASSOCIATION OF ONTARIO	560,000
REGISTERED PRACTICAL NURSES ASSOCIATION OF ONTARIO	252,845

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HEALTH RESOURCES DEVELOPMENT PLAN (CONT'D)	
SHERIDAN COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	$335,083
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	283,358
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	634,125
THE CANADIAN STROKE NETWORK	407,269
THE CHANGE FOUNDATION	402,500
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	4,246,487
TRILLIUM HEALTH CENTRE	147,100
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	953,763
UNIVERSITY OF OTTAWA	1,634,679
UNIVERSITY OF TORONTO	6,551,321
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	817,302
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	218,500
YORK UNIVERSITY	137,792
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	858,315
ABORIGINAL HEALING AND WELLNESS	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$571,979
CLINICAL EDUCATION	
CANCER CARE ONTARIO	$1,019,680
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	601,852
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	29,483,978
COLLEGE OF PHYSICIANS & SURGEONS OF ONTARIO	398,604
COUNCIL OF ONTARIO UNIVERSITIES	2,964,286
HAMILTON HEALTH SCIENCES	35,989,783
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	2,572,119
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	17,667,836
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	148,100
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	32,515,525
MCMASTER UNIVERSITY	11,422,242
MICHENER INSTITUTE OF APPLIED HEALTH SCIENCES	17,463,717
MOUNT SINAI HOSPITAL	2,944,062
NORTHEASTERN ONTARIO MEDICAL EDUCATION CORP	2,493,415
NORTHERN ONTARIO SCHOOL OF MEDICINE	2,986,666
OTTAWA HOSPITAL	5,495,215
POSTGRADUATE PAYROLL ASSOC	67,344,876
QUEEN'S UNIVERSITY	1,076,428
REGISTERED NURSES ASSOCIATION OF ONTARIO	9,095,719
REGISTERED PRACTICAL NURSES ASSOCIATION OF ONTARIO	1,670,900

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CLINICAL EDUCATION (CONT'D)	
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	$234,636
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	508,616
RYERSON POLYTECHNICAL UNIVERSITY	710,852
SOUTHWEST MIDDLESEX HEALTH CENTRE	529,071
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	4,428,447
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	3,579,063
ST MICHAEL'S HOSPITAL	5,567,158
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	3,669,965
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	215,438
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	8,316,999
UNIVERSITY OF OTTAWA	7,876,657
UNIVERSITY OF TORONTO	19,761,153
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	4,685,912
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	651,195
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	210,472
TP-NEUROTRAUMA PROGRAM	
ONTARIO NEUROTRAUMA FOUNDATION	$4,000,000
WOMEN'S HEALTH NETWORK	
CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH	$5,750,000
CANCER CARE ONTARIO	127,327
MCMASTER UNIVERSITY	683,024
MOUNT SINAI HOSPITAL	155,424
ONTARIO HOSPITAL ASSOCIATION	500,000
PLANNED PARENTHOOD FEDERATION OF CANADA	129,060
ST MICHAEL'S HOSPITAL	306,252
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	185,865
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	154,000
UNIVERSITY OF TORONTO	187,662
UNIVERSITY OF WINDSOR	200,000
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	334,305
SMART SYSTEMS FOR HEALTH	
SMART SYSTEMS FOR HEALTH AGENCY	$102,700,000
OPERATION OF HOSPITALS	
1245556 ONTARIO INC	$219,657
1367178 ONTARIO INC (THE WOODHAVEN)	167,002
ALEXANDRA HOSPITAL	10,740,498
ALEXANDRA MARINE AND GENERAL HOSPITAL	13,715,955

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)	
ALGOMA DISTRICT SERVICES ADMINISTRATION BOARD	$146,636
ALMONTE GENERAL HOSPITAL	9,201,159
ANSON GENERAL HOSPITAL	6,785,077
ARNPRIOR AND DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	11,677,216
ATIKOKAN GENERAL HOSPITAL	5,327,664
BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	58,520,827
BELLA SENIOR CARE RESIDENCES INC	163,307
BINGHAM MEMORIAL HOSPITAL	4,672,795
BLIND RIVER DISTRICT HEALTH CENTRE/PAVILLION SANTE DU DISTRICT DE BLIND RIVER	7,472,992
BLOORVIEW KIDS REHAB	35,852,193
BLUEWATER HEALTH	112,979,104
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	90,704,652
BRIDGEPOINT HOSPITAL	61,806,100
BROCKVILLE GENERAL HOSPITAL	35,711,365
CAMBRIDGE MEMORIAL HOSPITAL	80,642,741
CAMPBELLFORD MEMORIAL HOSPITAL	10,758,654
CANCER CARE ONTARIO	4,800,362
CARLETON PLACE & DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	6,897,914
CASEY HOUSE HOSPICE	4,111,700
CENTRAL CARE CORP	760,542
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	10,274,265
CHARTWELL MASTER CARE LP	262,890
CHATEAU GARDENS	193,719
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	50,718,754
CHELSEY PARK (OXFORD) NURSING HOME	147,547
CHELTENHAM NURSING HOME LTC	152,392
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	114,216,836
CITY OF CORNWALL	138,984
CITY OF GREATER SUDBURY	536,668
CITY OF GUELPH	174,993
CITY OF HAMILTON	392,511
CITY OF OTTAWA	914,053
CITY OF THUNDER BAY	552,602
CITY OF TORONTO	1,831,011
CLINTON PUBLIC HOSPITAL	7,247,208
COMMUNITY LIFECARE INC	166,472
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	60,446,451
COUNTY OF BRUCE	170,255
COUNTY OF ELGIN	124,506
COUNTY OF ESSEX	541,981
COUNTY OF GREY	225,698
COUNTY OF HASTINGS	252,213
COUNTY OF HURON	190,761
COUNTY OF LAMBTON	281,189

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)	
COUNTY OF LANARK	$162,300
COUNTY OF MIDDLESEX	313,042
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	148,028
COUNTY OF OXFORD	158,573
COUNTY OF PERTH	144,770
COUNTY OF PETERBOROUGH	168,874
COUNTY OF RENFREW	389,250
COUNTY OF SIMCOE	630,629
COUNTY OF WELLINGTON	221,985
CREDIT VALLEY HOSPITAL	192,492,958
DEEP RIVER HOSPITAL	4,614,324
DISTRICT OF COCHRANE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	191,244
DISTRICT OF MUSKOKA	194,635
DISTRICT OF NIPISSING SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	156,560
DIVERSICARE I LTD PARTNERSHIP	257,340
DRS PAUL AND JOHN REKAI CENTRE	174,542
DRYDEN REGIONAL HEALTH CENTRE	14,807,690
EAST NIPISSING DISTRICT HOME FOR THE AGED	148,698
ENGLEHART & DISTRICT HOSPITAL INC	4,673,883
ESPANOLA GENERAL HOSPITAL	8,435,988
EXTENDICARE	336,623
EXTENDICARE (CANADA) INC	644,841
EXTENDICARE CENTRAL ONTARIO INC	199,234
EXTENDICARE CENTRAL ONTARIO INC (PETERBOROUGH)	154,887
EXTENDICARE NORTHEASTERN ONTARIO INC	161,448
FOUR COUNTIES HEALTH SERVICES	6,573,247
FRONTENAC MANAGEMENT BOARD	178,817
GENERAL AND MARINE HOSPITAL	24,833,441
GERALDTON DISTRICT HOSPITAL	7,951,956
GLENGARRY MEMORIAL HOSPITAL	8,188,079
GRAND RIVER HOSPITAL	169,888,637
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	97,434,701
GROVES MEMORIAL COMMUNITY HOSPITAL	13,731,000
GUELPH GENERAL HOSPITAL	80,530,849
HALDIMAND WAR MEMORIAL HOSPITAL	9,740,860
HALIBURTON HIGHLANDS HEALTH SERVICES CORPORATION	6,889,038
HALTON HEALTHCARE SERVICES CORP	134,215,939
HAMILTON HEALTH SCIENCES	590,045,379
HANOVER & DISTRICT HOSPITAL	11,633,300
HEADWATERS HEALTH CARE CENTRE	32,060,214
HOMEWOOD HEALTH CENTRE INC	1,218,600
HOPITAL GENERAL DE HAWKESBURY & DISTRICT GENERAL HOSPITAL INC	17,508,948
HOPITAL NOTRE-DAME HOSPITAL (HEARST)	10,338,280

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)

HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	$227,776,255
HORNEPAYNE COMMUNITY HOSPITAL	3,385,435
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	355,875,674
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	148,955,359
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	218,588,814
HUNTSVILLE DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	23,712,498
HURONIA DISTRICT HOSPITAL	24,734,027
I O O F SENIOR CITIZEN HOMES INC	137,694
JAMES BAY GENERAL HOSPITAL	9,187,100
JOSEPH BRANT MEMORIAL HOSPITAL CORP	94,732,721
KEMPTVILLE DISTRICT HOSPITAL	7,445,725
KENORA DISTRICT SERVICES BOARD	253,204
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	226,329,685
KIRKLAND & DISTRICT HOSPITAL	15,553,277
LADY DUNN HEALTH CENTRE	5,544,156
LADY ISABELLE NURSING HOME	122,016
LADY MINTO HOSPITAL AT COCHRANE	8,114,305
LAFONTAINE LODGE LTD (COMMUNITY NURSING HOME - PICKERING)	130,331
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	23,416,703
LAKELAND LONG TERM CARE SERVICES CORPORATION	134,894
LAKERIDGE HEALTH CORP	224,877,117
LEAMINGTON DISTRICT MEMORIAL	24,123,656
LEISUREWORLD INC	1,138,832
LENNOX AND ADDINGTON COUNTY GENERAL HOSPITAL	11,798,145
LINCOLN PLACE NURSING HOME	273,489
LISTOWEL MEMORIAL HOSPITAL	10,757,197
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	581,121,493
LONGWORTH LONG TERM CARE FACILITY (DEVONSHIRE ERIN MILLS INC)	128,907
MANITOULIN HEALTH CENTRE	10,228,571
MANITOULIN-SUDBURY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	128,815
MANITOUWADGE GENERAL HOSPITAL	3,439,677
MARKHAM-STOUFFVILLE HOSPITAL	86,879,968
MARKHAVEN INCORPORATED	137,987
MATTAWA GENERAL HOSPITAL	4,181,633
MAYNARD NURSING HOME	123,550
MCCAUSLAND HOSPITAL	4,160,928
MILLENNIUM TRAIL MANOR	245,826
MONTFORT HOSPITAL	74,091,863
MOUNT SINAI HOSPITAL	236,899,182
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	263,039
NEW ORCHARD LODGE LTD	382,363
NIAGARA HEALTH SYSTEM	264,684,362

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)

NIPIGON DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	$5,031,253
NORFOLK COUNTY	199,183
NORFOLK GENERAL HOSPITAL	27,993,756
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	78,160,809
NORTH WELLINGTON HEALTH CARE CORP	11,542,100
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	204,001,005
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	605,504
NORTHUMBERLAND HEALTH CARE CORP	31,607,684
OAKWOOD RETIREMENT COMMUNITIES INC	647,256
OMNI HEALTH CARE LTD	378,672
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	74,334,809
OTTAWA HOSPITAL	528,684,979
PARKWOOD MENNONITE HOME INC	136,459
PEMBROKE REGIONAL HOSPITAL INC	43,838,458
PENETANGUISHENE GENERAL HOSPITAL	9,042,021
PERTH & SMITHS FALLS DISTRICT HOSPITAL	28,567,165
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	138,039,184
PROVIDENCE CENTRE	124,456
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	38,625,874
PROVIDENCE HEALTH CARE	44,131,011
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	98,113,887
QUINTE HEALTHCARE CORP	110,789,185
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	125,764
RED LAKE MARGARET COCHENOUR MEMORIAL HOSPITAL CORP	5,232,027
REGENCY CARE CORP	434,430
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	601,854
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	422,541
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	541,742
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	571,102
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	374,179
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	493,116
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH HEALTH CENTRE OF CORNWALL	5,892,277
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	43,880,529
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF ST CATHARINES	35,940,758
RENFREW VICTORIA HOSPITAL	20,531,482
RIVER GLEN HAVEN NURSING HOME	190,367

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)	
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	$19,189,979
ROCKCLIFFE NURSING HOME	152,285
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	53,329,031
ROUGE VALLEY HEALTH SYSTEMS	200,628,842
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	8,970,218
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	126,955,188
RUNNYMEDE HEALTHCARE CENTRE	11,608,034
SALVATION ARMY GRACE HOSPITAL	15,333,263
SAULT AREA HOSPITAL	103,061,681
SCARBOROUGH HOSPITAL	247,125,627
SEAFORTH COMMUNITY HOSPITAL	5,446,544
SENSENBRENNER HOSPITAL	12,563,971
SERVICES DE SANTE DE CHAPLEAU HEALTH SERVICES	4,911,366
SIOUX LOOKOUT MENO-YA-WIN HEALTH CENTRE	15,468,079
SISTERS OF CHARITY OF OTTAWA HEALTH SERVICES	78,162,209
SMOOTH ROCK FALLS HOSPITAL	4,267,645
SOUTH BRUCE GREY HEALTH CENTRE	25,480,978
SOUTH HURON HOSPITAL	5,942,800
SOUTH MUSKOKA MEMORIAL HOSPITAL	19,757,471
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	183,074,381
SPECIALTY CARE INC	220,846
SPECIALTY CARE MISSISSAUGA INC	224,782
ST FRANCIS MEMORIAL HOSPITAL	5,985,272
ST JOHN'S REHABILITATION HOSPITAL	20,357,734
ST JOSEPH'S CARE GROUP CORP	33,675,031
ST JOSEPHS GENERAL HOSPITAL	14,653,941
ST JOSEPH'S HEALTH CARE HAMILTON	260,436,613
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	174,575,383
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (GUELPH)	13,317,797
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	173,536,286
ST JOSEPH'S HEALTH SERVICES ASSOCIATION OF CHATHAM INC	24,755,279
ST JOSEPH'S LIFECARE CENTRE	179,321
ST MARY'S GENERAL HOSPITAL	87,639,766
ST MARYS MEMORIAL HOSPITAL	5,878,464
ST MICHAEL'S HOSPITAL	374,789,626
ST PATRICK'S HOME OF OTTAWA	178,587
ST PETER'S HOSPITAL	31,692,821
ST THOMAS-ELGIN GENERAL HOSPITAL	51,672,593
ST VINCENT DE PAUL HOSPITAL	2,341,940
STEVENSON MEMORIAL HOSPITAL	14,928,318
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	48,103,895
STRATHROY MIDDLESEX GENERAL	20,149,143
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	511,084,642
SYDENHAM DISTRICT HOSPITAL	16,538,500

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF HOSPITALS (CONT'D)	
TEMISKAMING HOSPITAL	$14,831,796
TENDERCARE LIVING CENTRE	285,931
THE HERITAGE NURSING HOME	182,234
THE O'NEILL CENTRE	238,235
THE WELLESLEY CENTRAL HEALTH CORP	178,094
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	150,383,109
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	4,785,900
TILLSONBURG DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	16,852,557
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	53,240,942
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	173,362,350
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	92,249,788
TOWN OF PARRY SOUND	148,457
TRILLIUM GIFT OF LIFE NETWORK	182,200
TRILLIUM HEALTH CENTRE	290,638,720
TRILLIUM VILLA NURSING HOME	123,564
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	194,456
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	169,265
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	678,134,263
UNIVERSITY OF OTTAWA	88,846,500
VALLEY MANOR INC	135,796
VALLEYVIEW RESIDENCE	220,085
VERSA CARE CENTRE (CENTRAL CARE CORP)	233,318
VILLA LEONARDO GAMBIN	234,807
VILLAGE OF HUMBER HEIGHTS	286,389
WEST HALDIMAND GENERAL	8,833,204
WEST LINCOLN MEMORIAL HOSPITAL	17,728,985
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	12,108,607
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	49,186,857
WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	24,868,850
WILLETT HOSPITAL	10,686,600
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	296,072,413
WILSON MEMORIAL GENERAL HOSPITAL	4,188,288
WINCHESTER DISTRICT MEM	15,631,314
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	152,992,823
WINGHAM & DISTRICT HOSPITAL	10,076,087
WOODSTOCK GENERAL HOSPITAL	35,388,028
YEE HONG CENTRE FOR GERIATIC CARE	127,147
YORK CENTRAL HOSPITAL	127,061,210
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	11,806,980
OPERATION OF RELATED FACILITIES	
ACCUEIL FRANCOPHONE DE THUNDER BAY	$294,705
BEECHWOOD PRIVATE HOSPITAL	782,100
BELLWOOD HEALTH SERVICES INC	1,483,300

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF RELATED FACILITIES (CONT'D)	
BLIND RIVER DISTRICT HEALTH CENTRE/PAVILLION SANTE DU DISTRICT DE BLIND RIVER	$483,405
BLUEWATER HEALTH	125,220
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	224,436
CANADIAN INSTITUTE FOR HEALTH INFO	864,900
CANCER CARE ONTARIO	687,289
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	358,768
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE FOR THE EASTERN COUNTIES	124,771
CREDIT VALLEY HOSPITAL	580,998
DON MILLS SURGICAL UNIT LTD	1,223,900
DRYDEN REGIONAL HEALTH CENTRE	178,932
GRAND RIVER HOSPITAL	142,900
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	155,640
HAMILTON HEALTH SCIENCES	821,158
HOPITAL GENERAL DE HAWKESBURY & DISTRICT GENERAL HOSPITAL INC	201,627
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	331,838
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	4,067,590
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	305,040
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	145,000
LAKERIDGE HEALTH CORP	304,927
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	338,358
MOUNT SINAI HOSPITAL	309,024
NIAGARA HEALTH SYSTEM	358,106
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	199,718
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	4,169,066
ONTARIO HOSPITAL ASSOCIATION	7,625,355
OTTAWA HOSPITAL	236,007
PEDIATRIC ONCOLOGY GROUP OF ONTARIO	3,912,065
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	358,237
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	321,981
QUINTE HEALTHCARE CORP	156,980
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	4,971,920
REGROUPEMENT DES INTERVENANTES ET INTERVENANTS FRANCOPHONES EN SANTE (RIFSSSO)	336,376
RESEAU DES SERVICES DE SANTE EN FRANCAIS DE L'EST DE L'ONTARIO	485,740
SAULT AREA HOSPITAL	296,429
SENSENBRENNER HOSPITAL	211,743
SHOULDICE HOSPITAL	4,991,100
ST JOSEPH'S INFIRMARY	1,341,100
ST MICHAEL'S HOSPITAL	792,749
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	3,688,105
SURGESON CARSON ASSOCIATES INC	1,131,900

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OPERATION OF RELATED FACILITIES (CONT'D)	
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	$924,800
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	182,044
TRILLIUM GIFT OF LIFE NETWORK	10,246,900
TRILLIUM HEALTH CENTRE	2,551,135
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	2,160,346
UNIVERSITY OF TORONTO	1,067,148
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	194,416
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	185,000
WOODSTOCK GENERAL HOSPITAL	144,000
WOODSTOCK PRIVATE HOSPITAL	784,700
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,591,430
GRANTS TO COMPENSATE FOR MUNICIPAL TAXATION - PUBLIC HOSPITALS	
HAMILTON HEALTH SCIENCES	$152,400
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	121,800
OTTAWA HOSPITAL	126,675
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	122,025
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	129,975
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	123,150
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,928,525
LONG TERM CARE HOMES	
CENTRAL CARE CORP	$108,430,310
1245556 ONTARIO INC	4,862,559
1367178 ONTARIO INC (THE WOODHAVEN)	7,536,254
412506 ONTARIO LTD	2,084,093
458422 ONTARIO LTD	1,831,479
477281 ONTARIO LTD (COLEMAN CARE CENTRE)	3,782,056
478729 ONTARIO LTD	1,971,367
488491 ONTARIO INC - AVALON CARE CENTRE	5,217,160
503382 ONTARIO LTD	2,414,276
656955 ONTARIO LTD	2,405,468
913096 ONTARIO LIMITED	4,371,320
941068 ONTARIO INC	6,929,180
AFTON PARK PLACE	4,617,419
ALBRIGHT GARDEN HOMES INC	7,351,863
ALEXANDER PLACE	4,829,825
ALGONQUIN NURSING HOME OF MATTAWA LTD	2,562,571
ALMONTE GENERAL HOSPITAL	3,063,792
ALTAMONT NURSING HOME	5,685,412
ANSON GENERAL HOSPITAL	2,243,501
APHASIA INSTITUTE	177,000
ARBOUR CREEK LONG TERM CARE CENTRE (THOMAS HEALTH CARE CORP)	4,905,954

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
BABCOCK COMMUNITY CARE CENTRE INC - BABCOCK NURSING AND REST HOMES LTC	$2,070,959
BANWELL GARDENS	5,373,890
BARTON PLACE NURSING HOME	7,723,193
BARTON RETIREMENT INC	3,792,089
BAY HAVEN NURSING HOME	2,241,810
BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	20,805,501
BELCREST NURSING HOMES LTD	4,879,586
BELLA SENIOR CARE RESIDENCES INC	6,112,719
BENNETT HEALTH CARE CENTRE	2,167,817
BETHAMMI	3,805,917
BETHANY LODGE	3,198,262
BLACKADAR CONTINUING CARE CENTRE	2,656,383
BLENHEIM COMMUNITY VILLAGE	2,332,524
BLIND RIVER DISTRICT HEALTH CENTRE/PAVILLION SANTE DU DISTRICT DE BLIND RIVER	810,205
BLUE WATER REST HOME	1,954,545
BOARD OF MANAGEMENT FOR THE DISTRICT OF ALGOMA	3,415,397
BOARD OF MANAGEMENT FOR THE DISTRICT OF PARRY SOUND WEST HOME FOR THE AGED	3,502,157
BOARD OF MANAGEMENT FOR THE HOME FOR THE AGED WEST NIPISSING	4,787,806
BOARD OF MANAGEMENT OF THE DISTRICT KENORA	2,049,180
BONNIE BRAE HEALTH CARE CENTRE	2,656,937
BRAEMER RETIREMENT CENTRE	2,454,220
BROADVIEW FOUNDATION	5,642,355
BROADVIEW NURSING CENTRE LTD	2,573,276
BROTHERHOOD FOUNDATION	5,097,459
BROUILLETTE MANOR (1230839 ONTARIO LTD)	1,998,780
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT (CAMBRIDGE COUNTY MANOR)	2,776,782
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (FERGUS)	2,776,351
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (ARTHUR)	2,418,846
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (BOURGET)	2,267,253
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (COBDEN)	2,192,712
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (HARRISTON)	2,799,456

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (LINDSAY)	$4,064,752
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (LISTOWEL NURSING HOME)	1,790,256
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (MARMORA)	2,845,348
CARESSANT CARE NURSING & RETIREMENT HOMES LTD (SACRED HEART VILLA)	1,830,601
CARESSANT CARE NURSING AND RETIREMENT HOMES LTD (WOODSTOCK)	5,720,886
CARESSANT CARE ON BONNIE PLACE	3,895,643
CARESSANT CARE ON MARY BUCKE	2,072,015
CARESSANT CARE ON MCLAUGHLIN ROAD	3,648,018
CARVETH NURSING HOME LTD	3,150,130
CASA VERDE HEALTH CENTRE	6,697,456
CEDARVALE LODGE	2,235,851
CENTENNIAL PLACE MILLBROOK INC	4,488,845
CENTRAL CANADIAN DISTRICT CHIRSTIAN & MISSIONARY ALLIANCE - CAMA WOODLANDS	2,274,764
CENTRAL PARK LODGE	3,921,602
CENTRE D'ACCUEIL ROGER SEGUIN	3,571,847
CHARTWELL MASTER CARE LP	34,050,728
CHATEAU GARDENS	14,131,835
CHELSEY PARK (OXFORD) NURSING HOME	8,914,938
CHELTENHAM NURSING HOME LTC	6,347,070
CHRISTIE GARDENS APARTMENTS AND CARE INC	2,794,717
CITY OF CORNWALL	4,333,519
CITY OF GREATER SUDBURY	12,003,694
CITY OF HAMILTON	13,893,850
CITY OF KINGSTON	5,501,434
CITY OF LONDON	9,070,879
CITY OF OTTAWA	23,512,154
CITY OF ST THOMAS	4,507,732
CITY OF THUNDER BAY	14,588,110
CITY OF TIMMINS	6,008,293
CITY OF TORONTO	97,627,595
CITY OF WINDSOR	7,775,432
CLARION NURSING HOME	3,400,655
CLASSIS HAMILTON HOME FOR THE AGED	4,452,934
COLLINGWOOD NURSING HOME LTD	2,080,431
COMMUNITY LIFECARE INC	11,923,267
COPERNICUS LODGE INC	8,063,967
COPPER TERRACE	5,050,242
COUNTRY LANE LONG TERM CARE RES	1,283,336

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
COUNTRY TERRACE NURSING HOME	$4,108,292
COUNTRY VILLAGE HEALTH CARE CENTRE	3,418,472
COUNTY OF BRUCE	8,669,170
COUNTY OF DUFFERIN	5,477,670
COUNTY OF ELGIN	8,321,989
COUNTY OF ESSEX	6,759,226
COUNTY OF FRONTENAC	4,862,325
COUNTY OF GREY	10,025,410
COUNTY OF HALIBURTON	1,200,232
COUNTY OF HASTINGS	13,381,670
COUNTY OF HURON	5,827,578
COUNTY OF LAMBTON	11,292,371
COUNTY OF LANARK (LANARK LODGE)	5,068,815
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	6,188,035
COUNTY OF MIDDLESEX	5,375,571
COUNTY OF OXFORD	7,252,813
COUNTY OF PRINCE EDWARD	2,896,171
COUNTY OF RENFREW	12,129,676
COUNTY OF SIMCOE	15,889,608
COUNTY OF WELLINGTON	5,444,844
CRAIGHOLME NURSING HOME	2,631,331
CRAIGLEE NURSING HOME	5,863,446
CREEDAN VALLEY NURSING HOME LTD.	2,076,429
CRESCENT PARK LODGE	2,245,589
CROWN RIDGE HEALTH CARE SERVICES INC	6,073,406
D M HALL HOLDINGS INC	2,292,007
DEEP RIVER HOSPITAL	420,228
DELCARE CAWTHRA GARDENS	7,063,549
DELHI NURSING HOME	2,129,941
DERBECKERS HERITAGE HOUSE LTD.	2,544,614
DEVONSHIRE ERIN MILLS INC	9,339,950
DISTRICT OF KENORA HOME FOR THE AGED	4,479,285
DISTRICT OF MANITOULIN BOARD	2,111,645
DIVERSICARE CANADA - HARDY TERRACE	3,749,926
DIVERSICARE I LTD PARTNERSHIP	19,170,995
DON MILLS FOUNDATION SENIOR CITIZENS INC	4,407,477
DRS PAUL AND JOHN REKAI CENTRE	4,275,420
DUNDAS MANOR LTD	3,385,565
EAST NIPISSING DISTRICT HOME FOR THE AGED	6,987,120
EASTHOLME EAST DISTRICT OF PARRY SOUND HOME FOR THE AGED	4,224,082
EDEN HOUSE NURSING HOME	2,065,324
ELGIN ABBEY NURSING HOME	978,599
ELGINWOOD LTCC	4,557,070
ELISABETH BRUYERE RESEARCH INSTITUTE	509,500
ELM GROVE LIVING CENTRE INC	4,610,176

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
ERRINRUNG NURSING HOME	$2,160,707
ESPANOLA GENERAL HOSPITAL	1,151,127
ESTONIAN RELIEF COMMITTEE IN CANADA	1,119,385
EXETER VILLA NURSING HOME	1,767,359
EXTENDICARE	25,101,908
EXTENDICARE (CANADA) INC	93,553,226
EXTENDICARE (SCARBOROUGH LTC)	5,777,571
EXTENDICARE CENTRAL ONTARIO INC	13,752,747
EXTENDICARE CENTRAL ONTARIO INC (PETERBOROUGH)	6,594,090
EXTENDICARE NORTHEASTERN ONTARIO INC	14,209,404
F J DAVEY HOME	13,759,996
FAIRFIELD PARK	3,626,714
FAIRHAVEN HOME FOR SENIOR CITIZENS	8,723,764
FAIRVIEW LODGE	6,696,718
FAIRVIEW MENNONITE HOMES	2,735,133
FAIRVIEW NURSING HOME	3,825,739
FENELON COURT LONG TERM CARE CENTRE	2,116,041
FIDDICK'S NURSING HOME LTD.	3,636,476
FINLANDIA NURSING HOME LTD.	4,325,545
FLYNN AMICO CANADA INC	1,499,902
FORDWICH VILLAGE NURSING HOME	1,188,722
FOSTERBROOKE NEWCASTLE HEALTH CARE CENTRE	3,116,152
FOYER DES PIONNIERS	2,432,170
FOYER RICHELIEW WELLAND INC	2,039,507
FROST MANOR	2,108,757
GARDEN COURT NURSING HOME	1,508,165
GEM HEALTH CARE GROUP	2,673,086
GENESIS GARDENS INC	2,256,853
GIBSON HOLDINGS (ONTARIO) LTD.	3,622,571
GLEBE CENTRE INC	8,374,377
GOLDEN DAWN SENIOR CITIZENS HOME	1,281,920
GOLDEN PLOUGH LODGE	4,811,553
GOLDEN YEARS NURSING HOMES (CAMBRIDGE) INC	3,046,242
GOOD SAMARITAN NURSING HOMES LTD.	2,286,800
GOVERNING COUNCIL OF SALVATION ARMY	3,957,361
GRACE VILLA (HAMILTON)	6,448,463
GROVE PARK HOME FOR SENIOR CITIZENS INC	4,523,096
HALDIMAND COUNTY	5,513,590
HALIBURTON HIGHLANDS HEALTH SERVICES CORPORATION	1,744,241
HAMILTON CONVALESCENT CENTRE	2,437,262
HANOVER CARE CENTRE	1,456,215
HAROLD AND GRACE BAKER CENTRE	4,383,365
HEIDEHOF HOME FOR THE AGED	3,759,441

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)

HELLENIC CARE FOR SENIORS (TORONTO)	$2,725,048
HELLENIC HOME FOR THE AGED IN	4,285,898
HERITAGE GREEN NURSING HOME	6,069,848
HERON TERRACE LONG TERM CARE COMMUNITY	5,271,472
HEUTINCK NURSING HOME LTD - HILLTOP MANOR NURSING HOME	3,002,349
HILLCREST VILLAGE INC	3,806,816
HILLSIDE MANOR	3,036,838
HILLTOP MANOR NURSING HOME LTD	1,961,033
HOLLAND CHRISTIAN HOMES INC	8,643,601
HON R & H LAWSON EVENTIDE HOME	3,057,109
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	247,812
HUNTSVILLE DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	390,567
HUNTSVILLE DISTRICT NURSING HOME INC	2,689,308
I O O F SENIOR CITIZEN HOMES INC	4,885,534
IDLEWYLD MANOR	6,805,556
INA GRAFTON GAGE HOME TORONTO	3,805,828
IROQUOIS LODGE NURSING HOME	1,568,414
JOHN NOBLE HOME	5,595,161
KEAY NURSING HOMES INC	1,975,928
KENNEDY LODGE NURSING HOME	10,730,836
KENSINGTON HEALTH CENTRE	12,445,753
KENSINGTON VILLAGE	4,332,479
KING CITY LODGE NURSING HOME	1,338,989
KING NURSING HOME LTD	2,926,014
KINGSWAY LODGE NURSING HOME	2,234,519
KNOLLCREST LODGE	2,578,996
KRISTUS DARZS HOME FOR THE AGED	2,884,984
LABDARA LITHUANIAN NURSING HOME	3,124,822
LADY ISABELLE NURSING HOME	2,112,132
LADY MINTO HOSPITAL AT COCHRANE	1,170,718
LAFONTAINE LODGE LTD.	2,606,173
LAFONTAINE LODGE LTD (COMMUNITY NURSING HOME - PICKERING)	9,009,499
LAKELAND LONG TERM CARE SERVICES CORPORATION	2,662,202
LAKESIDE LONG TERM CARE CENTRE NURSING HOME	4,558,919
LAND O'LAKES COMMUNITY SERVICES	2,155,412
LAPOINTE FISHER NURSING HOME LTD	3,098,759
LEACOCK CARE CENTRE (ORILLIA)	5,346,442
LEAMINGTON NURSING HOME	4,103,410
LEAMINGTON UNITED MENNONITE HOMES & APTS	2,886,109
LEISUREWORLD CREEMORE INC	4,581,145
LEISUREWORLD INC	107,591,285
LINCOLN PLACE NURSING HOME	8,084,660
LOCAL 837 NURSING HOME (HAMILTON) CORP	5,102,109

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)

LONGWORTH LONG TERM CARE FACILITY (DEVONSHIRE ERIN MILLS INC)	$5,862,497
MAITLAND MANOR	3,093,869
MALDEN PARK CONTINUING CARE CENTRE - WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	7,194,993
MANITOULIN LODGE	2,052,602
MANORCARE PARTNERS I	2,744,358
MANORCARE PARTNERS II	2,251,031
MAPLE MANOR NURSING HOME	3,531,350
MAPLE PARK LODGE (1365853 ONT LTD O/A)	3,596,638
MAPLE VILLA NURSING HOME	3,281,147
MAPLES HOMES FOR SENIORS	1,374,922
MAPLEWOOD	1,768,466
MAPLEWOOD NURSING HOME LTD	3,077,035
MARIANHILL INC	4,308,860
MARIANN NURSING HOME AND RESIDENCE	2,194,398
MARKHAVEN INCORPORATED	3,483,514
MARYBAN HOLDINGS LTD	5,953,551
MARYCREST HOME FOR THE AGED	8,061,898
MAXVILLE MANOR	4,264,695
MAYNARD NURSING HOME	2,952,374
MCCORMICK HOMES FOR THE AGED	5,175,723
MEADOW PARK (CHATHAM) NURSING HOME	3,629,293
MEADOW PARK (LONDON) INC	4,287,093
MEAFORD NURSING HOME	2,611,862
MENNONITE BRETHERN SENIOR CITIZEN HOME	2,247,331
MENNONITE HOME ASSOCIATION OF YORK COUNCIL INC	3,591,218
MERCEDES CORPORATION	2,229,517
METRO TORONTO LEGION VILLAGE	3,169,892
MIDDLESEX TERRACE	3,321,955
MILLENNIUM TRAIL MANOR	6,293,529
MIRDEM NURSING HOMES LTD	2,938,326
MISSISSAUGA ITALIAN CANADIAN BENEVOLENT ASSOCIATION - VILLA FORUM	6,284,454
MISSISSAUGA LONG TERM CARE FACILITY LTC	1,956,869
MITCHELL NURSING HOME LTD	1,571,834
MOHAWK COUNCIL OF AKWESASNE	1,483,203
MON SHEONG FOUNDATION	11,340,886
MON SHEONG SCARBOROUGH LONG-TERM CARE CENTRE	5,904,067
MORRISTON PARK NURSING HOME	906,537
MOUNT NEMO CHRISTIAN NURSING HOME	2,191,155
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	10,359,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
MUSKOKA LANDING (A DIV OF HUNTSVILLE LONG TERM CARE CENTRE INC)	$3,442,147
NEW ORCHARD LODGE LTD	21,176,146
NISBET LODGE	3,430,691
NORFOLK COUNTY	5,637,494
NORFOLK HOSPITAL NURSING HOME	2,771,833
NORTH CENTENNIAL MANOR INC	2,451,144
NORTH PARK NURSING HOME	2,663,283
NORTH RENFREW LONG TERM CARE	649,869
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	7,216,280
NORTHVIEW NURSING HOME	1,429,910
NORWOOD NURSING HOME	2,330,539
OAKWOOD PARK LODGE	5,585,200
OAKWOOD RETIREMENT COMMUNITIES INC	30,262,344
OMNI HEALTH CARE LTD	26,225,980
ONTARIO COMMUNITY SUPPORT ASSOCIATION	2,440,633
ONTARIO FINNISH RESTHOME ASSOCIATION	2,212,552
OTTAWA JEWISH HOME FOR THE AGED	3,403,325
OXFORD REGIONAL NURSING HOME	2,794,315
PARK LANE TERRACE NURSING HOME	4,608,352
PARKVIEW MANOR HEALTH CARE CENTRE	1,135,305
PARKVIEW MEADOWS RETIREMENT VILLAGE	805,740
PARKVIEW NURSING CENTRE	4,522,734
PARKWOOD MENNONITE HOME INC	3,338,607
PEEL NON-PROFIT HOUSING CORP	1,274,791
PEOPLE CARE STRATFORD INC	2,200,585
PEOPLE CARE TAVISTOCK INC	3,579,583
PERLEY & RIDEAU VETERANS' HEALTH CENTRE	17,869,453
PINE VILLA NURSING HOME (THOMAS HEALTH CARE CORP)	1,401,979
PINECREST MANOR NURSING HOME	1,965,288
PINECREST NURSING HOME	2,066,898
PINEHAVEN NURSING HOME	3,106,466
PLEASANT MANOR RETIREMENT VILLAGE	1,273,940
PLEASANT MEADOW MANOR	2,180,382
PROVIDENCE CENTRE	12,491,414
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	7,919,705
QUEENSWAY NURSING HOME	2,061,396
REGENCY CARE CORP	20,279,198
REGENCY MANOR NURSING HOME	2,185,990
REGENCY PARK NURSING/ RETIREMENT CENTRE (REGENCY/CHATEAU CARE CORP)	5,009,415
REGINA GARDENS	4,900,593

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	$20,039,307
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	17,358,758
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	31,672,771
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	27,393,616
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	9,813,343
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH HEALTH CENTRE OF CORNWALL	4,901,686
RICHMOND TERRACE (1537480 ONTARIO LTD)	3,817,853
RITZ LUTHERAN VILLA	2,476,140
RIVER GLEN HAVEN NURSING HOME	4,226,025
RIVERSIDE HEALTH CARE CENTRE	2,238,530
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	6,456,265
RIVERVIEW MANOR NURSING HOME	4,297,105
ROBERTA PLACE	5,307,748
ROCKCLIFFE NURSING HOME	7,350,009
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	3,975,571
SAINT LUKE'S PLACE	3,873,212
SALVATION ARMY	8,456,115
SARA VISTA NURSING CENTRE (HURONIA NURSING HOME LTD)	2,126,285
SAUGEEN VALLEY NURSING CENTRE	3,132,213
SAULT AREA HOSPITAL	1,611,486
SEAFORTH MANOR	2,196,651
SELF-HELP RESOURCE CENTRE OF GREATER TORONTO	218,225
SENIORS CARE OPERATION	2,844,811
SHALOM VILLAGE NURSING HOME	4,867,659
SHANTI ENTERPRISES LTD	2,476,896
SHELBURNE RESIDENCE (PROVINCIAL LONG TERM CARE INC)	2,129,996
SHEPHERD VILLAGE INC	8,577,806
SHERWOOD PARK MANOR	3,603,750
SISTERS OF CHARITY OF OTTAWA HEALTH SERVICE	9,736,271
SLOVENIAN LINDEN FOUNDATION	2,248,197
SOUTHAMPTON CARE CENTRE INC	3,015,814
SOUTHLAKE RESIDENTIAL CARE VILLAGE	7,496,031
SOUTHRIM ENTERPRISES INC	6,300,704
SPECIALTY CARE BRADFORD INC	5,837,725
SPECIALTY CARE CASE MANOR INC	2,873,718
SPECIALTY CARE GRANITE RIDGE	8,367,272
SPECIALTY CARE INC	9,977,100
SPECIALTY CARE MISSISSAUGA INC	6,135,713
SPENCER HOUSE INC	3,956,197
SPRINGDALE COUNTRY MANOR	2,355,849
SPRUCE LODGE HOME FOR THE AGED	4,074,428
SPRUCEDALE CARE CENTRE INC	3,571,402
ST CLAIR O'CONNOR COMMUNITY INC	809,564

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
ST JOSEPH'S CARE GROUP HOGARTH-WESTMOUNT SITE	$3,612,019
ST JOSEPHS GENERAL HOSPITAL	2,301,331
ST JOSEPH'S HEALTH CARE DUNDAS	12,956,081
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	15,529,956
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (GUELPH)	4,803,663
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE OF SUDBURY	4,725,590
ST JOSEPH'S LIFECARE CENTRE	8,108,744
ST JOSEPH'S MOTHER HOUSE	471,735
ST PATRICK'S HOME OF OTTAWA	6,320,413
ST PETER'S RESIDENCE AT CHEDOKE	7,675,374
STAYNER NURSING HOME	1,645,984
STEEVES & ROZEMA ENTERPRISES LIMITED	5,025,633
SUMAC LODGE	3,256,128
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	350,221
SUNNYCREST NURSING HOME LTD	4,913,808
SURGESON CARSON IN TRUST	6,189,202
TEMISKAMING LODGE	2,851,290
TENDERCARE LIVING CENTRE	9,975,796
TENDERCARE NURSING HOME	4,100,174
THE ELLIOTT HOME FOR THE AGED	3,000,759
THE GROVE ARNPRIOR & DISTRICT NURSING HOME	1,927,379
THE HENLEY HOUSE	6,039,849
THE HERITAGE NURSING HOME	7,948,761
THE O'NEILL CENTRE	6,715,077
THE PINES LONG TERM CARE FACILITY DISTRICT MUNICIPALITY OF MUSKOKA	5,724,958
THE VILLAGE RIDGETOWN	1,543,690
THE WELLESLEY CENTRAL HEALTH CORP	4,764,965
THE WESTBURY	7,113,473
THE WESTMOUNT (1367178 ONTARIO INC)	6,143,818
THE WILLOWGROVE	6,586,618
THE WILLOWS ESTATE NURSING HOME	2,991,925
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	2,189,534
TILBURY MANOR NURSING HOME	2,651,797
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	390,413
TORONTO AGED MENS AND WOMENS HOMES	4,566,338
TORONTO FINNISH CANADIAN SENIOR CENTRE	1,253,012
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	324,703
TOWN OF KIRKLAND LAKE	2,274,854
TOWNSHIP OF OSGOODE CARE CENTRE	3,504,640
TRENT VALLEY LODGE LTD	2,363,339
TRI-COUNTY MENNONITE HOMES	4,547,383

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
TRILLIUM HEALTH CENTRE	$322,790
TRILLIUM VILLA NURSING HOME	5,014,467
TRILOGY LONG TERM CARE	7,561,941
TRINITY VILLAGE CARE CENTRE	5,787,057
TUFFORD NURSING HOME LTD	2,283,477
TWIN LAKES TERRACE LONG TERM CARE COMMUNITY	2,024,329
TWIN OAKS OF MARYHILL INC	1,048,205
TYNDALL NURSING HOME LTD	5,318,289
UKRAINIAN CANADIAN CARE CENTRE	4,207,143
UKRAINIAN HOME FOR THE AGED	2,822,255
UNGER NURSING HOMES LTD	3,921,442
UNIONVILLE HOME SOCIETY	5,680,527
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	9,515,925
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	4,688,897
UNITED MENNONITE HOME FOR THE AGED	4,485,071
UNIVERSITY OF WATERLOO	500,000
VALLEY EAST LONG TERM CARE CENTRE INC	4,848,380
VALLEY MANOR INC	3,196,010
VALLEY PARK LODGE	2,333,650
VALLEYVIEW RESIDENCE	6,314,635
VERSA CARE	22,460,617
VERSA CARE CENTRE (CENTRAL CARE CORP)	61,363,174
VICTORIA MANOR HOME FOR THE AGED	6,239,178
VICTORIA VILLAGE INC	4,874,153
VILLA COLOMBO HOMES FOR THE AGED	14,160,315
VILLA HOMES CORP	4,004,770
VILLA LEONARDO GAMBIN	6,299,493
VILLA MARCONI	4,471,917
VILLAGE GREEN NURSING HOME	2,220,274
VILLAGE OF HUMBER HEIGHTS	7,678,731
VILLAGE OF NIAGARA INA GRAFTON GAGE	1,291,238
VILLAGE SENIORS' COMMUNITY	2,483,041
VISION 74 INC	3,607,145
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	4,000,000
WATFORD QUALITY CARE CENTRE	2,063,753
WELLAND COUNTY GENERAL HOSPITAL	2,512,268
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	618,451
WEST PARK CENTRE	2,670,848
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	151,322
WEST PARK LONG TERM CARE CENTRE	7,419,720
WESTLAKE TERRACE	1,576,569
WIKWEMIKONG NURSING HOME	1,727,947
WILDWOOD CARE CENTRE INC	2,086,955
WINSTON HALL NURSING HOMES LTD	3,686,320

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LONG TERM CARE HOMES (CONT'D)	
WOODS PARK CARE CENTRE INC	$5,008,276
WYNDHAM MANOR	4,700,874
YEE HONG CENTRE FOR GERIATIC CARE	32,547,586
YORK CENTRAL HOSPITAL	4,071,614
YORK REGION MAPLE HEALTH CENTRE	3,424,838
YORK REGION NEWMARKET HEALTH CENTRE	5,252,318
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	654,962
COMMUNITY CARE ACCESS FACILITIES	
ACCESS CENTRE FOR COMMUNITY CARE IN LANARK LEEDS & GRENVILLE	$24,473,241
ACCESS CENTRE FOR HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES	24,623,197
ALGOMA COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	15,376,952
BRANT COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	16,075,188
COCHRANE DISTRICT COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	10,820,978
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) CHATHAM-KENT	16,224,383
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) ELGIN COUNTY	10,639,653
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) FOR KENORA & RAINY RIVER DISTRICTS	9,955,985
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) FOR THE EASTERN COUNTIES	30,082,243
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) GREY-BRUCE	25,620,864
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) HALDIMAN-NORFOLK	15,326,932
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) HALTON	40,662,283
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) HURON COUNTY	9,935,092
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) KINGSTON FRONTENAC LENNOX & ADDINGTON	27,716,425
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) LONDON-MIDDLESEX COUNTY	49,537,878
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) NIAGARA	58,186,223
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) OF THE DISTRICT OF THUNDER BAY CENTRE D'ACCES AUX S	20,740,245
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) OXFORD COUNTY	14,611,925

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY CARE ACCESS FACILITIES (CONT'D)	
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) PEEL	$86,755,373
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) PERTH COUNTY	10,510,191
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) SARNIA-LAMBTON COUNTY	17,614,871
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) SIMCOE COUNTY	46,518,801
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) TORONTO	102,187,370
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) WATERLOO REGION	48,960,792
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) WELLINGTON-DUFFERIN	34,125,334
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	5,482,755
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) YORK REGION	68,620,995
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (C.C.A.C.) TIMISKAMING CENTRE D'ACCES AUX SOINS COMMUNAUTAIRES	5,234,314
DURHAM ACCESS TO CARE	52,258,741
EAST YORK ACCESS CENTRE FOR COMMUNITY SERVICES	14,236,273
ETOBICOKE AND YORK COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	57,810,949
HALIBURTON NORTHUMBERLAND AND VICTORIA LONG TERM CARE ACCESS CENTRE	28,699,220
HAMILTON COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	66,161,561
HUNTSVILLE DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	11,037,420
MANITOULIN-SUDBURY COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	24,847,138
NEAR NORTH COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	14,008,041
NORTH YORK COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	74,854,979
ONTARIO ASSOC FOR COMMUNITY CARE ACCESS CENTRES (OACCAC)	17,174,649
OTTAWA COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	90,761,617
OTTAWA HOSPITAL	400,000
PETERBOROUGH COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	21,361,566
PLAINFIELD COMMUNITY HOMES	120,000
RENFREW COUNTY COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	17,855,617
SCARBOROUGH COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE (SCARBOROUGH)	61,883,355

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY CARE ACCESS FACILITIES (CONT'D)	
WINDSOR/ESSEX COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	$47,942,965
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	5,436
COMMUNITY SUPPORT SERVICES	
ACCESS APARTMENTS	$647,227
ACCESS BETTER LIVING INC/VIE INDEPENDANTE ET ENRICHIE	267,158
ACCESS CENTRE FOR COMMUNITY CARE IN LANARK LEEDS & GRENVILLE	170,054
ACCESS CENTRE FOR HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES	158,814
ACTIVITY HAVEN SENIOR CENTRE INC (PETERBOROUGH)	123,843
ADULT RECREATION THERAPY CENTRE	306,499
AIDE AUX SENIORS DE SUDBURY-EST/ SUDBURY EAST SENIORS SUPPORT INC	182,637
ALGONQUINS OF PIKWAKANAGAN	199,337
ALZEIMERS' SOCIETY OF BRANT	391,788
ALZHEIMER SOCIETY OF CHATHAM-KENT	552,838
ALZHEIMER SOCIETY OF CORNWALL & DISTRICT	622,613
ALZHEIMER SOCIETY OF DURHAM REGION	289,184
ALZHEIMER SOCIETY OF GUELPH-WELLINGTON	132,993
ALZHEIMER SOCIETY OF HALDIMAND NORFOLK	279,501
ALZHEIMER SOCIETY OF HAMILTON & HALTON	457,829
ALZHEIMER SOCIETY OF LANARK COUNTY	342,968
ALZHEIMER SOCIETY OF OTTAWA-CARLETON	244,913
ALZHEIMER SOCIETY OF OXFORD	165,715
ALZHEIMER SOCIETY OF PEEL	2,122,105
ALZHEIMER SOCIETY OF PETERBOROUGH AND AREA	217,135
ALZHEIMER SOCIETY OF SAULT STE MARIE & ALGOMA DISTRICT	126,297
ALZHEIMER SOCIETY OF SUDBURY-MANITO LTC	566,646
ALZHEIMER SOCIETY OF THE NIAGARA REGION	877,827
ALZHEIMER SOCIETY OF VICTORIA COUNTY	128,904
ALZHEIMER SOCIETY OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	794,180
ALZHEIMER SOCIETY OF YORK REGION	1,178,498
AMHERSTBURG COMMUNITY SERVICES	180,755
APHASIA INSTITUTE	684,024

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
ARTS WITH THE HANDICAPPED FOUNDATION CANADA-ARTS CAROUSEL LTD	$1,134,642
ASSOCIATION FOR PERSONS WITH PHYSICAL DISABILITIES OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	1,409,563
BALANCE	530,707
BARRIE AREA NATIVE ADVISORY CIRCLE	124,402
BARRY'S BAY & AREA SENIOR CITIZENS HOME SUPPORT SERVICES	135,265
BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	1,911,295
BAYVIEW COMMUNITY HOSPICE	245,808
BEAUSOLEIL FIRST NATION	276,062
BELLWOODS CENTRES FOR COMMUNITY LIVING INC	2,704,263
BERNARD BETEL CENTRE FOR CREATIVE LIVING	739,735
BIG TROUT LAKE FIRST NATION	138,985
BLIND RIVER DISTRICT HEALTH CENTRE/PAVILLION SANTE DU DISTRICT DE BLIND RIVER	123,659
BOARD OF MANAGEMENT FOR THE DISTRICT OF PARRY SOUND WEST HOME FOR THE AGED	163,114
BOARD OF MANAGEMENT FOR THE HOME FOR THE AGED WEST NIPISSING	446,381
BOYS & GIRLS CLUB OF LONDON	366,769
BRAMPTON MEALS ON WHEELS	210,551
CALEDON COMMUNITY SERVICES	431,086
CALEDON MEALS ON WHEELS	162,411
CALL-A-SERVICE INC	261,929
CANADIAN HEARING SOCIETY	5,504,143
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	5,768,395
CANADIAN PARAPLEGIC ASSOCIATION	4,645,982
CANADIAN RED CROSS SOCIETY/ LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	8,380,469
CAREGIVERS MUSKOKA/PARRY SOUND	138,460
CATHOLIC FAMILY SERVICES OF HAMILTON-WENTWORTH	275,110
CENTRAL AND NORTHERN ETOBICOKE HOME SUPPORT SERVICES	780,770
CENTRAL FRONTENAC COMMUNITY SERVICES CORP	236,660
CENTRAL NEIGHBOURHOOD HOUSE ASSOCIATION	725,983
CENTRE DE SERVICES GUIGUES	736,467
CENTRE FOR INDEPENDENT LIVING IN TORONTO (CILT) INC	23,754,233
CENTRES FOR SENIORS WINDSOR	227,518

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)

CHESHIRE HOMES	$1,030,393
CHESHIRE HOMES OF LONDON INC	4,071,106
CHINESE SENIORS SUPPORT SERVICES ASSOCIATION	637,860
CHIPPEWAS OF KETTLE & STONY POINT	442,090
CHIPPEWAS OF MNJIKANING FIRST NATION	256,012
CHIPPEWAS OF NAWASH	173,177
CHIPPEWAS OF SARNIA FIRST NATION	308,307
CHIPPEWAS OF SAUGEEN	158,200
CHIPPEWAS OF THE THAMES FIRST NATION	368,279
CITY OF CAMBRIDGE	440,126
CITY OF CORNWALL	274,447
CITY OF GREATER SUDBURY	272,010
CITY OF HAMILTON	1,887,120
CITY OF KINGSTON	123,254
CITY OF KITCHENER	453,514
CITY OF LONDON	554,701
CITY OF MISSISSAUGA	358,025
CITY OF OTTAWA	2,553,875
CITY OF THUNDER BAY	406,810
CITY OF TIMMINS	213,483
CITY OF TORONTO	4,293,409
CITY OF WATERLOO	524,448
COLLINGWOOD GENERAL & MAR HOSPITAL	186,674
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE KINGSTON FRONTENAC LENNOX & ADDINGTON	186,406
COMMUNITY CARE CONCEPTS OF WOOLWICH WELLESLEY & WILMOT	512,304
COMMUNITY CARE DURHAM - C O P E	3,211,468
COMMUNITY CARE EAST YORK INC	1,916,451
COMMUNITY CARE FOR CENTRAL HASTINGS	261,366
COMMUNITY CARE FOR NORTH HASTINGS	216,938
COMMUNITY CARE FOR SOUTH HASTINGS	439,995
COMMUNITY CARE HALIBURTON COUNTY	473,154
COMMUNITY CARE NORTHUMBERLAND	711,217
COMMUNITY CARE PETERBOROUGH	795,240
COMMUNITY HOME ASSISTANCE TO SENIORS	3,197,060
COMMUNITY HOME SUPPORT - LANARK COUNTY	738,098
COMMUNITY RESOURCE CENTRE OF GOULBURN KANATA & WEST CARLETON	842,763

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)

COMMUNITY SERVICES TO JEWISH ELDERLY	$2,005,657
COMMUNITY SUPPORT SERVICES OF NIAGARA REGION (CSSN)	813,902
CONFEDERATION COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	293,604
COPERNICUS LODGE INC	167,300
COUNTY OF DUFFERIN	397,423
COUNTY OF ELGIN	279,740
COUNTY OF HASTINGS	168,509
COUNTY OF LAMBTON	429,043
COUNTY OF RENFREW	454,780
COUNTY OF SIMCOE	310,881
CRAIGWIEL GARDENS INC	200,459
CUMBERLAND HOME SUPPORT FOR THE FRAIL ELDERLY	201,445
CURVE LAKE FIRST NATION	210,347
DEER LAKE FIRST NATION	131,132
DILICO OJIBWAY CHILD & FAMILY SERVICES	1,050,525
DISABLED PERSONS COMMUNITY RESOURCES	410,631
DISTRICT OF KENORA HOME FOR THE AGED	571,621
DIXON HALL	159,062
DON MILLS FOUNDATION SENIOR CITIZENS INC	1,298,345
DOROTHY LEY HOSPICE INC	313,515
DOWNSVIEW SERVICES TO SENIORS	1,423,707
EAST NIPISSING DISTRICT HOME FOR THE AGED	486,855
EAST WELLINGTON ADVISORY GROUP	140,397
EAST YORK MEALS ON WHEELS INC	248,143
EASTERN OTTAWA RESOURCE CENTRE	299,688
EASTHOLME EAST DISTRICT OF PARRY SOUND HOME FOR THE AGED	219,050
ESSEX COMMUNITY SERVICES	164,171
ETOBICOKE SERVICES FOR SENIORS	1,216,463
F J DAVEY HOME	216,758
FAIRVIEW LODGE	582,680
FAMILY COUNSELLING SERVICE VOLUNTEERS & INFORMATION	184,497
FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF METRO TORONTO	289,652
FAMILY SERVICE OF KENT	377,044
FAMILY SERVICES PERTH-HURON	221,551
FOUR COUNTIES HEALTH SERVICES	128,660
FRIENDS SUPPORTING THOSE WITH LONG TERM HEALTH CARE NEEDS	1,290,026
FRIULI BENEVOLENT CORP	206,602
GANANOQUE & AREA SERVICES TO ASSIST INDEPENDENT LIVING INC	170,467
GARDEN RIVER HEALTH CENTRE	278,171

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
GLEBE CENTRE INC	$227,832
GLENGARRY INTER-AGENCY GROUP INC	120,309
GOOD COMPANIONS SENIORS CENTRE	794,968
GOOD NEIGHBOURS CLUB	217,058
GOOD SHEPHERD CENTRES	125,000
GOVERNING COUNCIL OF SALVATION ARMY	257,051
GREEK COMMUNITY OF METROPOLITAN TORONTO INC	162,828
GROCER-EASE INC	146,476
GROUPE ACTION POUR L'ENFANT LA FAMILLE ET LA COMMUNAUTE	480,845
GROVE PARK HOME FOR SENIOR CITIZENS INC	166,033
GUELPH SERVICES FOR PERSONS WITH DISABILITIES	436,275
HAGI COMMUNITY SERVICES FOR INDEPENDENCE	792,111
HALDIMAND NORFOLK COMMUNITY SENIOR SUPPORT SERVICES INC	1,238,198
HALTON CHESHIRE HOMES INC	242,800
HALTON HELPING HANDS	892,390
HALTON HILLS COMMUNITY SUPPORT AND INFORMATION	1,065,973
HAMILTON JEWISH HOME FOR THE AGED	134,315
HAZEL BURNS HOSPICE	161,310
HELLENIC HOME FOR THE AGED INC	153,100
HELPING HANDS ORILLIA	786,107
HIAWATHA FIRST NATION	142,986
HOME & COMMUNITY SUPPORT SERVICES OF GREY BRUCE	1,880,415
HOSPICE AT MAYCOURT	144,236
HOSPICE DURHAM	288,320
HOSPICE NIAGARA	501,047
HOSPICE NORTHWEST	145,517
HOSPICE OF LONDON INC	176,461
HOSPICE OF PEEL INC	327,958
HOSPICE OF WATERLOO REGION	218,554
HOSPICE OF WINDSOR & ESSEX COUNTY INC	527,122
HOSPICE PETERBOROUGH	255,776
HOSPICE SIMCOE	341,028
HOSPICE TORONTO	214,271
HUMBER COMMUNITY SENIORS' SERVICES INC	890,329
HURON LODGE COMMUNITY SERVICE BOARD INC	322,985
HURONIA ASSOC FOR THE ADVANCEMENT OF THE HEARING IMPAIRED INC	140,676
IAN STRATHERN	199,574

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
ICAN INDEPENDENCE CENTRE AND NETWORK	$1,203,406
INDEPENDENT LIVING CENTRE OF WATERLOO REGION	2,854,454
INDIA RAINBOW COMMUNITY SERVICES OF PEEL	736,033
JEWISH FAMILY SERVICES OF OTTAWA-CARLTON	194,618
JOHN NOBLE HOME	236,324
JOSEPH BRANT HOSPITAL DAY CARE	855,740
JOYCE SCOTT NON-PROFIT HOMES INC	452,374
KAWARTHA PARTICIPATION PROJECTS	1,356,963
KEMPTVILLE & DISTRICT HOME SUPPORT INC	131,781
KENORA CHIEFS ADVISORY INC	513,613
KING'S DAUGHTERS DINNER WAGON	313,298
KITCHENER-WATERLOO FRIENDSHIP GROUP FOR SENIORS	152,259
K-W SENIORS DAY PROGRAM INCORPORATED	401,391
LAC SEUL BAND	237,883
LAKEHEAD UNIVERSITY	166,663
LAKERIDGE HEALTH CORP	160,308
LAKESHORE COMMUNITY SERVICES	178,214
LAMBTON ELDERLY OUTREACH INC	987,680
LAND O'LAKES COMMUNITY SERVICES	167,247
LENNOX & ADDINGTON SENIORS OUTREACH SERVICES INC	411,232
LES CENTRES D'ACCUEIL HERITAGE	673,196
LOFT COMMUNITY SERVICES	184,177
LONDON ASSOCIATION FOR DISABLED ADULTS (THE)	301,289
MAMAWESWEN THE NORTH SHORE TRIBAL COUNCIL SECRETARIAT	306,894
MARIANHILL INC	1,131,484
MAXVILLE MANOR	235,595
MCCORMICK HOMES FOR THE AGED	1,053,172
MEALS HERE & THERE INC	176,075
MEALS ON WHEELS (SUDBURY)	285,566
MEALS ON WHEELS AND COMMUNITY HOME SUPPORT	213,278
MEALS ON WHEELS LONDON	2,023,970
MEALS ON WHEELS OF KITCHENER - WATERLOO	344,187
MEALS ON WHEELS THOROLD - ST CATHRINES	206,718
METIS NATION OF ONTARIO	1,392,496
MID TORONTO COMMUNITY SERVICES	1,145,943
MIDWESTERN ADULT DAY SERVICES	906,463
MILLS COMMUNITY SUPPORT CORP INC	131,890
MISSISSAUGA FIRST NATION	194,443
MNAAMODZAWIN HEALTH SERVICES INC	817,256

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
MOHAWKS OF THE BAY OF QUINTE	$221,031
MOMIJI HEALTH CARE SOCIETY INC	323,431
MOOSE CREE FIRST NATION	260,106
MORAVIAN OF THE THAMES	180,364
MUSKOKA SENIORS HOME ASSISTANCE	132,993
NATIVE CANADIAN CENTRE OF TORONTO	411,185
NEAR NORTH PALLIATIVE CARE NETWORK	231,484
NEIGHBOURHOOD LINK/SENIOR LINK	1,247,952
NEPEAN SENIORS HOME SUPPORT	500,880
NIAGARA INA GRAFTON GAGE VILLAGE	150,666
NIPISSING FIRST NATION	147,020
NORTH CARIBOU LAKE FIRST NATION BAND	153,376
NORTH RENFREW LONG TERM CARE	334,943
NORTH YORK CENTRAL MEALS ON WHEELS INC	279,019
NORTH YORK SENIORS CENTRE	1,071,097
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	332,955
NORTHERN FRONTENAC COMMUNITY SERVICES CORP	375,341
NORTHWESTERN INDEPENDENT LIVING SERVICES INC	576,424
NUCLEUS INDEPENDENT LIVING	1,140,490
OLDE FORGE COMMUNITY RESOURCE CENTRE	227,396
ONEIDA NATION OF THE THAMES	450,184
ONTARIO ASSOCIATION OF NON-PROFIT HOMES AND SERVICES FOR SENIORS	141,686
ONTARIO COMMUNITY SUPPORT ASSOCIATION	299,342
ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	3,152,780
ONTARIO MARCH OF DIMES	5,869,209
OSHAWA SENIOR CITIZENS CENTRE	521,651
OTTAWA COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE	619,224
OTTAWA WEST COMMUNITY SUPPORT	619,174
PACE INDEPENDENT LIVING	1,492,950
PALLIATIVE CARE SERVICES FOR YORK REGION	681,981
PALLIATIVE CARE VICTORIA	151,026
PARAMED HOME HEALTH CARE SERVICES	178,505
PARKDALE GOLDEN AGE FOUNDATION	500,907
PARKWOOD HOSPITAL	844,364
PARTICIPATION HOUSE - BRANTFORD	506,955
PARTICIPATION HOUSE - HAMILTON & DISTRICT	1,176,142
PARTICIPATION LODGE	248,002
PEEL CHESHIRE HOMES INC	285,195

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
PERLEY & RIDEAU VETERANS' HEALTH CENTRE	$242,582
PERSONAL ATTENDANT CARE INC	3,871,767
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	189,999
PHARA - PHYSICALLY HANDICAPPED ADULTS REHABILITATION ASSOC	651,865
PHILIP AZIZ CENTRE FOR HOME HOSPICE CARE	189,911
PRINCE EDWARD COUNTY COMMUNITY CARE FOR SENIORS ASSOCIATION	317,928
PROVIDENCE CENTRE	1,271,207
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	2,568,197
PWI-DI-GOO-ZING NE-YAA-ZHINGTC	207,164
QUEEN'S UNIVERSITY	200,957
RAISE HOME SUPPORT SERVICES FOR THE ELDERLY	368,700
REGIONAL GERIATRIC PROGRAM OF METROPOLITAN TORONTO	989,219
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	465,974
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	419,541
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	2,735,710
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	682,252
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	1,178,617
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	2,115,365
REHABILITATION FOUNDATION FOR THE DISABLED	8,975,428
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	359,159
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	385,176
SAGAMOK ANISHNAWBEK	241,606
SAINT ELIZABETH HEALTH CARE	250,340
SALVATION ARMY	182,348
SANDY LAKE FIRST NATION	224,375
SARNIA & DISTRICT SENIOR VOLUNTEER COMMUNITY SERVICES	157,399
SCARBOROUGH SUPPORT SERVICES FOR THE ELDERLY INC	1,415,815
SECOND MILE CLUB OF TORONTO	553,933
SENACA SENIORS DAY PROGRAM HALTON INC	303,515
SENIOR ACTIVATION MAINTENANCE OF HAMILTON INC	504,821
SENIORS ASSOCIATION KINGSTON REGION	161,133
SENIORS LIFE ENHANCEMENT CENTRES	659,257
SERPENT RIVER FIRST NATION	438,235
SERVICES COMMUNAUTAIRES DE PRESCOTT-RUSSELL	358,180
SERVICES DE SANTE DE CHAPLEAU HEALTH SERVICES	125,395

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
SIMCOE COUNTY ASSOCIATION FOR THE PHYSICALLY DISABLED	$1,332,429
SISTERS OF CHARITY OF OTTAWA HEALTH SERVICE	660,039
SIX NATIONS FIRST NATION	1,102,102
SOUTH EAST OTTAWA CENTRE FOR A HEALTHY COMMUNITY	277,732
SOUTH ESSEX COMMUNITY COUNCIL	447,784
SPRINT SENIOR PEOPLE'S RESOURCES IN NORTH TORONTO	2,462,454
ST CHRISTOPHER HOUSE	1,785,621
ST CLAIR O'CONNOR COMMUNITY INC	259,990
ST CLAIR WEST SERVICES FOR SENIORS	1,362,678
ST JOSEPH'S HEALTH CARE DUNDAS	333,312
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (GUELPH)	1,581,014
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (MILTON)	162,473
ST JOSEPH'S HERITAGE	614,453
ST JOSEPH'S HOME CARE	442,391
ST MARY'S GENERAL HOSPITAL	262,277
ST PAUL'S L'AMOREAUX CENTRE	1,637,962
ST STEPHEN'S COMMUNITY HOUSE	379,419
STOREFRONT HUMBER INC	726,292
STRATFORD MEALS ON WHEELS & NEIGHBOURLY SERVICES	265,983
SUDBURY REGIONAL PALLIATIVE CARE ASSOCIATION	157,084
SUPPORTIVE INITIATIVES FOR RESIDENTS IN HALIBURTON	142,457
THE ARTHRITIS SOCIETY	4,497,020
THESSALON FIRST NATION	169,264
THIRD AGE OUTREACH PROGRAM - ST JOSEPH'S HEALTH CARE	208,574
THREE TRILLIUMS COMMUNITY PLACE INC	484,835
TILLSONBURG AND DISTRICT MULTI-SERVICE CENTRE	248,628
TIMISKAMING HOME SUPPORT/ SOUTIEN A DOMICILE	978,105
TOWN & COUNTRY SUPPORT SERVICES	513,832
TOWNSHIP OF RIDEAU SENIOR CITIZENS' SERVICE CENTRE INC	155,898
TOWNSHIP OF ST JOSEPH	153,833
TRILLIUM HEALTH CENTRE	189,999
TRUE DAVIDSON MEALS ON WHEELS (EAST YORK INC)	151,405
UNIONVILLE HOME SOCIETY	229,588
UNIVERSITY OF WATERLOO	161,044
VHA HEALTH & HOME SUPPORT	3,695,757
VICTORIA COUNTY COMMUNITY CARE FOR SENIORS	955,407
VICTORIAN ORDER OF NURSES - BROCKVILLE LEEDS & GRENVILLE BRANCH	951,688
VICTORIAN ORDER OF NURSES - EASTERN COUNTIES BRANCH	$1,426,513
VICTORIAN ORDER OF NURSES - HAMILTON/WENTWORTH	1,841,649
VICTORIAN ORDER OF NURSES - HASTINGS NORTHUMBERLAND PEI BRANCH	1,345,913
VICTORIAN ORDER OF NURSES - LONDON BRANCH	435,721
VICTORIAN ORDER OF NURSES - ONTARIO BRANCH	620,887
VICTORIAN ORDER OF NURSES - OXFORD BRANCH	616,265
VICTORIAN ORDER OF NURSES - PEEL BRANCH	1,223,634
VICTORIAN ORDER OF NURSES - PERTH-HURON BRANCH	604,663
VICTORIAN ORDER OF NURSES - PETERBOROUGH/VICTORIA/ HALIBURTON	860,790
VICTORIAN ORDER OF NURSES - SAULT STE MARIE	419,097
VICTORIAN ORDER OF NURSES - WINDSOR-ESSEX BRANCH	346,679
VILLA COLOMBO HOMES FOR THE AGED	503,802
VOLUNTEER CENTRE OF METRO TORONTO	265,171
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	4,917,590
VON CANADA / MIDDLESEX-ELGIN	1,277,033
VON EASTERN	478,796
WABASEEMOONG INDEPENDENT NATIONS	215,707
WALPOLE ISLAND FIRST NATION	411,848
WAPEKEKA FIRST NATION	158,242
WARDEN WOODS COMMUNITY CENTRE	656,170
WEST HILL COMMUNITY SERVICES	656,169
WEST TORONTO SUPPORT SERVICES	1,331,159
WESWAY INC	217,684
WHITEFISH LAKE FIRST NATION	140,440
WIKWEMIKONG UNCEDED INDIAN RESERVE	860,454
WILLIAMSBURG NON-PROFIT HOUSING CORP	300,190
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	1,106,091
WOODGREEN COMMUNITY SERVICES	1,316,516
WUNNUMIN LAKE FIRST NATION	182,680
YEE HONG CENTRE FOR GERIATIC CARE	778,469
YORK CENTRAL HOSPITAL	405,529
YORK-DURHAM APHASIA CENTRE	426,577
YORKMINSTER PARK MEALS ON WHEELS	121,516

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY SUPPORT SERVICES (CONT'D)	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$18,040,552
ACQUIRED ACQUIRED BRAIN INJURY	
ABI POSSIBILITIES INC	$1,186,982
ASSOCIATION FOR PERSONS WITH PHYSICAL DISABILITIES OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	766,117
BRAIN INJURY ASSOCIATION OF CHATHAM-KENT	179,576
BRAIN INJURY COMMUNITY RE-ENTRY (NIAGARA) INC	4,209,187
BRAIN INJURY SERVICES OF HAMILTON ASSOCIATION	4,649,129
BRAIN INJURY SERVICES OF NORTHERN ONTARIO	1,215,464
BRAIN INJURY SERVICES OF SIMCOE COUNTY	420,931
CITY OF OTTAWA	201,681
COMMUNITY HEAD INJURY RESOURCE SERVICES OF TORONTO	6,020,404
COTA HEALTH	1,129,305
DALE BRAIN INJURY SERVICES INC	5,398,477
FOUR COUNTIES BRAIN INJURY ASSOCIATION	301,690
HEAD INJURY ASSOCIATION OF DURHAM REGION	948,722
MCLEOD HOUSE - CHESHIRE HOMES	1,168,160
ONTARIO MARCH OF DIMES	1,410,202
PARTICIPATION HOUSE - WATERLOO REGION	890,911
PARTICIPATION LODGE	271,610
PATHWAYS TO INDEPENDENCE	1,632,549
PEEL HALTON ACQUIRED BRAIN INJURY	6,527,593
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	1,729,097
REHABILITATION CENTRE	141,187
REHABILITATION FOUNDATION FOR THE DISABLED	1,529,420
RESCARE PREMIER CANADA INC	2,641,897
VISTA CENTRE	967,965
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	114,783
ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING	
ACCESS APARTMENTS	$1,727,080
ACCESS BETTER LIVING INC/ VIE INDEPENDANTE ET ENRICHIE	462,064
AIDE AUX SENIORS DE SUDBURY-EST/ SUDBURY EAST SENIORS SUPPORT INC	215,926
AIDS NIAGARA	520,527
APSLEY & DISTRICT SATELLITE HOMES FOR SENIORS INC	139,965

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING (CONT'D)	
ASSOCIATION FOR PERSONS WITH PHYSICAL DISABILITIES OF WINDSOR & ESSEX COUNTY	$2,117,592
BARRETT HOUSE	541,724
BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	1,428,653
BELLWOODS CENTRES FOR COMMUNITY LIVING INC	2,801,376
BRAIN INJURY SERVICES OF NORTHERN ONTARIO	333,369
BRANCH 133 LEGION VILLAGE INC	712,289
CALEDON COMMUNITY SERVICES	884,301
CAMPBELLFORD MEMORIAL MULTI-CARE LODGE	342,242
CANADIAN DEAF BLIND AND RUBELLA ASSOCIATION	125,336
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	1,131,509
CANADIAN RED CROSS SOCIETY/ LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	1,752,863
CARLETON UNIVERSITY	451,825
CENTRAL AND NORTHERN ETOBICOKE HOME SUPPORT SERVICES	1,297,950
CEREBRAL PALSY PARENT COUNCIL OF TORONTO	1,292,813
CHESHIRE HOMES	642,069
CHESHIRE HOMES OF LONDON INC	3,981,247
CHINESE SENIORS SUPPORT SERVICES ASSOCIATION	783,805
CITY OF THUNDER BAY	161,389
CITY OF TORONTO	2,706,336
CLARENDON FOUNDATION	2,442,457
COMMUNITY CARE EAST YORK INC	1,244,688
COMMUNITY HOME ASSISTANCE TO SENIORS	612,846
CONWAY OPPORTUNITY HOMES INC	489,456
COPERNICUS LODGE INC	400,859
COUNTY OF SIMCOE	274,970
DALY SUPPORT SERVICES CORP	1,072,488
DISABLED PERSONS COMMUNITY RESOURCES	1,493,638
DISTRICT OF KENORA HOME FOR THE AGED	246,683
DIXON HALL	465,591
EAST NIPISSING DISTRICT HOME FOR THE AGED	239,666
ETOBICOKE SERVICES FOR SENIORS	1,034,148
FAITH PLACE	219,864
FIFE HOUSE FOUNDATION	1,131,563
FOUR COUNTIES HEALTH SERVICES	237,827
FRIENDS SUPPORTING THOSE WITH LONG TERM HEALTH CARE NEEDS	1,049,068

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING (CONT'D)	
FRIULI BENEVOLENT CORP	$250,359
GOOD SHEPHERD CENTRES	381,048
GUELPH SERVICES FOR PERSONS WITH DISABILITIES	1,277,384
HAGI COMMUNITY SERVICES FOR INDEPENDENCE	2,012,791
HALIBURTON HIGHLANDS HEALTH SERVICES CORPORATION	342,436
HALTON CHESHIRE HOMES INC	555,996
HALTON HILLS COMMUNITY SUPPORT AND INFORMATION	219,707
HAMILTON JEWISH HOME FOR THE AGED	315,088
HEIDEHOF HOME FOR THE AGED	334,629
HELEN ZURBRIGG NON PROFIT HOMES INC	385,543
HELLENIC HOME FOR THE AGED INC	179,005
HELPING HANDS ORILLIA	672,768
HESPERUS FELLOWSHIP COMMUNITY OF ONTARIO	306,699
HOLLAND CHRISTIAN HOMES INC	401,465
HURON LODGE COMMUNITY SERVICE BOARD INC	1,119,039
I O O F SENIOR CITIZEN HOMES INC	618,838
ICAN INDEPENDENCE CENTRE AND NETWORK	1,108,323
INDEPENDENT LIVING CENTRE OF WATERLOO REGION	1,902,561
INGERSOLL SERVICES FOR SENIORS	143,048
IVAN FRANKO HOME	281,470
JOYCE SCOTT NON-PROFIT HOMES INC	255,656
KAWARTHA PARTICIPATION PROJECTS	1,576,570
LA SALLE MANOR	132,299
LES CENTRES D'ACCUEIL HERITAGE	499,834
LOFT COMMUNITY SERVICES	2,105,404
LONDON REGIONAL AIDS HOSPICE	315,597
MARIANHILL INC	161,004
MICBA FORUM ITALIA COMMUNITY SERVICES	294,439
MOMIJI HEALTH CARE SOCIETY INC	501,831
MORRISON RESIDENCE (CHESHIRE) FOUNDATION	893,628
NATIVE CANADIAN CENTRE OF TORONTO	201,841
NEIGHBOURHOOD LINK/SENIOR LINK	1,118,370
NEIGHBOURS ALLIED FOR BETTER OPPTNS IN RES SUPPORT (NABORS)	922,549
NEW VISIONS HOMES FOR CHILDREN & ADOLESCENTS (TORONTO) INC	663,429
NIAGARA DISTRICT HOMES COMM PHYS	707,587
NORTH RENFREW LONG TERM CARE	292,131
NORTH YORKERS FOR DISABLED PERSONS INC	668,901

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING (CONT'D)	
NORTHWESTERN INDEPENDENT LIVING SERVICES INC	$200,096
NUCLEUS INDEPENDENT LIVING	2,111,657
OAKVILLE SENIOR CITIZENS RESIDENCE	1,339,243
ONTARIO CONFERENCE OF MENNONITE CHURCH	340,083
ONTARIO FINNISH RESTHOME ASSOCIATION	612,093
ONTARIO MARCH OF DIMES	6,978,381
PACE INDEPENDENT LIVING	4,464,164
PARKWAY HOUSE	488,635
PARTICIPATION HOUSE - BRANTFORD	2,047,500
PARTICIPATION HOUSE - HAMILTON & DISTRICT	3,414,470
PARTICIPATION HOUSE - LONDON	2,329,727
PARTICIPATION HOUSE - PEEL	2,061,524
PARTICIPATION HOUSE - TORONTO PARENT ASSOCIATION	422,433
PARTICIPATION HOUSE - WATERLOO REGION	1,885,837
PARTICIPATION LODGE	1,467,585
PATRICIA REGION SENIOR SERVICES INC	381,190
PEEL CHESHIRE HOMES INC	1,077,702
PEEL SENIOR LINK	2,137,243
PERSONAL CHOICE INDEPENDENT LIVING	952,814
PHARA - PHYSICALLY HANDICAPPED ADULTS REHABILITATION ASSOC	609,592
PLEASANT MANOR RETIREMENT VILLAGE	455,472
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	421,803
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	1,912,551
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	296,211
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	2,207,398
REHABILITATION FOUNDATION FOR THE DISABLED	9,893,416
RICHVIEW RESIDENCE SUPPORTIVE HOUSING CORP	467,858
S C O C SUPPORTIVE SERVICES INC	380,093
SALVATION ARMY	293,525
SCARBOROUGH SUPPORT SERVICES FOR THE ELDERLY INC	254,019
SHERWOOD FOREST (TRINITY) HOUSING CORP	124,910
SIMCOE COUNTY ASSOCIATION FOR THE PHYSICALLY DISABLED	2,155,611
SPRINT SENIOR PEOPLE'S RESOURCES IN NORTH TORONTO	1,514,912
SPRUCE LODGE HOME FOR THE AGED	303,078
ST CHRISTOPHER HOUSE	341,276
ST DEMETRIUS SUPPORTIVE CARE SERVICES	627,017

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING (CONT'D)

ST HILDA'S TOWERS INC	$832,603
ST JOHN'S RETIREMENT HOMES	475,315
ST JOSEPH'S HERITAGE	545,090
ST JOSEPH'S HOME CARE	397,742
ST MARK'S SUPPORT SERVICES	738,467
ST MARYS & AREA HOME SUPPORT SERVICES	143,090
ST MATTHEW'S BRACONDALE HOUSE	291,637
ST PAUL'S L'AMOREAUX CENTRE	814,371
STOREFRONT HUMBER INC	1,194,647
SUDBURY FINNISH REST HOME SOCIETY INC	223,247
SUNRISE SENIORS PLACE (OSHAWA-DURHAM) INC	646,107
TELCI - THERAPEUTIC & EDUCATIONAL LIVING CENTRES INC	807,511
THE ONTARIO COMMUNITY CENTRE FOR THE DEAF INC	1,031,050
THREE TRILLIUMS COMMUNITY PLACE INC	1,117,653
TILLSONBURG AND DISTRICT MULTI-SERVICE CENTRE	148,063
TIMISKAMING HOME SUPPORT/ SOUTIEN A DOMICILE	285,951
TOBIAS HOUSE ATTENDANT CARE INC	3,386,703
TOWN & COUNTRY SUPPORT SERVICES	302,377
UNIONVILLE HOME SOCIETY	849,072
UNITED CHURCH OF CANADA IN ONTARIO	616,567
UNITED MENNONITE HOME FOR THE AGED	189,622
VICTORIA COUNTY COMMUNITY CARE FOR SENIORS	370,462
VICTORIAN ORDER OF NURSES - GREY BRUCE	348,223
VICTORIAN ORDER OF NURSES - LONDON BRANCH	327,733
VICTORIAN ORDER OF NURSES - ONTARIO BRANCH	183,846
VICTORIAN ORDER OF NURSES - PEEL BRANCH	859,507
VICTORIAN ORDER OF NURSES - WINDSOR-ESSEX BRANCH	249,184
VILLA COLOMBO HOMES FOR THE AGED	748,123
VILLAGE OF NIAGARA INA GRAFTON GAGE	963,219
WARDEN WOODS COMMUNITY CENTRE	262,989
WEST ELGIN COMMUNITY HEALTH CENTRE	158,667
WEST HILL COMMUNITY SERVICES	411,584
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	360,523
WOODGREEN COMMUNITY SERVICES	977,898
YEE HONG CENTRE FOR GERIATIC CARE	366,618

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTED LIVING SERVICES IN SUPPORTIVE HOUSING (CONT'D)

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$526,021

UNDERSERVICED AREA PLAN

ADDICTION RESEARCH FOUNDATION	$358,591
ANSON GENERAL HOSPITAL	121,472
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	365,283
CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE SUDBURY	865,028
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	1,792,900
CHATHAM-KENT HEALTH ALLIANCE	212,201
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE OF THE DISTRICT OF THUNDER BAY CENTRE D'ACCES AUX S	170,000
DR BECHARA ABOUNASSAR	203,863
DR DAVID CONRAD	120,206
DR GEORGES BEDARD	181,525
DR KHANH NGUYEN	141,351
DR LEWIS MORLEY SMITH	166,486
DR STEVAN M JOVANOVIC	146,524
EMILY DY PAC	128,567
FOUR COUNTIES HEALTH SERVICES	165,914
GERALDTON DISTRICT HOSPITAL	187,712
GRAND BEND AREA COMMUNITY HEALTH	220,000
HOPITAL NOTRE-DAME HOSPITAL (HEARST)	208,645
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	162,489
KENORA AREA HEALTH ACCESS CENTRE	178,970
KIRKLAND & DISTRICT HOSPITAL	760,238
LADY DUNN HEALTH CENTRE	516,826
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	183,268
LEAMINGTON DISTRICT MEMORIAL	250,716
MANITOULIN HEALTH CENTRE	232,375
NIPIGON DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	342,544
NORTH LANARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	220,000
NORTHEASTERN ONTARIO MEDICAL EDUCATION CORP	304,606
NORTHERN ONTARIO SCHOOL OF MEDICINE	350,000
NORTHWESTERN ONTARIO HEALTH PROFESSIONAL DEVELOPMENT PROGRAM	206,016
NORWEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	469,436
PROFESSIONAL ASSOC OF INTERNS & RESIDENTS	365,490

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

UNDERSERVICED AREA PLAN	
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	$170,197
SAULT AREA HOSPITAL	528,322
SENSENBRENNER HOSPITAL	250,388
ST JOSEPHS GENERAL HOSPITAL	422,230
TEMISKAMING HOSPITAL	180,001
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	1,693,248
TIMISKAMING HEALTH UNIT	465,641
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	409,073
TOWNSHIP OF RUTHERFORD & GEORGE ISLAND	241,657
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	133,415
WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	744,484
WRIGHT CLINIC	147,637
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	20,072,144
NORTHERN TRAVEL PROGRAM	
NORTHERN HEALTH TRAVEL GRANT	$24,644,848
DISTRICT HEALTH COUNCILS	
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE SIMCOE COUNTY	$600,000
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	3,390
DIABETES PROGRAM	
BELLEVILLE GENERAL HOSPITAL	$273,159
BRANT COMMUNITY HEALTH	120,367
CENTRETOWN COMMUNITY HEALTH CENTRE	920,497
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	131,402
CSC DE L'ESTRIE	180,088
FLEMINGDON HEALTH CENTRE	205,378
GREY BRUCE REGIONAL HEALTH	352,643
GUELPH GENERAL HOSPITAL	260,404
HOPITAL GEN DE HAWKESBURY	130,433
LAKERIDGE HEALTH CORP	803,470
LAMP COMMUNITY HEALTH CENTRE	511,908
LAWRENCE HEIGHTS MEDICAL CENTRE	516,254
LENNOX AND ADDINGTON COUNTY GENERAL HOSPITAL	196,715
LONDON INTERCOMMUNITY HEALTH CENTRE	320,255
MARKHAM STOUFFVILLE HOSPITAL	500,921
MERRICKVILL DISTRICT COMMUNITY	484,010
NORFOLK GENERAL HOSPITAL	384,309
NORTH HAMILTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	149,073
NORTHERN DIABETES HEALTH NETWORK	9,341,531

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

DIABETES PROGRAM (CONT'D)	
OAKVILLE TRAFALGAR MEMORIAL HOSPITAL	$889,550
PEMBROKE REGIONAL HOSPITAL INC	285,587
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	273,861
SANDWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	595,195
SCARBOROUGH HOSPITAL	380,635
SOADI (SOUTHERN ONT ABORIGINAL DIABETES INITITATIVE)	631,734
SOUTH RIVERDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	408,832
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	533,594
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE	267,618
ST JOSEPH'S HEALTH SERVICE ASSOCIATION OF SARNIA INC	206,045
ST JOSEPH'S HOSPITAL CHATHAM	121,777
ST THOMAS-ELGIN GENERAL HOSPITAL	151,100
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	360,648
STRATHROY MIDDLESEX GENERAL	242,304
WEST HILL COMMUNITY SERVICES	364,737
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	577,856
WINCHESTER DISTRICT MEM	134,981
YORK CENTRAL HOSPITAL	613,227
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,778,754
COMMUNITY MENTAL HEALTH	
416 DROP-IN CENTRE	$606,695
ACCOMMODATION INFO & SUPPORT INC	1,433,817
ACROSS BOUNDARIES	1,538,582
ADULT MENTAL HEALTH SERVICES OF HALDIMAND NORFOLK	1,722,733
ALEXANDER HOUSE	150,062
ALEXANDRA MARINE AND GENERAL HOSPITAL	1,376,241
ALGOMA HEALTH UNIT	2,053,009
ALPHA COURT NON-PROFIT HOUSING CORP	2,645,846
ALTERNATIVES	608,933
ALZHEIMER RESPITE SERVICE	653,184
ALZHEIMER SOCIETY OF DURHAM REGION	123,373
AMONG FRIENDS	176,693
ANISHINABEG COMMUNITY COUNSELLING SERVICES OF THE FORT FRANCES AREA BANDS	210,839
APARTMENTS FOR LIVING FOR PHYSICALLY HANDICAPPED ASSOCIATION	148,425
ATIKOKAN GENERAL HOSPITAL	328,454
A-WAY EXPRESS	652,332

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)

BARBRA SCHLIFER COMMEMORATIVE CLINIC	$283,793
BARRIE AREA NATIVE ADVISORY CIRCLE	205,520
BAYCREST CENTRE FOR GERIATRIC CARE	1,253,585
BAYVIEW COMMUNITY SERVICES	707,036
BEATTIE RESIDENCE	267,880
BELLWOODS CENTRES FOR COMMUNITY LIVING INC	267,038
BLUEWATER HEALTH	1,852,458
BOARD OF HEALTH FOR THE TIMISKAMING HEALTH UNIT	1,143,391
BOTSFORD PLACE	193,185
BOUNDLESS ADVENTURES ASSOCIATION	268,687
BRANCH 133 LEGION VILLAGE INC	424,242
BRANT ALCOVE REHABILITATION SERVICES	378,750
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	1,496,994
BRIGITTA'S RESIDENTIAL HOME INC	245,906
BROCKVILLE & AREA CENTRE FOR DEVELOPMENTALLY HANDICAPPED PER	150,324
BROCKVILLE SUPPORTIVE NON- PROFIT HOUSING	251,328
BROOKSIDE LODGE	400,276
BROWN RESIDENCE	123,704
BROWN RESIDENTIAL HOME	229,213
BRUCE MENTAL HEALTH SUPPORT SERVICES	131,477
BRUNELLE RESIDENCE	215,889
BULIMIA ANOREXIA NERVOSA ASSOCIATION (O/A BANA)	190,399
CAMBRIDGE MEMORIAL HOSPITAL	1,449,574
CAMPBELLFORD MEMORIAL HOSPITAL	563,662
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION	36,629,666
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - CHATHAM-KENT	3,113,430
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - COCHRANE TIMISKAMING BRANCH	450,913
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - ELGIN BRANCH	2,787,546
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - FORT FRANCES	1,747,727
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - GREY BRUCE	1,511,695
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - HAMILTON-WENTWORTH	1,593,345

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)

CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - HURON-PERTH BRANCH	$1,644,419
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - LONDON-MIDDLESEX BRANCH	1,719,523
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - NIAGARA BRANCH	3,196,173
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - OXFORD COUNTY BRANCH	2,219,488
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - PEEL BRANCH	4,100,930
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - SAULT STE MARIE BRANCH	893,887
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - SUDBURY BRANCH	2,212,834
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - VICTORIA COUNTY BRANCH	769,967
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - WATERLOO REGION	2,447,745
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - WINDSOR-ESSEX COUNTY BRANCH	6,925,562
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION - YORK REGION	3,300,600
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION (METRO TORONTO)	12,913,091
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOC-STORMONT/DUNDAS/GLENGARRY/ PRESCOTT & RUSSELL	2,221,363
CANNING RESIDENCE	182,286
CAN-VOICE CONSUMER/SURVIVOR COMMUNITY SUPPORT SERVICES	129,560
CARLINGTON COMMUNITY	939,259
CAUSEWAY WORK CENTRE	688,124
CEDAR HAVEN INC	151,250
CEDAR LANE LODGE	120,763
CEDAR LANE RESIDENTIAL	373,751
CENTRAL TORONTO YOUTH SERVICES	1,179,224
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	7,222,613
CHAITIKVAN FOUNDATION	371,148
CHATEAU BLEAU MANOR	168,896
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	1,688,909
CHATHAM-KENT CONSUMER/ SURVIVOR NETWORK	170,800
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	687,164

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)	
CHOLODNY RESIDENCE	$188,772
CITY OF HAMILTON	597,761
CITY OF TORONTO	5,834,850
CLUB 90	324,312
CMHA CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOC OF BARRIE SIMCOE	4,607,736
COMMUNITY CARE DURHAM - C O P E	342,536
COMMUNITY MENTAL HEALTH CENTRE - NORTH YORK EAST	1,556,407
COMMUNITY MENTAL HEALTH CLINIC	6,383,438
COMMUNITY RESOURCES CONSULTANTS	3,698,171
CONNECT COUNSELLING SERVICES OF CANADIAN HEARING SOCIETY	5,577,087
CONSUMER/SURVIVOR INITIATIVE OF NIA	144,830
COPERNICUS LODGE INC	436,342
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	2,975,457
COTA HEALTH	7,100,235
CREDIT VALLEY HOSPITAL	571,258
CREST CENTRE (MEADOWCREST) INC	1,021,370
DARING RESIDENTIAL HOME	198,487
DILICO COUNSELLING SERVICE TEAM	326,419
DOWLING RESIDENTIAL MANOR	171,319
DRYDEN REGIONAL HEALTH CENTRE	1,099,002
DURHAM MENTAL HEALTH SERVICES	3,597,005
EASTMOND RESIDENCE	238,892
EDEN COMMUNITY HOMES	671,668
EDWARDS RESIDENCE	142,779
EIDE'S RESIDENCE	593,291
ERIE'S NORTH SHORE HOUSING INC	1,192,270
FAMILY ASSOCIATION FOR MENTAL HEALTH	264,942
FAMILY SERVICES A LA FAMILLE OTTAWA	377,823
FOYER RICHELIEW WELLAND INC	151,720
FRESH START	422,391
FRIENDS & ADVOCATES CENTRE	283,518
FRIENDS & ADVOCATES-PEEL	288,683
FRIENDS SUPPORTING THOSE WITH LONG TERM HEALTH CARE NEEDS	199,469
FRONTENAC COMMUNITY MENTAL HEALTH SERVICES	5,852,394
G MCALEECE RESIDENCE	139,473
GATEWAY RESIDENCE OF NIAGARA INC	735,670
GENERAL AND MARINE HOSPITAL	959,977
GEORGE BROWN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	512,041
GERIATRIC PSYCHIATRY COMMUNITY SERVICES OF OTTAWA	1,412,008
GERSTEIN CENTRE	3,309,697
GOOD SHEPHERD NON-PROFIT HOMES INC	7,747,565

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)	
GOODFELLOW RESIDENCE	$283,917
GOODFELLOW RESIDENTIAL HOME	192,422
GORDON'S RESIDENCE (546486 ONTARIO LTD)	380,706
GOVERNING COUNCIL OF SALVATION ARMY	124,427
GRACE HOUSE INCORPORATED	228,674
GRAND RIVER HOSPITAL	2,240,180
GREY BRUCE COMMUNITY HEALTH CORP	3,832,547
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	1,949,871
GUST RESIDENCE	173,521
HALDIMAND-NORFOLK WORK GROUP OF SIMCOE	252,919
HALF WAY HOUSE INC	163,545
HALIBURTON HIGHLANDS HEALTH SERVICES CORPORATION	672,201
HALTON HEALTHCARE SERVICES CORP	2,541,013
HAMILTON HEALTH SCIENCES	379,041
HAMILTON PROGRAM FOR SCHIZOPHRENIA INC	1,532,938
HAMILTON RUBY RESIDENCE	201,843
HANDICAPPED ACTION GROUP INC	308,455
HARPERS RESIDENCE	176,553
HASTINGS PRINCE EDWARD CORP	3,533,583
HEARST KAPUSKASING AND SMOOTH ROCK FALLS COUNSELLING SERVICES	2,014,132
HESPERUS FELLOWSHIP COMMUNITY OF ONTARIO	165,871
HILLCREST RESIDENTIAL HOME	180,367
HOMES FIRST SOCIETY	310,590
HOMEWARD MENTAL HEALTH PROJECTS	874,299
HOMEWOOD HEALTH CENTRE INC	2,027,723
HONG FOOK MENTAL HEALTH ASSOCIATION	2,048,557
HOPE SENIORS CENTRE - DANFORTH	290,446
HOPITAL GENERAL DE HAWKESBURY & DISTRICT GENERAL HOSPITAL INC	972,457
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	3,868,893
HORIZONS RENAISSANCE INC	550,179
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	693,598
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	2,164,932
HOUSELINK COMMUNITY HOMES	5,994,013
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	857,078
I O O F SENIOR CITIZEN HOMES INC	373,198
ICAN INDEPENDENCE CENTRE AND NETWORK	129,381
IRIS WOMEN'S ADDICTION RECOVERY	145,108
J WALLIS SOUTHWICK RESIDENCE	201,881
JAMES BAY GENERAL HOSPITAL	946,552

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)

JANE/FINCH COMMUNITY & FAMILY CENTRE	$189,749
JAY KARE LODGE	308,699
JOSEPH BRANT MEMORIAL HOSPITAL CORP	2,103,986
KEAST RESIDENCE	211,319
KENORA ASSOCIATION FOR COMMUNITY LIVING	704,956
KENORA CHIEFS ADVISORY INC	472,305
KENT RESIDENTIAL HOME	219,185
KENT-OWEN SOUND RESIDENCE	179,114
KETTLE CREEK RESIDENCE	276,288
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	1,248,450
KRASMAN CENTRE (THE LANCE KRASMAN MEMORIAL CENTRE FOR FOR COMMUNITY MENTAL HEALTH)	319,615
KRISTUS DARZS HOME FOR THE AGED	190,860
LADY DUNN HEALTH CENTRE	218,830
LAGUISMA RESIDENCE	161,080
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	959,562
LAKERIDGE HEALTH CORP	1,809,388
LAKEVIEW RESIDENCE	155,680
LANARK HEALTH & COMMUNITY SERVICES	301,586
LAVERENDRYE NON PROFIT SUPPORTIVE HOUSING CORPORATION	830,980
LEEDS & GRENVILLE REHABILITATION & COUNSELLING SERVICES	3,079,897
LEEDS GRENVILLE PHASED HOUSING	156,065
LEILA HENRY	120,703
LENNOX & ADDINGTON C M H SERVICES	1,759,569
LIMOGES RESIDENCE INC	264,962
LINCOLN LODGE	400,791
LOFT COMMUNITY SERVICES	7,298,383
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	4,336,613
MADISON AVENUE HOUSING & SUPPORT SERVICES INC	1,398,908
MAHER RESIDENCE	122,667
MAINSTAY HOUSING	11,380,321
MAISON FRATERNITE	225,795
MANITOBA PLACE	241,927
MARA PLACE RESIDENCE	133,005
MARCINOWSKY RESIDENCE	139,871
MARGARET FRASER HOUSE	751,667
MARIANHILL INC	340,454
MARKHAM-STOUFFVILLE HOSPITAL	511,897
MAXWELL RESIDENCE	155,500
MCCALLUM RESIDENCE / WATER STREET	253,618
MEETING PLACE ADULT DROP-IN PROGRAM	601,933
MENTAL HEALTH CONNECTIONS	619,520

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)

MENTAL HEALTH PROGRAM SERVICES	$1,933,875
MENTAL HEALTH RIGHTS COALITION OF HAMILTON-WENTWORTH	136,630
MERCARE HOMES INC	306,393
MILNER RESIDENCE	120,304
MINTO COUNSELLING CENTRE	980,922
MISSION SERVICES OF LONDON	384,255
MOMIJI SENIORS RESIDENCE	1,154,644
MONTEBELLO PLACE	190,753
MONTFORT HOSPITAL	3,776,243
MONTFORT RENAISSANCE INC	1,007,909
MOOD DISORDER ASSOCIATION OF ONTARIO & TORONTO	404,400
MORIN RESIDENTIAL HOME	174,235
MOUNT SINAI HOSPITAL	1,968,877
MUSKOKA-PARRY SOUND COMMUNITY MENTAL HEALTH SERVICES	5,289,791
MYERS RESIDENCE	171,610
NEW DIRECTIONS COUNSELLING CENTRE (KENORA) INC	1,855,544
NEWCARE HEALTH SERVICES INC	263,443
NIAGARA HEALTH SYSTEM	2,070,292
NIPISSING MENTAL HEALTH HOUSING AND SUPPORT SERVICES	1,839,959
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	877,686
NORTH BAY PARRY SOUND DISTRICT HEALTH UNIT	131,688
NORTH OF SUPERIOR COMMUNITY MENTAL HEALTH PROGRAM CORP	519,631
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	3,250,413
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	7,500,968
NORTHUMBERLAND HEALTH CARE CORP	1,395,923
NORTON RESIDENCE	120,304
OAK CENTRE ALTERNATIVE COMMUNITY SUPPORT	391,915
OLD MILL GUEST HOME	291,940
OLIVER HOUSE CORBETT RES CARE INC	747,800
ONTARIO ASSOCIATION OF DISTRESS CENTRES	131,751
ONTARIO COLLEGE OF FAMILY PHYSICIANS	253,750
ONTARIO COUNCIL OF ALTERNATIVE BUSINESSES	860,933
ONTARIO FEDERATION OF COMMUNITY MENTAL HEALTH & ADDICTION	250,623
ONTARIO MENTAL HEALTH FOUNDATION	700,000
ONTARIO PEER DEVELOPMENT INITIATIVE (OPDI)	538,871
OPPORTUNITY FOR ADVANCEMENT	200,857

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)	
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	$1,137,821
OTTAWA HOSPITAL	5,344,597
OTTAWA SALUS CORP	3,245,111
PARAGON RESIDENCE	183,383
PARKDALE ACTIVITY - RECREATION CENTRE	1,245,927
PARKHILL RESIDENCE (2050115 ONTARIO LTD)	246,401
PARTICIPATION LODGE	216,605
PEACE RANCH	670,294
PEER SUPPORT OF SUDBURY INC	204,224
PEMBROKE REGIONAL HOSPITAL INC	4,880,870
PEOPLE ADVOCATING FOR CHANGE THROUGH EMPOWERMENT INC	597,637
PEOPLE FOR EQUAL PARTNERSHIP (PEP)	363,357
PERTH & SMITHS FALLS DISTRICT HOSPITAL	2,102,568
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	1,886,831
PHOENIX RISING NON-PROFIT HOMES INC	455,309
PILOT PLACE SOCIETY	321,782
PINE HILL REST HOME	424,670
PINEREST RESIDENCE	301,409
PIPE & SLIPPER RESIDENCE	397,074
PORT BRUCE MANOR	421,691
PROGRESS PLACE REHABILITATION CENTRE (METROPOLITAN TORONTO) INC	2,311,855
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	4,259,646
PSYCHIATRIC SURVIVORS NETWORK OF ELGIN	140,213
PSYCHIATRIC SURVIVORS OF OTTAWA-CARLETON	125,646
QUEENSVIEW RESIDENCE	256,251
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	1,417,245
QUINTE HEALTHCARE CORP	1,649,871
RECONNECT MENTAL HEALTH SERVICES INC	2,868,379
RED LAKE MARGARET COCHENOUR MEMORIAL HOSPITAL CORP	412,490
REGENERATION HOUSE INC	2,401,897
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	889,663
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	2,044,316
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	814,383
RESIDENCE STE-MARIE	403,883
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	1,595,198
RIVERVIEW MANOR	123,334

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)	
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	$1,025,191
ROUGE VALLEY HEALTH SYSTEMS	1,764,476
ROUSE RESIDENCE	160,989
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	6,426,113
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	1,915,254
RUKAVINA RESIDENCE	183,974
RYAN PLACE RESIDENTIAL HOME	128,301
S E A R C H COMMUNITY SERVICES	766,877
SALVATION ARMY	1,130,942
SAULT AREA HOSPITAL	3,743,516
SCARBOROUGH HOSPITAL	5,023,633
SCHIZOPHRENIA SOCIETY OF ONTARIO	296,410
SENECA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	220,598
SERENITY HOUSE INC	227,600
SERVICES DE SANTE DE CHAPLEAU HEALTH SERVICES	318,216
SHEPHERDS OF GOOD HOPE	1,029,805
SHERBOURNE HEALTH CENTRE	4,396,200
SHYAN BYRNE SPECIAL CARE INC	278,677
SIMCOE MENTAL HEALTH CONSUMER SURVIVOR PROJECT	168,264
SIMCOE RESIDENCE	180,456
SIOUX LOOKOUT MENO-YA-WIN HEALTH CENTRE	350,352
SISTERING	975,432
SOBRIETY HOUSE	170,334
SOULLIERE RESIDENCE	169,144
SOUND TIMES SUPPORT SERVICES	670,573
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	1,977,116
ST JOSEPH'S CARE GROUP CORP	1,601,070
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	5,349,405
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	3,440,047
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	8,102,622
ST JUDE COMMUNITY HOMES	1,104,809
ST MICHAEL'S HOMES	277,031
ST MICHAEL'S HOSPITAL	1,930,960
ST PASCAL RESIDENCE	166,207
ST STEPHEN'S COMMUNITY HOUSE	393,718
STEVENSON MEMORIAL HOSPITAL	551,165
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	2,667,596
STRATHROY RESIDENCE	337,762
STREET HAVEN AT THE CROSSROADS	576,404
STREET HEALTH	799,358
SUMMIT HOUSING & OUTREACH PROGRAMS	1,739,847
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	2,855,185
SUNNYBROOK RESIDENCE	134,299

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY MENTAL HEALTH (CONT'D)	
SUNSET COUNTRY PSYCHIATRIC SURVIVORS	$337,599
SUPPORT & HOUSING - HALTON	705,010
SUPPORTED TRAINING & REHABILITATION IN DIVERSE ENVIRONMENTS (STRIDE)	778,925
SUPPORTIVE HOUSING IN PEEL	5,785,387
SURVIVOR'S PSYCHIATRIC ADVOCACY NETWORK (SPAN)	163,858
TELCI - THERAPEUTIC & EDUCATIONAL LIVING CENTRES INC	191,709
THE DRUG AND ALCOHOL REGISTRY OF TREATMENT (DART)	1,400,000
THERIAULT RESIDENCE	220,833
THOMAS RESIDENCE	239,774
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	3,667,890
THUNDER BAY SEAWAY NON-PROFIT APARTMENTS	202,429
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	1,422,317
TIMMINS CONSUMERS NETWORK INC	171,498
TORONTO EAST COUNSELLING & SUPPORT SERVICES	418,760
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	2,804,623
TRENTVIEW HOUSE	293,966
TRILLIUM HEALTH CENTRE	5,332,939
TRINITY SQUARE CAFE	329,046
TRUE EXPERIENCE SUPPORTIVE HOUSING & COMMUNITY WORK PROGRAM	433,898
UKRAINIAN HOME FOR THE AGED	125,498
UNDERHILL RESIDENCE	184,845
UNITED SURVIVORS SUPPORT CENTRE	175,425
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	5,484,516
UNIVERSITY OF OTTAWA	131,797
VAL-GLO RESIDENCE	181,555
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	146,815
WALKER PLACE RESIDENTIAL HOME	345,875
WALLIS-WELLINGTON RESIDENCE	250,064
WAL-MART CANADA INC	122,946
WATERLOO REGIONAL HOMES FOR MENTAL HEALTH	4,279,743
WATERLOO REGIONAL SELF-HELP FOR PSYCHIATRIC CONSUMER/SURVIVORS	174,705
WAYSIDE HOUSE OF HAMILTON	123,681
WELLINGTON PSYCHIATRIC OUTREACH PROGRAM	745,072
WELLINGTON/DUFFERIN HOMES FOR PSYCHIATRIC REHABILITATION	365,289
WENDAT COMMUNITY SUPPORT PROGRAM	783,068
WEST LINCOLN MEMORIAL HOSPITAL	190,607
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	$673,100
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	245,902
WESTERN ONTARIO THERAPEUTIC COMMUNITY HOSTEL INC	7,354,463
WILKINS RESIDENTIAL HOME	120,402
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	3,080,957
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	2,513,563
WOMEN'S COUNSELLING REFERRAL & EDUCATION CENTRE	337,936
WOMEN'S MENTAL HEALTH RESOURCES OF LONDON	214,667
WOODGREEN COMMUNITY SERVICES	484,763
WYATT RESIDENCE	192,708
YORK CENTRAL HOSPITAL	655,317
YORK SUPPORT SERVICES NETWORK	4,246,895
YOUTH HABILITATION QUINTE INC	704,456
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	13,203,994
ONTARIO MENTAL HEALTH FOUNDATION	
ONTARIO MENTAL HEALTH FOUNDATION	$418,992
CANCER CARE ONTARIO	
CANCER CARE ONTARIO	$434,312,500
CREDIT VALLEY HOSPITAL	7,741,300
GRAND RIVER HOSPITAL	2,378,350
HAMILTON HEALTH SCIENCES	132,800
LAKERIDGE HEALTH CORP	3,463,868
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	310,100
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	11,994,000
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	4,031,411
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	306,800
GRANTS TO COMPENSATE FOR MUNICIPAL TAXATION - PSYCHIATRIC HOSPITALS	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$144,075
SPECIALTY PSYCHIATRIC HOSPITAL SERVICES	
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	$188,052,691
HOMEWOOD HEALTH CENTRE INC	25,090,500
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	1,800,000
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	88,785,004
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	45,587,600
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	76,827,138
ST JOSEPH'S CARE GROUP CORP	45,068,563
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	113,751,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

SPECIALTY PSYCHIATRIC HOSPITAL SERVICES (CONT'D)	
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	$49,800,998
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	1,653,500
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	1,224,500
WHITBY MENTAL HEALTH CENTRE	1,621,000
PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS	
ADNAN HADZIOMEROVIC	$220,007
ALEXANDRA HOSPITAL	145,000
ALEXANDRA MARINE AND GENERAL HOSPITAL	477,589
ALMONTE GENERAL HOSPITAL	192,000
ALTERNATIVE PAYMENT	416,290,705
ARNPRIOR AND DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	240,000
BARRIE COMMUNITY HEALTH CENTRE	185,868
BLUEWATER HEALTH	996,325
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	939,884
BROCKVILLE GENERAL HOSPITAL	713,393
CAMBRIDGE MEMORIAL HOSPITAL	877,616
CAMPBELLFORD MEMORIAL HOSPITAL	245,192
CENTRAL TORONTO COMMUNITY HEALTH CENTRE	227,330
CENTRETOWN COMMUNITY HEALTH CENTRE	184,552
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	621,767
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	359,666
CHRISTOPHER IAN DORIS	320,585
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	969,500
COUNTRY ROADS COMMUNITY HEALTH CENTRE	126,784
CREDIT VALLEY HOSPITAL	1,275,482
CSC DE L'ESTRIE	238,635
CSC DE SUDBURY	246,553
CSC DU TEMISKAMING	190,777
CSC NIAGARA	179,570
DR JOHN SIGALAS	133,298
DR JOSEPH SHABAN	159,841
DR MICHAEL ANGELO ROMEO	277,095
DR VLAD AVRAM	134,237
FLEMINGDON HEALTH CENTRE	179,616
GATEWAY COMMUNITY HEALTH CENTRE	217,962
GENERAL AND MARINE HOSPITAL	518,000
GERALDTON DISTRICT HOSPITAL	226,327
GRAND BEND AREA CHC	334,803
GRAND RIVER HOSPITAL	1,129,316
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	1,512,534
GROVES MEMORIAL COMMUNITY HOSPITAL	330,000
GUELPH COMMUNITY HEALTH CENTRE	237,860

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS (CONT'D)	
GUELPH GENERAL HOSPITAL	$1,034,871
HAKIM OPTICAL	602,646
HALDIMAND WAR MEMORIAL HOSPITAL	160,000
HALIBURTON HIGHLANDS HEALTH SERVICES CORPORATION	135,000
HALTON HEALTHCARE SERVICES CORP	1,392,034
HAMILTON HEALTH SCIENCES	3,605,374
HANOVER & DISTRICT HOSPITAL	237,000
HEADWATERS HEALTH CARE CENTRE	413,000
HOPITAL GENERAL DE HAWKESBURY & DISTRICT GENERAL HOSPITAL INC	315,000
HOPITAL NOTRE-DAME HOSPITAL (HEARST)	186,000
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	2,242,750
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	235,808
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	1,236,651
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	2,041,615
HUNTSVILLE DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	245,000
HURONIA DISTRICT HOSPITAL	376,000
JOSE AQUINO JR	348,864
JOSEPH BRANT MEMORIAL HOSPITAL CORP	1,131,519
KINGSTON COMMUNITY HEALTH CENTRES	125,278
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	1,381,500
KIRKLAND & DISTRICT HOSPITAL	213,000
KITCHENER COMMUNITY HEALTH CENTRE	190,229
LADY MINTO HOSPITAL AT COCHRANE	210,000
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	384,333
LAKERIDGE HEALTH CORP	1,781,843
LAMP COMMUNITY HEALTH CENTRE	163,224
LANGS FARM VILLAGE ASSOCIATION	287,647
LEAMINGTON DISTRICT MEMORIAL	338,000
LENNOX AND ADDINGTON COUNTY GENERAL HOSPITAL	278,000
LENS CRAFTERS	296,374
LISTOWEL MEMORIAL HOSPITAL	158,000
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	3,796,405
LONDON INTERCOMMUNITY HEALTH CENTRE	134,824
MARKHAM-STOUFFVILLE HOSPITAL	967,759
MARY BERGLUND FAMILY CLINIC	126,096
MONTFORT HOSPITAL	966,841
MOUNT SINAI HOSPITAL	1,604,296
NIAGARA HEALTH SYSTEM	3,090,734
NORFOLK GENERAL HOSPITAL	423,662

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS (CONT'D)

NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	$670,200
NORTH HAMILTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	145,507
NORTH LAMBTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	206,013
NORTH LANARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	174,415
NORTH WELLINGTON HEALTH CARE CORP	253,600
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	1,609,539
NORTHEASTERN ONTARIO MEDICAL EDUCATION CORP	300,000
NORTHERN ONTARIO SCHOOL OF MEDICINE	150,000
NORTHUMBERLAND HEALTH CARE CORP	496,000
NORWEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	257,938
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	869,500
OSHAWA COMMUNITY HEALTH CENTRE	195,428
OTTAWA HOSPITAL	4,394,342
PARKDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	175,588
PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS	7,091,969,980
PEMBROKE REGIONAL HOSPITAL INC	384,358
PERTH & SMITHS FALLS DISTRICT HOSPITAL	578,000
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	1,395,000
PRECISION OPTICAL	165,702
QUEEN'S UNIVERSITY	150,000
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	1,175,672
QUINTE HEALTHCARE CORP	1,337,649
REBECCA PETERSON	224,622
REGENT PARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	194,101
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	205,574
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF ST CATHARINES	208,500
RENFREW VICTORIA HOSPITAL	359,000
ROSS MEMORIAL HOSPITAL	504,000
ROUGE VALLEY HEALTH SYSTEMS	1,948,873
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	1,333,450
RURAL ONTARIO MEDICAL PROGRAM	150,000
SANDWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	173,334

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS (CONT'D)

SANDY HILL COMMUNITY HEALTH CENTRE	$234,779
SAULT AREA HOSPITAL	1,702,864
SCARBOROUGH HOSPITAL	2,396,284
SENSENBRENNER HOSPITAL	240,000
SOMERSET WEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	167,630
SOUTH BRUCE GREY HEALTH CENTRE	442,000
SOUTH MUSKOKA MEMORIAL HOSPITAL	391,000
SOUTH RIVERDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	132,444
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	1,176,572
ST JOSEPHS GENERAL HOSPITAL	220,000
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	895,000
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	1,438,777
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	1,724,306
ST MARY'S GENERAL HOSPITAL	858,903
ST MICHAEL'S HOSPITAL	1,896,558
ST THOMAS-ELGIN GENERAL HOSPITAL	572,078
STEVENSON MEMORIAL HOSPITAL	368,000
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	809,655
STRATHROY MIDDLESEX GENERAL	477,076
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	2,698,810
SYDENHAM DISTRICT HOSPITAL	270,000
TEEN HEALTH CENTRE COMMUNITY HEALTH CENTRE	254,163
TEMISKAMING HOSPITAL	345,000
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	1,369,188
TILLSONBURG DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	242,434
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	582,733
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	1,508,286
TRILLIUM HEALTH CENTRE	1,470,486
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	3,096,639
UNIVERSITY OF OTTAWA	255,000
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	150,000
WAL-MART VISION CENTRE	164,409
WEST ELGIN COMMUNITY HEALTH CENTRE	150,132
WEST HILL COMMUNITY HEALTH CENTRE	120,656
WEST LINCOLN MEMORIAL HOSPITAL	330,000
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	135,000
WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	375,000
WILLIAM CHARLES VAUGHAN	489,836
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	3,117,621
WINCHESTER DISTRICT MEM	370,000
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	1,191,271

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS (CONT'D)	
WINGHAM & DISTRICT HOSPITAL	$180,000
WOODSTOCK GENERAL HOSPITAL	661,943
WOOLWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	280,862
YORK CENTRAL HOSPITAL	1,325,953
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	8,311,997
INDEPENDENT HEALTH FACILITIES	
PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS	$49,316,336
MEDICAL REVIEW COMMITTEE	
PAYMENTS MADE FOR SERVICES AND CARE PROVIDED BY PHYSICIANS AND PRACTITIONERS	$862,401
ONTARIO DRUG PROGRAMS	
ONTARIO DRUG PROGRAMS	$3,287,091,251
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	567,061
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	1,229,028
COLLINGWOOD GENERAL & MAR HOSPITAL	212,712
CREDIT VALLEY HOSPITAL	3,493,596
GRAND RIVER HOSPITAL	4,708,767
HALTON HEALTHCARE SERVICES CORP	1,320,397
HAMILTON HEALTH SCIENCES	1,919,838
HEADWATERS HEALTH CARE CENTRE	164,852
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	2,874,560
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	16,118,931
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	2,303,949
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	4,632,193
HUNTSVILLE DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	364,697
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	2,705,156
LAKERIDGE HEALTH CORP	2,704,689
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	9,197,138
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	629,552
NORTHUMBERLAND HEALTH CARE CORP	296,763
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	2,009,849
OTTAWA HOSPITAL	9,361,831
PENETANGUISHENE GENERAL HOSPITAL	316,409
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	1,651,510

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ONTARIO DRUG PROGRAMS (CONT'D)	
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	$165,767
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF ST CATHARINES	3,735,397
RENFREW VICTORIA HOSPITAL	573,176
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	21,631,919
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	1,028,322
SAULT AREA HOSPITAL	1,515,043
SCARBOROUGH HOSPITAL	8,016,158
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	2,051,109
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	5,896,806
ST MICHAEL'S HOSPITAL	3,182,677
STEVENSON MEMORIAL HOSPITAL	239,301
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	4,468,490
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	1,008,859
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	224,428
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	584,958
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	519,454
TRILLIUM	10,498,321
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	5,814,653
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	2,390,528
YORK CENTRAL HOSPITAL	5,334,900
ACCOUNTS UNDER $50,000 COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	74,156
QUALITY MANAGEMENT PROGRAM - LABORATORY SERVICES	
ONTARIO MEDICAL ASSOCIATION	$4,351,700
ASSISTIVE DEVICES PROGRAM	
1022449 ONTARIO LIMITED	$350,633
1036332 ONTARIO INC	821,631
1036661 ONTARIO LIMITED	216,500
1041740 ONTARIO INC	290,093
1049248 ONTARIO LIMITED	637,141
1086992 ONTARIO LIMITED	773,036
1107965 ONTARIO LIMITED	596,623
1124980 ONTARIO INC	301,879
1160480 ONTARIO LIMITED	572,058
1168264 ONTARIO INC	380,983
1168947 ONTARIO INC	288,200
1178412 ONTARIO INC	295,352
1195228 ONTARIO LIMITED	827,160
1199569 ONTARIO INC	125,000
1246523 ONTARIO LIMITED	613,496
1246524 ONTARIO LIMITED	961,463
1261737 ONTARIO LTD	122,700
1264047 ONTARIO INC	238,485
1264981 ONTARIO LTD	392,535

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

1310107 ONTARIO INC.	$122,072
1319627 ONTARIO INC.	161,146
1363198 ONTARIO LIMITED	153,890
1363199 ONTARIO LIMITED	844,969
1427310 ONTARIO LIMITED	251,393
1466653 ONTARIO LTD.	150,212
1536502 ONTARIO INC.	168,094
1546962 ONTARIO LIMITED	151,350
1583138 ONTARIO LTD.	131,261
2018327 ONTARIO INC.	258,970
2CARE4 MEDICAL LIMITED	155,127
406319 ONTARIO LIMITED	455,350
423737 ONTARIO LTD.	122,455
573604 ONTARIO LTD.	167,000
577924 ONTARIO LIMITED	142,000
590112 ONTARIO INC.	275,100
717249 ONTARIO LIMITED	554,624
718645 ONTARIO LIMITED	390,618
722952 ONTARIO LIMITED	367,350
730986 ONTARIO INC.	496,309
770573 ONTARIO INC.	191,859
772028 ONTARIO LIMITED	314,270
772311 ONTARIO INC.	207,500
777799 ONTARIO INC.	197,638
795292 ONTARIO LIMITED	328,000
817833 ONTARIO INC.	744,231
851441 ONTARIO INC.	292,750
866073 ONTARIO LIMITED	556,900
932787 ONTARIO LIMITED	179,850
ABLE HOME HEALTH CARE INC.	463,835
ACCESS ABLE HEALTH CARE INCORPORATED	144,826
ACCESS VISION COMMUNICATIONS	276,349
ACOUSTIC CARE LTD.	230,350
ACTION MEDICAL	321,162
ADVANCED HEARING AID CLINIC INC.	171,041
ALAN E. NEFF HEARING AIDS	144,500
AMPOS ORTHOPAEDICS INC.	179,512
ASSOCIATED RESPIRATORY SERVICES INC.	1,453,555
AT HOME OXYGEN & MEDICAL SUPPLIES INC.	239,218
AUDIA HEARING AID CENTRE INC.	359,462
AUDIO DYNAMIC HEARING AIDS	189,550
AUDIOLOGY SERVICES	241,224
AUDIOTEK HEARING SYSTEMS INC.	317,700
BACK2FEET INC.	226,600
BARKLEY HEARING CENTRE INC.	124,500
BARRIE HEARING CENTRE INC.	214,400
BEST OF HEARING CENTRE INC.	136,947
BLOORVIEW HUGH MACMILLAN HEALTH CENTRE	1,843,331
BLOORVIEW-MACMILLAN CENTRE	719,920

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

BLOORVIEW-MACMILLAN CENTRE - EXTRA CEP-S5000	$2,033,414
BRAMPTON AUDIOLOGY	139,700
BRAMPTON HEARING AID SERVICES LIMITED	391,225
C.F. WEBB LIMITED	266,188
CAMBRIDGE AUDIOLOGY SERVICES	162,118
CANADA CARE MEDICAL INC.	489,248
CANADA HEARING CENTRE LTD.	658,175
CANADA INTERNATIONAL MEDICAL SUPPLIERS COMPANY LIMITED	199,942
CANADIAN DIABETES ASSOCIATION	876,560
CANADIAN HOME HEALTHCARE INC.	525,524
CARR HEARING SERVICES INC.	208,039
CHATHAM AUDIOMETRIC CENTRE LTD.	122,350
CHATTEN ENTERPRISES LIMITED	246,513
CLEARTONE HEARING CENTRE	153,500
CLINICAL ORTHOTIC CONSULTANTS INC.	326,725
CLINICAL ORTHOTIC CONSULTANTS OF WINDSOR INC.	203,440
COMMUNITY HEARING SUPPORT SERVICES INC.	648,691
CONKAR HEARING INSTRUMENTS	132,500
CONVAL-AID INC.	779,327
CORNWALL HEARING INC.	291,733
COWELL HOME HEALTH CARE & FITNESS SUPPLIES INC.	212,134
CREDIT VALLET PRO HEALTH INC.	543,815
CENTRE FOR SIGHT ENHANCEMENT (UNIVERSITY OF WATERLOO)	2,407,084
CUSTOM EARMOLD LABORATORIES INC.	181,500
CUSTOM ORTHOTIC DESIGN GROUP LTD.	154,826
CUSTOM ORTHOTICS OF LONDON INC.	434,006
DAVIDSON HEARING AID CENTRE LIMITED	824,050
DELL CHEMISTS (1975) LIMITED	449,267
DESIGN PROSTHETIC APPLIANCE CO.	216,996
DINO F. DELL'ORLETTA	165,850
DME MEDEQUIP INC.	244,899
DOMINION HEARING AID CLINIC INC.	173,000
DR. MARKOWITZ, S.N.	208,074
DR. PAPADAKIS, GEORGE	163,451
DURHAM AUDIOMETRIC SERVICES LTD.	339,498
DURHAM MEDICAL (1983) LIMITED	653,166
EAGLE ORTHOPAEDICS	209,461
EAST YORK HEARING AID CENTRE	402,815
EASTERN MOBILITY SPECIALISTS INC.	826,654
ELGIN AUDIOLOGY CONSULTANTS	264,333
ELLESMERE HEARING CENTRE LTD.	314,850
ELLIS HEARING AID SERVICE	152,445
ENERFACE ENGINEERING LTD.	146,447

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

ENHANCED HEARING CORPORATION	$679,988
G.A. INGRAM COMPANY (CANADA) LIMITED	1,065,792
GOLDMARK MARKETING CORPORATION	263,400
GRAND RIVER HOSPITAL - 286,475.00	283,393
GRUNDY & ASSOCIATES ORTHOPEDIC SERVICES INC	158,632
HAMILTON HEALTH SCEINCES CORPORATION	351,458
HAMILTON HEALTH SCIENCES CORPORATION	1,574,179
HAMILTON PROSTHETICS AND ORTHOTICS OF LONDON INC	490,645
HANDI-HOUSE LIMITED	158,439
HANDY TECH CONSULTING	478,379
HEAR AFTER	124,000
HEAR TECH INDUSTRIES INC	165,500
HEARING AID DISPENSARY OF BURLINGTON	296,495
HEARING AID SERVICES	206,000
HEARING AID SERVICES POUR PROTHESE AUDITIVE	266,953
HEARING SCIENCES	133,350
HEAR-MED INC	243,000
HEARWELL INTERNATIONAL INC	184,000
HELIX HEARING CARE OF AMERICA CORP	2,011,787
HEMMERICH HEARING CENTER LTD	165,500
HERITAGE HEARING CARE INC	127,500
HME LTD	905,593
HOME LIFECARE SERVICES INC	885,515
HOMESTEAD OXYGEN & MEDICAL EQUIPMENT INC	627,273
HORIZON PRO HEALTH INC	171,361
HOTEL DIEU HOSPITAL	230,410
HUMMEL PHARMACY LIMITED	198,117
HUNT'S CONVALESCENT EQUIPMENT COMPANY INC	1,363,475
HURONIA/MED-E-OX LTD	343,016
IMASCO RETAIL INC./LA SOCIETE DE DETAIL IMASCO INC	328,953
J. R. CROOKS HEALTH CARE SERVICES INC	1,052,939
J.R. CROOKS HEALTH CARE SERVICES INC	136,677
JULIANE SHANTZ, AUDIOLOGIST	137,050
K & H AUDIOLOGY SERVICES	147,628
KAVIA HOLDINGS INC	329,850
KAWARTHA ORTHOPAEDIC SERVICES LTD	324,750
KINGSTON OXYGEN HOME SERVICE LIMITED	328,142
K-W HEARING AID SERVICES INC	190,350

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

LAKERIDGE HEALTH CORPORATION	$304,501
LAKESHORE PARAMEDICAL HEARING SERVICES INC	152,500
LAMBTON AUDIOLOGY ASSOCIATES	173,050
LAMBTON PROFESSIONAL HOME HEALTH CARE CORPORATION	150,009
LAURENTIAN HOSPITAL	401,578
LEAMINGTON MEDICAL SUPPLIES & SERVICES INC	205,786
LES GAZ SPECIAUX MEGS INC	327,461
LEWIS AND KRALL PHARMACY LIMITED	1,432,438
LIFE BREATH HOME CARE SERVICES INC	183,841
LISTEN UP HEARING HEALTHCARE CANADA INC	224,897
LOEWEN PROSTHETIC SERVICES LTD	159,150
LONDON AUDIOLOGY CONSULTANTS	313,418
LONDON EAR CLINIC	517,490
LONDON PROSTHETICS CO. LTD	273,050
LUDLOW MEDICAL PRODUCTS INC	653,250
LYDIA KREUK, HEARING SERVICES	201,550
MACKHALL MOBILITY PRODUCTS INC	882,593
MALVERN TOTAL HEARING CENTRE INC	127,700
MARKHAM HEARING CENTRE INC	211,547
MARKHAM-STOUFFVILLE HEARING SERVICES LTD	211,316
MEDELIFE HEALTHCARE SERVICES LTD	227,650
MEDICAL RESPIRATORY CARE INC	736,041
MEDICHAIR (OTTAWA)	148,138
MEDICHAIR NORTHERN ONTARIO	191,072
MEDICHAIR TEMISKAMING LTD	161,697
MICROCOMPUTER SCIENCE CENTRE INC	133,106
MINDEN HEARING SERVICE	148,500
MOBILITY SAVERS	291,236
MONTCALM AUDIOLOGY & HEARING AID SERVICES LTD	134,994
MOTION SPECIALTIES INCORPORATED	1,745,891
MOUNT SINAI HOSPITAL	154,267
MOUNTAIN HEARING CENTER	158,700
MUSKOKA HEARING AIDS LTD	191,500
NATIONAL HOME HEALTH CARE	134,042
NIAGARA HEALTH SYSTEM	154,594
NIAGARA PROSTHETICS & ORTHOTICS CORP	475,428
NIPISSING ORTHOPAEDIC LABORATORY INC	144,928
NORTH BAY AUDIOLOGY CLINIC LTD	330,728
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	208,605
NORTHERN RESPIRATORY CENTRE INC	254,616
NORTHLAND PROSTHETICS INC	129,462
ONTARIO HEARING CONSULTANTS LTD	298,618

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

ONTARIO HOME OXYGEN AND RESPIRATORY SERVICES INC	$627,354
ONTARIO MEDICAL SUPPLY LIMITED	1,126,234
ONTARIO WHEELCHAIR, ACCESS AND MOBILITY EQUIPMENT INC	438,467
ORTHOPEDIC BRACING SOLUTIONS INC	271,383
ORTHOPROACTIVE CONSULTANTS INC	306,416
ORTHOTIC DIMENSIONS INC	137,713
OTTAWA AUDIOLOGY ASSOCIATES	259,500
OTTAWA VALLEY HEARING AID CENTRE INC	131,000
OTTAWA-CARLETON HEARING AID DISPENSARY LIMITED	574,657
OXFORD PRO HEALTH INC	160,393
PAUL KELLY (1993) LIMITED	197,356
PAUL PLIMMER & ASSOCIATES INC	216,195
PEEL AUDIOLOGY AND HEARING AID SERVICES	197,550
PETERBOROUGH AUDIOLOGY INC	134,000
PRAXAIR CANADA INC	10,943,823
PRECISION HEARING INSTRUMENTS LTD	226,350
PROFESSIONAL RESPIRATORY HOME CARE SERVICE CORP	1,821,621
PROSTHETIC ABILITY	192,078
PROSTHETIC ENERGY INC	211,597
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	330,581
QUINTE MEDCARE SUPPLIES & SERVICES INC	207,373
RESTASSURE INC	468,014
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP/ SERVICES DE SANTE ROYAL OTTAWA	553,246
ROYAL PRO HEALTH INC	346,457
SARNIA HEARING AID CENTRE INC	154,850
SAULT STE MARIE AND DISTRICT GROUP HEALTH ASSOCIATION	134,700
SAULT STE MARIE AUDIOLOGY INC	134,050
SCARBOROUGH HEARING SERVICES	124,200
SHOPPERS DRUG MART INC	20,221,530
SHOPPERS HOME HEALTH CARE	5,533,708
SHORELINE HEALTHCO INC	132,214
SLEEP MANAGEMENT GROUP (EAST) LTD	732,174
SLEEP MANAGEMENT GROUP (WEST) LTD	860,030
SMITH PROSTHETIC SERVICES LTD	163,581
SOUND CENTRAL INC	163,698
SPRINT (NETWORK) INC	165,443
ST. THOMAS-ELGIN GENERAL HOSPITAL	134,920
STAMFORD HEARING AIDS LIMITED	154,500
STRATFORD AUDIOLOGY CLINIC	286,273
SUNNYBROOK- ATC	211,160

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ASSISTIVE DEVICES PROGRAM (CONT'D)

SUNNYBROOK CENTRE FOR INDEPENDENT LIVING	$659,467
TERMINAL INITIATED PAYMENT SYSTEM	6,780,069
TERRACE HILL HEARING AIDS	499,574
THAMES VALLEY CHILDREN'S CENTRE	310,421
THE ASSITANCE COMPNY TAC INC	357,048
THE AUDIOLOGY CENTRE INC	144,002
THE CANADIAN HEARING SOCIETY	1,300,717
THE CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND	536,709
THE COBOURG AUDIOLOGY AND HEARING AID CENTRE	140,500
THE HEARING INSTITUTE LTD	416,550
THE HOSPITAL FOR SICK CHILDREN	921,308
THE ORANGEVILLE HEARING CLINIC	122,000
THE OSHAWA HEARING AID CLINIC	149,050
THERAPIST'S CHOICE MEDICAL SUPPLIES INC	3,145,956
THERAPY SUPPLIES & RENTAL LIMITED	5,310,294
THORNCLIFFE ENTERPRISES LIMITED	194,915
THUNDER BAY ORTHOPAEDIC INC	172,759
TOM DALIOS HEARING AID CLINIC	147,500
TORONTO ORTHOPEDIC APPLIANCE SERVICES LTD	610,666
TRUPPE ARTIFICIAL LIMB & BRACE LTD	122,569
TRUPPE HEALTH CARE PRODUCTS AND SERVICES LIMITED	271,420
UDI COMPREHENSIVE HEARING SERVICES LIMITED	160,000
UNION HEARING AID CENTRE LIMITED	584,225
UPTON POSITIONING DESIGNS	194,494
VAUGHAN WHEELCHAIR & HOME HEALTH SUPPLIES INC	319,056
VENTILATOR EQUIPEMENT POOL	2,450,900
VISUAIDE, INC	181,004
VITALAIRE	3,770,278
VITALAIRE CANADA INC	172,887
W. ROSS MACDONALD SCHOOL	132,774
WEST HILL HEARING CENTRE	120,200
WEST PARK HOSPITAL	768,482
WESTERN PRO HEALTH INC	492,412
WHOLE NET CONSULTING CO. LTD	978,952
WILDER MOBILITY LIMITED	232,803
WOMEN ENTREPRENEURS IN ADVANCED TECHNOLOG (WEATECH) INC	853,523
WORKPLACE ERGONOMICS INC	163,555
YORK MEDICAL MOBILITY INC	535,989
ZABELL HEARING CENTRE INC	175,050
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	19,416,533

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HOME OXYGEN PROGRAM

1124980 ONTARIO INC.	$149,920
1191252 ONTARIO INC.	540,964
588031 ONTARIO INC.	371,410
ALL-CAN MEDICAL INC.	509,766
ALL-U-NEED RESPIRATORY SERVICES INC.	141,766
ASSOCIATED RESPIRATORY SERVICES INC.	2,570,362
BREATHE EASY RESPIRATORY HOME CARE INC.	537,990
CARTER MEDICAL SUPPLY INC.	154,796
CREDIT VALLET PRO HEALTH INC.	417,191
EASTERN MOBILITY SPECIALISTS INC.	385,645
HOME LIFECARE SERVICES INC.	207,719
HOMESTEAD OXYGEN & MEDICAL EQUIPMENT INC.	475,240
HORIZON PRO HEALTH INC.	917,023
HURONIA/MED-E-OX LTD.	273,953
J. R. CROOKS HEALTH CARE SERVICES INC.	1,137,771
KINGSTON OXYGEN HOME SERVICE LIMITED.	615,588
LAKERIDGE HEALTH CORPORATION.	981,415
LAMBTON PROFESSIONAL HOME HEALTH CARE CORPORATION.	966,189
LES GAZ SPECIAUX MEGS INC.	626,666
LIFE BREATH HOME CARE SERVICES INC.	713,526
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL.	781,063
NORTHERN RESPIRATORY CENTRE INC.	383,592
ONTARIO HOME OXYGEN AND RESPIRATORY SERVICES INC.	970,591
OXFORD PRO HEALTH INC.	781,485
PRAXAIR CANADA INC.	17,528,653
PROFESSIONAL RESPIRATORY HOME CARE SERVICE CORP.	4,379,703
QUEENSWAY PRO HEALTH INC.	541,683
R.T. RESPIRATORY SERVICES INC.	840,307
ROYAL PRO HEALTH INC.	1,400,344
SHOPPERS DRUG MART INC.	512,013
ST. JOSEPH'S HEALTH CARE, LONDON.	550,473
ST. JOSEPH'S PRO HEALTH INC.	170,146
ST. THOMAS-ELGIN GENERAL HOSPITAL.	577,577
THE BRANTFORD GENERAL HOSPITAL.	280,599
THE OXYGEN SPECIALISTS, INC.	433,146
THE SCARBOROUGH HOSPITAL.	491,515
VITALAIRE.	12,237,055
VITALAIRE CANADA INC.	1,066,871
WESTERN PRO HEALTH INC.	1,299,594
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE.	710,574
ACCOUNTS UNDER $50,000/ COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$.	602,778

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HEALTH PROMOTION AND DISEASE PREVENTION

ALGOMA HEALTH UNIT.	$488,953
BRANT COUNTY HEALTH UNIT MEDICAL HEALTH COMMUNITY RESPONSE TEAM.	366,586
BROCK UNIVERSITY.	600,000
CANADIAN CANCER SOCIETY.	3,700,000
CANADIAN COUNCIL FOR TOBACCO CONTROL (CCTC).	455,000
CANADIAN TIRE FOUNDATION FOR FAMILIES.	300,000
CANCER CARE ONTARIO.	1,144,252
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH.	5,080,500
CITY OF HAMILTON.	833,511
CITY OF OTTAWA.	1,506,020
CITY OF TORONTO.	2,262,627
DURHAM REGION HEALTH UNIT.	707,839
EASTERN ONTARIO HEALTH UNIT (CORNWALL).	173,462
ELGIN ST THOMAS HEALTH UNIT.	393,611
ELISABETH BRUYERE RESEARCH INSTITUTE.	500,000
FORT WILLIAM FIRST NATION.	223,165
GREEN COMMUNITIES CANADA.	150,000
GREY BRUCE HEALTH UNIT.	778,332
HALDIMAND-NORFOLK HEALTH UNIT.	197,530
HALIBURTON KAWARTHA PINE RIDGE.	283,565
HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES HEALTH UNIT.	167,134
HEART & STROKE FOUNDATION OF ONTARIO.	5,010,000
HURON COUNTY HEALTH UNIT.	186,789
JANE/FINCH COMMUNITY & FAMILY CENTRE.	127,500
KENT-CHATHAM HEALTH UNIT.	208,111
KFL & A HEALTH UNIT.	1,013,212
KIDSPORT ONTARIO.	150,000
LEEDS-GRENVILLE & LANARK.	219,350
METROPOLITAN WINDSOR-ESSEX.	380,838
MIDDLESEX-LONDON HEALTH UNIT.	647,824
NISHNAWBE ASKI NATION.	464,114
NORTH BAY PARRY SOUND DISTRICT HEALTH UNIT.	204,055
NORTHWESTERN HEALTH UNIT.	531,414
ONTARIO HEALTHY COMMUNITY COALITION.	360,000
ONTARIO LUNG ASSOCIATION.	2,133,000
ONTARIO MEDICAL ASSOCIATION.	600,000
ONTARIO PHYSICAL & HEALTH EDUCATION ASSOCIATION.	1,628,000
ONTARIO PREVENTION CLEARING HOUSE.	1,482,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HEALTH PROMOTION AND DISEASE PREVENTION (CONT'D)	
ONTARIO PUBLIC HEALTH ASSOCIATION	$3,362,955
ONTARIO WOMEN'S HEALTH NETWORK	190,941
OTTAWA HEART INSTITUTE RESEARCH CORP	187,504
OXFORD COUNTY HEALTH UNIT	331,954
PARENT ACTION ON DRUGS	168,625
PEEL REGION HEALTH UNIT	731,420
PERTH DISTRICT HEALTH UNIT	170,687
PETERBOROUGH COUNTY-CITY HEALTH UNIT	418,427
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	300,790
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	506,537
REGIONAL WATERLOO PUBLIC HEALTH	1,438,943
RENFREW COUNTY AND DISTRICT HEALTH UNIT	249,330
SELF-HELP RESOURCE CENTRE OF GREATER TORONTO	260,000
SIMCOE MUSKOKA DISTRICT HEALTH UNIT	1,017,900
SMOKING & HEALTH ACTION FOUNDATION	400,000
SUDBURY & DISTRICT HEALTH UNIT	961,151
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	450,625
TIMISKAMING HEALTH UNIT	172,312
TORONTO PUBLIC LIBRARY	293,820
UNAUTHORIZED SOLUTIONS INC	498,500
UNIVERSITY OF OTTAWA	137,496
UNIVERSITY OF TORONTO	3,909,960
WELLINGTON-DUFFERIN-GUELPH HEALTH UNIT	279,603
YORK REGION HEALTH UNIT	671,723
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	3,199,752
HEALTHY BABIES HEALTHY CHILDREN	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$49,200
COMMUNITY HEALTH CENTRES	
ACCESS ALLIANCE-MULTI	$2,913,852
ANISHNAWBE HEALTH OF TORONTO	2,209,160
ANNE JOHNSTON HEALTH STATION	2,232,204
ASSOCIATION OF ONTARIO HEALTH CENTRE	6,041,564
BARRIE COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,039,239
BLACK CREEK COMMUNITY HEALTH	3,089,993
BLACK HEALTH ALLIANCE	200,000
CARLINGTON COMMUNITY	2,962,192
CENTRAL TORONTO COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,028,063
CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DE L'ESTRIE	4,330,108

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY HEALTH CENTRES (CONT'D)	
CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DE SUDBURY	$2,656,883
CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DU NIAGARA	2,309,286
CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DU TEMISKAMING	3,010,591
CENTRE FRANCOPHONE DE TORONTO	2,659,368
CENTRETOWN COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,770,751
COUNTRY ROADS COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,056,458
DAIRY FARMERS OF CANADA	245,000
DAVENPORT PERTH NEIGHBOURHOOD CENTRE	2,677,510
EAST END HEALTH CENTRE	2,917,295
EASTER SEAL SOCIETY	5,833,216
FLEMINGDON HEALTH CENTRE	3,631,515
FOUR VILLAGES COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,611,189
GATEWAY COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,243,035
GRAND BEND AREA CHC	2,750,452
GROUP HEALTH CENTRE	170,323
GUELPH COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,822,640
HAMILTON URBAN CORE COMMUNITY HEALTH CENTRE	1,967,933
KINGSTON COMMUNITY HEALTH CENTRES	3,584,921
KITCHENER COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,486,205
LAMP COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,254,857
LANGS FARM VILLAGE ASSOCIATION	2,777,687
LAWRENCE HEIGHTS MEDICAL CENTRE	3,498,345
LONDON INTERCOMMUNITY HEALTH CENTRE	3,258,528
MARY BERGLUND FAMILY CLINIC	1,481,902
MERRICKVILL DISTRICT COMMUNITY	2,201,668
MISIWAY MILOPEMAHTESEWIN	1,186,498
NORTH HAMILTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,430,684
NORTH LAMBTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,672,857
NORTH LANARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,742,079
NORWEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,059,836
ONTARIO COLLEGE OF FAMILY PHYSICIANS	475,000
ONTARIO LUNG ASSOCIATION	335,947
OSHAWA COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,539,677
OSTEOPOROSIS CANADA	2,105,000
OTTAWA HOSPITAL	400,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY HEALTH CENTRES (CONT'D)	
PARKDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	$3,423,268
PINECREST-QUEENSWAY COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,469,230
PLANNED PARENTHOOD TORONTO	1,766,668
REGENT PARK COMMUNITY HEALTH CENTRE	5,232,114
REXDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,248,032
SANDWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,470,768
SANDY HILL COMMUNITY HEALTH CENTRE	5,969,681
SHOUT CLINIC COMMUNITY HEALTH CENTRE	1,001,735
SOMERSET WEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,350,019
SOUTH EAST OTTAWA RESIDENTIAL CENTRE	3,205,789
SOUTH RIVERDALE COMMUNITY HEALTH CENTRE	4,004,044
STONEGATE COMMUNITY ASSOCIATION	2,219,227
TEEN HEALTH CENTRE COMMUNITY HEALTH CENTRE	3,137,904
WEST ELGIN COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,372,515
WEST HILL COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,392,885
WOMENS HEALTH IN WOMENS HANDS	2,559,065
WOOLWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,769,360
YORK COMMUNITY SERVICE CENTRE	2,685,712
YOUTH CENTRE (PICKERING)	1,541,598
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	170,342
MIDWIFERY SERVICES	
YORK COMMUNITY SERVICE CENTRE	$13,759,256
HALTON HEALTHCARE SERVICES CORP	5,936,821
SOUTHEAST OTTAWA	5,591,930
ST JOSEPH'S HEALTH SERVICES ASSOCIATES OF LONDON	3,575,931
BARRIE COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,999,335
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	2,689,515
GUELPH COMMUNITY HEALTH CENTRE	2,118,220
FAMILY SERVICES OF THUNDER BAY	2,102,602
PETERBOROUGH FAMILY	1,874,424
STRATFORD GENERAL HOSPITAL	1,735,147
WOOLWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	1,520,718
LANGS FARM VILLAGE ASSOCIATION	1,348,825
MARKHAM STOUFFVILLE HOSPITAL	1,318,640

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MIDWIFERY SERVICES (CONT'D)	
CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DU NIAGARA	$1,181,757
SAULT AREA HOSPITAL	1,076,021
KITCHENER DOWNTOWN	1,047,971
SANDWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	614,950
COLLEGE OF MIDWIVES OF ONTARIO	412,550
ASSOCIATION OF ONTARIO MIDWIVES	367,655
PERINATAL PARTNERSHIP PROGRAM OF EASTERN & SOUTHEASTERN ONTARIO	250,000
LAWRENCE HEIGHTS COMMUNITY HEALTH CENTRE	163,789
ADDICTION PROGRAM	
416 ADDICTION CASE MANAGEMENT PROG	$303,821
ACROSS BOUNDARIES	142,500
ADDICTION ASSESSMENT SERVICES OF OTTAWA-CARLETON	879,558
ADDICTION OUTREACH MUSKOKA PARRY SOUND	568,255
ADDICTION SERVICES FOR YORK REGION	170,502
ADDICTION SERVICES OF EASTERN ONTARIO	1,830,257
ADDICTION SERVICES OF THAMES VALLEY	1,200,641
ADDICTIONS CENTRE (HASTINGS/ PRINCE EDWARD COUNTIES) INC	1,009,802
ALCOHOL & DRUG TREATMENT CENTRE- NIAGARA	383,644
ALEXANDRA HOSPITAL	829,958
ALGOMA FAMILY SERVICES	225,058
ALGOMA HEALTH UNIT	422,336
ALGOMA SUBSTANCE ABUSE REHABILITATION CENTRE	474,288
ALPHA HOUSE	332,100
ALWOOD TREATMENT CENTRE INC	807,698
AMETHYST WOMEN'S ADDICTION CENTRE	958,593
ANISHNABIE NAADMAAGI GAMIG SUBSTANCE ABUSE TREATMENT CENTRE	340,299
ATIKOKAN GENERAL HOSPITAL	179,058
AY/ALTERNATIVES FOR YOUTH	385,473
BLUEWATER HEALTH	598,978
BOARD OF HEALTH FOR THE TIMISKAMING HEALTH UNIT	694,790
BRANT ALCOVE REHABILITATION SERVICES	764,499
BREAKAWAY	1,440,850
BROCK COTTAGE INC	943,902
CARITAS PROJECT	363,961

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ADDICTION PROGRAM (CONT'D)

CENTRE DE REEDUCATION COR JESU DE TIMMINS INC	$634,859
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	5,841,332
CENTRETOWN COMMUNITY HEALTH CENTRE	732,268
CHANGES RECOVERY HOMES	557,161
CHARITY HOUSE (WINDSOR)	1,374,532
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	570,935
CHILDREN'S CENTRE THUNDER BAY	190,081
CHINESE FAMILY SERVICES OF ONTARIO	220,036
CITY OF HAMILTON	847,203
COLLEGE OF PHYSICIANS & SURGEONS OF ONTARIO	323,375
COMMUNITY COUNSELLING CENTRE OF NIPISSING	468,854
COMMUNITY OUTREACH PROGRAMS IN ADDICTIONS	313,521
CORNWALL COMMUNITY HOSPITAL	369,927
COSTI-IIAS IMMIGRANT SERVICES	964,380
COUNTY OF HURON	347,298
CROSSROADS CENTRE INC	830,258
DAVID SMITH YOUTH TREATMENT CENTRE	505,443
DILICO COUNSELLING SERVICE TEAM	372,136
DRYDEN REGIONAL HEALTH CENTRE	202,434
ELLIOT LAKE FAMILY LIFE CENTRE	291,185
EMPATHY HOUSE OF RECOVERY	366,199
FOUR COUNTIES ADDICTION SERVICES TEAM INC	1,094,286
G&B HOUSE	347,552
GOVERNING COUNCIL OF SALVATION ARMY	915,900
GRAND RIVER HOSPITAL	899,559
GREY BRUCE COMMUNITY HEALTH CORP	918,727
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	1,252,102
HALDIMAND-NORFOLK HEALTH UNIT	685,993
HALF WAY HOUSE INC	576,638
HALTON ALCOHOL DRUG & GAMBLING ASSESSMENT PREVENTION TREATMENT - ADAPT	1,367,215
HALTON RECOVERY HOUSE INC	133,214
HAMILTON HEALTH SCIENCES	878,284
HOMEWOOD HEALTH CENTRE INC	1,299,740
HOPE PLACE CENTRES	1,415,573
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	278,786
HOTEL DIEU HEALTH SCIENCES	279,106
HOUSE OF FRIENDSHIP OF KITCHENER	1,026,725
HOUSE OF SOPHROSYNE	770,047
HOUSE OF WELCOME INCORP	304,524
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	518,849
IRIS WOMEN'S ADDICTION RECOVERY	883,653

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ADDICTION PROGRAM (CONT'D)

JEAN TWEED TREATMENT CENTRE	$2,590,968
KENORA CHIEFS ADVISORY INC	249,494
LA MAISON ARC-EN-CIEL INC	467,918
LA MAISON RENAISSANCE INC	753,138
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	1,976,918
LAKERIDGE HEALTH CORP	3,059,543
LENNOX & ADDINGTON ADDICTION SERVICES	416,353
LOFT COMMUNITY SERVICES	389,326
MACKAY MANOR INC	404,994
MAISON FRATERNITE	1,575,756
MANITOULIN HEALTH CENTRE	247,943
MISSION SERVICES OF HAMILTON	325,282
MISSION SERVICES OF LONDON	390,600
MONTFORT HOSPITAL	1,246,462
NEWMARKET ADDICTION SERVICES YORK REGION	756,053
NIAGARA ALCOHOL & DRUG ASSESSMENT SERVICE	798,181
NIAGARA HEALTH SYSTEM	2,812,549
NISHNAWBE ASKI NATION	186,010
NORFOLK GENERAL HOSPITAL	818,580
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	2,277,216
NORTH COCHRANE ADDICTION SERVICES INC	837,013
NORTH OF SUPERIOR COMMUNITY MENTAL HEALTH PROGRAM CORP	393,894
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	2,699,626
ONTARIO FEDERATION OF COMMUNITY MENTAL HEALTH & ADDICTION	552,963
ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	952,096
ONTARIO PHARMACIST'S ASSOC	131,410
ONTARIO PROBLEM GAMBLING RESEARCH CENTRE	4,000,000
OPTIONS FOR CHANGE	1,088,448
PATHWAYS ALCOHOL & DRUG TREATMENT SERVICES	263,160
PEEL ADDICTION ASSESSMENT & REFERRAL CENTRE (PAARC)	725,244
PERTH ADDICTION CENTRE INC	496,503
RED LAKE MARGARET COCHENOUR MEMORIAL HOSPITAL CORP	223,173
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	971,012
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF ST CATHARINES	249,613
RENASCENT FOUNDATION INC	2,309,671
RENFREW VICTORIA HOSPITAL	494,055
RESPONSIBLE GAMBLING COUNCIL (ONTARIO)	5,676,500

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ADDICTION PROGRAM (CONT'D)	
RIDEAUWOOD ADDICTION & FAMILY SERVICES	$937,777
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	257,330
ROCKHAVEN	400,640
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	1,063,330
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	1,295,558
SALVATION ARMY	3,471,688
SAULT AREA HOSPITAL	1,384,012
SAULT STE MARIE ALCOHOL RECOVERY HOME INC	354,691
SERENITY HOUSE INC	529,635
SIMCOE MUSKOKA-PARRY SOUND HALFWAY HOUSE	472,312
SIMCOE OUTREACH SERVICES	891,868
SIOUX LOOKOUT FAMILY TREATMENT CENTRE	345,568
SIOUX LOOKOUT MENO-YA-WIN HEALTH CENTRE	562,862
SMOOTH ROCK FALLS HOSPITAL	727,217
SOBRIETY HOUSE	212,512
SOUTH COCHRANE ADDICTION SERVICE	466,231
ST JOSEPH'S CARE GROUP CORP	3,708,425
ST JOSEPHS GENERAL HOSPITAL	1,655,996
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	462,700
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	1,146,068
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	1,418,651
ST MARY'S GENERAL HOSPITAL	927,982
ST MICHAEL'S HOMES	709,462
ST MICHAEL'S HOSPITAL	1,095,488
ST VINCENT DE PAUL OZANAM	386,879
STONEHENGE THERAPEUTIC COMMUNITY	972,570
STREET HAVEN AT THE CROSSROADS	462,410
SUDBURY ADDICTION TREATMENT PROGRAM	308,108
THE DRUG AND ALCOHOL REGISTRY OF TREATMENT (DART)	1,641,076
THREE C'S REINTRODUCTION CENTRE INC	387,082
THUNDER BAY FAMILY & CREDIT COUNSELLING AGENCY	393,527
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	1,515,352
TRANSITION HOUSE	442,608
TRICOUNTY ADDICTION SERVICES	872,777
TURNING POINT INC	497,237
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	2,325,608
UNIVERSITY OF TORONTO	162,938
VESTA RECOVERY PROGRAM FOR WOMEN	269,997
VITANOVA FOUNDATION	367,721

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

ADDICTION PROGRAM (CONT'D)	
WAYSIDE HOUSE OF HAMILTON	$494,323
WAYSIDE HOUSE OF ST CATHARINES	448,490
WEECHI-IT-TE-WIN FAMILY SERVICES	249,096
WEST NIPISSING GENERAL HOSPITAL	155,700
WESTOVER TREATMENT CENTRE	1,192,491
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	1,811,188
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	2,163,322
YMCA OF GREATER TORONTO	2,310,297
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,291,457
OFFICIAL LOCAL HEALTH AGENCIES	
ALGOMA HEALTH UNIT	$5,063,353
BRANT COUNTY HEALTH UNIT MEDICAL HEALTH COMMUNITY RESPONSE TEAM	3,985,860
CITY OF HAMILTON	13,946,447
CITY OF OTTAWA	17,102,898
CITY OF TORONTO	75,557,323
DURHAM REGION HEALTH UNIT	14,683,612
EASTERN ONTARIO HEALTH UNIT (CORNWALL)	5,569,828
ELGIN ST THOMAS HEALTH UNIT	2,658,860
GREY BRUCE HEALTH UNIT	5,028,543
HALDIMAND-NORFOLK HEALTH UNIT	2,624,557
HALIBURTON KAWARTHA PINE RIDGE	6,443,502
HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES HEALTH UNIT	5,036,983
HURON COUNTY HEALTH UNIT	2,249,077
KENT-CHATHAM HEALTH UNIT	3,384,275
KFL & A HEALTH UNIT	9,570,620
LAMBTON HEALTH UNIT	3,248,635
LEEDS-GRENVILLE & LANARK	4,186,529
METROPOLITAN WINDSOR-ESSEX	7,418,199
MIDDLESEX-LONDON HEALTH UNIT	9,859,870
MUSKOKA-PARRY SOUND HEALTH UNIT	217,383
NORTH BAY PARRY SOUND DISTRICT HEALTH UNIT	7,149,505
NORTHWESTERN HEALTH UNIT	4,789,886
OXFORD COUNTY HEALTH UNIT	2,848,080
PEEL REGION HEALTH UNIT	22,815,723
PERTH DISTRICT HEALTH UNIT	2,799,181
PETERBOROUGH COUNTY-CITY HEALTH UNIT	3,301,308
PORCUPINE HEALTH UNIT	4,210,717
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	10,264,906
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	12,355,161
REGIONAL WATERLOO PUBLIC HEALTH	11,977,367
RENFREW COUNTY AND DISTRICT HEALTH UNIT	2,617,647
SIMCOE MUSKOKA DISTRICT HEALTH UNIT	13,059,001
SUDBURY & DISTRICT HEALTH UNIT	9,673,552

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OFFICIAL LOCAL HEALTH AGENCIES (CONT'D)	
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	$5,398,354
TIMISKAMING HEALTH UNIT	1,952,459
WELLINGTON-DUFFERIN-GUELPH HEALTH UNIT	7,556,426
YORK REGION HEALTH UNIT	21,599,488
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	138,882
SPEECH AND AUDIOLOGY	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$18,465
OUTBREAKS OF DISEASES	
ALGOMA HEALTH UNIT	$201,190
CHILDRENS HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	179,963
CITY OF HAMILTON	245,085
CITY OF OTTAWA	263,481
CITY OF TORONTO	708,456
DURHAM REGION HEALTH UNIT	216,286
EASTERN ONTARIO HEALTH UNIT (CORNWALL)	180,514
HALIBURTON KAWARTHA PINE RIDGE	134,186
HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES HEALTH UNIT	135,292
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	948,177
KFL & A HEALTH UNIT	141,550
LAMBTON HEALTH UNIT	159,699
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	749,953
MCMASTER PHARMACY	204,487
METROPOLITAN WINDSOR-ESSEX	148,723
MIDDLESEX-LONDON HEALTH UNIT	321,698
ONTARIO GOVERNMENT PHARMACY & MEDICAL SUPPLY SERVICES	163,652,653
PEEL REGION HEALTH UNIT	196,797
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	187,332
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	154,493
REGIONAL WATERLOO PUBLIC HEALTH	279,708
SIMCOE MUSKOKA DISTRICT HEALTH UNIT	300,043
SPECIALTY FOOD SHOP	3,071,691
SUDBURY & DISTRICT HEALTH UNIT	127,179
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	516,024
WELLINGTON-DUFFERIN-GUELPH HEALTH UNIT	164,510
YORK REGION HEALTH UNIT	135,270
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,639,784
HIV/AIDS AND HEPATITIS C PROGRAMS	
2 SPIRITED PEOPLE OF THE FIRST NATIONS	$166,337
ACCESS AIDS NETWORK	529,491

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HIV/AIDS AND HEPATITIS C PROGRAMS (CONT'D)	
AIDS 2003 TORONTO LOCAL HOST	$750,000
AIDS COMMITTEE OF CAMBRIDGE KITCHENER WATERLOO & AREA	225,799
AIDS COMMITTEE OF DURHAM	143,726
AIDS COMMITTEE OF GUELPH & WELLINGTON COUNTY	337,853
AIDS COMMITTEE OF LONDON	700,811
AIDS COMMITTEE OF NORTH BAY	222,206
AIDS COMMITTEE OF OTTAWA	514,440
AIDS COMMITTEE OF THUNDER BAY	1,064,559
AIDS COMMITTEE OF TORONTO	1,284,814
AIDS COMMITTEE OF WINDSOR	463,041
AIDS NIAGARA	219,968
ALLIANCE FOR SOUTH ASIAN AIDS PREVENTION	135,325
ASIAN COMMUNITY AIDS SERVICES	172,865
BLACK COALITION FOR AIDS PREVENTION	1,062,550
BRUCE HOUSE	128,992
CANADIAN AIDS TREATMENT INFORMATION EXCHANGE	167,437
CANADIAN BLOOD AGENCY	5,446,054
CASEY HOUSE HOSPICE	395,132
CITY OF HAMILTON	127,176
CITY OF OTTAWA	152,716
DEAF OUTREACH PROJECT	152,502
FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF METRO TORONTO	120,820
FIFE HOUSE FOUNDATION	588,644
HAMILTON AIDS NETWORK	447,188
HEMOPHILIA ONTARIO	410,093
HIV/AIDS REGIONAL SERVICES	292,426
LAKERIDGE HEALTH CORP	125,000
LOFT COMMUNITY SERVICES	224,305
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	1,342,632
MCMASTER UNIVERSITY	553,560
NISHNAWBE ASKI NATION	124,896
ONTARIO ABORIGINAL HIV/ AIDS STRATEGY	818,482
ONTARIO AIDS NETWORK	240,126
ONTARIO HIV TREATMENT NETWORK	9,352,000
OTTAWA HEALTH RESEARCH INSTITUTE	160,764
PEEL HIV/AIDS NETWORK	233,405
PETERBOROUGH AIDS RESOURCE NETWORK (PARN)	243,376
SANDY HILL COMMUNITY HEALTH CENTRE	1,000,000
SOMERSET WEST COMMUNITY HEALTH CENTRE	290,496
ST MICHAEL'S HOSPITAL	666,351
ST STEPHEN'S COMMUNITY HOUSE	136,946
TERESA GROUP CHILD & FAMILY AID	295,354

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

HIV/AIDS AND HEPATITIS C PROGRAMS (CONT'D)	
TORONTO PEOPLE WITH AIDS FOUNDATION	$420,489
UNION OF ONTARIO INDIANS	124,896
UNIVERSITY OF TORONTO	562,817
VOICES OF POSITIVE WOMEN	125,653
YOUTHLINK OF METROPOLITAN TORONTO	120,817
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,823,565
TUBERCULOSIS PREVENTION	
ONTARIO GOVERNMENT PHARMACY & MEDICAL SUPPLY SERVICES	$4,676,183
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	130,313
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	241,149
SEXUALLY TRANSMITTED DISEASES CONTROL	
CITY OF OTTAWA	$175,103
CITY OF TORONTO	520,032
ONTARIO GOVERNMENT PHARMACY & MEDICAL SUPPLY SERVICES	967,711
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,412
ONTARIO COUNCIL ON COMMUNITY HEALTH ACCREDITATION	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$116,000
ONTARIO PUBLIC HEALTH ASSOCIATION	
ONTARIO PUBLIC HEALTH ASSOCIATION	$230,000
CANADIAN BLOOD SERVICES	
CANADIAN BLOOD SERVICES	$425,100,000
MCMASTER UNIVERSITY	373,292
OTTAWA HOSPITAL	125,300
ST MICHAEL'S HOSPITAL	2,440,000
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	145,337
ONTARIO BREAST SCREENING PROGRAM	
CANCER CARE ONTARIO	$32,739,481
INFECTION CONTROL	
ALGOMA HEALTH UNIT	$194,000
BRANT COUNTY HEALTH UNIT MEDICAL HEALTH COMMUNITY RESPONSE TEAM	161,820
CITY OF HAMILTON	804,400
CITY OF OTTAWA	1,132,232
CITY OF TORONTO	3,401,038

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

INFECTION CONTROL (CONT'D)	
DURHAM REGION HEALTH UNIT	$516,439
EASTERN ONTARIO HEALTH UNIT (CORNWALL)	168,442
ELGIN ST THOMAS HEALTH UNIT	176,826
GREY BRUCE HEALTH UNIT	213,306
HALIBURTON KAWARTHA PINE RIDGE	124,620
HASTINGS & PRINCE EDWARD COUNTIES HEALTH UNIT	168,760
KENT-CHATHAM HEALTH UNIT	269,700
KFL & A HEALTH UNIT	982,992
LEEDS-GRENVILLE & LANARK	215,640
METROPOLITAN WINDSOR-ESSEX	245,008
MIDDLESEX-LONDON HEALTH UNIT	1,557,740
NORTH BAY PARRY SOUND DISTRICT HEALTH UNIT	322,512
ONTARIO PUBLIC HEALTH ASSOCIATION	200,000
OXFORD COUNTY HEALTH UNIT	162,789
PEEL REGION HEALTH UNIT	808,609
PETERBOROUGH COUNTY-CITY HEALTH UNIT	215,760
PORCUPINE HEALTH UNIT	190,497
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	217,430
REGIONAL NIAGARA HEALTH UNIT	444,126
REGIONAL WATERLOO PUBLIC HEALTH	539,400
SIMCOE MUSKOKA DISTRICT HEALTH UNIT	698,760
SUDBURY & DISTRICT HEALTH UNIT	377,580
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	134,332
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	620,315
WELLINGTON-DUFFERIN-GUELPH HEALTH UNIT	251,175
YORK REGION HEALTH UNIT	645,350
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	580,711
MUNICIPAL AMBULANCE OPERATIONS	
ALGOMA DISTRICT SERVICES ADMINISTRATION BOARD	$3,342,134
CITY OF CORNWALL	3,407,059
CITY OF GREATER SUDBURY	6,338,156
CITY OF GUELPH	2,975,997
CITY OF HAMILTON	8,962,831
CITY OF KAWARTHA LAKES	2,094,175
CITY OF OTTAWA	23,859,196
CITY OF THUNDER BAY	7,314,523
CITY OF TIMMINS	809,898
CITY OF TORONTO	75,097,887
COUNTY OF BRANT	2,188,672
COUNTY OF BRUCE	2,924,666
COUNTY OF DUFFERIN	1,724,511
COUNTY OF ELGIN	1,734,804

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MUNICIPAL AMBULANCE OPERATIONS (CONT'D)	
COUNTY OF ESSEX	$8,430,683
COUNTY OF GREY	3,321,986
COUNTY OF HALIBURTON	1,168,654
COUNTY OF HASTINGS	4,047,383
COUNTY OF HURON	2,900,163
COUNTY OF LAMBTON	4,357,250
COUNTY OF LANARK	2,210,499
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	1,529,374
COUNTY OF MIDDLESEX	8,449,190
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	2,890,237
COUNTY OF OXFORD	2,303,136
COUNTY OF PERTH	2,495,066
COUNTY OF PETERBOROUGH	3,504,684
COUNTY OF PRINCE EDWARD	843,468
COUNTY OF RENFREW	4,216,392
COUNTY OF SIMCOE	10,042,785
DISTRICT OF COCHRANE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	4,019,119
DISTRICT OF MUSKOKA	3,748,021
DISTRICT OF NIPISSING SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	3,133,032
DISTRICT OF SAULT STE MARIE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	1,750,693
DISTRICT OF TIMISKAMING SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	1,931,681
FRONTENAC MANAGEMENT BOARD	4,298,795
HALDIMAND COUNTY	1,508,618
KENORA DISTRICT SERVICES BOARD	6,136,876
MANITOULIN-SUDBURY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	5,898,781
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	3,461,349
NORFOLK COUNTY	1,888,003
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	2,671,138
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	8,351,340
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	7,617,749
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	12,844,853
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	14,703,166
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	5,353,225
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	13,366,204
TOWN OF PARRY SOUND	2,888,284
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	3,339,928
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	3,301,503
OTHER AMBULANCE OPERATIONS	
AIR BRAVO CORP	5,879,577
AVIATION COMMERCIAL AVIATION	2,096,438
BEAUSOLEIL FIRST NATION	161,322
BLUEWATER HEALTH	333,660
BROCK AIR SERVICES LTD	170,106

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OTHER AMBULANCE OPERATIONS (CONT'D)	
CAMBRIDGE MEMORIAL HOSPITAL	$561,023
CANADIAN HELICOPTERS LTD	30,098,207
CANADIAN INSTITUTE FOR HEALTH INFO	193,289
CEC FLIGHTEXEC	3,629,221
CHIPPEWAS OF MNJIKANING FIRST NATION	226,895
CITY OF WINNIPEG	329,095
FORT FRANCES AIR (427112 ONTARIO LTD)	959,048
GREY BRUCE HEALTH SERVICES	268,358
HAMILTON HEALTH SCIENCES	665,778
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	463,566
HOTEL-DIEU GRACE HOSPITAL-WINDSOR	494,139
IMPERIAL OIL LTD	5,723,216
JAMES BAY GENERAL HOSPITAL	3,182,967
JOSEPH BRANT MEMORIAL HOSPITAL CORP	573,265
LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL	1,812,906
LAKERIDGE HEALTH CORP	636,987
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	786,704
MARKHAM-STOUFFVILLE HOSPITAL	515,023
MUSKOKA AMBULANCE SERVICE C A C C	785,433
NIAGARA HEALTH SYSTEM	599,371
NORTH AMERICAN CHARTERS 2000	135,826
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	1,671,942
ONEIDA NATION OF THE THAMES	310,914
ONTARIO COUNCIL OF THE ORDER OF ST JOHNS AMBULANCE	352,036
OTTAWA HOSPITAL	1,216,160
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	548,343
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH OF THE HOTEL DIEU OF KINGSTON	3,672,202
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	580,465
SAULT AREA HOSPITAL	1,501,642
SHELL CANADA PRODUCTS LTD	511,697
SIX NATIONS OF THE GRAND RIVER	826,266
SKYSERVICE AIRLINES INC	233,534
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	15,267,979
SUNWEST AVIATION	126,734
SYDENHAM DISTRICT HOSPITAL	1,851,316
THUNDER AIRLINES LTD	6,634,327
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	759,253
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	125,458
TIMMINS & DISTRICT HOSPITAL	240,325
VOYAGEUR AIRWAYS	7,301,443
WALSTEN AIR SERVICE (1986) LTD	683,609

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

OTHER AMBULANCE OPERATIONS (CONT'D)	
WASAYA AIRWAYS	$253,799
WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	610,045
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	1,139,043
HEALTH INFRASTRUCTURE RENEWAL FUND	
BRIDGEPOINT HOSPITAL	$182,248
CREDIT VALLEY HOSPITAL	1,190,944
GERALDTON DISTRICT HOSPITAL	132,973
LAKERIDGE HEALTH CORP	709,885
NORTH WELLINGTON HEALTH CARE CORP	313,861
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	372,210
ROYAL VICTORIA HOSPITAL	240,075
STEVENSON MEMORIAL HOSPITAL	811,429
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	327,525
TRILLIUM HEALTH CENTRE	555,705
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	3,173,103
MEDICAL AND DIAGNOSTIC EQUIPMENT FUND	
CANCER CARE ONTARIO	$20,000,000
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	14,800,000
LONG-TERM CARE PROGRAMS	
CANADIAN MENTAL HEALTH ASSOCIATION	$693,247
ST JOSEPH'S VILLA	840,699
ST JUDE COMMUNITY HOMES	1,600,000
TOWN OF KIRKLAND LAKE	180,148
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	164,566
COMMUNITY HEALTH PROGRAMS	
ACCOMMODATION INFO & SUPPORT INC	$317,985
BELLWOODS CENTRES FOR COMMUNITY LIVING INC	500,000
FRONTENAC COMMUNITY MENTAL HEALTH SERVICES	1,764,079
GOOD SHEPHERD NON-PROFIT HOMES INC	760,000
GRAND BEND AREA COMMUNITY HEALTH	190,480
LEEDS & GRENVILLE REHABILITATION & COUNSELLING SERVICES	1,603,477
LENNOX & ADDINGTON C M H SERVICES	2,008,000
MAINSTAY HOUSING	165,656
MONTFORT HOSPITAL	210,000
NORTH LAMBTON COMMUNITY HEALTH CENTRE	157,050
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	150,000

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COMMUNITY HEALTH PROGRAMS (CONT'D)	
OSHAWA COMMUNITY HEALTH CENTRE	$259,320
SHERBOURNE HEALTH CENTRE	5,022,557
SISTERING	180,000
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	920,000
SUPPORTIVE HOUSING IN PEEL	190,328
WEST HILL COMMUNITY SERVICES	126,000
WOOLWICH COMMUNITY HEALTH CENTRE	409,660
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS A 50 000$	183,251
PLANNING AND DESIGN	
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	$4,800,000
MICHENER INSTITUTE OF APPLIED HEALTH SCIENCES	300,000
MONTFORT HOSPITAL	6,200,000
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	5,000,000
RUNNYMEDE HEALTHCARE CENTRE	2,474,330
SIOUX LOOKOUT MENO-YA-WIN HEALTH CENTRE	1,950,000
ST MICHAEL'S HOSPITAL	1,300,000
LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORKS	
AVANT STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	$500,431
CALDWELL PARTNERS INTERNATIONAL INC	191,052
CENTRAL EAST LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	250,296
CENTRAL LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	229,175
CENTRAL WEST HEALTH INTEGRATION NETWORK	340,064
CHAMLPAIN LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	185,963
ERIE ST CLAIR LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	228,694
HAMILTON NIAGARA HALDIMAND BRANT LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	260,418
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	423,826
HOSPITALS OF ONTARIO PENSION PLAN	395,167
HR ASSOCIATES	233,243
LYRECO (CANADA) INC	129,984
MISSISSAUGA HALTON LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	241,625
NORTH EAST LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	209,146
NORTH SIMCOE MUSKOKA LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	235,293

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORKS (CONT'D)	
NORTH WEST ONTARIO LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	$234,054
SOUTH EAST LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	241,961
SOUTH WEST LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	248,439
TORONTO CENTRAL LOCAL HEALTH	126,185
WATERLOO WELLINGTON LOCAL HEALTH INTEGRATION NETWORK	233,596
WEST PARK HEALTHCARE CENTRE	240,851
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,036,098
MAJOR HOSPITAL PROJECTS	
ALMONTE GENERAL HOSPITAL	$4,300,000
BLOORVIEW KIDS REHAB	25,000,000
BLUEWATER HEALTH	10,000,000
BRANTFORD GENERAL HOSPITAL	918,958
CANCER CARE ONTARIO	2,811,173
CHATHAM PUBLIC GENERAL HOSPITAL	169,500
HOPITAL NOTRE-DAME HOSPITAL (HEARST)	923,661
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	4,400,000
JOSEPH BRANT MEMORIAL HOSPITAL CORP	598,238
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	30,712,450
LAKERIDGE HEALTH CORP	37,506,000
LENNOX AND ADDINGTON COUNTY GENERAL HOSPITAL	10,240,000
LISTOWEL MEMORIAL HOSPITAL	7,100,000
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	7,489,090
MONTFORT HOSPITAL	9,500,000
NIAGARA HEALTH SYSTEM	2,300,000
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	2,500,000
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	1,376,214
ORILLIA SOLDIERS MEMORIAL HOSPITAL	11,253,732
OTTAWA HOSPITAL	12,500,000
PETERBOROUGH REGIONAL HEALTH CENTRE	3,200,000
QUEENSWAY CARLETON HOSPITAL	133,000
QUINTE HEALTHCARE CORP	1,416,296
RELIGIOUS HOSPITALLERS OF ST JOSEPH HEALTH CENTRE OF CORNWALL	5,000,000
RIVERSIDE HEALTH CARE FACILITIES INC	2,400,000
ROUGE VALLEY HEALTH SYSTEMS	7,200,000
ROYAL OTTAWA (PSYCHIATRIC) HOSPITAL	1,900,000
ROYAL OTTAWA HEALTH CARE GROUP	1,000,000
SCARBOROUGH HOSPITAL	34,270,125
SISTERS OF CHARITY OF OTTAWA HEALTH SERVICES	900,000

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/
PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MAJOR HOSPITAL PROJECTS (CONT'D)	
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	$1,405,500
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	10,836,438
ST MICHAEL'S HOSPITAL	4,100,000
STRATHROY MIDDLESEX GENERAL	3,194,799
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	14,315,610
THUNDER BAY REGIONAL HOSPITAL	5,675,684
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	875,921
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	4,322,322
WEST PARRY SOUND HEALTH CENTRE	2,800,000
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	4,500,000
WINDSOR REGIONAL HOSPITAL	3,090,195
YORK CENTRAL HOSPITAL	47,800,000
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	90,529
SMALL HOSPITAL PROJECT	
ALEXANDRA MARINE AND GENERAL HOSPITAL	$1,100,000
LEAMINGTON DISTRICT MEMORIAL	1,016,850
MOUNT SINAI HOSPITAL	230,000
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	180,650
PENETANGUISHENE GENERAL HOSPITAL	457,561
PROVIDENCE CONTINUING CARE CENTRE	895,173
QUINTE HEALTHCARE CORP	487,616
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	11,272,074
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	2,533,945
ST MICHAEL'S HOSPITAL	220,000
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	430,000
TILLSONBURG DISTRICT MEMORIAL HOSPITAL	466,969
WEENEEBAYKO HEALTH AHTUSKAYWIN	866,791
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	47,276
PRIMARY CARE REFORM	
MONTFORT HOSPITAL	500,000
MOUNT SINAI HOSPITAL	300,000
NORTH YORK GENERAL HOSPITAL	300,000
OTTAWA HOSPITAL	1,500,000
SCARBOROUGH HOSPITAL	205,500
SISTERS OF CHARITY OF OTTAWA HEALTH SERVICES	1,000,000
SOUTHWEST MIDDLESEX HEALTH CENTRE	894,165
ST JOSEPH'S HEALTH CENTRE (TORONTO)	300,000
ST MICHAEL'S HOSPITAL	300,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PRIMARY CARE REFORM (CONT'D)	
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	$600,000
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	300,000
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	249,500
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	105,835
REPORTING ENTITY PROJECT	
HAMILTON HEALTH SCIENCES	$320,500
HOPITAL REGIONAL DE SUDBURY REGIONAL HOSPITAL	122,300
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	193,600
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	120,500
KINGSTON GENERAL HOSPITAL	121,700
LONDON HEALTH SCIENCES CENTRE	289,700
MOUNT SINAI HOSPITAL	134,200
NIAGARA HEALTH SYSTEM	152,200
OTTAWA HOSPITAL	299,300
SCARBOROUGH HOSPITAL	139,400
ST JOSEPH'S HEALTH CARE LONDON	176,300
ST JOSEPH'S HEALTHCARE HAMILTON	170,300
ST MICHAEL'S HOSPITAL	208,800
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	263,200
TRILLIUM HEALTH CENTRE	162,800
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	378,900
WILLIAM OSLER HEALTH CENTRE	156,700
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	6,710,100
AIR AMBULANCE	
ONTARIO AIR AMBULANCE SERVICES CO	$30,895,700
HEALTH SYSTEM INFORMATION MANAGEMENT	
HAMILTON HEALTH SCIENCES	$160,000
OTTAWA HOSPITAL	125,000
SOUTHLAKE REGIONAL HEALTH CENTRE	135,000
TORONTO EAST GENERAL HOSPITAL	140,000
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	940,000

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1429307 ONTARIO LTD	$221,065
1451554 ONTARIO INC O/A PHILIP EDWARDS SYSTEMS CONSULTANTS	255,450
1560033 ONTARIO LIMITED	58,469
24 HOUR TONER SERVICE INC	117,105
4 MODE GLOBAL LOGISTICS INC	104,440
4 OFFICE AUTOMATION LTD	159,673
A & D CONTRACTING	177,895
ABBOTT DIAGNOSTICS	575,835

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ABBOTT LABORATORIES LTD	$2,450,418
ABS SYSTEM CONSULTANTS LTD	375,311
AC TECHNICAL SYSTEMS (RPG ELECTRIC O/A)	98,768
ACCARDI & MILLER REPORTING SERVICES INC	61,115
ACCENTURE INC	6,281,047
ACCOUNTABILITY CONSULTING CORPORATION	70,000
ACI WORLDWIDE CANADA INC	488,847
ACTIVENTURES CONSULTING (2004728 ONTARIO INC)	199,983
ADALSTEINN D BROWN	269,286
ADAPSYS	75,643
ADVANCED HEPA TECHNOLOGIES INC	98,974
ADVANCED PRESENTATION PRODUCTS	212,365
AGROPUR DIVISION NATREL	278,137
AJAX ANAESTHESIA SERVICE	52,268
AJILON CANADA	3,655,630
ALAN'S BUTCHER SHOP	62,904
ALEXANDRA BOTTAS	218,906
ALLSEATING CORPORATION	368,343
AMERICAN EXPRESS BANK OF CANADA	371,571
AMERISOURCE BERGEN CANADA	775,128
AMJ CAMPBELL OFFICE MOVERS	79,998
AMY MILLER CONSULTING	89,340
ANDREW SILMAN & ASSOCIATES	65,000
ANIXTER CANADA INC	187,205
ANNDALE PROPERTIES LTD	55,836
ANT & BEE CORPORATION	439,613
AON CONSULTING	56,829
AON REED STENHOUSE INC	181,029
APPLIED BIOSYSTEMS	155,697
APPLIED TECHNOLOGY SOLUTIONS INC	174,534
APTECH SERVICES INC	130,585
ARI FINANCIAL SERVICES INC	1,407,918
ARNOLD WORLDWIDE CANADA INC	320,265
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	521,016
AVANT STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	828,543
AXIDATA INC	72,060
B SHARP TECHNOLOGIES INC	528,960
BABBCO OFFICE SERVICES LTD	294,680
BANDANA CONSTRUCTION LTD	98,112
BARBARA SULLIVAN (THE CHELTENHAM GROUP)	82,081
BARRIE HYDRO DISTRIBUTION INC	359,530
BASIC GROUP INC	207,438
BAU SOLUTIONS CANADA INC	75,772
BAY CONSULTING SERVICES INC	553,444
BAYER INC	1,670,716
BAYRIDGE PRINTER PROS	64,176
BCE EMERGIS INC	1,878,386
BEARINGPOINT LP	1,264,121
BECKMAN COULTER CANADA INC	96,736

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BECTON DICKINSON CANADA INC	$2,553,692
BELL CANADA	8,869,883
BELL CREDIT SERVICES	121,713
BENCHMARK CONSULTING GROUP	56,350
BENSIMON BYRNE	6,468,081
BERSENAS JACOBSEN CHOUEST THOMSON BLACKBURN LLP	75,152
BEST WESTERN	63,745
BEVERLEY A HARRIS	80,132
BEVERTEC CST INC	544,937
BIO NUCLEAR DIAGNOSTICS INC	855,207
BIO-MEDIA UNLTD	98,721
BIOMERIEUX CANADA INC	123,802
BIO-RAD LABORATORIES (CANADA) LTD	453,852
BMC SOFTWARE DISTRIBUTION INC	80,835
BORSA WHOLESALE	86,741
BOWE BELL & HOWELL INTERNATIONALTD	51,174
BRAINHUNTER.COM LTD	515,752
BRAMIC CREATIVE BUSINESS PRODUCTS LTD	193,870
BRIGHOLME INTERIORS GROUP (BRIGHOLME INC)	1,397,853
BRITACAN FACILIIES MANAGEMENT GROUP INC	66,105
BROCK GRANT	68,089
BRUCE LEVEY REPORTING SERVICES	50,497
BURGESS COMPUTER SERVICES INC	770,754
C MALONEY AIR CONDITIONING (731276 ONTARIO LIMITED)	61,208
C3 INDUSTRIAL SERVICES	142,794
CAG RUBBER STAMPS	60,735
CANADA POST CORP	2,772,358
CANADA STRATEGIES INC	72,000
CANADIAN ATLAS FURNITURE	717,606
CANADIAN COORDINATING OFFICE FOR HEALTH TECHNOLOGY ASSESSMENT	2,240,721
CANADIAN CORPS OF COMMISSIONAIRES INC	97,058
CANADIAN FEDERATION OF INDEPENDENT BUSINESS	63,992
CANADIAN INSTITUTE FOR HEALTH INFO	491,673
CANADIAN SPRINGS (DANONE WATERS OF CANADA)	114,407
CANADIAN TIRE	56,731
CANWEST INTERACTIVE INC	104,008
CAPGEMINI CANADA INC	3,654,028
CARDINAL COURIERS LTD	312,805
CARECOR HEALTH SERVICES INC	587,547
CARECOR SECURITY SERVICE INC	231,939
CAROL SETO	61,342
CATHEXIS CONSULTING INC	74,150
CDI EDUCATION	67,427
CECCONI SIMONE INC	208,398
CENTENNIAL COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$98,456
CENTRAL ONTARIO ENERGY ALLIANCE	89,389
CENTRE FOR ADDICTION & MENTAL HEALTH	261,624
CGI INFORMATION SYSTEMS & MANAGEMENTCONSULTANTS INC	81,639
CHARTWELL INC	234,855
CHEMICON INTERNATIONAL INC	64,120
CHILDRENS HOSPITAL-EASTERN ONTARIO	90,158
CHIROPRACTIC REVIEW COMMITTEE	221,180
CHRYXUS CORP	299,738
CIBC (CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE)	63,140
CINTAS DOCUMENT MANAGEMENT	186,775
CITICAPITAL TECHNOLOGY FINANCE LTD	69,026
CLARITY INC	204,883
CLARKSON HEALTHCARE FINANCIAL CONSULTANTS INC	55,588
CM INC	281,336
CML TECHNO' OGIES INC	343,915
CMS HARDOOR 'NC	72,798
CNC GLOBAL LIMITED	451,964
CNW GROUP	80,426
COGNOS INC	855,189
COLET PACKAGING	91,547
COLLEEN SYLVESTER	71,260
COLLEGE OF PHYSICIANS & SURGEONS OF ONTARIO	240,488
COMMISSIONAIRES (OTTAWA DIVISION)	76,990
COMMISSIONAIRES KINGSTON & REGION	225,868
COMMISSIONAIRES SECURITY SERVICES	64,785
COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE GREY-BRUCE	61,703
COMPASS GROUP CANADA	193,155
COMPUGEN INC	608,381
COMPU-SOLVE TECHNOLOGIES INC	199,749
COMPUTER HORIZONS CANADA (ISG)	102,165
CONGRESS CANADA	115,702
COUNSEL PUBLIC AFFAIRS INC	135,000
COURTYARD GROUP LTD	1,200,789
CRAWFORD MACINTYRE	59,130
CRUISE VERBATIM	51,969
CRYOPAK INDUSTRIES	62,913
CSI CONSULTING INC	130,051
CTC COMPUTER TRAINING CENTRES	102,270
CVDS INC	154,288
CYBERPLEX	57,898
CYGNAL TECHNOLOGIES	73,361
DADE BEHRING CANADA INC	1,991,350
DANIEL & MICHELLE SEDORE	146,342
DATA GROUP OF COMPANIES	4,909,503
DAVID E TURNER	51,614

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DAVID RAMSBOTTOM	$62,459
DAYL FIELD EVENT MANAGEMENT	69,955
DEAN GROUP	279,826
DEBCARR CONSULTING INC	145,351
DELOITTE CONSULTING (DELOITTE & TOUCHE LLP)	692,247
DELOITTE INC	1,102,270
DELTA CHELSEA INN	153,936
DENSAN CONSULTANTS LTD	106,872
DESROCHES PAVING	98,473
DESTECH CONSULTING AND EDUCATION	72,888
DIAGNOSTIC HYBRIDS INC	1,037,721
DIAMED LAB SUPPLIES INC	280,881
DIGITAL MOBILE SYSTEMS INC	67,954
DOM AMODEO PRODUCE INC	68,133
DR ALEJANDRO TARNOPOLSKY	58,172
DR ALINA A LAZOR	145,983
DR JEANINE OLSEN	62,431
DR JOHN MAHER	157,861
DR LORNE CHAPMAN	117,370
DR LYNN MARIE WILSON	51,968
DR MARK DAVID MINDEN	55,975
DR MICHAEL KLAR	71,242
DR OLDRICH SNAJDR	95,244
DR PAUL MAX	87,186
DR QUENTIN RAE-GRANT	63,772
DR ALEXANDER SPUDAS	69,448
DR BRANT BERGSTROME	57,770
DR CHARLES BARR	53,342
DR CIARA LYNCH	83,232
DR DENNIS B SMITH	57,453
DR DIKRAN ABRAHAMIAN	91,769
DR DON GALBRAITH	89,061
DR FEDERICO ALLODI	75,272
DR GODFREY FISHER	51,910
DR HY BLOOM	87,657
DR JANE MOIRA MACNAUGHTON	60,144
DR JEFFREY MERLIN HARTLEY	127,359
DR JOHN P SEGUIN	52,219
DR JOHN PELLETTIER	99,613
DR JOHN WALLACE O'QUINN	70,168
DR KEVIN V CORLESS	58,039
DR MARTIN SVARTBERG	98,075
DR MELING LEE-COUTINHO	64,372
DR NURAL ALAM	62,294
DR RON KEREN	66,355
DR RONALD F BILLINGS	63,811
DR RONALD HARVEY SMUCKLER	107,444
DR STEPHEN J HUCKER	80,402
DR STEVEN J WESLEY	138,445
DR SUZANNE L BILLING	86,529
DR VICTOR LAO	87,352
DRECHSEL BUSINESS INTERIORS	450,133
DREEZER & DREEZER INC	846,090

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DRENTH CONSULTANTS INC	$115,037
DURHAM REPORTING & MEDIATION SERVICES	218,995
DYNA LYNC 2000 INC	127,311
DYNAMEX CANADA	62,704
E PATRICK HARTT	57,109
EAGLE PROFESSIONAL RESOURCES INC	599,160
EAULEEN E POWELL	140,161
EBSCO CANADA LTD	149,156
ECNG LIMITED PARTNERSHIP	755,759
EDS CANADA INC	7,941,569
EJ MAHOOD INC	80,652
ENBRIDGE	613,817
ENTERPRISE RENT-A-CAR	62,365
EPIC SYSTEMS CORPORATION	72,006
ERGOCENTRIC SEATING SYSTEMS	62,119
ERIN COOPER	58,175
ESBE SCIENTIFIC	319,911
FEI SYSTEMS CANADA INC	91,954
FGI WORLD	142,926
FISHER SCIENTIFIC LTD	882,197
FLAGHOUSE INC	66,682
FRED HOOK LIMITED	62,966
FRISCO BAY INDUSTRIES OF CANADA LTD	73,667
FUJITSU CONSULTING	660,144
FUSEPOINT MANAGED SERVICES INC	51,438
FUTURE SHOP	62,586
FUTUREMED HEALTH CARE PRODUCTS INC	132,025
G&T VAUGHAN	64,277
G4S SECURITY SERVICES (CANADA) LTD	410,289
GAL POWER SYSTEMS LTD	105,570
GARTNER CANADA CO	113,629
GDG ENVIRONNEMENT LIMITEE	57,880
GE EQUIPMENT SERVICES	239,820
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	154,099
GE TECHNOLOGY FINANCE	749,652
GEN PROBE INC	163,396
GEORGE COUREY INC	74,401
GETINGE CANADA LIMITED	189,695
GIBSON-AIR MECHANICAL LTD	85,469
GJYLENA NEXHIPI	100,014
GOODMAN & CARR LLP	150,000
GPC CANADA INC (GOVERNMENT POLICY CONSULTANTS)	473,656
GRAND & TOY LTD	718,281
GRASP SYSTEMS ULC	60,577
GREEN SHIELD CANADA	15,831,207
GREY WORLDWIDE	56,348
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	2,382,279
GUY Y GOULARD	67,799
H A HORNUNG INVESTMENTS LTD	56,293

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

HARPELL ASSOCIATES INC	$89,424
HARTE-HANKS	185,546
HAWKINS & GADSBY CONSTRUCTION INC	377,341
HAY GROUP LTD	296,521
HEALTH LINK	1,004,751
HEALTH OPTIONS INC	377,520
HEALTHCARE FOOD SERVICES ONT INC	73,250
HENDRIX HOTEL & RESTAURANT SUPPLIES AND EQUIPMENT	82,004
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	6,554,450
HOLIDAY INNS OF CANADA LTD	127,837
HOME ON THE ROUGE	183,640
HOSPITAL FOR SICK CHILDREN (HSC)	164,056
HR ASSOCIATES	569,054
HUGH RUSSELL LOCKE	86,271
HUMBER RIVER REGIONAL HOSPITAL	2,391,763
HUMMINGBIRD LTD	346,747
HUNDAL PROPERTIES INC	280,474
HURONIA DISTRICT HOSPITAL	457,568
HUTCHINSON SMILEY LTD	361,196
IAN MARTIN LTD	86,424
IBM CANADA LTD	9,469,079
ICES (INSTITUTE FOR CLINICAL EVALUATIVE SCIENCES)	116,278
ICU TECHNOLOGIES INC	173,276
IDEAL PRINTING COMPANY LTD	458,015
IMEX SYSTEMS INC	922,255
INDUSTRY FILMS	409,549
INFORMATION BUILDERS (CANADA) INC	90,077
INFOSTREAM TECHNOLOGIES INC	501,192
INFRASTRUCTURE INTERIOR DESIGN INC	393,763
INITIAL SECURITY SERVICES	57,731
INLINE LANDSCAPING INC	90,800
INNOGENETICS INC	98,279
INSIGHTS LEARNING & DEVELOPMENT LTD	87,635
INSTRUMENTS CANADA COMPANY LTD	76,431
INTER MEDICO	868,508
INTERCEDE FACILITY MANAGEMENT LTD	56,798
INTERCON SECURITY LTD	103,424
INTERLINK COMPUTER SERVICES	198,916
INTERNATIONAL SAFETY RESEARCH INC	157,611
INTERTEC SECURITY & INVESTIGATION LTD	302,721
IPSOS-REID CORPORATION	155,280
IRONPOINT TECHNOLOGY INC	165,175
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	1,796,023
ITECC COMPUTER CONSULTING	161,676
JAMES DOCHERTY & ASSOCIATES	75,673
JAN KELLEY MARKETING	50,720
JANSEN & INGLE MEDICINE PROFESSIONAL CORPORATION	$81,725
JANSSEN-ORTHO INC	148,387
JEAN BACON	109,670
JOAQUIN ZUCKERBERG	184,049
JOE WRIGHT BARRISTER & SOLICITOR	190,534
JOEL GOLDENBERG	52,519
JOHN M JOHNSON	78,880
JOHN WILEY & SONS INC	155,224
JOHNSON & JOHNSON	74,164
JOHNSON DIVERSEY CANADA INC	52,306
JOHNSTON EQUIPMENT	128,247
JOYCE ROWLANDS	65,800
JUDITH STEWART	149,575
JUSTICE PETER CORY	202,790
KATHLEEN KELLY	50,330
KEEL COTTRELLE LLP	156,757
KEITH BAKER CHARTERED ACCOUNTANT	81,009
KENNETH D ATKINSON	53,240
KENNETH D MACLEAN	64,309
KEYSTREAM INC	592,049
KIFINTI SOLUTIONS INC	187,530
KLONDIKE-MARK CONSULTING INC	229,324
KODAK CANADA INC	51,700
KPMG CONSULTING LLP	163,127
KROMAR PRINTING LTD	219,367
KUMARAN SYSTEMS INC	51,540
L J STUMP & ASSOCIATES INC	407,975
LAERDAL MEDICAL CANADA LTD	61,893
LAPE HOLDINGS	508,444
LASON CANADA COMPANY	53,410
LAUER'S RESTAURANT EQUIPMENT	108,368
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA	77,162
LEARNING TREE INTERNATIONAL	127,580
LEDREW LAISHLEY REED LLP CARMEN BELCREDI	85,123
LEGENDARY LOGISTICS INC	492,375
LEXSYS NETWORKS INC	249,249
LIZ YORKE AND ASSOCIATES	80,000
LOVAS STANLEY/ RAY & BERNDTSON INC	182,538
LYRECO (CANADA) INC	1,930,809
M MACKINNON CONSULTING INC	55,853
MACNAB AUTO SALES LTD	65,334
MANDANA VAHABI	74,285
MANDEL SCIENTIFIC INC	66,044
MANDEXIN TECHNOLOGY CORPORATION	121,440
MANITOULIN TRANSPORT INC	94,819
MANULIFE FINANCIAL	897,472
MARIANNE STICKLAND IN TRUST NBPH CASHIER	82,091
MARK HANDELMAN	130,940
MARKET ACCESS SOLUTIONS	121,000

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

MARNIE MACKINNON	$59,509
MARRIOTT HOTELS	190,140
MARSYS INC	63,355
MARTIN MALETTE	79,936
MARTIN'S STORAGE & DATA MANAGEMENT	61,661
MAUREEN QUIGLEY AND ASSOC	63,372
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	11,455,887
MCKESSON CANADA	430,451
MCKINSEY & COMPANY CANADA	117,200
MCMASTER UNIVERSITY	115,425
MCMILLAN BINCH MENDELSOHN LLP	103,498
MDS LABORATORIES/MDS LABORATORY SERVICES	138,796
MEATLAND WHOLESALE	56,547
MED-EMERG INTERNATIONAL INC	740,025
MEDIACO THE PRESENTATION COMPANY	88,525
MEDICAL MART SUPPLIES LTD	150,679
MED-OX DIAGNOSTICS INC	608,300
MERCER DELTA CONSULTING	93,052
METRIX RESEARCH INC	116,015
METRO IDEALEASE TORONTO DIV OF METRO INT'L TORONTO INC	139,189
METRO TORONTO CONVENTION CENTRE	59,629
MICHAEL D NEWMAN	97,455
MICHENER INSTITUTE OF APPLIED HEALTH SCIENCES	50,620
MICROFILM EQUIPMENT SERVICES LTD	53,400
MICROSOFT CANADA INC	182,863
MILLENNIUM DATA SYSTEMS	59,611
MILLIPORE CANADA LTD	245,662
MIMERI INVESTMENTS LTD	151,715
MINUK CONSTRUCTION & ENGINEERING INC	230,548
MOORE CANADA	153,701
MORGUARD INVESTMENTS LTD	53,330
MORGUARD REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	169,199
MOTOROLA CANADA LTD	753,414
MOTTERSHEAD & ASSOCIATES INC	57,977
MOUNT SINAI HOSPITAL	529,938
MOUNTAINVIEW PROPERTIES	66,183
MURPHY HILGERS ARCHITECTS INC	234,277
N WILSON CONSULTING INC	58,425
NADINE INTERNATIONAL INC	62,020
NATIONAL DATA CORPORATION OF CANADA LTD	1,577,666
NEDCO (DIV OF REXEL CANADA ELECTRICAL INC)	63,697
NEOPOST CANADA LIMITED	129,600
NETRUS INC	536,071
NEXINNOVATIONS INC	214,055
NEXSTAF INC	65,120
NIAGARA INFO-TRAIN SYSTEMS LTD	$491,051
NIPISSING AREA JOINT HOSPITALS LAUNDRY INC	215,458
NORTH BAY GENERAL HOSPITAL	168,989
NORTH BAY HYDRO	178,634
NORTHEAST MENTAL HEALTH CENTRE	119,779
NORTHERN VOICE & DATA INC	140,607
ONTARIO CLEAN WATER AGENCY	222,883
ONTARIO FEDERATION OF AGRICULTURE	69,985
ONTARIO HOSPITAL ASSOCIATION	149,777
ONTARIO REALTY CORP	55,546,996
OPSEU ONTARIO PUBLIC SERVICE EMPLOYEES UNION	126,000
ORACLE CORP CANADA INC	1,095,754
OXOID INC	415,113
PAGENET OF CANADA INC	51,515
PANTEL INTERNATIONAL INC	57,000
PARTNERING AND PROCUREMENT INC	542,478
PATIENT/CONSUMER & FAMILY COUNCIL	58,031
PATRICIA LEE BUCHANAN	89,933
PCI (PROJECT & CONTRACT INNOVATIONS)	143,750
PERIMETER DIGITAL SOLUTIONS INC	59,400
PERKINELMER LAS CANADA INC	172,957
PESTALTO ENVIRONMENTAL PRODUCTS INC	81,900
PHARMA PLUS DRUGMART LTD	110,640
PINK ELEPHANT INC	73,356
PITNEY BOWES GLOBAL CREDIT SERVICES	75,197
PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	461,359
PIVOTAL INTEGRATED HR SOLUTIONS	204,203
PLAN GROUP	172,837
PLANVIEW INC	168,254
POI BUSINESS INTERIORS	1,487,705
POLAR BEAR CORPORATE EDUCATION SOLUTIONS	120,900
POLLARA	181,614
PORTER HETU (ONTARIO) INC	154,227
POSITRON INDUSTRIES INC	265,710
POSTAGE BY PHONE	335,612
POSTAGE ON CALL	416,000
PRESS NEWS LTD	57,279
PRINT THREE	158,310
PRIOR & PRIOR ASSOCIATES LTD	169,762
PRIVASOFT CORP	93,253
PROCASE CONSULTING INC	89,937
PROCESS POWER	51,732
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	2,779,274
PROGRAMMER'S PARADISE (CANADA) INC	63,959

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

PRO-LAB DIAGNOSTICS INC	$64,123
PROMETHEAN SYSTEMS CONSULTANTS INC	123,709
PROPHARM LTD	1,796,958
PROVIDENCE HEALTH CARE	450,900
PROVISION IT RESOURCES LTD	710,349
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	771,811
PSYCHIATRY ON-CALL GROUP	328,116
PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA	94,460
PUMPERNICKEL'S DELI	60,032
PUROLATOR COURIER LTD	1,138,081
QIAGEN INC	134,760
QSE CONSULTING	73,091
QUALICOM INNOVATIONS INC	122,157
QUEEN'S UNIVERSITY	53,234
RAMADA INN	50,970
REALTIME BUSINESS SOLUTIONS INC	75,098
REALWORLD SYSTEMS INC	52,070
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	443,888
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	132,543
RESOLVE CORPORATION (RESOLVE BPO INC)	1,282,841
RESOURCE PLANNING OPTIONS	168,700
RGS CONSULTING SERVICES INC	221,655
RICKLAND CARLETON	52,595
RICOH CANADA INC	50,754
RL SOLUTIONS	54,502
ROCHE DIAGNOSTICS	1,310,611
ROGERS CABLE COMMUNICATIONS INC	789,133
RUSSELL FOOD EQUIPMENT LTD	80,687
SANI METAL LTD	129,373
SAS INSTITUTE (CANADA) INC	310,064
SAULT AREA HOSPITAL	52,854
SAVATTUQ INC	278,960
SECURITAS CANADA LTD	62,889
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	62,990
SHARP ELECTRONICS OF CANADA LTD	57,226
SHAYNE KERT	65,821
SHELL CANADA PRODUCTS LTD	80,628
SHORELYNC INC	51,337
SIERRA SYSTEMS GROUP	322,907
SIGMA-ALDRICH CANADA LTD	116,509
SIMCOE COURT REPORTING BARRIE INC	68,448
SNC-LAVALIN PROFAC INC	6,765,301
SOFTCHOICE CORP	1,062,451
SOMAGEN DIAGNOSTICS INC	200,868
SOPHISTWARE INC	319,675
SOURCE FM INC	64,367
SOURCE MEDICAL	177,635
SPACEFOR DESIGN & CONSTRUCTION	70,100
SPACESAVER FILING SYSTEMS INC	207,167
SPEARHEAD MANAGEMENT CANADA LIMITED	111,285
SPSS INC	201,642
STANLEY SADINSKY Q C	174,973
STANTEC ARCHITECTURE LTD	$688,701
STAPLES/BUSINESS DEPOT	134,826
STARFIELD CONSULTING (DIV OF 957946 ONTARIO LTD O/A)	448,840
STAYBRIDGE SUITES	381,618
STEAM	146,500
STERIS CANADA INC	116,972
STEVENS COMPANY LTD	58,861
STRATEGIC COUNSEL	206,541
STRATEGY CORP INC	95,566
STROMA SERVICE CONSULTING INC	98,100
SUMMERLEE OFFICE INSTALLATIONS	96,342
SUMMERLEE OFFICE SOLUTIONS LTD	3,105,655
SUMMIT FOOD SERVICE DISTRIBUTION INC	199,218
SUNNYBROOK HEALTH SCIENCES CENTRE	312,982
SUNVIEW SOLUTIONS	273,673
SUSAN OPLER	66,883
SUTTON PLACE HOTEL	271,169
SWETS INFORMATION SERVICES	78,797
SYSCO FOOD SERVICES INC	1,387,432
SYSTEM STUDIO INC	97,463
SYSTEMATIX	347,098
SYSTEMS PLUS (598076 ONTARIO INC)	81,265
TAIYO BIRDAIR CORP	70,628
TEK SYSTEMS	83,743
TELUS MOBILITY	248,212
TFLJ COMMUNICATIONS SERVICES	102,400
THE ASSOCIATES	369,671
THE BAXTER GROUP	57,550
THE MANAGED WEB	53,919
THEODORE NEMETZ	104,313
THOMAS J KELSEY	61,400
THUNDER BAY DISTRICT HEALTH UNIT	50,733
TIGERDIRECT.CA INC	78,055
TINO & ASSOCIATES	68,855
TIPPET-RICHARDSON LTD	199,013
TIREE	94,077
TKMC ONTARIO INC	101,460
TLW ENTERPRISE INC	266,219
TMS ASCOM CANADA LTD	1,995,000
TODAY MANAGEMENT (WINDSOR) INC	191,091
TOM GREENWOOD	69,499
TORONTO REHABILITATION INSTITUTE	231,232
TORONTO TRANSIT COMMISSION	99,558
TOSHIBA OF CANADA LTD	234,285
TOWN OF PENETANGUISHENE	115,033
TRADUCTIONS A LA PAGE	56,472
TRANSWORLD PAPER LTD	111,495
TRITECH SOFTWARE SYSTEMS	2,348,773
TROTTIER COMMUNICATION MARKETING INC	53,766
UNION GAS LTD	100,630
UNISOURCE CANADA INC	61,268

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

UNISOURCE TECHNOLOGY INCORPORATED	$67,623
UNIT PARK	58,606
UNIVERSITY HEALTH NETWORK	573,607
UNIVERSITY OF TORONTO	172,548
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC	64,495
VAN VALKENBURG COMMUNICATIONS	193,571
VANCOUVER COASTAL HEALTH AUTHORITY	56,040
VICTOR LONDON	50,418
VIROMED LABORATORIES	91,736
VVC HEALTHCARE CONSULTING	67,106
VWR CANLAB (VWR INTERNATIONAL)	488,966
VWR INTERNATIONAL LTD	676,117
WAL-MART CANADA CORP	50,175
WARD HEALTH STRATEGIES	205,000
WARDROP ENGINEERING INC	197,023
WATSON JACOBS MCCREARY	144,933
WEBER SUPPLY COMPANY INC	52,761
WEIR GROUP	79,500
WESTIN HOTELS	100,123
WESTON BAKERIES LTD	90,532
WHITBY HYDRO ELECTRIC CORP	881,380
WILFRED R DUPONT	56,260
WILLIAM B DONALDSON	98,273
WILLIAMS CONSULTING PARTNERS	74,702
WOOD WYANT INC	298,835
WOODLAWN SQUARE INC	111,879
WORKGROUP DESIGNS INC	148,780
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	52,077
XEROX CANADA LTD	1,246,801
XWAVE	288,709
XWAVE SOLUTIONS INC	356,993
YORK UNIVERSITY	72,122
YOUNG AND RUBICAM	538,640
ZENITA HIRJI CONSULTING SERVICES	54,826
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	34,781,868

OTHER TRANSACTIONS

ONTARIO REALTY CORP	$2,991,192
SNC-LAVALIN PROFAC INC	2,322,034

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:

HON. GEORGE SMITHERMAN	
APRIL 1, 2005 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	$35,211
HON. JIM WATSON	
JUNE 29, 2005 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH PROMOTION)	27,761

STATUTORY (CONT'D)/CRÉDITS LÉGISLATIFS (SUITE)

PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES/
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:

BROWNELL, JIM	
APRIL 1, 2005 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	$12,421
FONSECA, PETER	
APRIL 1, 2005 - JUNE 29, 2005	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	
JUNE 30, 2005 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH PROMOTION)	12,421
KULAR, DR. KULDIP	
MARCH 1, 2006 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	1,035
PETERSON, TIM	
MARCH 1, 2006 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	1,035
QAADRI, SHAFIQ	
MARCH 1, 2006 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH PROMOTION)	1,035
SMITH, MONIQUE	
APRIL 1, 2005 - MARCH 31, 2006	
(MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE)	12,421

ONTARIO GOVERNMENT PHARMACY

ABBOTT LABORATORIES LTD	$98,439
ALCON CANADA INC	123,349
APOTEX INC	457,613
ASTRAZENECA CANADA INC	1,408,843
AVENTIS PASTEUR LIMITED	133,440
BIO NUCLEAR DIAGNOSTICS INC	474,440
BIONICHE PHARMA (CANADA) LTD	153,125
BRISTOL-MYERS SQUIBB CANADA INC	77,532
CARDIO-MED SUPPLIES INC	87,313
CHIEF MEDICAL SUPPLIES LTD	120,587
CHURCH & DWIGHT CANADA	247,974
COMBE INC	50,964
ELI LILLY CANADA INC	2,255,496
FISHER SCIENTIFIC LTD	236,827
GENPHARM INC	129,410
GLAXO SMITHKLINE INC	371,963
GLAXOSMITHKLINE CONSUMER HEALTHCARE INC	376,897
HOFFMANN-LA ROCHE LTD	17,251,850
HOSPIRA HEALTHCARE CORPORATION	64,052
ID BIOMEDICAL CORPORATION OF QUEBEC	9,354,954
JANSSEN-ORTHO INC	764,700
JOHNSON & JOHNSON	132,061
KING PHARMACEUTICALS INC	207,458
LABORATOIRE ATLAS INC	519,961

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE/MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

STATUTORY (CONT'D)/CRÉDITS LÉGISLATIFS (SUITE)

ONTARIO GOVERNMENT PHARMACY (CONT'D)	
LANDER CO CANADA LTD	$189,375
MARATHON MANAGEMENT COMPANY	230,129
MEDICAL MART SUPPLIES LTD	93,650
MERCK FROSST CANADA & CO	17,883,219
MORGAN SCOTT KINGSTON INC	104,039
NOVARTIS CONSUMER HEALTH CANADA INC	61,664
NOVARTIS OPHTHALMICS	4,416,250
NOVARTIS PHARMACEUTICALS CANADA INC	10,419,393
NOVOPHARM LTD	243,442
PENDOPHARM INC	232,120
PFIZER CANADA INC (ANIMAL HEALTH GROUP)	937,226
PHARMASCIENCE INC	303,593
PURDUE PHARMA	353,044
RATIOPHARM INC	309,418
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	25,295,289
SABEX INC	52,026
SANDOZ CANADA INC	128,046
SANOFI PASTEUR LIMITED	34,728,480
SANOFI-AVENTIS CANADA INC	198,438
SOLVAY PHARMA INC	166,380
SOURCE MEDICAL	210,460
VALEANT CANADA LIMITEE/LIMITED	230,744
VWR INTERNATIONAL LTD	98,918
WYETH CANADA	34,910,750
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	922,417
LESS: DISTRIBUTION AND CASH SALES	(157,976,589)

MINISTRY OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS/MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

HON. MARIE BOUNTROGIANNI/L'HONORABLE MARIE BOUNTROGIANNI

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$61,319
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	$74,663
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$1,292

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. MARIE BOUNTROGIANNI	$21,175
HON. DALTON MCGUINTY	1,130
LALONDE, JEAN-MARC	6,968
MILLOY, JOHN	4,423
MENDELSOHN, MATTHEW	1,164
WRIGHT, JUDITH	6,780
CALDARONE, EDDA	14,031
CARR, WILLIAM J	12,825
KEMP-WELCH, SAMANTHA A	10,442
MARCHANT, LESLIE	34,768
NORTON, ROY	16,758
SHANTORA, HEATHER	15,906
SOLEMAN, MAGED	12,590
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	103,924

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ANSWERING THE CRY OF THE POOR	$200,000
CANADIAN RED CROSS SOCIETY/ /LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	1,000,000
COUNCIL OF THE FEDERATION SECRETARIAT	570,502
INTERNATIONAL DEVELOPMENT AND RELIEF FOUNDATION	320,616
ISLAMIC FOUNDATION OF TORONTO	416,400
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	355,600
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	24,000

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

INTERMESTIC CONSULTING INC	$89,922
NATIONAL TRADE CENTRE	88,140
ONTARIO REALTY CORP	498,472
PARALLEL PRODUCTION SERVICES INC	65,102
SNC-LAVALIN PROFAC INC	172,961
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	1,060,734

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. MARIE BOUNTROGIANNI JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	$27,761
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
MILLOY, JOHN APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

MINISTRY OF LABOUR /MINISTÈRE DU TRAVAIL

HON. S. PETERS/L'HONORABLE S. PETERS

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTEMPS	$120,465
ALTIS HUMAN RESOURCES	221,081
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	96,559
B & K AGENCY INC	188,431
HR ASSOCIATES	55,001
KELLY SERVICES (CANADA) LTD	115,874
MANPOWER TEMPORARY SERVICES	72,597
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	161,321
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	55,742
TODAY'S STAFFING LTD	78,702
ZSA LEGAL RECRUITMENT	145,826
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	374,517

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$341,487
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	24,766

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. STEVE PETERS	$2,254
HON. CHRISTOPHER BENTLEY	3,146
FLYNN, Mr. KEVIN	1,097
KIVISTO, Mr. PAAVO V	3,511
AHRENS, Mr. CHRISTOPHER	15,890
ARNTZ-GRAY, Mr. JULES	10,598
AUCOIN, Mr. NORMAND J	12,514
BAKER, Mr. MURRAY	16,616
BALLANGER-MICHAUD, Mrs. CANDYS	10,179
BARTLETT, Mr. DALE J	12,374
BEATCH, Mr. DANIEL	22,898
BLACKMAN, Mr. DILLON	14,810
BOUDREAU, Mr. BRIAN	11,885
BOWMAN, Mr. JAMES E	15,543
BOYCHUK, Mrs. SUSAN A	11,060
BRECKENRIDGE, Mr. JAMES	17,489
BRENNAN, Mr. STEVE B	11,190
BRIDEAU, Mr. ROGER	19,542
BROWN, Mr. GREGORY	11,796
BROWN, Mr. STEPHEN D	14,167
BRUCE, Mr. PETER J	20,715
BUCIK, Ms. PATRICIA	24,887
BULL, Ms. DIANE	15,633
BUMBACO, Mrs. MONIQUE	13,031
BURKE, Mr. DOUGLAS F	17,228
CALDWELL, Ms. JOYCE	30,354

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

CALLAGHAN, Mr. CHRISTOPHER M	$14,758
CALVERT, Ms. STEPHANIE A	11,128
CETTINA, Mr. DOUGLAS	15,292
CLARKE, Mr. SIMON	29,587
CLARKE, Ms. LINDA	14,091
CLOUTHIER, Mr. MATTHEW	12,078
COUTLEE, Mr. PETER	10,908
DA SILVA, Mr. FERNANDO J	15,611
DAVIS, Mr. DANIEL F	12,495
DEANE, Ms. TERESA	15,071
DECK, Mr. BERNARD K	11,246
DEMPSEY, Mr. WAYNE	14,615
DEN BOK, Mr. RICHARD A	11,716
DENNIS, Ms. SOPHIE	13,211
DESCHAMPS, Ms. CAROLYN	16,814
DONOVAN-BRESEE, Ms. COURTNEY	11,149
DRESNER, Ms. BARBARA	14,290
EIKELBOOM, Mr. CHRISTOPHER	13,061
EMOND, Mr. PHIL	14,671
FERRARO, Mr. GUISEPPE	15,874
FILE, Mr. ROBERT	20,794
FINCH, Ms. SUE	10,041
FIRTH, Ms. DAYNA M	13,162
FONTANA, Mr. ANTONIO	12,840
FORESTIER, Ms. LINE Y	18,237
FRIEND, Mr. WILLIAM	11,635
FUHRY, Mr. PETER	11,550
FURANNA, Ms. MARY BETH B	25,801
GALLANT, Mrs. NICOLE R	14,362
GILBERT, Ms. CATHERINE	17,343
GORDON, Ms. DALE V A	14,546
GRBICH, Mr. MARK	14,215
HALL, Mr. DONALD C	13,408
HALONEN, Mr. JORMA	26,637
HARTE, Mr. F A	24,202
HASENPFLUG, Ms. JO-ANNE M	15,559
HEEREMA, Mr. FRED	16,658
HEIBEIN, Mr. JEFF	15,618
HOAD, Ms. ANNA	18,598
HODDER, Ms. MARY	22,848
HOWE, Ms. M DENISE	26,238
HUDSON, Mr. EDGAR G	17,299
HUTTON, Mr. JOHN F	13,450
ILINCIC, Mr. ZELJKO	12,023
IM, Ms. JUDIE	17,471
IRWIN, Mr. MARK	10,258
JACKSON, Mr. WILLIAM H	16,488
JANISSE, Mr. BRUCE B	26,076
JEFFREYS, Mr. ROGER	14,720
JONES, Ms. ANGELA	11,202
KASTIKAINEN, Mr. JUHA A	15,155
KLEIMAN, Mr. DAN	14,574
KNAP, Mr. VINCENT MV	25,133
KUEHNER, Mr. LEONARD F	15,371

MINISTRY OF LABOUR /MINISTÈRE DU TRAVAIL

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

LABELLE, Mr. MARCEL	$12,824
LACROIX, Mr. MICHEL B	17,774
LAFRAMBOISE, Mr. RENE E	12,722
LAFRANCE, Mr. JEAN ROGER	10,977
LANDRY, Mr. DOUGLAS R	21,143
LAWSON, Ms. SANDRA	13,203
LEBLANC, Mr. ADRIEN	18,337
LONG, Mr. GREGORY F	20,648
LUCAS, Mr. RONNIE	14,357
MACDONALD, Mr. STEVEN	11,808
MACKAY, Mr. THOMAS	13,082
MADOR, Ms. LINDA	14,681
MALABAR, Ms. JENNIFER DENISE	10,976
MANN, Ms. MYRNA	30,280
MATHER, Mr. JOHN L	30,743
MCCASKILL, Mr. DAVID ROY	16,234
MCGRATH, Ms. GRAINNE	36,960
MCINNES, Mr. DONALD	13,351
MCINNIS, Mr. JEFFERY	10,552
MCVEIGH, Ms. JACKIE	10,593
MERLA, Mr. TIMOTHY M	17,181
MILLER, Mr. JOHN D	17,911
MONTEIRO, Ms. LUIZA	16,704
NEWMAN, Mrs. JOANNE C	26,558
NICHOLS, Miss CATHY	13,945
NICHOLSON, Ms. LAURIE	11,190
OSTROM, Mr. PAUL	14,140
PAKALNIS, Mr. VICTOR	49,808
PAQUETTE, Mr. GERALD	10,281
PARSON, Ms. DIANE L	10,050
PEARSON, Mr. REG	17,383
PERRIER, Mr. MICHEL	32,279
PETERS, Ms. SIDNEY C	20,463
PHILLIPS, Mr. TOM	21,063
PROCTOR, Mr. THOMAS	12,799
PROIETTI, Mr. MARTIN	11,368
QUESNELLE, Mr. BERNARD	16,092
QUINN, Mr. JOHN D	19,954
REID, Mr. JOHN	15,144
RICKER, Ms. MARTHA C	10,955
ROBERTSON, Mr. WARREN DREW	14,367
ROCK, Mr. GREGORY A	13,506
ROY, Mr. SHANTANU	22,508
RYAN, Ms. MICHELE	25,256
SHIRLOW, Miss JOAN M	18,977
SHULMAN, Miss MELANIE	10,268
SIMON, Mr. PAUL ALLAN	17,840
SIMPSON, Mr. DAVE HOLFORD A	10,413
SLANSKY, Mr. PAUL	10,440
SMALL, Ms. DENISE	15,390
SMITH, Ms. J.ARLENE	19,076
SMITH, Ms. KATHY-JO	11,842
SORMIN, Mr. EDWIN	11,498
SPEIR, Ms. SHELLEY	17,231
SPICER, Mr. DWAIN	$10,479
STEWART, Mr. HERMAN C	39,115
STEWART, Mr. PETER D	17,627
SUHR, Miss BONNIE J	18,425
SUSZTER, Mr. GEORGE ALBERT	11,409
SUTHERLAND, Mr. RICHARD W	12,775
SWEARENGEN, Mr. DOUGLAS R	24,070
TAFARO, Mr. ANTONINO	10,823
TEETER, Mr. PRICE F	13,672
TONELLATO, Mr. ERIC	42,087
TONELLATO, Mr. I JOHN	16,997
TURESKI, Mr. BRENT CHRISTOPHER	10,388
UDASCO, Mr. SONNY G	11,387
VAILLANCOURT, Mr. PATRICK JOSEPH	14,700
VAN STEENSEL, Mr. JEFF	10,134
VAN WYK, Mr. ROBERT	14,263
VASEY, Mr. CHRIS	10,323
VIGAR, Mr. ALEXANDER	26,279
WARNING, Mr. JEREMY	18,662
WATSON, Mr. DARCY	20,239
WEST, Mr. DOUGLAS A	10,977
WHITNEY, Mr. DAVID	11,363
WILKINS, Miss JANE MARIE	10,148
WILKINSON, Mr. JAMES	15,928
WILSON, Mr. WESLEY	12,765
WOOD, Mr. DANIEL A	17,639
WRIGHT, Mr. ROBERT J. L	17,098
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	2,722,561

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

PROVINCIAL BUILDING & CONST. TRADES COUNCIL ONT	$225,000
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	252,945

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

4 OFFICE AUTOMATION LTD	$124,912
ABRAMSKY, RANDI HAMMER	100,642
AJILON CANADA	305,399
AON REED STENHOUSE INC	141,560
ARI FINANCIAL SERVICES INC	2,501,296
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD	470,358
AVLI GROUP LTD	75,935
BAKA COMMUNICATIONS INC	50,357
BANCTEC (CANADA) INC	69,335
BASIC GROUP INC	80,165
BELL CANADA	453,846
BELL MOBILITY	708,187
BMC SOFTWARE DISTRIBUTION INC	97,126
BOOKMASTER NORTH AMERICA INC	68,785

MINISTRY OF LABOUR /MINISTÈRE DU TRAVAIL

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BORDEN LADNER GERVAIS LLP	$68,452
BRAINHUNTER.COM LTD	97,443
BRAINS II INC	60,004
BRIGGS, FELICITY D	61,999
BROWN, RICHARD	101,624
BUSINESS OBJECTS CORP	132,218
CANADA POST CORP	196,825
CARSWELL	50,527
CDIT INC	66,924
CITS GROUP INC	114,000
CM INC	232,915
COMPUGEN INC	2,863,654
CSI CONSULTING INC	275,192
CYBERBAHN INC	136,440
DELOITTE & TOUCHE LLP	327,999
DELTA HOTELS	73,977
DISSANAYAKE, NIMAL	131,598
EDS CANADA INC	2,808,791
GARTNER CANADA CO	78,343
GE EQUIPMENT SERVICES	260,616
GE IT SOLUTIONS	64,513
GE TECHNOLOGY FINANCE	317,204
GIBRALTAR SOLUTIONS	62,090
GLOBAL UPHOLSTERY CO INC	119,524
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	460,353
HERLICH, BRAM	75,788
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	2,081,546
HEWLETT-PACKARD FINANCIAL SERVICES CANADA	1,006,878
HITE ENGINEERING CORPORATION	75,649
IAN MARTIN LTD	284,814
IBM CANADA LTD	813,201
IBS (AUST) PTY LTD	495,000
IMEX SYSTEMS INC	577,799
INDUSTRIAL ACCIDENT PREVENTION ASSOCIATION	181,070
INNOVATIVE COMPUTER CONSULTANTS INC	55,728
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	179,638
KTI KANATEK TECHNOLOGIES INC	69,990
LEIGHTON, DEBORAH J D	132,720
LOCUS SYSTEMS INC	64,116
LYRECO (CANADA) INC	537,008
MCCAUSTLIN INSTALLATIONS INC	111,789
MEDIA BUYING SERVICES LTD	123,285
MERCER DELTA CONSULTING	97,151
METRO TORONTO CONVENTION CENTRE	70,582
MIKUS, LORETTA	67,237
MITEL NETWORKS CORPORATION	143,713
MTS ALLSTREAM INC	68,049
ONCORP DIRECT INC	160,306
ONTARIO REALTY CORP	9,112,872

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ORACLE CANADA	$427,364
PETRYSHEN, KEN	71,355
PITNEY BOWES CANADA	72,213
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP	261,011
PUROLATOR COURIER LTD	133,434
RICOH CANADA INC	75,135
ROGERS COMMUNICATIONS	80,948
SHL CANADA INC	60,367
SHORE CONSULTING GROUP INC	72,360
SNC-LAVALIN PROFAC INC	114,313
SOFTWARE SPECTRUM	406,987
SPEARHEAD MANAGEMENT CANADA LIMITED	57,467
STELLENT SALES INC	147,000
STEPHENS, BARRY	91,477
STEWART, SUSAN	81,243
SWANSEA COMPUTER SPECIALISTS LTD	171,828
TALISMA CORP	80,020
TELCAM TRAINING & CONSULTING	289,571
TENET COMPUTER GROUP	1,614,502
TERANET ENTERPRISES INC	202,329
TOSHIBA OF CANADA LTD	93,802
UNIFORM GROUP INC	54,975
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS INC	120,449
VIGNETTE CANADA COMPANY	876,559
VISIONMAX SOLUTIONS INC	417,869
WESTERN MANAGEMENT CONSULTANTS	75,986
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE APPEALS TRIBUNAL	467,269
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	177,411
XEROX CANADA LTD	165,080
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	5,372,422

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:	
HON. STEVE PETERS	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	$27,761
HON. CHRISTOPHER BENTLEY	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	$7,450
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES/ TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
MR. MARIO RACCO	
MARCH 1, 2006 TO MARCH 31, 2006	$1,035
MR. KEVIN FLYNN	
APRIL 1, 2005 TO FEBRUARY 28, 2006	$11,386

OFFICE OF THE LIEUTENANT GOVERNOR/BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

HON. JAMES K. BARTLEMAN/L'HONORABLE JAMES K. BARTLEMAN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS
VOTED/CRÉDITS VOTÉS

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	$237

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

BRENT LISOWSKI	$78,200
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	228,739
LIEUTENANT GOVERNOR'S DISCRETIONARY ALLOWANCE/ ALLOCATION DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	$120,800

MANAGEMENT BOARD SECRETARIAT/SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

HON. GERRY PHILLIPS/L'HONORABLE GERRY PHILLIPS

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ALTIS HUMAN RESOURCES	$380,692
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD.	106,015
DRAKE INTERNATIONAL INC	250,059
HR ASSOCIATES	1,576,897
LEVERT PERSONNEL RESOURCES	101,721
MARBERG LTD	74,121
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	108,721
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	51,780
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	294,080
SUDBURY MANAGEMENT SERVICES LTD	133,263
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	79,854
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	382,203

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACE INA INSURANCE	$155,667
GREAT WEST LIFE ASSURANCE COMPANY	221,630,213
MANULIFE FINANCIAL	97,721,246
ONTARIO PENSION BOARD	137,387,644
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	191,854,859
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	783,983
OPSEU PENSION TRUST	144,285,359
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	71,383

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. GERRY PHILLIPS	$1,474
ARTHURS, WAYNE	1,551
BOUEY, KATHRYN A.	3,520
DIEMANUELLE, MICHELLE	3,773
MCMEEKIN, TED	2,284
BAHAL, Mr. SUNEEL	30,355
BENN, Mr. BRIAN	15,458
BURKE, Mr. JAMES J.	12,057
COWLING, Ms. PATRICIA N.	12,227
DAVID, Mr. PIERRE	18,519
DEGAGNE, Mr. CLEO	19,578
GAUTHIER, Mrs. HELENE M.	24,629
INNES, Mr. JOHN	24,645
MACAULAY, Mr. PETER	11,443
MANJI, Mr. MEHBOOB	18,599
MCCONNELL, Ms. JANET	10,310
MILLER, Mr. PATRICK P.	19,936
MURJI, Ms. FERINA	13,131

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

PATERSON, Ms. COLLEEN M.	$10,578
SELWYN, Mr. AL	12,831
SHERRIFF, Mr. PETER	24,304
SMITH, Mr. ROBERT W.	10,274
STICKLE, Ms. LESLIE	17,702
SYNCOX, Ms. F JOY	11,260
VIAU, Mrs. DANIELLE L.	10,583
WATSON, Ms. ILA G.	10,112
WILLIAMSON, Mrs. JACQUELINE M.	13,670
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	1,434,729

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$112,200

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1ST FORMS INC	$129,334
24 HOUR TONER SERVICE INC	116,811
3094495 NOVA SCOTIA COMPANY (DBA GE IT SOLUTIONS)	761,949
3-SOFT GROUP	1,084,975
4 MODE GLOBAL LOGISTICS INC	169,075
4 OFFICE AUTOMATION LTD.	96,535
ACI CANADIAN INSTITUTE	58,706
ADR CHAMBERS	106,375
AJILON CANADA	2,141,236
ALLIANCE ENVELOPE LTD.	170,283
ALLIED INTERNATIONAL CREDIT CORP.	397,816
AMERICAN EXPRESS BANK OF CANADA	61,342
AMERISOURCE FUNDING INC	333,504
ANDERSON SOUBLIERE INC	58,237
ANT & BEE CORPORATION	513,179
AON REED STENHOUSE INC	3,697,520
APPSOL CONSULTING INC	63,495
ARCHIVAL MGT. SRVC. INC.	593,173
ARCHIVES ONE LIMITED PARTNERSHIP	2,496,648
ARI FINANCIAL SERVICES INC	460,627
ARIE SHENKAR & ASSOCIATES INC	291,162
ARO INC	442,637
ASCOM CANADA LTD.	150,000
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD.	825,880
ATHABASCA UNIVERSITY	85,025
AVLI GROUP LTD	1,377,926
BABBCO OFFICE SRVC. LTD.	288,145
BASIC GROUP INC	400,877
BASS ASSOCIATES LTD.	130,529
BAU SOLUTIONS CANADA INC	204,600
BAY CONSULTING SERVICES INC	387,010
BAY3000 CORPORATE EDUCATION	70,819
BEA SYSTEMS	253,044
BEARINGPOINT LP	997,975
BELL CANADA	49,460,612

MANAGEMENT BOARD SECRETARIAT/SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BEVERTEC CST INC	$1,392,452
BLANEY MCMURTRY LLP	396,486
BMC SOFTWARE DISTRIBUTION INC	958,570
BORDEAUX ACQUISITION CORP	131,881
BRAINS II INC	739,273
BRAMBLES CANADA INC	1,611,696
BURNTSAND INC	230,055
BUSINESS OBJECTS CORP	116,795
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS	152,432
CANADA LAW BOOK INC	63,729
CANADA POST CORP	3,790,880
CANADIAN ATLAS FURNITURE	97,098
CANADIAN BONDED CREDITS LTD	460,582
CANADIAN MANAGEMENT CENTRE (IMACAN)	82,280
CANWEST INTERACTIVE INC	69,741
CAREER PARTNERS INTERNATIONAL/ HAZELL & ASSOCIATES	118,065
CARSWELL	66,955
CBV COLLECTION SERVICES LTD	433,015
CCAF-FCVI INC	73,057
CDI EDUCATION	330,054
CENTRAL ONTARIO WEB LTD	259,877
CGI INFORMATION SYSTEMS & MANAGEMENTCONSULTANTS INC	567,688
CHARTWELL INC	254,346
CITY OF THUNDER BAY	238,752
CLARITY INC	911,054
CM INC	423,310
CNC GLOBAL LIMITED	1,336,468
COHEN HIGHLEY LLP IN TRUST	70,000
COLLECTCORP INC	217,808
COMPAS	98,526
COMPASS GROUP CANADA	324,232
COMPUGEN INC	1,087,876
COMPUTER ASSOCIATES INTERNATIONAL INC	7,187,683
COMPUTER HORIZONS CANADA (ISG)	109,258
COMPUWARE CORP OF CANADA	1,404,343
CONEXSYS COMMUNICATIONS LTD	592,878
CORPORATE EXECUTIVE BOARD	118,799
CRAWFORD ADJUSTERS CANADA INC	556,962
CSI CONSULTING INC	710,923
CTC TRAIN CANADA	94,975
CYGNAL TECHNOLOGIES	147,955
CYNTHIA WEBSTER & ASSOCIATES LTD	80,129
DATA GROUP OF COMPANIES	111,433
DATALIST	109,983
DATAMARK SYSTEMS INC	724,961
DAVID HURST	61,856
DAY ADVERTISING GROUP INC	3,843,449
DAYS INN (TORONTO DOWNTOWN)	54,593
DELOITTE INC	2,799,788
DENSAN CONSULTANTS LTD	78,875
DHL INTERNATIONAL EXPRESS LTD	234,856

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DIANE ABBEY-LIVINGSTON & ASSOCIATES INC	$87,100
DOCU PARTNERS	653,805
DOCUCOM LTD PARTNERSHIP	88,993
DRECHSEL BUSINESS INTERIORS	1,126,178
DYE & DURHAM CO INC	59,528
DYNA LYNC 2000 INC	125,126
EATON POWER QUALITY COMPANY	124,835
EDS CANADA INC	1,421,381
EMC CORPORATION OF CANADA	180,051
ENTERPRISE GROUP OF CANADA LTD	129,015
ENTRUST LTD	3,532,311
ENVIRONICS RESEARCH GROUP LIMITED	305,591
E-PRINTING CORPORATION	116,410
FACILITIES PLANNING ASSOCIATES LTD	103,789
FGI WORLD	54,828
FILION WAKELEY THORUP ANGELETTI LLP	195,469
FORRESTER RESEARCH INC	67,452
FRISCO BAY INDUSTRIES OF CANADA LTD	102,962
FUJITSU CANADA INC	235,318
FUJITSU CONSULTING	798,418
GARTNER CANADA CO	197,564
GBC CANADA INC	53,557
GE EQUIPMENT SERVICES	268,332
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	73,539
GE TECHNOLOGY FINANCE	239,767
GETRONICS CANADA INC	3,440,237
GLASS HOUSE SYSTEMS INC	1,417,916
GOODMAN & CARR LLP	129,862
GOWLING LAFLEUR HENDERSON LLP IN TRUST	117,145
GRAND & TOY LTD	149,639
GREENSPON BROWN & ASSOCIATES IN TRUST	54,500
GREGORY CONSULTING LIMITED	77,750
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	1,123,853
HAY GROUP LTD	59,852
HERJAVEC GROUP	115,793
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	880,492
HEYDON STRATEGIES INC	99,922
HICKS MORLEY HAMILTON STEWART STORIE LLP	318,733
HOLIDAY INN HOTEL	66,711
HOLMES & BRAKEL LTD	564,873
HOTLINE EXPRESS DELIVERY SERVICE INC	161,248
HR ASSOCIATES	344,258
HUGHES AMYS BARRISTERS & SOLICITORS	401,066
IBM CANADA LTD	31,922,035

MANAGEMENT BOARD SECRETARIAT/SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

iETSOLUTIONS	$218,785
INDOOR AIR TECHNOLOGIES	114,186
INFORMATION BUILDERS (CANADA) INC	546,897
INSIGHTS LEARNING & DEVELOPMENT LTD	172,650
INSTITUTE FOR BUSINESS TECHNOLOGY	57,884
INSTITUTE FOR CITIZEN-CENTRED SERVICE	50,000
INSTITUTE FOR MANAGEMENT STUDIES (IMS)	167,695
INSTITUTE OF INTERNAL AUDITORS	62,713
INTERTEC SECURITY & INVESTIGATION LTD	62,300
IPSOS-REID CORPORATION	90,330
IRON MOUNTAIN	234,194
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	69,092
ISOGON CORPORATION	192,200
IT WORLD CANADA INC	292,045
IT/NET OTTAWA INC	249,441
JANE CAYLEY & ASSOCIATES LTD	58,188
JANET WRIGHT & ASSOCIATES INC	60,871
KEYSTREAM INC	159,640
KNIGHTSBRIDGE GSW (DIV OF KNIGHTSBRIDGE HUMAN CAPITAL MGMT INC)	113,561
KNOWLES CONSULTANCY SERVICES INC	75,854
KPMG FORENSIC INC	51,827
KPMG INC	291,115
KROMAR PRINTING LTD	225,924
KTI KANATEK TECHNOLOGIES INC	3,606,451
LAW SOCIETY OF UPPER CANADA	64,943
LEARNING TREE INTERNATIONAL	65,100
LEGACY EXECUTIVE SEARCH PARTNERS INC	80,071
LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ONTARIO	55,189
LERNERS LLP BARRISTERS & SOLICITORS IN TRUST	350,000
LESLIE H MACLEOD & ASSOCIATES	59,594
LEVI RAY & SHOUP INC	85,076
LEXSYS NETWORKS INC	205,608
LOOPSTRA NIXON LLP IN TRUST	70,436
LOWE-MARTIN COMPANY INC	99,056
LYRECO (CANADA) INC	1,063,044
LYTWYN RESOURCES INC	67,733
MARGOT YOUNG & ASSOCIATES LTD	97,874
MARTIN'S STORAGE & DATA MANAGEMENT	119,880
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	563,666
MCCRACKEN & PARTNERS	83,355
MERCER DELTA CONSULTING	131,785
MERCURY INTERACTIVE CORP	335,476
META GROUP CANADA	51,727

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

MICROSOFT CANADA CO	$1,885,956
MILLER THOMSON LLP IN TRUST	385,068
MOORE CANADA	129,600
MTS ALLSTREAM INC	574,305
NANCY J ADLER & ASSOCIATES	54,625
NATIONAL EDUCATION CONSULTING INC	69,009
NCO FINANCIAL SERVICES INC	407,954
NETRUS INC	1,170,037
NEXINNOVATIONS INC	98,408
NORDON COLLECTION NETWORK INC	609,691
NOVA/ALLIANCE ONE LTD	335,622
NPG ENVELOPE	55,008
ONTARIO PENSION BOARD	102,576
ONTARIO REALTY CORP	98,450,125
OPSEU PENSION TRUST	128,668
ORACLE CORP CANADA INC	683,112
PARKER MANAGEMENT CONSULTING INC	93,665
PARTNERING AND PROCUREMENT INC	106,076
PENSE EH CONSULTING INC	60,750
PINK ELEPHANT INC	53,642
PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	422,576
PIVOTAL TECHNOLOGIES INC	58,100
PLANET PERSONNEL AGENCY INC	2,024,581
POLLARA	75,550
POSTAGE BY PHONE	2,218,094
PRICEWATERHOUSE COOPERS LLP	894,121
PRINCETON SOFTECH INC	329,173
PRISM DATA SERVICES LTD	53,279
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	1,167,461
PROMETHEAN SYSTEMS CONSULTANTS INC	1,116,189
PROVISION IT RESOURCES LTD	323,535
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	365,730
PUROLATOR COURIER LTD	420,749
RECALL TOTAL INFO MGMT (BRAMBLES CANADA INC)	60,855
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	204,513
RELIZON CANADA INC	443,256
RICOH CANADA INC	143,404
ROBERT J ALLISON	61,254
ROGERS CABLE COMMUNICATIONS INC	510,583
ROYAL LEPAGE	2,161,475
S2SYSTEMS INC	220,005
SALTSPRING SOFTWARE INC	100,224
SAS INSTITUTE (CANADA) INC	61,094
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	396,301
SERENA SOFTWARE INC	60,618
SHORE CONSULTING GROUP INC	188,072
SIEMENS CANADA LTD	449,378
SKYWAY DIGITAL	67,717
SMART DATA SOLUTIONS INC	53,350

MANAGEMENT BOARD SECRETARIAT/SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SMART ENTERPRISES CORP	$115,124
SMART LAZER GRAFIX	249,255
SNC-LAVALIN PROFAC INC	3,735,949
SOFTCHOICE CORP	508,650
SOFTWARE SPECTRUM	138,823
SOUTHPORT DATA SYSTEMS	77,034
SPEARHEAD MANAGEMENT CANADA LIMITED	104,052
SPM GROUP (STRATEGIC PROJECT MANAGEMENT)	93,750
STELLENT SALES INC	151,004
STERLING COMMERCE INC	267,785
STEWARDSHIP ONTARIO	93,837
STORAGETEK CANADA INC	227,310
STRATEGIC COUNSEL	164,631
STRATUS TECHNOLOGIES IRELAND LTD	87,387
SUN MICROSYSTEMS OF CANADA INC	8,397,904
SUPREMEX INC	218,375
SWANSEA COMPUTER SPECIALISTS LTD	72,604
TBAYTEL (THUNDER BAY TELEPHONE)	68,551
TCH/ALLIANCE ONE LTD	242,752
TELE-PLUS MANAGEMENT INC	126,399
TELUS MOBILITY	171,967
TELUS NATIONAL SYSTEMS INC	472,066
TENET COMPUTER GROUP	177,775
THUNDER BAY REGIONAL HEALTH SCIENCES CENTRE	84,800
TKMC ONTARIO INC	61,900
TOSHIBA OF CANADA LTD	222,461
TOTAL CREDIT RECOVERY LTD	596,126
TOWERS PERRIN	202,063
TPI (TECHNOLOGY PARTNERS INTERNATIONAL) SOURCING CONSULTANTS CANADA CORP	2,281,372
TROUX TECHNOLOGIES	215,830
TURSI CONSULTING INC	91,424
UNIS LUMIN	300,835
UNIVERSITY OF TORONTO	90,445
VANGUARD INTERNATIONAL LTD	88,532
WEIR GROUP	71,718
WESTERN MANAGEMENT CONSULTANTS	113,146
XEROX CANADA LTD	1,660,671
YORK UNIVERSITY	74,588
YOUNG AND RUBICAM	78,271
ZAS ARCHITECTURE PLANNING INTERIORS MANAGEMENT	75,728
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	11,251,649

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. GERRY PHILLIPS	
JANUARY 4, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
TED MCMEEKIN	
JUNE 30, 2005 TO MARCH 31, 2006	$9,385
ARTHURS, WAYNE	
JANUARY 4, 2005 TO JUNE 29, 2005	3,036

MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS AND HOUSING/ MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

HON. JOHN GERRETSEN/
L'HONORABLE JOHN GERRETSEN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:

HR ASSOCIATES	$751,634
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	207,565
PRIOR RESOURCE GROUP INC	84,328
QUANTUM MANAGEMENT SERVICES LTD	99,078
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	262,834

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$67,961

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. JOHN GERRETSEN	$9,619
DUGUID, BRAD	541
VAN BOMMEL, MARIA	2,328
BURKE, JOHN	5,323
BECKETT, ELIZABETH	10,993
BUCKHAM, LYNN	12,616
COUILLARD, CYNTHIA A	13,573
DURBACZ, ANTHONY J	30,856
FABIILLI, VINCENT	11,393
FISCHER, KAREN A	17,904
FORESTER, DAVID E	18,509
GAGNON, REGENT	17,223
GASCOYNE, CHARLES ROBERT	40,582
GIBERSON, GREGORY	10,984
HUNTE, J A	10,353
JARDINE, DIANA L	13,656
TOMLINSON, JOHN	53,558
JOY, GREGORY	11,018
KHATCHADOURIAN, DOREEN K	11,649
MADDOX, JOHN G	13,749
MARK, LING EY	15,443
MERCHAND, CORA M	17,234
MOORE, BEVERLY ANN	11,120
NAUD, GERALD	16,957
PEARCE, TERRY F	25,700
RIVET, CLAUDE	12,007
SMITH, IAN	18,745
WASTENEYS, CLARE	10,199
WRIGHT, DAVID R	10,723
YURKOSKI, RONALD C	18,814
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	1,258,798

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ALGOMA DISTRICT SERVICES ADMINISTRATION BOARD	$1,266,846
ASSOCIATION OF MUNICIPALITIES OF ONTARIO	220,000
ATWOOD PET FOODS SUPPLIES LIMITED	1,700,000
BRUCKLAND CHARITABLE FOUNDATION	493,571
CARRIERE FOODS (ONTARIO) INC	506,405
CHAMBRE ECONOMIQUE DE L'ONTARIO	154,014
CITY OF BARRIE	314,968
CITY OF BELLEVILLE	149,913
CITY OF BRAMPTON	1,241,143
CITY OF BRANTFORD	2,718,811
CITY OF BURLINGTON	506,437
CITY OF CORNWALL	2,499,666
CITY OF DRYDEN	122,505
CITY OF GREATER SUDBURY	8,439,963
CITY OF GUELPH	895,398
CITY OF HAMILTON	20,381,449
CITY OF KAWARTHA LAKES	1,535,600
CITY OF KENORA	358,004
CITY OF KINGSTON	3,901,061
CITY OF KITCHENER	418,139
CITY OF LONDON	8,937,470
CITY OF MISSISSAUGA	692,211
CITY OF NIAGARA FALLS	127,276
CITY OF NORTH BAY	1,236,241
CITY OF ORILLIA	2,254,963
CITY OF OSHAWA	484,252
CITY OF OTTAWA	2,523,577
CITY OF OWEN SOUND	350,450
CITY OF PETERBOROUGH	2,233,748
CITY OF PICKERING	1,350,129
CITY OF SAULT STE MARIE	1,437,836
CITY OF ST CATHARINES	1,125,408
CITY OF ST THOMAS	1,264,069
CITY OF STRATFORD	1,264,666
CITY OF TEMISKAMING SHORES	155,760
CITY OF THUNDER BAY	1,389,930
CITY OF TIMMINS	845,165
CITY OF TORONTO	201,880,467
CITY OF VAUGHAN	513,889
CITY OF WELLAND	226,531
CITY OF WINDSOR	10,960,316
CMHC (CANADA MORTGAGE & HOUSING CORP)	288,000
COMMUNITY VENTURES CAPITAL FUND INC	168,632
CONFEDERATION FORESTRY CENTRE	531,302
COUNTRY HERITAGE EXPERIENCE INC	750,000
COUNTY OF BRUCE	694,594
COUNTY OF DUFFERIN	858,882
COUNTY OF GREY	508,947
COUNTY OF HALIBURTON	307,440

MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS AND HOUSING/ MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COUNTY OF HASTINGS	$2,335,202
COUNTY OF HURON	504,612
COUNTY OF LAMBTON	1,392,308
COUNTY OF LANARK	950,517
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	266,451
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	1,256,782
COUNTY OF OXFORD	6,206,089
COUNTY OF PRINCE EDWARD	353,441
COUNTY OF RENFREW	1,900,867
COUNTY OF SIMCOE	6,249,899
COUNTY OF WELLINGTON	2,667,589
DISTRICT OF COCHRANE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	5,707,776
DISTRICT OF MUSKOKA	693,478
DISTRICT OF PARRY SOUND SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	621,385
DISTRICT OF SAULT STE MARIE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION BOARD	4,706,000
DISTRICT OF TIMISKAMING SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	1,291,263
EDMONDS & GORDON	429,067
ENSYN TECHNOLOGIES INC	2,531,267
EXCELLENCE IN MANUFACTURING CONSORTIUM	686,052
FARMERS MARKETS ONTARIO	245,969
FIRST PLACE HAMILTON HOUSING CORP	2,319,029
GANAWAGEH URBAN HOMES INC	867,597
GENERAL MILLS CANADA CORPORATION	2,165,146
GRIFFITH LABORATORIES LTD	159,455
HALDIMAND COUNTY	250,059
HAMILTON PORTUGUESE COMMUNITY HOMES INC	2,751,783
HAROLD & GRACE BAKER CENTRE	651,574
HOMES FIRST SOCIETY	164,315
IROQUOIS WATER LTD	1,647,055
KAWARTHA NATIVE HOUSING SOCIETY INC	569,833
KENORA DISTRICT SERVICES BOARD	2,866,042
KITCHENER ALLIANCE COMMUNITY HOMES INC	350,241
LAKEFIELD OVAL COMMUNITY CENTRE	763,850
LAND O'LAKES TOURIST ASSOCIATION	200,703
LYNN CATTLE	4,344,143
MANITOULIN-SUDBURY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	981,329
MIDLAND-PENETANGUISHENE URBAN NATIVE HOMES CORP	200,000
MUNICIPALITY OF BRIGHTON	133,404
MUNICIPALITY OF CENTRAL HURON	151,888
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	3,211,384

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MUNICIPALITY OF CLARINGTON	$227,308
MUNICIPALITY OF DYSART ET AL	164,475
MUNICIPALITY OF GREENSTONE	330,751
MUNICIPALITY OF KILLARNEY	456,644
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	484,976
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	293,185
MUNICIPALITY OF NORTHERN BRUCE PENINSULA	174,942
MUNICIPALITY OF RED LAKE	149,045
MUNICIPALITY OF SIOUX LOOKOUT	260,419
MUNICIPALITY OF SOUTH HURON	1,028,410
MUNICIPALITY OF ST CHARLES	238,115
NATIVE PEOPLE OF THUNDER BAY DEV CORP	1,866,153
NEW CANADIANS FROM THE SOVIET UNION	2,186,841
NIPISSING DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	4,929,812
NORFOLK COUNTY	1,397,517
ONTARIO FEDERATION OF AGRICULTURE	188,542
ONTARIO GREENHOUSE ALLIANCE	1,081,481
ONTARIO HOUSING CORPORATION	70,156,838
ONTARIO RURAL COUNCIL	142,000
OTONABEE NATIVE HOMES INC	1,001,497
OXFORD HOME GUILD INC	342,230
PATHWAY NON-PROFIT HOUSING CORP	257,639
PROCTOR AND GAMBLE INC	2,000,000
PROGRESSIVE PORK PRODUCERS CO-OPERATIVE INC	322,392
QUINTE ECONOMIC DEVELOPMENT COMMISSION	873,589
RAINY RIVER DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	1,524,437
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	9,781,363
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	4,015,449
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	7,757,736
REGIONAL MUNICIPALITY OF OTTAWA-CARLETON	25,009,938
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	27,452,309
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	8,790,267
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	10,553,713
RIDGETOWN COLLEGE	123,262
RIPNET LTD	495,774
SARNIA LAMBTON ECONOMIC PARTNERSHIP	148,214
SAULT STE MARIE NORTH PLANNING BOARD	150,625
SHEHRAZAD NON-PROFIT HOMES INC	1,781,957
ST CLAIR O'CONNOR COMMUNITY INC	245,431
STRATHROY FOODS LTD	200,859
TD CANADA TRUST CO	635,473

MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS AND HOUSING/ MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

THERAPY PARTNERS INC	$270,000
THUNDER BAY DISTRICT SOCIAL SERVICES ADMIN BOARD	8,386,481
TOWN OF AURORA	294,231
TOWN OF BLIND RIVER	125,768
TOWN OF CALEDON	122,673
TOWN OF DESERONTO	273,400
TOWN OF GRAVENHURST	168,737
TOWN OF KAPUSKASING	876,786
TOWN OF LINCOLN	133,605
TOWN OF MARKHAM	617,349
TOWN OF MILTON	231,212
TOWN OF MOOSONEE	1,966,162
TOWN OF NEWMARKET	255,475
TOWN OF OAKVILLE	886,985
TOWN OF PERTH	323,910
TOWN OF PRESCOTT	136,868
TOWN OF WASAGA BEACH	562,797
TOWN OF WHITBY	172,521
TOWNSHIP OF ALGONQUIN HIGHLANDS	382,608
TOWNSHIP OF CENTRE WELLINGTON	454,589
TOWNSHIP OF MALAHIDE	999,145
TOWNSHIP OF MAPLETON	214,077
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	130,012
TOWNSHIP OF MIDDLESEX CENTRE	140,819
TOWNSHIP OF MINDEN HILLS	143,333
TOWNSHIP OF ORO-MEDONTE	125,792
TOWNSHIP OF PICKLE LAKE	647,245
TOWNSHIP OF SMITH-ENNISMORE-LAKEFIELD	138,007
TOWNSHIP OF THE ARCHIPELAGO	382,303
TRENT UNIVERSITY	1,174,458
TWENTY VALLEY TOURISM ASSOCIATION	499,794
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	1,119,224
UNITED COUNTIES OF PRESCOTT & RUSSELL	1,190,614
UNIVERSITY OF GUELPH	1,407,104
VALLEY HEARTLAND COMM FUTURES DEVELOPMENT	139,740
VILLAGE LIFESTYLES NON-PROFIT HOMES	126,768
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	13,529,377

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

4 OFFICE AUTOMATION LTD	$158,981
953646 ONTARIO INC	101,920
ARCHAEOLOGICAL ASSESSMENTS LTD	234,193
ARI FINANCIAL SERVICES INC	185,723

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ASSOCIATION OF COLLEGES OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY OF ONTARIO (ACAATO)	$186,635
AVANT STRATEGIC COMMUNICATIONS INC	51,120
AVAYA CANADA CORP	53,952
BEAUCAGE & ASSOCIATES (913225 ONTARIO INC)	171,828
BELL CANADA	269,991
BEST WESTERN	51,922
BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	131,792
BRIAN J MCKEE	77,746
BY DESIGN	53,688
CANADIAN CORPS OF COMMISSIONAIRES INC (KINSGTON)	626,268
CITY OF KAWARTHA LAKES	95,544
CITY OF TORONTO	63,382
CLAREMONT GRAPHICS	52,556
COMPUGEN INC	960,990
CONTEGO INFORMATION SECURITY SOLUTIONS INC	102,049
CO-TEM PRO NATIVE NON-PROFIT HOUSING INC	232,155
CUESTA SYSTEMS INC	75,670
D R POULTON AND ASSOCIATES INC	88,974
DAKOTA PROPERTY MANAGEMENT INC	162,360
DELOITTE & TOUCHE LLP	140,950
DELTA TORONTO EAST	53,629
DILLON CONSULTING LTD	151,580
EDS CANADA INC	682,398
ENTERPRISE CANADA	114,081
EVANS CASELOAD INC	97,200
EXECUTIVE PULSE	155,000
FOGLER RUBINOFF LLP	67,270
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	818,061
GRAND & TOY LTD	108,952
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	70,199
HR ASSOCIATES	201,512
IBM CANADA LTD	739,996
IRONPOINT TECHNOLOGY INC	96,882
LANGDON STARR KETCHUM INC	52,261
LASER CARTRIDGE SERVICES INC	153,491
LYRECO (CANADA) INC	288,384
MAXIUM FINANCIAL	88,042
MERAK SYSTEMS CORPORATION	263,707
MERCER DELTA CONSULTING	50,426
METIS NATION OF ONTARIO	1,746,874
MOCREEBEC HOUSING IN TRUST FOR CMHC	281,068
MORRISON ENVIRONMENTAL LIMITED	93,479
MTS ALLSTREAM INC	126,087

MINISTRY OF MUNICIPAL AFFAIRS AND HOUSING/ MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

MUNICIPALITY OF GREENSTONE	$59,325
MUNICIPALITY OF KILLARNEY	127,809
NANCY A FAHLGREN	53,505
NEOPOST CANADA LIMITED	118,606
NORTHARM INC	465,017
ON THE GO TECHNOLOGIES GROUP	256,291
ONTARIO ABORIGINAL HOUSING SERVICES	512,511
ONTARIO REALTY CORP	11,405,951
ORACLE CORP CANADA INC	160,002
PITNEY BOWES OF CANADA LTD	66,088
PLANNING ALLIANCE INC	222,503
POITRAS & POITRAS CONSULTING INC	157,500
POSTAGE BY PHONE	51,500
POSTAGE ON CALL	101,500
PROVISION IT RESOURCES LTD	360,194
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	76,200
PUROLATOR COURIER LTD	124,752
REAMINED SYSTEMS INC	7,335,576
ROGERS CABLE COMMUNICATIONS INC	78,028
SNC-LAVALIN PROFAC INC	3,919,425
SOFTCHOICE CORPORATION	78,070
SOFTWARE SPECTRUM	580,613
SOLNESS INC	50,040
TAB PRODUCTS OF CANADA LTD	60,505
TELUS COLLABORATION SV	73,035
TELUS MOBILITY	256,807
TOWN OF GEORGINA	50,508
TOWN OF MOOSONEE	78,599
TOWN OF SOUTH BRUCE PENINSULA	58,112
TOWNSHIP OF BONNECHERE VALLEY	57,032
TOWNSHIP OF LANARK HIGHLANDS	50,226
TOWNSHIP OF NIPIGON	97,512
TOWNSHIP OF SCHREIBER	63,127
TOWNSHIP OF TAY	56,937
TROW ASSOCIATES INC	53,280
UNIVERSITY OF TORONTO	86,150
VERITAS COMMUNICATIONS INC	148,690
WESTERN MANAGEMENT CONSULTANTS	58,761
WHISPERING PINES NATIVE NON-PROFIT HOMES	172,318
WIGWAMEN NON-PROFIT RESIDENTIAL CORPORATION	404,710
XEROX CANADA LTD	98,937
ZETA GROUP INC	86,900
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	7,991,292

LOANS & INVESTMENTS:

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$9,600

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. JOHN GERRETSEN	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
BRAD DUGUID	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,938
MARIA VAN BOMMEL	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2006	$12,938

ONTARIO NATIVE AFFAIRS SECRETARIAT/
SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

HON. DAVID RAMSAY/L'HONORABLE DAVID RAMSAY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$23,450

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

CARR, Mr. DOUGLAS D.	$15,319
GOODWIN, Mr. DAN T.	12,279
MAHER, Mr. CHRISTOPHER G.	14,769
MITCHELL, Ms. IRENE	13,027
PATERSON, Mr. JIM R.	13,897
SAWCHUK, Ms. PATRICIA	13,401
TAPLEY, Mr. R L.	11,794
WHEATON, Ms. PAMELA	24,798
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	140,148

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

BLANEY MCMURTRY LLP	$620,000
CHIEFS OF ONTARIO	343,788
CIBC TRUST	1,849,628
DISTRICT OF MUSKOKA	131,726
KINGFISHER LAKE FIRST NATION	176,365
METIS NATION OF ONTARIO SECRETARIAT	337,000
NISHNAWBE ASKI NATION	200,000
ONTARIO FEDERATION OF INDIAN FRIENDSHIP CENTRES	1,380,266
ONTARIO METIS ABORIGINAL ASSOCIATION	469,683
ONTARIO NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION	400,109
RAINY RIVER FIRST NATIONS	30,113,945
TEMAGAMI FIRST NATION	382,332
UNITED CHIEFS & COUNCILS OF MANITOULIN	237,135
WABIGOON LAKE OJIBWAY NATION	160,565
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	1,378,136

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

GOWLING LAFLEUR HENDERSON LLP	$80,107
IBM CANADA LTD.	50,343
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	606,706

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

HON. DAVID RAMSAY/L'HONORABLE DAVID RAMSAY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$91,792

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$3,167,368
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,543

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON.DAVID J. RAMSAY	$24,022
BROWN, MIKE	71
ORAZIETTI, DAVID	131
BEGGS, GAIL L	17,890
ADSHEAD, ED R	22,986
ALLEN, STEVE J	32,884
ALLICK, DAVID	14,326
AQUINO, F	13,305
BAIN, CRAIG	15,082
BAKER, JAMES	15,164
BANDUCCI, STEVEN R	12,719
BANVILLE, DENIS	14,851
BARON, DAN A	12,197
BEAUDIN, SHERI M	10,186
BELL, SHAWN	19,302
BENNETT, KIM	10,392
BISSCHOP, ALBERT	28,625
BJERKELUND, T J	22,293
BONENBERG, RAY	11,404
BRIENESSE, MICHAEL	12,100
BURELLA, COREY	45,496
CAREY, SHAWN	12,337
CARTAN, W MICHAEL	16,272
CASSELMAN, JOHN M	13,008
CHOW, ALLAN W	15,938
CHRISTIE, WILLIAM DOUGLAS	12,042
CHRISTL, LEO H	13,301
CHURCHER, JOSEPH J	15,228
COLANTONIO, DOMENIC	15,205
COOLIGAN, DAN	17,127
COPELAND, CARRIE	12,138
CORBETT, BARRY W	16,219
CORSTON, RANDY	15,268
COYNE, MIKE	13,796
CRAWFORD, IAN M	15,644
CROCKETT, PAMELA J	13,362
CROWELL, BOB RL	13,267
CULLIS, KEN I	10,137

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

CURLEW, THOMAS G	$11,392
CURRAN, DARYL C	10,776
CZERWINSKI, ED	11,209
DAVID, ROBERT D	27,930
DAVIES, GARY B	11,209
DAVIS, DAVID L	10,338
DE LAUNAY, DAVID	18,621
DEMAL, TRACY L	14,593
DENYS, ALOYSIUS J	15,205
Dr. DAVID R. DEYOE	23,068
DUNN, FRASER M	37,953
DUPUIS, HOWARD M	11,981
ERNEWEIN, ROBERT J G	12,580
EVERS, RON W	10,861
FEDCHAK, DANNY	11,415
FILLITER, DON M	15,549
FISET, WAYNE	12,675
FLIELER, DALE A	11,308
FREAD, RAYMOND P	10,454
FRECH, ROB J	11,522
FRIESEN, MONICA J	12,933
FUNK, KIRBY	10,162
GALLOWAY, ROBERT L	26,860
GAUDRY, JEFF L	20,577
GILL, DEAN D	16,559
GONSALVES, PAUL A	10,688
GORDON, MARY	21,834
GRAHAM, ROBERT E	19,441
GREENWOOD, CRAIG J	22,254
GREENWOOD, RICHARD B	14,908
HAGMAN, IAN J	10,057
HAMPTON, FRED L	10,457
HANSSON, CARL D	18,032
HARLAND, GARRY L	12,147
HARVEY, STEPHEN J	11,335
HASKINS, S F	12,855
HEIDENHEIM, MARTHA L	18,410
HENDERSON, GERARD P	11,350
HENDERSON, JEFFREY SCOTT	13,034
HEWITT, ANDREW E	11,079
HILLIER, BRIAN A	19,488
HINTON, ANNE E	10,526
HOLTBY, DOUG A	10,670
HOOPER, GLEN L	10,878
HOOPER, JAMES A P	11,959
HOYT, ANGELA S	11,126
HYMERS, AL W	15,525
IRELAND-SMITH, M ADAIR	13,161
IWACHEWSKI, EDWARD P	13,817
JACKSON, DAVID K	12,523
JOHNSTON, J ROBERT	17,468
JONES, SCOTT L	14,716
KAPRON, JOSEPH S	19,513

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

KARAS, JASON	$11,489
KELLAR, ROD D	25,564
KING, ALBERT	10,941
KINSMAN, DANA E	13,072
KISSICK, WILLIAM J	48,665
LANDRY, THOM E	16,468
LAPOINTE, RONALD G	10,847
LAUER, CHARLIE F	21,933
LAWSON, MARK	11,294
LEMON, CLARK R	16,066
LILJALEHTO, H A	10,653
MACDONALD, KATHRYN J	17,338
MACGREGOR, ROB B	14,187
MACK, CAMERON C	12,106
MANN, TRENT	11,098
MARALDO, DAVID	12,061
MARINIGH, DANIEL P	12,687
MARSH, PETER D	14,453
MATEJKA, FRANK O	11,178
MCALLISTER, ADAM	16,150
MCCLAIN, JEFF	26,539
MCCOLM, ROBERT G	37,026
MCDONOUGH, THOM M	11,092
MCFADDEN, JACK G	27,726
MCGUIRE, KEVIN	19,928
MCKEE, DESMOND	15,066
MCKEEN, PEARL L	11,454
MCLAUGHLIN, JAMES	14,944
MESSERVEY, ROBERT W	16,787
METTAM, IAIN D	12,757
MIGHTON, BRUCE	12,446
MIKLAS, FRANK J	14,467
MITCHELL, ROD	14,022
MORIN, DARRYL	15,053
MUIR, STEPHANIE R	14,907
MYERS, MATT J	23,541
NELSON, PETER C	25,242
NIBLETT, DAVID	10,254
NYDAM, LARRY L	13,020
O'BRIEN, BARRY	10,035
O'BRIEN, MICHAEL G	18,300
PARTON, JOHN W	11,884
PAYNE, DAVE A	14,796
PERRY, REGINALD H	14,480
PHILLION, BERNARD	44,476
PICHETTE, RAYMOND J	10,885
POPOWICH, TARAS W	13,043
PUDDISTER, DANIEL J	10,024
PURIC-MLADENOVIC, DANIJELA	10,704
QUINN, AL	17,262
RACEY, GERRY D	14,796
RAITANEN, ELIZABETH M	10,596
RAMSAY, DEBORAH A	22,705
RICHARD, BRUCE A	14,473
ROBERTS, KEVIN M	$25,064
ROSS, GEORGE A	28,575
RUTHERFORD, ROBERT B	20,611
SAAR, BRIAN L	10,184
SCARR, TAYLOR A	11,922
SCOTT, ROBERT D	11,770
SEGUIN, BOB RP	27,475
SHABAGA, LYLE	12,097
SILLS, JOHN R	14,545
SKINKLE, L E	11,815
SOBCHUK, MARK S	10,330
SPEERS, MARK G	36,187
SPIERS, BILL	15,152
STANKIEWICZ, RICHARD W	10,306
STEELE, JAMES D	10,255
STEWART, GARRY E	20,358
STOCKER, NEIL	10,419
STOLL, M E	12,901
SULLIVAN, ALAN G	12,013
SULLIVAN, MAUREEN L	17,649
SWANWICK, GRAEME N	13,926
TAYLOR, WILLIAM D	32,413
TEAR, EDWARD	10,936
TENAGLIA, SERGIO L	17,931
THATCHER, S M	16,435
THORLEY, ED A	13,187
THORNE, ANDREW	12,915
THORNTON, WILLIAM R	57,354
TOMBERG, ALLAN M	10,464
TOWILL, WILLIAM D	11,045
TREMBLAY, ERIC F	14,332
VANCE, GRAHAM J	20,008
VANKERKHOF, BETTY	10,552
VINALL, ROY D	12,634
WAITO, RONALD O	11,494
WALKER, JEFFREY	11,453
WALSH, WAYNE T	17,317
WARD, PAUL C	15,564
WATSON, ILA G	17,859
WATT, W ROBERT	14,016
WERNER-MACKELER, HANS	13,136
WHEELER, RALPH E	18,573
WICKHAM, MARK O	10,111
WILKIE, BRIAN	18,885
WILLICK, MICHAEL	43,260
WILSON, PHILIP P	11,581
WILSON, RICHARD	14,991
WINTERS, JOHN A	11,403
ZAGROBELNY, W	10,722
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	8,082,984

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ANNUITIES AND BONUSES TO INDIANS UNDER TREATY NO. 9	
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$91,331
CONSERVATION AUTHORITIES	
AUSABLE BAYFIELD CONSERVATION AUTHORITY	$319,543
CATARAQUI REGION CONSERVATION AUTHORITY	214,334
CENTRAL LAKE ONTARIO CONSERVATION AUTHORITY	136,533
CREDIT VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	225,820
CROWE VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	128,541
ESSEX REGION CONSERVATION AUTHORITY	1,598,263
GANARASKA REGION CONSERVATION AUTHORITY	174,337
GRAND RIVER CONSERVATION AUTHORITY	1,264,887
HALTON REGION CONSERVATION AUTHORITY	593,759
HAMILTON CONSERVATION AUTHORITY	234,014
KETTLE CREEK CONSERVATION AUTHORITY	140,177
LAKE SIMCOE CONSERVATION AUTHORITY	286,188
LAKEHEAD REGION CONSERVATION AUTHORITY	320,380
LONG POINT REGION CONSERVATION AUTHORITY	191,640
LOWER THAMES VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	208,557
LOWER TRENT CONSERVATION AUTHORITY	163,329
MATTAGAMI REGION CONSERVATION AUTHORITY	158,302
MISSISSIPPI VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	294,417
NIAGARA PENINSULA CONSERVATION AUTHORITY	309,996
NICKEL DISTRICT CONSERVATION AUTHORITY	370,500
NORTH BAY MATTAWA CONSERVATION AUTHORITY	258,539
NOTTAWASAGA VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	270,580
OTONABEE REGION CONSERVATION AUTHORITY	308,965
QUINTE CONSERVATION	479,441
RAISIN REGION CONSERVATION AUTHORITY	200,596

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CONSERVATION AUTHORITIES (CONT'D)	
RIDEAU VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	$353,825
SAUGEEN VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	261,713
SAULT STE MARIE REGION CONSERVATION AUTHORITY	154,815
SOUTH NATION RIVER CONSERVATION AUTHORITY	199,604
ST CLAIR REGION CONSERVATION AUTHORITY	950,566
TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY	929,628
UPPER THAMES RIVER CONSERVATION AUTHORITY	779,791
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	329,742
FIRST NATIONS - FAR NORTH FORESTRY DEVELOPMENT	
ROYAL TRUST	$2,000,000
FIRST NATION RESOURCE DEVELOPMENT	
M'TIWA-KI SERVICES	$130,000
UNION OF ONTARIO INDIANS	189,362
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	120,991
FUR INSTITUTE OF CANADA	
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$40,000
GEO SMART COMMUNITY PROJECT GRANTS	
CITY OF KINGSTON	$277,200
CITY OF PICKERING	262,500
CITY OF WINDSOR	150,000
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	150,000
TOWN OF BLIND RIVER	192,500
TOWN OF WHITBY	205,800
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	144,000
TOWNSHIP OF THE ARCHIPELAGO	195,000
UNITED COUNTIES OF STORMONT DUNDAS & GLENGARRY	321,000
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	616,211
SUMMER EXPERIENCE	
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	$291,104

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

24 HOUR TONER SERVICE INC	$60,824
A & P	53,110
AATAWEHIKE FIRE SERVICES	834,102

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ABITIBI CONSOLIDATED CO OF CANADA	$3,897,026
ABITIBI HELICOPTERS LTD	607,501
ACKLANDS-GRAINGER INC	105,963
ACRES INTERNATIONAL LIMITED	486,301
ACROHELIPRO GLOBAL SERVICES INC	576,509
ADIRONDACK TECHNOLOGIES FURNITURE INC	266,216
ADMIRAL INN & CONFERENCE CENTRE	53,193
ADVANTAGE HELICOPTERS INC	327,462
ADVOCATE PLACEMENT LTD	86,432
AEON MANAGEMENT INC	260,632
AIR CREEBEC INC	690,382
AIR INUIT LTD	305,363
AIR KIPAWA INC	73,657
AIRBORNE ENERGY SOLUTIONS LTD	705,589
AIRD & BERLIS LLP (IN TRUST)	99,008
AIREXPRESS ONTARIO INC	72,242
AIRSPAN HELICOPTERS LTD	487,763
AIRWORLD CENTRE	125,227
AJILON CANADA	105,889
ALGONQUIN FORESTRY AUTHORITY	893,399
ALLEN-HASTINGS LTD	366,102
AMCO MACHINE INC	316,344
AMRAM'S DISTRIBUTING LTD	61,570
AMTELECOM COMMUNICATIONS (AMTELECOM INC O/A)	51,969
ANDRE TARDIFF AGENCY LTD	85,327
ANDREA M MCDONALD	57,235
ANEBEAAKI ENVIRONMENTAL INC	51,252
ANISHINAABEG OF KABAPIKOTAWANGAG RESOURCES COUNCIL INC	130,000
ANISHINABEK/ONTARIO FISHERIES RESOURCE CENTRE	840,135
ANISHNAABE FORESTRY AND ENVIRONMENTAL SERVICES	59,296
ANISHNABAI FORESTRY SERVICES & SOUTH TEMISKAMING FUTURE DEV CORP	206,135
ANNE HOOVER	89,817
ANNETTE HOYTEMA	99,613
ANSUL CANADA LTD T/A WILDFIRE	58,724
ANTONIAZZI FUELS (3459926 CANADA INC)	294,560
AON REED STENHOUSE INC	1,623,596
ARI FINANCIAL SERVICES INC	14,287,306
ARMTEC LTD	68,528
ARNOLD L BEEBE	71,036
ARNONE TRANSPORT LTD	102,004
ARTEMIS TECHNOLOGIES INC	1,377,985
ASSOCIATION OF ONTARIO LAND SURVEYORS	112,767
ASTARIS LLC	223,861
ATIKOKAN FOREST PRODUCTS INC	430,981

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

AUX TROIS MOULINS MOTEL & RESTAURANT	$57,473
AV-BASE SYSTEMS INC	74,855
AVIALL-DALLAS CREDIT	119,023
AVIATION COMMERCIAL AVIATION	92,362
AZIMUTH ENVIRONMENTAL CONSULTING INC	150,413
B & S EMBLEM LTD	71,427
BAIRD SAMPSON NEUERT ARCHITECTS INC	129,018
BAIT ASSOCIATION OF ONTARIO	182,665
BANCROFT MINDEN FOREST COMPANY INC	100,000
BEACON CONSTRUCTION (ONTARIO) LTD	61,509
BEARINGPOINT CANADA HOLDING I INC	97,106
BEARSKIN LAKE AIR SERVICE LTD	86,790
BELL CANADA	3,407,036
BELL MOBILITY INC	664,980
BELL MOBILITY RADIO INC	2,356,600
BEST WESTERN	69,213
BIGHORN HELICOPTERS INC	123,314
BIOFOREST TECHNOLOGIES INC	106,287
BIRD STUDIES CANADA	332,501
BISCAYNE GROUP	169,525
BISHOP CONTRACTING	67,940
BLACK TUSK HELICOPTERS INC	95,271
BOMBARDIER INC	1,571,383
BOR AGGREGATE COMPANY INC	192,473
BOSTON ENTERPRISES	103,890
BOWATER CANADIAN FOREST PRODUCTS INC	1,542,430
BOWDENS MEDIA MONITORING LTD	52,298
BRAND X PROMOTIONS	74,098
BRANT OFFICE SUPPLY	183,647
BRANT RESOURCE STEWARDSHIP NETWORK	96,287
BROOKFIELD LEPAGE JOHNSON CONTROLS FMS (BLJC)	351,014
BROUWER SYSTEMS INC	119,005
BRUCE TRAIL ASSOC	200,000
BUCHANAN FOREST PRODUCTS LTD	350,002
BUDGET RENT A CAR	60,744
BURLINGTON HYDRO INC	115,230
BYTOWN MARINE LTD	922,598
CA SELLERS CLEANING SERVICES LTD	161,346
CALEDON CONTRACTING LTD	69,194
CALM AIR INTERNATIONAL LTD	239,210
CAMIS INC	3,898,187
CAMPBELL HELICOPTERS LTD	3,210,663
CANADA POST CORP	720,779
CANADA SAFETY COUNCIL	65,521
CANADIAN ECOLOGY CENTRE	146,595
CANADIAN FORESTRY EQUIP	84,958

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CANADIAN HELICOPTERS LTD	$237,000
CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CTR (CIFFC)	136,894
CANADIAN SPORTFISHING PRODUCTIONS	52,542
CANADIAN TIRE CORPORATION LTD	669,553
CANADIAN TODS LTD	420,421
CAPITOL WELDING LTD	325,477
CASH & CARRY	63,630
CENTRAL HELICOPTERS INC	131,232
CENTRAL LAKE ONTARIO CONSERVATION AUTHORITY	226,033
CH & ASSOCIATES	100,021
CHAPLEAU VALU-MART #41	87,523
CHARTWELL INC	102,048
CHIPPEWAS OF NAWASH FIRST NATION	226,423
CITY OF DRYDEN	82,956
CITY OF ELLIOT LAKE	50,656
CITY OF GREATER SUDBURY	80,485
CITY OF SAULT STE MARIE	73,736
CITY OF THUNDER BAY	127,196
CLARM-AIRE LTD	91,980
CLEAN HARBORS CANADA INC	54,153
CLEAR ICE SOLID BLOCKS INC	57,943
CLERGUE FOREST MANAGEMENT INC	684,568
CLICK-INTO INC	61,904
CLIFFE PRINTING INC	71,056
CLOUTIER CONTRACTING (6080961 CANADA INC)	60,850
COASTAL STEEL CONSTRUCTION LTD	67,570
COCHRANE TELECOM SERVICES	75,723
COMMERCIAL AVIATION	63,282
CONFEDERATION COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	217,640
CONISTON VALU-MART	84,205
CONSERVATION ONTARIO	16,355,405
COULSON AIRCRANE LTD	421,678
COURTNEY WHOLESALE CONFECTIONERY LTD	113,199
CRD RETAIL SUPPLIES	79,978
CRUICKSHANK CONSTRUCTION LTD	64,788
CUESTA SYSTEMS INC	112,823
CUMMING COCKBURN LTD	349,199
CUSTOM HELICOPTERS LTD	879,125
CUT-RITE FIREWOOD	481,652
D & R ELECTRONICS CO LTD	78,955
D DOYLE INSTALLATIONS LTD (DDI)	68,041
DALCON ENTERPRISES LTD	166,873
DANEFF FOOD MARKET	88,503
DATA GROUP OF COMPANIES	238,108
DAVID S LAFLAMME CONSTRUCTION INC	650,000
DAVREN SPRINGS LIMITED	110,108
DAY AVIATION	1,048,690
DELL CANADA INC	128,740

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DELOITTE & TOUCHE LLP	$269,351
DELTA HELICOPTERS LTD	814,563
DIXON GENERAL CONTRACTORS & CONSTRUCTION MANAGERS	106,374
DOLLCO PRINTING	492,427
DOMINION SELF-PARK SYSTEMS LTD	370,368
DOMTAR INC	1,322,816
DRAFTING CLINIC CANADA LTD	130,099
DRYDEN FOREST MANAGEMENT COMPANY LTD	163,359
DST CONSULTING ENGINEERS INC	154,884
DUBREUIL FOREST PRODUCTS LTD	541,848
DUCKS UNLIMITED CANADA	606,165
DYE & DURHAM CO INC	65,136
DYNA LYNC 2000 INC	279,283
E S FOX LTD	173,845
EBSCO CANADA LTD	55,986
ECOSUPERIOR	52,280
ECOSURVEYS LTD	79,128
EDGE SCREEN STUDIO	233,848
EDMO DISTRIBUTORS INC	78,343
EDS CANADA INC	7,191,969
EDWARDS FORD SALES (KINGSTON) LTD	162,181
ELECTRICAL SAFETY AUTHORITY	76,519
ELEPHANT WATCH LIMITED	400,000
ELLIOTT AVIATION INC	897,834
ENTERPRISE RENT-A-CAR	79,039
ENTRY SOFTWARE CORPORATION	66,314
ENVIRO-ENGINEERING INC	126,227
EQUIPMENT WORLD INC	307,947
ERGO OFFICE PLUS	103,390
ESQUIRE HONDA CENTRE	64,624
ESRI CANADA LTD	1,778,259
ESSA TECHNOLOGIES LTD	214,212
ESSEX COUNTY STEWARDSHIP NETWORK	148,887
EUROCOPTER CANADA LTD	2,384,830
EWOS CANADA LTD	360,916
EXECULINK TELECOM INC	98,683
EXPEDITION HELICOPTERS INC	589,628
FAUQUIER TRAPPERS COUNCIL	52,811
FEDERAL WIRELESS COMMUNICATIONS INC	128,428
FEDERATION OF ONTARIO COTTAGERS ASSOCIATIONS INC	53,250
FEDERATION OF ONTARIO NATURALISTS	70,000
FEX AVIATION	184,738
FGI WORLD	74,661
FH SCHAEDLICH CONSULTING LTD	70,225
FIREWEED HELICOPTERS	122,054
FIRST QUALITY OFFICE REPAIRS INC	113,136
FISH N CANADA	60,525
FISHER SCIENTIFIC LTD	105,552
FLIGHTSAFETY CANADA LTD	59,850

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

FLIGHTSAFETY INTERNATIONAL	$115,608
FOGLER RUBINOFF LLP	151,516
FORD CREDIT CANADA LTD	141,904
FOREST ECOSYSTEM SCIENCE CO-OPERATIVE INC	252,500
FOREST HELICOPTERS INC	1,080,477
FOREST TECHNOLOGY SYSTEMS LTD	117,751
FOWLER CONSTRUCTION COMPANY LTD	119,645
FP GORGES & SONS LTD	53,426
FUTURE SHOP	96,824
G&D SECURITY CARD SYSTEMS	138,014
GANARASKA REGION CONSERVATION AUTHORITY	117,133
GAP CONSTRUCTION CO LTD	1,822,202
GARVEY SCHUBERT BARER	62,492
GARY AND NICOLE GREEN	60,000
GATEWAY HELICOPTERS LTD	724,942
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	87,665
GEMINI HELICOPTERS INC	463,866
GEO-LOGIC INC	72,068
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	63,197
GERALDTON COMMUNITY FOREST INC	1,602,085
GLOBALSTAR CANADA SATELLITE CO	867,551
GOODFELLOW INC	194,415
GOULARD LUMBER (1971) LTD	712,415
GOVERNMENT OF THE NORTHWEST TERRITORIES	854,507
GOVERNMENT OF YUKON	512,175
GRAND & TOY	268,185
GRAND COUNCIL TREATY 3	113,850
GRAND RIVER CONSERVATION AUTHORITY	145,045
GRANT FOREST PRODUCTS INC	308,089
GRANT FUELS INC	50,458
GREAT LAKES FISHERY COMMISSION	78,796
GREAT LAKES POWER LTD (BRASCAN POWER CORP)	85,081
GREAT SLAVE HELICOPTERS LTD	798,198
GREAT WEST TIMBER LTD	660,153
GREENMANTLE FOREST INC	171,724
GREENSTONE TRANSFER LTD	59,548
GUARDIAN HELICOPTERS INC	181,829
HALL PRINTING LTD	133,355
HAMAN S VALU MART	52,133
HAMILTON-WENTWORTH STEWARDSHIP COUNCIL	83,697
HARTWIG AIRCRAFT FUEL CELL REPAIR	52,054
HATCH MOTT MACDONALD LTD	71,653
HAWKEYE FIRE SERVICES	151,132
HEARST ANGLERS AND HUNTERS	67,300
HEARST FOREST MANAGEMENT INC	1,073,753

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

HELICOPTER TRANSPORT SERVICES (CANADA) INC	$578,963
HELICOPTERS CANADA	129,984
HELI-EXCEL	198,775
HELI-INTER INC	4,663,837
HELI-LIFT INTERNATIONAL INC	225,924
HELIMAX ENERGY INC	127,318
HENNESSEY GIBSON HOGAN LLP	82,716
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO	335,760
HICKS & LAWRENCE LTD	5,035,275
HIGH TERRAIN HELICOPTERS LTD	76,557
HIKE METAL PRODUCTS LTD	71,971
HK YOSHIDA ASSOCIATES LTD	74,949
HLB DECISION ECONOMICS	175,000
HOGAN & HARTSON LLP	2,377,685
HOLIDAY INN	179,683
HOME DEPOT	126,503
HOSKIN SCIENTIFIC LTD	190,162
HOUSE OF KEVIN INC	744,969
HUGOMARK CONSTRUCTION INC	1,439,897
HUSKY OIL MARKETING COMPANY	81,374
HYDRO ONE NETWORKS INC	2,254,429
HYLAND ICE SUPPLY (KEMCROFT ENTERPRISES LTD)	66,480
HY-RIDGE HELICOPTERS LTD	80,148
IBM CANADA LTD	3,671,940
ICU TECHNOLOGIES INC	381,585
IDEAL PRINTING COMPANY LTD	280,080
IMPERIAL OIL LTD	3,228,253
INFOSAT COMMUNICATIONS	50,027
INSIGHT CANADA INC	65,618
IZUMI OUTDOORS INC	50,018
J B AIR	457,168
J PROVOST CONTRACTING LTD	66,935
JAMES A DYSON	80,000
JARVELA REAL ESTATE APPRAISALS LTD	62,454
JD BARNES LTD	1,918,893
JH RYDER MACHINERY LTD	69,007
JOHN PERKS FISHERIES INC JOHN PERKS AND MARLENE PERKS	2,100,000
JTJ CONTRACTING (EMO) LTD	351,292
KAPUSKASING ACCESS ROADS COMMITTEE	60,000
KBM FORESTRY CONSULTANTS INC	125,115
KEMPENFELT CENTRE (BARRIE)	57,637
KEYSTREAM INC	73,670
KGS GROUP	87,495
KONA BUILDERS LTD	2,791,397
LAC LA CROIX NATURAL RESOURCES	406,623
LACLOCHE & MANITOULIN BUSINESS ASSISTANCE CORP	66,000
LACROIX BUS LINES INC	63,054
LAKE SUPERIOR FIRST NATIONS DEVELOPMENT TRUST	526,602

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

LAKEHEAD UNIVERSITY	$223,865
LAND CARE NIAGARA	154,304
LARRY MCCANN LTD.	104,301
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	222,044
LECLAIR FUELS (823303 ONTARIO LIMITED)	54,214
LEICA GEOSYSTEMS GIS & MAPPING LLC	167,616
LESSARD WELDING (441223 ONTARIO LTD)	325,656
LISKEARD LUMBER	97,658
LITZ BOBCAT SERVICE	104,814
LOCKHART AIR SERVICES LTD.	103,615
LOCUS SYSTEMS INC.	1,069,452
LONG LAKE FOREST PRODUCTS INC.	261,869
LONG POINT REGION CONSERVATION AUTHORITY	85,754
LOTEK WIRELESS INC.	242,041
LOUIS W BRAY CONSTRUCTION LTD.	226,788
LOVELACE WELDING FABRICATION AND SALES	51,326
LOWER TRENT CONSERVATION AUTHORITY	111,433
LUCIAN ANTHONY MARCOGLIESE	93,265
LUMSDEN BROTHERS LTD.	76,438
LYNVAL CONTRACTING LTD.	64,463
LYRECO (CANADA) INC.	1,198,654
MAITLAND VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	52,748
MAKKINGA CONTRACTING & EQUIPMENT RENTALS	78,323
MANFRED RESOURCES ENERGY CONSULTING	52,859
MANITOULIN TRANSPORT INC.	127,245
MANITOUWADGE HOLDINGS	86,865
MARATHON PULP INC.	1,099,169
MARK'S WORK WAREHOUSE	59,977
MARSH CANADA LTD.	64,832
MATTAGAMI CONSTRUCTION LTD.	50,088
MAXIM TRAILERS	123,436
MAZINAW-LANARK FOREST INC.	185,114
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	1,104,476
MCDOUGALL FUELS LTD.	68,698
MCKENZIE FOREST PRODUCTS INC.	757,703
MCMASTER UNIVERSITY	68,030
MCNICHOL FIREWOOD LTD.	112,001
MERIAL LTD.	132,845
MICHIGAN TECHNOLOGICAL UNIVERSITY	66,018
MICROAGE COMPUTER CENTRES	99,488
MIDDLESEX STEWARDSHIP COMMITTEE	104,227
MID-NORTH CONTAINERS LTD.	50,282
MIKE MOORE & SONS CONSTRUCTION	66,587
MILANO TRAILERS	458,788
MILLER PAVING LIMITED	$109,589
MINISTER OF FINANCE (BRITISH COLUMBIA)	2,078,903
MINISTER OF FINANCE (SASKATCHEWAN)	179,653
MINISTER OF FINANCE OF ALBERTA	3,908,693
MINISTER OF FINANCE OF MANITOBA	1,059,988
MINNESOTA DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES	74,017
MITZ AND ASSOCIATES INC.	52,792
MODAK AVIATION INC.	430,270
MONCRIEF CONSTRUCTION LTD.	296,701
MONTEITH BUILDING GROUP LIMITED	3,482,581
MOON-MATZ LTD.	92,680
M'TIWA-KI SERVICES	761,477
MULTI SERVICE	77,232
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	431,426
MUNICIPALITY OF KINCARDINE	247,773
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	61,233
MUNICIPALITY OF TEMAGAMI	65,250
MURDOCH GROUP INC.	282,830
MUSHKEGOWUK COUNCIL	82,491
MUSKOKA CONTAINERIZED SERVICES LTD.	148,142
MYE CONSULTING INC.	97,356
NAGAGAMI FOREST MANAGEMENT LTD.	886,779
NAKINA AIRSERVICE LTD.	247,230
NATIONAL CAR RENTAL	138,766
NATIONAL WATER RESEARCH INSTITUTE	75,500
NATIONWIDE ELECTRONICS LTD.	52,937
NATURAL RESOURCES CANADA	65,375
NATURE CONSERVANCY OF CANADA	680,558
NATURESERVE CANADA	109,398
NAV CANADA	76,745
NEAVE RESOURCE MANAGEMENT	67,096
NEENAH PAPER CO OF CANADA	2,180,675
NEOPOST CANADA LIMITED	51,359
NESTLE CANADA INC.	66,494
NEXINNOVATIONS INC.	1,566,508
NICKEL CITY INT.TRUCK	62,992
NIPISSING FOREST RESOURCE MANAGEMENT INC.	660,148
NISHNAWBE ASKI NATION	64,945
NORAMPAC INC.	802,058
NORD-ASKI REGIONAL ECONOMIC DEV CORP.	50,255
NORFOLK LAND STEWARDSHIP COUNCIL	54,387
NORTH CENTRAL HELICOPTERS LTD.	1,641,043
NORTH CHANNEL ENTERPRISES	90,000
NORTH STAR AIR LTD.	258,519
NORTHERN BIOSCIENCE ECOLOGICAL CONSULTING	101,916
NORTHERN VOICE & DATA INC.	62,901

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NORTHERNTEL LP	$308,197
NORTHSHORE FOREST INC	505,721
NORTHWOOD FOODS	84,427
NORTUK CONTRACTING LTD	649,295
NOTTAWASAGA VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	83,491
OAKVILLE HYDRO ELECTRICITY DISTRIBUTION INC	123,100
OCEAN MARINE INDUSTRIES INC	89,902
ONTARIO COMMERCIAL FISHERIES ASSOCIATION	812,800
ONTARIO FEDERATION OF ANGLERS & HUNTERS	590,723
ONTARIO FORESTRY ASSOCIATION	196,272
ONTARIO FUR MANAGERS FEDERATION	279,025
ONTARIO LAND TRUST ALLIANCE	60,000
ONTARIO REALTY CORP	31,128,152
ONTARIO RESOURCE MANAGEMENT GROUP INC	56,485
ONTARIO STREAMS	173,200
ONTARIO WATERPOWER ASSOCIATION	73,705
ONTARIO WOODLOT ASSOCIATION	228,000
ONTERA	68,157
ONTRAC EQUIPMENT SERVICES	185,936
ORACLE CORP CANADA INC	309,742
ORICOMM	177,743
OTONABEE REGION CONSERVATION AUTHORITY	276,850
OTTAWA VALLEY FOREST INC	278,226
OUTERLINK CORPORATION	193,974
OUTLAND REFORESTATION INC	1,856,805
PACIFIC WESTERN HELICOPTERS	215,509
PARAGON DECISION TECHNOLOGY BV	51,880
PARKSIDE CONTRACTING LTD	2,211,430
PCI GEOMATICS ENTERPRISES INC	85,294
PEDERSEN CONSTRUCTION INC	1,926,720
PEPSI BOTTLING GROUP (CANADA)	259,698
PERFORMANCE PRINTING	183,783
PERSONAL TOUCH EMBROIDERY LTD	53,384
PIC MOBERT FIRST NATION	141,147
PIC RIVER DEVELOPMENT CORP	380,119
PILON FISHERIES LIMITED	400,000
PINELAND TIMBER COMPANY LTD	537,926
PITNEY BOWES GLOBAL CREDIT SERVICES	96,213
PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	138,743
PLANNING SOLUTIONS	66,771
POI BUSINESS INTERIORS	165,923
POSTAGE BY PHONE	266,600
PRAIRIE HELICOPTERS INC	188,600
PRATT & WHITNEY CANADA CORP	700,200
PRAXAIR CANADA INC	54,097
PRECUT HARDWOOD INC	309,925
PRINCE ARTHUR WATERFRONT HOTEL & SUITES	$61,120
PROPAIR INC	119,967
PROVINCIAL HELICOPTERS LTD	156,998
PRT KIRKLAND LAKE	85,979
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	133,683
PUC SERVICES INC	67,575
PUROLATOR COURIER LTD	602,645
PYE BROTHERS FUELS LTD	91,158
PYZ ENTERPRISES INC	86,950
QRX TECHNOLOGY GROUP	50,518
QUANTECH ELECTRICAL CONTRACTORS LIMITED	113,825
QUEEN'S UNIVERSITY	72,094
QUEST SOFTWARE	65,882
QUINAN CONSTRUCTION LTD	94,881
R & B CORM!! R	78,313
R & C SEGUIN DISTRIBUTION LTD	75,072
R&M CONSTRUCTION	431,653
RADARSAT INTERNATIONAL	636,645
RAISIN REGION CONSERVATION AUTHORITY	141,726
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	3,521,293
RED LAKE FOREST MANAGEMENT CO LTD	207,082
REGIONAL 1 AIRLI' ES LTD	117,621
REID & DELEYE CONTRACTORS LTD	211,587
RELIZON CANADA INC	75,905
REMOTE HELICOPTERS LTD	868,247
RESOLVE CORPORATION (RESOLVE BPO INC)	106,219
RESOURCE HELICOPTER LTD	1,012,933
RIDEAU VALLEY CONSERVATION AUTHORITY	51,290
RM BELANGER LTD	230,177
ROCKY MOUNTAIN AIRCRAFT	1,506,239
ROGERS COMMUNICATIONS INC	385,069
RON NICKASON PLUMBING & HEATING LTD	107,955
RON ROBINSON LTD	60,020
ROTARY MICROPOWER INC	539,700
ROY V WILSON(1984)LTD	153,409
ROYAL BOTANICAL GARDENS	64,269
ROYAL LEPAGE	227,818
S A KIRCHHEFER LTD	80,750
SACS INDUSTRIELS INC/ INDUSTRIAL BAGS INC	154,469
SALLY FOURMY & ASSOCIATES	218,413
SAULT STE MARIE INNOVATION CENTRE	76,451
SEQUOIA HELICOPTERS LTD	342,769
SERVICE AERIEN GOUVERNEMENTAL	895,912
SERVICEMASTER	85,996
SEVERN SOUND ENVIRONMENTAL ASSOCIATION	55,548

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SGS LAKEFIELD RESEARCH LIMITED	$122,608
SHELL CANADA PRODUCTS	2,587,642
SHERTINE CONSTRUCTION LTD	110,689
SHININGTREE FOREST INC	392,890
SILVITECH SERVICES	155,175
SKYLINE HELICOPTER TECHNOLOGIES	106,623
SKYMEDICAL TRAINING SERVICES	172,675
SKYSERVICES	428,934
SNC LAVALIN ENGINEERS & CONSTRUCTORS INC	190,189
SNC-LAVALIN PROFAC INC	1,188,699
SOCIETE DE PROTECTION DES FORETS CONTRE LE FEU	59,790
SOFTWARE SPECTRUM	223,057
SOLTEK POWERSOURCE	54,220
SPARLING'S PROPANE CO LTD	113,072
SPATIAL PLANNING SYSTEMS	67,795
SPECTRUM 2000 COMMUNICATIONS GROUP INC	143,498
SPRING KNITWEAR INC	117,808
SPRUCE FALLS INC	1,658,297
ST JOHN AMBULANCE	51,670
ST JOSEPH PRINT GROUP INC	232,007
STANDARD AERO LTD	194,068
STANTEC CONSULTING LTD	171,638
STAPLES BUSINESS DEPOT	396,001
STEWARDSHIP OXFORD	103,387
STRATOS	56,533
SUDBURY AVIATION LTD	76,718
SUMAC FOREST INFORMATION SERVICES LTD	114,538
SUMMIT FOOD SERVICE DISTRIBUTION INC	67,300
SUNCOR ENERGY PRODUCTS INC	197,069
SUNRAY ELECTRIC CO LTD	55,065
SUNWEST HELICOPTERS LTD	214,387
SUPERIOR AIRWAYS	50,923
SUPERIOR HELICOPTERS CANADA INC	2,469,687
SUPERIOR PROPANE INC	505,413
SUPERIOR SAFETY INC	82,006
SUPERIOR WIRELESS INC	51,374
SWISH MAINTENANCE LTD	190,217
SYBARI SOFTWARE INC	67,873
SYLOGIX CONSULTING INC	241,170
SYSCO FOOD SERVICES OF ONTARIO	62,623
T&K SHARP CONSTRUCTION (1103458 ONTARIO INC O/A)	53,140
TAB PRODUCTS OF CANADA LTD	80,862
TAIGA AIR SERVICES LTD	191,369
TALON HELICOPTERS LTD	79,343
TANNIS FOOD DISTRIBUTORS	73,963
TASMAN HELICOPTERS LTD	660,986
TEAM CLEAN CANADA	62,531
TEMBEC INDUSTRIES INC	2,284,164
TERANET ENTERPRISES INC	1,196,946

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

THE DRAFTING CLINIC CA	581,223
THE UNIFORM GROUP	171,732
THOMPSON ROSEMOUNT GROUP INC	141,324
THUNDER AIRLINES LTD	503,597
THUNDER BAY MOBILITY	73,645
THUNDER BAY TELEPHONE	82,851
THUNDERHOUSE FOREST SERVICES INC	92,054
TIGERDIRECT.CA INC	165,772
TIMISKAMING FOREST ALLIANCE INC	480,768
TOROMONT INDUSTRIES LTD	112,671
TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY	181,834
TOSHIBA OF CANADA LTD	79,264
TOWN OF COCHRANE	118,634
TOWN OF FORT FRANCES	105,255
TOWN OF HEARST	185,903
TOWN OF WASAGA BEACH	71,933
TOWNSHIP OF ALGONQUIN HIGHLANDS	95,936
TOWNSHIP OF CHAPLEAU	503,018
TOWNSHIP OF HORNEPAYNE	77,129
TOWNSHIP OF MANITOUWADGE	149,026
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	226,170
TRAVELODGE	143,646
TRENT UNIVERSITY	737,717
TRIANGLE WELDING & FABRICATION LTD	165,747
TROW ASSOCIATES INC	384,872
TRUE SCIENCE HYDRO	100,950
TSH ASSOCIATES (TOTTEN SIMS HUBICKI ASSOCIATES (1991) LTD)	433,109
TUNDRA HELICOPTERS LTD	289,658
ULTRA HELICOPTERS	1,962,330
UNION GAS LTD	186,235
UNION OF ONTARIO INDIANS	366,782
UNIVERSITY OF ALBERTA	145,000
UNIVERSITY OF GUELPH	486,245
UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA	61,706
UNIVERSITY OF SASKATCHEWAN	102,374
UNIVERSITY OF TORONTO	405,774
UNIVERSITY OF WATERLOO	110,399
UNIVERSITY OF WINDSOR	151,866
UPPER LAKES ENVIRONMENTAL RESEARCH NETWORK (ULERN)	82,000
UPPER THAMES RIVER CONSERVATION AUTHORITY	110,811
USCAN AVIATION SALES LTD	117,967
VALCOM LTD	441,176
VALLEY SANITATION SERVICES LTD	57,762
VERMILLION FOREST MANAGEMENT COMPANY LTD	384,698
VICTORIA INN	89,340
VIH LOGGING LTD	207,575
VILLENEUVE CONSTRUCTION CO LTD	182,623
VILLENEUVE WATER SUPPLY (VILLENEUVE MILK TRANSPORT LTD)	92,490

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES/MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

VINCENT PRESS LTD	$108,798
VON CANADA (VICTORIAN ORDER OF NURSES)	124,352
VOYAGEUR AIRWAYS	775,430
VOYAGEUR MARINE	679,629
W S MORGAN CONSTRUCTION LTD	248,829
WAL MART	126,189
WALSTEN AIR SERVICE (1986) LTD	497,474
WARDROP ENGINEERING INC	185,877
WASAYA AIRWAYS LIMITED PARTNERSHIP	254,217
WASTE MANAGEMENT OF CANADA CORPORATION	145,844
WASTE SERVICES (CA) INC	68,106
WEIRFOULDS LLP (IN TRUST)	50,000
WESTJET	253,243
WESTWIND FOREST STEWARDSHIP INC	182,257
WEYERHAEUSER COMPANY LIMITED	2,214,039
WHITFIELD PLUMBING HEATING & AIR CONDITIONING	169,202
WILCO LANDSCAPE CONTRACTORS LTD	98,993
WILDERNESS HELICOPTERS LTD	697,634
WILDERNESS REFORESTATION	1,089,925
WILDFIRE SPECIALISTS INC	386,136
WILDLIFE HABITAT CANADA	448,789
WILLIAM KARWASKI AND RENEE KARWASKI	399,500
WILSON'S BUSINESS SOLUTIONS	261,611
WINONA WOOD LIMITED	163,278
WISK AIR LTD	1,065,506
WM R WALKER ENGINEERING INC	228,154
WORLD WILDLIFE FUND CANADA	71,061
WORTHINGTON PRODUCTS	167,465
XEROX CANADA LTD	665,156
YELLOWHEAD HELICOPTERS LTD	421,129
YMCA GENEVA PARK	151,950
YUKON HELICOPTERS LTD	184,008
ZIMMER AIR SERVICES	58,020
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	47,419,287

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. DAVID RAMSAY	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/ TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
BROWN, MIKE	
APRIL 1, 2005 TO AUGUST 19, 2005	$4,775
ORAZIETTI, DAVID	
NOVEMBER 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$5,175

MINISTRY OF NORTHERN DEVELOPMENT AND MINES/ MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

HON. RICK BARTOLUCCI/
L'HONORABLE RICK BARTOLUCCI

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$41,548

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$135,652

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. RICK BARTOLUCCI	$29,626
MAURO, BILL	3,696
HERBERT, Mrs. SUZANNE	37,326
CAMPEA, Mrs. JOANNE	18,653
DOSTAL, Ms. ALEXANDRA J.	21,274
BAKER, Mr. CAMERON L.	28,999
BALLANGER-MICHAUD, Mrs. CANDYS	21,318
CHURCHILL, Mrs. LORI L.	24,142
DESJARDINS, Mr. MAURICE H.	12,120
DIMATTEO, Mr. AIME J.	13,450
FENELON, Mr. MAURICE T.	13,691
FIRTH, Mr. RICHARD G.	11,136
FYON, Mr. ANDY J.	57,950
GAMMON, Doctor JOHN B.	30,151
GASHINSKI, Mr. RON C.	26,100
GRANT, Mr. MICHAEL E.	11,905
HAMILTON, Mr. STEWART M.	20,233
HART, Mr. THOMAS R.	10,082
IGNACY, Mr. DON	10,943
KASZYCKI, Ms. CHRISTINE ANNE	12,609
KELLY, Mr. ROSS I.	11,146
LEROUX, Mr. MARC L.	28,242
MASON, Mr. JOHN K.	10,599
MCCLURE, Mr. JAMES D.	12,653
MCDONALD, Mr. CAL E.	18,636
M RWIN, Mr. ROBERT M.	17,315
MOSES, Mr. PETER	18,066
PARKER, Mr. JACK	21,592
SINGH, Mrs. INDIRA	28,280
ZANETTI, Ms. LISA	21,349
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	983,948

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

3981584 CANADA INC.	$426,300
ASHEWEIG WINTER ROADS CORP.	556,500
CAT LAKE FIRST NATION	229,687
CITY OF GREATER SUDBURY - MILLENIUM PARTNERSHIP	3,020,000
CITY OF THUNDER BAY - MILLENIUM PARTNERSHIP	7,395,000
DEER LAKE FIRST NATION	138,469
FORT SEVERN FIRST NATION	308,200
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	10,000,000
MATAWA FIRST NATIONS MANAGEMENT	497,569
MOOSE CREE FIRST NATION	473,159
MUSKRAT DAM FIRST NATION	170,100
NORTH SPIRIT LAKE FIRST NATION	228,375
NORTHERN ONTARIO GROW BONDS CORPORATION	500,000
NORTHERN ONTARIO HERITAGE FUND CORPORATION	60,000,000
NORTHWESTERN ONTARIO MUNICIPAL ASSOC.	500,000
ONTARIO NORTHLAND TRANSPORTATION COMMISSION	26,611,482
OWEN SOUND TRANSPORTATION CO LTD	4,055,932
SANDY LAKE FIRST NATION	144,375
WEENUSK FIRST NATION	331,800
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	6,337,991

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

AARDVARK DRILLING INC.	$75,688
ADVOCATE PLACEMENT LTD.	78,318
ARI FINANCIAL SERVICES INC.	683,270
AUSABLE BAYFIELD CONSERVATION AUTHORITY	54,610
B H MARTIN CONSULTANTS LTD.	66,420
BELL CANADA	125,239
BETATEK INC.	62,630
BLACK & MCDONALD LTD.	107,569
CATFISH CREEK CONSERVATION AUTHORITY	60,000
CENTRAL LAKE ONTARIO CONSERVATION AUTHORITY	500,000
CHARTRAND EQUIPMENT (450477 ONTARIO LTD O/A)	817,560
CITY OF KENORA	58,162
CITY OF THUNDER BAY	51,343
CUESTA SYSTEMS INC.	275,479
DATAMINE CANADA INC.	67,304
DELL CANADA INC.	73,037
DELOITTE & TOUCHE LLP	261,824

MINISTRY OF NORTHERN DEVELOPMENT AND MINES/ MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

DENISON ENVIRONMENTAL SERVICES (DIV OF DENISON ENERGY INC)	$1,240,925
DYNA LYNC 2000 INC	177,660
ESRI CANADA LTD	473,655
GE VFS CANADA LIMITED PARTNER	82,757
GOLDER ASSOCIATES LTD	86,004
HAMILTON CONSERVATION AUTHORITY	55,190
HAZCO ENVIRONMENTAL SERVICES LTD	7,881,841
IBM CANADA LTD	262,127
LABVANTAGE SOLUTIONS	164,589
LAKE SIMCOE REGION CONSERVATION AUTHORITY	275,000
LAVAL LAB INC	50,391
LEO ALARIE & SONS LTD	3,809,744
LYRECO CANADA INC	211,822
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	102,015
NISHNAWBE ASKI DEVELOPMENT FUND	93,010
NORTHERN TELEPHONE LTD	55,970
ONTARIO REALTY CORP	5,612,110
PANALYTICAL INC	301,418
PITNEY BOWES CANADA	56,347
PORCUPINE JOINT VENTURE DOME MINE	300,869
PRAXAIR CANADA INC	56,546
PROSPECTORS & DEVELOPERS ASSOC OF CANADA	60,000
PUROLATOR COURIER LTD	75,907
REGIONAL BUSINESS CENTRE	50,000
ROGERS WIRELESS	55,102
SAULT STE MARIE ECONOMIC DEVELOPMENT CORP	50,000
SYSTEMS FOR RESEARCH CORP	1,188,000
TENET COMPUTER GROUP	77,318
THE DRAFTING CLINIC	88,580
UNIVERSITY OF TORONTO	105,295
VARIAN CANADA INC	83,120
WARDROP ENGINEERING INC	55,001
XEROX CANADA LTD	105,396
YAMAHA MOTOR CANADA LTD	62,071
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	4,165,868

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. RICK BARTOLUCCI	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
MR. BILL MAURO	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

OMBUDSMAN ONTARIO

ANDRÉ MARIN, OMBUDSMAN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS
VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$10,915

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

CANADA PENSION PLAN	$165,185
DENTAL PLAN	75,400
EMPLOYER HEALTH TAX	112,680
EMPLOYMENT INSURANCE	80,748
PUBLIC SERVICE PENSION PLAN	390,528
MAT. ADOPTION LEAVE ALLOWANCE	58,622
SEVERANCE PAY	176,746
SUPPLEMENTARY HEALTH & HOSPITAL	133,231
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	68,067

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

GAGNE, MICHELINE	$14,849
MARIN, ANDRÉ	36,179
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	86,227

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

BELL CANADA	$127,995
CTI WORKING ENVIRONMENTS INC	667,044
DAVID M. PACIOCCO	58,434
GOVAN BROWN & ASSOCIATES LIMITED	244,965
GREENFERD CONSTRUCTION INC	1,429,520
MARSHALL CUMMINGS AND IBI GROUP	90,985
MTS ALLSTREAM INC	65,160
REAL FACILIITES INC	75,679
VICTORIA UNIVERSITY	551,671
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	173,973

OFFICE OF THE PREMIER/CABINET DU PREMIER MINISTRE

HON. DALTON McGUINTY/L'HONORABLE DALTON McGUNITY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS
VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

OTHER SALARIES AND WAGES/	
AUTRES TRAITEMENTS ET SALAIRES:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 50 000$	$8,586

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 50 000$	$8,980

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. DALTON McGUINTY	$2,913
BAILEY, Mr. DAVID A	12,633
BROTEN, Ms. LAUREL	663
EVREN, Ms. SERDA	23,815
ZERUCELLI, Mr. JOHN	10,726
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 10 000$	104,285

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

BELL CANADA	$68,087
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES	
INFÉRIEURS À 50 000$	140,660

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. DALTON McGUINTY	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$66,010
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
LAUREL BROTEN	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2005	$3,036
CAROLINE DiCOCCO	
JUNE 30, 2005 TO MARCH 31, 2006	9,385

MINISTRY OF PUBLIC INFRASTRUCTURE RENEWAL/ MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

HON. DAVID CAPLAN/L'HONORABLE DAVID CAPLAN

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
PROFILE RECRUITMENT CONSULTANTS	$98,559
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	101,734
OTHER SALARIES AND WAGES/ AUTRES TRAITEMENTS ET SALARIES:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$47,488

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$1,076

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. DAVID CAPLAN	$2,577
RINALDI, LOU	424
HARE, GEOFFREY	911
LAYTON, CAROL D.	874
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	133,419

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

ONTARIO INFRASTRUCTURE PROJECTS CORPORATION	$6,995,744
ONTARIO REALTY CORP	618,457
TORONTO WATERFRONT REVITALIZATION CORPORATION	12,462,282

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ALAN WELLS CONSULTING INC	$144,491
ANTHONY ROSS	75,820
BOWNE OF CANADA LTD	70,663
CANADIAN ATLAS FURNITURE	55,862
COLLEEN DARRAGH	87,350
COMPUGEN INC	50,498
CONFERENCE BOARD OF CANADA	90,000
DELOITTE & TOUCHE LLP	52,731
DRECHSEL BUSINESS INTERIORS	792,634
ENVIRONICS ANALYTICS GROUP LTD	98,600
FIELD DAY INC	94,462
GINETTE WHITTEN-DAY	53,625
GRAY COMMUNICATIONS GROUP	59,500
HR ASSOCIATES	81,829
ITRANS CONSULTING INC	115,872
JAMES DOUGAN	67,917

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

LYRECO (CANADA) INC	$87,837
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	53,301
NEX INNOVATIONS INC	52,378
ONTARIO REALTY CORP	1,810,383
PRICEWATERHOUSE COOPERS LLP	70,233
SEG MANGEMENT CONSULTANTS INC	114,750
SNC-LAVALIN PROFAC INC	69,941
SPEARHEAD COMMUNICATIONS & MARKETING INC	105,810
UNIVERSITY OF TORONTO	63,086
UNIVERSITY OF WATERLOO	310,724
URBAN STRATEGIES INC	69,261
WORDS & IMAGES INC	54,069
XEROX CANADA LTD	58,068
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	2,035,319

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON DAVID CAPLAN	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
RINALDI, LOU	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

MINISTRY OF TOURISM AND RECREATION/MINISTÈRE DU TOURISME ET LOISIRS

HON. JAMES BRADLEY/L'HONORABLE JAMES BRADLEY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ACCOUNTS UNDER $50,000/ COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	$107,639

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$78,633
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	5,315

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. JAMES BRADLEY	$15,614
TIM PETERSON	6,547
WILLIAM R. ALLEN	44,088
CLARKE, Mr. DOUGLAS	33,056
DYCK, Mr. STEVE	22,343
HAAS, Ms. GABRIELE DORIS	12,134
JOHNSON, Miss KIMBERLEY ANNE	10,981
LAM, Miss JEAN L.	10,008
LANGFORD, Mr. MICHAEL	11,684
LARMER, Ms. SHEILA K.	16,100
OVED, Mr. DAVID	11,962
VAN WAGONER, Mr. THOMAS DAVID	30,524
WEBBER, Mr. GERRY L.	11,241
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	190,273

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

BASKETBALL ONTARIO	$407,432
BEAUSOLEIL FIRST NATION	888,251
BOXING ONTARIO	147,861
BOYS & GIRLS CLUBS OF ONTARIO	237,915
CANADIAN TENNIS ASSOCIATION	1,003,526
CANADIAN TIRE FOUNDATION FOR FAMILIES	150,000
CANOE ONTARIO	139,373
CITY OF BRAMPTON	1,147,706
CITY OF BURLINGTON	4,962,247
CITY OF CORNWALL	3,943,584
CITY OF HAMILTON	849,210
CITY OF KINGSTON	223,568
CITY OF MISSISSAUGA	4,079,873
CITY OF NIAGARA FALLS	1,976,434
CITY OF OSHAWA	491,664
CITY OF OWEN SOUND	538,808
CITY OF PETERBOROUGH	1,721,540
CITY OF PORT COLBORNE	425,000
CITY OF SAULT STE MARIE	2,097,201

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CITY OF TORONTO	$1,112,344
CITY OF VAUGHAN	386,742
CITY OF WINDSOR	1,646,436
COUNTY OF DUFFERIN	142,619
CURL ONTARIO	150,619
HALDIMAND COUNTY	1,310,972
HOCKEY DEVELOPMENT CENTRE OF ONTARIO	393,785
LINDSAY AGRICULTURAL SOCIETY	169,733
METIS NATION OF ONTARIO	166,035
MISSISSAUGA FIRST NATION	498,229
MUNICIPALITY OF BLUEWATER	131,551
MUNICIPALITY OF THAMES CENTRE	484,206
MUNICIPALITY OF TRENT HILLS	333,342
NORFOLK COUNTY	570,000
ONT FEDERATION OF SCHOOL ATHLETIC ASSOCIATION	163,546
ONTARIO AMATEUR WRESTLING ASSOCIATION	179,392
ONTARIO COLLEGES ATHLETIC ASSOCIATION	132,219
ONTARIO CYCLING ASSOCIATION INC	170,882
ONTARIO EQUESTRIAN FEDERATION	133,583
ONTARIO GYMNASTIC FEDERATION	316,084
ONTARIO LACROSSE ASSOCIATION	219,750
ONTARIO PLACE CORP	4,872,570
ONTARIO RINGETTE ASSOCIATION	151,708
ONTARIO SAILING ASSOCIATION	333,199
ONTARIO SKI COUNCIL	369,680
ONTARIO SOCCER ASSOCIATION	318,790
ONTARIO SPECIAL OLYMPICS INC	203,217
ONTARIO TENNIS ASSOCIATION	269,209
ONTARIO TOURISM MARKETING PARTNERSHIP	48,058,960
ONTARIO TRACK & FIELD ASSOCIATION	268,241
ONTARIO UNIVERSITY ATHLETICS	195,632
ONTARIO VOLLEYBALL ASSOCIATION	346,705
OTTAWA RIVER PROJECT	228,000
PARALYMPICS ONTARIO	132,760
PARKS & RECREATION ONTARIO	621,703
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	634,520
SANDY LAKE FIRST NATION	158,990
SHAW FESTIVAL THEATRE FOUNDATION	400,000
SKATE ONTARIO	298,415
SOFTBALL ONTARIO	300,428
SPORT ALLIANCE OF ONTARIO	3,685,000
SQUASH ONTARIO	160,812
ST CLAIR PARKS COMMISSION	200,000
ST LAWRENCE PARKS COMMISSION	8,772,899
STRATFORD FESTIVAL OF CANADA	400,000
SWIM ONTARIO	276,387
TORONTO DRAGON BOATS 2006	139,735
TOWN OF BRACEBRIDGE	1,484,445

MINISTRY OF TOURISM AND RECREATION/MINISTÈRE DU TOURISME ET LOISIRS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWN OF COCHRANE	$911,452
TOWN OF ENGLEHART	876,593
TOWN OF GRAVENHURST	7,809,209
TOWN OF HALTON HILLS	733,978
TOWN OF LAKESHORE	136,546
TOWN OF MIDLAND	240,060
TOWN OF MILTON	332,586
TOWN OF NORTHEASTERN MANITOULIN & THE ISLANDS	168,414
TOWN OF OAKVILLE	1,712,113
TOWN OF PENETANGUISHENE	140,966
TOWN OF PETROLIA	898,421
TOWN OF THE BLUE MOUNTAINS	5,415,944
TOWN OF TILLSONBURG	165,165
TOWN OF WASAGA BEACH	595,908
TOWNSHIP OF ASPHODEL-NORWOOD	144,655
TOWNSHIP OF BROCK	353,721
TOWNSHIP OF CENTRE WELLINGTON	2,040,000
TOWNSHIP OF COCKBURN ISLAND	229,316
TOWNSHIP OF HAMILTON	1,295,628
TOWNSHIP OF JOHNSON	143,445
TOWNSHIP OF NORTH GRENVILLE	2,000,000
TOWNSHIP OF SEGUIN	414,379
WATERFRONT REGENERATION TRUST	2,424,234
YMCA OF GREATER TORONTO	316,032
YMCA OF NIAGARA	1,264,052
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	10,456,437

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ARI FINANCIAL SERVICES INC	$80,751
BELL CANADA	92,857
BRAD HOMINICK PRODUCTIONS LTD	101,774
BRUNO'S CONTRACTING (THUNDER BAY) LTD	1,500,652
CANADIAN FITNESS AND LIFESTYLE RESEARCH INSTITUTE	97,500
CANADIAN RETAIL SOLUTIONS INC	186,954
CANADIAN TOURISM COMMISSION	190,100
COMPUGEN INC	50,646
CONQUEST VACATIONS	100,000
CRESTLINE COACH LTD	85,212
DRD CONSTRUCTION SERVICES (587435 ONTARIO INC O/A)	83,823
EDS CANADA INC	296,610
ENGINEERING NORTHWEST LTD	78,887
FUEL ADVERTISING INC	245,337
G4S SECURITY SERVICES (CANADA) LTD	76,323
GIANT SIGNS	51,600
GLOBAL EXHIBIT TECHNOLOGY INC	85,890
GLOBAL INSIGHT (USA) INC	54,156
GREENBERG CONSULTANTS INC	52,401

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

HURONIAWORKS EMPLOYMENT SERVICES	$68,984
INTERPROVINCIAL SPORT & RECREATION COUNCIL	100,086
ISERVE TECHNOLOGY CONSULTING LTD (ISTCL)	69,510
ITRAVEL2000	100,000
KAMPHOF CONSTRUCTION (539764 ONTARIO INC)	97,681
LAKEHEAD ROOFING & SHEET METAL CO (1983) LTD	98,906
LAMAR ADVERTISING	201,820
LEEDS TRANSIT SALES LTD	227,033
LIFESTYLE INFORMATION NETWORK	80,120
LYRECO CANADA INC	93,099
M F JONES ACOUSTICS	101,702
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	726,672
MOORE RESOURCES MANAGEMENT INC	65,460
ONTARIO REALTY CORP	1,442,037
REPLICATIONS UNLIMITED	125,211
RESEARCH RESOLUTIONS & CONSULTING LTD	116,909
SIGNS NOW	54,086
SNC-LAVALIN PROFAC INC	277,169
STAGE LINE	168,788
STATISTICS CANADA	634,536
TAY HYDRO ELECTRIC DISTRIBUTION CO INC	50,598
THUNDER BAY HYDRO ELECTRICITY DISTRIBUTION INC	79,438
TNS CANADIAN FACTS	1,294,917
UNION GAS LTD	57,075
VIACOM OUTDOOR	198,111
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	4,847,100

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. JAMES BRADLEY	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANT'S SALARY/ TRAITEMENT VERSÉ À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE:	
TIM PETERSON	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$12,421

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

HON. CHRISTOPHER BENTLEY/L'HONORABLE CHRISTOPHER BENTLEY

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
PD BUREAU PERSONNEL CONSULTANT	$200,967
QUANTUM MANAGEMENT SERVICES LTD	166,538
PEOPLE BANK, THE	97,746
MARBERG LTD	83,411
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	260,973

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$74,389
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	568

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON. C. BENTLEY	$5,142
HON. M. CHAMBERS	1,642
FORWARD, WILLIAM F	5,226
CHRISTIE, ROBERT D	3,420
ABATE, ABATE W	14,410
AGNEW, HEATHER	10,112
ANDERSON, AUDREY E	20,281
BIRKHEAD-KIRK, SANDRA E	10,460
BLANCHARD, VINCENT BJ	14,262
BOUCHARD, SERGE J	16,711
CHARBONNEAU, MAURICE G	10,868
CHRISTIAN, GARY C	12,491
DE LAAT, PAUL L	11,197
DIOTTE, MARIE	50,261
DONNELLY, PATRICK S	25,095
EMERY, ROXANNE MV	23,496
FOLZ, SUZANNE	15,293
GRUSZKA, PETER J	41,493
HAHN, CHRISTPHER	36,556
HAMILTON, LAURA	12,004
HARRIS, WANDA F	11,451
HARRISON, RICHARD M	11,116
HASAN, TARIQ	11,594
HOGAN, SHERRY	28,309
HOLM, KELLY	25,964
HUARD, JEAN	13,363
JACKSON, RICHARD K	10,154
KLOOSTER, SHARON M	13,236
MACKEVICIUS, LISE	24,567
MARTIN, CRAIG H	30,625
MCDONOUGH, NANCY	11,669
MCGILLIVRAY, DORIS	12,991

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

MELLAS, MARY	$19,345
MORRIS, JULIE B	17,168
PHILIPPE, MAUREEN L	14,305
PICHE, ANDRE P	11,694
RENAUD, LISE	10,812
RODENHIZER, JOHN A	12,823
ST ONGE, LUCILLE	19,777
THOMPSON, WILLIAM C	17,041
THOMPSON, CAREY	20,540
VAN SUCHTELEN, MARK	11,231
VARDY, KEITH P	10,193
VINETTE, NYCOL	16,538
WALKER, TERESA M	20,857
WILLIS, MARGARET E	15,751
ZOCCOLE, MARY	21,051
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	1,051,202

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

PAYMENTS TO COLLEGES	
ALGONQUIN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$88,978,798
CAMBRIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	41,049,008
CANADORE COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	24,370,726
CENTENNIAL COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	69,277,251
COLLEGE BOREAL (D'ARTS APPLIQUES ET DE TECHNOLOGIE)	32,764,524
COLLEGE DES GRANDS LACS	1,070,000
CONESTOGA COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	41,309,049
CONFEDERATION COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	37,359,444
DURHAM COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	42,960,274
FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	77,025,853
GEORGE BROWN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	88,254,016
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	45,769,289
HUMBER COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	86,428,763
LA CITE COLLEGIALE	32,646,395
LAMBTON COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	20,610,294
LOYALIST COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	25,934,061

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO COLLEGES (CONT'D)	
MOHAWK COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$71,543,191
NIAGARA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	37,697,518
NORTHERN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	19,523,258
SAULT COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	25,802,064
SENECA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	106,315,799
SHERIDAN COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	72,977,420
SIR SANDFORD FLEMING OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	42,816,795
ST CLAIR COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	45,557,258
ST LAWRENCE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	39,059,211
PAYMENTS TO UNIVERSITIES	
ALGOMA UNIVERSITY COLLEGE	$6,086,483
BROCK UNIVERSITY	81,140,021
CARLETON UNIVERSITY	130,386,129
DOMINICAN COLLEGE	211,318
LAKEHEAD UNIVERSITY	48,811,936
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	62,971,889
MCMASTER UNIVERSITY	170,067,879
NIPISSING UNIVERSITY	22,382,877
ONTARIO COLLEGE OF ART & DESIGN	18,433,975
QUEEN'S UNIVERSITY	159,785,183
RYERSON POLYTECHNICAL UNIVERSITY	144,326,497
TRENT UNIVERSITY	44,593,607
UNIVERSITAIRE DE HEARST	2,845,174
UNIVERSITY OF GUELPH	163,404,828
UNIVERSITY OF ONTARIO INSTITUTE OF TECHNOLOGY	26,055,115
UNIVERSITY OF OTTAWA	229,464,476
UNIVERSITY OF TORONTO	562,523,774
UNIVERSITY OF WATERLOO	184,977,488
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	247,728,875
UNIVERSITY OF WINDSOR	98,435,120
WILFRID LAURIER UNIVERSITY	70,096,316
YORK UNIVERSITY	284,377,646
PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS	
1000 ISLANDS REGION WORKFORCE DEVELOPMENT BOARD	$236,374
ACCESSIBLE COMMUNITY COUNSELLING & EMPLOYMENT SERVICES (ACCES) SCARBOROUGH	2,770,276

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)	
ACTION READ COMMUNITY LITERACY CENTRE	$134,846
ADULT EDUCATION & TRAINING DIVISION OF CRESIVE CORPORATION	133,191
ALC TRAINING AND DEVELOPMENT	726,138
ALEXANDRA PARK NEIGHBOURHOOD LEARNING CENTRE	126,159
ALGOMA DISTRICT SCHOOL BOARD	729,894
ALGONQUIN AND LAKESHORE CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	221,746
ALPHAPLUS CENTRE/ CENTRE ALPHAPLUS	1,312,380
ALTERNATIVE LEARNING STYLES AND OUTLOOKS (ALSO)	140,400
ASSOCIATION OF COLLEGES OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY OF ONTARIO (ACAATO)	212,874
ASSOCIATION OF EARLY CHILDHOOD EDUCATORS ONTARIO	300,000
AVON MAITLAND DISTRICT SCHOOL BOARD	233,205
BARRIE LITERACY COUNCIL INC	144,305
BOILERMAKERS EDUCATION & TRAINING TRUST FUND	426,887
BRUCE GREY HURON PERTH GEORGIAN TRIANGLE TRAINING BOARD	139,554
CANADIAN HEARING SOCIETY	581,683
CANADIAN INSTITUTE FOR ADVANCED RESEARCH	2,000,000
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND (CNIB)	273,118
CARE CENTRE FOR INTERNATIONALLY EDUCATED NURSES	639,147
CAREER EDGE	220,000
CARPENTERS' LOCAL UNION 27 JOINT APPRENTICESHIP & TRAINING	1,212,178
CAW CANADIAN AUTO WORKERS UNION	182,669
CENTRE DE CONSULTATION POUR L'EMBAUCHE DES JEUNES INC (CCEJ)	387,637
CENTRE DE SERVICES A L'EMPLOI DE PRESCOTT-RUSSELL INC	1,170,817
CENTRE FOR CANADIAN LANGUAGE BENCHMARKS	261,000
CENTRE FOR EDUCATION AND TRAINING	1,158,2[illegible]
CENTRE FRANCO-ONT DE RES EN ALPHA (FORA)	157,500
CLUB 2000 NIAGARA INC	357,564
COLLEGE OF PHYSICIANS & SURGEONS OF ONTARIO	206,000

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)

COLLEGE OF PHYSIOTHERAPISTS OF ONTARIO	$206,200
COMMUNITY MICROSKILLS DEVELOPMENT CENTRE	399,815
COMMUNITY RESOURCE AND EMPLOYMENT SERVICE	347,965
COMPUSTAT CONSULTANTS INC	199,566
CONSEIL D'ALPHA DE TORONTO INC	168,765
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE CENTRE-SUD	124,261
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DES GRANDES RIVIERES	397,139
CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE DU NOUVEL-ONTARIO	283,716
CONTACT NORTH	5,724,362
COSTI-IIAS IMMIGRANT SERVICES	3,972,820
COU HOLDING ASSOCIATION INC (OPAS)	418,500
COUNCIL OF MINISTERS OF EDUCATION	482,798
COUNCIL OF ONTARIO DIRECTORS OF EDUCATION (CODE)	1,809,000
COUNCIL OF ONTARIO UNIVERSITIES	25,181,600
DISTRICT OF PARRY SOUND EMPLOYMENT	717,051
DISTRICT SCHOOL BOARD OF NIAGARA	530,128
DISTRICT SCHOOL BOARD ONTARIO NORTH EAST	219,294
DUFFERIN-PEEL CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	156,996
DURHAM CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	195,561
DURHAM DEAF SERVICES INC	120,573
DURHAM DISTRICT SCHOOL BOARD	442,467
DURHAM REGION LOCAL TRAINING BOARD	158,655
DURHAM REGION UNEMPLOYED HELP CENTRE	946,124
EASTERN ONTARIO TRAINING BOARD	120,625
ELECTRICAL UTILITIES SAFETY ASSOC	145,697
ELGIN MIDDLESEX OXFORD LOCAL TRAINING BOARD	120,106
ELGIN/ST THOMAS YOUTH EMPLOYMENT COUNSELLING CENTRE	899,322
EMPLOYMENT AND RESOURCE SERVICES OF GEORGIAN BAY AREA INC	920,809
EMPLOYMENT PLANNING AND COUNSELLING	864,914
FIELDS INSTITUTE FOR RESEARCH IN MATH SCIENCES	1,000,000
FOCUS COMMUNITY DEVELOPMENT CORPORATION	883,140
FORUM RESEARCH INC	801,581
FRONTIER COLLEGE	382,064

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)

GEORGINA JOB SKILLS PROJECT	$164,000
GOAL - ONTARIO LITERACY FOR DEAF PEOPLE	205,000
GRAND ERIE DISTRICT SCHOOL BOARD	279,222
GRAND RIVER EMPLOYMENT AND TRAINING	378,089
GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	298,655
HALDIMAND NORFOLK LITERACY COUNCIL	158,000
HALTON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	187,552
HALTON DISTRICT SCHOOL BOARD	228,436
HALTON MULTICULTURAL COUNCIL	187,275
HAMILTON & DISTRICT LITERACY COUNCIL	199,000
HAMILTON-WENTWORTH CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	685,761
HAMILTON-WENTWORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	559,751
HAMILTON-WENTWORTH TRAINING BOARD	133,789
HURON-SUPERIOR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	161,400
HYDRO ONE NETWORKS INC	465,636
INDIAN FRIENDSHIP CENTRE OF SAULT STE MARIE	135,982
INTERIOR FINISHING SYSTEMS TRAINING CENTRE	833,889
INT'L ASSOC OF BRIDGE STRUCT ORNAMENTAL IRON WORK LOCAL 736	215,369
IRONWORKERS LOCAL 700	124,012
IRONWORKERS LOCAL 721 TORONTO REHABILITATION & TRAINING CENTRE	437,320
IROQUOIS FALLS ADULT LEARNING CENTRE INC	130,142
J'AIME APPRENDRE INC	219,292
JOB ZONE D'EMPLOI/EMPLOYMENT AND EDUCATION RESOURCE CENTRE	2,184,797
JOBSTART	1,515,821
JOHN HOWARD SOCIETY OF DURHAM REGION	1,743,619
JOHN HOWARD SOCIETY OF NIAGARA	2,769,140
JOHN HOWARD SOCIETY OF OTTAWA-CARLETON	1,178,693
JOHN HOWARD SOCIETY OF PEEL	684,362
JOHN HOWARD SOCIETY OF VICTORIA HALIBURTON SIMCOE & MUSKOKA	123,977
JOHN HOWARD SOCIETY OF WATERLOO-WELLINGTON	795,023

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)

JTAC JOINT LABOUR MANAGEMENT TRAINING ORGANIZATION	$320,603
KAWARTHA PINE RIDGE DISTRICT SCHOOL BOARD	259,978
KEEWATIN-PATRICIA DISTRICT SCHOOL BOARD	121,296
KETTLE AND STONY POINT FIRST NATION	563,709
KINGSTON EMPLOYMENT AND YOUTH SERVICES	1,150,118
KINGSTON LITERACY	262,846
LA BOITE A LETTRES DE HEARST	122,500
LA COALITION FRANCOPHONE	146,000
LABOURER'S INT'L UNION OF NORTH AMERICA	369,766
LACFO COUN REGION DE LONDON/SARNIA	181,874
LAKE OF THE WOODS EMPLOYMENT ACTION PROJECT INC	619,168
LAKEHEAD DISTRICT SCHOOL BOARD	133,579
LAMBTON KENT DISTRICT SCHOOL BOARD	334,364
LANARK COUNTY READING NETWORK INC	121,308
LE CAP CENTRE D'APPRENTISSAGE	266,000
LE CENTRE D'ALPHA ALEC DU NIPISSING	129,775
LE CENTRE D'ALPHA MOI J'APP DE RUSSELL	241,937
LE CENTRE D'APPRENTISSAGE ET DE FORMATION D'OTTAWA	550,522
LE COLLFGE DU SAVOIR	153,587
LEARNING ENRICHMENT FOUNDATION	136,000
LIMESTONE DISTRICT SCHOOL BOARD	421,627
LITERACY GROUP OF WATERLOO REGION	226,052
LIUNA LOCAL 1059	170,701
LONDON DISTRICT CATHOLIC SCHOOL BOARD	221,755
LONDON UNEMPLOYMENT HELP CENTRE	1,266,351
LOVESICK LAKE NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION	547,556
LUTHERWOOD COMMUNITY OPPORTUNITIES DEVELOPMENT ASSOCIATION	2,768,651
MANAGEMENT & TRAINING CORP CANADA	176,866
MAYTREE FOUNDATION	243,300
METRO LABOUR EDUCATION CENTRE	293,871
METRO TORONTO MOVEMENT FOR LITERACY	132,500

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)

MICHENER INSTITUTE OF APPLIED HEALTH SCIENCES	$133,209
MINISTERE DES FINANCES DU QUEBEC	367,140
NEAR NORTH DISTRICT SCHOOL BOARD	276,431
NEIGHBOURHOOD LINK/SENIOR LINK	183,000
NIAGARA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	431,725
NIAGARA TRAINING AND ADJUSTMENT BOARD	145,494
NIPISSING-PARRY SOUND CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	165,544
NORTH ALGOMA LITERACY COALITION	121,090
NORTH CHANNEL LITERACY COUNCIL	242,100
NORTH SUPERIOR TRAINING BOARD	121,193
NORTHERN COMMUNITY DEVELOPMENT SERVICES	630,947
NORTHERN CONNECTIONS ADULT LEARNING CENTRE	167,003
OCCUPATION HELP AND DEVELOPMENT CENTRE	659,469
ONTARIO ASSOCIATION OF YOUTH EMPLOYMENT CENTRES	507,044
ONTARIO COLLEGE OF TEACHERS	1,005,370
ONTARIO INDUSTRIAL & FINISHING SKILLS CENTRE	608,200
ONTARIO INSTITUTE OF AGROLOGISTS	450,000
ONTARIO LITERACY COALITION	212,370
ONTARIO MASONRY TRAINING CENTRE	418,411
ONTARIO NATIVE LITERACY COALITION	180,000
ONTARIO STUDENT LOAN TRUST	191,733,150
ONTARIO TOURISM EDUCATION CORP	242,844
OPERATING ENGINEERS TRAINING INSTITUTE OF ONTARIO	650,167
OPERATION SPRINGBOARD	1,118,842
OTTAWA CENTRE FOR RESEARCH & INNOVATION (OCRI)	182,408
OTTAWA TALENT INITIATIVE	160,800
OTTAWA WALLS & CEILINGS TRAINING CENTRE	123,546
OTTAWA YOUNG MEN'S & YOUNG WOMEN'S CHRISTIAN ASSOC	611,535
OTTAWA-CARLETON CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	492,655
OTTAWA-CARLETON DISTRICT SCHOOL BOARD	765,346
OWEN SOUND & NORTH GREY UNION PUBLIC LIBRARY	476,003
PARKDALE PROJECT READ	136,059
PEEL ADULT LEARNING CENTRE	660,144
PEEL DISTRICT SCHOOL BOARD	675,283
PEEL LITERACY GUILD INC	399,641

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)	
PEOPLE WORDS & CHANGE	$171,600
PORT COLBORNE COMMUNITY ASSOC FOR RESOURCE EXTENSION (PORT CARES)	124,958
PREPARATORY TRAINING PROGRAMS OF TORONTO	1,137,710
PRINCE EDWARD LEARNING CENTRE	179,066
PROJET ALPHA A LA PAGE	129,000
QUINTE ADULT DAY SCHOOL INC	197,600
QUINTE LITERACY GROUP	124,984
RAINBOW DISTRICT SCHOOL BOARD	140,675
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	11,146,659
RED LAKE DISTRICT ADULT LEARNING CENTRE INC	155,500
RED LAKE MEMORIAL HOSPITAL	378,395
REFRIGERATION WORKERS LOCAL 787-ORAC TRAINING FUND	174,425
RENFREW COUNTY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	145,305
RENFREW COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	517,531
SARNIA LAMBTON TRAINING BOARD	152,000
SAULT COMMUNITY INFORMATION AND CAREER CENTRE	609,865
SAULT STE MARIE FAMILY YMCA	813,411
SECOND CHANCE EMPLOYMENT COUNSELLING (WELLINGTON) INC	1,000,137
SIMCOE COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD	585,139
SIMCOE COUNTY TRAINING BOARD	121,244
SIMCOE MUSKOKA CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	239,415
SKILLS CANADA	560,000
SOUTH ESSEX COMMUNITY CENTRE	768,561
SOUTHWEST CENTRE FOR COMMUNITY PROGRAM DEVELOPMENT	1,262,715
ST CATHARINES UNEMPLOYED HELP CENTRE INC	1,256,014
ST CHRISTOPHER HOUSE	126,186
ST CLAIR CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	197,501
ST LEONARD'S SOCIETY OF BRANT	1,004,161
ST STEPHEN'S EMPLOYMENT AND TRAINING CENTRE	2,525,461
STRATFORD CHEFS SCHOOL	213,486
SUDBURY CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	453,970
SUDBURY VOCATIONAL RESOURCE CENTRE	797,894
TERRAZZO TILE & MARBLE TRADE SCHOOL INC	131,976
THAMES VALLEY DISTRICT SCHOOL BOARD	778,137
THE CENTRE SKILLS DEVELOPMENT & TRAINING	$194,269
THE COLLEGE OF VETERINARIANS OF ONTARIO	550,000
THE ONTARIO COMMUNITY CENTRE FOR THE DEAF INC	136,437
THUNDER BAY LITERACY GROUP	385,400
TILLSONBURG AND DISTRICT MULTI-SERVICE CENTRE	576,563
TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY	160,920
TORONTO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	400,676
TORONTO DISTRICT SCHOOL BOARD	4,922,407
TORONTO EAST END LITERACY PROJECT	163,000
TORONTO TRAINING BOARD	137,797
TRENT VALLEY LITERACY ASSOCIATION	195,284
TRI-COUNTY LITERACY COUNCIL	150,523
TRILLIUM LAKELANDS DISTRICT SCHOOL BOARD	203,844
TROPICANA COMMUNITY SERVICES ORGANIZATION	2,213,221
TV ONTARIO (ONTARIO EDUCATION COMMUNICATION AUTHORITY)	45,040,100
UNEMPLOYED HELP CENTRE OF WINDSOR	1,873,640
UNITED ASSOC LOCAL 853 SPRINKLER FITTERS OF ONTARIO	691,637
UNITED FOOD & COMMERCIAL WORKERS LOCAL 175	125,000
UNITED STEELWORKERS OF AMERICA	272,959
UNITED WAY/CENTRAIDE OTTAWA	369,000
UNIVERSAL WORKERS UNION LOCAL 183, LIFE LONG LEARNING	458,071
UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL BOARD	1,021,818
UPPER GRAND DISTRICT SCHOOL BOARD	488,208
VICTORIA COUNTY CAREER SERVICES INC	497,661
WATERLOO CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	413,101
WATERLOO REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	518,223
WATERLOO-WELLINGTON TRAINING & ADJUSTMENT BOARD	121,303
WINDSOR-ESSEX CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	121,215
WOODGREEN COMMUNITY SERVICES	2,353,780

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS (CONT'D)

WORKFORCE DEVELOPMENT BOARD LOCAL BOARD 6	$140,500
WORKING CENTRE	639,333
WORKPLACE SAFETY INSURANCE BOARD	935,322
WORLD UNIVERSITY SERVICE OF CANADA	120,000
YES EMPLOYMENT SERVICES (THUNDER BAY)	1,361,082
YES EMPLOYMENT SERVICES INC (NIPISSING)	2,519,204
YES YOUTH EMPLOYMENT SERVICE (TORONTO)	2,217,640
YMCA OF GREATER TORONTO	10,302,827
YMCA OF HAMILTON/BURLINGTON	1,425,997
YMCA OF OWEN SOUND	1,857,159
YMCA OF SUDBURY	1,396,331
YORK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD	135,500
YORK REGION DISTRICT SCHOOL BOARD	385,835
YOUTH EMPLOYMENT ASSISTANCE HEADQUARTERS INC	760,495
YOUTH EMPLOYMENT CENTRE (HAMILTON)	1,753,872
YOUTH HABILITATION QUINTE INC	887,204
YOUTH OPPORTUNITIES UNLIMITED	1,174,059
YOUTH SERVICES BUREAU (OTTAWA)	1,174,482
YWCA OF ST THOMAS-ELGIN	131,828
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	15,597,416

CAPITAL TRANSFER PAYMENTS

PAYMENTS TO COLLEGES

ALGONQUIN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$13,767,558
CAMBRIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	4,308,678
CANADORE COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	3,691,963
CENTENNIAL COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	10,176,001
COLLEGE BOREAL (D'ARTS APPLIQUES ET DE TECHNOLOGIE)	2,689,319
CONESTOGA COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	6,589,090
CONFEDERATION COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	4,702,494
DURHAM COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	5,684,699

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO COLLEGES (CONT'D)

FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$13,012,458
GEORGE BROWN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	9,973,379
GEORGIAN COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	5,877,464
HUMBER COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	11,046,060
LA CITE COLLEGIALE	3,942,378
LAMBTON COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	3,111,300
LOYALIST COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	3,963,904
MOHAWK COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	9,332,468
NIAGARA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	5,325,169
NORTHERN COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	2,864,065
SAULT COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	4,236,688
SENECA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	14,724,785
SHERIDAN COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	8,755,203
SIR SANDFORD FLEMING OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	5,309,895
ST CLAIR COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	6,213,076
ST LAWRENCE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY	4,886,804

PAYMENTS TO UNIVERSITIES

ALGOMA UNIVERSITY COLLEGE	$800,000
BROCK UNIVERSITY	8,225,690
CARLETON UNIVERSITY	7,706,190
LAKEHEAD UNIVERSITY	3,120,200
LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY	2,854,940
MCMASTER UNIVERSITY	10,518,700
NIPISSING UNIVERSITY	1,496,890
ONTARIO COLLEGE OF ART & DESIGN	1,407,740
QUEEN'S UNIVERSITY	13,412,683
RYERSON POLYTECHNICAL UNIVERSITY	12,636,620
TRENT UNIVERSITY	2,627,830
UNIVERSITAIRE DE HEARST	800,000
UNIVERSITY OF GUELPH	9,998,970
UNIVERSITY OF ONTARIO INSTITUTE OF TECHNOLOGY	800,000
UNIVERSITY OF OTTAWA	17,852,520

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

PAYMENTS TO UNIVERSITIES (CONT'D)	
UNIVERSITY OF TORONTO	$53,440,140
UNIVERSITY OF WATERLOO	11,395,900
UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO	19,250,160
UNIVERSITY OF WINDSOR	6,035,170
WILFRID LAURIER UNIVERSITY	8,332,120
YORK UNIVERSITY	16,509,773
PAYMENTS TO OTHER ORGANIZATIONS	
NORTHERN ONTARIO SCHOOL OF MEDICINE	$7,894,784

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

ADVANCING CANADIAN ENTREPRENEURSHIP	$65,000
AMW DESIGN	68,653
AXMITH MCINTYRE WICHT ADVERTISING LTD (AMWA)	132,565
BAY CONSULTING SERVICES INC	381,803
BELL CANADA	438,007
BEVERTEC CST INC	120,916
CANACOM (SOCIETE CANADIENNE DE TRADUCTION CANACOM (1990) INC)	70,213
CANADA POST CORP	304,129
CANADIAN ATLAS FURNITURE	96,901
CANADIAN BUREAU FOR INTERNATIONAL EDUCATION (CBIE)	78,890
CANADIAN EDUCATION CENTRE (CEC) NETWORK	153,201
CDI EDUCATION	58,400
CHARTWELL INC	839,957
CM INC	63,400
COLLEGE BOREAL (D'ARTS APPLIQUES ET DE TECHNOLOGIE)	57,451
COMMUNICOR GROUP INC	166,354
COMPASS GROUP CANADA	85,792
COMPUTER HORIZONS CANADA (ISG)	99,428
CONFERENCE BOARD OF CANADA	104,920
DELOITTE INC	221,000
EAGLE PROFESSIONAL RESOURCES INC	148,500
EDS CANADA INC	460,948
EQUIFAX CANADA INC	215,993
FACILITATE I T INC	64,000
GENEX-GENERAL EXHIBITION CORPORATION	106,049
GRAND & TOY LTD	52,028
GROUP INFORMATION TECHNOLOGY INC	54,746
GROUP IT	266,865
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	145,606
IBM CANADA LTD	2,110,023

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

INFORMATION BALANCE INC	$239,798
INTERACTIVE OFFICES WORLDWIDE (BLOOR) CORP	273,495
IT/NET TORONTO INC	126,070
KODAK CANADA INC	58,725
LANSA INC	507,927
LARRY MCCLOSKEY	87,849
LYRECO CANADA INC	236,220
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	373,705
MERCER DELTA CONSULTING	246,084
MERCER OLIVER WYMAN (ACTUARIAL CONSULTING LTD)	78,535
MINISTER OF FINANCE OF NOVA SCOTIA	284,596
MINISTERE DES FINANCES DU QUEBEC	82,184
MKG ASSOCIATES INC	51,000
ONTARIO CONSTRUCTION SECRETARIAT	70,000
ONTARIO NETWORK OF EMPLOYMENT & SKILLS TRAINING PROJECT	55,000
ONTARIO REALTY CORP	3,771,289
ORACLE CORP CANADA INC	64,796
PARKER MANAGEMENT CONSULTING INC	59,625
PITNEY BOWES OF CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	110,199
PROCASE CONSULTING INC	261,092
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	215,390
PROMOTIONAL PRODUCTS FULFILLMENT & DISTRIBUTION	236,333
PSYCHOLOGICAL CORP	650,000
PUROLATOR	166,872
RAMADA INNS	93,413
ROGERS	102,176
SOUTH AFRICAN QUALIFICATIONS AUTHORITY	898,507
STAGE WEST HOTEL	114,317
SWISS PRINT INTERNATIONAL	53,221
TENET COMPUTER GROUP I	111,448
TOSHIBA	55,169
VUBIZ LTD	50,700
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	4,909,386
LOANS AND INVESTMENTS:	
LOANS FOR TOOLS	2,532,500

MINISTRY OF TRAINING, COLLEGES AND UNIVERSITIES/ MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTERS' SALARIES/TRAITEMENT VERSÉ AUX MINISTRES:	
HON. MARIE ANNE CHAMBERS	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 28, 2005	$7,450
HON. CHRISTOPHER BENTLEY	
JUNE 29, 2005 TO MARCH 31, 2006	$27,761
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES:/	
TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
MR. JEFF LEAL	
APRIL 1, 2005 TO JUNE 29, 2005	$3,036
MR. RICHARD PATTEN	
JUNE 30, 2005 TO MARCH 31, 2006	$9,385

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

HON. DONNA CANSFIELD/L'HONORABLE DONNA CANSFIELD
HON. HARINDER S TAKHAR/L'HONORABLE HARINDER S TAKHAR

DETAILS OF PAYMENTS/DÉTAILS DES PAIEMENTS VOTED/CRÉDITS VOTÉS

SALARIES AND WAGES/TRAITEMENTS ET SALAIRES

TEMPORARY HELP SERVICES/PERSONNEL TEMPORAIRE:	
ALTIS HUMAN RESOURCES	$166,077
HR ASSOCIATES	92,010
THE BURKE GROUP	54,675
THE PEOPLE BANK (DESIGN GROUP STAFFING INC)	101,572
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	256,944

EMPLOYEE BENEFITS/AVANTAGES SOCIAUX

WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD	$5,479,457
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	100

TRAVELLING EXPENSES/FRAIS DE DÉPLACEMENT

HON TAKHAR, MR. HARINDER S	$5,446
RAFI, MR. M SAAD	18,459
D'ONOFRIO, MR. FRANK	2,644
BARTUCCI, MR. ERNIE	11,396
BICKERSTAFFE, MRS. DONNA	14,728
BLACKMORE, MR. WARREN D	17,015
BLAIR, MR. JOHN A	10,230
BOECKNER, MS. PATRICIA M	11,779
BRYER, MR. KEITH D	21,934
BURKHARDT FAWCETT, MS. IRIS	16,758
CASSIDY, MR. SHANE	13,975
CHENG, MR. SAMUEL	20,259
CLOSE, MR. NICHOLAS R	10,427
COVELLO, MR. RONALD	10,332
CRAWFORD, MR. DAVID	38,419
CRIPPS, MR. STEVEN	32,450
CURTIS, MR. DELMER R	11,926
DUFFY, MR. GARY W	18,730
FERRANTE, MR. TERRY	11,580
FORBES, MR. MURRAY G	10,121
GAGNE, MR. ROBERT R	14,263
GAUTHIER, MR. PAUL J	14,722
GOMES, MR. JONATHAN	14,517
GRATTA, MS. JENNA N.	13,295
HAZRA, MR. SANJOY S	21,891
HEMSWORTH, MISS ERIN B	13,771
HENNUM, MR. C A	15,477
HOUDE, MS. RACHEL	11,781
HYATT, MR. BRIAN C	10,669
JOHNSON, MR. DOUGLAS J	12,633
JONES, MR. BRUCE G	11,282
KEALL, MS. SUE M	14,749
KILLINGBECK, MR. DALE L	32,108

TRAVELLING EXPENSES (CONT'D)/ FRAIS DE DÉPLACEMENT (SUITE)

KIM, MR. TAE C	$11,078
KNOWLTON, MR. WESLEY R	12,628
KNOX, MR. LANCE	10,405
LAFERRIERE, MR. ANDRE M	12,975
LAMBERT, MR. L S	27,101
LAWRENCE, MR. DAVID A	11,231
LEDEZ, MR. JEAN PAUL P	13,978
LEMAX, MR. ROBERT C	12,729
LEPAGE, MRS. EVELYN D	12,807
LIEGLER, MS. BRENDA L	14,713
MACK, MR. DON D	19,409
MAECK, MR. JOHN DOUGLAS	11,984
MANTHA, MR. RAYMOND J	56,130
MARINIS, MR. TOM	13,448
MCCUAIG, MR. BRUCE	21,387
MCDONALD, MRS. KAREN P	14,669
MCFARLAND, MRS. BARI	10,822
MCNELLY, MR. RANDY	10,929
MESZAROS, MR. T	20,014
MOORE, MS. KATHRYN E	13,570
PICARD, MR. DAVID	15,781
PONNIAH, MR. JOSEPH	21,515
PORTER, MR. B A	13,229
PRYSTANSKI, MR. WAYNE C	28,669
RAMAKKO, MR. OSMO E	10,732
RIDLEY, MR. GRANT	12,088
ROOKE, MR. JAMES D	19,038
ROY, MR. WILFRED A	13,003
SCHRAM, MR. DAN	10,318
SLOAT, MR. JOHN C	24,594
SMITH, MR. SHAWN	12,972
SNELL, MR. BRIAN V	10,572
TOKARZ, MR. GREGORY A	10,096
TOWILL, MR. GORDON A	12,979
WAKE, MR. DAVID G	17,082
WARD, MR. ROGER A	11,382
WARREN, MR. EARL W	10,604
WILLETT, MR. ROBERT J	11,723
WIPPERMAN, MR. DOUGLAS JD	10,507
WONG, MR. HENRY MH	20,514
ACCOUNTS UNDER $10,000/COMPTES INFÉRIEURS À 10 000$	4,992,827

TRANSFER PAYMENTS/PAIEMENTS DE TRANSFERT

CHIPPEWAS OF KETTLE & STONY POINT	$342,846
CHIPPEWAS OF NAWASH FIRST NATION	227,970
CHIPPEWAS OF SAUGEEN	120,640
CHIPPEWAS OF THE THAMES FIRST NATION	179,872
CITY OF BARRIE	7,246,692
CITY OF BELLEVILLE	2,790,856

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

CITY OF BRAMPTON	$113,498,425
CITY OF BRANTFORD	5,773,042
CITY OF BROCKVILLE	1,099,347
CITY OF BURLINGTON	4,980,725
CITY OF CAMBRIDGE	2,345,246
CITY OF CLARENCE-ROCKLAND	735,443
CITY OF CORNWALL	7,642,357
CITY OF DRYDEN	929,323
CITY OF ELLIOT LAKE	908,021
CITY OF GREATER SUDBURY	12,101,265
CITY OF GUELPH	8,833,690
CITY OF HAMILTON	83,478,718
CITY OF KAWARTHA LAKES	6,195,420
CITY OF KENORA	1,127,728
CITY OF KINGSTON	8,277,024
CITY OF KITCHENER	4,045,704
CITY OF LONDON	35,326,143
CITY OF MISSISSAUGA	91,055,749
CITY OF NIAGARA FALLS	3,137,114
CITY OF NORTH BAY	5,092,545
CITY OF ORILLIA	1,616,873
CITY OF OSHAWA	4,726,284
CITY OF OTTAWA	104,023,394
CITY OF OWEN SOUND	1,117,250
CITY OF PEMBROKE	683,232
CITY OF PETERBOROUGH	5,700,669
CITY OF PICKERING	1,851,578
CITY OF PORT COLBORNE	438,619
CITY OF QUINTE WEST	2,394,805
CITY OF SARNIA	2,147,889
CITY OF SAULT STE MARIE	23,565,476
CITY OF ST CATHARINES	6,701,982
CITY OF ST THOMAS	1,810,005
CITY OF STRATFORD	1,890,413
CITY OF TEMISKAMING SHORES	1,212,691
CITY OF THOROLD	383,494
CITY OF THUNDER BAY	8,652,695
CITY OF TIMMINS	3,679,809
CITY OF TORONTO	305,556,963
CITY OF WATERLOO	1,838,914
CITY OF WELLAND	1,547,079
CITY OF WINDSOR	15,003,816
CITY OF WOODSTOCK	1,152,355
COUNTY OF BRANT	2,739,768
COUNTY OF BRUCE	2,661,509
COUNTY OF DUFFERIN	4,907,040
COUNTY OF ELGIN	2,053,333
COUNTY OF ESSEX	4,764,872
COUNTY OF FRONTENAC	1,433,234
COUNTY OF GREY	3,785,345
COUNTY OF HALIBURTON	641,069
COUNTY OF HASTINGS	1,636,989
COUNTY OF HURON	2,537,120
COUNTY OF LAMBTON	3,256,628

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

COUNTY OF LANARK	$2,267,434
COUNTY OF LENNOX & ADDINGTON	1,676,979
COUNTY OF MIDDLESEX	2,815,455
COUNTY OF NORTHUMBERLAND	2,869,990
COUNTY OF OXFORD	3,271,194
COUNTY OF PERTH	1,602,396
COUNTY OF PETERBOROUGH	2,306,386
COUNTY OF PRESCOTT & RUSSELL	2,854,510
COUNTY OF PRINCE EDWARD	2,116,441
COUNTY OF RENFREW	3,450,978
COUNTY OF SIMCOE	8,166,192
COUNTY OF WELLINGTON	3,448,343
DISTRICT OF MUSKOKA	2,248,990
GARDEN RIVER FIRST NATION	161,392
GEORGINA ISLAND FIRST NATION	183,418
GREATER TORONTO TRANSIT AUTHORITY	239,800,000
HALDIMAND COUNTY	3,716,628
LOYALIST TOWNSHIP	1,155,487
MOHAWKS OF THE BAY OF QUINTE	380,400
MUNICIPALITY OF ARRAN-ELDERSLIE	279,504
MUNICIPALITY OF BAYHAM	270,919
MUNICIPALITY OF BLUEWATER	294,038
MUNICIPALITY OF BRIGHTON	401,555
MUNICIPALITY OF BROCKTON	410,437
MUNICIPALITY OF CALLANDER	291,233
MUNICIPALITY OF CENTRAL ELGIN	383,621
MUNICIPALITY OF CENTRAL HURON	541,033
MUNICIPALITY OF CENTRE HASTINGS	179,593
MUNICIPALITY OF CHATHAM-KENT	7,258,109
MUNICIPALITY OF CLARINGTON	1,808,407
MUNICIPALITY OF DUTTON-DUNWICH	157,069
MUNICIPALITY OF DYSART ET AL	220,077
MUNICIPALITY OF FRENCH RIVER	298,542
MUNICIPALITY OF GREENSTONE	626,186
MUNICIPALITY OF GREY HIGHLANDS	418,575
MUNICIPALITY OF HASTINGS HIGHLANDS	169,648
MUNICIPALITY OF HIGHLANDS EAST	128,426
MUNICIPALITY OF HURON EAST	411,372
MUNICIPALITY OF HURON SHORES	190,600
MUNICIPALITY OF KINCARDINE	468,701
MUNICIPALITY OF LAMBTON SHORES	449,237
MUNICIPALITY OF LEAMINGTON	712,449
MUNICIPALITY OF MACHIN	121,436
MUNICIPALITY OF MAGNETAWAN	142,578
MUNICIPALITY OF MARKSTAY-WARREN	279,100
MUNICIPALITY OF MARMORA & LAKE	1,647,446
MUNICIPALITY OF MCDOUGALL	277,081
MUNICIPALITY OF MEAFORD	805,341
MUNICIPALITY OF MORRIS-TURNBERRY	148,697
MUNICIPALITY OF NEEBING	217,691

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

MUNICIPALITY OF NORTH MIDDLESEX	$293,273
MUNICIPALITY OF NORTHERN BRUCE PENINSULA	152,947
MUNICIPALITY OF OLIVER PAIPOONGE	622,795
MUNICIPALITY OF PORT HOPE	461,192
MUNICIPALITY OF POWASSAN	345,502
MUNICIPALITY OF RED LAKE	600,262
MUNICIPALITY OF SIOUX LOOKOUT	566,912
MUNICIPALITY OF SMOOTH ROCK FALLS	1,108,089
MUNICIPALITY OF SOUTH BRUCE	257,660
MUNICIPALITY OF SOUTH HURON	989,449
MUNICIPALITY OF SOUTHWEST MIDDLESEX	261,102
MUNICIPALITY OF ST CHARLES	132,272
MUNICIPALITY OF THAMES CENTRE	481,885
MUNICIPALITY OF THE NATION	450,427
MUNICIPALITY OF TRENT HILLS	609,143
MUNICIPALITY OF TWEED	238,494
MUNICIPALITY OF WEST ELGIN	265,812
MUNICIPALITY OF WEST NIPISSING	1,393,268
MUNICIPALITY OF WEST PERTH	430,681
NIAGARA FALLS BRIDGE COMMISSION	25,852,111
NORFOLK COUNTY	5,171,644
ONEIDA NATION OF THE THAMES	163,856
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	21,375,881
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	7,973,075
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	13,648,080
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	376,375
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO	18,389,812
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	17,076,094
SAGAMOK ANISHNAWBEK	182,182
SEPARATED TOWN OF SMITH FALLS	776,847
SEPERATED TOWN OF ST MARYS	534,869
SIX NATIONS OF THE GRAND RIVER	665,742
TAY VALLEY TOWNSHIP	231,184
TOWN OF AJAX	2,921,537
TOWN OF AMHERSTBURG	619,385
TOWN OF ARNPRIOR	305,639
TOWN OF AYLMER	302,834
TOWN OF BANCROFT	173,771
TOWN OF BLIND RIVER	462,235
TOWN OF BRACEBRIDGE	584,378
TOWN OF BRADFORD-WEST GWILLIMBURY	472,313
TOWN OF CALEDON	15,894,854
TOWN OF CARLETON PLACE	386,001
TOWN OF COBALT	130,572
TOWN OF COBOURG	597,791
TOWN OF COCHRANE	618,061
TOWN OF COLLINGWOOD	1,463,775
TOWN OF DEEP RIVER	175,726
TOWN OF ENGLEHART	169,457
TOWN OF ERIN	$469,678
TOWN OF ESPANOLA	616,384
TOWN OF ESSEX	853,555
TOWN OF FORT ERIE	726,539
TOWN OF FORT FRANCES	1,990,894
TOWN OF GANANOQUE	439,165
TOWN OF GODERICH	323,148
TOWN OF GRAVENHURST	463,176
TOWN OF GREATER NAPANEE	643,066
TOWN OF GRIMSBY	452,531
TOWN OF HALTON HILLS	2,124,235
TOWN OF HANOVER	518,119
TOWN OF HAWKESBURY	279,880
TOWN OF HEARST	657,102
TOWN OF HUNTSVILLE	784,815
TOWN OF INGERSOLL	493,422
TOWN OF INNISFIL	633,553
TOWN OF IROQUOIS FALLS	554,269
TOWN OF KAPUSKASING	2,381,728
TOWN OF KINGSVILLE	613,648
TOWN OF KIRKLAND LAKE	915,388
TOWN OF LAKESHORE	871,425
TOWN OF LASALLE	537,270
TOWN OF LINCOLN	606,646
TOWN OF MARATHON	469,168
TOWN OF MARKHAM	1,101,487
TOWN OF MATTAWA	241,171
TOWN OF MIDLAND	479,748
TOWN OF MILTON	804,539
TOWN OF MINTO	346,946
TOWN OF MISSISSIPPI MILLS	494,964
TOWN OF MONO	281,182
TOWN OF NEW TECUMSETH	768,904
TOWN OF NIAGARA-ON-THE-LAKE	516,669
TOWN OF NORTH PERTH	1,232,303
TOWN OF NORTHEASTERN MANITOULIN & THE ISLANDS	268,900
TOWN OF OAKVILLE	6,086,182
TOWN OF ORANGEVILLE	756,326
TOWN OF PARRY SOUND	650,631
TOWN OF PELHAM	324,508
TOWN OF PENETANGUISHENE	176,703
TOWN OF PERTH	255,110
TOWN OF PETAWAWA	311,993
TOWN OF PETROLIA	206,069
TOWN OF PLYMPTON-WYOMING	312,736
TOWN OF PRESCOTT	359,356
TOWN OF RENFREW	442,918
TOWN OF SAUGEEN SHORES	515,394
TOWN OF SHELBURNE	175,173
TOWN OF SOUTH BRUCE PENINSULA	712,380
TOWN OF TECUMSEH	533,445
TOWN OF THE BLUE MOUNTAINS	259,912
TOWN OF THESSALON	147,253

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWN OF TILLSONBURG	$335,270
TOWN OF WASAGA BEACH	527,772
TOWN OF WHITBY	2,152,068
TOWNSHIP OF ADELAIDE-METCALFE	133,823
TOWNSHIP OF ADJALA-TOSORONTIO	428,456
TOWNSHIP OF ADMASTON/BROMLEY	120,012
TOWNSHIP OF ALFRED & PLANTAGENET	365,178
TOWNSHIP OF ALNWICK/HALDIMAND	248,438
TOWNSHIP OF AMARANTH	160,214
TOWNSHIP OF ARMOUR	140,878
TOWNSHIP OF ARMSTRONG	129,935
TOWNSHIP OF ASHFIELD-COLBORNE-WAWANOSH	229,952
TOWNSHIP OF ASPHODEL-NORWOOD	169,351
TOWNSHIP OF ATHENS	385,406
TOWNSHIP OF ATIKOKAN	385,874
TOWNSHIP OF AUGUSTA	324,465
TOWNSHIP OF BECKWITH	256,938
TOWNSHIP OF BLACK RIVER-MATHESON	309,379
TOWNSHIP OF BLANDFORD-BLENHEIM	324,253
TOWNSHIP OF BONFIELD	219,285
TOWNSHIP OF BONNECHERE VALLEY	152,607
TOWNSHIP OF BROCK	514,640
TOWNSHIP OF CAVAN-MILLBROOK-NORTH MONAGHAN	359,228
TOWNSHIP OF CENTRAL FRONTENAC	193,659
TOWNSHIP OF CENTRAL MANITOULIN	202,605
TOWNSHIP OF CENTRE WELLINGTON	1,030,980
TOWNSHIP OF CHAMPLAIN	365,093
TOWNSHIP OF CHAPLEAU	317,005
TOWNSHIP OF CHATSWORTH	266,882
TOWNSHIP OF CHISHOLM	130,679
TOWNSHIP OF CLEARVIEW	586,290
TOWNSHIP OF CRAMAHE	242,786
TOWNSHIP OF DOURO-DUMMER	282,691
TOWNSHIP OF DRUMMOND-NORTH ELMSLEY	283,456
TOWNSHIP OF EAR FALLS	122,179
TOWNSHIP OF EAST FERRIS	455,888
TOWNSHIP OF EAST HAWKESBURY	145,128
TOWNSHIP OF EAST LUTHER GRAND VALLEY	120,777
TOWNSHIP OF EAST ZORRA-TAVISTOCK	307,594
TOWNSHIP OF EDWARDSBURGH-CARDINAL	283,626
TOWNSHIP OF ELIZABETHTOWN-KITLEY	426,629
TOWNSHIP OF EMO	121,294
TOWNSHIP OF ENNISKILLEN	138,498
TOWNSHIP OF ESSA	714,292
TOWNSHIP OF FRONTENAC ISLANDS	356,676

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF GALWAY-CAVENDISH & HARVEY	$185,797
TOWNSHIP OF GEORGIAN BLUFFS	431,431
TOWNSHIP OF GUELPH/ERAMOSA	424,440
TOWNSHIP OF HAMILTON	458,331
TOWNSHIP OF HAVELOCK BELMONT & METHUEN	190,345
TOWNSHIP OF HORNEPAYNE	164,703
TOWNSHIP OF HOWICK	160,597
TOWNSHIP OF HURON-KINLOSS	264,502
TOWNSHIP OF IGNACE	181,569
TOWNSHIP OF LAKE OF BAYS	123,242
TOWNSHIP OF LANARK HIGHLANDS	203,774
TOWNSHIP OF LAURENTIAN VALLEY	371,127
TOWNSHIP OF LEEDS & THE THOUSAND ISLANDS	129,744
TOWNSHIP OF LOYALIST	1,679,497
TOWNSHIP OF LUCAN BIDDULPH	178,530
TOWNSHIP OF MACDONALD MEREDITH & ABERDEEN	154,265
TOWNSHIP OF MADAWASKA VALLEY	187,242
TOWNSHIP OF MALAHIDE	374,357
TOWNSHIP OF MANITOUWADGE	313,310
TOWNSHIP OF MAPLETON	395,351
TOWNSHIP OF MCNAB-BRAESIDE	290,808
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	389,699
TOWNSHIP OF MIDDLESEX CENTRE	605,244
TOWNSHIP OF MINDEN HILLS	225,745
TOWNSHIP OF MONTAGUE	156,007
TOWNSHIP OF MOONBEAM	127,598
TOWNSHIP OF MULMUR	131,699
TOWNSHIP OF MUSKOKA LAKES	256,768
TOWNSHIP OF NIPIGON	208,661
TOWNSHIP OF NIPISSING	164,995
TOWNSHIP OF NORTH DUMFRIES	311,302
TOWNSHIP OF NORTH DUNDAS	468,063
TOWNSHIP OF NORTH GLENGARRY	450,002
TOWNSHIP OF NORTH GRENVILLE	577,153
TOWNSHIP OF NORTH HURON	245,981
TOWNSHIP OF NORTH STORMONT	291,318
TOWNSHIP OF NORWICH	445,285
TOWNSHIP OF ORO-MEDONTE	778,335
TOWNSHIP OF OTONABEE-SOUTH MONAGHAN	283,413
TOWNSHIP OF PERRY	239,259
TOWNSHIP OF PERTH EAST	555,748
TOWNSHIP OF PERTH SOUTH	182,908
TOWNSHIP OF PUSLINCH	250,096
TOWNSHIP OF RAMARA	366,113
TOWNSHIP OF RED ROCK	130,997
TOWNSHIP OF RIDEAU LAKES	411,670
TOWNSHIP OF RUSSELL	296,970
TOWNSHIP OF SABLES-SPANISH RIVERS	344,758
TOWNSHIP OF SCHREIBER	146,441

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSFER PAYMENTS (CONT'D)/ PAIEMENTS DE TRANSFERT (SUITE)

TOWNSHIP OF SCUGOG	$883,662
TOWNSHIP OF SEGUIN	392,886
TOWNSHIP OF SEVERN	473,205
TOWNSHIP OF SHUNIAH	261,995
TOWNSHIP OF SMITH-ENNISMORE-LAKEFIELD	643,003
TOWNSHIP OF SOUTH ALGONQUIN	135,778
TOWNSHIP OF SOUTH DUNDAS	458,246
TOWNSHIP OF SOUTH FRONTENAC	697,590
TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY	539,713
TOWNSHIP OF SOUTH STORMONT	507,458
TOWNSHIP OF SOUTHGATE	293,528
TOWNSHIP OF SOUTH-WEST OXFORD	330,713
TOWNSHIP OF SOUTHWOLD	190,685
TOWNSHIP OF SPRINGWATER	584,888
TOWNSHIP OF ST CLAIR	441,067
TOWNSHIP OF ST JOSEPH	127,598
TOWNSHIP OF STIRLING-RAWDON	207,683
TOWNSHIP OF STONE MILLS	311,801
TOWNSHIP OF STRATHROY-CARADOC	471,187
TOWNSHIP OF STRONG	145,446
TOWNSHIP OF TAY	261,718
TOWNSHIP OF TERRACE BAY	207,173
TOWNSHIP OF THE WHITEWATER REGION	277,081
TOWNSHIP OF TINY	383,961
TOWNSHIP OF TYENDINAGA	160,172
TOWNSHIP OF UXBRIDGE	560,165
TOWNSHIP OF WAINFLEET	265,947
TOWNSHIP OF WARWICK	171,051
TOWNSHIP OF WELLESLEY	397,985
TOWNSHIP OF WELLINGTON NORTH	480,430
TOWNSHIP OF WEST GREY	505,785
TOWNSHIP OF WEST LINCOLN	521,355
TOWNSHIP OF WILMOT	631,762
TOWNSHIP OF WOOLWICH	567,942
TOWNSHIP OF ZORRA	342,187
UNITED COUNTIES OF LEEDS & GRENVILLE	2,797,840
UNITED COUNTIES OF STORMONT DUNDAS & GLENGARRY	2,714,801
VILLAGE OF CASSELMAN	123,667
WALPOLE ISLAND FIRST NATION	315,238
WASAUKSING FIRST NATION	124,124
WIKWEMIKONG UNCEDED INDIAN RESERVE	237,930
ACCOUNTS UNDER $120,000/COMPTES INFÉRIEURS À 120 000$	8,253,981

OTHER PAYMENTS/AUTRES PAIEMENTS

1341730 ONTARIO INC	$97,093
1342819 ONTARIO LIMITED	87,000

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

1358967 ONTARIO INC O/A TROTTIER CONTRACTING	$67,213
1401276 ONTARIO LTD (M & M CONTRACTING)	156,964
1580681 ONTARIO LTD	79,777
1583616 ONTARIO LIMITED	54,000
172965 CANADA LTD	253,080
2006024 ONTARIO LTD O/A W KOVAL CONTRACTING	295,530
24 HOUR TONER SERVICE INC	87,624
3M CANADA INC	465,029
4 OFFICE AUTOMATION LTD	248,146
407 ETR CONCESSION CO LTD	398,537
4C DESIGN AND CONSTRUCTION INC	74,682
6188851 CANADA LIMITED	324,524
733539 ONTARIO INC	391,778
971024 ONTARIO INC	219,148
A M ROOFING SYSTEMS INC	69,299
A MIRON TOPSOIL LTD	2,475,164
A T MCLAREN LTD	105,502
A W ALCOCK TRUCKING	392,327
A.J. BRAUN MFG LIMITED	56,437
ABITIBI CONSOLIDATED CO OF CANADA	390,174
ACADIA CANDLE COMPANY INC	880,000
AECON CONSTRUCTION AND MATERIALS LTD	77,838,479
AFA FOREST PRODUCTS BOLTON	193,067
AGI TRAFFIC TECHNOLOGY (DIV AECON CONSTRUCTION GROUP INC)	1,760,395
AGO INDUSTRIES	51,354
AINLEY GRAHAM & ASSOCIATES LTD	160,951
AIRBORNE SENSING CORP	120,629
AJILON CANADA	1,846,713
ALARIE AECON JOINT VENTURE	17,283,973
ALBION SCREEN PRINTING INC	189,651
ALEXMAN CONTRACTING INC	736,480
ALLAN F MARION GENERAL CONTRACT (1271578 ONTARIO INC O/A)	224,938
ALLEN SYSTEMS GROUP	120,971
ALLIANCE COMMUNICATION	65,685
ALMON	641,464
ALOUETTE TRANSPORTATION LTD	388,919
ALPHA TECHNOLOGIES LTD	50,904
AMEC EARTH & ENVIRONMENTAL LTD	652,663
AMERICAN APPRAISAL CANADA INC	97,432
ANDY GAUVREAU TRUCKING	97,948
ANNA M HAMPSON	176,235
ANSCON CONTRACTING INC	335,128
ANT & BEE CORPORATION	384,936
ANTONIO TREMBLAY CONTRACTING LTD	54,120
AON REED STENHOUSE INC	384,670
APPLIED ELECTRONICS LIMITED	762,661
APPLIED RESEARCH ASSOCIATES INC - ERES CONSULTANTS DIVISION	80,565

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

ARCHIBALD GRAY & MCKAY LTD.	$62,885
ARCO INTERNATIONAL ENTERPRISES INC.	73,872
ARI FINANCIAL SERVICES INC.	11,641,734
ARMITAGE (ONTARIO) CONSTRUCTION CO LTD.	382,642
ARMTEC LIMITED PARTNERSHIP	144,932
ARMTEC LTD.	247,008
ARNILL CONSTRUCTION	1,996,636
ASAP SOFTWARE INC.	57,278
ASSET COMPUTER PERSONNEL LTD.	619,608
AVERTEX UTILITY SOLUTIONS INC.	1,169,992
AVLI GROUP LTD.	217,931
AZIMUTH ENVIRONMENTAL CONSULTING INC.	65,106
B & F SHIER CONTRACTORS LTD.	238,457
B E A R CONTRACTORS LTD.	239,698
B GOTTARDO CONSTRUCTION LTD.	3,083,019
BABBCO OFFICE SERVICES	226,685
BAMAJI LAKE ECONOMIC DEVELOPMENT CORPORATION	75,000
BANK OF MONTREAL	360,000
BARKER TRUCKING	163,717
BARRENS NORTHERN TRANSPORTATION (1304928 ONTARIO INC.)	91,954
BARRICADE TRAFFIC SERVICES INC.	445,212
BASE MAPPING COMPANY	375,015
BEACON LITE LTD.	499,796
BELANGER CONSTRUCTION (1981) INC.	15,747,326
BELKO CONTRACTING (BRANTFORD) INC.	121,737
BELL CANADA	5,575,299
BELL MOBILITY INC.	1,492,405
BERNICE FERRANTE	74,034
BETTY CHODKIEWICZ	70,038
BEVERTEC CST INC.	671,995
BEZCO HOLDINGS LTD.	3,835,834
BILOSKI BROS SAND AND GRAVEL LTD	182,202
BILOSKI CONTRACTORS LTD.	269,167
BJ HALOW & SON CONSTRUCTORS LTD.	818,784
BLACK & MCDONALD LTD.	8,593,563
BLINK COMMUNICATIONS INC.	185,136
BLUE WATER BRIDGE AUTHORITY	1,000,000
BMT FLEET TECHNOLOGY LTD.	70,553
BOB HENDRICKSEN CONSTRUCTION LTD.	132,051
BOIS A LACHANCE LUMBER LTD.	63,231
BONNECHERE EXCAVATION INC.	6,534,242
BOR AGGREGATE COMPANY INC.	71,293
BORDEN LADNER GERVAIS LLP IN TRUST	1,430,392
BORLAND CANADA INC.	54,666
BOT CONSTRUCTION LIMITED	120,227,051
BOT-SEEGMILLER A JOINT VENTURE	1,134,775
BOUCHER PRECAST CONCRETE LTD.	155,250

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

BOWDENS MEDIA MONITORING LTD.	$78,992
BOYCHYN AND BOYCHYN IN TRUST	367,669
BPC LONGTERM CARE FACILITIES INC.	54,150
BRAD KNOX EXCAVATING	83,825
BRANS LEHUN BALDWIN IN TRUST	337,212
BRENNAN PAVING & CONSTRUCTION LTD.	37,681,374
BRIAN A FORTUNE	66,627
BRITT LOCAL SERVICE BOARD	54,075
BROCK UNIVERSITY	260,862
BROOKFIELD LEPAGE JOHNSON CONTROLS FMS (BLJC)	245,780
BRUCE TAIT CONSTRUCTION LTD.	62,912
BRUELL CONTRACTING LTD.	991,765
BRUNO'S CONTRACTING (THUNDER BAY) LTD.	294,031
BRYFAM ENTERPRISES INCORPORATED	1,191,407
BUCHANAN FOREST PRODUCTS LTD.	146,073
BUCKS BACKHOEING	108,316
BURGESS ENGINEERING INC.	97,500
BURLINGTON HYDRO INC.	255,541
BUTTON ARMSTRONG & NESS IN TRUST	121,642
C PORTT & ASSOCIATES	52,431
C3 CHEMICALS INC.	198,769
CALLON DIETZ INC.	160,488
CAMARO ENTERPRISES LTD.	168,347
CAMERON WELCH MANAGEMENT LTD.	67,108
CANADA NEWSWIRE LTD.	53,607
CANADA POST CORP.	3,173,688
CANADIAN COUNCIL OF MOTOR TRANSPORT ADMINISTRATORS	252,380
CANADIAN NATIONAL RAILWAYS	415,275
CANADIAN NIAGARA POWER INC.	54,890
CANADIAN PACIFIC RAILWAY	315,472
CANADIAN SALT COMPANY LIMITED	4,877,111
CANADIAN SCALE CO LTD.	60,985
CANNINGTON EXCAVATING 1989 LIMITED	79,179
CANPLAS INDUSTRIES LIMITED	50,010
CAPITAL PAVING INC.	4,664,701
CARDINAL ROOFING & SHEET METAL INC.	161,829
CARGILL SALT	195,012
CARILLION CANADA INC.	31,275,733
CARLETON UNIVERSITY	74,910
CARLSON CONTRACTING (900326 ONTARIO INC.)	96,060
CASE CONSTRUCTION	411,975
CAYUGA MATERIALS & CONSTRUCTION CO LIMITED	113,019
CCL LABEL	1,473,017
CCL/IBI GROUP (CUMMING COCKBURN LIMITED/IBI GROUP)	110,500
CDI EDUCATION	51,110

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

CENTENNIAL COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	$108,814
CENTRAL WELDING & IRON WORKS	55,750
CFPS OFFICE SOLUTIONS LTD	133,743
CH2M HILL CANADA LTD	63,580
CHAMPION ROAD MACHINERY SALES LTT	105,939
CHAMPLAIN AIR SURVEYS LTD	56,041
CHAPPELL BUSHELL STEWART	162,532
CHARLES HENRY KIRKEY/ ELIZABETH STELLA KIRKEY	66,751
CHARTRAND EQUIPMENT (450477 ONTARIO LTD O/A)	693,913
CHARTWELL INC	236,029
CHOUINARD GRADING	190,995
CHRYXUS CORP	73,221
CHURCHILL MARINE TANK FARM	55,463
CITY OF BELLEVILLE	92,044
CITY OF BRAMPTON	223,802
CITY OF BURLINGTON	116,774
CITY OF CAMBRIDGE	180,426
CITY OF HAMILTON	9,388,889
CITY OF LONDON	198,404
CITY OF MISSISSAUGA	358,583
CITY OF OTTAWA	374,552
CITY OF PICKERING	60,050
CITY OF SAULT STE MARIE	56,034
CITY OF STRATFORD	859,168
CITY OF THUNDER BAY	118,552
CITY OF TORONTO	940,140
CITY OF WINDSOR	1,100,000
CLARA INDUSTRIAL SERVICES LTD	2,523,352
CLARENCE ADVENT	88,996
CLAYTON RESEARCH ASSOCIATES LTD	68,942
CLOUTIER CONTRACTING (6080961 CANADA INC)	420,612
CM INC	320,434
CMHC (CANADA MORTGAGE & HOUSING CORP)	83,484
CNC GLOBAL LIMITED	665,527
COCO PAVING (1990) INC	52,772,687
COLIN NEADOW	113,216
COMMUNITY LIVING KINGSTON	97,710
COMPASS GROUP CANADA	88,035
COMPUTER HORIZONS CANADA (ISG)	73,511
CONSTANCE LAKE FIRST NATION	87,323
CONSULTING ENGINEERS OF ONTARIO	74,200
COOK ENGINEERING (V B COOK CO LTD)	2,112,080
COON BROS SAND & GRAVEL (1988) LIMITED	84,297
CORNWALL GRAVEL CO LTD	598,050
CORROSION SERVICE COMPANY LTD	53,062
COUNTY OF DUFFERIN	820,447
COUNTY OF GREY	106,477
COX CONSTRUCTION LTD	90,376
CRUICKSHANK CONSTRUCTION LTD	$21,149,538
CSI CONSULTING INC	424,161
CUSHMAN & WAKEFIELD LEPAGE INC	169,925
CUSTOM CONCRETE PRODUCTS LTD (LAKEHEAD CUSTOM CRUSHING O/A A DIVISION OF)	105,721
CYCOM SERVICES INC	59,509
D M WILLS ASSOCIATES LTD	1,643,140
DAI SYSTEMS INC	197,582
DALE BROOKS	138,303
DAMAR LTD	165,232
DAS DEVELOPMENT CORPORATION	84,500
DATA GROUP OF COMPANIES	203,008
DATA REPRO COM LTD	138,916
DAVID BROWN CONSTRUCTION LTD	70,020
DAVID F WOOD CONSULTING LTD	69,276
DAVID FOLEY CARTAGE	234,328
DAVID HAROLD GJOS & PATRICIA ANN GJOS	293,234
DAVID LEVEILLE CONTRACTING	149,190
DAVID NANCHIN	104,980
DAVID S LAFLAMME CONSTRUCTION INC	69,420
DAVID SIDNEY COWAN	301,051
DEC MAINTENANCE	160,638
DELCAN CORP	4,524,053
DELPH & JENKINS NORTH LTD	117,635
DENNIS ROBINSON LTD	286,971
DESIGN ELECTRONICS	219,066
DESIGNED ROOFING INC	115,100
DESMARAIS KEENAN LLP (BARRISTERS & SOLICITORS)	61,038
DF ELLIOTT CONSULTING ENGINEERS LTD	474,850
DIAMOND ENVIRONMENTAL INC	119,629
DIAMOND STONEBRIDGE CONTRACTING INC	6,308,300
DIGITALEMBRACE INC	955,020
DILLON CONSULTING LTD	3,217,343
DIRECT CONSTRUCTION CO LTD	156,526
DOMTAR INC	291,448
DONALD H WILLS CONSTRUCTION LTD	70,652
DONALD MACGOWAN TRUCKING	297,941
DONEGAN HAULAGE LIMITED AND READY MIX	729,942
DRAYCOTT ENVIRONMENTAL INC	210,145
DST CONSULTING ENGINEERS INC	213,943
DUFFERIN CONSTRUCTION COMPANY	95,389,775
DUNCAN MARSHALL	66,889
DUNCOR ENTERPRISES INC	3,261,685
DUPONT PAINTING CONTRACTING LIMITED	458,083
E & E MCLAUGHLIN LTD	90,531
E & E SEEGMILLER LTD	1,221,321

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

E & W BLANE TRUCKING & EXCAVATION LTD.	$369,184
EA SHIPMAN ELECTRIC LTD.	81,425
EARL SAUNDERS CONTRACTING	134,224
EARTH TECH (CANADA) INC.	3,560,206
ECONOLITE CANADA INC.	164,558
ECOPLANS LTD.	981,496
EDELMAN PUBLIC RELATIONS WORLDWIDE CANADA INC.	59,620
EDS CANADA INC.	16,134,405
EIGHTY-FIVE ELECTRIC	81,579
EILEEN ROOFING INC.	55,950
ELECTROMEGA LTD.	157,998
ELK CONSTRUCTION (2013341 ONTARIO LTD).	1,437,801
ELLIOTT & ASSOCIATES CONSULTING SERVICES INC.	119,133
ELLWOOD ROBINSON LTD.	200,976
ENBRIDGE	940,819
ENERSOURCE HYDRO MISSISSAUGA INC.	809,480
ENGINEERING NORTHWEST LTD.	1,939,811
ENVIRONMENT CANADA	248,318
E-PRINTING CORP INC.	221,025
ERNEST JAMES CLEMENTS & MARGARET EDITH CLEMENTS	231,871
ERNESTO ARRIZZA AND JANET ARRIZZA	77,802
ESKO SAVELA & SON CONTRACTING INC.	883,309
ESRI CANADA LTD.	125,005
ESTATE OF GORD SCARLETT	73,055
ETHIER SAND & GRAVEL LTD.	73,262
EVEREST GEODETICS	99,710
F G D GENERAL CONTRACTING LTD.	121,887
FACCA INC.	516,666
FERMAR PAVING LTD.	4,868,764
FGI WORLD	67,055
FITZGIBBON CONSTRUCTION LIMITED	145,842
FLOW-KLEEN TECHNOLOGY LTD.	114,210
FORTRAN TRAFFIC SYSTEMS LTD.	104,220
FOSTER SEWER SERVICES (822498 ONTARIO INC).	70,042
FOWLER CONSTRUCTION COMPANY LTD.	10,810,895
FRANCIS POWELL & COMPANY LIMITED.	2,231,497
FRANCIS THOMAS CONTRACTING COMPANY LTD.	451,851
FRED TOLTON	106,724
FRONTIER CONTRACTING INC.	50,834
FUJITSU SOFTWARE CORPORATION	50,678
FURNITURE REPAIR SHOP	64,365
G & K SERVICES CANADA INC.	57,504
G D JEWELL ENGINEERING INC.	1,998,367
GAMBLE CONTRACTING	65,175
GARDEN RIVER CONSTRUCTORS	4,878,922
GARDEN RIVER DEVELOPMENT CORP.	4,593,101
GARDEN RIVER FIRST NATION	3,293,376

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

GARY STEELE HAULAGE & GRADING	$714,294
GE EQUIPMENT SERVICES	84,601
GE INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTIONS	1,214,467
GE TECHNOLOGY FINANCE	1,994,142
GENERAL CHEMICAL CANADA LTD.	75,691
GEO-LOGIC INC.	163,854
GEOPLAN OPUS CONSULTANTS INC.	64,011
GEORGE ARMSTRONG CO LIMITED	846,216
GEORGIAN AGGREGATES & CONSTRUCTION INC.	1,490,845
GERALD CARR & MARION MARQUERITE CARR	293,504
GERALDTON COMMUNITY FOREST INC.	83,097
GERARD P MURPHY IN TRUST	201,703
GETRONICS CANADA INC.	1,442,555
GIFFELS ASSOCIATES LTD.	1,761,938
GILBERT SHYMANSKI	83,122
GILBERTSON ENTERPRISES	2,616,947
GLEN BAIRD	98,494
GLOBAL LEARNING SOLUTIONS INC.	82,974
GLOBALSTAR CANADA SATELLITE CO.	61,305
GODERICH-EXETER RAILWAY COMPANY	56,574
GOLDER ASSOCIATES LTD.	638,237
GOLDIE MOHR LTD.	346,291
GOODMAN & CARR LLP	166,092
GOODMANS LLP	1,405,329
GORDON CHAPMAN	61,457
GOWLING LAFLEUR HENDERSON LLP	60,091
GRAHAM BROS CONSTRUCTION LTD.	13,493,010
GRAND & TOY LTD.	119,838
GRANT THORNTON LLP	98,347
GRASSHOPPER	63,012
GREAT LAKES POWER LTD (BRASCAN POWER CORP).	707,380
GREER GALLOWAY GROUP INC.	2,139,493
GREY ISLAND SYSTEMS INC.	140,049
GSI INTERNATIONAL CONSULTING GROUP	1,335,428
GUELPH HYDRO ELECTRIC SYSTEMS INC.	60,838
GUILD ELECTRIC LTD.	3,523,431
H&R NOBLE CONSTRUCTION LTD.	59,100
HANS J E KOKKINEN AND ANNE M VAUGHAN	93,800
HARD ROCK PAVING CO LTD.	9,684,183
HARD-ROCK HIGHWAY MAINTENANCE INC.	2,775,910
HARLEY PHIBBS	214,280
HARMER PODOLAK ENGINEERING CONSULTANTS INC.	471,114
HARNDEN & KING CONSTRUCTION INC.	676,632
HAROLD MCQUAKER ENTERPRISES LTD.	167,527
HAROLD SUTHERLAND CONSTRUCTION LTD.	1,305,065

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

HARPAR MANAGEMENT CORP.	$126,693
HATCH MOTT MACDONALD LTD.	96,114
HAUTAMAKI ESTATES LIMITED.	1,584,700
HAWK RIVER CONSTRUCTION.	66,718
HEART LAKE GARDENS INC.	1,852,958
HEDDLE MARINE SERVICE INC.	129,201
HENDERSON PADDON & ASSOCIATES LTD.	6,408,187
HENRY ST AMANT & SONS CONSTRUCTION (656273 ONTARIO INC).	561,093
HERMANN'S CONTRACTING.	55,731
HERMANS' HOLDINGS.	152,880
HERMISTON & SONS OVERHEAD DOORS.	78,485
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CO.	1,355,168
HIGH POINT ENVIRONMENTAL INC.	58,985
HIGHWAY CONSTRUCTION INSPECTION ONTARIO INC.	2,988,457
HJ BROOKS CONTRACTING LTD.	163,724
HLB DECISION ECONOMICS.	316,680
HORIZON UTILITIES CORPORATION.	240,381
HUGH MUNRO CONSTRUCTION LIMITED.	73,293
HUGOMARK CONSTRUCTION INC.	87,200
HURON CONSTRUCTION CO LTD.	1,063,189
HUSKY OIL MARKETING COMPANY.	251,142
HYDRO ONE.	1,837,773
HYDRO ONE BRAMPTON.	92,517
HYDRO ONE NETWORKS INC.	2,836,946
HYDRO OTTAWA LTD.	339,001
HYPERION SOLUTIONS CORP.	146,185
HYPRESCON INTERNATIONAL INC.	261,400
I L HUGHES (IRWIN HUGHES EQUIPMENT LTD).	77,730
IBI GROUP.	1,455,022
IBIS PRODUCTS LTD.	177,250
IBM BUSINESS SERVICES CO.	97,829
IBM CANADA LTD.	8,872,145
ICONOMICS INC.	113,596
ICU TECHNOLOGIES INC.	305,436
IGATE MASTECH LTD.	262,829
IMEX SYSTEMS INC.	1,086,201
IMPERIAL OIL.	72,234
INFORMATICA CORPORATION.	90,043
INFORMATION BUILDERS (CANADA) INC.	616,368
INNOVATIVE MUNICIPAL PRODUCTS INC.	900,978
INNOVATIVE TRAFFIC SOLUTIONS INC.	266,089
INSIGHTS LEARNING & DEVELOPMENT LTD.	71,160
INTEGRATED MAINTENANCE & OPERATIONS SERVICES INC.	42,093,036
INTERNATIONAL FORENSIC & LITIGATION APPRAISAL SERVICES INC.	156,730
IRENE SHOUFTAS AND GEORGE SHOUFTAS.	490,336
ITRANS CONSULTING INC.	$878,055
ITT FLYGT.	201,109
IVOR HULMES & SONS CONTRACTING LTD.	71,330
J & S CONSTRUCTION.	177,697
J B PEDLAR.	203,640
J I ENTERPRISES (823292 ONTARIO LTD).	168,601
J ROSS ANDERSON (636890 ONTARIO LTD O/A).	1,881,273
J&P LEVEQUE BROS HAULAGE LTD.	14,318,463
JA MEDIA SERVICES.	74,497
JACK WILLIAM GRIFFITHS.	155,256
JACQUES WHITFORD LTD.	60,200
JAGGER HIMS LIMITED.	598,874
JAMES WOODS ARMSTRONG.	86,957
JASON SUTTON CONTRACTING.	53,629
JERRY FRANZESE TRUCKING LTD.	144,040
JMC TRANSPORTATION GROUP.	1,125,986
JOE NENISKA & SONS LTD.	426,128
JOHN ALBERT BENNETT (J BENNETT TRUCKING).	52,866
JOHN D PATERSON & ASSOCIATES LIMITED.	619,101
JOHN EMERY GEOTECHNICAL ENG LTD.	244,373
JOHN GOLTZ SURVEYING LTD.	498,466
JTJ CONTRACTING (EMO) LTD.	473,985
JUNO SYSTEMS INC.	54,204
K J BEAMISH CONSTRUCTION CO LTD.	2,567,514
KARHI CONTRACTING INC.	1,547,418
KARSON KARTAGE & KONSTRUCTION LTD.	1,025,859
KATAQUAPIT EQUIPMENT.	76,053
KDN PAVEMENT MARKINGS LTD.	109,117
KEN DESSERRE.	136,508
KIMBERLY RUTH ROBERTS.	341,428
KINGFISHER LAKE FIRST NATION.	76,672
KITCHENER-WILMOT HYDRO INC.	150,359
KNOWLES CONSULTANCY SERVICES INC.	132,522
KODAK CANADA INC.	185,097
KONSTANTINIS DANNY GOUSTERIS/ MARIA MARY GOUSTERIS.	68,250
KPMG CONSULTING LLP.	58,870
KUPPER CONTRACTING LIMITED.	447,874
KWIK-SHRED.	423,256
L LINKLATER TRUCKING.	55,897
LAFARGE CANADA INC.	90,520
LAFARGE PAVING & CONSTRUCTION (EASTERN) LIMITED.	298,745
LAFARGE PAVING & CONSTRUCTION LTD.	5,917,443
LAFRENTZ ROAD SERVICES (1999) LTD.	73,318
LARRY BEDFORD & ASSOCIATES LTD.	137,715

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

LARRY R COULDRIDGE/ JUDITH EDWARDS/RANDY WOZNEY/ LINDA WYBRANIAK/ ROSSLYN ARMSTRONG	$72,975
LARRY'S FENCING LTD	148,050
LAURENT LEBLANC LTD	122,478
LAURIE ANN SANTULLI AND THOMAS JOHN SANTULLI	144,097
LAVIS CONTRACTING CO. LTD	8,234,782
LAWN SALON	111,889
LEA CONSULTING LTD	4,608,071
LECOL SALES INC	56,771
LEDSTAR INC	202,474
LEMAN GROUP ADVISORY SERVICES INC	356,545
LEMPIALA SAND & GRAVEL LTD	71,615
LEO ALARIE & SONS LTD	7,598,145
LEROY CONSTRUCTION (408761 ONTARIO LTD O/A)	1,673,843
LESLIE WILLIAM COBURN	189,278
LEUSCHNER'S LAWN & LANDSCAPE	66,837
LGL LTD	130,095
LILIANNE ANNE FRACULJ	657,562
LINTEX COMPUTER GROUP INC	79,743
LIONEL CHAPUT/MABEL CHAPUT/ DAVID THEODORE CHAPUT	118,052
LISA JAKOBSEN COMMUNICATIONS	64,800
LLOYD COLLINS CONSTRUCTION LTD	439,391
LOACH ASPHALT LTD	85,215
LOOBY CONSTRUCTION LTD	7,588,736
LORNE MCMILLEN	176,662
LPJ CONTRACTING CO LTD	100,782
LSM CONSULTING	97,440
LTJ HOLDCO INC	3,665,004
LYRECO CANADA INC	1,412,147
M & G FENCING INC	1,105,470
M C P D CONSULTANTS INC	942,809
M F TULLOCH INC	6,060,344
M J LABELLE CO LTD	11,136,205
M L JUDSON (M L JUDSON TRUCKING LTD)	120,295
M MACINTYRE TRUCKING INC	260,182
M R DUNN HOLDINGS LTD	206,709
M SULLIVAN & SON LTD	1,511,235
MAACKON CORP	141,814
MACDONELL'S GARDEN CENTRE	426,429
MACKENZIE RAY HERON & EDWARD H	65,317
MACNAUGHTON HERMSEN BRITTON CLARKSON PLANNING LIMITED	67,690
MAPCON MAPPING LTD	71,089
MARGARET A PORTER	327,211
MARSH CANADA LTD	158,350
MARSHALL MACKLIN MONAGHAN LTD	3,518,503
MARTEL CONTRACTING (1531121 ONTARIO LTD)	117,103

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

MARTIN'S STORAGE & DATA MANAGEMENT	$56,889
MARVAC INDUSTRIAL ELECTRIC LTD	71,437
MATACHEWAN FIRST NATION	126,666
MATTAGAMI CONSTRUCTION LTD	92,254
MBS (MEDIA BUYING SERVICES LTD)	1,746,854
MCCORMICK RANKIN CORP	14,827,603
MCD SERVICE	121,613
MCINTOSH PERRY CONSULTING ENGINEERS LTD	3,018,803
MCLAREN BROTHERS CONSTRUCTION CO LTD	62,834
MCLAUCHLIN & ASSOCIATES (BARRISTERS AND SOLICITORS)	240,212
MCMASTER UNIVERSITY	121,953
METEX INC	775,427
METROCELL COMMUNICATIONS	80,144
METTLER-TOLEDO INC	110,141
MICA MANAGEMENT RESOURCES	59,471
MICHAEL JOHN MCNEELY & SUSAN PATRICIA MCNEELY	589,911
MICHAEL JOHN SAUNDERS AND ELLEN RUTH SAUNDERS	85,100
MICROSOFT CANADA CO	343,100
MID-NORTH APPRAISALS LTD	145,750
MID-RANGE COMPUTER GROUP (MID-RANGE COMPUTERBROKERS INC)	153,915
MIDWAY GRAVEL SUPPLY LTD	152,166
MILL LAKE STONE QUARRY	781,068
MILL-AM CORPORATION	4,490,289
MILLER GROUP	8,141,430
MILLER MAINTENANCE LIMITED (NIAGARA)	68,305
MILLER MAINTENANCE LTD	635,419
MILLER NORTHWEST LTD	4,085,399
MILLER PAVING LIMITED	53,913,906
MITCHELL HATT & ASSOCIATES INC	80,533
MLA NORTHERN CONTRACTING LTD	5,343,874
MOHAWK COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	64,826
MOORE CANADA	2,284,952
MOORE WALLACE BUSINESS COMMUNICATIONS SERVICES INC	64,801
MORGAN OIL	237,374
MORRISON HERSHFIELD LTD	13,440,220
MORRISON SYSTEMS CONSULTING INC	153,007
MSO CONSTRUCTION LTD	2,746,728
MTS ALLSTREAM INC	321,158
MULTILEK INC	120,949
MULTI-STRATA MANAGEMENT	86,130
MURRAY GROUP LTD	319,990
NADUM INC	648,300
NATIONAL CAPITAL ENGINEERING LTD (NCE)	1,036,740
NEIL FLEGG CARTAGE LTD	263,220

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

NEOPOST CANADA LIMITED	$177,752
NEWTON ENTERPRISES 1983	169,549
NEX INNOVATIONS INC	59,787
NIAGARA CRACK SEALING (788893 ONTARIO LTD)	140,286
NIAGARA FALLS BRIDGE COMMISSION	1,712,553
NIAGARA FALLS HYDRO	120,095
NOR BUILDING ENTERPRISES LTD	68,290
NOR ENG CONSTRUCTION & ENGINEERING INC	1,222,831
NORTH BAY HYDRO	95,727
NORTH WEST COMPANY INC	315,132
NORTHERN CONSTRUCTION & MAINTENANCE (1621730 ONTARIO INC)	283,615
NORTHERN EAGLE ENTERPRISES (1031311 ONTARIO INC)	427,519
NORTHERN PIPE SUPPLY LTD	81,934
NORTHERN TELEPHONE LTD	153,895
NORTHLAND ENGINEERING (1987) LTD	1,213,200
NORTHWAY-PHOTOMAP INC	276,572
NORTH-WEST LINES	798,252
NOVAX INDUSTRIES CORP	94,672
NRB INC	118,953
NW ROOFING OF NEW HAMBURG	92,846
OAKLAND COMPUTERS RECYCLING INC	63,483
OAKLIN TRUCKING AND LEASING LTD	127,903
OAKVILLE HYDRO ELECTRICITY DISTRIBUTION INC	265,044
OCE-CANADA INC	53,264
ONTARIO GOOD ROADS ASSOCIATION	97,256
ONTARIO LINE CLEARING & TREE SERVICES LTD	84,900
ONTARIO NORTHLAND TELECOMMUNICATION	57,675
ONTARIO REALTY CORP	26,622,307
ONTARIO TRAFFIC INC	103,010
ONTERA	65,551
ONYX INDUSTRIAL SERVICES	258,825
ORACLE CORP CANADA INC	275,423
ORILLIA POWER DISTRIBUTION CORP	50,521
OSCAR JONES CONTRACTING	126,528
OTTAWA FIRE SERVICES	141,925
OTTAWAY MOTOR EXPRESS LIMITED	119,137
OTTEWELL ENTERPRISES LTD	52,673
OWEN KING LTD	279,546
OWEN SOUND TRANSPORTATION CO LTD	3,542,028
PACIFIC SAFETY PRODUCTS INC	153,357
PAGNUTTI DEVELOPMENTS LIMITED	305,133
PARK BAY MOTEL & RESTAURANT	118,479
PARTNERING AND PROCUREMENT INC	681,693
PAUL BROWN TRUCKING	683,371
PAUL H TORRANCE SURVEYING LTD	125,000
PAVE-AL LTD & ORLANDO CORPORATION	$184,492
PAVESEAL LTD	359,707
PAYTAHPUN FUELS	59,512
PEDERSEN CONSTRUCTION INC	368,301
PENINSULA CONSTRUCTION INC	221,924
PETER KIEWIT SONS CO	8,500,436
PETERSEN'S STORE & CONTRACTING	53,408
PETO MACCALLUM LTD	317,887
PG GARAGE	90,393
PHA ENGINEERING LTD	266,879
PHIBBS & JENSEN CONTRACTING LTD	549,070
PHILIPS ENGINEERING LTD	512,285
PHYLLIS HOLDAWAY	75,235
PIONEER CONSTRUCTION INC	57,952,745
PIPEFLO CONTRACTING CORPORATION	88,405
PITNEY BOWES CANADA LTD (PITNEY BOWES LEASING)	169,422
POLLARD HIGHWAY PRODUCTS LTD	1,110,003
POLYFUSION	51,736
POPLAR HILL FIRST NATION	95,343
POSTAGE BY PHONE	60,200
POWELL CONTRACTING LTD	866,521
POWERSTREAM INC	335,311
PRICEWATERHOUSE COOPERS LLP	116,349
PRO STITCH INC	131,650
PROCOM PROFESSIONAL COMPUTER CONSULTANTS GROUP LTD	2,334,239
PROGRAMMER'S PARADISE (CANADA) INC	70,622
PROMETHEAN SYSTEMS CONSULTANTS INC	123,036
PROVISION IT RESOURCES LTD	243,145
PROVOST ROOFING LTD	67,720
PRPICH FORESTRY AND CONSTRUCTION (786280 ONTARIO INC)	104,624
PSTG HOUSE (PSTG CONSULTING INC)	121,394
PUROLATOR COURIER LTD	487,098
PYRAMID TRAFFIC INFORMATION SERVICES	72,134
QUEEN'S UNIVERSITY	54,447
R W CONTROLS (1178391 ONTARIO INC)	140,578
R W TOMLINSON LTD	12,270,859
RAINONE CONSTRUCTION LTD	2,322,934
RAM IMAGING	162,930
RANKIN CONSTRUCTION INC	1,018,042
RAYMOND PROVOST CARTAGE CO LTD	258,710
REAL PROPERTY ADVISORS INC	54,235
RECEIVER GENERAL FOR CANADA	372,299
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM	670,052
REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON	607,644
REGIONAL MUNICIPALITY OF NIAGARA	750,497
REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL	186,224
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK	392,469

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

REJEAN LAUZON & JANET/ MARTHA PARENT	$272,485
RICHARD JONES MANAGEMENT CONSULTANT	178,858
RICK BROWN TRUCKING	98,041
RICOH CANADA INC	83,581
RIVERSIDE AGGREGATES	197,894
RM BELANGER LTD	390,293
ROAD MAINTENANCE SPECIALISTS	180,364
ROADLAST 2000 INCORPORATED	1,700,330
ROADMASTER ROAD CONSTRUCTION AND SEALING LTD	657,569
ROB DICKINSON CONTRACTING	88,201
ROBERT HAMMEL AND MARY ISABEL HAMMEL	161,051
ROBERT SIMON CONSTRUCTION LIMITED	76,371
ROBINSON HAULAGE INC	316,799
ROGER MITCHELL	111,895
ROGERSWIRELESS	321,466
ROLLING LAKE HOLDINGS LTD	2,645,561
ROLLS-ROYCE CANADA LTD	137,171
RON BOYD TRUCKING	341,276
RONALD FRANCIS REAUME AND JANICE MARIE REAUME	140,825
RONALD G BURK IN TRUST	159,760
RONALD M FEX	53,654
RONALD RENAUD	80,046
RONEN PUBLISHING HOUSE	377,431
ROYAL FENCE LIMITED	261,727
ROYAL LEPAGE RELOCATION SERVICES	74,568
ROYEL PAVING LTD	888,600
RUETER SCARGALL BENNETT IN TRUST	69,058
RU-LINK COMPUTER CORP	146,532
RUSSELL DRAGO	54,460
RW ELECTRIC (DIV OF 681185 ONTARIO INC O/A)	178,532
S&H BROOKS LOGGING & CONSTRUCTION LTD	69,521
SALVATORE CINQUEMANI/MARIE CINQUEMANI	526,078
SAMUEL SPECIALTY METALS CANADA	269,509
SANDY LAKE COMMUNITY DEVELOPMENT SERVICES INC	59,133
SCUGOG SIGNS	254,654
SENECA COLLEGE OF APPLIED ARTS & TECHNOLOGY	76,172
SENSIBLE SECURITY SOLUTIONS	100,934
SERCO DES INC	599,860
SHAHEEN & PEAKER LTD	125,163
SHERIDAN COLLEGE INSTITUTE OF TECHNOLOGY & ADVANCED LEARNING	77,477
SHORE CONSULTING GROUP INC	67,077
SIEMENS CANADA LTD	80,109

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

SIERRA SYSTEMS GROUP	$1,386,277
SIFTO CANADA INC	13,849,571
SIGFUSSON NORTHERN	587,676
SIKKENS CONSTRUCTION	209,035
SMITHS CONSTRUCTION COMPANY (ARNPRIOR) LIMITED	1,485,885
SNC LAVALIN ENGINEERS & CONSTRUCTORS INC	692,279
SNC-LAVALIN PROFAC INC	1,419,865
SOFTCHOICE CORPORATION	52,686
SOFTWARE SPECTRUM	1,118,683
SOO MILL HOLDINGS LIMITED	207,528
SOURCECODE NORTH AMERICA INC	67,610
SOUTHFORK EXCAVATING (116896 ONTARIO INC)	2,110,477
SPIRIT OF PENTECOST	4,530,891
STACEY ELECTRIC CO LTD	5,239,356
STANTEC CONSULTING LTD	5,121,632
STEED & EVANS LTD	15,427,527
STEVEN BLAIR CONTRACTING	102,971
STEVEN ETTINGER AND JOANNE PRINS	344,379
STINSON EQUIPMENT LTD	62,090
STORAGE SYSTEMS CONSTRUCTION CORP	1,663,884
STRATEGIC RELATIONSHIPS SOLUTIONS INC	165,582
STURGEON FALLS BRUSH LIMITED	53,447
SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA	51,035
SUNCOR ENERGY PRODUCTS INC	1,085,203
SUPERIOR PROPANE INC	598,439
SUPREMEX INC	122,800
SURFACE SYSTEMS INC (SSI)	106,509
SUSAN GEARY AND ASSOCIATES PHD	61,240
SUTCLIFFE RODY QUESNEL INC	704,227
SWANSEA COMPUTER SPECIALISTS LTD	2,090,826
SYNECTICS TRANSPORTATION CONSULTANTS INC	392,094
SYNRE VOICE TECHNOLOGIES INC	285,284
T G CARROLL CARTAGE LTD	841,038
TECK NORTHERN ROADS LTD	131,246
TED BELLEAU	107,500
TEK SYSTEMS	199,495
TELUS MOBILITY	280,930
TELUS NATIONAL SYSTEMS INC	279,703
TENCO MACHINERY LIMITED	79,750
TERANORTH CONSTRUCTION & ENGINEERING LTD	13,373,827
TERRATECH EQUIPMENT	675,000
TERRIO ROAD MARKING (463051 ONTARIO LTD)	1,517,411
THE BURKE GROUP	90,384
THE CANNINGTON GROUP INC	81,234
THE MUN OF NIAGARA	83,339
THE OLD FRUIT STAND CO LTD	950,956

MINISTRY OF TRANSPORTATION/MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OTHER PAYMENTS (CONT'D)/AUTRES PAIEMENTS (SUITE)

THE UNIFORM GROUP	$126,631
THEO WILLEMS EXCAVATION LTD	417,470
THUNDER BAY HYDRO ELECTRICITY DISTRIBUTION INC	172,699
THUNDER BAY MOBILITY	58,237
THUNDER BAY TESTING & ENGINEERING LTD	2,564,442
THURBER ENGINEERING LTD	81,263
TIP TOP TREE SERVICES LTD	62,935
TLW ENTERPRISE INC	594,901
TOM VEERT CONTRACTING LTD	238,244
TOM WILSON CARTAGE LTD	226,044
TOROMONT CAT POWER SYSTEMS (TOROMONT INDUSTRIES LTD)	123,495
TORONTO FIRE SERVICES	466,405
TORONTO HYDRO ELECTRIC SYSTEMS LTD	1,421,593
TORONTO ZENITH CONTRACTING LTD	368,497
TOSHIBA OF CANADA LTD	93,767
TOWN OF AJAX	93,452
TOWN OF ESSEX	53,039
TOWN OF INNISFIL	61,950
TOWN OF LAKESHORE	69,475
TOWN OF MARKHAM	251,396
TOWN OF NORTH PERTH	333,966
TOWN OF OAKVILLE	95,228
TOWNSHIP OF BLANDFORD-BLENHEIM	58,800
TOWNSHIP OF GEORGIAN BAY	57,750
TOWNSHIP OF JAMES	54,269
TOWNSHIP OF MICHIPICOTEN	64,961
TOWNSHIP OF PUSLINCH	51,800
TOWNSHIP OF SPRINGWATER	60,375
TRAFFIC TECHNOLOGY 2000 (177180 CANADA INC)	75,887
TRANS CANADA PIPELINE	118,558
TRANSENCO LTD	2,836,587
TRANSPORTATION ASSOCIATION OF CANADA	264,536
TRIOS TRAINING CENTRES LTD	72,347
TRITON ENGINEERING SERVICES LTD	995,631
TROW ASSOCIATES INC	1,113,906
TSH ASSOCIATES (TOTTEN SIMS HUBICKI ASSOCIATES (1991) LTD)	5,169,938
TWD ROADS MANAGEMENT	63,948,073
UMA ENGINEERING LTD	3,795,464
UNDERGROUND SERVICES (1983) LTD	16,985,120
UNIFORM GROUP INC	68,754
UNION GAS LTD	1,922,047
UNISYS CANADA INC	74,912
UNIT PARK	98,768
UNITARIAN CONGREGATION OF SOUTH PEEL	236,965
UNIVERSITY OF TORONTO	1,213,105
UNIVERSITY OF WATERLOO	623,684
URS CANADA INC	17,145,215
UTILITIES KINGSTON	$72,396
VAISALA INC	291,117
VAN PELT CONSTRUCTION INC	382,582
VAN VALKENBURG COMMUNICATIONS	98,638
VANDYK-MARY FIX CREEK DEVELOPMENTS LIMITED	3,045,588
VERIDIAN CONNECTIONS INC	150,573
VERIDIAN CORPORATION	87,487
VER-MAC INC	234,943
VERNA ELLIS AND MARGARET VINCENT (ESTATE)	158,882
VILLENEUVE CONSTRUCTION CO LTD	7,114,129
VISIONMAX SOLUTIONS INC	90,155
VSN FERRY SERVICES	206,402
WARD'S VARIETY (BURK'S FALLS) LIMITED	233,090
WASAYA AIRWAYS LIMITED PARTNERSHIP	126,295
WASAYA PETROLEUM LP	458,768
WEDGEWOOD GOLF CENTRE LIMITED	466,865
WEILER & COMPANY	99,056
WEINMANN ELECTRIC LTD	3,681,729
WEIR GRADALL LIMITED	54,570
WEIRFOULDS LLP	136,331
WELLAND HYDRO-ELECTRIC SYSTEM CORP	85,481
WEMP & SMITH CONSTRUCTION LTD	174,757
WES RYDALL CONTRACTING	456,919
WIGHT CONSTRUCTION LTD	214,719
WILFRID PAIEMENT & SONS	64,716
WINISK CONTRACTING	76,318
WINTERS AGGREGATES LIMITED	81,608
WM HUCKELL & SON CONTRACTING	80,012
WORKGROUP DESIGNS INC	1,444,563
WORLD WEATHER WATCH	117,093
WP AULTMAN RENTAL	68,455
XEROX CANADA LTD	313,030
Y/J ENTERPRISES	143,604
YVEROY ENTERPRISE	131,125
ACCOUNTS UNDER $50,000/COMPTES INFÉRIEURS À 50 000$	28,594,129

STATUTORY/CRÉDITS LÉGISLATIFS

MINISTER'S SALARY/TRAITEMENT VERSÉ AU MINISTRE:	
HON. TAKHAR, MR. HARINDER S	
APRIL 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	$35,211
PARLIAMENTARY ASSISTANTS' SALARIES/ TRAITEMENT VERSÉ AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRE:	
LALONDE, MR JEAN-MARC	
APRIL 1, 2005 TO OCTOBER 31, 2005	$7,246
MCNEELY, MR. PHIL	
NOVEMBER 1, 2005 TO MARCH 31, 2006	5,175

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.gov.on.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.gov.on.ca.

© Queen's Printer for Ontario, 2006